

TABLE NOMINATIVE 2010 - DÉBATS DU SÉNAT

ABOUT (Nicolas)
sénateur (Yvelines)
UC

Président du Groupe Union centriste.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 19 février 2010.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 29 (2009-2010)] relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 227 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 111 (2009-2010)] tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 279 (2009-2010)] (10 février 2010) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à créer un délit de polygamie, d'incitation à la polygamie, avec circonstances aggravantes pour fraude aux aides sociales, et à inciter les victimes à la décohabitation, à l'insertion sociale et professionnelle et à l'assimilation à la communauté française [n° 501 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Contribution au débat sur la fin de vie [n° 579 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à limiter la production de viande provenant d'animaux abattus sans étourdissement aux strictes nécessités prévues par la réglementation européenne [n° 711 (2009-2010)] (15 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 14) : son intervention).

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 20, 21) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173 (2009-2010)]** - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 77, 78) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 318, 319) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (21 janvier 2010) (p. 396).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)] (suite)** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 435, 436) : son amendement n° 645 : mode d'élection du conseiller territorial ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 2 (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)** (p. 638) : favorable à l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse. - **Article 5 (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole)** (p. 719) : soutient l'amendement n° 639 de M. Yves Détraigne ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20 (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre)** (p. 991) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1476, 1478) : son intervention. - **Article 5 bis (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires)** (p. 1518) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 5 ter (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine)** (p. 1526, 1529) : ses amendements n° 5 et 10 ; retirés ; et n° 6, 7, 8 et 9 ; adoptés. Sur l'amendement n° 5 précité, son sous-amendement n° 103 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) (p. 1546, 1548) : son amendement n° 13 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1678, 1679) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 1708) : son amendement n° 1 : précision ;

adopté. - **Article 1er** (*Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux*) (p. 1712) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1720, 1728) : son amendement n° 3 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 12** (*Obligations d'information sur les modalités d'accès et d'inscription au site Internet et les moyens d'identification des joueurs*) (p. 1742, 1743) : ses amendements n° 4 et 5 ; retirés ; n° 111, 91 et 92 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 25** (*Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1770) : intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-18 à L. 137-24 nouveaux, L. 136-7-1, L. 139-1 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Nouveaux prélèvements sociaux créés au profit de la sécurité sociale) (p. 1800, 1801) : ses amendements n° 6 et 7 ; adoptés.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1862, 1863) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1879) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2629) : son amendement n° 294 ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3075, 3076) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 500 (2007-2008)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3207, 3208) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A*) (p. 4297) : votera contre l'amendement n° 2 de M. Claude Domeizel.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4337, 4339) : son intervention. - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4355) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4358) : son amendement n° 68 ; adopté. (p. 4361, 4362) : intervient sur son amendement n° 68 précité. - **Article 7** (*Autorités susceptibles de saisir le Défenseur des droits*) (p. 4365) : son amendement n° 80 ; rejeté. - **Article 8** (*Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée*) (p. 4366, 4367) : son amendement n° 69 ; adopté. - **Article 9** (*Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés*) (p. 4370) : son amendement n° 70 ; adopté. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 4372) : son amendement n° 71 ; adopté. - **Article 12** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de*

ses compétences en matière de droits des enfants) (p. 4378) : son amendement n° 72 ; adopté. - **Article 20** (*Appréciation souveraine du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations*) (p. 4383, 4384) : son amendement n° 79 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Article 32** (*Coordinations avec le projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 4444) : son amendement n° 77 ; devenu sans objet. - **Article 33** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 4446) : son amendement n° 78 ; devenu sans objet. - **Demande de seconde délibération** (p. 4452) : favorable à la demande de seconde délibération. - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4458) : son intervention. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 4460) : intervient sur l'amendement n° A-5 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4486, 4488) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4548, 4550) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - *L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4647) : son amendement n° 164 ; adopté. (p. 4648) : son amendement n° 163 ; adopté.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5378, 5380) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5408, 5409) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (29 juin 2010) (p. 5439).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5578).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5630, 5633) : soutient l'amendement n° 544 de M. Yves Détraigne ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 12** (*chapitre IV [nouveau] du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions*) (p. 5718) : soutient l'amendement n° 545 de M. Hervé Maurey ; adopté. - **Article 13** (*chapitre IV [nouveau] du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions*) (p. 5723) : soutient l'amendement n° 546 de M. Hervé Maurey ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*)

(p. 5919) : son amendement n° 555 ; adopté. (p. 5921) : intervient sur l'amendement n° 555 précité. - **Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements - Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage) (p. 5929) : son amendement n° 556 ; adopté. - **Article 35 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales - Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes) (p. 5931) : son amendement n° 557 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5945, 5946) : son amendement n° 551 : rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture ; rejeté. (p. 5947) : son amendement n° 553 : établissement d'un scrutin mixte pour l'élection des conseillers territoriaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5992) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6008) : son amendement n° 552 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6013) : intervient sur l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires). - **Article additionnel après l'article 36 C** (p. 6035) : son amendement n° 548 : dispositif d'incitation financière au respect de la parité lors des élections des conseillers territoriaux ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6054, 6055) : la majorité des membres du groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7422, 7424) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7493, 7494) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7541) : son intervention. - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7579) : intervient sur son amendement n° 598, présenté par M. Yves Détraigne le 6 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7634). (p. 7650, 7651). - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7686) : réponse à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 7711, 7712) : son amendement n° 575 ; rejeté. (p. 7712, 7713) : son amendement n° 592 ; rejeté. (p. 7719) : ses amendements n° 563 ; retiré ; et n° 566 ; devenu sans objet. (p. 7720) : son amendement n° 569 ; devenu sans objet. (p. 7721, 7722) : sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1183 ; adopté. (p. 7729) : intervient sur le sous-amendement n° 1183 précité.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7764) : intervient sur le sous-amendement n° 1199 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7787, 7789) : le groupe de l'Union centriste votera contre les amendements n° 575 et 592 de M. Jean-Pierre Caffet. Votera l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité

sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7872) : son amendement n° 597 ; adopté. (p. 7875) : intervient sur son amendement n° 597.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8019) : réponse aux orateurs. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8042) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AB (Nouveau) (Comité scientifique)** (p. 8404) : son amendement n° 585 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8612) : intervient sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. (p. 8615) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 8619). - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8666) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Demande d'un vote unique** (p. 8724) : le groupe UC est favorable à la demande de vote unique présentée par le Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 32 octies (précédemment réservés)** (p. 8844) : son amendement n° 588 : possibilité pour un travailleur indépendant de cumuler un éventuel dispositif d'épargne retraite avec des revenus professionnels ; adopté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8861, 8862) : la majorité du groupe UC votera ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9010) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9572, 9575) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9610, 9612) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9735) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 13 ter** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture) (p. 9799) : retrait de son amendement n° 407 présenté par M. Adrien Giraud. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9803, 9804) : son amendement n° 405 : relèvement du taux de CSG sur les pensions ; retiré. - **Article 16** (art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9809, 9811) : son amendement n° 408 ; adopté. (p. 9811) : intervient sur l'amendement n° 56 de la commission. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - Clarification de

l'activité de loueur de chambres d'hôtes (p. 9815) : soutient l'amendement n° 396 de M. Daniel Dubois (exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9822) : son amendement n° 395 : consultation des organismes complémentaires avant toute décision relative au Fonds CMU ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9833, 9836) : soutient l'amendement n° 406 de M. Daniel Dubois (application à toutes les entreprises adaptées des allègements de charges relatifs à l'emploi de travailleurs handicapés dans distinction de statut) ; retiré.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9930, 9931) : défavorable à l'amendement n° 354 de M. Jacky Le Menn (suppression de l'information au moment du dépôt de la demande d'autorisation de mise sur le marché des spécialités génériques). - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 9940, 9941) : son amendement n° 390 : instauration d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable ; retiré. - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9964, 9965) : intervient sur les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - *Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire*) (p. 10078) : son amendement n° 391 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10123) : soutient l'amendement n° 412 de M. Jean Arthuis (ouverture aux assistants maternels du prêt à l'amélioration de l'habitat) ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - *Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10176, 10177) : votera cet article.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10181, 10182) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12,

L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10194) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10257, 10258) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10315) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-419 et n° I-422 : modification du calcul du droit à restitution dans le dispositif du bouclier fiscal ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10392) : son amendement n° I-415 : taux de TVA applicable dans la restauration ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10745) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10781) : dans sa grande majorité, le groupe UC votera les conclusions de la CMP.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10788, 10790) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]** - (7 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11915, 11917) : la grande majorité du groupe UC votera ce projet de loi de finances.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Article 4 quinquies** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - *Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 12859) : votera l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 4 septies (Suppression maintenue)** (*Interdiction du test de la dose maximum tolérée pour un médicament sans lien avec la pathologie de la personne à laquelle il est administré*) (p. 12859, 12860) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12861, 12862) : le groupe de l'Union Centriste votera cette proposition de loi.

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche le 12 novembre 2010.

Membre suppléant du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts en vue de favoriser la création et le développement des petites entreprises communautaires [n° 515 (2009-2010)] (1er juin 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Autonomie immobilière des universités : gageure ou défi surmontable ? [n° 578 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Budget - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 111 tome 3 annexe 22 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 285, 286) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 404, 405) : son amendement n° 30 : modification du découpage électoral dans le département de l'Aube ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 433) : intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (principe de compétence générale des collectivités locales). (p. 436) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 539, 543) : son amendement n° 486 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 607) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean Louis Masson (possibilité pour une commune de se faire représenter par un suppléant de son choix) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Intitulé du chapitre II** (*Achèvement et rationalisation de la carte de l'intercommunalité*) (p. 928) : son amendement n° 487 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1075) : défavorable à

l'amendement n° 733 de la commission (possibilité pour plusieurs collectivités de mutualiser par convention l'exercice d'une même mission de service public). - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1088) : parole sur l'article. (p. 1094) : son amendement n° 489 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 4** (*Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements*) (p. 1390, 1399) : ses amendements n° 56 et 57 ; retirés. (p. 1402) : intervient sur les amendements identiques n° 19 de la commission, n° 29 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 45 de la commission de l'économie saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1440, 1441) : favorable à l'amendement n° 91 de M. Jean Arthuis (prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche des avances d'OSEO aux entreprises). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1442) : son amendement n° 55 : prorogation des dispositifs liés au grand emprunt ; rejeté.

- **Mise au point au sujet de votes** - (8 juin 2010) (p. 4501) : au nom de M. Türk et des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe politique.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4883) : son intervention. (p. 4899, 4900) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5489) : favorable à l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5516) : votera contre l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5535) : son amendement n° 572 : rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions ; devenu sans objet. (p. 5542, 5543) : votera l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5915) : votera contre l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5919, 5920) : son amendement n° 568 ; adopté. - **Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - *Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements - Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage*) (p. 5929) : son amendement n° 569 ; adopté. - **Article 35 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales - *Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes*) (p. 5931) : son amendement n° 571 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6001, 6005) : ses amendements analogues n° 566 et n° 565 : mode d'élection du conseiller territorial ; devenus sans objet. (p. 6005) : intervient sur les amendements n° 12 de M. Bruno Sido (instauration d'un nombre impair de conseillers territoriaux) et n° 189 de M. Jacques Blanc (instauration d'un

nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 25 % du nombre de conseillers généraux, dans les départements comprenant des zones de montagne.

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6044) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (7 juillet 2010) - **Seconde délibération - Article 1er AAA (Nouveau)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 6047) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6052, 6053) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7044) : son amendement n° 21 : dispositions réglementaires et tarifaires applicables aux moyens de stockage de l'électricité ; retiré. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7121) : son amendement n° 17 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7149) : son amendement n° 16 : prolongation du Tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché jusqu'au 30 juin 2011 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9060) : votera ce texte.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 9220).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9621, 9622) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9662) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10161, 10162) : son intervention. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU) (p. 10177) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites en moyennes entreprises en phase d'amorçage) (p. 10301) : son amendement n° I-64 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10324) : son amendement n° I-70 : mise en place de délais d'investissement permettant de consolider le financement des PME ; rejeté. (p. 10326) : intervient sur son amendement n° I-70 précité.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes) (p. 10401, 10410) : ses amendements n° I-75, I-113, I-72, I-73 et I-76 ; retirés ; n° I-78 et I-77 ;

adoptés ; et n° I-74 ; rejeté. (p. 10410, 10420) : ses amendements n° I-111, I-79, I-132, I-195, I-83, I-85, I-86, I-93, I-88, I-90 et I-92 ; retirés ; n° I-114, I-87 et I-91 ; adoptés ; et n° I-89 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10421, 10422) : son amendement n° I-68 : statut des sociétés financières d'innovation ; retiré. - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10434, 10436) : son amendement n° I-94 ; rejeté. (p. 10438) : défavorable à l'amendement n° I-417 de M. Nicolas About. (p. 10440, 10441) : son amendement n° I-67 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10449) : son amendement n° I-66 : procédure de contrôle du crédit d'impôt recherche ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10467) : défavorable aux amendements analogues n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10504) : son amendement n° I-63 : report d'un an de la mise en place de l'obligation de collecte et de traitement des déchets issus du secteur de l'ameublement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10584) : intervient sur l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10641) : son amendement n° I-65 : rétablissement du régime fiscal des SICAF ; adopté. - **Article 30** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification du périmètre des dépenses du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat ») (p. 10643) : favorable à l'amendement n° I-26 de la commission.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10795, 10796) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11281, 11282) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11304) : position de la commission sur l'amendement n° II-248 de M. René Beaumont. (p. 11305) : son amendement n° II-276 ; adopté. - **Article 78** (art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes) (p. 11309, 11310) : votera les amendements n° II-152 de la commission de la commission de la culture saisie pour avis et n° II-285 de Mme Marie-Thérèse Hermange. (p. 11311, 11312) : ses amendements n° II-243 et II-233 ; retirés ; et n° II-232 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 78** (p. 11312) : son amendement n° II-234 : maintien du statut des JEL en échange de la suppression du bénéfice de l'exonération de l'impôt sur les sociétés ; retiré.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau],

1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, , L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11783) : intervient sur les amendements n° II-91 de M. Philippe Dominati et n° II-146 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 11787) : intervient sur l'amendement n° II-565 de la commission. (p. 11806) : intervient sur l'amendement n° II-389 de M. Charles Guené. (p. 11817, 11818) : son amendement n° II-412 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises,

CVAE) (p. 11861, 11865) : son amendement n° II-414 ; adopté. - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11870, 11874) : sur l'amendement n° II-569 de la commission, son sous-amendement n° II-588 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12632, 12636) : soutient l'amendement n° 204 de M. Philippe Dominati (application des dispositions de l'article 238 quinquies du code général des impôts aux opérations de transformation d'une entreprise individuelle en une entreprise individuelle à responsabilité limitée) ; retiré. Ses amendements n° 113 : possibilité, pour les entreprises faisant appel à des sociétés de conseil en matière de crédit d'impôt recherche, de ne verser de rémunération qu'en cas de réussite de l'opération, n° 117 : possibilité, pour les fonds d'investissement de proximité, d'exercer leurs activités dans quatre régions ; rejetés ; n° 118 : pérennisation des modifications techniques apportées par la loi LME du 4 août 2008 au dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ; adopté.

ALDUY (Jean-Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à établir la reconnaissance par la France des souffrances subies par les citoyens français d'Algérie, victimes de crimes contre l'humanité du fait de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique [n° 569 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Pouvoirs publics [n° 111 tome 3 annexe 20 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 1406) : son amendement n° 34 : précision relative au calcul de la compensation de la taxe professionnelle 2010 ; adopté.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2221, 2222) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2291) : son intervention.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) - pour le groupe UMP (p. 3284, 3285) : son intervention.

- **Rappels au règlement** - (29 juin 2010) (p. 5438).

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6749, 6750) : son intervention. - **Article 1er** (*Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public*) (p. 6757) : ne votera pas l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11371) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11384, 11390) : son amendement n° II-187 ; adopté.

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11410, 11411) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11414) : son amendement n° II-11 ; retiré.

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12259) : sa réplique.

ALFONSI (Nicolas)
sénateur (Corse-du-Sud)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 31 mars 2010.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Justice- Protection judiciaire de la jeunesse [n° 116 tome 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - *L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4643, 4644) : son amendement n° 73 ; retiré. - **Article 13 quater** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - *Activité de conseil des experts-comptables*) (p. 4693, 4694) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - *Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales*) (p. 6008, 6009) : soutient l'amendement n° 482 de M. Yvon Collin ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (10 septembre 2010) - **Article 24 quaterdecies (Nouveau)**

(art. 131-16-1 [nouveau] du code du sport - *Couvre-feu des supporters*) (p. 6573) : soutient l'amendement n° 343 de M. Yvon Collin ; adopté. - **Article 24 septdecies (Nouveau)** (art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - *Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives*) (p. 6575) : soutient l'amendement n° 344 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Article 25** (art. L. 221-2 et L. 224-16 du code de la route - *Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de conduite sans permis ou malgré un retrait de permis*) (p. 6593) : soutient l'amendement n° 346 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 27** (art. 221-8 et 222-44 du code pénal - *Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule et d'interdiction de conduire un véhicule non équipé d'un éthylotest en cas de condamnation à un délit routier prévu par le code pénal*) (p. 6596) : soutient les amendements n° 347 et 348 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 6598) : le groupe du RDSE votera l'amendement n° 28 de M. Alain Fouché (délai de restitution des points du permis en cas de retrait). - **Article 30** (art. L. 224-1 et L. 224-2 du code de la route - *Modification du régime de la rétention et de la suspension du permis de conduire*) (p. 6599) : soutient l'amendement n° 351 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 31 ter** (art. 235-2 du code de la route - *Dépistage de stupéfiants*) (p. 6604, 6605) : soutient les amendements n° 352, 353 et 354 de M. Yvon Collin ; rejetés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7633) : la majorité des membres du groupe RDSE votera les amendements n° 3 de M. Guy Fischer, n° 110 de Mme Christiane Demontès et n° 254 de M. Jean Desessard. (p. 7648) : soutient l'amendement n° 333 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 7675, 7676) : la majorité des sénateurs du groupe RDSE votera contre cet article.

ALLIOT-MARIE (Michèle)
ministre d'État, garde des sceaux,
ministre de la justice et des libertés
(jusqu'au 13 novembre 2010)
ministre d'État, ministre des affaires
étrangères et européennes
(à partir du 14 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 124, 126) : son intervention. (p. 132, 133) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1139, 1142) : sa réponse.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1471, 1493) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1496) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1501) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat visant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 1502, 1503) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de la loi 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 11** (*Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique*) (p. 8118) : le groupe RDSE votera contre cet article. - **Article 21 A** (*Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 8175) : soutient l'amendement n° 353 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8256, 8260) : soutient l'amendement n° 358 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 1er** (art. L. 762-2 du code de l'éducation - *Exercice des droits réels par les universités sur le patrimoine immobilier, qui leur est affecté ou est mis à leur disposition par l'Etat*) (p. 10169) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 10980, 10982) : son intervention.

d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-56-13 du code de procédure pénale - *Application de la rétention de sûreté aux crimes de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis, en état de récidive, sur majeurs*) (p. 1504) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 39 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 1505) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mise en place, dès le premier mois suivant la condamnation, de l'évaluation des condamnés susceptibles de faire l'objet d'une rétention de sûreté). - **Article 1er** (art. 706-53-15 du code de procédure pénale - *Subordination de la décision de placement en rétention de sûreté à la possibilité donnée à l'intéressé, aux cours de sa détention, de bénéficier d'une prise en charge adaptée*) (p. 1505, 1506) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 69 de M. Jacques Mézard. - **Article 1er bis** (art. 706-53-19, 723-37, 763-8 du code de procédure pénale - *Allongement à deux ans de la durée de la surveillance de sûreté*) (p. 1507, 1508) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 42 de M. Alain Anziani et n° 70 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-53-19, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - *Subsidiarité de la rétention de sûreté par rapport à la surveillance de sûreté - Coordinations*) (p. 1509) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 2 bis** (art. 706-53-19 du code de procédure pénale - *Application de la rétention de sûreté en cas de refus d'un placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 1510) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 et 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3** (art. 706-53-21 nouveau du code de procédure pénale - *Suspension de la rétention de sûreté ou de la surveillance de sûreté en cas de détention intervenue au cours de leur exécution*) (p. 1511) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 23 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 43 de M. Alain Anziani. - **Article 4** (art. 723-37 du code de procédure pénale - Abaissement du quantum de peine prononcé pour le placement sous surveillance de sûreté à l'issue d'une mesure de surveillance judiciaire - Possibilité de prononcer une surveillance de sûreté à l'encontre d'une personne soumise à une surveillance judiciaire et à laquelle toutes ses réductions de peine ont été retirées) (p. 1512) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 95 de M. Jacques Mézard. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires) (p. 1515, 1521) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44, 45, 46, 47 et 48 de M. Alain Anziani, n° 71, 72 et 74 de M. Jacques Mézard, n° 66 et 96 de M. Alain Anziani, n° 67 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine) (p. 1525, 1531) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75, 77, 80, 82, 83 et 78 de M. Jacques Mézard, n° 26 et 27 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 49 et 50 de M. Alain Anziani, n° 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, ainsi que sur l'amendement n° 5 précité, le sous-amendement n° 103 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) (p. 1544, 1547) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99 et 100 de la commission, n° 28 et 29 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 51 et 52 de M. Alain Anziani, n° 79, 81 et 84 de M. Jacques Mézard et n° 13 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 5 quater** (art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes) (p. 1550, 1553) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 de la commission, n° 54, 55, 56 et 57 de M. Alain Anziani, n° 85, 86 et 87 de M. Jacques Mézard et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5 quinquies** (art. 706-53-5 à 706-53-8, 705-53-10 et 706-53-11 du code de procédure pénale ; art. 216 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 - Renforcement des obligations liées à l'inscription au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes) (p. 1544, 1555) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 et 60 de M. Alain Anziani, n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 89 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel avant l'article 6 A** (p. 1556) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Mézard (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'opportunité et les modalités de conception d'un bracelet de surveillance électronique mobile plus léger et moins stigmatisant). - **Article 6 A** (art. 719-1 nouveau du code de procédure pénale - Information de la police et de la gendarmerie concernant la libération d'une personne condamnée pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 1558) : son amendement n° 97 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 61 de M. Alain Anziani et n° 91 de M. Jacques Mézard. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 624 et 626-5 du code de procédure pénale - Suspension de l'exécution de la condamnation lors d'un recours en révision ou d'une demande de réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'Homme) (p. 1559) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 768, 769, 769-1, 775, 775-1, 778 du code de procédure pénale, art. L. 268-3 du code de justice militaire - Conditions d'inscription au casier judiciaire des jugements ou arrêts de déclaration d'irresponsabilité pénale) (p. 1560) : avis du Gouvernement sur l'amendement

n° 34 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 bis AA (Nouveau)** (art. 132-16-6, art. 132-23-1 et 132-23-2 nouveaux du code pénal - Prise en compte des décisions de condamnation entre les Etats membres de l'Union européenne) (p. 1561) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 bis** (art. 706-54 et 706-56 du code de procédure pénale - Elargissement des conditions d'inscription au fichier judiciaire national automatisé des empreintes génétiques) (p. 1562, 1563) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 64 de M. Alain Anziani et n° 92 de M. Jacques Mézard. - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Conditions d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1564, 1565) : position de la commission sur les amendements n° 102 de la commission, n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 65 de M. Alain Anziani et n° 93 de M. Jacques Mézard. - **Article 8 quater** (art. 474 et 718-1 du code de procédure pénale ; art. 11 et 12 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Coordinations) (p. 1565) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1569, 1570) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2060, 2063) : son intervention. (p. 2073, 2075) : réponse aux orateurs. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2076) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) (p. 2837, 2851) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2851) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2860, 2862) : son amendement n° 17 ; rejeté ; avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 bis** (art. 10-1 et 10-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Obligations déontologiques des membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2863, 2864) : son amendement n° 16 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Nomination du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints) (p. 2865) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 7 bis** (art. 12 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autonomie budgétaire du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2865) : son amendement n° 18 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 2866) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Hugues Portelli (suppression de l'article 23-6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission d'admission des requêtes) (p. 2867) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2868) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Hugues Portelli (retrait du Premier président de la Cour de cassation et du Procureur général près cette Cour de la liste des membres de la commission d'avancement). - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable) (p. 2870, 2871) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Pierre Michel et n° 15 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4326, 4328) : son intervention. (p. 4348, 4349) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 4352) : avis du Gouvernement sur la motion n° 81 de M. Robert Badinter tendant à poser la question préalable. - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4354, 4356) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4360, 4363) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 60 de M. Alain Anziani, n° 24 de M. Hugues Portelli, n° 68 de M. Nicolas About et n° 3 de M. Aymeri de Montesquiou. - **Article 5** (*Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit*) (p. 4364) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6** (*Démarches préalables à la saisine et absence d'effet de la saisine du Défenseur des droits sur les délais de prescription*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de la commission. - **Article 7** (*Autorités susceptibles de saisir le Défenseur des droits*) (p. 4365) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de M. Nicolas About. - **Article 8** (*Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée*) (p. 4366) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Hugues Portelli et n° 69 de M. Nicolas About. - **Article 9** (*Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés*) (p. 4367, 4370) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 70 de M. Nicolas About, n° 26 de M. Hugues Portelli et n° 90 de la commission (p. 4368) : son amendement n° 82 ; retiré. - **Intitulé du chapitre 1er** (*Dispositions relatives aux collèges*) (p. 4371) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de M. Alain Anziani. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 4371, 4373) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Alain Anziani, n° 27 de M. Hugues Portelli, n° 1 et 2 de M. Jean-René Lecercf, n° 71 de M. Nicolas About et n° 40, 41 et 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4372) : son amendement n° 83 ; rejeté. - **Article 11** (*Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité*) (p. 4375, 4378) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de M. Alain Anziani, n° 16, 17 et 18 de M. Jacques Mézard et n° 43, 44 et 45 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4375) : son amendement n° 84 ; rejeté. - **Article 12** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants*) (p. 4378) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de M. Hugues Portelli, n° 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 64 de M. Alain Anziani et n° 72 de M. Nicolas About. - **Article 12 bis (Nouveau)** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations*) (p. 4379) : son amendement n° 86 ; rejeté. (p. 4380) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13** (*Règles relatives au mandat de membre d'un collège auprès du Défenseur des droits*) (p. 4380) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Hugues Portelli. Son amendement n° 87 ; rejeté. - **Article 18** (*Pouvoirs de vérification sur place*) (p. 4382) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 20** (*Appréciation souveraine du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations*) (p. 4383, 4384) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de M. Nicolas About et n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 21** (*Pouvoirs de recommandation et d'injonction*) (p. 4384, 4385) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 91 de la commission et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 22** (*Pouvoir de transaction*) (p. 4386) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 92 de la commission. - **Article 24** (*Saisine du Conseil d'Etat*) (p. 4387) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 25** (*Propositions de réformes*) (p. 4388) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 et 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 30 de M. Hugues Portelli et n° 73 de M. Nicolas About. - **Article 26** (*Compétences en matière juridictionnelle*) (p. 4389) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31 de M. Hugues Portelli et n° 74 de M. Nicolas About. - **Article 26 bis (Nouveau)** (*Intervention du*

service en charge de l'aide sociale à l'enfance) (p. 4389) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de M. Hugues Portelli et n° 75 de M. Nicolas About. - **Article 26 ter (Nouveau)** (*Actions de communication et d'information du Défenseur des droits*) (p. 4390) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 de M. Hugues Portelli et n° 76 de M. Nicolas About. - **Article 27** (*Publicité des documents publiés sous l'autorité du Défenseur des droits*) : son amendement n° 88 ; rejeté. - **Article 29** (*Secret professionnel*) (p. 4391) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Hugues Portelli.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Article 30** (*art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Coordinations avec l'ordonnance organique relative au Conseil constitutionnel*) (p. 4443) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de la commission. - **Article 32** (*Coordinations avec le projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 4444, 4445) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Hugues Portelli, n° 77 de M. Nicolas About et n° 94 de la commission. - **Article 33** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 4445) : son amendement n° 89 ; rejeté. (p. 4447, 4448) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, 20, 21, 22 et 23 de M. Jacques Mézard, n° 78 de M. Nicolas About et n° 95 de la commission. - **Demande de seconde délibération** (p. 4448). (p. 4451, 4452) : réponse aux orateurs. - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4454) : son amendement n° A-1 ; adopté. - **Article 6** (*Démarches préalables à la saisine et absence d'effet de la saisine du Défenseur des droits sur les délais de prescription*) (p. 4458) : son amendement n° A-2 ; adopté. - **Article 8** (*Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée*) (p. 4459) : son amendement n° A-3 ; adopté. - **Article 9** (*Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés*) : son amendement n° A-4 ; adopté. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues*) (p. 4460) : son amendement n° A-5 ; adopté. - **Article 13** (*Règles relatives au mandat de membre d'un collège auprès du Défenseur des droits*) : son amendement n° A-6 ; adopté. - **Article 25** (*Propositions de réformes*) (p. 4461) : son amendement n° A-7 ; adopté. - **Article 26** (*Compétences en matière juridictionnelle*) : son amendement n° A-8 ; adopté. - **Article 26 bis (Nouveau)** (*Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance*) : son amendement n° A-9 ; adopté. - **Article 26 ter (Nouveau)** (*Actions de communication et d'information du Défenseur des droits*) (p. 4462) : son amendement n° A-10 ; adopté. - **Article 29** (*Secret professionnel*) : son amendement n° A-11 ; adopté. - **Article 29 bis (Nouveau)** (*Règlement intérieur et code de déontologie*) : son amendement n° A-12 ; adopté. - **Article 32** (*Coordinations avec le projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 4463) : son amendement n° A-13 ; adopté. - **Article 33** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 4464) : son amendement n° A-14 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**. - (3 juin 2010) - **Article 3** (*Moyens budgétaires affectés au Défenseur des droits*) (p. 4465) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Article 14** (*Abrogations*) (p. 4468) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de la commission. - **Article 15** (*Entrée en vigueur*) (p. 4468) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. (p. 4468, 4469) : remerciements.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4495, 4501) : ses réponses aux orateurs.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6731, 6733) : son intervention. (p. 6753, 6755) : réponse aux orateurs. - **Article 1er (Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public)** (p. 6756) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6763) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10821, 10825) : réponse aux orateurs. - **Demande de priorité** (p. 10826) : favorable à l'examen en priorité des amendements à l'article 67 et des amendements portant article additionnel après l'article 67 demandé par la commission. - **Article 67 (priorité)** (art. 19 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et art. L. 766-9 du code de la sécurité sociale - *Financement de l'action sanitaire et sociale de la Caisse des Français de l'étranger*) (p. 10826, 10827) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10827, 10832) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-2 de la commission (instauration d'un plafond, indépendant du niveau de ressources des foyers bénéficiaires, dans la prise en charge des frais de

scolarité des lycéens français des établissements du réseau de l'AEFE ou homologués), n° II-79 de M. André Ferrand (possibilité, pour l'AEFE, d'émettre des emprunts d'une durée supérieure à douze mois), n° II-80 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-72 (ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE), de la commission de la culture saisie pour avis n° II-47 (rapport gouvernemental sur les conséquences de la prise en charge par l'AEFE des contributions employeur pour pensions civiles des personnels titulaires de l'Etat qui lui sont détachés), ainsi que sur les amendements de M. Robert del Picchia n° II-49 (instauration d'un plafond, indépendant du niveau de ressources des foyers bénéficiaires, dans la prise en charge des frais de scolarité des lycéens français des établissements du réseau de l'AEFE ou homologués) et n° II-51 (ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE). - **Etat B** (p. 10833) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-80 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, n° II-82 de M. Richard Yung et n° II-83 de Mme Claudine Lepage.

ALQUIER (Jacqueline)
sénatrice (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 399, 400) : son amendement n° 11 : modification du découpage électoral du Tarn ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de**

reclassement [n° 413 (2009-2010)] - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3070, 3072) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4843, 4844) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7887, 7888) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3 quinquies** (*Mensualisation des pensions*) (p. 7962) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 7** (*art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles*) (p. 8038) : parole sur l'article. (p. 8040) : soutient l'amendement n° 134 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 18** (*Relèvement de deux années des durées de services des catégories actives de la fonction publique et des militaires de carrière*) (p. 8151, 8152) : soutient l'amendement n° 153 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 28** (p. 8445, 8446) : parole sur l'article. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles*) (p. 8450) : parole sur l'article. - **Article 29** (*art. L. 815-13 du code de la sécurité sociale - Exclusion du capital d'exploitation et des bâtiments qui en sont indissociables de l'assiette du recouvrement sur les successions du minimum vieillesse*) (p. 8452, 8453) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 bis C (Nouveau)** (*Définition de l'épargne retraite*) (p. 8568, 8569) : soutient l'amendement n° 469 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 8743) : soutient l'amendement n° 93 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de création et de mise en œuvre d'un dossier retraite informatisé) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8759) : soutient l'amendement n° 124 de Mme Christiane Demontès (maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans des pensionnés pour inaptitude au travail) ; rejeté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 8773) : soutient l'amendement n° 156 de M. Claude Domeizel (rectification d'une erreur de renvoi) ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8779) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Christiane Demontès (relèvement, étalé dans le temps, des cotisations d'assurance vieillesse patronales et salariales à partir de 2012) ; rejeté par vote unique.

AMOUDRY (Jean-Paul)
sénateur (Haute-Savoie)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (2 février 2010) - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains) (p. 833, 839) : son amendement n° 654 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales -

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Procédure de regroupement de régions) (p. 917) : son amendement n° 647 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale** [n° 258 (2009-2010)] - (17 février 2010) - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires) (p. 1520, 1521) : son amendement n° 67 ; retiré.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique** [n° 331 (2009-2010)] - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1992, 1994) : son intervention. - **Article 3** (art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - Renforcement du correspondant « informatique et libertés ») (p. 2005, 2006) : son amendement n° 10 ; rejeté. (p. 2007) : son amendement n° 11 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (1er juillet 2010) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5680) : son amendement n° 30 ; adopté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité** [n° 644 (2009-2010)] - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 7000, 7001) : son amendement n° 233 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7027) : son amendement n° 226 : possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8439) : soutient l'amendement n° 584 de M. Nicolas About ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11846) : sur l'amendement n° II-315 de la commission, son sous-amendement n° II-570 ; retiré. (p. 11849) : son amendement n° II-385 ; devenu sans objet. (p. 11851) : intervient sur le sous-amendement n° II-570 précité.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Mariages forcés, crimes dits d'honneur (actes du colloque du 8 mars 2010) [n° 408 (2009-2010)] (16 avril 2010) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 527 (2009-2010)] - Il faut sauver la parité [n° 552 (2009-2010)] (10 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le véritable prix du passeport biométrique [n° 596 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La RGPP dans les préfectures : pour la délivrance des titres, la qualité du service public est-elle en péril ? [n° 35 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Budget - Fonction publique.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 111 tome 3 annexe 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 331, 332) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Articles additionnels avant**

l'article 1er (p. 1321); intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Nicole Bricq (abrogation de la disposition supprimant progressivement la demi-part fiscale attribuée aux personnes vivant seules ou ayant élevé seules leurs enfants).

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1378) : soutient l'amendement n° 38 de M. François Patriat (possibilité pour les régions de disposer du pouvoir de modulation sur le supercarburant 95-E10); adopté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1379) : soutient l'amendement n° 37 de M. François Patriat (prorogation de la période d'expérimentation des schémas régionaux de développement économique); adopté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1403, 1404) : son amendement n° 88 : extension du bénéfice du taux réduit de TVA aux établissements accueillant des mineurs handicapés ; retiré.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2957, 2958) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2974, 2975) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, auteur de la question (p. 3308, 3310) : sa question.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4357) : soutient l'amendement n° 60 de M. Alain Anziani ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, auteur de la question (p. 4775, 4777) : sa question.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5141) : intervient sur l'amendement n° 21 de M. Richard Yung (abrogation du délit de racolage passif).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5232, 5233) : soutient l'amendement n° 27 de M. Roland Courteau (allongement à un an du régime de prescription des délits de presse en cas d'infraction à caractère misogyne) ; retiré.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5385, 5386) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteur - **Discussion générale** (p. 5406, 5408) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7743) : le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7755) : intervient sur son sous-amendement n° 1197 ainsi que sur le n° 1184 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7805, 7806) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7941) : son amendement n° 310 ; adopté. (p. 7944) : intervient sur son amendement n° 559 précité.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8507) : intervient sur l'amendement n° 1092 de Mme Odette Terrade.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9135, 9142) : son intervention. Répond à l'intervention de M. Jean-Jacques Hyst. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9145, 9148) : intervient sur les amendements identiques n° 18 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation) et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil) (p. 9162, 9164) : soutient les amendements n° 39, 38 et 41 de Mme Nicole Bricq ; rejetés. - **Article 5 (Supprimé)** (Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics industriels et commerciaux et des établissements publics administratifs de l'État) (p. 9175, 9176) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Nicole Bricq ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9186) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9626, 9627) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 92 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation d'un an du régime transitoire accompagnant l'extinction de la demi-part accordée aux contribuables vivant seuls et ayant eu à leur charge un ou plusieurs enfants) (p. 10302) : soutient l'amendement n° I-442 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 43** (p. 10685) : son amendement n° I-182 : tarif du droit de timbre applicable au passeport ; rejeté. - **Article 44** (art. L. 311-16 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 953 du code général des impôts, art. 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 6-8 [nouveau] de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Mesures relatives au financement des titres de séjour et des titres de voyage biométriques) (p. 10687) : son amendement n° I-183 ; rejeté.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (29 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11038, 11039) : son intervention. - **Article 48**

et état B (Crédits du budget général) (p. 11046) : position de la commission sur l'amendement n° II-228 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 66** (art. 199 ter K, 220 M et 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et aménagement du dispositif de crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) (p. 10718, 10720) : soutient les amendements n° II-456 et II-458 de Mme Odette Herviaux ; rejetés.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1,

L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11795) : soutient l'amendement n° II-439 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 59 (précédemment réservés)** (p. 11823, 11824) : soutient l'amendement n° II-444 de M. Daniel Reiner (dans le calcul de l'effort fiscal d'une commune, prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères) ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12598, 12600) : son amendement n° 146 : suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules ; rejeté.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Ville et logement [n° 115 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11814) : intervient sur l'amendement n° II-442 de Mme Nicole Bricq.

ANDREONI (Serge)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2302, 2304) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3331, 3333) : son intervention.

ANGELS (Bernard)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre titulaire Conseil d'orientation du service des achats de l'État.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 111 tome 3 annexe 14 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2359, 2361) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009** [n° 585 (2009-2010)] - (8 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6072, 6074) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7604) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7665, 7666) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale -

Relèvement de l'âge d'annulation de la décote (p. 7680) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7794) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9383, 9384) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10267, 10268) : son intervention.

Première partie :

ANTOINETTE (Jean-Étienne)
sénateur (Guyane)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10340) : soutient l'amendement n° I-230 de Mme Nicole Bricq (augmentation de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 15 millions d'euros) ; rejeté.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11502) : son intervention.

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux [n° 112 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1593, 1595) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2266, 2267) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4006) : soutient l'amendement n° 480 de M. Serge Larcher ; rejeté. (p. 4019, 4020) : soutient l'amendement n° 483 de M. Serge Larcher ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 20** (art. 3, 3-3 et 3-4 [nouveaux], 13-1 et 21 bis du décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime - Répartition des compétences concernant la réglementation et la gestion des ressources halieutiques) (p. 4131) : son amendement n° 190 ; adopté. - **Article 21** (chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle) (p. 4140) : son amendement n° 191 ; adopté. - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance) (p. 4149, 4150) : parole sur l'article. (p. 4153) : ses amendements n° 192, 200 et 194 ; rejetés. (p. 4154, 4155) : ses amendements n° 193, 196 et 199 ; rejetés. (p. 4156) : son amendement n° 198 ; rejeté. (p. 4157, 4158) : intervient sur son amendement n° 192 précité.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre 1er et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5110, 5118) : parole sur l'article. Ses amendements n° 30 ; rejeté ; et n° 31 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5122, 5123) : ses amendements n° 32 : mise en disponibilité de droit pour tout fonctionnaire bénéficiant d'une ordonnance de protection ; rejeté ; n° 33 : mise en place de dispositifs facilitant l'aboutissement des demandes de mutation, de détachement et de mise à disposition des fonctionnaires bénéficiant d'une ordonnance de protection ; retiré. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5134) : son amendement n° 34 : possibilité de percevoir, pour les personnes morales chargées d'assurer l'accompagnement d'une personne victime de violence conjugale, les allocations familiales dues au profit des enfants en lieu et place de l'allocataire lorsque ce dernier est la personne mise en cause ; retiré. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 316-3 et L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour aux personnes en situation irrégulière victimes de violences conjugales) (p. 5137, 5138) : son amendement n° 38 ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7443) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10529) : parole sur l'article. (p. 10533) : soutient l'amendement n° I-194 de M. Claude Lise ; rejeté. (p. 10542, 10549) : soutient les amendements de M. Claude Lise n° I-188,

I-193 et I-190 et de M. Jacques Gillot n° I-205 ; rejetés. Son amendement n° I-206 ; rejeté. (p. 10556, 10557) : intervient sur son amendement n° I-206. Soutient les amendements de M. Claude Lise n° I-192 ; devenu sans objet ; et n° I-195 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10561, 10562) : soutient l'amendement n° I-207 de M. Jacques Gillot (majoration de la fiscalité des entreprises pétrolières réalisant des bénéfices nets supérieurs de 20 % à celui de l'année précédente) ; rejeté.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11206, 11207) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 11248) : son amendement n° II-260 : étude gouvernementale présentant les différentes possibilités d'augmenter la participation financière de l'activité spatiale au développement des collectivités territoriales, en particulier guyanaises ; adopté. - **Article 77 bis (Nouveau)** (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer) (p. 11252, 11253) : ses amendements n° II-261 ; rejeté ; et n° II-262 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 77 quinquies** (p. 11258) : intervient sur l'amendement n° II-222 de M. Georges Patient (compensation de la perte subie par la Guyane sur l'octroi de mer par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement). (p. 11259, 11260) : ses amendements n° II-263 : rapport gouvernemental sur les possibilités de participations financières de l'Etat en vue d'assurer une égalité entre les résidents d'outre-mer et ceux de métropole devant le coût des services numériques ; et n° II-264 : rapport gouvernemental sur l'incidence d'une défiscalisation des câbles sous-marins assurant le trafic des données numériques vers les territoires ultra-marins sur le prix des abonnements au service numérique payé par les consommateurs ; rejetés.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11461, 11462) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11667, 11669) : soutient les amendements de M. Claude Lise n° II-495 (précision) ; retiré ; n° II-497 (aménagement de l'exonération de droit de mutation sur l'acquisition de logement par les bailleurs sociaux outre-mer) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11678) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer). - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11699, 11702) : soutient les amendements n° II-489 et II-490 de M. Jacques Gillot ; rejetés ; et n° II-488 de M. Claude Lise ; adopté. (p. 11700) : défavorable à l'amendement n° II-299 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11705) : soutient les amendements de M. Serge Larcher n° II-491 (création de fonds d'investissement de proximité dans les départements d'outre-mer) ; et n° II-498 (évaluation des politiques fiscales outre-mer) ; rejetés.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 11737, 11738) : son amendement n° II-460 : instauration d'une taxe sur les produits issus des recherches portant sur les ressources génétiques des espèces prélevées dans le parc national de Guyane ; rejeté. (p. 11738, 11739) : Ses amendements n° II-463 : augmentation de la redevance sur chaque tonne nette d'or extraite par les concessionnaires de

mines aurifères, versée au profit des communes et des départements de Guyane et n° II-462 : augmentation du taux maximal de la taxe sur chaque kilogramme d'or extrait ; rejetés. (p. 11739, 11740) : son amendement n° II-461 : augmentation du plafond de la TSE en vue d'accroître les moyens financiers des EPAG en Guyane ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11751) : son amendement n° II-459 : versement aux communes d'une partie de la TGAP issue de l'extraction de granulats ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 59 (précédemment réservés)** (p. 11822) : ses

amendements n° II-454 : fixation d'une limite inférieure à l'imposition forfaitaire annuelle pesant sur les pylônes supportant des lignes électriques à très haute tension et n° II-455 : création d'une nouvelle imposition sur les pylônes électriques, affectée au fonds d'amortissement des charges d'électrification ; retirés.

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis rapporteur du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia : Xynthia : les leçons d'une catastrophe (rapport d'étape) [n° 554 (2009-2010)] (10 juin 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia : Xynthia : une culture du risque pour éviter de nouveaux drames (Auditions) [n° 647 tome 1 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia : Xynthia : une culture du risque pour éviter de nouveaux drames (Auditions) [n° 647 tome 2 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 116 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Groupe de travail sur l'évolution de la législation applicable aux campagnes électorales [n° 186 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 301, 302) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 342, 343) : votera la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 581, 582) : votera contre l'article 1er de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 590) : intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 637) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, favorable au sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 780, 787) : sur l'amendement n° 180 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, soutient le sous-amendement n° 700 de M. Claude Haut ; rejeté. Le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 800) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 894) : soutient l'amendement n° 492 de Mme Virginie Klès ; adopté. -

Article 14 (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - *Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 926) : intervient sur l'amendement n° 531 de M. Jean-Pierre Chevènement.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1128, 1129) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1481, 1482) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1496, 1497) : intervient sur la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-56-13 du code de procédure pénale - *Application de la rétention de sûreté aux crimes de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis, en état de récidive, sur majeurs*) (p. 1504) : son amendement n° 39 ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. 706-53-19, 723-37, 763-8 du code de procédure pénale - *Allongement à deux ans de la durée de la surveillance de sûreté*) (p. 1507) : son amendement n° 42 ; rejeté. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - *Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires*) (p. 1514, 1518) : ses amendements n° 44, 45, 46 et 47 ; rejetés. Reprend l'amendement n° 96 de M. Alex Türk ; adopté. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - *Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine*) (p. 1530) : son amendement n° 50 ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4456) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) - rapporteur de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia (p. 4853, 4854) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5481, 5490) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 281 (inscription dans le texte de l'obligation d'atteindre un aménagement du territoire plus équilibré) ; n° 293 (accroissement de la part de la péréquation au sein des dotations de l'État aux collectivités territoriales) ; rejetés. Intervient sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 282 (extension du principe d'autonomie des collectivités territoriales) et n° 285 (nécessité de renforcer et d'accroître le rôle des collectivités territoriales et d'améliorer l'exercice de la démocratie locale).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5521) : soutient l'amendement n° 295 de M. Jean-Pierre Sueur (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque commune dans le calcul de la péréquation) ; rejeté. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5526) : soutient l'amendement n° 297 de M. Jean-Pierre Sueur (prise en compte des ressources et des charges respectives des communautés dans le calcul de la péréquation) ; rejeté. (p. 5535) : soutient l'amendement n° 302 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de compétence générale du conseil régional) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 bis (Suppression maintenue par la commission)** (*Parité dans les organes délibérants des EPCI*) (p. 5606, 5607) : soutient l'amendement n° 334 de Mme Michèle André ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5628, 5629) : intervient sur les amendements n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 485 de M. Yvon Collin.

(p. 5636) : soutient l'amendement n° 471 de M. François Rebsamen ; rejeté. (p. 5642, 5654) : son amendement n° 342 ; rejeté. Soutient les amendements n° 346 et 350 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejetés. Soutient l'amendement n° 351 de M. Claude Haut ; retiré. Soutient l'amendement n° 354 de M. François Patriat ; rejeté. (p. 5656, 5666) : soutient les amendements n° 355 et 360 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejetés ; ainsi que l'amendement n° 359 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération) (p. 5671, 5672) : soutient l'amendement n° 362 de M. Jean-Pierre Sueur ; retiré. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5678, 5679) : soutient les amendements n° 369 et 366 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejetés ; et n° 370 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle) (p. 5699, 5700) : parole sur l'article. (p. 5708) : soutient l'amendement n° 376 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 13 (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions)** (p. 5723) : soutient l'amendement n° 382 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent) (p. 5725) : soutient l'amendement n° 384 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5937) : soutient l'amendement n° 304 de M. Jean-Pierre Sueur (administration des assemblées territoriales par des élus qui leur sont propres) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Rappel au règlement** (p. 6016, 6017) : son rappel au règlement. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6025) : intervient sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département). - **Seconde délibération - Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6049) : intervient sur l'amendement n° A-2 du Gouvernement (tableau des effectifs des conseillers territoriaux par département).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6282, 6284) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Intitulé du chapitre 1er (Objectifs et moyens de la politique de sécurité intérieure)** (p. 6336) : son amendement n° 192 ; rejeté. - **Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6355) : son amendement n° 193 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6367, 6368) : intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme). (p. 6370) : son amendement n° 194 : rapport gouvernemental sur la répartition territoriale des effectifs des forces de sécurité ; adopté. - **Article 2 (art. 222-16-1 [nouveau], 222-16-2 et 222-16-3 du code pénal - Délit d'usurpation d'identité sur un réseau de communications électroniques)** (p. 6370) : son amendement n° 195 ; rejeté. - **Article 3 (art. L. 163-4-3 nouveau du code monétaire et financier, art. L. 521-10, L. 615-14, L. 623-32, L. 716-9, L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle - Aggravation des sanctions pour certains délits de contrefaçon)** (p. 6374, 6375) : son amendement n° 198 ; rejeté. - **Article 4 (art. 6 de la loi du 21**

juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques) (p. 6383) : son amendement n° 199 ; rejeté. - **Article 10 (chap. II nouveau du titre IV du livre Ier du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle)** (p. 6400) : son amendement n° 206 ; rejeté. (p. 6403) : intervient sur son amendement n° 206 précité. (p. 6404) : son amendement n° 208 ; rejeté. (p. 6405) : son amendement n° 209 ; rejeté. (p. 6406) : son amendement n° 210 ; rejeté. - **Article 11 (art. 17-1 de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, art. 21 et 21-1 de la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, art. L. 2337-2 du code de la défense, art. 29-1 du code de procédure pénale - Coordinations)** (p. 6409) : son amendement n° 211 ; rejeté. - **Article 11 ter (chap. III nouveau du titre IV du livre Ier du code de procédure pénale, art. 230-21 à 230-28 nouveaux - Détermination d'une base juridique pour les logiciels de rapprochement judiciaire)** (p. 6412) : son amendement n° 212 ; rejeté. (p. 6413) : ses amendements n° 213 et 214 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance)** (p. 6442, 6443) : soutient les amendements n° 221 et 222 de M. Thierry Repentin ; rejetés. - **Article 17 ter (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Obligations pour une commune d'installer un système de vidéosurveillance)** (p. 6461) : soutient l'amendement n° 229 de M. Charles Gautier ; rejeté. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles) (p. 6462) : soutient l'amendement n° 230 de M. Charles Gautier ; rejeté. - **Article 18 bis (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels)** (p. 6478, 6479) : intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery. Ses amendements n° 233, 234, 235 et 237 ; rejetés ; et n° 236 ; devenu sans objet. - **Article 19 (art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale)** (p. 6482) : son amendement n° 238 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 6486, 6487) : ses amendements similaires n° 239 et n° 241 de M. Alain Anziani : extension de l'obligation d'agrément aux associés d'une personne physique ou morale exerçant une activité privée de surveillance, de gardiennage, de transport de fonds et de protection physique ; adoptés. Son amendement n° 240 : saisine obligatoire de la commission de déontologie en cas de dérogation au délai de cinq ans accordée par le ministère de l'intérieur à d'anciens agents des services de l'État ; retiré. - **Article 21 (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Encadrement des activités d'intelligence économique)** (p. 6498) : son amendement n° 243 ; rejeté. - **Article 22 (art. 706-95 du code de procédure pénale - Allongement de la durée des interceptions téléphoniques)** (p. 6499) : son amendement n° 244 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6507, 6518) : intervient sur les sous-amendements n° 423 de M. Gérard Longuet et n° 421 de M. Jean-Jacques Hyest portant respectivement sur les amendements du Gouvernement n° 390 (extension des peines planchers aux violences aggravées) et n° 389 (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions). (p. 6520, 6523) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 391 (extension du dispositif de surveillance judiciaire à toute personne condamnée en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 5 ans) et n° 388 (possibilité, pour le procureur de la République, de saisir directement le tribunal pour enfants), ainsi que sur le sous-amendement n° 422 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 388 précité.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6544, 6545) : favorable à l'amendement n° 245 de M. Richard Yung (abrogation du délit

d'aide aux étrangers en situation irrégulière). - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale) (p. 6554) : son amendement n° 250 ; rejeté. - **Article 24 quater** (art. 311-4, 311-5 et 311-14 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de vol commis à l'encontre de personnes vulnérables et de cambriolage) (p. 6556) : soutient l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 24 quinquies A** (art. 431-1 du code pénal - Entrave aux débats d'une assemblée parlementaire ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale) (p. 6559) : son amendement n° 253 ; rejeté. - **Article 24 quinquies** (art. 431-29 et 431-30 [nouveaux] du code pénal - Création d'un délit de distribution d'argent à des fins publicitaires sur la voie publique) (p. 6560) : soutient l'amendement n° 254 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 24 sexies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette) (p. 6561, 6562) : son amendement n° 255 ; rejeté. - **Article 24 septies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette) (p. 6565) : son amendement n° 256 ; rejeté. - **Article 24 quaterdecies (Nouveau)** (art. 131-16-1 [nouveau] du code du sport - Couvre-feu des supporters) (p. 6572) : son amendement n° 257 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24 vicies** (p. 6578) : intervient sur l'amendement n° 93 de Mme Catherine Dumas (sanctions de l'achat, la détention ou l'utilisation d'appareils à laser d'une classe supérieure à 2 non destinés à un usage spécifique autorisé). - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6588, 6589) : défavorable aux amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article 25** (art. L. 221-2 et L. 224-16 du code de la route - Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de conduite sans permis ou malgré un retrait de permis) (p. 6592, 6593) : son amendement n° 259 ; rejeté. - **Article 26 bis** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Installation d'un anti-démarrage par éthylotest dans le cadre d'une composition pénale) (p. 6595) : son amendement n° 260 ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 234-12, 235-4 et 413-1 du code de la route - Peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de condamnation à un certain nombre de délits prévus par le code de la route) (p. 6597) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Virginie Klès ; rejeté. - **Article 31 bis** (art. 434-10 du code pénal - Aggravation des peines sanctionnant le délit de fuite) (p. 6603) : son amendement n° 261 ; rejeté. - **Article 32 bis** (art. L. 2215-6 et L. 2512-14-1 du code général des collectivités territoriales - Fermeture administrative des établissements vendant des boissons alcoolisées en cas de trouble à l'ordre public) (p. 6607) : son amendement n° 262 ; rejeté. - **Article 32 ter A (Nouveau)** (Procédure d'évacuation forcée des campements illicites) (p. 6609, 6612) : son amendement n° 263 ; rejeté. - **Article 36 A** (art. 706-71 du code de procédure pénale - Systématisation du recours à la visioconférence) (p. 6628) : son amendement n° 268 ; rejeté. - **Article 37 quater** (Réserve civile de la police nationale) (p. 6641) : son amendement n° 274 ; rejeté. - **Article 37 sexies (Nouveau)** (art. L. 513-4 et art. L. 523-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du régime de l'assignation à résidence des étrangers ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion) (p. 6644, 6645) : son amendement n° 275 ; rejeté. - **Article 37 septies (Nouveau)** (art. L. 513-4 et art. L. 523-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du régime de l'assignation à résidence des étrangers ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion) : son amendement n° 276 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6656, 6657) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6759) : ne prendra pas part au vote.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7502) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7841) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7960) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8008, 8009) : favorable à l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer. (p. 8021) : réponse au ministre du travail.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) - **Article 75** (art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Report de la collégialité de l'instruction) (p. 11000) : favorable à l'amendement n° II-164 de M. Jacques Mézard.

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11039, 11040) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11979, 11980) : son intervention. - **Article 1er A** (art. 1er de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Multipostulation des avocats inscrits aux barreaux de Bordeaux et de Libourne) (p. 11982, 11984) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11987) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Michel (rapport au Parlement sur le statut des élèves avocats) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11991) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (rapport sur la généralisation des maisons de justice et du droit) ; rejeté. - **Article 10 bis (Nouveau)** (art. L. 422-13 du code de la propriété intellectuelle - Compatibilité entre les professions de conseil en propriété industrielle et d'avocat) (p. 12004, 12005) : soutient l'amendement n° 12 de M. Richard Yung ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 12014) : soutient l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (rapport sur la réforme du mécanisme de recouvrement des créances publiques) ; retiré.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**. - (8 décembre 2010) - **Article 4** (Texte non modifié par la commission) (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 6 et 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire, art. 6 de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées et art. L. 581-8 du code de la sécurité sociale - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire)

(p. 12019) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Négociation collective - Mise en œuvre de la signification électronique - Règlement national) (p. 12023) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel ; rejeté. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (titre XVII du livre troisième, art. 2062 à 2068 [nouveaux] et art. 2238 du code civil, art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. 10 et 39 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Procédure participative de négociation assistée par avocat) (p. 12030, 12031) : soutient les amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Pierre Michel ; rejetés.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 28 (Suppression maintenue)** (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport) (p. 12236, 12237) : soutient les amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen ; rejetés.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12911, 12913) :

son intervention. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Procédure d'indemnisation des avoués) (p. 12923) : ses amendements n° 29, 30 et 31 ; rejetés. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion) (p. 12931) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire) (p. 12937, 12939) : ses amendements n° 39, 40 et 41 ; rejetés. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de mise en œuvre) (p. 12941) : son amendement n° 42 ; rejeté. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées) (p. 12944, 12945) : son amendement n° 43 ; retiré. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués) (p. 12947) : son amendement n° 45 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12951, 12952) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

APPARU (Benoist)

secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement
(à partir du 14 novembre 2010)
secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 178, 192) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 et 26 de la commission, n° 22 de M. Jean-Marc Juilhard, n° 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de Mme Claire-Lise Campion et n° 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 14 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle de l'hygiène des maisons d'assistants maternels) (p. 192) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de Mme Isabelle Pasquet. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 193, 195) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Marc Juilhard n° 23 (formation des assistantes maternelles et possibilité d'accueil des enfants à la suite du premier agrément) et n° 24 (harmonisation des critères d'agrément des crèches et des assistantes maternelles) et n° 27 de la commission (établissement d'un agrément modulé par les services de protection maternelle et infantile en vue de définir des capacités d'accueil différentes pour les établissements d'accueil des jeunes enfants). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 198) : remerciements.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1859, 1860) : son intervention. (p. 1864) : réponse aux orateurs.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2852, 2858) : ses réponses aux orateurs.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6909, 6911) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6914) : avis du Gouvernement sur la motion n° 22 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6950) : avis du Gouvernement sur la motion n° 145 tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6954) : avis du Gouvernement sur la motion n° 146 de M. Roland Courteau tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6955, 6963) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roland Courteau n° 40 (caractère public du parc nucléaire français), n° 42 (nécessité d'adopter une directive cadre relative aux services d'intérêt économique général avant toute nouvelle organisation du marché de l'électricité), n° 43 (réaffirmation du caractère de bien de première nécessité de l'électricité) et n° 44 (nécessité de respecter les principes d'égalité, de continuité, d'adaptabilité et de sécurité du service public de l'électricité) et de M. Yvon Collin n° 256 (maîtrise publique du parc nucléaire français), n° 257 (nécessité de maintenir le caractère public du service de l'électricité) et n° 258 (reconnaissance de l'électricité comme bien de première nécessité). (p. 6964, 6972) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 148 (examen, par le Parlement, d'un bilan sur les conséquences tarifaires des processus d'ouverture du secteur de l'énergie à la concurrence), n° 149 (projet d'insertion systématique d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures), n° 151 (définition des missions du service public dans le domaine de l'énergie), n° 152 (association des représentants de salariés du secteur de l'énergie, et des associations de consommateurs, lors de la fixation par le Gouvernement des tarifs de l'électricité et du gaz) et n° 147 (rapport du Gouvernement sur la qualité, la sécurité et le financement du réseau public de distribution d'électricité) et de M. Roland Courteau n° 45 (maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de concurrence), n° 95 (maintien de l'emploi et des compétences du service commun à EDF et à GDF), n° 41 (rapport gouvernemental sur la création d'un pôle public de l'énergie), n° 46 (rapport du Gouvernement sur la qualité, la sécurité et le financement du réseau public de distribution de l'électricité) et n° 123 (rapport du Gouvernement sur la qualité du réseau public de distribution d'électricité dans chaque département, et

les solutions envisagées pour un égal accès à l'électricité sur tout le territoire national). - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6981, 6992) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 153, 154, 155 et 157 de M. Jean-Claude Danglot, n° 49, 50, 51, 52, 54 et 108 de M. Roland Courteau et n° 259 de M. Yvon Collin. (p. 6993, 7008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 158, 159, 160, 161 et 162 de M. Jean-Claude Danglot et n° 55, 56, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64 et 65 de M. Roland Courteau. (p. 7004) : son amendement n° 275 ; adopté. (p. 7009, 7021) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 223 de M. Alain Fouché, n° 163, 164 et 165 de M. Jean-Claude Danglot, n° 229 et 230 de M. Jean-Claude Merceron, n° 245 de M. Jean-Pierre Vial, n° 39 de M. René Beaumont, n° 109, 110, 124, 125, 67, 68, 69, 70 et 71 de M. Roland Courteau et n° 260 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7023, 7029) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 213 de M. Jacques Muller (mesures en faveur du développement des énergies renouvelables), n° 226 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques), n° 265 de M. Raymond Vall (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques), de M. Roland Courteau n° 47 (mesures en faveur de la production d'énergie à partir de la biomasse), n° 48 (renouvellement des contrats d'obligation d'achat en faveur des installations de production hydroélectriques) et n° 72 (maintien, pendant deux ans, de la possibilité d'installer des parcs éoliens de plus de 3 mâts), n° 14 de M. Alain Chatillon (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques) ainsi que sur le sous-amendement n° 278 de M. Jacques Blanc s'y rapportant.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7844, 7851) : réponses aux orateurs.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9304, 9308) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11067, 11069) : son intervention. - **Demande de priorité** (p. 11069). - **Article 98 (priorité)** (art. L. 834-1 du code de la sécurité sociale - Harmonisation au taux de 0,5 % d'une contribution au Fonds national d'aide au logement, FNAL) (p. 11070) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-26 de la commission. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11071, 11075) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-97 de M. Claude Jeannerot, n° II-150 et II-151 de M. Dominique Braye, n° II-162 de M. René Beaumont et n° II-28 et II-29 de la commission. (p. 11073, 11074) : son amendement n° II-202 ; adopté. - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecies du code général

des impôts, L 452-1, L 452-1-2, et L 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11078, 11080) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-107 de M. Jean-Pierre Caffet, n° II-172 de M. Yvon Collin et n° II-174 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) (p. 11636) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-27 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° II-106 de M. Thierry Repentin, n° II-173 de M. Yvon Collin, n° II-239 de M. Pierre Jarlier, n° II-141, II-136, II-137, II-138, II-142, II-140 et II-139 de M. Jean-Léonce Dupont, n° II-168 et II-403 de Mme Nicole Bricq, n° II-238 de M. Jacques Mézard et n° II-227 de M. Claude Lise. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11641, 11645) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 et n° II-171 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière bénéficiant à certains logements sociaux).

Articles de récapitulation des crédits

- (5 décembre 2010) - **Article 52 (Plafond des autorisations d'emplois)** (p. 11646) : son amendement n° II-571 ; adopté. - **Article 53 (Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat)** : son amendement n° II-572 ; adopté. - **Article 55 (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)** (p. 11650) : son amendement n° II-573 ; adopté.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2010) - **Article 56** (art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, art. 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé) (p. 11655, 11657) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-551 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° II-512 de M. Thierry Foucaud et n° II-557 de M. Jean Arthuis. (p. 11659, 11664) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-511 et II-509 de M. Thierry Foucaud, n° II-550 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° II-477 et II-478 de M. François Rebsamen, n° II-291 de la commission et n° II-224 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11665, 11670) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-576 de la commission (limitation à une seule cession de l'exonération prévue en faveur de l'habitation en France des Français de l'étranger) et n° II-292 (suppression de la réduction d'impôt pour l'acquisition de résidences de tourisme dans certaines zones de revitalisation rurale).

ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Président de la commission des finances.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 12 novembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques le 4 novembre 2010.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le système statistique européen à l'épreuve de la crise grecque : renforcer la légitimité d'Eurostat [n° 374 (2009-2010)] (31 mars 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 235 (2009-2010)] tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 385 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux cotisations sociales versées par les auto-entrepreneurs [n° 608 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des sociétés d'économie mixte locales aux sociétés publiques locales : quel rôle pour la Caisse des dépôts et consignations ? [n° 726 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au financement des allocations de solidarité nationale à la charge des départements [n° 23 (2010-2011)] (11 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels** [n° 186 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 162, 164) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 421-19,

L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 180) : intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Claire-Lise Campion. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 196, 197) : remerciements.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (2 février 2010) - président de la commission des finances - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 802) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (9 février 2010) - président de la commission des finances (p. 1152, 1154).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 276 (2009-2010)] - (15 février 2010) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1282, 1302) : la commission des finances propose de voter ce collectif sous réserve de l'adoption de quelques compléments et adaptations. Intervient sur la notion de "débudgétisation". Favorable à la demande de réserve du Gouvernement sur l'article 1er. - **Article 1er B (Nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - *Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique*) (p. 1319) : encadrement des rémunérations des gérants des sociétés "holding". - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1322, 1323) : intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Nicole Bricq (suppression du dispositif de crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale).

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) (p. 1371) : intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Nicole Bricq (rapport sur la mise en place d'une taxe assurantielle sur les activités des banques). - **Article 2** (Art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - *Ajustement des affectations du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 1376) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 4** (Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements) (p. 1394) : retrait de l'amendement n° 13 de la commission. (p. 1396) : intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Charasse. - **Article 6 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 1431) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Nathalie Goulet. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1440) : son amendement n° 91 : prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche des avances d'OSEO aux entreprises ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1454, 1456) : intervient sur les amendements identiques n° 27 de la commission et n° 110 de M. Jack Ralite (instauration d'une taxe sur la publicité en ligne).

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne** [n° 210 (2009-2010)] - (23 février 2010) - président de la commission des finances - **Article 1er** (Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux) (p. 1712) : intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation des paris sportifs en ligne) (p. 1736) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Vera. - **Article 16** (Délivrance des agréments par l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1749) : son amendement n° 107 ; adopté. - **Article 21 quater (Texte non modifié par la commission)** (Interdiction du jeu à crédit) (p. 1754) : intervient sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Vera.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 25** (Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1770) : intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 36** (Respect des droits de la défense et encadrement de la procédure de sanction de l'Autorité de

régulation des jeux en ligne (p.1784) : intervient sur l'amendement n° 180 de la commission. - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1793, 1794) : intervient sur les amendements n° 151 de M. Yvon Collin, n° 24 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 76, 77, 78 et 79 de M. François Marc, n° 139 de M. Bernard Vera et n° 172 de la commission. (p. 1796) : intervient sur les amendements n° 76 et 77 de M. François Marc. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport) (p.1808) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 50 (Conditions du blocage de l'accès à un site illégal de paris ou de jeux d'argent et de hasard)** (p. 1814) : son amendement n° 48 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p.1881) : son intervention. - **Article 11 (Simplification et amélioration de la qualité du droit)** (p. 1902) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2, 3 et 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'observation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale) (p. 2561) : votera l'amendement n° 4 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2562, 2565) : son amendement n° 26 : obligation de déclaration d'activité ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - président - **Discussion générale** (p. 2886, 2888) : la commission des finances, saisie pour avis, est favorable à cette proposition de loi.

- Rapporteur pour avis - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2902, 2905) : son amendement n° 1 : réforme des juridictions financières ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 3221, 3223) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3304) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3883, 3884) : les membres du groupe UC voteront ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-1, L. 424-2, L. 424-3, L. 424-4, L. 424-5, L. 424-6, L. 424-7 (nouveaux) du code de l'action sociale et des familles - Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 3892, 3896) : ne votera pas les amendements n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de Mme Claire-Lise Campion. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3898) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - président de la commission des

finances - **Discussion générale** (p. 4420) : réponse aux ministres.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - président de la commission des finances - **Article 3 (Gage)** (p. 5093, 5094) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 585 (2009-2010)]** - (8 juillet 2010) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6081, 6082) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) - président de la commission des finances (p. 6128, 6130) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 541 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6191, 6192) : son intervention. - **Article unique** (p. 6192) : réponse à Mme Nicole Bricq.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6683, 6685) : le groupe UC votera ce texte. - **Article 1er (art. 4 bis de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Dérogation au principe de non-allongement de la durée d'amortissement de la dette sociale)** (p. 6698) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6699, 6700) : le groupe centriste votera ce texte.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) - président de la commission des finances (p. 6881, 6883) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7275) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Yvon Collin (institution d'une surimposition, à hauteur de 60 %, des bénéfices obtenus grâce à la vente à découvert). - **Article 7 quinquies** (p. 7277) : défavorable à l'amendement n° 58 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 7305) : favorable à l'amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Hyst (institution d'une nouvelle procédure de sauvegarde financière accélérée). (p. 7307) : position de la commission sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Jacques Hyst (simplification et amélioration de la procédure de sauvegarde). - **Intitulé du chapitre III (Financement des petites et moyennes entreprises - Accès des assureurs-crédits aux données de la fiche bancaire des entreprises)** : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 13 (art. L. 144-1 du code monétaire et financier)** (p. 7307) : position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Joël Bourdin et n° 14 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 14 (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail)** (p. 7309) : position de la commission sur les amendements n° 67 de M. Bernard Vera et n° 125 de Mme Nicole Bricq. - **Article 16 (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail)** (p. 7312) : position de la commission sur l'amendement n° 126 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 7314, 7319) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 73 (plafonnement des rémunérations des dirigeants d'une société à vingt fois le montant annuel du salaire minimum applicable dans l'entreprise considérée), n° 74 (suppression des stock-options), n° 75 (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés" dès lors que leur montant excède le montant annuel du SMIC) et n° 76 (limitation du nombre de mandats d'administrateur qu'une personne physique peut exercer dans

les sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français), de M. Yvon Collin n° 39 (limitation à 4 du nombre de mandats cumulés par un administrateur de société), n° 40 (plafonnement de la rémunération des dirigeants d'une société bénéficiant d'aides publiques sous forme de recapitalisation) et n° 41 (création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés) et de Mme Nicole Bricq n° 128 (interdiction d'attribuer des stock-options aux dirigeants de sociétés bénéficiant d'aides publiques), n° 129 (transparence de la rémunération des dirigeants de sociétés), n° 130 (transparence des rémunérations et des avantages reçus par les mandataires sociaux), n° 131 (limitation du montant des retraites "chapeaux"), n° 132 (limitation du montant des "parachutes dorés"), n° 133 (plafonnement de la rémunération des dirigeants d'une société bénéficiant d'aides publiques sous forme de recapitalisation), n° 134 (limitation à 4 du nombre de mandats cumulés par un administrateur de société) et n° 135 (limitation de l'attribution de stock-options aux sociétés ayant moins de cinq années d'exercice). - **Article 18 bis A** (art. L. 511-41 A [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7320, 7321) : position de la commission sur les amendements n° 20 et 21 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 153 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 18 bis A** (p. 7321) : son amendement n° 174 : renforcement du dispositif de la LME visant à ce que les sommes collectées par les établissements de crédits au titre du livret A et du livret de développement durable soit consacrées au financement des PME ou à des travaux d'économie d'énergie ; adopté. (p. 7322, 7325) : position de la commission sur les amendements de M. Yvon Collin n° 30 (pérennisation de la taxe sur les rémunérations variables des opérateurs de marché) et n° 38 (limitation de la partie variable des revenus des opérateurs de marché), de Mme Nicole Bricq n° 127 (caractère permanent de la taxation des rémunérations variables des opérateurs de marché), n° 136 (limitation de la part variable des rémunérations au montant de leur part fixe), n° 137 (instauration d'une mesure de surveillance prudentielle des politiques de rémunération des banques et des établissements de crédit) et n° 138 (instauration d'une mesure de surveillance prudentielle des politiques de rémunération des banques et des établissements de crédit) et n° 72 de M. Bernard Vera (pérennisation du dispositif de taxation des rémunérations variables des opérateurs de marché). - **Article 18 bis** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7326) : position de la commission sur les amendements n° 77 de M. Bernard Vera et n° 181 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 18 ter A** (p. 7327) : son amendement n° 175 : possibilité, pour les organismes de titrisation, de détenir dans leur bilan des titres de capital ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 7327) : son amendement n° 176 : possibilité, pour un avocat exerçant en qualité de fiduciaire, de souscrire une assurance propre à son activité ou de présenter une garantie financière ; adopté. - **Article 19** (art. L. 515-13, L. 515-17-1 [nouveau], L. 515-17-2 [nouveau], L. 515-32-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7328) : son amendement n° 177 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7329) : son amendement n° 178 : possibilité, pour les sociétés de crédit foncier, de refinancer directement des projets de partenariat public-privé ; adopté. - **Article 22** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures de réforme des assurances relatives aux risques de transport terrestres et non terrestres*) (p. 7331) : position de la commission sur l'amendement n° 78 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 7332, 7339) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 65 (amélioration de l'information des actionnaires par les sociétés cotées), n° 79 (taxation des mouvements financiers dont le temps de rotation est rapide) et n° 80 (fixation du taux de la taxe sur les transactions sur devises), de M. Yvon Collin n° 32 (fixation à 0,01 % du taux de la taxe Tobin) et n° 35 (rapport gouvernemental sur l'encours total des emprunts à taux variable contractés par les collectivités locales), de Mme Nicole Bricq n° 49 (interdiction, pour les établissements bancaires, de proposer aux collectivités locales des produits exposant à des risques sur le capital), n° 50 (rapport gouvernemental sur le bilan de l'application de la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales), n° 121 (obligation d'informer les actionnaires sur la politique suivie par l'entreprise en matière fiscale), n° 140 (publication annuelle, en

annexe de la loi de finances, du nombre de contrôles fiscaux effectués auprès des entreprises), n° 141 (amélioration de la transparence des établissements bancaires et financiers contractant avec l'Etat) et n° 142 (instauration d'un échange d'informations entre l'administration fiscale et les acteurs financiers étrangers souhaitant investir sur le territoire national) ainsi que sur l'amendement n° 93 de Mme Catherine Procaccia (suppression de l'intervention du Fonds de garantie des assurances obligatoires pour l'indemnisation de dommages matériels causés par les animaux sauvages). - **Article additionnel avant l'article 23 A** (p. 7340) : position de la commission sur l'amendement n° 143 de M. Georges Patient (distribution de l'intégralité des produits d'OSEO dans les départements et collectivités d'outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 7341, 7343) : position de la commission sur les amendements de M. Serge Larcher n° 51 (mise en place, dans chaque département d'outre-mer, d'une concertation entre les établissements bancaires, les autorités locales, les représentants des consommateurs et le représentant de l'Etat afin d'obtenir un accord sur les baisses significatives des tarifs bancaires) et n° 52 (publication, par l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer, d'un comparatif avec les tarifs métropolitains) et n° 11 de Mme Anne-Marie Payet (transmission au Parlement du rapport annuel établi par l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer). - **Article 23** (art. L. 734-4, L. 743-6, L. 743-8, L. 744-10, L. 745-4, L. 745-11-3, L. 753-6, L. 753-8, L. 754-10, L. 755-4, L. 755-11-3, L. 763-6, L. 763-8, L. 764-10, L. 765-4, L. 765-11-3 du code monétaire et financier) (p. 7347) : position de la commission sur l'amendement n° 158 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7349) : position de la commission sur les amendements de M. Simon Loueckhote n° 92 (harmonisation des conditions de radiation du fichier central des chèques), n° 83 (réforme du crédit à la consommation), n° 86 (adaptation des dispositions de la loi relative à la fourniture de services et aux établissements de paiement), n° 87 (possibilité pour les comptables publics de recouvrer les créances de toute nature dans les collectivités d'outre-mer dotées de l'autonomie fiscale), n° 88 (harmonisation de l'accès au crédit des PME et fonctionnement des marchés financiers) et n° 159 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à étendre et adapter aux collectivités d'outre-mer 4 ordonnances transposant des directives européennes en matière de monnaie électronique, de gestion d'actifs, de contrats de garantie financière et de protection de la clientèle dans le domaine des produits et services financiers). - **Article 24** (*Modalités spécifiques d'entrée en vigueur*) (p. 7350) : son amendement n° 179 ; adopté. (p. 7351) : son amendement n° 180 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 156 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7352, 7353) : remerciements.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) - président de la commission des finances (p. 7913, 7914).

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) - président de la commission des finances (p. 7916).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (20 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8661) : son amendement n° 557 : réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation ; rejeté. (p. 8674, 8675) : maintient son amendement n° 557 : réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9055, 9056) : votera ce projet de loi.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) - président de la commission des finances (p. 9356) : ses observations.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - président de la commission des finances -

Débat et discussion générale (p. 9369, 9370) : son intervention. - **Article 4** (*Évolution annuelle des dépenses publiques en volume*) (p. 9435, 9436) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9441, 9442) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 2 (compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA), n° 3 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA) et n° 4 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH). - **Article 7** (*Norme annuelle d'évolution des concours de l'État aux collectivités territoriales*) (p. 9445, 9448) : position de la commission sur les amendements n° 5 et 6 de M. François Marc. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9448) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. François Marc (clarification des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales). - **Article 13** (*Bilan de la mise en œuvre de la programmation*) (p. 9450) : position de la commission sur l'amendement n° 12 du Gouvernement.

- **Débat sur les effectifs de la fonction publique** - (3 novembre 2010) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général (p. 9451, 9452) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9730, 9736) : son amendement n° 404 : augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) - président de la commission des finances (p. 10245, 10247) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Demande de réserve** (p. 10288). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10318, 10319) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-157 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-249 de Mme Nicole Bricq et n° I-313 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). (p. 10325, 10326) : intervient sur les amendements identiques n° I-70 de M. Philippe Adnot et n° I-291 de M. Jean-Jacques Jégou (mise en place de délais d'investissement permettant de consolider le financement des PME). - **Article 6 quinquies** (*art. 39 ter du code général des impôts - Abrogation de la provision de reconstitution de gisement d'hydrocarbures*) (p. 10357) : intervient sur l'amendement n° I-49 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10385, 10388) : intervient sur les amendements analogues n° I-286 de la commission de la commission de la culture saisie pour avis, n° I-430 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° I-433 de M. Jean-Pierre Placade et n° I-301 de M. Jack Ralite (alignement du taux de TVA applicable au livre numérique sur le taux appliqué au livre papier). (p. 10389) : à titre personnel, son amendement n° I-80 : création d'un taux intermédiaire de TVA à 10 % ; retiré. - **Organisation de la discussion** (p. 10399) : son intervention. - **Article 14 (priorité)** (*art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes*) (p. 10403) : intervient sur l'amendement n° I-14 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10422, 10423) : à titre personnel, son amendement

n° I-120 : extension aux titres d'entités européennes de capital-investissement de l'interdiction de bénéficier de certaines exonérations ; adopté. - **Article 15 (priorité)** (*art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10430, 10432) : son amendement n° I-123 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10446) : défavorable à l'amendement n° I-379 de M. Yvon Collin (extension du champ de la taxe sur les salaires). - **Article 16 (priorité)** (*art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques*) (p. 10455) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10459, 10460) : intervient sur les amendements identiques n° I-159 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-264 de Mme Nicole Bricq et n° I-338 de M. Thierry Foucaud (pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marchés). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10465, 10472) : à titre personnel, intervient sur son amendement n° I-80 précité. Votera contre l'amendement n° I-292 de M. Jean-Jacques Jégou (taux de TVA applicable dans le secteur de la restauration). - **Article 11** (*art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques*) (p. 10482, 10483) : intervient sur l'amendement n° I-413 de M. Hervé Maurey.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10499, 10502) : intervient sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne). - **Article 12** (*art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision*) (p. 10520) : intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission. - **Article 13** (*art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10529) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 19** (*art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 10589) : intervient sur l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10600) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité). - **Article 31** (*art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »*) (p. 10650) : intervient sur les amendements n° I-180 de M. Gérard Miquel et n° I-383 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10671) : intervient sur l'amendement n° I-31 de la commission (modification de l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10696, 10700) : intervient sur les amendements identiques n° I-187 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-399 de M. Dominique Braye et n° I-428 de M. Daniel Soulage (aménagements de la taxe générale sur les activités polluantes). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 10726) : remerciements.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10783) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Demande de priorité** (p. 10825, 10826) : demande l'examen en priorité des amendements à l'article 67 ainsi que des amendements portant article additionnel après l'article 67. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10828, 10829) : défavorable à l'amendement n° II-119 de Mme Fabienne Keller.

Défense

- (26 novembre 2010) - président de la commission des finances (p. 10869, 10870) : son intervention.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 68 ter** (p. 10891) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-61 (rapport gouvernemental évaluant l'intérêt de créer une allocation différentielle pour les anciens combattants).

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10943) : position de la commission sur l'amendement n° II-190 du Gouvernement. - **Article 49 et état C (Crédits des budgets annexes)** (p. 10943, 10944) : soutient l'amendement n° II-30 de la commission ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 10946) : position de la commission sur les amendements de Mme Fabienne Keller n° II-114 (réduction du taux de la redevance pour pollution de l'eau lorsque les élevages sont menés sur paille ou litière biomaitrisée) et n° II-115 (augmentation de la redevance applicable aux prélèvements sur la ressource en eau à usage d'irrigation).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10965) : intervient sur les amendements n° II-19 de la commission et n° II-154 et II-155 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Justice

- (29 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10994) : intervient sur l'amendement n° II-87 de la commission des lois saisie pour avis.

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11015, 11016) : intervient sur l'amendement n° II-4 de la commission.

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - président de la commission des finances (p. 11055, 11056) : son intervention. - **Demande de priorité** (p. 11069). - **Article 98 (priorité)** (art. L. 834-1 du code de la sécurité sociale - Harmonisation au taux de 0,5 % d'une contribution au Fonds national d'aide au logement, FNAL) (p. 11070) : intervient sur l'amendement n° II-26 de la commission. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11073) : intervient sur l'amendement n° II-97 de M. Claude Jeannerot. (p. 11074) : intervient sur l'amendement n° II-29 de la commission.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11139, 11140) : intervient sur les amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin. - **Article 82** (art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 11149) : intervient sur l'amendement n° II-16 de la commission. - **Article 86** (art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 11152, 11153) : intervient sur les amendements n° II-18 de la commission et n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel. - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 11157) : intervient sur l'amendement n° II-200 de M. Jean-Pierre Sueur (confirmation de la notion de concours de l'État aux collectivités territoriales). - **Modification du calendrier budgétaire** (p. 11157, 11158) : intervient sur le calendrier de la discussion budgétaire.

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11187) : intervient sur l'amendement n° II-148 de la commission de la culture saisie pour avis.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - président de la commission des finances - **Modification du calendrier budgétaire** (p. 11229). - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11233) : intervient sur l'amendement n° II-249 de M. Jacques Gillot. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11236, 11239) : intervient sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débiteurs de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Article 77** (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française) (p. 11245) : intervient sur les amendements n° II-267 et II-268 de M. Richard Tuheiaiva.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 78** (art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes) (p. 11308, 11311) : position de la commission sur les amendements n° II-152 de la commission de la culture saisie pour avis, n° II-285 et II-286 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° II-243, II-232 et II-233 de M. Philippe Adnot.

Culture

- (2 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Demande de réserve des articles rattachés** (p. 11336) : son intervention.

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11386, 11387) : intervient sur l'amendement n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy.

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2010) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Jean-Claude Frécon, rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11396) : son intervention.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - **Organisation de la discussion budgétaire** (p. 11429) : son intervention.

- Président de la commission des finances - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11443, 11446) : votera contre l'amendement n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et pour les amendements n° II-391 de M. Bruno Sido et n° II-393 de M. Denis Badré.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Questions-réponses-répliques** (p. 11491) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11500) : intervient sur l'amendement n° II-275 de M. Ambroise Dupont. - **Demande de réserve** (p. 11501) : favorable à la demande de réserve du Gouvernement portant sur les articles 59 à 64 ter.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) - président de la commission des finances (p. 11512, 11513) : son intervention.

Provisions

- (4 décembre 2010) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Jean-Pierre Demerliat, rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11553, 11554) : la commission des finances recommande l'adoption des crédits de cette mission.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 68 bis (Nouveau)** (art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Augmentation pour 2011 du taux de la taxe pour frais de chambres d'agriculture) (p. 11607, 11609) : intervient sur l'amendement n° II-404 de la commission de l'économie saisie pour avis.

Aide publique au développement

- (4 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 68 bis** (p. 11613) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-166 (précision sur les éléments d'ordre financier contenus dans le budget de la mission "aide publique au développement").

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11636, 11637) : intervient sur l'amendement n° II-27 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11642) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs).

Articles non rattachés

- (5 décembre 2010) - **Article 56** (art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, art. 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé) (p. 11655, 11657) : à titre personnel, son amendement n° II-557 ; retiré.

- Président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11670) : défavorable aux amendements identiques n° II-425 de M. Yvon Collin et n° II-479 de Mme Nicole Bricq (extension du champ d'application de l'éco-prêt à taux zéro). - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11675, 11676) : à titre personnel, son amendement n° II-394 : imposition des majorations de retraite pour charge de famille ; retiré. (p. 11679) : retrait de l'amendement n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer). - **Article 57 decies (Nouveau)** (art. L. 222-17 du code du sport - Traitement fiscal de la prise en charge par les clubs de la rémunération des agents des sportifs professionnels) (p. 11691) : défavorable à l'amendement n° II-160 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 57 undecies** (p. 11694) : demande le retrait de l'amendement n° II-487 de Mme Nicole Bricq (analyse de la dépense fiscale par le Conseil des prélèvements obligatoires). - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11696, 11699) : son amendement n° II-431 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11707, 11711) : à titre personnel, son amendement n° II-430 : suppression du bouclier fiscal et de l'ISF ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11745) : votera contre l'amendement n° II-468 de M. Gérard Miquel (exonération de TVA pour les produits issus de la valorisation des déchets). (p. 11746, 11749) : son amendement n° II-585 (assujettissement des auto-entrepreneurs à la contribution pour la formation professionnelle) ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-584 du Gouvernement. (p. 11752) : intervient sur l'amendement n° II-466 de M. Gérard Miquel (extension progressive du principe de responsabilité élargie du producteur à l'ensemble des produits de grande consommation). (p. 11752, 11753) : intervient sur les amendements identiques n° II-44 de Mme Évelyne Didier et n° II-469 de M. Gérard Miquel (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets).

- **Rappel au règlement** - (6 décembre 2010) - président de la commission des finances (p. 11759, 11760).

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-170 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1,

L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11773, 11774) : son amendement n° II-415 ; adopté.

- Président de la commission des finances (p. 11782, 11783) : intervient sur les amendements n° II-91 de M. Philippe Dominati et n° II-146 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 11786) : intervient sur l'amendement n° II-565 de la commission. (p. 11802) : intervient sur l'amendement n° II-306 de la commission. (p. 11806) : intervient sur l'amendement n° II-389 de M. Charles Guené. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11831) : intervient sur les amendements identiques n° II-326 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° II-448 de M. Gérard Collomb (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation). - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11849) : sur l'amendement n° II-315 de la commission, son sous-amendement n° II-433 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11862, 11865) : intervient sur l'amendement n° II-316 de la commission. - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** (p. 11885) : la commission des finances est favorable à la demande de seconde délibération du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11906, 11908) : son intervention. La commission des finances recommande l'adoption de ce texte.

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) - président de la commission des finances (p. 12045).

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Article 1er** (art. 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation intégrale des charges résultant du revenu de solidarité active) (p. 12069, 12070) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 12395, 12396) : organisation des travaux.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire [n° 171 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 12402, 12403) : son intervention.

- Président de la commission des finances - **Article 6** (Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat) (p. 12452) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 8** (Norme annuelle d'évolution des dépenses de sécurité sociale) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (15 décembre 2010) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 12454, 12455) : son intervention.

- Président de la commission des finances - **Article 6 quinquies** (art. 39 ter du code général des impôts - Abrogation de la provision de reconstitution de gisement d'hydrocarbures) (p. 12553, 12554) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12572) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - président - **Article 3** (Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat) : Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission, repris par M. Jean-Marc Todeschini. - **Article 6 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 12609, 12613) : intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement. Position de la commission sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12634) : défavorable à l'amendement n° 113 de M. Philippe Adnot (possibilité, pour les entreprises faisant appel à des sociétés de conseil en matière de crédit d'impôt recherche, de ne verser de rémunération qu'en cas de réussite de l'opération). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 12640) : intervient sur les amendements identiques de la commission de la culture saisie pour avis n° 132 (relèvement du plafond du crédit d'impôt cinéma à quatre millions d'euros) et n° 136 de M. Albéric de Montgolfier. - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 12642) : son amendement n° 246 : instauration d'une "mutualisation" des primes d'assurance pour risques locatifs ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 12680) : intervient sur l'amendement n° 39 de M. Bruno Sido (prorogation jusqu'en 2014 du dispositif d'éligibilité au FCTVA). - **Demande de priorité** (p. 12683) : demande l'examen en priorité des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 18. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12695, 12696) : favorable aux amendements identiques n° 43 de M. Daniel Soulage (refonte du dispositif de la TGAP sur les déchets), n° 46 de M. Dominique Braye et n° 164 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 17** (Révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels) (p. 12711) : intervient sur l'amendement n° 200 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12714) : intervient sur les amendements n° 14 de la commission (assujettissement des résidences terrestres mobiles à un droit de timbre) et n° 161 de Mme Nicole Bricq (majoration de 10 % des seuils plafond ouvrant droit, pour les ménages, à un dégrèvement de la taxe d'habitation). - **Article 17 septies (Nouveau)** (art. 1600 du code général des impôts - Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie) (p. 12726) : intervient sur l'amendement n° 231 de la commission.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 24** (art. 50-0, 102 ter, et 293 D du code général des impôts - Simplification du calcul du seuil de chiffre d'affaires applicable aux auto-entrepreneurs) (p. 12756) : intervient sur les amendements identiques n° 21 de la commission, n° 64 de M. Bernard Vera et n° 103 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12769) : son amendement n° 257 : précision sur l'application de la rédaction du délai de prescription fiscale aux entrepreneurs individuels ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 12770) : son amendement n° 119 : possibilité pour un contribuable assujéti à l'obligation de dépôt d'une déclaration annuelle de revenus de remettre les pièces justificatives à un tiers de confiance ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12773) : son amendement n° 258 : alignement des périodes de déclaration de TVA du régime simplifié sur celles du compte de résultat ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12796) : défavorable à l'amendement n° 120 de Mme Marie-Thérèse Hermange (mise en place d'un ajustement progressif de l'abattement de cotisations patronales de sécurité sociale applicables aux particuliers employeurs). - **Article additionnel**

après l'article 37 ter (p. 12815) : intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Chauveau. - **Article 40** (*Octroi de la garantie de l'État au titre du financement par la Caisse des dépôts et consignations de la part française de la facilité financière accordée à EADS pour l'A400M*) (p. 12819, 12822) : intervient sur l'amendement n° 238 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12825) : remerciements.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2010) - président de la commission des finances, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 12953, 12954) : son intervention.

- Président de la commission des finances - **Article 12 bis** (*art. 63 du code général des impôts*) (p. 13012) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Todeschini. - **Article 14** (*Réforme des taxes locales*

d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité) : position de la commission sur les amendements n° 2 et 3 de la commission. - **Article 17 undecies** (*Cotisation minimum du CFE*) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 18 bis** (*Refonte de la TGAP déchets*) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 30** (*art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs*) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 34** (*Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA*) (p. 13013) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de la commission.

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-présidente le 12 janvier 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre suppléant de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour le 9 décembre 2010.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Modernisation de l'Etat [n° 116 tome 6 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 341, 342) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 399) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Marc Todeschini (correction du découpage électoral réalisé dans la circonscription de Metz).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 428, 429) : intervient sur l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 434, 435) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mode de scrutin proportionnel) ; rejeté. (p. 449) : soutient l'amendement n° 114 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (consultation du conseil supérieur de la fonction publique) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 492) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 695, 697) : soutient l'amendement n° 125 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit de vote des étrangers) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 780) : soutient l'amendement n° 182 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté ; (p. 791, 792) : soutient les amendements n° 189 et 191 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adoptés ; n° 190 et 192 ; rejetés. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23

du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 855) : soutient les amendements n° 205 et 206 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 919) : soutient l'amendement n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 920) : soutient l'amendement n° 235 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 30** (*Syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 1059, 1063) : soutient les amendements n° 297, 300, 301, 304, 305, 306, 309, 310, 298, 299, 302, 303, 307 et 308 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1093) : soutient l'amendement n° 320 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 1106) : soutient l'amendement n° 323 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1186, 1187) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1231, 1232) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens*) (p. 1236) : son amendement n° 7 ; rejeté. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Réglementation des activités privées de sécurité dans les immeubles collectifs*) (p. 1241) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des intrusions et des introductions d'armes dans les établissements d'enseignement scolaire*) (p. 1246) : son amendement n° 10 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [n° 243 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1253, 1254) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1260, 1261) : son amendement n° 4 : rapport annuel du Comité national de l'eau en vue d'évaluer la mise en œuvre du droit à l'eau ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1261) : votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Question préalable** (p. 1498, 1500) : soutient la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat visant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-56-13 du code de procédure pénale - *Application de la rétention de sûreté aux crimes de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis, en état de récidive, sur majeurs*) (p. 1503, 1504) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. 706-53-19, 723-37, 763-8 du code de procédure pénale - *Allongement à deux ans de la durée de la surveillance de sûreté*) (p. 1506, 1507) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - *Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires*) (p. 1514) : soutient l'amendement n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) - **Article 5 quinquies** (art. 706-53-5 à 706-53-8, 705-53-10 et 706-53-11 du code de procédure pénale ; art. 216 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 - *Renforcement des obligations liées à l'inscription au fichier judiciaire national automatisé des auteurs*

d'infractions sexuelles ou violentes) (p. 1554) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 6 A** (art. 719-1 nouveau du code de procédure pénale - Information de la police et de la gendarmerie concernant la libération d'une personne condamnée pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 1557) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 8 bis** (art. 706-54 et 706-56 du code de procédure pénale - Elargissement des conditions d'inscription au fichier judiciaire national automatisé des empreintes génétiques) (p. 1561, 1562) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Conditions d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1563) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 8 quater** (art. 474 et 718-1 du code de procédure pénale ; art. 11 et 12 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Coordinations) (p. 1565) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2215, 2216) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2259, 2261) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2343, 2345) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2402) : son amendement n° 9 ; rejeté. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2415, 2416) : parole sur l'article. (p. 2432) : intervient sur son amendement n° 70, présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin. (p. 2440, 2441) : défavorable à l'amendement n° 73 de M. Laurent Bêteille. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2456, 2457) : parole sur l'article. (p. 2463) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier. (p. 2468) : son amendement n° 20 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 5** (art. L. 13-15 et L. 15-9 du code de l'expropriation - *Prise de possession après expropriation : lutte contre la spéculation foncière et application de la procédure d'extrême urgence*) (p. 2608) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2612) : parole sur l'article. (p. 2632, 2633) : son amendement n° 43 ; rejeté. (p. 2633) : son amendement n° 41 ; rejeté. (p. 2634, 2635) : son amendement n° 42 ; rejeté. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2643) : son amendement n° 46 ; rejeté. (p. 2644) : son amendement n° 47 ; rejeté. (p. 2648) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. Philippe Dallier. - **Article 9 ter** (art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts - *Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Île-de-France*) (p. 2674, 2675) : son amendement n° 55 ; rejeté. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (*Régime des biens nécessaires au réseau du Grand Paris*) (p. 2685) : son amendement n° 56 ; rejeté. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventions de co-maîtrise d'ouvrage*) (p. 2689) : son amendement n° 58 ; rejeté. - **Article 17** (art. 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - *Gestion des nouvelles lignes et des nouveaux réseaux du Grand Paris*) (p. 2696) : son amendement n° 61 ; rejeté. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2698, 2699) : parole sur l'article. (p. 2705) : son amendement n° 65 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2751) : soutient l'amendement n° 189 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2769, 2775) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 197 ; rejeté ; et n° 202 ; devenu sans

objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2799, 2800) : le groupe CRC-SPG est opposé à ce texte.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2921, 2922) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3908, 3910) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4457) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 3** (art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - *Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 5131, 5132) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5164, 5165) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 14 bis** (*Remise d'un rapport au Parlement sur la création d'un Observatoire national des violences faites aux femmes*) (p. 5233, 5234) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5473) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 1 de M. Jacques Mézard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5533, 5534) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - *Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5586, 5587) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5618) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la démocratie locale au sein des structures intercommunales) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5626) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - *Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 5710, 5711) : soutient les amendements n° 128, 129 et 130 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 12** (*chapitre IV [nouveau] du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions*) (p. 5717) : soutient l'amendement n° 134 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5718) : soutient l'amendement n° 135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ;

rejeté. - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre 1er de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent) (p. 5724) : soutient l'amendement n° 139 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5727) : soutient l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 15 bis** (art. L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Extension des cas de délégation de signature par le président d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 5735, 5736) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5740) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5754, 5755) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes) (p. 5771) : soutient l'amendement n° 152 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 26 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Renouvellement intégral exceptionnel des membres de la CDCI rénovée) (p. 5779) : soutient l'amendement n° 155 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres) (p. 5816) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5845) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5936) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (extension du droit de vote des étrangers) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6277, 6280) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques) (p. 6382, 6383) : son amendement n° 113 ; rejeté. - **Article 5** (art. 16-11 du code civil - Possibilité de procéder à l'identification par ses empreintes génétiques d'une personne décédée lorsque son identité demeure inconnue) (p. 6387) : parole sur l'article. - **Article 10** (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle) (p. 6406, 6407) : ses amendements n° 126 et 127 ; rejetés. (p. 6408) : ses amendements n° 128 et 129 ; rejetés. - **Article 11** (art. 17-1 de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, art. 21 et 21-1 de la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, art. L. 2337-2 du code de la défense, art. 29-1 du code de procédure pénale - Coordinations) (p. 6409) : son amendement n° 130 ; rejeté. - **Article 11 ter** (chap. III nouveau du titre IV du

livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-21 à 230-28 nouveaux - Détermination d'une base juridique pour les logiciels de rapprochement judiciaire) (p. 6410, 6411) : son amendement n° 131 ; rejeté. (p. 6412) : ses amendements n° 132 et 133 ; rejetés. (p. 6413) : son amendement n° 134 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6430) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés). - **Article 17 A (Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »)** (p. 6430, 6431) : parole sur l'article. Son amendement n° 135 ; rejeté. - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6441, 6453) : ses amendements n° 137 et 142 ; rejetés. Son amendement n° 141 ; adopté. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles) (p. 6462) : son amendement n° 144 ; rejeté. - **Article 18** (art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Commission nationale de la vidéoprotection) (p. 6474) : ses amendements n° 145, 146 et 147 ; rejetés. - **Article 18 bis A (Nouveau)** (Remise par la CNIL d'un rapport sur la vidéoprotection à la CNV) (p. 6476) : son amendement n° 148 ; rejeté. - **Article 21** (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Encadrement des activités d'intelligence économique) (p. 6492, 6493) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Intitulé du chapitre V bis (Sécurité quotidienne et prévention de la délinquance)** (p. 6539) : son amendement n° 155 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6540, 6541) : son amendement n° 156 : suppression du délit de racolage ; rejeté. - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 6547, 6550) : ses amendements n° 157, 158 et 159 ; rejetés. - **Article 24 quater** (art. 311-4, 311-5 et 311-14 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de vol commis à l'encontre de personnes vulnérables et de cambriolage) (p. 6555, 6556) : son amendement n° 162 ; rejeté. - **Article 24 quinquies A** (art. 431-1 du code pénal - Entrave aux débats d'une assemblée parlementaire ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale) (p. 6559) : son amendement n° 377 ; rejeté. - **Article 24 quinquies** (art. 431-29 et 431-30 [nouveaux] du code pénal - Création d'un délit de distribution d'argent à des fins publicitaires sur la voie publique) (p. 6560) : son amendement n° 378 ; rejeté. - **Article 24 sexies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette) (p. 6561) : son amendement n° 163 ; rejeté. - **Article 24 decies** (art. 16-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - « Levée de doute » par les sociétés privées de surveillance) (p. 6568) : son amendement n° 381 ; rejeté. - **Article 24 duodecies (Nouveau)** (art. 23 de la loi du 15 juillet 1845 - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 6570) : son amendement n° 165 ; rejeté. - **Article 24 terdecies (Nouveau)** (art. 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 - Exclusion des espaces affectés au transport public) (p. 6572) : son amendement n° 166 ; rejeté. - **Article 24 quaterdecies (Nouveau)** (art. 131-16-1 [nouveau] du code du sport - Couvre-feu des supporters) (p. 6572) : son amendement n° 167 ; rejeté. - **Article 24 novodecies (Nouveau)** (art. 322-2 et 322-3 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de dégradations commises contre un bien appartenant à une personne publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 6576) : son amendement n° 170 ; rejeté. - **Article 24 vicies (Nouveau)** (art. L. 541-46 du code de l'environnement - Aggravation des peines encourues en cas de trafic de déchets commis en bande organisée) (p. 6577) : son amendement n° 171 ; rejeté. - **Article 27** (art. 221-8 et 222-44 du code pénal - Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule et d'interdiction de conduire un véhicule

non équipé d'un éthylotest en cas de condamnation à un délit routier prévu par le code pénal) (p. 6596) : son amendement n° 173 ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 234-12, 235-4 et 413-1 du code de la route - Peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de condamnation à un certain nombre de délits prévus par le code de la route) (p. 6597) : son amendement n° 174 ; rejeté. - **Article 31 bis** (art. 434-10 du code pénal - Aggravation des peines sanctionnant le délit de fuite) (p. 6603) : son amendement n° 175 ; rejeté. - **Article 32** (p. 6606, 6607) : parole sur l'article. - **Intitulé du chapitre VII bis** (Dispositions relatives aux polices municipales) (p. 6613) : son amendement n° 177 ; rejeté. - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale, art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale) (p. 6615) : son amendement n° 178 ; rejeté. - **Article 32 sexies** (art. L. 412-49 du code des communes - Règles d'agrément des agents de police municipale) (p. 6618) : son amendement n° 181 ; rejeté. - **Article 32 septies** (art. 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Fouille des bagages à l'occasion des manifestations sportives, récréatives ou culturelles) (p. 6620) : son amendement n° 182 ; rejeté. - **Article 32 octies (Nouveau)** (art. 20 du code de procédure pénale - Octroi de la qualité d'agent de police judiciaire aux policiers non titulaires) : son amendement n° 183 ; rejeté. - **Article 34** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Pérennisation du dispositif de passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente) (p. 6624) : son amendement n° 184 ; rejeté. - **Article 36 A** (art. 706-71 du code de procédure pénale - Systématisation du recours à la visioconférence) (p. 6628) : son amendement n° 185 ; rejeté. - **Article 36 B** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables aux audiences de prolongation de la rétention administrative) (p. 6629, 6630) : son amendement n° 186 ; rejeté. - **Article 37 bis A** (art. L. 114-16-1 à 114-16-3 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. L. 134 C nouveau du livre des procédures fiscales, art. 59 sexies nouveau du code des douanes - Assouplissement de la règle du secret professionnel aux fins de lutte contre les fraudes en matière sociale) (p. 6632) : son amendement n° 187 ; rejeté. - **Article 37 bis B** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6633) : son amendement n° 188 ; rejeté. - **Article 37 ter** (art. 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Régime des adjoints de sécurité) (p. 6638) : son amendement n° 189 ; rejeté. - **Article 37 quater** (Réserve civile de la police nationale) (p. 6640, 6641) : son amendement n° 109 ; rejeté. - **Seconde délibération - Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6655) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (autorisation d'utiliser des images prises par des caméras de vidéosurveillance à des fins de recherche technologique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6658) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6677, 6678) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7776, 7783) : intervient sur les amendements n° 710 de M. Guy Fischer et n° 120 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7874) : soutient l'amendement n° 875 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (Rendez-vous de 2018) (p. 7889) : soutient l'amendement n° 748 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites

- **Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020**) (p. 8023) : favorable à l'amendement n° 853 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 13** (art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux) (p. 8125, 8126) : soutient l'amendement n° 915 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8133) : soutient l'amendement n° 790 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8146, 8147) : soutient l'amendement n° 795 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 21 A** (Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat) (p. 8171, 8172) : parole sur l'article. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8192, 8193) : soutient l'amendement n° 927 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 24 ter** (art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 351-1-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives au coefficient de majoration dans la fonction publique) (p. 8204) : soutient l'amendement n° 33 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8246, 8247) : parole sur l'article. (p. 8261) : soutient l'amendement n° 983 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8277) : soutient l'amendement n° 990 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8293, 8294) : parole sur l'article. (p. 8309, 8314) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 996 ; rejeté ; et n° 1001 ; devenu sans objet. (p. 8322) : soutient l'amendement n° 1010 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8328) : soutient l'amendement n° 1015 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8394) : soutient l'amendement n° 1051 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8399) : soutient l'amendement n° 1055 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8533, 8534) : parole sur l'article. (p. 8547) : soutient l'amendement n° 967 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8556) : soutient l'amendement n° 1106 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8584) : soutient l'amendement n° 1135 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8633) : soutient l'amendement n° 1151 de Mme Annie David ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8736, 8737) : soutient l'amendement n° 296 de M. Guy Fischer (interdiction des stock-options à compter du 1er janvier 2011) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8768) : soutient l'amendement n° 907 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental évaluant la possibilité d'accorder une

bonification de pension de 10 % pour les aidants familiaux) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8831, 8832) : soutient l'amendement n° 959 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur la poursuite du versement du complément de ressources pour un bénéficiaire ayant atteint l'âge légal de départ à la retraite) ; rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8869, 8870) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8899, 8900) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011)**.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9261, 9262) : son intervention.

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9489, 9490) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9615, 9616) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) (p. 11007, 11008) : son intervention.

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11028, 11029) : son intervention.

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) (p. 11049, 11050) : son intervention.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois (p. 11504, 11505) : son intervention.

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Avenir de l'Agence France-Presse [n° 240 (2009-2010)] (2 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Médias, livre et industries culturelles (fascicule 2) - Presse [n° 114 tome 6 fasc. 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : De l'éducation au jeu vidéo, pourquoi le Canada est-il parmi les premiers de la classe ? [n° 183 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 379, 380) : son intervention.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 2188, 2191) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (6 avril 2010) (p. 2333, 2334).

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Article 1er (Le Grand Paris : un projet d'intérêt national)** (p. 2390, 2391) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) (p. 2410, 2411) : réponse à M. Yves Pozzo di Borgo sur la gestion de la Ville de Paris. - **Article 2 (Le réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2423, 2424) : favorable à l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2439) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 3 (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2458) : soutient l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. (p. 2463) : favorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2490, 2491) : intervient sur les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2499) : intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Dominique Voynet. (p. 2576) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi, n° 75 de M. Philippe Dallier, n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet, ainsi que sur l'amendement n° 241 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 7 (Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »)** (p. 2615) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Éliane Assassi et n° 246 de Mme Dominique Voynet. (p. 2621) : intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Dominati. (p. 2626) : intervient sur l'amendement n° 247 de Mme Dominique Voynet. (p. 2636) : votera contre cet article. - **Article 8 (Directoire et conseil de surveillance de la SGP)** (p. 2643) : soutient l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Caffet ; adopté. (p. 2644) : soutient l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq ; adopté. (p. 2649) : intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2650) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 21 (Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay)** (p. 2754, 2755) : intervient sur l'amendement n° 229 de M. Yves Pozzo di Borgo.

- **Rappel au règlement** - (4 mai 2010) (p. 3044, 3045).

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3048, 3050) : le groupe socialiste est opposé à cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3053, 3055) : ses amendements n° 1 : augmentation du nombre des membres des conseils d'administration des universités ; et n° 2 : modification de la composition des conseils d'administration au profit des étudiants et des représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel)** (p. 3056, 3060) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 18 de M. Ivan Renar. Ses amendements n° 3, 4 et 6 ; rejetés. Intervient sur l'article. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Suppression d'un alinéa de l'article L. 719-1 du code de l'éducation)** (p. 3064, 3065) : son amendement n° 12 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3065) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) (p. 3266, 3268) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3576, 3577) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3701, 3702) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5604) : favorable à

l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5983, 5984) : parole sur l'article. (p. 5993, 5994) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7497, 7498) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7508) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7547, 7548) : son intervention. (p. 7570, 7571) : votera l'amendement n° 56 de Mme Christiane Demontès. (p. 7576, 7577) : favorable à l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontès. (p. 7589) : défavorable à l'article 1er A de ce projet de loi. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7594, 7595) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7630, 7631) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Christiane Demontès. (p. 7653, 7654) : intervient sur l'amendement n° 835 de M. Guy Fischer. (p. 7666, 7667) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7682) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 7688). - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7691, 7692) : favorable à l'amendement n° 119 de Mme Christiane Demontès. (p. 7728).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7781, 7782) : intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7786, 7787) : intervient sur les amendements n° 575 et 592 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 7807, 7808) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7917, 7918) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8010, 8011) : favorable à l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer.

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2010) (p. 8017, 8018).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8020) : votera l'amendement n° 832 de M. Guy Fischer. (p. 8032, 8033) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8108) : parole sur l'article. (p. 8114) : favorable à l'amendement n° 144 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8280, 8281) : intervient sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8296, 8297) : le groupe socialiste votera contre cet article. (p. 8306) : intervient sur l'amendement n° 992 de Mme Annie David. (p. 8331, 8332) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8387) : suspension de séance. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8406, 8407) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8527, 8528) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8550, 8551) : votera contre l'article 32 de ce projet de loi. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8566, 8567) : intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8625, 8626) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 8642). - **Article 33** (Entrée en vigueur) (p. 8653, 8654) : défavorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8666, 8667) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 1er bis A (précédemment réservé)** (p. 8742, 8743) : soutient l'amendement n° 76 de M. Claude Domeizel (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'affectation des sommes collectées par le fonds de réserve des retraites) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8757) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur la situation des jeunes) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Vote unique** (p. 8851, 8852) : le groupe socialiste votera contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8867, 8868) : votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9098, 9100) : son intervention. - **Article 1er** (Champ d'application de la loi : définition du livre numérique) (p. 9106, 9107) : intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 2** (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur) (p. 9108, 9109) : favorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Leleux. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9111) : son amendement n° 2 : rémunération juste et équitable des auteurs d'œuvres de l'esprit commercialisées sous forme numérique ; adopté. (p. 9112, 9113) : son amendement n° 1 : rapport gouvernemental étudiant les modalités d'affectation aux secteurs de l'imprimerie et de l'industrie du

papier d'une compensation financière liée à la baisse d'activité engendrée par l'essor du livre numérique ; retiré. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9114, 9115) : son amendement n° 3 : application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11268, 11269) : son intervention.

Recherche et enseignement supérieur

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

- (1er décembre 2010) (p. 11297, 11298) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11344, 11345) : son intervention. (p. 11352, 11353) : à titre personnel, son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11360) : intervient sur l'amendement n° II-382 du Gouvernement. (p. 11362) : défavorable à l'amendement n° II-73 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le régime spécial de retraite de la SNCF : un premier bilan de la réforme de 2008 [n° 732 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions [n° 111 tome 3 annexe 23 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

AUTAIN (François)
sénateur (Loire-Atlantique)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v le 17 février 2010 ; puis président du 24 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11514, 11515) : son intervention.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport, fait au nom de la Commission d'enquête sur la grippe A, sur la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] - La grippe A (H1N1)v : Retours sur « la première pandémie du XXI^e siècle » (rapport) [n° 685 tome 1 (2009-2010)] (29 juillet 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la Commission d'enquête sur la grippe A, sur la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] - La grippe A (H1N1)v : Retours sur « la première pandémie du XXI^e siècle » (annexes) [n° 685 tome 2 (2009-2010)] (29 juillet 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie** [n° 173 (2009-2010)] - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 76, 77) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** [n° 486 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Question préalable** (p. 4203, 4206) : soutient la motion n° 54 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4210, 4211) : soutient l'amendement n° 92 de M. Guy Fischer (obligation de dialoguer avec les organisations syndicales lorsque le Gouvernement entend modifier un droit acquis aux personnels relevant de la fonction publique) ; retiré.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4756, 4757) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (7 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7568, 7569) : intervient sur l'amendement n° 756 de M. Guy Fischer. (p. 7584, 7585) : favorable à l'amendement n° 822 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7629) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer.

(p. 7639, 7640) : soutient l'amendement n° 844 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7659) : favorable à l'amendement n° 676 de M. Guy Fischer. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7686, 7687) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7854) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer. (p. 7863, 7864) : favorable à l'amendement n° 863 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7923) : favorable à l'amendement n° 828 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7939) : soutient l'amendement n° 973 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7991) : soutient l'amendement n° 853 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7995) : soutient l'amendement n° 672 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7997) : soutient l'amendement n° 685 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8027) : votera l'amendement n° 685 de M. Guy Fischer. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8041, 8042) : soutient l'amendement n° 777 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8099) : soutient les amendements n° 784 et 785 de M. Guy Fischer ; rejetés. - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8113) : défavorable à cet article. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8132) : soutient l'amendement n° 788 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8144) : soutient l'amendement n° 21 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination résultant du relèvement de deux années des durées de services) (p. 8154) : soutient l'amendement n° 806 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8159, 8160) : soutient l'amendement n° 810 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8258) : intervient sur les amendements identiques n° 358 de M. Yvon Collin et n° 981 de Mme Annie David. (p. 8270) : soutient l'amendement n° 988 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8355) : soutient l'amendement n° 1026 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8357) : soutient l'amendement n° 1030 de

Mme Annie David ; rejeté. (p. 8360) : favorable à l'amendement n° 1027 de Mme Annie David. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8371) : votera contre cet article. - **Article 25 duodecies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Drogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8378, 8379) : soutient l'amendement n° 1042 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8387) : suspension de séance. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8390, 8392) : soutient l'amendement n° 1048 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8631) : soutient l'amendement n° 1148 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8633) : soutient l'amendement n° 1152 de Mme Annie David ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8706) : soutient l'amendement n° 734 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental sur une nouvelle politique du crédit, notamment en direction des PME) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8737) : soutient l'amendement n° 297 de M. Guy Fischer (interdiction des éléments de rémunération - assimilables aux parachutes dorés- dus à la cessation de fonction des présidents, des directeurs généraux ou des directeurs généraux délégués de sociétés) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8829, 8830) : soutient l'amendement n° 954 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur la majoration des années d'activité des assurés en situation de handicap) ; rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8873, 8874) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 3** (art. 10 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Ajustement de la contribution des organismes d'assurance maladie complémentaire aux dépenses liées à la campagne de vaccination H1N1) (p. 9691) : parole sur l'article. - **Article 6** (art. 60 de la loi n° 2009-1946 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale - Application du plafonnement légal de la participation des régimes d'assurance maladie obligatoire à certaines dépenses de l'Eprus - Rectification des dotations 2010 de l'assurance maladie obligatoire à l'Eprus et au Fmespp) (p. 9695, 9696) : s'abstiendra sur cet article.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau ») (p. 9708) : soutient l'amendement n° 217 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9780, 9781) : défavorable aux amendements n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 292 de M. Philippe Dominati et n° 302 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9789, 9792) : soutient l'amendement n° 226 de M. Guy

Fischer (création d'une contribution patronale de 40 % sur la part de rémunération variable au-delà du plafond annuel de la sécurité sociale) ; rejeté ; et n° 227 (relèvement du taux des prélèvements sociaux sur les capitaux mobiliers) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9823) : intervient sur l'amendement n° 182 de M. Bernard Cazeau (consultation des organismes complémentaires avant toute décision relative au Fonds CMU). - **Article 19** (Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K ») (p. 9825) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9832, 9833) : favorable à l'amendement n° 59 de la commission (prise en compte des recommandations de la Haute autorité de santé lors de la fixation ou de la révision des prix des spécialités pharmaceutiques).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9910, 9912) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 67 de la commission (entrée en vigueur du dispositif d'information sur les honoraires et sur l'orientation du patient dans le système de soins au 1er juillet 2011). Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jacky Le Menn (renforcement de l'obligation d'informer le patient de façon écrite sur le tarif des actes et la nature du dépassement facturé). - **Article 36** (art. L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Accords-cadres conclus entre le comité économique des produits de santé et les représentants des fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p. 9916) : intervient sur l'amendement n° 236 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9917, 9925) : ses amendements n° 246 : définition du montant du plafond de dépassement d'honoraires par décret ; n° 241 : dispositif d'autorisation d'installation des médecins dans les zones surdenses ; rejetés. Intervient sur ses amendements, soutenus respectivement par M. Guy Fischer et Mme Annie David, n° 249 : sanction des dépassements d'honoraires pratiqués par les établissements de santé au cours de l'exercice d'une mission de service public et n° 425 : sortie de la liste des médicaments admis au remboursement de tous ceux considérés comme n'apportant aucune amélioration du service médical rendu, ainsi que sur l'amendement n° 570 de la commission (extension des dispositions de l'article L.162-16-6 du code de la sécurité sociale aux cas des dispositifs médicaux remboursables pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation au titre de la liste prévue à l'article L.162-22-7 du même code). Défavorable au sous-amendement n° 600 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 569 de la commission (possibilité d'insérer dans la convention médicale un dispositif de rémunération des médecins à la performance). (p. 9929, 9934) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 356 de M. Jacky Le Menn (rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de patients entre les établissements de santé de court séjour). Intervient sur son amendement n° 429 : remise d'un rapport gouvernemental faisant le bilan d'application de la création du médecin traitant et mesurant les effets de la mise en place du parcours de soins, soutenu par Mme Annie David. Son amendement n° 248 : publicité des comptes des établissements de santé privés à but commercial ; rejeté. - **Article 36 quater (Nouveau)** (art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des activités de dialyse à domicile) (p. 9936, 9937) : son amendement n° 431 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2010) (p. 9982).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] (suite)**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Article 42** (art. L. 162-22 et L. 162-22-2, L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale - Identification des parts liées à la psychiatrie et aux soins de suite ou de réadaptation) (p. 9982, 9983) : son amendement n° 432 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9985, 9987) : soutient l'amendement n° 254 de M. Guy Fischer (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés) ; rejeté. (p. 9988, 9989) : favorable à

l'amendement n° 257 de M. Guy Fischer (intégration des revalorisations salariales, accordées par l'État, à l'ONDAM hospitalier). (p. 9990) : soutient l'amendement n° 256 de M. Guy Fischer (partage équitable des économies entre les établissements du secteur public et ceux du secteur privé) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 9999) : intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (transparence des sous-objectifs de l'ONDAM). - **Article 45 (priorité)** (*Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé*) (p. 10006, 10007) : intervient sur les amendements n° 86 de la commission et n° 116 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 10012, 10013) : son amendement n° 436 : création d'une dotation de financement des charges de structures des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 10045, 40046) : soutient l'amendement n° 269 de Mme Isabelle Pasquet (rapport gouvernemental examinant les conditions d'un juste partage du financement par l'État et les départements du financement de la médicalisation continue des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) ; retiré. - **Article 43 quater (Nouveau)** (*art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, art. 64 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Prolongation de l'expérimentation de la réintégration des médicaments dans le forfait soins*) (p. 10047, 10048) : son amendement n° 414 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10134) : soutient l'amendement n° 268 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement évaluant les coûts et bénéfices du déplaçonnement de la prestation de service unique) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10185, 10186) : le groupe CRC-SPG votera ce texte. - **Article 1er** (*art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10192, 10196) : son amendement n° 2 ; adopté. Ne votera pas l'amendement n° 5 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2010) - **Article 4 quinquies A (Nouveau)** (*art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Compétences de la Haute Autorité de santé en matière de recherche*) (p. 12857) : le groupe socialiste votera pour l'amendement n° 8 de la commission et contre le sous-amendement n° 13 du Gouvernement qui s'y rapporte. - **Article 4 septies (Suppression maintenue)** (*Interdiction du test de la dose maximum tolérée pour un médicament sans lien avec la pathologie de la personne à laquelle il est administré*) (p. 12861) : votera l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12861) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

BACHELOT-NARQUIN (Roselyne)
ministre de la santé et des sports
(jusqu'au 13 novembre 2010)
ministre des solidarités et de la cohésion
sociale
(à partir du 14 novembre 2010)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-1585 du 17 décembre 2009 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles requises pour l'exercice des professions médicales, pharmaceutiques et paramédicales [**n° 353 (2009-2010)**] (10 mars 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-1586 du 17 décembre 2009 relative aux conditions d'enregistrement des professions de santé [**n° 354 (2009-2010)**] (10 mars 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [**n° 443 (2009-2010)**] (12 mai 2010) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-250 du 11 mars 2010 relative aux dispositifs médicaux [**n° 516 (2009-2010)**] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-331 du 25 mars 2010 portant extension et adaptation aux collectivités régies par l'article 74 de la Constitution, à la Nouvelle-Calédonie, aux Terres australes et antarctiques françaises ainsi qu'à La Réunion et à la Guadeloupe de dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [**n° 561 (2009-2010)**] (16 juin 2010) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-379 du 14 avril 2010 relative à la santé des sportifs et à la mise en conformité du code du sport avec les principes du code mondial antidopage [**n° 580 (2009-2010)**] (23 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sports.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173 (2009-2010)]** - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 74, 75) : son intervention. (p. 84, 85) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (*art. L. 822-1 à L. 822-6 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie*) (p. 86) : son amendement n° 15 ; adopté. (p. 87, 89) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 et 8 de M. Jean-Pierre Godefroy. Son amendement n° 13 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2010) (p. 211) : son amendement n° 13 ; adopté. (p. 212) : ses amendements n° 12 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Godefroy ; et n° 16 ; adopté. (p. 212, 213) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Godefroy et sur son sous-amendement n° 20 portant sur l'amendement n° 12 précité. (p. 213) : son amendement n° 14 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 214) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le

même objet, n° 10 et 11 de M. Jean-Pierre Godefroy (mise en place d'une politique de soutien et d'accompagnement des aidants de personnes en fin de vie). - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 161-9-3 nouveau du code de la sécurité sociale - *Couverture sociale des accompagnants*) (p. 215) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article 2** (art. L. 3142-16 du code du travail, art. 34 de la loi n° 84-16 du 1er janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et art. L. 4138-6 du code de la défense - *Élargissement du bénéfice du congé aux frères et sœurs et définition de l'état de santé de la personne accompagnée*) (p. 216) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 217, 218) : remerciements.

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1142, 1149) : réponses aux orateurs.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2080, 2082) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 2088, 2089) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer (interdiction des plastiques alimentaires à base de Bisphénol A). - **Article unique** (*Interdiction du Bisphénol A dans les plastiques alimentaires*) (p. 2091) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de la commission et n° 3, 4, 5 et 6 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2093) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Guy Fischer (rapport gouvernemental évaluant la nocivité pour les enfants en bas âge de l'exposition au Bisphénol A) et n° 8 de la commission (rapport gouvernemental présentant les mesures envisagées pour diminuer l'exposition humaine au Bisphénol A).

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4187, 4189) : son intervention. (p. 4202, 4203) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 4206, 4208) : avis du Gouvernement sur la motion n° 54 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Article 14 ter** (art. 33-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*) (p. 4232) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Mahéas. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Election aux commissions administratives paritaires*) (p. 4234) : son amendement n° 108 ; adopté. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (section 3 du chapitre II et art. 25 et 26 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Comités consultatifs nationaux*) (p. 4235) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. L. 1432-11 du code de la santé publique - *Comité d'agence et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des agences régionales de santé*) (p. 4237) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 118 de la commission.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A*) (p. 4281, 4283) : réponse aux orateurs. (p. 4285, 4299) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Claude Domeizel, n° 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 et 101 de M. Guy Fischer, n° 47 de M. Jacky Le Menn, n° 46 et 48 de M. Jacques Mahéas et n° 12 de M. Yvon Collin. (p. 4298) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 4300, 4303) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 100 (liberté d'adhésion des infirmiers salariés à leur ordre professionnel), n° 102 (rapport gouvernemental évaluant la durée moyenne d'exercice des infirmiers au sein des établissements publics de santé), n° 103 (rapport gouvernemental évaluant le coût financier d'une mesure de revalorisation de la rémunération des personnels infirmiers et

paramédicaux des établissements publics de santé travaillant en horaire de nuit) et n° 104 (prise en compte des périodes de stage dans le calcul des durées d'assurance exigées pour ouvrir droit à retraite).

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4769, 4775) : réponse aux orateurs.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4784, 4787) : sa réponse.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9546, 9595) : son intervention. Réponse aux orateurs.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 7** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 9698) : son intervention. - **Article 8** (*Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour l'année 2010*) (p. 9699, 9700) : son intervention.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 9701) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 445 de M. Yvon Collin (création d'une taxe anti-spéculative). - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9705, 9712) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 et 10 de M. Bernard Cazeau, n° 304 de M. Gilbert Barbier, n° 216, 217, 218 et 219 de M. Guy Fischer, n° 286, 287 et 295 de M. Philippe Dominati, n° 206 et 210 de Mme Catherine Procaccia et n° 49 de la commission. - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - *Majoration du taux des contributions sur les stock-options*) (p. 9716, 9717) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 149 de M. Gérard Dériot, n° 220 de M. Guy Fischer, n° 11 et 12 de M. Bernard Cazeau et n° 387 de M. Alain Fouché.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Précision sur le champ des exonérations relatives aux services à la personne*) (p. 9775) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 565 de la commission. - **Article 12 quater (Nouveau)** (art. L. 722-4 du code de la sécurité sociale - *Clarification du régime des cotisations maladie dues par les professionnels médicaux et paramédicaux*) (p. 9776, 9777) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 319 de M. Alain Houppert et n° 535 de M. Alain Milon. - **Article additionnel après l'article 12 quater** (p. 9777, 9778) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 181 de M. Bernard Cazeau (suppression de la compensation par l'État au titre des revenus des auto-entrepreneurs inférieurs à l'assiette minimale forfaitaire d'assurance maladie maternité). - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du forfait social*) (p. 9779, 9783) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 302 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 212 de Mme Isabelle Debré, n° 24 de M. Bernard Cazeau, n° 204 de Mme Catherine Procaccia et n° 291 et 292 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9786, 9793) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 28 (suppression de l'exonération de CSG et de l'abattement fiscal sur les revenus issus des plus-values immobilières), n° 25 (suppression de l'abattement fiscal sur la plus-value de cession de chevaux de course ou de sport), n° 26 (application de la CSG sur les revenus fonciers actuellement exonérés issus de l'investissement locatif) et n° 27 (application du forfait social aux "parachutes dorés") et de M. Guy Fischer n° 224 (assujettissement des stock-options au forfait social), n° 226 (création d'une contribution patronale de 40 % sur la part de rémunération variable au-delà du plafond annuel de la sécurité sociale), n° 225 (assujettissement des revenus financiers des sociétés financières et non financières à une contribution

d'assurance vieillesse spécifique), n° 227 (relèvement du taux des prélèvements sociaux sur les capitaux mobiliers) et n° 229 (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement). - **Article 18** (art. L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Relèvement du plafond annuel de ressources pris en compte pour l'accès à l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé) (p. 9821) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 458 de M. Denis Detcheverry. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9822) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 182 de M. Bernard Cazeau et n° 395 de M. Nicolas About (consultation des organismes complémentaires avant toute décision relative au Fonds CMU). - **Article 19** (Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K ») (p. 9825, 9826) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 308 de M. Gilbert Barbier et n° 31 de M. Bernard Cazeau. - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions) (p. 9829) : sur l'amendement n° 58 de la commission, son sous-amendement n° 559 ; adopté. (p. 9831) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 397 et 398 de M. Nicolas About, n° 334 de M. Jacky Le Menn et n° 309 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9832, 9835) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de la commission (prise en compte des recommandations de la Haute autorité de santé lors de la fixation ou de la révision des prix des spécialités pharmaceutiques) et, portant sur le même objet, n° 406 de M. Daniel Dubois et n° 379 de M. Paul Blanc (application des allègements de charges pour l'emploi de travailleurs handicapés à toutes les entreprises adaptées sans distinction de statut).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 34** (p. 9900, 9901) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 310 de M. Gilbert Barbier (instauration d'une franchise annuelle pour les assurés dont les revenus sont supérieurs aux plafonds des deuxième et troisième tranches). - **Article 34** (art. L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement du rôle du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie) (p. 9902, 9905) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63, 64 et 65 de la commission, n° 113 de la commission des finances saisie pour avis et n° 320 de M. Jacky Le Menn. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9907, 9915) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67 de la commission (entrée en vigueur du dispositif d'information sur les honoraires et sur l'orientation du patient dans le système de soins au 1er juillet 2011), n° 479 de M. Yvon Collin (extension du champ d'application des référentiels mis en place par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009), n° 311 de M. Gilbert Barbier (refonte de la nomenclature générale des actes professionnels), n° 237 de M. Guy Fischer (plafonnement des dépassements d'honoraires à 15 % du tarif opposable), n° 448 de M. Yvon Collin, ainsi que sur les amendements de M. Jacky Le Menn n° 326 (saisine de la Haute Autorité de santé sur la question du remboursement du second avis des experts anatomopathologistes), n° 325 (renforcement de l'obligation d'informer le patient de façon écrite sur le tarif des actes et la nature du dépassement facturé) et n° 331 (définition des conditions d'exercice des médecins étrangers dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exercice). - **Article 36** (art. L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Accords-cadres conclus entre le comité économique des produits de santé et les représentants des fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p. 9916) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 236 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9917, 9925) : sur l'amendement n° 569 de la commission (possibilité d'insérer dans la convention médicale un dispositif de rémunération des médecins à la performance), son sous-amendement n° 600 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 246 (définition du montant du plafond de dépassement d'honoraires par décret), n° 249 (sanction des dépassements d'honoraires pratiqués par les établissements de santé au cours de l'exercice d'une mission de service public),

n° 425 (sortie de la liste des médicaments admis au remboursement de tous ceux considérés comme n'apportant aucune amélioration du service médical rendu) et n° 241 (dispositif d'autorisation d'installation des médecins dans les zones surdenses), de la commission n° 569 (possibilité d'insérer dans la convention médicale un dispositif de rémunération des médecins à la performance) et n° 570 (extension des dispositions de l'article L.162-16-6 du code de la sécurité sociale aux cas des dispositifs médicaux remboursables pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation au titre de la liste prévue à l'article L.162-22-7 du même code), ainsi que sur l'amendement n° 207 de Mme Catherine Procaccia (mesures relatives à la participation des caisses d'assurance maladie à la subvention des cotisations dues par les centres de santé). (p. 9926, 9934) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 242 (détermination des règles d'accessibilité aux soins de premier recours), n° 244 (interdiction temporaire, dans les zones surdenses, des conventionnements de médecins de premier recours), n° 248 (publicité des comptes des établissements de santé privés à but commercial) et n° 429 (remise d'un rapport gouvernemental faisant le bilan d'application de la création du médecin traitant et mesurant les effets de la mise en place du parcours de soins), de M. Jacky Le Menn n° 351 (possibilité, pour les pharmaciens, de dispenser au patient la stricte quantité nécessaire au traitement) et n° 354 (suppression de l'information au moment du dépôt de la demande d'autorisation de mise sur le marché des spécialités génériques), ainsi que sur l'amendement n° 317 de M. Gilbert Barbier (intégration du secteur conventionnel à caractère optionnel par un avenant au règlement arbitral). - **Article 36 bis (Nouveau)** (art. L. 632-6 du code de l'éducation et art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale - Dégressivité de l'indemnité de remboursement de l'allocation reçue au titre du contrat d'engagement de service public) (p. 9935) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de la commission. - **Article 36 ter (Nouveau)** (art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des alternatives à l'hospitalisation) (p. 9936) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 430 de M. François Autain. - **Article 36 quater (Nouveau)** (art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des activités de dialyse à domicile) (p. 9936) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 431 de M. François Autain. - **Article 36 quinquies (Nouveau)** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - Regroupements de pharmacies d'officine) (p. 9937) : son amendement n° 560 ; adopté. - **Article 36 sexies (Nouveau)** (art. L. 138-9 du code de la sécurité sociale - Substitution des « quasi-génériques ») (p. 9938) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de la commission. - **Article 36 septies (Nouveau)** (art. L. 161-38 et L. 162-5 du code de la sécurité sociale - Intégration des recommandations et avis médico-économiques de la Haute Autorité de santé dans les logiciels d'aide à la prescription certifiés) (p. 9939) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de la commission. - **Article 36 octies (Nouveau)** (art. L. 165-10 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Extension à la délivrance des dispositifs médicaux de l'encadrement applicable aux médicaments) (p. 9940) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de la commission. - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 9941, 9943) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 390 de M. Nicolas About (instauration d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable). - **Article 37** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique) (p. 9945, 9948) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 203 de M. Dominique Leclerc, n° 251 de M. Guy Fischer, n° 332 et 333 de M. Jacky Le Menn et n° 493 et 492 de M. Alain Milon. - **Article 38** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 28 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Prolongation de la procédure dérogatoire de facturation des hôpitaux) (p. 9949, 9950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 313 de M. Gilbert Barbier et n° 73 et 74 de la commission. - **Article additionnel après l'article 38** (p. 9951) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de la commission (suppression d'une tarification dérogatoire). - **Article 39** (art. L. 1142-23 et L. 1221-14 du code de la santé publique - Procédure

d'indemnisation des victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine (p. 9953) : son amendement n° 596 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 9955, 9956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 335 de M. Jacky Le Menn (dispositif expérimental d'autorisation de plateformes communes d'imagerie). - **Articles additionnels après l'article 39 bis** (p. 9957, 9958) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 437 de M. François Autain (modulation de la régulation prix-volume, en intégrant, sous l'égide des Agences régionales de santé, ARS, les indicateurs de santé publique de niveau de recours aux soins de la population par région) et n° 315 de M. Gilbert Barbier (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'une réforme de la législation sur l'assurance de la responsabilité civile médicale des praticiens conventionnés). - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9962, 9968) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9969, 9970) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de la commission (développement de nouveaux modes de prise en charge pour la chirurgie ambulatoire) et n° 318 de M. Alain Houpert (sous-traitance d'une partie des activités des hôpitaux). - **Article 41** (art. 33 de la loi du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - *Modification de la convergence tarifaire intersectorielle*) (p. 9971) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 539 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9972, 9976) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 542 de M. Alain Milon (intégration, dans la conduite intra et intersectorielle des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires différentes dans la détermination des charges sociales et fiscales entre établissements de santé publics, d'une part, et établissements de santé privés à but non lucratif et de statut commercial, d'autre part), n° 77 de la commission (sécurisation du processus de convergence tarifaire) et n° 339 de M. Jacky Le Menn (répartition équitable des efforts d'économie entre établissements de secteur public et établissements de santé privés).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la rétroactivité des aides au logement*) (p. 10118, 10121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 de Mme Claire-Lise Campion, n° 262 de Mme Isabelle Pasquet, n° 473 de M. Yvon Collin, n° 547 et 527 de M. Alain Milon. - **Article additionnel après l'article 54** (p. 10122) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 263 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement évaluant le coût des avantages d'une mesure permettant de conserver les bénéfices de l'allocation de rentrée scolaire pour les élèves majeurs scolarisés au lycée). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10122, 10125) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 127 de Mme Claire-Lise Campion (mise sous condition de ressources du complément de libre choix d'activité), n° 264 de Mme Isabelle Pasquet (évolution du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du cycle d'étude de l'enfant) et sur les amendements identiques n° 95 de la commission et n° 412 de M. Jean Arthuis (ouverture aux assistants maternels du prêt à l'amélioration de l'habitat). Sur l'amendement n° 416 de M. François Autain (expérimentation relative à l'annualisation du temps de travail des praticiens des hôpitaux travaillant à temps partiel dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer), son sous-amendement n° 605 ; adopté. (p. 10128, 10134) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 125 de Mme Claire-Lise Campion, n° 472 de M. Yvon Collin, n° 172 de M. Yves Daudigny et n° 193 de

M. Éric Doligé (fonds national de financement de la protection de l'enfance), sur les amendements analogues n° 126 de Mme Claire-Lise Campion et n° 265 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance), ainsi que sur les amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 129 (rapport au Parlement sur les conditions d'indemnisation du congé maternité des femmes travaillant par intermittence), n° 128 (rapport au Parlement dressant le bilan du contrat enfance jeunesse) et n° 130 (évaluation des conditions de transformation du congé de paternité en congé d'accueil à l'enfant) et de Mme Isabelle Pasquet n° 267 (rapport au Parlement sur l'évaluation des coûts et bénéfices d'une ouverture des droits aux allocations familiales dès le premier enfant) et n° 268 (rapport au Parlement évaluant les coûts et bénéfices du déplafonnement de la prestation de service unique). - **Article 55 ter** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - *Conditions de versement des allocations familiales en cas d'intervention de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 10135) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de la commission. - **Article 55 quater** (*Rapport du Gouvernement sur le coût des grossesses pathologiques*) (p. 10136) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de la commission. - **Article 56** (*Objectifs de dépenses de la branche famille pour 2011*) (p. 10136) : son amendement n° 594 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 10137) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 276 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur la possibilité pour les associations adhérentes à une association reconnue d'utilité publique de bénéficier de l'exonération de la cotisation de transport). - **Article 57** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale, art. 80 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - *Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement d'une fraction du minimum contributif versé par le régime général, la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et le régime social des indépendants*) (p. 10139) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 277 de M. Guy Fischer et n° 577 de la commission. - **Article 57 bis (Nouveau)** (art. L. 173-2 du code de la sécurité sociale - *Minimum contributif du régime des cultes*) (p. 10140) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 606 de la commission. - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 10140) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 369 de Mme Muguette Dini (obligation d'information des assurés sur leur possibilité d'effectuer des versements complémentaires de cotisations pour valider quatre trimestres de retraite par an). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10145, 10146) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) (p. 10958, 10961) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10962) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-20 de la commission. (p. 10965, 10967) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-19 de la commission et n° II-155, II-154 et II-153 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 87 ter (Nouveau)** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 10969) : son amendement n° II-188 ; adopté. (p. 10970) : remerciements.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Dessailly sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** - (20 décembre 2010) (p. 12850, 12854) : sa réponse.

BADINTER (Robert)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Président du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 10 février 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1135, 1137) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale** [n° 258 (2009-2010)] - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1487, 1489) : votera les amendements de la commission des lois et de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer** [n° 370 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Article 2** (art. 25, 26, 27, 28, 29 et 30 nouveaux du nouveau titre IV de la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer - Répression de la piraterie maritime) (p. 3196, 3197) : soutient l'amendement n° 2 de M. Didier Boulaud ; rejeté. - **Article 6** (art. L.1521-1 de la section 1 et art. L.1521-11, L.1521-12, L.1521-13, L.1521-14, L.1521-15 et L.1521-16 nouveaux de la nouvelle section 3 du chapitre unique du titre II du Livre V de la première partie du code de la défense - Création d'un régime sui generis pour la consignation à bord des personnes appréhendées dans le cadre de l'action de l'Etat en mer) (p. 3199) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Didier Boulaud.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** [n° 483 (2009-2010)] - (2 juin 2010) - **Question préalable** (p. 4350) : sa motion n° 81 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 4** (Compétences et règles de

saisine) (p. 4362) : intervient sur les amendements n° 24 de M. Hugues Portelli et n° 68 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4456, 4457) : son intervention.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6760, 6761) : votera ce texte.

BADRÉ (Denis)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UC

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères et européennes le 7 octobre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et le budget communautaire : concilier notre ambition pour l'Europe et la rigueur des temps [n° 80 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Budget - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2354, 2356) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 131-*

6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'observation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale) (p. 2560, 2561) : soutient l'amendement n° 4 de M. Philippe Marini ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 9 bis (Nouveau)** (*art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France*) (p. 2668) : son amendement n° 231 ; devenu sans objet. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau du Grand Paris par la SGP*) (p. 2688) : son amendement n° 232 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3223, 3225) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4413, 4415) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9088) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9339, 9342) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10320) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 15 (priorité)** (*art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10431, 10432) : intervient sur l'amendement n° I-123 de M. Jean Arthuis. (p. 10437, 10438) : soutient l'amendement n° I-417 de M. Nicolas About ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10447, 10448) : soutient l'amendement n° I-416 de M. Nicolas About (exclusion des établissements de crédit du champ du crédit d'impôt recherche) ; retiré. - **Article 16 (priorité)** (*art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques*) (p. 10453) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10501) : intervient sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 26** (*art. L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales - Prorogation du fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU*) (p. 10640) : votera les amendements n° I-479 du Gouvernement et n° I-23 de la commission. - **Article 30** (*art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification du périmètre des dépenses du compte d'affectation*

spéciale « *Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat* » (p. 10643) : favorable à l'amendement n° 1-26 de la commission.

Deuxième partie :

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11440, 11445) : ses amendements n° II-236 ; retiré ; et n° II-393 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11709) : favorable à l'amendement n° II-430 de M. Jean Arthuis (suppression du bouclier fiscal et de l'ISF).

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1,

L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11788) : votera l'amendement n° II-565 de la commission.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12115, 12117) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 12824) : soutient l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (exonération des services et associations assurant des missions de sécurité civile de la redevance d'occupation domaniale due par les titulaires d'autorisation d'utilisation des fréquences radioélectriques) ; adopté.

- **Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - vice-président de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 12833, 12835) : son intervention.

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 590 (2009-2010)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le marché du lait [n° 610 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 594, 595) : défavorable à l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3432, 3433) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3710, 3714) : intervient sur les amendements n° 136 de Mme Odette Herviaux et n° 576 de M. François Fortassin. (p. 3723) : intervient sur l'article. - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3763) : intervient sur les amendements identiques n° 53 de M. Rémy Pointereau et n° 338 de M. Alain Houpert.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3796) : intervient sur les amendements n° 41 de M. René Beaumont et n° 218 de M. Rémy Pointereau. - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3802) : son amendement n° 324 : instauration d'une grille de paiement sur le prix du lait ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4092) : son amendement n° 75 : instauration d'une obligation d'information dans le but de résorber le morcellement parcellaire forestier ; adopté. - **Article 16 bis** (*titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt*) (p. 4102) : défavorable à l'amendement n° 656 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4110) : favorable aux amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 705, 706, 707, 708, 709 et 710 (mutualisation des moyens et renforcement de l'échelon régional du réseau des chambres d'agriculture). (p. 4113, 4114) : soutient l'amendement n° 117 de M. Pierre Bernard-Reymond (autorisation d'abattre les loups dans les limites des territoires consacrés à l'élevage) ; rejeté. (p. 4114, 4115) : soutient l'amendement n° 212 de M. Rémy Pointereau (nécessité de mettre en place des mesures d'harmonisation européenne avant d'appliquer des contraintes environnementales aux agriculteurs) ; retiré. - **Intitulé du projet de loi** (p. 4161) : son amendement n° 76 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5541, 5542) : ne votera pas les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les

amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales) et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5592, 5593) : intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5596) : ne votera pas les amendements n° 190 de M. Jacques Blanc, n° 249 de Mme Bernadette Bourzai et n° 264 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5999) : son amendement n° 49 ; adopté. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (*art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales*) (p. 6009) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6011) : intervient sur l'amendement n° 244 de M. Rémy Pointereau (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales). (p. 6015, 6016) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Eric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6031) : votera l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7029) : favorable à l'amendement n° 14 de M. Alain Chatillon (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10676) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. François Rebsamen n° I-268 et I-267 et n° I-266 (renforcement de la taxe sur la vacance des logements).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11483, 11484) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11493, 11494) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 54 sexies** (p. 12285) : votera contre l'amendement n° 221 du Gouvernement (instauration d'un délai pour la saisine de la commission départementale d'aménagement foncier). - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 12305, 12306) : intervient sur les amendements de M. François Rebsamen n° 122 et n° 124 (extension du dispositif de la taxe sur les logements vacants).

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
 RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA) le 10 février 2010.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale le 19 janvier 2010.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Prison et troubles mentaux : Comment remédier aux dérives du système français ? [n° 434 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 649 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Direction de l'action du Gouvernement : Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) [n° 113 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 7, 9) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173 (2009-2010)]** - (13 janvier 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 75, 76) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 822-1 à L. 822-6 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie*) (p. 87, 89) : position de la commission sur les amendements n° 6 et 8 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 15 et 13 du Gouvernement.

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1146) : sa question et sa réplique.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4759, 4760) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7430, 7431) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7788) : sur l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer, son sous-amendement n° 1201 ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9057) : avec la minorité du groupe RDSE, votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9313, 9314) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9382, 9383) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9575, 9577) : son intervention.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 9701, 9702) : soutient l'amendement n° 445 de M. Yvon Collin (création d'une taxe anti-spéculative) ; retiré. - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau ») (p. 9708, 9709) : son amendement n° 304 ; rejeté. (p. 9712) : intervient sur son amendement n° 304.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9731, 9736) : son amendement n° 303 : augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES ; rejeté. (p. 9736) : intervient sur les amendements identiques n° 102 de la commission saisie pour avis et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES). - **Article 12** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales) (p. 9755, 9759) : son amendement n° 305 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9795) : intervient sur l'amendement n° 229 de M. Guy Fischer (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement). - **Article 13 ter** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture) (p. 9797) : son amendement n° 307 ; adopté. - **Article 19** (Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K ») (p. 9824) : son amendement n° 308 ; retiré. - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions) (p. 9829) : son amendement n° 309 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9832) : défavorable à l'amendement n° 59 de la commission (prise en compte des recommandations de la Haute autorité de santé lors de la fixation ou de la révision des prix des spécialités pharmaceutiques).

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 62 (priorité)** (p. 9883) : soutient l'amendement n° 450 de M. Yvon Collin (cotisation des travailleurs indépendants exerçant en outre une activité salariée) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 34** (p. 9900, 9901) : son amendement n° 310 : instauration d'une franchise annuelle pour les assurés dont les revenus sont supérieurs aux plafonds des deuxième et troisième tranches ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9907, 9909) : son amendement n° 311 : refonte de la nomenclature générale des actes professionnels ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (entrée en vigueur du dispositif d'information sur les honoraires et sur l'orientation du patient dans le système de soins au 1er juillet 2011). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9932) : son amendement n° 317 : intégration du secteur

conventionnel à caractère optionnel par un avenant au règlement arbitral ; retiré. - **Article 36 octies (Nouveau)** (art. L. 165-10 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Extension à la délivrance des dispositifs médicaux de l'encadrement applicable aux médicaments) (p. 9940) : intervient sur l'amendement n° 72 de la commission. - **Article 38** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 28 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Prolongation de la procédure dérogatoire de facturation des hôpitaux) (p. 9949) : son amendement n° 313 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 39 bis** (p. 9957, 9958) : son amendement n° 315 : remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'une réforme de la législation sur l'assurance de la responsabilité civile médicale des praticiens conventionnés ; retiré. - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance) (p. 9960, 9961) : parole sur l'article. Son amendement n° 316 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire) (p. 10078) : soutient l'amendement n° 443 de M. Yvon Collin ; retiré. (p. 10082) : les membres du groupe RDSE ne voteront pas l'amendement n° 603 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10091) : défavorable aux amendements identiques n° 41 de Mme Christiane Demontès et n° 361 de Mme Anne-Marie Payet (création d'un comité chargé de piloter les trois régimes de retraite des médecins libéraux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10144, 10145) : votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU) (p. 10173, 10175) : défavorable à cet article. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10178) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10782) : dans sa majorité, le groupe RDSE ne votera pas ce texte. A titre personnel, le votera.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2010) (p. 11398, 11399) : son intervention.

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11403, 11404) : son intervention.

BAROIN (François)
*ministre du budget, des comptes publics,
de la fonction publique et de la réforme
de l'Etat, porte-parole du Gouvernement
(à partir du 14 novembre 2010)*
*ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'État
(du 23 mars 2010 au 13 novembre 2010)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 672 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 424 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3217, 3219) : son intervention. (p. 3234, 3235) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 511 (2009-2010)] - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4405, 4406) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009** [n° 585 (2009-2010)] - (8 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6068, 6069) : son intervention. - **Article 8 (nouveau)** (p. 6101) : remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6101, 6106) : son intervention. (p. 6131, 6132) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale** [n° 691 (2009-2010)] - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6669, 6683) : son intervention. Réponse aux orateurs.

- *Commission mixte paritaire* [n° 672 (2009-2010)] - (25 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8939, 8941) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014** [n° 79 (2010-2011)] - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9360, 9364) : son intervention. (p. 9385, 9386) : son intervention. - **Question préalable** (p. 9388) : avis du Gouvernement sur la motion n° 9 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Article 2 et rapport annexé** (p. 9430) : son amendement n° 10 ; adopté. - **Article 3** (*Évolution du solde des administrations publiques et de la dette publique*) (p. 9431) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 4** (*Évolution annuelle des dépenses publiques en volume*) (p. 9433, 9443) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9442) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 2 (compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA), n° 3 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA) et n° 4 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH). - **Article 7** (*Norme annuelle d'évolution des concours de l'État aux collectivités territoriales*) (p. 9445, 9448) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 et 6 de M. François Marc. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9448) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. François Marc (clarification des

relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales). - **Article 13** (*Bilan de la mise en œuvre de la programmation*) (p. 9450) : son amendement n° 12 ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011** [n° 84 (2010-2011)] - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9542, 9590) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9599) : avis du Gouvernement sur la motion n° 279 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2010) - **Question préalable** (p. 9679) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9684) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Yves Daudigny tendant au renvoi à la commission. - **Demandes de réserve et de priorité** (p. 9684).

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2009*) (p. 9689) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Cazeau.

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Article 11** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options*) (p. 9726) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9727, 9738) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 44 de la commission, n° 303 de M. Gilbert Barbier et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES), ainsi que sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 102 (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES) et n° 103 (élargissement de l'assiette de la CRDS à la plus-value immobilière réalisée à l'occasion de la vente de la résidence principale). (p. 9731, 9737) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 303 de M. Gilbert Barbier et n° 44 de la commission (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES), et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 558 de M. Guy Fischer s'y rapportant. - **Article 9 (précédemment réservé)** (*art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale*) (p. 9743, 9746) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4, 5, 157 et 158 de M. Bernard Cazeau, n° 215 de M. Guy Fischer, n° 474 de M. Yvon Collin, n° 104, 105 et 106 de la commission saisie pour avis et n° 45, 47 et 48 de la commission. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 9747) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Bernard Cazeau (rapport gouvernemental sur le Fonds de réserve des retraites). - **Article 12 bis (précédemment réservé)** (*art. L. 131-7 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Affectation des recettes du panier de compensation des allègements généraux de cotisations sociales à la sécurité sociale*) (p. 9748) : son amendement n° 555 ; adopté. (p. 9749) : ses amendements n° 556 et 583 ; adoptés. (p. 9749, 9750) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 51, 581 et 582 de la commission, ainsi que sur l'amendement n° 108 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9753) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Cazeau (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires). - **Article 12** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales*) (p. 9758) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 et 17 de M. Bernard Cazeau, n° 150 de M. Bruno Gilles, n° 305 de M. Gilbert Barbier, n° 221 de M. Guy Fischer, n° 288 et 289 de

M. Philippe Dominati et n° 50 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9759, 9762) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 18 (déplafonnement de la cotisation maladie des travailleurs indépendants), n° 19 (conditionnement des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial), n° 20 (majoration des cotisations sociales des entreprises dont plus de 25 % des salariés disposent de contrats aidés ou d'un contrat unique d'insertion), n° 21 (majoration des cotisations sociales des entreprises dont plus de 25 % des salariés ont un emploi à temps partiel), n° 22 (majoration des cotisations patronales d'assurance sociale pour inciter au maintien de l'emploi des seniors) et n° 23 (renforcement des pénalités instituées contre les entreprises non couvertes par un plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 13 ter** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture) (p. 9797, 9798) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 307 de M. Gilbert Barbier. Son amendement n° 557 ; adopté. - **Article 13 quater** (Rapport au Parlement sur le régime social des indemnités de rupture) (p. 9799) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de la commission. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 9800, 9801) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 388 de M. Alain Fouché (instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs). - **Article 15** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Encadrement du montant de la rémunération auquel l'abattement pour frais professionnels de 3 % est applicable à la CSG) (p. 9802) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 306 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9803) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 110 et n° 405 de M. Nicolas About (relèvement du taux de CSG sur les pensions). - **Article 16** (art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9803, 9811) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 230 de M. Guy Fischer, n° 293 de M. Philippe Dominati, n° 408 de M. Nicolas About, n° 380 de M. Jean-François Humbert et n° 56 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9812, 9813) : position de la commission sur les amendements n° 231 de M. Guy Fischer (modification du calcul des cotisations patronales d'assurance vieillesse) et n° 30 de M. Bernard Cazeau (élargissement de l'assiette de la contribution sur les dépenses de promotion des produits pharmaceutiques). - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes) (p. 9815) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 191 de M. Jean-Paul Alduy, n° 33 de M. Bernard Cazeau, n° 381 de Mme Sylvie Desmarescaux et n° 396 de M. Daniel Dubois (exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles). - **Article 17** (art. L. 731-15 et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-4 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Prise en compte dans les revenus professionnels des non-salariés agricoles des revenus tirés de la mise en location des terres et des biens conservés dans le patrimoine privé et utilisés pour les besoins de leur activité professionnelle) (p. 9818) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de la commission. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9819) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 232 de M. Guy Fischer (suppression du plafonnement des cotisations d'assurance vieillesse agricole). - **Article 21** (art. L. 134-1, L. 134-4, L. 134-5-1, L. 612-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Suppression de la compensation généralisée maladie) (p. 9838) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de la commission. Son amendement n° 584 ; adopté. - **Article 23** (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 9841) : avis du

Gouvernement sur les amendements n° 32 de M. Bernard Cazeau et n° 233 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 9841) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Bernard Cazeau (remise au Parlement d'un bilan d'évaluation annuel des dispositifs ciblés d'exonération de cotisations de sécurité sociale). - **Article 24 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 9846) : ses amendements n° 587 et n° 588 ; adoptés. - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) (p. 9848) : son amendement n° 589 ; adopté. - **Article 26** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général) (p. 9849) : son amendement n° 590 ; adopté. - **Article 27** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 9850) : son amendement n° 591 ; adopté. - **Article 28** (Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites) (p. 9851) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 234 de M. Guy Fischer. - **Article 29 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal - annexe B) (p. 9858, 9862) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 235 de M. Guy Fischer, n° 35 de M. Bernard Cazeau et de la commission des finances saisie pour avis n° 111 et 112. Son amendement n° 592 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 9865) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 566 de la commission (précision). - **Article 30 bis (Nouveau)** (art. L. 243-1-2 du code de la sécurité sociale - Simplification des formalités applicables aux employeurs étrangers en matière sociale) (p. 9866) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9869) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 209 de Mme Catherine Procaccia et n° 62 de la commission. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9870) : demande de seconde délibération sur l'article 12 et par coordination sur les articles 24, 25, 26 et 29 ; seconde délibération ordonnée. - **Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9870, 9871) : son amendement n° A-1 ; adopté. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9872) : ses amendements n° A-3, A-4, A-5 et A-6 ; adoptés.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 59 (priorité)** (art. L. 114-23 et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Fonds de performance de la sécurité sociale) (p. 9877) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de la commission, n° 118 de la commission des finances saisie pour avis et n° 183 de M. Bernard Cazeau. - **Article 60 (priorité)** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Pénalisation de l'exercice d'activités rémunérées pendant les arrêts maladie) (p. 9877) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 571 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p. 9878, 9881) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 201 de M. Dominique Leclerc, n° 394 de M. Nicolas About, n° 531 de M. Alain Milon et n° 567 de la commission (encadrement des sanctions à l'encontre d'établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation), sur l'amendement n° 132 de Mme Claudine Lepage (fréquence de présentation d'un justificatif d'existence pour les retraités français établis hors de France), sur les amendements identiques deux à deux n° 530 de M. Alain Milon et n° 200 de M. Dominique Leclerc (composition de la commission de contrôle) et n° 202 de M. Dominique Leclerc et n° 528 de M. Alain Milon (dérogation au pouvoir de sanction du directeur de l'Agence régionale de santé). - **Article 61 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Droit des agents de contrôle de la sécurité sociale d'obtenir des informations permettant de lutter contre la fraude profitant à des tiers) (p. 9882) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 184 de M. Bernard Cazeau et n° 572 de la commission. - **Article 62 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Instauration d'une pénalité contre les tiers refusant de communiquer les informations demandées) (p. 9882) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 573 de la commission. - **Article additionnel après l'article**

62 (priorité) (p. 9883) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 450 de M. Yvon Collin (cotisation des travailleurs indépendants exerçant en outre une activité salariée). - **Article 63 (Nouveau) (priorité)** (art. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - Obligation de déclaration de revenus pour les auto-entrepreneurs) (p. 9884) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 574 de la commission, n° 119 de la commission des finances saisie pour avis et n° 413 de M. Jean Arthuis. - **Article 65 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations des professionnels de santé par l'assurance maladie) (p. 9885) : son amendement n° 595 ; adopté. - **Article 66 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 162-22-18 du code de la sécurité sociale - Limitation des sanctions dues par les établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation) (p. 9886) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99 de la commission et n° 120 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 66 (priorité)** (p. 9887) : sur l'amendement n° 100 de la commission (validation des pénalités ou sanctions par le directeur de l'UNCAM), son sous-amendement n° 564 ; adopté. - **Article 71 (Nouveau) (priorité)** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse - Minimum vieillesse) (p. 9888) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 278 de M. Guy Fischer.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10236, 10238) : son intervention. Réponse aux orateurs. (p. 10723, 10276) : réponse aux orateurs.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2011 - imposition des revenus de l'année 2010) (p. 10286, 10288) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-314 et I-315 de M. Thierry Foucaud et n° I-136 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Demande de réserve** (p. 10288). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10289, 10300) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-215 de M. François Marc (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires), n° I-218 de M. Jean-Pierre Sueur (prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art), n° I-210 de M. Marc Massion (extension aux bailleurs sociaux du dispositif de crédits d'impôt prévu pour les travaux obligatoires de renforcement des habitations situées dans un périmètre de risques technologiques), n° I-317 de M. Thierry Foucaud (réduction du plafond des crédits d'impôts), n° I-363 de M. Yvon Collin (modification du régime fiscal des emplois à domicile), n° I-138 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires), n° I-352 de Mme Catherine Dumas (prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art) ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-211 (indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi), n° I-213 (abaissement du plafonnement global des réductions d'impôt sur le revenu), n° I-216 (abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail) et n° I-217 (modification du régime fiscal des emplois à domicile). - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites en moyennes entreprises en phase d'amorçage) (p. 10301) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-1 de la commission et n° I-316 de M. Thierry Foucaud. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 92 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation d'un an du régime transitoire accompagnant l'extinction de la demi-part accordée aux contribuables vivant seuls et ayant eu à leur charge un ou plusieurs enfants) (p. 10303) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-437 de M. Yvon Collin, n° I-442 de Mme Nicole Bricq et n° I-351 de M. Thierry Foucaud. - **Article**

2 quater (Nouveau) (Imposition différée des primes versées au titre des jeux olympiques et paralympiques d'hiver de l'an 2010 à Vancouver) (p. 10304) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-318 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 7** (art. 995 et 1001 du code général des impôts - Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables ») (p. 10372, 10374) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-243 de M. Jean-Pierre Demerliat, n° I-325 de M. Thierry Foucaud, n° I-373 de M. Yvon Collin, n° I-414 de M. Nicolas About et n° I-130 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 8** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale et art. L. 1649-0-A du code général des impôts - Aménagement des règles d'imposition aux prélèvements sociaux de la part en euro des contrats d'assurance-vie multi-supports) (p. 10376) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-131 de Mme Catherine Procaccia et n° I-290 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 9** (art. 39 quinquies GE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des sommes placées sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance) (p. 10377, 10379) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-451 et I-452 de la commission, n° I-326 de M. Thierry Foucaud et n° I-244 de Mme Nicole Bricq. - **Article 10** (art. 39, 54 bis, 93, 170 bis, 199 undecies B, 1010, 1010 bis, 1011 bis, 1011 ter du code général des impôts - Adaptation de la taxe sur les véhicules de sociétés) (p. 10381, 10382) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-109 de M. Philippe Dominati et n° I-149 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10385, 10389) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° I-286 de la commission de la culture saisie pour avis, n° I-430 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° I-301 de M. Jack Ralite et n° I-433 de M. Jean-Pierre Placade (alignement du taux de TVA applicable au livre numérique sur le taux appliqué au livre papier). (p. 10465) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-80 de M. Jean Arthuis (création d'un taux intermédiaire de TVA à 10 %), n° I-166 de M. Philippe Marini (création d'un taux intermédiaire de TVA de 7 %), ainsi que sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-292, I-293, I-294 et I-295, n° I-415 de M. Nicolas About et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration). (p. 10473, 10476) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° I-146 (modification du système de bonus-malus automobile), n° I-147 (affectation du produit de la taxe sur les véhicules polluants au financement des infrastructures de transport de France) et n° I-148 (indemnisation des frais kilométriques pour les trajets domicile-travail réalisés à vélo). - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10478, 10481) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-245 de Mme Nicole Bricq, n° I-56 de Mme Anne-Marie Payet, n° I-246 de M. Serge Larcher, n° I-57 de M. Aymeri de Montesquiou, n° I-413 de M. Hervé Maurey. Son amendement n° I-464 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10484, 10488) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° I-327 de M. Thierry Foucaud et n° I-151 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe sur les transactions financières), ainsi que sur l'amendement n° I-10 de la commission (instauration d'une taxe sur l'achat de service de publicité en ligne) et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° I-441 de M. Philippe Dominati et n° I-459 de M. Jean-Jacques Jégou.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10513) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-50 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 12** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision) (p. 10516, 10518) : son amendement n° I-465 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° I-108 de M. Philippe Dominati et n° I-12 de la

commission. - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10529, 10531) : répond aux orateurs sur l'article. (p. 10531) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-153 de Mme Alima Boumediene-Thiery (p. 10553, 10560) : ses amendements n° I-472 et I-473 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° I-153 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-206 de M. Jean-Étienne Antoinette, n° I-62 de Mme Esther Sittler et n° I-305, I-306, I-308, I-307, I-309, I-310, I-311 et I-312 de Mme Gérita Hoarau, n° I-202, I-200, I-203 et I-201 de M. Serge Larcher, n° I-330, I-329, I-194, I-188, I-193, I-191, I-190, I-192, I-195 et I-189 de M. Claude Lise, n° I-54, I-52, I-53, I-55 et I-51 de Mme Anne-Marie Payet, n° I-391, I-389, I-386, I-388, I-390, I-387 et I-392 de M. Daniel Marsin, n° I-60, I-82 et I-61 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° I-393 et I-394 de M. Richard Tuheiava, n° I-196, I-198, I-199 et I-197 de M. Georges Patient, n° I-205 et I-204 de M. Jacques Gillot et n° I-484 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10561, 10562) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-48 de M. René Beaumont (accélération de la mise en œuvre des dispositifs individuels permettant d'évaluer l'efficacité énergétique des appartements) et n° I-207 de M. Jacques Gillot (majoration de la fiscalité des entreprises pétrolières réalisant des bénéfices nets supérieurs de 20 % à celui de l'année précédente). - **Article 13 bis (Nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modalités de fixation du niveau de la contribution au service public de l'électricité) (p. 10563, 10565) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-169 de Mme Nicole Bricq et n° I-13 de la commission. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10565) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-21 de la commission (déplafonnement du droit de passeport des sociétés propriétaires d'un navire de plaisance ou de sport faisant l'objet à l'exportation d'un financement de type location avec option d'achat ou crédit-bail). - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10567, 10568) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-339 de Mme Marie-France Beauflis (dispositif de taxation des actifs financiers des entreprises) et n° I-449 de la commission (modification du mode de calcul de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 22** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - Reconstitution du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI) (p. 10615) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-177 de Mme Nicole Bricq, n° I-343 de Mme Marie-France Beauflis et n° I-381 de M. Yvon Collin. - **Article 23** (art. 1586 B, 1384 B et 1586 B du code général des impôts et art. L. 3334-17, L. 4332-11, L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 78 de la loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 3 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations) (p. 10619) : son amendement n° I-475 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-344 de Mme Marie-France Beauflis. - **Article additionnel**

après l'article 23 (p. 10621) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé). - **Article 23 bis (Nouveau)** (art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Compensation des transferts de compétences aux départements) (p. 10625) : son amendement n° I-477 ; adopté. - **Article 24** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP) (p. 10625) : son amendement n° I-478 ; adopté. - **Article 25** (art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 10634) : son amendement n° I-483 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 10638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-407 de M. Bruno Retailleau (création d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une baisse de recettes suite à une catastrophe naturelle). - **Article 26** (art. L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales - Prorogation du fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU) (p. 10638, 10639) : son amendement n° I-479 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-23 de la commission. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10641) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-65 de M. Philippe Adnot (rétablissement du régime fiscal des SICAF). - **Article 30** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification du périmètre des dépenses du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat ») (p. 10642, 10643) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-345 de M. Thierry Foucaud, ainsi que sur les amendements n° I-24, I-25 et I-26 de la commission. - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ») (p. 10647, 10650) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-179 et I-180 de M. Gérard Miquel, n° I-347 et I-346 de M. Thierry Foucaud, n° I-28 et I-27 de la commission, n° I-275 de M. Philippe Dallier et n° I-383 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10651) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-181 de Mme Virginie Klès (financement du Fonds interministériel de prévention de la délinquance). - **Article additionnel après l'article 32** (p. 10654, 10655) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-29 de la commission (recette du compte de commerce "Gestion des actifs carbone de l'Etat") et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° I-471 de M. Ladislav Poniatowski et n° I-474 de Mme Fabienne Keller. - **Article 33** (art. 302 bis ZC du code général des impôts - Création du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et mesures de financement afférentes) (p. 10657, 10658) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-348 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° I-461 ; adopté. - **Article 34** (art. 302 bis ZB du code général des impôts, art. 62 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Majoration de la taxe d'aménagement du territoire, TAT, portant sur les concessionnaires d'autoroutes, pour le financement du nouveau compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 10659) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-30 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10664, 10665) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-445 de la commission (financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris). (p. 10670, 10673) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° I-31 de la commission, et de la commission de la culture saisie pour avis n° I-285 (modification de l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public). Son amendement n° I-485 : affectation à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France des sommes versées par la société concessionnaire de l'autoroute A63 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10675) : avis du

Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, de M. François Rebsamen n° I-268 et I-267 et n° I-266 (renforcement de la taxe sur la vacance des logements). - **Article 39** (*Affectation de la taxe sur la valeur ajoutée brute collectée par plusieurs secteurs d'activité à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, CNAMTS*) (p. 10677, 10678) : son amendement n° I-480 ; adopté. - **Article 40** (*art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Ajustement des affectations du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 10679) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-486 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10680) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-121 de M. Daniel Laurent (harmonisation de la fiscalité entre les vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée et les apéritifs industriels). - **Article 41** (*art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle*) (p. 10683) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-164 et I-165 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-269 de Mme Nicole Bricq, n° I-349 de M. Thierry Foucaud et n° I-384 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 43** (p. 10685) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-182 de Mme Michèle André (tarif du droit de timbre applicable au passeport). - **Article 44** (*art. L. 311-16 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 953 du code général des impôts, art. 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 6-8 [nouveau] de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Mesures relatives au financement des titres de séjour et des titres de voyage biométriques*) (p. 10686, 10688) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-350 de M. Thierry Foucaud et n° I-183 de Mme Michèle André. Son amendement n° I-476 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10688) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-450 de la commission (modification du champ et des tarifs du droit annuel de francisation et de navigation de plaisance). - **Article 45** (*art. L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 8253-1, L. 8253-2 et L. 8253-6 du code du travail - Répartition entre l'Office français de l'immigration et de l'intégration, OFFI, et l'Etat des responsabilités de constatation, de liquidation et de recouvrement de la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers et de la contribution spéciale*) (p. 10689, 10690) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-270 et I-271 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10691, 10692) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-402 de M. Jean-François Voguet (augmentation du prélèvement sur la Française des jeux au profit du Centre national pour le développement du sport) , n° I-40 de M. François Trucy (instauration d'une taxe temporaire en faveur du Centre national pour le développement du sport) et n° I-283 de M. Albéric de Montgolfier (affectation d'une recette à la conservation du patrimoine architectural des communes rurales). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10692, 10696) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-302 de Mme Évelyne Didier (application de la taxe générales sur les activités polluantes à la co-incinération), ainsi que sur les amendements identiques n° I-187 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-399 de M. Dominique Braye et n° I-428 de M. Daniel Soulage (aménagements de la taxe générale sur les activités polluantes). - **Article 47 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 10712, 10713) : son amendement n° I-488 ; adopté. - **Demande de seconde délibération** (p. 10773) : demande de seconde délibération ; seconde délibération ordonnée. - **Seconde délibération - Article 47 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 10725, 10726) : ses amendements n° A-1 portant sur l'article 19, n° A-2 portant sur l'article 27, n° A-3 portant sur l'article 31 et n° A-4 portant sur l'article 47 ; adoptés.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - **Demande de réserve** (p. 11501) : demande la réserve des articles n° 59 à 64 ter jusqu'à la séance du 6 décembre 2011 ; réserve ordonnée.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) (p. 11508, 11510) : réponse aux orateurs.

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (3 décembre 2010) (p. 11517, 11518) : son intervention.

Remboursements et dégrèvements

- (3 décembre 2010) (p. 11519, 11520) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - **Article 76** (*art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions*) (p. 11625) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-52 de la commission de la culture saisie pour avis, n° II-7 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° II-432 de M. Louis Duvernois. - **Articles additionnels après l'article 76** (p. 11628, 11630) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° II-54 (rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des sociétés de l'audiovisuel public), n° II-53 (obligation de la signature d'un contrat d'objectifs et de moyens au début du mandat du président de l'audiovisuel public) et n° II-383 (arrivée de la télévision numérique terrestre dans les collectivités d'outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 56** : Avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-425 de M. Yvon Collin et n° II-479 de Mme Nicole Bricq (extension du champ d'application de l'éco-prêt à taux zéro), sur l'amendement n° II-497 de M. Claude Lise (aménagement de l'exonération de droit de mutation sur l'acquisition de logement par les bailleurs sociaux outre-mer), ainsi que sur les amendements analogues deux à deux n° II-418 de M. Daniel Marsin et n° II-497 de M. Claude Lise (aménagement de l'exonération de droit de mutation sur l'acquisition de logement par les bailleurs sociaux outre-mer) et n° II-419 de M. Daniel Marsin et n° II-495 de M. Claude Lise (précision). Son amendement n° II-574 : coordination ; adopté. - **Article 57** (*art. 6 et 196 bis du code général des impôts - Modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu des couples qui se constituent ou se séparent*) (p. 11672, 11674) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-480 de Mme Nicole Bricq, n° II-503 de M. Thierry Foucaud et n° II-85 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11675, 11677) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-394 de M. Jean Arthuis (imposition des majorations de retraite pour charge de famille), n° II-485 de M. Richard Yung (introduction d'une exception au principe de non-déduction des charges sur les revenus de source française des personnes fiscalement domiciliées à l'étranger) et n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer). - **Article 57 bis (Nouveau)** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 11680) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-294 de la commission. - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 11680) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-422 de M. Robert Tropeano (abaissement de l'âge permettant aux anciens combattants de bénéficier d'une demi-part supplémentaire de quotient familial). - **Article 57 ter (Nouveau)** (*art. 80 undecies B [nouveau] et 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus locaux*) (p. 11681) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-396 de M. Philippe Dominati et n° II-295

de la commission. - **Article 57 quater (Nouveau)** (art. 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus de la ville de Paris) (p. 11682) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-296 de la commission et n° II-397 de M. Philippe Dominati. - **Article 57 sexies (Nouveau)** (art. 200 quater C et 200 quater A du code général des impôts - Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général) (p. 11683, 11686) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-553 de M. Louis Nègre, n° II-122 de Mme Fabienne Keller, n° II-504 de M. Thierry Foucaud, ainsi que sur les amendements n° II-481 et II-482 de M. Marc Massion. - **Article additionnel après l'article 57 sexies** (p. 11687) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-483 de M. Marc Massion (extension aux propriétaires bailleurs du dispositif de crédit d'impôt pour les travaux de renforcement des habitations situées au sein du périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques). - **Article 57 septies** (art. 242 sexies du code général des impôts et L. 135 XA du livre des procédures fiscales - Transmission aux services déconcentrés des informations relatives à la défiscalisation des investissements productifs en outre-mer) (p. 11688) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-297 de la commission. Son amendement n° II-577 ; adopté. - **Article 57 octies** (p. 11689) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-298 de la commission. - **Article 57 decies (Nouveau)** (art. L. 222-17 du code du sport - Traitement fiscal de la prise en charge par les clubs de la rémunération des agents des sportifs professionnels) (p. 11690, 11691) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-160 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 57 undecies** (p. 11692, 11694) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-514 (diminution de la réduction d'impôt sur les emplois familiaux et les emplois à domicile) et n° II-524 (suppression des dispositions tendant à alléger la fiscalité sur les transmissions anticipées des patrimoines), ainsi que sur l'amendement n° II-487 de Mme Nicole Bricq (analyse de la dépense fiscale par le Conseil des prélèvements obligatoires). - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11697, 11703) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-431 de M. Jean Arthuis, n° II-489 et II-490 de M. Jacques Gillot, n° II-299 et II-300 de la commission, n° II-324 et II-325 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° II-488 de M. Claude Lise, n° II-500, II-405 et II-406 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11704, 11705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-380 de M. Jean-Paul Virapoullé (comptabilité entre le régime de l'intégration fiscale et celui de l'abattement pour implantation dans les départements d'outre-mer) ainsi que sur les amendements de M. Serge LARCHER n° II-491 (création de fonds d'investissement de proximité dans les départements d'outre-mer) et n° II-498 (évaluation des politiques fiscales outre-mer). - **Article 58 bis (Nouveau)** (art. 199 sexdecies, 200 sexies du code général des impôts - Renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-515 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11710, 11714) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-430 de M. Jean Arthuis (suppression du bouclier fiscal et de l'ISF), n° II-513 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal), n° II-301 de la commission (suppression des comptes épargne co-développement et du livret d'épargne pour le co-développement) et sur les amendements analogues de la commission n° II-302 et n° II-303 (fiscalité de l'épargne). - **Article 65** (art. 44 sexies A, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 duodécies, 44 quaterdecies, 44 quindecies [nouveau], 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 200 sexies, 220 quinquies, 220 terdecies, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater N, 244 quater O, 244 quater P, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 302 nonies, 1383 A, 1417, 1464 B, et 1602 A du code général des impôts et art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - Aménagement du régime fiscal des entreprises qui se créent ou qui sont reprises dans les zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 11716, 11717) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-507 de

M. Thierry Foucaud, n° II-319 de la commission et n° II-464 de M. Yves Chastan. - **Article 66** (art. 199 ter K, 220 M et 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et aménagement du dispositif de crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) (p. 11718, 11720) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-456, II-457 et II-458 de Mme Odette Herviaux. - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 11721, 11723) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-421 de M. Yvon Collin (reconduction du dispositif d'amortissement exceptionnel des équipements destinés à économiser l'énergie ou à produire des énergies renouvelables), n° II-486 de M. François Rebsamen (obligation de documentation des prix de vente pratiqués intragroupe), ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud, portant sur le même objet, n° II-526 et n° II-527 (renforcement du régime anti-évasion fiscale). - **Article 66 bis (Nouveau)** (art. 265 bis du code des douanes - Exonération de taxe intérieure de consommation pour le transport de marchandises par voie fluviale) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-320 de la commission.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 11738, 11740) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-460 (instauration d'une taxe sur les produits issus des recherches portant sur les ressources génétiques des espèces prélevées dans le parc national de Guyane), n° II-463 (augmentation de la redevance sur chaque tonne nette d'or extraite par les concessionnaires de mines aurifères, versée au profit des communes et des départements de Guyane), n° II-462 (augmentation du taux maximal de la taxe sur chaque kilogramme d'or extrait) et n° II-461 (augmentation du plafond de la TSE en vue d'accroître les moyens financiers des EPAG en Guyane). - **Article 66 quater (Nouveau)** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 octies et 266 nonies du code des douanes - Taxation des sacs de caisse à usage unique en matière plastique) (p. 11741, 11742) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-558 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 66 quinquies (Nouveau)** (art. 48 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Prorogation d'un an du dispositif de neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 11743) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-492 de Mme Nicole Bricq et n° II-508 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11744, 11759) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-585 (assujettissement des auto-entrepreneurs à la contribution pour la formation professionnelle) et n° II-586 (maintien du niveau de la défiscalisation des biocarburants pour 2012 et 2013), de M. Gérard Miquel n° II-468 (exonération de TVA pour les produits issus de la valorisation des déchets), n° II-466 (extension progressive du principe de responsabilité élargie du producteur à l'ensemble des produits de grande consommation), n° II-469 (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets), n° II-470 (possibilité pour les collectivités territoriales d'accéder aux fichiers des services fiscaux pour gérer la redevance d'enlèvement des ordures ménagères), n° II-467 (rapport gouvernemental sur les enjeux, la faisabilité et l'impact de la levée des exonérations de taxe d'enlèvement des ordures ménagères dont bénéficient les bâtiments publics), n° II-474 (nécessité pour les fournisseurs d'électricité de réaliser des opérations de maîtrise de l'énergie pour pouvoir bénéficier de la compensation des surcoûts supportés en raison de leur participation au dispositif institué en faveur des personnes en situation de précarité énergétique), de Mme Nicole Bricq n° II-473 (affectation d'une fraction du produit de la taxe sur les installations nucléaires au financement des commissions locales d'information), n° II-493 (instauration d'un échange d'informations entre l'administration fiscale et les acteurs financiers étrangers privés souhaitant investir sur le territoire national), n° II-494 (transparence obligatoire de la part des établissements bancaires et financiers contractant avec l'Etat, et instauration d'une obligation de comptabilité pays par pays pour tous les partenaires bancaires et financiers de l'Etat), ainsi que sur les amendements n° II-459 de M. Jean-Etienne Antoinette (versement aux communes d'une partie de la TGAP

issue de l'extraction de granulats), n° II-472 de M. Michel Sergent (création d'une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce) et n° II-44 de Mme Evelyne Didier (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets). (p. 11747) : sur l'amendement n° II-585 de la commission (assujettissement des auto-entrepreneurs à la contribution pour la formation professionnelle), son sous-amendement n° II-584 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 11883, 11885) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération des articles 48, les crédits du budget général et l'état B, l'article 90 et, pour coordination, de l'article d'équilibre 47 et de l'état A. - **Article 47 et état A (coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 11905) : ses amendements n° B-1, B-2, B-3, B-4, B-5, B-6, B-7, B-8, B-9, B-10, B-11, B-12, B-13, B-14, B-15, B-16, B-17, B-18, B-19, B-20, B-21, B-22, B-23 et B-24 ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11919, 11920) : réponse aux orateurs ; remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12382, 12384) : son intervention. (p. 12393, 12395) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire [n° 171 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12403, 12404) : réponse à M. Jean Arthuis. - **Article 6** (*Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat*) (p. 12452) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 8** (*Norme annuelle d'évolution des dépenses de sécurité sociale*) : son amendement n° 2 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (15 décembre 2010) (p. 12455, 12456) : son intervention. - **Article 6 quinquiés** (*art. 39 ter du code général des impôts - Abrogation de la provision de reconstitution de gisement d'hydrocarbures*) (p. 12553) : ses amendements n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 1er** (*Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers*) (p. 12590, 12594) : ses amendements n° 217 et n° 218 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12594) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 141 de M. Charles Guéné (création d'un fonds destiné à soutenir les communes et leurs groupements en vue de l'acquisition des appareils nécessaires à l'établissement de procès-verbaux électroniques). - **Article 3** (*Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat*) (p. 12595, 12598) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission, repris par M. Jean-Marc Todeschini. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12599) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 12601) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 194 de M. Yvon Collin (création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit). - **Article 5 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12606) : son amendement n° 227 ; adopté. - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12609, 12616) : ses amendements n° 219, 220, 221, 222, 223, 225, 224 et 226 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 145 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 144 de M. François Rebsamen. - **Articles additionnels avant l'article 12**

(p. 12620, 12622) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 166 (versement du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003) et n° 167 (rapport gouvernemental sur la répartition du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003), ainsi que sur l'amendement n° 209 de M. Bernard Vera (suppression des dispositions relatives aux droits de mutation à titre gratuit sur les successions ou les donations). - **Article 12** (*Art. 8, 8 ter, 8 quater, 8 quinquiés, 34, 35, 39 C, 39 E, 39 F, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 decies à 44 quaterdecies, 50-0, 60, 61 A, 62, 69 D, 71, 72 D, 72 D bis, 73 D, 75-0 B, 76 A, 93 B, 96, 96 A, 103, 120, 124 B, 125 B, 150 ter, 150-0 D ter, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 150-0 A, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 150 U, 150 UA, 150 UB, 150 VF, 150 VG, 151 septies, 151 septies A, 151 octies B, 151 nonies, 151 decies, 154, 155, 156, 158, 162, 163 unvicies, 164 B, 199 undecies C, 202 ter, 206, 208 quinquiés, 211, 211 bis, 218 bis, 220 septies, 221 bis, 223 A, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 L, 223 Q, 224, 234 terdecies, 238 bis K, 238 bis L, 238 bis LA, 238 bis M, 238 ter, 239, 239 bis AA, 239 bis AB, 239 ter, 239 quater, 239 quater A, 239 quater B, 239 quater C, 239 quater D, 239 quinquiés, 239 septies, 242, 244 bis, 244 bis A, 244 bis B, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater F, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater J, 244 quater L, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 244 quater U, 239-0 A à 239-0 E [nouveaux], 730 bis, 764 A, 787 B, 885 I bis, 885 I quater, 885 O, 1452, 1461, 1663 bis du code général des impôts ; art. L. 52 A, L. 53, L. 189 du livre des procédures fiscales ; art. L. 3315-1 du code du travail - Réforme du régime fiscal des sociétés de personnes*) (p. 12625, 12626) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de M. Bernard Vera, n° 81 de M. Rémy Pointereau et n° 172 de M. Gérard César. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12627, 12637) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 228 (exonération temporaire d'impôt sur le revenu des personnels de la chambre de commerce internationale venant y travailler depuis l'étranger), n° 242 (précision quant au régime du prélèvement sur les retraites d'entreprise), n° 243 (déduction, sur l'assiette de l'impôt sur le revenu, de la contribution salariale sur les gains de levée d'option sur titres et d'acquisition d'actions gratuites), n° 244 (mise en conformité avec le droit communautaire sur les plus-values de cession de droits sociaux), n° 245 (modification du régime des donations transgénérationnelles), de Rémy Pointereau n° 81, n° 78 (prolongation du droit d'option des sociétés d'exploitation agricole de cinq à dix ans), n° 82 (précision sur le dispositif fiscal issu de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche), de Gérard César n° 175, n° 173, n° 176, de Philippe Adnot n° 113 (possibilité, pour les entreprises faisant appel à des sociétés de conseil en matière de crédit d'impôt recherche, de ne verser de rémunération qu'en cas de réussite de l'opération), n° 117 (possibilité, pour les fonds d'investissement de proximité, d'exercer leurs activités dans quatre régions) et n° 118 (pérennisation des modifications techniques apportées par la loi LME du 4 août 2008 au dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise), ainsi que sur les amendements n° 204 de M. Philippe Dominati (application des dispositions de l'article 238 quindecies du code général des impôts aux opérations de transformation d'une entreprise individuelle en une entreprise individuelle à responsabilité limitée), n° 177 de M. Albéric de Montgolfier (extension du champ d'action du fonds d'appui aux expérimentations en faveur des jeunes) et n° 138 de M. Charles Revet (extension du dispositif de l'éco-prêt à taux zéro à des travaux de rénovation partielle). (p. 12637) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de M. Albéric de Montgolfier (extension du champ d'action du fonds d'appui aux expérimentations en faveur des jeunes). - **Article 12 bis** (*art. 63 du code général des impôts - Statut fiscal des entreprises de chiens attelés*) (p. 12638) : son amendement n° 239 ; adopté. - **Article 12 ter** (*art. 220 sexies du code général des impôts - Aménagement du crédit d'impôt relatif à la production déléguée d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 12638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 12639, 12641) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 131 (allongement à 24 mois du délai d'obtention de

l'agrément définitif afin de bénéficier du crédit d'impôt en faveur de la production de films étrangers) et n° 132 (relèvement du plafond du crédit d'impôt cinéma à quatre millions d'euros), ainsi que sur les amendements de M. Albéric de Montgolfier n° 136 et n° 137 (création d'une franchise de dix mille euros, hors du plafond de 5 pour mille du chiffre d'affaires, dans le dispositif de déductibilité des dons au titre du mécénat). - **Article additionnel après l'article 12 quater** (p. 12641) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de M. Philippe Dallier (précision quant aux règles de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises de transport). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 12642) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 246 de la commission (instauration d'une "mutualisation" des primes d'assurance pour risques locatifs).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 17 septies** (art. 1600 du code général des impôts - Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie) (p. 12736) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 231 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 17 septies** (p. 12737, 12741) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 255 de la commission (exonération, en faveur des compagnies étrangères empruntant le réseau ferré national, de l'IFER sur les matériels roulants de transport ferroviaire de voyageurs), n° 33 de M. Alain Houpert (précision des modalités d'entrée en vigueur des différentes réformes touchant aux investissements Scellier réalisés par l'intermédiaire d'une SCPI), n° 142 de M. Charles Guéné (pérennisation du mécanisme du FCTVA), n° 128 de M. Christian Cambon (diminution du montant de la base minimum de cotisation foncière des entreprises), n° 163 de M. Serge Larcher (possibilité pour les chambres de commerce des DOM de majorer le taux de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises), ainsi que sur les amendements de M. Dominique Leclerc n° 124 (suppression de la référence à la signature d'une convention d'objectifs et de moyens conclue entre les CCIR et l'Etat) et n° 125 (réduction du prélèvement effectué par l'Etat sur les ressources des Chambres de commerce et d'industrie). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12744, 12745) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 232 (mise en place d'une taxe sur les sacs plastiques) et n° 256 (plafonnement de l'incorporation des esters méthyliques d'huile animale). - **Article 20** (art. 270, 275, 276, 278, 279, 282, 283 ter, 283 quater, 285 septies du code des douanes ; art. 153 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 [de finances pour 2009] ; art. 1215-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des dispositions relatives à l'éco-taxe poids lourds) (p. 12748) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Bernard Vera, n° 165 de Mme Nicole Bricq. - **Article 20 bis (Nouveau)** (art. 265 et art. 265 bis A du code des douanes - Dispositif de défiscalisation en faveur des biocarburants) (p. 12750) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de M. Bernard Vera et n° 233 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 12750, 12751) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Alain Houpert. - **Article 21** (art. L. 48, L. 176 et L. 177 du livre des procédures fiscales - Création d'un régime de consolidation du paiement de la TVA au sein d'un groupe) (p. 12752) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 et n° 234 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12753) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Paul Virapoullé (possibilité pour les sociétés membres d'un groupe fiscal de bénéficier de l'abattement pour implantation dans les zones franches d'activité outre-mer). - **Article 23** (art. 204 du code général des impôts - Allègement des obligations déclaratives des ayants-droit l'année du décès) (p. 12754) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de la commission. - **Article 24** (art. 50-0, 102 ter, et 293 D du code général des impôts - Simplification du calcul du seuil de chiffre d'affaires applicable aux auto-entrepreneurs) (p. 12755, 12756) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 21 de la commission, n° 64 de M. Bernard Vera et n° 103 de Mme Nicole Bricq. - **Article 26 bis (Nouveau)** (art. 10, art. 182 A ter (nouveau), art. 193 et art. 1671 A du code général des impôts - Prélèvement à la source des gains résultant de la levée de stock-options, de l'attribution d'actions gratuites

ou de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises pour les personnes non domiciliées en France) (p. 12761) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 206 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 26 quater** (p. 12763) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission (droit des salariés à monétiser, en franchise d'impôt, leurs jours de congés non pris, afin de les verser sur un plan d'épargne pour la retraite collectif). - **Article 26 sexies (Nouveau)** (art. 199 sexvicies et 199 septvicies du code général des impôts - Sursis d'application pour les dispositifs fiscaux de l'investissement locatif aux conditions de 2010) (p. 12764) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de la commission et n° 65 de M. Bernard Vera. - **Article 27** (art. 1649 quater 0 B ter du code général des impôts, art. L. 84 C [nouveau], L. 85-0 B [nouveau] et L. 96 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 28-2 du code de procédure pénale, art. 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Amélioration des outils juridiques du contrôle fiscal dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'économie souterraine) (p. 12766) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12768, 12769) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de M. Philippe Dominati et n° 257 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 12770, 12771) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de M. Jean Arthuis et n° 247 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12772, 12773) : son amendement n° 251 : coordination ; adopté. (p. 12772) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 258 de la commission (alignement des périodes de déclaration de TVA du régime simplifié sur celles du compte de résultat). - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs) (p. 12774, 12777) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 de la commission des affaires sociales saisis pour avis et n° 26 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 12778, 12779) : sur l'amendement n° 27 de la commission (mesures facilitant les opérations de financement et de refinancement des actifs acquis par les SIIC, les OPIC et leurs filiales), son sous-amendement n° 260 ; adopté. - **Article 32** (Dispositif en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales dans les relations avec le territoire de Taiwan) (p. 12790) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 235 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 12791) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 (correction) et n° 105 (possibilité pour les organismes HLM d'être parties aux contrats de crédit-bail immobilier) de M. Claude Lise. (p. 12792) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 261 de la commission (apurement des conditions de transfert du patrimoine immobilier ayant appartenu à la Tchécoslovaquie). - **Article 32 bis (nouveau)** (p. 12793) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 33** (p. 12794) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12796) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de Mme Marie-Thérèse Hermange (mise en place d'un ajustement progressif de l'abattement de cotisations patronales de sécurité sociale applicables aux particuliers employeurs). - **Article 34** (Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA) (p. 12798, 12801) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69 de M. Bernard Vera, n° 168 de Mme Nicole Bricq, n° 236 et n° 237 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12802, 12805) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 (augmentation du plafond du taux départemental de taxe foncière sur les propriétés bâties), n° 70 (prise en compte de la diversité de modalités de versement aux bénéficiaires des crédits des fonds départementaux ou inter-départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) et n° 68 (création d'un fonds exceptionnel de péréquation de la compensation du transfert des allocations individuelles de solidarité) de M. Bernard Vera ; n° 170 (augmentation du plafond du taux départemental de la taxe

foncière sur les propriétés bâties) et n° 169 de Mme Nicole Bricq (prise en compte de la diversité des modalités de versement des crédits des fonds départementaux ou inter-départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 12806) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de M. Georges Patient. - **Article 35** (art. L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée - Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques) (p. 12807) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 106 de M. Serge Larcher. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12808) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 133 de la commission de la culture. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 12810) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 110, n° 111 et n° 112 de M. Gérard César. - **Article additionnel après l'article 37** (p. 12812) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Patrick Courtois (réglementation des activités privées de sécurité). - **Article 37 bis (Nouveau)** (art. L. 302 et L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement ») (p. 12813) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de la commission et n° 75 de M. Bernard Vera. - **Article 37 ter (Nouveau)** (Répartition des bonis de liquidation en cas de dissolution d'un office d'HLM) (p. 12813) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission. - **Article additionnel après l'article 37 ter** (p. 12814, 12815) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Chauveau (participation de chaque commune aux charges liées à l'état-civil et à la police des funérailles dans les centres hospitaliers intercommunaux). - **Article 38** (art. 107 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004 - Garantie des emprunts émis par l'Unédic en 2011) (p. 12817) : son amendement n° 254 ; adopté. (p. 12817) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article 40** (Octroi de la garantie de l'Etat au titre du

financement par la Caisse des dépôts et consignations de la part française de la facilité financière accordée à EADS pour l'A400M) (p. 12818, 12822) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 238 de la commission. - **Article 45 (Nouveau)** (Autorisation des activités de la Française des jeux en Nouvelle-Calédonie) (p. 12823) : son amendement n° 210 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 12824) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (exonération des services et associations assurant des missions de sécurité civile de la redevance d'occupation domaniale due par les titulaires d'autorisation d'utilisation des fréquences radioélectriques), n° 262 de la commission (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12825) : remerciements.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12954, 12955) : son intervention. - **Article 12 bis** (art. 63 du code général des impôts) (p. 13011, 13012) : son amendement n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 14** (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité) : ses amendements n° 2 et 3 ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 17 undecies** (Cotisation minimum du CFE) : son amendement n° 4 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 18 bis** (Refonte de la TGAP déchets) : son amendement n° 5 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs) : son amendement n° 6 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 34** (Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA) (p. 13013) : son amendement n° 7 ; adopté avec l'ensemble du texte.

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 57, 58) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 264, 265) : son intervention.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1970, 1971) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3416, 3417) : son intervention.

- **Questions cibles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4498) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5086, 5087) : son intervention.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5094, 5097) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5409, 5410) : son intervention.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6741, 6743) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9443) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 2 (compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA), n° 3 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA) et n° 4 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH).

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) - au nom du RDSE (p. 9485, 9488) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11121, 11122) : la majorité des membres du groupe RDSE ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12057, 12058) : son intervention.

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis secrétaire du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'Etat d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Remboursements et dégrèvements [n° 111 tome 3 annexe 25 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 275, 276) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 424 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3238) : soutient l'amendement n° 2 de M. Bernard Vera (taux différencié de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif) ; rejeté. (p. 3239, 3240) : soutient l'amendement n° 6 de M. Bernard Vera (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés") ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er**

(p. 3244) : soutient l'amendement n° 13 de M. Bernard Vera (limitation du taux du prêt français accordé à la Grèce au taux d'emprunt de la France sur les marchés) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3253) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal** [n° 381 (2009-2010)] - (20 mai 2010) - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3565, 3567) : parole sur l'article.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4856, 4857) : son intervention.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4879, 4881) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières** [n° 285 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5084, 5085) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen** [n° 422 (2008-2009)] - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5101) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5488) : intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5914, 5915) : favorable à l'amendement n° 558 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5988, 5995) : intervient sur les amendements n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 268 de Mme Dominique Voynet, n° 480 de M. Yvon Collin et n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6025) : défavorable à l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département). (p. 6031, 6032) : intervient sur l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 6038, 6040) : intervient sur les amendements n° 181 et 182 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Seconde délibération - Article 1er AAA (Nouveau)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 6047, 6048) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6865, 6867) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7512) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7872) : soutient l'amendement n° 870 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7876) : favorable à l'amendement n° 873 de M. Guy Fischer. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7888) : soutient l'amendement n° 880 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7890) : soutient l'amendement n° 750 de

M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7895, 7896) : intervient sur l'amendement n° 880 précité.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7945) : favorable aux amendements n° 242 de Mme Jacqueline Panis, n° 310 de Mme Michèle André et n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 7953) : favorable aux amendements n° 89 de Mme Christiane Demontès et n° 974 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7986, 7987) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer. (p. 7988) : soutient l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7990, 7991) : soutient l'amendement n° 832 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7992) : soutient l'amendement n° 665 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7995, 7996) : soutient l'amendement n° 679 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7999) : soutient l'amendement n° 692 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8001, 8002) : soutient l'amendement n° 698 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8004) : soutient l'amendement n° 770 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8005, 8006) : soutient l'amendement n° 700 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8008) : favorable à l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer. (p. 8024) : favorable à l'amendement n° 667 de M. Guy Fischer. (p. 8030, 8031) : votera contre cet article. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8043, 8044) : intervient sur l'amendement n° 1224 de la commission. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8047) : parole sur l'article. (p. 8054, 8055) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Guy Fischer. (p. 8059) : soutient l'amendement n° 781 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8061, 8062) : favorable à l'amendement n° 898 de M. Guy Fischer. (p. 8066) : réponse à Monsieur le secrétaire d'Etat à la fonction publique.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8502, 8503) : favorable aux amendements n° 375, 377, 378 et 379 de Mme Françoise Laborde. (p. 8511) : soutient l'amendement n° 1093 de Mme Odette Terrade ; rejeté. (p. 8526, 8527) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8553) : soutient l'amendement n° 1100 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32** **quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8629, 8630) : favorable aux amendements n° 51 de Mme Annie David, n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin et n° 475 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 octies** (art. L. 163 quater *quies* du code général des impôts - Elargissement à tous les contrats dits « article 83 » de la possibilité de déduire du revenu imposable les cotisations versées par le salarié) (p. 8642, 8643) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8676) : défavorable à l'amendement n° 557 de M. Jean Arthuis (réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Division additionnelle avant le chapitre Ier (précédemment réservée)** (p. 8700) : soutient l'amendement n° 732 de M. Bernard Vera (insertion d'un chapitre relatif aux mesures d'amélioration des recettes destinées au financement des retraites) ; rejeté. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8707, 8708) : soutient l'amendement n° 737 de M. Guy Fischer (majoration du taux minimal de prélèvement libératoire sur les stock-options) ; rejeté. (p. 8725, 8731) :

soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 742 (mise en place d'un taux unique d'imposition des plus-values en cas de cession d'actifs matériels ou immatériels des entreprises) ; et n° 740 (majoration temporaire de l'ISF de 50 %) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8740) : soutient l'amendement n° 848 de M. Guy Fischer (relèvement de différents taux de la contribution sur les régimes de retraite conditionnant la constitution des retraites "chapeaux" et soumission de ces dernières à la CSG et à la CRDS) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8744, 8745) : soutient l'amendement n° 884 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités permettant d'avancer la date de mise en paiement des pensions de retraite du régime général de la sécurité sociale) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8769) : soutient l'amendement n° 909 de Mme Isabelle Pasquet (majoration de la pénalité due pour non-respect de l'obligation légale d'emploi de personnes en situation de handicap) ; rejeté par vote unique.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9246, 9247) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4** (*Évolution annuelle des dépenses publiques en volume*) (p. 9431, 9432) : parole sur l'article. (p. 9434) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9442) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 2 (compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA), n° 3 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA) et n° 4 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH). - **Article 7** (*Norme annuelle d'évolution des concours de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 9445, 9446) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. François Marc.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9659, 9660) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10258, 10259) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 5** (art. 150 *duodécies*, 150-0 A, 151 *sexies*, 170, 200 A et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - *Suppression du seuil de cession pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des gains de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisés par les particuliers*) (p. 10327, 10328) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10334) : soutient l'amendement n° I-322 de M. Thierry Foucaud (suppression des possibilités de défiscalisation et d'optimisation dans le régime des groupes) ; devenu sans objet. (p. 10336) : favorable à l'amendement n° I-324 de M. Thierry Foucaud (imposition des parachutes dorés au taux de 95 %) (p. 10343, 10344) : soutient l'amendement n° I-320 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'exonération des plus-values de cession de titres de participation des grandes entreprises à vocation transnationale) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10356) : intervient sur l'amendement n° I-453 de la commission (modification du régime social des retraites chapeaux).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 *undécies B*, 199 *terdecies-0 A*, 200 *quater*, 217

undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque (p. 10528) : parole sur l'article. (p. 10545) : soutient l'amendement n° I-329 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10566, 10567) : son amendement n° I-339 : dispositif de taxation des actifs financiers des entreprises ; rejeté. - **Article 18** (art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 6 de la loi de finances pour 1987 [n° 86-1317 du 20 décembre 1986], art. 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 55 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Modification des dispositions relatives aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, FDPTP) (p. 10569) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 10583) : parole sur l'article. (p. 10584, 10585) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. (p. 10590) : son amendement n° I-340 ; adopté. - **Article 21** (art. L. 3334-12, L. 3334-16, L. 4332-3 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales - *Non-indexation du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 10593, 10594) : favorable à l'amendement n° I-172 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° I-342 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10602, 10603) : le groupe CRC-SPG votera les amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11128) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° II-240 du Gouvernement. - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - *Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11134, 11135) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° II-193 de M. Gérard Collomb. - **Article 81** (art. L. 2334-13, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-18-4 du code général des collectivités territoriales - *Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS, à la dotation de solidarité rurale, DSR, et à la dotation de développement urbain, DDU*) (p. 11142) : parole sur l'article.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) (p. 11508) : son intervention.

Remboursements et dégrèvements

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11519) : son intervention.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2010) (p. 11549, 11550) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de ce compte spécial.

Santé

- (4 décembre 2010) - **Article 86 bis (Nouveau)** (art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - *Panier de soins des bénéficiaires de l'AME*) (p. 11578, 11581) : soutient l'amendement n° II-156 de M. François Autain ; adopté. - **Article 86 quater (Nouveau)** (art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - *Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME*) (p. 11584) : soutient l'amendement n° II-158 de M. François Autain ; rejeté.

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - *Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne*) (p. 11597) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur les amendements n° II-346 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-353 de Mme Anne-Marie Payet et n° II-354 de M. Yvon Collin. - **Article 92** (art. L. 5133-1 à L. 5133-7 et art. L. 5423-24 du code du travail - *Alignement du dispositif d'intéressement de l'allocation de solidarité spécifique, ASS, sur celui du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 11599) : soutient l'amendement n° II-366 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 96** (*Prélèvement exceptionnel sur le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, FPSPP*) (p. 11602) : soutient l'amendement n° II-368 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 97** (p. 11604, 11605) : soutient l'amendement n° II-370 de Mme Annie David (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires) ; rejeté.

Pensions

- (4 décembre 2010) - **Article 100** (*Décrystallisation des pensions civiles et militaires de retraite*) (p. 11610, 11611) : soutient l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet.

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - **Article 76** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions*) (p. 11625, 11626) : défavorable aux amendements n° II-7 de la commission et n° II-52 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 76** (p. 11639) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° II-53 (obligation de la signature d'un contrat d'objectifs et de moyens au début du mandat du président de l'audiovisuel public).

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11638, 11640) : défavorable à l'amendement n° II-27 de la commission. (p. 11640) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° II-27 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11645) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° II-171 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière bénéficiant à certains logements sociaux).

Articles non rattachés

- (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - *Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE*) (p. 11863) : le groupe

CRC-SPG s'abstiendra sur les amendements n° II-316 de la commission, n° II-450 de Mme Nicole Bricq, n° II-533 de M. Albéric de Montgolfier et n° II-414 de M. Philippe Adnot. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11867) : intervient sur l'amendement n° II-451 de M. François Marc (rapprochement progressif du potentiel fiscal des collectivités territoriales). - **Article 63 (précédemment réservé)** (*Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales*) (p. 11869, 11871) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° II-523 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Article 64 bis (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. 238 bis HV du code*

général des impôts - Prorogation du dispositif fiscal favorisant la constitution de consortiums d'achat d'électricité à long terme par des industriels électro-intensifs) (p. 11880) : soutient l'amendement n° II-506 de M. Thierry Foucaud ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12388, 12389) : son intervention.

BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 404 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Angola sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 248 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 568 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la promotion et la protection réciproques des investissements [n° 252 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 112 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux [n° 254 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 402 (2009-2010)] autorisant l'adhésion à la convention des Nations unies de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation [n° 457 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 960) : soutient l'amendement n° 105 de M. François-Noël Buffet ; adopté après modification par le sous-amendement n° 417 de Mme Bernadette Bourzai.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 984, 985) : soutient l'amendement n° 42 de M. Jean-Paul Alduy ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1422, 1423) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux [n° 112 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1592, 1595) : la commission des affaires étrangères recommande l'adoption de ce texte. Répond à l'intervention de M. Jean-Etienne Antoinette sur la forêt guyanaise.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3181, 3182) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3528) : intervient sur l'amendement n° 593 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3795, 3799) : ses amendements n° 41 ; retiré ; et n° 40 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3801, 3802) : intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (apposition de la mention AOC sur l'étiquette des bouteilles de vin).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 7013, 7014) : son amendement n° 39 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 43-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Extension du champ de compétences du médiateur national de l'énergie*) (p. 7149) : son amendement n° 35 ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - *Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire*) (p. 10079, 10080) : défavorable aux amendements n° 83 de la commission, n° 180 de M. Yves Daudigny, n° 391 de M. Nicolas About, n° 438 de M. François Autain et n° 443 de M. Yvon Collin. (p. 10081) : s'abstiendra sur l'amendement n° 603 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 10506) : favorable à l'amendement n° I-481 de la commission (défiscalisation du fioul domestique comme carburant combustible pour le transport fluvial de marchandises). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10561) : son amendement n° I-48 : accélération de la mise en œuvre des dispositifs individuels permettant d'évaluer l'efficacité énergétique des appartements ; retiré.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régis par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC

Président du Groupe Socialiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6031) : intervient sur le sous-amendement n° 585 de M. Jean-René Lecerf, portant sur l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux).

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11431, 11433) : son intervention.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 69 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 126, 128) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 309, 312) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (26 janvier 2010) (p. 490, 491).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] (suite) - (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 596) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Question préalable** (p. 3452, 3454) : sa motion n° 86 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2010) (p. 3490, 3491).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3498, 3499) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5410, 5411) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5921) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6005) : intervient sur les amendements n° 12 de M. Bruno Sido (instauration d'un nombre impair de conseillers territoriaux) et n° 189 de M. Jacques Blanc (instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 25 % du nombre de conseillers généraux, dans les départements comprenant des zones de montagne). - **Rappel au règlement** (p. 6018) : son rappel au règlement.

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6044) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] (suite) - (7 juillet 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6050) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites** [n° 4 (2010-2011)] - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7481, 7484) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7540) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7746, 7747) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7752, 7753) : intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7757) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7770) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7794, 7795) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7836, 7837) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) (p. 7914, 7915).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (18 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8352, 8353).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8616). (p. 8619).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Demande d'un vote unique** (p. 8721) : intervient sur la demande de vote unique présentée par le Gouvernement et demande une suspension de séance.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8860, 8861) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9049, 9050) : son intervention.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9202,

9205) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9218, 9219) : ne votera pas la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) (p. 9510, 9511).

- **Rappel au règlement** - (23 novembre 2010) (p. 10495).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10787, 10788) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10806, 10807) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

BELOT (Claude)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; puis président le 23 novembre 2010.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 17 novembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Les comptes de France Télévisions : quelle ambition pour la télévision publique ? [n° 597 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers avancées à l'audiovisuel public [n° 111 tome 3 annexe 17 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3296, 3297) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11342, 11343) : son intervention.

- Rapporteur spécial - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11360, 11361) : position de la commission sur les amendements n° II-382 du Gouvernement, n° II-223 de

Mme Nathalie Goulet et n° II-73 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 299, 300) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités

territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 500) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 564, 565) : intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 588, 590) : soutient l'amendement n° 352 de M. Jean-Claude Peyronnet (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 610) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 799) : votera contre les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 846) : votera contre cet article s'il devait rester en l'état. (p. 855, 856) : son amendement n° 393 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 892, 893) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 909) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Michel Charasse. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement de régions*) (p. 913, 914) : soutient l'amendement n° 403 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 940) : soutient l'amendement n° 408 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté. (p. 941) : soutient l'amendement n° 409 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 942) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 952) : soutient l'amendement n° 414 de M. Pierre-Yves Collombat ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1703, 1705) : soutient la motion n° 32 de M. François Marc tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er A** (*Principe de subsidiarité et spécificité de la régulation publique des jeux d'argent*) (p. 1707, 1708) : votera l'amendement n° 49 de M. François Marc. - **Article 1er** (*Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux*) (p. 1712, 1714) : favorable à l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. Soutient l'amendement n° 51 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1722, 1727) : soutient les amendements n° 101, 102 et 106 de M. François Marc ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 55 de M. François Marc. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du pari hippique en ligne*) (p. 1731) : soutient l'amendement n° 58 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 12** (*Obligations d'information sur les modalités d'accès et d'inscription au site Internet et les moyens d'identification des joueurs*) (p. 1743) : soutient l'amendement n° 95 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Prévention des conflits d'intérêts*) (p. 1755, 1756) : soutient les amendements n° 69 et 70 de M. François Marc ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 25** (*Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1768) : soutient l'amendement n° 74 de M. François Marc ; rejeté. (p. 1770) : intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 32 (Supprimé)** (*Pouvoir de conciliation de l'ARJEL en vue de régler un litige opposant un joueur à un opérateur*) (p. 1779) : intervient sur l'amendement n° 75 de M. François Marc. - **Article 35** (*Régime et procédure*

de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1783) : votera les amendements n° 134, 135, 136 et 137 de M. Bernard Vera. - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - *Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle*) (p. 1794) : intervient sur les amendements n° 151 de M. Yvon Collin, n° 24 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 76, 77, 78 et 79 de M. François Marc, n° 139 de M. Bernard Vera et n° 172 de la commission. (p. 1795) : soutient les amendements n° 76 et 77 de M. François Marc ; rejetés. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - *Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport*) (p. 1806) : soutient l'amendement n° 83 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 52** (art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - *Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives*) (p. 1818, 1819) : soutient l'amendement n° 86 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 55** (art. 2 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 et art. 42 de la loi de finances pour 1985 précitée - *Adaptation de l'offre de la Française des Jeux et possibilité pour les casinos d'acquérir des machines à sous d'occasion*) (p. 1823) : intervient sur l'amendement n° 87 de M. François Marc.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2536, 2538) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - *Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté*) (p. 2545, 2546) : soutient l'amendement n° 15 de M. Richard Yung ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3061, 3062) : soutient l'amendement n° 9 de M. David Assouline (inscription d'office des étudiants sur les listes électorales de leurs établissements) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3101) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3305) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3461, 3468) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) (p. 3529) : soutient l'amendement n° 91 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. (p. 3536) : intervient sur l'amendement n° 92 de M. Yves Chastan.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3598, 3605) : favorable à l'amendement n° 522 de M. François Fortassin. Soutient l'amendement n° 93 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3686, 3690) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. (p. 3718, 3719) : soutient l'amendement n° 139 de M. Bernard Cazeau ; retiré. Intervient sur le sous-amendement n° 679 de M. Daniel

Dubois portant sur l'amendement n° 648 du Gouvernement. - **Article 4** (art. L. 441-2 du code de commerce - *Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3727, 3728) : parole sur l'article. - **Article 5** (art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - *Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes*) (p. 3741) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4556, 4558) : son intervention. - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - *Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4578, 4579) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Bariza Khiari ; rejeté. (p. 4585) : favorable à l'amendement n° 14 de Mme Bariza Khiari. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - *Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4591, 4592) : favorable à l'amendement n° 16 de Mme Bariza Khiari. Soutient l'amendement n° 17 de Mme Bariza Khiari ; rejeté. (p. 4593, 4594) : favorable à l'amendement n° 15 de Mme Bariza Khiari.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) (p. 4609, 4610) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Bariza Khiari ; adopté. - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - *Les chambres de commerce et d'industrie de région*) (p. 4614) : favorable à l'amendement n° 21 de Mme Bariza Khiari. (p. 4619, 4620) : soutient l'amendement n° 22 de Mme Bariza Khiari ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 4630) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Bariza Khiari (institution d'une commission paritaire régionale saisie pour avis sur les questions relatives au transfert des personnels) ; retiré. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - *Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4651) : parole sur l'article. (p. 4660) : favorable à l'amendement n° 31 de Mme Bariza Khiari. - **Article 8** (art. 5-1 à 5-8 [nouveaux] du code de l'artisanat - *Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 4666) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 4670) : favorable à l'amendement n° 38 de Mme Bariza Khiari (précision du contenu des missions confiées à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat).

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4888, 4889) : son intervention. (p. 4897) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6429) : votera l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés).

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Article 1er** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents*) (p. 6812, 6813) : votera contre cet article. - **Article 4** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Prise en compte de la part des allocations familiales suspendue dans le calcul du revenu de solidarité active*) (p. 6818) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Françoise Cartron ; rejeté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6957, 6958) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Roland Courteau (caractère public du parc nucléaire français). (p. 6971, 6972) : favorable à l'amendement n° 123 de M. Roland Courteau (rapport du Gouvernement sur la qualité du réseau public de distribution d'électricité dans chaque département, et les solutions envisagées pour un égal accès à l'électricité sur tout le territoire national). - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de*

l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6977, 6978) : parole sur l'article. (p. 6983, 6984) : soutient l'amendement n° 51 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 6986) : favorable aux amendements n° 50 et 51 de M. Roland Courteau. (p. 6990) : favorable à l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau. (p. 7003) : favorable à l'amendement n° 60 de M. Roland Courteau. (p. 7005, 7006) : soutient l'amendement n° 64 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 7009) : soutient l'amendement n° 67 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement*) (p. 7047) : favorable à l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7065, 7066) : favorable aux amendements n° 73 de M. Roland Courteau et n° 176 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7070, 7071) : intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (financement de l'enfouissement des lignes à haute tension). - **Article 3** (art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité*) (p. 7078, 7079) : favorable à l'amendement n° 127 de M. Roland Courteau. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7082, 7086) : soutient les amendements n° 76 et 79 ; rejetés. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7102, 7105) : favorable aux amendements n° 137 et 81 de M. Roland Courteau. (p. 7109) : soutient l'amendement n° 113 de M. Roland Courteau ; rejeté. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7120) : soutient les amendements n° 87 et 88 de M. Roland Courteau ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7137, 7138) : favorable à l'amendement n° 90 de M. Roland Courteau. - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs*) (p. 7142, 7146) : soutient les amendements n° 92 et 128 de M. Roland Courteau ; rejetés. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - *Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire*) (p. 7167) : intervient sur l'amendement n° 105 de M. Michel Sergent. - **Article 14** (art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'industrie et du gaz - *Clarification du champ d'application du statut du personnel des industries électriques et gazières*) (p. 7188) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7509, 7510) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7547) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7850) : sa réplique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7854, 7855) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8621, 8622) : parole sur l'article.

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9067, 9068) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10621) : favorable à l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé).

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11269) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11355) : son intervention.

BERNARD-REYMOND (Pierre)
sénateur (Hautes-Alpes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis vice-président le 7 avril 2010.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) : une juridiction neuve, confrontée à des problèmes récurrents [n° 9 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Budget - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La gouvernance économique européenne [n° 49 (2010-2011)] (19 octobre 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Immigration, asile et intégration [n° 111 tome 3 annexe 15 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 298, 299) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 581) : son amendement n° 661 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 669) : son amendement n° 664 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 934) : son amendement n° 665 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 993) : son amendement n° 662 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3231, 3232) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3598) : soutient l'amendement n° 205 de M. Jacques Blanc ; retiré.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4795, 4797) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5916) : soutient l'amendement n° 195 de M. Jacques Blanc (adaptation de la réforme des collectivités territoriales aux zones de montagne) ; adopté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7089) : son amendement n° 29 ; adopté. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7111) : son amendement n° 30 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 13** (art. 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz - *Ajout de la société publique locale aux modalités juridiques de fusion des entreprises locales de distribution*) (p. 7187) : son amendement n° 33 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11001, 11003) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11015) : son amendement n° II-4 ; retiré. - **Article 74** (art. L. 211-8, L. 311-9, L. 311-13 et L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 960 et 961 du code général des impôts - *Rééquilibrage des recettes de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii*) (p. 11017, 11022) : position de la commission sur les amendements n° II-176, II-177, II-178, II-179, II-180, II-181, II-182, II-183, II-184 et II-185 de M. Richard Yung et n° II-35 et II-36 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 11022) : son amendement n° II-224 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 74** (p. 11023) : son amendement n° II-167 : rationalisation de l'exercice du droit à l'aide juridictionnelle ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - *Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11138) : intervient sur les amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin.

(25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2145, 2154) : invite les membres de la Haute Assemblée à rejeter cette proposition de loi. - **Article 1er et annexe I** (*Exclusion des services sociaux du champ d'application de la directive services*) (p. 2157) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9551, 9553) : son intervention.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Demande de priorité** (p. 9982). - **Article 42** (art. L. 162-22 et L. 162-22-2, L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale - *Identification des parts liées à la psychiatrie et aux soins de suite ou de réadaptation*) (p. 9983) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 432 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9984, 9995) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain

BERRA (Nora)
secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé,
chargée de la santé
(à partir du 14 novembre 2010)
secrétaire d'Etat chargée des aînés
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)]** -

Milon n° 505 (amélioration des conditions d'exercice et de développement de la dialyse hors centre), n° 499 (mise en place d'un dispositif prospectif et objectif permettant de mesurer l'évolution réelle des charges des établissements de santé) et n° 514 (rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de patients entre les établissements de santé de court séjour), de M. Guy Fischer n° 254 (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés), n° 256 (partage équitable des économies entre les établissements du secteur public et ceux du secteur privé) et n° 257 (intégration des revalorisations salariales, accordées par l'État, à l'ONDAM hospitalier), de M. Jacky Le Menn n° 340 (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés), n° 343 (appréciation de l'excédent d'activité des établissements publics de santé au regard des missions de service public qu'ils assurent), n° 344 (expérimentation en vue de mieux répartir l'enveloppe de l'ONDAM entre les régions), n° 345 (mise en place d'un dispositif prospectif et objectif permettant de mesurer l'évolution réelle des charges des établissements de santé), n° 349 (obligation pour l'assurance maladie de publier annuellement des données comparatives sur l'évaluation de la pertinence des actes et interventions réalisés par les établissements de santé par région) et n° 356 (rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de patients entre les établissements de santé de court séjour), ainsi que sur les amendements n° 199 de M. Dominique Leclerc (dérogation au système des objectifs quantifiés de l'offre de soins) et n° 433 de M. François Autain (obligation pour l'assurance maladie de publier annuellement des données comparatives sur l'évaluation de la pertinence des soins par région). - **Article 42 bis (Nouveau)** (art. 47 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - *Evolution des dépenses de médicaments remboursés sur l'enveloppe de soins de ville et prescrits à l'hôpital*) (p. 9996, 9997) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78, 79 et 80 de la commission. - **Article 42 ter (Nouveau)** (*Evaluation de la politique immobilière des établissements de santé*) (p. 9998) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 81 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 9999, 10002) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 543 de M. Alain Milon (rapport sur la réduction de l'enveloppe consacrée aux établissements de court séjour), n° 82 de la commission (transparence des sous-objectifs de l'ONDAM), de la commission saisie pour avis n° 115 (encouragement de la coopération et de la mutualisation des moyens entre les hôpitaux militaires et les hôpitaux publics), n° 483 de M. Philippe Dominati (amélioration de l'information du Parlement sur le bilan et les perspectives du dispositif de la couverture maladie universelle) et n° 376 de Mme Anne-Marie Payet (rapport sur la réduction de l'enveloppe consacrée aux établissements de court séjour). - **Article 44 (priorité)** (art. L. 323-3-1 (nouveau) et L. 433-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1226-1-1 (nouveau) et L. 1226-7 du code du travail - *Actions de formation professionnelle continue ou d'accompagnement vers le retour à l'emploi durant un arrêt maladie*) (p. 10003, 10004) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 280 de Mme Annie David et n° 85 de la commission. - **Article 45 (priorité)** (*Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé*) (p. 10005, 10010) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 de la commission et n° 116 de la commission saisie pour avis. (p. 10007) : ses amendements n° 585 ; rejeté ; et n° 597 ; adopté. (p. 10009) : son amendement n° 601 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 10011, 10013) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 336 de M. Jacky Le Menn (création d'une dotation de financement des charges de structures des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM), n° 436 de M. François Autain (création d'une dotation de financement des charges de structures des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM), n° 352 de M. Jean-Luc Fichet (rapport au Parlement sur les conditions de

création d'un fonds de financement spécifique consacré à l'accompagnement des nouvelles formes d'organisation professionnelle), ainsi que sur les amendements de la commission portant sur le même objet n° 87, n° 88 et n° 89 (fixation de certaines enveloppes par la loi de financement de la sécurité sociale). - **Article 45 bis (Nouveau) (priorité)** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - *Transmission au Parlement du bilan d'activité du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins*) (p. 10014) : sur l'amendement n° 90 de la commission, son sous-amendement n° 602 ; adopté. - **Article 45 ter (Nouveau) (priorité)** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 de financement de la sécurité sociale pour 2001, art. L. 1432-6 du code de la santé publique et art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - *Fongibilité des crédits des parts régionales du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés et du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - Utilisations diverses de ressources de l'assurance maladie*) (p. 10015, 10016) : sur l'amendement n° 117 de la commission saisie pour avis, son sous-amendement n° 561 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 45 ter (priorité)** (p. 10016, 10017) : son amendement n° 598 : paiement au ministère de l'intérieur de la quote-part de l'assurance maladie au titre d'ANTARES pour 2011 ; rejeté. - **Article 47 (priorité)** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs*) (p. 10019) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 350 de M. Jacky Le Menn, n° 526 de M. Alain Milon et n° 378 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10020, 10021) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 173 de M. Yves Daudigny et n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales). (p. 10027, 10038) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 160 de M. Yves Daudigny et n° 401 de M. Nicolas About (mutualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux) et n° 403 de M. Nicolas About, n° 167 de M. Yves Daudigny et n° 274 de Mme Isabelle Pasquet (création d'une enveloppe de dotations affectée au financement des missions d'intérêt général du secteur médico-social), ainsi que sur les amendements de M. Alain Milon n° 500 (mesures des évolutions de charges des établissements sociaux et médico-sociaux publics et privés) et n° 525 (accords d'intéressement dans les établissements privés non lucratifs), de M. Yves Daudigny n° 165 (financement de la médicalisation des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes), n° 166 (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes), n° 169 (modification des règles relatives aux conventions collectives des établissements sociaux et médico-sociaux), n° 171 (possibilité pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux de déroger à l'obligation de dépôt de leur trésorerie auprès de l'État), n° 173 (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales) et n° 174 , n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales) et n° 273 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes). - **Article 43 bis (Nouveau)** (art. L. 14-10-5 et L. 113-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1431-2 et L. 1432-6 du code de la santé publique - *Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer*) (p. 10041) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 575 de la commission et n° 175 de M. Yves Daudigny. - **Article 43 ter (Nouveau)** (art. L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles - *Rapport au Parlement préalable à la correction en fin d'année de l'objectif global de dépenses*) (p. 10043, 10045) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 501 et 502 de M. Alain Milon, n° 346 de M. Jacky Le Menn, n° 392 et 411 de M. Nicolas About et n° 299 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 10046) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 269 (rapport gouvernemental examinant les conditions d'un juste partage du financement par l'Etat et les départements du financement de la médicalisation continue des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et n° 272 (prise en charge par l'assurance maladie des intérêts d'emprunts contractés par les foyers d'accueil médicalisés dans le cadre de

leur investissement), - **Article 43 quater (Nouveau)** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, art. 64 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Prolongation de l'expérimentation de la réintégration des médicaments dans le forfait soins) (p. 10048) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 414 de M. François Autain et n° 409 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 48** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2011) (p. 10094) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 260 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 10096, 10097) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 154 (reconstitution du fonds de réserve pour les retraites) et n° 155 (information des assurés en cas de modification des dispositions réglementaires législatives ou conventionnelles concernant les régimes de retraite). - **Articles additionnels avant l'article 49** (p. 10098, 10101) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 136 (système de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles), n° 137 (préjudices indemnisables en cas d'accident du travail lié à une faute inexcusable de l'employeur) et n° 135 (rapport au Parlement sur la possibilité d'inscrire le stress post-traumatique dans les tableaux de maladies professionnelles). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10103, 10105) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 93 (lutte contre la fraude à la déclaration des accidents du travail), n° 94 (harmonisation des modes de calcul des pensions d'invalidité) et n° 578 (création de partenariat entre les services de santé au travail interentreprises et les services de prévention des caisses régionales), ainsi que sur l'amendement n° 418 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités d'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 10106) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 284 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'application du dispositif de subvention attribuée par la mutualité sociale agricole aux entreprises éligibles aux programmes de prévention nationaux). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10106) : son amendement n° 562 : financement par le FCAATA des départs anticipés à la retraite pour les travailleurs de l'amiante ; adopté. (p. 10108, 10112) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 417 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les conditions d'amélioration du dispositif des cessations anticipées d'activité des travailleurs de l'amiante), sur les amendements identiques n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 282 de Mme Annie David (rétablissement de la contribution des entreprises au financement du fonds au bénéfice des victimes de l'amiante), sur l'amendement n° 92 de la commission (amélioration de la protection sociale des travailleurs de l'amiante) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 553 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 52** (Contribution au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 10112) : son amendement n° 563 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10112, 10114) : ses amendements n° 586 (contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse) ; et n° 599 (montant de la dotation de la branche AT-MP au fonds national de soutien relatif à la pénibilité) ; adoptés.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10179, 10180) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 10192, 10197) : ses amendements n° 4 ; adopté ; et n° 5 ; rejeté. Sur l'amendement n° 2 de M. François Autain, son sous-amendement n° 11 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 et 6 de la commission et n° 2 de M. François Autain.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11564, 11567) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11568) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-277 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 86 bis (Nouveau)** (art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - Panier de soins des bénéficiaires de l'AME) (p. 11581) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-156 de M. François Autain ; n° II-213 de M. René Teulade ; n° II-278 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-287 de M. Yvon Collin. - **Article 86 ter (Nouveau)** (art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Contrôle systématique de la condition de résidence) (p. 11583) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-38 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-157 de M. François Autain, n° II-214 de M. René Teulade, n° II-288 de M. Yvon Collin et n° II-279 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 86 quater (Nouveau)** (art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME) (p. 11584) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-39 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-158 de M. François Autain, n° II-215 de M. René Teulade et n° II-289 de M. Yvon Collin. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1 (nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit) (p. 11587) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-40 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-159 de M. François Autain, n° II-216 de M. René Teulade, n° II-235 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° II-280 de la commission des affaires sociales, saisie pour avis et n° II-290 de M. Yvon Collin. - **Article 86 sexies (Nouveau)** (art. L. 1142-23 et L. 3131-5 du code de la santé publique - Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales imputables à des activités de prévention) (p. 11587) : son amendement n° II-351 ; adopté. - **Article 86 septies (Nouveau)** (art. L. 862-2, L. 862-3, L. 862-4, L. 862-5, L. 862-6, L. 862-7, L. 862-8 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Transformation de la contribution CMU en taxe) (p. 11588) : son amendement n° II-352 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86 septies** (p. 11589, 11592) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-282 (mise en conformité du régime des taxes de l'AFSSAPS avec le droit communautaire) ; son sous-amendement n° II-560 ; retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-281 (recouvrement par l'administration fiscale du droit progressif sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché affecté à l'AFSSAPS), n° II-283 (assujettissement des médicaments orphelins, dont le montant annuel des ventes dépasse 30 millions d'euros, à la taxe annuelle sur les médicaments titulaires d'une autorisation de mise sur le marché) et n° II-284 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits cosmétiques).

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 88** (p. 11593) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-345 de Mme Raymonde Le Texier (rapport gouvernemental sur les conditions de pérennisation du dispositif de l'allocation équivalent retraite). - **Article 89** (art. L. 2242-17 du code du travail et art. 80 duodecimes du code général des impôts - Suppression de l'exonération applicable aux indemnités de rupture versées dans le cadre d'un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, GPEC) (p. 11594) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-330 de la commission. - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne) (p. 11596, 11597) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-346 de

Mme Raymonde Le Texier, n° II-353 de Mme Anne-Marie Payet et n° II-354 de M. Yvon Collin. - **Article 92** (art. L. 5133-1 à L. 5133-7 et art. L. 5423-24 du code du travail - Alignement du dispositif d'intéressement de l'allocation de solidarité spécifique, ASS, sur celui du revenu de solidarité active, RSA) (p.11599) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-347 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-366 de Mme Annie David. - **Article 93** (art. 141 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Suppression de l'exonération de cotisations sociales applicable aux contrats initiative-emploi, CIE) (p.11599) : avis du Gouvernement sur l'A n° II-367 de Mme Annie David. - **Article 96** (Prélèvement exceptionnel sur le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, FPSPP) (p.11602) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-23 de la commission, n° II-348 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-368 de Mme Annie David. - **Article 97** (art. L. 5212-5, L. 5212-9, L. 5213-4, L. 5213-11 et L. 5214-1-1 [nouveau] du code du travail - Transfert de compétences à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, AGEFIPH) (p.11604) : son amendement n° II-559 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-349 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-369 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 97** (p.11605, 11606) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-370 de Mme Annie David (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires) et n° II-24 (réduction de la prime pour l'emploi) de la commission.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Article 2** (art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale) (p.12855) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article 3** (art. L. 1123-7, L. 1243-3 et L. 1243-4 du code de la santé publique - Simplification et mise en cohérence du régime d'autorisation et de déclaration des recherches utilisant des collections d'échantillons biologiques humains) (p.12856) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article 4 quinquies A (Nouveau)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Compétences de la Haute Autorité de santé en matière de recherche) (p.12857) : sur l'amendement n° 8 de la commission, son sous-amendement n° 13 ; adopté. - **Article 4 quinquies** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine) (p.12858, 12859) : son amendement n° 15 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 et n° 10 de la commission. - **Article 4 septies (Suppression maintenue)** (Interdiction du test de la dose maximum tolérée pour un médicament sans lien avec la pathologie de la personne à laquelle il est administré) (p.12859, 12860) : son amendement n° 16 ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Nicolas About.

BERTHOU (Jacques)
sénateur (Ain)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 406 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Seychelles sur la promotion et la protection réciproques des investissements [n° 250 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 583 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise [n° 459 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 534) : votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 789) : soutient l'amendement n° 384 de M. Jean-Claude Peyronnet ; adopté.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3302) : sa question.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3506, 3507) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3869) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Jacques Lozach ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5497) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 288 (définition des compétences de la région), n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs) et n° 291 (création des pôles métropolitains).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7063) : intervient sur l'amendement n° 255 de M. Raymond Vall.

BERTRAND (Xavier)
ministre du travail, de l'emploi et de la
santé
(à partir du 14 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10740, 10750) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 4 (coordination)** (p. 10776) : son amendement n° 1 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 10777) : ses amendements

n° 2 et 4 ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base* *Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) : son amendement n° 5 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) (p. 17778) : son amendement n° 6 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 29 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel, annexe B*) : son amendement n° 7 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 41 bis** (*Prise en compte des différences de charges sociales et fiscales dans le cadre de la convergence tarifaire*) (p. 10779) : son amendement n° 9 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 43 bis** (*Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer et Plan d'aide à l'investissement*) (p. 10780) : son amendement n° 8 ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 45 ter** (*Fongibilité des crédits des parts régionales du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés et du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - Utilisations diverses de ressources de l'assurance maladie*) (p. 10780) : son amendement n° 10 ; adopté avec

l'ensemble du texte. - **Article 54** (*Suppression de la rétroactivité des aides au logement*) (p. 10781) : son amendement n° 3 ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11375, 11379) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11380,

11391) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-344, II-343 et II-342 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-362 et II-363 de Mme Annie David, ainsi que sur les amendements n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy et n° II-25 de la commission. (p. 11391, 11395) : position de la commission sur les amendements n° II-360 de M. Alain Vasselle, n° II-350 de M. Jacques Gillot, n° II-341 de M. Paul Blanc et n° II-84 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

BESSION (Éric)
ministre auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique
(à partir du 14 novembre 2010)
ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1182, 1185) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1193) : avis du

Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Christian Cointat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11302, 11303) : réponse aux orateurs. - **Article 78** (*art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes*) (p. 11308, 11312) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-152 de la commission de la culture saisie pour avis, n° II-285 et II-286 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° II-243, II-232 et II-233 de M. Philippe Adnot.

BESSION (Jean)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité** [n° 644 (2009-2010)] - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6978, 6979) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7050, 7053) : soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 138 (application automatique du tarif de première nécessité) ; retiré ; et n° 139 (application automatique du tarif spécial de solidarité) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7068, 7069) : son amendement n° 144 : financement de l'enfouissement des lignes à haute tension ; retiré. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7089, 7090) : soutient l'amendement n° 130 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7101, 7102) : soutient l'amendement n° 137 de M. Roland Courteau ; rejeté.

BÉTEILLE (Laurent)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récurrence criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'action de groupe à la française : parachever la protection des consommateurs [n° 499 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 277 (2009-2010)] sur le recours collectif [n° 532 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 657 (2009-2010)] (9 juillet 2010) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 602 (2009-2010)] de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 131 (2010-2011)] (24 novembre 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant sur l'encadrement des raccordements aux réseaux publics [n° 146 (2010-2011)] (1er décembre 2010) - **Aménagement du territoire - Énergie.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des consommateurs par la création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire [n° 201 (2010-2011)] (22 décembre 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 943) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1078) : soutient l'amendement n° 491 de M. Charles Revet (exonération de taxes foncières sur les ouvrages de distribution et d'assainissement d'eau pour les communautés de commune rurale) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1079, 1080) : son amendement n° 43 : révision périodique du montant de l'attribution de compensation ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1172, 1173) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1185, 1186) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1848, 1849) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1852, 1853) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010).**

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2070, 2071) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 326 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2114, 2115) : le groupe UMP est favorable à cette proposition de loi.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2289, 2290) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2368, 2369) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2426) : intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2440) : son amendement n° 73 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - vice-président de la commission spéciale - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2652) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 28 et annexe A bis** (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay) (p. 2784, 2788) : son amendement n° 72 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 278 de Mme Dominique Voynet.

- **Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3932) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4309, 4310) : son amendement n° 1 : régularisation de la mise à disposition d'un fonctionnaire auprès des associations départementales de maires ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France) (p. 4624) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5194, 5197) : recommande au Sénat le rejet de cette proposition de loi. - **Article 1er** (art. L. 422-1 du code de la consommation - Recours collectif par une association de consommateurs agréée mandatée par plusieurs consommateurs ayant subi un même préjudice) (p. 5207, 5208) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6523) : favorable à l'amendement n° 388 du Gouvernement (possibilité, pour le procureur de la République, de saisir directement le tribunal pour enfants), ainsi qu'au sous-amendement n° 422 de M. Gérard Longuet s'y rapportant.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du**

handicap [n° 531 (2009-2010)] - (25 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique) (p. 8951) : votera contre l'amendement n° 50 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10471) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10821) : son intervention.

Justice

- (29 novembre 2010) (p. 10983, 10984) : son intervention.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11290, 11291) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11969, 11970) : son intervention. - **Article 1er A** (art. 1er de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Multipostulation des avocats inscrits aux barreaux de Bordeaux et de Libourne) (p. 11983) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11985, 11987) : position de la commission sur les amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Michel et n° 20 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (établissement d'une passerelle entre la profession d'avocat et celle d'assistant parlementaire), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 3 (rapport au Parlement sur le financement de la formation initiale des élèves avocats), n° 4 (rapport au Parlement sur le statut des élèves avocats) et n° 5 (rapport au Parlement sur la possibilité de rendre éligibles aux bourses du CROUS les élèves avocats). - **Article 1er AB (Nouveau)** (art. 1er, 12-1, 13, 21-1 et 50 de la loi du 31 décembre 1971 - Simplification du régime de spécialisation des avocats) (p. 11988) : son amendement n° 38 ; adopté. - **Article 1er** (chapitre premier bis [nouveau] du titre II de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Acte sous contreseing d'avocat) (p. 11989) : position de la commission sur les amendements n° 17 et 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11990, 11992) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (détermination par décret en Conseil d'État du coût des actes contresignés par un avocat), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 6 (rapport sur la mise en place d'un système informatisé d'enregistrement des actes contresignés par avocat), n° 7 (rapport sur la possibilité d'extension du domaine d'application de l'aide juridictionnelle) et n° 9 (rapport sur la généralisation des maisons de justice et du droit). - **Article 1er bis** (art. 6 ter nouveau, 10 et 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 et art. L. 222-19-1 nouveau du code du sport - Possibilité pour les avocats d'agir en qualité de mandataire d'un sportif) (p. 11993, 11994) : position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Pierre Martin, n° 10 de M. Jean-Jacques Lozach et n° 37 du Gouvernement. - **Article 2** (art. 8 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Association avec des avocats européens) (p. 11995) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo

Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11996) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rapport au Parlement sur la proposition de création d'un internat du barreau). - **Article 2 bis** (art. 15 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fonctions de vice-bâtonnier) (p. 11996) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Mézard. - **Article 4** (Titre V [nouveau] du livre II du code civil - Actes susceptibles de donner lieu à publicité foncière) (p. 11998) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Mézard. - **Article 5** (art. 1317-1 du code civil - Dispense de mention manuscrite pour les actes authentiques) (p. 11998) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6** (art. 515-3 du code civil - Enregistrement par les notaires des pactes civils de solidarité passés en la forme authentique) (p. 12000, 12001) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. Jean-Pierre Michel et n° 31 de M. Jacques Mézard. - **Article 7** (art. 71, 72 et 317 du code civil - Transfert aux notaires de la compétence pour dresser l'acte de notoriété suppléant l'acte de naissance en cas de mariage) (p. 12002) : position de la commission sur les amendements n° 35 et 36 de M. Jacques Mézard. - **Article 9 quinquies (Nouveau)** (art. 9 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice - Possibilité pour la caisse des prêts des huissiers de justice d'accorder des prêts aux huissiers de justice en activité) (p. 12003) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article 10 bis (Nouveau)** (art. L. 422-13 du code de la propriété intellectuelle - Compatibilité entre les professions de conseil en propriété industrielle et d'avocat) (p. 12005) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° 12 de M. Richard Yung. - **Article 19** (art. 8, 10 et 15 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Adaptation des règles relatives à la dénomination, à l'évaluation des parts et à la responsabilité des associés des sociétés civiles professionnelles) (p. 12008) : position de la commission sur les amendements n° 24 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 32 de M. Jacques Mézard. - **Article 20** (art. 2, 22 et 23 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Adaptation des règles relatives à la dénomination des sociétés d'exercice libéral ainsi qu'à la dénomination et à la responsabilité des associés des sociétés en participation de professions libérales) (p. 12008) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 21 (Nouveau)** (art. 5, 31-1 et 31-2 nouveau de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Diversification de l'origine des capitaux et facilitation de l'évolution des cabinets de professionnels du droit vers plus d'interprofessionnalité) (p. 12010) : son amendement n° 39 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 26 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 33 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12010, 12011) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Gérard César (possibilité pour les juristes des syndicats et associations professionnels d'assister des personnes pour la défense d'intérêts visés dans leurs statuts). - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. 2, 7, 7 quater nouveau et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Modernisation des règles applicables aux experts-comptables) (p. 12012) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 12014) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (rapport sur la réforme du mécanisme de recouvrement des créances publiques). - **Article 23** (art. 14-4 nouveau de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité, art. 81 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Application outre-mer) (p. 12015) : son amendement n° 40 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées** - *Deuxième lecture* [n° 130 (2010-2011)] - (8

décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011).**

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (28 mai 2010) - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4007) : soutient l'amendement n° 55 de M. Alain Vasselle ; adopté. (p. 4023) : soutient les amendements de M. Jacky Pierre n° 58 et 57 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 4047) : soutient l'amendement n° 215 de M. Rémy Pointereau (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en cas de rachat de titre de groupements fonciers agricoles par des personnes physiques) ; retiré.

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 345 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde [n° 123 (2010-2011)] (24 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 54, 56) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 728) : soutient les amendements n° 169 et 170 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. (p. 741) : soutient l'amendement n° 176 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 869) : soutient l'amendement n° 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 5 bis (Nouveau)** (Création d'instances consultatives) (p. 1639) : soutient l'amendement n° 16 de M. Robert Hue ; rejeté. - **Article 6** (Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial) (p. 1650) : soutient l'amendement n° 17 de M. Robert Hue ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (23 mars 2010) (p. 2031).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2304, 2305) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 2** (Le réseau de transport public du Grand Paris) (p. 2445) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 7** (Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris ») (p. 2617) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 17** (art. 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Gestion des nouvelles lignes et des nouveaux réseaux du Grand Paris) (p. 2693, 2694) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 60 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 19** (Mise en œuvre des contrats de développement territorial) (p. 2709) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. (p. 2709, 2710) : son amendement n° 68 ; rejeté. (p. 2710, 2711) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (Création de l'Établissement public de Paris-Saclay) (p. 2748, 2749) : soutient l'amendement n° 210 de Mme Marie-Agnès Labarre ; rejeté. - **Article 21** (Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay) (p. 2756) : soutient l'amendement n° 190 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 28 et annexe A bis** (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay) (p. 2787) : soutient l'amendement n° 208 de M. Bernard Vera ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 500 (2007-2008)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3206, 3207) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Question préalable** (p. 3235, 3237) : soutient la motion n° 18 de M. Bernard Vera tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3239) : soutient l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera (suppression du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 3240) : soutient l'amendement n° 7 de M. Bernard Vera (imposition au taux de 95 % des bénéfices obtenus grâce à la détention ou à la commercialisation de produits financiers dérivés) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 3250) : soutient l'amendement n° 15 de M. Bernard Vera (responsabilisation des Etats récipiendaires de prêts par la mise en place de solutions durables de développement économique) ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 5** (art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes)

(p. 3743) : soutient l'amendement n° 270 de M. Gérard Le Cam ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Question préalable** (p. 4567, 4569) : soutient la motion n° 126 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4792, 4794) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5830, 5831) : le groupe CRC-SPG demande le rejet de cet article.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6031) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux). - **Article 36** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 6037) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 8** (*art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7138, 7139) : soutient l'amendement n° 197 de M. Jean-Claude Danglot ; adopté. - **Article 11** (*art. 20 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs - Report de la mise en œuvre du plan de constitution des actifs dédiés au démantèlement des installations nucléaires*) (p. 7151, 7152) : soutient l'amendement n° 205 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 12** (*art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire*) (p. 7163) : parole sur l'article. - **Article 14** (*art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'industrie et du gaz - Clarification du champ d'application du statut du personnel des industries électriques et gazières*) (p. 7187) : parole sur l'article. - **Article 15** (*art. 92 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures -*

Prorogation de l'habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de l'énergie) (p. 7191) : soutient l'amendement n° 212 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8249) : parole sur l'article. (p. 8263) : soutient l'amendement n° 987 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8277, 8278) : intervient sur l'amendement n° 990 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8379, 8380). - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (*art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité*) (p. 8392, 8393) : soutient l'amendement n° 1050 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 bis** (*art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées*) (p. 8572) : soutient l'amendement n° 1109 de Mme Annie David ; devenu sans objet. - **Article 32 ter** (*art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation*) (p. 8585) : soutient l'amendement n° 1137 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 8775, 8776) : soutient l'amendement n° 920 de M. Guy Fischer (assujettissement des revenus financiers des sociétés à une contribution d'assurance vieillesse) ; rejeté par vote unique.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) (p. 9349, 9350) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12114, 12115) : son intervention. (p. 12124) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12253, 12254) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne - Commission mixte paritaire [n° 193 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13051, 13052) : son intervention.

BIWER (Claude)
sénateur (Meuse)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à tenir compte de l'érosion monétaire pour le calcul des plus-values immobilières [n° 266 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 31, 32) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 441) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial). (p. 447, 448) : intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Michèle André (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille).

- **Questions cibles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1694, 1695) : sa question et sa réplique.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2280, 2282) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 3 (chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits)** (p. 3684, 3685) : parole sur

l'article. (p. 3716, 3718) : son amendement n° 334 ; devenu sans objet.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9242, 9243) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) (p. 9512).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 4 (art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une auto-école)** (p. 10216) : s'abstiendra sur l'amendement n° 11 de Mme Évelyne Didier.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10471) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - **Article 99 (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social)** (p. 11083) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, soutient le sous-amendement n° II-141 de M. Jean-Léonce Dupont ; retiré. (p. 11084) : sur l'amendement n° II-27 précité, soutient les sous-amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° II-136 et II-137 ; adoptés ; et n° II-138 ; retiré. (p. 11085) : sur l'amendement n° II-27 précité, soutient les sous-amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° II-140 ; adopté ; et n° II-142 ; retiré. (p. 11086) : sur l'amendement n° II-27 précité, soutient le sous-amendement n° II-139 de M. Jean-Léonce Dupont ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11119, 11120) : son intervention.

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11265, 11266) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11478, 11479) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11492) : sa question.

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis président le 24 mars 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes sur le suivi parlementaire de la politique de sécurité et de défense commune [n° 376 (2009-2010)] (1er avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 452 (2009-2010)] sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 500 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le marché du lait [n° 590 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 526 (2009-2010)] concernant les garanties professionnelles des élus locaux qui sont travailleurs frontaliers [n° 600 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 693 (2009-2010)] (6 septembre 2010) - **Environnement - Transports - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Redonner du sens à la PAC [n° 102 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à apporter le soutien du Sénat à la signature d'une convention universelle pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données personnelles [n° 168 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 40, 41) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 111, 112) : son intervention.

- **Questions cibles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 513, 514) : sa question et sa réplique.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2033, 2034) : sa question.

- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) - président de la commission des affaires européennes, auteur de la question (p. 3371, 3373) : sa question.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - président de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 3413, 3414) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - président de la commission des affaires européennes - **Discussion générale** (p. 4409, 4410) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) - président de la commission des affaires européennes (p. 4787, 4788) : sa question. (p. 4806) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Questions cibles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5026) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7432, 7433) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) - président de la commission des affaires européennes (p. 9072, 9073) : son intervention. (p. 9092) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) - président de la commission des affaires européennes (p. 9342, 9343) : son intervention.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10204, 10205) : son intervention. - **Articles**

additionnels après l'article 11 (p. 10229) : soutient l'amendement n° 9 de M. Dominique Brayé (possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols de 20 % pour des constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable) ; adopté.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) - président de la commission des affaires européennes (p. 12111, 12112) : son intervention. (p. 12126) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

BLANC (Christian)
secrétaire d'État chargé du
développement de la région capitale
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2334, 2339) : son intervention. (p. 2374, 2377) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2381) : avis du Gouvernement sur la motion n° 5 de M. Jean-François Voguet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2386) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Caffet tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2391) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) (p. 2403, 2408) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 et 10 de Mme Éliane Assassi, n° 237, 238, 239, 242 et 244 de Mme Dominique Voynet, n° 3 et 2 de Mme Catherine Dumas, n° 106 de M. Philippe Dominati et n° 303 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2413, 2415) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 6 (abrogation de la loi du 25 mars 2009 relative à la mobilisation pour le logement et à la lutte contre l'exclusion), n° 7 (abrogation de l'ordonnance du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat) et n° 8 (engagement des entreprises bénéficiaires d'aides publiques), ainsi que sur l'amendement n° 245 de Mme Dominique Voynet (conformité du projet du Grand Paris aux principes fondamentaux proclamés par la Charte de l'environnement). - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2418, 2428) : position de la commission sur les amendements n° 11, 12, 13 et 14 de Mme Éliane Assassi, n° 116 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 80 et 81 de M. Yvon Collin et n° 249 et 248 de Mme Dominique Voynet. (p. 2429, 2443) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117, 119 et 118 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 4 de Mme Catherine Dumas, n° 15 et 70 de Mme Éliane Assassi, n° 107 de M. Philippe Dominati, n° 251 et 252 de Mme Dominique Voynet, n° 226, 228 et 227 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 235 de M. Ambroise Dupont, n° 305 de la commission, n° 211 de M. Christian Cambon, n° 73 de M. Laurent Bêteille, n° 82 de M. Yvon Collin, n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo. Son amendement n° 215 ; retiré. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2461, 2468) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16, 17 et 20 de Mme Éliane Assassi, n° 120 et 121 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 178 de M. Philippe Dallier, n° 83 de M. Yvon Collin et n° 254 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2484, 2488) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 122 et 123 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2494, 2504) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 257, 258 et 260 de Mme Dominique Voynet, n° 21, 23, 24, 22, 25, 26, 27 et 28 de Mme Éliane Assassi, n° 124 et 125 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 85, 84 et 86 de M. Yvon Collin. (p. 2504, 2509) :

avis du Gouvernement sur les amendements n° 261 et 262 de Mme Dominique Voynet, n° 29 de Mme Éliane Assassi, n° 75 de M. Philippe Dallier et n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2604, 2607) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31, 32, 33 et 34 de Mme Éliane Assassi et n° 127 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2608) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 243 de Mme Dominique Voynet (transmission du schéma directeur de la région Ile-de-France au Conseil d'État). - **Article 5** (*art. L. 13-15 et L. 15-9 du code de l'expropriation - Prise de possession après expropriation : lutte contre la spéculation foncière et application de la procédure d'extrême urgence*) (p. 2609) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de Mme Éliane Assassi. - **Article 6** (*art. L. 213-4, L. 212-2 et L. 212-2-1 du code de l'urbanisme - Expropriation de biens soumis au droit de préemption*) (p. 2610) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2610, 2611) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Dominati (application à la région Ile-de-France des dispositions dérogatoires au droit commun pour faciliter la réalisation du métro automatique). - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2614, 2636) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 130, 131, 132 et 134 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 294 de M. Nicolas About, n° 182 de M. Philippe Dallier, n° 113 de M. Philippe Dominati, n° 133 de M. Thierry Repentin, n° 246, 247 et 250 de Mme Dominique Voynet, n° 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 43 de Mme Éliane Assassi, n° 128, 129 et 135 de Mme Nicole Bricq et n° 300 de la commission. (p. 2629) : son amendement n° 216 ; devenu sans objet. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2639, 2652) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 183 et 184 de M. Philippe Dallier, n° 253, 255 et 259 de Mme Dominique Voynet, n° 44, 45, 46 et 47 de Mme Éliane Assassi et n° 136, 137 et 138 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2653) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 140 de Mme Nicole Bricq (création d'un comité de suivi chargé de veiller à la bonne exécution du projet Grand Paris). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 2654, 2656) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 141 de Mme Nicole Bricq (prise en compte dans le projet de loi de finances pour 2011 des dépenses relatives à la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris). - **Article 9** (*Ressources de l'établissement*) (p. 2659, 2661) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de Mme Éliane Assassi et n° 142 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2662, 2663) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 49 (accroissement des recettes issues de la taxe annuelle sur les bureaux en vue de développer les transports publics et le logement en région Ile-de-France), n° 50 (augmentation du plafond de la taxe spéciale d'équipement), n° 51 (plafonnement de la taxe spéciale d'équipement) et n° 52 (justice fiscale). - **Article 9 bis (Nouveau)** (*art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Ile-de-France*) (p. 2666, 2674) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 231 de M. Denis Badré, n° 212, 213 et 214 de M. Philippe Dallier, n° 53 et 54 de Mme Éliane Assassi et n° 301 de la commission. (p. 2667) : son amendement n° 298 ; adopté. (p. 2670) : son amendement n° 296 ; adopté. - **Article 9 ter** (*art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts -*

Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Île-de-France (p. 2676, 2681) ; avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 de Mme Éliane Assassi et n° 143, 144 et 145 de Mme Nicole Bricq. (p. 2679) : son amendement n° 297 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 2682, 2685) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 146 (rapport gouvernemental sur l'exécution des engagements financiers de l'État pour la réalisation du plan de mobilisation pour les transports en Île-de-France) et n° 147 (réhaussement des plafonds du taux du versement transport applicable en Île-de-France), de Mme Éliane Assassi n° 18 (accroissement du taux de versement transport dans les zones aéroportuaires) et n° 19 (rapport gouvernemental sur l'élargissement de l'assiette du versement transport en Île-de-France). (p. 2685) : son amendement n° 299 : coordination ; retiré. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (*Régime des biens nécessaires au réseau du Grand Paris*) (p. 2686) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de Mme Éliane Assassi. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Participation des établissements publics d'aménagement bénéficiant du réseau du Grand Paris*) (p. 2687) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 149 de Mme Nicole Bricq. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Dissolution de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2687) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 108 de M. Philippe Dominati. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau du Grand Paris par la SGP*) (p. 2689) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 232 de M. Denis Badré et n° 57 de Mme Éliane Assassi. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventions de co-maîtrise d'ouvrage*) (p. 2689) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de Mme Éliane Assassi. - **Article 16 (Recours étendu aux contrats de partenariat)** (p. 2692) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Nicole Bricq. - **Article 17 (art. 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Gestion des nouvelles lignes et des nouveaux réseaux du Grand Paris)** (p. 2694, 2697) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 et 61 de Mme Éliane Assassi, n° 267 de Mme Dominique Voynet et n° 151 et 152 de Mme Nicole Bricq. - **Article 18 (Contrats de développement territorial)** (p. 2699, 2707) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 153, 154, 155, 156, 158 et 159 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 221 de M. Philippe Dallier, n° 234 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 270, 272, 274 et 276 de Mme Dominique Voynet, n° 62, 63, 64, 65 et 66 de Mme Éliane Assassi et n° 157 de Mme Nicole Bricq. (p. 2702) : son amendement n° 218 ; retiré. - **Article 19 (Mise en œuvre des contrats de développement territorial)** (p. 2709, 2711) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67, 68 et 69 de Mme Éliane Assassi, n° 279 de Mme Dominique Voynet et n° 160 de M. Thierry Repentin. - **Article 19 bis (art. L. 302-13 [nouveau] du code de l'urbanisme - Territorialisation des objectifs de production de logements)** (p. 2713) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 222 de M. Philippe Dallier, n° 161 et 162 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 302 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 2714) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 163 de M. Thierry Repentin (réalisation de logements dans les secteurs aménagés autour des gares).

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2737) : avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 185 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental relatif à l'impact des projets envisagés sur le réseau hydrographique de Saclay). - **Article 20 et annexe A (Création de l'Établissement public de Paris-Saclay)** (p. 2742, 2748) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 186, 187 et 188 de M. Bernard Vera, n° 281 et 282 de Mme Dominique Voynet, n° 103 de M. Philippe Dominati et n° 164 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2749) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 210 de Mme Marie-Agnès Labarre. - **Article 21 (Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay)** (p. 2752, 2761) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 189, 192, 190, 191, 193, 194 et 195 de M. Bernard Vera, n° 283, 284 et 286 de Mme Dominique Voynet, n° 166 et 167 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 229 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2764) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Caffet n° 165 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences de la création de l'établissement public de Saclay) et n° 168 (remise d'un rapport gouvernemental justifiant les prises de participations de l'établissement public de Paris-Saclay). - **Article 22 (Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay)** (p. 2767, 2775) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 196, 197, 198, 203, 199, 200, 201 et 202 de M. Bernard Vera, n° 287 et 285 de Mme Dominique Voynet, n° 169 et 170 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 224 et 223 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 23 (Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay)** (p. 2777) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 171 et 172 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 204 de M. Bernard Vera. - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Missions du président-directeur général de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2778, 2779) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 289 de Mme Dominique Voynet et n° 173 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 24 (Ressources de l'Établissement public de Paris-Saclay)** (p. 2779) : son amendement n° 220 ; adopté. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 719-14 du code de l'éducation - Transfert des biens immobiliers de l'État à l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2780) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 205 de M. Bernard Vera. - **Article 27 (Dispositions réglementaires d'application du chapitre Ier)** (p. 2781) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 28 et annexe A bis (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay)** (p. 2783, 2787) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 273, 277, 278 et 275 de Mme Dominique Voynet, n° 206, 207 et 208 de M. Bernard Vera, n° 72 de M. Laurent Béteille et n° 175 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 29 et annexe B (art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport)** (p. 2791, 2795) : son amendement n° 306 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 176 de Mme Nicole Bricq, n° 209 de M. Bernard Vera, n° 177 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 304 de la commission. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2796) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet.

- **Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3907, 3908) : invite les sénateurs à adopter ce texte dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

BLANC (Jacques)
sénateur (Lozère)
 UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du Conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 300, 301) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 551) : son amendement n° 483 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 561, 566) : intervient sur son amendement n° 483. (p. 573, 576) : son amendement n° 482 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 592, 596) : défavorable aux amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 355 (équilibre du nombre de représentants entre départements les moins peuplés et départements les plus peuplés) et n° 356 (écart de population entre les cantons au sein d'un même département).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 678, 679) : intervient sur les amendements n° 67 de M. Gérard Collomb et n° 85 de M. Pierre Hérisson. (p. 683) : défavorable aux amendements n° 156 de Mme Annie David et n° 605 de Mme Bernadette Bourzai.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 825) : intervient sur le sous-amendement n° 669 de Mme Marie-Thérèse Bruguière portant sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département).

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 921) : son amendement n° 485 ; adopté. (p. 922) : intervient sur son amendement n° 485.

- **Questions cibles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1698) : sa question et sa réplique.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2037, 2038) : sa question.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3360, 3361) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3436, 3437) : son intervention. - **Question préalable** (p. 3457) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3464) : intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3695, 3696) : soutient l'amendement n° 505 de M. Pierre Jarlier ; retiré. (p. 3712, 3716) : ses amendements n° 207 et n° 203 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3835, 3836) : intervient sur l'amendement n° 659 du Gouvernement.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4768, 4769) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4802) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5595, 5597) : son amendement n° 190 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5961) : intervient sur l'amendement n° 554 de M. Nicolas About (impossibilité, pour un conseiller territorial, d'être à la fois membre de la commission permanente du conseil général et de celle du conseil régional).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5977, 5978) : parole sur l'article. (p. 5997) : ses amendements n° 188 et 187 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6003, 6006) : soutient les amendements n° 9 de M. Pierre Bernard-Reymond (instauration d'un nombre minimum de 17 conseillers territoriaux pour les départements classés en totalité en zone de montagne) ; retiré ; et n° 189 de M. Jacques Blanc : instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 25 % du nombre de conseillers généraux, dans les départements comprenant des zones de montagne ; retiré.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6875, 6876) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6959) : défavorable à l'amendement n° 42 de M. Roland Courteau (nécessité d'adopter une directive cadre relative aux services d'intérêt économique général avant toute nouvelle organisation du marché de l'électricité). (p. 6972) : défavorable à l'amendement n° 123 de M. Roland Courteau (rapport du Gouvernement sur la qualité du réseau public de distribution d'électricité dans chaque département, et les solutions envisagées pour un égal accès à l'électricité sur tout le territoire national).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7444) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8659) : son amendement n° 83 : ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse ; retiré. (p. 8667) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9081, 9083) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10621) : favorable à l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé).

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10919, 10920) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10927) : sa question et sa réplique.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11136, 11140) : son amendement n° II-34 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° II-163 de M. François Fortassin.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11540, 11542) : le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

BLANC (Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique jusqu'au 14 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque ; puis vice-président le 30 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 191 (2009-2010)] tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 530 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : L'allocation aux adultes handicapés : aller au bout de la réforme pour mieux maîtriser la dépense [n° 36 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 113 tome 6 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3363, 3365) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3625) : intervient sur l'amendement n° 651 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** [n° 486 (2009-2010)] - (1er juin 2010) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 4300) : votera contre l'amendement n° 100 de M. Guy Fischer (liberté d'adhésion des infirmiers salariés à leur ordre professionnel).

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes** [n° 565 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - *Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime*) (p. 5127, 5128) : votera l'amendement n° 66 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** [n° 531 (2009-2010)] - (24 juin 2010) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5167, 5169) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5182, 5183) : position de la commission sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 5 (affirmation, en tant qu'impératif républicain, de la nécessité de lutter contre les situations de handicap) et n° 8 (compensation intégrale du handicap et intégration des handicapés dans la vie sociale), ainsi que sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Agnès Labarre (nouvelle définition du handicap). - **Article 1er** (art. L. 146-4 du code de l'action sociale et des familles - *Pérennisation du statut des maisons départementales des personnes handicapées*) (p. 5184) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 2** (art. L. 146-4 du code de l'action sociale et des familles - *Adaptation du statut des personnels*) (p. 5185) : réponse à M. Yves Daudigny. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5186, 5187) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le montant des dettes accumulées par l'État à l'égard des maisons départementales de personnes handicapées au titre de la compensation financière des emplois non mis à disposition).

- Rapporteur - **Article 3** (art. 231 du code général des impôts - *Exonération de la taxe sur les salaires*) (p. 5188) : position de la commission sur l'amendement n° 72 de M. Eric Doligé. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale, art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Accès des personnels des MDPH aux formations dispensées par le centre national de la fonction publique territoriale*) (p. 5189) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 5** (art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens*) (p. 5191, 5192) : position de la commission sur les amendements n° 14 et 15 de Mme Isabelle Pasquet. Regrette que la Haute Assemblée n'ait pu achever aujourd'hui l'examen de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5991, 5992) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles**

additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés) (p. 6012) : intervient sur les amendements analogues de M. Rémy Pointereau n° 244 (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales) et n° 245.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (*Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes*) (p. 7925) : votera contre l'amendement n° 925 de M. Guy Fischer.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 8948) : son intervention. - **Article 5** (*art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens*) (p. 8949, 8950) : position de la commission sur les amendements n° 70 de M. Jean Desessard et n° 17 de Mme Isabelle Pasquet.

- Rapporteur - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique*) (p. 8950, 8951) : position de la commission sur les amendements n° 50 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 79 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8952) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet (rapport sur l'harmonisation des règlements intérieurs des fonds de compensation du handicap de chacune des maisons départementales des personnes handicapées). - **Article 7** (*art. L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles - Autorisation des commissions des droits et de l'autonomie à statuer en sections locales*) (p. 8952, 8953) : position de la commission sur les amendements n° 20 et 21 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 8** (*art. L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles - Clarification des compétences territoriales des maisons départementales des personnes handicapées*) (p. 8954, 8955) : position de la commission sur les amendements n° 22 et 23 de Mme Isabelle Pasquet, n° 3 de M. Alain Vasselle, ainsi que sur le sous-amendement n° 82 du Gouvernement s'y rapportant. - **Article 8 bis (Nouveau)** (*Equipes de veille de soins infirmiers*) (p. 8956) : position de la commission sur l'amendement n° 24 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8956) : position de la commission sur l'amendement n° 28 de Mme Isabelle Pasquet (évaluation de l'impact financier de l'absence de prise en compte des revenus du conjoint pour l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés). - **Article 10** (*art. L. 143-1, L. 143-2 et L. 143-3 du code de la sécurité sociale - Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail*) (p. 8957, 8961) : position de la commission sur les amendements n° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 8960, 8961) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement des missions du référent pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées). - **Article 11** (*art. L. 5311-4, L. 5214-1 A et L. 5214-1 B du code du travail - Gouvernance des politiques en faveur de l'emploi des personnes handicapées*) (p. 8962) : position de la commission sur les amendements n° 30 de Mme Isabelle Pasquet et n° 60 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Insertion professionnelle des handicapés dans la fonction publique*) (p. 8963, 8964) : position de la commission sur les amendements n° 32 de Mme Isabelle Pasquet et n° 49 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. (p. 8964) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 8965) : son amendement n° 83 : minoration des effectifs pris en compte pour calculer la contribution due par les employeurs publics au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ; retiré. - **Article 12** (*art. L. 5214-3-1 du code du travail - Définition des missions des Cap emploi*

(p. 8966) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 12 bis (Nouveau)** (*Entreprises adaptées et centres de distribution du travail à domicile*) (p. 8967) : soutient l'amendement n° 4 de M. Alain Gournac ; adopté. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 245-4 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la prestation de compensation du handicap*) (p. 8968) : position de la commission sur l'amendement n° 80 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8969) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (rapport gouvernemental faisant une évaluation exhaustive de la prestation de compensation du handicap). - **Article 14** (*art. L. 14-10-7 du code de l'action sociale et des familles - Péréquation des concours versés aux départements au titre de la prestation de compensation du handicap*) (p. 8969) : position de la commission sur l'amendement n° 81 du Gouvernement. - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8970) : parole sur l'article. (p. 8971, 8974) : position de la commission sur les amendements n° 48 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 34 de Mme Marie-Agnès Labarre et n° 71 de Mme Sylvie Desmarescaux. (p. 8973) : son amendement n° 77 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 8975, 8979) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 35 (fermeture des établissements recevant du public lorsqu'ils ne sont pas conformes aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées), n° 36 (interdiction pour les collectivités publiques de participer financièrement à tout projet immobilier non accessible aux personnes handicapées), n° 37 (caractère obligatoire de la formation à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées dans la formation initiale et continue des architectes et des professionnels du cadre bâti) et n° 38 (primauté des droits premiers des personnes en situation de handicap sur les enjeux économiques). (p. 8979) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Marie-Agnès Labarre (primauté des droits premiers des personnes en situation de handicap sur les enjeux économiques). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 8980, 8981) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 39 de Mme Isabelle Pasquet, et de Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 64 (exclusion du secteur médico-social de la procédure d'appel à projets), n° 67 (amélioration des conditions de scolarisation des enfants handicapés) et n° 68 (rapport gouvernemental sur les modalités d'intégration des auxiliaires de vie scolaire dans un des corps de fonctionnaires du service public de l'éducation). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8983) : position de la commission sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 40 (rapport gouvernemental sur le financement des groupes d'entraide mutuelle, GEM) et n° 41 (régime fiscal des sommes perçues à titre de dédommagement par les aidants familiaux). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 575 et 575 A du code général des impôts - Gage*) (p. 8984) : position de la commission sur l'amendement n° 78 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8986) : remerciements.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10105) : défavorable à l'amendement n° 418 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités d'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire).

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10975) : demande le renvoi de cet article à la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10672) : votera contre l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-285 (modification de l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public) . - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10680) : favorable à l'amendement n° I-121 de M. Daniel Laurent (harmonisation de la fiscalité entre les vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée et les apéritifs industriels).

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10937) : soutient l'amendement n° II-98 de M. Gérard Bailly ; retiré.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 10953, 10954) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10964) : son amendement n° II-155 ; retiré. (p. 10965) : son amendement n° II-154 ; adopté. (p. 10967) : son amendement n° II-153 ; retiré. - **Article 87 ter (Nouveau)** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 10969) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° II-188 du Gouvernement. (p. 10970) : remerciements.

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) (p. 12045).

BLANDIN (Marie-Christine)
sénatrice (Nord)
SOC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : "Face à la grippe A (H1N1) et à la mutation des virus, que peuvent faire chercheurs et pouvoirs publics ?" (compte rendu de l'audition publique du 1er décembre 2009) [n° 204 (2009-2010)] (15 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Mutation des virus et gestion des pandémies - l'exemple du virus A (H1N1) [n° 307 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Mutation des virus et gestion des pandémies [n° 581 (2009-2010)] (24 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La gestion des pandémies : H1N1, et si c'était à refaire ? (compte rendu de l'audition publique du 14 juin 2010) [n° 651 (2009-2010)] (8 juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 145 (2010-2011)] (1er décembre 2010) - **Culture - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1634) : favorable aux amendements identiques n° 20 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 28 de M. Ivan Renar. - **Article 5** (*Création d'un opérateur pour l'expertise et la mobilité internationales issu de la fusion de CampusFrance, d'EGIDE et de France Coopération Internationale*) (p. 1637, 1638) : parole sur l'article. - **Article 5 bis (Nouveau)** (*Création d'instances consultatives*) (p. 1639) : parole sur l'article. - **Article 6** (*Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial*) (p. 1648) : parole sur l'article. - **Article 13** (*Possibilité pour l'Etat d'obtenir le remboursement des frais engagés à l'occasion des opérations de secours à l'étranger*) (p. 1656) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1661) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 2** (*Entrée en vigueur*) (p. 3568) : les Sénatrices et Sénateurs Verts sont favorables à cette proposition de loi.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3581) : les sénateurs et les sénatrices Verts sont favorables à cette proposition de loi.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4925, 4926) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5540) : votera les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales) et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5580).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5602, 5603) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 5625, 5632) : parole sur l'article. Favorable à l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5649, 5654) : son amendement n° 272 ; retiré. Favorable aux amendements n° 106 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 493 de M. Yvon Collin. (p. 5657, 5659) : intervient sur les amendements n° 355 et 356 de M. Pierre-Yves Collombat, ainsi que sur l'amendement n° 497 de M. Yvon Collin. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains*) (p. 5677) : soutient l'amendement n° 273 de Mme Dominique Voynet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe*) (p. 5720, 5721) : soutient l'amendement n° 274 de Mme Dominique Voynet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article additionnel après l'article 34 quinquies** (p. 5827) : intervient sur l'amendement n° 549 de M. Hervé Maurey (possibilité de transferts de compétences à titre expérimental entre un EPCI et ses communes membres, pour une durée de cinq ans au maximum). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5831) : parole sur l'article. (p. 5847, 5859) : intervient sur les amendements n° 167 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat. Soutient l'amendement n° 275 de Mme Dominique Voynet ; devenu sans objet. Son amendement n° 276 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (*art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5923) : favorable aux amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 555 de M. Nicolas About et n° 568 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5935) : votera l'amendement n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel). (p. 5938, 5939) : soutient l'amendement n° 308 de M. Jean-Pierre Sueur (garantie de l'autonomie des régions par

l'élection de conseillers spécifiques); rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5946): son amendement n° 269: combinaison du scrutin uninominal majoritaire et du scrutin proportionnel de liste à deux tours afin de garantir l'expression du pluralisme politique et de la parité; rejeté. (p. 5949, 5950): soutient l'amendement n° 266 de Mme Dominique Voynet (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux); devenu sans objet. (p. 5950): soutient l'amendement n° 267 de Mme Dominique Voynet (modalités d'élection des conseillers régionaux); devenu sans objet. (p. 5957): ne votera pas le sous-amendement n° 600 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014). (p. 5960): intervient sur l'amendement n° 266 de Mme Dominique Voynet (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux). (p. 5961): intervient sur l'amendement n° 266 de Mme Dominique Voynet (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux).

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6798, 6799): son intervention. - **Article 4** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Prise en compte de la part des allocations familiales suspendue dans le calcul du revenu de solidarité active*) (p. 6819): votera les amendements n° 9 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 13 de Mme Françoise Cartron.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7656): favorable à l'amendement n° 843 de M. Guy Fischer. (p. 7658): favorable à l'amendement n° 844 de M. Guy Fischer. (p. 7672): défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7744): votera le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7765, 7566): intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7789, 7793): favorable à l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer. Les sénatrices et sénateurs écologistes voteront contre cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 14** (*Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique*) (p. 8130, 8131): favorable à l'amendement n° 20 de M. Guy Fischer. - **Article 15** (art. L. 5421-4 du code du travail - *Âges limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi*) (p. 8140, 8141): soutient l'amendement n° 256 de M. Jean Desessard; rejeté. - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Rapprochement des taux de cotisation*) (p. 8181): défavorable à cet article. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8192): favorable à l'amendement n° 30 de M. Guy Fischer. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique*) (p. 8199): défavorable au sous-amendement n° 1229 de M. Marc Laménie portant sur l'amendement n° 1221 de la commission.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 duodecimes** (*intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8376): favorable à l'amendement n° 1038 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une*

incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8411): parole sur l'article. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - *Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles*) (p. 8428): défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8605): parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8705): intervient sur les amendements n° 390 de M. François Fortassin (contribution des revenus patrimoniaux au financement des retraites), n° 272 de M. Jean Desessard (doublement du taux de la CSG sur les revenus du patrimoine) et n° 739 de M. Guy Fischer (majoration du taux de la CSG sur les revenus du capital). - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8736): soutient l'amendement n° 250 de M. Jean Desessard (organisation, tous les trois ans au minimum, d'une négociation associant tous les partenaires sociaux représentatifs afin de faire le point sur les équilibres de l'ensemble des régimes de retraite et dont les conclusions feront l'objet d'un débat au Parlement); rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8800): soutient l'amendement n° 259 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur les modalités d'affiliation des étudiants à l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale); rejeté par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 8802): soutient l'amendement n° 262 de M. Jean Desessard (critères d'évaluation de la pénibilité); rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8823): soutient l'amendement n° 260 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur les modalités de revalorisation de la retraite des personnes ayant connu une période d'apprentissage); rejeté par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8825): soutient l'amendement n° 273 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance); rejeté par vote unique.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9056, 9057): les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9221, 9223): son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9234): son amendement n° 3: rapport gouvernemental sur les modalités de gestion des droits des œuvres orphelines par une société de perception et de répartition des droits; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9236): remerciements.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10796): son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11297): son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11306): s'abstiendra sur l'amendement n° II-276 de M. Philippe Adnot.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 19** (*Simplification des règles applicables aux opérateurs réalisant les diagnostics et les contrôles relatifs au plomb*)

(p. 12219, 12221) : soutient l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 12221) : s'abstiendra sur l'amendement n° 191 du Gouvernement.

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 12 mai 2010.

Membre suppléante de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1627, 1628) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3317) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (26 mai 2010) - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3797) : soutient l'amendement n° 424 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4783, 4784) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagauche sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5219, 5220) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 10 bis B** (*Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple*) (p. 5225) : soutient l'amendement n° 37 de M. Jean-Étienne Antoinette ; retiré. - **Article 11 A** (*art. L. 312-15 et L. 721-1 du code de l'éducation - Formation spécifique sur la prévention des violences faites aux femmes pour les élèves et les enseignants*) (p. 5227) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jean-Étienne Antoinette ; retiré. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 222-14 et 222-48-1 du code pénal - Incrimination des violences habituelles commises au sein du couple*) (p. 5231, 5232) : soutient l'amendement n° 35 de M. Jean-Étienne Antoinette ; retiré. - **Article 16** (*art. 41-1 du code de procédure pénale - Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 5238) : intervient sur les amendements n° 55 de Mme Odette Terrade et n° 28 de M. Roland Courteau. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5249) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5857, 5858) : soutient l'amendement n° 447 de M. Thierry Repentin ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6788, 6789) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 3** (*art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7943, 7944) : favorable aux amendements n° 242 de Mme Jacqueline Panis, n° 310 de Mme Michèle André et n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 13** (*art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux*) (p. 8124, 8125) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 146 de Mme Christiane Demontès ; adopté. - **Article 23** (*art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8189) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (*art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail*) (p. 8422) : soutient l'amendement n° 441 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (*art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8499, 8500) : son amendement n° 459 ; devenu sans objet. (p. 8513) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 31 bis** (*art. L. 2242-5 du code du travail - Négociation sur la possibilité de surcotiser en cas de temps partiel*) (p. 8529, 8530) : parole sur l'article. - **Article 32 bis** (*art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées*) (p. 8571) : soutient l'amendement n° 470 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 2** (*art. L. 344-4 du code de la recherche - Délivrance de diplômes nationaux par les pôles d'enseignement supérieur et de recherche, PRES*) (p. 10171) : soutient l'amendement n° 1 de M. Serge Lagauche ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11174, 11175) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11192, 11193) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-145 de la commission de la culture saisie pour avis.

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11330, 11331) : son intervention.

BOCKEL (Jean-Marie)
secrétaire d'État à la justice
(jusqu'au 13 novembre 2010)
sénateur (Haut-Rhin)
 RDSE
(à partir du 14 décembre 2010)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 14 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1165, 1166) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1177) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1225, 1227) : son intervention. (p. 1235, 1236) : réponse aux orateurs. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens*) (p. 1237) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 7 de Mme Éliane Assassi. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Réglementation des activités privées de sécurité dans les immeubles collectifs*) (p. 1242) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 et 3 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 8 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de transmission des images des systèmes de vidéosurveillance dans les immeubles collectifs*) (p. 1243, 1244) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 9 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 ter A (Supprimé)** (*Conditions d'installation d'un système de vidéosurveillance dans une copropriété*) (p. 1244) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1245) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel enseignant autour des lieux d'éducation). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des intrusions et des introductions d'armes dans les établissements d'enseignement scolaire*) (p. 1246) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de Mme Éliane Assassi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1247) : remerciements.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1986, 1988) : son intervention. (p. 1998, 1999) : réponse aux orateurs. - **Article 2 (art. 2 de la loi « informatique et libertés » - Qualification juridique de l'adresse IP)** (p. 2001) : son amendement n° 29 ; rejeté. - **Article 3 (art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - Renforcement du correspondant « informatique et libertés »)** (p. 2002, 2003) : son amendement n° 30 ; rejeté. (p. 2003, 2007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de Mme Catherine Troendle, n° 17 de M. Claude Domeizel,

n° 10 et 11 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 15 de M. Charles Gautier et n° 39 de la commission. - **Article 4 (art. 26 de la loi « informatique et libertés » - Autorisation de création des fichiers de police)** (p. 2011) : son amendement n° 31 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 44 et 45 de M. Alex Türk. (p. 2012) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. Claude Domeizel, n° 1 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 14 de M. Charles Gautier, n° 19, 20 et 25 de M. Alex Türk ainsi que sur les sous-amendements n° 44 et 45 de M. Alex Türk portant sur l'amendement n° 31 précité. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2014) : avis du Gouvernement sur les amendements de coordination n° 2 et 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 bis (Nouveau)** (art. 8, 27, 31, 44 et 49 de la loi « informatique et libertés » - *Coordinations*) (p. 2014) : son amendement n° 41 ; adopté. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. 13 de la loi « informatique et libertés » - *Création au sein de la CNIL d'une formation spécialisée chargée des fichiers de police*) (p. 2015) : son amendement n° 42 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quater (Nouveau)** (art. 16 de la loi « informatique et libertés » - *Extension des compétences du bureau de la CNIL*) : son amendement n° 43 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (art. 29 de la loi « informatique et libertés » - *Durée de conservation des données et modalités de traçabilité*) (p. 2016) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Charles Gautier. - **Article 4 septies (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Amélioration du contrôle des fichiers d'antécédents judiciaires par le procureur de la République*) (p. 2016, 2017) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 4 octies (Nouveau)** (art. 397-5 du code de procédure pénale - *Utilisation par le ministère public des fichiers d'antécédents judiciaires dans le cadre des procédures de comparution immédiate*) (p. 2017, 2018) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. 31 de la loi « informatique et libertés » - *Publicité des avis de la CNIL*) (p. 2018) : son amendement n° 34 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Alex Türk. - **Article 6 (art. 32 de la loi « informatique et libertés » - *Obligations d'information du responsable de traitement*)** (p. 2019) : son amendement n° 35 ; rejeté. (p. 2020, 2021) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24, 26, 27 et 28 de M. Alex Türk et n° 7 de M. Pierre Hérisson. - **Article 7** (p. 2021) : son amendement n° 36 ; rejeté. (p. 2022) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 de la commission et n° 22 de M. Alex Türk. - **Article 8 (art. 38 de la loi « informatique et libertés » - *Droit d'opposition à un traitement*)** (p. 2023, 2024) : son amendement n° 37 ; rejeté. (p. 2025) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de M. Alex Türk et n° 46 de la commission. - **Article 9 bis (art. 44 de la loi « informatique et libertés » - *Contrôles inopinés de la CNIL*)** (p. 2027) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de M. Yves Détraigne et n° 16 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 13 (art. 11, 50, 51, 52, 52-1 [nouveau] et 52-2 [nouveau] de la loi « informatique et libertés » - *Dispositions relatives aux actions juridictionnelles*)** (p. 2028) : son amendement n° 38 ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 326 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2110, 2115) : le Gouvernement est favorable à cette proposition de loi. Réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2165, 2172) : le Gouvernement est défavorable à ce texte. Réponse aux orateurs. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2174) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (saisine du juge aux affaires familiales afin de statuer sur l'intérêt de l'enfant en cas de dissolution du PACS).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2269, 2273) : sa réponse.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2914, 2916) : son intervention. (p. 2922, 2923) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. 54, 56, 76, 94 et 97 du code de procédure pénale - *Extension des saisies de droit commun à tous les biens susceptibles de faire l'objet d'une confiscation - Instauration de perquisitions aux fins de saisie*) (p. 2924) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission. - **Article 2** (art. 706-103 du code de procédure pénale - *Mesures conservatoires susceptibles d'être ordonnées en matière de criminalité organisée*) (p. 2925) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 4 de M. Jacques Mézard et n° 13 de la commission. - **Article 3** (art. 706-141 à 706-157 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Règles applicables aux saisies pénales*) (p. 2928, 2932) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2, 3, 5, 6 et 11 de M. Jacques Mézard, n° 7, 8, 9 et 10 de M. Jean-Pierre Michel et n° 14 et 15 de la commission. - **Article 3 bis** (art. 706-158 à 706-166 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Création d'une agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués*) (p. 2933) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Mézard. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 131-39 du code pénal - *Peine de confiscation applicable aux personnes morales*) (p. 2935) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article 10 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard - *Peine de confiscation applicable en cas d'infraction à la loi relative aux jeux de hasard*) (p. 2941) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 2941) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions concernant l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués).

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2950, 2952) : son intervention. (p. 2958) : réponse aux orateurs. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2960) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 500 (2007-2008)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3202, 3203) : son intervention. (p. 3213, 3214) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 537 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5029, 5030) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5034, 5036) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5159, 5166) : son intervention. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 6384, 6386) : avis du Gouvernement sur les amendements

n° 199, 200, 201 et 202 de M. Alain Anziani, n° 4 de M. Yves Détraigne, n° 309 de M. Yvon Collin, n° 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 113 et 114 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6388) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de Mme Éliane Assassi (création d'un fichier administratif spécifique, distinct du fichier national automatisé des empreintes génétiques, pour rassembler les données relatives aux personnes présumées disparues). - **Article 7** (art. 226-27 et 226-28 du code pénal - *Peines applicables aux atteintes à la personne résultant d'une identification par empreintes génétiques effectuées hors du cadre légal*) (p. 6389) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 203 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 9 bis (Nouveau)** (*Fonds de soutien à la police scientifique et technique*) (p. 6390) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 419 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 6392) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 204 de M. Alain Anziani (nécessité de passer par la loi pour créer tout fichier de police). - **Article 10** (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - *Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle*) (p. 6395, 6408) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 205, 206, 208, 209 et 210 de M. Alain Anziani, n° 9 de M. François-Noël Buffet, n° 310, 311, 312, 313, 314, 315 et 316 de M. Yvon Collin, n° 207 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128 et 129 de Mme Éliane Assassi. - **Demande de réserve** (p. 6408). - **Article 11** (art. 17-1 de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, art. 21 et 21-1 de la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, art. L. 2337-2 du code de la défense, art. 29-1 du code de procédure pénale - *Coordinations*) (p. 6409) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 130 de Mme Éliane Assassi et n° 211 de M. Alain Anziani. - **Article 11 ter** (chap. III nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-21 à 230-28 nouveaux - *Détermination d'une base juridique pour les logiciels de rapprochement judiciaire*) (p. 6411, 6413) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 212, 213 et 214 de M. Alain Anziani, n° 368 de M. Jacques Mézard et n° 131, 132, 133 et 134 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6428, 6429) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés). - **Article 17 A** (*Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »*) (p. 6432) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 6435) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 216 de M. Charles Gautier (compétences de la CNIL en matière d'autorisation et de contrôle des systèmes de vidéosurveillance dans les espaces publics). - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6439) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 136 de Mme Éliane Assassi. (p. 6440, 6452) : ses amendements n° 411 et 401 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 137, 138, 139, 140, 141 et 142 de Mme Éliane Assassi, n° 217, 220, 219, 224, 225, 226 et 227 de M. Charles Gautier, n° 318, 320, 319, 321 et 322 de M. Yvon Collin, n° 43 et 44 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 221 et 222 de M. Thierry Repentin, n° 92 de M. Louis Nègre et n° 223 de Mme Virginie Klès.

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9495, 9499) : réponse aux orateurs.

BODIN (Yannick)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA).

Vice-président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La France et le Brésil, terres de cultures [n° 646 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009) (p. 409, 410) : son amendement n° 10 ; rejeté.**

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 504, 505) : parole sur l'article.**

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale (p. 1174, 1176) : son intervention.**

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale (p. 1909, 1911) : son intervention. - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1928) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte.**

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2389) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 28 et annexe A bis** (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - *Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay*) (p. 2786) : soutient l'amendement n° 175 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2797) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3565, 3566) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - *La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France*) (p. 4628) : favorable à l'amendement n° 90 de Mme Nicole Bricq.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5061, 5062) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 5** (art. L. 313-12 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modification des règles de renouvellement du titre de séjour des victimes de violences conjugales*) (p. 5136) : soutient l'amendement n° 17 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagauche sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5220, 5221) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - *Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct*) (p. 5559, 5560) : soutient l'amendement n° 330 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5948) : sur l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014), soutient le sous-amendement n° 581 de Mme Michèle André ; rejeté.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 septembre 2010) (p. 6774) : au nom de M. André Vantomme.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6804, 6806) : soutient la motion n° 1 de Mme Françoise Cartron tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents*) (p. 6812) : votera l'amendement n° 4 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 4** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Prise en compte de la part des allocations familiales suspendue dans le calcul du revenu de solidarité active*) (p. 6819) : intervient sur son amendement n° 13. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6820) : favorable à l'amendement n° 14 de Mme Françoise Cartron (rapport gouvernemental sur l'orientation scolaire et professionnelle des élèves).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7940) : soutient l'amendement n° 305 de Mme Claudine Lepage ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8022) : favorable à l'amendement n° 832 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 11** (*Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique*) (p. 8116) : favorable à l'amendement n° 912 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8519, 8520) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8815, 8816) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 223 (maintien à 65 ans de l'âge d'ouverture du droit au minimum vieillesse) ; n° 228 (rapport au Parlement sur l'extension aux couples liés par un pacte civil de solidarité du bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire accordée aux conjoints d'aides familiaux ou de collaborateurs d'entreprise ou d'exploitation agricole) ; et n° 229 (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pensions de réversion aux personnes liées par un pacte civil de solidarité) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8821, 8822) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 201 (rémunération à 50 % du SMIC pour les stagiaires en entreprise) ; n° 202 (rémunération à hauteur de 50 % du SMIC pour les apprentis) ; et n° 232 (rapport au Parlement sur les modalités de prises en compte des années d'apprentissage dans les calculs des droits à la retraite) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8826) : soutient l'amendement n° 455 de Mme Claire-Lise Campion (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance) ; rejeté par vote unique. (p. 8827) : soutient l'amendement n° 456 de Mme Maryvonne Blondin (rapport au Parlement sur les droits à pension des salariés à temps partiel) ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8852) : le groupe socialiste votera contre les amendements retenus par le Gouvernement.

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9066, 9067) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9675, 9676) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11165, 11167) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11184, 11191) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-241 du Gouvernement. Intervient sur l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis.

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 495, 496) : ne votera pas cet article.

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1173, 1174) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Article 1er (art. L. 312-9 du code de l'éducation - Sensibilisation des jeunes aux enjeux de la protection de la vie privée sur Internet)** (p. 1999, 2000) : votera cet article.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3319, 3320) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Article 1er (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau]**

du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3460) : parole sur l'article.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4863, 4865) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5064) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5482, 5483) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 281 (inscription dans le texte de l'obligation d'atteindre un aménagement du territoire plus équilibré) et n° 293 (accroissement de la part de la péréquation au sein des dotations de l'État aux collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5943, 5944) : soutient l'amendement n° 311 de M. Jean-Pierre Sueur (respect du principe de la parité dans la composition des conseils régionaux) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7510) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3 (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés)** (p. 7945) : votera les amendements n° 242 de Mme Jacqueline Panis, n° 310 de Mme Michèle André et n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31 (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes)** (p. 8512) : votera contre l'article

31 de ce projet de loi. - **Article 32 (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors)** (p. 8537) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9139, 9140) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11189, 11190) : intervient sur l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11981, 11982) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11985, 11986) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (rapport au Parlement sur le financement de la formation initiale des élèves avocats) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11990) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Michel (rapport sur la mise en place d'un système informatisé d'enregistrement des actes contresignés par avocat) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011).**

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 9 décembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 130 (2009-2010)] de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 5 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3864, 3865) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11304) : soutient l'amendement n° II-248 de M. René Beaumont ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 12132, 12133) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 12156) : son amendement n° 24 : mise en place d'une couverture conventionnelle homogène pour les artistes et techniciens du spectacle placés en dehors du champ des conventions collectives du secteur du spectacle vivant ; adopté. (p. 12157) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur l'amendement n° 123 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ d'application de la loi Carle aux regroupements pédagogiques intercommunaux créés de fait par les collectivités territoriales suite à des réorganisations administratives). - **Article 4 bis (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée*) (p. 12158) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur l'amendement n° 145 de M. Jean-François Voguet. - **Article 4 ter (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-1358 du 5 novembre 2009 modifiant le code du cinéma et de l'image animée*) (p. 12159) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur l'amendement n° 146 de M. Jean-François Voguet. - **Article 4 quater (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte*) (p. 12160) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur l'amendement n° 147 de M. Jean-François Voguet.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 27** (*Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse*) (p. 12228, 12229) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur les amendements n° 95 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 47, 48 et 49 de M. Jacques Mézard et n° 60 de M. Gilbert Barbier. Son amendement n° 7 ; adopté. - **Article 32 quater (Nouveau)** (*Rémunération complémentaire perçue au titre des droits d'auteur des journalistes*) (p. 12261) : son amendement n° 8 ; adopté. - **Article 78** (*art. L. 216-11, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-3 et L. 719-11 du code de l'éducation ; art. L. 131-8 du code de l'environnement ; art. L. 1115-2 et L. 1115-3 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 106-1 du code des ports maritimes ; art. L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche ; art. 50 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ; art. 12 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; art. 6 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 ; art. 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 ; art. L. 611-3 et L. 612-5 du code rural ; art. 26 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 ; art. 89 de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 ; art. 96 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 ; loi n° 94-342 du 29 avril 1994 ; art. 22 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 ; art. 29 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ; art. 3 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ; art. 90 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 et art. 90 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 - Abrogations*) (p. 12294) : position de la commission sur les amendements n° 114 de M. Daniel Percheron et n° 154 de M. Jean-François Voguet. - **Article 80** (*Délai pour l'adaptation des conventions constitutives*) (p. 12297) : position de la commission sur les amendements n° 185 de M. Jacques Mézard et n° 127 de M. Daniel Percheron. - **Article additionnel après l'article 98** (p. 12321) : position de la commission sur l'amendement n° 103 de Mme Catherine Morin-Desailly (précision).

BORLOO (Jean-Louis)
ministre d'État, ministre de l'énergie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 509, 515) : ses réponses aux orateurs.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-**

2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2118, 2119) : le Gouvernement est favorable à cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 2126, 2128) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Roland Courteau, n° 2 et 3 de M. Xavier Pintat et n° 5 de la commission.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6885, 6887) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 7000, 7001) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 233 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 57 de M. Roland Courteau.

BOROTRA (Didier)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

BORVO COHEN-SEAT (Nicole)
sénatrice (Paris)
CRC-SPG

Présidente du Groupe Communiste, Républicain, Citoyen et des Sénateurs du Parti de Gauche.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 10 février 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Groupe de travail sur l'évolution de la législation applicable aux campagnes électorales [n° 186 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 69 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 129, 130) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 259, 261) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 317, 318) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 425) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 432, 433) : intervient sur son amendement n° 109 : principe de compétence générale des collectivités locales. (p. 437) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial). (p. 444) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° 357 de M. Jean-Pierre Sueur (élection des conseillers départementaux). (p. 445, 446) : intervient sur l'amendement n° 348 de Mme Michèle André (renforcement des sanctions applicables aux parties qui ne respectent pas la parité dans les candidatures aux élections départementales et régionales). (p. 447) : intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Michèle André (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille). (p. 449) : son amendement n° 113 : présentation par le Gouvernement d'une étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (26 janvier 2010) (p. 491).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] (suite) - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 492, 493) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 507) : son rappel au règlement.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 561) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 572, 580) : intervient sur son amendement n° 118 présenté par Mme Odette Terrade. Votera contre l'amendement n° 603 de M. Philippe Dominati. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 614) : son amendement n° 123 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 649) : son amendement n° 140 ; rejeté. (p. 668, 673) : ses amendements n° 143, 139 et 144 ; devenus sans objet ; et n° 149 ; rejeté. (p. 677) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb ainsi que sur l'amendement n° 692 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 703, 704) : ses amendements n° 135 : consultation obligatoire par le président de l'EPCI des comités consultatifs créés par l'intercommunalité sur toute question relevant des services publics et des équipements de proximité ; et n° 133 : représentation au sein des comités consultatifs des agents de l'EPCI et des salariés des entreprises délégataires ; rejetés. (p. 705) : son amendement n° 137 : création de conseils régionaux des exécutifs ; rejeté. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 708, 709) : ses amendements n° 160 : délai de consultation des communes sur la création d'un EPCI, n° 163 : accord de l'ensemble des communes concernées pour la transformation d'un EPCI ; n° 164 : procédure de modification du périmètre d'un EPCI ; n° 161 : procédure de création d'un EPCI ; et n° 162 : cohérence ; rejetés. (p. 710) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 709 de la commission (application à l'extension du périmètre de l'EPCI des modifications dans la composition de majorité requise pour la création de celui-ci). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 718) : son amendement n° 165 ; rejeté. (p. 727) : son amendement n° 167 ; rejeté. (p. 732) : favorable à l'amendement n° 373 de M. Alain Anziani. (p. 739) : son amendement n° 174 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 780, 788) : ses amendements n° 181, 185 et 186 ; rejetés. Intervient sur les amendements n° 525 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 790) : son amendement n° 187 ; rejeté. (p. 815) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 6** (*Coordinations*) (p. 817) : son amendement n° 197 ; rejeté. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 820, 824) : son amendement n° 198 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*) (p. 838) : intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 867) : intervient sur l'amendement n° 655 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1638 du code général des impôts - *Intégration fiscale*) (p. 886) : son amendement n° 217 ; retiré. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - *Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 890) : ne votera pas cet article. - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 895) : ne votera pas l'amendement n° 492 de Mme Virginie Klès. - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 904) : intervient sur l'amendement n° 223 ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement de régions*) (p. 917) : son amendement n° 233 ; devenu sans objet. - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre 1er de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 918) : parole sur l'article. (p. 922) : son amendement n° 236 ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 953) : intervient sur

l'amendement n° 99 de M. Christian Cambon. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales - Suppression des adhésions dérogatoires à un EPCI à fiscalité propre créant une discontinuité ou une enclave) (p. 964) : son amendement n° 256 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre) (p. 981) : favorable à l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1029) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 29 (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)** (p. 1042, 1049) : ses amendements n° 280, 281, 283, 285, 287, 290, 292 et 294 ; rejetés. (p. 1054) : ne votera pas l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 35 (Clarification des compétences des collectivités territoriales)** (p. 1083) : parole sur l'article. (p. 1090) : intervient sur son amendement n° 318 présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1109, 1110) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1132, 1134) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens) (p. 1238) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 7 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (Conditions de transmission des images des systèmes de vidéosurveillance dans les immeubles collectifs) (p. 1243) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1479, 1481) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1497) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1501, 1502) : intervient sur sa motion n° 1 visant à poser la question préalable, soutenue par Mme Eliane Assassi. - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 1502) : son amendement n° 14 : abrogation de la loi 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 1504, 1505) : son amendement n° 15 : mise en place, dès le premier mois suivant la condamnation, de l'évaluation des condamnés susceptibles de faire l'objet d'une rétention de sûreté ; rejeté. - **Article 1er** (art. 706-53-15 du code de procédure pénale - Subordination de la décision de placement en rétention de sûreté à la possibilité donnée à l'intéressé, aux cours de sa détention, de bénéficier d'une prise en charge adaptée) (p. 1505) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-53-19, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Subsidiarité de la rétention de sûreté par rapport à la surveillance de sûreté - Coordinations) (p. 1508) : son amendement n° 19 ; rejeté. - **Article 2 bis** (art. 706-53-19 du code de procédure pénale - Application de la rétention de sûreté en cas de refus d'un placement sous surveillance électronique mobile) (p. 1509, 1510) : ses amendements n° 20 et 21 ; rejetés. - **Article 3** (art. 706-53-21 nouveau du code de procédure pénale - Suspension de la rétention de sûreté ou de la surveillance de sûreté en cas de détention intervenue au cours de leur exécution) (p. 1510) : ses amendements n° 22 et 23 ; rejetés. - **Article 4** (art. 723-37 du code de procédure pénale - Abaissement du quantum de peine prononcé pour le placement

sous surveillance de sûreté à l'issue d'une mesure de surveillance judiciaire - Possibilité de prononcer une surveillance de sûreté à l'encontre d'une personne soumise à une surveillance judiciaire et à laquelle toutes ses réductions de peine ont été retirées) (p. 1512) : son amendement n° 24 ; rejeté. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine) (p. 1525, 1530) : son amendement n° 27 ; rejeté. Intervient sur les amendements identiques n° 49 de M. Alain Anziani et n° 75 de M. Jacques Mézard.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) (p. 1543, 1544) : ses amendements n° 28 et 29 ; rejetés. - **Article 5 quater** (art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes) (p. 1549, 1550) : son amendement n° 30 ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 624 et 626-5 du code de procédure pénale - Suspension de l'exécution de la condamnation lors d'un recours en révision ou d'une demande de réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'Homme) (p. 1559) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 768, 769, 769-1, 775, 775-1, 778 du code de procédure pénale, art. L. 268-3 du code de justice militaire - Conditions d'inscription au casier judiciaire des jugements ou arrêts de déclaration d'irresponsabilité pénale) (p. 1560) : son amendement n° 34 ; rejeté. - **Article 8 bis AA (Nouveau)** (art. 132-16-6, art. 132-23-1 et 132-23-2 nouveaux du code pénal - Prise en compte des décisions de condamnation entre les Etats membres de l'Union européenne) (p. 1561) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1567, 1568) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1847, 1848) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1853) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010)**. - (25 février 2010) - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (p. 1857) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1869, 1870) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1902, 1903) : votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1928) : défavorable à ce texte.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1991, 1992) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2030) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2066, 2067) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 326 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2111, 2112) : ne participera pas au vote sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2381) : favorable à la motion n° 5 de M. Jean-François Voguet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2425, 2426) : défavorable à l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2465) : intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2529, 2530) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2603) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 213-4, L. 212-2 et L. 212-2-1 du code de l'urbanisme - Expropriation de biens soumis au droit de préemption*) (p. 2609) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2616) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Éliane Assassi et n° 246 de Mme Dominique Voynet. (p. 2629, 2630) : intervient sur l'amendement n° 300 de la commission. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2637, 2638) : parole sur l'article. (p. 2650) : intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 16** (*Recours étendu aux contrats de partenariat*) (p. 2693) : intervient sur les amendements n° 59 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Nicole Bricq. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2699) : soutient l'amendement n° 62 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (26 avril 2010) (p. 2734).

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)] (suite)** - (26 avril 2010) - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2755) : intervient sur l'amendement n° 192 de M. Bernard Vera. Le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'amendement n° 229 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2776) : les membres du groupe CRC-SPG voteront cet article. - **Article 29 et annexe B** (*art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport*) (p. 2793) : intervient sur les amendements identiques n° 176 de Mme Nicole Bricq et n° 209 de M. Bernard Vera. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2797, 2798) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) (p. 2841, 2842) : le groupe CRC-SPG votera contre le projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution et s'abstiendra sur le projet de loi organique prorogeant le mandat des membres actuels du Conseil supérieur de la magistrature. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 2859) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Article 4** (*art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le*

Conseil supérieur de la magistrature - Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2849) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 11 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Nomination du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints*) (p. 2864) : son amendement n° 13 ; rejeté. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission d'admission des requêtes*) (p. 2867) : son amendement n° 14 ; rejeté. - **Article 18** (*art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable*) (p. 2871) : son amendement n° 15 ; rejeté.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2956, 2957) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3311, 3313) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3851, 3852) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Nouvelle lecture [n° 490 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 76 (2009-2010)** (p. 4181) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 76 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2009-2010)**.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4334, 4337) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Nomination et inamovibilité du Défenseur des droits*) (p. 4353) : parole sur l'article. - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4360) : intervient sur son amendement n° 37. (p. 4362, 4363) : votera les amendements n° 24 de M. Hugues Portelli et n° 68 de M. Nicolas About. - **Article 9** (*Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés*) (p. 4367) : son amendement n° 38 ; adopté. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collèges*) (p. 4371) : son amendement n° 40 ; rejeté. (p. 4372) : ses amendements n° 41 et 42 ; rejetés. - **Article 11** (*Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité*) (p. 4374) : son amendement n° 43 ; rejeté. (p. 4376, 4378) : ses amendements n° 44 ; rejeté ; et n° 45 ; adopté. - **Article 18** (*Pouvoirs de vérification sur place*) (p. 4382) : son amendement n° 53 ; adopté. - **Article 20** (*Appréciation souveraine du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations*) (p. 4384) : son amendement n° 54 ; rejeté. - **Article 21** (*Pouvoirs de recommandation et d'injonction*) (p. 4384, 4385) : son amendement n° 55 ; rejeté. - **Article 24** (*Saisine du Conseil d'Etat*) (p. 4386, 4387) : son amendement n° 56 ; rejeté. - **Article 25** (*Propositions de réformes*) (p. 4387, 4388) : ses amendements n° 57 et 58 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 4449) : rappel au règlement. (p. 4452) : son intervention. - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4455) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements n° A-1 à n° A-14 du Gouvernement, et contre les deux projets de loi, organique et ordinaire, relatifs au Défenseur des droits.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4496, 4497) : sa question et sa réplique.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4844) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 537 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5031) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre 1er et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5110, 5119) : parole sur l'article. Soutient les amendements n° 45 et 48 de Mme Odette Terrade ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Odette Terrade. - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime) (p. 5128) : défavorable à l'amendement n° 66 du Gouvernement. - **Article 3** (art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale) (p. 5133) : intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade. - **Article 6 bis** (Rapport sur l'application de l'ordonnance de protection aux ressortissants algériens) (p. 5138) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 A** (p. 5229, 5230) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Odette Terrade (remise d'un rapport gouvernemental sur les violences faites aux femmes en situation de handicap) ; retiré. - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 5237, 5238) : favorable à l'amendement n° 55 de Mme Odette Terrade. - **Article 17** (art. 222-14-3 et 222-33-2-1 [nouveaux] - Création d'un délit de violences psychologiques) (p. 5240) : favorable à l'amendement n° 40 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5240, 5241) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (répression de la contrainte faite aux femmes de dissimuler leur visage) ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5439, 5441) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5483, 5485) : intervient sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 281 (inscription dans le texte de l'obligation d'atteindre un aménagement du territoire plus équilibré) et n° 293 (accroissement de la part de la péréquation au sein des dotations de l'État aux collectivités territoriales). Favorable à l'amendement n° 283 de M. Jean-Pierre Sueur (inscription dans le texte, du principe de l'extension des libertés locales).

- **Rappel au règlement** - (30 juin 2010) (p. 5511, 5512).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (30 juin 2010) (p. 5513) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région). (p. 5519) : intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Pierre Sueur (création des pôles métropolitains). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5532) : intervient sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 292 (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales), n° 294 (prise en compte des ressources et des charges

respectives des différentes collectivités territoriales dans le calcul de la péréquation) et n° 295 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque commune dans le calcul de la péréquation).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5579).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5591, 5594) : ses amendements n° 91, 92 et 93 ; rejetés. (p. 5597, 5598) : ses amendements n° 94 et 95 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5603) : Intervient sur son amendement, soutenu par M. Jean-Claude Danglot, n° 96 : instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale. - **Article 5 A** (art. L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales - Conditions de création de certains EPCI à fiscalité propre) (p. 5618, 5619) : parole sur l'article. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5633) : ne votera pas l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5652) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur les amendements n° 346, 350 et 347 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 349 et 353 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 345 de M. Roland Povinelli, n° 342 de M. Alain Anziani, n° 351 de M. Claude Haut et n° 354 de M. François Patriat. (p. 5659, 5665) : intervient sur les amendements identiques n° 356 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 497 de M. Yvon Collin. Ses amendements n° 114 et 115 ; rejetés. Le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 17 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle) (p. 5698) : parole sur l'article. (p. 5700) : son amendement n° 122 ; rejeté. (p. 5702) : son amendement n° 123 ; rejeté. (p. 5703, 5706) : ses amendements n° 124 ; adopté ; et n° 125 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5707) : son amendement n° 126 ; rejeté. (p. 5708) : son amendement n° 127 ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles) (p. 5713) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions applicables aux communes fusionnées) (p. 5713, 5714) : son amendement n° 131 ; rejeté. (p. 5715) : son amendement n° 132 ; adopté. - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe) (p. 5719, 5720) : son amendement n° 136 ; rejeté. (p. 5721) : son amendement n° 137 ; rejeté. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5749) : ses amendements n° 145 et 147 ; rejetés. (p. 5750) : son amendement n° 146 ; retiré. (p. 5751) : son amendement n° 148 ; rejeté. (p. 5753) : votera contre cet article. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - Substitution des EPCI à fiscalité propre aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre) (p. 5773) : son amendement n° 153 ; rejeté. - **Article 25 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 333-4 du code de l'environnement, art. L. 6121-6 du code de la santé publique, art. 1er, 2, 23 et 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Coordinations textuelles nécessaires avec la suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 5774) : parole sur l'article.

(p. 5775) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) : son amendement n° 154 ; rejeté. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5780) : son amendement n° 156 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5806) : intervient sur l'amendement n° 76 de M. Dominique Braye (substitution des deux tiers des membres présents et représentés du conseil communautaire d'une communauté d'agglomération pour la détermination de l'intérêt communautaire à la majorité des deux tiers des membres du conseil). - **Article 34 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-39-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rapport sur la mutualisation des services entre les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5819) : son amendement n° 162 ; rejeté. - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés) (p. 5823) : son amendement n° 164 ; rejeté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5828) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 5844, 5845) : son rappel au règlement.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5913) : favorable à l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5919) : son amendement n° 178 ; adopté. (p. 5921, 5922) : intervient sur l'amendement n° 178 précité. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5935) : intervient sur son amendement n° 82 : garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel. (p. 5936, 5937) : intervient sur son amendement n° 83 : extension du droit de vote des étrangers. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5956) : défavorable à l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5979) : parole sur l'article. (p. 5992) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6009, 6010) : intervient sur son amendement n° 86, soutenu par M. Bernard Vera, ainsi que sur les amendements n° 528 de M. Pierre Jarlier, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6015) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires). - **Rappel au règlement** (p. 6017) : son rappel au règlement. - **Article additionnel après l'article 36 C** (p. 6036) : demande à M. Gérard Longuet de préciser ce qu'il entend par "captation de votes".

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6043) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (7 juillet 2010) - **Seconde délibération - Article 1er AAA (Nouveau)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 6046, 6047) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6050, 6051) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6324, 6326) : soutient la motion n° 416 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Question préalable** (p. 6331) : votera la motion n° 77 de M. Jean-Claude Peyronnet tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6354, 6355) : soutient l'amendement n° 110 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6364, 6365) : soutient l'amendement n° 277 de Mme Éliane Assassi (modification du régime de la garde à vue de manière à respecter les libertés fondamentales) ; rejeté. (p. 6368, 6369) : intervient sur l'amendement n° 277 précité.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6438, 6455) : parole sur l'article. Soutient les amendements n° 136, 138, 139 et 140 de Mme Éliane Assassi ; rejetés. Intervient sur l'article. - **Article 18 bis** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels) (p. 6480, 6481) : soutient les amendements n° 149 et 150 de Mme Éliane Assassi ; rejetés. - **Article 21** (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Encadrement des activités d'intelligence économique) (p. 6497, 6498) : soutient les amendements n° 106 et 107 de Mme Éliane Assassi ; rejetés. - **Article 23** (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - Captation de données informatiques à distance) (p. 6503, 6504) : soutient l'amendement n° 154 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6510, 6517) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements du Gouvernement n° 390 (extension des peines planchers aux violences aggravées) et n° 389 (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtrier ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions), ainsi que sur les sous-amendements n° 423 de M. Gérard Longuet et n° 421 de M. Jean-Jacques Huest portant respectivement sur les amendements n° 390 et n° 389 précités. (p. 6521) : intervient sur l'amendement n° 391 du Gouvernement (extension du dispositif de surveillance judiciaire à toute personne condamnée en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 5 ans).

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6541, 6542) : favorable à l'amendement n° 156 de Mme Éliane Assassi (suppression du délit de racolage). - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 6549) : favorable à l'amendement n° 157 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 ter A** (art. L. 2211-4 du code général des collectivités territoriales - Conventions passées entre les maires et les autres acteurs de la prévention de la délinquance) (p. 6551) : soutient l'amendement n° 376 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 ter B** (art. L. 2211-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) (p. 6552) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale) (p. 6553) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 septies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de

l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette (p. 6564, 6565) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 octies** (art. 134 du code de procédure pénale - Possibilité pour les enquêteurs de pénétrer dans un domicile pour l'exécution d'une demande d'extradition ou d'un mandat d'arrêt européen) (p. 6566) : soutient l'amendement n° 379 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 nonies** (art. L. 112-6 du code monétaire et financier et art. 321-6 du code pénal - Renforcement du dispositif de lutte contre le trafic des métaux volés) (p. 6567) : soutient l'amendement n° 380 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 undecies** (p. 6570) : intervient sur l'amendement n° 59 de M. Elie Brun. - **Article 24 quindecies (Nouveau)** (art. 332-11 du code du sport - Interdictions de stade) (p. 6574) : soutient l'amendement n° 382 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 sexdecies (Nouveau)** (art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 6575) : soutient l'amendement n° 168 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 septdecies (Nouveau)** (art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 6575) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 24 octodecies (Nouveau)** (art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 6576) : soutient l'amendement n° 383 de Mme Éliane Assassi ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6590) : défavorable aux amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article 25** (art. L. 221-2 et L. 224-16 du code de la route - Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de conduite sans permis ou malgré un retrait de permis) (p. 6592) : soutient l'amendement n° 172 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 32 ter A (Nouveau)** (Procédure d'évacuation forcée des campements illicites) (p. 6609, 6612) : soutient l'amendement n° 176 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale, art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale) (p. 6614) : parole sur l'article. - **Article 32 quater** (art. 78-2 du code de procédure pénale - Participation des policiers municipaux aux contrôles d'identité sous l'autorité d'un OPJ) (p. 6617) : soutient l'amendement n° 179 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6737, 6738) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2010) (p. 7377, 7378).

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7491, 7493) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7551, 7552). - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7587, 7588) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 1er A de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7628, 7629) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer. (p. 7635) : soutient l'amendement n° 835 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7662, 7663) : ne votera pas cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la

sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7686) : parole sur l'article. (p. 7714, 7715) : soutient l'amendement n° 35 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7720, 7721) : sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1189 ; rejeté. (p. 7723) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1184 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7747, 7748) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7759) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7762, 7763) : intervient sur le sous-amendement n° 1190 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7766, 7767) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7801, 7802) : intervient sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7827, 7828).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (Rendez-vous de 2018) (p. 7899, 7900) : votera contre cet article.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) (p. 7915).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7924) : favorable à l'amendement n° 925 de M. Guy Fischer. - **Article 1er ter (Nouveau)** (Rénovation des mécanismes de compensation) (p. 7930) : favorable à l'amendement n° 768 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7994) : soutient l'amendement n° 668 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8019, 8020) : réponse à M. Nicolas About. (p. 8025, 8027) : favorable à l'amendement n° 679 de M. Guy Fischer. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8063) : réponse à M. Gérard Longuet.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8095, 8096) : défavorable à cet article. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8162) : favorable à l'amendement n° 812 de M. Guy Fischer. (p. 8167) : favorable à l'amendement n° 817 de M. Guy Fischer. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8189) : soutient l'amendement n° 30 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8266) : intervient sur l'amendement n° 987 de Mme Annie David. (p. 8283, 8284) : intervient sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8310, 8314) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 998 et 1018 ;

rejetés ; et n° 1002 ; devenu sans objet. (p. 8318, 8324) : soutient les amendements n° 1004 et 1011 de Mme Annie David ; rejetés. (p. 8324) : soutient l'amendement n° 1011 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - *Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8338) : soutient l'amendement n° 1023 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) (p. 8356) : soutient l'amendement n° 1028 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 25 nonies** (art. L. 4622-110 nouveau du code du travail - *Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8364, 8365) : favorable aux amendements n° 265 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - *Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8369) : favorable à l'amendement n° 428 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 duodecies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - *Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8374) : soutient l'amendement n° 1036 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8377, 8378) : soutient l'amendement n° 1040 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel*) (p. 8419, 8420) : votera contre cet article. - **Article 27 ter A** (*Accords de branche sur la pénibilité*) (p. 8435) : soutient l'amendement n° 1071 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 29 bis** (*Prorogation de l'assurance veuvage*) (p. 8456) : parole sur l'article. - **Article 29 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension*) (p. 8458, 8459) : soutient les amendements n° 947 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté ; et n° 1178 de Mme Odette Terrade ; adopté. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8464, 8465) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8516, 8517) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8617). (p. 8619). - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8624, 8625) : parole sur l'article. (p. 8639, 8640). - **Article 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 8650) : favorable à l'amendement n° 1158 de Mme Annie David. (p. 8655) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Demande d'un vote unique** : intervient sur la demande de vote unique présentée par le Gouvernement et demande une suspension de séance. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8759) : soutient l'amendement n° 892 de M. Guy Fischer (maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans des pensionnés pour inaptitude au travail) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8859, 8860) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (26 octobre 2010) (p. 9000).

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9051) : votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils**

d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)] - (27 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9185, 9186) : les sénateurs du groupe CRC-SPG s'abstiendront sur ce texte.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9209, 9211) : son intervention.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9254, 9256) : son intervention. - **Article unique** (*Interdiction de recevoir des avantages en nature ou en espèces*) (p. 9264) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) (p. 9511).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10792, 10794) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) (p. 10982, 10983) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10994) : défavorable à l'amendement n° II-87 de la commission des lois saisie pour avis. (p. 10998) : favorable à l'amendement n° II-175 de M. Richard Yung. (p. 10999) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° II-175 de M. Richard Yung. - **Article 75** (art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - *Report de la collégialité de l'instruction*) (p. 11000) : intervient sur l'amendement n° II-164 de M. Jacques Mézard.

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2010) (p. 11398) : son intervention.

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) (p. 11406, 11407) : son intervention.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11939, 11940) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) (p. 12044).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12136, 12138) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12148, 12149) : favorable à l'amendement n° 107 de Mme Alima Boumediene-Thiery (extension aux salariés contractant un PACS du bénéfice du congé pour événement familial). (p. 12150) : favorable à l'amendement n° 109 de Mme Alima Boumediene-Thiery (inscription de l'identité du partenaire survivant d'un PACS sur l'acte de décès du partenaire défunt). - **Article 4 bis (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée*) (p. 12158) : soutient l'amendement n° 145 de M. Jean-François Voguet ; rejeté. - **Article 4 ter (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-1358 du 5 novembre 2009 modifiant le code du cinéma et de l'image animée*) (p. 12159) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jean-François Voguet ; rejeté. - **Article 4 quater (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte*) (p. 12159) : soutient l'amendement n° 147 de M. Jean-François Voguet ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 12170) : intervient sur l'amendement n° 230 du

Gouvernement (précision des critères de révision des prestations compensatoires fixées sous forme de rente viagère). - **Article 11** (art. 910 du code civil, art. 1er, 2 et 3 de la loi du 2 janvier 1817 sur les donations et legs aux établissements ecclésiastiques, art. 4 de la loi du 12 mai 1825 relative à l'autorisation et à l'existence légale des congrégations et des communautés religieuses de femmes, art. 10 de la loi du 4 février 1901 sur la tutelle administrative en matière de dons et legs, art. 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État - Coordinations liées à la simplification du régime d'acceptation des libéralités octroyées à certains établissements ou associations - Extension aux établissements publics du culte en Alsace-Moselle et aux États et établissements étrangers de ce régime simplifié d'acceptation des libéralités) (p. 12171) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 18** (Simplification du régime applicable au déversement à l'égout d'eaux usées assimilables à des rejets domestiques provenant d'activités économiques) (p. 12217, 12218) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Evelyne Didier ; rejeté. - **Article 27** (Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 12228) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 28** (Suppression maintenue) (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport) (p. 12237, 12238) : favorable aux amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article 78** (art. L. 216-11, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-3 et L. 719-11 du code de l'éducation ; art. L. 131-8 du code de l'environnement ; art. L. 1115-2 et L. 1115-3 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 106-1 du code des ports maritimes ;

art. L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche ; art. 50 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ; art. 12 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; art. 6 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 ; art. 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 ; art. L. 611-3 et L. 612-5 du code rural ; art. 26 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 ; art. 89 de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 ; art. 96 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 ; loi n° 94-342 du 29 avril 1994 ; art. 22 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 ; art. 29 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ; art. 3 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ; art. 90 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 et art. 90 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 - Abrogations) (p. 12293, 12294) : soutient les amendements n° 153 et 154 de M. Jean-François Voguet ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 124** (p. 12335) : favorable à l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Sueur (abrogation du « délit de solidarité »). - **Articles additionnels après l'article 146 bis** (p. 12355, 12356) : défavorable à l'amendement n° 278 de la commission (possibilité de définir par décret en Conseil d'État les cas de dispense de présentation orale des conclusions du rapporteur public). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12374) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12836, 12837) : son intervention. - **Article unique** (p. 12841) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cette proposition de résolution.

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 502, 503) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3427, 3429) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3608 ; 3617) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 2** (*Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et des végétaux, pour adapter le droit national à de nouvelles dispositions communautaires et pour organiser la formation des personnels de restauration*) (p. 3653, 3659) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 112 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. Son amendement n° 113 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3685, 3694) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau. - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - *Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3754, 3765) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 148 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. Intervient sur les amendements identiques n° 53 de M. Rémy Pointereau et n° 338 de M. Alain

Houpert. (p. 3761, 3762) : soutient l'amendement n° 148 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3783, 3784) : parole sur l'article. (p. 3794) : soutient l'amendement n° 429 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 551-1 du code rural - *Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3808, 3809) : soutient l'amendement n° 428 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3813, 3814) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3841) : soutient l'amendement n° 489 de M. François Marc (possibilité d'intervention de l'association pour la gestion du régime de garantie des créances de salariés en cas de placement en liquidation judiciaire de l'un des membres d'un groupement d'employeurs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 12 A (Nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural - *Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée*) (p. 3972, 3973) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3982, 3986) : ses amendements n° 166 : fixation du seuil du schéma directeur départemental des structures à la moitié de l'unité de référence ; et n° 168 : instauration d'une autorisation préalable d'exploitation en cas de modification du nombre d'associés exploitants ou de co-exploitants ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Yvon Collin (assimilation de toute diminution du nombre total des associés exploitants ou coexploitants à un agrandissement de l'exploitation). - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4009, 4016) : soutient les amendements n° 413 de M. Thierry Repentin ; rejeté ; et n° 173 et 178 de Mme Odette Herviaux ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 4044, 4046) : soutient les amendements de M. Claude Bérít-Débat, similaire au n° 543 de M. Yvon Collin, n° 435 (extension du droit de préemption des SAFER à des bâtiments d'habitation susceptibles d'avoir un usage agricole) ; et, similaire au n° 582 de M. Yvon Collin, n° 434 (extension du droit de préemption des SAFER) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - *Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière*) (p. 4091) : soutient l'amendement n° 415 de Mme Odette Herviaux ; adopté. - **Article 21** (*chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle*) (p. 4135, 4136) : soutient les amendements de Mme Odette Herviaux n° 351, 366 et 370 ; devenus sans objet ; et n° 367 ; adopté. (p. 4138) : soutient l'amendement n° 352 de Mme Odette Herviaux ; adopté. (p. 4145) : soutient l'amendement n° 365 de Mme Odette Herviaux ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5492, 5493) : soutient l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5512) : favorable à l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5534) : soutient l'amendement n° 299 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5863) : soutient l'amendement n° 450 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** - *Commission mixte paritaire* [n° 200 (2009-2010)] - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6216, 6217) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité** [n° 644 (2009-2010)] - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6969) : soutient l'amendement n° 41 de M. Roland Courteau (rapport gouvernemental sur la création d'un pôle public de l'énergie) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 7015) : soutient l'amendement n° 109 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 3** (art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité*) (p. 7077, 7079) : soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 111 ; rejeté ; et n° 75 ; retiré. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7103) : soutient l'amendement n° 80 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites** [n° 4 (2010-2011)] - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7502) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7853) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - *Coordination pour les non-salariés agricoles*) (p. 8037, 8038) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du

code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8398, 8399) : soutient l'amendement n° 452 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 28** (p. 8446) : parole sur l'article. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles*) (p. 8450) : parole sur l'article. - **Article 29** (art. L. 815-13 du code de la sécurité sociale - *Exclusion du capital d'exploitation et des bâtiments qui en sont indissociables de l'assiette du recouvrement sur les successions du minimum vieillesse*) (p. 8453) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9318, 9319) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011** [n° 84 (2010-2011)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 19** (*Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K »*) (p. 9824) : soutient l'amendement n° 31 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11484, 11485) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11496, 11497) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** [n° 21 (2010-2011)] - (14 décembre 2010) - **Article 88 ter (Nouveau)** (art. 19 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - *Dispositions transitoires pour l'entrée en vigueur de la loi « Grenelle 2 »*) (p. 12318) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 149 quinquies** (p. 12365, 12366) : son amendement n° 121 : composition des organisations interprofessionnelles agricoles ; rejeté. - **Article 152** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour améliorer la codification en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 12367) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

BOULAUD (Didier)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense et de la commission des finances : La politique immobilière du ministère de la défense [n° 503 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Défense - Fonction publique.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Défense - Environnement et soutien de la politique de défense [n° 112 tome 4 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 670 (2009-2010)] autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part [n° 119 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1968, 1970) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3176, 3179) : son intervention. - **Article 6** (art. L.1521-1 de la section 1 et art. L.1521-11, L.1521-12, L.1521-13, L.1521-14, L.1521-15 et L.1521-16 nouveaux de la nouvelle section 3 du chapitre unique du titre II du Livre V de la première partie du code de la défense - *Création d'un régime sui generis pour la consignation à bord des personnes appréhendées dans le cadre de l'action de l'Etat en mer*) (p. 3198, 3199) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3200, 3201) : intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (qualité de pupille de la Nation accordée aux enfants dont un des parents a été victime d'actes de piraterie). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3201) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6158, 6160) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10851, 10852) : son intervention. (p. 10856, 10858) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12089, 12091) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [n° 555 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Article unique** (p. 13024) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13028, 13029) : son intervention.

BOUMEDIENE-THIERY (Alima)
sénatrice (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 145 (2010-2011)] (1er décembre 2010) - **Culture - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1138, 1139) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1190, 1191) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1489, 1490) : son intervention. - **Article 3** (art. 706-53-21 nouveau du code de procédure pénale - Suspension de la rétention de sûreté ou de la surveillance de sûreté en cas de détention intervenue au cours de leur exécution) (p. 1511) : soutient l'amendement n° 43 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires) (p. 1513) : parole sur l'article. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine) (p. 1524) : soutient l'amendement n° 49 de M. Alain Anziani ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23

mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1995, 1996) : son intervention. - **Article 4** (art. 26 de la loi « informatique et libertés » - Autorisation de création des fichiers de police) (p. 2008) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2013, 2014) : ses amendements de coordination n° 2 et 3 ; rejetés. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. 13 de la loi « informatique et libertés » - Création au sein de la CNIL d'une formation spécialisée chargée des fichiers de police) (p. 2015) : son amendement n° 4 ; devenu sans objet. - **Article 4 quater (Nouveau)** (art. 16 de la loi « informatique et libertés » - Extension des compétences du bureau de la CNIL) : son amendement n° 5 ; rejeté. - **Article 9 bis** (art. 44 de la loi « informatique et libertés » - Contrôles inopinés de la CNIL) (p. 2026) : son amendement n° 16 ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2071, 2072) : son intervention.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2946, 2948) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2959, 2960) : défavorable à la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 500 (2007-2008)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3211, 3213) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3320, 3321) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3504, 3505) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4345, 4346) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Seconde délibération - Article 4** (Compétences et règles de saisine) (p. 4455, 4456) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront les amendements n° A-1 à n° A-14 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4500) : sa réplique.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6301, 6302) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6362, 6363) : son amendement n° 55 : mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ; rejeté. (p. 6369) : intervient sur l'amendement n° 55 précité. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6372, 6373) : son amendement n° 196 : rectification des actes d'état civil ayant été le support d'une usurpation d'identité ; adopté. - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques) (p. 6383, 6384) : son amendement

n° 41 ; rejeté. - **Article 7** (art. 226-27 et 226-28 du code pénal - Peines applicables aux atteintes à la personne résultant d'une identification par empreintes génétiques effectuées hors du cadre légal) (p. 6389) : son amendement n° 203 ; rejeté. - **Article 10** (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle) (p. 6401, 6402) : son amendement n° 207 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6430) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés). - **Article 17 A** (Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection ») (p. 6433, 6434) : intervient sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6440, 6455) : ses amendements n° 43 et 44 ; rejetés. Intervient sur l'article. - **Article 17 bis A (Nouveau)** (art. 11-8 [nouveau] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Application du régime des activités privées de sécurité aux délégataires de la vidéosurveillance de la voie publique) (p. 6458) : son amendement n° 45 ; rejeté. - **Article 17 bis** (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Coordinations liées à la modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6460) : son amendement n° 410 ; rejeté. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles) (p. 6462, 6463) : son amendement n° 231 ; rejeté. - **Article 18** (art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Commission nationale de la vidéoprotection) (p. 6476) : son amendement n° 46 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18 bis A** (p. 6476, 6477) : son amendement n° 48 : remise d'un rapport public annuel de la Commission nationale de vidéoprotection sur son activité de conseil et d'évaluation ; rejeté. - **Article 18 bis** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels) (p. 6477, 6478) : son amendement n° 47 ; rejeté. - **Article 23** (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - Capture de données informatiques à distance) (p. 6501) : son amendement n° 49 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6540, 6545) : ses amendements n° 56 : suppression du délit de racolage passif ; et n° 265 : traçabilité des contrôles de police ; rejetés. - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 6546, 6547) : son amendement n° 50 ; rejeté. - **Article 24 ter B** (art. L. 2211-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) (p. 6552) : son amendement n° 251 ; rejeté. - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale) (p. 6553) : son amendement n° 249 ; rejeté. - **Article 24 quater** (art. 311-4, 311-5 et 311-14 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de vol commis à l'encontre de personnes vulnérables et de cambriolage) (p. 6555) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Article 24 quinquiés A** (art. 431-1 du code pénal - Entrave aux débats d'une assemblée parlementaire ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale) (p. 6558, 6559) : son amendement n° 53 ; rejeté. - **Article 24 quinquiés** (art. 431-29 et 431-30 [nouveaux] du code pénal - Création d'un délit de distribution d'argent à des fins publicitaires sur la voie publique) (p. 6560) : son amendement n° 54 ; rejeté. - **Article 24 sexies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette) (p. 6562) : favorable aux amendements n° 163 de Mme Éliane Assassi et n° 255 de M. Alain Anziani. - **Article 24**

duodecimes (Nouveau) (art. 23 de la loi du 15 juillet 1845 - *Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 6571) : favorable à l'amendement n° 165 de Mme Eliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 24 vicies** (p. 6578, 6579) : son amendement n° 266 : suppression de la possibilité de réaliser des contrôles d'identité dans la zone des vingt kilomètres en deçà des frontières nationales ; rejeté. - **Article 32 ter A (Nouveau)** (*Procédure d'évacuation forcée des campements illicites*) (p. 6609, 6612) : son amendement n° 57 ; rejeté.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6746, 6748) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7838) : soutient l'amendement n° 251 de M. Jean Desessard ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - *Organisation des services de santé au travail*) (p. 8300, 8301) : soutient l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard ; rejeté. - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8333) : soutient l'amendement n° 264 de M. Jean Desessard ; rejeté.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9216, 9217) : son intervention.

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9494, 9495) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - *Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2011 - imposition des revenus de*

l'année 2010) (p. 10285, 10286) : son amendement n° I-136 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10290) : son amendement n° I-138 : abrogation des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires ; rejeté. - **Article 3** (art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - *Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital*) (p. 10306) : son amendement n° I-140 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10311, 10312) : son amendement n° I-157 : suppression du bouclier fiscal ; rejeté. (p. 10313, 10314) : ses amendements n° I-139 : augmentation de la contribution supplémentaire de 1 % à 5 % sur les hauts revenus et les revenus du capital ; n° I-156 : retrait du montant de la CSG, de la CRDS et des impôts locaux du calcul du bouclier fiscal ; et n° I-155 : repli ; rejetés. (p. 10315) : son amendement n° I-158 : retrait du bouclier fiscal du montant de la contribution de 1,1 % sur les revenus de l'épargne ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle*) (p. 10681, 10684) : ses amendements n° I-164 et I-165 ; rejetés.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12147) : son amendement n° 106 : suppression de l'exigence d'un temps minimum de travail effectif pour bénéficier de congés payés ; retiré. (p. 12148) : son amendement n° 107 : extension aux salariés contractant un PACS du bénéfice du congé pour événement familial ; rejeté. (p. 12149, 12150) : son amendement n° 109 : inscription de l'identité du partenaire survivant d'un PACS sur l'acte de décès du partenaire défunt ; adopté. (p. 12151) : son amendement n° 110 : possibilité pour le partenaire de PACS survivant d'organiser les funérailles et de bénéficier de l'urne cinéraire ; retiré.

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : « Parlement et Prospective : Regards croisés » - Actes de l'atelier de prospective du 28 janvier 2010 [n° 270 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : L'économie française et les finances publiques à l'horizon 2030, un exercice de prospective [n° 335 (2009-2010)] (25 février 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : La commission pour l'avenir du Parlement de Finlande [n° 377 (2009-2010)] (1er avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la Délégation à la prospective : Oublier Shanghai : Classements internationaux des établissements d'enseignement supérieur - Actes du colloque organisé le 6 mai 2010 [n° 577 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale développement agricole et rural [n° 111 tome 3 annexe 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (28 mai 2010) - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles) (p. 4037) : votera l'amendement n° 674 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 511 (2009-2010)] - (3 juin 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4431, 4432) : votera ce texte.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière** [n° 704 (2009-2010)] - (30 septembre 2010) - **Article 2 quinquies** (art. L. 632-17 du code monétaire et financier) (p. 7241) : son amendement n° 94 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7275) : son amendement n° 95 : introduction des contrats d'option, des contrats à terme ferme et des contrats d'échange dans le périmètre des instruments financiers ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7298) : son amendement n° 96 : extension de la durée de la consignation des sommes, titres et valeurs non déclarés, sur autorisation judiciaire ; adopté. - **Article 13** (art. L. 144-1 du code monétaire et financier) (p. 7307) : son amendement n° 10 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11468, 11470) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11498, 11500) : position de la commission sur les amendements n° II-476 du Gouvernement, n° II-555 de Mme Odette Herviaux et n° II-275 de M. Ambroise Dupont. Son amendement n° II-3 ; adopté.

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis président le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 268, 269) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 536, 537) : parole sur l'article. (p. 547) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 783, 784) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 525 de M. Jean-Pierre Chevènement.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2246) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2253) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2267, 2269) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2297, 2299) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3302) : sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3690, 3691) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau. (p. 3709, 3713) : intervient sur l'amendement n° 136 de Mme Odette Herviaux. Soutient l'amendement n° 135 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3737, 3738) : intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Odette Herviaux (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus).

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3778) : intervient sur l'amendement n° 150 de M. Didier Guillaume (possibilité, pour le Gouvernement, d'imposer des mesures d'encadrement des prix sur la base d'études réalisées par l'Observatoire de la formation des prix et des marges). - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3788) : intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux. (p. 3799) : soutient l'amendement n° 425 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5487, 5488) : intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5513) : intervient sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6952, 6954) : soutient la motion n° 146 de M. Roland Courteau tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6962) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 43 de M. Roland Courteau et n° 258 de M. Yvon Collin (reconnaissance de l'électricité comme bien de première nécessité). (p. 6963, 6964) : soutient l'amendement n° 45 de M. Roland Courteau (maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de concurrence) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6984, 6985) : soutient l'amendement n° 108 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 6986, 6987) : favorable à l'amendement n° 50 de M. Roland Courteau. (p. 6991) : favorable à l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau. (p. 6999) : favorable à l'amendement n° 56 de M. Roland Courteau. (p. 7015) : soutient l'amendement n° 110 de M. Roland Courteau ; retiré. (p. 7018) : intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 7020, 7021) : intervient sur l'amendement n° 163 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7087, 7088) : favorable à l'amendement n° 79

de M. Roland Courteau. (p. 7091) : intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7512, 7513) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7541, 7542) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7842, 7843) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7849) : sa question.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7861) : favorable à l'amendement n° 68 de Mme Christiane Demontès. (p. 7882, 7883) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8524, 8525) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - *Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8543) : favorable aux amendements n° 276 de M. Jean Desessard, n° 466 de M. Ronan Kerdraon et n° 1097 de Mme Annie David. (p. 8548, 8549) : favorable à l'amendement n° 969 de Mme Annie David. - **Article 32 bis B (Nouveau)** (art. L. 5423-19 du code du travail - *Prorogation du versement*

de l'allocation équivalent retraite aux bénéficiaires actuels jusqu'à l'âge légal de leur départ en retraite) (p. 8559) : intervient sur l'article 32 bis B de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8622) : parole sur l'article. (p. 8629) : favorable aux amendements n° 51 de Mme Annie David, n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin et n° 475 de Mme Christiane Demontès. - **Article 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 8649) : favorable à l'amendement n° 478 de Mme Christiane Demontès. (p. 8656, 8657) : défavorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8670, 8671) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8703) : intervient sur les amendements n° 390 de M. François Fortassin (contribution des revenus patrimoniaux au financement des retraites), n° 272 de M. Jean Desessard (doublement du taux de la CSG sur les revenus du patrimoine) et n° 739 de M. Guy Fischer (majoration du taux de la CSG sur les revenus du capital).

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12251, 12252) : sa question.

BOURZAI (Bernadette)
sénatrice (Corrèze)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La France et le Brésil, terres de cultures [n° 646 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Redonner du sens à la PAC [n° 102 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 506) : votera contre cet article.

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 514, 515) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)] (suite)** - (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 603, 604) : soutient l'amendement n° 354 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect de la parité dans la composition des conseils régionaux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 682, 683) : son amendement n° 605 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 690, 691) : soutient l'amendement n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement de régions*) (p. 915) : son amendement n° 405 ; devenu sans objet. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 962) : sur l'amendement n° 105 de M. François-Noël Buffet, son sous-amendement n° 417 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 981) : favorable à l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 994) : soutient l'amendement n° 450 de M. Jean-Pierre Sueur (conditions de création d'une communauté d'agglomération) ; retiré. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1024, 1025) : soutient les amendements n° 424 de M. Jean-Luc Fichet ; et n° 423 de M. Daniel Raoul ; devenus sans objet. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1033, 1035) : soutient les amendements n° 425 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 427 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 1037) : son amendement n° 428 : représentation des communes et des EPCI de montagne ; devenu sans objet. - **Article 29 (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)** (p. 1047) : son amendement n° 433 ; rejeté. (p. 1054, 1055) : le groupe socialiste votera contre l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Transfert de pouvoirs de police spéciale*) (p. 1064, 1065) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 438 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 35 (Clarification des compétences des collectivités territoriales)** (p. 1087, 1088) : parole sur l'article. (p. 1095, 1102) : ses amendements n° 607, 596 et 597 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 35** : son amendement n° 598 : présentation d'un projet de loi fixant les mesures d'adaptation à la spécificité de la montagne des dispositions prévues à l'article 35 du projet de loi ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3318, 3319) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3361, 3362) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3599) : intervient sur l'amendement n° 329 de Mme Annie David. (p. 3620) : intervient sur le sous-amendement n° 673 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 32 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3628) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Odette Herviaux (élargissement des conditions d'utilisation des tickets-restaurants) ; rejeté. - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole) (p. 3646, 3647) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 3958) : intervient sur l'amendement n° 611 de M. Jacques Muller (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation). - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4013) : soutient l'amendement n° 174 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagache sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5216, 5217) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5444, 5445) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5595, 5596) : son amendement n° 249 ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5633) : favorable à l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5640) : soutient l'amendement n° 341 de M. Jean-Pierre Sueur ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5851, 5865) : soutient l'amendement n° 442 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet. Son amendement n° 449 ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Article 1er** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents) (p. 6809, 6810) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7113, 7114) : soutient l'amendement n° 83 de M. Thierry Repentin (instauration d'un tarif de transport d'électricité en "ligne directe" pour les consommateurs électro-intensifs) ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7597, 7598) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8418) : soutient l'amendement n° 435 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9673, 9674) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11295, 11296) : son intervention.

Culture

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11341) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-384 du Gouvernement.

Santé

- (4 décembre 2010) - **Article 86 ter (Nouveau)** (art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Contrôle systématique de la condition de résidence) (p. 11582) : soutient l'amendement n° II-214 de M. René Teulade ; rejeté.

BOUT (Brigitte)
sénateur (Pas-de-Calais)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'organisation de la recherche et ses perspectives en matière de prévention et de traitement de l'obésité [n° 158 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 87** (p. 12310, 12311) : soutient les amendements n° 10 de M. Dominique Braye (extension du système de l'usufruit locatif social); et n° 72 (possibilité pour les sociétés anonymes d'HLM de se transformer en sociétés coopératives d'intérêt collectif) ; retirés.

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 273 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale [n° 310 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Pour une réserve de sécurité nationale [n° 174 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 194 (2010-2011)] (21 décembre 2010) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 429) : intervient sur l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 432) : intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (principe de compétence générale des collectivités locales). (p. 441) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial).

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12 (chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements)** (p. 901) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Questions cribles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1697, 1698) : sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5937, 5938) : soutient l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Sueur (élection des conseillers des assemblées territoriales dans le cadre d'une élection propre à chacune d'entre elles) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (15 octobre 2010) - **Article 20 (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers)** (p. 8167) : défavorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10815, 10816) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer - Deuxième lecture [n° 134 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13041, 13042) : son intervention.

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 8 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à tenir compte de l'érosion monétaire pour le calcul des plus-values immobilières [n° 266 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 898) : intervient sur l'amendement n° 506 de M. Jacques Mézard (mesures en faveur de l'acquisition par les communes des biens de sections situés sur leurs territoires).

- **Questions cibles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1145, 1146) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - **Conclusion obligatoire de contrats écrits** (p. 3722) : intervient sur l'amendement n° 508 de M. Pierre Jarlier.

- **Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6207, 6208) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8759) : soutient l'amendement de M. Jean-Paul Amoudry n° 589 (report à 62 ans de la limite d'âge des associés des groupements agricoles d'exploitations en commun pour la détermination du régime d'imposition) ; adopté par vote unique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Article 43 ter (Nouveau)** (art. L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles - **Rapport au Parlement préalable à la correction en fin d'année de l'objectif global de dépenses**) (p. 10043) : soutient l'amendement n° 411 de M. Nicolas About ; retiré. (p. 10045) : soutient l'amendement n° 392 de M. Nicolas About ; devenu sans objet. - **Article 43 quater (Nouveau)** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, art. 64 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - **Prolongation de l'expérimentation de la réintégration des médicaments dans le forfait soins**) (p. 10048, 10049) : soutient l'amendement n° 409 de M. Nicolas About ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - **Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque**) (p. 10528) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - **Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions**) (p. 11138) : votera les amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin.

- **Questions cibles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12255) : sa réplique.

BRAYE (Dominique)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 22 février 2010.

Président de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 567 (2009-2010)] (17 juin 2010) - **Environnement**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur les déchets : Traitement des ordures ménagères : quels choix après le Grenelle ? [n° 571 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 558 (2009-2010)] relative à l'urbanisme commercial [n° 180 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 290, 291) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 612) : parole sur l'article. (p. 618) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (p. 634, 636) : votera l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse. - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 644, 645) : parole sur l'article. (p. 650, 651) : intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 659, 662 ; 675, 680) : sur l'amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson, ses sous-amendements n° 701 ; retiré ; n° 695, 682, 696 et 697 ; devenus sans objet. Sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, son sous-amendement n° 707 ; rejeté. (p. 667) : son amendement n° 476 ; retiré. (p. 684) : défavorable aux amendements n° 605 de Mme Bernadette Bourzai et n° 642 de M. Jean-Paul Amoudry. (p. 686) : son amendement n° 478 ; retiré. (p. 687, 688) : soutient l'amendement n° 684 de M. François-Noël Buffet ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 803) : demande le retrait des amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327. - **Article 6** (*Coordinations*) (p. 817, 819) : son amendement n° 660 ; rejeté. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 823) : intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 932) : intervient sur les amendements n° 39 de M. Xavier Pintat et n° 633 de M. Jean-Claude Merceron. (p. 938) : intervient sur l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 940) : intervient sur l'amendement n° 246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 942) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 946) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. - **Article 17** (*Délai limite d'établissement du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 956) : son amendement n° 469 ; retiré. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code

général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales (p. 959) : intervient sur les amendements n° 75 de M. Rémy Pointereau et n° 253 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 962) : son amendement n° 470 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 979, 980) : favorable à l'amendement n° 56 de M. Alain Vasselle. (p. 981) : défavorable à l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. (p. 985) : défavorable à l'amendement n° 42 de M. Jean-Paul Alduy. (p. 987, 990) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau et, sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° 723 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 993, 997) : défavorable à l'amendement n° 499 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale). Son amendement n° 474 : conditions de création d'une communauté d'agglomération ; retiré. - **Article 24** (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - *Substitution des communautés de communes, des communautés d'agglomération et des communautés urbaines aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre*) (p. 1007) : soutient l'amendement n° 104 de M. François-Noël Buffet ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 1008) : son amendement n° 481 : prise en compte de la population des EPCI faisant partiellement partie d'un syndicat mixte ; adopté. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 *d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1029, 1030) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1034) : intervient sur l'amendement n° 88 de M. Rémy Pointereau. - **Article 29** (*Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 1050, 1055) : défavorable à l'amendement n° 730 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Alain Vasselle. Intervient sur l'article 29 du projet de loi. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Transfert de pouvoirs de police spéciale*) (p. 1067) : intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32 (supprimé)** (art. L. 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI*) (p. 1069, 1071) : son amendement n° 479 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1075) : intervient sur l'amendement n° 733 de la commission (possibilité pour plusieurs collectivités de mutualiser par convention l'exercice d'une même mission de service public). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1080, 1081) : défavorable à l'amendement n° 43 de M. Laurent Bêteille (révision périodique du montant de l'attribution de compensation). Son amendement n° 480 : possibilité pour un EPCI de percevoir la DGF à la place des communes le composant ; adopté après modification par le sous-amendement n° 720 de M. Claude Belot.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2465) : défavorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2651, 2652) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2853, 2854) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3488, 3490) : son amendement n° 4, identique à

l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin (modification du régime des sociétés publiques locales amenées à intervenir dans le champ du logement social) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5260, 5262) : son intervention. - **Article 84** (*Responsabilité des sociétés-mères*) (p. 5374) : favorable au sous-amendement n° 3 de la commission portant sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5463, 5464) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5803, 5806) : ses amendements n° 74 : participation des conseillers municipaux aux commissions formées au sein des établissements publics de coopération intercommunale ; adopté ; n° 77 : possibilité, pour les communes membres d'une communauté de communes, de laisser à l'organe délibérant de cette dernière le soin de définir l'intérêt communautaire ; n° 76 : substitution des deux tiers des membres présents et représentés du conseil communautaire d'une communauté d'agglomération pour la détermination de l'intérêt communautaire à la majorité des deux tiers des membres du conseil ; rejetés. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5808, 5810) : intervient sur l'amendement n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat. Ses amendements n° 79 ; devenu sans objet ; et n° 80 ; adopté. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres*) (p. 5817) : votera les amendements identiques n° 6 de M. Hugues Portelli et n° 476 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) - président de la mission commune d'information sur le traitement des déchets (p. 9325, 9327) : présente le point de vue de la mission.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10675) : votera contre les amendements, portant sur le même objet, de M. François Rebsamen n° I-268 et I-267 et n° I-266 (renforcement de la taxe sur la vacance des logements). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10694, 10699) : son amendement n° I-399 : aménagements de la taxe générale sur les activités polluantes ; retiré.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - en remplacement de M. Pierre André, rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11058) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11071) : son amendement n° II-151 ; adopté. (p. 11072) : son amendement n° II-150 ; adopté. - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11078, 11079) : intervient sur les

amendements n° II-107 de M. Jean-Pierre Caffet, n° II-172 de M. Yvon Collin et n° II-174 de Mme Odette Terrade.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12655, 12657) : ses amendements n° 35 : majoration du montant du PTZ pour les accessions sociales situées en périmètre ANRU et à 500 mètres alentour ; retiré ; n° 36 : exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements détenus par les bailleurs

institutionnels ; rejeté. - **Article 14 (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité)** (p. 12668) : votera contre l'amendement n° 148 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12693) : son amendement n° 46 identique à l'amendement n° 43 de M. Daniel Soulage (refonte du dispositif de la TGAP sur les déchets) ; adopté.

BRICQ (Nicole)
sénatrice (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis secrétaire le 12 janvier 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 111 tome 3 annexe 14 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 23, 26) : son intervention.

- **Questions cibles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 515) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1288, 1290) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi de finances rectificative pour 2010. - **Question préalable** (p. 1307) : intervient sur la motion n° 116 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1308, 1311) : ses amendements n° 76 : suppression du bouclier fiscal ; n° 78 : exclusion des impositions portant sur les revenus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites dites "chapeau" du calcul du droit à restitution au titre du bouclier fiscal ; n° 83 : suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1315, 1318) : intervient sur l'amendement n° 103 de M. Thierry Foucaud (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires) ainsi que sur son amendement, soutenu par M. François Marc, n° 77 : abaissement à 15 000 euros du plafond des niches fiscales. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1321, 1326) : ses amendements n° 82 : abrogation de la disposition supprimant progressivement la demi-part fiscale attribuée aux personnes vivant seules ou ayant élevé seules leurs enfants ; et n° 81 : modification du dispositif d'exonération des plus-values sur titres de participation ; rejetés. Soutient l'amendement n° 84 de M. Serge Lagache (modification du mode de calcul du crédit d'impôt recherche en faveur des PME) ; rejeté. Intervient sur son amendement, soutenu par M. Claude Haut, n° 80 : suppression du dispositif de crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité) (Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus)** (p. 1358, 1359) : parole sur l'article. (p. 1364, 1367) : ses amendements n° 85 et 86 ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 3 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1370, 1372) : son amendement n° 71 : rapport sur la mise en place d'une taxe assurantielle sur les activités des banques ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1383, 1385) : son amendement n° 36 : exclusion des radios associatives, locales, régionales et thématiques du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques ; devenu sans objet. - **Article 5 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** (p. 1410) : son

amendement n° 89 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1441) : intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jean Arthuis (prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche des avances d'OSEO aux entreprises). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1454) : le groupe socialiste votera les amendements identiques n° 27 de la commission et n° 110 de M. Jack Ralite (instauration d'une taxe sur la publicité en ligne). (p. 1458) : soutient l'amendement n° 87 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement sur les résultats de la loi de modernisation de l'économie du 23 juillet 2008) ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1884, 1885) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2284, 2286) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2347, 2349) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er (Le Grand Paris : un projet d'intérêt national)** (p. 2403) : le groupe socialiste votera les amendements n° 9 de Mme Éliane Assassi et n° 237 de Mme Dominique Voynet. - **Article 2 (Le réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2419, 2420) : soutient l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. (p. 2434, 2437) : favorable aux amendements n° 119 et 118 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2444) : intervient sur l'amendement n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 3 (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2462, 2463) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2483, 2488) : soutient l'amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Caffet ; adopté. Votera les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2499, 2500) : intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Dominique Voynet. (p. 2509, 2510) ; intervient sur les amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi, n° 75 de M. Philippe Dallier et n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'observation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale)** (p. 2561) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 4 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2564) : intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean Arthuis (obligation de déclaration d'activité).

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article 3 (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2581, 2582) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 7 (Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »)** (p. 2618) : son amendement n° 128 ; rejeté. (p. 2619) : intervient sur son amendement n° 128 précité. (p. 2622, 2623) : son amendement n° 129 ; rejeté. (p. 2635) : son amendement n° 135 ; rejeté. - **Article 8 (Directoire et conseil de surveillance de la SGP)** (p. 2641) : son amendement n° 136 ; rejeté. (p. 2643) : son amendement n° 137 ; rejeté. (p. 2647) : intervient sur son amendement n° 136. (p. 2650) : intervient sur son amendement n° 138. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2653) : son amendement n° 140 : création d'un comité de suivi chargé de veiller à la bonne exécution du projet Grand Paris ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 2654) : son amendement n° 141 : prise en compte dans le projet de loi de finances pour 2011 des dépenses relatives à la réalisation du

réseau de transport public du Grand Paris ; rejeté. - **Article 9** (*Ressources de l'établissement*) (p. 2656, 2657) : parole sur l'article. (p. 2659) : son amendement n° 142 ; rejeté. - **Article 9 bis (Nouveau)** (*art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France*) (p. 2664, 2665) : parole sur l'article. (p. 2671) : intervient sur l'amendement n° 296 du Gouvernement. - **Article 9 ter** (*art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts - Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Île-de-France*) (p. 2675, 2676) : son amendement n° 143 ; rejeté. (p. 2678, 2679) : son amendement n° 144 ; rejeté. (p. 2679, 2680) : son amendement n° 145 ; rejeté. (p. 2681) : intervient sur son amendement n° 145. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 2681, 2682) : son amendement n° 146 : rapport gouvernemental sur l'exécution des engagements financiers de l'État pour la réalisation du plan de mobilisation pour les transports en Île-de-France ; rejeté. (p. 2683) : son amendement n° 147 : réhaussement des plafonds du taux du versement transport applicable en Île-de-France ; rejeté. (p. 2684) : intervient sur l'amendement n° 147 précité. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Participation des établissements publics d'aménagement bénéficiant du réseau du Grand Paris*) (p. 2687) : son amendement n° 149 ; rejeté. - **Article 16** (*Recours étendu aux contrats de partenariat*) (p. 2691) : son amendement n° 150 ; rejeté. - **Article 17** (*art. 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Gestion des nouvelles lignes et des nouveaux réseaux du Grand Paris*) (p. 2695) : son amendement n° 151 ; rejeté. (p. 2696) : intervient sur l'amendement n° 267 de Mme Dominique Voynet. Son amendement n° 152 ; rejeté. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2705) : son amendement n° 157 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (*Création de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2740, 2743) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Vera. - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2754, 2762) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 229 de M. Yves Pozzo di Borgo ainsi que cet article. Intervient sur l'amendement n° 284 de Mme Dominique Voynet. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2763, 2765) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Caffet n° 165 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences de la création de l'établissement public de Saclay) ; rejeté ; et n° 168 (remise d'un rapport gouvernemental justifiant les prises de participations de l'établissement public de Paris-Saclay) ; adopté. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2771, 2776) : intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Caffet ainsi que sur l'article. - **Article 23** (*Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay*) (p. 2776, 2778) : soutient l'amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 29 et annexe B** (*art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport*) (p. 2790, 2795) : son amendement n° 176 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 177 de M. Jean-Pierre Caffet ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2895, 2896) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2960, 2963) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2976) : défavorable à la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3225, 3227) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3911, 3912) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4415, 4417) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4425) : ne votera pas la motion n° 8 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1 er** (p. 4428) : votera l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera (imposition au taux de 95 % des bénéfices obtenus grâce à la déduction ou à la commercialisation de produits financiers dérivés). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4431) : intervient sur les amendements de M. Bernard Vera n° 5 (suppression du droit pour une entreprise implantée en zone de revitalisation rurale de bénéficier d'une exonération de taxe professionnelle), n° 6 (exonération des départements d'outre-mer et des autres départements et régions éligibles aux dotations de péréquation de tout concours aux fonds de garantie) et n° 7 (rééquilibrage de la fiscalité pesant sur les entreprises de réseaux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4432, 4433) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Question préalable** (p. 4569, 4570) : s'abstiendra sur la motion n° 126 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4582, 4583) : ne votera pas l'amendement n° 95 de M. Bernard Vera. (p. 4586) : intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Bariza Khiari.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (*art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région*) (p. 4620, 4621) : favorable à l'amendement n° 22 de Mme Bariza Khiari. - **Article 4 bis** (*art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France*) (p. 4626) : son amendement n° 90 ; adopté. - **Article 7 ter** (*art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4657) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Bariza Khiari ; devenu sans objet. (p. 4660, 4661) : favorable à l'amendement n° 31 de Mme Bariza Khiari. - **Article 18** (*Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4711) : son amendement n° 91 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Rappel au règlement** (p. 4934, 4935). - **Discussion générale** (p. 4943, 4945) : son intervention. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 313-3 du code de la consommation - Réforme des seuils de l'usure*) (p. 4950, 4951) : ses amendements n° 1 et 2 ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 4953) : son amendement n° 3 : interdiction du démarchage hors des lieux de vente pour la souscription de crédits à la consommation ; rejeté. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-11 à L. 311-17-1 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit*) (p. 4957, 4958) : ses amendements n° 6, 5 et 4 ; rejetés. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-21 à L. 311-26 du code de la consommation - Exécution du contrat de crédit*) (p. 4962) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Missions du fonds de cohésion sociale*) (p. 4970, 4971) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 4976, 4977) : ses amendements n° 12 : plafonnement des frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte ; et n° 13 : intégration des frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte dans le calcul du taux effectif global ; retirés. - **Article 21 (Texte non**

modifié par la commission) (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement des particuliers) (p. 4979) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la création d'un registre national des crédits aux particuliers) (p. 4989) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions relatives à l'Institut national de la consommation) (p. 4994, 4995) : son amendement n° 21 ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5025) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 3 (Gage)** (p. 5090, 5091) : intervient sur l'article.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5192, 5194) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 422-1 du code de la consommation - Recours collectif par une association de consommateurs agréée mandatée par plusieurs consommateurs ayant subi un même préjudice) (p. 5208) : parole sur l'article.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5380, 5382) : le groupe socialiste ne votera pas cette proposition de résolution. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5390) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5840, 5841) : parole sur l'article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6117, 6119) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 541 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6185, 6187) : son intervention. - **Article unique** (p. 6192) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Rappel au règlement** - (27 septembre 2010) (p. 6856).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7136) : intervient sur l'amendement n° 115 de M. Roland Courteau. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7163, 7171) : soutient les amendements de M. Michel Sergent n° 102 et 104 ; rejetés ; et n° 103 ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7184,

7186) : soutient l'amendement n° 106 de M. Michel Sergent (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental faisant le bilan de l'application de l'article 33 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie) ; retiré.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7221, 7224) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7237) : son amendement n° 112 : réglementation de la profession de "conseiller en gestion de patrimoine" ; rejeté. - **Article 2 quinquies A (Nouveau)** (art. L. 621-14-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7239, 7240) : son amendement n° 113 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** (p. 7241, 7242) : son amendement n° 44 : qualification des quotas d'émissions de gaz à effets de serre d'"instruments financiers" ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 544-1, L. 544-3, L. 544-4, L. 544-5 [nouveau], L. 544-6 [nouveau] et L. 321-2 du code monétaire et financier) (p. 7255) : défavorable à l'amendement n° 42 de M. Yvon Collin. (p. 7258) : son amendement n° 116 ; rejeté. (p. 7259, 7260) : ses amendements n° 115 ; retiré ; et n° 117 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5 E** (p. 7265, 7266) : son amendement n° 118 : augmentation du montant de la garantie bancaire pour chaque compte en banque à compter du 1er janvier 2011 ; retiré. - **Article 7 ter** (art. L. 621-7 et L. 621-7-1 du code monétaire et financier) (p. 7271) : votera l'amendement n° 57 de M. Bernard Vera. - **Article 7 quater** (art. L. 431-1 du code monétaire et financier) (p. 7272, 7274) : ses amendements n° 119 ; rejeté ; et n° 120 ; devenu sans objet. - **Article 7 quinquies** (p. 7277) : favorable à l'amendement n° 58 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 7 septies A** (p. 7278) : son amendement n° 139 : interdiction de la commercialisation de produits financiers par des entités enregistrées dans des paradis fiscaux ; rejeté. - **Article 7 octies A (Nouveau)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 114-17 du code de la mutualité, art. 524-2-1 du code rural et de la pêche maritime, art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, art. L. 511-35 du code monétaire et financier et art. L. 322-26-2-2 du code des assurances) (p. 7280) : intervient sur son amendement n° 122. - **Article additionnel après l'article 7 nonies** (p. 7282, 7283) : son amendement n° 123 : rapport de l'AMF sur le bilan de la protection des investisseurs de détail dans l'ensemble des domaines de la banque, de l'assurance et des marchés financiers ; rejeté. - **Article 7 undecies (Nouveau)** (art. L. 341-1, L. 341-3, L. 341-4, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-7-1, L. 341-10, L. 341-12, L. 519-1 à L. 519-3, L. 519-3-1 à L. 519-3-4 [nouveaux], L. 519-4, L. 519-4-1 et L. 519-4-2 [nouveaux], L. 519-5, L. 531-2, L. 541-1, L. 541-1-1 [nouveau], L. 541-2, L. 541-4, L. 541-8-1 [nouveau], L. 541-9, L. 545-4, L. 545-5, L. 545-5-1 [nouveau], L. 546-1 à L. 546-4 [nouveaux], L. 611-3-1, L. 612-1, L. 612-20, L. 612-21, L. 612-23, L. 612-29-1 [nouveau], L. 621-5-3 du code monétaire et financier) (p. 7289) : son amendement n° 45 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7293, 7294) : ses amendements n° 47 : calcul des frais bancaires en cas de dépassement de découvert autorisé ; n° 48 : harmonisation de la dénomination des frais et services bancaires ; et n° 46 : obligation pour les établissements bancaires, d'informer leurs clients, 15 jours à l'avance, des frais prélevés sur leurs comptes de dépôt ; rejetés. - **Article 12 quater (Nouveau)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2007/36/CE sur les droits des actionnaires) (p. 7302, 7303) : votera l'amendement n° 66 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 7304, 7307) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Jacques Hyest n° 144 (institution d'une nouvelle procédure de sauvegarde financière accélérée) et n° 145 (simplification et amélioration de la procédure de sauvegarde). (p. 7304, 7305) : intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Hyest (institution d'une nouvelle procédure de sauvegarde financière accélérée). - **Article 14** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7308, 7309) : son amendement n° 125 ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7311, 7312) : ses amendements n° 147 ; rejeté et n° 126 ; retiré. - **Article 18**

(art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7313) : son amendement n° 149 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 7314) : son amendement n° 134 : limitation à 4 du nombre de mandats cumulés par un administrateur de société ; rejeté. (p. 7314, 7315) : ses amendements n° 128 : interdiction d'attribuer des stock-options aux dirigeants de sociétés bénéficiant d'aides publiques ; n° 130 : transparence des rémunérations et des avantages reçus par les mandataires sociaux ; et n° 135 : limitation de l'attribution de stock-options aux sociétés ayant moins de cinq années d'exercice ; rejetés. (p. 7316, 7318) : ses amendements n° 129 : transparence de la rémunération des dirigeants de sociétés ; et n° 133 : plafonnement de la rémunération des dirigeants d'une société bénéficiant d'aides publiques sous forme de recapitalisation ; rejetés. (p. 7319) : ses amendements n° 131 : limitation du montant des retraites "chapeaux" ; et n° 132 : limitation du montant des "parachutes dorés" ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 18 bis A** (p. 7322) : le groupe socialiste soutiendra l'amendement n° 174 de la commission (renforcement du dispositif de la LME visant à ce que les sommes collectées par les établissements de crédits au titre du livret A et du livret de développement durable soit consacrées au financement des PME ou à des travaux d'économie d'énergie). (p. 7323, 7325) : ses amendements n° 127 : caractère permanent de la taxation des rémunérations variables des opérateurs de marché ; n° 138 : instauration d'une mesure de surveillance prudentielle des politiques de rémunération des banques et des établissements de crédit ; retirés ; n° 136 : limitation de la part variable des rémunérations au montant de leur part fixe ; et n° 137 : instauration d'une mesure de surveillance prudentielle des politiques de rémunération des banques et des établissements de crédit ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7329) : intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (possibilité, pour les sociétés de crédit foncier, de refinancer directement des projets de partenariat public-privé). - **Article 20** (p. 7330) : le groupe socialiste vote contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 7333, 7334) : ses amendements n° 49 : interdiction, pour les établissements bancaires, de proposer aux collectivités locales des produits exposant à des risques sur le capital ; et n° 50 : rapport gouvernemental sur le bilan de l'application de la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales. (p. 7335) : son amendement n° 121 : obligation d'informer les actionnaires sur la politique suivie par l'entreprise en matière fiscale ; rejeté. (p. 7336) : son amendement n° 140 : publication annuelle, en annexe de la loi de finances, du nombre de contrôles fiscaux effectués auprès des entreprises ; rejeté. (p. 7337, 7339) : ses amendements n° 141 : amélioration de la transparence des établissements bancaires et financiers contractant avec l'Etat et n° 142 : instauration d'un échange d'informations entre l'administration fiscale et les acteurs financiers étrangers privés souhaitant investir sur le territoire national ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7352) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7632, 7633) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Christiane Demontès. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7693, 7694) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7753) : intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7761, 7764) : intervient sur les sous-amendements n° 1198 et 1199 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites

- **Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020**) (p. 8013) : favorable à l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer. (p. 8015, 8016) : favorable à l'amendement n° 833 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8108, 8109) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8264, 8265) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8278) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8503) : le groupe socialiste votera les amendements n° 375, 377, 378 et 379 de Mme Françoise Laborde. (p. 8506) : intervient sur l'amendement n° 1092 de Mme Odette Terrade. (p. 8517, 8518) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8634, 8635) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 26 bis (précédemment réservés)** (p. 8808) : soutient les amendement n° 208 de M. Claude Lise (rapport au Parlement sur l'adaptation du dispositif de pénibilité du parcours professionnel aux exploitants et travailleurs agricoles) ; et n° 502 de M. Jean-Étienne Antoinette (maintien temporaire des conditions actuelles d'ouverture de droits à la retraite dans les départements et collectivités d'outre-mer) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8818) : soutient les amendements de M. Ronan Kerdraon n° 234 (rapport sur l'attribution d'une majoration de pension pour tout assuré ayant exercé une activité bénévole au sein d'une association à but non lucratif) ; et de Mme Christiane Demontès n° 235 (rapport au Parlement sur la suppression des clauses conditionnant l'affiliation des aidants familiaux à titre gratuit à l'assurance vieillesse du régime général) ; rejetés par vote unique. - **Vote unique** (p. 8851) : votera contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8870, 8871) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9087, 9088) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - auteur de la proposition de loi n° 291 relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au - **Discussion générale** (p. 9131, 9133) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9144, 9147) : ses amendements n° 25 : limitation à trois du cumul de mandats sociaux ; n° 26 : limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation ; n° 27 : fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux ; rejetés. - **Article 1er** (art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en

cas de composition irrégulière du conseil d'administration) (p. 9150, 9153) : ses amendements n° 29, 30 et 31 ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 225-68, L. 225-69, L. 225-69-1, L. 225-76, L. 225-78, L. 225-79 et L. 225-83 du code de commerce - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil de surveillance d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil de surveillance*) (p. 9155) : parole sur l'article. - **Article 2 bis B** (art. L. 225-105-1 du code de commerce - *Procédure de désignation en justice d'un mandataire chargé de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des projets de nomination visant à rendre régulière la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance*) (p. 9157) : intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement. - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil*) (p. 9165) : le groupe socialiste votera les amendements identiques n° 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 14 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 5 (Supprimé)** (*Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics industriels et commerciaux et des établissements publics administratifs de l'Etat*) (p. 9183) : intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9187) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9370, 9373) : son intervention. - **Article 2 et rapport annexé** (p. 9430) : défavorable à l'amendement n° 10 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9439) : son amendement n° 2 : compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA ; rejeté. (p. 9440, 9441) : ses amendements n° 3 : compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA ; et n° 4 : compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH ; rejetés. (p. 9443) : intervient sur ses amendement n° 2, 3 et 4 précités.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10253, 10255) : le groupe socialiste ne votera pas le projet de loi de finances pour 2011.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10289) : intervient sur son amendement n° I-216 : abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail. (p. 10291) : favorable à l'amendement n° I-215 de M. François Marc (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires). (p. 10292) : son amendement n° I-217 : modification du régime fiscal des emplois à domicile ; rejeté. (p. 10293, 10295) : son amendement n° I-213 : abaissement du plafonnement global des réductions d'impôt sur le revenu ; rejeté. Soutient l'amendement n° I-210 de M. Marc Massion (extension aux bailleurs sociaux du dispositif de crédits d'impôt prévu pour les travaux obligatoires de renforcement des habitations situées dans un périmètre de risques technologiques) ; rejeté. (p. 10297) : son amendement n° I-211 : indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi ; rejeté. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 92 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - *Prorogation d'un an du régime transitoire accompagnant l'extinction de la demi-part accordée aux contribuables vivant seuls et ayant eu à leur charge un ou plusieurs enfants*) (p. 10303) : intervient sur son amendement n° I-442. - **Article 3** (art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - *Contribution supplémentaire de 1 %*

sur les hauts revenus et les revenus du capital) (p. 10307) : ses amendements n° I-219 ; et n° I-220 ; rejetés. (p. 10311) : défavorable à l'amendement n° I-2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10314, 10315) : ses amendements n° I-254 : exclusion des impôts locaux du droit à restitution ouvert par le bouclier fiscal ; n° I-251 : exclusion de la CSG et de la CRDS du calcul du bouclier fiscal ; n° I-257 : exclusion de certaines plus-values immobilières du calcul du bouclier fiscal ; n° I-256 : prise en compte des revenus du patrimoine et des produits de placement pour la détermination du droit à restitution du bouclier fiscal ; et n° I-250 : exclusion des impositions portant sur les revenus issus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites chapeaux dans le calcul du bouclier fiscal ; rejetés. (p. 10316) : ses amendements n° I-258 : fixation d'une cotisation minimale de l'impôt de solidarité sur la fortune par tranche d'imposition du patrimoine ; et n° I-255 : suppression de la possibilité pour un contribuable, de bénéficier d'un abattement de la valeur de ses placements dans une entreprise où il travaille ; rejetés. (p. 10318) : intervient sur ses amendements précités. (p. 10323) : intervient sur l'amendement n° I-334 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions réduisant l'assiette et le rendement de l'impôt sur le revenu). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10332, 10333) : son amendement n° I-226 : suppression de la déductibilité des intérêts d'emprunts lorsque l'endettement excède 66 % des capitaux propres dans les opérations de rachat à effet de levier ; rejeté. (p. 10336, 10337) : son amendement n° I-229 : suppression du régime du "bénéficiaire mondial consolidé" ; rejeté. (p. 10341, 10342) : soutient l'amendement n° I-227 de M. François Rebsamen (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé) ; rejeté. (p. 10344) : votera l'amendement n° I-320 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'exonération des plus-values de cession de titres de participation des grandes entreprises à vocation transnationale). (p. 10347, 10348) : son amendement n° I-228 : limitation de la portée du régime de report des déficits ; rejeté. (p. 10350) : soutient les amendements de M. François Marc n° I-231 (périmètre du régime fiscal de la micro-entreprise), n° I-232 (réintégration de l'ensemble des plus-values de cession professionnelle dans l'assiette des cotisations sociales), n° I-233 (taxation des cessions opérées au profit d'une société contrôlée par le cédant), n° I-234 (plafonnement de la déductibilité des intérêts d'emprunt), n° I-235 (suppression du crédit d'impôt sur les dividendes), n° I-240 (contrôle du crédit impôt recherche), n° I-241 (réduction du coût des exemptions d'assiette en matière d'épargne salariale) et n° I-242 (mesures contre le mitage de l'impôt sur les sociétés) ; rejetés. Ses amendements n° I-237 : accroissement de la quote-part représentative des frais et charges à incorporer dans les résultats soumis à l'impôt sur les sociétés, n° I-238 : allongement de la durée de détention des titres éligibles à l'exonération des plus-values de cessions à long terme et n° I-239 : définition des dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche ; rejetés. (p. 10353) : intervient sur les amendements précités. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10356) : intervient sur l'amendement n° I-453 de la commission (modification du régime social des retraites chapeaux).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 7** (art. 995 et 1001 du code général des impôts - *Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables »*) (p. 10370) : soutient l'amendement n° I-243 de M. Jean-Pierre Demerliat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10393) : son amendement n° I-247 : taux de TVA applicable dans la restauration ; rejeté. - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - *Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes*) (p. 10409) : son amendement n° I-248 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10426) : favorable à l'amendement n° I-252 de M. François Marc (suppression de la réforme des successions). - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - *Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10432) : intervient sur l'amendement

n° I-123 de M. Jean Arthuis. (p. 10438) : favorable à l'amendement n° I-417 de M. Nicolas About. (p. 10444) : son amendement n° I-259 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10446, 10447) : le groupe socialiste votera l'amendement n° I-379 de M. Yvon Collin (extension du champ de la taxe sur les salaires). - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10455, 10457) : son amendement n° I-260 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° I-337 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10458, 10459) : son amendement n° I-264 ; pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marché ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10468) : intervient sur son amendement n° I-247 précité. - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10477) : son amendement n° I-245 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10500, 10501) : intervient sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne). - **Article 13 bis (Nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modalités de fixation du niveau de la contribution au service public de l'électricité) (p. 10562, 10563) : son amendement n° I-169 ; rejeté. - **Article 18** (art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 6 de la loi de finances pour 1987 [n° 86-1317 du 20 décembre 1986], art. 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 55 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Modification des dispositions relatives aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, FDPTP) (p. 10570, 10571) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10586, 10587) : intervient sur son amendement n° I-170 présenté par M. Gérard Miquel. - **Article 21** (art. L. 3334-12, L. 3334-16, L. 4332-3 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales - Non-indexation du montant de certaines dotations d'investissement) (p. 10592) : son amendement n° I-172 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10600, 10601) : intervient sur ses amendements, présentés par M. Gérard Miquel, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 : compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité. - **Article 23** (art. 1586 B, 1384 B et 1586 B du code général des impôts et art. L. 3334-17, L. 4332-11, L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 78 de la loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 3 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi

n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Évolution des compensations d'exonérations) (p. 10619, 10620) : intervient sur l'amendement n° I-475 du Gouvernement. - **Article 26** (art. L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales - Prorogation du fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU) (p. 10639) : défavorable à l'amendement n° I-23 de la commission. - **Article 30** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification du périmètre des dépenses du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ») (p. 10643) : défavorable à l'amendement n° I-26 de la commission. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 10655) : favorable à l'amendement n° I-29 de la commission (recette du compte de commerce "Gestion des actifs carbone de l'État"). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10665, 10666) : défavorable à l'amendement n° I-445 de la commission (financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris). - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle) (p. 10682) : son amendement n° I-269 ; rejeté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 10727, 10728) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11084, 11085) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, son sous-amendement n° II-168 ; retiré.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11502, 11503) : son intervention.

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11637, 11639) : intervient sur l'amendement n° II-27 de la commission. (p. 11640) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-27 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11645) : favorable à l'amendement n° II-171 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière bénéficiant à certains logements sociaux). - **Article 56** (art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, article 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé) (p. 11659, 11661) : soutient les amendements n° II-477 et II-478 de M. François Rebsamen ; rejetés. - **Article 57** (art. 6 et 196 bis du code général des impôts - Modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu des couples qui se constituent ou se séparent) (p. 11672, 11673) : son amendement n° II-480 ; rejeté. - **Article**

57 bis (Nouveau) (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 11680) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-294 de la commission. - **Article 57 sexies (Nouveau)** (art. 200 quater C et 200 quater A du code général des impôts - *Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général*) (p. 11684) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-553 de M. Louis Nègre. - **Article 57 nonies** (art. 244 quater U du code général des impôts - *Suppression de l'éligibilité à l'éco-prêt à taux zéro des travaux prévus dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques*) (p. 11690) : son amendement n° II-484 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 57 undecies** (p. 11692) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-514 de M. Thierry Foucaud (diminution de la réduction d'impôt sur les emplois familiaux et les emplois à domicile). Son amendement n° II-487 : analyse de la dépense fiscale par le Conseil des prélèvements obligatoires ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11709) : défavorable à l'amendement n° II-430 de M. Jean Arthuis (suppression du bouclier fiscal et de l'ISF). - **Article 65** (art. 44 sexies, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 duodecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies [nouveau], 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 200 sexies, 220 quinquies, 220 terdecies, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater N, 244 quater O, 244 quater P, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 302 nonies, 1383 A, 1417, 1464 B, et 1602 A du code général des impôts et art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - *Aménagement du régime fiscal des entreprises qui se créent ou qui sont reprises dans les zones de revitalisation rurale, ZRR*) (p. 11716) : soutient l'amendement n° II-464 de M. Yves Chastan ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 11721, 11722) : soutient l'amendement n° II-486 de M. François Rebsamen (obligation de documentation des prix de vente pratiqués intragroupe) ; rejeté. (p. 11724) : le groupe socialiste votera les amendements de M. Thierry Foucaud, portant sur le même objet, n° II-526 et n° II-527 (renforcement du régime anti-évasion fiscale).

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 66 quinquies (Nouveau)** (art. 48 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - *Prorogation d'un an du dispositif de neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés*) (p. 11743) : son amendement n° II-492 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11744, 11745) : soutient l'amendement n° II-468 de M. Gérard Miquel (exonération de TVA pour les produits issus de la valorisation des déchets) ; rejeté. (p. 11752, 11753) : favorable aux amendements identiques n° II-44 de Mme Évelyne Didier et n° II-469 de M. Gérard Miquel (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets). (p. 11753, 11754) : soutient l'amendement n° II-472 de M. Michel Sergent (création d'une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce) ; rejeté. (p. 11755) : soutient l'amendement n° II-467 de M. Gérard Miquel (rapport gouvernemental sur les enjeux, la faisabilité et l'impact de la levée des exonérations de taxe d'enlèvement des ordures ménagères dont bénéficient les bâtiments publics) ; rejeté. (p. 11757, 11759) : Ses amendements n° II-493 : instauration d'un échange d'informations entre l'administration fiscale et les acteurs financiers étrangers privés souhaitant investir sur le territoire national et n° II-494 : transparence obligatoire de la part des établissements bancaires et financiers contractant avec l'Etat, et instauration d'une obligation de comptabilité pays par pays pour tous les partenaires bancaires et financiers de l'Etat ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (6 décembre 2010) (p. 11759).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - *Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11778) : favorable à l'amendement n° II-516 de M. Thierry Foucaud. (p. 11780) : son amendement n° II-434 ; devenu sans objet. (p. 11788) : intervient sur l'amendement n° II-565 de la commission. (p. 11798) : son amendement n° II-436 ; retiré. (p. 11802) : intervient sur l'amendement n° II-306 de la commission. (p. 11810) : son amendement n° II-442 ; rejeté. (p. 11812, 11814) : son amendement n° II-443 ; rejeté. (p. 11818) : soutient l'amendement n° II-441 de M. Gérard Collomb ; adopté. - **Article 60 (précédemment réservé)** (art. 1599 quater B du code général des impôts - *Aménagements de la composante de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux relative aux répartiteurs de la boucle locale cuivre*) (p. 11826, 11827) : son amendement n° II-446 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11833) : soutient l'amendement n° II-449 de M. Gérard Collomb (communication, à chaque commune, du montant, par redevable, de la CVAE et de la TASCOM) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11835, 11837) : soutient l'amendement n° II-465 de M. Roland Ries (possibilité pour les autorités organisatrices des communes de moins de 100 000 habitants ayant décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé, d'augmenter le taux du versement transport) ; rejeté. - **Article 60 ter (précédemment réservé)** (art. 1465 A du code général des impôts - *Prise en compte du critère de déclin de la population pour le zonage des zones de revitalisation rurale, ZRR*) (p. 11840) : intervient sur l'amendement n° II-311 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 63 (précédemment réservé)** (*Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales*) (p. 11877) : le groupe CRC-SPG votera le sous-amendement n° II-595 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-569 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11917, 11919) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12389, 12391) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire [n° 171 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12404, 12405) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (15 décembre 2010) (p. 12456, 12457) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12594, 12595) : intervient sur l'amendement n° 141 de M. Charles Guené (création d'un fonds destiné à soutenir les communes et leurs groupements en vue de l'acquisition des appareils nécessaires à l'établissement de procès-verbaux électroniques). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12600) : intervient sur l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules). - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12610, 12616) : intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement. Soutient l'amendement n° 144 de M. François Rebsamen ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 12621, 12622) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sœur n° 166 (versement du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003) et n° 167 (rapport gouvernemental sur la répartition du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12634) : défavorable à l'amendement n° 113 de M. Philippe Adnot (possibilité, pour les entreprises faisant appel à des sociétés de conseil en matière de crédit d'impôt recherche, de ne verser de rémunération qu'en cas de réussite de l'opération). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 12642) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 246 de la commission (instauration d'une "mutualisation" des primes d'assurance pour risques locatifs). - **Article 13** (art. L. 315-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-29 du code monétaire et financier - Réforme du plan d'épargne-logement, PEL) (p. 12654) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12657) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Dominique Braye (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements détenus par les bailleurs institutionnels). - **Article 14 (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité)** (p. 12667, 12678) : ses amendements n° 148 ; adopté ; n° 152 et n° 149 ; rejetés. N° 153 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 12682) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Caffet (renforcement des sanctions applicables en cas d'occupation illégale du domaine public viaire) ; adopté. - **Article 15** (art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12685, 12688) : son amendement n° 155 ; rejeté. (p. 12698, 12699) : ses amendements n° 157 et n° 158 ; rejetés. - **Article 16** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Dispositions fiscales relatives aux transports en commun en Ile-de-France) (p. 12702, 12704) : son amendement n° 159 ; rejeté. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales - Majoration du plafond du versement transport en cas de réalisation d'une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé) (p. 12705, 12706) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 211 de M. Philippe Dominati. - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12707) : intervient sur son amendement, soutenu par

M. Jean-Claude FRÉCON, n° 160 : possibilité, pour les régions, de disposer d'une part complémentaire de versement transport. - **Article 17 septies (Nouveau)** (art. 1600 du code général des impôts - Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie) (p. 12724, 12725) : son amendement n° 162 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 20** (art. 270, 275, 276, 278, 279, 282, 283 ter, 283 quater, 285 septies du code des douanes ; art. 153 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 [de finances pour 2009] ; art. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des dispositions relatives à l'éco-taxe poids lourds) (p. 12747, 12749) : son amendement n° 165 ; retiré. - **Article 27** (art. 1649 quater 0 B ter du code général des impôts, art. L. 84 C [nouveau], L. 85-0 B [nouveau] et L. 96 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 28-2 du code de procédure pénale, art. 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Amélioration des outils juridiques du contrôle fiscal dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'économie souterraine) (p. 12766) : défavorable à l'amendement n° 24 de la commission. - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs) (p. 12776, 12777) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 26 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 12779) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 27 de la commission (mesures facilitant les opérations de financement et de refinancement des actifs acquis par les SIIC, les OPIC et leurs filiales). - **Article additionnel avant l'article 33** (p. 12794) : votera l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires). - **Article 34 (Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA)** (p. 12800, 12801) : votera contre l'amendement n° 236 de la commission. Son amendement n° 168 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 12810) : sur les amendements de M. Gérard César, défavorable au n° 112 (caractère gratuit du transfert des biens, droits et obligations entre établissements du réseau des chambres d'agriculture), ne votera pas le n° 110 (clôture du fond des prêts à intérêts différés servant à la bonification par l'Etat des prêts à la sylviculture) ; le groupe socialiste s'abstiendra sur le n° 111 (caractère gratuit des transferts de biens d'une association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles à une chambre départementale d'agriculture). - **Article 37 bis (Nouveau)** (art. L. 302 et L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement ») (p. 12813) : le groupe socialiste votera les amendements n° 28 de la commission et n° 75 de M. Bernard Vera. - **Article 40 (Octroi de la garantie de l'État au titre du financement par la Caisse des dépôts et consignations de la part française de la facilité financière accordée à EADS pour l'A400M)** (p. 12820) : intervient sur l'amendement n° 238 de la commission.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12955, 12957) : son intervention.

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénateur (Hérault)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à établir la reconnaissance par la France des souffrances subies par les citoyens français d'Algérie, victimes de crimes contre l'humanité du fait de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique [n° 569 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 825) : sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département), son sous-amendement n° 669 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1863, 1864) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1912, 1913) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2039) : sa question.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3051) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3700, 3701) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - au

nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5860) : soutient l'amendement n° 31 de la commission ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7026) : sur l'amendement n° 14 de M. Alain Chatillon (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques), soutient le sous-amendement n° 278 de M. Jacques Blanc ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :



Cessation de mandat le 13 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 13 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**



Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 4 février 2010 ; fin de mission le 3 août 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11827) : soutient l'amendement n° II-94 de M. Philippe Dominati (augmentation du plafond de chiffre d'affaires annuel en dessous duquel le statut d'auto-entrepreneur est possible) ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 149 bis (Supprimé)** (*Suppression de la limite d'âge pour la désignation des membres des conseils des caisses primaires d'assurance maladie*) (p. 12361, 12362) : soutient l'amendement n° 16 de M. Bruno Gilles ; retiré.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales le 26 avril 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale des compétences et des talents.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 422 (2008-2009)] rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 533 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 675 (2009-2010)] interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 699 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Société.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 116 tome 11 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 270) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 286, 288) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 319, 321) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2064, 2066) : son intervention.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5097, 5098) : recommande le rejet de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5441, 5443) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6733, 6735) : son intervention. - **Article 1er (Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public)** (p. 6756) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7850, 7851) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9215) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11004, 11005) : son intervention.

BUSSEREAU (Dominique)
secrétaire d'État chargé des transports
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 112, 116) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3338, 3342) : sa réponse.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9249, 9252) : son intervention.

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Question préalable** (p. 2383, 2385) : sa motion n° 1 tendant à poser la question préalable ; rejetée. (p. 2387) : intervient sur la motion n° 1 précitée. - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2389) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) (p. 2410, 2412) : réponse à M. Yves Pozzo di Borgo sur la gestion de la Ville de Paris. Ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2423) : intervient sur son amendement n° 116, présenté par Mme Nicole Bricq. (p. 2433, 2435) : son amendement n° 119 ; rejeté. (p. 2438, 2439) : intervient sur son amendement n° 118, présenté par M. Serge Lagache. (p. 2446) : le groupe socialiste votera contre l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2461, 2464) : intervient sur son amendement n° 120, présenté par M. David Assouline. Favorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2485, 2489) : intervient sur son amendement n° 122, soutenu par Mme Nicole Bricq. Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Philippe Dallier. Son amendement n° 123 ; rejeté. (p. 2495, 2500) : intervient sur son amendement n° 124, soutenu par Mme Bariza Khiari, ainsi que sur l'amendement n° 258 de Mme Dominique Voynet. (p. 2577) : son intervention sur les amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi et n° 75 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2605) : son amendement n° 127 ; rejeté. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2616) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Éliane Assassi et n° 246 de Mme Dominique Voynet. (p. 2623) : intervient sur l'amendement n° 129 de Mme Nicole Bricq. (p. 2625) : intervient sur l'amendement n° 247 de Mme Dominique Voynet. (p. 2627) : son amendement n° 130 ; devenu sans objet. (p. 2628) : son amendement n° 131 ; devenu sans objet. (p. 2629) : son amendement n° 132 ; devenu sans objet. (p. 2630) : intervient sur l'amendement n° 300 de la commission. (p. 2633, 2634) : son amendement n° 134 ; adopté. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2648) : intervient sur l'amendement n° 137 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 2655) : intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Nicole Bricq (prise en compte dans le projet de loi de finances pour 2011 des dépenses relatives à la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris). - **Article 9 bis (Nouveau)** (*art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France*) (p. 2669) : intervient sur l'amendement n° 298 du Gouvernement. (p. 2673, 2674) : intervient sur l'article. - **Article 9 ter** (*art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts - Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Île-de-France*) (p. 2677) : intervient sur les amendements n° 55 de Mme Éliane Assassi et n° 143 de Mme Nicole Bricq. (p. 2680, 2681) : intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 2684) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Éliane Assassi (accroissement du taux de versement transport dans les zones aéroportuaires). - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2704) : son amendement n° 155 ; adopté. (p. 2706) : son amendement n° 158 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (*Création de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2743, 2746) : intervient sur les amendements n° 186 de M. Bernard Vera et n° 282 de Mme Dominique Voynet. - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2761,

2762) : intervient sur son amendement n° 167 soutenu par M. Roger Madec. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2765) : intervient sur ses amendements, soutenus par Mme Nicole Bricq, n° 165 : remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences de la création de l'établissement public de Saclay et n° 168 : remise d'un rapport gouvernemental justifiant les prises de participations de l'établissement public de Paris-Saclay. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2775) : intervient sur l'amendement n° 223 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 23** (*Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay*) (p. 2777, 2778) : intervient sur son amendement n° 172, soutenu par Mme Nicole Bricq. - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Missions du président-directeur général de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2779) : son amendement n° 173 ; rejeté. - **Article 27** (*Dispositions réglementaires d'application du chapitre 1er*) (p. 2781) : son amendement n° 174 ; retiré. - **Article 29 et annexe B** (*art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport*) (p. 2793) : intervient sur les amendements identiques n° 176 de Mme Nicole Bricq et n° 209 de M. Bernard Vera. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2800) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7543) : son intervention. - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7586, 7587) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 1er A de ce projet de loi. (p. 7591) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 1er A de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7676) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7684) : parole sur l'article. (p. 7694, 7695) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7785, 7786) : ses amendements n° 575 et 592 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7853) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 16** (*art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat*) (p. 8143) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8265) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8281) : intervient sur l'article. - **Article 25 quater** (*art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail*) (p. 8323, 8324) : soutient l'amendement n° 419 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 8655) : défavorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8667, 8668) : ne votera pas les amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8873) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 604 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc [n° 472 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 571 (2008-2009)] autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la République française et le Royaume du Maroc [n° 474 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 572 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc [n° 476 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Pour une mondialisation maîtrisée - Contribution au projet de document-cadre de coopération au développement [n° 566 (2009-2010)] (17 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 438 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à l'assistance et à la coopération en matière de protection et de sécurité civiles dans les situations d'urgence [n° 635 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Aide publique au développement [n° 112 tome 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public** - *Deuxième lecture* [n° 260 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1232, 1233) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement** [n° 243 (2009-2010)] - (11 février 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1247, 1249) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1260) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Paul Raoult (caractère préventif de l'aide versée aux personnes rencontrant des difficultés pour se fournir en eau). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1262) : remerciements.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2366, 2367) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2440) : son amendement n° 211 ; adopté.

- *Commission mixte paritaire* [n° 491 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3915) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services** [n° 508 (2009-2010)] - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4562, 4563) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national*) (p. 4678, 4679) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 4681) : son amendement n° 67 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 27 sexies A (précédemment réservés)** (p. 8812) : soutient l'amendement n° 509 de M. Bruno Gilles (aménagement relatif aux praticiens hospitaliers) ; rejeté par vote unique.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) - au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9470, 9471) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11449, 11450) : son intervention.

Aide publique au développement

- (4 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article additionnel après l'article 68 bis** (p. 11612, 11619) : son amendement n° II-166 : précision sur les éléments d'ordre financier contenus dans le budget de la mission "aide publique au développement" ; adopté.

CAMPION (Claire-Lise)
sénatrice (Essonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 170, 173) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 177) : son amendement n° 21 ; devenu sans objet. (p. 178, 179) : son amendement n° 20 ; rejeté. (p. 181) : son amendement n° 19 ; rejeté. (p. 183, 184) : son amendement n° 16 ; rejeté. (p. 186) : son amendement n° 17 ; rejeté. (p. 187) : son amendement n° 18 ; devenu sans objet. (p. 188, 189) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 194) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Marc Juillard (formation des assistantes maternelles et possibilité d'accueil des enfants à la suite du premier agrément). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 195, 196) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2152, 2153) : favorable à cette proposition de loi.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2290, 2291) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (Création de l'Établissement public de Paris-Saclay) (p. 2738, 2739) : parole sur l'article. - **Article 21** (Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay) (p. 2750, 2760) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 22** (Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay) (p. 2766, 2775) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 170 de M. Jean-Pierre Caffet ; devenu sans objet. - **Article 23** (Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay) (p. 2776) : soutient l'amendement n° 171 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 28 et annexe A bis** (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay) (p. 2782, 2783) : parole sur l'article. - **Article 29 et annexe B** (art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport) (p. 2790) : le groupe socialiste demande la suppression de l'article.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3884, 3886) : son intervention. - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 424-1, L. 424-2, L. 424-3, L. 424-4, L. 424-5, L. 424-6, L. 424-7 (nouveaux) du code de l'action sociale et des familles - Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 3891, 3893) : ses amendements n° 1, 4 et 5 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3897, 3898) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de

commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Ile-de-France) (p. 4624, 4625) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7543) : son intervention. - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7570) : favorable à l'amendement n° 56 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7617, 7618) : parole sur l'article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7683) : parole sur l'article. (p. 7695, 7696) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet. (p. 7711) : soutient l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 7716) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Michèle André ; devenu sans objet. (p. 7724) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1198 de Mme Michèle André ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7748) : favorable au sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7768) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7793) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7936) : parole sur l'article. (p. 7941, 7942) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9 bis (Remboursement de rachats de trimestres rendus inutiles par la réforme)** (p. 8102) : soutient l'amendement n° 141 de Mme Christiane Demontès ; retiré. - **Article 14 (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique)** (p. 8135) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8420, 8421) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8512, 8513) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8760) : soutient l'amendement n° 126 de Mme Christiane

Demontès (remise par le COR, d'un rapport sur les conséquences sociales, économiques et financières du relèvement des deux bornes d'âge et sur les transferts des dépenses vers l'assurance maladie, l'invalidité, l'assurance chômage et vers les finances locales par le biais du RSA) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale) (p. 9740) : parole sur l'article. (p. 9741, 9742) : soutient l'amendement n° 4 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9759, 9760) : soutient l'amendement n° 18 de M. Bernard Cazeau (déplafonnement de la cotisation maladie des travailleurs indépendants) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes) (p. 9814) : parole sur l'article. - **Article 23 (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales)** (p. 9840) : soutient l'amendement n° 32 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9913, 9915) : soutient l'amendement n° 331 de M. Jacky Le Menn (définition des conditions d'exercice des médecins étrangers dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exercice) ; retiré. - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance) (p. 9959) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la rétroactivité des aides au logement) (p. 10115) : parole sur l'article. (p. 10116, 10120) : son amendement n° 124 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10123) : favorable aux amendements identiques n° 95 de la commission et n° 412 de M. Jean Arthuis (ouverture aux assistants maternels du prêt à l'amélioration de l'habitat). (p. 10127, 10132) : ses amendements n° 125 : fonds national de financement de la protection de l'enfance ; n° 126 : rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance ; et n° 129 : rapport au Parlement sur les conditions d'indemnisation du congé maternité des femmes travaillant par intermittence ; rejetés. - **Article 55 ter** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de versement des allocations familiales en cas d'intervention de l'aide sociale à l'enfance) (p. 10135, 10136) : favorable à l'amendement n° 96 de la commission.

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série B))*
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger le 17 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Rapporteur de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 16 décembre 2010.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 21** (art. L. 134-1, L. 134-4, L. 134-5-1, L. 612-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - *Suppression de la compensation généralisée maladie*) (p. 9838) : intervient sur l'amendement n° 584 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10815) : son intervention. - **Article 67 (priorité)** (art. 19 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et art. L. 766-9 du code de la sécurité sociale - *Financement de l'action sanitaire et sociale de la Caisse des Français de l'étranger*) (p. 10826, 10827) : intervient sur l'amendement n° II-1 de la commission.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 586 (2009-2010)] visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 662 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Enseignement scolaire [n° 114 tome 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3500, 3502) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels** - *Deuxième lecture* [n° 467 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3886, 3887) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire** [n° 663 (2009-2010)] - (15 septembre 2010) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la

communication - **Discussion générale** (p. 6777, 6779) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6808) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression du système de traitement automatisé de données nominatives concernant les mineurs soumis à l'obligation scolaire). - **Article 1er** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents*) (p. 6811, 6812) : position de la commission sur les amendements n° 10 de Mme Françoise Cartron, et n° 4 et 15 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6814) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (abrogation de la possibilité de suspendre les aides sociales versées aux familles en faveur des enfants). - **Article 2** (art. L. 552-3-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - *Modalités de suspension du versement des allocations familiales*) (p. 6815) : position de la commission sur les amendements n° 6 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 11 de Mme Françoise Cartron. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6816) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 3** (art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - *Aménagement du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 6817) : position de la commission sur les amendements n° 8 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 12 de Mme Françoise Cartron. - **Article 4** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Prise en compte de la part des allocations familiales suspendue dans le calcul du revenu de solidarité active*) (p. 6818) : position de la commission sur les amendements n° 9 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 13 de Mme Françoise Cartron. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6820) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de Mme Françoise Cartron (rapport gouvernemental sur l'orientation scolaire et professionnelle des élèves).

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9062, 9063) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11160, 11161) : la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, saisie pour avis, est favorable à l'adoption des crédits de la mission "Enseignement scolaire" sous réserve de l'adoption de trois amendements qu'elle déposera. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11187, 11192) : votera l'amendement n° II-148 de la commission de la culture saisie pour avis. Ses amendements n° II-147 et II-145 ; adoptés.

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11368, 11370) : son intervention.

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

NOMINATIONS

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 429 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles [n° 295 (2009-2010)] (17 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense et de la commission des finances : Les implantations communes du réseau diplomatique avec nos partenaires européens : quels enjeux stratégiques et budgétaires ? [n° 502 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Défense - Préparation et emploi des forces [n° 112 tome 6 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1973, 1974) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2093) : intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rapport gouvernemental présentant les mesures envisagées pour diminuer l'exposition humaine au Bisphénol A).

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 383 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Article 1er (Insertion dans le code de la défense d'un chapitre relatif aux armes à sous-munitions)** (p. 3161) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jacques Muller. (p. 3162) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jacques Muller. (p. 3164) : favorable à l'amendement n° 1 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. (p. 3165, 3166) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Hue. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2010) (p. 3490).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3491, 3493) : sa question. (p. 3512, 3513) : ses observations.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7498) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7513, 7514) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7539) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote)** (p. 7758) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7770) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7780) : intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7803, 7804) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article 33 (art. 302 bis ZC du code général des impôts - Création du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et mesures de financement afférentes)** (p. 10657, 10659) : favorable à l'amendement n° 1-348 de M. Thierry Foucaud.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - **Article 67 (priorité)** (art. 19 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et art. L. 766-9 du code de la sécurité sociale - Financement de l'action sanitaire et sociale de la Caisse des Français de l'étranger) (p. 10826) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10830) : votera l'amendement n° II-81 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (instauration d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE, en fonction des droits de scolarité et des revenus des familles).

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10855, 10856) : son intervention. (p. 10864, 10866) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 10875) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-169 du Gouvernement (suppression de la différence de traitement existant entre les sapeurs-pompiers professionnels civils et les marins-pompiers de Marseille).

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11026) : son intervention.



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement le 9 décembre 2010.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Finlande : le bon élève des systèmes éducatifs occidentaux peut-il être un modèle ? [n° 399 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 524, 525) : votera contre ce projet de loi.

- **Questions cibles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2209) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5997) : soutient l'amendement n° 316 de Mme Renée Nicoux ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6000) : soutient l'amendement n° 326 de Mme Michèle André (introduction de la parité dans la composition de la commission permanente ainsi que dans celle du bureau du conseil général) ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6782, 6784) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - *Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents*) (p. 6810, 6811) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6820, 6821) : votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605**

(2009-2010)] - (16 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6837, 6839) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7502, 7503) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7811, 7812) : ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - *Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles*) (p. 8427) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8507, 8508) : intervient sur l'amendement n° 1092 de Mme Odette Terrade.

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9229, 9231) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9234) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Marie-Christine Blandin (obligation pour les personnes reproduisant des œuvres ne mentionnant pas le nom de l'auteur, d'effectuer une déclaration auprès d'une société de perception et de répartition des droits) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11172, 11173) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11186, 11190) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-148 de la commission de la culture saisie pour avis et ne votera pas l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 78** (art. L. 216-11, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-3 et L. 719-11 du code de l'éducation ; art. L. 131-8 du code de l'environnement ; art. L. 1115-2 et L. 1115-3 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 106-1 du code des ports maritimes ; art. L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche ; art. 50 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ; art. 12 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; art. 6 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 ; art. 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 ; art. L. 611-3 et L. 612-5 du code rural ; art. 26 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 ; art. 89 de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 ; art. 96 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 ; loi n° 94-342 du 29 avril 1994 ; art. 22 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 ; art. 29 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ; art. 3 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ; art. 90 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 et art. 90 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 - *Abrogations*) (p. 12293, 12295) : soutient l'amendement n° 114 de M. Daniel Percheron ; rejeté. - **Article 80 (Délai pour l'adaptation des conventions constitutives)** (p. 12297) : soutient l'amendement n° 127 de M. Daniel Percheron ; rejeté.

CAZALET (Auguste)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac jusqu'au 30 janvier 2010.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : L'allocation aux adultes handicapés : aller au bout de la réforme pour mieux maîtriser la dépense [n° 36 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Le revenu de solidarité active : une avancée décisive à la recherche de son public [n° 53 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 111 tome 3 annexe 29 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10950, 10951) : son intervention.

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3437, 3438) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4835, 4836) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale** [n° 691 (2009-2010)] - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6678, 6680) : son intervention. - **Article 1er** (art. 4 bis de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Dérogation au principe de non-allongement de la durée d'amortissement de la dette sociale*) (p. 6695) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6699) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7454, 7456) : sa motion n° 55 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7598) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité

sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite* (p. 7832) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 2** (art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - *Indexation des pensions*) (p. 7932) : parole sur l'article. - **Article 3 bis** (art. L. 114-12-1 du code de la sécurité sociale - *Périmètre du répertoire national commun de la protection sociale*) (p. 7960) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9384, 9385) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9569, 9572) : son intervention.

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2009*) (p. 9685) : parole sur l'article. - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2009*) (p. 9687) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 3** (art. 10 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - *Ajustement de la contribution des organismes d'assurance maladie complémentaire aux dépenses liées à la campagne de vaccination H1N1*) (p. 9690, 9691) : parole sur l'article. - **Article 6** (art. 60 de la loi n° 2009-1946 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale - *Application du plafonnement légal de la participation des régimes d'assurance maladie obligatoire à certaines dépenses de l'Eprus - Rectification des dotations 2010 de l'assurance maladie obligatoire à l'Eprus et au Fmespp*) (p. 9695) : parole sur l'article. - **Article 7** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 9696, 9697) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9702, 9703) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9732, 9733) : favorable au sous-amendement n° 558 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 44 de la commission (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES). - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale*) (p. 9745) : son amendement n° 158 ; rejeté. - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 137-16, L. 241-2, L. 245-13 du code de la sécurité sociale - *Recettes affectées au fonds de solidarité vieillesse dans le cadre de la réforme des retraites*) (p. 9751) : parole sur l'article. - **Article 12** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - *Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales*) (p. 9753, 9754) : parole sur l'article. (p. 9755) : son amendement n° 16 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9759) : son amendement n° 23 : renforcement des pénalités instituées contre les entreprises non couvertes par un plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés ; rejeté. (p. 9760, 9761) : son amendement n° 20 : majoration des cotisations sociales des entreprises dont plus de 25 % des salariés disposent de contrats aidés ou d'un contrat unique d'insertion ; rejeté. (p. 9762) : son amendement

n° 22 : majoration des cotisations patronales d'assurance sociale pour inciter au maintien de l'emploi des seniors ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Précision sur le champ des exonérations relatives aux services à la personne*) (p. 9774, 9775) : parole sur l'article. - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du forfait social*) (p. 9778) : parole sur l'article. (p. 9779, 9780) : défavorable aux amendements n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 292 de M. Philippe Dominati et n° 302 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9786) : intervient sur ses amendements n° 28 : suppression de l'exonération de CSG et de l'abattement fiscal sur les revenus issus des plus-values immobilières, présenté par Mme Patricia Schillinger, et n° 25 : suppression de l'abattement fiscal sur la plus-value de cession de chevaux de course ou de sport présenté par Mme Christiane Demontès. (p. 9787) : son amendement n° 26 : application de la CSG sur les revenus fonciers actuellement exonérés issus de l'investissement locatif ; rejeté. - **Article 13 quater** (*Rapport au Parlement sur le régime social des indemnités de rupture*) (p. 9799, 9800) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 52 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9804) : le groupe socialiste s'abstiendra sur les amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 110 et n° 405 de M. Nicolas About (relèvement du taux de CSG sur les pensions). - **Article 16** (art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - *Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle*) (p. 9805, 9806) : parole sur l'article. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - *Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes*) (p. 9816) : intervient sur son amendement présenté par Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 33 : exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles. - **Article 16 ter (Nouveau)** (art. 20 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - *Prolongation de l'expérimentation de l'affiliation au régime général des personnes exerçant une activité réduite*) (p. 9816) : parole sur l'article. - **Article 19** (*Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K »*) (p. 9823, 9824) : parole sur l'article. - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - *Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions*) (p. 9827) : parole sur l'article. - **Article 22** (art. 3 de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires - *Restauration d'une cotisation sur les avantages de retraite servis par la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires*) (p. 9838) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 9841) : son amendement n° 34 : remise au Parlement d'un bilan d'évaluation annuel des dispositifs ciblés d'exonération de cotisations de sécurité sociale ; rejeté. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 9845) : parole sur l'article. - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) (p. 9848, 9849) : parole sur l'article. - **Article 29 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal - annexe B*) (p. 9857) : parole sur l'article. - **Vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 9875) : son intervention.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 59 (priorité)** (art. L. 114-23 et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - *Fonds de performance de la sécurité sociale*) (p. 9877) : son amendement n° 183 ; adopté. - **Article 66 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 162-22-18 du code de la sécurité sociale - *Limitation des sanctions dues par les établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation*) (p. 9886) : le groupe socialiste votera contre les

amendements identiques n° 99 de la commission et n° 120 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Article 34** (art. L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement du rôle du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie) (p. 9905, 9906) : intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9909) : intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (entrée en vigueur du dispositif d'information sur les honoraires et sur l'orientation du patient dans le système de soins au 1er juillet 2011). - **Article 36 quater (Nouveau)** (art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des activités de dialyse à domicile) (p. 9937) : intervient sur l'amendement n° 431 de M. François Autain. - **Article 36 sexies (Nouveau)** (art. L. 138-9 du code de la sécurité sociale - Substitution des « quasi-génériques ») (p. 9938) : intervient sur l'amendement n° 70 de la commission. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 9956) : intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jacky Le Menn (dispositif expérimental d'autorisation de plateformes communes d'imagerie).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10035) : favorable aux amendements identiques n° 166 de M. Yves Daudigny et n° 273 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement de la médicalisation des

établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10084) : soutient l'amendement n° 170 de M. Yves Daudigny (possibilité pour les personnes hébergées en EHPAD de consulter un médecin libéral) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10122) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Claire-Lise Campion (mise sous condition de ressources du complément de libre choix d'activité) ; rejeté. (p. 10132) : son amendement n° 130 : évaluation des conditions de transformation du congé de paternité en congé d'accueil à l'enfant ; rejeté. - **Article 57** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale, art. 80 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement d'une fraction du minimum contributif versé par le régime général, la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et le régime social des indépendants) (p. 10138) : parole sur l'article. - **Article 58** (Fixation des prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 10141) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10142, 10143) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

CERISIER-ben GUIGA (Monique)
sénatrice (Français établis hors de France (Série B))
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 112 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 51, 54) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009)** (p. 416, 417) : intervient sur l'amendement n° 18 de M. Richard Yung.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1618, 1620) : son intervention. - **Article 1er (Création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France)** (p. 1627) : intervient sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article. - **Article 2 (Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France)** (p. 1632, 1633) : intervient sur

son amendement n° 19, soutenu par Mme Claudine Lepage. Son amendement n° 20 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1636) : son amendement n° 22 : remise d'un rapport annuel devant l'Assemblée des Français de l'étranger par les établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France ; devenu sans objet. - **Article 5 ter (Nouveau) (Rapport au Parlement sur le transfert éventuel de la gestion des bourses destinées aux étudiants étrangers gérées par le CNOUS)** (p. 1639, 1641) : son amendement n° 23 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Colette Mélot. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1644) : intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article 6 (Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial)** (p. 1650, 1651) : son amendement n° 24 ; rejeté. - **Article 6 ter (Nouveau) (Rapport au Parlement sur la diplomatie d'influence et les modalités du rattachement du réseau culturel à l'étranger)** (p. 1653) : son amendement n° 26 ; adopté. - **Article 13 (Possibilité pour l'Etat d'obtenir le remboursement des frais engagés à l'occasion des opérations de secours à l'étranger)** (p. 1657) : son amendement n° 27 ; retiré.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité** [n° 168 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2169, 2170) : favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions** [n° 383 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3154, 3156) : son intervention. - **Article 1er (Insertion dans le code de la défense d'un chapitre relatif aux armes à sous-munitions)** (p. 3161) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 4 de M. Jacques Muller. (p. 3162, 3163) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 3167) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3168) : favorable à l'amendement n° 9 de M. Jacques Muller (reprise des obligations en matière d'interopérabilité définies dans la convention d'Oslo). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3 septies (précédemment réservés)** (p. 8746) : soutient l'amendement n° 306 de M. Richard Yung (modalités d'envoi du certificat de vie par les Français de l'étranger) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 10801, 10802) : la commission des affaires étrangères, saisie pour avis, est favorable à l'adoption des crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat". A titre personnel, ne votera pas ce budget. (p. 10812, 10813) : son intervention. - **Article 67 (priorité) (art. 19 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et art. L. 766-9 du code de la sécurité sociale - Financement de l'action sanitaire et sociale de la Caisse des Français de l'étranger)** (p. 10827) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10821, 10831) : intervient sur l'amendement n° II-79 de M. André Ferrand. Son amendement n° II-81 : instauration d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE, en fonction des droits de scolarité et des revenus des familles ; devenu sans objet. Intervient sur les amendements identiques n° II-51 de M. Robert del Picchia et n° II-72 de la commission (ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE) des affaires étrangères saisie pour avis.

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre de la défense le 3 août 2010.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 200 (2009-2010)] de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 436 (2009-2010)] (6 mai 2010) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Ukraine redevient-elle un partenaire fiable pour l'Union européenne ? [n° 448 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 654 (2009-2010)] (8 juillet 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 115 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 679) : intervient sur les amendements n° 67 de M. Gérard Collomb et n° 85 de M. Pierre Hérisson. (p. 683, 684) : intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 18 (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales)** (p. 959) : intervient sur les

amendements n° 75 de M. Rémy Pointereau et n° 253 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1023) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 3409, 3411) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3450) : position de la commission sur la motion n° 39 de Mme Marie-Agnès Labarre tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 3454) : position de la commission sur la motion n° 86 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 3458) : position de la commission sur l'amendement n° 87 de M. Serge Larcher (dépôt d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche spécifique à l'outre-mer). - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3463, 3464) : son amendement n° 646 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 88 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) (p. 3524, 3533) : position de la commission sur les amendements n° 229, 230, 225 et 231 de M. Gérard Le Cam, n° 89, 91 et 90 de Mme Odette Herviaux, n° 517 de M. Yvon Collin, n° 593 de M. Jacques Muller, n° 219 de M. Rémy Pointereau, et n° 323 de M. Gérard Dériot. (p. 3533, 3543) : ses amendements n° 647 et 120 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 591 et 592 de M. Jacques Muller, n° 234, 233, 235, 236 et 228 de M. Gérard Le Cam, n° 520, 518 et 519 de M. Yvon Collin, n° 325 de M. Alain Vasselle, et n° 92 de M. Yves Chastan.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3597, 3606) : position de la commission sur les amendements n° 30 et 93 de Mme Odette Herviaux, n° 328 et 329 de Mme Annie David, n° 574 et 522 de M. François Fortassin, n° 227 de M. Gérard Le Cam, n° 205 de M. Jacques Blanc, n° 94 de M. Serge Larcher et n° 326 de M. Alain Vasselle. (p. 3611, 3616) : position de la commission sur les amendements n° 512 et 513 de M. Pierre Jarlier, n° 238, 226, 239 et 237 de M. Gérard Le Cam, n° 95, 98 et 99 de Mme Odette Herviaux, n° 96 de Mme Nicole Bonnefoy, n° 97 de M. Michel Teston, n° 523 de M. Yvon Collin et n° 100 de M. Didier Guillaume. (p. 3618, 3624) : position de la commission sur les amendements n° 32, 28 et 29 de M. Charles Revet, n° 651 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 673 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 32 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3628, 3638) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 101 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur la mise en adéquation des moyens de contrôles publics avec les objectifs poursuivis en matière de contrôle de la qualité nutritionnelle des repas dans la restauration scolaire et universitaire), n° 102 (élargissement des conditions d'utilisation des tickets-restaurants), n° 103 (mission de conseil des chambres d'agriculture auprès des collectivités locales dans le domaine des restaurants collectifs), de M. Didier Guillaume n° 105 (possibilité pour l'Etat et les collectivités territoriales de s'approvisionner sur les marchés d'intérêt national et régional dans le cadre d'une procédure simplifiée du code des marchés publics), n° 106 (prise en compte des exigences environnementales par le pouvoir adjudicateur), n° 108 (prise en compte de l'impact environnemental des produits ou des services liés à leur transport dans les conditions d'exécution des marchés publics), n° 109 (insertion d'une clause environnementale dans les conditions d'exécution des marchés publics portant sur l'exécution dudit marché) et n° 110 (prise en compte de l'impact environnemental de l'exécution du marché public par le pouvoir adjudicateur), de M. Yvon Collin n° 526 (extension du taux normal de TVA aux produits dits "de

grignotage") et n° 525 (extension du taux normal de TVA aux produits dits "de grignotage") et n° 104 de Mme Nicole Bonnefoy (possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de passer sans publicité ni mise en concurrence les marchés alimentaires destinés à l'approvisionnement des cantines scolaires si les circonstances le justifient ou si le montant est inférieur à 20 000 euros HT), n° 432 de M. Martial Bourquin (possibilité, pour le Conseil national de l'alimentation, de délivrer un label qualité aux restaurateurs), n° 240 de M. Gérard Le Cam (suppression de la référence à la définition du "sans OGM") et n° 594 de M. Jacques Muller (interdiction de la publicité sur les produits alimentaires dans les programmes de télévision destinés aux enfants de moins de 13 ans). - **Article 1er bis (Nouveau)** (*Sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du livre premier et art. L. 115-24-1 [nouveau] du code de la consommation - Autres signes d'identification de l'origine*) (p. 3640, 3641) : position de la commission sur les amendements n° 242 et 241 de M. Gérard Le Cam et n° 527 de M. François Fortassin. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3640, 3642) : position de la commission sur les amendements analogues n° 114 de M. Thierry Repentin, n° 330 de Mme Annie David et n° 529 de M. François Fortassin (promotion de la spécificité de l'agriculture de montagne auprès de l'Union européenne). - **Article 1er ter (Nouveau)** (art. L. 233-4 [nouveau] du code rural - *Formation en matière d'hygiène alimentaire du personnel de certains établissements*) (p. 3643) : position de la commission sur l'amendement n° 111 de M. Alain Fauconnier. - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - *Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole*) (p. 3648, 3652) : position de la commission sur les amendements n° 243, 244, 245, 246, 249, 247 et 248 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 595 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 1er quater** (p. 3652) : position de la commission sur l'amendement n° 482 de M. Serge Larcher (mise en place d'un plan de développement des réseaux de formation adaptés aux enjeux actuels de l'agriculture et de la pêche dans les départements d'outre-mer). - **Article 2** (*Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et des végétaux, pour adapter le droit national à de nouvelles dispositions communautaires et pour organiser la formation des personnels de restauration*) (p. 3654, 3658) : position de la commission sur les amendements n° 112 de Mme Odette Herviaux, n° 528 de M. Yvon Collin, n° 113 de M. Yannick Botrel et n° 250, 251, 252, 254 et 253 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3660, 3663) : position de la commission sur les amendements de M. Jacques Muller n° 596 (intégration systématique des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement dans les instances de concertation sur les questions agricoles), n° 600 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement au sein des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), n° 601 (création d'un comité national chargé de la prise en compte du bien-être animal dans les politiques publiques), n° 599 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement aux chambres départementales de l'agriculture), n° 597 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire), n° 598 (modification de la composition du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers et de la transformation des bois) et analogues n° 49 de M. Rémy Pointereau, n° 442 de M. François Patriat et n° 452 de Mme Françoise Férat (encadrement de la pratique consistant à incorporer un ingrédient AOC dans la composition d'un produit). - **Intitulé du titre II** (*Renforcer la compétitivité de l'agriculture française*) (p. 3664) : position de la commission sur l'amendement n° 132 de Mme Renée Nicoux. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3666, 3667) : position de la commission sur les amendements n° 133 de Mme Odette Herviaux (redéfinition des objectifs de la politique agricole française), n° 31 de M. Charles Revet (création d'une taxe sur l'ensemble des produits alimentaires afin de couvrir le financement de la couverture sociale des professionnels de l'agriculture et de la pêche) et n° 255 de M. Gérard Le Cam (instauration d'une conférence annuelle interprofessionnelle sur les prix).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) (p. 3679, 3681) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Le Cam n° 256 (mission d'alerte économique et sociale de FranceAgriMer sur les mouvements des prix agricoles), n° 257 (engagement de la France à promouvoir au plan communautaire la mise en œuvre de toutes les mesures permettant de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs), n° 258 (engagement de la France à promouvoir au plan communautaire la mise en œuvre de mécanismes de régulation) et n° 259 (promotion d'un programme européen d'aide agricole en direction des pays tiers). - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3683, 3690) : intervient sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 74 de M. Raymond Couderc et n° 138 de M. Bernard Cazeau. (p. 3695) : position de la commission sur les amendements n° 505 de M. Pierre Jarlier, n° 134 de Mme Odette Herviaux, n° 602 de M. Jacques Muller et n° 137 de M. Yves Chastan. (p. 3708, 3717) : position de la commission sur les amendements n° 260, 264, 261, 262 et 263 de M. Gérard Le Cam, n° 207 et 203 de M. Jacques Blanc, n° 576 et 577 de M. François Fortassin, n° 136 de Mme Odette Herviaux, n° 443 de M. Marcel Deneux, n° 135 de M. Thierry Repentin, n° 331 de Mme Annie David et n° 334 de M. Claude Biwer. Ses amendements n° 660, 661 et 662 ; adoptés. (p. 3718, 3725) : position de la commission sur les amendements n° 648 et 676 du Gouvernement, n° 139 de M. Bernard Cazeau, n° 487 de M. François Marc et n° 508 de M. Pierre Jarlier ainsi que sur le sous-amendement n° 679 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 648 précité. Intervient sur l'article. - **Article 4** (*art. L. 441-2 du code de commerce - Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3729, 3732) : son amendement n° 663 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 266, 265, 268 et 267 de M. Gérard Le Cam, n° 337 de M. Alain Houpert, n° 214 de M. Rémy Pointereau et n° 509 de M. Pierre Jarlier. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3733, 3740) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 141 (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus), n° 142 (inscription, sur les factures des fournisseurs, des contreparties financières favorisant les relations commerciales avec les distributeurs), n° 143 (substitution de la notion de "contreparties substantielles et vérifiables" à celle "d'obligations" dans la convention), n° 1 de M. Gérard Cornu (réaffirmation de l'applicabilité de plein droit des conditions générales de vente lors de toute négociation commerciale avec l'acheteur) et n° 52 de M. Rémy Pointereau (bilan gouvernemental annuel de la mise en œuvre du présent titre et de son impact sur le secteur agricole et agro-alimentaire). - **Article 5** (*art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes*) (p. 3743, 3744) : son amendement n° 664 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 140 et 144 de Mme Odette Herviaux, n° 270 de M. Gérard Le Cam et n° 533 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3745, 3752) : position de la commission sur les amendements d'Yvon Collin n° 535 (sanction des entreprises du secteur de la distribution refusant de conclure des accords répercutant les baisses des prix agricoles aux consommateurs) et n° 534 (extension du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles périssables), de Didier Guillaume n° 151 (élargissement du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires périssables) et n° 152 (déclenchement du dispositif du coefficient multiplicateur sur la base des analyses de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires), du Gouvernement n° 657 (instauration d'une taxe additionnelle à la TASCOM pour les distributeurs refusant de passer des accords de modération des marges avec l'État) et n° 677 (allègement de l'encadrement légal des ventes au déballage de fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle), n° 538 de M. François Fortassin (modification de la définition de "crise conjoncturelle" affectant les produits agricoles) et n° 269 de M. Gérard Le Cam (élargissement du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires périssables). - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation*

des prix et des marges) (p. 3756, 3763) : position de la commission sur les amendements n° 502 et 503 de M. Pierre Jarlier, n° 145, 146 et 147 de M. Didier Guillaume, n° 457 de M. Daniel Dubois, n° 536 de M. Yvon Collin, n° 53 de M. Rémy Pointereau, n° 338 de M. Alain Houpert, n° 148 de M. Bernard Cazeau et n° 603 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) (p. 3774) : position de la commission sur l'amendement n° 449 de M. Daniel Dubois. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3777, 3781) : position de la commission sur les amendements de M. Didier Guillaume n° 150 (possibilité, pour le Gouvernement, d'imposer des mesures d'encadrement des prix sur la base d'études réalisées par l'Observatoire de la formation des prix et des marges) et n° 149 (alerte de l'Observatoire de la formation des prix et des marges en cas de baisse des prix de cession des produits agricoles non répercutée sur les prix de vente à la consommation), de M. Gérard Le Cam n° 272 (financement public des organisations syndicales agricoles) et n° 273 (remise d'un rapport gouvernemental sur le financement des organisations syndicales dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi) et n° 390 de M. André Ferrand (modalités de nomination des membres des conseils spécialisés). - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3785, 3793) : position de la commission sur les amendements n° 539 et 541 de M. Yvon Collin, n° 153 de Mme Odette Herviaux, n° 430 de M. Thierry Repentin, n° 504 de M. Pierre Jarlier, n° 655 du Gouvernement et n° 154 de M. Roland Courteau. Ses amendements n° 665 et 666 ; adoptés. (p. 3793, 3801) : position de la commission sur les amendements n° 275 et 274 de M. Gérard Le Cam, n° 429, 424, 425 et 426 de Mme Odette Herviaux, n° 41 et 40 de M. René Beaumont, n° 218, 54 et 51 de M. Rémy Pointereau, n° 346 de M. Jackie Pierre, n° 542 de M. Yvon Collin, n° 339 de M. Alain Houpert et n° 444 de M. Marcel Deneux. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3801) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (apposition de la mention AOC sur l'étiquette des bouteilles de vin). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3802) : position de la commission sur l'amendement n° 324 de M. Gérard Bailly (instauration d'une grille de paiement sur le prix du lait). - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3803, 3809) : son amendement n° 667 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 461 et 462 de M. Daniel Dubois, n° 155 et 428 de Mme Odette Herviaux, n° 276 et 316 de M. Gérard Le Cam, n° 544 de M. François Fortassin, n° 479 de M. François Marc et n° 446 de M. Daniel Soulage. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3811) : position de la commission sur l'amendement n° 488 de M. François Marc (constitution d'associations d'organisations de producteurs sans transfert de propriété des organisations de producteurs). - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3819, 3825) : ses amendements n° 670 et 668 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 277 et 278 de M. Gérard Le Cam, n° 156, 157, 158 et 159 de Mme Odette Herviaux et n° 404 de M. Bruno Retailleau. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3825) : position de la commission sur les amendements de M. Jacques Gillot n° 161 (exonération de cotisations sociales pour les exploitants agricoles victimes du chlordécone sur leurs exploitations) et n° 162 (publication, avant 2012, d'un rapport de l'OPECST sur la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et l'utilisation des techniques alternatives en Martinique et en Guadeloupe). - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3826, 3839) : parole sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 163 et 431 de M. Didier Guillaume, n° 545 et 546 de M. Yvon Collin, n° 659 du Gouvernement, n° 421 de M. Jean-Louis Carrère, n° 279 de M. Gérard Le Cam ainsi que sur les sous-amendements n° 680 et 681 de M. Didier Guillaume, n° 682 de M. Jean-Louis Carrère et n° 683 de M. Bruno Retailleau portant sur l'amendement n° 659 précité. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3838, 3841) : position de la commission sur les

amendements n° 169 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les plaideurs de se faire assister par toute personne de leur choix devant les tribunaux paritaires des baux ruraux), n° 170 de M. Didier Guillaume (définition législative de la mention valorisante "méthode ancestrale"), n° 171 de M. Yves Chastan (remise d'un rapport gouvernemental dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi sur la situation sociale des agriculteurs en France), n° 427 de Mme Odette Herviaux (instauration d'une nouvelle réglementation permettant aux exploitants agricoles de commercialiser directement les céréales qu'ils produisent) et n° 489 de M. François Marc (possibilité d'intervention de l'association pour la gestion du régime de garantie des créances de salariés en cas de placement en liquidation judiciaire de l'un des membres d'un groupement d'employeurs).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) (p. 3946) : position de la commission sur l'amendement n° 587 de M. Jacques Gillot (mise en place d'un plan spécifique outre-mer de recherche développement dans le domaine de l'agronomie). - **Article 11 bis (Nouveau)** (art. 64 du code général des impôts - *Prise en compte de la qualification du vin vendu pour la détermination du bénéficiaire forfaitaire agricole*) (p. 3947) : intervient sur l'article. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 3949, 3950) : position de la commission sur l'amendement n° 547 de M. Robert Tropeano (réduction du droit de circulation sur les vins). - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 3951, 3954) : position de la commission sur les amendements de Marie-Hélène Des Esgaulx n° 5 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil), n° 6 (éligibilité au crédit d'impôt protection commerciale des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export) et n° 4 (prorogation de douze mois du crédit d'impôt export). - **Article 11 quinques (Nouveau)** (art. L. 731-22 [nouveau] du code rural et article 72 F [nouveau] du code général des impôts - *Minoration du revenu imposable pour paiement par avance des charges sociales*) (p. 3955) : son amendement n° 669 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 8 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx et n° 455 de Mme Françoise Férat. - **Articles additionnels après l'article 11 quinques** (p. 3957, 3959) : position de la commission sur les amendements de M. Jacques Muller n° 610 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation), n° 611 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation) et n° 612 (extension de l'exonération de cotisations sociales à l'ensemble des nouveaux agriculteurs). - **Article 11 septies (Nouveau)** (art. L. 526-6 du code de commerce - *Possibilité de maintien des terres en dehors du patrimoine d'affectation des exploitations en EIRL*) (p. 3961) : son amendement n° 699 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3962, 3972) : position de la commission sur les amendements de Mme Françoise Férat n° 456 (possibilité de dérogation à la règle de partage des dépenses d'exploitation) et n° 453 (extension du dispositif de l'article 41 du code général des impôts aux transmissions échelonnées dans le temps entre ascendants et descendants), de M. Alain Chatillon n° 118 (définition de l'étendue du droit accordé à l'obteneur d'une nouvelle variété végétale) et n° 119 (encadrement de la pratique des semences de ferme), n° 201 de M. Didier Guillaume (protection du pastoralisme face aux attaques de loups), n° 24 de M. René Beaumont (mobilité internationale et reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles vétérinaires), n° 9 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (extension du dispositif de l'article 41 du code général des impôts aux transmissions échelonnées dans le temps entre ascendants et descendants) ainsi que sur les sous-amendements de M. Jacques Muller n° 685 portant sur l'amendement n° 118 précité et n° 686 portant sur le n° 119 précité. - **Article 12 A (Nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural - *Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée*) (p. 3975) : position de la commission sur l'amendement n° 280 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3976) : position de la commission sur l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Sueur (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs). (p. 3978, 3981) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 411 (remise d'un

rapport gouvernemental, dans les six mois à compter de la publication de la présente loi, sur les installations agricoles) et n° 165 (obligation, pour les exploitants agricoles, de faire connaître à l'autorité administrative leur intention de cesser leur exploitation 18 mois au moins avant leur départ en retraite), de M. Jacques Muller n° 629 (substitution de la valeur des fermages au revenu d'exploitation pour l'évaluation des terres agricoles) et n° 614 (extension à trois ans du délai de déclaration de départ à la retraite des exploitants agricoles) et n° 549 de M. Yvon Collin (extension à 24 mois du délai, rendu obligatoire, de déclaration du départ à la retraite des exploitants agricoles). - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3983, 3996) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Le Cam n° 292 (élargissement du champ d'application des structures), n° 293 (élargissement du champ d'application des structures), n° 281 (ouverture au statut d'exploitant agricole par une déclaration d'heures de travail), n° 282 (ouverture au statut d'exploitant agricole par une déclaration d'heures de travail), n° 314 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des retraites agricoles) et n° 315 (remise d'un rapport gouvernemental dressant le bilan de la situation des retraités du secteur agricole avant l'examen du projet de loi relatif à la réforme des retraites), de M. Yvon Collin n° 557 (fixation du seuil retenu par le schéma directeur départemental des structures à 0,5 fois l'unité de référence de l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime), n° 559 (assimilation de toute diminution du nombre total des associés exploitants ou coexploitants à un agrandissement de l'exploitation), n° 548 (conditionnalité de l'accès de statut de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole à une déclaration d'heures de travail fixées par décrets), n° 555 (prorogation d'une année de l'exonération partielle de cotisation sociale des jeunes chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles), n° 551 (suppression de l'assiette minimum de cotisation), n° 556 (amortissement de l'habitation de l'exploitant agricole lorsque celle-ci est inscrite à l'actif du bilan) et n° 552 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles), de M. Jacques Muller n° 615 (fixation du seuil retenu par le schéma directeur départemental des structures à 0,5 fois l'unité de référence de l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime), n° 616 (suppression du régime dérogatoire d'autorisation d'exploiter lorsqu'une SAFER est partie à l'opération) et n° 607 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles), de M. Yannick Botrel n° 166 (fixation du seuil du schéma directeur départemental des structures à la moitié de l'unité de référence) et n° 168 (instauration d'une autorisation préalable d'exploitation en cas de modification du nombre d'associés exploitants ou de co-exploitants), de M. Daniel Dubois n° 460 (suppression de l'obligation selon laquelle les biens agricoles familiaux doivent être libres de location "au jour de la déclaration") et n° 459 (assimilation de la diminution du nombre des associés exploitants à un agrandissement de l'exploitation), de Mme Odette Herviaux n° 436 (assimilation de la diminution du nombre des associés exploitants à un agrandissement de l'exploitation), n° 440 (alignement du niveau de l'assiette minimale de cotisation pour la retraite complémentaire obligatoire sur celui de l'assurance vieillesse agricole) et n° 437 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles), de M. Charles Revet n° 26 (prorogation d'une année de l'exonération partielle de cotisation sociale des jeunes chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles) et n° 27 (amortissement de l'habitation de l'exploitant agricole lorsque celle-ci est inscrite à l'actif du bilan), n° 410 de M. Jean-Pierre Sueur (amortissement, pendant cinq ans, de l'habitation des jeunes agriculteurs à l'instar des autres investissements professionnels) et n° 653 du Gouvernement (protection sociale des jeunes pendant leur installation). - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 3998, 4008) : intervient sur l'article. Position de la commission sur les amendements n° 618, 619 et 620 de M. Jacques Muller, n° 412 de Mme Odette Herviaux, n° 562 de M. Yvon Collin, n° 471 de M. Georges Patient, n° 480 de M. Serge Larcher, n° 55 de M. Alain Vasselle,

n° 469 de M. Daniel Soulage, n° 284 de M. Gérard Le Cam, n° 373 de M. Serge Dassault et n° 579 de M. François Fortassin. (p. 4010, 4018) : son amendement n° 672 ; devenu sans objet. Position de la commission sur les amendements n° 621, 622 et 623 de M. Jacques Muller, n° 173, 174, 175 et 178 de Mme Odette Herviaux, n° 563, 564, 566 et 565 de M. Yvon Collin, n° 374 et 375 de M. Serge Dassault, n° 286, 283 et 285 de M. Gérard Le Cam et n° 413 de M. Thierry Repentin. (p. 4019, 4028) : position de la commission sur les amendements n° 624, 625 et 626 de M. Jacques Muller, n° 58 et 57 de M. Jackie Pierre, n° 376, 387, 380, 383, 381, 384, 379, 382, 385, 388 et 389 de M. Serge Dassault, n° 483 de M. Serge Larcher, n° 176 de M. Thierry Repentin, n° 332 de Mme Annie David, n° 580 de M. François Fortassin, n° 202 de M. Didier Guillaume, n° 289 de M. Gérard Le Cam, n° 56 de M. Rémy Pointereau et n° 650 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4030) : position de la commission sur l'amendement n° 617 de M. Jacques Muller (raccourcissement à trois mois du délai de mise en demeure préfectorale dans le cadre de la procédure de mise en valeur des terres incultes). - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles) (p. 4030, 4036) : intervient sur l'article. Position de la commission sur l'amendement n° 674 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4041) : position de la commission sur les amendements n° 182 de M. Thierry Repentin (généralisation, au profit des communes, de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains) et n° 291 de M. Gérard Le Cam (généralisation, au profit des communes, de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains et augmentation de son taux à 50 % de la plus-value). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 4042, 4047) : position de la commission sur les amendements de M. Yvon Collin n° 568 (instauration, au sein des conseils d'administration des SAFER, d'une majorité de représentants des collectivités territoriales et des établissements publics ainsi que d'un représentant de l'ensemble des organisations professionnelles agricoles habilitées à siéger au niveau départemental), n° 581 (extension du droit de préemption des SAFER aux terrains environnementaux), n° 543 (extension du droit de préemption des SAFER à des bâtiments d'habitation susceptibles d'avoir un usage agricole), n° 582 (extension du droit de préemption des SAFER), n° 570 (utilisation du répertoire de la valeur des terres agricoles pour la fixation du prix en cas de préemption par les SAFER), de M. Bernard Vera n° 287 (extension du droit de préemption des SAFER sur les espaces boisés), de M. Claude Bérît-Débat n° 435 et 434 (extension du droit de préemption des SAFER), de M. Gérard Le Cam n° 288 (extension du droit de préemption des SAFER aux terrains environnementaux), de M. Jacques Muller n° 630 (utilisation du répertoire de la valeur des terres agricoles pour la fixation du prix en cas de préemption par les SAFER). - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 4047, 4048) : position de la commission sur les amendements n° 215 de M. Rémy Pointereau (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en cas de rachat de titre de groupements fonciers agricoles par des personnes physiques) et n° 463 de M. Claude Biwer (soumission des terrains militaires rétrocédés aux règles de droit commun en matière de fiscalité). - **Article 14 (Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité)** (p. 4050, 4057) : position de la commission sur les amendements n° 571 de M. Yvon Collin, n° 631, 632 et 633 de M. Jacques Muller, n° 414 de Mme Odette Herviaux, n° 10 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° 60 de M. Jackie Pierre, n° 450 et 451 de M. Daniel Dubois, n° 59 de M. Rémy Pointereau, n° 294 de M. Gérard Le Cam et n° 700 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 4058) : position de la commission sur l'amendement n° 635 de M. Jacques Muller (réaffectation prioritaire, dans le cadre d'un aménagement foncier, des terres exploitées en mode de production biologique aux propriétaires et aux fermiers pratiquant ce mode de production). - **Article 14 bis (Nouveau)** (art. L. 411-11 du code rural - Mode de calcul de l'indice des fermages) (p. 4059) : position de la commission sur

les amendements n° 188 de Mme Renée Nicoux et n° 295 de M. Gérard Le Cam. - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4065, 4068) : position de la commission sur les amendements n° 296, 297, 298 et 299 de M. Gérard Le Cam, n° 416 et 418 de M. Thierry Repentin, n° 172 de M. Philippe Leroy et n° 417 de Mme Renée Nicoux.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4080, 4087) : position de la commission sur les amendements n° 478 de M. Georges Patient, n° 300, 301 et 303 de M. Gérard Le Cam, n° 636, 637 et 638 de M. Jacques Muller, n° 583 et 584 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° 419 de Mme Odette Herviaux, n° 183, 184 et 185 de Mme Renée Nicoux, n° 124, 125, 126, 127, 128 et 129 de M. Philippe Leroy. (p. 4087, 4091) : position de la commission sur les amendements n° 675 du Gouvernement, n° 304, 305 et 306 de M. Gérard Le Cam, n° 639, 640 et 641 de M. Jacques Muller, n° 335 de M. Philippe Leroy et n° 186 et 415 de Mme Odette Herviaux. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4092) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Bailly (instauration d'une obligation d'information dans le but de résorber le morcellement parcellaire forestier). - **Article 15 bis (Ratification de l'ordonnance de fusion du Centre national professionnel de la propriété forestière et des centres régionaux de la propriété forestière)** (p. 4093) : position de la commission sur l'amendement n° 307 de M. Gérard Le Cam. - **Article additionnel après 15 bis** (p. 4094) : position de la commission sur l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (mesure en faveur d'un usage rationnel de la biomasse issue des produits forestiers). - **Article 16** (art. 199 decies H du code général des impôts - Élargissement du champ de la réduction d'impôt accordée au titre de la réalisation d'un contrat de gestion de bois et forêts) (p. 4094, 4095) : position de la commission sur les amendements n° 652 et 703 du Gouvernement. - **Article 16 bis (titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt)** (p. 4096, 4097) : parole sur l'article. (p. 4097, 4103) : position de la commission sur les amendements n° 308 de M. Gérard Le Cam, n° 79, 80, 81, 83 et 84 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx et n° 656 et 704 du Gouvernement. (p. 4102) : son amendement n° 671 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 4104, 4105) : position de la commission sur les amendements n° 422 de M. Jean-Louis Carrère (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires accordées aux communes forestières touchées par la tempête Klaus en janvier 2009) et n° 423 de Mme Odette Herviaux (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires en faveur du reboisement et de l'adaptation de la forêt aux changements climatiques). - **Article 17 (Habilitation à légiférer par ordonnances)** (p. 4105, 4106) : position de la commission sur les amendements n° 187 de Mme Odette Herviaux, n° 309 de M. Gérard Le Cam et n° 654 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4107, 4115) : position de la commission sur les amendements n° 25 de M. Charles Revet (simplification du système de l'aval des négociants en grains), n° 117 de M. Pierre Bernard-Reymond (autorisation d'abattre les loups dans les limites des territoires consacrés à l'élevage), n° 212 de M. Rémy Pointereau (nécessité de mettre en place des mesures d'harmonisation européenne avant d'appliquer des contraintes environnementales aux agriculteurs), n° 573 de M. Yvon Collin (suppression des périmètres de prélèvement d'eau pour l'irrigation), n° 468 de Mme Jacqueline Gourault (aménagement du statut du fermage) ainsi que sur les amendements de Mme Jacqueline Panis n° 33 (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme), n° 34 (suppression de la prohibition des pas-de-porte pour les baux cessibles) et n° 85 (concertation entre les propriétaires et les fermiers relative au statut du fermage). (p. 4109, 4110) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 705, 706, 707, 708, 709 et 710 : mutualisation des moyens et renforcement de l'échelon régional du réseau des chambres d'agriculture ; adoptés. - **Division et articles additionnels après l'article 17** (p. 4118, 4119) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Cointat, portant sur le même objet, n° 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22 et 23 (renforcement des prérogatives juridiques et fiscales des organismes gestionnaires

des jardins familiaux). - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance*) (p. 4152, 4158) : position de la commission sur les amendements n° 223 et 224 de M. Claude Lise, n° 192, 193, 194, 196, 198, 199 et 200 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 448 de Mme Anne-Marie Payet, n° 312 de Mme Gélita Hoarau, n° 372 de Mme Odette Herviaux et n° 702 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4159, 4161) : position de la commission sur les amendements n° 213 de M. Rémy Pointereau (maintien et mise en place d'outils permettant de gérer les marchés agricoles), n° 313 de Mme Gélita Hoarau (caractère non agricole de la production et de la commercialisation d'électricité d'origine photovoltaïque dans les départements d'outre-mer et à Mayotte), n° 477 de M. Georges Patient (prorogation du délai permettant de régulariser les agriculteurs sans titre en Guyane), et de Mme Anne-Marie Payet n° 445 (suppression du bail à colonat paritaire) et n° 447 (rapport gouvernemental sur l'écoulement des productions agricoles ultra-marines dans les départements

d'outre-mer). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4168) : remerciements.

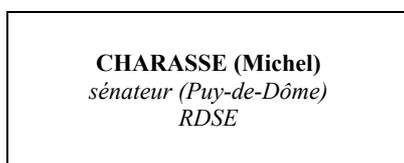
- *Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]* - (13 juillet 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6200, 6201) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 11470, 11471) : son intervention.



CHARASSE (Michel)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

Nommé membre du Conseil Constitutionnel le 6 mars 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 6 mars 2010.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 10 février 2010.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Article 2** (*art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*)

(p. 616, 619) : son amendement n° 512 ; adopté le 28 janvier 2010, après modification par le sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (p. 635, 636) : sur son amendement n° 512, défavorable au sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 3** (*art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales- Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 656, 663) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, son sous-amendement n° 686 ; retiré. Sur l'amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson, son sous-amendement n° 687 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 794, 795) : intervient sur les amendements n° 189, 191 et 193 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 796) : défavorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327. - **Article 8** (*art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle*) (p. 857, 860) : ses amendements n° 534 ; rejeté ; et n° 564 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 897, 898) : intervient sur l'amendement n° 506 de M. Jacques Mézard (mesures en faveur de l'acquisition par les communes des biens de sections situés sur leurs territoires). - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 904) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 905) : son amendement n° 541 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 1320) : soutient l'amendement n° 60 de M. Yvon Collin (création d'une nouvelle taxation des transactions sur devises et affectation de son produit au Fonds de réserve pour les retraites) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1323) : intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Nicole Bricq (suppression du dispositif de crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale).

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1367, 1368) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1369, 1370) : sur l'amendement n° 79 de Mme Nicole Bricq (suppression des exonérations de droit de succession incluses dans le bouclier fiscal), son sous-amendement n° 122 ; rejeté. - **Article 4** (*Modalités d'attribution et de gestion des fonds*)

consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements) (p. 1389, 1400) : sur l'amendement n° 6 de la commission, son sous-amendement n° 62 ; adopté. Son amendement n° 63 ; adopté. Sur l'amendement n° 16 de la commission, son sous-amendement n° 64 ; adopté. Sur l'amendement n° 19 de la

commission, son sous-amendement n° 65 de M. Michel Charasse ; retiré.

CHASTAN (Yves)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3535) : son amendement n° 92 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3698, 3699) : son amendement n° 137 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3739) : soutient l'amendement n° 142 de Mme Odette Herviaux (inscription, sur les factures des fournisseurs, des contreparties financières favorisant les relations commerciales avec les distributeurs) ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3758, 3759) : soutient l'amendement n° 146 de M. Didier Guillaume ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3992) : favorable à l'amendement n° 653 du Gouvernement (protection sociale des jeunes pendant leur installation). - **Article 12** (*art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4013, 4014) : soutient l'amendement n° 175 de Mme Odette Herviaux ; retiré. - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1*

[nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4067) : soutient l'amendement n° 418 de M. Thierry Repentin ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7797, 7798) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7895) : votera l'amendement n° 74 de Mme Christiane Demontès.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11495) : sa question.

CHATEL (Luc)
*ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative
 (à partir du 14 novembre 2010)
 ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2206, 2211) : ses réponses aux orateurs.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagache sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5221, 5224) : sa réponse.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6774, 6777) : son intervention. (p. 6799, 6800) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6803, 6804) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6807, 6808) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de Mme Françoise Cartron tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6808, 6809) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression du système de traitement automatisé de données nominatives concernant les mineurs soumis à l'obligation scolaire). - **Article 1er** (*art. L. 131-8 du code de l'éducation - Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents*) (p. 6811, 6812) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de Mme Françoise Cartron, et n° 4 et 15 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6814) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (abrogation de la possibilité de suspendre les aides sociales versées aux familles en faveur des enfants). - **Article 2** (*art. L. 552-3-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension du versement des allocations*

familiales) (p. 6815) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 11 de Mme Françoise Cartron. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 6816) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression du contrat de responsabilité parentale). - **Article 3** (*art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Aménagement du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 6817) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 12 de Mme Françoise Cartron. - **Article 4** (*art. L. 131-8 du code de l'éducation - Prise en compte de la part des allocations familiales suspendue dans le calcul du revenu de solidarité active*) (p. 6818) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 13 de Mme Françoise Cartron. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6820) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de Mme Françoise Cartron (rapport gouvernemental sur l'orientation scolaire et professionnelle des élèves).

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9061, 9067) : ses réponses aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11178, 11183) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11183, 11192) : son amendement n° II-241 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de la culture saisis pour avis n° II-148, II-147 et II-145. - **Article additionnel après l'article 73 quater** (p. 11194) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-221 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (remise d'un rapport gouvernemental dressant l'état des lieux de la carte des formations de l'enseignement agricole technique et détaillant les moyens financiers et en personnels consacrés à cet enseignement public et privé et leur évolution depuis 2005).

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11272, 11274) : réponse aux orateurs.

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 4 février 2010 ; fin de mission le 3 août 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile le 6 avril 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis rapporteur le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 267, 268) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 800) : votera contre les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3301, 3302) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5386, 5387) : s'abstiendra sur cette proposition de résolution.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6873) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7026) : son amendement n° 14 : possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques ; adopté après modification par le sous-amendement n° 278 de M. Jacques Blanc. (p. 7028) : intervient sur son amendement n° 14 précité.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8528) : intervient sur l'article 31 de ce projet de loi.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

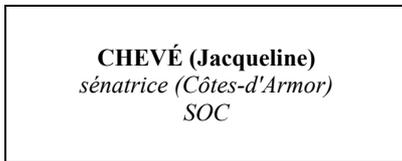
Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.



Décédée le 15 mars 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 15 mars 2010.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Désarmement, non-prolifération nucléaires et sécurité de la France [n° 332 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 348, 351) : soutient la motion n° 24 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 540) : soutient l'amendement n° 507 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 613) : parole sur l'article. (p. 615) : soutient les amendements n° 508 de M. Yvon Collin et n° 509 de M. Michel Charasse ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 179, 189) : ses amendements n° 525 et 561 ; rejetés. (p. 790) : son amendement n° 668 ; rejeté. (p. 808) : son amendement n° 570 ; rejeté. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 821, 824) : intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 826, 827) : intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département). - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 847, 848) : défavorable à cet article. (p. 854, 866) : ses amendements n° 532, 533 et 536 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 900) : parole sur l'article. (p. 905) : son amendement n° 538 ; devenu sans objet. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement de régions*) (p. 913) : son amendement n° 545 ; devenu sans objet. (p. 915) : son amendement n° 546 ; devenu sans objet. (p. 917) : son amendement n° 549 ; devenu sans objet. - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 918) : parole sur l'article. - **Article 14** (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - *Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 925) : son amendement n° 531 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 993, 996) : défavorable à l'amendement n° 499 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale). Intervient sur les amendements identiques n° 450 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 474 de M. Dominique Braye (conditions de création d'une communauté d'agglomération). - **Article 29** (*Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 1044, 1051) : soutient l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse ; rejeté. Son amendement n° 557 ; rejeté. (p. 1056) : votera contre l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1086) : parole sur l'article. (p. 1095) : soutient l'amendement n° 560 de M. Michel Charasse ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1284, 1286) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1611, 1613) : son intervention. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1646) : votera l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) - au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1961, 1964) : son intervention. (p. 1977) : ses observations.

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2207, 2208) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4410, 4412) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4790, 4792) : sa question. (p. 4805) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5103, 5104) : favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5445, 5447) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5658, 5659) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6285, 6286) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7224, 7226) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9077, 9080) : son intervention. (p. 9091) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9622, 9623) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10807, 10809) : son intervention.

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10858, 10860) : son intervention.

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL,*

applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11078) : soutient l'amendement n° II-172 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 11082, 11083) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, soutient le sous-amendement n° II-173 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 11085) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, soutient le sous-amendement n° II-238 de M. Jacques Mézard ; rejeté.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12083, 12085) : son intervention.

CLÉACH (Marcel-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 488 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'échange de renseignements sur les titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenus dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation [n° 637 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 716 (2009-2010)] autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume des Pays-Bas, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre leurs administrations douanières, en vue d'appliquer correctement la législation douanière, de prévenir, de rechercher, de constater et de réprimer les infractions douanières dans la région des Caraïbes, et notamment sur l'île de Saint-Martin [n° 730 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

COINTAT (Christian)
sénateur (Français établis hors de
France (Série C 2))
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les îles Éparses, terres d'avenir [n° 299 (2009-2010)] (17 février 2010) - **Environnement - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 93 (2009-2010)] visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 330 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative aux élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 341 (2009-2010)] (1er mars 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la preuve de la nationalité française [n° 342 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 687 (2009-2010)] relatif au Département de Mayotte [n° 17 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Outre-mer [n° 116 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 638, 639) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 692) : votera l'amendement n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 697) : ne votera pas l'amendement n° 125 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit de vote des étrangers).

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent) (p. 922) : intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Blanc. (p. 923) : votera cet article.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1191, 1192) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; adoptée.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (18 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1569) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 2** (Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France) (p. 1629, 1635) : son amendement n° 1 ; retiré. Favorable aux amendements identiques n° 20 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 28 de M. Ivan Renar. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1636, 1637) : son amendement n° 2 : remise d'un rapport annuel devant l'Assemblée des Français de l'étranger par les établissements publics contribuant à l'action extérieure de l'État ; adopté. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1644) : intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article 13** (Possibilité pour l'État d'obtenir le remboursement des frais engagés à l'occasion des opérations de secours à l'étranger) (p. 1656, 1657) : son amendement n° 3 ;

retiré. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 1658, 1659) : ses amendements n° 4 : avis de l'Assemblée des Français de l'étranger sur les dispositions et projets relatifs à la sécurité des Français à l'étranger ; et n° 5 : élaboration d'un code de l'action extérieure de l'Etat ; retirés.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1983, 1985) : son intervention. - **Article 2** (art. 2 de la loi « informatique et libertés » - *Qualification juridique de l'adresse IP*) (p. 2001) : position de la commission sur l'amendement n° 29 du Gouvernement. - **Article 3** (art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - *Renforcement du correspondant « informatique et libertés »*) (p. 2003, 2007) : position de la commission sur les amendements n° 8 de Mme Catherine Troendle, n° 17 de M. Claude Domeizel, n° 10 et 11 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 15 de M. Charles Gautier et n° 30 du Gouvernement. (p. 2007) : son amendement n° 39 ; adopté. - **Article 4** (art. 26 de la loi « informatique et libertés » - *Autorisation de création des fichiers de police*) (p. 2012) : position de la commission sur les amendements n° 18 de M. Claude Domeizel, n° 1 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 14 de M. Charles Gautier, n° 19, 20 et 25 de M. Alex Türk ainsi que sur les sous-amendements n° 44 et 45 de M. Alex Türk portant sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2013, 2014) : position de la commission sur les amendements de coordination n° 2 et 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 bis (Nouveau)** (art. 8, 27, 31, 44 et 49 de la loi « informatique et libertés » - *Coordinations*) (p. 2014) : position de la commission sur l'amendement n° 41 du Gouvernement. - **Article 4 ter (Nouveau)** (art. 13 de la loi « informatique et libertés » - *Création au sein de la CNIL d'une formation spécialisée chargée des fichiers de police*) (p. 2015) : position de la commission sur les amendements n° 42 du Gouvernement et n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 quater (Nouveau)** (art. 16 de la loi « informatique et libertés » - *Extension des compétences du bureau de la CNIL*) : position de la commission sur les amendements n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 43 du Gouvernement. - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (art. 29 de la loi « informatique et libertés » - *Durée de conservation des données et modalités de traçabilité*) (p. 2016) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Charles Gautier. - **Article 4 septies (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Amélioration du contrôle des fichiers d'antécédents judiciaires par le procureur de la République*) (p. 2017) : position de la commission sur l'amendement n° 32 du Gouvernement. - **Article 4 octies (Nouveau)** (art. 397-5 du code de procédure pénale - *Utilisation par le ministère public des fichiers d'antécédents judiciaires dans le cadre des procédures de comparution immédiate*) (p. 2018) : position de la commission sur l'amendement n° 33 du Gouvernement. - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. 31 de la loi « informatique et libertés » - *Publicité des avis de la CNIL*) : position de la commission sur les amendements n° 34 du Gouvernement et n° 9 de M. Alex Türk. - **Article 6** (art. 32 de la loi « informatique et libertés » - *Obligations d'information du responsable de traitement*) (p. 2020, 2021) : position de la commission sur les amendements n° 24, 26, 27 et 28 de M. Alex Türk, n° 7 de M. Pierre Hérisson et n° 35 du Gouvernement. - **Article 7** (p. 2022) : position de la commission sur les amendements n° 36 du Gouvernement et n° 22 de M. Alex Türk. Son amendement n° 40 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2023) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Alex Türk (non-application du délit de défaut de sécurité à la notification des failles de sécurité). - **Article 8** (art. 38 de la loi « informatique et libertés » - *Droit d'opposition à un traitement*) (p. 2024, 2025) : position de la commission sur les amendements n° 37 du Gouvernement et n° 21 de M. Alex Türk. (p. 2025) : son amendement n° 46 ; adopté. - **Article 9 bis** (art. 44 de la loi « informatique et libertés » - *Contrôles inopinés de la CNIL*) (p. 2027) : position de la commission sur les amendements n° 12 de M. Yves Détraigne et n° 16 de Mme Alima Boumediene-Thiery. -

Article 13 (art. 11, 50, 51, 52, 52-1 [nouveau] et 52-2 [nouveau] de la loi « informatique et libertés » - *Dispositions relatives aux actions juridictionnelles*) (p. 2028, 2029) : position de la commission sur l'amendement n° 38 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Composition*) (p. 3125, 3133) : son amendement n° 7 ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Richard Yung.

- **Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3855) : votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3963) : votera l'amendement n° 201 de M. Didier Guillaume (protection du pastoralisme face aux attaques de loups).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4114) : votera l'amendement n° 117 de M. Pierre Bernard-Reymond (autorisation d'abattre les loups dans les limites des territoires consacrés à l'élevage). - **Division et articles additionnels après l'article 17** (p. 4117, 4118) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22 et 23 : renforcement des prérogatives juridiques et fiscales des organismes gestionnaires des jardins familiaux ; retirés.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - *Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales*) (p. 6009) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6016) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Dolidé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6650) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 31 et n° 32 : application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile à Mayotte, à Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ; adoptés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7945) : favorable aux amendements n° 242 de Mme Jacqueline Panis, n° 310 de Mme Michèle André et n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 7947) : votera l'amendement n° 304 de Mme Claudine Lepage.

- **Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire [n° 729 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8888, 8889) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8896, 8898) : son intervention. - **Article 3** (art. L.O. 450, L.O. 456 à L.O. 459, L.O. 461 et L.O. 465 à L.O. 470 du code électoral - *Abrogation de dispositions en droit électoral et réduction à trois ans de la durée du mandat des conseillers généraux de Mayotte élus en mars 2011*) (p. 8909) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011).** - (22 octobre 2010) - rapporteur - **Article 4** (art. L. 3511-2 à L. 3511-4, L. 3521-1, L. 3522-1 à L. 3522-4, L. 3531-1, L. 3541-1, L. 3542-1, L. 3543-1 à L. 3543-3 du code général des collectivités territoriales - Organisation, fonctionnement et finances du Département de Mayotte) (p. 8912) : son amendement n° 5 ; adopté. - **Article 10** (art. 4, 38, 40 et 42-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2013 de certaines ressources propres aux communes de Mayotte et création du fonds mahorais de développement économique, social et culturel) (p. 8915) : son amendement n° 6 ; adopté. - **Article 10 bis (Nouveau)** (Maintien de l'application à Mayotte au 1er janvier 2014 du code général des impôts et du code des douanes) (p. 8915) : son amendement n° 7 ; adopté. - **Article 27** (Habilitation du Gouvernement, au titre de l'article 38 de la Constitution, à étendre ou adapter à Mayotte de nombreuses législations en vue de rapprocher les règles en vigueur à Mayotte de celles de droit commun) (p. 8918, 8919) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 28** (Ratification de treize ordonnances diverses relatives à l'outre-mer) (p. 8920) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du

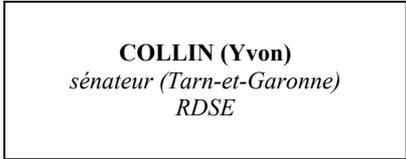
Gouvernement. - **Article 30** (art. 72 de la loi n° 2009-594 pour le développement économique des outre-mer du 27 mai 2009 - Allongement du délai d'habilitation accordé au Gouvernement pour publier une ordonnance) (p. 8921) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 31** (Ratification d'un décret approuvant les sanctions applicables en matière d'urbanisme à Saint-Barthélemy) (p. 8922) : son amendement n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11205, 11206) : son intervention. - **Article 77** (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française) (p. 11244) : votera l'amendement n° II-268 de M. Richard Tuheiaava.



COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération) le 29 avril 2010.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement le 29 avril 2010.

Membre titulaire du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique le 1er juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Centre français pour l'accueil et les échanges internationaux (EGIDE) : une réforme à concrétiser pour sortir de la crise [n° 34 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)] (21 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Aide publique au développement. Compte de concours financiers accords monétaires internationaux, compte de concours financiers prêts à des Etats étrangers et compte d'affectation spéciale engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique [n° 111 tome 3 annexe 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 34, 35) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 100, 101) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 499) : la grande majorité du groupe RDSE est défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 689) : soutient l'amendement n° 513 de M. Michel Charasse ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 692, 693) : soutient l'amendement n° 569 de M. François Fortassin (incompatibilité des fonctions de président d'un EPCI avec l'exercice d'un mandat de conseiller territorial) ; retiré. Son amendement n° 505, portant sur le même objet que l'amendement n° 569 précité ; retiré. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 727, 728) : soutient les amendements n° 516 et 517 de M. Michel Charasse ; rejetés. (p. 730, 740) : ses amendements n° 518, 520 et 521 ; rejetés. (p. 736, 741) : soutient les amendements de M. Michel Charasse n° 519 ; retiré ; n° 522 ; rejeté ; et n° 562 ; adopté. Soutient l'amendement n° 524 de M. Jean-Pierre Chevènement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 795) : soutient l'amendement n° 526 de M. Jean-Pierre Chevènement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement des départements*) (p. 906, 907) : son amendement n° 539 ; devenu sans objet. (p. 909) : soutient l'amendement n° 543 de M. Michel Charasse ; retiré. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement de régions*) (p. 913) : soutient l'amendement n° 544 de M. Michel Charasse ; adopté. - **Article 13 bis (Nouveau)** (chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - *Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 920) : soutient l'amendement n° 548 de M. Michel Charasse ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 927) : soutient l'amendement n° 563 de M. Michel Charasse (communautés urbaines et métropoles) ; rejeté.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1188, 1189) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale**

(p. 1684, 1685) : la majorité des membres du RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1911, 1912) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1927) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2077, 2079) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2282, 2283) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2341, 2343) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3179, 3180) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 3949) : soutient l'amendement n° 547 de M. Robert Tropeano (réduction du droit de circulation sur les vins) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3972) : son amendement n° 572 : remise, avant la fin 2010, d'un rapport gouvernemental sur le bilan de la politique de simplification administrative mise en œuvre pour faciliter l'exercice de la profession agricole ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3980) : son amendement n° 549 : extension à 24 mois du délai, rendu obligatoire, de déclaration du départ à la retraite des exploitants agricoles ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3982, 3995) : ses amendements n° 557 : fixation du seuil retenu par le schéma directeur départemental des structures à 0,5 fois l'unité de référence de l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime ; n° 555 : prorogation d'une année de l'exonération partielle de cotisation sociale des jeunes chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles ; n° 551 : suppression de l'assiette minimum de cotisation ; n° 556 : amortissement de l'habitation de l'exploitant agricole lorsque celle-ci est inscrite à l'actif du bilan ; retirés ; et n° 559 : assimilation de toute diminution du nombre total des associés exploitants ou coexploitants à un agrandissement de l'exploitation ; rejeté ; n° 548 : conditionnalité de l'accès de statut de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole à une déclaration d'heures de travail fixées par décrets ; et n° 552 : fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles ; rejetés. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4003) : son amendement n° 562 ; adopté. Soutient l'amendement n° 579 de M. François Fortassin ; retiré. (p. 4011, 4017) : ses amendements n° 563, 564 et 566 ; retirés ; et n° 565 ; adopté. (p. 4019) : soutient l'amendement n° 580 de M. François Fortassin ; rejeté. - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - *Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles*) (p. 4035, 4038) : soutient l'amendement n° 336 de M. Thierry Repentin ; devenu sans objet. Le groupe RDSE votera l'amendement n° 674 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 4041, 4046) : ses amendements n° 568 : instauration, au sein des conseils d'administration des SAFER, d'une majorité de représentants des collectivités territoriales et des établissements publics ainsi que d'un représentant de l'ensemble des organisations professionnelles agricoles habilitées à siéger au niveau départemental ; retiré ; n° 581 : extension du droit de préemption des SAFER aux terrains environnementaux ; retiré ; n° 543 : extension du droit de préemption des SAFER à des bâtiments d'habitation susceptibles d'avoir un usage agricole ; n° 570 : utilisation du répertoire de la valeur des terres agricoles pour la fixation du prix en cas de préemption par les SAFER ; et

n° 582 : extension du droit de préemption des SAFER ; rejetés. - **Article 14** (*Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité*) (p. 4051) : son amendement n° 571 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4112) : son amendement n° 573 : suppression des périmètres de prélèvement d'eau pour l'irrigation ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4163, 4164) : la grande majorité des membres du groupe du RDSE votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4341, 4343) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4432) : la majorité des membres du RDSE votera ce texte.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4823, 4825) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5077, 5080) : son intervention.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5382, 5383) : la grande majorité des membres du groupe RDSE votera contre cette proposition de résolution.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 juin 2010) (p. 5525) : au nom de certains membres du groupe RDSE.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 5640) : son amendement n° 488 ; rejeté. (p. 5642, 5649) : ses amendements n° 489, 495, 492, 493 et 496 de M. Yvon Collin ; rejetés ; et n° 490 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5948, 5949) : sur l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014), son sous-amendement n° 600 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5986) : son amendement n° 480 ; rejeté. - **Seconde délibération - Mise au point au sujet d'un vote** (p. 6045, 6046) : au nom d'un certain nombre de sénateurs des groupes RDSE, UC et UMP. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6052) : la grande majorité des membres du groupe RDSE votera contre ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6114, 6115) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services - Deuxième lecture [n° 595 (2009-**

2010)] - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6172, 6173) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 541 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6187, 6188) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6210, 6212) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6332, 6335) : sa motion n° 365 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6657, 6658) : la majorité des membres du RDSE votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6762, 6763) : les sénateurs radicaux de gauche, et l'ensemble du groupe du RDSE, voteront unanimement ce texte.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6867, 6869) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6904) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6955) : son amendement n° 256 : maîtrise publique du parc nucléaire français ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 7012) : son amendement n° 260 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7027) : soutient l'amendement n° 265 de M. Raymond Vall (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7068, 7070) : son amendement n° 247 : financement de l'enfouissement des lignes à haute tension ; retiré. - **Article 2 quater (Nouveau)** (*art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des producteurs d'électricité aux coûts de raccordement aux réseaux*) (p. 7073) : ses amendements n° 250 et 249 ; adoptés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7838) : son amendement n° 319 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8617).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Demande d'un vote unique** (p. 8723, 8724) : intervient sur la demande de vote unique présentée par le Gouvernement et demande une suspension de séance.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9050, 9051) : les radicaux de gauche et la grande majorité du RDSE ne voteront pas ce texte.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9187) : le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9231, 9232) : son intervention.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9473, 9475) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9658, 9259) : son intervention.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10201, 10203) : une grande majorité des membres du groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10247, 10249) : la majorité des membres du groupe RDSE ne votera pas le projet de loi de finances pour 2011.

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article 22** (*art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - Reconstitution du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 10607, 10608) : son amendement n° I-381 ; rejeté.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10794, 10795) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11447, 11448) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11466) : position de la commission sur l'amendement n° II-55 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11909, 11910) : la majorité des membres du RDSE et l'ensemble des radicaux de gauche voteront contre ce projet de loi de finances.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - auteur de la proposition de loi constitutionnelle - **Discussion générale** (p. 11933, 11936) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) (p. 12044).

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (15 décembre 2010) (p. 12457, 12459) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 3** (*Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat*) (p. 12596) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission, repris par M. Jean-Marc Todeschini. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 12601) : son amendement n° 194 : création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit ; rejeté.

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 295, 296) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 566, 567) : intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 610) : parole sur l'article. (p. 617, 618) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (634, 636) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, son sous-amendement n° 703 ; retiré au profit du sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 646) : parole sur l'article. (p. 649, 650) : votera contre l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 653, 654 ; 679) : son amendement n° 67 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 692 de la commission et n° 706 de M. Pierre Jarlier.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 787) : intervient sur l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 797) : défavorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327. - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains) (p. 829, 840) : intervient sur l'amendement n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Ses amendements n° 391 ; adopté ; et n° 98 ; retiré. Sur son amendement n° 391 précité, son sous-amendement n° 92 ; adopté.

- **Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5462, 5463) : son intervention. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5483, 5489) : soutient l'amendement n° 283 de M. Jean-Pierre Sueur (inscription dans le texte, du principe de l'extension des libertés locales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5588) : intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5599) : favorable à l'adoption de l'article 3 sans modification.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5834) : parole sur l'article. (p. 5847, 5868) : intervient sur les amendements n° 167 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat. Ses amendements n° 224, 226, 232, 233, 235, 236 et 439 ; devenus sans objet.

- **Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9626) : son intervention.

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Le choix du mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux : une équation à multiples inconnues [n° 509 (2009-2010)] (27 mai 2010) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 283, 284) : son intervention.

- **Suite de la discussion (20 janvier 2010) - Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 353, 357) : son amendement n° 346 : division additionnelle ; rejeté le 21 janvier 2010.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 401, 402) : son amendement n° 26 : modification du découpage électoral dans le

département du Var ; rejeté. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 406) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 431, 434) : intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (principe de compétence générale des collectivités locales). (p. 437, 438) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (*art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux*) (p. 518) : parole sur l'article. (p. 542) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 567) : intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 592) : intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Claude Peyronnet (équilibre du nombre de représentants entre départements les moins peuplés et départements les plus peuplés). (p. 596, 597) : favorable à l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département). - **Article 2** (*art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 611) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (p. 634, 642) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, son sous-amendement n° 704 ; adopté. Son amendement n° 358 ; retiré. - **Article 3** (*art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 646, 647) : parole sur l'article. (p. 651) : défavorable à l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 664, 678) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 359 ; devenu sans objet ; et n° 361 ; retiré. Ses amendements n° 363 ; devenu sans objet ; n° 364 et 365 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 782, 787) : intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Pierre Chevènement. Son amendement n° 383 ; rejeté. (p. 791) : son amendement n° 385 ; rejeté. (p. 810, 814) : ses amendements n° 386 et 387 ; rejetés. Défavorable à l'article 5. - **Article 7** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains*) (p. 837) : intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 8** (*art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle*) (p. 848, 849) : parole sur l'article. (p. 856, 870) : ses amendements n° 395, 396 et 399 ; rejetés ; n° 397 ; retiré ; et n° 398 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 341 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 14** (*art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 924) : parole sur l'article. - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 934) : intervient sur l'amendement n° 665 de M. Pierre Bernard-Reymond.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2898, 2899) : soutient l'amendement

n° 10 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression de l'interdiction des commissions d'enquête portant sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires) ; rejeté. - **Article 3** (*art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques*) (p. 2900, 2901) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5162, 5163) : son intervention.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 1er** (*art. L. 422-1 du code de la consommation - Recours collectif par une association de consommateurs agréée mandatée par plusieurs consommateurs ayant subi un même préjudice*) (p. 5208, 5209) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Question préalable** (p. 5474, 5478) : soutient la motion n° 5 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5487) : intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean-Pierre Sueur (inscription dans le texte, du principe de l'extension des libertés locales). (p. 5492, 5495) : son amendement n° 287 : définition des missions des collectivités territoriales et coordination de leurs actions ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5517) : favorable à l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs). (p. 5518, 5519) : favorable à l'amendement n° 291 de M. Jean-Pierre Sueur (création des pôles métropolitains). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5543) : intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5555) : favorable à l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 2** (*art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct*) (p. 5583) : son amendement n° 50 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5589, 5594) : ses amendements n° 51, 52, 53 et 55 ; rejetés. (p. 5597, 5598) : ses amendements n° 56 et 57 ; rejetés. - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 5627, 5628) : intervient sur les amendements n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 485 de M. Yvon Collin. (p. 5638) : son amendement n° 340 ; rejeté. (p. 5643, 5653) : soutient l'amendement n° 345 de M. Roland Povinelli ; adopté. Ses amendements n° 349 et 353 ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Jacky Le Menn. (p. 5658, 5666) : son amendement n° 356 ; rejeté. Soutient les amendements n° 357 de M. Jean-Pierre Sueur ; adopté ; et n° 358 de M. Gérard Collomb ; rejeté. Intervient sur son amendement n° 360, soutenu par M. Alain Anziani. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains*) (p. 5676, 5683) : intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5695) : favorable à l'amendement n° 371 de M. Gérard Collomb (possibilité pour un EPCI d'adhérer à une

AOT) - Article 8 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 5699) : parole sur l'article. (p. 5700, 5701) : intervient sur les amendements n° 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 501 de M. Yvon Collin. (p. 5707) : son amendement n° 475 ; retiré. (p. 5709) : intervient sur son amendement n° 376. S'abstiendra sur l'amendement n° 21 de la commission. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - *Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 5712, 5713) : son amendement n° 377 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5805) : intervient sur l'amendement n° 77 de M. Dominique Braye (possibilité, pour les communes membres d'une communauté de communes, de laisser à l'organe délibérant de cette dernière le soin de définir l'intérêt communautaire). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5807, 5812) : son amendement n° 432 ; rejeté. Le groupe socialiste ne votera pas cet article. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 5818) : intervient sur l'amendement n° 435 de M. Claude Domeizel (calcul du seuil d'affiliation à un centre de gestion). - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés*) (p. 5823) : intervient sur l'article. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5834, 5835) : parole sur l'article. (p. 5846, 5849) : intervient sur son amendement n° 437, soutenu par M. Roland Courteau. Soutient l'amendement n° 441 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5911) : ne votera pas le sous-amendement n° 597 de M. Jean-Jacques Hyest portant sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5940, 5941) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 306 (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique) et n° 308 (garantie de l'autonomie des régions par l'élection de conseillers spécifiques). (p. 5942) : favorable à l'amendement n° 308 de M. Jean-Pierre Sueur (garantie de l'autonomie des régions par l'élection de conseillers spécifiques). (p. 5943) : soutient l'amendement n° 310 de M. Jean-Pierre Sueur (extension à toutes les communes du mode de scrutin applicable aux communes de plus 3 500 habitants) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5953) : défavorable aux amendements de M. Nicolas About n° 551 (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture) et n° 553 (établissement d'un scrutin mixte pour l'élection des conseillers territoriaux). (p. 5958, 5959) : défavorable à l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5985) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6006) : intervient sur l'amendement n° 527 de M. Pierre Jarlier (instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 21, dans les départements comprenant des zones de montagne). - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - *Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales*) (p. 6007, 6010) : son amendement n° 328 ; adopté. - **Articles additionnels après**

l'article 1er B (précédemment réservés) (p. 6013, 6014) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Eric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6025) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département). - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 6033) : intervient sur l'amendement n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats).

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6759) : votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7810, 7811) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite)** (p. 7882) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8015) : favorable à l'amendement n° 833 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 33 (Entrée en vigueur)** (p. 8654) : défavorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8665) : intervient sur l'amendement n° 69 de Mme Christiane Demontès (rapport envisageant une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse). (p. 8676) : défavorable à l'amendement n° 557 de M. Jean Arthuis (réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9258, 9260) : son intervention. - **Article unique (Interdiction de recevoir des avantages en nature ou en espèces)** (p. 9263, 9264) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9625, 9626) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9672, 9673) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité

locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, , L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11783) : intervient sur les amendements n° II-91 de M. Philippe Dominati et n° II-146 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 11792, 11793) : intervient sur l'amendement n° II-438 de Mme Nicole Bricq. (p. 11814) : intervient sur l'amendement n° II-593 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11831) : intervient sur les amendements identiques

n° II-326 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° II-448 de M. Gérard Collomb (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation). - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11838, 11839) : intervient sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° II-74 (clarification de la présentation du budget des transports publics et des transports scolaires des collectivités territoriales) et n° II-75 (repli). - **Article 60 septies (précédemment réservé)** (art. 1609 F du code général des impôts - Augmentation de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur) (p. 11841) : intervient sur l'amendement n° II-313 de la commission.

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil stratégique du commerce de proximité.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 427 (2009-2010)] relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 507 (2009-2010)] (27 mai 2010) - **Collectivités territoriales - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 576 (2009-2010)] relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 594 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Economie - Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 115 tome 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2536) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté) (p. 2547, 2550) : soutient les amendements n° 1 de M. Gérard César ; retiré ; et n° 25 de M. René Beaumont ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3734, 3738) : son

amendement n° 1 : réaffirmation de l'applicabilité de plein droit des conditions générales de vente lors de toute négociation commerciale avec l'acheteur ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Odette Herviaux (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus).

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 4541, 4543) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4569) : position de la commission sur la motion n° 126 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission des dispositions du chapitre Ier du titre Ier et de l'article 18** (p. 4572, 4573) : position de la commission sur la motion n° 10 de Mme Bariza Khiari tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4576) : parole sur l'article. (p. 4577, 4587) : position de la commission sur les amendements n° 136 et 137 de M. Alain Fouché, n° 95 de M. Bernard Vera, n° 160 et 161 de M. Nicolas About, n° 147, 148, 149 et 158 de M. Philippe Dominati, n° 11, 12, 13 et 14 de Mme Bariza Khiari, et n° 92, 93 et 94 de Mme Odette Terrade. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4589, 4597) : position de la commission sur les amendements n° 53 de M. Daniel Dubois, n° 75 de M. Jacques Mézard, n° 79 de M. Louis Nègre, n° 144 de M. Philippe Dominati, n° 69 de M. Yvon Collin, n° 15, 16, 17 et 89 de Mme Bariza Khiari, et n° 96, 97, 98 et 99 de Mme Odette Terrade. (p. 4597) : son amendement n° 186 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) (p. 4610, 4612) : position de la commission sur les amendements n° 18 et 20 de Mme Bariza Khiari, n° 58 et 57 de M. Bernard Saugey et n° 134 de M. Alain Fouché. - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4614, 4621) : position de la commission sur les amendements n° 135 et 138 de M. Alain Fouché, n° 60 et 61 de M. Bernard Saugey, n° 50 de M. Daniel Soulage, n° 84 de M. Francis Grignon, n° 127 de M. Michel Houel, n° 159 et 162 de M. Nicolas About, n° 145, 150 et 151 de M. Philippe Dominati, n° 21 et 22 de Mme Bariza Khiari et n° 100, 101, 102 et 103 de Mme Odette Terrade. - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France) (p. 4625) : son amendement n° 166 ; adopté. (p. 4625, 4629) : position de la commission sur les amendements n° 59 de M. Bernard Saugey, n° 104, 105 et 106 de M. Bernard Vera, n° 65 de M. Michel Houel et n° 90 de Mme Nicole Briq. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 4629, 4630) : position de la commission sur les amendements de Mme Bariza Khiari n° 26 (direction des services de chaque établissement du réseau consulaire par des directeurs généraux) et n° 27 (institution d'une commission paritaire régionale saisie pour avis sur les questions relatives au transfert des personnels). - **Article 5** (art. L. 711-11 et L. 711-12 du code de commerce - L'Assemblée française des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4632, 4633) : position de la commission sur les amendements n° 107, 108 et 109 de Mme Odette Terrade. - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4634, 4638) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Bernard Saugey, n° 74 et 76 de M. Jacques Mézard, n° 28 de Mme Bariza Khiari, n° 110, 111 et 112 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur le sous-amendement n° 187 du Gouvernement portant sur son amendement n° 169. (p. 4636, 4637) : son amendement n° 169 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 187 du Gouvernement. - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4641) : son amendement n° 170 ; adopté. (p. 4642) : son amendement n° 171 ; adopté. (p. 4642, 4648) : position de la commission sur les amendements n° 139 et 140 de M. Alain Fouché, n° 54 de M. Daniel Dubois, n° 85 de M. Francis Grignon, n° 68 de M. François Marc, n° 29 de

M. Marc Daunis, n° 128 de M. Michel Houel, n° 163 et 164 de M. Nicolas About, n° 73 de M. Nicolas Alfonsi, n° 157 de M. Philippe Dominati et n° 142 de Mme Michèle André. - **Article 7 bis** (Changement de dénomination des chambres de commerce et d'industrie dans les dispositions législatives existantes) (p. 4648) : position de la commission sur l'amendement n° 113 de Mme Odette Terrade. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4652, 4663) : position de la commission sur les amendements n° 63 de M. Bernard Saugey, n° 146 et 153 de M. Philippe Dominati, n° 31 et 32 de Mme Bariza Khiari, n° 114 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur l'amendement n° 141 de M. Alain Fouché et sur le sous-amendement n° 165 de M. Philippe Dominati s'y rapportant. - **Article 7 quater A** (Texte non modifié par la commission) (Opérations de fusion entre établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4664) : position de la commission sur l'amendement n° 185 du Gouvernement. - **Article 7 quater** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2341-1 et L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques - La possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie de conclure des baux emphytéotiques administratifs) (p. 4665) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de Mme Bariza Khiari. - **Article 8** (art. 5-1 à 5-8 [nouveaux] du code de l'artisanat - Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4667, 4668) : position de la commission sur les amendements n° 83 de M. Michel Houel et n° 34 de Mme Bariza Khiari. Son amendement n° 173 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 4669, 4670) : position de la commission sur les amendements n° 81 de M. Michel Houel (précision du contenu des missions des chambres de métiers) et n° 38 de Mme Bariza Khiari (précision du contenu des missions confiées à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat). - **Article 10 bis** (art. 1601 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4672, 4673) : position de la commission sur les amendements n° 7 et 82 de M. Michel Houel, n° 39 de Mme Bariza Khiari et n° 183 du Gouvernement. - **Article 10 quater A** (Texte non modifié par la commission) (Conséquences financières de la fusion des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4674) : position de la commission sur l'amendement n° 184 du Gouvernement. - **Article 11** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 4677, 4684) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 67 de M. Christian Cambon, n° 40 de Mme Bariza Khiari, et n° 115, 116 et 117 de Mme Odette Terrade. - **Article 12** (art. L. 7121-9, L. 7121-10 et L. 7121-12 à L. 7121-30 du code du travail - Encadrement de la profession d'agent artistique) (p. 4688, 4690) : position de la commission sur les amendements n° 118, 119 et 120 de M. Jack Ralite et n° 41, 42 et 43 de Mme Bariza Khiari. - **Article 13** (Texte non modifié par la commission) (art. 7 ter et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Encadrement de la profession d'expert-comptable) (p. 4691, 4692) : position de la commission sur les amendements n° 121 de Mme Odette Terrade et n° 44 de Mme Bariza Khiari. - **Article 13 quater** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Activité de conseil des experts-comptables) (p. 4694) : position de la commission sur l'amendement n° 77 de M. Jacques Mézard. Son amendement n° 188 ; adopté. - **Article 14** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5311-4, L. 5321-1, L. 5323-1, L. 5324-1 et L. 1251-4 du code du travail - Libéralisation de l'activité de placement) (p. 4698) : position de la commission sur les amendements n° 45 de Mme Bariza Khiari et n° 122 de Mme Annie David. - **Article 14 ter** (nouveau) (Mise en œuvre des mesures annoncées dans le plan de développement des services à la personne) (p. 4700, 4702) : position de la commission sur les amendements n° 133 de M. Alain Fouché, n° 6 de M. Ambroise Dupont, n° 131 de M. Michel Doublet et n° 46 de Mme Bariza

Khiari. (p. 4702) : ses amendements n° 174, 175 et 176 ; adoptés. - **Article 17 bis A** (art. L. 441-6 du code de commerce et divers articles du code de la consommation - Information des destinataires de services) (p. 4705) : position de la commission sur l'amendement n° 123 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 4706) : son amendement n° 189 : mise en place du guichet unique ; adopté. (p. 4707) : position de la commission sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (simplification de la procédure applicable pour l'accès et l'exercice de l'activité d'agent immobilier). - **Division additionnelle avant l'article 17 ter** : son amendement n° 177 : cohérence ; adopté. - **Article 18** (Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4709) : son amendement n° 168 ; adopté. (p. 4710, 4711) : position de la commission sur les amendements n° 64 de M. Bernard Saugey, n° 66 de M. Michel Houel, n° 27 et 47 de Mme Bariza Khiari, n° 91 de Mme Nicole Bricq, n° 124 et 125 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur les sous-amendements n° 180 de M. Michel Houel et n° 181 de Mme Bariza Khiari portant sur son amendement n° 172. (p. 4711) : son amendement n° 172 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 180 de M. Michel Houel et n° 181 de Mme Bariza Khiari. - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 4712) : son amendement n° 190 : suppression de l'obligation pour l'État d'établir par décret un classement des chambres d'hôtes ; adopté. - **Article 18 quater** (Transmission aux chambres de commerce et d'industrie d'informations relatives aux entreprises soumises à la taxe sur les surfaces commerciales) (p. 4713) : son amendement n° 167 ; adopté. - **Article 19** (Calendrier de mise en œuvre de la réforme du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) : son amendement n° 178 ; adopté. (p. 4714) : son amendement n° 179 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** : position de la commission sur l'amendement n° 55 de M. Michel Magras (possibilité pour l'État de confier à la chambre économique multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy l'exercice de certaines missions dévolues aux chambres consulaires). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation donnée au Gouvernement pour prendre diverses mesures d'ordre législatif par voie d'ordonnance) (p. 4715) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de Mme Bariza Khiari. - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 4715) : position de la commission sur l'amendement n° 72 de M. Jacques Mézard (impossibilité pour les chambres de commerce et d'industrie et les chambres des métiers situées dans le département d'une commission départementale d'aménagement commercial de formuler des recours à l'encontre des décisions de cette dernière). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4718) : remerciements.

- *Deuxième lecture* [n° 595 (2009-2010)] - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6168, 6169) : son intervention. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce -

Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 6179, 6180) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Bariza Khiari.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (15 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8096) : favorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - en remplacement de M. Pierre Hérisson, rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11426, 11428) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11441, 11444) : son amendement n° II-143 ; adopté.

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne) (p. 11597) : intervient sur les amendements n° II-346 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-353 de Mme Anne-Marie Payet et n° II-354 de M. Yvon Collin.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2010) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 68 bis (Nouveau)** (art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Augmentation pour 2011 du taux de la taxe pour frais de chambres d'agriculture) (p. 11607, 11608) : soutient l'amendement n° II-404 de la commission de l'économie saisie pour avis.

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11644) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs).

COUDERC (Raymond)
sénateur (Hérault)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à établir la reconnaissance par la France des souffrances subies par les citoyens français d'Algérie, victimes de crimes contre l'humanité du fait de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique [n° 569 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (25 mai 2010) - **Article 3 (chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits)** (p. 3689) : son amendement n° 74 ; retiré.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9304) : son intervention.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La France est-elle préparée à un tremblement de terre ? (compte rendu de l'audition publique du 7 juillet 2010) [n° 653 (2009-2010)] (8 juillet 2010) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rétablir l'indemnité journalière à compter du premier jour suivant la date de l'avis d'incapacité pour maladie ou accident non professionnel [n° 686 (2009-2010)] (2 août 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Écologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers, services nationaux de transports conventionnés de voyageurs - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 115 tome 2 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1161, 1163) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1176) : intervient sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (24 février 2010) - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1791) : soutient l'amendement n° 79 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport) (p. 1804) : soutient les amendements n° 81 et 82 de M. François Marc ; rejetés. - **Article 55 (art. 2 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 et art. 42 de la loi de finances pour 1985 précitée - Adaptation de l'offre de la Française des Jeux et possibilité pour les casinos d'acquiescer des machines à sous d'occasion)** (p. 1822, 1823) : soutient l'amendement n° 87 de M. François Marc ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2120, 2123) : son intervention. - **Article unique** (p. 2127) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 3 de M. Xavier Pintat.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation)** (p. 3609, 3610) : soutient l'amendement n° 97 de M. Michel Teston ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3635, 3636) : soutient l'amendement n° 432 de M. Martial Bourquin (possibilité, pour le Conseil national de l'alimentation, de délivrer un label qualité aux restaurateurs) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3660) : soutient l'amendement de M. François Patriat, analogue à l'amendement n° 49 de M. Rémy Pointereau, n° 442 (encadrement de la pratique consistant à incorporer un ingrédient AOC dans la composition d'un produit) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3665, 3666) : soutient l'amendement n° 133 de Mme Odette Herviaux (redéfinition des objectifs de la politique agricole française) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois*

d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A (p. 4280, 4281) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - *Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4589, 4590) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Bariza Khiari ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - *Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4661) : favorable à l'amendement n° 31 de Mme Bariza Khiari.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - auteur de la proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants - **Discussion générale** (p. 5042, 5045) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre 1er et art. 220-1 et 257 du code civil - *Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple*) (p. 5117) : son amendement n° 15 ; retiré. - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - *Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime*) (p. 5131) : favorable, à titre personnel, à l'amendement n° 66 du Gouvernement. - **Article 3** (art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - *Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 5133) : intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade. - **Article 10 bis B** (*Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple*) (p. 5143) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Article 11 A** (art. L. 312-15 et L. 721-1 du code de l'éducation - *Formation spécifique sur la prévention des violences faites aux femmes pour les élèves et les enseignants*) (p. 5226, 5227) : son amendement n° 24 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5230) : son amendement n° 23 : institution d'une journée nationale de sensibilisation aux violences faites aux femmes, le 25 novembre ; adopté. - **Article 14 bis** (*Remise d'un rapport au Parlement sur la création d'un Observatoire national des violences faites aux femmes*) (p. 5233) : parole sur l'article. - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 5235, 5236) : parole sur l'article. Son amendement n° 28 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5241) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (répression de la contrainte faite aux femmes de dissimuler leur visage). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5246) : son amendement n° 13 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5248) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5493) : soutient l'amendement n° 289 de M. Jean-Pierre Sueur (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5545, 5546) : favorable à l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code

général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5811) : soutient l'amendement n° 433 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5838) : parole sur l'article. (p. 5845, 5862) : soutient l'amendement n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté ; ainsi que les amendements n° 443 de M. François Patriat ; et n° 448 de Mme Bernadette Bourzai ; devenus sans objet.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6819) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Françoise Cartron (rapport gouvernemental sur l'orientation scolaire et professionnelle des élèves) ; rejeté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6898, 6902) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6950, 6951) : intervient sur sa motion n° 145 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6956) : son amendement n° 40 : caractère public du parc nucléaire français ; rejeté. (p. 6958) : intervient sur son amendement n° 40 précité. Son amendement n° 42 : nécessité d'adopter une directive cadre relative aux services d'intérêt économique général avant toute nouvelle organisation du marché de l'électricité ; rejeté. (p. 6962) : intervient sur son amendement n° 43 : réaffirmation du caractère de bien de première nécessité de l'électricité. (p. 6964, 6965) : intervient sur son amendement n° 45 : maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de concurrence. (p. 6970) : son amendement n° 46 : rapport du Gouvernement sur la qualité, la sécurité et le financement du réseau public de distribution de l'électricité ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6975, 6976) : parole sur l'article. (p. 6980) : son amendement n° 49 ; rejeté. (p. 6982) : intervient sur son amendement n° 49 précité. (p. 6985) : son amendement n° 52 ; rejeté. (p. 6987) : intervient sur son amendement n° 50. (p. 6989) : son amendement n° 54 ; rejeté. (p. 6995) : intervient sur son amendement n° 59. (p. 6996, 6998) : son amendement n° 61 ; rejeté. (p. 7002, 7003) : son amendement n° 60 ; rejeté. (p. 7005) : son amendement n° 63 ; retiré. (p. 7008) : intervient sur son amendement n° 65. (p. 7010) : son amendement n° 69 ; adopté. (p. 7012) : son amendement n° 70 ; adopté. (p. 7016) : son amendement n° 71 ; rejeté. (p. 7019) : intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7025, 7027) : ses amendements n° 48 : renouvellement des contrats d'obligation d'achat en faveur des installations de production hydroélectriques ; devenu sans objet ; et n° 72 : maintien, pendant deux ans, de la possibilité d'installer des parcs éoliens de plus de 3 mâts ; rejeté. (p. 7029) : intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Jacques Blanc portant sur l'amendement n° 14 de M. Alain Chatillon (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement*) (p. 7047) : favorable à l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7064) : son amendement n° 73 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7071) : intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (financement de l'enfouissement des lignes à haute tension). - **Article 2 ter** (art. 21-2 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au

développement du service public de l'électricité - Interruption instantanée de certains consommateurs agréés) (p. 7072) : son amendement n° 74 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7074, 7075) : ses amendements n° 99 : gestion des demandes de raccordement ; retiré ; et n° 121 : aménagement de la participation pour voirie et réseaux ; rejeté. - **Article 3** (art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité) (p. 7078) : son amendement n° 127 ; rejeté. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 7083, 7085) : ses amendements n° 77 et 78 ; rejetés. (p. 7087) : intervient sur son amendement n° 79. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 7104, 7111) : ses amendements n° 81 ; rejeté ; et n° 82 ; adopté. Favorable à l'amendement n° 261 de M. Yvon Collin. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7116, 7119) : son amendement n° 85 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7133, 7139) : ses amendements n° 89 et 115 ; rejetés. Votera l'amendement n° 197 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs) (p. 7141, 7147) : parole sur l'article. Ses amendements n° 93 et 94 ; rejetés ; et n° 117 ; adopté. Intervient sur son amendement n° 128, soutenu par M. Claude Bérit-Débat. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7169, 7171) : son amendement n° 107 ; rejeté. - **Article 14** (art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'industrie et du gaz - Clarification du champ d'application du statut du personnel des industries électriques et gazières) (p. 7187, 7188) : son amendement n° 100 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7190) : soutient l'amendement n° 101 de M. Thierry Repentin (maintien de la possibilité, pour un bailleur, de récupérer le prix de l'énergie achetée à une entité juridique indépendante, sans distinguer les éléments constitutifs de ce prix) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7202) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7500, 7501) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7549) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7675) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)**

(art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7684, 7685) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8433) : soutient l'amendement n° 445 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8493) : favorable à l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8521) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8544, 8545) : soutient l'amendement n° 467 de M. Ronan Kerdraon ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8626) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8750) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences du durcissement des conditions d'accès au dispositif de départ anticipé pour carrière longue) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8761) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Christiane Demontès (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences d'un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur les transferts financiers occasionnés sur le régime invalidité) ; rejeté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 8772) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conventions en cours portant accords de cessation anticipée pour certains travailleurs salariés) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8781, 8782) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 175 (relèvement à 10 % du taux de la contribution salariale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites) ; n° 176 (création d'un compte individuel des cotisations retraites gérées par l'assurance vieillesse) ; rejetés par vote unique. Soutient l'amendement n° 177 de M. Jean-Pierre Godefroy (instauration, à la charge de l'employeur, d'une contribution exceptionnelle pour toute installation de caisse automatique dans un établissement de vente au détail) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8799) : soutient l'amendement n° 197 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les conditions de validation des périodes d'études) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 8803, 8804) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 396 (définition de la pénibilité) ; et n° 397 (critères d'évaluation de la pénibilité) ; rejetés par vote unique. - **Article additionnel avant l'article 25 ter (précédemment réservé)** (p. 8806) : soutient l'amendement n° 410 de M. Jean-Pierre Godefroy (mandat des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 28 (précédemment réservés)** (p. 8814) : soutient l'amendement n° 218 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur l'extension de la retraite complémentaire obligatoire aux personnes ayant eu qualité d'aide familiale ou de collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8817) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 230 (rapport au Parlement sur les modalités de prise en compte des emplois saisonniers) ; et n° 231 (rapport au Parlement sur l'extension de la pension de réversion aux veuves d'aides familiaux ou de collaborateurs

d'exploitation ou d'entreprise agricole); rejetés par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8836) : soutient l'amendement n° 462 de M. Ronan Kerdraon (rapport au Parlement sur le bilan de la négociation triennale relative à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, aux conditions de travail et à l'emploi des salariés âgés); rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8871, 8872) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9664) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10021) : intervient sur les amendements identiques n° 173 de M. Yves Daudigny et n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10205) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10211) : le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 26 de la commission portant sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance de directives relatives au marché intérieur de l'énergie) et s'abstiendra sur l'amendement n° 8 précité à condition que le sous-amendement n° 26 précité soit adopté. - **Article 4** (art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une auto-école) (p. 10215) : soutient l'amendement n° 16 de M. Daniel Raoul; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 10219) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 1 de M. Francis Grignon (adaptation du droit national aux dispositions du « paquet routier » européen). - **Article 11 (Nouveau)** (art. L. 213-3 du code de l'aviation civile - Lutte contre les incendies d'aéronefs et prévention du péril animalier sur les aéroports civils) (p. 10224) : soutient l'amendement n° 22 de M. Daniel Raoul; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10225) : intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (adaptation, par voie d'ordonnance, du droit de l'aviation civile au droit européen).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 10908) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10935) : sa question et sa réplique.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 66** (art. 199 ter K, 220 M et 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et aménagement du dispositif de crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) (p. 11719) : soutient l'amendement n° II-457 de Mme Odette Herviaux; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 11721) : favorable à l'amendement n° II-421 de M. Yvon Collin (reconduction du dispositif d'amortissement exceptionnel des équipements destinés à économiser l'énergie ou à produire des énergies renouvelables).

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11751, 11752) : soutient l'amendement n° II-466 de M. Gérard Miquel (extension progressive du principe de responsabilité élargie du producteur à l'ensemble des produits de grande consommation); rejeté. (p. 11752) : soutient l'amendement n° II-469 de M. Gérard Miquel (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets); retiré. (p. 11756) : soutient l'amendement n° II-474 de M. Gérard Miquel (nécessité pour les fournisseurs d'électricité de réaliser des opérations de maîtrise de l'énergie pour pouvoir bénéficier de la compensation des surcoûts supportés en raison de leur participation au dispositif institué en faveur des personnes en situation de précarité énergétique); rejeté. - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11796) : soutient l'amendement n° II-445 de M. Gérard Miquel; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11831, 11832) : soutient l'amendement n° II-475 de M. Gérard Miquel (réduction du montant des frais de gestion prélevés sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères); rejeté.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11955, 11957) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Michel Teston n° 13 et n° 14 (modalités de communication des données relatives aux réseaux de télécommunication); adoptés. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11965, 11966) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Teston (standardisation des prises des chargeurs de téléphone portable); retiré.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 12168) : soutient l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour les personnes muettes de faire un testament par acte public en se faisant assister par un interprète agréé en langue des signes); retiré. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12175) : soutient l'amendement n° 159 de M. Martial Bourquin (modernisation de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés, dans le domaine des véhicules motorisés); adopté.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12272) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Josette Durrieu (encadrement du vote par scrutin secret dans les conseils généraux); retiré. - **Article 81 (Groupements régis par des dispositions propres)** : soutient l'amendement n° 120 de M. Jacky Le Menn; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 12657, 12658) : son amendement n° 147 : perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité par les syndicats exerçant la compétence organisatrice de distribution publique de l'électricité créés fin

2010 mais dont la création ne prend effet qu'au 1er janvier 2011 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 12681) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 39 de M. Bruno Sido (prorogation jusqu'en 2014 du dispositif d'éligibilité au FCTVA).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité

sur les tabacs) (p. 12777) : votera contre l'amendement n° 26 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12803) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Nicole Bricq (prise en compte de la diversité des modalités de versement des crédits des fonds départementaux ou inter-départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) ; adopté.

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 30 mars 2010.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 17 janvier 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité jusqu'au 3 février 2010.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 18 novembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES) le 11 février 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 21 (2007-2008)] d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 517 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 527 (2009-2010)] de réforme des collectivités territoriales [n° 559 (2009-2010)] (16 juin 2010) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi [n° 738 (2009-2010)] de réforme des collectivités territoriales [n° 91 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 116 tome 11 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 253, 255) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 340, 341) : position de la commission sur la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 346) : position de la commission sur la motion n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 351) : position de la commission sur la motion n° 24 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 354) : position de la commission sur l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 431, 450) : position de la

commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 109 (principe de compétence générale des collectivités locales), n° 111 (consultation nationale des conseils municipaux, généraux et régionaux), n° 112 (mode de scrutin proportionnel), n° 113 (présentation par le Gouvernement d'une étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales), et n° 114 (consultation du conseil supérieur de la fonction publique), de Mme Michèle André n° 347 (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille) et n° 348 (renforcement des sanctions applicables aux parties qui ne respectent pas la parité dans les candidatures aux élections départementales et régionales), ainsi que sur les amendements n° 357 de M. Jean-Pierre Sueur (élection des conseillers départementaux), n° 583 de Mme Dominique Voynet (modification du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux), n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial) et sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 525) : son intervention. (p. 540, 541) : position de la commission sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 560, 561) : position de la commission sur les amendements n° 116 et 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 571, 581) : position de la commission sur les amendements n° 117, 118 et 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 482 de M. Jacques Blanc, n° 351 et 350 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 603 de M. Philippe Dominati et n° 661 de M. Pierre Bernard-Reymond. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 589, 594) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 352 (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale), n° 353 (lors d'un scrutin uninominal à un tour, impossibilité d'être élu sans avoir recueilli les suffrages d'au moins 25 % des inscrits), n° 355 (équilibre du nombre de représentants entre départements les moins peuplés et départements les plus peuplés) et n° 356 (écart de population entre les cantons au sein d'un même département). (p. 601, 607) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 501, 502, 503 et 504 de M. Yvon Collin et n° 617 de M. Hervé Maurey (cumul des mandats) ainsi que sur les amendements n° 354 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect de la parité dans la composition des conseils régionaux), n° 592 de Mme Dominique Voynet (modalités d'élection des conseillers régionaux) et n° 640 de M. Yves Pozzo di Borgo (suppression de la compétence départementale du Conseil de Paris). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 607) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Jean Louis Masson (possibilité pour une commune de se faire représenter par un suppléant de son choix). - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 614, 617) : position de la commission sur les amendements n° 123, 121 et 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 508 de M. Yvon Collin, n° 509 et 512 de M. Michel Charasse, n° 71 de M. Rémy Pointereau et n° 619 de M. Hervé Maurey.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (634, 635) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, position de la commission sur les sous-amendements n° 703 de M. Gérard Collomb et n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 640, 642) : son amendement n° 702 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 618 et 622 de M. Hervé Maurey, ainsi que sur l'amendement n° 358 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 649) : position de la commission sur l'amendement n° 140

de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 655, 663) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, son sous-amendement n° 692 ; adopté. Sur l'amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson, son sous-amendement n° 691 ; adopté. (p. 673, 681) : position de la commission sur les amendements n° 72 de M. Rémy Pointereau, n° 67 de M. Gérard Collomb, n° 85 de M. Pierre Hérisson, n° 359 et 361 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 141, 142, 143, 139, 144, 145, 146, 147, 148, 150 et 149 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 476 de M. Dominique Braye, n° 664 de M. Pierre Bernard-Reymond, n° 458 de M. François-Noël Buffet, n° 363, 364 et 365 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 585 de Mme Dominique Voynet, ainsi que sur les sous-amendements n° 686 de M. Michel Charasse, n° 693 de M. Yves Détraigne, n° 706 de M. Pierre Jarlier, n° 707 de M. Dominique Braye, n° 699 et 698 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, portant sur l'amendement n° 67 précité, et sur les sous-amendements n° 687 de M. Michel Charasse, n° 694 de M. Yves Détraigne, n° 701, 695, 682, 696 et 697 de M. Dominique Braye, n° 705, 688, 689 et 690 de M. Pierre Jarlier, portant sur l'amendement n° 85 précité. (p. 682, 689) : position de la commission sur les amendements n° 156 de Mme Annie David, n° 605 de Mme Bernadette Bourzai, n° 642 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 151, 153, 154 et 155 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 367 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 27 de Mme Jacqueline Gourault, n° 68 de M. Gérard Collomb, n° 478 de M. Dominique Braye, n° 684 de M. François-Noël Buffet, et n° 513 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 690, 693) : position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Nathalie Goulet (mise en application immédiate de l'article 37 de la présente loi à la demande d'une ou plusieurs communes membres d'un EPCI), n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI) et, portant sur le même objet, n° 505 de M. Yvon Collin et n° 569 de M. François Fortassin (incompatibilité des fonctions de président d'un EPCI avec l'exercice d'un mandat de conseiller territorial). - **Article 4** (art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales - *Transformation des conseils économiques et sociaux régionaux en conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux*) (p. 694) : position de la commission sur les amendements n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 447 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 695) : position de la commission sur l'amendement n° 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Renforcement de la démocratie locale au sein des territoires intercommunaux). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 696, 699) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 125 (droit de vote des étrangers), n° 132 (création de commissions des services publics locaux) et n° 127 (validation du rapport d'activité des EPCI par un vote du conseil municipal). (p. 700, 704) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 126 (présentation devant le conseil municipal du projet de budget des EPCI), n° 128 (développement de la démocratie locale au sein des EPCI), n° 129 (obligation pour les délégués communautaires de rendre annuellement compte de leurs actions au sein du conseil communautaire), n° 130 (extension aux communes de moins de trois mille cinq cents habitants de l'information sur les actes réglementaires pris par les EPCI), n° 131 (modification des conditions de saisine des organes délibératifs des EPCI par les électeurs des communes membres de cet EPCI), n° 134 (obligation pour l'EPCI de créer des comités consultatifs sur toute affaire d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence), n° 135 (consultation obligatoire par le président de l'EPCI des comités consultatifs créés par l'intercommunalité sur toute question relevant des services publics et des équipements de proximité) et n° 133 (représentation au sein des comités consultatifs des agents de l'EPCI et des salariés des entreprises délégataires). - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 704) : position de la commission sur l'amendement n° 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Création des conseils des exécutifs). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 705, 707) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 137 (création de conseils régionaux des exécutifs) et n° 138 (création de conseils départementaux des exécutifs), ainsi que

sur l'amendement n° 594 de M. Jean-Claude Peyronnet (rôle des conseils de développement). - **Intitulé du titre II** (*Adaptation des structures à la diversité des territoires*) (p. 707, 708) : position de la commission sur les amendements n° 158 et 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 708, 710) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 160 (délai de consultation des communes sur la création d'un EPCI), n° 161 (procédure de création d'un EPCI), n° 162 (cohérence), n° 163 (accord de l'ensemble des communes concernées pour la transformation d'un EPCI) et n° 164 (procédure de modification du périmètre d'un EPCI). Ses amendements n° 708 : extension en métropole de la condition spécifique de majorité prévue pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines ; et n° 709 : application à l'extension du périmètre de l'EPCI des modifications dans la composition de majorité requise pour la création de celui-ci ; adoptés. - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 718, 729) : position de la commission sur les amendements n° 165, 166, 168, 167, 169, 170 et 171 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 639 de M. Yves Détraigne, n° 370 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 372 de M. Pierre Mauroy, n° 371 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 516 et 517 de M. Michel Charasse, et n° 448 de M. Jean-Claude Peyronnet. Son amendement n° 710 ; adopté. (p. 730, 742) : position de la commission sur les amendements n° 172, 173, 174, 175, 177, 179 et 176 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 518, 520 et 521 de M. Yvon Collin, n° 325 de la commission des finances saisie pour avis, n° 373, 374, 376 et 381 de M. Alain Anziani, n° 378 de M. Jacky Le Menn, n° 519, 522 et 562 de M. Michel Charasse, n° 375 de M. Roland Povinelli, n° 524 de M. Jean-Pierre Chevènement, et n° 379 de M. Pierre-Yves Collombat. Ses amendements n° 711, 712 et 713 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 781, 789) : position de la commission sur les amendements n° 180, 181, 182, 184, 185 et 186 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 525 et 561 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 595 de M. François Patriat, n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 523 de M. Michel Charasse, n° 384 de M. Jean-Claude Peyronnet, ainsi que sur le sous-amendement n° 700 de M. Claude Haut portant sur l'amendement n° 180 précité. (p. 792, 794) : son amendement n° 671 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 668 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 385 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 187, 188, 189, 190, 191, 192 et 193 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 795, 796) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327, ainsi que sur l'amendement n° 526 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 805, 813) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 328, 329, 330, 331 et 333 et n° 194 et 195 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 683 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 816) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 345 (précision) et n° 334 (coordination). - **Article 6** (*Coordinations*) (p. 817, 819) : position de la commission sur les amendements n° 197 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 73 de M. Rémy Pointereau, n° 660 de M. Dominique Braye, et n° 338 de la commission. Ses amendements n° 673 et 674 ; adoptés. - **Article 6 bis (Nouveau)** (*art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 820) : position de la commission sur les amendements n° 198 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 825, 826) : position de la commission sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département), ainsi que sur les sous-amendements n° 669 de Mme Marie-Thérèse Bruguère et n° 717 de M. Claude Domeizel s'y rapportant. - **Article 7** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains*) (p. 829, 836) : position de la commission sur les amendements n° 389 et 392 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 391 et 98 de M. Gérard Collomb, n° 199 et

200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 529 de M. Michel Charasse, n° 390 de M. Daniel Raoul, n° 654 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 29 de Mme Jacqueline Gourault, ainsi que sur les sous-amendements n° 92 de M. Gérard Collomb et n° 465 de Mme Jacqueline Gourault portant sur l'amendement n° 391 de M. Gérard Collomb. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 841, 842) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 202 (extension de l'assiette de la contribution économique territoriale aux actifs financiers détenus par les entreprises assujetties), n° 201 (abaissement du seuil d'assujettissement à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et n° 203 (majoration de la DGF de 3,8 milliards d'euros). - **Article 8** (*art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle*) (p. 854, 870) : position de la commission sur les amendements n° 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 212, 213, 214, 215 et 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 532, 533 et 536 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 395, 396, 397, 398 et 399 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 534 et 564 de M. Michel Charasse, n° 335, 336, 342, 337, 343, 338 et 341 de la commission des finances saisie pour avis, n° 393 de M. Claude Bérít-Débat, n° 394 de M. Roland Povinelli, n° 655 de M. Nicolas About, et n° 453 de M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 871) : position de la commission sur l'amendement n° 458 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 9** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 1638 du code général des impôts - Intégration fiscale*) (p. 886) : son amendement n° 675 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 217 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 339 de la commission saisie pour avis. - **Article 10** (*art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 888, 890) : position de la commission sur les amendements n° 218, 219, 220 et 221 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; et n° 340 et 344 de la commission saisie pour avis. - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 891, 895) : position de la commission sur les amendements n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 400 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 492 de Mme Virginie Klès. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 895, 899) : son amendement n° 719 : création de conseils de quartiers dans les villes de plus de 10 000 habitants ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 506 de M. Jacques Mézard (mesures en faveur de l'acquisition par les communes des biens de sections situés sur leurs territoires). - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 901, 911) : position de la commission sur les amendements n° 630 de M. Hervé Maurey, n° 646 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 538 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 401 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 576 de M. Jean-Pierre Vial, n° 541, 542 et 543 de M. Michel Charasse, n° 539 de M. Yvon Collin, n° 224 de Mme Annie David, n° 402 de Mme Bernadette Bourzai, n° 629 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 223, 225, 226, 227 et 228 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 911) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Dominique de Legge (possibilité de rattacher un département à une région autre que celle à laquelle il appartient). - **Article 13** (*art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions*) (p. 913) : demande d'examen d'amendements par priorité. - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 919, 923) : position de la commission sur les amendements n° 234, 235 et 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 548 de M. Michel Charasse, n° 103 de Mme Catherine Troendle et n° 485 de M. Jacques Blanc. - **Article 14** (*art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 925, 927) : position de la commission sur les amendements n° 237 et 238 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 531 de M. Jean-

Pierre Chevènement. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 927) : position de la commission sur l'amendement n° 563 de M. Michel Charasse (communautés urbaines et métropoles). - **Intitulé du chapitre II** (*Achèvement et rationalisation de la carte de l'intercommunalité*) (p. 928) : position de la commission sur les amendements n° 239 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 487 de M. Philippe Adnot. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 930, 936) : position de la commission sur les amendements n° 498 de M. Hervé Maurey, n° 633 de M. Jean-Claude Merceron, n° 665 de M. Pierre Bernard-Reymond, n° 83 de M. Rémy Pointereau, n° 39 de M. Xavier Pintat, n° 240, 241, 242 et 243 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 551 de M. Yvon Collin ainsi que sur le sous-amendement n° 715 de M. Michel Charasse s'y rapportant. (p. 938, 953) : position de la commission sur les amendements n° 54 et 55 de M. Alain Vasselle, n° 99 de M. Christian Cambon, n° 93 de M. Gérard Collomb, n° 632 de M. Jean-Claude Merceron, n° 408 et 410 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 411 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 407, 409, 412, 413 et 414 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 74 de M. Rémy Pointereau, n° 38 de M. Xavier Pintat, n° 601 de Mme Françoise Férat, n° 1, 2, 3, 16 et 17 de Mme Nathalie Goulet et n° 244, 245, 246, 247, 248 et 249 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 954, 955) : position de la commission sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 457 (possibilité pour deux communes séparées par un bois, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre) et n° 575 (possibilité pour deux communes séparées par un cours d'eau, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre). - **Article 17** (*Délai limite d'établissement du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 956, 957) : position de la commission sur les amendements n° 415 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 469 de M. Dominique Braye et n° 10 de Mme Nathalie Goulet. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 957, 958) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur le même objet n° 250, n° 251 et n° 252 (possibilité pour une commune de se retirer des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 959, 964) : position de la commission sur les amendements n° 416 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 493 de M. Philippe Dallier, n° 255 de Mme Annie David, n° 30 de Mme Jacqueline Gourault, n° 14 et 18 de Mme Nathalie Goulet, n° 253 et 254 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur les sous-amendements n° 681 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet, et sur le sous-amendement n° 417 de Mme Bernadette Bourzai portant sur l'amendement n° 105 de M. François-Noël Buffet. - **Article 19** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales - *Suppression des adhésions dérogatoires à un EPCI à fiscalité propre créant une discontinuité ou une enclave*) (p. 964) : position de la commission sur l'amendement n° 256 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 973) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet (délai de validation par le préfet des décisions de retrait d'une intercommunalité). - **Article 19 bis (Nouveau)** (art. L. 5211-5 et L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales - *Approbation des statuts d'un EPCI*) (p. 974) : position de la commission sur l'amendement n° 257 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 976, 983) : position de la commission sur les amendements n° 418 et 419 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 76 de M. Rémy Pointereau, n° 258, 259, 260, 261 et 262 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 455 de M. Hugues Portelli, n° 23 et 6 de Mme Nathalie Goulet, et n° 56 de M. Alain Vasselle. (p. 984, 992) : position de la commission sur les amendements n° 420 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 263, 264, 265, 266, 267 et 268 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 42 de M. Jean-Paul Alduy. Sur l'amendement n° 77

de M. Rémy Pointereau, son sous-amendement n° 723 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 993, 998) : position de la commission sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 499 (possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale) et n° 574 (possibilité pour une commune de quitter une communauté d'agglomération pour intégrer une communauté de communes), et de M. Michel Charasse n° 552 (précision) et n° 571 (délégués suppléants). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales - *Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 1000) : position de la commission sur les amendements n° 269 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 567 de M. Raymond Vall. Son amendement n° 724 ; adopté. - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales - *Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat*) (p. 1001) : position de la commission sur l'amendement n° 270 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 22** (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - *Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 1002, 1005) : position de la commission sur les amendements n° 421 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 271, 272, 273 et 274 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur l'amendement n° 31 de Mme Jacqueline Gourault. Ses amendements n° 725 et 670 ; adoptés. - **Article 24** (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - *Substitution des communautés de communes, des communautés d'agglomération et des communautés urbaines aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre*) (p. 1006, 1008) : position de la commission sur les amendements n° 276 et 277 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 634 de M. Jean-Claude Merceron, et n° 104 de M. François-Noël Buffet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 1008) : position de la commission sur l'amendement n° 481 de M. Dominique Braye (prise en compte de la population des EPCI faisant partiellement partie d'un syndicat mixte). Son amendement n° 726 ; précision ; adopté. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1010) : position de la commission sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 1025, 1026) : position de la commission sur les amendements n° 84 de M. Rémy Pointereau, n° 424 de M. Jean-Luc Fichet, n° 643 de M. Yves Détraigne, n° 423 de M. Daniel Raoul, et n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1031, 1035) : position de la commission sur les amendements n° 278 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 78, 79 et 88 de M. Rémy Pointereau, n° 425 et 426 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 554 et 555 de M. Michel Charasse, n° 11 de Mme Nathalie Goulet, et n° 427 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 1037) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 648 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 279 de Mme Annie David, et n° 428 de Mme Bernadette Bourzai (représentation des communes et des EPCI de montagne). - **Article 27** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - *Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1037, 1038) : son amendement n° 727 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 429 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 21 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - *Interdiction de subordonner l'octroi d'une subvention à l'appartenance à un EPCI ou un syndicat mixte*) (p. 1039) : position de la commission sur l'amendement n° 449 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 1040) : son amendement n° 728 ; procédure de liquidation d'un EPCI dissous ; adopté. - **Article 29** (*Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 1045) :

son amendement n° 729 ; retiré. (p. 1050, 1054) : position de la commission sur les amendements n° 280, 281, 283, 285, 287, 290, 292, 294, 284, 282, 286, 291, 288, 293, 289, 295 et 296 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 430, 431 et 432 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 556 de M. Michel Charasse, n° 557 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 59 de M. Alain Vasselle, n° 80, 81 et 82 de M. Rémy Pointereau et n° 433 de Mme Bernadette Bourzai. Ses amendements n° 676 et 679 ; adoptés. - **Article 30** (*Syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 1061) : son amendement n° 732 ; adopté. - **Article 31** (*art. L 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale*) (p. 1064, 1068) : position de la commission sur les amendements n° 438 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 490 de M. Charles Revet, n° 311 et 312 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 644 de Mme Nathalie Goulet. Son amendement n° 678 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 1068) : position de la commission sur l'amendement n° 635 de M. Jean-Claude Merceron (régime des autorisations de déversement dans les réseaux de collecte d'eaux usées non domestiques). - **Article 32 (supprimé)** (*art. L 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI*) (p. 1070) : position de la commission sur l'amendement n° 479 de M. Dominique Braye. - **Article 33** (*art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Mises à disposition de services entre un EPCI et ses communes membres*) (p. 1072) : position de la commission sur l'amendement n° 313 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 677 ; adopté. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Mise en commun de services et de moyens matériels entre un EPCI et ses communes membres*) (p. 1073, 1074) : position de la commission sur les amendements n° 314, 315 et 316 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1075, 1078) : position de la commission sur les amendements n° 615 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 439 de M. Claude Domeizel, n° 491 de M. Charles Revet, ainsi que sur les amendements de M. Jean-Claude Merceron n° 636 (pour les communes actionnaires d'une société d'économie mixte locale de distribution de gaz ou d'électricité, suppression de l'obligation de transfert d'actions suite à un transfert de compétence vers un EPCI) et n° 637 (non remise en cause des régies de distribution d'électricité). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1079, 1082) : position de la commission sur les amendements n° 43 de M. Laurent Béteille (révision périodique du montant de l'attribution de compensation), n° 480 de M. Dominique Braye (possibilité pour un EPCI de percevoir la DGF à la place des communes le composant) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 720 de M. Claude Belot. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1089, 1103) : position de la commission sur les amendements n° 318, 319, 320, 321 et 322 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 442, 451, 441, 443 et 444 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 440 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 591 de Mme Dominique Voynet, n° 489 de M. Philippe Adnot, n° 573 de M. Bruno Retailleau, n° 607, 596 et 597 de Mme Bernadette Bourzai, n° 560 de M. Michel Charasse, n° 621, 625 et 631 de M. Hervé Maurey, n° 580 et 581 de M. Jean-Pierre Vial, n° 58 de M. Alain Vasselle, et n° 628 de Mme Catherine Morin-Desailly. Son amendement n° 734 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 35** (p. 1105) : position de la commission sur les amendements identiques n° 598 de Mme Bernadette Bourzai et n° 582 de M. Jean-Pierre Vial (présentation d'un projet de loi fixant les mesures d'adaptation à la spécificité de la montagne des dispositions prévues à l'article 35 du projet de loi). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 1106) : position de la commission sur les amendements n° 323 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 445 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 37** (*Entrée en vigueur des articles 2 et 3 du projet de loi*) (p. 1107) : position de la commission sur l'amendement n° 324 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 février 2010) (p. 1125) : au nom de M. André Lardeux.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1131, 1132) : son intervention.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) - au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2212, 2214) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5400, 5403) : recommande au Sénat l'adoption du texte issu des travaux de la commission.

- **Suite de la discussion** (29 juin 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5472) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Jacques Mézard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5476, 5477) : position de la commission sur la motion n° 5 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5480, 5481) : position de la commission sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5482, 5491) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 281 (inscription dans le texte de l'obligation d'atteindre un aménagement du territoire plus équilibré), n° 293 (accroissement de la part de la péréquation au sein des dotations de l'État aux collectivités territoriales), n° 282 (extension du principe d'autonomie des collectivités territoriales), n° 283 (inscription dans le texte, du principe de l'extension des libertés locales), n° 284 (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales), n° 285 (nécessité de renforcer et d'accroître le rôle des collectivités territoriales et d'améliorer l'exercice de la démocratie locale) et n° 286 (réaffirmation du rôle des collectivités territoriales dans le fonctionnement de la démocratie locale). (p. 5495) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 288 (définition des compétences de la région), n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs), et n° 291 (création des pôles métropolitains), ainsi que sur l'amendement n° 287 de M. Pierre-Yves Collombat (définition des missions des collectivités territoriales et coordination de leurs actions).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5526, 5532) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs), n° 291 (création des pôles métropolitains), n° 292 (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales), n° 294 (prise en compte des ressources et des charges respectives des différentes collectivités territoriales dans le calcul de la péréquation), n° 295 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque commune dans le calcul de la péréquation), n° 322 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque département dans le calcul de la péréquation), n° 296 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque région dans le calcul de la péréquation), n° 297 (prise en compte des ressources et des charges respectives des communautés dans le calcul de la péréquation), et n° 298 (augmentation des crédits destinés aux quartiers et aux communes relevant de la politique de la ville et aux espaces ruraux défavorisés, grâce à l'accroissement du montant de la péréquation). (p. 5537, 5538) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil

régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que sur les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5554) : position de la commission sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux). - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5559, 5563) : position de la commission sur les amendements n° 542 de M. Hervé Maurey, n° 330 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 247 de M. Rémy Pointereau, n° 483 de M. Yvon Collin, et n° 586 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) (p. 5582, 5584) : position de la commission sur les amendements n° 50 et 331 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 543 de M. Hervé Maurey. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5587, 5594) : position de la commission sur les amendements n° 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 93 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 51, 52, 54, 53 et 55 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 484 de M. Yvon Collin. (p. 5596, 5599) : position de la commission sur les amendements n° 264, 94 et 95 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 56 et 57 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 190 de M. Jacques Blanc, n° 249 de Mme Bernadette Bourzai, n° 214 de Mlle Sophie Joissains et n° 66 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5600, 5602) : position de la commission sur les amendements n° 270 de Mme Dominique Voynet (pérennisation, à l'échelle infrarégionale, des conseils de développement associant les milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs des territoires), n° 333 de M. Jean-Pierre Sueur (extension des compétences des conseils de développement aux questions liées à l'environnement), et n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 3 bis (Suppression maintenue par la commission)** (Parité dans les organes délibérants des EPCI) (p. 5617) : position de la commission sur les amendements n° 97 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 332 et 334 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5618) : position de la commission sur l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la démocratie locale au sein des structures intercommunales). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5627, 5632) : position de la commission sur les amendements n° 485 et 486 de M. Yvon Collin, n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 3 de M. Dominique de Legge, n° 544 de M. Yves Détraigne, n° 35 de M. Philippe Dallier et n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5635, 5641) : position de la commission sur les amendements n° 470 et 471 de M. François Rebsamen, n° 335, 336 et 337 de M. Serge Godard, n° 488 et 487 de M. Yvon Collin, n° 340 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 341 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5650, 5652) : position de la commission sur les amendements n° 101, 102, 103, 107, 108, 109, 105, 104 et 110 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 489, 490, 495, 492 et 493 de M. Yvon Collin, n° 349 et 353 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 346, 350 et 347 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 342 de M. Alain Anziani, n° 272 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 345 de M. Roland Povinelli, n° 351 de M. Claude Haut, n° 217 de Mlle Sophie Joissains, n° 354 de M. François Patriat et n° 344 de M. Jacky Le Menn. (p. 5655, 5666) : position de la commission

sur les amendements n° 352, 357 et 359 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 355, 356 et 360 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 494, 497 et 498 de M. Yvon Collin, n° 111, 112, 113, 114 et 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 16, 17 et 18 de la commission des finances saisie pour avis, n° 358 de M. Gérard Collomb, et n° 216 de Mlle Sophie Joissains. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5667) : position de la commission sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 19 (régime du versement du FCTVA pour les métropoles). - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Evolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines) (p. 5668) : position de la commission sur les amendements n° 20 de la commission des finances saisie pour avis, et n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5 quater (Dégrogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles)** (p. 5670) : position de la commission sur les amendements n° 499 de M. Yvon Collin et n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 (Coordinations)** (p. 5671) : position de la commission sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération) (p. 5672) : position de la commission sur l'amendement n° 362 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 5674) : position de la commission sur l'amendement n° 365 de M. Daniel Raoul (instauration d'une commission permanente dans les communes de plus de 100 000 habitants). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5676, 5683) : position de la commission sur les amendements n° 118, 119, 120 et 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 369, 366 et 367 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 370 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 273 de Mme Dominique Voynet, n° 30 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 500 de M. Yvon Collin, n° 368 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 36 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5694) : position de la commission sur l'amendement n° 371 de M. Gérard Collomb (possibilité pour un EPCI d'adhérer à une AOT). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle) (p. 5700, 5709) : position de la commission sur les amendements n° 21 de la commission des finances saisie pour avis, n° 373 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 372, 376 et 475 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 501, 502 et 504 de M. Yvon Collin et n° 122, 123, 124, 125, 126 et 127 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles) (p. 5711, 5713) : position de la commission sur les amendements n° 128, 129 et 130 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 377 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 22 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions applicables aux communes fusionnées) (p. 5714, 5716) : position de la commission sur les amendements n° 131 et 132 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 378 de Mme Virginie Klès et n° 379 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 11 bis (Suppression maintenue par la commission)** (art. L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création facultative de conseils de quartier) (p. 5717) : position de la commission sur l'amendement n° 133 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 12 (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions)** (p. 5717, 5719) : position de la commission sur les amendements n° 134 et 135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 380 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 545 de M. Hervé Maurey et n° 381 de M. Thierry Repentin. - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-1-

1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe) (p. 5720, 5721) : position de la commission sur les amendements n° 136 et 137 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 274 de Mme Dominique Voynet et n° 505 de M. Yvon Collin. - **Article 13** (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions) (p. 5722, 5723) : position de la commission sur les amendements n° 138 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 382 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 546 de M. Hervé Maurey. - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent) (p. 5724, 5726) : position de la commission sur les amendements n° 139 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 191 de M. Jacques Blanc, n° 383 de Mme Bernadette Bourzai, n° 384 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 39 de M. Philippe Richert. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5727, 5729) : position de la commission sur les amendements n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 506 de M. Yvon Collin. - **Article 14 ter (Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes)** (p. 5732, 5735) : position de la commission sur les amendements n° 141 et 142 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5738, 5753) : position de la commission sur les amendements n° 41 et 42 de M. Alain Vasselle, n° 69 de M. Dominique Braye, n° 386 de M. Jean-Luc Fichet, n° 387, 388, 390, 392, 397 et 398 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 385, 389, 399, 400 et 402 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 393 de M. Thierry Repentin, n° 37 de Mme Nathalie Goulet, n° 143, 14, 145, 146, 147 et 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5754) : position de la commission sur l'amendement n° 403 de M. Jean-Pierre Sueur (caractère public du débat sur le schéma départemental de coopération intercommunale). - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5755, 5759) : position de la commission sur les amendements n° 406 de M. Gérard Collomb, n° 404 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 405 de Mme Bernadette Bourzai, n° 227 de Mme Jacqueline Gourault, n° 477 de Mme Nathalie Goulet et n° 149 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-11 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales - Délai de répartition des biens en cas de retrait d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 5760) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5762, 5766) : position de la commission sur les amendements n° 43 de M. Alain Vasselle, n° 407, 410 et 411 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 408 et 409 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 150 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5767) : position de la commission sur l'amendement n° 412 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité de créer une communauté d'agglomération même en l'absence d'une commune de plus de 15 000 habitants). - **Article 20 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'une communauté urbaine par fusion d'EPCI) (p. 5768) : position de la commission sur l'amendement n° 510 de M. Yvon Collin. - **Article 20 bis (Suppression maintenue par la commission)** (Continuité du service public en cas de substitution d'un EPCI sans fiscalité propre à un EPCI à

fiscalité propre) : position de la commission sur l'amendement n° 511 de M. Yvon Collin. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 122-4-1 du code de l'urbanisme - Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5769) : position de la commission sur l'amendement n° 512 de M. Raymond Vall. - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales - Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat) (p. 5770) : position de la commission sur l'amendement n° 151 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion des syndicats de communes ou de syndicats mixtes) (p. 5771, 5772) : position de la commission sur les amendements n° 152 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 413 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-33 et L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales - Dissolution des syndicats de communes ou des syndicats mixtes ouverts - Dissolution des EPCI à fiscalité propre ne comptant plus qu'une seule commune) (p. 5772, 5773) : position de la commission sur les amendements n° 561 de M. Jean-Claude Merceron et n° 414 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - Substitution des EPCI à fiscalité propre aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre) (p. 5773) : position de la commission sur l'amendement n° 153 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5775, 5778) : position de la commission sur les amendements n° 415, 416 et 417 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 418 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 513 de M. Yvon Collin et n° 154 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26 bis B (Texte non modifié par la commission)** (Renouvellement intégral exceptionnel des membres de la CDCI rénovée) (p. 5779) : position de la commission sur l'amendement n° 155 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5780, 5781) : position de la commission sur les amendements n° 420 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 156 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 419 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5784, 5790) : position de la commission sur les amendements n° 45 de M. Alain Vasselle, n° 423 de M. Gérard Collomb, n° 421, 422, 425 et 426 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 514, 515 et 516 de M. Yvon Collin, n° 424 de Mme Bernadette Bourzai et n° 157, 158 et 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 5792, 5796) : position de la commission sur les amendements n° 223 de M. Gérard Collomb, n° 427 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 428, 430 et 431 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5804, 5805) : position de la commission sur les amendements de M. Dominique Braye n° 74 (participation des conseillers municipaux aux commissions formées au sein des établissements publics de coopération intercommunale), n° 77 (possibilité, pour les communes membres d'une communauté de communes, de laisser à l'organe délibérant de cette dernière le soin de définir l'intérêt communautaire), et n° 76 (substitution des deux tiers des membres présents et représentés du conseil communautaire d'une communauté d'agglomération pour la détermination de l'intérêt communautaire à la majorité des deux tiers des membres du conseil), ainsi que sur le sous-amendement n° 579 de M. Laurent Bêteille portant sur l'amendement n° 74 précité. -

Article 31 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5808, 5811) : position de la commission sur les amendements n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 213 de Mme Anne-Marie Payet, n° 433 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 79 et 80 de M. Dominique Braye. - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - *Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres*) (p. 5814) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Alain Lambert. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres*) (p. 5816, 5817) : position de la commission sur les amendements n° 161 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 6 de M. Hugues Portelli et n° 476 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 5818) : position de la commission sur l'amendement n° 435 de M. Claude Domeizel (calcul du seuil d'affiliation à un centre de gestion). - **Article 34 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-39-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Rapport sur la mutualisation des services entre les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) : position de la commission sur l'amendement n° 162 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics*) (p. 5820, 5822) : position de la commission sur les amendements n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 436 de M. Claude Domeizel, et n° 46 et 47 de M. Alain Lambert. - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés*) (p. 5823) : position de la commission sur l'amendement n° 164 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 34 quinquies A (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - *Modalités de création de la commission locale d'évaluation des charges au sein d'un EPCI*) (p. 5825) : position de la commission sur l'amendement n° 517 de M. Yvon Collin. - **Article 34 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5825, 5826) : position de la commission sur les amendements n° 165 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 23 de la commission des finances saisi pour avis. - **Article additionnel après l'article 34 quinquies** (p. 5826) : position de la commission sur l'amendement n° 549 de M. Hervé Maurey (possibilité de transferts de compétences à titre expérimental entre un EPCI et ses communes membres, pour une durée de cinq ans au maximum). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5846, 5871) : position de la commission sur les amendements n° 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176 et 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 441, 438, 440, 442, 455, 453, 451, 450, 452, 456 et 454 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 518, 519, 520, 521 et 522 de M. Yvon Collin, n° 224, 226, 232, 233, 235, 236 et 439 de M. Gérard Collomb, n° 443, 444 et 445 de M. François Patriat, n° 192 et 193 de M. Jacques Blanc, n° 446 et 447 de M. Thierry Repentin, n° 530 et 531 de M. Pierre Jarlier, n° 448 et 449 de Mme Bernadette Bourzai, n° 11 et 13 de M. Bruno Sido, n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 558 de M. Nicolas About, n° 276 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 31 de la commission de la culture, n° 200 de M. Jean-Léonce Dupont, et n° 275 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5910) : position de la commission sur le sous-amendement n° 597 de M. Jean-

Jacques Hyst portant sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5916, 5917) : position de la commission sur les amendements n° 195 de M. Jacques Blanc (adaptation de la réforme des collectivités territoriales aux zones de montagne), et n° 458 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation pour le préfet de région de rendre compte annuellement de son action devant la conférence des exécutifs). - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5919, 5925) : position de la commission sur les amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 555 de M. Nicolas About et n° 568 de M. Philippe Adnot. - **Article 35 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales - *Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes*) (p. 5931) : position de la commission sur les amendements n° 557 de M. Nicolas About et n° 571 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5934, 5944) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 82 (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel) et n° 83 (extension du droit de vote des étrangers), et de M. Jean-Pierre Sueur n° 304 (administration des assemblées territoriales par des élus qui leur sont propres), n° 305 (élection des conseillers des assemblées territoriales dans le cadre d'une élection propre à chacune d'entre elles), n° 306 (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique), n° 308 (garantie de l'autonomie des régions par l'élection de conseillers spécifiques), n° 310 (extension à toutes les communes du mode de scrutin applicable aux communes de plus 3 500 habitants), n° 311 (respect du principe de la parité dans la composition des conseils régionaux), n° 318 (garantie de l'autonomie des départements par l'élection de conseillers spécifiques), n° 319 (absence de tutelle de la région sur le département grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités) et n° 320 (absence de tutelle du département sur la région grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités). - **Chapitre Ier (précédemment réservé) (Conseillers territoriaux)** (p. 5944) : position de la commission sur l'amendement n° 84 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5945, 5962) : position de la commission sur les amendements de M. Nicolas About n° 551 (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture), n° 553 (établissement d'un scrutin mixte pour l'élection des conseillers territoriaux), et n° 554 (impossibilité, pour un conseiller territorial, d'être à la fois membre de la commission permanente du conseil général et de celle du conseil régional), de Mme Dominique Voynet n° 266 (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux), et n° 267 (modalités d'élection des conseillers régionaux), ainsi que sur les amendements n° 309 de M. Jean-Pierre Sueur (définition du périmètre dans lequel sont élus les conseillers départementaux), n° 479 de M. Yvon Collin (fixation des principes généraux de délimitation de la future carte territoriale), n° 269 de Mme Marie-Christine Blandin (combinaison du scrutin uninominal majoritaire et du scrutin proportionnel de liste à deux tours afin de garantir l'expression du pluralisme politique et de la parité), n° 562 de Mme Muguette Dini (mise en place d'un bulletin de vote paritaire pour l'élection des conseillers territoriaux), n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014), et sur les sous-amendements n° 600 de M. Yvon Collin et n° 581 de Mme Michèle André s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5986, 5991) : position de la commission sur les amendements n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 268 de Mme Dominique Voynet, n° 480 de M. Yvon Collin et n° 10 de M. Bruno Sido. (p. 5997, 5999) : position de la commission sur les amendements n° 317 et 316 de Mme Renée Nicoux,

n° 188 de M. Jacques Blanc, n° 539 de M. Bruno Retailleau, n° 49 de M. Gérard Bailly et n° 313 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6001, 6004) : position de la commission sur les amendements n° 326 de Mme Michèle André (introduction de la parité dans la composition de la commission permanente ainsi que dans celle du bureau du conseil général), n° 12 de M. Bruno Sido (instauration d'un nombre impair de conseillers territoriaux), n° 327 de M. Jacques Gillot (exception à la règle du conseiller territorial pour les conseils régionaux et généraux de la Guadeloupe et de La Réunion), n° 9 de M. Pierre Bernard-Reymond (instauration d'un nombre minimum de 17 conseillers territoriaux pour les départements classés en totalité en zone de montagne), n° 189 de M. Jacques Blanc (instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 25 % du nombre de conseillers généraux, dans les départements comprenant des zones de montagne), et n° 527 de M. Pierre Jarlier (instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 21, dans les départements comprenant des zones de montagne). - **Article additionnel avant l'article 1er B (précédemment réservé)** (p. 6007) : position de la commission sur l'amendement n° 481 de M. Yvon Collin (prolongation jusqu'en 2014 du mandat des conseillers généraux élus en 2004). - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - *Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales*) (p. 6008) : position de la commission sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6011, 6013) : position de la commission sur les amendements analogues de M. Rémy Pointerau n° 244 et n° 245 (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales), et n° 246 (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires), ainsi que sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6019) : son amendement n° 580 : tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département ; rejeté. Position de la commission sur les sous-amendements, portant sur son amendement n° 580 précité, n° 582 de M. Francis Grignon, n° 591 de M. Jacques Gillot, n° 583 de M. Christian Poncelet, n° 602 de M. Alain Chatillon, n° 584 de M. Jean-René Lecercf, n° 593, 595 et 594 de Mme Françoise Henneron, n° 599 et 598 de M. Nicolas About et n° 603 de M. Yves Daudigny. (p. 6029, 6030) : position de la commission sur l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux), ainsi que sur les sous-amendements n° 601 de M. Hervé Maurey et n° 585 de M. Jean-René Lecercf, portant sur l'amendement n° 577 précité. - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 6033) : position de la commission sur l'amendement n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats). - **Article additionnel après l'article 36 C** (p. 6035) : position de la commission sur l'amendement n° 548 de M. Nicolas About (dispositif d'incitation financière au respect de la parité lors des élections des conseillers territoriaux). - **Article 36** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 6037) : position de la commission sur les amendements n° 180 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 6038, 6040) : position de la commission sur les amendements n° 181 et 182 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 75 de M. Dominique Braye, n° 468 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 478 de M. Antoine Lefèvre. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 6042) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de M. Dominique Braye (validation législative des arrêtés relatifs à la création ou à l'extension d'intercommunalité intervenus antérieurement à la fixation des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence en matière

de zones d'activités économique ou de zones d'aménagement concerté).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 6270, 6273) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6326, 6327) position de la commission sur la motion n° 416 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6330) : position de la commission sur la motion n° 77 de M. Jean-Claude Peyronnet tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6335) : position de la commission sur la motion n° 365 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du chapitre 1er (Objectifs et moyens de la politique de sécurité intérieure)** (p. 6336, 6337) : position de la commission sur l'amendement n° 192 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6366, 6370) : position de la commission sur les amendements n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme), n° 277 de Mme Éliane Assassi (modification du régime de la garde à vue de manière à respecter les libertés fondamentales), n° 194 de M. Alain Anziani (rapport gouvernemental sur la répartition territoriale des effectifs des forces de sécurité), ainsi que sur les amendements de M. Yvon Collin n° 306 (assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue) et n° 307 (droits des personnes placées sous le régime de la retenue douanière). - **Article 2** (art. 222-16-1[nouveau], 222-16-2 et 222-16-3 du code pénal - *Délit d'usurpation d'identité sur un réseau de communications électroniques*) (p. 6370, 6371) : position de la commission sur les amendements n° 195 de M. Alain Anziani, n° 111 de Mme Éliane Assassi et n° 308 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6372) : position de la commission sur l'amendement n° 196 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rectification des actes d'état civil ayant été le support d'une usurpation d'identité). - **Article 3** (art. L. 163-4-3 nouveau du code monétaire et financier, art. L. 521-10, L. 615-14, L. 623-32, L. 716-9, L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle - *Aggravation des sanctions pour certains délits de contrefaçon*) (p. 6373, 6376) : son amendement n° 418 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Yves Détraigne, n° 197 de M. Richard Yung et n° 198 de M. Alain Anziani. - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 6378) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de Mme Virginie Klès. (p. 6384, 6386) : position de la commission sur les amendements n° 199, 200, 201 et 202 de M. Alain Anziani, n° 4 de M. Yves Détraigne, n° 309 de M. Yvon Collin, n° 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 113 et 114 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6388) : position de la commission sur l'amendement n° 115 de Mme Éliane Assassi (création d'un fichier administratif spécifique, distinct du fichier national automatisé des empreintes génétiques, pour rassembler les données relatives aux personnes présumées disparues). - **Article 7** (art. 226-27 et 226-28 du code pénal - *Peines applicables aux atteintes à la personne résultant d'une identification par empreintes génétiques effectuées hors du cadre légal*) (p. 6389) : position de la commission sur l'amendement n° 203 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 9 bis (Nouveau)** (*Fonds de soutien à la police scientifique et technique*) (p. 6390) : son amendement n° 419 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 6392) : position de la commission sur l'amendement n° 204 de M. Alain Anziani (nécessité de passer par la loi pour créer tout fichier de police). - **Article 10** (*chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle*) (p. 6394, 6408) : position de la commission sur les amendements n° 205, 206, 208, 209 et 210 de M. Alain Anziani, n° 9 de M. François-Noël Buffet, n° 310, 311, 312, 313, 314, 315 et 316 de M. Yvon Collin,

n° 207 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128 et 129 de Mme Éliane Assassi. - **Article 11** (art. 17-1 de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, art. 21 et 21-1 de la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, art. L. 2337-2 du code de la défense, art. 29-1 du code de procédure pénale - *Coordinations*) (p. 6409) : position de la commission sur les amendements n° 130 de Mme Éliane Assassi et n° 211 de M. Alain Anziani. - **Article 11 ter** (chap. III nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-21 à 230-28 nouveaux - *Détermination d'une base juridique pour les logiciels de rapprochement judiciaire*) (p. 6411, 6413) : position de la commission sur les amendements n° 212, 213 et 214 de M. Alain Anziani, n° 368 de M. Jacques Mézard, et n° 131, 132, 133 et 134 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6428) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés). - **Article 17 A** (*Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »*) (p. 6431, 6432) : position de la commission sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 6435) : position de la commission sur l'amendement n° 216 de M. Charles Gautier (compétences de la CNIL en matière d'autorisation et de contrôle des systèmes de vidéosurveillance dans les espaces publics). - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6439) : position de la commission sur l'amendement n° 136 de Mme Éliane Assassi. (p. 6448, 6450) : position de la commission sur les amendements n° 411 et 401 du Gouvernement, n° 137, 138, 139, 140, 141 et 142 de Mme Éliane Assassi, n° 217, 220, 219, 224, 225, 226 et 227 de M. Charles Gautier, n° 318, 320, 319, 321 et 322 de M. Yvon Collin, n° 43 et 44 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 221 et 222 de M. Thierry Repentin, n° 92 de M. Louis Nègre, et n° 223 de Mme Virginie Klès. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6456, 6457) : position de la commission sur les amendements n° 91 de M. Jacky Le Menn (création d'un Fonds interministériel spécifique au développement de la vidéosurveillance et modification du mode de financement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance) et n° 385 du Gouvernement (suppression du lien entre l'éligibilité au FIPD et la mise en place de postes de travaux d'intérêt général). - **Article 17 bis A (Nouveau)** (art. 11-8 [nouveau] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Application du régime des activités privées de sécurité aux délégués de la vidéosurveillance de la voie publique*) (p. 6458) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6459) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de Mme Catherine Troendle (régime des autorisations de communication d'images prises sur la voie publique à des fins de recherche). - **Article 17 bis** (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Coordinations liées à la modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6460) : position de la commission sur les amendements n° 410 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 143 de Mme Éliane Assassi, et n° 218 et 228 de M. Charles Gautier. - **Article 17 ter** (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Obligations pour une commune d'installer un système de vidéosurveillance*) (p. 6461) : position de la commission sur l'amendement n° 229 de M. Charles Gautier. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles*) (p. 6462, 6463) : position de la commission sur les amendements n° 144 de Mme Éliane Assassi, n° 230 de M. Charles Gautier, et n° 231 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 18** (art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Commission nationale de la vidéoprotection*) (p. 6474, 6476) : position de la commission sur les amendements n° 145, 146 et 147 de Mme Éliane Assassi, n° 324 et 323 de M. Yvon Collin, n° 232 de M. Charles Gautier,

et n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 18 bis A (Nouveau)** (*Remise par la CNIL d'un rapport sur la vidéoprotection à la CNV*) (p. 6476) : position de la commission sur l'amendement n° 148 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 18 bis A** (p. 6477) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery (remise d'un rapport public annuel de la Commission nationale de vidéoprotection sur son activité de conseil et d'évaluation). - **Article 18 bis** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - *Expérimentation des scanners corporels*) (p. 6477, 6480) : position de la commission sur les amendements n° 233, 234, 235, 236 et 237 de M. Alain Anziani, n° 149 et 150 de Mme Éliane Assassi, n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 325 de M. Yvon Collin. - **Article 19** (art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - *Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale*) (p. 6482, 6483) : position de la commission sur les amendements n° 238 de M. Alain Anziani et n° 326 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6483, 6484) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de Mme Catherine Dumas (mise en place d'un plafond de garantie pour l'assurance de responsabilité civile souscrite par les sociétés privées de sécurité dans les zones aéroportuaires en cas de sinistre résultant d'un acte terroriste). - **Article 20** (art. L. 2371-1 [nouveau] du code de la défense ; art. 413-13 [nouveau] du code pénal, art. 656-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'un régime de protection des agents de renseignement*) (p. 6485) : position de la commission sur les amendements n° 327 et 328 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 6486, 6491) : position de la commission sur les amendements similaires de M. Alain Anziani n° 239 et n° 241 (extension de l'obligation d'agrément aux associés d'une personne physique ou morale exerçant une activité privée de surveillance, de gardiennage, de transport de fonds et de protection physique), et n° 240 (saisine obligatoire de la commission de déontologie en cas de dérogation au délai de cinq ans accordée par le ministère de l'intérieur à d'anciens agents des services de l'État), ainsi que sur l'amendement n° 387 du Gouvernement (création d'un conseil national des activités privées de sécurité). - **Article 21** (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Encadrement des activités d'intelligence économique*) (p. 6493, 6498) : position de la commission sur les amendements n° 329, 330, 331, 332, 333, 334 et 335 de M. Yvon Collin, n° 105, 106 et 107 de Mme Éliane Assassi, n° 242 et 243 de M. Alain Anziani. - **Demande de réserve** (p. 6498) : favorable à la demande de réserve du Gouvernement sur son amendement n° 386. - **Article additionnel avant l'article 22** (p. 6499) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Jacques Legendre (lutte contre l'incitation et l'apologie du terrorisme sur Internet). - **Article 22** (art. 706-95 du code de procédure pénale - *Allongement de la durée des interceptions téléphoniques*) (p. 6499) : position de la commission sur l'amendement n° 244 de M. Alain Anziani. - **Article 23** (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - *Captation de données informatiques à distance*) (p. 6501, 6502) : position de la commission sur les amendements n° 108 et 152 de Mme Éliane Assassi, et n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6506, 6516) : position de la commission sur les amendements n° 64 de Mme Virginie Klès (impossibilité de créer de nouvelle infraction lorsque les faits considérés entrent déjà dans le champ d'une infraction existante), du Gouvernement n° 390 (extension des peines planchers aux violences aggravées) et n° 389 (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions), ainsi que sur les sous-amendements n° 423 de M. Gérard Longuet et n° 421 de M. Jean-Jacques Hyst portant respectivement sur les amendements n° 390 et n° 389 précités. (p. 6519, 6525) : son amendement n° 424 : modification de la loi du 9 juillet 2010 sur la saisine et la confiscation en matière pénale ; adopté. Position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 391 (extension du dispositif de surveillance judiciaire à toute personne condamnée en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 5 ans), n° 388

(possibilité, pour le procureur de la République, de saisir directement le tribunal pour enfants) et n° 415 (blocage des boîtiers de téléphones portables en cas de vol), ainsi que sur le sous-amendement n° 422 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 388 précité.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Intitulé du chapitre V bis** (*Sécurité quotidienne et prévention de la délinquance*) (p. 6539) : position de la commission sur l'amendement n° 155 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6541, 6545) : position de la commission sur les amendements analogues n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 156 de Mme Éliane Assassi et n° 248 de Mme Michèle André (suppression du délit de racolage passif), ainsi que sur l'amendement n° 245 de M. Richard Yung (abrogation du délit d'aide aux étrangers en situation irrégulière). - **Article 24 bis** (*Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans*) (p. 6548, 6550) : position de la commission sur les amendements n° 150, 158 et 159 de Mme Éliane Assassi, n° 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 246 et 247 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 24 ter A** (*art. L 2211-4 du code général des collectivités territoriales - Conventions passées entre les maires et les autres acteurs de la prévention de la délinquance*) (p. 6551) : position de la commission sur l'amendement n° 376 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 ter B** (*art. L 2211-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance*) (p. 6552) : position de la commission sur les amendements n° 160 de Mme Éliane Assassi et n° 251 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 24 ter** (*art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 6553, 6555) : position de la commission sur les amendements n° 161 de Mme Éliane Assassi, n° 249 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 250 de M. Alain Anziani. - **Article 24 quater** (*art. 311-4, 311-5 et 311-14 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de vol commis à l'encontre de personnes vulnérables et de cambriolage*) (p. 6556) : position de la commission sur les amendements n° 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 162 de Mme Éliane Assassi et n° 252 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 6557, 6558) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Christian Demuynck (modification des délais de prescription pour les délits commis envers les personnes vulnérables) et n° 90 de M. Jacques Legendre (allongement du délai de prescription pour le délit de provocation au terrorisme et d'apologie du terrorisme). - **Article 24 quinquies A** (*art. 431-1 du code pénal - Entrave aux débats d'une assemblée parlementaire ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale*) (p. 6559) : position de la commission sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 253 de M. Alain Anziani, et n° 377 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 quinquies** (*art. 431-29 et 431-30 [nouveaux] du code pénal - Création d'un délit de distribution d'argent à des fins publicitaires sur la voie publique*) (p. 6560) : position de la commission sur les amendements n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 254 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 378 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 sexies** (*art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette*) (p. 6562) : position de la commission sur les amendements n° 163 de Mme Éliane Assassi, n° 255 de M. Alain Anziani, et n° 78 de M. Christophe-André Frassa. - **Article 24 septies** (*art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette*) (p. 6565) : position de la commission sur les amendements n° 164 de Mme Éliane Assassi et n° 256 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 24 septies** (p. 6566) : position de la commission sur l'amendement n° 79 de M. Christophe-André Frassa (encadrement de la revente sur Internet de billets pour des manifestations sportives, culturelles et commerciales). - **Article 24 octies** (*art. 134 du code de*

procédure pénale - Possibilité pour les enquêteurs de pénétrer dans un domicile pour l'exécution d'une demande d'extradition ou d'un mandat d'arrêt européen) (p. 6566) : position de la commission sur l'amendement n° 379 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 nonies** (*art. L. 112-6 du code monétaire et financier et art. 321-6 du code pénal - Renforcement du dispositif de lutte contre le trafic des métaux volés*) (p. 6567) : position de la commission sur l'amendement n° 380 de Mme Éliane Assassi. Son amendement n° 425 ; adopté. - **Article 24 decies** (*art. 16-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - « Levée de doute » par les sociétés privées de surveillance*) (p. 6568) : position de la commission sur l'amendement n° 381 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 24 decies** (p. 6568) : position de la commission sur l'amendement n° 82 de M. Christian Demuynck (sanction de l'occupation illicite de domicile). - **Article 24 undecies** (p. 6569) : position de la commission sur l'amendement n° 59 de M. Elie Brun. - **Article additionnel avant l'article 24 duodecies** (p. 6570) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Antoine Lefèvre (création d'un délit de pénétration illégale dans les cabines de pilotage des trains). - **Article 24 duodecies (Nouveau)** (*art. 23 de la loi du 15 juillet 1845 - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) (p. 6571) : position de la commission sur les amendements n° 165 de Mme Éliane Assassi et n° 403 du Gouvernement. - **Article 24 terdecies (Nouveau)** (*art. 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 - Exclusion des espaces affectés au transport public*) (p. 6572) : position de la commission sur l'amendement n° 166 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 quaterdecies (Nouveau)** (*art. 131-16-1 [nouveau] du code du sport - Couvre-feu des supporters*) (p. 6572, 6573) : position de la commission sur les amendements n° 167 de Mme Éliane Assassi, n° 257 de M. Alain Anziani et n° 343 de M. Yvon Collin. - **Article 24 quindecies (Nouveau)** (*art. 332-11 du code du sport - Interdictions de stade*) (p. 6574) : position de la commission sur l'amendement n° 382 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 sexdecies (Nouveau)** (*art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives*) (p. 6575) : position de la commission sur l'amendement n° 168 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 septdecies (Nouveau)** (*art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives*) (p. 6575) : position de la commission sur les amendements n° 169 de Mme Éliane Assassi et n° 344 de M. Yvon Collin. - **Article 24 octodecies (Nouveau)** (*art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives*) (p. 6576) : position de la commission sur l'amendement n° 383 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 novodecies (Nouveau)** (*art. 322-2 et 322-3 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de dégradations commises contre un bien appartenant à une personne publique ou chargée d'une mission de service public*) (p. 6576, 6577) : position de la commission sur les amendements n° 170 de Mme Éliane Assassi et n° 258 de M. Alain Anziani. - **Article 24 vicies (Nouveau)** (*art. L. 541-46 du code de l'environnement - Aggravation des peines encourues en cas de trafic de déchets commis en bande organisée*) : position de la commission sur l'amendement n° 171 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 24 vicies** (p. 6578, 6580) : position de la commission sur les amendements n° 93 de Mme Catherine Dumas (sanctions de l'achat, la détention ou l'utilisation d'appareils à laser d'une classe supérieure à 2 non destinés à un usage spécifique autorisé), n° 266 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la possibilité de réaliser des contrôles d'identité dans la zone des vingt kilomètres en deçà des frontières nationales), et n° 394 du Gouvernement (précisions relatives aux contrôles d'identité pratiqués dans la bande des vingt kilomètres en deçà des frontières nationales). - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6584, 6586) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article 25** (*art. L. 221-2 et L. 224-16 du code de la route - Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de conduite sans permis ou*

malgré un retrait de permis) (p. 6593) : position de la commission sur les amendements n° 172 de Mme Éliane Assassi, n° 259 de M. Alain Anziani et n° 346 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 6594) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de M. Alain Vassel (obligation pour les candidats au permis de conduire de se soumettre à un test d'acuité visuelle). - **Article 26** (art. L. 234-2, L. 234-16 et L. 234-17 du code de la route - Obligation de conduire un véhicule équipé d'un anti-démarrage par éthylotest) (p. 6595) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de Mme Virginie Klès. - **Article 26 bis** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Installation d'un anti-démarrage par éthylotest dans le cadre d'une composition pénale) (p. 6595) : position de la commission sur l'amendement n° 260 de M. Alain Anziani. - **Article 27** (art. 221-8 et 222-44 du code pénal - Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule et d'interdiction de conduire un véhicule non équipé d'un éthylotest en cas de condamnation à un délit routier prévu par le code pénal) (p. 6596) : position de la commission sur les amendements n° 173 de Mme Éliane Assassi et n° 347 et 348 de M. Yvon Collin. - **Article 28** (art. L. 234-12, 235-4 et 413-1 du code de la route - Peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de condamnation à un certain nombre de délits prévus par le code de la route) (p. 6597) : position de la commission sur les amendements n° 67 de Mme Virginie Klès et n° 174 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 6598) : position de la commission sur l'amendement n° 28 de M. Alain Fouché (délai de restitution des points du permis en cas de retrait). - **Article 30** (art. L. 224-1 et L. 224-2 du code de la route - Modification du régime de la rétention et de la suspension du permis de conduire) (p. 6599, 6600) : position de la commission sur les amendements n° 351 de M. Yvon Collin et n° 97 de Mme Catherine Troendle. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 6601) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de M. Alain Fouché (procédure de retrait de permis). - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 6602) : position de la commission sur l'amendement n° 395 du Gouvernement (conditions de cession d'informations publiques). - **Article 31** (art. L. 325-9 du code de la route - Droits du créancier gagiste en cas de confiscation du véhicule) (p. 6603) : position de la commission sur l'amendement n° 98 de Mme Catherine Troendle. - **Article 31 bis** (art. 434-10 du code pénal - Aggravation des peines sanctionnant le délit de fuite) (p. 6603) : position de la commission sur les amendements n° 175 de Mme Éliane Assassi et n° 261 de M. Alain Anziani. - **Article 31 ter** (art. 235-2 du code de la route - Dépistage de stupéfiants) (p. 6604, 6605) : position de la commission sur les amendements n° 352, 353 et 354 de M. Yvon Collin, ainsi que sur l'amendement n° 100 de Mme Catherine Troendle. - **Article 31 sexies** (art. 1018 A du code général des impôts - Mise à la charge de la personne condamnée des frais de dépistage de stupéfiants) (p. 6606) : position de la commission sur l'amendement n° 99 de Mme Catherine Troendle. - **Article 32 bis** (art. L. 2215-6 et L. 2512-14-1 du code général des collectivités territoriales - Fermeture administrative des établissements vendant des boissons alcoolisées en cas de trouble à l'ordre public) (p. 6607) : position de la commission sur l'amendement n° 262 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 6608) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Louis Nègre (possibilité pour les maires de réglementer les horaires de certaines activités commerciales). - **Article 32 ter A (Nouveau)** (Procédure d'évacuation forcée des campements illicites) (p. 6610) : position de la commission sur les amendements n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 176 de Mme Éliane Assassi et n° 263 de M. Alain Anziani. - **Intitulé du chapitre VII bis** (Dispositions relatives aux polices municipales) (p. 6614) : position de la commission sur l'amendement n° 177 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale, art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale) (p. 6616) : position de la commission sur les amendements n° 178 de Mme Éliane Assassi, n° 264 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 71 de M. Louis Nègre. - **Article 32 quater** (art. 78-2 du code de procédure pénale -

Participation des policiers municipaux aux contrôles d'identité sous l'autorité d'un OPJ) (p. 6617) : position de la commission sur l'amendement n° 179 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ) (p. 6617, 6618) : position de la commission sur les amendements n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 39 de M. Jean-Paul Fournier. - **Article 32 sexies** (art. L. 412-49 du code des communes - Règles d'agrément des agents de police municipale) (p. 6618) : position de la commission sur l'amendement n° 181 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 32 sexies** (p. 6619) : position de la commission sur l'amendement n° 83 de M. Louis Nègre (possibilité pour les policiers municipaux d'accéder directement à certaines bases de données informatisées). - **Article 32 septies** (art. 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Fouille des bagages à l'occasion des manifestations sportives, récréatives ou culturelles) (p. 6620) : position de la commission sur l'amendement n° 182 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32 octies (Nouveau)** (art. 20 du code de procédure pénale - Octroi de la qualité d'agent de police judiciaire aux policiers non titulaires) (p. 6620, 6621) : position de la commission sur les amendements n° 183 de Mme Éliane Assassi et n° 76 de M. Jean-René Lecerf. - **Articles additionnels après l'article 32 octies** (p. 6621, 6622) : position de la commission sur les amendements de M. Louis Nègre n° 15 (octroi aux policiers municipaux de la qualité d'agent de police judiciaire), n° 72 (création d'une médaille d'honneur de la police municipale) et n° 74 (définition par décret en conseil d'État de la tenue des agents municipaux). - **Article 33** (art. L. 1311-2 et L. 1311-4-1 du code général des collectivités territoriales - Prolongation de dispositifs de gestion immobilière en partenariat pour les besoins de la police et de la gendarmerie) (p. 6623) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. François-Noël Buffet. - **Article 34** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Pérennisation du dispositif de passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente) (p. 6624, 6625) : position de la commission sur les amendements n° 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 184 de Mme Éliane Assassi et n° 267 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 35** (p. 6627) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Gautier (gestion des biens saisis dans le cadre d'enquêtes pénales). - **Article 36 A** (art. 706-71 du code de procédure pénale - Systématisation du recours à la visioconférence) (p. 6628) : position de la commission sur les amendements n° 185 de Mme Éliane Assassi et n° 266 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 36 B** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables aux audiences de prolongation de la rétention administrative) (p. 6630) : position de la commission sur les amendements n° 186 de Mme Éliane Assassi et n° 269 de M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 36 B** (p. 6631) : position de la commission sur l'amendement n° 270 de M. Richard Yung (interdiction du port d'armes dans l'enceinte des lieux de rétention). - **Article 37 bis A** (art. L. 114-16-1 à 114-16-3 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. L. 134 C nouveau du livre des procédures fiscales, art. 59 sexies nouveau du code des douanes - Assouplissement de la règle du secret professionnel aux fins de lutte contre les fraudes en matière sociale) (p. 6632) : position de la commission sur l'amendement n° 187 de Mme Éliane Assassi. - **Article 37 bis B** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6633) : position de la commission sur les amendements n° 188 de Mme Éliane Assassi et n° 271 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 bis C** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6634) : position de la commission sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 bis** (art. 67 bis A nouveau du code des douanes - Equipes communes d'enquête en matière douanière) (p. 6635) : position de la commission sur l'amendement n° 405 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 6635, 6637) : position de la commission sur les amendements du

Gouvernement n° 396 (extension aux agents des douanes de la procédure dite de "coup d'achat"), n° 413 (dispositions relatives à la saisie des biens en lien avec des délits douaniers), n° 414 (coordination), et n° 412 (rectifications). - **Article 37 ter** (art. 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Régime des adjoints de sécurité) (p. 6638) : position de la commission sur les amendements n° 189 de Mme Éliane Assassi et n° 273 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 quater** (*Réserve civile de la police nationale*) (p. 6641, 6642) : position de la commission sur les amendements n° 109 de Mme Éliane Assassi, n° 274 de M. Alain Anziani, et n° 398 du Gouvernement. Son amendement n° 427 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6642, 6644) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Jean Faure (assimilation de la compétence matérielle des agents de police judiciaire issus de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale à celle des volontaires servant en qualité de militaires de gendarmerie), ainsi que sur les amendements du Gouvernement n° 399 (placement sous bracelet électronique de terroristes étrangers assignés à résidence) et n° 400 (coordination). - **Article 37 sexies (Nouveau)** (art. L. 513-4 et art. L. 523-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du régime de l'assignation à résidence des étrangers ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion) (p. 6645) : position de la commission sur l'amendement n° 275 de M. Alain Anziani. - **Article 37 septies (Nouveau)** (art. L. 513-4 et art. L. 523-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du régime de l'assignation à résidence des étrangers ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion) : position de la commission sur l'amendement n° 276 de M. Alain Anziani. - **Article 37 octies (Nouveau)** (*Protection des dépositaires de l'autorité publique exposés à un risque viral dans l'exercice de leurs fonctions*) (p. 6646) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Christian Cointat. - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6646, 6649) : position de la commission sur les amendements n° 397 du Gouvernement (extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la possibilité donnée aux conjoints de policiers et militaires décédés de bénéficier d'un recrutement sans concours au sein de la fonction publique), n° 80 de M. Jean-René Lecerf (possibilité pour les cours d'assises des juridictions interrégionales spécialisées de connaître la même affaire en appel à condition d'être composées différemment), n° 63 de M. Christian Demuynck (prise en charge financière des meubles des occupants d'un immeuble frappé d'insalubrité), et n° 87 de M. Jacques Gautier (rapport au Parlement sur le dispositif actuel d'établissement des procurations de vote). - **Article 39** (*Application dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 6649) : son amendement n° 420 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6650) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Christian Cointat n° 31 et n° 32 (application

du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile à Mayotte, à Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie). - **Article 40 A (Nouveau)** (art. L. 2213-14-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour le maire de déléguer à un officier de police judiciaire la délivrance des autorisations des opérations consécutives au décès) (p. 6651) : position de la commission sur l'amendement n° 384 du Gouvernement. - **Article 44** (art. 713-4 et 713-5 [nouveaux] et 723-5 du code pénal - Application aux collectivités d'outre-mer des dispositions pénales relatives à l'identification illégale d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 6652) : son amendement n° 417 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé)** (p. 6654) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° 386 du Gouvernement (élargissement de l'accès à certains traitements automatisés). - **Seconde délibération - Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6655) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (autorisation d'utiliser des images prises par des caméras de vidéosurveillance à des fins de recherche technologique).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 9606, 9609) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 11024, 11025) : son intervention.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11835) : soutient l'amendement n° II-69 de M. Louis Nègre (possibilité pour les autorités organisatrices des communes de moins de 100 000 habitants ayant décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé, d'augmenter le taux du versement transport) ; retiré. (p. 11837) : ses amendements n° II-74 : clarification de la présentation du budget des transports publics et des transports scolaires des collectivités territoriales et n° II-75 : repli ; retirés. (p. 11839) : intervient sur ses amendements n° II-74 et n° II-75 précités.

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis secrétaire le 12 janvier 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Politique de la ville : des instruments rénovés, un pilotage politique défaillant [n° 514 (2009-2010)] (1er juin 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Ville et logement [n° 111 tome 3 annexe 32 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 953) : intervient sur l'amendement n° 99 de M. Christian Cambon. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 963) : son amendement n° 493 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1290, 1293) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2372, 2374) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2408, 2409) : votera l'amendement n° 3 de Mme Catherine Dumas. (p. 2411) : défavorable à l'amendement n° 242 de Mme Dominique Voynet. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2426, 2427) : défavorable à l'amendement n° 249 de

Mme Dominique Voynet. (p. 2431) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Éliane Assassi. (p. 2444) : favorable à l'amendement n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2458, 2466) : son amendement n° 178 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2486, 2492) : ses amendements n° 179 et 180 ; rejetés. (p. 2495) : son amendement n° 181 ; rejeté. (p. 2506) : son amendement n° 75 ; rejeté. (p. 2576, 2582) : s'abstiendra sur l'article.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2621) : intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Dominati. (p. 2626) : intervient sur l'amendement n° 247 de Mme Dominique Voynet. (p. 2632) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Thierry Repentin. (p. 2633) : son amendement n° 182 ; retiré. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2642) : son amendement n° 183 ; rejeté. (p. 2643) : son amendement n° 184 ; retiré. (p. 2647) : intervient sur son amendement n° 183. - **Article 9** (*Ressources de l'établissement*) (p. 2660) : intervient sur l'amendement n° 142 de Mme Nicole Bricq. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France) (p. 2668) : ses amendements n° 212 ; adopté ; et n° 213 ; retiré. (p. 2673) : son amendement n° 214 ; retiré. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2700) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 19 bis** (art. L. 302-13 [nouveau] du code de l'urbanisme - Territorialisation des objectifs de production de logements) (p. 2712) : son amendement n° 222 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Intitulé du projet de loi** (p. 2796, 2797) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2856) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5460, 5462) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5519) : intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Pierre Sueur (création des pôles métropolitains).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5628, 5633) : intervient sur les amendements n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 485 de M. Yvon Collin. Son amendement n° 35 ; adopté. Favorable à l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5683) : son amendement n° 36 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5739) : défavorable à l'amendement n° 385 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6880, 6881) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7545) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge

d'annulation de la décote (p. 7759, 7760) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7845, 7846) : sa question et sa république.

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9493, 9494) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 10588, 10589) : défavorable à l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - *Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »*) (p. 10646, 10647) : son amendement n° I-275 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10666, 10667) : favorable à l'amendement n° I-445 de la commission (financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11056, 11058) : son intervention. - **Article 98** (priorité) (art. L. 834-1 du code de la sécurité sociale - *Harmonisation au taux de 0,5 % d'une contribution au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 11069, 11070) : son amendement n° II-26 ; adopté. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11071) : son amendement n° II-28 ; adopté. (p. 11071, 11074) : position de la commission sur les amendements n° II-97 de M. Claude Jeannerot, n° II-150 et II-151 de M. Dominique Braye, n° II-162 de M. René Beaumont, et n° II-202 du Gouvernement. (p. 11074) : son amendement n° II-29 ; retiré. - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11078) : position de la commission sur les amendements n° II-107 de M. Jean-Pierre Caffet, n° II-172 de M. Yvon Collin, et n° II-174 de Mme Odette Terrade. (p. 11082) : son amendement n° II-27 ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-136, II-137, II-139 et II-140 de M. Jean-Léonce Dupont et n° II-403 de Mme Nicole Bricq.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - *Évolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11131, 11132) : son amendement n° II-59 ; adopté. - **Article 81** (art. L. 2334-13, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-18-4 du code général des collectivités territoriales - *Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS, à la dotation de solidarité rurale, DSR, et à la dotation de développement urbain, DDU*) (p. 11144, 11145) : ses amendements n° II-57 ; retiré ; et n° II-220 ; adopté. - **Article 86** (art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - *Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier*

des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 11154) : son amendement n° II-58 ; retiré.

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11635, 11640) : sur son amendement n° II-27, présenté le 29 novembre 2011, position de la commission sur les sous-amendements n° II-136, II-137, II-140, II-139, II-141, II-138 et II-142 de M. Jean-Léonce Dupont, n° II-403 et n° II-168 de Mme Nicole Bricq, n° II-106 de M. Thierry Repentin, n° II-173 de M. Yvon Collin, n° II-239 de M. Pierre Jarlier, n° II-238 de M. Jacques Mézard et n° II-227 de M. Claude Lise. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11641, 11645) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs) et n° II-171 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière bénéficiant à certains logements sociaux).

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59** (précédemment réservé) (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - *Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11787, 11788) : intervient sur l'amendement n° II-565 de la commission. (p. 11799) : son amendement n° II-201 ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-578 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62** (précédemment réservé) (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - *Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE*) (p. 11863) : favorable à l'amendement n° II-414 de M. Philippe Adnot. - **Article 63** (précédemment réservé) (*Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales*) (p. 11873, 11877) : sur l'amendement n° II-569 de la commission, son sous-amendement n° II-595 ; adopté.

- **Mise au point au sujet de votes** - (9 décembre 2010) (p. 12043) : au nom de Mme Sophie Joissains et de MM. Alain Fouché, François Pillet et Bruno Gilles.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12061, 12062) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 3 (Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat)** (p. 12596) : intervient sur l'amendement n° 1 de la

commission, repris par M. Jean-Marc Todeschini. - **Article additionnel après l'article 12 quater** (p. 12641) : son amendement n° 54 : précision quant aux règles de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises de transport ; adopté.

DANGLLOT (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis secrétaire le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 698) : soutient l'amendement n° 132 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création de commissions des services publics locaux) ; rejeté. (p. 701) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (obligation pour les délégués communautaires de rendre annuellement compte de leurs actions au sein du conseil communautaire) ; rejeté. - **Intitulé du titre II (Adaptation des structures à la diversité des territoires)** (p. 707) : soutient l'amendement n° 158 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 5 (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du**

code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole (p. 726) : soutient l'amendement n° 168 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 740, 741) : soutient l'amendement n° 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1860, 1862) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2119, 2120) : son intervention. - **Article unique** (p. 2128) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) - auteur de la question (p. 2295, 2297) : sa question. (p. 2307, 2308) : ses observations.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5601) : soutient l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale) ; rejeté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6894, 6896) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (28 septembre 2010) (p. 6946).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)] (suite)** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6966, 6967) : ses amendements n° 148 : examen, par le Parlement, d'un bilan sur les conséquences tarifaires des processus d'ouverture du secteur de l'énergie à la concurrence ; et n° 149 : projet d'insertion systématique d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures ; rejetés. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Restauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6980) : son amendement n° 153 ; rejeté. (p. 6982, 6983) : son amendement n° 154 ; rejeté. (p. 7016) : son amendement n° 165 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7049) : son amendement n° 167 : extension du nombre de bénéficiaires du tarif de première nécessité ; rejeté. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7056, 7062) : ses amendements n° 168 et 169 ; rejetés ; et n° 172 : devenu sans objet. - **Article 2 ter** (art. 21-2 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Interruption instantanée de certains consommateurs agréés*) (p. 7071, 7072) : son amendement n° 177 ; rejeté. - **Article 3** (art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité*) (p. 7077) : son amendement n° 179 ; rejeté. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7080) : parole sur l'article. (p. 7081, 7090) : ses amendements n° 182, 183 et 184 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7098) : son amendement n° 186 : rapport au Parlement sur l'évolution des prix réglementés de l'électricité et du gaz naturel ; rejeté. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7100, 7111) : ses amendements n° 187

et 189 ; rejetés ; et n° 195 ; adopté. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7116) : son amendement n° 200 ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7660, 7661) : favorable à l'amendement n° 773 de M. Guy Fischer. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7698) : soutient l'amendement n° 836 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7702) : soutient l'amendement n° 700 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7703) : soutient l'amendement n° 704 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7714) : soutient l'amendement n° 891 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7774, 7779) : intervient sur les amendements n° 700, 709 et 719 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 14** (*Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique*) (p. 8134) : soutient l'amendement n° 791 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - *Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat*) (p. 8148) : favorable à l'amendement n° 802 de M. Guy Fischer. - **Article 18** (*Relèvement de deux années des durées de services des catégories actives de la fonction publique et des militaires de carrière*) (p. 8151) : soutient l'amendement n° 23 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - *Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité*) (p. 8392) : soutient l'amendement n° 1049 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8395, 8396) : soutient l'amendement n° 1053 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel*) (p. 8416, 8417) : soutient l'amendement n° 1059 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter A** (*Accords de branche sur la pénibilité*) (p. 8436, 8437) : soutient l'amendement n° 1074 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8438) : soutient l'amendement n° 1076 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - *Pérennisation du dispositif de la retraite progressive*) (p. 8554) : soutient l'amendement n° 1101 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8877) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11430, 11431) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11443) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et s'abstiendra sur les amendements n° II-391 de M. Bruno Sido et n° II-393 de M. Denis Badré.

DARCOS (Xavier)
*ministre du travail, des relations
sociales, de la famille, de la solidarité et
de la ville
(jusqu'au 22 mars 2010)*

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 18, 23) : ses réponses aux orateurs.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 165, 167) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 15, 16) : son intervention.

DARNICHE (Philippe)
*sénateur (Vendée)
NI*

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Questions cibles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 271, 272) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 25** (p. 10637, 10638) : soutient l'amendement n° I-407 de M. Bruno Retailleau (création d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une baisse de recettes suite à une catastrophe naturelle) ; retiré.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11167) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11190) : favorable à l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis.

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 10 novembre 2010 ; membre de la commission jusqu'au 9 novembre 2010.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Travail et emploi [n° 111 tome 3 annexe 31 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 110, 111) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture** [n° 304 (2009-2010)] - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1914) : son intervention.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2243) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2651) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3305, 3306) : sa question.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Article 12** (*art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4008) : son amendement n° 373 ; retiré. (p. 4014, 4017) : ses amendements n° 374 ; retiré ; et n° 375 ; devenu sans objet. (p. 4019, 4028) : ses amendements n° 387 et 382 ; adoptés ; et n° 376, 380, 383, 381, 384, 379, 385, 388 et 389 ; retirés.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4492) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4563, 4564) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6290, 6291) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6799) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9581, 9582) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 15 (priorité)** (*art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10437, 10438) : défavorable à l'amendement n° I-417 de M. Nicolas About.

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11363, 11365) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11380, 11391) : position de la commission sur les amendements n° II-344, II-343 et II-342 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-362 et II-363 de Mme Annie David, et n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy. Son amendement n° II-25 ; retiré. (p. 11391, 11395) : position de la commission sur les amendements n° II-360 de M. Alain Vasselle, n° II-350 de M. Jacques Gillot, n° II-341 de M. Paul Blanc et n° II-84 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales : moteurs de l'ingénierie publique [n° 557 (2009-2010)] (15 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 22, 23) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Question préalable** (p. 347, 348) : votera la motion n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 429) : intervient sur l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 437) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 494, 495) : parole sur l'article. (p. 549) : votera les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 568) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. (p. 577) : favorable à l'amendement n° 351 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 593, 597) : soutient l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 613) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*) (p. 834, 840) : soutient l'amendement n° 392 de M. Jean-Claude Peyronnet ; retiré. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 846, 847) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1023) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 1030) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1033, 1034) : soutient l'amendement n° 426 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1690, 1691) : le groupe socialiste s'oppose à ce projet de loi. - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1722, 1723) : soutient l'amendement n° 105 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des paris sportifs en ligne*) (p. 1732, 1733) : soutient l'amendement n° 59 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des jeux de cercle en ligne*) (p. 1738) : soutient l'amendement n° 62 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 20** (*Obligations imposées aux opérateurs de jeux en matière de protection des populations vulnérables et de prévention de l'addiction*) (p. 1751, 1752) : soutient l'amendement n° 97 de M. François Marc ; retiré.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3356, 3357) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié**

par la commission) (art. L. 424-1, L. 424-2, L. 424-3, L. 424-4, L. 424-5, L. 424-6, L. 424-7 (nouveaux) du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 3893, 3896) : soutient les amendements n° 2, 3, 6 et 7 de Mme Claire-Lise Campion ; rejetés.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4764, 4765) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4831, 4832) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5178, 5179) : son intervention. - **Article 2** (art. L. 146-4 du code de l'action sociale et des familles - *Adaptation du statut des personnels*) (p. 5185) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5187) : intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le montant des dettes accumulées par l'État à l'égard des maisons départementales de personnes handicapées au titre de la compensation financière des emplois non mis à disposition). - **Article 3** (art. 231 du code général des impôts - *Exonération de la taxe sur les salaires*) (p. 5189) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5464, 5465) : son intervention. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5490) : soutient l'amendement n° 286 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation du rôle des collectivités territoriales dans le fonctionnement de la démocratie locale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5532, 5533) : favorable à l'amendement n° 322 de M. Jean-Pierre Sueur (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque département dans le calcul de la péréquation). (p. 5537) : soutient l'amendement n° 301 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de la compétence générale de la commune) ; devenu sans objet. (p. 5545) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de la compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi qu'aux amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5635) : soutient l'amendement n° 470 de M. François Rebsamen ; rejeté. (p. 5642, 5653) : soutient les amendements n° 344 de M. Jacky Le Menn et n° 347 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejetés. - **Article 6** (*Coordinations*) (p. 5670, 5671) : soutient l'amendement n° 361 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de pôles métropolitains*) (p. 5679, 5681) : soutient les amendements n° 367 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté ; et n° 368 de M. Pierre-Yves Collombat ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 5698, 5699) : parole sur l'article.

(p. 5701) : intervient sur les amendements n° 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 501 de M. Yvon Collin. - **Article 12** (*chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions*) (p. 5718) : soutient l'amendement n° 380 de M. Jean-Pierre Sueur ; retiré. (p. 5719) : soutient l'amendement n° 381 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5738, 5739) : parole sur l'article. (p. 5738, 5739) : favorable à l'amendement n° 385 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 5740, 5741) : soutient l'amendement n° 386 de M. Jean-Luc Fichet ; rejeté. (p. 5743) : soutient l'amendement n° 389 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5746) : soutient l'amendement n° 392 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5752, 5753) : soutient l'amendement n° 402 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5753) : votera contre cet article. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5754) : soutient l'amendement n° 403 de M. Jean-Pierre Sueur (caractère public du débat sur le schéma départemental de coopération intercommunale) ; rejeté. - **Article 18** (*art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 5758, 5759) : soutient l'amendement n° 406 de M. Gérard Collomb ; rejeté. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 5771, 5772) : soutient l'amendement n° 413 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 5778) : soutient l'amendement n° 418 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5786) : soutient l'amendement n° 422 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5788) : soutient l'amendement n° 426 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5789) : soutient l'amendement n° 423 de M. Gérard Collomb ; adopté. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 5793) : soutient l'amendement n° 427 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5794) : soutient l'amendement n° 223 de M. Gérard Collomb ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5835) : parole sur l'article. (p. 5849, 5860) : soutient les amendements n° 438 et 455 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (*art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5925) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5939) : soutient l'amendement n° 318 de M. Jean-Pierre Sueur (garantie de l'autonomie des départements par l'élection de conseillers spécifiques) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5980) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6015) : défavorable à l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6026) : sur l'amendement

n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), son sous-amendement n° 603 ; adopté. - **Article 36** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 6037) : soutient l'amendement n° 467 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 6039) : soutient l'amendement n° 468 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7444, 7446) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7501) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7544) : son intervention. - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7591) : ne votera pas l'article 1er A de ce projet de loi. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7599, 7600) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7723) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1197 de Mme Michèle André ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7787) : intervient sur les amendements n° 575 et 592 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 7796) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7831, 7832) : parole sur l'article. (p. 7838) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7883, 7884) : parole sur l'article. (p. 7887) : soutient l'amendement n° 73 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 7895) : votera l'amendement n° 73 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (*art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7959, 7960) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (*art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8007, 8008) : votera l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer. (p. 8033) : votera contre cet article. - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8049) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 21** (*art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Rapprochement des taux de cotisation*) (p. 8181, 8182) : votera contre cet article. - **Article 24 ter** (*art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 351-1-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives au coefficient de majoration dans la fonction publique*) (p. 8204) : soutient l'amendement n° 194 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*)

(p. 8252, 8253) : parole sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8317) : soutient l'amendement n° 416 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 8330, 8331) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8503) : favorable aux amendements n° 375, 377, 378 et 379 de Mme Françoise Laborde. (p. 8515, 8516) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8752, 8753) : soutient les amendements identiques de Mme Christiane Demontès n° 107 (maintien du dispositif en vigueur de retraite anticipée carrière longue) ; et n° 108 (maintien du dispositif en vigueur de retraite anticipée carrière longue) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8761, 8762) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Christiane Demontès (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences d'un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur les transferts financiers occasionnés sur l'assurance chômage) ; rejeté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 13 (précédemment réservé)** (p. 8772) : soutient l'amendement n° 147 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur l'application des dispositions de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relatives à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions sur la fonction publique) ; rejeté par vote unique.

- *Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]* - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9014, 9015) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9381, 9382) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9669) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (9 novembre 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9681, 9684) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2009*) (p. 9689, 9690) : son intervention.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 8** (*Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour l'année 2010*) (p. 9698, 9699) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options) (p. 9713) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) (p. 9726) : soutient l'amendement n° 13 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. (p. 9727) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard

Cazeau. - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9735, 9738) : intervient sur les amendements identiques n° 44 de la commission, n° 102 de la commission saisie pour avis et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES). - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale) (p. 9744, 9745) : soutient l'amendement n° 157 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9752) : soutient l'amendement n° 14 de M. Bernard Cazeau (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales) (p. 9756, 9757) : soutient l'amendement n° 17 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9760) : soutient l'amendement n° 19 de M. Bernard Cazeau (conditionnement des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial) ; rejeté. (p. 9761) : soutient l'amendement n° 21 de M. Bernard Cazeau (majoration des cotisations sociales des entreprises dont plus de 25 % des salariés ont un emploi à temps partiel) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 12 quater** (p. 9777, 9778) : soutient l'amendement n° 181 de M. Bernard Cazeau (suppression de la compensation par l'État au titre des revenus des auto-entrepreneurs inférieurs à l'assiette minimale forfaitaire d'assurance maladie maternité) ; retiré. - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9780, 9781) : défavorable aux amendements n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 292 de M. Philippe Dominati et n° 302 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9794) : intervient sur l'amendement n° 229 de M. Guy Fischer (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement). - **Article 13 bis** (art. L. 137-1 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Prestations complémentaires de retraite et de prévoyance) (p. 9795, 9796) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 9801) : favorable à l'amendement n° 388 de M. Alain Fouché (instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs). - **Article 17 bis (Nouveau)** (art. L. 731-16 du code rural et de la pêche maritime - Transfert de la qualité de chef d'exploitation entre personnes liées par un pacte civil de solidarité) (p. 9819, 9820) : parole sur l'article. - **Article 19** (*Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K »*) (p. 9826) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Bernard Cazeau. - **Article 28** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 9850, 9851) : parole sur l'article. - **Article 30 bis (Nouveau)** (art. L. 243-1-2 du code de la sécurité sociale - Simplification des formalités applicables aux employeurs étrangers en matière sociale) (p. 9866) : parole sur l'article. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie - Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9871) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 63 (Nouveau) (priorité)** (art. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - Obligation de déclaration de revenus pour les auto-entrepreneurs) (p. 9885) : soutient l'amendement n° 185 de M. Bernard Cazeau ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9914) : soutient l'amendement n° 324 de M. Jacky Le Menn (engagement de praticiens libéraux ayant recours à des équipements lourds à réaliser 70 % de leurs actes en secteur 1) ; rejeté. - **Articles**

additionnels après l'article 41 (p. 9974, 9975) : le groupe PS votera contre l'amendement n° 117 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9985, 9986) : soutient l'amendement n° 340 de M. Jacky Le Menn (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés) ; rejeté. (p. 9994, 9995) : soutient l'amendement n° 344 de M. Jacky Le Menn (expérimentation en vue de mieux répartir l'enveloppe de l'ONDAM entre les régions) ; rejeté. - **Article 45 (priorité)** (*Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé*) (p. 10010) : intervient sur l'amendement n° 601 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 10013) : soutient l'amendement n° 352 de M. Jean-Luc Fichet (rapport au Parlement sur les conditions de création d'un fonds de financement spécifique consacré à l'accompagnement des nouvelles formes d'organisation professionnelle) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10020, 10021) : son amendement n° 173 : clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales ; adopté. (p. 10028) : intervient sur son amendement n° 176 : mesures en faveur des actions de prévention des services de l'aide à domicile. (p. 10032) : intervient sur son amendement n° 167 : création d'une enveloppe de dotations affectée au financement des missions d'intérêt général du secteur médico-social. (p. 10033) : son amendement n° 169 : modification des règles relatives aux conventions collectives des établissements sociaux et médico-sociaux ; retiré. (p. 10035) : intervient sur son amendement n° 166 : renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes. (p. 10037) : intervient sur son amendement n° 171 : possibilité pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux de déroger à l'obligation de dépôt de leur trésorerie auprès de l'État. - **Article 43 bis (Nouveau)** (*art. L. 14-10-5 et L. 113-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1431-2 et L. 1432-6 du code de la santé publique - Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer*) (p. 10039) : parole sur l'article. (p. 10040, 10041) : son amendement n° 175 ; devenu sans objet. - **Article 43 quater (Nouveau)** (*art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, art. 64 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Prolongation de l'expérimentation de la réintégration des*

médicaments dans le forfait soins) (p. 10048) : favorable à l'amendement n° 414 de M. François Autain.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (*art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10072) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud.

Deuxième partie :

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11562, 11564) : son intervention. - **Article 86 bis (Nouveau)** (*art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - Panier de soins des bénéficiaires de l'AME*) (p. 11579) : soutient l'amendement n° II-213 de M. René Teulade ; adopté. - **Article 86 quater (Nouveau)** (*art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME*) (p. 11584) : soutient l'amendement n° II-215 de M. René Teulade ; rejeté. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (*art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit*) (p. 11586, 11587) : soutient l'amendement n° II-216 de M. René Teulade ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86 septies** (p. 11592, 11593) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-284 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits cosmétiques) .

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - cosignataire de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 12046, 12049) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Compensation intégrale des charges résultant du revenu de solidarité active*) (p. 12070) : parole sur l'article. - **Article 2** (*Compensation des charges résultant de l'allocation personnalisée d'autonomie sur la base des comptes administratifs des départements*) (p. 12072) : parole sur l'article.

DAUGE (Yves)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites rège par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue **[n° 201 (2009-2010)]** (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif **[n° 277 (2009-2010)]** (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance **[n° 291 (2009-2010)]** (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Action extérieure de l'Etat [n° 114 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1622, 1623) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7749) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 10802, 10803) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10831, 10832) : son amendement n° II-47 : rapport gouvernemental sur les conséquences de la prise en charge par l'AEFE des contributions employeur pour pensions civiles des personnels titulaires de l'Etat qui lui sont détachés ; adopté.

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre titulaire du Comité consultatif des subventions aux exploitants d'aérodromes jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 8 novembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis secrétaire le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3482, 3483) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3739) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Odette Herviaux (substitution de la notion de "contreparties substantielles et vérifiables" à celle "d'obligations" dans la convention) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4559, 4560) : son intervention. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4591) : favorable à l'amendement n° 16 de Mme Bariza Khiari. (p. 4593) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Bariza Khiari ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4644, 4646) : son amendement n° 29 ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5835, 5836) : parole sur l'article. (p. 5850, 5862) : soutient les amendements n° 440 et 451 de M. Jean-Pierre Sueur, ainsi que l'amendement n° 444 de M. François Patriat ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5987, 5993) : intervient sur les amendements n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 268 de Mme Dominique Voynet, n° 480 de M. Yvon Collin et n° 10 de M. Bruno Sido. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6008) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6016) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6024, 6025) : intervient sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 7088) : favorable à l'amendement n° 79 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Article 1er A** (Objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 7572, 7573) : favorable à l'amendement n° 1170 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7780, 7781) : intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7798, 7799) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8518) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11867) : intervient sur l'amendement n° II-451 de M. François Marc (rapprochement progressif du potentiel fiscal des collectivités territoriales).

DAVID (Annie)
sénatrice (Isère)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 194 (2009-2010)] visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Budget - Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 496, 497) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 604, 605) : favorable à l'amendement n° 354 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect de la parité dans la composition des conseils régionaux).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 681, 683) : son amendement n° 156 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 692) : favorable à l'amendement n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 700) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (développement de la démocratie locale au sein des EPCI) ; rejeté. - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 704) : soutient l'amendement n° 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Création des conseils des exécutifs) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 706) : soutient l'amendement n° 138 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création de conseils départementaux des exécutifs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 854) : soutient l'amendement n° 204 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 930) : soutient l'amendement n° 240 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 939) : soutient l'amendement n° 246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 949) : soutient l'amendement n° 247 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 961) : son amendement n° 255 ; devenu sans objet. (p. 964) : intervient sur le sous-amendement n° 417 de Mme Bernadette Bourzai portant sur l'amendement n° 105 de M. François-Noël Buffet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 1036) : son amendement n° 279 : représentation des communes et des EPCI de montagne ; devenu sans objet. - **Article 29** (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1046, 1052) : soutient les amendements n° 284, 282, 286, 291, 288 et 293 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Questions cibles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1145) : sa réplique.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés** [n° 256 (2009-2010)] - (11 février 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1211, 1213) : son intervention. - **Article 1er** (art. 85 de la loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 - Suppression de la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail) (p. 1222) : la commission est défavorable à cet article. - **Article 2** (art. L. 410-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Réparation intégrale des préjudices causés par un accident du travail ou une maladie professionnelle) (p. 1223) : parole sur l'article. - **Article 3** (art. L. 431-1 du code de la sécurité sociale - Précision des préjudices compris dans l'indemnisation et précision des personnes admises au bénéfice d'un dédommagement au titre du préjudice moral) (p. 1224) : à titre personnel, favorable à cet article.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2034, 2035) : sa question.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services** [n° 193 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2149, 2150) : son intervention.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2238, 2239) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2249, 2250) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement** [n° 413 (2009-2010)] - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3074, 3075) : le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Article unique et article additionnel après l'article unique (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et art. L. 1233-4-1 (nouveau) du code du travail - Garanties salariales dans le cadre des procédures de reclassement) (p. 3075) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article unique.

- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) (p. 3378, 3379) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3450, 3451) : favorable à la motion n° 39 de Mme Marie-Agnès Labarre tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3713) : son amendement n° 331 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3831) : soutient l'amendement n° 279 de M. Gérard Le Cam ; devenu sans objet. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 659 du Gouvernement.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4484, 4486) : son intervention. - **Article 4** (*art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés*) (p. 4506, 4507) : ses amendements n° 25 et 26 ; rejetés. (p. 4508) : ses amendements n° 28 ; rejeté ; et n° 29 ; adopté. (p. 4509, 4511) : son amendement n° 27 ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4515) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Houel. (p. 4516) : ses amendements n° 30, 5 et 32 ; rejetés. (p. 4517, 4518) : son amendement n° 33 ; rejeté. (p. 4519) : son amendement n° 34 ; rejeté. (p. 4520) : son amendement n° 35 ; rejeté. (p. 4521) : son amendement n° 36 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4522, 4523) : son amendement n° 37 : obligation pour le Gouvernement d'engager des négociations avec les partenaires sociaux en vue d'aboutir à un accord national interprofessionnel sur la représentativité patronale ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport d'évaluation*) (p. 4523) : son amendement n° 38 ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la date des élections prud'homales*) (p. 4525, 4526) : son amendement n° 39 ; rejeté. Son amendement n° 40 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4527) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4804) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5580).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5590, 5592) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5595, 5596) : soutient l'amendement n° 264 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 5639) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5644, 5654) : soutient les amendements n° 103, 107, 108 et 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. (p. 5662) : soutient les amendements n° 111, 112 et 113 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains*) (p. 5680, 5681) : soutient l'amendement n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5934) : favorable à l'amendement n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel).

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7384, 7386) : son intervention. - **Article 8** (*Report des élections prud'homales*) (p. 7391) : les sénateurs du groupe CRC-SPG voteront contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Question préalable** (p. 7458, 7460) : sa motion n° 497 : tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7506) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7538, 7539) : son intervention. (p. 7572) : favorable à l'amendement n° 1170 de M. Guy Fischer. (p. 7575, 7576) : favorable à l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontés. (p. 7578) : défavorable à l'amendement n° 552 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 7580, 7585) : soutient l'amendement n° 820 de M. Guy Fischer ; rejeté. Son amendement n° 823 ; rejeté. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7602, 7603) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7621, 7622) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer. (p. 7635, 7636) : soutient l'amendement n° 840 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7641, 7642) : soutient l'amendement n° 676 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7644) : soutient l'amendement n° 688 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7646, 7647) : soutient l'amendement n° 726 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7654, 7655) : favorable à l'amendement n° 839 de M. Guy Fischer. (p. 7658, 7659) : favorable à l'amendement n° 670 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7745) : le groupe CRC-SPG votera le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7756, 7757) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7762) : intervient sur le sous-amendement n° 1187 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7766) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7773, 7777) : intervient sur les amendements n° 699, 706, 707 et 713 de M. Guy Fischer. (p. 7811) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7834, 7835) : parole sur l'article. (p. 7851, 7852) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer. (p. 7859) : favorable à l'amendement n° 861 de M. Guy Fischer. (p. 7862, 7863) : favorable à l'amendement n° 863 de M. Guy Fischer. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7885) : soutient l'amendement n° 868 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7891) : soutient l'amendement n° 751 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (*Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes*) (p. 7917) : parole sur l'article. (p. 7919, 7920) : soutient l'amendement n° 826 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 2**

(art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions) (p. 7933) : soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7936, 7937) : parole sur l'article. (p. 7953, 7954) : intervient sur son amendement n° 974. (p. 7955, 7956) : son amendement n° 975 ; rejeté. (p. 7957) : défavorable aux amendements n° 1191 et 1192 de la commission. - **Article 3 quinquies** (Mensualisation des pensions) (p. 7962) : parole sur l'article. - **Article 3 sexies** (Redressements de cotisations ou de contributions sociales) (p. 7964) : soutient l'amendement n° 858 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. - **Article 3 octies (Nouveau)** (Rapport sur les polypensionnés) (p. 7966) : favorable à l'amendement n° 879 de M. Guy Fischer. - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7969, 7970) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2010) (p. 7985).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7990) : soutient l'amendement n° 1177 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7991, 7992) : soutient l'amendement n° 664 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7993) : soutient l'amendement n° 666 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7994) : soutient l'amendement n° 671 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7997) : soutient l'amendement n° 684 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8000, 8001) : soutient l'amendement n° 696 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8002, 8003) : soutient l'amendement n° 717 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8005) : soutient l'amendement n° 772 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8013, 8015) : favorable aux amendements n° 841 et 833 de M. Guy Fischer. (p. 8018) : favorable à l'amendement n° 832 de M. Guy Fischer. (p. 8023, 8024) : favorable à l'amendement n° 664 de M. Guy Fischer. (p. 8029) : favorable à l'amendement n° 816 de Mme Odette Terrade. - **Article 5 bis** (art. L. 231-6 du code de la sécurité sociale - Limite d'âge pour la nomination à certaines fonctions dans les organismes de la sécurité sociale) (p. 8036) : favorable à l'amendement n° 888 de M. Guy Fischer. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8039, 8040) : soutient l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8043) : s'abstiendra sur l'amendement n° 1124 ; devenu sans objet. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8067, 8068) : favorable à l'amendement n° 899 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8091, 8092) : ne votera pas cet article. - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8098) : favorable à l'amendement n° 8 de M. Guy Fischer. - **Article 10** (art. L. 1237-5 du code du travail - Mise à la retraite d'office) (p. 8103) : parole sur l'article. (p. 8105) : son amendement n° 980 ; rejeté. - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8113, 8114) : favorable à l'amendement n° 18 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 24 nonies (Nouveau)** (art. L. 642-2 du code de la sécurité sociale - Cotisations des professionnels libéraux) (p. 8209) : son amendement n° 970 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8354, 8356) : ses amendements n° 1024 et 1027 ; rejetés. (p. 8358) : son amendement n° 1032 ; rejeté. (p. 8361) : intervient sur l'amendement n° 1239 de la commission. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8370) : intervient sur l'amendement n° 1243 de la commission. - **Article 25 duodecies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8373) : son amendement

n° 1034 ; rejeté. (p. 8377) : son amendement n° 1039 ; rejeté. (p. 8380) : son amendement n° 1043 ; rejeté. (p. 8382) : intervient sur l'amendement n° 430 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8383) : son amendement n° 1046 ; rejeté. Défavorable à cet article. - **Article 25 terdecies (Nouveau)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Service de santé au travail en agriculture) (p. 8386) : défavorable à l'amendement n° 517 de M. Rémy Pointereau. - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8386, 8387) : son amendement n° 1047 ; rejeté. (p. 8387) : suspension de séance. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8389) : parole sur l'article. (p. 8391) : intervient sur son amendement n° 1048. (p. 8392) : intervient sur son amendement n° 1049. (p. 8396, 8397) : intervient sur son amendement n° 1051. - **Article 27 ter AB (Nouveau)** (Comité scientifique) (p. 8401) : parole sur l'article, au nom du groupe CRC-SPG. (p. 8402, 8403) : favorable à l'amendement n° 877 de M. Guy Fischer. (p. 8404) : son amendement n° 1056 ; devenu sans objet. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8408, 8409) : parole sur l'article. (p. 8417) : son amendement n° 1060 ; rejeté. - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail) (p. 8424) : intervient sur l'amendement n° 367 de M. Yvon Collin. - **Article 27 ter AE (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Rapport au Parlement sur l'adaptation aux travailleurs non salariés du dispositif prévu à l'article 26) (p. 8426) : parole sur l'article. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles) (p. 8428, 8429) : ne votera pas cet article. - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8433, 8434) : son amendement n° 1069 ; rejeté. (p. 8435) : ses amendements n° 1072 et 1073 ; rejetés. (p. 8438) : son amendement n° 1077 ; rejeté. (p. 8440) : son amendement n° 1080 ; rejeté. - **Article 27 sexies A (Nouveau) (réserve)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8444) : intervient sur la demande de réserve portant sur cet article. - **Article 27 octies (Nouveau)** (Rapport au Parlement sur l'application des dispositions sur la pénibilité) : son amendement n° 1083 ; rejeté. - **Article 28** (p. 8449) : soutient l'amendement n° 41 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8465, 8466) : parole sur l'article. (p. 8466, 8468) : soutient l'amendement n° 1085 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8493) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8504, 8506) : favorable aux amendements n° 1091 et 1092 de Mme Odette Terrade. (p. 8509) : favorable à l'amendement n° 965 de M. Guy Fischer. (p. 8510) : soutient l'amendement n° 831 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8539, 8548) : intervient sur ses amendements n° 1096, présenté par Mme Mireille Schurch, n° 1097, présenté par Mme Marie-Agnès Labarre, et n° 969, présenté par M. Bernard Vera. Favorable à l'amendement n° 380 de M. Yvon Collin. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8557) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 32 bis A de ce projet de loi. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8560, 8561) : parole sur l'article. (p. 8565) : son

amendement n° 1107 ; rejeté. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - *Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées*) (p. 8570) : son amendement n° 46 ; rejeté. (p. 8574, 8575) : défavorable à l'amendement n° 641 de Mme Isabelle Debré. - **Article 32 ter A** (art. L. 3153-3 du code du travail - *Augmentation du nombre de jours exonérés de cotisations sociales et utilisés à partir d'un compte épargne-temps pour abonder un dispositif d'épargne retraite*) (p. 8576) : parole sur l'article. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - *Alimentation des Perco par la participation*) (p. 8586) : son amendement n° 1139 ; rejeté. - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - *Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite*) (p. 8586, 8587) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8604, 8605) : parole sur l'article. (p. 8612) : le groupe CRC-SPG votera les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Article 33 (Entrée en vigueur)** (p. 8646) : intervient sur son amendement n° 1157. (p. 8648, 8649) : intervient sur son amendement n° 1158. (p. 8651, 8652) : ne votera pas cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8664) : défavorable à l'amendement n° 1220 de la commission (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse). (p. 8675, 8676) : défavorable à l'amendement n° 557 de M. Jean Arthuis (réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation).

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9080, 9081) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9314, 9316) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9666, 9667) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 2 et annexe A (Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2009)** (p. 9687, 9688) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 7 (Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche)** (p. 9697) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9705, 9706) : intervient sur l'amendement n° 216 de M. Guy Fischer. (p. 9707, 9708) : intervient sur l'amendement n° 219 de M. Guy Fischer. (p. 9712, 9713) : intervient sur les amendements n° 10 de M. Bernard Cazeau et n° 218 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - *Majoration du taux des contributions sur les stock-options*) (p. 9725) : défavorable à l'amendement n° 149 de M. Gérard Dériot. (p. 9726) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels avant l'article 9**

(précédemment réservés) (p. 9738) : sur l'amendement de la commission saisié pour avis n° 102 (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES), soutient le sous-amendement n° 580 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9786) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. Bernard Cazeau (suppression de l'abattement fiscal sur la plus-value de cession de chevaux de course ou de sport). (p. 9788, 9789) : intervient sur l'amendement n° 27 de M. Bernard Cazeau (application du forfait social aux "parachutes dorés"). (p. 9790, 9793) : soutient les amendement de M. Guy Fischer n° 228 (majoration des cotisations patronales pour les entreprises de plus de 20 salariés employant plus de 20 % de leur effectif à temps partiel) ; et n° 229 (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement) ; rejetés. - **Article 13 ter** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - *Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture*) (p. 9798, 9799) : intervient sur l'amendement n° 557 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9812) : soutient l'amendement n° 231 de M. Guy Fischer (modification du calcul des cotisations patronales d'assurance vieillesse) ; rejeté. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - *Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes*) (p. 9815, 9816) : favorable aux amendements identiques n° 33 de M. Bernard Cazeau, n° 381 de Mme Sylvie Desmarescaux et n° 396 de M. Daniel Dubois (exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles). - **Article 23 (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales)** (p. 9840, 9841) : soutient l'amendement n° 233 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 29 et annexe B (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel - annexe B)** (p. 9858) : soutient l'amendement n° 235 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie - Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9872) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements n° A-3, A-4, A-5 et A-6 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9921) : soutient l'amendement n° 425 de M. François Autain (sortie de la liste des médicaments admis au remboursement de tous ceux considérés comme n'apportant aucune amélioration du service médical rendu) ; rejeté. (p. 9926, 9934) : soutient l'amendement n° 242 de M. François Autain (détermination des règles d'accessibilité aux soins de premier recours) ; rejeté ; n° 429 (remise d'un rapport gouvernemental faisant le bilan d'application de la création du médecin traitant et mesurant les effets de la mise en place du parcours de soins) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 39 bis** (p. 9957) : soutient l'amendement n° 437 de M. François Autain (modulation de la régulation prix-volume, en intégrant, sous l'égide des Agences régionales de santé, ARS, les indicateurs de santé publique de niveau de recours aux soins de la population par région) ; rejeté. - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9966) : intervient sur les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10089, 10090) : soutient l'amendement n° 266 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur les modalités d'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 49** (p. 10099) : favorable à l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Godefroy (préjudices indemnifiables en cas d'accident du travail lié à une faute inexcusable de l'employeur). - **Article 49** (art. 53 de la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Allongement du délai de prescription des actions devant le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 10101, 10102) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après**

l'article 49 (p. 10104, 10105) : son amendement n° 418 : rapport au Parlement sur les modalités d'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire ; retiré. - **Article additionnel après l'article 50** (p. 10105, 10106) : son amendement n° 284 : rapport au Parlement sur l'application du dispositif de subvention attribuée par la mutualité sociale agricole aux entreprises éligibles aux programmes de prévention nationaux ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10107) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 562 du Gouvernement (financement par le FCAATA des départements anticipés à la retraite pour les travailleurs de l'amiante). (p. 10109, 10112) : ses amendements n° 417 : rapport au Parlement sur les conditions d'amélioration du dispositif des cessations anticipées d'activité des travailleurs de l'amiante ; retiré ; et n° 282 : rétablissement de la contribution des entreprises au financement du fonds au bénéfice des victimes de l'amiante ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10113, 10114) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements du Gouvernement n° 586 (contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse) et n° 599 (montant de la dotation de la branche AT-MP au fonds national de soutien relatif à la pénibilité). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 10121, 10122) : soutient l'amendement n° 263 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement évaluant le coût des avantages d'une mesure permettant de conserver les bénéfices de l'allocation de rentrée scolaire pour les élèves majeurs scolarisés au lycée) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10125) : soutient l'amendement n° 416 de M. François Autain (expérimentation relative à l'annualisation du temps de travail des praticiens des hôpitaux travaillant à temps partiel dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer) ;

adopté après modification par le sous-amendement n° 605 du Gouvernement. (p. 10130, 10133) : favorable aux amendements n° 265 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance) et n° 129 de Mme Claire-Lise Campion (rapport au Parlement sur les conditions d'indemnisation du congé maternité des femmes travaillant par intermittence). Soutient l'amendement n° 267 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'évaluation des coûts et bénéfices d'une ouverture des droits aux allocations familiales dès le premier enfant) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 10137) : soutient l'amendement n° 276 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur la possibilité pour les associations adhérentes à une association reconnue d'utilité publique de bénéficier de l'exonération de la cotisation de transport) ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11367, 11368) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11380, 11382) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° II-344 de Mme Raymonde Le Texier. Ses amendements n° II-362 et II-363 ; rejetés. (p. 11393) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° II-350 de M. Jacques Gillot.

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés le 12 mai 2010.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6015) : votera l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des

suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6588) : favorable aux amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7541) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7687) : interroge le président de séance sur les prises de parole.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7754, 7755) : intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8193) : son amendement n° 314 ; adopté.

- Vice-présidente de la commission des affaires sociales - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8200) : réponse à Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8497, 8498) : son amendement n° 315 ; retiré. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8559, 8560) : parole sur l'article. (p. 8567, 8568) : intervient sur les amendements n° 278 de M. Jean Desessard et n° 1107 de Mme Annie David. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées) (p. 8572, 8576) : son amendement n° 641 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 9 bis (précédemment réservés)** (p. 8771) : son amendement n° 1166 : étalement de l'obligation de provisionnement des organismes assureurs versant des prestations complémentaires d'incapacité de travail et d'invalidité ; adopté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 31 (précédemment réservés)** (p. 8833, 8834) : ses amendements n° 489 : mesure favorisant le financement par les entreprises de l'acquisition de droits à la retraite complémentaire pour les salariés prenant des congés familiaux ; et n° 490 : identification de la part de la prestation compensatoire correspondant aux droits à la retraite ; adoptés par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8858, 8859) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9781, 9784) : son amendement n° 212 ; retiré.

del PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant la communication des listes électorales consulaires aux élus représentant les Français établis hors de France [n° 221 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 265 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à supprimer l'interdiction de propagande pour les élections des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 339 (2009-2010)] (26 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à moderniser l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 449 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à adapter les modalités de candidature au deuxième tour de l'élection des députés par les Français établis hors de France [n° 512 (2009-2010)] (1er juin 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 525 (2009-2010)] sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 582 (2009-2010)] (24 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à adapter le calendrier de l'élection des députés par les Français établis hors de France [n° 696 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 717 (2009-2010)] (22 septembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 555 (2008-2009)] autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens [n° 73 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1630, 1632) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Christian Cointat, n° 11 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 19 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Intitulé du chapitre III** (*L'Institut Victor Hugo*) (p. 1645) : intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 417 (2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Article 6** (*art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition*) (p. 3126, 3128) : son amendement n° 14 ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christophe-André Frassa.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions** [n° 383 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer** [n° 370 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3201) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs** [n° 500 (2007-2008)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3210, 3211) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 424 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3229, 3231) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières** [n° 285 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Article 2** (*Affectation du produit de la taxe sur les transactions sur devises*) (p. 5090) : intervient sur l'article. - **Article 3** (*Gage*) (p. 5092) : intervient sur l'article.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen** [n° 422 (2008-2009)] - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5104, 5105) : votera contre cette proposition de loi.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes** [n° 565 (2009-2010)] - (24 juin 2010) - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5247) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (7 juillet 2010) - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (*art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales*) (p. 6010) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) - en remplacement de M. Josselin de Rohan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9073, 9075) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 novembre 2010) (p. 9724) : au nom de Mme Mireille Oudit et de M. Alain Chatillon.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10810, 10811) : le groupe UMP votera ce projet de budget. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10830, 10831) : son amendement, similaire au n° II-2 de la commission, n° II-49 : instauration d'un plafond, indépendant du niveau de ressources des foyers bénéficiaires, dans la prise en charge des frais de scolarité des lycéens français des établissements du réseau de l'AEFE ou homologués ; adopté. Son amendement n° II-51 : ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE ; adopté.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12123) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit** [n° 21 (2010-2011)] - (14 décembre 2010) - **Article 135 bis (Nouveau)** (*art. 2 et 5 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Simplification du droit en matière de propagande électorale*) (p. 12344, 12345) : défavorable à l'amendement n° 223 du Gouvernement. Sur l'amendement n° 259 de la commission, son sous-amendement n° 276 ; adopté.

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Provisions [n° 111 tome 3 annexe 21 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

DEMESSINE (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRC-SPG

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 141, 142) : son intervention.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1966, 1968) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer** [n° 370 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3173, 3174) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7523) : soutient l'amendement n° 760 de M. Guy Fischer ; rejeté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7783) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7787) : intervient sur l'amendement n° 37 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7869, 7870) : soutient l'amendement n° 862 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7878, 7879) : favorable à l'amendement n° 943 de M. Guy Fischer. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7889, 7890) : soutient l'amendement n° 749 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7897) : favorable à l'amendement n° 751 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7972, 7973) : soutient l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8439) : soutient l'amendement n° 1079 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission) (Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles)** (p. 8451) : soutient l'amendement n° 42 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8498) : soutient l'amendement n° 1089 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 32 bis A (Nouveau) (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive)** (p. 8554) : soutient l'amendement n° 1102 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées) (p. 8572, 8573) : soutient l'amendement

n° 1110 de Mme Annie David ; devenu sans objet. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8585) : soutient l'amendement n° 1138 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé) (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante)** (p. 8606) : parole sur l'article. (p. 8614) : votera les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Article 32 quinquies (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise)** (p. 8632) : soutient l'amendement n° 1150 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9662, 9663) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10860, 10861) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12085, 12087) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13031, 13032) : son intervention. - **Article 8** (p. 13038) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer - Deuxième lecture [n° 134 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13043, 13044) : son intervention.

DEMONTÈS (Christiane)
sénatrice (Rhône)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 28 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Prison et troubles mentaux : Comment remédier aux dérives du système français ? [n° 434 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale : Retraites 2010 : régler l'urgence, refonder l'avenir (Tome 1 : rapport) [n° 461 tome 1 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale : Retraites 2010 : régler l'urgence, refonder l'avenir (Tome 2 : auditions) [n° 461 tome 2 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 649 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les retraites en Allemagne : des enseignements à tirer ? [n° 673 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 11, 12) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 42, 43) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 505) : votera contre cet article.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2243, 2245) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3320) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) - rapporteur de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (p. 4813, 4815) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6689, 6691) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7387) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7414, 7417) : son intervention. - **Question préalable** (p. 7461) : le groupe socialiste votera la motion n° 497 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable.

- **Conférence des présidents** - (6 octobre 2010) (p. 7517) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7538) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7619) : son amendement n° 110 ; rejeté. (p. 7623) : intervient sur l'amendement n° 110 précité. (p. 7662) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7745) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7763) : intervient sur le sous-amendement n° 1199 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7767) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7779, 7780) : intervient sur amendement n° 120. (p. 7786, 7791) : intervient sur les amendements n° 575 et 592 de M. Jean-Pierre Caffet. Votera l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer. Défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7841, 7842) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès. (p. 7860) : son amendement n° 68 ; rejeté. (p. 7863) : favorable à l'amendement n° 863 de M. Guy Fischer. - **Rappel au règlement** (p. 7867, 7868). - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7879) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 943 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er ter (Nouveau)** (Renovation des mécanismes de compensation) (p. 7928) : son amendement n° 77 ; adopté. (p. 7930) : votera l'amendement n° 768 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7947) : soutient l'amendement n° 304 de Mme Claudine Lepage ; adopté. (p. 7959) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8034) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9 bis** (Remboursement de rachats de trimestres rendus inutiles par la réforme) (p. 8102) : soutient l'amendement n° 302 de Mme Claudine Lepage ; adopté. - **Article 12** (art. 1er, 1-2 et 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination pour le

relèvement de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8120, 8121) : son amendement n° 145 ; rejeté. - **Article 17** (art. 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination du dispositif de maintien en activité au-delà de la limite d'âge) (p. 8149, 8150) : son amendement n° 152 ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination résultant du relèvement de deux années des durées de services) (p. 8154) : son amendement n° 154 ; rejeté. - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - Coordinations au sein du code de la défense) (p. 8169) : son amendement n° 158 ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8200, 8201) : ne votera pas cet article. - **Article 24 quater** (art. L. 351-13 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration de pension pour conjoint à charge) (p. 8206) : son amendement n° 195 ; rejeté. - **Article 24 octies (Nouveau)** (art. L. 635-1 à L. 635-4 du code de la sécurité sociale - Fusion des régimes complémentaires de retraite des commerçants et des artisans) (p. 8209) : le groupe socialiste votera cet article modifié par l'amendement n° 1205 de la commission.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail) (p. 8284, 8285) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8362) : votera contre cet article. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8367) : soutient l'amendement n° 427 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 8369) : soutient l'amendement n° 429 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8414, 8415) : soutient l'amendement n° 434 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8435, 8436) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 618 de M. Philippe Dominati. - **Article 28** (p. 8447, 8448) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8492, 8493) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8505) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1091 de Mme Odette Terrade. (p. 8525, 8526) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32 bis B (Nouveau)** (art. L. 5423-19 du code du travail - Prorogation du versement de l'allocation équivalent retraite aux bénéficiaires actuels jusqu'à l'âge légal de leur départ en retraite) (p. 8558) : votera contre l'article 32 bis B de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8620). - **Article 33** (Entrée en vigueur) (p. 8652, 8653) : défavorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8663) : retire son amendement n° 69 : rapport envisageant une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8750, 8751) : ses amendements n° 103 : rapport gouvernemental sur la période prise en compte dans la durée d'assurance totale et dans la durée cotisée exigées par le dispositif de retraite anticipée carrière longue ; n° 105 : remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de mise en œuvre d'une réforme instaurant une retraite choisie ; rejetés par vote unique. - **Article additionnel après l'article 8 (précédemment réservé)** (p. 8766) : son amendement n° 137 : remise d'un rapport sur les conditions de travail des infirmiers en

milieu hospitalier ainsi que sur leur état de santé en fin de carrière ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 8785) : son amendement n° 193 : remise d'un rapport, par le COR, sur la convergence de l'ensemble des régimes de retraites et sur les modalités de sa mise en œuvre ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8786, 8788) : ses amendements n° 196 : prise en compte de la gratification versée à compter du troisième mois de stage en entreprise dans l'assiette des cotisations sociales ; n° 198 : remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de prise en compte des périodes de versement du RSA jeunes comme périodes assimilées à des périodes d'assurance pour la détermination du droit à pension ou rente ; n° 200 : remise d'un rapport gouvernemental sur modalités de prise en compte des vingt-cinq meilleures années tous régimes confondus ; n° 205 : remise d'un rapport gouvernemental sur la validation de l'ensemble des trimestres d'apprentissage dans l'assiette de cotisation ; n° 206 : remise, par le COR, d'un rapport sur les conséquences sur les retraites des choix professionnels, notamment de l'expatriation ; rejetés par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8836, 8837) : soutient l'amendement n° 463 de M. Ronan Kerdraon (contrôle par l'inspection du travail des plans d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés) ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8850, 8851) : votera contre les amendements retenus par le Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2010) (p. 8857) .

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9006, 9007) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9785, 9786) : soutient l'amendement n° 25 de M. Bernard Cazeau (suppression de l'abattement fiscal sur la plus-value de cession de chevaux de course ou de sport) ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Encadrement du montant de la rémunération auquel l'abattement pour frais professionnels de 3 % est applicable à la CSG) (p. 9801, 9802) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9813) : soutient l'amendement n° 30 de M. Bernard Cazeau (élargissement de l'assiette de la contribution sur les dépenses de promotion des produits pharmaceutiques) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 134-1, L. 134-4, L. 134-5-1, L. 612-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Suppression de la compensation généralisée maladie) (p. 9836, 9837) : parole sur l'article. - **Article 27** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 9849, 9850) : parole sur l'article. - **Article 30** (art. L. 216-2-1 et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi - Extension des possibilités de contrôle des Urssaf pour le compte d'organismes tiers volontaires) (p. 9864, 9865) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance) (p. 9965) : intervient sur les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon.

DEMUYNCK (Christian)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 268 (2009-2010)] relative au service civique [n° 303 (2009-2010)] (18 février 2010) - **Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche le 17 décembre 2010.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 8 décembre 2010.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique le 1er juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture** [n° 304 (2009-2010)] - (25 février 2010) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1907, 1908) : son intervention. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 1922, 1924) : position de la commission sur les amendements n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de Mme Marie-Agnès Labarre. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1929) : remerciements.

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2209, 2210) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3967, 3971) : soutient les amendements de M. Alain Chatillon n° 118 (définition de l'étendue du droit accordé à l'obtenteur d'une

nouvelle variété végétale) ; n° 119 (encadrement de la pratique des semences de ferme) ; retirés.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** [n° 518 (2009-2010)] - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6300, 6301) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 6556) : son amendement n° 62 : modification des délais de prescription pour les délits commis envers les personnes vulnérables ; adopté. - **Article additionnel après l'article 24 decies** (p. 6568) : son amendement n° 82 : sanction de l'occupation illicite de domicile ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6580, 6591) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 : lutte contre la récidive ; retirés.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire** [n° 663 (2009-2010)] - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6797, 6798) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11264, 11265) : son intervention. (p. 11270, 11271) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11274) : son amendement n° II-204 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 163 (2010-2011)] - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12718) : soutient l'amendement n° 34 de M. Laurent Bêteille (exonérations fiscales en faveur des opérations de transferts mobiliers et immobiliers dans le cadre des programmes "pôles et internats d'excellence") ; rejeté.

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à tenir compte de l'érosion monétaire pour le calcul des plus-values immobilières [n° 266 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1424) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3712) : son amendement n° 443 ; retiré. (p. 3724, 3725) : le groupe UC votera cet article.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3800, 3801) : son amendement n° 444 ; adopté. - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3804) ; intervient sur l'amendement n° 461 de M. Daniel Dubois.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 4** (*art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région*) (p. 4616) : soutient l'amendement n° 50 de M. Daniel Soulage ; rejeté. (p. 4618) : soutient l'amendement n° 162 de M. Nicolas About ; adopté. (p. 4621) : soutient l'amendement n° 159 de M. Nicolas About ; adopté. - **Article 7** (*art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4646) : soutient l'amendement n° 54 de M. Daniel Dubois ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10915, 10917) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10928) : sa question et sa réplique.

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 595 (2008-2009)] tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 318 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Questeur du Sénat à compter du 7 décembre 2010.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Rapport d'information, fait au nom de la Mission d'information sur le mal-être au travail et de la commission des affaires sociales : Le mal-être au travail : passer du diagnostic à l'action (rapport) [n° 642 tome 1 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission d'information sur le mal-être au travail et de la commission des affaires sociales : Le mal-être au travail : passer du diagnostic à l'action (auditions) [n° 642 tome 2 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 88 tome 6 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 12, 13) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173 (2009-2010)]** - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 80, 82) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2079, 2080) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 2088) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer (interdiction des plastiques alimentaires à base de Bisphénol A). - **Article unique** (*Interdiction du Bisphénol A dans les plastiques alimentaires*) (p. 2089) : son amendement n° 7 ; adopté. (p. 2090) : position de la commission sur les amendements n° 3, 4, 5 et 6 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2093) : son amendement n° 8 : rapport gouvernemental présentant les mesures envisagées pour diminuer l'exposition humaine au Bisphénol A ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Guy Fischer (rapport gouvernemental évaluant la nocivité pour les enfants en bas âge de l'exposition au Bisphénol A).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3531, 3532) : son amendement n° 323 ; adopté.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4762, 4763) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4832, 4833) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 4841) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (18 octobre 2010) - vice-président de la commission des affaires sociales - **Article 27 sexies A (Nouveau) (réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8444) : position de la commission sur la demande de réserve portant sur cet article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8609) : son amendement n° 522 ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9316, 9317) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 9562, 9563) : son intervention.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - *Majoration du taux des contributions sur les stock-options*) (p. 9713) : son amendement n° 149 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) (p. 9725) : intervient sur son amendement n° 149.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10035) : intervient sur les amendements identiques n° 166 de M. Yves Daudigny et n° 273 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes). (p. 10037) : favorable à l'amendement n° 171 de M. Yves Daudigny (possibilité pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux de déroger à l'obligation de dépôt de leur trésorerie auprès de l'État).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - *Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire*) (p. 10078, 10079) : défavorable aux amendements n° 83 de la commission, n° 180 de M. Yves Daudigny, n° 391 de M. Nicolas About, n° 438 de M. François Autain et n° 443 de M. Yvon Collin. (p. 10081) : favorable à l'amendement n° 603 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 49** (p. 10098, 10101) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 136 (système de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles), n° 137 (préjudices indemnisables en cas d'accident du travail lié à une faute inexcusable de l'employeur), et n° 135 (rapport au Parlement sur la possibilité d'inscrire le stress post-traumatique dans les tableaux de maladies professionnelles). - **Article 49** (art. 53 de la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Allongement du délai de prescription des actions devant le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 10102, 10103) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10103, 10105) : ses amendements n° 93 : lutte contre la fraude à la déclaration des accidents du travail ; et n° 94 : harmonisation des modes de calcul des pensions d'invalidité ; et n° 578 : création de partenariat entre les services de santé au travail interentreprises et les services de prévention des caisses régionales ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 418 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités d'évolution du régime d'indemnisation forfaitaire). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 10106) : position de la commission sur l'amendement n° 284 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'application du dispositif de subvention attribuée par la mutualité sociale agricole aux entreprises éligibles aux programmes de prévention nationaux). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10106, 10112) : son amendement n° 92 : amélioration de la protection sociale des travailleurs de l'amiante ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 562 du Gouvernement (financement par le FCAATA des départs anticipés à la retraite pour les travailleurs de l'amiante), n° 417 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les conditions d'amélioration du dispositif des cessations anticipées d'activité des travailleurs de l'amiante), sur les amendements identiques n° 138 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 282 de Mme Annie David (rétablissement de la contribution des entreprises au financement du fonds au bénéfice des victimes de l'amiante), ainsi que sur le sous-amendement

n° 553 de M. Jean-Pierre Godefroy, portant sur son amendement n° 92 précité. - **Article 52** (*Contribution au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 10112) : position de la commission sur l'amendement n° 563 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10113, 10114) : position de la commission sur les amendements du

Gouvernement n° 586 (contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse) et n° 599 (montant de la dotation de la branche AT-MP au fonds national de soutien relatif à la pénibilité).

DEROCHE (Catherine)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 16 bis (Nouveau)** (*art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes*) (p. 9814) : soutient l'amendement n° 191 de M. Jean-Paul Alduy (exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11387) : favorable à l'amendement n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy.

Devenue sénateur le 12 octobre 2010 (en remplacement de M. Christian Gaudin, nommé préfet).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 15 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

DESCAMPS (Béatrice)
sénatrice (Nord)
UMP-A

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Cessation de mandat le 13 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales du 8 décembre 2010 au 13 décembre 2010.

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 décembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 28 octobre 2010.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 27 octobre 2010.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France le 12 novembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports le 12 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 168 (2009-2010)] autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 334 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 291 (2009-2010)] relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 394 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 290 (2009-2010)] relative au régime de publicité applicable devant les juridictions pour mineurs [n° 619 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 223 (2009-2010)] relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 38 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Entreprises - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 111 tome 3 annexe 10 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 521) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 801) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1484, 1485) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 mars 2010) (p. 2108) : au nom de M. Roland du Luart.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2163, 2165) : son intervention. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2174) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (saisine du juge aux affaires familiales afin de statuer sur l'intérêt de l'enfant en cas de dissolution du PACS).

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2920, 2921) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2963, 2965) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2975) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3111, 3113) : le groupe UMP adoptera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3435) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3801) : son amendement n° 12 : apposition de la mention AOC sur l'étiquette des bouteilles de vin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 14** (*Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité*) (p. 4055, 4056) : ses amendements n° 10 et 11 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière*) (p. 4079) : son amendement n° 583 ; retiré. (p. 4083) : son amendement n° 584 ; retiré. - **Article 16 bis** (*titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt*) (p. 4098) : son amendement n° 79 ; retiré. (p. 4099) : son amendement n° 81 ; devenu sans objet. (p. 4100) : son amendement n° 83 ; devenu sans objet. (p. 4101) : défavorable à l'amendement n° 656 du Gouvernement. (p. 4102) : son amendement (80) ; retiré. (p. 4103) : son amendement n° 84 ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9126, 9129) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9145, 9149) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux), et n° 28 (interdiction du cumul des fonctions exécutives dans deux entreprises relevant l'une du secteur public et l'autre du secteur privé), ainsi que sur les amendements n° 18 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique). - **Article 1er** (*art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil d'administration*) (p. 9151, 9154) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 29, n° 30, et n° 31, n° 20 de M. François Zocchetto, et n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. Son amendement n° 44 ; adopté. - **Article 2** (*art. L. 225-68, L. 225-69, L. 225-69-1, L. 225-76, L. 225-78, L. 225-79 et L. 225-83 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes*

et des hommes au sein du conseil de surveillance d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil de surveillance) (p. 9156) : position de la commission sur les amendements n° 4 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. Son amendement n° 45 ; adopté. - **Article 2 bis B** (*art. L. 225-105-1 du code de commerce - Procédure de désignation en justice d'un mandataire chargé de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des projets de nomination visant à rendre régulière la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance*) (p. 9157) : position de la commission sur l'amendement n° 43 du Gouvernement. - **Article 3** (*Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils et règles applicables au cours de la période transitoire*) (p. 9159, 9161) : position de la commission sur les amendements n° 5 et 6 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, et n° 37 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° 46 ; adopté. - **Article 4** (*art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil*) (p. 9162, 9166) : position de la commission sur les amendements n° 39, 38 et 41 de Mme Nicole Bricq, n° 12 et 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, et n° 13 et 14 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9166) : position de la commission sur les amendements identiques n° 15 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 8 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (extension de l'obligation de représentation équilibrée aux conseils d'administration des mutuelles). - **Article 5 (Supprimé)** (*Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics industriels et commerciaux et des établissements publics administratifs de l'Etat*) (p. 9183) : position de la commission sur les amendements n° 16 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 42 de Mme Nicole Bricq et n° 2 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. - **Article 6** (*art. L. 225-35, L. 225-37-1, L. 225-68, L. 225-82-1, L. 225-100 et L. 226-9-1 du code de commerce - Délibération annuelle du conseil d'administration ou du conseil de surveillance sur la politique de la société en matière d'égalité professionnelle dans l'entreprise*) (p. 9184) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean Louis Masson. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9185) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (rapport gouvernemental triennal permettant d'évaluer la mise en conformité progressive des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises et établissements visés par le présent texte).

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9213, 9215) : son intervention.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9303, 9304) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 15 (priorité)** (*art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10442) : son amendement n° I-58 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 41** (*art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle*) (p. 10680, 10681) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers -

Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10902, 10904) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10941, 10942) : position de la commission sur l'amendement n° II-96 de la commission. - **Article 70 (art. 124 de la loi de finances pour 1991 [n° 90-1168 du 29 décembre 1990])** (p. 10946) : position de la commission sur l'amendement n° II-189 du Gouvernement.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11294, 11295) : son intervention.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11830) : son amendement n° II-326 : possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation ; adopté. (p. 11833) : son amendement n° II-392 : communication, à chaque commune, du montant, par redevable, de la CVAE et de la TASCOM ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11952, 11954) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Article 1er A (art. 1er de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Multipostulation des avocats inscrits aux barreaux de Bordeaux et de Libourne)** (p. 11984) : défavorable à l'amendement n° 1 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12010, 12011) : soutient

l'amendement n° 27 de M. Gérard César (possibilité pour les juristes des syndicats et associations professionnels d'assister des personnes pour la défense d'intérêts visés dans leurs statuts) ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12166, 12167) : son amendement n° 70 : utilisation de la langue anglaise comme langue d'usage par les personnels des exploitants aériens ; retiré. - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12177) : soutient l'amendement n° 11 de M. Gérard César (possibilité pour la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de sanctionner l'exécution de contrats non conformes aux accords interprofessionnels dans le domaine de l'agriculture et de la pêche) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 54 (Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant)** (p. 12281, 12282) : son amendement n° 25 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12634) : favorable à l'amendement n° 113 de M. Philippe Adnot (possibilité, pour les entreprises faisant appel à des sociétés de conseil en matière de crédit d'impôt recherche, de ne verser de rémunération qu'en cas de réussite de l'opération).

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12914, 12915) : son intervention.

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 145 (2010-2011)] (1er décembre 2010) - **Culture - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 424) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Rappel au règlement** (p. 430). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 435) : intervient sur l'amendement n° 112 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mode de scrutin proportionnel). (p. 437) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial). (p. 443, 444) : soutient l'amendement n° 583 de Mme Dominique Voynet (modification du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 671) : soutient l'amendement n° 585 de Mme Dominique Voynet ; devenu sans objet. (p. 681) : s'abstient sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb. Favorable à l'amendement n° 458 de M. François-Noël Buffet (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental établissant la liste des ressources financières, dont les communes décidant de se regrouper pourraient perdre le bénéfice). - **Article 4** (art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales - Transformation des conseils économiques et sociaux régionaux en conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) (p. 693) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 697, 698) : les sénateurs Verts voteront l'amendement n° 125 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit de vote des étrangers). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 717) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires** [n° 595 (2008-2009)] - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2086, 2087) : son intervention. - **Article unique** (*Interdiction du Bisphénol A dans les plastiques alimentaires*) (p. 2089, 2090) : ses amendements n° 3, 4, 5 et 6 ; devenus sans objet. (p. 2092) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2094) : les sénatrices et les sénateurs Verts voteront ce texte.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2488, 2493) : intervient sur les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2493, 2502) : soutient les amendements n° 257, 258 et 260 de Mme Dominique Voynet ; rejetés. Intervient sur les amendements n° 84 de M. Yvon Collin, n° 125 de M. Jean-Pierre Caffet, et n° 25 de Mme Éliane Assassi. (p. 2504, 2507) : soutient les amendements n° 261 et 262 de Mme Dominique Voynet ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2606, 2607) : intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2607) : soutient l'amendement n° 243 de Mme Dominique Voynet (transmission du schéma directeur de la région Ile-de-France au Conseil d'État) ; rejeté. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2613, 2614) : soutient l'amendement n° 246 de Mme Dominique Voynet ; rejeté. (p. 2616) : intervient sur l'amendement n° 246 précité. (p. 2619) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Éliane Assassi. (p. 2620) : intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Dominati. (p. 2622) : soutient l'amendement n° 250 de Mme Dominique Voynet ; rejeté. (p. 2624) : intervient sur l'amendement n° 129 de Mme Nicole Bricq. (p. 2624) : soutient l'amendement n° 247 de Mme Dominique Voynet ; rejeté. (p. 2625) : intervient sur l'amendement n° 247 précité. (p. 2631) : intervient sur l'amendement n° 300 de la commission. (p. 2635) : intervient sur les amendements n° 42 de Mme Éliane Assassi et n° 135 de Mme Nicole Bricq. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2640) : intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Éliane Assassi. (p. 2651) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - *Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Ile-de-France*) (p. 2669) : intervient sur l'amendement n° 298 du Gouvernement. (p. 2671) : intervient sur l'amendement n° 296 du Gouvernement. - **Article 9 ter** (art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts - *Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Ile-de-France*) (p. 2677) : intervient sur les amendements n° 55 de Mme Éliane Assassi et n° 143 de

Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 2684) : intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Éliane Assassi (accroissement du taux de versement transport dans les zones aéroportuaires). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau du Grand Paris par la SGP*) (p. 2689) : intervient sur l'amendement n° 232 de M. Denis Badré. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2701, 2702) : intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 19** (*Mise en œuvre des contrats de développement territorial*) (p. 2710) : soutient l'amendement n° 279 de Mme Dominique Voynet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2755, 2762) : intervient sur les amendements n° 229 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 284 de Mme Dominique Voynet ainsi que sur l'article. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2767, 2768) : soutient l'amendement n° 287 de Mme Dominique Voynet ; rejeté. - **Article 29 et annexe B** (*art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport*) (p. 2795) : intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2796, 2798) : soutient l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2802) : les sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4833, 4835) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5599, 5602) : soutient l'amendement n° 270 de Mme Dominique Voynet (pérennisation, à l'échelle infrarégionale, des conseils de développement associant les milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs des territoires) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5986) : soutient l'amendement n° 268 de Mme Dominique Voynet ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6510, 6519) : défavorable au sous-amendement n° 423 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (extension des peines planchers aux violences aggravées). Son rappel au règlement. Intervient sur le sous-amendement n° 421 de M. Jean-Jacques Hyst portant sur l'amendement n° 389 du Gouvernement (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions). - **Rappel au règlement** (p. 6514).

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article 34** (*art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Pérennisation du dispositif de passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente*) (p. 6624) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6643, 6644) : ne votera pas les amendements du Gouvernement n° 399 (placement sous bracelet électronique de terroristes étrangers assignés à résidence), et n° 400 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6646) : favorable à l'amendement n° 397 du Gouvernement (extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la possibilité donnée aux conjoints de policiers et militaires décédés de bénéficier d'un recrutement sans concours au sein de la fonction

publique). - **Seconde délibération - Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6656) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (autorisation d'utiliser des images prises par des caméras de vidéosurveillance à des fins de recherche technologique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6659) : les sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7441, 7442) : les sénatrices et sénateurs écologistes voteront contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7511, 7512) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7540) : son intervention. (p. 7577) : intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontès. (p. 7583) : intervient sur l'amendement n° 821 de M. Guy Fischer. (p. 7589, 7590) : les sénateurs Verts s'abstiendront sur ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7619, 7620) : son amendement n° 254 ; rejeté. (p. 7625) : intervient sur son amendement n° 254 précité. (p. 7652, 7653) : intervient sur l'amendement n° 835 de M. Guy Fischer. - **Article 6 (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7690) : son amendement n° 255 ; rejeté. (p. 7692, 7693) : intervient sur l'amendement n° 255 précité.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7809, 7810) : les sénatrices et les sénateurs Verts voteront contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7884, 7885) : son amendement n° 252 ; rejeté. (p. 7900) : les Verts et les écologistes du Sénat voteront contre cet article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (*Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes*) (p. 7919) : parole sur l'article. - **Article 3** (*art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7938, 7939) : parole sur l'article. - **Article 3 octies (Nouveau)** (*Rapport sur les polypensionnés*) (p. 7965) : parole sur l'article. (p. 7967) : intervient sur l'amendement n° 879 de M. Guy Fischer. S'abstiendra sur cet article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (*art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8009, 8010) : votera l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer. (p. 8021, 8022) : réponse au ministre du travail. (p. 8032) : les sénatrices et les sénateurs écologistes voteront contre cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 20** (*art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers*) (p. 8166) : votera l'amendement n° 817 de M. Guy Fischer. - **Article 24** (*art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique*) (p. 8200) : défavorable au sous-amendement n° 1229 de M. Marc Laménie portant sur

l'amendement n° 1221 de la commission. - **Article 24 quinquies** (art. L. 4, L. 5, L. 12 et L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Durée de services effectifs pour bénéficier d'une pension de la fonction publique*) (p. 8207) : favorable à l'amendement n° 942 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8245) : parole sur l'article. (p. 8259) : intervient sur les amendements identiques n° 358 de M. Yvon Collin et n° 981 de Mme Annie David. (p. 8276) : votera contre l'amendement n° 604 de M. Philippe Dominati. (p. 8281, 8282) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 nonies** (art. L. 4622-110 nouveau du code du travail - *Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8363, 8365) : son amendement n° 265 ; rejeté. - **Article 28** (p. 8448) : son amendement n° 267 ; rejeté. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles*) (p. 8452) : défavorable à cet article. - **Article 29** (art. L. 815-13 du code de la sécurité sociale - *Exclusion du capital d'exploitation et des bâtiments qui en sont indissociables de l'assiette du recouvrement sur les successions du minimum vieillesse*) (p. 8454) : parole sur l'article. - **Article 29 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension*) (p. 8460) : défavorable à cet article. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8463) : parole sur l'article. (p. 8468) : réaction aux propos de M. Gérard Longuet.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 bis C (Nouveau)** (*Définition de l'épargne retraite*) (p. 8564, 8565) : son amendement n° 278 ; rejeté. (p. 8569, 8570) : votera contre l'article 32 bis C de ce projet de loi. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - *Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées*) (p. 9570, 9571) : son amendement n° 279 ; rejeté. (p. 8575, 8576) : intervient sur l'amendement n° 646 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - *Alimentation des Perco par la participation*) (p. 8581, 8583) : son amendement n° 280 ; rejeté. - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - *Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite*) (p. 8588) : soutient l'amendement n° 281 de M. Jean Desessard ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - *Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle*) (p. 8637) : intervient sur l'amendement n° 185 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8668, 8669) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8740, 8741) : son amendement n° 257 : limitation du montant des pensions versées par les régimes de retraite à prestations définies à 40 fois le montant du minimum vieillesse ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8801) : son amendement n° 261 : rapport au Parlement sur la situation des régimes spécifiques de retraite des membres du Gouvernement et des parlementaires ; rejeté par

vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8816, 8817) : son amendement n° 271 : rapport au Parlement sur les modalités d'extension de la pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8821, 8822) : ses amendements n° 268 : rémunération à 50 % du SMIC pour les stagiaires en entreprise ; et n° 258 : rémunération à 50 % du SMIC pour les apprentis ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8826, 8827) : son amendement n° 274 : rapport au Parlement sur les droits à pension des salariés à temps partiel ; rejeté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 31 bis (précédemment réservé)** (p. 8835) : son amendement n° 275 : rapport au Parlement sur l'impact différencié du projet de réforme des retraites sur les femmes et sur les hommes ; rejeté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 32 bis B (précédemment réservé)** (p. 8841) : son amendement n° 277 : suppression des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 octies (précédemment réservés)** (p. 8845) : son amendement n° 283 : majoration de la pénalité en cas de carence de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8849, 8850) : les sénatrices et les sénateurs Verts voteront contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8876, 8877) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8947) : les sénatrices et sénateurs écologistes voteront contre ce texte.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 5** (art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens*) (p. 8949) : son amendement n° 70 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8985) : les sénatrices et sénateurs Verts s'abstiendront sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9016, 9017) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9674, 9675) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 10** (art. 39, 54 bis, 93, 170 bis, 199 undecies B, 1010, 1010 bis, 1011 bis, 1011 ter du code général des impôts - *Adaptation de la taxe sur les véhicules de sociétés*) (p. 10382) : soutient l'amendement n° I-149 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10392, 10393) : soutient l'amendement n° I-150 de Mme Alima Boumediene-Thiery (taux de TVA applicable dans la restauration) ; rejeté. - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - *Création d'une taxe de risque systémique sur les banques*) (p. 10452) : parole sur l'article. (p. 10457, 10458) : intervient sur l'amendement n° I-337 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10458, 10462) : soutient les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° I-159 (pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marchés) ; et n° I-144 (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10467, 10468) : votera l'amendement n° I-292 de M. Jean-Jacques

Jégou (taux de TVA applicable dans le secteur de la restauration). (p. 10473) : soutient les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° I-146 (modification du système de bonus-malus automobile) ; n° I-147 (affectation du produit de la taxe sur les véhicules polluants au financement des infrastructures de transport de France) ; et n° I-148 (indemnisation des frais kilométriques pour les trajets domicile-travail réalisés à vélo) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10483, 10484) : soutient l'amendement n° I-151 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe sur les transactions financières) ; rejeté.

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) - **Article 74** (art. L. 211-8, L. 311-9, L. 311-13 et L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 960 et 961 du code général des impôts - Rééquilibrage des recettes de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii) (p. 11017) : son amendement n° II-35 ; rejeté. (p. 11022) : soutient l'amendement n° II-36 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté.

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11065, 11066) : son intervention.

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11559, 11560) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre les crédits de cette mission. - **Article 86 bis (Nouveau)** (art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - Panier de soins des bénéficiaires de l'AME) (p. 11578) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront les amendements identiques n° II-156 de M. François Autain, n° II-213 de M. René Teulade, n° II-278 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-287 de M. Yvon Collin. - **Article 86 ter (Nouveau)** (art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Contrôle systématique de la condition de résidence) (p. 11581, 11582) : soutient l'amendement n° II-38 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté. - **Article 86 quater (Nouveau)** (art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME) (p. 11583, 11584) : soutient l'amendement n° II-39 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1

et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit) (p. 11585, 11586) : soutient l'amendement n° II-40 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86 septies** (p. 11592) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-284 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits cosmétiques) .

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne) (p. 11597) : votera les amendements n° II-346 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-353 de Mme Anne-Marie Payet et n° II-354 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 97** (p. 11605) : les sénatrices et les sénateurs Verts voteront l'amendement n° II-370 de Mme Annie David (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires).

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L 452-1, L 452-1-2, et L 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11639) : les sénateurs et sénatrices Verts voteront contre l'amendement n° II-27 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11643) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs). (p. 11645) : intervient sur l'amendement n° II-171 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière bénéficiant à certains logements sociaux).

DESMARESCAUX (Sylvie)
sénateur (Nord)
NI

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 19 février 2010.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 190 (2009-2010)] tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 396 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 414 (2009-2010)] relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 453 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Fonction publique.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale du vol de systèmes de sécurité et de soins [n° 481 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - secteur médico-social [n° 88 tome 3 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1218) : son intervention.

- **Proposition de loi** tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)] - (29 avril 2010) - coauteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2992, 2994) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 3303, 3307) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. Nicolas About (rapport gouvernemental sur la pratique des gratifications accordées aux étudiants et élèves effectuant un stage au sein des services des collectivités territoriales), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 14 (abrogation de l'article L.4381-1 du code de la santé publique) et n° 15 (financement des gratifications versées aux étudiants effectuant des stages dans le secteur médico-social). - **Article unique** (art. L. 451-1-1 du code de l'action sociale et des familles - *Non-gratification des stages effectués par les étudiants et élèves travailleurs sociaux*) (p. 3007, 3012) : position de la commission sur les amendements n° 17 et 18 de M. Alain Gournac, n° 12 de M. Nicolas About, et n° 1, 2, 3 et 9 de Mme Isabelle Pasquet. (p. 3009) : son amendement n° 19 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3013, 3017) : position de la commission sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 4 (déduction de la durée du stage de la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise), n° 5

(assujettissement aux cotisations sociales de la gratification versée au stagiaire), n° 6 (codification des dispositions concernant les stagiaires dans le code du travail), n° 7 (encadrement des conditions d'accueil des stagiaires dans l'entreprise), et n° 8 (rapport gouvernemental sur l'impact des stages sur le marché du travail).

- **Projet de loi** relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4191, 4192) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4206) : intervient sur la motion n° 54 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A*) (p. 4285, 4299) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Claude Domeizel, n° 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 et 101 de M. Guy Fischer, n° 47 de M. Jacky Le Menn, n° 46 et 48 de M. Jacques Mahéas et n° 12 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 4300, 4303) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 100 (liberté d'adhésion des infirmiers salariés à leur ordre professionnel), n° 102 (rapport gouvernemental évaluant la durée moyenne d'exercice des infirmiers au sein des établissements publics de santé), n° 103 (rapport gouvernemental évaluant le coût financier d'une mesure de revalorisation de la rémunération des personnels infirmiers et paramédicaux des établissements publics de santé travaillant en horaire de nuit) et n° 104 (prise en compte des périodes de stage dans le calcul des durées d'assurance exigées pour ouvrir droit à retraite).

- **Proposition de loi** tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)] - (25 octobre 2010) - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8973) : son amendement n° 71 ; adopté. (p. 8975) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8986) : votera ce texte.

- **Projet de loi** de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - (8 novembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Discussion générale** (p. 9557, 9559) : son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - *Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes*) (p. 9815) : son amendement n° 381 : exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles ; adopté.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p. 9878, 9881) : soutient les amendements de M. Dominique Leclerc n° 200 (composition de la commission de contrôle) ; et n° 202 (dérogation au pouvoir de sanction du directeur de l'Agence régionale de santé) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Article 36 sexies (Nouveau)** (art. L. 138-9 du code de la sécurité sociale - *Substitution des « quasi-génériques »*) (p. 9938) : intervient sur l'amendement n° 70 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10020, 10021) : position de la commission sur les amendements identiques n° 173 de M. Yves Daudigny et n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales). (p. 10026, 10038) : position de la commission sur les amendements identiques n° 160 de M. Yves Daudigny et n° 401 de M. Nicolas About (mutualisation des

moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux), et n° 403 de M. Nicolas About, n° 167 de M. Yves Daudigny et n° 274 de Mme Isabelle Pasquet (création d'une enveloppe de dotations affectée au financement des missions d'intérêt général du secteur médico-social), ainsi que sur les amendements de M. Alain Milon n° 500 (mesures des évolutions de charges des établissements sociaux et médico-sociaux publics et privés) et n° 525 (accords d'intéressement dans les établissements privés non lucratifs), de M. Yves Daudigny n° 165 (financement de la médicalisation des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes), n° 166 (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes), n° 169 (modification des règles relatives aux conventions collectives des établissements sociaux et médico-sociaux), n° 171 (possibilité pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux de déroger à l'obligation de dépôt de leur trésorerie auprès de l'État), n° 173 (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales) et n° 174 , n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales) et n° 273 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes). - **Article 43 bis (Nouveau)** (art. L. 14-10-5 et L. 113-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1431-2 et L. 1432-6 du code de la santé publique - Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer) (p. 10040) : son amendement n° 575 ; adopté. (p. 10041, 10042) : position de la commission sur l'amendement n° 175 de M. Yves Daudigny. - **Article 43 ter (Nouveau)** (art. L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles - Rapport au Parlement préalable à la correction en fin d'année de l'objectif global de dépenses) (p. 10043, 10045) : position de la commission sur les amendements n° 501 et 502 de M. Alain Milon, n° 346 de M. Jacky Le Menn, n° 392 et 411 de M. Nicolas About et n° 299 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 10046) : position de la commission sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 269 (rapport gouvernemental examinant les conditions d'un juste partage du financement par l'Etat et les départements du financement de la médicalisation continue des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et n° 272 (prise en charge par l'assurance maladie des intérêts d'emprunts contractés par les foyers d'accueil médicalisés dans le cadre de leur investissement), - **Article 43 quater (Nouveau)** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, art. 64 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre

2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Prolongation de l'expérimentation de la réintégration des médicaments dans le forfait soins) (p. 10047, 10049) : position de la commission sur les amendements n° 414 de M. François Autain et n° 409 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire) (10078, 10082) : ses amendements n° 83 ; retiré ; et n° 603 ; adopté. - **Article 43 septies** (Rapport au Parlement sur les écarts de charges entre les différentes catégories d'établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 10082) : position de la commission sur l'amendement n° 179 de M. Yves Daudigny. - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10081, 10085) : son amendement n° 84 : précision ; retiré. Position de la commission sur les amendements d'Alain Milon n° 517 (encadrement réglementaire des contrats types pour des médecins libéraux exerçant en EHPAD) et n° 523 (précision) ainsi que sur les amendements n° 170 de M. Yves Daudigny (possibilité pour les personnes hébergées en EHPAD de consulter un médecin libéral) et n° 298 de Mme Marie-Thérèse Hermange (précision). - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la rétroactivité des aides au logement) (p. 10119) : défavorable aux amendements n° 124 de Mme Claire-Lise Campion, n° 262 de Mme Isabelle Pasquet, n° 473 de M. Yvon Collin, et n° 544 de M. Alain Milon. - **Article 57** (art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale art. 80 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement d'une fraction du minimum contributif versé par le régime général, la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et le régime social des indépendants) (p. 10138, 10139) : position de la commission sur l'amendement n° 277 de M. Guy Fischer. Son amendement n° 577 ; adopté. - **Article 57 bis (Nouveau)** (art. L. 173-2 du code de la sécurité sociale - Minimum contributif du régime des cultes) (p. 10140) : son amendement n° 606 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 10140) : position de la commission sur l'amendement n° 369 de Mme Muguette Dini (obligation d'information des assurés sur leur possibilité d'effectuer des versements complémentaires de cotisations pour valider quatre trimestres de retraite par an).

DETCHEVERRY (Denis)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
UMP, puis RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5200, 5201) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 5700) : soutient l'amendement n° 501 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 5701, 5702) : soutient les amendements n° 502 et 504 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe*) (p. 5721) : soutient l'amendement n° 505 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 5728) : soutient l'amendement n° 506 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Article 20 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une communauté urbaine par fusion d'EPCI*) (p. 5767, 5768) : soutient l'amendement n° 510 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 20 bis (Suppression maintenue par la commission)** (*Continuité du service public en cas de substitution d'un EPCI sans fiscalité propre à un EPCI à fiscalité propre*) (p. 5768) : soutient l'amendement n° 511 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 122-4-1 du code de l'urbanisme - *Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5769) : soutient l'amendement n° 512 de M. Raymond Vall ; retiré. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 5777) : soutient l'amendement n° 513 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5785, 5786) : soutient l'amendement n° 514 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 5787) : soutient l'amendement n° 516 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 5789) : soutient l'amendement n° 515 de M. Yvon Collin ; adopté.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 7236) : soutient l'amendement n° 22 de M. Yvon Collin (transparence de l'information fournie aux investisseurs) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 7239) : soutient l'amendement n° 23 de M. Yvon Collin (impossibilité, pour un membre de l'AMF, de délibérer dans une affaire en cas de lien direct ou indirect avec une des parties intéressées) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 544-1, L. 544-3, L. 544-4, L. 544-5 [nouveau], L. 544-6

[nouveau] et L. 321-2 du code monétaire et financier) (p. 7255) : soutient l'amendement n° 42 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 7257, 7259) : soutient les amendements de M. Yvon collin n° 24, 25 et 27 ; retirés ; et n° 26 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7261) : soutient l'amendement n° 28 de M. Yvon Collin (obligation pour les agences de notation de respecter des règles d'indépendance et de prévention des conflits d'intérêts) ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7717, 7718) : soutient les amendements n° 246 et 248 de M. Gilbert Barbier ; devenus sans objet.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 18** (art. L. 863-1 du code de la sécurité sociale - *Relèvement du plafond annuel de ressources pris en compte pour l'accès à l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé*) (p. 9820, 9821) : son amendement n° 458 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10292) : soutient l'amendement n° I-363 de M. Yvon Collin (modification du régime fiscal des emplois à domicile) ; rejeté. - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 92 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - *Prorogation d'un an du régime transitoire accompagnant l'extinction de la demi-part accordée aux contribuables vivant seuls et ayant eu à leur charge un ou plusieurs enfants*) (p. 10302) : soutient l'amendement n° I-437 de M. Yvon Collin ; rejeté.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11207, 11208) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11493) : sa question.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 56** (art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, article 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - *Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé*) (p. 11663, 11664) : son amendement n° II-424 ; retiré.

DÉTRAI GNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE) jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes le 8 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à tenir compte de l'érosion monétaire pour le calcul des plus-values immobilières [n° 266 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Un nouvel atout pour les collectivités territoriales : la mutualisation des moyens [n° 495 (2009-2010)] (25 mai 2010) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 714 (2009-2010)] relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire [n° 728 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Justice et accès au droit [n° 116 tome 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Groupe de travail sur l'évolution de la législation applicable aux campagnes électorales [n° 186 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (28 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 638) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse. - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 657, 659) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, son sous-amendement n° 693 ; retiré. Sur l'amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson, son sous-amendement n° 694 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains) (p. 832) : sur l'amendement n° 391 de M. Gérard Collomb, soutient le sous-amendement n° 465 de Mme Jacqueline Gourault ; adopté. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 858, 868) : soutient l'amendement n° 655 de M. Nicolas About ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 399 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 947) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale** [n° 258 (2009-2010)] - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1485, 1486) : le groupe de l'Union centriste votera majoritairement ce texte sous réserve que l'équilibre trouvé en commission ne soit pas remis en cause au cours du débat.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1568, 1569) : la grande majorité du groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1980, 1981) : son intervention. - **Article 3** (art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - Renforcement du correspondant « informatique et libertés ») (p. 2003) : intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement. - **Article 9 bis** (art. 44 de la loi « informatique et libertés » - Contrôles inopinés de la CNIL) (p. 2026) : son amendement n° 12 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2030) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2893, 2894) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2982) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Article 25** (*Propositions de réformes*) (p. 4388) : soutient l'amendement n° 73 de M. Nicolas About ; adopté. - **Article 26** (*Compétences en matière juridictionnelle*) (p. 4389) : soutient l'amendement n° 74 de M. Nicolas About ; adopté. - **Article 26 bis (Nouveau)** (*Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 4389) : soutient l'amendement n° 75 de M. Nicolas About ; adopté. - **Article 26 ter (Nouveau)** (*Actions de communication et d'information du Défenseur des droits*) (p. 4390) : soutient l'amendement n° 76 de M. Nicolas About ; adopté.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) - rapporteur de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation (p. 4877, 4878) : son intervention. (p. 4898) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5161, 5162) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5487) : intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5546) : intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5961) : soutient l'amendement n° 554 de M. Nicolas About (impossibilité, pour un conseiller territorial, d'être à la fois membre de la commission permanente du conseil général et de celle du conseil régional) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6024) : intervient sur le sous-amendement n° 582 de M. Francis Grignon portant sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 3** (art. L. 163-4-3 nouveau du code monétaire et financier, art. L. 521-10, L. 615-14, L. 623-

32, L. 716-9, L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle - Aggravation des sanctions pour certains délits de contrefaçon) (p. 6374, 6376) : son amendement n° 3 ; retiré. - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques) (p. 6384) : son amendement n° 4 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 A** (*Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »*) (p. 6434) : intervient sur les amendements n° 135 de Mme Eliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6456, 6457) : votera l'amendement n° 91 de M. Jacky Le Menn (création d'un Fonds interministériel spécifique au développement de la vidéosurveillance et modification du mode de financement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 7021) : ne votera pas cet article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7523, 7524) : soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 552 ; adopté le 7 octobre 2010 ; et n° 551 ; retiré le 7 octobre 2010 ; et de M. Nicolas About n° 598 ; adopté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises) (p. 8335) : soutient l'amendement n° 591 de M. Nicolas About ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire [n° 729 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8884, 8886) : son intervention. - **Article 1er** (art. 76 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Relèvement de la limite d'âge applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire) (p. 8893) : position de la commission sur les amendements n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 4 de M. Jacques Mézard. - **Article 2** (*Application progressive du relèvement de la limite d'âge*) (p. 8893) : position de la commission sur les amendements n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 5 de M. Jacques Mézard. - **Article 3** (art. premier de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 - Conditions de maintien en activité des magistrats ayant dépassé la limite d'âge) (p. 8894) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9064, 9065) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9211, 9212) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9660, 9661) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 10979, 10980) :

son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10993) : son amendement n° II-87 ; retiré.

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11411) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 57 nonies** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Suppression de l'éligibilité à l'éco-prêt à taux zéro des travaux prévus dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques*) (p. 11690) : son amendement n° II-428 ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11977, 11978) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions**

réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)] - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 décembre 2010) (p. 11978) : au nom de M. Jean-Jacques Jégou.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12910, 12911) : son intervention. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure d'indemnisation des avoués*) (p. 12923, 12928) : ses amendements n° 49 ; rejeté ; n° 52, 53 et 54 ; retirés. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire*) (p. 12937, 12938) : son amendement n° 51 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12952) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

DEVEDJIAN (Patrick)
*ministre chargé de la mise en œuvre du
plan de relance
(jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 266, 272) : réponse aux orateurs.

DIDIER (Évelyne)
*sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
CRC-SPG*

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire du Commission nationale de concertation sur les risques miniers.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 511, 512) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 852) : parole sur l'article. (p. 863) : soutient l'amendement n° 210 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Rappel au règlement** - (12 mai 2010) (p. 3345).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 4** (art. L. 441-2 du code de commerce - *Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3730, 3731) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 268 ; rejeté ; et n° 267 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3814, 3818) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Gérard Le Cam.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5263, 5265) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5496) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 287 de M. Pierre-Yves Collombat (définition des missions des collectivités territoriales et coordination de leurs actions), ainsi que contre les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 288 (définition des compétences de la région), n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs) et n° 291 (création des pôles métropolitains).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5515) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Pierre Sueur (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5557) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5992) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6014) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Eric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6951, 6952) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 145 tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6968) : soutient l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Danglot (définition des missions du service public dans le domaine de l'énergie) ;

rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6993, 6994) : soutient l'amendement n° 159 de M. Jean-Claude Danglot ; adopté. (p. 6996) : soutient l'amendement n° 160 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement) (p. 7047, 7048) : favorable à l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement) (p. 7057, 7065) : soutient les amendements n° 170 et 176 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 7100, 7112) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 188 et 190 ; rejetés ; et n° 191 ; retiré. (p. 7105) : favorable à l'amendement n° 81 de M. Roland Courteau. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7116, 7121) : soutient les amendements n° 202 et 198 de M. Jean-Claude Danglot ; retirés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (Objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 7520) : soutient l'amendement n° 1170 de M. Guy Fischer ; rejeté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) (p. 7584) : soutient l'amendement n° 822 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7920, 7921) : soutient l'amendement n° 828 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7938) : parole sur l'article. (p. 7949) : ne s'opposera pas à l'amendement n° 87 de Mme Christiane Demontès. - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7970) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8823) : soutient l'amendement n° 939 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités de revalorisation de la retraite des personnes ayant connu une période d'apprentissage) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8831) : soutient l'amendement n° 956 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'alignement de la pension vieillesse pour inaptitude sur la pension d'invalidité) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8839) : soutient l'amendement n° 971 de Mme Annie David (suppression des exonérations de cotisations sociales sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation) ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8853, 8854) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8877, 8878) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9328, 9330) : son intervention.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10203, 10204) : son intervention. - **Articles**

additionnels après l'article 2 (p. 10208, 10211) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements du Gouvernement n° 2 (transposition par voie d'ordonnance des directives européennes relatives aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre) et n° 8 (transposition par voie d'ordonnance de directives relatives au marché intérieur de l'énergie), ainsi que sur le sous-amendement n° 26 de la commission portant sur l'amendement n° 8 précité. Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges). - **Article 3** (art. 2-1, 3, 4, 6-1, 6-2, 8-1 et 23-1 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts - Mise en conformité des conditions d'exercice de la profession de géomètre-expert avec la « directive services ») (p. 10213) : son amendement n° 13 ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une auto-école) (p. 10214) : son amendement n° 11 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 10219) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 1 de M. Francis Grignon (adaptation du droit national aux dispositions du « paquet routier » européen). - **Article 9 (Nouveau)** (Transposition de la directive 2009/33 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 « promotion de véhicules de transport routier plus économes en énergie et moins émetteurs de CO2 et de polluants ») (p. 10220) : parole sur l'article. - **Article 10 (Nouveau)** (art. L. 421-4, L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8 et L. 426-1 du code de l'aviation civile - Adaptation à la « directive services » du 12 décembre 2006 des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 10221, 10222) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Article 11 (Nouveau)** (art. L. 213-3 du code de l'aviation civile - Lutte contre les incendies d'aéronefs et prévention du péril animalier sur les aérodromes civils) (p. 10224) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10227, 10230) : le groupe CRC-SPG est favorable à l'amendement n° 5 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance du troisième paquet législatif communautaire sur la sécurité maritime) et votera contre l'amendement n° 9 de M. Dominique Braye (possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols de 20 % pour des constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable). Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Daniel Raoul (extension à trois ans du délai de mise en conformité des SCOT et des PLU avec la loi dite "Grenelle II").

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10917, 10918) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10926, 10927) : sa question et sa réplique. - **Article 70** (art. 124 de la loi de finances pour 1991 [n° 90-1168 du 29 décembre 1990]) (p. 10946) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° II-189 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 71** (p. 10948) : son amendement n° II-42 : réaffectation du produit de la TVA assise sur la TGAP déchets à l'ADEME ; retiré.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11536, 11538) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11557, 11558) : le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. - **Article 86 ter (Nouveau)** (art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Contrôle systématique de la condition de résidence) (p. 11582) : soutient l'amendement n° II-157 de

M. François Autain ; rejeté. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit) (p. 11586) : soutient l'amendement n° II-159 de M. François Autain ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86 septies** (p. 11592) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-284 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits cosmétiques).

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 93** (art. 141 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Suppression de l'exonération de cotisations sociales applicable aux contrats initiative-emploi, CIE) (p. 11599) : soutient l'amendement n° II-367 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 97** (art. L. 5212-5, L. 5212-9, L. 5213-4, L. 5213-11 et L. 5214-1-1 [nouveau] du code du travail - Transfert de compétences à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, AGEFIPH) (p. 11603, 11604) : soutient l'amendement n° II-369 de Mme Annie David ; rejeté.

DINI (Muguette)
sénatrice (Rhône)
UC

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 16 décembre 2010.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 118 (2009-2010)] renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 562 (2009-2010)] (16 juin 2010) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux cotisations sociales versées par les auto-entrepreneurs [n° 608 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 6, 7) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 41, 42) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels** [n° 186 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 197, 198) : remerciements.

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre** [n° 166 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 204) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie** [n° 173 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - présidente de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Gilbert Barbier, rapporteur - **Article 1er** (art. L. 822-1 à L. 822-6 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'une allocation

journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie (p. 211, 213) : position de la commission sur les amendements n° 8 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 12, 13, 14 et 16 du Gouvernement ainsi que sur le sous-amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Godefroy s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 214) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 10 et 11 de M. Jean-Pierre Godefroy (mise en place d'une politique de soutien et d'accompagnement des aidants de personnes en fin de vie). - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 161-9-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Couverture sociale des accompagnants) (p. 215) : position de la commission sur l'amendement n° 17 du Gouvernement. - **Article 2** (art. L. 3142-16 du code du travail, art. 34 de la loi n° 84-16 du 1er janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et art. L. 4138-6 du code de la défense - Elargissement du bénéfice du congé aux frères et sœurs et définition de l'état de santé de la personne accompagnée) (p. 216) : son amendement n° 18 ; adopté.

- Présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 217) : votera ce texte.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (9 février 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 1154, 1155).

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1168, 1169) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 7 (Gage)** (p. 1225) : ne votera pas cet article.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2261, 2262) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - présidente de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2888) : la commission des affaires sociales saisie pour avis est favorable à cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3313, 3314) : son intervention.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 4751, 4752) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - présidente de la commission des affaires sociales, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 5038, 5040) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre Ier et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5114) : son amendement n° 41 ; retiré. Votera l'amendement n° 14 de M. Roland Courteau. - **Article 2 bis**

(art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime) (p. 5129) : votera l'amendement n° 66 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 5237) : intervient sur les amendements n° 28 de M. Roland Courteau et n° 55 de Mme Odette Terrade. - **Article 17** (art. 222-14-3 et 222-33-2-1 [nouveaux] - Création d'un délit de violences psychologiques) (p. 5239) : son amendement n° 40 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5247) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5947, 5948) : son amendement n° 562 : mise en place d'un bulletin de vote paritaire pour l'élection des conseillers territoriaux ; rejeté. (p. 5958) : intervient sur l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6016) : ne votera pas l'amendement n° 263 de M. Eric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 6130, 6131) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Organisation de la discussion** (p. 7454) : demande la réserve sur l'examen de tous les amendements portant articles additionnels jusqu'après l'article 33.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7552). - **Demande de priorité** (p. 7564) : demande l'examen par priorité des articles 5 et 6 du projet de loi ; priorité ordonnée.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7688).

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7753, 7754) : répond à M. Jean-Pierre Bel sur la question de l'avis exprimé en commission sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 7916).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (13 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7924) : défavorable aux amendements n° 826, 827, 828, 925 et 926 de M. Guy Fischer. - **Article 1er ter (Nouveau)** (Renovation des mécanismes de compensation) (p. 7928) : réponse à M. Claude Domeizel.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8024) : réponse à Mme Marie-France Beaufilet. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension

pour les catégories actives) (p. 8066, 8067) : intervient en faveur du bon déroulement des débats.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8095) : intervention en faveur du bon déroulement des débats.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8353). - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - *Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité*) (p. 8387) : suspension de séance.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8611) : intervient sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. (p. 8615) : son intervention. - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8633) : position de la commission sur l'amendement n° 1152 de Mme Annie David. - **Demande de priorité** (p. 8639). - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8673) : réponse aux orateurs.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 8857).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (22 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8881, 8882) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8986) : remerciements.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9060) : remerciements.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9149) : s'abstiendra sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux).

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 9513).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9735) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9823) : intervient sur l'amendement n° 182 de M. Bernard Cazeau (consultation des organismes complémentaires avant toute décision relative au Fonds CMU). - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie - Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9872) : position de la commission sur les amendements n° A-3, A-4, A-5 et A-6 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 63 (Nouveau) (priorité)** (art. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - *Obligation de déclaration de revenus pour les auto-entrepreneurs*) (p. 9884, 9885) : soutient les amendements de M. Jean Arthuis n° 413 ; retiré ; et n° 440 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9964) : ne votera pas les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Demande de priorité** (p. 9982). - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10021) : intervient sur les amendements identiques n° 173 de M. Yves Daudigny et n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales). (p. 10021) : soutient l'amendement n° 401 de M. Nicolas About (mutualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux) ; retiré. (p. 10031, 10032) : soutient l'amendement n° 403 de M. Nicolas About (création d'une enveloppe de dotations affectée au financement des missions d'intérêt général du secteur médico-social) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 10140) : son amendement n° 369 : obligation d'information des assurés sur leur possibilité d'effectuer des versements complémentaires de cotisations pour valider quatre trimestres de retraite par an ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10145) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales (p. 10250, 10251) : son intervention.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11236) : intervient sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - présidente de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12862) : remerciements.

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis vice-président du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 427 (2009-2010)] relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 494 (2009-2010)] (25 mai 2010) - **Collectivités territoriales - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Outre-mer [n° 111 tome 3 annexe 18 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Transferts de personnels de l'État vers les collectivités territoriales : un pari réussi, des perspectives financières tendues [n° 117 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 293, 295) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 545, 546) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2255) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) - au nom de la commission des finances (p. 2277, 2278) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4543, 4546) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission des dispositions du chapitre Ier du titre Ier et de l'article 18** (p. 4573) : s'en remet à l'avis de la commission de l'économie sur la motion n° 10 de Mme Bariza Khiari tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4586) : intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Bariza Khiari.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4652, 4658) : avis de la commission des finances sur les amendements n° 63 de M. Bernard Saugey, n° 146 et 153 de M. Philippe Dominati, n° 31 et 32 de Mme Bariza Khiari, n° 114 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur l'amendement n° 141 de M. Alain Fouché et sur le sous-amendement n° 165 de M. Philippe Dominati s'y rapportant. - **Article 7 quater A (Texte non modifié par la commission)** (Opérations de fusion entre établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4664) : avis de la commission des finances sur l'amendement n° 185 du Gouvernement. - **Article 10 bis** (art. 1601 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4672) : position de la commission des finances sur les amendements n° 7 et 82 de M. Michel Houel, n° 39 de Mme Bariza Khiari et n° 183 du Gouvernement.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4855, 4856) : son intervention.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4897) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5922) : défavorable aux amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 555 de M. Nicolas About et n° 568 de M. Philippe Adnot.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10260, 10261) : son intervention.

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10621) : favorable à l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé). - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ») (p. 10650) : votera l'amendement n° I-180 de M. Gérard Miquel.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11202, 11203) : son intervention. - **Article 48 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11230, 11233) : position de la commission sur les amendements n° II-249 et II-251 de M. Jacques Gillot. (p. 11232) : son amendement n° II-10 ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11238,

11239) : intervient sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Article 77** (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française) (p. 11241) : position de la commission sur les amendements n° II-265, II-266 et II-270 de M. Richard Tuheiva. (p. 11242) : son amendement n° II-8 ; adopté. (p. 11243) : son amendement n° II-229 ; adopté. (p. 11244, 11245) : intervient sur les amendements n° II-267 et II-268 de M. Richard Tuheiva. (p. 11246) : son amendement n° II-9 ; adopté. - **Article 77 bis (Nouveau)** (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer) (p. 11251, 11252) : position de la commission sur les amendements n° II-259 de M. Claude Lise, n° II-207 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° II-378 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 11254) : position de la commission sur les amendements identiques n° II-208 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-255 de M. Serge Larcher (possibilité de recourir à la défiscalisation tout en bénéficiant des subventions ou des prêts en matière de logement social), ainsi que sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-209 (possibilité de dissocier l'assiette de la défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu de l'assiette de la défiscalisation de l'impôt sur les sociétés en ce qui concerne le développement du logement social outre-mer) et n° II-210 (limitation des contraintes administratives susceptibles de ralentir la gestion des dossiers relatifs à la défiscalisation pour le logement social outre-mer). - **Article 77 quater (Nouveau)** (Apurement des dettes sociales des entreprises hôtelières en outre-mer) (p. 11256) : position de la commission sur l'amendement n° II-256 de M. Serge Larcher. - **Articles additionnels après l'article 77 quinquies** (p. 11258) : son amendement n° II-230 : report de la date de mise en œuvre de la taxe additionnelle sur les carburants en Guyane ; adopté.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11787) : intervient sur l'amendement n° II-565 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 59 (précédemment réservés)** (p. 11825) : intervient sur l'amendement n° II-594 du Gouvernement (fixation du montant de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises due par La Poste). - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11852) : intervient sur le sous-amendement n° II-433 de M. Jean Arthuis portant sur l'amendement n° II-315 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - *Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE*) (p. 11862, 11863) : intervient sur les amendements n° II-316 de la commission, n° II-450 de Mme Nicole Bricq, n° II-533 de M. Albéric de Montgolfier et n° II-414 de M. Philippe Adnot.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 14** (*Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité*) (p. 12674, 12678) : intervient sur les amendements n° 42 de M. Pierre Jarlier, n° 150 de M. Gérard Miquel et n° 10 de la commission.

DOMEIZEL (Claude)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1) v le 17 février 2010 ; puis vice-président du 24 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées le 25 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Finlande : le bon élève des systèmes éducatifs occidentaux peut-il être un modèle ? [n° 399 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : De l'éducation au jeu vidéo, pourquoi le Canada est-il parmi les premiers de la classe ? [n° 183 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 525, 526) : parole sur l'article. (p. 545) : favorable aux amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 826) : sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département), son sous-amendement n° 717 ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) (p. 3058, 3060) : soutient les amendements n° 7 et 8 de M. David Assouline ; rejetés. Votera contre l'article 1er. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3062) : soutient l'amendement n° 11 de M. David Assouline (affichage des listes électorales au moins 20 jours avant la date du scrutin) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4200, 4201) : son intervention. - **Article 1er** (art. 8 et 8 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Extension du champ de la négociation et validité des accords*) (p. 4212) : soutient l'amendement n° 24 de M. Jacques Mahéas ; rejeté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat*) (p. 4218) : soutient l'amendement n° 28 de M. Jacques Mahéas ; rejeté. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) (p. 4226) : favorable aux amendements n° 4 de M. Yvon Collin et n° 31 de M. Jacques Mahéas.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en*

catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A) (p. 4279, 4280) : parole sur l'article. (p. 4285) : favorable à l'amendement n° 46 de M. Jacques Mahéas. (p. 4294) : intervient sur l'amendement n° 97 de M. Guy Fischer. (p. 4295) : favorable à l'amendement n° 48 de M. Jacques Mahéas. (p. 4296) : reprend l'amendement n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou ; rejeté. (p. 4297) : favorable à l'amendement n° 47 de M. Jacky Le Menn.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4842) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Rappel au règlement** - (16 juin 2010) (p. 4848).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5542) : votera les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres*) (p. 5815, 5817) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 476 de M. Jean-Pierre Sueur ; adopté. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 5818) : son amendement n° 435 : calcul du seuil d'affiliation à un centre de gestion ; rejeté. - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics*) (p. 5822) : son amendement n° 436 ; devenu sans objet. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5838, 5839) : parole sur l'article. (p. 5856) : soutient l'amendement n° 445 de M. François Patriat ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5917) : votera l'amendement n° 458 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation pour le préfet de région de rendre compte annuellement de son action devant la conférence des exécutifs). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5940) : soutient l'amendement n° 320 de M. Jean-Pierre Sueur (absence de tutelle du département sur la région grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5988) : intervient sur les amendements n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 268 de Mme Dominique Voynet, n° 480 de M. Yvon Collin et n° 10 de M. Bruno Sido.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6795, 6797) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7457) : le groupe socialiste votera la motion n° 55 de

M. Bernard Cazeau tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7495, 7496) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7510, 7511) : parole sur l'article.

- **Conférence des présidents** - (6 octobre 2010) (p. 7517, 7518) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7538) : son intervention. - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7569) : votera l'amendement n° 756 de M. Guy Fischer. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7593, 7594) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7876) : intervient sur l'amendement n° 872 de M. Guy Fischer. (p. 7880) : défavorable à cet article. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7889) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 7894, 7895) : votera l'amendement n° 72 de Mme Christiane Demontès.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) (p. 7915, 7916).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé) (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes)** (p. 7925) : intervient sur l'amendement n° 925 de M. Guy Fischer. - **Article 1er ter (Nouveau) (Renovation des mécanismes de compensation)** (p. 7927) : parole sur l'article. (p. 7929) : votera l'amendement n° 1223 de la commission. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7935, 7936) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8046) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 8057, 8058). - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8064) : réponse à M. Gérard Longuet. (p. 8069) : intervient sur cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8096) : défavorable à cet article. - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8099, 8100) : son amendement n° 139 ; retiré. - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8105, 8106) : parole sur l'article. (p. 8116, 8117) : favorable à l'amendement n° 912 de M. Guy Fischer. (p. 8117, 8118) : intervient sur l'amendement n° 1226 de la commission. - **Article 13** (art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux) (p. 8122, 8123) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission) (Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles)** (p. 8450, 8451) : parole sur l'article. - **Article 29** (art. L. 815-13 du code de la sécurité sociale - Exclusion du capital d'exploitation et des bâtiments qui en sont indissociables de l'assiette du recouvrement sur les successions du minimum vieillesse) (p. 8453) : parole sur l'article. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8463) : parole sur l'article. (p. 8468, 8469) : réaction aux propos de M. Gérard Longuet.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8523) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11178) : son intervention.

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 15 octobre 2010.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 14 octobre 2010.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers le 30 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 415 (2009-2010)] portant réforme du crédit à la consommation [n° 538 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 111 tome 3 annexe 22 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 109, 110) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 578, 581) : son amendement n° 603 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1295, 1296) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1313) : soutient l'amendement n° 41 de M. Michel Thiollière (exonération totale des plus-values immobilières pour les actionnaires particuliers de sociétés cédant leurs droits sociaux dans le cadre de l'article 34 de la loi du 26 juillet 2005) ; retiré.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 février 2010) (p. 1327) : au nom de Mme Sylvie Goy-Chavent.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)] (suite)** - (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1362) : son amendement n° 117 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1378) : son amendement n° 66 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1453) : intervient sur les amendements identiques n° 27 de la commission et n° 110 de M. Jack Ralite (instauration d'une taxe sur la publicité en ligne).

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2361, 2362) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2406, 2411) : son amendement n° 106 ; retiré. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2432) : son amendement n° 107 ; adopté. (p. 2436) : votera les amendements n° 226 de

Mme Catherine Morin-Desailly et n° 235 de M. Ambroise Dupont. (p. 2444, 2445) : intervient sur l'amendement n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2464) : votera l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2555) : son amendement n° 32 : encadrement du statut d'entrepreneur individuel mineur ; adopté. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - *Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étalement des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'inobservation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale*) (p. 2561) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Marini. - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 526-1 du code de commerce - *Extinction du mécanisme de la déclaration d'insaisissabilité*) (p. 2567) : son amendement n° 30 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2610, 2611) : son amendement n° 115 : application à la région Ile-de-France des dispositions dérogatoires au droit commun pour faciliter la réalisation du métro automatique ; retiré. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2615, 2616) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Éliane Assassi et n° 246 de Mme Dominique Voynet. (p. 2619) : son amendement n° 113 ; retiré. (p. 2621) : intervient sur l'amendement n° 113 précité. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Dissolution de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2687) : son amendement n° 108 ; retiré.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de sociétés publiques locales*) (p. 3484, 3485) : ses amendements n° 5 et 6 ; retirés. - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-12 et L. 1411-19 du code général des collectivités territoriales et 41 et 47 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - *Délégations de service public confiées à des sociétés publiques locales*) (p. 3486) : son amendement n° 7 ; retiré.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2122-5 du code du travail - *Représentativité syndicale au niveau de la branche*) (p. 4503, 4505) : ses amendements n° 15 et 16 ; retirés. - **Article 4** (art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - *Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés*) (p. 4506) : son amendement n° 17 ; devenu sans objet. (p. 4507) : son amendement n° 18 ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - *Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4515) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Michel Houel. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport d'évaluation*) (p. 4523) : son amendement n° 20 ; retiré. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la date des élections prud'homales*) (p. 4524) : son amendement n° 21 ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - *Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4579) : ses amendements n° 147 et 149 ; retirés ; et n° 148 ; adopté. (p. 4587) : son amendement n° 158 ; retiré. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - *Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4594) : son amendement n° 144 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4614, 4615) : son amendement n° 150 ; adopté. (p. 4617) : son amendement n° 145 ; retiré. (p. 4621) : son amendement n° 151 ; adopté. - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4648) : son amendement n° 157 ; adopté. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4656) : sur l'amendement n° 141 de M. Alain Fouché, son sous-amendement n° 165 ; adopté. (p. 4657) : son amendement n° 146 ; devenu sans objet. (p. 4663) : son amendement n° 153 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - rapporteur de la commission spéciale Crédit à la consommation - **Discussion générale** (p. 4938, 4940) : la commission spéciale recommande l'adoption de ce texte tel qu'il résulte des travaux de l'Assemblée nationale. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-3 du code de la consommation - Réforme des seuils de l'usure) (p. 4950, 4951) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Nicole Bricq et n° 22 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 4953) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Bricq (interdiction du démarchage hors des lieux de vente pour la souscription de crédits à la consommation). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8 à L. 311-10-1 et L. 313-11 du code de la consommation - Explications données à l'emprunteur et vérification de sa solvabilité) (p. 4956) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de Mme Odette Terrade. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-11 à L. 311-17-1 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit) (p. 4958) : position de la commission sur les amendements n° 6, 5 et 4 de Mme Nicole Bricq. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 du code civil - Lecture lors de la cérémonie du mariage des dispositions relatives à la solidarité des époux) (p. 4959) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de Mme Nicole Bricq. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-21 à L. 311-26 du code de la consommation - Exécution du contrat de crédit) (p. 4962) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de Mme Nicole Bricq. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-30 à L. 311-41 du code de la consommation - Crédit affecté) (p. 4964) : position de la commission sur l'amendement n° 24 de Mme Odette Terrade. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Dispositions applicables au regroupement de crédits) (p. 4968, 4969) : position de la commission sur les amendements n° 9 de Mme Nicole Bricq et n° 25 de Mme Odette Terrade. - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Missions du fonds de cohésion sociale) (p. 4970) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Bricq. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance) (p. 4972) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 4976) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 12 (plafonnement des frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte) et n° 13 (intégration des frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte dans le calcul du taux effectif global). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement des particuliers) (p. 4980, 4983) : position de la commission sur les amendements n° 15, 16, 17 et 18 de Mme Nicole Bricq et n° 27 de Mme Odette Terrade. - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la création d'un registre national des crédits aux particuliers) (p. 4989) : position de la commission sur les amendements n° 20 de Mme Nicole Bricq et n° 28 de Mme Odette Terrade. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)**

(Dispositions relatives à l'Institut national de la consommation) (p. 4995) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Bricq.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6126, 6127) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7293) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Catherine Procaccia (rédaction) ; adopté. (p. 7296, 7298) : ses amendements n° 81 : interdiction, pour un prestataire de services de paiement, de facturer au bénéficiaire des frais de paiement pour les opérations par carte de paiement ; et n° 82 : obligation, pour les commerçants établis dans les zones touristiques ou thermales, d'accepter le paiement par carte de crédit ; retirés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7838, 7839) : son amendement n° 635 ; retiré. (p. 7855) : intervient sur l'amendement n° 635 précité.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8270, 8273) : ses amendements n° 604 ; adopté ; et n° 606 et 607 ; retirés. - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail) (p. 8286, 8287) : son amendement n° 608 ; retiré. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8329) : son amendement n° 611 ; retiré. - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises) (p. 8333, 8335) : ses amendements n° 612 ; retiré ; et n° 633 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8369) : son amendement n° 616 ; retiré. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8393) : son amendement n° 637 ; retiré. (p. 8395) : son amendement n° 639 ; rejeté. - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8435) : son amendement n° 618 ; adopté. (p. 8438) : son amendement n° 619 ; rejeté. (p. 8441) : son amendement n° 622 ; adopté. - **Article 27 octies (Nouveau)** (Rapport au Parlement sur l'application des dispositions sur la pénibilité) (p. 8444) : son amendement n° 1167 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 8773) : son amendement n° 628 de M. Philippe Dominati : modification de la nature juridique de la solde de réserve des généraux admis en seconde section ; adopté par vote unique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau ») (p. 9704) : son amendement n° 286 ; retiré. (p. 9706) : intervient sur son amendement n° 286. (p. 9709) : soutient l'amendement n° 206 de Mme Catherine Procaccia ; adopté. Son amendement n° 287 ; devenu sans objet. (p. 9710, 9711) : son amendement n° 295 ; retiré. (p. 9712) : intervient sur l'amendement n° 206 de Mme Catherine Procaccia.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale -

Augmentation du forfait social (p. 9779) : son amendement n° 292 ; adopté. (p. 9782, 9783) : son amendement n° 291 ; retiré. - **Article 16** (art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9806, 9809) : son amendement n° 293 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10268, 10270) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites en moyennes entreprises en phase d'amorçage) (p. 10301) : défavorable aux amendements n° I-1 de la commission et n° I-316 de M. Thierry Foucaud. - **Article 3** (art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital) (p. 10309) : son amendement n° I-110 ; retiré. Soutient l'amendement n° I-34 de M. Michel Houel ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10321, 10322) : son amendement n° I-105 : suppression de l'ISF ; retiré. - **Article 5** (art. 150 duodecimes, 150-0 A, 151 sexies, 170, 200 A et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Suppression du seuil de cession pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des gains de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisés par les particuliers) (p. 10328) : soutient l'amendement n° I-133 de M. Alain Fouché ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10339) : sur l'amendement n° I-6 de la commission (renforcement du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation des entreprises entretenant des liens de dépendance), soutient le sous-amendement n° I-463 de M. Roland du Luart ; retiré. (p. 10346) : sur l'amendement n° I-7 de la commission (application du régime du long terme aux plus-values et moins-values de cession de titres de participation entre entreprises liées), soutient le sous-amendement n° I-462 ; retiré. (p. 10349) : son amendement n° I-404 : soumission au seul droit de partage des donations antérieures incorporées à une donation partage transgénérationnelle ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 10** (art. 39, 54 bis, 93, 170 bis, 199 undecies B, 1010, 1010 bis, 1011 bis, 1011 ter du code général des impôts - Adaptation de la taxe sur les véhicules de sociétés) (p. 10381) : son amendement n° I-109 ; retiré. - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes) (p. 10405) : soutient les amendements n° I-126 et I-125 de M. Roland du Luart ; retirés. (p. 10408, 10418) : ses amendements n° I-106 et I-135 ; retirés. - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10433, 10442) : ses amendements n° I-96 et I-98 ; rejetés ; n° I-99, I-100, I-101 et I-102 ; retirés. Soutient les amendements de M. Michel Houel n° I-37 ; rejeté ; et n° I-38 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10476) : s'abstiendra sur l'amendement n° I-148 de Mme Alima Boumediene-Thiery (indemnisation des frais kilométriques pour les trajets domicile-travail réalisés à vélo). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10486, 10487) : sur l'amendement n° I-10 de la commission (instauration d'une taxe sur l'achat de service de publicité en ligne), son sous-amendement n° I-441 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) (p. 10501, 10504) : intervient sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne). Son amendement n° I-354 : substitution de la TVA à la taxe sur les spectacles appliquée aux réunions sportives ; retiré. - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10510, 10513) : intervient sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° I-107 ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision) (p. 10517) : son amendement n° I-108 ; retiré. Intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 10728) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11282, 11284) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11305) : position de la commission sur l'amendement n° II-276 de M. Philippe Adnot. - **Article 78** (art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes) (p. 11308) : soutient l'amendement n° II-285 de Mme Marie-Thérèse Hermange ; rejeté. (p. 11310) : soutient l'amendement n° II-286 de Mme Marie-Thérèse Hermange ; retiré.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 décembre 2010) (p. 11657) : au nom de Mmes Marie-Thérèse Hermange, Fabienne Keller, Lucienne Malovry, de MM. Roland du Luart, Christian Cambon, Jean-Pierre Chauveau, Marcel-Pierre Cléach, Gérard Cornu, Rémy Pointereau et de lui-même.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)**

Deuxième partie :

- (5 décembre 2010) - **Article 57 ter (Nouveau)** (art. 80 undecies B [nouveau] et 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus locaux) (p. 11681, 11682) son amendement n° II-396 ; retiré. - **Article 57 quater (Nouveau)** (art. 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus de la ville de Paris) (p. 11682) : son amendement n° II-397 ; adopté.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11774, 11775) : soutient l'amendement

n° II-408 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx ; retiré. (p. 11779) : son amendement n° II-400 ; retiré. (p. 11781) : son amendement n° II-91 ; rejeté. (p. 11794, 11795) : ses amendements n° II-399 et n° II-402. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11833) : son amendement n° II-395 : rétablissement, pour les agents publics absents pour raisons de santé, du lien entre le temps de travail effectif et l'acquisition de droit à congés de RTT ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 64 ter (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 621-5-3 du code monétaire et financier - Ressources de l'Autorité des marchés financiers) (p. 11882, 11883) : son amendement n° II-401 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 15** (art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12687) : intervient sur les amendements n° 93 de Mme Éliane Assassi et n° 155 de Mme Nicole Bricq. (p. 12700) : son amendement n° 214 ;

retiré. - **Article 16** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Dispositions fiscales relatives aux transports en commun en Ile-de-France) (p. 12703, 12704) : son amendement n° 213 ; adopté. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales - Majoration du plafond du versement transport en cas de réalisation d'une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé) (p. 12704, 12706) : son amendement n° 211 ; adopté. - **Article 17** (Révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels) (p. 12711) : son amendement n° 200 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 26 bis (Nouveau)** (art. 10, art. 182 A ter (nouveau), art. 193 et art. 1671 A du code général des impôts - Prélèvement à la source des gains résultant de la levée de stock-options, de l'attribution d'actions gratuites ou de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises pour les personnes non domiciliées en France) (p. 12761) : son amendement n° 206 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12767, 12768) : son amendement n° 49 : allègement des pénalités prononcées lorsque certains états ne sont pas joints à la déclaration fiscale d'une entreprise ; retiré.

DOUBLET (Michel)

sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis vice-président du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 juin 2010) (p. 4730) : au nom de M. Louis Nègre.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4865, 4866) : son intervention.

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 8 décembre 2010.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 910) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Michel Charasse. - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 923) : son intervention. - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 944, 945) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Rémy Pointereau. (p. 947) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (*art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 989) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau. - **Article 24** (*art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - Substitution des communautés de communes, des communautés d'agglomération et des communautés urbaines aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre*) (p. 1007) : soutient l'amendement n° 634 de M. Jean-Claude Merceron ; retiré. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1011) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Questions criables thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2206, 2207) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3108, 3110) : la majorité des membres du groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3426, 3427) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) - **Article 1er** (*art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation*) (p. 3528) : le groupe UC votera contre l'amendement n° 593 de M. Jacques Muller. (p. 3531) : le groupe UC votera l'amendement n° 219 de M. Rémy Pointereau. (p. 3540, 3542) : intervient sur les amendements n° 236 de M. Gérard Le Cam et n° 519 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3693) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau. (p. 3697, 3698) : intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jacques Muller. (p. 3719, 3724) : sur l'amendement n° 648 du Gouvernement, son sous-amendement n° 679 ; adopté. - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3757, 3759) : son amendement n° 457 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) (p. 3774, 3776) : son amendement n° 449 ; adopté. Le groupe UC votera cet article. - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3803, 3806) : ses amendements n° 461 et 462 ; retirés.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5265, 5266) : son intervention. - **Article 84** (*Responsabilité des sociétés-mères*) (p. 5373) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement, son sous-amendement n° 3 ; adopté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5913) : intervient sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6964) : défavorable à l'amendement n° 45 de M. Roland Courteau

(maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de concurrence).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (16 octobre 2010) - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8334, 8335) : soutient l'amendement n° 574 de M. Nicolas About ; retiré.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9332, 9334) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10194) : votera l'amendement n° 5 du Gouvernement.

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Vice-président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à établir la reconnaissance par la France des souffrances subies par les citoyens français d'Algérie, victimes de crimes contre l'humanité du fait de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique [n° 569 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4883, 4885) : son intervention.

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public jusqu'au 11 mars 2010.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale jusqu'au 9 septembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 607 (2008-2009)] relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 369 (2009-2010)] (30 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Défense - Préparation et emploi des forces [n° 112 tome 6 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 134 (2010-2011)] relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 151 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 611 (2009-2010)] relatif à la reconversion des militaires [n° 153 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1865, 1866) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3171, 3173) : son intervention. - **Article 2** (art. 25, 26, 27, 28, 29 et 30 nouveaux du nouveau titre IV de la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer - Répression de la piraterie maritime) (p. 3197) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Didier Boulaud. - **Article 6** (art. L.1521-1 de la section 1 et art. L.1521-11, L.1521-12, L.1521-13, L.1521-14, L.1521-15 et L.1521-16 nouveaux de la nouvelle section 3 du chapitre unique du titre II du Livre V de la première partie du code de la défense - Création d'un régime sui generis pour la consignation à bord des personnes appréhendées dans le cadre de l'action de l'État en mer) (p. 3199) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Didier Boulaud. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3200) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (qualité de pupille de la Nation accordée aux enfants dont un des parents a été victime d'actes de piraterie).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6127, 6128) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10854, 10855) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 13025, 13026) : son intervention. (p. 13035) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer - Deuxième lecture [n° 134 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 13039, 13041) : son intervention.

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Avis sur le contrat d'objectifs et de moyens entre Radio France et l'État pour 2010-2014 [n° 645 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 695 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2358, 2359) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2406, 2407) : ses amendements n° 3 et 2 ; adoptés. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2429) : son amendement n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3605) : intervient sur les amendements n° 94 de M. Serge Larcher et n° 93 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6294, 6296) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Article 3** (art. L. 163-4-3 nouveau du code monétaire et financier, art. L. 521-10, L. 615-14, L. 623-32, L. 716-9, L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle - *Aggravation des sanctions pour certains délits de contrefaçon*) (p. 6375) : votera cet article.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 A** (*Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »*) (p. 6433) : intervient sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6439) : intervient sur l'amendement n° 136 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6483) : son amendement n° 75 : mise en place d'un plafond de garantie pour l'assurance de responsabilité civile souscrite par les sociétés privées de sécurité dans les zones aéroportuaires en cas de sinistre résultant d'un acte terroriste ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6543) : défavorable aux amendements analogues n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 156 de Mme Éliane Assassi et n° 248 de Mme Michèle André (suppression du délit de racolage passif). - **Article 24 sexies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - *Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette*) (p. 6563) : votera l'article 24 sexies de ce projet de loi. - **Article 24 quaterdecies (Nouveau)** (art. 131-16-1 [nouveau] du code du sport - *Couvre-feu des supporters*) (p. 6573, 6574) : votera l'article 24 quaterdecies. - **Articles additionnels après l'article 24 vicies** (p. 6577, 6578) : son amendement n° 93 : sanctions de l'achat, la détention ou l'utilisation d'appareils à laser d'une classe supérieure à 2 non destinés à un usage spécifique autorisé ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10298, 10300) : son amendement n° I-352 : prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art ; adopté.

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 29 (2009-2010)] relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 238 (2009-2010)] (28 janvier 2010) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Écologie, développement et aménagement durables [n° 114 tome 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 947) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre) (p. 979) : intervient sur l'amendement n° 56 de M. Alain Vasselle. (p. 990, 991) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 993) : défavorable à l'amendement n° 499 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1011) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 1025, 1028) : son amendement n° 500 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1679, 1680) : sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission de la culture saisie pour avis, est favorable à ce projet de loi. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Prévisibilité du montant de la perte de jeu) (p. 1718, 1719) : son amendement n° 9 ; retiré. - **Article 4 ter A (Rapport sur les conséquences du développement de la publicité dans le secteur des jeux en ligne)** (p. 1728) : son amendement n° 10 ; adopté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du pari hippique en ligne) (p. 1731, 1732) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation des paris sportifs en ligne) (p. 1734) : son amendement n° 12 ; adopté. - **Article 8 (Règles applicables à la prise de paris en ligne)** (p. 1737) : son amendement n° 13 ; adopté. - **Article 25 (Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1758, 1759) : son amendement n° 15 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 26 (Composition de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1771) : son amendement n° 16 ; adopté. (p. 1772) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Prévention des conflits d'intérêt et secret professionnel des membres et agents de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1773) : son amendement n° 18 ; adopté. (p. 1774) : son amendement n° 19 ; retiré. - **Article 28 (Fonctionnement interne de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1775) : ses amendements n° 20 ; rejeté ; et n° 21 ; adopté. (p. 1777) : son amendement n° 22 ; retiré. - **Article 29 (Informations mises à la disposition de l'ARJEL)** (p. 1777) : son amendement n° 23 ; adopté. - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1789) : son amendement n° 24 ; retiré. (p. 1795) : intervient sur les amendements n° 151 de M. Yvon Collin, n° 76, 77, 78 et 79 de M. François Marc, n° 139 de M. Bernard Vera, et n° 172 de la commission. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour

2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport (p. 1807, 1808) : son amendement n° 25 ; retiré puis repris par M. François Marc. - **Article 43 bis (Nouveau)** (art. 1609 tertricies du code général des impôts - Redevance sur les paris hippiques en ligne) (p. 1810) : son amendement n° 162 ; adopté. - **Article 50** (Conditions du blocage de l'accès à un site illégal de paris ou de jeux d'argent et de hasard) (p. 1813) : son amendement n° 26 ; devenu sans objet. (p. 1815) : ses amendements n° 27 ; rejeté ; et n° 28 ; adopté. - **Article 52** (art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives) (p. 1819) : ses amendements n° 29 ; adopté ; et n° 30 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 57** (p. 1826) : son amendement n° 31 : suppression partielle ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1826) : remerciements.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 4683) : votera l'amendement n° 1 de M. Christian Cambon. - **Article 14 ter (nouveau)** (Mise en œuvre des mesures annoncées dans le plan de développement des services à la personne) (p. 4701) : son amendement n° 6 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-

24 du code général des collectivités territoriales - Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ») (p. 10650) : intervient sur les amendements n° I-180 de M. Gérard Miquel et n° I-383 de M. Yvon Collin.

Deuxième partie :

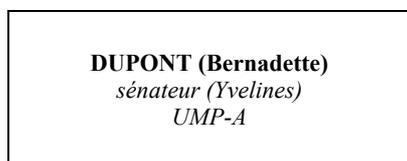
Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 10911, 10912) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11477, 11478) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11499, 11500) : son amendement n° II-275 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 14 (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité)** (p. 12673, 12675) : soutient l'amendement n° 42 de M. Pierre Jarlier ; adopté.



DUPONT (Bernadette)
sénateur (Yvelines)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2170, 2171) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 383 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3157) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3357, 3359) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6647, 6648) : soutient l'amendement n° 63 de M. Christian Demuynck (prise en charge financière des meubles des occupants d'un immeuble frappé d'insalubrité) ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création

d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7830) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - *Coordinations au sein du code de la défense*) (p. 8170) : défavorable aux amendements n° 26 de M. Guy Fischer et n° 158 de Mme Christiane Demontès.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8974) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8983) : intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Isabelle Pasquet (rapport gouvernemental sur le financement des groupes d'entraide mutuelle, GEM). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8985) : votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9709, 9712) : soutient l'amendement n° 210 de Mme Catherine Procaccia ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 69** (p. 10875) : votera l'amendement n° II-169 du Gouvernement (suppression de la différence de traitement existant entre les sapeurs-pompiers professionnels civils et les marins-pompiers de Marseille).

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 12, 20, 26, 27 janvier, 4, 15, 16 février, 23 mars, 7, 27 avril, 5, 12, 19 mai, 2, 16, 23 juin, 1er juillet, 8, 28 septembre, 5, 14, 15, 19, 27 octobre, 13, 16, 23 novembre, 2, 6, 14, 15 et 22 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 10 février 2010.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 29 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 633 (2008-2009)] tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 418 (2009-2010)] (28 avril 2010) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Autonomie immobilière des universités : gageure ou défi surmontable ? [n° 578 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Budget - Éducation**.

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 671 (2009-2010)] relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 100 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 114 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : De l'éducation au jeu vidéo, pourquoi le Canada est-il parmi les premiers de la classe ? [n° 183 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 276 (2009-2010)] - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1293, 1294) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 419 (2009-2010)] - (4 mai 2010) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 3046, 3047) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3053, 3055) : position de la commission sur les amendements de M. David Assouline n° 1 (augmentation du nombre des membres des conseils d'administration des universités) et n° 2 (modification de la composition des conseils d'administration au profit des étudiants) ainsi que sur le n° 13 de M. Ivan Renar (modification de la composition des conseils d'administration au profit des étudiants et des représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) (p. 3055, 3061) : position de la commission sur les amendements n° 18 de M. Ivan Renar et n° 3, 4, 6, 7 et 8 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3061, 3064) : position de la

commission sur les amendements n° 9 et 11 de M. David Assouline et n° 14 et 17 de M. Ivan Renar. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression d'un alinéa de l'article L. 719-1 du code de l'éducation*) (p. 3064) : position de la commission sur les amendements n° 19 de M. Ivan Renar et n° 12 de M. David Assouline. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 3065) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Ivan Renar. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Application de la loi dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 3065) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Ivan Renar.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5453, 5454) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (15 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8185).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale de Djibouti** - (27 octobre 2010) (p. 9126).

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire** [n° 101 (2010-2011)] - (17 novembre 2010) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 10155, 10157) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 10166, 10167) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Serge Lagache (insertion d'un volet sur les activités immobilières des universités dans le rapport annuel relatif aux libertés et responsabilités des universités), ainsi que sur les amendements de M. Ivan Renar n° 4, similaire à l'amendement n° 2 précité, et n° 3 (abrogation du dispositif permettant la dévolution du patrimoine immobilier universitaire appartenant à l'État aux universités qui en font la demande).

- Rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 1er** (*art. L. 762-2 du code de l'éducation - Exercice des droits réels sur les universités sur le patrimoine immobilier qui leur est affecté ou est mis à leur disposition par l'État*) (p. 10170) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Ivan Renar. - **Article 2** (*art. L. 344-4 du code de la recherche - Délivrance de diplômes nationaux par les pôles d'enseignement supérieur et de recherche, PRES*) (p. 10171) : position de la commission sur les amendements n° 6 de M. Ivan Renar et n° 1 de M. Serge Lagache. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10172) : son amendement n° 9 : possibilité, pour les fondations partenariales, d'abriter des fondations sans personnalité morale ; adopté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (*Elargissement de la coopération scientifique*) (p. 10173) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Ivan Renar. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10174) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10178) : position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (extension du dispositif de création des fondations de coopération scientifique). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10178, 10179) : son amendement n° 10 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11285, 11286) : son intervention.

DURRIEU (Josette)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Présidente déléguée de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Conseil de l'Europe au cours de la première partie de la session ordinaire 2010 [n° 336 (2009-2010)] (25 février 2010) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la 57e session ordinaire 2010 [n° 337 (2009-2010)] (25 février 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : 58e session ordinaire - 2010 [n° 660 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Troisième partie de la session ordinaire 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [n° 661 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

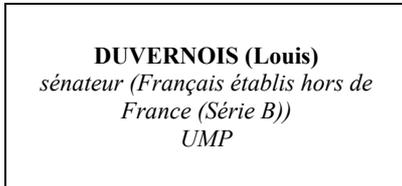
Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

- **Questions cribles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1697) : sa question.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 61, 63) : son intervention.



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 9 décembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI).

Membre titulaire Conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 582 (2008-2009)] relatif à l'action extérieure de l'Etat [n° 237 (2009-2010)] (28 janvier 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Aide publique au développement - La francophonie en panne ? [n° 114 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1605, 1606) : la commission de la culture saisie pour avis est favorable à ce projet de loi. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1642) : position de la commission de la culture saisie pour avis sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3964) : soutient l'amendement n° 24 de M. René Beaumont (mobilité internationale et reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles vétérinaires) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10819, 10820) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10829) : intervient sur l'amendement n° II-79 de M. André Ferrand (possibilité, pour l'AEFE, d'émettre des emprunts d'une durée supérieure à douze mois).

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11350, 11351) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 11450, 11453) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11465) : son amendement n° II-55 ; retiré.

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - **Article 76** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions) (p. 11624, 11627) : sur

l'amendement n° II-7 de la commission, son sous-amendement n° II-432 ; adopté.

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis président le 12 janvier 2010.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et déchets radioactifs.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 693 (2009-2010)] (6 septembre 2010) - **Environnement - Transports - Travail - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Redonner du sens à la PAC [n° 102 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à apporter le soutien du Sénat à la signature d'une convention universelle pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données personnelles [n° 168 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 510) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Bruno Sido, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1858, 1859) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (26 avril 2010) - président de la commission spéciale sur le Grand Paris - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2737) : position de la commission sur l'amendement n° 185 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental relatif à l'impact des projets envisagés sur le réseau hydrographique de Saclay). - **Article 20 et annexe A (Création de l'Établissement public de Paris-Saclay)** (p. 2742, 2748) : position de la commission sur les amendements n° 186, 187 et 188 de M. Bernard Vera, n° 281 et 282 de Mme Dominique Voynet, n° 103 de M. Philippe Dominati et n° 164 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2749) : position de la commission sur l'amendement n° 210 de Mme Marie-Agnès Labarre. - **Article 23 (Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay)** (p. 2777) : position de la commission sur l'amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2803) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3602, 3604) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Charles Revet, repris par Mme Odette Herviaux. (p. 3616) : intervient sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Jarlier.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3698) : intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 9** (titre VI du livre III du code rural - *Gestion des risques en agriculture*) (p. 3815, 3816) : parole sur l'article. - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3837) : intervient sur l'amendement n° 659 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3963) : favorable à l'amendement n° 201 de M. Didier Guillaume (protection du pastoralisme face aux attaques de loups). - **Article 12 A (Nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural - *Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée*) (p. 3974) : intervient sur l'article. - **Organisation de la discussion** (p. 3977) : propose de disjoindre l'examen des amendements n° 563 de M. Yvon Collin et n° 178 de Mme Odette Herviaux des quarante amendements en discussion sur l'article 12. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4000) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 16 bis** (titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - *Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt*) (p. 4100) : intervient sur l'amendement n° 656 du Gouvernement. - **Article 21** (*Chapitre Ier de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle*) (p. 4140) : intervient sur l'amendement n° 360 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - *Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4576) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - *Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national*) (p. 4682, 4683) : défavorable aux amendements portant sur cet article. - **Article 13 quater** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - *Activité de conseil des experts-comptables*) (p. 4695) : intervient

sur l'amendement n° 77 de M. Jacques Mézard. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4718, 4719) : remerciements.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 4913, 4914) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - président de la commission de l'économie - **Organisation des débats** (p. 6896).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7186) : intervient sur l'amendement n° 106 de M. Michel Sergent (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental faisant le bilan de l'application de l'article 33 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie). - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** (p. 7192) : la commission de l'économie demande qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 12.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 10197, 10198) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Daniel Soulage, rapporteur pour avis (p. 11472, 11473) : son intervention.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne - Commission mixte paritaire [n° 193 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Bruno Sido, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 13049, 13050) : son intervention.

ESCOFFIER (Anne-Marie)
sénateur (Aveyron)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 268 (2008-2009)] visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 519 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Groupe de travail sur l'évolution de la législation applicable aux campagnes électorales [n° 186 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 106, 107) : son intervention.

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 128, 129) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 138, 139) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 166 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Définition conventionnelle du délai de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre)** (p. 209) : son amendement n° 2 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 342) : la majorité des membres du groupe RDSE votera la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1130, 1131) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (18 février 2010) - **Article 8 bis (art. 706-54 et 706-56 du code de procédure pénale - Elargissement des conditions d'inscription au fichier judiciaire national automatisé des empreintes génétiques)** (p. 1562, 1563) : soutient l'amendement n° 92 de M. Jacques Mézard ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1568) : la grande majorité des membres du groupe RDSE votera contre ce texte. Quelques-uns le voteront ou bien s'abstiendront. A titre personnel, s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne**

[n° 210 (2009-2010)] - (23 février 2010) - **Article 12 (Obligations d'information sur les modalités d'accès et d'inscription au site Internet et les moyens d'identification des joueurs)** (p. 1743) : son amendement n° 161 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1981, 1983) : son intervention. - **Article 2 (art. 2 de la loi « informatique et libertés » - Qualification juridique de l'adresse IP)** (p. 2001, 2002) : intervient sur l'amendement n° 29 du Gouvernement. - **Article 3 (art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - Renforcement du correspondant « informatique et libertés »)** (p. 2004) : intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2063, 2064) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 326 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2113, 2114) : l'ensemble du groupe RDSE votera ce texte.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2217, 2218) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 391 (2009-2010)** (p. 2848, 2849) : le groupe RDSE votera le projet de loi organique prorogeant le mandat des membres actuels du Conseil supérieur de la magistrature.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature [n° 391 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 393 (2009-2010).**

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2892, 2893) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2918, 2919) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) (p. 3268, 3269) : son intervention.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3481, 3482) : le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4552, 4554) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4859, 4860) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4945) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 529 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5008, 5010) : la majorité des membres du groupe RDSE votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 537 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5030, 5031) : la grande majorité des membres du groupe RDSE s'abstiendra tandis qu'une minorité votera ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5058, 5060) : le groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 5158, 5159) : recommande l'adoption de la proposition de loi dans la rédaction issue des travaux de la commission.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5173, 5174) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission) (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés)** (p. 5849, 5858) : soutient les amendements n° 518, 519, 520 et 521 de M. Yvon Collin ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion (7 juillet 2010) - Article additionnel avant l'article 1er B (précédemment réservé)** (p. 6006) : soutient l'amendement n° 481 de M. Yvon Collin (prolongation jusqu'en 2014 du mandat des conseillers généraux élus en 2004) ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6215, 6216) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6293, 6294) : son intervention.

- **Suite de la discussion (8 septembre 2010) - Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6357) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 298 et 301 ; rejetés ; et n° 297, 299 et 300 ; adoptés. - **Article 2 (art. 222-16-1 [nouveau], 222-16-2 et 222-16-3 du code pénal - Délit d'usurpation d'identité sur un réseau de communications électroniques)** (p. 6371) : soutient l'amendement n° 308 de M. Yvon Collin ; adopté. - **Article 4 (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques)** (p. 6384) : soutient l'amendement n° 309 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 10 (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle)** (p. 6398, 6399) : soutient l'amendement n° 311 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 6400) : soutient l'amendement n° 312 de M. Yvon Collin ; adopté. (p. 6404) : soutient l'amendement n° 315 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 6405) : soutient l'amendement n° 316 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Suite de la discussion (9 septembre 2010) - Article 17 A (Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »)** (p. 6431) : soutient l'amendement n° 317 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 17 (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance)** (p. 6441, 6445) : soutient les amendements n° 318, 320, 319, 321 et 322 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Article 18 (art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Commission nationale de la vidéoprotection)** (p. 6475) :

soutient les amendements n° 324 et 323 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Article 18 bis (art. L 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels)** (p. 6481) : soutient l'amendement n° 325 de M. Yvon Collin ; adopté.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7275) : soutient l'amendement n° 29 de M. Yvon Collin (institution d'une surimposition, à hauteur de 60 %, des bénéfices obtenus grâce à la vente à découvert) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 7 septies A** (p. 7277) : soutient l'amendement n° 34 de M. Yvon Collin (interdiction de la commercialisation de produits financiers par des entités enregistrées dans des paradis fiscaux) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7301) : soutient l'amendement n° 43 de M. Yvon Collin (simplification) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 7313) : soutient l'amendement n° 41 de M. Yvon Collin (création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés) ; retiré. (p. 7314) : soutient l'amendement n° 39 de M. Yvon Collin (limitation à 4 du nombre de mandats cumulés par un administrateur de société) ; rejeté. (p. 7317) : soutient l'amendement n° 40 de M. Yvon Collin (plafonnement de la rémunération des dirigeants d'une société bénéficiant d'aides publiques sous forme de recapitalisation) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18 bis A** (p. 7324) : soutient l'amendement n° 38 de M. Yvon Collin (limitation de la partie variable des revenus des opérateurs de marché) ; rejeté. (p. 7325) : soutient l'amendement n° 30 de M. Yvon Collin (pérennisation de la taxe sur les rémunérations variables des opérateurs de marché) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 7326) : soutient l'amendement n° 37 de M. Yvon Collin (introduction d'un nouveau régime de taxation sur les salaires) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 18 ter A** : soutient l'amendement n° 36 de M. Yvon Collin (suppression des avantages fiscaux relatifs au rachat par effet de levier) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 7332) : soutient l'amendement n° 32 de M. Yvon Collin (fixation à 0,01 % du taux de la taxe Tobin) ; retiré. (p. 7333) : soutient l'amendement n° 35 de M. Yvon Collin (rapport gouvernemental sur l'encours total des emprunts à taux variable contractés par les collectivités locales) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7351, 7352) : la plupart des sénateurs du groupe RDSE voteront contre ce texte ou s'abstiendront.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AC (Nouveau) (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel)** (p. 8414) : soutient l'amendement n° 365 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 27 ter AD (Nouveau) (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail)** (p. 8423) : soutient l'amendement n° 367 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion (19 octobre 2010) - Article 31 (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes)** (p. 8489, 8491) : soutient les amendements n° 372 de M. Yvon Collin ; et n° 371 de Mme Françoise Laborde ; rejetés. - **Article 32 (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors)** (p. 8546) : soutient l'amendement n° 380 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion (21 octobre 2010) - Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8741, 8742) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 325 (prise en compte des 25 meilleures années de vie professionnelle, tous régimes confondus, pour le calcul de la pension de retraite des pluriactifs) ; n° 326 (remise, tous les cinq ans, par le Conseil économique, social et environnemental, d'un rapport sur les perspectives et l'évolution du système des

retraites); rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8753) : soutient l'amendement n° 335 de M. Yvon Collin (maintien de la possibilité d'un départ anticipé pour les assurés ayant débuté une activité professionnelle très jeunes); rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8782, 8783) : soutient l'amendement n° 391 de M. Jean-Pierre Chevènement (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers et des stock-options); rejeté par vote unique.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9133, 9134) : le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Débat sur les effectifs de la fonction publique** - (3 novembre 2010) (p. 9455, 9456) : son intervention.

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9488, 9489) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) (p. 9511, 9512).

- **Débat sur les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques** - (4 novembre 2010) (p. 9519, 9520) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10184, 10185) : les membres du groupe RDSE voteront ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11027, 11028) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (29 novembre 2010) (p. 11041, 11042) : son intervention.

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) (p. 11049) : son intervention.

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) (p. 11405, 11406) : son intervention.

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2010) (p. 11411, 11412) : son intervention.

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2010) (p. 11415) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11453, 11455) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11495) : son intervention.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) (p. 11507, 11508) : son intervention.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11535, 11536) : son intervention.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2010) (p. 11548, 11549) : la majorité des membres du groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

Provisions

- (4 décembre 2010) (p. 11554) : son intervention.

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11560, 11561) : une partie des membres du groupe RDSE votera les crédits de cette mission; une autre partie votera contre les crédits de cette mission; une dernière partie s'abstiendra sur les crédits de cette mission. - **Article 86 bis (Nouveau)** (art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - *Panier de soins des bénéficiaires de l'AME*) (p. 11579, 11580) : soutient l'amendement n° II-287 de M. Yvon Collin; adopté. - **Article 86 ter (Nouveau)** (art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - *Contrôle systématique de la condition de résidence*) (p. 11582) : soutient l'amendement n° II-288 de M. Yvon Collin; rejeté. - **Article 86 quater (Nouveau)** (art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - *Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME*) (p. 11584) : soutient l'amendement n° II-289 de M. Yvon Collin; rejeté. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - *Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit*) (p. 11587) : soutient l'amendement n° II-290 de M. Yvon Collin; adopté.

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - *Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne*) (p. 11595) : soutient l'amendement n° II-354 de M. Yvon Collin; adopté.

Aide publique au développement

- (4 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 68 bis** (p. 11613) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-166 (précision sur les éléments d'ordre financier contenus dans le budget de la mission "aide publique au développement") .

ESTROSI (Christian)
ministre chargé de l'industrie
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2305, 2307) : sa réponse.

ETIENNE (Jean-Claude)
sénateur (Marne)
UMP

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Cessation de mandat le 2 novembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 2 novembre 2010.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La France est-elle préparée à un tremblement de terre ? (compte rendu de l'audition publique du 7 juillet 2010) [n° 653 (2009-2010)] (8 juillet 2010) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 276 (2009-2010)] pour 2010 [n° 284 (2009-2010)] (10 février 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Pesticides et santé [n° 421 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les leçons à tirer de l'éruption du volcan Eyjafjöll [n° 28 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 276 (2009-2010)] - (15 février 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1278, 1280) : la commission de la culture, saisie pour avis, est favorable à ce projet de loi, sous réserve des amendements qu'elle déposera.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1382, 1383) : son amendement n° 33 : exclusion des radios associatives de type A du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques ; adopté. - **Article 4** (*Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces*

investissements) (p. 1395, 1400) : ses amendements n° 28 ; retiré ; et n° 29 ; adopté. - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1426, 1427) : son amendement n° 30 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1438, 1439) : ses amendements n° 31 : éligibilité de toutes les formes de rémunérations d'auteurs pour le calcul du crédit d'impôt ; et n° 32 : élargissement à toutes les chaînes de la disposition relative au renforcement du mécénat en faveur des sociétés nationales de programme ; adoptés.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) - Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 4914, 4916) : son intervention.

FALCO (Hubert)

secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants (jusqu'au 13 novembre 2010) sénateur (Var) UMP (à partir du 14 décembre 2010)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 14 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 14 décembre 2010.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3170, 3171) : son intervention.

FAUCHON (Pierre)
sénateur (Loir-et-Cher) UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 159 (2009-2010)] européenne portant sur la protection temporaire [n° 229 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Travail - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les frontières de l'Europe [n° 528 (2009-2010)] (8 juin 2010) - **Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1181, 1182) : son intervention. (p. 1188) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1193) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Christian Cointat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1245) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel enseignant autour des lieux d'éducation).

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1842, 1844) : son intervention. (p. 1849) : suite de son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1852) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010).** - (25 février 2010) - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (p. 1857) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission.

- **Rappel au règlement** - (23 mars 2010) (p. 2031).

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2035, 2036) : sa question.

- **Rappel au règlement** - (24 mars 2010) (p. 2055).

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2069, 2070) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4794, 4795) : sa question.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5202, 5203) : le groupe UC ne votera pas cette proposition de loi.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9089, 9090) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11335, 11336) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12122, 12123) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12837, 12838) : son intervention.

FAUCONNIER (Alain)
sénateur (Aveyron)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3435, 3436) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3709) : intervient sur l'amendement n° 136 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3787) : intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 14** (*Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité*) (p. 4052) : soutient l'amendement n° 414 de Mme Odette Herviaux ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois en œuvre de la politique forestière*) (p. 4085) : soutient l'amendement n° 419 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. (p. 4088) : soutient l'amendement n° 186 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5996) : soutient l'amendement n° 317 de Mme Renée Nicoux ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (15 octobre 2010) - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8094) : votera contre cet article. - **Article 9** (*art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires*) (p. 8098) : soutient l'amendement n° 138 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

FAURE (Jean)
sénateur (Isère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 21 (2007-2008)] d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 480 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sécurité : Gendarmerie nationale [n° 112 tome 9 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 139, 141) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3493, 3496) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 6273, 6275) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11025) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - *Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11138, 11139) : intervient sur les amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin.

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Au service d'une politique nationale du patrimoine : le rôle incontournable du Centre des monuments nationaux [n° 599 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Culture**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 68 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Budget - Culture**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Enseignement scolaire [n° 114 tome 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - *Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole*) (p. 3644, 3645) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3660) : son amendement, analogue à l'amendement n° 49 de M. Remy Pointereau, n° 452 : encadrement de la pratique consistant à incorporer un ingrédient AOC dans la composition d'un produit ; retiré.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6781, 6782) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9059) : votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11161,

11162) : favorable à l'adoption des crédits de la mission "Enseignement scolaire".

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11264) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11351, 11352) : son intervention.



NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 12 novembre 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Économie. Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 111 tome 3 annexe 11 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 1433) : son amendement n° 112 ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1645) : favorable à l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10827, 10829) : son amendement n° II-79 : possibilité, pour l'AEFE, d'émettre des emprunts d'une durée supérieure à douze mois ; rejeté.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11296) : son intervention.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11425, 11426) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11442) : position de la commission sur les amendements n° II-236 de M. Denis Badré et n° II-143 de la commission.

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 526, 527) : votera contre cet article.

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2210, 2211) : sa question et sa réplique.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4890, 4891) : son intervention. (p. 4898) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité** [n° 644 (2009-2010)] - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6970, 6971) : soutient l'amendement n° 123 de M. Roland Courteau (rapport du Gouvernement sur la qualité du réseau public de distribution d'électricité dans chaque département, et les solutions envisagées pour un égal accès à l'électricité sur tout le territoire national) ; rejété.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 2** (art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions) (p. 7933) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8251) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8551) : le groupe socialiste votera contre l'article 32 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8732, 8733) : soutient l'amendement n° 62 de Mme Christiane Demontès (suppression du dispositif du bouclier fiscal) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8739) : soutient l'amendement n° 170 de Mme Christiane Demontès (suppression de l'exonération de CSG et de cotisations sociales prévue pour les contributions des employeurs au financement des régimes de retraites dits "chapeaux") ; rejeté par vote unique.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) -

Discussion générale (p. 10160, 10161) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 10165, 10168) : soutient l'amendement n° 2 de M. Serge Lagache (insertion d'un volet sur les activités immobilières des universités dans le rapport annuel relatif aux libertés et responsabilités des universités) ; adopté. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 3 de M. Ivan Renar (abrogation du dispositif permettant la dévolution du patrimoine immobilier universitaire appartenant à l'État aux universités qui en font la demande). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU) (p. 10176) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11176, 11177) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11190) : intervient sur l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11298, 11299) : son intervention.

FILLON (François)
Premier ministre
(du 14 novembre 2010 au 13 novembre 2010)

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10785, 10787) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Témoignage de solidarité envers le peuple haïtien après le séisme de Port-au-Prince** - (14 janvier 2010) (p. 151, 152).

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC-SPG

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 14 janvier, 2, 11, 22, 24, 25 février, 8, 26, 27, 28 avril, 20, 25 mai, 8, 10, 24, 28 juin, 30 septembre, 1er, 26, 28 octobre, 2, 4, 17, 22, 30 novembre, 9, 13, 16 et 17 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale le 19 février 2010.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 9, 11) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels** [n° 186 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 186) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. (p. 187) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Isabelle Pasquet ; adopté. (p. 190) : soutient les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 10 ; retiré et n° 11 ; rejeté. (p. 192) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Marc Juilhard.

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie** [n° 173 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 217) : le groupe CRC-SPG votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 520) : le groupe CRC-SPG est opposé à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des

collectivités territoriales - Organisation de la métropole (p. 780, 781) : soutient l'amendement n° 184 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 864, 865) : soutient les amendements n° 212 et 213 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1091, 1092) : soutient l'amendement n° 319 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1144) : sa question.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1208, 1211) : son intervention. - **Article 3** (art. L. 431-1 du code de la sécurité sociale - *Précision des préjudices compris dans l'indemnisation et réduction des personnes admises au bénéfice d'un dédommagement au titre du préjudice moral*) (p. 1223, 1224) : parole sur l'article. - **Article 7** (*Gage*) (p. 1225) : parole sur l'article.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - *Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine*) (p. 1523, 1526) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 26 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2082, 2083) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 2088) : son amendement n° 1 : interdiction des plastiques alimentaires à base de Bisphénol A ; rejeté. - **Article unique** (*Interdiction du Bisphénol A dans les plastiques alimentaires*) (p. 2091) : votera l'amendement n° 7 de la commission. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2092, 2093) : son amendement n° 2 : rapport gouvernemental évaluant la nocivité pour les enfants en bas âge de l'exposition au Bisphénol A ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30** (**Texte non modifié par la commission**) (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A*) (p. 4281) : parole sur l'article. (p. 4284, 4286) : son amendement n° 93 ; rejeté. (p. 4286, 4287) : ses amendements n° 97, 98 et 99 ; rejetés. (p. 4289, 4291) : ses amendements n° 94, 95, 96 et 101 ; rejetés. (p. 4296, 4297) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Claude Domeizel. (p. 4298, 4299) : votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 4299, 4300) : son amendement n° 100 : liberté d'adhésion des infirmiers salariés à leur ordre professionnel ; rejeté. (p. 4301, 4302) : ses amendements n° 102 : rapport gouvernemental évaluant la durée moyenne d'exercice des infirmiers au sein des établissements publics de santé ; n° 103 : rapport gouvernemental évaluant le coût financier d'une mesure de revalorisation de la rémunération des personnels infirmiers et paramédicaux des établissements publics de santé travaillant en horaire de nuit ; et n° 104 : prise en compte des périodes de stage dans le calcul des durées d'assurance exigées pour ouvrir droit à retraite ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (15 juin 2010) (p. 4751).

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4825, 4827) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - *Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5589, 5590) : soutient les amendements n° 88 et 90 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 3 bis** (**Suppression maintenue par la commission**) (*Parité dans les organes délibérants des EPCI*) (p. 5605) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6123, 6124) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 6388) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Éliane Assassi (création d'un fichier administratif spécifique, distinct du fichier national automatisé des empreintes génétiques, pour rassembler les données relatives aux personnes présumées disparues) ; rejeté. - **Article 10** (*chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle*) (p. 6395, 6408) : soutient les amendements n° 120, 121, 122, 123, 124 et 125 de Mme Éliane Assassi ; rejetés.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6692, 6694) : sa motion n° 3 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (art. 4 bis de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Dérogeration au principe de non-allongement de la durée d'amortissement de la dette sociale*) (p. 6694, 6698) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. Ses amendements n° 4 et 5 ; rejetés.

- **Clôture de la session extraordinaire** - (30 septembre 2010) (p. 7242).

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2010) (p. 7392, 7393).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7419, 7422) : le groupe CRC-SPG demande le retrait de ce projet de loi.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7503) : le groupe CRC-SPG votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7504, 7505). - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7505, 7506) : parole sur l'article.

- **Conférence des présidents** - (6 octobre 2010) (p. 7516) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** (*suite*) - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7523) : soutient l'amendement n° 745 de M. Bernard Vera ; rejeté le 7 octobre 2010. - **Organisation des débats** (p. 7526) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7537, 7538) : son intervention. - **Rappel au**

règlement (p. 7551). (p. 7564). - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7567, 7568) : intervient sur son amendement n° 756, présenté par Mme Odette Terrade le 6 octobre 2010. (p. 7570) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 56 de Mme Christiane Demontès. (p. 7574, 7575) : favorable à l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontès. (p. 7578) : intervient sur l'amendement n° 745 de M. Bernard Vera. (p. 7579) : défavorable à l'amendement n° 598 de M. Nicolas About. (p. 7580) : favorable à l'amendement n° 754 de M. Bernard Vera. (p. 7581) : intervient sur son amendement n° 820, présenté par Mme Annie David. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7591, 7592) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (8 octobre 2010) (p. 7616, 7617).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7618) : son amendement n° 3 ; rejeté. (p. 7637) : son amendement n° 839 ; rejeté. (p. 7638, 7639) : son amendement n° 847 ; rejeté. (p. 7641) : son amendement n° 674 ; rejeté. (p. 7643) : son amendement n° 683 ; rejeté. (p. 7644) : son amendement n° 690 ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 7649, 7650). - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7652) : intervient sur son amendement n° 835. (p. 7660) : intervient sur son amendement n° 691. (p. 7669, 7670) : ne votera pas cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7679, 7680) : parole sur l'article. (p. 7689) : son amendement n° 4 ; rejeté. (p. 7700) : son amendement n° 17 ; devenu sans objet. (p. 7702) : son amendement n° 702 ; rejeté. (p. 7707) : son amendement n° 715 ; rejeté. (p. 7711) : son amendement n° 774 ; rejeté. (p. 7715) : son amendement n° 36 ; devenu sans objet. (p. 7724) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1186 ; rejeté. (p. 7724) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1187 ; rejeté. (p. 7726) : soutient l'amendement n° 766 de Mme Gélita Hoarau ; rejeté. (p. 7729) : sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement, s'abstiendra sur le sous-amendement n° 1183 de M. Nicolas About.

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2010) (p. 7742, 7747).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7747) : le groupe CRC-SPG votera le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7754) : intervient sur son sous-amendement n° 1184 ainsi que sur le n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7760, 7761) : intervient sur son sous-amendement n° 1186 portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7768, 7769) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7778, 7782) : intervient sur son amendement n° 714 ainsi que sur l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7786, 7790) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les amendements n° 575 et 592 de M. Jean-Pierre Caffet. Intervient sur son amendement n° 38. Le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7831) : parole sur l'article. (p. 7837, 7838) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 7858, 7859) : intervient sur son amendement n° 860. (p. 7862) : son amendement n° 863 ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 7865). - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7866) : intervient sur son amendement n° 864. (p. 7868, 7869) : son amendement n° 869 ; rejeté. (p. 7874) : son

amendement n° 876 ; rejeté. (p. 7879, 7880) : défavorable à cet article. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7885, 7886) : son amendement n° 867 ; rejeté. (p. 7894) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 72 de Mme Christiane Demontès. (p. 7898) : votera contre cet article.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) (p. 7914).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7921) : son amendement n° 926 ; rejeté. - **Article 1er ter (Nouveau)** (Rénovation des mécanismes de compensation) (p. 7926) : parole sur l'article. (p. 7929) : intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Christiane Demontès. (p. 7930) : intervient sur son amendement n° 768. - **Article 2** (art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions) (p. 7933, 7934) : défavorable à cet article. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7935) : parole sur l'article. (p. 7957, 7958) : soutient l'amendement n° 978 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 3 bis** (art. L. 114-12-1 du code de la sécurité sociale - Périmètre du répertoire national commun de la protection sociale) (p. 7960, 7961) : parole sur l'article. - **Article 3 quater** (art. L. 161-1-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Création d'un répertoire de gestion des carrières unique) (p. 7961) : parole sur l'article. - **Article 3 sexies** (Redressements de cotisations ou de contributions sociales) (p. 7963) : son amendement n° 854 ; devenu sans objet. - **Article 3 octies (Nouveau)** (Rapport sur les polypensionnés) (p. 7965) : son amendement n° 879 ; rejeté. - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7968, 7969) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) (p. 7987) : intervient sur son amendement n° 5. (p. 7989) : son amendement n° 833 ; rejeté. (p. 7995) : son amendement n° 675 ; rejeté. (p. 7996, 7997) : son amendement n° 682 ; rejeté. (p. 7998) : son amendement n° 686 ; rejeté. (p. 8001) : son amendement n° 697 ; rejeté. (p. 8003, 8004) : son amendement n° 887 ; rejeté. (p. 8006) : soutient l'amendement n° 816 de Mme Odette Terrade ; rejeté. (p. 8022, 8023) : intervient sur ses amendements n° 832 et 853. (p. 8030) : défavorable à cet article. - **Article 5 bis** (art. L. 231-6 du code de la sécurité sociale - Limite d'âge pour la nomination à certaines fonctions dans les organismes de la sécurité sociale) (p. 8036) : son amendement n° 888 ; rejeté. - **Article 6 bis** (p. 8037) : parole sur l'article. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8038, 8039) : parole sur l'article. (p. 8040, 8041) : intervient sur son amendement n° 6. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8046, 8047) : parole sur l'article. (p. 8052) : son amendement n° 7 ; rejeté. (p. 8054) : intervient sur l'amendement n° 7 précité. (p. 8058) : son amendement n° 779 ; rejeté. (p. 8065) : intervient sur son amendement n° 781.

- **Rappel au règlement** - (15 octobre 2010) (p. 8089, 8090).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (15 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8092, 8093) : votera contre cet article. - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8097, 8098) : son amendement n° 8 ; rejeté. (p. 8101) : votera l'amendement n° 1225 de la commission. - **Article 9 bis** (Remboursement de rachats de trimestres rendus inutiles par la réforme) (p. 8102) : parole sur l'article. (p. 8103) : votera les amendements n° 141 de Mme Christiane Demontès et n° 302 de Mme Claudine Lepage. - **Article 10** (art. L. 1237-5 du code du travail - Mise à la retraite d'office) (p. 8104) : son amendement n° 911 ; rejeté. - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8107, 8108) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 18 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. (p. 8117) : intervient sur son

amendement n° 912. - **Article 12** (art. 1er, 1-2 et 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - *Coordination pour le relèvement de la limite d'âge dans la fonction publique*) (p. 8120) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. - **Article 13** (art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - *Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux*) (p. 8123) : parole sur l'article. - **Article 14** (*Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique*) (p. 8132, 8133) : son amendement n° 789 ; rejeté. (p. 8135, 8136) : défavorable à cet article. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - *Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat*) (p. 8145) : intervient sur son amendement n° 21. (p. 8148, 8149) : ses amendements n° 803 et 804 ; rejetés. - **Article 19** (art. L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Coordination résultant du relèvement de deux années des durées de services*) (p. 8154, 8155) : ses amendements n° 807 et 808 ; rejetés. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - *Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers*) (p. 8158, 8159) : intervient sur son amendement n° 25. Défavorable à cet article. (p. 8162) : son amendement n° 813 ; rejeté. - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - *Coordinations au sein du code de la défense*) (p. 8169) : intervient sur son amendement n° 26. - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Rapprochement des taux de cotisation*) (p. 8176, 8177) : parole sur l'article. (p. 8178, 8179) : intervient sur son amendement n° 28. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8190, 8191) : intervient sur son amendement n° 30. - **Article 24 bis** (art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Suppression d'une bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique*) (p. 8202) : parole sur l'article. Son amendement n° 32 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8245, 8246) : parole sur l'article. (p. 8271) : soutient l'amendement n° 989 de Mme Annie David ; devenu sans objet. (p. 8279) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - *Organisation des services de santé au travail*) (p. 8292, 8293) : parole sur l'article. (p. 8303, 8304) : intervient sur l'amendement n° 991 de Mme Annie David. (p. 8309, 8318) : soutient les amendements n° 997 et 1003 de Mme Annie David ; rejetés. Le groupe CRC-SPG est favorable à l'amendement n° 414 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8322) : soutient l'amendement n° 1019 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8327) : soutient l'amendement n° 1013 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8334, 8335) : soutient l'amendement n° 1022 de Mme Annie David ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8352). - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - *Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8355) : soutient l'amendement n° 1025 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8361) : défavorable à cet article. - **Article 25 duodécies** (*intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au*

travail) (p. 8372) : parole sur l'article. (p. 8375) : soutient l'amendement n° 1038 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8376, 8377) : favorable à l'amendement n° 1038 de Mme Annie David. (p. 8380, 8381) : soutient l'amendement n° 1044 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8384, 8385) : votera contre cet article. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - *Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité*) (p. 8400) : votera contre cet article. - **Article 27 ter AB (Nouveau)** (*Comité scientifique*) (p. 8402, 8403) : son amendement n° 877 ; rejeté. (p. 8404) : intervient sur l'amendement n° 1056 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel*) (p. 8408) : parole sur l'article. (p. 8419) : soutient l'amendement n° 1061 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - *Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail*) (p. 8425) : défavorable à cet article. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - *Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles*) (p. 8426, 8427) : parole sur l'article. - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8434, 8435) : soutient l'amendement n° 1070 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 28** (p. 8446, 8447) : parole sur l'article. - **Article 29 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension*) (p. 8458) : soutient l'amendement n° 948 de Mme Isabelle Pasquet ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8488). - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8490, 8491) : soutient l'amendement n° 1086 de Mme Odette Terrade ; rejeté. (p. 8494) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8504, 8510) : soutient l'amendement n° 1091 de Mme Odette Terrade ; rejeté. Son amendement n° 966 ; rejeté. - **Article 31 bis** (art. L. 2242-5 du code du travail - *Négociation sur la possibilité de surcotiser en cas de temps partiel*) (p. 8530) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 31 bis de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - *Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8544) : favorable aux amendements n° 276 de M. Jean Desessard, n° 466 de M. Ronan Kerdraon, et n° 1097 de Mme Annie David. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - *Pérennisation du dispositif de la retraite progressive*) (p. 8552) : parole sur l'article. (p. 8555) : soutient l'amendement n° 1104 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (*Définition de l'épargne retraite*) (p. 8561, 8562) : parole sur l'article. (p. 8567) : intervient sur les amendements n° 278 de M. Jean Desessard et n° 1107 de Mme Annie David. - **Article 32 ter A** (art. L. 3153-3 du code du travail - *Augmentation du nombre de jours exonérés de cotisations sociales et utilisés à partir d'un compte épargne-temps pour abonder un dispositif d'épargne retraite*) (p. 8577) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Annie David ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8606, 8607) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 8640). - **Article 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 8650) : favorable à l'amendement n° 1158 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8665, 8666) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vassel (ouverture d'une réflexion

nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Division additionnelle avant le chapitre Ier (précédemment réservée)** (p. 8701) : intervient sur l'amendement n° 732 de M. Bernard Vera (insertion d'un chapitre relatif aux mesures d'amélioration des recettes destinées au financement des retraites). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8704, 8707) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 272 de M. Jean Desessard (doublement du taux de la CSG sur les revenus du patrimoine). Son amendement n° 735 : relèvement du niveau du prélèvement libératoire grevant les PEA ; rejeté. (p. 8730) : son amendement n° 1168 : financement solidaire en faveur de la retraite par répartition ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article Ier A (précédemment réservés)** (p. 8738) : son amendement n° 752 : remise d'un rapport gouvernemental sur la réalité de l'espérance de vie des salariés des différentes branches professionnelles ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8766) : son amendement n° 895 : remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les bénéficiaires, d'une mesure portant le minimum contributif à 100 % du SMIC net ; rejeté par vote unique.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2010) (p. 8797).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8798) : soutient l'amendement n° 940 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités de prise en compte des périodes d'apprentissage dans la détermination du salaire de référence) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8800) : son amendement n° 941 : rapport au Parlement sur les modalités d'affiliation des étudiants à l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8840) : soutient l'amendement n° 1098 de Mme Annie David (suppression du dispositif de rupture conventionnelle) ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8848, 8849) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2010) (p. 8857).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8862, 8863) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8941, 8943) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 octobre 2010) (p. 8987).

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9009, 9010) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9055) : votera contre ce texte. (p. 9060) : position de vote de Mme Evelyne Didier et de M. Jean-Claude Danglot.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9565, 9569) : le groupe CRC-SPG votera contre le projet de loi de finances de la sécurité sociale pour 2011.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9628, 9629) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2009*) (p. 9685, 9686) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 5** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 9693, 9694) : parole sur l'article. - **Article 6** (*art. 60 de la loi n° 2009-1946 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale - Application du plafonnement légal de la participation des régimes d'assurance maladie obligatoire à certaines dépenses de l'Eprus - Rectification des dotations 2010 de l'assurance maladie obligatoire à l'Eprus et au Fmespp*) (p. 9696) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 7** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 9697, 9698) : son intervention. - **Article 8** (*Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour l'année 2010*) (p. 9700) : son intervention.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (*art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9703) : son amendement n° 216 ; rejeté. - **Article 11** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options*) (p. 9713) : son amendement n° 220 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) (p. 9726, 9727) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9729) : sur l'amendement n° 44 de la commission (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES), son sous-amendement n° 558 ; rejeté. - **Article 9 (précédemment réservé)** (*art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale*) (p. 9741) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9753) : favorable à l'amendement n° 14 de M. Bernard Cazeau (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires). - **Article 12** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales*) (p. 9754, 9755) : son amendement n° 221 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 12 ter (Nouveau)** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Précision sur le champ des exonérations relatives aux services à la personne*) (p. 9775) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9787, 9794) : ses amendements n° 224 : assujettissement des stock-options au forfait social ; et n° 225 : assujettissement des revenus financiers des sociétés financières et non financières à une contribution d'assurance vieillesse spécifique ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 9801) : favorable à l'amendement n° 388 de M. Alain Fouché (instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9804) : défavorable aux amendements identiques de la commission des finances saisis pour avis n° 110 et n° 405 de M. Nicolas About (relèvement du taux de CSG sur les pensions). - **Article 16** (*art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle*) (p. 9806) : son amendement n° 230 ; rejeté. (p. 9811) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 16 de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9818, 9819) : son amendement n° 232 : suppression du plafonnement des cotisations d'assurance vieillesse agricole ; rejeté. - **Article**

23 (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 9839, 9840) : parole sur l'article. - **Article 28** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 9851) : son amendement n° 234 ; rejeté. - **Article 29 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel - annexe B*) (p. 9863) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 30** (*art. L. 216-2-1 et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi - Extension des possibilités de contrôle des Urssaf pour le compte d'organismes tiers volontaires*) (p. 9865) : parole sur l'article. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie - Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9871) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 59 (priorité)** (*art. L. 114-23 et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Fonds de performance de la sécurité sociale*) (p. 9877) : le groupe CRC-SPG votera les amendements n° 98 de la commission des affaires sociales, n° 118 de la commission des finances saisie pour avis et n° 183 de M. Bernard Cazeau. - **Article 61 (Nouveau) (priorité)** (*art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Droit des agents de contrôle de la sécurité sociale d'obtenir des informations permettant de lutter contre la fraude profitant à des tiers*) (p. 9882) : défavorable à l'amendement n° 572 de la commission. - **Article 71 (Nouveau) (priorité)** (*art. 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse - Minimum vieillesse*) (p. 9887, 9888) : son amendement n° 278 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Article 34** (*art. L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement du rôle du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie*) (p. 9906) : défavorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9911) : son amendement n° 237 : plafonnement des dépassements d'honoraires à 15 % du tarif opposable ; rejeté. - **Article 36** (*art. L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Accords-cadres conclus entre le comité économique des produits de santé et les représentants des fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 9915, 9916) : son amendement n° 236 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9918, 9919) : soutient l'amendement n° 249 de M. François Autain (sanction des dépassements d'honoraires pratiqués par les établissements de santé au cours de l'exercice d'une mission de service public) ; rejeté. (p. 9927) : soutient l'amendement n° 244 de M. François Autain (interdiction temporaire, dans les zones surdenses, des conventionnements de médecins de premier recours) ; rejeté. - **Article 36 ter (Nouveau)** (*art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des alternatives à l'hospitalisation*) (p. 9935) : soutient l'amendement n° 430 de M. François Autain ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 9941) : le groupe CRC-SPG est défavorable à l'amendement n° 390 de M. Nicolas About (instauration d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable). - **Article 37** (*art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique*) (p. 9944, 9946) : son amendement n° 251 ; rejeté. - **Article 39** (*art. L. 1142-23 et L. 1221-14 du code de la santé publique - Procédure d'indemnisation des victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine*) (p. 9954) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 596 du Gouvernement. - **Article 40** (*art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9961, 9968) : son amendement n° 252 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9970) : intervient sur l'amendement n° 318 de M. Alain Houpert (sous-traitance d'une partie des activités des hôpitaux).

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2010) (p. 9981, 9982).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] (suite)**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Article 42** (*art. L. 162-22 et L. 162-22-2, L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale - Identification des parts liées à la psychiatrie et aux soins de suite ou de réadaptation*) (p. 9983) : intervient sur l'amendement n° 432 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9988, 9989) : son amendement n° 257 : intégration des revalorisations salariales, accordées par l'État, à l'ONDAM hospitalier ; rejeté. (p. 9991) : soutient l'amendement n° 433 de M. François Autain (obligation pour l'assurance maladie de publier annuellement des données comparatives sur l'évaluation de la pertinence des soins par région) ; adopté. - **Article 42 quater (Nouveau)** (*Bilan des réorganisations internes des établissements publics de santé*) (p. 9998) : parole sur l'article. - **Article 44 (priorité)** (*art. L. 323-3-1 (nouveau) et L. 433-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1226-1-1 (nouveau) et L. 1226-7 du code du travail - Actions de formation professionnelle continue ou d'accompagnement vers le retour à l'emploi durant un arrêt maladie*) (p. 10003) : soutient l'amendement n° 280 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 10004) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10021) : intervient sur les amendements identiques n° 173 de M. Yves Daudigny et n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales). (p. 10031, 10032) : soutient l'amendement n° 274 de Mme Isabelle Pasquet (création d'une enveloppe de dotations affectée au financement des missions d'intérêt général du secteur médico-social) ; rejeté. - **Article 43 bis (Nouveau)** (*art. L. 14-10-5 et L. 113-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 1431-2 et L. 1432-6 du code de la santé publique - Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer*) (p. 10042) : intervient sur l'amendement n° 575 de la commission.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (*art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire*) (p. 10078, 10081) : soutient l'amendement n° 438 de M. François Autain ; retiré. - **Article 48** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2011*) (p. 10094, 10095) : son amendement n° 260 ; retiré. - **Article 54** (*art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la rétroactivité des aides au logement*) (p. 10117, 10121) : soutient l'amendement n° 262 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10124) : soutient l'amendement n° 264 de Mme Isabelle Pasquet (évolution du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du cycle d'étude de l'enfant) ; rejeté. (p. 10129, 10130) : soutient l'amendement n° 265 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance) ; rejeté. - **Article 57** (*art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale, art. 80 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Transfert au fonds de solidarité vieillesse du financement d'une fraction du minimum contributif versé par le régime général, la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et le régime social des indépendants*) (p. 10138) : son amendement n° 277 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10141, 10142) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10742, 10745) : le groupe CRC-SPG votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10783, 10784) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10881, 10883) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 68 ter** (p. 10891) : votera

l'amendement n° II-170 du Gouvernement (augmentation d'un point de l'indice applicable à la retraite du combattant). - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10893, 10894) : ses amendements n° II-100 et II-101 ; rejetés. (p. 10896) : son amendement n° II-105 ; rejeté. (p. 10897, 10898) : ses amendements n° II-102 et II-104 ; rejetés. (p. 10899, 10900) : son amendement n° II-103 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Article 2 (Compensation des charges résultant de l'allocation personnalisée d'autonomie sur la base des comptes administratifs des départements)** (p. 12071, 12072) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12155) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Mézard (obligation pour les établissements publics à caractère industriel et commercial d'abroger leurs actes réglementaires illégaux).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 27 decies** (p. 12236) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 228 du Gouvernement (possibilité pour des organismes d'un État membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen d'évaluer les activités des établissements et services sociaux et médico-sociaux). - **Article 28 (Suppression maintenue) (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport)** (p. 12237, 12238) : favorable aux amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article 33 (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives)** (p. 12263, 12264) : sur l'amendement n° 216 du Gouvernement, votera les sous-amendements n° 265 de la commission et n° 275 de Mme Nicole Bricq.

FLEMING (Louis-Constant)
sénateur (Saint-Martin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 196 (2010-2011)] (21 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11210, 11211) : son intervention.

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
 NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
 RDSE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er avril 2010.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 31 mars 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis secrétaire du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 111 tome 3 annexe 10 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 18, 19) : sa question et sa réplique.

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 40) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 316, 317) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Rappel au règlement** (p. 508) : son rappel au règlement.

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 509) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)] (suite)** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 520, 521) : la plupart des membres du groupe du RDSE ne voteront pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 565, 566) : intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 801) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent) (p. 923) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre) (p. 988) : votera l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau.

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [n° 243 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1252, 1253) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1695, 1696) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (24 février 2010) - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1789) : soutient l'amendement n° 151 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1828) : la majorité du groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2084, 2085) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3138) : intervient sur l'amendement n° 53 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3143) : la majorité des membres du groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 383 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3156, 3157) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3182) : son intervention.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3287, 3288) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3462) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3784, 3792) : parole sur l'article. Soutient les amendements d'Yvon

Collin n° 539 ; rejeté ; et n° 541 ; retiré. (p. 3795, 3796) : soutient l'amendement n° 542 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3852) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3898) : le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé - Deuxième lecture [n° 469 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3903, 3904) : les membres du groupe RDSE voteront ce texte.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4195, 4196) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A) (p. 4299) : votera contre cet article. - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prise en compte de la performance individuelle et collective par la politique indemnitaire) (p. 4303, 4304) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 13 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Création d'un grade fonctionnel dans la catégorie A) (p. 4306) : soutient l'amendement n° 14 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte du mérite individuel et collectif par la politique indemnitaire dans la fonction publique territoriale) (p. 4308) : soutient l'amendement n° 15 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 30 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 78-1 (nouveau) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Intéressement collectif dans la fonction publique hospitalière) (p. 4308) : soutient l'amendement n° 16 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4312, 4313) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4558) : son intervention.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4886, 4887) : son intervention. (p. 4897) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 3 (Gage)** (p. 5091) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5268, 5270) : la majorité des membres du groupe RDSE s'abstiendra et quelques-uns voteront ce texte. - **Article 73 bis (Suspension de l'emploi du bisphénol A dans les biberons)** (p. 5372) : le groupe RDSE votera l'amendement n° 2 de M. Louis Nègre.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité

propre) (p. 5810) : intervient sur l'amendement n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5840) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (*art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5924) : intervient sur les amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 555 de M. Nicolas About et n° 568 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5955) : défavorable à l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5983) : parole sur l'article. (p. 5992) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6016) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 585 (2009-2010)]** - (8 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6074, 6075) : son intervention.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6748, 6749) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6979, 6980) : parole sur l'article. (p. 6986) : intervient sur l'amendement n° 50 de M. Roland Courteau.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 2** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7063) : intervient sur l'amendement n° 255 de M. Raymond Vall. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7070) : intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (financement de l'enfouissement des lignes à haute tension).

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (*art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7137, 7138) : soutient l'amendement n° 263 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 9** (*art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs*) (p. 7145) : soutient l'amendement n° 264 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 11 bis A (Nouveau)** (*art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements*) (p. 7154) : soutient l'amendement n° 253 de M. Yvon Collin ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7200, 7201) : la majorité des membres du groupe RDSE ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7855) : la majorité des membres du groupe RDSE votera les amendements n° 1 de M. Guy Fischer, n° 64 de Mme Christiane Demontés, n° 251 de M. Jean Desessard, n° 319 de M. Yvon Collin et n° 635 de M. Philippe Dominati.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (*art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8522) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (*art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8546) : votera l'amendement n° 380 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (*art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8615) : le groupe RDSE votera les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8622, 8623) : parole sur l'article. (p. 8635) : la majorité du groupe RDSE votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8661) : soutient l'amendement n° 327 de M. Yvon Collin (rapport gouvernemental sur la possibilité de faire évoluer le système de retraite actuel vers un régime à points) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8701, 8704) : son amendement n° 390 : contribution des revenus patrimoniaux au financement des retraites ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Article 3** (*Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils et règles applicables au cours de la période transitoire*) (p. 9160, 9161) : intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Nicole Bricq.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9661, 9662) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9906, 9907) : soutient l'amendement n° 479 de M. Yvon Collin (extension du champ d'application des référentiels mis en place par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 45 ter (priorité)** (p. 10017) : intervient sur l'amendement n° 598 du Gouvernement (paiement au ministère de l'intérieur de la quote-part de l'assurance maladie au titre d'ANTARES pour 2011). - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10020, 10021) : soutient l'amendement n° 480 de M. Yvon Collin (clarification du régime des prestations d'aide sociale à l'enfance au regard des cotisations sociales) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10445, 10447) : soutient l'amendement n° I-379 de M. Yvon Collin (extension du champ de la taxe sur les salaires) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10460) : votera les amendements identiques n° I-159 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-264 de Mme Nicole Bricq et n° I-338 de M. Thierry Foucaud (pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marchés).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10622) : favorable à l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé). - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - *Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »*) (p. 10649, 10650) : soutient l'amendement n° I-383 de M. Yvon Collin ; devenu sans objet. - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle*) (p. 10682, 10683) : soutient l'amendement n° I-384 de M. Jacques Mézard ; rejeté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 10728) : la majorité des membres du groupe de RDSE votera contre ce projet de loi.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10905, 10907) : son intervention. (p. 10912) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - *Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11136, 11141) : son amendement n° II-163 ; adopté.

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11263, 11264) : son intervention.

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11644) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs). - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11670) : soutient l'amendement n° II-425 de M. Yvon Collin (extension du champ d'application de l'éco-prêt à taux zéro) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 11680) : soutient l'amendement n° II-422 de M. Robert Tropeano (abaissement de l'âge permettant aux anciens combattants de bénéficier d'une demi-part supplémentaire de quotient familial) ; rejeté. - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du

code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11700) : les membres du groupe du RDSE voteront contre l'amendement n° II-299 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11708, 11709) : favorable à l'amendement n° II-513 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 11720, 11721) : soutient l'amendement n° II-421 de M. Yvon Collin (reconduction du dispositif d'amortissement exceptionnel des équipements destinés à économiser l'énergie ou à produire des énergies renouvelables) ; rejeté.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - *Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11805) : soutient l'amendement n° II-420 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 59 (précédemment réservés)** (p. 11821) : soutient l'amendement n° II-423 de M. Yvon Collin (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer les terrains arboricoles et viticoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11829) : intervient sur les amendements identiques n° II-521 de M. Thierry Foucaud et n° II-539 de M. Charles Guené (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants).

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12255, 12256) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12392) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire [n° 171 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12405, 12406) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12957, 12958) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13029, 13031) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer - Deuxième lecture [n° 134 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13042, 13043) : son intervention.

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Enseignement scolaire [n° 111 tome 3 annexe 13 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 269, 270) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 5 (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole)**

(p. 730, 742) : soutient les amendements n° 172, 179 et 173 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 812, 813) : défavorable à l'amendement n° 332 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains) (p. 827, 828) : défavorable à cet article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1286, 1288) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi de finances rectificative pour 2010. - **Question préalable** (p. 1307) : le groupe CRC-SPG votera sa motion n° 116 tendant à poser la question préalable et soutenue par M. Bernard Vera. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1308, 1312) : ses amendements n° 102 : suppression du bouclier fiscal ; n° 104 : suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidentés du travail ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1315, 1317) : ses amendements n° 103 : suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires ; n° 105 : hausse de la taxation des éléments de rémunération les plus exorbitants du droit commun ; et n° 106 : abaissement du plafond des niches fiscales à 20 000 euros ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1358) : parole sur l'article. (p. 1363, 1364) : ses amendements n° 95 et 96 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1373) : son amendement n° 98 : à la demande de l'État, possibilité pour OSEO d'employer les ressources de taxes spécifiques pour émettre des prêts sans intérêts ; rejeté. - **Article 5 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 1411) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 5 de ce projet de loi. - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1434) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'article 6 de ce projet de loi. - **Article 8** (art. L. 725-24, L. 741-5, L. 741-16, L. 741-16-1 [nouveau], L. 751-10 et L. 751-18 du code rural - Exonération des cotisations patronales dues pour l'emploi des travailleurs occasionnels agricoles) (p. 1436) : son amendement n° 101 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1459, 1460) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Question préalable** (p. 1700, 1703) : soutient la motion n° 163 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (*Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux*) (p. 1714) : soutient l'amendement n° 113 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Prévisibilité du montant de la perte de jeu*) (p. 1718, 1719) : soutient l'amendement n° 115 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition des notions de pari et de jeu en ligne, d'opérateur de jeux et de paris en ligne, de joueur et de parieur en ligne, et de compte de joueur en ligne*) (p. 1729, 1730) : soutient l'amendement n° 119 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des paris sportifs en ligne*) (p. 1732, 1736) : soutient les amendements n° 121, 122 et 123 de M. Bernard Vera ; rejetés. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des jeux de cercle en ligne*) (p. 1738) : soutient l'amendement n° 125 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 17** (*Certification indépendante du respect des dispositions légales et du cahier des charges*) (p. 1750) : soutient l'amendement n° 127 de M. Bernard Vera ; retiré. - **Article 25** (*Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1757, 1758) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2301, 2302) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2981) : son intervention.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3289, 3291) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3328, 3329) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3552, 3555) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4412, 4413) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4426) : soutient l'amendement n° 1 de M. Bernard Vera (taxation des transactions sur devises) ; rejeté. (p. 4427) : soutient l'amendement n° 2 de M. Bernard Vera (augmentation de la contribution des banques à la garantie des dépôts des épargnants) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4429, 4430) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 5 (suppression du droit pour une entreprise implantée en zone de revitalisation rurale de bénéficier d'une exonération de taxe professionnelle) ; n° 6 (exonération des départements d'outre-mer et des autres départements et régions éligibles aux dotations de péréquation de tout concours aux fonds de garantie) ; et n° 7 (rééquilibrage de la fiscalité pesant sur les entreprises de réseaux) ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4432) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 585 (2009-2010)]** - (8 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6076, 6078) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6116, 6117) : son intervention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 541 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6188, 6190) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7234) : soutient l'amendement n° 53 de M. Bernard Vera (remise, avant la fin de l'année 2010, d'un rapport gouvernemental sur les modalités de constitution d'un secteur public bancaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 7 ter** (art. L. 621-7 et L. 621-7-1 du code monétaire et financier) (p. 7271) : soutient l'amendement n° 57 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 7 quinquies** (p. 7276) : soutient l'amendement n° 58 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 7 octies** (*Habilitation à transposer par ordonnance la « directive OPCVM IV »*) (p. 7280, 7281) : soutient l'amendement n° 61 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 7 nonies** (*Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009*) (p. 7281) : soutient les amendements n° 62 et 63 de M. Bernard Vera ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 7 undecies** (p. 7283) : soutient l'amendement n° 64 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental sur le plafonnement des tarifs bancaires et l'évolution du taux d'usure) ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7973) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2,

L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail (p. 8305, 8306) : soutient l'amendement n° 992 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8311) : soutient l'amendement n° 1017 de Mme Annie David ; adopté. (p. 8319, 8326) : soutient les amendements n° 1006 et 1012 de Mme Annie David ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8728, 8729) : soutient l'amendement n° 744 de M. Guy Fischer (relèvement des taux des prélèvements libératoires portant sur les revenus à taux fixes perçus par les particuliers) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9374, 9376) : son intervention. - **Article 2 et rapport annexé** (p. 9429) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (18 novembre 2010) (p. 10235).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10251, 10253) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2011 - imposition des revenus de l'année 2010) (p. 10285) : son amendement n° I-314 ; rejeté. (p. 10286, 10287) : son amendement n° I-315 ; adopté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage) (p. 10301) : son amendement n° I-316 ; adopté. - **Article 2 quater (Nouveau)** (Imposition différée des primes versées au titre des jeux olympiques et paralympiques d'hiver de l'an 2010 à Vancouver) (p. 10304) : son amendement n° I-318 ; rejeté. - **Article 3** (art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital) (p. 10306) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (22 novembre 2010) (p. 10369).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 7** (art. 995 et 1001 du code général des impôts - Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables ») (p. 10370, 10373) : son amendement n° I-325 ; rejeté. - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes) (p. 10398, 10399) : parole sur l'article. (p. 10399, 10400) : son amendement n° I-331 ; rejeté. (p. 10401) : défavorable à l'amendement n° I-443 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10423, 10424) : son amendement n° I-335 : réduction de l'abattement sur les droits de mutation ; retiré. - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10453) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10459) : son amendement n° I-338 : pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marchés ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (art. 302 bis ZK et 1609 tertricies du code général des impôts - Evolution du régime fiscal des paris hippiques) (p. 10513, 10514) : parole sur l'article. - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10524, 10525) : parole sur l'article. - **Article 13 bis (Nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modalités de fixation du niveau de la contribution au service public de l'électricité) (p. 10563, 10564) : le groupe CRC-SPG est favorable à l'amendement n° I-169 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10566) : intervient sur l'amendement n° I-21 de la commission (déplafonnement du droit de passeport des sociétés propriétaires d'un navire de plaisance ou de sport faisant l'objet à l'exportation d'un financement de type location avec option d'achat ou crédit-bail).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 20** (art. L. 1613-6, L. 1614-1, L. 2334-26, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 4425-2 et L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales, art. 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, art. 134 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003 - Non-indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement) (p. 10591, 10592) : soutient l'amendement n° I-341 de Mme Marie-France Beauflis ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10621, 10622) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé). - **Article 30** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification du périmètre des dépenses du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat ») (p. 10641, 10642) : son amendement n° I-345 ; rejeté. - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ») (p. 10645, 10646) : son amendement n° I-347 ; rejeté. Son amendement n° I-346 ; rejeté. - **Article 37** (art. 64 de la loi n° 91-1323 du 30 décembre 1991 de finances rectificative pour 1991 - Relèvement des autorisations d'annulations de dettes) (p. 10676, 10677) : parole sur l'article. - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle) (p. 10682) : son amendement n° I-349 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10690, 10691) : soutient l'amendement n° I-402 de M. Jean-François Voguet (augmentation du prélèvement sur la Française des jeux au profit du Centre national pour le développement du sport) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10692) : soutient l'amendement n° I-302 de Mme Evelyne Didier (application de la taxe générales sur les activités polluantes à la co-incinération) ; rejeté. - **Article 47 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 10710, 10711) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11159, 11160) : invite le Sénat à ne pas voter les crédits de la mission "Enseignement scolaire".

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le

logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11640) : défavorable à l'amendement n° II-27 de la commission.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2010) - **Article 56** (art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, art. 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé) (p. 11653, 11654) : parole sur l'article. (p. 11662, 11663) : son amendement n° II-509 ; rejeté. - **Article 57** (art. 6 et 196 bis du code général des impôts - Modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu des couples qui se constituent ou se séparent) (p. 11671, 11672) : parole sur l'article. (p. 11672) : son amendement n° II-503 ; rejeté. - **Article 57 sexies (Nouveau)** (art. 200 quater C et 200 quater A du code général des impôts - Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général) (p. 11684) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° II-553 de M. Louis Nègre. (p. 11685, 11686) : son amendement n° II-504 ; rejeté. - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11696) : parole sur l'article. - **Article 58 bis (Nouveau)** (art. 199 sexdecies, 200 sexies du code général des impôts - Renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11706) : son amendement n° II-515 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11707, 11710) : son amendement n° II-513 : suppression du bouclier fiscal ; rejeté. - **Article 65** (art. 44 sexies, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 duodécies, 44 quaterdecies, 44 quinquies [nouveau], 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 200 sexies, 220 quinquies, 220 terdecies, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater N, 244 quater O, 244 quater P, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 302 nonies, 1383 A, 1417, 1464 B, et 1602 A du code général des impôts et art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - Aménagement du régime fiscal des entreprises qui se créent ou qui sont reprises dans les zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 11715, 11716) : son amendement n° II-507 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 11722, 11723) : ses amendements, portant sur le même objet, n° II-526 et n° II-527 : renforcement du régime anti-évasion fiscale.

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2010) - **Article 66 quinquies (Nouveau)** (art. 48 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Prorogation d'un an du dispositif de neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 11743) : son amendement n° II-508 ; rejeté. - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances

pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11772, 11773) : parole sur l'article. (p. 11774) : défavorable à l'amendement n° II-415 de M. Jean Arthuis. (p. 11778) : intervient sur son amendement n° II-516. (p. 11807) : son amendement n° II-528 ; rejeté. (p. 11809) : son amendement n° II-520 ; devenu sans objet. (p. 11819) : son amendement n° II-519 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11832) : son amendement n° II-522 : alignement des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur celui de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; rejeté. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11844) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11911, 11913) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 8 et état D (Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12618, 12619) : parole sur l'article. - **Article 12** (Art. 8, 8 ter, 8 quater, 8 quinquies, 34, 35, 39 C, 39 E, 39 F, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 decies à 44 quaterdecies, 50-0, 60, 61 A, 62, 69 D, 71, 72 D, 72 D bis, 73 D, 75-0 B, 76 A, 93 B, 96, 96 A, 103, 120, 124 B, 125 B, 150 ter, 150-0 D ter, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 150-0 A, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 150 U, 150 UA, 150 UB, 150 VF, 150 VG, 151 septies, 151 septies A, 151 octies B, 151 nonies, 151 decies, 154, 155, 156, 158, 162, 163 unvicies, 164 B, 199 undecies C, 202 ter, 206, 208 quinquies, 211, 211 bis, 218 bis, 220 septies, 221 bis, 223 A, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 L, 223 Q, 224, 234 terdecies, 238 bis K, 238 bis L, 238 bis LA, 238 bis M, 238 ter, 239, 239 bis AA, 239 bis AB, 239 ter, 239 quater, 239 quater A, 239 quater B, 239 quater C, 239 quater D, 239 quinquies, 239 septies, 242, 244 bis, 244 bis A, 244 bis B, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater F, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater J, 244 quater L, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 244 quater U, 239-0 A à 239-0 E [nouveaux], 730 bis, 764 A, 787 B, 885 I bis, 885 I quater, 885 O, 1452, 1461, 1663 bis du code général des impôts ; art. L. 52 A, L. 53, L. 189 du livre des procédures fiscales ; art. L. 3315-1 du code du travail - Réforme du régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 12624) : soutient l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 15** (art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12697, 12701) : soutient les amendements n° 96, 97 et 101 de Mme Éliane Assassi ; rejetés. - **Article 17** (Révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels) (p. 12710) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12714) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 14 de la commission (assujettissement des résidences terrestres mobiles à un droit de timbre).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 24** (art. 50-0, 102 ter, et 293 D du code général des impôts - Simplification du calcul du seuil de chiffre d'affaires applicable aux auto-entrepreneurs) (p. 12755) : soutient l'amendement n° 64 de M. Bernard Vera ; adopté. - **Article 26 sexies (Nouveau)** (art. 199 sexvicies et 199 septvicies du code général des impôts - Sursis d'application pour les dispositifs fiscaux de l'investissement locatif aux conditions de 2010) (p. 12763, 12764) : soutient l'amendement n° 65 de M. Bernard Vera ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 33** (p. 12793, 12794) : soutient l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires) ; rejeté. - **Article 34** (Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en

2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA) (p. 12798) : son amendement n° 69 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12805) : soutient l'amendement n° 68 de M. Bernard Vera (création d'un

fonds exceptionnel de péréquation de la compensation du transfert des allocations individuelles de solidarité) ; rejeté.

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA).

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de l'Observatoire économique de l'achat public.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173

(2009-2010)] - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 83, 84) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 330, 331) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 903) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 947, 948) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. - **Article 18** (*art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 959) : intervient sur les amendements n° 75 de M. Rémy Pointereau et n° 253 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 964) : s'abstiendra sur le sous-amendement n° 417 de Mme Bernadette Bourzai portant sur l'amendement n° 105 de M. François-Noël Buffet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (*art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 977) : intervient sur l'amendement n° 419 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 981, 982) : favorable à l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1010) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1454) : favorable à l'amendement n° 27 de la commission (instauration d'une taxe sur la publicité en ligne). (p. 1457) : intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des compensations versées par l'État aux collectivités territoriales).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2266) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3316, 3317) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3505) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3706, 3707) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A*) (p. 4297) : votera l'amendement n° 2 de M. Claude Domeizel.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4559) : son intervention. - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions*

dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4586) : son amendement n° 136 ; retiré. (p. 4587) : son amendement n° 137 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4611, 4612) : son amendement n° 134 ; adopté. - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4618) : son amendement n° 138 ; adopté. (p. 4621) : son amendement n° 135 ; adopté. - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4647) : son amendement n° 140 ; adopté. (p. 4648) : son amendement n° 139 ; adopté.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5141) : votera l'amendement n° 21 de M. Richard Yung (abrogation du délit de racolage passif). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 et 5 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Accès au logement pour les femmes victimes de violences) (p. 5142) : votera l'amendement n° 10 de Mme Françoise Laborde.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 5166, 5167) : votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5993) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6303) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6368) : intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme).

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 28** (p. 6597, 6598) : son amendement n° 28 : délai de restitution des points du permis en cas de retrait ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 6600, 6602) : son amendement n° 60 : procédure de retrait de permis ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 32 octies** (p. 6622) : intervient sur l'amendement n° 72 de M. Louis Nègre (création d'une médaille d'honneur de la police municipale).

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6879, 6880) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 7007) : son amendement n° 223 ; retiré. (p. 7014) : votera l'amendement n° 125 de M. Roland Courteau. (p. 7018) : votera l'amendement n° 71 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (18 octobre 2010) - **Article 29 bis (Prorogation de l'assurance veuvage)** (p. 8457) : son amendement n° 651 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise)** (p. 8626) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8739) : son amendement n° 504 : limitation du montant des retraites "chapeaux" à 30 % de la rémunération des bénéficiaires et soumission des contributions des employeurs à la CSG et à la CRDS ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8777, 8778) : son amendement n° 505, identique à l'amendement n° 163 de Mme Christiane Demontès (relèvement de la contribution patronale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites à 20 %) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8825) : son amendement n° 506 : instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options) (p. 9725) : ne votera pas l'amendement n° 149 de M. Gérard Dériot.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9779) : votera les amendements n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 292 de M. Philippe Dominati et n° 302 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9786) : votera l'amendement n° 28 de M. Bernard Cazeau (suppression de l'exonération de CSG et de l'abattement fiscal sur les revenus des plus-values immobilières). (p. 9788) : votera l'amendement n° 27 de M. Bernard Cazeau (application du forfait social aux "parachutes dorés"). (p. 9790) : votera contre l'amendement n° 228 de M. Guy Fischer (majoration des cotisations patronales pour les entreprises de plus de 20 salariés employant plus de 20 % de leur effectif à temps partiel). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 9800, 9801) : son amendement n° 388 : instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10471) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About, et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11062, 11063) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Procédure d'indemnisation des avoués) (p. 12923, 12926) : ses amendements n° 3 ; rejeté ; et n° 4 ; retiré. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire) (p. 12936, 12938) : son amendement n° 6 ; retiré.

FOURCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis rapporteur le 12 janvier 2010.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public de réalisation de défaisance le 29 avril 2010.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de la mise en œuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires le 5 février 2010.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 123 (2009-2010)] relatif au Grand Paris [n° 366 (2009-2010)] (25 mars 2010) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au Grand Paris [n° 491 (2009-2010)] (20 mai 2010) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires [n° 65 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Engagements financiers de l'État - compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État [n° 111 tome 3 annexe 12 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 798) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Question préalable** (p. 1307) : le groupe UMP votera contre la motion n° 116 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1369) : votera l'article 1er de ce projet de loi.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) - au nom du groupe UMP, auteur de la demande (p. 2233, 2235) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2251) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - rapporteur de la commission spéciale sur le Grand Paris - **Discussion générale** (p. 2339, 2341) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2380, 2381) : position de la commission sur la motion n° 5 de M. Jean-François Voguet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2385) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Caffet tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2402, 2408) : position de la commission sur les amendements n° 9 et 10 de Mme Éliane Assassi, n° 237, 238, 239, 242 et 244 de Mme Dominique Voynet, n° 3 et 2 de Mme Catherine Dumas, n° 106 de M. Philippe Dominati, et n° 303 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2413, 2415) : position de la commission sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 6 (abrogation de la loi du 25 mars 2009 relative à la mobilisation pour le logement et à la lutte contre l'exclusion), n° 7 (abrogation de l'ordonnance du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat), et n° 8 (engagement des entreprises bénéficiaires d'aides publiques), ainsi que sur l'amendement n° 245 de Mme Dominique Voynet (conformité du projet du Grand Paris aux principes fondamentaux proclamés par la Charte de l'environnement). - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2418, 2428) : position de la commission sur les amendements n° 11, 12, 13 et 14 de Mme Éliane Assassi, n° 116 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 80 et 81 de M. Yvon Collin, et n° 249 et 248 de Mme Dominique Voynet. (p. 2429, 2443) :

position de la commission sur les amendements n° 117, 119 et 118 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 4 de Mme Catherine Dumas, n° 15 et 70 de Mme Éliane Assassi, n° 107 de M. Philippe Dominati, n° 251 et 252 de Mme Dominique Voynet, n° 226, 228 et 227 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 235 de M. Ambroise Dupont, n° 211 de M. Christian Cambon, n° 73 de M. Laurent Bêteille, n° 82 de M. Yvon Collin, n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo, et n° 215 du Gouvernement. (p. 2442) : son amendement n° 305 ; adopté. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2460, 2468) : position de la commission sur les amendements n° 16, 17 et 20 de Mme Éliane Assassi, n° 120 et 121 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 178 de M. Philippe Dallier, n° 83 de M. Yvon Collin, et n° 254 de Mme Dominique Voynet.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2483, 2493) : position de la commission sur les amendements n° 122 et 123 de M. Jean-Pierre Caffet, et n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2494, 2504) : position de la commission sur les amendements n° 257, 258 et 260 de Mme Dominique Voynet, n° 21, 23, 24, 22, 25, 26, 27 et 28 de Mme Éliane Assassi, n° 124 et 125 de M. Jean-Pierre Caffet, et n° 85, 84 et 86 de M. Yvon Collin. (p. 2504, 2507) : position de la commission sur les amendements n° 261 et 262 de Mme Dominique Voynet, n° 29 de Mme Éliane Assassi, n° 75 de M. Philippe Dallier, et n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2579, 2581) : intervient sur l'amendement n° 241 de Mme Dominique Voynet. (p. 2580, 2581) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2603, 2607) : position de la commission sur les amendements n° 31, 32, 33 et 34 de Mme Éliane Assassi, et n° 127 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2608) : position de la commission sur l'amendement n° 243 de Mme Dominique Voynet (transmission du schéma directeur de la région Ile-de-France au Conseil d'État). - **Article 5** (art. L. 13-15 et L. 15-9 du code de l'expropriation - *Prise de possession après expropriation : lutte contre la spéculation foncière et application de la procédure d'extrême urgence*) (p. 2608) : position de la commission sur l'amendement n° 35 de Mme Éliane Assassi. - **Article 6** (art. L. 213-4, L. 212-2 et L. 212-2-1 du code de l'urbanisme - *Expropriation de biens soumis au droit de préemption*) (p. 2609, 2610) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2610, 2611) : position de la commission sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Dominati (application à la région Ile-de-France des dispositions dérogatoires au droit commun pour faciliter la réalisation du métro automatique). - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2614, 2636) : position de la commission sur les amendements n° 130, 131, 132 et 134 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 294 de M. Nicolas About, n° 182 de M. Philippe Dallier, n° 113 de M. Philippe Dominati, n° 133 de M. Thierry Repentin, n° 246, 247 et 250 de Mme Dominique Voynet, n° 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 43 de Mme Éliane Assassi, n° 128, 129 et 135 de Mme Nicole Bricq, et n° 216 du Gouvernement. (p. 2627) : son amendement n° 300 ; adopté. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2639, 2652) : position de la commission sur les amendements n° 139 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 183 et 184 de M. Philippe Dallier, n° 253, 255 et 259 de Mme Dominique Voynet, n° 44, 45, 46 et 47 de Mme Éliane Assassi, et n° 136, 137 et 138 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2653) : position de la commission sur l'amendement n° 140 de Mme Nicole Bricq (création d'un comité de suivi chargé de veiller à la bonne exécution du projet Grand Paris). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 2654, 2656) : position de la commission sur l'amendement n° 141 de Mme Nicole Bricq (prise en compte dans le projet de loi de finances pour 2011 des dépenses relatives à la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris). - **Article 9** (*Ressources de l'établissement*) (p. 2658, 2661) : position de la commission sur les amendements n° 48 de Mme Éliane Assassi et n° 142 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2661, 2663) : position de la

commission sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 49 (accroissement des recettes issues de la taxe annuelle sur les bureaux en vue de développer les transports publics et le logement en région Ile-de-France), n° 50 (augmentation du plafond de la taxe spéciale d'équipement), n° 51 (plafonnement de la taxe spéciale d'équipement) et n° 52 (justice fiscale). - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - *Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France*) (p. 2666, 2674) : position de la commission sur les amendements n° 231 de M. Denis Badré, n° 212, 213 et 214 de M. Philippe Dallier, n° 53 et 54 de Mme Éliane Assassi, et n° 296 et 298 du Gouvernement. (p. 2672) : son amendement n° 301 ; adopté. - **Article 9 ter** (art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts - *Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Île-de-France*) (p. 2675, 2681) : position de la commission sur les amendements n° 55 de Mme Éliane Assassi, n° 143, 144 et 145 de Mme Nicole Bricq, et n° 297 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 2682, 2685) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 146 (rapport gouvernemental sur l'exécution des engagements financiers de l'État pour la réalisation du plan de mobilisation pour les transports en Ile-de-France) et n° 147 (réhaussement des plafonds du taux du versement transport applicable en Ile-de-France), de Mme Éliane Assassi n° 18 (accroissement du taux de versement transport dans les zones aéroportuaires) et n° 19 (rapport gouvernemental sur l'élargissement de l'assiette du versement transport en Ile-de-France), et n° 299 du Gouvernement (coordination). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (*Régime des biens nécessaires au réseau du Grand Paris*) (p. 2686) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de Mme Éliane Assassi. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Participation des établissements publics d'aménagement bénéficiant du réseau du Grand Paris*) (p. 2687) : position de la commission sur l'amendement n° 149 de Mme Nicole Bricq. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Dissolution de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2687) : position de la commission sur l'amendement n° 108 de M. Philippe Dominati. - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau du Grand Paris par la SGP*) (p. 2688, 2689) : position de la commission sur les amendements n° 232 de M. Denis Badré et n° 57 de Mme Éliane Assassi. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventions de co-maîtrise d'ouvrage*) (p. 2689) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de Mme Éliane Assassi. - **Article 16** (*Recours étendu aux contrats de partenariat*) (p. 2691, 2692) : position de la commission sur les amendements n° 59 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Nicole Bricq. - **Article 17** (art. 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - *Gestion des nouvelles lignes et des nouveaux réseaux du Grand Paris*) (p. 2694, 2697) : position de la commission sur les amendements n° 60 et 61 de Mme Éliane Assassi, n° 267 de Mme Dominique Voynet, et n° 151 et 152 de Mme Nicole Bricq. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2699, 2708) : position de la commission sur les amendements n° 153, 154, 155, 156, 158 et 159 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 221 de M. Philippe Dallier, n° 234 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 270, 272, 274 et 276 de Mme Dominique Voynet, n° 62, 63, 64, 65 et 66 de Mme Éliane Assassi, n° 157 de Mme Nicole Bricq, et n° 218 du Gouvernement. - **Article 19** (*Mise en œuvre des contrats de développement territorial*) (p. 2709, 2711) : position de la commission sur les amendements n° 67, 68 et 69 de Mme Éliane Assassi, n° 279 de Mme Dominique Voynet, et n° 160 de M. Thierry Repentin. - **Article 19 bis** (art. L. 302-13 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Territorialisation des objectifs de production de logements*) (p. 2713) : son amendement n° 302 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 222 de M. Philippe Dallier, et n° 161 et 162 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 2714) : position de la commission sur l'amendement n° 163 de M. Thierry Repentin (réalisation de logements dans les secteurs aménagés autour des gares).

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2751, 2761) : position de la commission sur les amendements n° 189, 192, 190, 191, 193, 194 et 195 de M. Bernard Vera, n° 283, 284 et 286 de Mme Dominique Voynet, n° 166 et 167 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 229 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2764) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Caffet n° 165 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences de la création de l'établissement public de Saclay) et n° 168 (remise d'un rapport gouvernemental justifiant les prises de participations de l'établissement public de Paris-Saclay). - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2767, 2775) : position de la commission sur les amendements n° 196, 197, 198, 203, 199, 200, 201 et 202 de M. Bernard Vera, n° 287 et 285 de Mme Dominique Voynet, n° 169 et 170 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 224 et 223 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 23** (*Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay*) (p. 2777) : position de la commission sur les amendements n° 171 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 204 de M. Bernard Vera. - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Missions du président-directeur général de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2778, 2779) : position de la commission sur les amendements n° 289 de Mme Dominique Voynet et n° 173 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 24** (*Ressources de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2779) : position de la commission sur les amendements identiques n° 220 du Gouvernement et n° 233 de M. Denis Badré. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 719-14 du code de l'éducation - Transfert des biens immobiliers de l'État à l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2780) : position de la commission sur l'amendement n° 205 de M. Bernard Vera. - **Article 27** (*Dispositions réglementaires d'application du chapitre 1er*) (p. 2781) : position de la commission sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 28 et annexe A bis** (*art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay*) (p. 2783, 2788) : position de la commission sur les amendements n° 273, 277, 278 et 275 de Mme Dominique Voynet, n° 206, 207 et 208 de M. Bernard Vera, n° 72 de M. Laurent Béteille, et n° 175 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 29 et annexe B** (*art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport*) (p. 2791, 2795) : position de la commission sur les amendements n° 176 de Mme Nicole Bricq, n° 209 de M. Bernard Vera, n° 177 de M. Jean-Pierre Caffet et n° 306 du Gouvernement. Son amendement n° 304 ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2796) : position de la commission sur l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2802, 2803) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) (p. 3060) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3905, 3907) : propose l'adoption du texte dans la rédaction adoptée par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (*art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles*) (p. 4036, 4037) : votera l'amendement n° 674 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4418, 4419) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4555, 4556) : son intervention. - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4583) : intervient sur l'amendement n° 95 de M. Bernard Vera. - **Article 3** (*art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4594) : intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Odette Terrade.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Missions du fonds de cohésion sociale*) (p. 4970) : intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Bricq. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4996) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5391, 5392) : la très grande majorité des groupes UMP et Union centriste voteront cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5695, 5696) : votera contre l'amendement n° 371 de M. Gérard Collomb (possibilité pour un EPCI d'adhérer à une AOT).

- En remplacement de M. Charles Guené, rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle*) (p. 5709) : soutient l'amendement n° 21 de la commission ; adopté. - **Article 10** (*art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 5712, 5713) : son amendement n° 22 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5812) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5981, 5982) : parole sur l'article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6121, 6123) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6331, 6332) : votera contre la motion n° 77 de M. Jean-Claude Peyronnet tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6542) : défavorable aux amendements analogues n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 156 de Mme Éliane Assassi et n° 248 de Mme Michèle André (suppression du délit de racolage passif). - **Articles additionnels après l'article 24 viciés** (p. 6580) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 266 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la possibilité de réaliser des contrôles d'identité dans la zone des vingt kilomètres en deçà des frontières nationales).

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7226, 7228) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 7 quater** (art. L. 431-1 du code monétaire et financier) (p. 7275) : votera l'amendement n° 150 du Gouvernement. Votera contre les amendements n° 119 et 120 de Mme Nicole Bricq.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7626, 7627) : votera contre les amendements n° 3 de M. Guy Fischer, n° 110 de Mme Christiane Demontès et n° 254 de M. Jean Desessard. (p. 7674) : favorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7987, 7988) : votera contre l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer. (p. 8034) : le groupe UMP votera cet article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8258) : le groupe UMP est défavorable aux amendements identiques n° 358 de M. Yvon Collin et n° 981 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8621) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8865) : votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Article 2 bis B** (art. L. 225-105-1 du code de commerce - Procédure de désignation en justice d'un mandataire chargé de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des projets de nomination visant à rendre régulière la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance) (p. 9157) : votera l'amendement n° 43 du Gouvernement. - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil) (p. 9165) : intervient sur les amendements identiques n° 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 14 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9187) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9376, 9378) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9733) : favorable à l'amendement n° 303 de M. Gilbert Barbier (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article 37** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des

établissements de médecine, chirurgie, obstétrique) (p. 9948) : votera l'amendement n° 492 de M. Alain Milon.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9987) : ne votera pas les amendements portant sur le même objet n° 254 de M. Guy Fischer et n° 340 de M. Jacky Le Menn (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés). - **Article 45 (priorité)** (Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé) (p. 10009) : intervient sur les amendements n° 585 et 597 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10255, 10257) : le groupe UMP votera le projet de loi de finances pour 2011.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10299, 10300) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 1-218 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 1-352 de Mme Catherine Dumas (prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10320) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10428, 10429) : parole sur l'article. - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10453) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 26** (art. L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales - Prorogation du fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU) (p. 10639) : votera les amendements n° 1-479 du Gouvernement et n° 1-23 de la commission.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10784) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11388, 11389) : favorable à l'amendement n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11544, 11547) : la commission des finances invite le Sénat à adopter les crédits de ce compte spécial. A titre personnel, son intervention.

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11561, 11562) : son intervention.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11745) : défavorable à l'amendement n° II-468 de

M. Gérard Miquel (exonération de TVA pour les produits issus de la valorisation des déchets). - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, , L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et

art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11783) : intervient sur les amendements n° II-91 de M. Philippe Dominati et n° II-146 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11864, 11865) : favorable à l'amendement n° II-316 de la commission. - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11876) : favorable à l'amendement n° II-569 de la commission ainsi qu'aux sous-amendements n° II-591 de M. Charles Guené et n° II-588 de M. Philippe Adnot s'y rapportant.

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élargissement des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La France et le Brésil, terres de cultures [n° 646 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2124, 2125) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3129) : soutient l'amendement n° 10 de M. Philippe Leroy ; retiré.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3704, 3705) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 4575) : au nom de MM. Philippe Adnot, Jean Louis Masson et Philippe Darniche.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) -

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6761) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11538, 11539) : votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire [n° 171 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12453) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12626) : soutient l'amendement de M. Gérard César n° 175, identique à l'amendement n° 80 de M. Rémy Pointereau (remise en cause, sur le plan fiscal, de l'assimilation des entreprises individuelles à responsabilité limitée - EIRL - aux sociétés civiles agricoles) ; adopté.

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à établir la reconnaissance par la France des souffrances subies par les citoyens français d'Algérie, victimes de crimes contre l'humanité du fait de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique [n° 569 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la dignité de la fonction de membre d'une équipe sportive nationale [n° 681 (2009-2010)] (23 juillet 2010) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à la sécurité dans les transports publics de voyageurs [n° 722 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Police et sécurité - Transports.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2218, 2219) : son intervention.

FRANÇOIS-PONCET (Jean)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) - au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 49, 51) : son intervention.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 417 (2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3113, 3114) : son intervention. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3125) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Commission mixte paritaire** [n° 462 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3854, 3855) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** [n° 486 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4197, 4198) : son intervention.

- **Commission mixte paritaire** [n° 529 (2009-2010)] - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5010, 5011) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 537 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5032, 5033) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (10 septembre 2010) - **Article 24 sexies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette) (p. 6562, 6563) : son amendement n° 78 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 24 septies** (p. 6565, 6566) : son amendement n° 79 : encadrement de la revente sur Internet

de billets pour des manifestations sportives, culturelles et commerciales ; adopté.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12140, 12142) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12838, 12840) : son intervention.

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) : une juridiction neuve, confrontée à des problèmes récurrents [n° 9 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Budget - Justice.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 111 tome 3 annexe 6 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) - au nom de la commission des finances (p. 2278, 2279) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire** [n° 60 (2009-2010)] - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9667, 9668) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11838) : intervient sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° II-74 (clarification de la présentation du budget des transports publics et des transports scolaires des collectivités territoriales) et n° II-75 (repli).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire** [n° 171 (2010-2011)] - (15 décembre 2010) - **Explications de**

vote sur l'ensemble (p. 12453) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 163 (2010-2011)] - (16 décembre 2010) - **Article 3 (Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat)** (p. 12596, 12597) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission, repris par M. Jean-Marc Todeschini. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12600) : intervient sur l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules). - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 12622) : intervient sur les amendements de Jean-Pierre Sueur n° 166 (versement du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003) et n° 167 (rapport gouvernemental sur la répartition du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003). - **Article 14 (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité)** (p. 12674, 12676) : soutient l'amendement n° 150 de M. Gérard Miquel ; adopté ; ainsi que l'amendement n° 151 de Mme Nicole Bricq ; retiré. - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12706) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Nicole Bricq (possibilité, pour les régions, de disposer d'une part complémentaire de versement transport) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12715) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Nicole Bricq (majoration de 10 % des seuils plafond ouvrant droit, pour les ménages, à un dégrèvement de la taxe d'habitation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 17 septies** (p. 12740) : intervient sur l'amendement n° 142 de M. Charles Guéné (pérennisation du mécanisme du FCTVA). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12744) : intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (mise en place d'une taxe sur les sacs plastiques).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture** [n° 178 (2010-2011)] - (20 décembre 2010) - **Article 1er (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques)** (p. 12869) : soutient les amendements n° 3 et n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejetés.

FRIMAT (Bernard)
sénateur (Nord)
SOC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 14, 27, 28 janvier, 3, 17, 23 février, 25, 31 mars, 8, 9 avril, 6, 11, 26, 29 mai, 3, 8, 9, 22, 29, 30 juin, 2, 7, 8 juillet, 9, 29 septembre, 7, 8, 13, 21, 22, 28 octobre, 3, 9, 18, 24, 26 novembre, 1er, 2, 7, 9, 15, 16 et 21 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 372, 374) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (21 janvier 2010) (p. 395).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] (suite) - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009)** (p. 407) : son amendement n° 9 ; rejeté. (p. 411) : soutient l'amendement n° 14 de M. Jacques Berthou ; rejeté. (p. 419) : soutient l'amendement n° 22 de Mme Michèle André ; rejeté. (p. 420) : son amendement n° 23 ; rejeté. (p. 421) : soutient l'amendement n° 24 de M. Michel Sergent ; rejeté. (p. 422) : soutient l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Mirassou ; rejeté. Son amendement n° 27 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 424, 425) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (27 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 567, 568) : intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture** [n° 281 (2009-2010)] - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1844, 1846) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1852) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture** [n° 282 (2009-2010)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010).** - (25 février 2010) - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (p. 1856) : ses amendements n° 1 ; adopté ; et n° 2 ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services** [n° 193 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Article 5 (Principes encadrant les services sociaux)** (p. 2161) : souhaite que les présidents de groupe s'assurent d'une présence suffisante en séance publique des membres de leur groupe afin que les votes aient lieu dans des conditions décentes et que les discussions puissent s'achever

dans des délais raisonnables et dans le respect de la prévisibilité chère au président du Sénat.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Nouvelle lecture [n° 490 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 76 (2009-2010)** (p. 4181, 4182) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 76 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2009-2010)**.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4355) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4361) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 60 de M. Alain Anziani. - **Article 9 (Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés)** (p. 4370) : le groupe socialiste votera les amendements n° 26 de M. Hugues Portelli et n° 70 de M. Nicolas About. - **Article 11 A (Nouveau) (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 4373) : votera les amendements n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 71 de M. Nicolas About. - **Article 11 (Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité)** (p. 4375) : favorable aux amendements n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 63 de M. Alain Anziani.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5102, 5103) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Demande de réserve** (p. 5469) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5548, 5549) : favorable à l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales). - **Article 2 (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct)** (p. 5562) : intervient sur l'amendement n° 542 de M. Hervé Maurey.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements)** (p. 5920, 5921) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5962) : défavorable à l'amendement n° 554 de M. Nicolas About (impossibilité, pour un conseiller territorial, d'être à la fois membre de la commission permanente du conseil général et de celle du conseil régional).

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6045) : son rappel au règlement.

- **Rappel au règlement** - (8 juillet 2010) (p. 6067).

- **Souhaits de bienvenue à M. Leonel Fernandez Reyna, Président de la République dominicaine** - (8 juillet 2010) (p. 6101).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 6284, 6285).

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6372, 6373) : intervient sur l'amendement n° 196 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rectification des actes d'état civil ayant été le support d'une usurpation d'identité).

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 6473) : donne acte à M. Charles Gautier de son rappel au règlement.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7635). - **Article 6 (priorité) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote)** (p. 7687) : réponse à Mme Isabelle Debré. (p. 7730) : votera l'amendement n° 1181 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31 (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes)** (p. 8528) : intervient sur l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8640, 8641).

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8902, 8904) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011)**. - (22 octobre 2010) - **Article 28 (Ratification de treize ordonnances diverses relatives à l'outre-mer)** (p. 8920) : intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 31 (Ratification d'un décret approuvant les sanctions applicables en matière d'urbanisme à Saint-Barthélemy)** (p. 8922) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 4 de la commission.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4 (Évolution annuelle des dépenses publiques en volume)** (p. 9437) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13 (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque)** (p. 10527, 10528) : parole sur l'article. (p. 10553, 10554) : intervient sur l'amendement n° I-484 de la commission.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - **Article 77 (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française)** (p. 11244) : favorable à l'amendement n° II-268 de M. Richard Tuheiva.

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) (p. 12045).

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) (p. 12045, 12046).

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission) (Procédure d'indemnisation des avoués)** (p. 12929) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Alain Anziani.

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie jusqu'au 7 septembre 2010.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La politique du livre face au défi du numérique [n° 338 (2009-2010)] (25 février 2010) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Centre des monuments nationaux : un colosse aux pieds d'argile [n° 48 (2010-2011)] (19 octobre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Archéologie subaquatique et sous-marine : un havre abrité de la rigueur ? [n° 109 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Culture [n° 111 tome 3 annexe 7 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3128, 3129) : intervient sur son amendement n° 34, soutenu par Mme Anne-Marie Payet.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4561, 4562) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4090) : défavorable à l'amendement n° 675 du Gouvernement. - **Article 16 bis** (titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt) (p. 4097) : parole sur l'article. (p. 4102) : favorable à l'amendement n° 656 du Gouvernement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5545) : votera l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6369) : s'abstiendra sur l'amendement n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme).

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Article 1er** (Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public) (p. 6757) : ne votera pas l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (16 octobre 2010) - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8309) : intervient sur l'amendement n° 412 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9105, 9106) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9115) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. David Assouline (application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10385) : favorable aux amendements analogues n° I-286 de la commission de la commission de la culture saisie pour avis, n° I-430 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° I-433 de M. Jean-Pierre Plancade et n° I-301 de M. Jack Ralite (alignement du taux de TVA applicable au livre numérique sur le taux appliqué au livre papier).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 12** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - *Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision*) (p. 10515) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Culture

- (2 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11327, 11328) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11341) : position de la commission sur l'amendement n° II-384 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 17 bis** (*Réduction de la taxe locale sur la publicité extérieure pour certains établissements*) (p. 12720) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12744) : intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (mise en place d'une taxe sur les sacs plastiques).

GARREC (René)
sénateur (Calvaos)
UMP

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4224) : intervient sur l'amendement n° 105 de M. Guy Fischer (mode de recrutement spécifique, pour les personnes handicapées, dans la fonction publique parlementaire).

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série C 1))*
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 500 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 315 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 113 (2009-2010)] tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 382 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Défense.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur la proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 223 (2009-2010)] - Vers la parité pour la gouvernance des entreprises [n° 45 (2010-2011)] (19 octobre 2010) - **Entreprises - Société.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Pour une réserve de sécurité nationale [n° 174 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 194 (2010-2011)] (21 décembre 2010) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 425, 426) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1620, 1622) : son intervention. - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1630, 1632) : son amendement n° 11 ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 417 (2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Article 6** (*art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition*) (p. 3126, 3128) : son amendement n° 4 ; retiré.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions** [n° 383 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3152, 3153) : son intervention. - **Article 1er** (*Insertion dans le code de la défense d'un chapitre relatif aux armes à sous-munitions*) (p. 3160, 3168) : position de la commission sur les amendements n° 4, 5, 6, 7 et 8 de M. Jacques Muller, n° 2 et 3 de M. Robert Hue et n° 1 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3168) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Muller (reprise des obligations en matière d'interopérabilité définies dans la convention d'Oslo).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs** [n° 500 (2007-2008)] - (6 mai 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3203, 3206) : son intervention. (p. 3213) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes** [n° 565 (2009-2010)] - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5064, 5066) : son intervention.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5106, 5107) : ne votera pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 5138, 5139) : son amendement n° 1 : délivrance et renouvellement des titres de séjour des femmes victimes de violence conjugale ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5248, 5249) : l'UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6156, 6157) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7832, 7833) : parole sur l'article. (p. 7873) : son amendement n° 1160 ; adopté. (p. 7876) : intervient sur son amendement n° 1160.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7955) : son amendement n° 1161 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 3 octies (précédemment réservé)** (p. 8746, 8747) : son amendement n° 1162 : simplification administrative par les affiliés à la Caisse des Français de l'étranger ; adopté - vote unique adopté par vote unique.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - rapporteur de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 9129, 9131) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9143, 9149) : son amendement n° 10 : limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique ; retiré. Intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). - **Article 1er** (art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil d'administration) (p. 9152, 9153) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 2** (art. L. 225-68, L. 225-69, L. 225-69-1, L. 225-76, L. 225-78, L. 225-79 et L. 225-83 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil de surveillance d'une société

anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil de surveillance) (p. 9155, 9156) : son amendement n° 4 ; adopté. - **Article 3** (Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils et règles applicables au cours de la période transitoire) (p. 9159, 9161) : ses amendements n° 5 et 6 ; adoptés. - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil) (p. 9162, 9165) : ses amendements n° 12 ; rejeté ; et n° 7 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9166) : son amendement n° 8 : extension de l'obligation de représentation équilibrée aux conseils d'administration des mutuelles ; rejeté. - **Article 5 (Supprimé)** (Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics administratifs de l'État) (p. 9174, 9176) : ses amendements n° 9 ; retiré ; et n° 2 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9185) : son amendement n° 11 : rapport gouvernemental triennal permettant d'évaluer la mise en conformité progressive des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises et établissements visés par le présent texte ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9187) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10817, 10818) : votera ce projet de budget.

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10869) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11456, 11457) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12144, 12145) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 28 (Suppression maintenue)** (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport) (p. 12239) : intervient sur les amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 12239, 12240) : son amendement n° 73 : droit pour les personnes physiques de nationalité française résidant hors de France d'ouvrir un compte de dépôt ; adopté.

GAUDIN (Christian)
sénateur (Maine-et-Loire)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 11 octobre 2010.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Cessation de mandat le 11 octobre 2010.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le crédit d'impôt recherche à l'heure du bilan de la réforme de 2008 : des débuts encourageants, un rapport coût-efficacité perfectible [n° 493 (2009-2010)] (25 mai 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 12, 19, 26 janvier, 16, 23 février, 6 avril, 4, 18, 31 mai, 1er, 15, 29 juin, 6, 7 juillet, 7, 14 septembre, 5, 18, 26 octobre, 4, 23, 30 novembre, 4 et 14 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

GAUTIER (Charles)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 512, 513) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1441) : favorable à l'amendement n° 91 de M. Jean Arthuis (prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche des avances d'OSEO aux entreprises). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1460) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4917, 4919) : son intervention.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (23 février 2010) (p. 1672).

- **Rappel au règlement** - (4 mai 2010) (p. 3044, 3045).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 6285).

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique commune de la pêche [n° 591 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 576) : votera l'amendement n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récurrence criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1493, 1495) : soutient la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires) (p. 1519) : soutient l'amendement n° 48 de M. Alain Anziani ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1988, 1990) : son intervention. - **Article 3** (art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - Renforcement du correspondant « informatique et libertés ») (p. 2004) : intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement. (p. 2005) : soutient l'amendement n° 17 de M. Claude Domeizel ; retiré. (p. 2006) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Article 4** (art. 26 de la loi « informatique et libertés » - Autorisation de création des fichiers de police) (p. 2008) : soutient l'amendement n° 18 de M. Claude Domeizel ; retiré. (p. 2010) : son amendement n° 14 ; rejeté. - **Article 4 quinquies (Nouveau)** (art. 29 de la loi « informatique et libertés » - Durée de conservation des données et modalités de traçabilité) (p. 2016) : son amendement n° 13 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2030) : son intervention.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2214, 2215) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2262) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3337, 3338) : son intervention.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3482) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) (p. 5515, 5516) : soutient l'amendement n° 290 de M. Jean-

Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6296, 6297) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 A** (*Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »*) (p. 6431) : son amendement n° 215 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 6435, 6436) : son amendement n° 216 : compétences de la CNIL en matière d'autorisation et de contrôle des systèmes de vidéosurveillance dans les espaces publics ; rejeté. - **Article 17** (*art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6439, 6448) : ses amendements n° 217, 220, 219, 224, 225, 226 et 227 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6456) : intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jacky Le Menn (création d'un Fonds interministériel spécifique au développement de la vidéosurveillance et modification du mode de financement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance). - **Article 17 bis** (*art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Coordinations liées à la*

modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6460) : ses amendements n° 218 et 228 ; rejetés. - **Rappel au règlement** (p. 6473) : son rappel au règlement. - **Article 18** (*art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Commission nationale de la vidéoprotection*) (p. 6474) : son amendement n° 232 ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8633, 8634).

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9491, 9493) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11030, 11031) : son intervention.

GAUTIER (Gisèle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
UMP

Chargée d'une mission temporaire auprès de la secrétaire d'Etat en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat le 2 juin 2010 ; fin de mission le 1er décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la**

gendarmerie nationale - (14 janvier 2010) (p. 145, 146) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1171, 1172) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3317, 3318) : son intervention.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Explications de**

vote sur l'ensemble (p. 4526, 4527) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé) (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes)** (p. 7919) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9140, 9141) : son intervention.

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 407 (2008-2009)] autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels [n° 478 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Traités et conventions**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 109) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1645) : défavorable à l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1974, 1975) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2300, 2301) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 3 (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2464, 2465) : défavorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 7 (Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »)** (p. 2631) : intervient sur l'amendement n° 300 de la commission. - **Article 8 (Directoire et conseil de surveillance de la SGP)** (p. 2648) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A (Création de l'Établissement public de Paris-Saclay)**

(p. 2744) : intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Vera.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3503, 3504) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3913, 3914) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Seconde délibération - Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4458) : votera contre les amendements n° A-1 à n° A-14 du Gouvernement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission) (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés)** (p. 5841) : parole sur l'article.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 juillet 2010) (p. 6067) : au nom de M. Louis Pinton.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Article 18 bis (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels)** (p. 6478) : votera contre l'amendement n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 35** (p. 6627) : son amendement n° 30 : gestion des biens saisis dans le cadre d'enquêtes pénales ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6642) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean Faure (assimilation de la compétence matérielle des agents de police judiciaire issus de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale à celle des volontaires servant en qualité de militaires de gendarmerie) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6649) : son amendement n° 87 : rapport au Parlement sur le dispositif actuel d'établissement des procurations de vote ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote)** (p. 7774) : votera contre l'amendement n° 699 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3 (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés)** (p. 7956) : soutient l'amendement n° 545 de Mme Isabelle Debré ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 14 (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique)** (p. 8131) : défavorable aux amendements n° 20 de M. Guy Fischer et n° 148 de Mme Christiane Demontés.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AD (Nouveau) (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail)** (p. 8423) : soutient l'amendement n° 486 de Mme Catherine Procaccia ; retiré. - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8439, 8440) : soutient l'amendement n° 488 de Mme Catherine Procaccia ; adopté.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 4 (art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une**

auto-école) (p. 10215) : s'abstiendra sur les amendements n° 11 de Mme Évelyne Didier et n° 16 de M. Daniel Raoul.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 7 (art. 995 et 1001 du code général des impôts - Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables »)** (p. 10374) : soutient l'amendement n° I-130 de Mme Catherine Procaccia ; retiré. - **Article 8 (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale et art. L. 1649-0-A du code général des impôts - Aménagement des règles d'imposition aux prélèvements sociaux de la part en euro des contrats d'assurance-vie multi-supports)** (p. 10376) : soutient l'amendement n° I-131 de Mme Catherine Procaccia ; adopté.

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10861, 10863) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 10932, 10933) : sa question et sa réplique.

Justice

- (29 novembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10998, 10999) : votera contre l'amendement n° II-175 de M. Richard Yung.

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) (p. 11051, 11052) : son intervention.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11444) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) (p. 11505, 11506) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12094, 12095) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12570, 12571) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 37** (p. 12811, 12812) : soutient l'amendement n° 57 de M. Jean-Patrick Courtois (réglementation des activités privées de sécurité) ; adopté. - **Article 40 (Octroi de la garantie de l'État au titre du financement par la Caisse des dépôts et consignations de la part française de la facilité financière accordée à EADS pour l'A400M)** (p. 12819, 12821) : défavorable à l'amendement n° 238 de la commission.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture [n° 178 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12866) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13032, 13034) : son intervention.

GÉLARD (Patrice)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre suppléant de la Commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 267 (2009-2010)] (5 février 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 244 (2009-2010)] relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 280 (2009-2010)] (10 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 235 (2009-2010)] tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 388 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 400 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 401 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 610 (2008-2009)] relatif au Défenseur des droits [n° 482 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 490 (2009-2010)] relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution [n° 497 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 603 (2009-2010)] visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 40 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 697 (2009-2010)] visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 41 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 58 (2010-2011)] tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 128 (2010-2011)] (24 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 43 (2010-2011)] portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 160 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 155 (2010-2011)] tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 175 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 584 (2009-2010)] tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 177 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 985) : intervient sur l'amendement n° 264 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1841, 1842) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1851, 1852) : son amendement n° 1 : modalités de nomination des membres du Conseil constitutionnel et des personnalités qualifiées du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010)**. - (25 février 2010) - rapporteur - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (p. 1856, 1857) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 2 de M. Bernard Frimat. (p. 1856, 1857) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 326 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2109, 2110) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 391 (2009-2010)** (p. 2846, 2847) : le groupe UMP votera à l'unanimité ces deux textes. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 2861) : intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature [n° 391 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 393 (2009-2010)**.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2885, 2886) : son intervention. - **Article 1er** (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - *Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques*) (p. 2897) : position de la commission sur les amendements n° 3, 4, 5, 6 et 7 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2898) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression de l'interdiction des commissions d'enquête portant sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires). - **Article 3** (art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - *Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques*) (p. 2900, 2901) : position de la commission sur les amendements n° 8 et 9 de M. Jean-

Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2903, 2904) : position de la commission sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 1 (réforme des juridictions financières).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3787) ; intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Nouvelle lecture [n° 490 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 76 (2009-2010)** (p. 4180, 4181) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 76 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2009-2010)**.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4328, 4331) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4351, 4352) : position de la commission sur la motion n° 81 de M. Robert Badinter tendant à poser la question préalable. - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4354, 4356) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4359, 4363) : position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 60 de M. Alain Anziani, n° 24 de M. Hugues Portelli, n° 68 de M. Nicolas About et n° 3 de M. Aymeri de Montesquiou. - **Article 5** (*Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit*) (p. 4364) : position de la commission sur l'amendement n° 39 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 7** (*Autorités susceptibles de saisir le Défenseur des droits*) (p. 4365) : position de la commission sur l'amendement n° 80 de M. Nicolas About. - **Article 8** (*Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée*) (p. 4366) : position de la commission sur les amendements n° 25 de M. Hugues Portelli et n° 69 de M. Nicolas About. - **Article 9** (*Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés*) (p. 4367, 4370) : position de la commission sur les amendements n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 70 de M. Nicolas About, n° 26 de M. Hugues Portelli et n° 82 du Gouvernement. (p. 4368, 4369) : son amendement n° 90 ; adopté. - **Intitulé du chapitre 1er** (*Dispositions relatives aux collèges*) (p. 4371) : position de la commission sur l'amendement n° 61 de M. Alain Anziani. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collèges*) (p. 4371, 4373) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Alain Anziani, n° 27 de M. Hugues Portelli, n° 1 et 2 de M. Jean-René Lecerf, n° 71 de M. Nicolas About, n° 40, 41 et 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 83 du Gouvernement. - **Article 11** (*Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité*) (p. 4375, 4378) : position de la commission sur les amendements n° 63 de M. Alain Anziani, n° 16, 17 et 18 de M. Jacques Mézard, n° 43, 44 et 45 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 84 du Gouvernement. - **Article 12** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants*) (p. 4378) : position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Hugues Portelli, n° 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 64 de M. Alain Anziani et n° 72 de M. Nicolas About. - **Article 12 bis (Nouveau)** (*Collège adjoint au*

Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations) (p. 4380) : position de la commission sur les amendements n° 86 du Gouvernement et n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13** (*Règles relatives au mandat de membre d'un collège auprès du Défenseur des droits*) (p. 4380) : position de la commission sur les amendements n° 29 de M. Hugues Portelli et n° 87 du Gouvernement. - **Article 18** (*Pouvoirs de vérification sur place*) (p. 4382) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 20** (*Appréciation souveraine du Défenseur des droits sur le traitement des réclamations*) (p. 4383, 4384) : position de la commission sur les amendements n° 79 de M. Nicolas About et n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 21** (*Pouvoirs de recommandation et d'injonction*) (p. 4384, 4385) : son amendement n° 91 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 22** (*Pouvoir de transaction*) (p. 4386) : son amendement n° 92 ; adopté. - **Article 24** (*Saisine du Conseil d'Etat*) (p. 4387) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 25** (*Propositions de réformes*) (p. 4388) : position de la commission sur les amendements n° 57 et 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 30 de M. Hugues Portelli et n° 73 de M. Nicolas About. - **Article 26** (*Compétences en matière juridictionnelle*) (p. 4389) : position de la commission sur les amendements n° 31 de M. Hugues Portelli et n° 74 de M. Nicolas About. - **Article 26 bis (Nouveau)** (*Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 4389) : position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Hugues Portelli et n° 75 de M. Nicolas About. - **Article 26 ter (Nouveau)** (*Actions de communication et d'information du Défenseur des droits*) (p. 4390) : position de la commission sur les amendements n° 33 de M. Hugues Portelli et n° 76 de M. Nicolas About. - **Article 27** (*Publicité des documents publiés sous l'autorité du Défenseur des droits*) : position de la commission sur l'amendement n° 88 du Gouvernement. - **Article 29** (*Secret professionnel*) (p. 4391) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Hugues Portelli.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Article 30** (*art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Coordinations avec l'ordonnance organique relative au Conseil constitutionnel*) (p. 4443) : son amendement n° 93 ; adopté. - **Article 32** (*Coordinations avec le projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 4444) : son amendement n° 94 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Hugues Portelli et n° 77 de M. Nicolas About. - **Article 33** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 4446) : son amendement n° 95 ; adopté. (p. 4447) : position de la commission sur les amendements n° 19, 20, 21, 22 et 23 de M. Jacques Mézard, n° 78 de M. Nicolas About et n° 89 du Gouvernement. - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** (p. 4454) : position de la commission sur les amendements n° A-1 à n° A-14 du Gouvernement, qu'il votera à titre personnel.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**. - (3 juin 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3** (*Moyens budgétaires affectés au Défenseur des droits*) (p. 4465) : position de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 194-1, L. 221, L. 230-1 et L. 340 du code électoral - Coordinations avec le code électoral*) (p. 4467) : son amendement n° 15 ; retiré. - **Article 14** (*Abrogations*) (p. 4468) : son amendement n° 13 ; adopté. - **Article 15** (*Entrée en vigueur*) (p. 4468) : son amendement n° 14 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil d'administration*) (p. 9153) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. - **Article 4** (*art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil*) (p. 9166) : intervient sur les amendements identiques n° 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 14 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 5 (Supprimé)** (*Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics industriels et commerciaux et des établissements publics administratifs de l'État*) (p. 9167, 9183) : parole sur l'article. Demande la priorité de vote sur l'amendement n° 2 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9205, 9208) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9218) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9256, 9257) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 12833) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture [n° 178 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 12863, 12864) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques*) (p. 12870) : position de la commission sur les amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 3** (*art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques*) (p. 12871, 12872) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 12908, 12909) : son intervention. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 46 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Convention collective réglant les rapports entre les*

anciens avoués et leur personnel) (p. 12922) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Alain Anziani. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure d'indemnisation des avoués*) (p. 12924, 12928) : position de la commission sur les amendements n° 7, 8 et 9 de M. Jacques Mézard, n° 3 et 4 de M. Alain Fouché, n° 49, 52, 53 et 54 de M. Yves Détraigne, n° 29, 30 et 31 de M. Alain Anziani et n° 55 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Son amendement n° 66 ; retiré. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 12931, 12933) : position de la commission sur les amendements n° 11, 12 et 13 de M. Jacques Mézard, n° 57 et 58 de Mme Josiane Mathon-Poinat, ainsi que sur l'amendement n° 32 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 12934, 12935) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Alain Anziani (rapport au Parlement sur la reconversion des salariés des offices d'avoués). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Organisation et fonctionnement de la commission chargée de statuer sur les demandes de versement ou de remboursement d'indemnités*) (p. 12936) : position de la commission sur les amendements n° 14 et 15 de M. Jacques Mézard. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire*) (p. 12937, 12940) : position de la commission sur les amendements n° 6 de M. Alain Fouché, n° 51 de M. Yves Détraigne, n° 39, 40 et 41 de M. Alain Anziani et n° 17 et 18 de M. Jacques Mézard. Son amendement

n° 65 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12941) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Jacques Mézard (maintien pendant deux ans de la Chambre nationale des avoués). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de mise en œuvre*) (p. 12941) : position de la commission sur les amendements n° 42 de M. Alain Anziani et n° 20 de M. Jacques Mézard. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12943) : position de la commission sur les amendements analogues n° 28 de M. Alain Anziani, n° 21 de M. Jacques Mézard et n° 1 de M. Jean-Pierre Vial (création d'une commission spéciale transitoire). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées*) (p. 12944, 12945) : position de la commission sur les amendements n° 22 et 23 de M. Jacques Mézard et n° 43 de M. Alain Anziani. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués*) (p. 12946, 12947) : position de la commission sur les amendements n° 63 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 24 et 25 de M. Jacques Mézard, et n° 44 et 45 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 12949) : position de la commission sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 59 (rapport annuel sur la situation des avoués et de leurs salariés concernant leur reconversion) et n° 61 (rapport sur le coût et les bénéfices de l'augmentation de l'aide juridictionnelle).

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

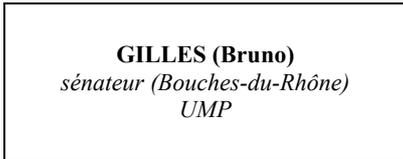
Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7540) : son intervention. - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7584) : favorable à l'amendement n° 821 de M. Guy Fischer. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7605) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7793, 7794) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - *Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers*) (p. 8163) : favorable à l'amendement n° 814 de M. Guy Fischer. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8186, 8187) : parole sur l'article.



GILLES (Bruno)

sénateur (Bouches-du-Rhône)

UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2196, 2197) : son intervention.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4768) : son intervention.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6751, 6752) : son intervention.

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3432) : son intervention. - **Article additionnel avant le titre 1er** (p. 3458) : soutient l'amendement n° 87 de M. Serge Larcher (dépôt d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche spécifique à l'outre-mer) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3599) : soutient l'amendement n° 94 de M. Serge Larcher ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6002, 6003) : son amendement n° 327 : exception à la règle du conseiller territorial pour les conseils régionaux et généraux de la Guadeloupe et de La Réunion ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6020, 6026) : sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), son sous-amendement n° 591 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7685, 7686) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8753, 8754) : son amendement n° 111 : remise d'un rapport du Comité d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite sur les retraités français de l'outre-mer ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - *Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10526, 10527) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11223, 11224) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11230) : son amendement n° II-250 ; rejeté. (p. 11233) : son amendement n° II-249 ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11238, 11239) : intervient sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM) et sur les sous-amendements

n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 11247, 11248) : son amendement n° II-252 : rapport gouvernemental sur les modalités d'affectation au bénéfice des outre-mer des économies réalisées par les réformes du régime de défiscalisation des investissements outre-mer ; retiré.

GIRAUD (Adrien)
sénateur (Mayotte)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (2 juillet 2010) - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-33 et L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales - *Dissolution des syndicats de communes ou des syndicats mixtes ouverts - Dissolution des EPCI à fiscalité propre ne comptant plus qu'une seule commune*) (p. 5772) : soutient l'amendement n° 561 de M. Jean-Claude Merceron ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (15 octobre 2010) (p. 8090).

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 27 ter AC (précédemment réservés)** (p. 8809) :

soutient l'amendement n° 590 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (prise en compte de la pénibilité à effet différé) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8900, 8902) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011).**

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 13 ter** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - *Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture*) (p. 9799) : soutient l'amendement n° 407 de M. Nicolas About ; retiré. - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - *Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions*) (p. 9830) : soutient les amendements de M. Nicolas About n° 397 et 398 ; devenus sans objet.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9929) : intervient sur l'amendement n° 351 de M. Jacky Le Menn (possibilité, pour les pharmaciens, de dispenser au patient la stricte quantité nécessaire au traitement). - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9965) : intervient sur les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11211, 11212) : son intervention. - **Article 77 bis (Nouveau)** (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - *Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer*) (p. 11251) : intervient sur l'amendement n° II-207 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Le revenu de solidarité active : une avancée décisive à la recherche de son public [n° 53 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1148, 1149) : sa question et sa réplique.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2857) : sa question.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2954, 2956) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7505).

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9299, 9300) : son intervention.

GODARD (Serge)
sénateur (Puy-de-Dôme)
NI, puis SOC

Devenu sénateur le 7 mars 2010 (en remplacement de M. Michel Charasse, nommé membre du Conseil constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 1er avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5636, 5638) : ses amendements n° 335 ; adopté ; n° 336 et 337 ; rejetés.

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission d'information sur le mal-être au travail et de la commission des affaires sociales : Le mal-être au travail : passer du diagnostic à l'action (rapport) [n° 642 tome 1 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission d'information sur le mal-être au travail et de la commission des affaires sociales : Le mal-être au travail : passer du diagnostic à l'action (auditions) [n° 642 tome 2 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173

(2009-2010)] - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 79, 80) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 822-1 à L. 822-6 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie) (p. 86) : parole sur l'article. (p. 87) : ses amendements n° 6 ; adopté ; et n° 8 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 janvier 2010) (p. 211) : son amendement n° 8 ; retiré. (p. 212) : sur l'amendement n° 12 du Gouvernement, son sous-amendement n° 20 ; adopté. (p. 213) : intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 213, 214) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 10 et 11 : mise en place d'une politique de soutien et d'accompagnement des aidants de personnes en fin de vie ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 217) : votera ce texte.

- **Proposition de loi** visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1215, 1217) : son intervention.

- **Projet de loi** relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)] - (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2436) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Ambroise Dupont.

- **Proposition de loi** tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)] - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 3000, 3002) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 3004) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Nicolas About (rapport gouvernemental sur la pratique des gratifications accordées aux étudiants et élèves effectuant un stage au sein des services des collectivités territoriales). Son amendement n° 14 : abrogation de l'article L. 4381-1 du code de la santé publique ; rejeté. (p. 3005) : son amendement n° 15 : financement des gratifications versées aux étudiants effectuant des stages dans le secteur médico-social ; rejeté. - **Article unique** (art. L. 451-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Non-gratification des stages effectués par les étudiants et élèves travailleurs sociaux) (p. 3008) : intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Isabelle Pasquet. (p. 3011) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Nicolas About. (p. 3012) : intervient sur les amendements n° 17 et 18 de M. Alain Gournac. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3013) : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Isabelle Pasquet (encadrement des conditions d'accueil des stagiaires dans l'entreprise).

- **Projet de loi** complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - *Commission mixte paritaire* [n° 740 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7391, 7392) : son intervention.

- **Projet de loi** portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7428, 7430) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7564, 7565).

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7949) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8144) : soutient l'amendement n° 151 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - Coordinations au sein du code de la défense) (p. 8170) : favorable aux amendements

n° 26 de M. Guy Fischer et n° 158 de Mme Christiane Demontès. - **Rappel au règlement** (p. 8171). (p. 8175). - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8194) : favorable à l'amendement n° 314 de Mme Isabelle Debré.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8244, 8245) : parole sur l'article. (p. 8259, 8262) : intervient sur les amendements identiques n° 358 de M. Yvon Collin et n° 981 de Mme Annie David. Son amendement n° 400 ; rejeté. (p. 8269, 8276) : ses amendements n° 402 ; rejeté ; n° 403 et 406 ; adoptés. (p. 8279) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail) (p. 8286, 8287) : intervient sur l'amendement n° 608 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 ter** (art. L. 4612-2 du code du travail - Analyse de l'exposition aux facteurs de pénibilité) (p. 8287, 8288) : parole sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8291, 8292) : parole sur l'article. (p. 8301, 8302) : son amendement n° 411 ; rejeté. (p. 8312, 8317) : son amendement n° 413 ; adopté. Intervient sur ses amendements n° 414 et n° 416, soutenus respectivement par Mme Raymonde Le Texier et M. Yves Daudigny. (p. 8329) : son amendement n° 421 ; retiré. - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises) (p. 8335, 8336) : favorable à cet article. - **Article 25 septies** (art. L. 4622-7-4 nouveau du code du travail - Elaboration d'un projet de service pluriannuel) (p. 8336, 8337) : son amendement n° 423 ; rejeté. - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8337) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) (p. 8354) : son amendement n° 424 ; rejeté. - **Article 25 decies** (art. L. 4623-1 du code du travail - Recrutement temporaire d'un interne) (p. 8365) : intervient sur son amendement n° 426. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8366, 8367) : parole sur l'article. (p. 8368, 8369) : son amendement n° 428 ; rejeté. (p. 8370) : intervient sur l'amendement n° 1243 de la commission. - **Article 25 duodecies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8381, 8382) : son amendement n° 430 ; adopté. - **Article 25 terdecies (Nouveau)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Service de santé au travail en agriculture) (p. 8385) : son amendement n° 433 ; rejeté. - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8387) : suspension de séance. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8388, 8389) : parole sur l'article. (p. 8392) : favorable à l'amendement n° 1048 de Mme Annie David. (p. 8397) : son amendement n° 451 ; adopté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8407, 8408) : parole sur l'article. - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail) (p. 8422) : parole sur l'article. - **Article 27 ter AE (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Rapport au Parlement sur l'adaptation aux travailleurs non

salariés du dispositif prévu à l'article 26) (p. 8425, 8426) : parole sur l'article. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles) (p. 8429) : défavorable à l'amendement n° 1236 du Gouvernement. - **Article 27 sexies A (Nouveau) (réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8444) : intervient sur la demande de réserve portant sur cet article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8603, 8604) : parole sur l'article. (p. 8608, 8609) : son amendement n° 454 ; adopté. (p. 8614, 8615) : réaction aux propos de M. Alain Vasselle. - **Article 33 (Entrée en vigueur)** (p. 8648) : soutient l'amendement n° 478 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 8649, 8651) : favorable à l'amendement n° 478 de Mme Christiane Demontès.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8946, 8947) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9012, 9013) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) - auteur de la question (p. 9309, 9313) : sa question.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9579, 9581) : son intervention.

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 49** (p. 10097, 10100) : ses amendements n° 136 : système de tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles ; et n° 137 : préjudices indemnisables en cas d'accident du travail lié à une faute inexcusable de l'employeur ; rejetés. Son amendement n° 135 : rapport au Parlement sur la possibilité d'inscrire le stress post-traumatique dans les tableaux de maladies professionnelles ; adopté. - **Article 49** (art. 53 de la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Allongement du délai de prescription des actions devant le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 10102) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10103) : favorable à l'amendement n° 94 de la commission (harmonisation des modes de calcul des pensions d'invalidité). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 10107) : favorable à l'amendement n° 562 du Gouvernement (financement par le FCAATA des départs anticipés à la retraite pour les travailleurs de l'amiante). (p. 10108, 10111) : sur l'amendement n° 92 de la commission (amélioration de la protection sociale des travailleurs de l'amiante), son sous-amendement n° 553 ; devenu sans objet. Son amendement n° 138 : rétablissement de la contribution des entreprises au financement du fonds au bénéfice des victimes de l'amiante ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10113, 10114) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 586 du Gouvernement (contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse) et s'abstiendra sur l'amendement n° 599 de ce dernier.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10182, 10184) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau),

L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique* (p. 10195, 10197) : intervient sur les amendements n° 12 de la commission et n° 5 du Gouvernement. Intervient sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 9 décembre 2010.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Vice-présidente de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11374, 11375) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11379, 11385) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° II-344 et II-343 ; rejetés ; et n° II-342 ; retiré. (p. 11389) : favorable à l'amendement n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des groupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Enseignement scolaire [n° 114 tome 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : De l'éducation au jeu vidéo, pourquoi le Canada est-il parmi les premiers de la classe ? [n° 183 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels** [n° 186 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 176) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Isabelle Pasquet ; adopté. (p. 182, 183) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. (p. 184, 185) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. (p. 188) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté. (p. 189) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 521, 522) : parole sur l'article. (p. 538, 548) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 657) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, soutient le sous-amendement n° 699 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 19 bis (Nouveau)** (art. L. 5211-5 et L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales - *Approbation des statuts d'un EPCI*) (p. 974) : soutient l'amendement n° 257 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 975) : parole sur l'article. (p. 976) : soutient l'amendement n° 258 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. (p. 985, 986) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 265 et 266 ; rejetés. - **Article 22** (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - *Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 1002, 1004) : soutient les amendements n° 271, 272, 273 et 274 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 24** (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - *Substitution des communautés de communes, des communautés d'agglomération et des communautés urbaines aux syndicats de communes et syndicats*

mixte de mêmes compétences et même périmètre) (p. 1006) : soutient les amendements n° 276 et 277 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 33** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - *Mises à disposition de services entre un EPCI et ses communes membres*) (p. 1072) : soutient l'amendement n° 313 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1089) : soutient l'amendement n° 318 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 1096) : soutient l'amendement n° 321 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2205, 2206) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Question préalable** (p. 2386, 2387) : les membres du groupe CRC-SPG soutiennent la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Caffet tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2388) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2412, 2414) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 6 (abrogation de la loi du 25 mars 2009 relative à la mobilisation pour le logement et à la lutte contre l'exclusion) ; n° 7 (abrogation de l'ordonnance du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat) ; et n° 8 (engagement des entreprises bénéficiaires d'aides publiques) ; rejetés. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2430) : soutient les amendements n° 15 et 70 de Mme Eliane Assassi ; rejetés. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2457, 2459) : soutient les amendements n° 16 et 17 de Mme Eliane Assassi ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2487) : intervient sur les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2494, 2503) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 21 et 23 ; adoptés ; et n° 24 et 28 ; rejetés. (p. 2505, 2506) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Eliane Assassi ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (8 avril 2010) (p. 2574) : demande des précisions et des assurances quant à l'organisation de la suite de la discussion.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3303, 3304) : sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3534, 3535) : soutient l'amendement n° 234 de M. Gérard Le Cam ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - *Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole*) (p. 3645, 3651) : parole sur l'article. Ses amendements n° 243, 244, 245, 246, 249, 247 et 248 ; rejetés.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture** [n° 464 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3875, 3876) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-François Voguet ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture** [n° 467 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3882, 3883) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-1, L. 424-2, L. 424-3, L. 424-4, L. 424-5, L. 424-6, L. 424-7 (nouveaux) du code de l'action sociale et des familles - *Création*

d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 3890) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3932) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5958) : votera contre l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014).

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6787, 6788) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6801, 6803) : sa motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 6813) : son amendement n° 5 : abrogation de la possibilité de suspendre les aides sociales versées aux familles en faveur des enfants ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 552-3-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension du versement des allocations familiales) (p. 6814) : son amendement n° 6 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6821) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 11** (art. 20 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs - Report de la mise en œuvre du plan de constitution des actifs dédiés au démantèlement des installations nucléaires) (p. 7150, 7151) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7545) : son intervention. - **Article 1er A** (Objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 7582, 7583) : favorable à l'amendement n° 821 de M. Guy Fischer. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7601, 7602) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7639) : soutient l'amendement n° 834 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7640) : soutient l'amendement n° 842 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7646) : soutient l'amendement n° 720 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7656) : favorable à l'amendement n° 847 de M. Guy Fischer. (p. 7671, 7672) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7691) : favorable à l'amendement n° 4 de M. Guy Fischer. (p. 7697) : soutient l'amendement n° 851 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7699) : soutient l'amendement n° 856 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7704) : soutient l'amendement n° 707 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7706) : soutient l'amendement n° 713 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7709) : soutient les amendements n° 722 et 724 de M. Guy Fischer ; rejetés. (p. 7710) : soutient l'amendement n° 730 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7712) : soutient l'amendement n° 838 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7723, 7724) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8134) : soutient l'amendement n° 792 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8142, 8143) : parole sur l'article. (p. 8147) : soutient les amendements n° 797, 798 et 799 de M. Guy Fischer ; rejetés. - **Article 18** (Relèvement de deux années des durées de services des catégories actives de la

fonction publique et des militaires de carrière) (p. 8152) : soutient l'amendement n° 805 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8157, 8158) : soutient l'amendement n° 25 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8160) : votera l'amendement n° 811 de M. Guy Fischer. (p. 8162, 8163) : soutient l'amendement n° 814 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8165, 8166) : votera l'amendement n° 817 de M. Guy Fischer. - **Article 21 A** (Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat) (p. 8174, 8175) : soutient l'amendement n° 935 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 25 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - Retraite anticipée pour carrière longue dans la fonction publique) (p. 8183, 8184) : soutient l'amendement n° 29 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8195) : soutient l'amendement n° 934 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 24 bis A** (Rapport au Parlement sur les bonifications accordées aux fonctionnaires) (p. 8201) : soutient l'amendement n° 964 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 24 bis** (art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Suppression d'une bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique) (p. 8202, 8203) : favorable à l'amendement n° 32 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8247) : parole sur l'article. (p. 8264) : favorable à l'amendement n° 983 de Mme Annie David. (p. 8267, 8268) : soutient l'amendement n° 984 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8294, 8295) : parole sur l'article. (p. 8307, 8308) : soutient l'amendement n° 995 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8321, 8322) : intervient sur l'amendement n° 1008 de Mme Annie David. Soutient l'amendement n° 1009 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8505, 8509) : soutient les amendements n° 1092 de Mme Odette Terrade ; et n° 965 de M. Guy Fischer ; rejetés. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8550) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 32 de ce projet de loi. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8555, 8556) : soutient l'amendement n° 1105 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées) (p. 8574) : soutient l'amendement n° 1112 de Mme Annie David ; devenu sans objet. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8584) : soutient l'amendement n° 1136 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8729) : soutient l'amendement n° 755 de M. Guy Fischer (limitation du nombre de contrats de travail à durée déterminée dans une même entreprise) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)**

(p. 8783, 8784) : soutient l'amendement n° 922 de M. Guy Fischer (rapport gouvernemental sur l'accès des apprentis au dispositif carrière longue) ; rejeté par vote unique.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11162, 11163) : à titre personnel, ne votera pas les crédits de cette mission. (p. 11168, 11170) : le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11186, 11193) : intervient sur l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° II-148 et II-145. - **Article additionnel après l'article 73 quater** (p. 11193, 11194) : son amendement n° II-221 : remise d'un rapport gouvernemental dressant l'état des lieux de la carte des formations de l'enseignement agricole technique et détaillant les

moyens financiers et en personnels consacrés à cet enseignement public et privé et leur évolution depuis 2005 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 15 (art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France)** (p. 12685, 12689) : soutient les amendements n° 93 et n° 95 de Mme Éliane Assassi ; rejetés. (p. 12700) : soutient les amendements n° 98, 100 et 99 de Mme Éliane Assassi ; rejetés. - **Article 16 (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Dispositions fiscales relatives aux transports en commun en Ile-de-France)** (p. 12702) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis vice-présidente le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 311 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de défense civile [n° 293 (2009-2010)] (17 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 37, 38) : son intervention.

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 56, 57) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 282, 283) : son intervention.

- **Suite de la discussion (21 janvier 2010) - Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 445) : intervient sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial).

- **Suite de la discussion (28 janvier 2010) - Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 647, 648) : parole sur l'article. (p. 682) : soutient l'amendement n° 642 de M. Jean-Paul Amoudry ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 689, 690) : son amendement n° 37 : mise en application immédiate de l'article 37 de la présente loi à la demande d'une ou plusieurs communes membres d'un EPCI ; retiré.

- **Suite de la discussion (3 février 2010) - Article 11 (Dispositions applicables aux communes fusionnées)** (p. 893) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 16 (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale)** (p. 931) : son amendement n° 15 ; retiré. (p. 935) : intervient sur l'amendement n° 665 de M. Pierre Bernard-Reymond. (p. 936) : intervient sur l'amendement n° 498 de M. Hervé Maurey. (p. 940) : son amendement n° 17 ; retiré. (p. 941) : son amendement n° 16 ; retiré. (p. 948) : son amendement n° 1 ; retiré. (p. 950) : ses amendements n° 2 et 3 ; retirés. - **Article 17 (Délai limite d'établissement du schéma départemental de coopération intercommunale)** (p. 957) : son amendement n° 10 ; retiré. - **Article 18 (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales)** (p. 961) : son amendement n° 14 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion (4 février 2010) - Article additionnel après l'article 19** (p. 973) : son amendement n° 47 : délai de validation par le préfet des décisions de retrait d'une intercommunalité ; adopté. - **Article 20 (art. L. 5211-41-3 du**

code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre (p. 978, 983) : ses amendements n° 23 ; adopté ; et n° 6 ; retiré. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1028) : favorable à l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 1034) : son amendement n° 11 ; retiré. - **Article 27** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 1038) : son amendement n° 21 ; retiré. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale) (p. 1067, 1068) : son amendement n° 644 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1075) : favorable à l'amendement n° 733 de la commission (possibilité pour plusieurs collectivités de mutualiser par convention l'exercice d'une même mission de service public). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1081) : sur l'amendement n° 480 de M. Dominique Braye (possibilité pour un EPCI de percevoir la DGF à la place des communes le composant), favorable au sous-amendement n° 720 de M. Claude Belot.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1418) : parole sur l'article. (p. 1424, 1431) : ses amendements n° 69 et 70 ; retirés.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2435, 2436) : soutient l'amendement n° 235 de M. Ambroise Dupont ; adopté.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Article unique et article additionnel après l'article unique (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et art. L. 1233-4-1 (nouveau) du code du travail - Garanties salariales dans le cadre des procédures de reclassement) (p. 3080) : votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3497, 3498) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3527, 3532) : intervient sur l'amendement n° 593 de M. Jacques Muller. Favorable à l'amendement n° 323 de M. Gérard Dériot. (p. 3532) : favorable à l'amendement n° 323 de M. Gérard Dériot.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3566) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3598, 3602) : votera l'amendement n° 522 de M. François Fortassin. Défavorable à l'amendement n° 30 de M. Charles Revet, repris par Mme Odette Herviaux. (p. 3615) : intervient sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Jarlier. (p. 3618, 3621) : sur l'amendement n° 32 de M. Charles Revet, soutient le sous-amendement n° 673 de M. Daniel Dubois ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3629, 3638) : intervient sur les amendements n° 103 de Mme Odette Herviaux (mission de conseil des chambres d'agriculture auprès des collectivités locales dans le domaine des restaurants collectifs), de M. Didier

Guillaume n° 105 (possibilité pour l'Etat et les collectivités territoriales de s'approvisionner sur les marchés d'intérêt national et régional dans le cadre d'une procédure simplifiée du code des marchés publics), n° 108 (prise en compte de l'impact environnemental des produits ou des services liés à leur transport dans les conditions d'exécution des marchés publics), n° 432 de M. Martial Bourquin (possibilité, pour le Conseil national de l'alimentation, de délivrer un label qualité aux restaurateurs) et n° 594 de M. Jacques Muller (interdiction de la publicité sur les produits alimentaires dans les programmes de télévision destinés aux enfants de moins de 13 ans). - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole) (p. 3648, 3649) : intervient sur l'amendement n° 595 de M. Jacques Muller. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3662) : intervient sur les amendements de M. Jacques Muller n° 596 (intégration systématique des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement dans les instances de concertation sur les questions agricoles), n° 600 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement au sein des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) et n° 599 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement aux chambres départementales de l'agriculture).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3681) : ne votera pas l'amendement n° 259 de M. Gérard Le Cam (promotion d'un programme européen d'aide agricole en direction des pays tiers). - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3710) : intervient sur l'amendement n° 260 de M. Gérard Le Cam. (p. 3723) : intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3736) : intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Odette Herviaux (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus).

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3786, 3793) : intervient sur les amendements n° 539 de M. Yvon Collin et n° 666 de la commission. - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3822) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 3953) : soutient l'amendement n° 454 de Mme Françoise Férat (prorogation de 24 mois du crédit d'impôt export) ; retiré. - **Article 11 quinquiés (Nouveau)** (art. L. 731-22 [nouveau] du code rural et article 72 F [nouveau] du code général des impôts - Minoration du revenu imposable pour paiement par avance des charges sociales) (p. 3955, 3956) : soutient l'amendement n° 455 de Mme Françoise Férat ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11 septiés** (p. 3964, 3969) : soutient les amendements de Mme Françoise Férat n° 456 (possibilité de dérogation à la règle de partage des dépenses d'exploitation) ; adopté ; et, identique à l'amendement n° 9 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° 453 (extension du dispositif de l'article 41 du code général des impôts aux transmissions échelonnées dans le temps entre ascendants et descendants) ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Alain Chatillon (définition de l'étendue du droit accordé à l'obteneur d'une nouvelle variété végétale). - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3976) : intervient sur l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Sueur (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs). (p. 3979) : intervient sur l'amendement n° 629 de M. Jacques Muller (substitution de la valeur des fermages au revenu d'exploitation pour l'évaluation des terres agricoles).

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 21** (*chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de*

l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle) (p. 4134) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4162) : votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (31 mai 2010) (p. 4178).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4941, 4942) : son intervention. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 du code civil - *Lecture lors de la cérémonie du mariage des dispositions relatives à la solidarité des époux*) (p. 4960) : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Nicole Bricq. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - *Procédure devant la commission de surendettement des particuliers*) (p. 4980) : intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Nicole Bricq.

- **Questions criables thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5023) : sa réplique à la question de François Zocchetto.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) (p. 5513) : ne votera pas l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5581).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - *Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5593) : intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5597) : intervient sur les amendements n° 190 de M. Jacques Blanc, n° 249 de Mme Bernadette Bourzai et n° 264 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5604) : intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5661) : intervient sur l'amendement n° 358 de M. Gérard Collomb.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 5701) : ne votera pas les amendements n° 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 501 de M. Yvon Collin. (p. 5705) : favorable aux amendements n° 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 373 de M. Jean-Pierre Sueur. Défavorable aux autres amendements portant sur l'article. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5739, 5742) : son amendement n° 37 ; rejeté. (p. 5743, 5744) : intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5748, 5749) : défavorable à l'amendement n° 144 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 5755, 5756) : son amendement n° 477 ; retiré. - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-11 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales - *Délai de répartition des biens en cas de retrait d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale*) (p. 5760) : son amendement n° 15 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5923, 5924) : intervient sur les amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 555 de M. Nicolas About et n° 568 de M. Philippe Adnot.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6165) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services - Deuxième lecture [n° 595 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6170, 6171) : son intervention. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - *Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national*) (p. 6180) : défavorable à l'amendement n° 1 de Mme Bariza Khiari. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6181) : à une abstention près, l'ensemble du groupe de l'Union centriste soutiendra ce texte.

- **Rappel au règlement** - (7 septembre 2010) (p. 6262, 6263).

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6738, 6739) : son intervention. (p. 6739) : son intervention. - **Article 1er** (*Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public*) (p. 6756) : ne votera pas l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6761) : favorable à ce texte.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7136, 7138) : intervient sur l'amendement n° 115 de M. Roland Courteau. Votera les amendements n° 90 de M. Roland Courteau et n° 263 de M. Yvon Collin. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - *Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire*) (p. 7164, 7170) : intervient sur les amendements n° 102 de M. Michel Sergent, n° 209 de M. Jean-Claude Danglot et n° 107 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7185, 7186) : intervient sur l'amendement n° 106 de M. Michel Sergent (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental faisant le bilan de l'application de l'article 33 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7200) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - **Article 7 quater** (art. L. 431-1 du code monétaire et financier) (p. 7274) : intervient sur les amendements n° 119 et 120 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7292) : défavorable à l'amendement n° 19 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les établissements de crédit de consulter le FICP).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée*)

d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8605, 8606) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9215, 9216) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9319, 9320) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (*art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10510, 10511) : votera l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10811, 10812) : son intervention.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10878, 10879) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 10931) : sa question et sa réplique.

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) - **Article 74** (*art. L. 211-8, L. 311-9, L. 311-13 et L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 960 et 961 du code général des impôts - Rééquilibrage des recettes de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii*) (p. 11022) : ne votera pas les amendements n° II-36 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° II-185 de M. Richard Yung.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11353, 11354) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11359, 11360) : son amendement n° II-223 ; retiré.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11434, 11435) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11444) : intervient sur l'amendement n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11466) : défavorable à l'amendement n° II-55 de la commission de la culture saisie pour avis.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 11494) : sa question et sa réplique.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11533, 11534) : son intervention.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2010) (p. 11547, 11548) : son intervention.

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 95** (*art. L. 5134-30-1 du code du travail - Adaptation des dispositions relatives au financement du contrat unique d'insertion, CUI, pour les ateliers et chantiers d'insertion*) (p. 11600, 11601) : parole sur l'article.

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11643) : votera l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs) .

GOURAULT (Jacqueline)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Fonction publique [n° 116 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 276, 277) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 498) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 586) : votera l'article 1er de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 678) : votera l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 692 de la commission. (p. 686) : son amendement n° 27 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 892) : votera l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 14** (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - *Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 926) : intervient sur l'amendement n° 531 de M. Jean-Pierre Chevènement. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 945) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Rémy Pointereau. (p. 946) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 962) : son amendement n° 30 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 22** (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre 1er du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - *Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 1005) : son amendement n° 31 ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux** [n° 397 (2009-2010)] - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2999, 3000) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 3003) : soutient l'amendement n° 11 de M. Nicolas About (rapport gouvernemental sur la pratique des gratifications accordées aux étudiants et élèves effectuant un stage au sein des services des collectivités territoriales) ; retiré. - **Article unique** (art. L. 451-1-1 du code de l'action sociale et des familles - *Non-gratification des stages effectués par les étudiants et élèves travailleurs sociaux*) (p. 3009) : soutient l'amendement n° 12 de M. Nicolas About ; retiré. (p. 3012) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Nicolas About.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 juin 2010) (p. 4480) : en son nom et ceux de MM. Denis Badré, Marcel Deneux, Jean-Jacques Jégou et Jean-Marie Vanlerenberghe.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4885, 4886) : son intervention. (p. 4896) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen** [n° 422 (2008-2009)] - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5101, 5102) : le groupe UC votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5449, 5450) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5556, 5557) : votera contre l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - *Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 5591) : ne votera pas les amendements n° 53 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 91 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5633) : ne votera pas l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics*) (p. 5821) : votera l'amendement n° 46 de M. Alain Lambert.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5956) : favorable à l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6044) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] (suite) - (7 juillet 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6056, 6057) : une partie des membres du groupe UC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7802, 7803) : votera contre cet article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9624, 9625) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11123) : son intervention.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11503, 11504) : son intervention.

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 446 (2009-2010)] complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 504 (2009-2010)] (27 mai 2010) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 739 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Entreprises - Société - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Travail et emploi [n° 113 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 167, 168) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Article 12** (*Obligations d'information sur les modalités d'accès et d'inscription au site Internet et les moyens d'identification des joueurs*) (p. 1744, 1746) : ses amendements n° 33 ; devenu sans objet ; n° 34 et 110 ; retirés.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2236, 2238) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2254) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Article unique et article additionnel après l'article unique (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1233-4 et art. L. 1233-4-1 (nouveau) du code du travail - Garanties salariales dans le cadre des procédures de reclassement*) (p. 3078, 3079) : son amendement n° 1 ; retiré.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 4483, 4484) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2122-5 du code du travail - Représentativité syndicale au niveau de la branche*) (p. 4504) : position de la commission sur les amendements n° 15 et 16 de M. Philippe Dominati. - **Article 4** (*art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés*) (p. 4507, 4511) : position de la commission sur les amendements n° 17 et 18 de M. Philippe Dominati, n° 12 de M. Yvon Collin, n° 25, 26, 27, 28 et 29 de Mme Annie David et n° 2 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 6** (*art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4512, 4521) : position de la commission sur les amendements n° 5, 8, 9 et 10 de M. Michel Houel, n° 13 de M. Yvon Collin, n° 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36 de Mme Annie David, et n° 1, 3 et 4 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4522) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de Mme Annie David (obligation pour le Gouvernement d'engager des négociations avec les partenaires sociaux en vue d'aboutir à un accord national interprofessionnel sur la représentativité patronale). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport d'évaluation*) (p. 4523, 4524) : position de la commission sur les amendements n° 20 de M. Philippe Dominati et n° 38 de Mme Annie David. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la date des élections prud'homales*) (p. 4525) : position de la commission sur les amendements n° 21 de M. Philippe Dominati et n° 39 et 40 de Mme Annie David.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 11 bis A (Nouveau)** (*art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements*) (p. 7155) : intervient sur les amendements identiques n° 11 de M. Xavier Pintat, n° 142 de M. Jean Besson, n° 241 de M. Jean-Claude Merceron et n° 253 de M. Yvon Collin.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7378, 7379) : demande au Sénat d'approuver le texte issu des travaux de la CMP, sous réserve de l'adoption d'un amendement de coordination. - **Article 7** (*Rapport sur la mise en place des commissions paritaires pour les TPE et sur la négociation interprofessionnelle sur la représentation du personnel*) (p. 7391) : son amendement n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 3** (*art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7945) : favorable aux amendements n° 242 de Mme Jacqueline Panis, n° 310 de Mme Michèle André et n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9146, 9149) : s'abstiendra sur les amendements identiques n° 18 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique). Ne votera pas les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9187) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11365, 11366) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11387) : intervient sur l'amendement n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy.

GOUTEYRON (Adrien)
sénateur (Haute-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement le 9 septembre 2010.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 357 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Géorgie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 211 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 248 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 213 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 570 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 215 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2009 [n° 454 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense et de la commission des finances : Les implantations communes du réseau diplomatique avec nos partenaires européens : quels enjeux stratégiques et budgétaires ? [n° 502 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 543 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Bermudes relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 620 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 666 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 705 (2009-2010)] (15 septembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 715 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 724 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 741 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Grenade relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 10 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 22 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 32 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Centre français pour l'accueil et les échanges internationaux (EGIDE) : une réforme à concrétiser pour sortir de la crise [n° 34 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Action extérieure de l'Etat [n° 111 tome 3 annexe 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 852, 853) : parole sur l'article. (p. 862) : ne votera pas l'amendement n° 655 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 922, 923) : s'abstiendra sur cet article. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 945) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. Rémy Pointereau.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 991) : votera l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Transfert de pouvoirs de police spéciale*) (p. 1066) : intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32 (supprimé)** (art. L. 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI*) (p. 1071) : défavorable à l'amendement n° 479 de M. Dominique Braye. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1096) : soutient l'amendement n° 580 de M. Jean-Pierre Vial ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1617, 1618) : son intervention. - **Article 1er** (*Création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1627) : intervient sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. - **Article 6 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la diplomatie d'influence et les modalités du rattachement du réseau culturel à l'étranger*) (p. 1654) : son amendement n° 10 ; retiré.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 2861) : favorable à l'amendement n° 17 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3562, 3563) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3581, 3582) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 5705) : intervient sur l'amendement n° 502 de M. Yvon Collin. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5742) : intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Nathalie Goulet. (p. 5744) : intervient sur l'amendement n° 389 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 5751) : soutient l'amendement n° 69 de M. Dominique Braye ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres*) (p. 5817) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 541 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6183, 6185) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6212, 6214) : son intervention.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9302, 9303) : son intervention.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) (p. 9347, 9349) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - *Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10512) : favorable à l'amendement n° I-50 de Mme Catherine Morin-Desailly et intervient sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10622) : favorable à l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10798, 10800) : incite la Haute Assemblée à adopter sans modification les crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat". - **Article 67 (priorité)** (art. 19 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et art. L. 766-9 du code de la sécurité sociale - *Financement de l'action sanitaire et sociale de la Caisse des Français de l'étranger*) (p. 10826) : son amendement n° II-1 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10827, 10832) : son amendement n° II-2 : instauration d'un plafond, indépendant du niveau de ressources des foyers bénéficiaires, dans la prise en charge des frais de scolarité des lycéens français des établissements du réseau de l'AEFE ou homologués ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-79 de M. André Ferrand (possibilité, pour l'AEFE, d'émettre des emprunts d'une durée supérieure à douze mois), n° II-80 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-72 (ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE), de la commission de la culture saisie pour avis n° II-47 (rapport gouvernemental sur les conséquences de la prise en charge par l'AEFE des contributions employeur pour pensions civiles des personnels titulaires de l'Etat qui lui sont détachés), ainsi que sur les amendements de M. Robert del Picchia n° II-49 (instauration d'un plafond, indépendant du niveau de ressources des foyers bénéficiaires, dans la prise en charge des frais de scolarité des lycéens français des établissements du réseau de l'AEFE ou homologués) et n° II-51 (ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître

la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE). - **Etat B** (p. 10833) : position de la commission sur les amendements n° II-80 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, n° II-82 de M. Richard Yung et n° II-83 de Mme Claudine Lepage.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 66 quater (Nouveau)** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 octies et 266 nonies du code des douanes - Taxation des sacs de caisse à usage unique en matière plastique) (p. 11741) : son amendement n° II-558 ; adopté. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11847,

11848) : sur l'amendement n° II-315 de la commission, son sous-amendement n° II-537 ; retiré. (p. 11851, 11852) : intervient sur le sous-amendement n° II-537 précité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12392, 12393) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12594) : soutient l'amendement n° 141 de M. Charles Guené (création d'un fonds destiné à soutenir les communes et leurs groupements en vue de l'acquisition des appareils nécessaires à l'établissement de procès-verbaux électroniques) ; adopté.

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UMP, puis UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 décembre 2010.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 décembre 2010.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 13 janvier 2010.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (24 février 2010) - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1788) : parole sur l'article.

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Avenir du fret ferroviaire : comment sortir de l'impasse ? [n° 55 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers, services nationaux de transports conventionnés de voyageurs - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 115 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 910) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 4** (*art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région*) (p. 4615, 4616) : son amendement n° 84 ; rejeté. - **Article 7** (*art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4645) : son amendement n° 85 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 13 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent*) (p. 5725, 7526) : soutient l'amendement n° 39 de M. Philippe Richert ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6020) : sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), son sous-amendement n° 582 ; adopté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7043) : son amendement n° 23 : prorogation des contrats d'obligation d'achat pour la cogénération industrielle ; retiré. - **Article 5 (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz)** (p. 7111) : son amendement n° 26 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7192) : son amendement n° 24 : égalisation des taux de la contribution tarifaire d'acheminement, quels que soient les réseaux de distribution ; adopté.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9240, 9242) : son intervention.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 10219) : son amendement n° 1 : adaptation du droit national aux dispositions du « paquet routier » européen ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 10909, 10910) : son intervention.

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 4 février 2010 ; fin de mission le 3 août 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 28 octobre 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Vice-président de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 60 (2009-2010)] de réforme des collectivités territoriales [n° 198 (2009-2010)] (12 janvier 2010) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 285 (2009-2010)] relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 535 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 527 (2009-2010)] de réforme des collectivités territoriales [n° 574 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Défense [n° 111 tome 3 annexe 8 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 62 (2010-2011)] relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 138 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 255, 257) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 651, 652) : intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 678) : votera les amendements amendés n° 67 de M. Gérard Collomb et n° 85 de M. Pierre Hérisson. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 730) : son amendement n° 325 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 795, 804) : ses amendements n° 326 et 327 ; rejetés. (p. 813) : ses amendements n° 328, 329, 330 et 333 ; adoptés ; n° 331 et 332 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 815, 816) : ses amendements n° 345 : précision ; n° 334 : coordination ; adoptés. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 868, 870) : ses amendements n° 335, 336, 342, 337, 343, 338 et 341 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 871) : soutient l'amendement n° 458 de M. François-Noël Buffet (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental établissant la liste des ressources financières, dont les communes décidant de se regrouper pourraient perdre le bénéfice) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1638 du code général des impôts - *Intégration fiscale*) (p. 886) : son amendement n° 339 ; adopté. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - *Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 888) : son amendement n° 340 ; adopté. (p. 890) : son amendement n° 344 ; adopté.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3285, 3287) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 5080, 5082) : défavorable à l'adoption de cette proposition de loi. - **Article 1er** (*Modification des dispositions relatives à la taxe sur les transactions sur devises*) (p. 5089) : défavorable à cet article. - **Article 2** (*Affectation du produit de la taxe sur les transactions sur devises*) (p. 5090) : défavorable à cet article. - **Article 3** (*Gage*) (p. 5092) : intervient sur l'article.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5383, 5384) : la grande majorité des membres du groupe UMP votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 5403, 5405) : sous réserve des amendements qu'elle a déposés, la commission des finances saisie pour avis est favorable à l'adoption des articles dont elle s'est saisie.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5662, 5666) : ses amendements n° 16, 17 et 18 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5667) : son amendement n° 19 : régime du versement du FCTVA pour les métropoles ; adopté. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - *Evolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines*) (p. 5668) : son amendement n° 20 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5826) : son amendement n° 23 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 quater (Supprimé par l'Assemblée nationale)** (art. L. 1611-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Conditions du cumul de financements de la région et du département*) (p. 5930) : son amendement n° 28 ; retiré.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 585 (2009-2010)]** - (8 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6080, 6081) : son intervention.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6869, 6870) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10849, 10850) : son intervention.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la

loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle (p. 11776, 11777) : son amendement n° II-541 ; retiré. (p. 11786, 11787) : intervient sur l'amendement n° II-565 de la commission. (p. 11789) : favorable à l'amendement n° II-590 du Gouvernement. (p. 11790, 11791) : son amendement n° II-544 ; retiré. (p. 11797) : son amendement n° II-387 ; adopté. (p. 11805, 11807) : son amendement n° II-389 ; retiré. (p. 11808) : son amendement n° II-549 ; retiré. (p. 11809, 11810) : son amendement n° II-543 ; retiré. (p. 11816) : son amendement n° II-542 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservé)** (p. 11828) : son amendement n° II-539 : possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants ; adopté. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11848) : sur l'amendement n° II-315 de la commission, son sous-amendement n° II-538 ; retiré. (p. 11852) : intervient sur le sous-amendement n° II-538 précité.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11862, 11865) : favorable aux amendements n° II-450 de Mme Nicole Bricq et n° II-533 de M. Albéric de Montgolfier. Votera l'amendement n° II-414 de M. Philippe Adnot. - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11873, 11874) : sur l'amendement n° II-569 de la commission, son sous-amendement n° II-591 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12049, 12051) : son intervention.

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

GUERRY (Michel)

sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9477, 9479) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10883, 10884) : son intervention.



NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 510, 511) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 517, 518) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2251, 2252) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3422, 3423) : son intervention. - **Article 1er (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation)** (p. 3460, 3461) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) (p. 3531) : le groupe PS votera l'amendement n° 219 de M. Rémy Pointereau. (p. 3535, 3536) : favorable à l'amendement n° 92 de M. Yves Chastan.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3600, 3604) : intervient sur les amendements n° 94 de M. Serge Larcher et n° 30 de Mme Odette Herviaux. (p. 3610) : soutient

l'amendement n° 98 de Mme Odette Herviaux ; adopté. (p. 3624, 3625) : favorable à l'amendement n° 651 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3629, 3634) : intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Odette Herviaux (mission de conseil des chambres d'agriculture auprès des collectivités locales dans le domaine des restaurants collectifs). Son amendement n° 106 : prise en compte des exigences environnementales par le pouvoir adjudicateur ; rejeté ; n° 108 : prise en compte de l'impact environnemental des produits ou des services liés à leur transport dans les conditions d'exécution des marchés publics ; n° 109 : insertion d'une clause environnementale dans les conditions d'exécution des marchés publics portant sur l'exécution dudit marché ; et n° 110 : prise en compte de l'impact environnemental de l'exécution du marché public par le pouvoir adjudicateur ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3687) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau. - **Article 4** (*art. L. 441-2 du code de commerce - Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3728, 3729) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3736, 3737) : intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Odette Herviaux (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus). - **Article 5** (*art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes*) (p. 3741, 3742) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3748, 3750) : son amendement, analogue à l'amendement n° 269 de M. Gérard Le Cam, n° 151 : élargissement du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires périssables ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Yvon Collin (extension du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles périssables). - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3753, 3765) : parole sur l'article. Intervient sur son amendement, soutenu par M. Michel Teston, n° 145 ainsi que sur les amendements n° 53 de M. Rémy Pointereau et n° 338 de M. Alain Houpert.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) (p. 3776) : intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3777, 3778) : son amendement n° 150 : possibilité, pour le Gouvernement, d'imposer des mesures d'encadrement des prix sur la base d'études réalisées par l'Observatoire de la formation des prix et des marges ; rejeté. - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3791) : intervient sur l'amendement n° 154 de M. Roland Courteau. - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3827, 3830) : parole sur l'article. Sur l'amendement n° 659 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 680 ; adopté ; et n° 681 ; retiré. Ses amendements n° 163 et 431 ; devenus sans objet. Soutient l'amendement n° 421 de M. Jean-Louis Carrère ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3838, 3839) : son amendement n° 170 : définition législative de la mention valorisante "méthode ancestrale" ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3962, 3963) : son amendement n° 201 : protection du pastoralisme face aux attaques de loups ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3977) : favorable à l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Sueur (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs). - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3991) : soutient l'amendement n° 440 de Mme Odette Herviaux (alignement du niveau de l'assiette minimale de cotisation pour la retraite complémentaire obligatoire sur celui de l'assurance vieillesse agricole) ; rejeté. - **Article 12** (*art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau]*

du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 3998, 3999) : parole sur l'article. (p. 4018, 4025) : soutient l'amendement n° 176 de M. Thierry Repentin ; rejeté. Son amendement n° 202 ; rejeté. - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière*) (p. 4067) : soutient l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article additionnel après 15 bis** (p. 4093, 4094) : soutient l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (mesure en faveur d'un usage rationnel de la biomasse issue des produits forestiers) ; rejeté. - **Article 16 bis** (*titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt*) (p. 4100, 4101) : intervient sur l'amendement n° 656 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 4104) : favorable à l'amendement n° 422 de M. Jean-Louis Carrère (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires accordées aux communes forestières touchées par la tempête Klaus en janvier 2009).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5473, 5474) : le groupe socialiste votera la motion n° 1 de M. Jacques Mézard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5486, 5487) : intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean-Pierre Sueur (inscription dans le texte, du principe de l'extension des libertés locales).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5515) : favorable à l'amendement n° 289 de M. Jean-Pierre Sueur (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5530) : favorable à l'amendement n° 292 de M. Jean-Pierre Sueur (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales). (p. 5536) : soutient l'amendement n° 324 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de la compétence générale du conseil général) ; devenu sans objet. (p. 5544, 5545) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi qu'aux amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5579, 5580).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5603, 5604) : favorable à l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (*art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5924, 5925) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5950) : soutient l'amendement n° 309 de M. Jean-Pierre Sueur (définition du périmètre dans lequel sont élus les conseillers départementaux) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5980, 5981) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6956, 6957) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Roland Courteau (caractère public du parc nucléaire français). (p. 6961) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 43 de M. Roland Courteau et n° 258 de M. Yvon Collin (reconnaissance de l'électricité comme bien de première nécessité).

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7119) : soutient l'amendement n° 86 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7135, 7137) : intervient sur les amendements n° 89 de M. Roland Courteau et n° 263 de M. Yvon Collin. Soutient l'amendement n° 90 de M. Roland Courteau ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs) (p. 7143) : soutient l'amendement n° 116 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7498, 7499) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7623, 7624) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Christiane Demontès. - **Rappel au règlement** (p. 7650). - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7670, 7671) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7683, 7684) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7784) : intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7795) : intervient sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7828, 7829).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création

d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7835, 7836) : parole sur l'article.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7846) : sa question.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8734, 8735) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Christiane Demontès (réintégration dans l'assiette de la CSG de la totalité des plus-values immobilières de long terme, sans prise en compte de l'abattement de 10 % au titre de l'impôt sur le revenu par année de détention) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 7 (Norme annuelle d'évolution des concours de l'État aux collectivités territoriales)** (p. 9446) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. François Marc.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9657) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10511) : intervient sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. - **Article 18** (art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 6 de la loi de finances pour 1987 [n° 86-1317 du 20 décembre 1986], art. 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 55 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Modification des dispositions relatives aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, FDPTP) (p. 10570) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10603) : favorable aux amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité). - **Article 22** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - Reconstitution du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI) (p. 10615, 10616) : favorable aux amendements n° I-177 de Mme Nicole Bricq, n° I-343 de Mme Marie-France Beaufilet et n° I-381 de M. Yvon Collin.

- **Rappel au règlement** - (9 décembre 2010) (p. 12044, 12045).

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12064, 12065) : son intervention. - **Article 7 (Gage)** (p. 12075) : parole sur l'article.

HAENEL (Hubert)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

Nommé membre du Conseil Constitutionnel le 6 mars 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 6 mars 2010.

Président de la commission des affaires européennes.

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 159 (2009-2010)] européenne portant sur la protection temporaire [n° 197 (2009-2010)] (12 janvier 2010) - **Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sécurité civile [n° 111 tome 3 annexe 28 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 527) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1322, 1323) : soutient l'amendement n° 80 de

Mme Nicole Bricq (suppression du dispositif de crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10602) : votera les amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité).

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11047) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12065, 12066) : son intervention.

HENNERON (Françoise)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élargissement des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 130 (2009-2010)] de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 3 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social -

Composition (p. 3130, 3132) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Isabelle Debré ; retiré. Soutient l'amendement n° 19 de M. Dominique Braye ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6022, 6023) : sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), ses sous-amendements n° 593 ; devenu sans objet ; n° 595 ; adopté ; et n° 594 ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 12131, 12132) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12147, 12151) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 106 (suppression de l'exigence d'un temps minimum de travail effectif pour bénéficier de congés payés), n° 107 (extension aux salariés contractant un PACS du bénéfice du congé pour événement familial), n° 109 (inscription de l'identité du partenaire survivant d'un PACS sur l'acte de décès du partenaire défunt), et n° 110 (possibilité pour le partenaire de PACS survivant d'organiser les funérailles et de bénéficier de l'urne cinéraire). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 12179) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 92 (création d'un registre national automatisé d'enregistrement du consentement au don d'organes) et n° 93 (création, au sein du code du service national, d'un registre national de consentement au don d'organes).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 21 (Supprimé)** (*Reconnaissance de la certification établie par les organismes des Etats membres en matière de dispositifs médicaux*) (p. 12222, 12223) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 190 du Gouvernement. - **Article 22 (Supprimé)** (*Simplification des modalités de revente des dispositifs médicaux d'occasion*) (p. 12223) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 189 du Gouvernement. - **Article 25** (*Application du droit commun des congés payés au chèque-emploi associatif*) (p. 12225) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 138 de M. Albéric de Montgolfier. - **Article 27 septies (Supprimé)** (*Instauration d'un régime déclaratif pour l'activité d'entrepreneur de spectacles*) (p. 12232) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 207 du Gouvernement. - **Article 27 octies (Supprimé)** (*Mise en œuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins*) (p. 12234) : sur l'amendement n° 188 du Gouvernement, son sous-amendement n° 273 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 27 decies** (p. 12236) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 228 du Gouvernement (possibilité pour des organismes d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen d'évaluer les activités des

établissements et services sociaux et médico-sociaux). - **Article 51 ter** (*Clarification en matière de droit, pour le pharmacien, de dispenser des médicaments lorsque l'ordonnance est périmée en cas de traitements chroniques et de contraceptifs*) (p. 12277) : position de la commission sur l'amendement n° 211 du Gouvernement. - **Article 53** (*Mesures de coordination avec la suppression des directions régionales des affaires sanitaires et sociales*) (p. 12277) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 210 du Gouvernement. - **Article 54** (*Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant*) (p. 12278, 12281) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements n° 99 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 222 du Gouvernement. - **Article 54 quinquies (Nouveau)** (*Augmentation de la limite du nombre des mandats de présidents des conseils ou conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale*) (p. 12284) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 208 du Gouvernement. - **Article 117** (*Référence au code de la santé publique en matière de contrôles sanitaires aux frontières*) (p. 12330) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 272 du Gouvernement. - **Article 128 bis (Supprimé)** (*Extension de la procédure de déclaration administrative des débits de boissons à consommer sur place*) (p. 12338) : position de la commission sur l'amendement n° 224 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 130** (p. 12340) : position de la commission sur les amendements de M. Antoine Lefèvre n° 37 (définition du délit de marchandage) et n° 38 (définition du prêt de main-d'œuvre illicite). - **Intitulé du chapitre VI** (*Dispositions d'amélioration de la qualité formelle du droit*) (p. 12348) : position de la commission sur l'amendement n° 69 de M. Charles Revet (précision). - **Articles additionnels après l'article 147** (p. 12357, 12360) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements identiques n° 9 de M. Charles Revet et n° 113 de M. Jean-Pierre Michel (validation des reclassements opérés en accord avec la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation), ainsi que sur les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 139 (régime des groupements de coopération sanitaire), n° 143 (modification des critères de classification des établissements sociaux et médico-sociaux), n° 141 (critères permettant la qualification d'établissements et services sociaux d'intérêt collectif) et n° 140 (précision). - **Article additionnel après l'article 148** (p. 12361) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 236 du Gouvernement (rétablissement de la fongibilité des crédits avec le sous-objectif de l'ONDAM relatif aux soins de ville). - **Article 149 bis (Supprimé)** (*Suppression de la limite d'âge pour la désignation des membres des conseils des caisses primaires d'assurance maladie*) (p. 12362) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur l'amendement n° 16 de M. Bruno Gilles.

HÉRISSON (Pierre)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Économie - Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 115 tome 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - Budget - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 676 (2009-2010)] relative aux télécommunications [n° 139 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 36, 37) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 654) : son amendement n° 85 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 691 de la commission et n° 690 de M. Pierre Jarlier.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Article 6 (art. 32 de la loi « informatique et libertés » - Obligations d'information du responsable de traitement)** (p. 2021) : son amendement n° 7 ; adopté.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4889, 4890) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique)** (p. 7001) : favorable à l'amendement n° 233 de M. Jean-Paul Amoudry.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10697) : favorable aux amendements identiques n° I-187 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-399 de M. Dominique Braye et n° I-428 de M. Daniel Soulage (aménagements de la taxe générale sur les activités polluantes).

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 11946, 11947) : son intervention. - **Article 1er (art. L. 33-1 du code des postes et communications électroniques - Interdiction pour les opérateurs mobiles de limiter, sauf exceptions, la connexion à leur réseau de terminaux de télécommunication)** (p. 11955) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11956, 11957) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 8 et 9 de M. Jean-François Le Grand, n° 13 et 14 de M. Michel Teston, et de M. Jean-François Mayet n° 15 et n° 16 (modalités de communication des données relatives aux réseaux de télécommunication). (p. 11958) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de M. Bruno Sido (amélioration de la couverture du territoire en réseaux de téléphonie mobile). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 11960) : son amendement n° 26 : impossibilité pour un constructeur de terminaux mobiles de les rendre incompatibles avec certains réseaux ; adopté. - **Article 2 (art. L. 34-9 du code des postes et communications électroniques - Interdiction aux équipementiers mobiles de refuser, sauf exceptions, l'utilisation par leurs équipements de réseaux mobiles)** (p. 11960) : son amendement n° 3 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 17 de M. Hervé Maurey. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11961) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Hervé Maurey (information des utilisateurs de terminaux de télécommunication des limitations d'usage de ces équipements). - **Article 3 (art. L. 35-5 du code des postes et communications électroniques - Gratuité du déverrouillage d'un téléphone mobile en cas de réengagement d'abonnement pour un an ou plus)** (p. 11962) : son amendement n° 4 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 11 de M. Daniel Marsin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11963, 11966) : ses amendement n° 6 : interdiction de la surfacturation des hotlines d'assistance téléphonique aux services d'accès à l'Internet ou de téléphonie mobile ; n° 7 : encadrement des frais de résiliation des abonnements Internet et de téléphonie mobile ; adoptés ; et n° 5 : information des consommateurs sur les montants à payer en cas de résiliation de leur contrat avant le terme de la période d'engagement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 21 de M. Hervé Maurey. Position de la commission sur les amendements de M. Hervé Maurey n° 22 (limitation à douze mois de la durée d'engagement) et n° 24 (définition de la couverture d'une commune par la téléphonie mobile), ainsi que sur l'amendement n° 1 de M. Michel Teston (standardisation des prises des chargeurs de téléphone portable). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11967) : remerciements.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne** - *Commission mixte paritaire* [n° 193 (2010-

2011)] - (22 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13060, 13061) : le groupe UMP votera ce texte.

HERMANGE (Marie-Thérèse)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 426 (2009-2010)] relative aux recherches impliquant la personne humaine [n° 97 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1147) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services** [n° 193 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2147, 2149) : les membres du groupe UMP ne voteront pas cette proposition de loi.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2198, 2199) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2351, 2352) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3355, 3356) : son intervention.

- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) (p. 3376, 3378) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** [n° 486 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4224) : intervient sur l'amendement n° 105 de M. Guy Fischer (mode de recrutement spécifique, pour les personnes handicapées, dans la fonction publique parlementaire).

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4779, 4780) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes** [n° 565 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Article 10 bis B** (*Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple*) (p. 5144) : parole sur l'article.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** [n° 518 (2009-2010)] - (8 septembre 2010) - **Article 10** (*chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et*

d'analyse sérielle) (p. 6407) : intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6454) : votera cet article.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6543) : défavorable aux amendements analogues n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 248 de Mme Michèle André, et n° 156 de Mme Éliane Assassi (suppression du délit de racolage). - **Article 24 bis** (*Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans*) (p. 6549, 6550) : défavorable aux amendements n° 157 de Mme Éliane Assassi, n° 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 246 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6683) : le groupe UMP, dans sa majorité, votera ce texte.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6752, 6753) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8252) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25** *decies* (art. L. 4623-1 du code du travail - *Recrutement temporaire d'un interne*) (p. 8366) : interroge M. Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique sur le statut des internes. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel*) (p. 8421) : votera cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8495) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du forfait social*) (p. 9779) : son amendement n° 302 ; adopté. (p. 9782) : soutient l'amendement n° 204 de Mme Catherine Procaccia ; retiré. - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - *Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions*) (p. 9831) : votera le sous-amendement n° 559 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 58 de la commission.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article 36** (art. L. 165-3 du code de la sécurité sociale - *Accords-cadres conclus entre le comité économique des produits de santé et les représentants des fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 9916) : intervient sur l'amendement n° 236 de M. Guy Fischer. - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9964) : intervient sur l'amendement n° 121 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 9999) : soutient

l'amendement n° 483 de M. Philippe Dominati (amélioration de l'information du Parlement sur le bilan et les perspectives du dispositif de la couverture maladie universelle) ; adopté. - **Article 45 (priorité)** (*Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé*) (p. 10008, 10009) : intervient sur les amendements n° 585 et 597 du Gouvernement. (p. 10010) : votera l'amendement n° 601 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 10012) : intervient sur les amendements identiques n° 336 de M. Jacky Le Menn et n° 436 de M. François Autain (création d'une dotation de financement des charges de structures des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM).

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 10180, 10181) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10197, 10198) : ses amendements n° 12 et 6 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 4 et 5 du Gouvernement, n° 2 de M. François Autain, ainsi que sur le sous-amendement n° 11 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 2 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) (p. 10956, 10957) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10967) : défavorable à l'amendement n° II-154 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11395) : son amendement n° II-84 ; retiré.

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11558, 11559) : le groupe UMP votera les crédits de cette mission. - **Article 86 bis (Nouveau)** (art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - *Panier de soins des bénéficiaires de l'AME*) (p. 11578) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 57** (art. 6 et 196 bis du code général des impôts - *Modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu des couples qui se constituent ou se séparent*) (p. 11674) : son amendement n° II-85 ; rejeté.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 147** (p. 12358, 12361) : ses amendements n° 139 : régime des groupements de coopération sanitaire ; n° 143 : modification des critères de classification des établissements sociaux et médico-sociaux ; et n° 140 : précision ; retirés ; et n° 141 : critères permettant la qualification d'établissements et services sociaux d'intérêt collectif ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - *Mesures de réforme de la fiscalité sur les*

tabacs) (p. 12776) : ne votera pas l'amendement n° 26 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12795, 12797) : son amendement n° 120 : mise en place d'un ajustement progressif de l'abattement de cotisations patronales de sécurité sociale applicables aux particuliers employeurs ; retiré. - **Article 34** (*Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA*) (p. 12800) : ne votera pas l'amendement n° 236 de la commission.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 2** (art. L. 1121-16-1 du code de la santé publique - *Définition des recherches interventionnelles à finalité non commerciale*) (p. 12855) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article 3** (art. L. 1123-7, L. 1243-3 et L. 1243-4 du code de la santé publique - *Simplification et mise en cohérence du régime d'autorisation et de déclaration des recherches utilisant des*

collections d'échantillons biologiques humains) (p. 12856) : son amendement n° 7 ; adopté. - **Article 4 quinquies A (Nouveau)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - *Compétences de la Haute Autorité de santé en matière de recherche*) (p. 12857) : son amendement n° 8 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 13 du Gouvernement. - **Article 4 quinquies** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - *Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 12858, 12859) : ses amendements n° 9 et 10 ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 15 du Gouvernement. - **Article 4 septies (Suppression maintenue)** (*Interdiction du test de la dose maximum tolérée pour un médicament sans lien avec la pathologie de la personne à laquelle il est administré*) (p. 12859, 12860) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Nicolas About et n° 16 du Gouvernement.

HERVÉ (Edmond)
sénateur (Ile-et-Vilaine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 29 avril 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Aide publique au développement. Compte de concours financiers accords monétaires internationaux, compte de concours financiers prêts à des États étrangers et compte d'affectation spéciale engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique [n° 111 tome 3 annexe 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 314, 316) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions) (p. 917) : intervient sur l'amendement n° 544 de M. Michel Charasse.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4881, 4882) : son intervention. (p. 4899) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) (p. 5520) : soutient l'amendement n° 294 de M. Jean-Pierre Sueur (prise en compte des ressources et des charges respectives des différentes collectivités territoriales dans le calcul de la péréquation) ; rejeté. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5538) : réaction aux propos de M. Michel Mercier,

ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire. (p. 5551, 5552) : réagit aux propos de M. Michel Mercier, ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire. - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5556) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux).

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7829, 7830).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10271, 10273) : son intervention.

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10559, 10560) : intervient sur l'amendement n° I-151 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe sur les transactions financières).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10589) : favorable à l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10594, 10595) : soutient l'amendement n° I-173 de M. Marc Massion (modalités de calcul de la compensation d'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière pour les personnes modestes) ; rejeté.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Évolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11134, 11135) : soutient l'amendement n° II-193 de M. Gérard Collomb ; rejeté.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11448, 11449) : son intervention.

HERVIAUX (Odette)
sénatrice (Morbihan)
 SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v le 17 février 2010 ; puis secrétaire du 24 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

Membre titulaire Conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Redonner du sens à la PAC [n° 102 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3414, 3416) : son intervention. - **Question préalable** (p. 3456, 3457) : le groupe socialiste votera la motion n° 86 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3524, 3528) : son amendement n° 89 ; adopté. Favorable à l'amendement n° 593 de M. Jacques Muller. (p. 3537, 3538) : propose au groupe PS de s'abstenir sur les amendements n° 233 de M. Gérard Le Cam et n° 592 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3601, 3603) : son amendement n° 30 ; rejeté. (p. 3626) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3627, 3628) : son amendement n° 101 : remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur la mise en adéquation des moyens de contrôles publics avec les objectifs poursuivis en matière de contrôle de la qualité nutritionnelle des

repas dans la restauration scolaire et universitaire ; rejeté. - **Article 1er ter (Nouveau)** (art. L. 233-4 [nouveau] du code rural - Formation en matière d'hygiène alimentaire du personnel de certains établissements) (p. 3642, 3643) : soutient l'amendement n° 111 de M. Alain Fauconnier ; rejeté. - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole) (p. 3647) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 1er quater** (p. 3652) : soutient l'amendement n° 482 de M. Serge Larcher (mise en place d'un plan de développement des réseaux de formation adaptés aux enjeux actuels de l'agriculture et de la pêche dans les départements d'outre-mer) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3662) : intervient sur les amendements de M. Jacques Muller n° 596 (intégration systématique des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement dans les instances de concertation sur les questions agricoles), n° 600 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement au sein des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) et n° 599 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement aux chambres départementales de l'agriculture).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3696, 3697) : son amendement n° 134 ; adopté. (p. 3722) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3739, 3740) : intervient sur son amendement, soutenu par Marc Daunis, n° 143 : substitution de la notion de "contreparties substantielles et vérifiables" à celle "d'obligations" dans la convention. - **Article 5** (art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes) (p. 3747) : favorable à cet article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3752, 3753) : intervient sur l'amendement n° 657 du Gouvernement (instauration d'une taxe additionnelle à la TASCOM pour les distributeurs refusant de passer des accords de modération des marges avec l'Etat). Le groupe CRC-SPG s'abstient sur les amendements du Gouvernement n° 657 (instauration d'une taxe additionnelle à la TASCOM pour les distributeurs refusant de passer des accords de modération des marges avec l'Etat) et n° 677 (allègement de l'encadrement légal des ventes au déballage de fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle). - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3766) : intervient sur l'amendement n° 148 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) (p. 3775) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3793) : intervient sur l'amendement n° 666 de la commission. (p. 3798, 3799) : intervient sur l'amendement n° 339 de M. Alain Houpert et sur son amendement n° 425, soutenu par M. Martiel Bourquin. Son amendement n° 426 ; rejeté. - **Article 9** (titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture) (p. 3820, 3822) : ses amendements n° 156 ; retiré ; et n° 157 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3825, 3826) : soutient les amendements de Jacques Gillot n° 161 (exonération de cotisations sociales pour les exploitants agricoles victimes du chlordécone sur leurs exploitations) ; et n° 162 (publication, avant 2012, d'un rapport de l'OPECST sur la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et l'utilisation des techniques alternatives en Martinique et en Guadeloupe) ; rejetés. - **Article 10** (Rapport sur l'assurance récolte) (p. 3836) : intervient sur l'amendement n° 659 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3838) : soutient l'amendement n° 169 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les plaideurs de se faire assister par toute personne de leur choix devant les tribunaux paritaires des baux ruraux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) (p. 3947) : intervient sur l'amendement n° 587 de M. Jacques Gillot (mise en place d'un plan spécifique outre-mer de recherche développement dans le domaine de l'agronomie). - **Article 11 bis (Nouveau)** (art. 64 du code général des impôts - Prise en compte de la qualification du vin vendu pour la détermination du bénéfice forfaitaire agricole) (p. 3947) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 3950) : ne votera pas l'amendement n° 547 de M. Robert Tropeano (réduction du droit de circulation sur les vins). - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 3958) : intervient sur les amendements de M. Jacques Mullet n° 610 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation) et n° 611 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation). - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3970) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Alain Chatillon (définition de l'étendue du droit accordé à l'obtenteur d'une nouvelle variété végétale). - **Article 12 A (Nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural - Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée) (p. 3975) : défavorable à l'amendement n° 280 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3977) : intervient sur l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Sueur (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs). (p. 3978, 3981) : ses amendements n° 411 : remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois à compter de la publication de la présente loi, sur les installations agricoles ; retiré ; et n° 165 : obligation, pour les exploitants agricoles, de faire connaître à l'autorité administrative leur intention de cesser leur exploitation 18 mois au moins avant leur départ en retraite ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3986) : intervient sur l'amendement n° 559 de M. Yvon Collin (assimilation de toute diminution du nombre total des associés exploitants ou coexploitants à un agrandissement de l'exploitation). Son amendement n° 436 : assimilation de la diminution du nombre des associés exploitants à un agrandissement de l'exploitation ; retiré. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4003, 4005) : son amendement n° 412 ; rejeté. (p. 4028) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 12. - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles) (p. 4033, 4037) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 179 et 180 ; devenus sans objet. Son amendement n° 181 ; devenu sans objet. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 674 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4040) : soutient l'amendement n° 182 de M. Thierry Repentin (généralisation, au profit des communes, de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4090) : votera contre l'amendement n° 675 du Gouvernement. - **Article additionnel après 15 bis** (p. 4094) : favorable à l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (mesure en faveur d'un usage rationnel de la biomasse issue des produits forestiers). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 4103, 4104) : soutient l'amendement n° 422 de M. Jean-Louis Carrère (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires accordées aux communes forestières touchées par la tempête Klaus en janvier 2009) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4110) : défavorable aux amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 705, 706, 707, 708, 709 et 710 (mutualisation des moyens et renforcement de l'échelon régional du réseau des chambres d'agriculture). - **Article 18** (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - Création du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture) (p. 4119, 4120) : parole sur l'article. - **Article 20** (art. 3, 3-3 et 3-4 [nouveaux], 13-1 et 21 bis du décret du 9 janvier 1952 sur

l'exercice de la pêche maritime - Répartition des compétences concernant la réglementation et la gestion des ressources halieutiques (p. 4125, 4126) : parole sur l'article. (p. 4127) : son amendement n° 347 ; retiré. (p. 4129, 4130) : ses amendements n° 348 et 349 ; adoptés ; et n° 350 ; retiré. - **Article 21** (*chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle*) (p. 4133, 4134) : parole sur l'article. (p. 4138) : intervient sur son amendement n° 352. (p. 4139) : son amendement n° 360 ; adopté. (p. 4141) : ses amendements n° 354 et 355 ; rejetés ; et n° 363 ; adopté. (p. 4144) : son amendement n° 356 ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 4147) : son amendement n° 371 : sécurisation des ressources affectées aux comités locaux et régionaux de pêches maritimes et des élevages marins ; rejeté. - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance*) (p. 4155) : son amendement n° 372 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4162, 4163) : votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6208, 6210) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 7004) : soutient l'amendement n° 62 de M. Roland Courteau ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7054) : favorable à l'amendement n° 215 de M. Jacques Muller (participation des fournisseurs d'électricité au financement des impayés d'énergie).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7633, 7634) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 7** (*art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles*) (p. 8044) : intervient sur l'article. - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8063) : réponse à M. Gérard Longuet.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8093) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (*art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8541) : soutient l'amendement n° 466 de M. Ronan Kerdraon ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11479, 11481) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11492) : sa question. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11498) : son amendement n° II-555 ; retiré. (p. 11501) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-3 de la commission.

HIRSCH (Martin)
*haut-commissaire aux solidarités actives
contre la pauvreté, haut-commissaire à
la jeunesse
(jusqu'au 22 mars 2010)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1882, 1883) : son intervention. - **Article 11** (*Simplification et amélioration de la*

qualité du droit) (p. 1901, 1902) : ses amendements n° 1, 2, 3 et 4 ; adoptés.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1904, 1907) : son intervention. (p. 1914, 1915) : réponse aux orateurs. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique*) (p. 1922, 1924) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de Mme Marie-Agnès Labarre. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1928, 1929) : remerciements.

HOARAU (Gélita)
*sénatrice (La Réunion)
CRC-SPG*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3425, 3426) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5448, 5449) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 40 (Texte non modifié par la commission) (Habilitation à adapter les conseillers territoriaux aux départements et régions d'outre-mer)** (p. 6041, 6042) : parole sur l'article.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public** [n° 700 (2009-2010)] - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6750, 6751) : son intervention.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6873, 6874) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7436, 7437) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13 (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque)** (p. 10523, 10524) : parole sur l'article. (p. 10542, 10549) : ses amendements n° I-305, I-306, I-308, I-307 et I-310 ; retirés ; et n° I-309, I-311 et I-312 ; rejetés.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11208, 11210) : son intervention.

HORTEFEUX (Brice)
*ministre de l'intérieur, de l'outre-mer,
des collectivités territoriales et de
l'immigration*
(à partir du 14 novembre 2010)
*ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et
des collectivités territoriales*
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 147, 151) : sa réponse.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 247, 253) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 324, 325) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2224, 2227) : réponse aux orateurs.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3322, 3325) : sa réponse.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5392, 5396) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 juin 2010) (p. 5465, 5469) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6263, 6270) : son intervention. (p. 6304, 6308) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6326) : avis du Gouvernement sur la motion n° 416 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6330, 6331) : avis du Gouvernement sur la motion n° 77 de M. Jean-Claude Peyronnet tendant à poser la question préalable. - **Article 2** (art. 222-16-1 [nouveau], 222-16-2 et 222-16-3 du code pénal - *Délit d'usurpation d'identité sur un réseau de communications électroniques*) (p. 6370, 6372) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 195 de M. Alain Anziani, n° 111 de Mme Éliane Assassi et n° 308 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 196 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rectification des actes d'état civil ayant été le support d'une usurpation d'identité). - **Article 3** (art. L. 163-4-3 nouveau du code monétaire et financier, art. L. 521-10, L. 615-14, L. 623-32, L. 716-9, L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle - *Aggravation des sanctions pour certains délits de contrefaçon*) (p. 6373, 6376) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Yves Détraigne, n° 197 de M. Richard Yung, n° 198 de M. Alain Anziani et n° 418 de la commission. - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - *Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques*) (p. 6378) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de Mme Virginie Klès.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 6473) : répond au rappel au règlement de M. Charles Gautier. - **Article 18** (art. 10-2 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Commission nationale de la vidéoprotection*) (p. 6474, 6476) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 145, 146 et 147 de Mme Éliane Assassi, n° 324 et 323 de M. Yvon Collin, n° 232 de M. Charles Gautier, et n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 18 bis A (Nouveau)** (*Remise par la CNIL d'un rapport sur la vidéoprotection à la CNV*) (p. 6476) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 148 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 18 bis A** (p. 6477) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery (remise d'un rapport public annuel de la Commission nationale de vidéoprotection sur son activité de conseil et d'évaluation). - **Article 18 bis** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - *Expérimentation des scanners corporels*) (p. 6477, 6481) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 233, 234, 235, 236 et 237 de M. Alain Anziani, n° 149 et 150 de Mme Éliane Assassi, n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 325 de M. Yvon Collin. - **Article 19** (art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - *Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale*) (p. 6482, 6483) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 238 de M. Alain Anziani et n° 326 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6484) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de Mme Catherine Dumas (mise en place d'un plafond de garantie pour l'assurance de responsabilité civile souscrite par les sociétés privées de sécurité dans les zones aéroportuaires en cas de sinistre résultant d'un acte terroriste). - **Article 20** (art. L. 2371-1 [nouveau] du code de la défense ; art. 413-13 [nouveau] du code pénal, art. 656-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Instauration d'un régime de protection des agents de renseignement*) (p. 6485, 6486) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 327 et 328 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 20 bis** (p. 6486, 6491) : avis du Gouvernement sur les amendements similaires de M. Alain Anziani n° 239 et n° 241 (extension de l'obligation d'agrément aux associés d'une personne physique ou morale exerçant une activité privée de surveillance, de gardiennage, de transport de fonds et de protection physique), et n° 240 (saisine obligatoire de la commission de déontologie en cas de dérogation au délai de cinq ans accordée par le ministère de l'intérieur à d'anciens agents des services de l'État). Son amendement n° 387 : création d'un conseil national des activités privées de sécurité ; adopté. - **Article 21** (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Encadrement des activités d'intelligence économique*) (p. 6493, 6498) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 329, 330, 331, 332, 333, 334 et 335 de M. Yvon Collin, n° 105, 106 et 107 de Mme Éliane Assassi, n° 242 et 243 de M. Alain Anziani. - **Demande de réserve** (p. 6498) : demande la réserve sur son amendement n° 386 jusqu'à la fin de la discussion des articles. - **Article additionnel avant l'article 22** (p. 6499) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de M. Jacques Legendre (lutte contre l'incitation et l'apologie du terrorisme sur Internet). - **Article 22** (art. 706-95 du code de procédure pénale - *Allongement de la durée des interceptions téléphoniques*) (p. 6499) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 244 de M. Alain Anziani. - **Article 23** (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - *Captation de données informatiques à distance*) (p. 6501, 6506) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108, 152, 153 et 154 de Mme Éliane Assassi, n° 336, 337, 338, 339, 340 et 341 de M. Yvon Collin, et n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery. Son amendement n° 402 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6506, 6515) : ses amendements n° 390 (extension des peines planchers aux violences aggravées) et n° 389 (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de Mme Virginie Klès (impossibilité de créer de nouvelle infraction lorsque les faits considérés entrent déjà dans le champ d'une infraction existante), ainsi que sur le sous-amendement n° 423 de M. Gérard Longuet portant sur son amendement n° 390 précité. (p. 6520, 6525) : ses amendements n° 391 (extension du dispositif de surveillance judiciaire à toute personne condamnée en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 5 ans), n° 388 (possibilité, pour le procureur de la République, de saisir

directement le tribunal pour enfants), et n° 415 (blocage des boîtiers de téléphones portables en cas de vol) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 424 de la commission (modification de la loi du 9 juillet 2010 sur la saisine et la confiscation en matière pénale), ainsi que sur le sous-amendement n° 422 de M. Gérard Longuet portant sur son amendement n° 388 précité.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 viciés** (p. 6579, 6580) : son amendement n° 394 : précisions relatives aux contrôles d'identité pratiqués dans la bande des vingt kilomètres en deçà des frontières nationales ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 266 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la possibilité de réaliser des contrôles d'identité dans la zone des vingt kilomètres en deçà des frontières nationales). - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6586, 6587) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article 25** (art. L. 221-2 et L. 224-16 du code de la route - *Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de conduite sans permis ou malgré un retrait de permis*) (p. 6593) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 172 de Mme Éliane Assassi, n° 259 de M. Alain Anziani et n° 346 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 6594) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de M. Alain Vasselle (obligation pour les candidats au permis de conduire de se soumettre à un test d'acuité visuelle). - **Article 26** (art. L. 234-2, L. 234-16 et L. 234-17 du code de la route - *Obligation de conduire un véhicule équipé d'un anti-démarrage par éthylotest*) (p. 6595) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de Mme Virginie Klès. - **Article 26 bis** (art. 41-2 du code de procédure pénale - *Installation d'un anti-démarrage par éthylotest dans le cadre d'une composition pénale*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 260 de M. Alain Anziani. - **Article 27** (art. 221-8 et 222-44 du code pénal - *Création d'une peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule et d'interdiction de conduire un véhicule non équipé d'un éthylotest en cas de condamnation à un délit routier prévu par le code pénal*) (p. 6596) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 173 de Mme Éliane Assassi et n° 347 et 348 de M. Yvon Collin. - **Article 28** (art. L. 234-12, 235-4 et 413-1 du code de la route - *Peine complémentaire de confiscation obligatoire du véhicule en cas de condamnation à un certain nombre de délits prévus par le code de la route*) (p. 6597) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67 de Mme Virginie Klès et n° 174 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 6598) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Alain Fouché (délai de restitution des points du permis en cas de retrait). - **Article 30** (art. L. 224-1 et L. 224-2 du code de la route - *Modification du régime de la rétention et de la suspension du permis de conduire*) (p. 6600) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 351 de M. Yvon Collin et n° 97 de Mme Catherine Troendle. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 6601) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de M. Alain Fouché (procédure de retrait de permis). - **Article additionnel après l'article 30 bis** (p. 6602) : son amendement n° 395 : conditions de cession d'informations publiques ; adopté. - **Article 31** (art. L. 325-9 du code de la route - *Droits du créancier gagiste en cas de confiscation du véhicule*) (p. 6603) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 98 de Mme Catherine Troendle. - **Article 31 bis** (art. 434-10 du code pénal - *Aggravation des peines sanctionnant le délit de fuite*) (p. 6603) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 175 de Mme Éliane Assassi et n° 261 de M. Alain Anziani. - **Article 31 ter** (art. 235-2 du code de la route - *Dépistage de stupéfiants*) (p. 6604, 6605) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 352, 353 et 354 de M. Yvon Collin, ainsi que sur l'amendement n° 100 de Mme Catherine Troendle. - **Article 32 bis** (art. L. 2215-6 et L. 2512-14-1 du code général des collectivités territoriales - *Fermeture administrative des établissements vendant des boissons alcoolisées en cas de trouble à l'ordre public*) (p. 6607) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 262 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 32 bis**

(p. 6608) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Louis Nègre (possibilité pour les maires de réglementer les horaires de certaines activités commerciales). - **Article 32 ter A (Nouveau)** (*Procédure d'évacuation forcée des campements illicites*) (p. 6610, 6612) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 176 de Mme Éliane Assassi et n° 263 de M. Alain Anziani. - **Intitulé du chapitre VII bis** (*Dispositions relatives aux polices municipales*) (p. 6614) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale, art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale*) (p. 6616) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178 de Mme Éliane Assassi, n° 264 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 71 de M. Louis Nègre. - **Article 32 quater** (art. 78-2 du code de procédure pénale - *Participation des policiers municipaux aux contrôles d'identité sous l'autorité d'un OPJ*) (p. 6617) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 179 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32 quinquies** (art. L. 234-9 du code de la route - *Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un OPJ*) (p. 6617, 6618) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 180 de Mme Éliane Assassi et n° 39 de M. Jean-Paul Fournier. - **Article 32 sexies** (art. L. 412-49 du code des communes - *Règles d'agrément des agents de police municipale*) (p. 6618) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 181 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 32 sexies** (p. 6619) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de M. Louis Nègre (possibilité pour les policiers municipaux d'accéder directement à certaines bases de données informatisées). - **Article 32 septies** (art. 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Fouille des bagages à l'occasion des manifestations sportives, récréatives ou culturelles*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 182 de Mme Éliane Assassi. - **Article 32 octies (Nouveau)** (art. 20 du code de procédure pénale - *Octroi de la qualité d'agent de police judiciaire aux policiers non titulaires*) (p. 6620) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 183 de Mme Éliane Assassi et n° 76 de M. Jean-René Lecerf. - **Articles additionnels après l'article 32 octies** (p. 6621, 6622) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Louis Nègre n° 15 (octroi aux policiers municipaux de la qualité d'agent de police judiciaire), n° 72 (création d'une médaille d'honneur de la police municipale) et n° 74 (définition par décret en conseil d'État de la tenue des agents municipaux). - **Article 33** (art. L. 1311-2 et L. 1311-4-1 du code général des collectivités territoriales - *Prolongation de dispositifs de gestion immobilière en partenariat pour les besoins de la police et de la gendarmerie*) (p. 6623) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 426 de la commission et n° 10 de M. François-Noël Buffet. - **Article 34** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Pérennisation du dispositif de passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente*) (p. 6624, 6625) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 184 de Mme Éliane Assassi et n° 267 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 35** (p. 6627) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Gautier (gestion des biens saisis dans le cadre d'enquêtes pénales). - **Article 36 A** (art. 706-71 du code de procédure pénale - *Systématisation du recours à la visioconférence*) (p. 6628, 6629) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 185 de Mme Éliane Assassi et n° 266 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 36 B** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Règles applicables aux audiences de prolongation de la rétention administrative*) (p. 6630) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 186 de Mme Éliane Assassi et n° 269 de M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 36 B** (p. 6631) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 270 de M. Richard Yung (interdiction du port d'armes dans l'enceinte des lieux de rétention). - **Article 37 bis A** (art. L. 114-16-1 à 114-16-3 nouveaux du code de la sécurité sociale, art. L. 134 C nouveau du livre des procédures fiscales, art. 59 sexies nouveau du code des douanes - *Assouplissement de la règle du secret professionnel aux fins de lutte contre les fraudes en matière sociale*) (p. 6632) : avis du Gouvernement

sur l'amendement n° 187 de Mme Éliane Assassi. - **Article 37 bis B** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6633) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 188 de Mme Éliane Assassi et n° 271 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 bis C** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6634) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 bis** (art. 67 bis A nouveau du code des douanes - Equipes communes d'enquête en matière douanière) (p. 6635) : son amendement n° 405 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 6635, 6637) : ses amendements n° 396 (extension aux agents des douanes de la procédure dite de "coup d'achat") ; n° 413 (dispositions relatives à la saisie des biens en lien avec des délits douaniers) ; n° 414 (coordination) ; et n° 412 (rectifications) ; adoptés. - **Article 37 ter** (art. 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Régime des adjoints de sécurité) (p. 6638) ; avis du Gouvernement sur les amendements n° 189 de Mme Éliane Assassi et n° 273 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 quater** (Réserve civile de la police nationale) (p. 6641, 6642) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 de Mme Éliane Assassi, n° 274 de M. Alain Anziani, et n° 427 de la commission. Son amendement n° 398 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6642, 6644) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Jean Faure (assimilation de la compétence matérielle des agents de police judiciaire issus de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale à celle des volontaires servant en qualité de militaires de gendarmerie). Ses amendements n° 399 (placement sous bracelet électronique de terroristes étrangers assignés à résidence) ; et n° 400 (coordination) ; adoptés. - **Article 37 sexies (Nouveau)** (art. L. 513-4 et art. L. 523-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du régime de l'assignation à résidence des étrangers ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion) (p. 6645) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 275 de M. Alain Anziani. - **Article 37 septies (Nouveau)** (art. L. 513-4 et art. L. 523-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Renforcement du régime de l'assignation à résidence des étrangers ayant fait l'objet d'une décision d'expulsion) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 276 de M. Alain Anziani. - **Article 37 octies (Nouveau)** (Protection des dépositaires de l'autorité publique exposés à un risque viral dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 6646) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Christian Cointat. - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6646, 6649) : son amendement n° 397 : extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la possibilité donnée aux conjoints de policiers et militaires décédés de bénéficier d'un recrutement sans concours au sein de la fonction publique ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 de M. Jean-René Lecerf (possibilité pour les cours d'assises des juridictions interrégionales spécialisées de connaître la même affaire en appel à condition d'être composées différemment), n° 63 de M. Christian Demuynck (prise en charge financière des meubles des occupants d'un immeuble frappé d'insalubrité), et n° 87 de M. Jacques Gautier (rapport au

Parlement sur le dispositif actuel d'établissement des procurations de vote). - **Article 39** (Application dans les collectivités d'outre-mer) (p. 6649) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 420 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6650) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Christian Cointat n° 31 et n° 32 (application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile à Mayotte, à Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie). - **Article 40 A (Nouveau)** (art. L. 2213-14-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour le maire de déléguer à un officier de police judiciaire la délivrance des autorisations des opérations consécutives au décès) (p. 6650, 6651) : son amendement n° 384 ; adopté. - **Article 44** (art. 713-4 et 713-5 [nouveaux] et 723-5 du code pénal - Application aux collectivités d'outre-mer des dispositions pénales relatives à l'identification illégale d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 6652) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 417 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé)** (p. 6653, 6654) : son amendement n° 386 : élargissement de l'accès à certains traitements automatisés ; adopté. - **Demande de seconde délibération** (p. 6654) : demande une seconde délibération sur un amendement tendant à insérer un article additionnel après l'article 17 bis. - **Seconde délibération - Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6655, 6656) : son amendement n° A-1 : autorisation d'utiliser des images prises par des caméras de vidéosurveillance à des fins de recherche technologique ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6659, 6660) : remerciements.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9609, 9610) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) (p. 11011, 11014) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11015) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-4 de la commission. - **Article 74** (art. L. 211-8, L. 311-9, L. 311-13 et L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 960 et 961 du code général des impôts - Rééquilibrage des recettes de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii) (p. 11017, 11022) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-176, II-177, II-178, II-179, II-180, II-181, II-182, II-183, II-184 et II-185 de M. Richard Yung, n° II-35 et II-36 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° II-224 de la commission. - **Article additionnel après l'article 74** (p. 11023) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-167 de M. Pierre Bernard-Reymond (rationalisation de l'exercice du droit à l'aide juridictionnelle).

HOUEL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 228 (2008-2009)] relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [n° 242 (2009-2010)] (2 février 2010) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 302 (2009-2010)] relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 358 (2009-2010)] (23 mars 2010) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 682 (2009-2010)] (27 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : La TVA à taux réduit dans la restauration : une mesure qui fait ses preuves [n° 42 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 115 tome 6 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [n° 243 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 1249, 1250) : son intervention. - **Article unique** (*Attribution de subventions pour garantir la fourniture d'eau dans les immeubles d'habitation*) (p. 1256, 1258) : position de la commission sur les amendements n° 6, 7 et 8 de M. Paul Raoult. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1259) : position de la commission sur les amendements de M. Paul Raoult n° 9 (sécurité juridique apportée aux collectivités expérimentant la tarification sociale de l'eau), n° 10 (modification du tarif de l'eau en fonction de la catégorie d'usagers) et n° 11 (caractère préventif de l'aide versée aux personnes rencontrant des difficultés pour se fournir en eau), ainsi que sur l'amendement n° 4 de Mme Évelyne Didier (rapport annuel du Comité national de l'eau en vue d'évaluer la mise en œuvre du droit à l'eau).

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2286, 2287) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 2527, 2529) : invite la Haute Assemblée à soutenir l'adoption de ce projet de loi. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'inobservation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale*) (p. 2561) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Marini. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (*Ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme - Changement de statut d'OSEO*) (p. 2570) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 22 de M. Richard Yung. - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 313-21 du code monétaire et financier - Garanties pouvant être exigées des entrepreneurs individuels par un établissement de crédit*) (p. 2571) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3091, 3092) : son intervention.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales - Création de sociétés publiques locales*) (p. 3485) : son amendement n° 1 ; retiré.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Article 6** (*art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4512) : son amendement n° 5 ; rejeté. (p. 4518, 4519) : ses amendements n° 8, 9 et 10 ; retirés. (p. 4521) : ses amendements n° 6 et 7 ; retirés.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin

2010) - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4583) : intervient sur l'amendement n° 95 de M. Bernard Vera.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4621) : son amendement n° 127 ; adopté. - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France) (p. 4625, 4626) : son amendement n° 65 ; adopté. - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4647) : son amendement n° 128 ; adopté. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4656) : soutient l'amendement n° 141 de M. Alain Fouché ; adopté après modification par le sous-amendement n° 165 de M. Philippe Dominati. - **Article 8** (art. 5-1 à 5-8 [nouveaux] du code de l'artisanat - Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4667) : son amendement n° 83 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 4669, 4670) : son amendement n° 81 : précision du contenu des missions des chambres de métiers ; retiré. - **Article 10 bis** (art. 1601 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4672) : son amendement n° 7 ; retiré. (p. 4673) : son amendement n° 82 ; adopté. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 4683, 4684) : favorable à l'amendement n° 67 de M. Christian Cambon. - **Article 14 ter (nouveau)** (Mise en œuvre des mesures annoncées dans le plan de développement des services à la personne) (p. 4701) : soutient l'amendement n° 131 de M. Michel Doublet ; retiré. (p. 4702) : soutient l'amendement n° 133 de M. Alain Fouché ; adopté. - **Article 18** (Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4711) : son amendement n° 66 ; retiré. Sur l'amendement n° 172 de la commission, son sous-amendement n° 180 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4717) : favorable à ce texte.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6428, 6429) : son amendement n° 29 : recours à des

photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10448) : son amendement n° I-440 : bonification du taux du crédit d'impôt recherche pour les PME mutualisant leurs activités de recherche et développement ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10469) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About, et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 11286, 11287) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12172) : soutient l'amendement n° 5 de M. Raymond Couderc (interprétation du calcul des vacances en cas d'exhumation administrative par les communes) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 12173) : soutient l'amendement n° 6 de M. Raymond Couderc (possibilité pour les communes de procéder à la crémation des restes exhumés des concessions et des sépultures échues ou abandonnées) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 27** (p. 12230) : son amendement n° 67 : clarification de la situation de la vente à distance au regard de la date de démarrage des soldes ; adopté. - **Article additionnel après l'article 27 ter** (p. 12230, 12231) : soutient l'amendement n° 137 de Mme Élisabeth Lamure (harmonisation des sanctions applicables en cas de non-respect des délais de paiement) ; adopté.

HOUËL (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à aligner le régime applicable aux professionnels libéraux exerçant à titre individuel, sur celui des commerçants, artisans et personnes morales de droit privé en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement ou de liquidation judiciaires [n° 2 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à sécuriser le régime du portage salarial [n° 150 (2010-2011)] (4 décembre 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public** - *Deuxième lecture* [n° 260 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1233, 1234) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement** [n° 243 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1254, 1255) : son intervention.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3293, 3294) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (25 mai 2010) - **Article 4** (art. L. 441-2 du code de commerce - *Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3730) : son amendement n° 337 ; retiré. - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1

[nouveau] du code rural - *Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3760, 3766) : son amendement n° 338 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3797, 3798) : son amendement n° 339 ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011** [n° 84 (2010-2011)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 12 quater (Nouveau)** (art. L. 722-4 du code de la sécurité sociale - *Clarification du régime des cotisations maladie dues par les professionnels médicaux et paramédicaux*) (p. 9776) : son amendement n° 319 ; adopté.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 39** (p. 9956) : votera l'amendement n° 335 de M. Jacky Le Menn (dispositif expérimental d'autorisation de plateformes communes d'imagerie). - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9967) : intervient sur les amendements n° 121 de la commission, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9970, 9971) : son amendement n° 318 : sous-traitance d'une partie des activités des hôpitaux ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 163 (2010-2011)] - (16 décembre 2010) - **Article 17 septies (Nouveau)** (art. 1600 du code général des impôts - *Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie*) (p. 12724) : soutient l'amendement n° 123 de M. Dominique Leclerc.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 17 septies** (p. 12737) : soutient les amendements de M. Dominique Leclerc n° 124 (suppression de la référence à la signature d'une convention d'objectifs et de moyens conclue entre les CCIR et l'Etat) ; adopté et n° 125 (réduction du prélèvement effectué par l'Etat sur les ressources des Chambres de commerce et d'industrie) ; retiré. (p. 12739) : son amendement n° 33 : précision des modalités d'entrée en vigueur des différentes réformes touchant aux investissements Scellier réalisés par l'intermédiaire d'une SCPI ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 12750, 12751) : son amendement n° 32 : suppression des franchises d'impôts octroyées dans le cadre de la mise en recouvrement ; retiré.

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1608, 1610) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1629, 1635) : ses amendements n° 12, 13 et 14 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1660, 1661) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions** [n° 383 (2009-2010)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3153, 3154) : son intervention. - **Article 1er** (*Insertion dans le code de la défense d'un chapitre relatif aux armes à sous-munitions*) (p. 3163) : son amendement n° 2 ; rejeté. (p. 3165) : favorable à l'amendement n° 1 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. (p. 3167) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3496, 3497) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire** [n° 582 (2008-2009)] - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6150, 6151) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (15 octobre 2010) - **Article 21 A** (*Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 8172, 8173) : soutient l'amendement n° 27 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 23** (*art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8194) : soutient l'amendement n° 930 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8242, 8243) : parole sur l'article. (p. 8260) : soutient l'amendement n° 982 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 8784) : soutient l'amendement n° 924 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental évaluant la possibilité, pour certains assurés sociaux, d'opter pour la prise en compte du nombre de trimestres et non du nombre d'années) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8876) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9475, 9476) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10809, 10810) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de budget.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords

monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11455, 11456) : son intervention.

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes le 23 mars 2010.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Vice-président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La France et le Brésil, terres de cultures [n° 646 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 441 (2009-2010)] relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 52 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Culture - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : sur la crise financière et bancaire en Irlande [n° 157 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 166 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 207) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 9223, 9224) : son intervention. - **Article 1er** (*Définition de l'œuvre orpheline*) (p. 9233) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9234, 9235) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 2 (obligation pour les personnes reproduisant des œuvres ne mentionnant pas le nom de l'auteur, d'effectuer une déclaration auprès d'une société de perception et de répartition des droits) et n° 3 (rapport gouvernemental sur les modalités de gestion des droits des œuvres orphelines par une société de perception et de répartition des droits).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 16** (*art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle*) (p. 9809, 9811) : son amendement n° 380 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Article 1er bis** (*art. 6 ter nouveau, 10 et 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 et art. L. 222-19-1 nouveau du code du sport - Possibilité pour les avocats d'agir en qualité de mandataire d'un sportif*) (p. 11992, 11994) : soutient l'amendement n° 16 de M. Pierre Martin ; rejeté.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12118, 12120) : son intervention.

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 675 (2009-2010)] - Dissimulation du visage dans l'espace public, les femmes, la République [n° 698 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - rapporteur de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 6735, 6737) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 32** (p. 10653, 10655) : sur l'amendement n° I-29 de la commission (recette du compte de commerce "Gestion des actifs carbone de l'État"), soutient le sous-amendement n° I-471 de M. Ladislas Poniatowski ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 12** (*Art. 8, 8 ter, 8 quater, 8 quinquies, 34, 35, 39 C, 39 E, 39 F, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 decies à 44 quaterdecies, 50-0, 60, 61 A, 62, 69 D, 71, 72 D, 72 D bis, 73 D, 75-0 B, 76 A, 93 B, 96, 96 A, 103, 120, 124 B, 125 B, 150 ter, 150-0 D ter, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 150-0 A, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 150 U, 150 UA, 150 UB, 150 VF, 150 VG, 151 septies, 151 septies A, 151 octies B, 151 nonies, 151 decies, 154, 155, 156, 158, 162, 163 unvicies, 164 B, 199 undecies C, 202 ter, 206, 208 quinquies, 211, 211 bis, 218 bis, 220 septies, 221 bis, 223 A, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 L, 223 Q, 224, 234 terdecies, 238 bis K, 238 bis L, 238 bis LA, 238 bis M, 238 ter, 239, 239 bis AA, 239 bis AB, 239 ter, 239 quater, 239 quater A, 239 quater B, 239 quater C, 239 quater D, 239 quinquies, 239 septies, 242, 244 bis, 244 bis A, 244 bis B, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater F, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater J, 244 quater L, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 244 quater U, 239-0 A à 239-0 E [nouveaux], 730 bis, 764 A, 787 B, 885 I bis, 885 I quater, 885 O, 1452, 1461, 1663 bis du code général des impôts ; art. L. 52 A, L. 53, L. 189 du livre des procédures fiscales ; art. L. 3315-1 du code du travail - Réforme du régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 12626) : soutient l'amendement n° 172 de M. Gérard César ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12627, 12635) : soutient les amendements de M. Gérard César n° 173, identique à l'amendement n° 78 de M. Rémy Pointereau (prolongation du droit d'option des sociétés d'exploitation agricole de cinq à dix ans), retiré ; n° 176, identique à l'amendement n° 82 de M. Rémy Pointereau (précision sur le dispositif fiscal issu de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche), adopté, ainsi que l'amendement n° 138 de M. Charles Revet (extension du dispositif de l'éco-prêt à taux zéro à des travaux de rénovation partielle), retiré. - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 12639, 12640) : soutient les amendements de M. Albéric Montgolfier n° 136, identique à l'amendement n° 132 (relèvement du plafond du crédit d'impôt cinéma à quatre millions d'euros) de la commission de la culture saisi pour avis et n° 137 (création d'une franchise de dix mille euros, hors du plafond de 5 pour mille du chiffre d'affaires, dans le dispositif de déductibilité des dons au titre du mécénat) ; retirés.*

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3784) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6902, 6903) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - *Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10177) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11124, 11125) : votera les crédits de cette mission.

Président de la Délégation parlementaire au renseignement.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Vice-président et rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité le 2 juin 2010.

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 207 (2009-2010)] ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [n° 218 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la motion [n° 206 (2009-2010)] tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 220 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 302 (2009-2010)] relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 362 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 420 (2009-2010)] (28 avril 2010) - **Entreprises**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 452 (2009-2010)] sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 534 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique modifiant la loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution [n° 656 (2009-2010)] (9 juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à apporter le soutien du Sénat à la signature d'une convention universelle pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données personnelles [n° 168 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 123, 124) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 133) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 312, 314) : son intervention. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 356, 357) : défavorable à l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 371, 372) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 386, 388) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 390) : position de la commission sur la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 393) : position de la commission sur la motion n° 2 de M. Jean Louis Masson tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 395, 405) : position de la commission sur les amendements n° 29 de M. Jean-Jacques Lozach (modification du découpage électoral dans les départements de la Creuse et de la Lozère), n° 13 de M. Jean-Marc Todeschini (correction du découpage électoral réalisé dans la circonscription de Metz), n° 30 de M. Philippe Adnot (modification du découpage électoral dans le département de l'Aube), n° 26 de M. Pierre-Yves Collombat (modification du découpage électoral dans le département du Var), n° 19 de M. Richard Yung (modification du découpage des circonscriptions électorales des futurs députés élus par les Français établis hors de France), n° 11 de Mme Jacqueline Alquier (modification du découpage électoral du Tarn), n° 7 de Mme Josiane Mathon-Poinat (scrutin proportionnel et pluralisme dans les assemblées), ainsi que sur les amendements de M. Jean

Louis Masson n° 4 (rétablissement du découpage électoral du département de la Moselle) et n° 5 (délimitation ultérieure des circonscriptions électorales du département de la Moselle). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 408, 424) : position de la commission sur les amendements n° 9, 23 et 27 de M. Bernard Frimat, n° 17 de M. Daniel Reiner, n° 14 de M. Jacques Berthou, n° 21 de M. Jacques Mahéas, n° 25 de M. Jean-Jacques Mirassou, n° 12 de M. Jean-Marc Todeschini, n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 28 de M. Louis Mermaz, n° 24 de M. Michel Sergent, n° 18 de M. Richard Yung, n° 10 de M. Yannick Bodin, n° 16 de Mme Catherine Tasca, n° 15 de Mme Christiane Demontès, n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat, et n° 22 de Mme Michèle André.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - président de la commission des lois - **Article 1er** (*art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux*) (p. 565) : intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 572, 573) : défavorable à l'amendement n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 598, 599) : défavorable à l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département). (p. 601, 602) : intervient sur l'amendement n° 617 de M. Hervé Maurey (cumul des mandats).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 2** (*art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Election au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 638) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse. - **Article 3** (*art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 645, 646) : parole sur l'article. (p. 676, 680) : sur l'amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson, défavorable au sous-amendement n° 682 de M. Dominique Braye. (p. 684) : défavorable à l'amendement n° 642 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 722, 723) : intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 732) : intervient sur l'amendement n° 373 de M. Alain Anziani.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 804, 805) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327. (p. 810) : soutient l'amendement n° 716 de la commission ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 387 et 386 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 90 et 91 de M. Gérard Collomb, n° 196 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 570 de M. Jean-Pierre Chevènement, et n° 332 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 6 bis (Nouveau)** (*art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 821, 822) : intervient sur les amendements n° 198 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 826) : défavorable au sous-amendement n° 617 de M. Hervé Maurey portant sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département). - **Article 7** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains*) (p. 838) : intervient sur l'amendement n° 390 de M. Daniel Raoul. - **Article 8** (*art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle*) (p. 851, 852) : favorable à cet article. (p. 860, 862) : intervient sur l'amendement n° 564 de M. Michel Charasse. Défavorable à l'amendement n° 655 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 893) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 898) : intervient sur

l'amendement n° 506 de M. Jacques Mézard (mesures en faveur de l'acquisition par les communes des biens de sections situés sur leurs territoires). - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 942) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 945) : son amendement n° 721 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 722 de M. Claude Jeannerot. (p. 948) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. (p. 952) : intervient sur l'amendement n° 414 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (*art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 979) : favorable à l'amendement n° 56 de M. Alain Vasselle. (p. 980, 982) : défavorable à l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. (p. 988, 990) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau et au sous-amendement n° 723 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 995, 999) : position de la commission sur les amendements identiques n° 450 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 474 de M. Dominique Braye (conditions de création d'une communauté d'agglomération). Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Michel Charasse (délégués suppléants). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1026, 1030) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 29** (*Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 1049, 1057) : son amendement n° 730 ; retiré. Favorable à l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 30** (*Syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 1059) : parole sur l'article. - **Article 31** (*art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale*) (p. 1066) : intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 32 (supprimé)** (*art. L. 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI*) (p. 1070) : défavorable à l'amendement n° 479 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1074, 1078) : son amendement n° 733 : possibilité pour plusieurs collectivités de mutualiser par convention l'exercice d'une même mission de service public ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Claude Domeizel (conditions d'affiliation des agents territoriaux au centre de gestion).

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1176, 1177) : intervient sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - président de la commission des lois - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens*) (p. 1239, 1240) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 7 de Mme Éliane Assassi.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (18 février 2010) - **Article 5 quater** (*art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes*) (p. 1551) : intervient sur les amendements identiques n° 54 de M. Alain Anziani et n° 85 de M. Jacques Mézard.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1852) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (modalités de nomination des membres du Conseil constitutionnel et des personnalités qualifiées du Conseil supérieur de la magistrature).

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - président de la commission des lois - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (p. 1857) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (art. 26 de la loi « informatique et libertés » - *Autorisation de création des fichiers de police*) (p. 2013) : intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Alex Türk portant sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. - **Article 13** (art. 11, 50, 51, 52, 52-1 [nouveau] et 52-2 [nouveau] de la loi « informatique et libertés » - *Dispositions relatives aux actions juridictionnelles*) (p. 2029) : intervient sur l'amendement n° 38 du Gouvernement.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2175) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (saisine du juge aux affaires familiales afin de statuer sur l'intérêt de l'enfant en cas de dissolution du PACS).

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2264, 2265) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2525, 2527) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - *Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté*) (p. 2544, 2554) : position de la commission sur les amendements n° 13, 14, 15, 17 et 16 de M. Richard Yung, n° 10, 11 et 12 de M. Philippe Dominati, n° 9 de M. Alain Vasselle, n° 43 du Gouvernement, n° 1 de M. Gérard César, n° 25 de M. René Beaumont, et n° 27 de M. Jean-Léonce Dupont. Ses amendements n° 37, 38 et 39 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2555, 2556) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Philippe Dominati (encadrement du statut d'entrepreneur individuel mineur). - **Article 1er bis A (Nouveau)** (art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - *Centralisation du répertoire national des métiers par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 2556) : son amendement n° 40 ; adopté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1655 sexies et 846 bis du code général des impôts - *Assimilation fiscale de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée à une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ou à une exploitation agricole à responsabilité limitée et possibilité d'opter pour l'impôt sur les sociétés*) (p. 2557) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Richard Yung. - **Article 3 bis** (art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - *Extension aux entrepreneurs*

individuels à responsabilité limitée, ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée, exploitations agricoles à responsabilité limitée et sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée à associé unique, du bénéfice de la limitation à deux ans du droit de reprise de l'administration fiscale en matière d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les sociétés et de taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 2558) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Richard Yung. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - *Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'inobservation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale*) (p. 2560) : position de la commission sur les amendements n° 20 de M. Richard Yung et n° 4 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2562, 2565) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Jean Arthuis (obligation de déclaration d'activité). - **Article 5 (Habilitation du Gouvernement à adapter les règles relatives à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, à procéder aux harmonisations nécessaires en matière de droit des sûretés, de droit des procédures civiles d'exécution et de surendettement, ainsi qu'à coordonner le droit des régimes matrimoniaux et le droit des successions, habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'application de la loi dans les collectivités d'outre-mer)** (p. 2566) : son amendement n° 41 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Richard Yung. - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 526-1 du code de commerce - *Extinction du mécanisme de la déclaration d'insaisissabilité*) (p. 2567) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de M. Philippe Dominati. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (Ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme - *Changement de statut d'OSEO*) (p. 2570) : position de la commission sur les amendements n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 22 de M. Richard Yung. - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-21 du code monétaire et financier - *Garanties pouvant être exigées des entrepreneurs individuels par un établissement de crédit*) (p. 2571) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de la commission de l'économie saisie pour avis. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-2 et L. 112-3 du code monétaire et financier, L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - *Opposabilité conventionnelle du nouvel indice trimestriel des loyers des activités tertiaires*) (p. 2572) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2573) : position de la commission sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (transposition par ordonnance de la directive 2007/36/CE). - **Article 10 (Nouveau)** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée*) (p. 2573) : son amendement n° 42 ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 2861) : intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - président de la commission des lois - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2899) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression de l'interdiction des commissions d'enquête portant sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires),

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3** (art. 706-141 à 706-157 [nouveaux] du code de procédure pénale - Règles applicables aux saisies pénales) (p. 2932) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2959) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3088, 3090) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - président de la commission des lois - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3132, 3137) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-René Lecerf ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 19 de M. Dominique Braye et n° 28 de M. Simon Sutour. Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - président de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3489) : intervient sur les amendements identiques n° 4 de M. Dominique Braye et n° 3 de M. Thierry Repentin (modification du régime des sociétés publiques locales amenées à intervenir dans le champ du logement social).

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - président de la commission des lois - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4219, 4220) : intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Mahéas. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Compétences des comités techniques) (p. 4231) : son amendement n° 119 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4310) : intervient sur l'amendement n° 115 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code général de la fonction publique).

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4355, 4356) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 4361) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 60 de M. Alain Anziani. - **Article 6 (Démarches préalables à la saisine et absence d'effet de la saisine du Défenseur des droits sur les délais de prescription)** (p. 4364) : son amendement n° 96 ; adopté. - **Article 8 (Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée)** (p. 4366, 4367) : intervient sur les amendements n° 25 de M. Hugues Portelli et n° 69 de M. Nicolas About. - **Article 9 (Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés)** (p. 4370) : favorable aux amendements n° 26 de M. Hugues Portelli et n° 70 de M. Nicolas About. - **Article 18 (Pouvoirs de vérification sur place)** (p. 4382, 4383) : favorable à l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 4448) : position de la commission sur la demande de seconde délibération.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4500, 4501) : sa question et sa réplique.

- **Rappel au règlement** - (22 juin 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5021) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Mahéas.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5108, 5109) : son intervention. - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime) (p. 5128, 5131) : recommande le rejet de l'amendement n° 66 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5141) : intervient sur l'amendement n° 21 de M. Richard Yung (abrogation du délit de racolage passif). - **Article 10 bis B (Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple)** (p. 5144) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Article 11 A** (art. L. 312-15 et L. 721-1 du code de l'éducation - Formation spécifique sur la prévention des violences faites aux femmes pour les élèves et les enseignants) (p. 5228) : demande que le Sénat se prononce en priorité sur l'amendement n° 24 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5240, 5241) : intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (répression de la contrainte faite aux femmes de dissimuler leur visage).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de réserve** (p. 5469) : demande la réserve, jusqu'au début du titre V de l'examen des amendements n° 82, 83, 304, 305, 306, 308, 318, 319, 320, 307, 310 et 311 ainsi que des articles et de l'intégralité des amendements portant sur le chapitre Ier. Acceptée par le Gouvernement, la réserve est de droit.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5529) : défavorable à l'amendement n° 292 de M. Jean-Pierre Sueur (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'Etat versées aux collectivités territoriales). (p. 5547, 5548) : intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5555, 5556) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux). - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5560) : intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5592, 5593) : intervient sur l'amendement n° 89 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5601) : demande la réserve sur l'amendement n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats) ; acceptée par le Gouvernement, la réserve est de droit. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5653) : réponse à M. Pierre-Yves Collombat sur la question du transfert des SDIS aux métropoles. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 5674, 5675) : estime que l'amendement n° 365 de M. Daniel Raoul (instauration d'une commission permanente dans les communes de plus de 100 000 habitants) est irrecevable en application de l'article 48 alinéa 9 du Règlement du Sénat.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 14 ter** (Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes) (p. 5733) : son amendement n° 588 ; adopté. (p. 5735) : ses amendements n° 589 et 590 ; adoptés. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5765, 5766) : intervient sur les amendements n° 410 et 411 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Organisation des travaux** (p. 5766).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5806) : regrette que l'irrecevabilité n'ait pas été invoquée sur l'amendement n° 76 de M. Dominique Braye (substitution des deux tiers des membres présents et représentés du conseil communautaire d'une communauté d'agglomération pour la détermination de l'intérêt communautaire à la majorité des deux tiers des membres du conseil), portant sur des dispositions votées conformes par l'Assemblée nationale et le Sénat. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5809, 5810) : intervient sur l'amendement n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 5811) : intervient sur les amendements n° 79 de M. Dominique Braye, n° 213 de Mme Anne-Marie Payet et n° 433 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres) (p. 5814) : son amendement n° 596 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 5818) : défavorable à l'amendement n° 435 de M. Claude Domeizel (calcul du seuil d'affiliation à un centre de gestion).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5909, 5910) : sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About, son sous-amendement n° 597 ; retiré. (p. 5912, 5913) : intervient sur son sous-amendement n° 597 précité. - **Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements - Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage) (p. 5929) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5940) : défavorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 304 (administration des assemblées territoriales par des élus qui leur sont propres), n° 305 (élection des conseillers des assemblées territoriales dans le cadre d'une élection propre à chacune d'entre elles), n° 306 (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique), n° 308 (garantie de l'autonomie des régions par l'élection de conseillers spécifiques), n° 318 (garantie de l'autonomie des départements par l'élection de conseillers spécifiques), n° 319 (absence de tutelle de la région sur le département grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités), et n° 320 (absence de tutelle du

département sur la région grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités). (p. 5943) : position de la commission sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Sueur (mode de scrutin spécifique à chaque collectivité territoriale). - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5960, 5961) : intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Pierre Sueur (définition du périmètre dans lequel sont élus les conseillers départementaux), ainsi que sur les amendements de Mme Dominique Voynet n° 266 (calage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux), et n° 267 (modalités d'élection des conseillers régionaux).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5995, 5996) : ne votera pas l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6001) : intervient sur les amendements analogues de M. Philippe Adnot n° 566 et n° 565 (mode d'élection du conseiller territorial). - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6012, 6013) : intervient sur les amendements analogues de M. Rémy Pointereau n° 244 et n° 245 (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales). Demande que l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires), soit mis aux voix par priorité. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6024, 6027) : intervient sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département). (p. 6032) : intervient sur l'amendement n° 578 du Gouvernement (consultation d'une commission nationale indépendante sur la délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux). - **Article additionnel après l'article 36 C** (p. 6035, 6036) : intervient sur l'amendement n° 548 de M. Nicolas About (dispositif d'incitation financière au respect de la parité lors des élections des conseillers territoriaux). - **Demande de seconde délibération** (p. 6044) : favorable à la demande de seconde délibération demandée par le Gouvernement sur l'article 1er AAA ainsi que sur les amendements n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département) et n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats). - **Seconde délibération** (p. 6045) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° A-1, n° A-2 (tableau des effectifs des conseillers territoriaux par département), et n° A-3 (introduction dans le dispositif de cumul des mandats des fonctions exécutives au sein d'un EPCI de plus de 30 000 habitants).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6355, 6362) : position de la commission sur les amendements n° 193 de M. Alain Anziani, n° 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304 et 305 de M. Yvon Collin, n° 110 de Mme Éliane Assassi, ainsi que sur les amendements n° 406, 407, 408 et 409 du Gouvernement. - **Demande de réserve** (p. 6409).

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 23** (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - Captation de données informatiques à distance) (p. 6503, 6506) : position de la commission sur les amendements n° 336, 337, 338, 339, 340 et 341 de M. Yvon Collin, n° 153 et 154 de Mme Éliane Assassi, et n° 402 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6512, 6515) : intervient sur le sous-amendement

n° 423 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (extension des peines planchers aux violences aggravées). Sur l'amendement n° 389 du Gouvernement (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtrier ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions), son sous-amendement n° 421 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 6557) : favorable à l'amendement n° 62 de M. Christian Demuynck (modification des délais de prescription pour les délits commis envers les personnes vulnérables). (p. 6558) : défavorable à l'amendement n° 90 de M. Jacques Legendre (allongement du délai de prescription pour le délit de provocation au terrorisme et d'apologie du terrorisme). - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6587, 6588) : intervient sur les amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article additionnel après l'article 32 sexes** (p. 6619, 6620) : intervient sur l'amendement n° 83 de M. Louis Nègre (possibilité pour les policiers municipaux d'accéder directement à certaines bases de données informatisées). - **Articles additionnels après l'article 32 octies** (p. 6622) : défavorable à l'amendement n° 74 de M. Louis Nègre (définition par décret en conseil d'État de la tenue des agents municipaux). - **Article 33 (art. L 1311-2 et L 1311-4-1 du code général des collectivités territoriales - Prolongation de dispositifs de gestion immobilière en partenariat pour les besoins de la police et de la gendarmerie)** (p. 6623) : son amendement n° 426 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé)** (p. 6654) : favorable à l'amendement n° 386 du Gouvernement (élargissement de l'accès à certains traitements automatisés). - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** : accepte la demande de seconde délibération du Gouvernement.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 7303, 7304) : son amendement n° 144 : institution d'une nouvelle procédure de sauvegarde financière accélérée ; adopté. (p. 7306, 7307) : son amendement n° 145 : simplification et amélioration de la procédure de sauvegarde ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9123) : demande aux orateurs de faire preuve de concision dans leurs interventions. Répond à l'intervention de M. Richard Yung. (p. 9142) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9146, 9148) : défavorable aux amendements identiques n° 18 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique). Intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). - **Article 2 (art. L. 225-68, L. 225-69, L. 225-69-1, L. 225-76, L. 225-78, L. 225-79 et L. 225-83 du code de commerce - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil de surveillance d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil de surveillance)** (p. 9155) : parole sur l'article. - **Article 3 (Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils et règles applicables au cours de la période transitoire)** (p. 9160) : répond à l'intervention de M. Jean-Louis Masson sur l'amendement n° 37 de Mme Nicole Bricq. - **Article 4 (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la**

démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil) (p. 9165) : intervient sur les amendements identiques n° 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 14 de Mme Catherine Morin-Desailly.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10994, 10995) : intervient sur l'amendement n° II-87 de la commission des lois saisie pour avis.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80 (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions)** (p. 11135) : intervient sur l'amendement n° II-193 de M. Gérard Collomb.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 11936, 11937) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 11943) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - président de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11986, 11987) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (rapport au Parlement sur le financement de la formation initiale des élèves avocats). - **Article 6 (art. 515-3 du code civil - Enregistrement par les notaires des pactes civils de solidarité passés en la forme authentique)** (p. 12001) : défavorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 10 bis (Nouveau) (art. L. 422-13 du code de la propriété intellectuelle - Compatibilité entre les professions de conseil en propriété industrielle et d'avocat)** (p. 12005) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Richard Yung. - **Article 21 bis (Nouveau) (art. 2, 7, 7 quater nouveau et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Modernisation des règles applicables aux experts-comptables)** (p. 12013) : défavorable à l'amendement n° 34 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - président de la commission des lois - **Article 23 (Texte non modifié par la commission) (art. 345, 348-3 et 361 du code civil - Recueil du consentement à adoption)** (p. 12026) : défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jacques Mézard. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission) (titre XVII du livre troisième, art. 2062 à 2068 [nouveaux] et art. 2238 du code civil, art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. 10 et 39 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Procédure participative de négociation assistée par avocat)** (p. 12030) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article 4 quater (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte*) (p. 12160) : intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-François Voguet.

- Président de la commission des lois - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 12169, 12170) : intervient sur l'amendement n° 230 du Gouvernement (précision des critères de révision des prestations compensatoires fixées sous forme de rente viagère). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 12180) : défavorable à l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur (création d'un registre national automatisé d'enregistrement du consentement au don d'organes).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 28 (Suppression maintenue)** (*Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport*) (p. 12239) : intervient sur les amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article additionnel après l'article 30 ter** (p. 12249) : à titre personnel, son amendement n° 1 : simplification des dispositions concernant les conventions réglementées ; adopté. - **Article 54** (*Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant*) (p. 12279, 12280) : intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 88 ter (Nouveau)** (*art. 19 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - Dispositions transitoires pour l'entrée en vigueur de la loi « Grenelle 2 »*) (p. 12319) : intervient sur l'amendement n° 249 de la commission. - **Article 146 bis** (*art. L. 133-6 du code de justice administrative - Recrutement des auditeurs du Conseil*

d'Etat parmi les anciens élèves de l'ENA) (p. 12353, 12354) : intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12374) : réponse à M. Jean-Pierre Sueur à propos de l'ENA.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 12917, 12918) : son intervention. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure d'indemnisation des avoués*) (p. 12927, 12928) : intervient sur les amendements n° 9 de M. Jacques Mézard, n° 31 de M. Alain Anziani, n° 54 de M. Yves Détraigne et n° 66 de la commission. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 12932) : intervient sur les amendements n° 12 de M. Jacques Mézard, n° 32 de M. Alain Anziani et n° 57 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire*) (p. 12938) : intervient sur les amendements n° 6 de M. Alain Fouché, n° 39 de M. Alain Anziani et n° 51 de M. Yves Détraigne. (p. 12939) : intervient sur les amendements n° 17 de M. Jacques Mézard et n° 40 de M. Alain Anziani. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12952) : son intervention.

IBRAHIM RAMADANI
(Soibahadine)
sénateur (Mayotte)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7446) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8904, 8906) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011).**

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11220, 11221) : son intervention.

IDRAC (Anne-Marie)
*secrétaire d'État chargée du commerce
extérieur
(jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2249, 2255) : ses interventions dans le cadre du débat interactif.
- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3297, 3300) : réponse aux orateurs.
- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3300, 3307) : ses réponses aux orateurs.
- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) (p. 3379, 3382) : sa réponse.

JARLIER (Pierre)
*sénateur (Cantal)
UMP-R, puis UC*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.
- Membre de la Conférence nationale des finances publiques.
- Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3563, 3564) : demande le rejet de cette proposition de loi. - **Article 1er (Suppression du bouclier fiscal)** (p. 3567) : défavorable à cet article. - **Article 2 (Entrée en vigueur)** (p. 3568) : le Gouvernement est défavorable à cet article.

- **Questions cribles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5022, 5028) : réponses aux orateurs.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5082, 5084) : son intervention. - **Article 1er (Modification des dispositions relatives à la taxe sur les transactions sur devises)** (p. 5089) : défavorable à cet article. - **Article 2 (Affectation du produit de la taxe sur les transactions sur devises)** (p. 5090) : défavorable à cet article. - **Article 3 (Gage)** (p. 5092, 5093) : intervient sur l'article.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : avances aux collectivités territoriales [n° 111 tome 3 annexe 24 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 584) : s'abstiendra sur l'article 1er de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 658, 662 ; 667) : sur l'amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson, ses sous-amendements n° 705, 688 et 689 ; retirés ; et son sous-amendement n° 690 ; adopté. Sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, son sous-amendement n° 706 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales -**

Procédure de regroupement de régions) (p. 914) : soutient les amendements n° 484 de M. Jacques Blanc et n° 577 de M. Jean-Pierre Vial ; devenus sans objet. (p. 915) : soutient l'amendement n° 578 de M. Jean-Pierre Vial ; devenu sans objet. (p. 916) : soutient l'amendement n° 579 de M. Jean-Pierre Vial ; devenu sans objet. - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 922) : intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Blanc.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3441, 3442) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) - **Article 1er** (*art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation*) (p. 3606, 3617) : ses amendements n° 512 ; et n° 513 ; retirés. Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3722) : son amendement n° 508 ; retiré. - **Article 4** (*art. L. 441-2 du code de commerce - Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3732) : son amendement n° 509 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3740) : soutient l'amendement n° 486 de M. Pierre Hérisson (réduction des délais de paiement aux producteurs) ; retiré. - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3756, 3761) : ses amendements n° 502 et 503 ; retirés. (p. 3760, 3761) : son amendement n° 503 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3781) : soutient l'amendement n° 390 de M. André Ferrand (modalités de nomination des membres des conseils spécialisés) ; retiré. - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3789) : son amendement n° 504 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5862, 5865) : soutient l'amendement n° 193 de M. Jacques Blanc ; devenu sans objet. Son amendement n° 531 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6003, 6006) : son amendement n° 527 : instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 21, dans les départements comprenant des zones de montagne ; rejeté.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6877, 6878) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11063, 11064) : son intervention. - **Article 99** (*art. 234 nonies et 234 duodécies du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11083) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, son sous-amendement n° II-239 ; retiré.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11115, 11116) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11128) : position de la commission sur l'amendement n° II-240 du Gouvernement. - **Article 50 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 11129) : son amendement n° II-31 ; adopté. - **Article 80** (*art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11131, 11137) : son amendement n° II-12 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-192 et II-193 de M. Gérard Collomb, n° II-59 de M. Philippe Dallier, n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 11141) : position de la commission sur l'amendement n° II-199 de M. Michel Sergent (création d'un mécanisme de lissage, applicable de 2011 à 2015, tendant à majorer la dotation de base perçue par la commune d'une fraction de la perte de recettes engendrée par les nouvelles modalités de recensement). - **Article 81** (*art. L. 2334-13, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-18-4 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS, à la dotation de solidarité rurale, DSR, et à la dotation de développement urbain, DDU*) (p. 11143, 11145) : ses amendements n° II-14 et II-273 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° II-220 et II-57 de M. Philippe Dallier. - **Article 82** (*art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 11147, 11149) : ses amendements n° II-274, II-16 et II-17 ; adoptés. - **Article 86** (*art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 11151, 11154) : son amendement n° II-18 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel et n° II-58 de M. Philippe Dallier. - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 11155, 11157) : position de la commission sur les amendements de M. Georges Patin n° II-198 (relèvement du plafond de la dotation superfinancière et affectation du solde de cette dotation à l'intercommunalité dont la commune bénéficiaire est membre), n° II-196 (remise d'un rapport gouvernemental sur les améliorations des modalités de recensement de la population), n° II-197 (prise en compte de critères particuliers, propres à la situation des collectivités territoriales de Guyane, pour la répartition de la DGF), ainsi que sur le n° II-200 de M. Jean-Pierre Sueur (confirmation de la notion de concours de l'État aux collectivités territoriales).

JARRAUD-VERGNOLLE (Annie)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA).

Membre suppléant du Conseil supérieur du travail social le 27 septembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 193 (2009-2010)] relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 319 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2144, 2153) : à titre personnel, favorable à cette proposition de loi. Répond à Mme Nora Berra. - **Article 1er et annexe I (Exclusion des services sociaux du champ d'application de la directive services)** (p. 2157) : intervient sur l'article. - **Article 2 et annexes II et III (Définition des services sociaux d'intérêt général)** (p. 2159) : intervient sur l'article.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Article unique et article additionnel après l'article unique (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et art. L. 1233-4-1 (nouveau) du code du travail - *Garanties salariales dans le cadre des procédures de reclassement*) (p. 3080) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3362, 3363) : son intervention.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août**

2008 [n° 505 (2009-2010)] - (8 juin 2010) - **Article 6** (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - *Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4514) : défavorable à l'amendement n° 5 de M. Michel Houel. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la date des élections prud'homales*) (p. 4524) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5171, 5173) : son intervention. - **Article 3** (art. 231 du code général des impôts - *Exonération de la taxe sur les salaires*) (p. 5188, 5189) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 72 de M. Éric Doligé.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 20 bis (Nouveau)** (*Application dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 5244, 5245) : soutient l'amendement n° 36 de M. Jean-Étienne Antoinette ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7800) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7894) : favorable à l'amendement n° 72 de Mme Christiane Demontès. (p. 7898, 7899) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Rapprochement des taux de cotisation*) (p. 8180) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 25 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Retraite anticipée pour carrière longue dans la fonction publique*) (p. 8184) : votera contre cet article. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique*) (p. 8197) : soutient l'amendement n° 191 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8243, 8244) : parole sur l'article. (p. 8266) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8267, 8272) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 401 ; rejeté ; et n° 404 ; adopté. - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - *Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail*) (p. 8284) : parole sur l'article. - **Article 25 ter** (art. L. 4612-2 du code du travail - *Analyse de l'exposition aux facteurs de pénibilité*) (p. 8288) : parole sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - *Organisation des services de santé au travail*) (p. 8290) : parole sur l'article. (p. 8308) : soutient l'amendement n° 412 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 8325) : soutient l'amendement n° 420 de M. Jean-Pierre Godefroy ; adopté. - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - *Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8332) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AG (Nouveau)** (art. L. 741-9, L. 742-3, L. 751-12 et L. 751-13-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - *Extension du dispositif pénibilité aux salariés agricoles*) (p. 8430) : soutient l'amendement n° 444 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 29 bis** (*Prorogation de l'assurance veuvage*) (p. 8455, 8456) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-

9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8491) : soutient l'amendement n° 458 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 8495) : favorable à l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - *Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8532) : parole sur l'article. (p. 8540) : intervient sur les amendements n° 465 de M. Ronan Kerdraon et n° 1096 de Mme Annie David. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (*Définition de l'épargne retraite*) (p. 8563, 8564) : parole sur l'article. - **Article 32 ter B** (art. L. 3334-11 du code du travail - *Diminution des risques de fluctuation de l'épargne déposée sur un Perco*) (p. 8579, 8580) : votera l'amendement n° 472 de Mme Christiane Demontès.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - *Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique*) (p. 8950) : défavorable à l'amendement n° 79 du Gouvernement. (p. 8951) : son amendement n° 50 ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 143-1, L. 143-2 et L. 143-3 du code de la sécurité sociale - *Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail*) (p. 8957) : son amendement n° 53 ; rejeté. (p. 8959, 8960) : son amendement n° 57 ; adopté. - **Article 11** (art. L. 5311-4, L. 5214-1 A et L. 5214-1 B du code du travail - *Gouvernance des politiques en faveur de l'emploi des personnes handicapées*) (p. 8962) : son amendement n° 60 ; rejeté. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Insertion professionnelle des handicapés dans la fonction publique*) (p. 8963, 8964) : son amendement n° 49 ; adopté. - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8971, 8972) : son amendement n° 48 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 8980) : son amendement n° 64 : exclusion du secteur médicosocial de la procédure d'appel à projets ; rejeté. (p. 8981, 8982) : son amendement n° 68 : rapport gouvernemental sur les modalités d'intégration des auxiliaires de vie scolaire dans un des corps de fonctionnaires du service public de l'éducation ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8984, 8985) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 8** (*Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour l'année 2010*) (p. 9699, 9700) : son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - *Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes*) (p. 9813, 9814) : parole sur l'article. (p. 9815) : soutient l'amendement n° 33 de M. Bernard Cazeau (exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9822) : soutient l'amendement n° 182 de M. Bernard Cazeau (consultation des organismes complémentaires avant toute décision relative au Fonds CMU) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9835) : favorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 406 de M. Daniel Dubois et n° 379 de M. Paul Blanc (application des allègements de charges pour l'emploi de travailleurs handicapés à toutes les entreprises adaptées sans distinction de statut). - **Article 30 ter (Nouveau)** (art. L. 243-6 du code de la sécurité sociale - *Délai de remboursement des cotisations indues*) (p. 9867) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9908, 9909) : soutient l'amendement n° 326 de M. Jacky Le Menn (saisine de la Haute Autorité de santé sur la question du remboursement du second avis des experts anatomopathologistes) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9928, 9929) : soutient l'amendement n° 351 de M. Jacky Le Menn (possibilité, pour les pharmaciens, de dispenser au patient la stricte quantité nécessaire au traitement) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 9955) : soutient l'amendement n° 335 de M. Jacky Le Menn (dispositif expérimental d'autorisation de plateformes communes d'imagerie) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 10012, 10013) : soutient l'amendement n° 336 de M. Jacky Le Menn (création d'une dotation de financement des établissements hébergeant des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10029) : soutient l'amendement n° 165 de M. Yves Daudigny (financement de la médicalisation des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) ; rejeté. (p. 10030, 10032) : soutient l'amendement n° 167 de M. Yves Daudigny (création d'une enveloppe de dotations affectée au financement des missions d'intérêt général du secteur médico-social) ; rejeté. - **Article 43 bis (Nouveau)** (art. L. 14-10-5 et L. 113-3 du code

de l'action sociale et des familles, art. L. 1431-2 et L. 1432-6 du code de la santé publique - Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer) (p. 10042) : favorable à l'amendement n° 575 de la commission.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire) (p. 10078) : soutient l'amendement n° 180 de M. Yves Daudigny ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10086) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les conditions d'introduction dans l'assiette des cotisations sociales des gratifications de stages) ; rejeté. - **Article 48 (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2011)** (p. 10093, 10094) : parole sur l'article. - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la rétroactivité des aides au logement) (p. 10115, 10116) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10131) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Claire-Lise Campion (rapport au Parlement dressant le bilan du contrat enfance jeunesse) ; rejeté.

JEANNEROT (Claude)
sénateur (Doubs)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Lutte contre le VIH/Sida : renforcer la prévention, améliorer le pilotage de l'action publique [n° 333 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Transferts de personnels de l'État vers les collectivités territoriales : un pari réussi, des perspectives financières tendues [n° 117 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie [n° 173 (2009-2010)]** - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 82, 83) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 270, 271) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 322, 324) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 503) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 567, 569) : intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 787) : intervient sur l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement des départements*) (p. 906) : soutient l'amendement n° 401 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet. (p. 910) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Michel Charasse. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 947) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. (p. 948) : sur l'amendement n° 721 précité, son sous-amendement n° 722 ; adopté. (p. 951) : soutient l'amendement n° 413 de M. Pierre-

Yves Collombat ; rejeté. - **Article 17** (*Délai limite d'établissement du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 955, 956) : soutient l'amendement n° 415 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 984) : soutient l'amendement n° 420 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2252, 2253) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2265, 2266) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 5** (art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - *Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes*) (p. 3742, 3743) : soutient l'amendement n° 140 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4494, 4495) : son intervention. - **Article 4** (art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - *Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés*) (p. 4508) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4891) : son intervention. (p. 4896, 4897) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5482, 5486) : intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Pierre Sueur (inscription dans le texte de l'obligation d'atteindre un aménagement du territoire plus équilibré). Soutient l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5515) : soutient l'amendement n° 289 de M. Jean-Pierre Sueur (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs) ; rejeté. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5527, 5528) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 292 (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales), n° 294 (prise en compte des ressources et des charges respectives des différentes collectivités territoriales dans le calcul de la péréquation), et n° 295 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque commune dans le calcul de la péréquation).

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7387, 7388) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7496, 7497) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7899) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - *Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail*) (p. 8285, 8286) : parole sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - *Organisation des services de santé au travail*) (p. 8297) : parole sur l'article. (p. 8318) : soutient l'amendement n° 417 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 28** (p. 8449) : votera cet article. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles*) (p. 8452) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8495, 8496) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8515) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9017, 9018) : son intervention.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9301, 9302) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9675) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9706, 9707) : soutient l'amendement n° 9 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9975) : soutient l'amendement n° 339 de M. Jacky Le Menn (répartition équitable des efforts d'économie entre établissements de secteur public et établissements de santé privés) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11072, 11073) : son amendement n° II-97 ; rejeté. - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11077) : soutient l'amendement n° II-107 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11370, 11371) : son intervention.

JÉGOU (Jean-Jacques)
sénateur (Val-de-Marne)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1) v le 17 février 2010 ; puis vice-président du 24 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 25 mai 2010.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque ; puis vice-président le 30 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi organique [n° 672 (2009-2010)] relatif à la gestion de la dette sociale [n° 694 (2009-2010)] (7 septembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 713 (2009-2010)] portant réforme des retraites [n° 727 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 84 (2010-2011)] pour 2011 [n° 90 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Santé [n° 111 tome 3 annexe 26 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1296, 1298) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1310, 1311) : son amendement n° 48 : possibilité de louer à un descendant ou à un ascendant dans le cadre de l'investissement locatif intermédiaire ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1365, 1368) : ses amendements n° 49 et 51 ; retirés ; n° 50 et 53 ; adoptés.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2445) : intervient sur l'amendement n° 225 de M. Yves Pozzo di Borgo.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2487) : favorable aux amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4763, 4764) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4840, 4841) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 juillet 2010) (p. 6067).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 585 (2009-2010)]** - (8 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6078, 6080) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6674, 6676) : la commission des finances, saisie pour avis, est favorable à l'adoption de l'article 1er de ce texte dans la rédaction adoptée par la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7220, 7221) : le groupe UC votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 7 septies** (p. 7278, 7279) : son amendement n° 16 : possibilité pour le conseil d'administration d'une entreprise appartenant à un groupe de ne pas mettre en place un comité d'audit dès lors que l'entité de tête du groupe s'est volontairement dotée de ce dernier ; adopté. - **Article 7 undecies (Nouveau)** (art. L. 341-1, L. 341-3, L. 341-4, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-7-1, L. 341-10, L. 341-12, L. 519-1 à L. 519-3, L. 519-3-1 à L. 519-3-4 [nouveaux], L. 519-4, L. 519-4-1 et L. 519-4-2 [nouveaux], L. 519-5, L. 531-2, L. 541-1, L. 541-1-1 [nouveau], L. 541-2, L. 541-4, L. 541-8-1 [nouveau], L. 541-9, L. 545-4, L. 545-5, L. 545-5-1 [nouveau], L. 546-1 à L. 546-3 [nouveaux], L. 611-3-1, L. 612-1, L. 612-20, L. 612-21, L. 612-23, L. 612-29-1 [nouveau], L. 621-5-3 du code monétaire et financier) (p. 7288) : ses amendements n° 17 et 18 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7291) : son amendement n° 19 : possibilité pour les établissements de crédit de consulter le FICP ; retiré. - **Intitulé du chapitre III** (*Financement des petites et moyennes entreprises - Accès des assureurs-crédits aux données du fichier bancaire des entreprises*) (p. 7307) : son amendement n° 15 ; adopté. - **Article 13** (art. L. 144-1 du code monétaire et financier) (p. 7307) : son amendement n° 14 ; adopté. - **Article 18 bis A** (art. L. 511-41 A [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7320) : ses amendements n° 20 ; adopté ; et n° 21 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 7343) : position de la commission sur les amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 12 (instauration d'une procédure de dialogue entre l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer et les établissements bancaires pratiquant des tarifs différents entre leurs succursales locales et leurs succursales établies en Métropole) et n° 13 (transmission au Parlement du rapport du Comité économique consultatif de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 7410, 7412) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - *Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées*) (p. 8573, 8575) : son amendement n° 181 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - *Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle*) (p. 8637) : son amendement n° 185 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 32 ter (précédemment réservé)** (p. 8842) : son amendement n° 182 : affectation par défaut du quart de la prime d'intéressement sur le plan d'épargne pour la retraite collective ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 septies (précédemment réservés)** (p. 8843) : son amendement n° 186 : ajout de deux cas supplémentaires de sortie en cas d'accident de la vie dans les produits d'assurance retraite en phase de constitution ; adopté par vote unique. (p. 8843) : son amendement n° 187 : simplification du mode de gouvernance des PERP ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 octies**

(précédemment réservés) (p. 8844) : son amendement n° 188 : orientation d'une partie du stock d'assurance vie vers l'épargne retraite ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9378, 9381) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 9563, 9565) : son intervention.

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9727) : son amendement n° 103 : élargissement de l'assiette de la CRDS à la plus-value immobilière réalisée à l'occasion de la vente de la résidence principale ; retiré. (p. 9729, 9730) : son amendement n° 102 : augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES ; rejeté. (p. 9734, 9737) : intervient sur les amendements identiques n° 44 de la commission, n° 102 de la commission saisie pour avis et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES). - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale) (p. 9744) : ses amendements n° 104, 105 et 106 ; devenus sans objet. - **Article 12 bis (précédemment réservé)** (art. L. 131-7 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Affectation des recettes du panier de compensation des allègements généraux de cotisations sociales à la sécurité sociale) (p. 9750) : intervient sur son amendement n° 108.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9802, 9804) : son amendement n° 110 : relèvement du taux de CSG sur les pensions ; rejeté. - **Article 29 et annexe B (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel - annexe B)** (p. 9858, 9862) : ses amendements n° 111 ; adopté ; et n° 112 ; rejeté.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 59 (priorité)** (art. L. 114-23 et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Fonds de performance de la sécurité sociale) (p. 9876) : son amendement n° 118 ; adopté. - **Article 63 (Nouveau) (priorité)** (art. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - Obligation de déclaration de revenus pour les auto-entrepreneurs) (p. 9884) : son amendement n° 119 ; retiré. - **Article 66 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 162-22-18 du code de la sécurité sociale - Limitation des sanctions dues par les établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation) (p. 9886) : son amendement n° 120 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Article 34** (art. L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement du rôle du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie) (p. 9901, 9904) : son amendement n° 113 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 9942) : intervient sur l'amendement n° 390 de M. Nicolas About (instauration d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 10000) : son amendement n° 115 : encouragement de la coopération et de la mutualisation des moyens entre les hôpitaux militaires et les hôpitaux publics ; retiré. - **Article 45 (priorité)** (Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections

nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé) (p. 10005, 10006) : son amendement n° 116 ; adopté. (p. 10008, 10009) : intervient sur les amendements n° 585 et 597 du Gouvernement. - **Article 45 ter (Nouveau) (priorité)** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 de financement de la sécurité sociale pour 2001, art. L. 1432-6 du code de la santé publique et art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fongibilité des crédits des parts régionales du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés et du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - Utilisations diverses de ressources de l'assurance maladie) (p. 10015) : son amendement n° 117 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 45 ter (priorité)** (p. 10017) : intervient sur l'amendement n° 598 du Gouvernement (paiement au ministère de l'intérieur de la quote-part de l'assurance maladie au titre d'ANTARES pour 2011).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10261, 10263) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10324) : son amendement n° I-291 : mise en place de délais d'investissement permettant de consolider le financement des PME ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10338, 10339) : sur l'amendement n° I-6 de la commission (renforcement du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation des entreprises entretenant des liens de dépendance), son sous-amendement n° I-447 ; retiré. (p. 10345, 10346) : sur l'amendement n° I-7 de la commission (application du régime du long terme aux plus-values et moins-values de cession de titres de participation entre entreprises liées), son sous-amendement n° I-448 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 7** (art. 995 et 1001 du code général des impôts - Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables ») (p. 10373) : soutient l'amendement n° I-414 de M. Nicolas About ; adopté. - **Article 8** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale et art. L. 1649-0-A du code général des impôts - Aménagement des règles d'imposition aux prélèvements sociaux de la part en euro des contrats d'assurance-vie multi-supports) (p. 10376) : son amendement n° I-290 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10391, 10392) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-292, n° I-293, n° I-294, et n° I-295 : taux de TVA applicable dans la restauration ; rejetés. - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes) (p. 10411, 10420) : ses amendements n° I-298, I-296, I-288 et I-289 ; retirés ; n° I-299 et I-300 ; adoptés. - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10434, 10436) : son amendement n° I-287 ; retiré. - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10452) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10466, 10467) : intervient sur son amendement n° I-292 précité. - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10480) : soutient l'amendement n° I-57 de M. Aymeri de Montesquiou ; retiré. (p. 10482) : intervient sur l'amendement n° I-413 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10487, 10488) : sur l'amendement n° I-10 de la commission (instauration d'une taxe sur l'achat de service de publicité en ligne), son sous-amendement n° I-459 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 39** (*Affectation de la taxe sur la valeur ajoutée brute collectée par plusieurs secteurs d'activité à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, CNAMTS*) (p. 10678) : votera contre l'amendement n° I-480 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (*art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11131, 11132) : favorable à l'amendement n° II-59 de M. Philippe Dallier.

Santé

- (4 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11555, 11556) : la commission des finances propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11568) : position de la commission sur l'amendement n° II-277 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 86 bis (Nouveau)** (*art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - Panier de soins des bénéficiaires de l'AME*) (p. 11580) : position de la commission sur les amendements identiques n° II-156 de M. François Autain, n° II-213 de M. René Teulade, n° II-278 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-287 de M. Yvon Collin. - **Article 86 ter (Nouveau)** (*art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Contrôle systématique de la condition de résidence*) (p. 11582, 11583) : position de la commission sur les amendements n° II-38 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-157 de M. François Autain, n° II-214 de M. René Teulade, n° II-288 de M. Yvon Collin et n° II-279 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 86 quater (Nouveau)** (*art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME*) (p. 11584) : position de la commission sur les amendements n° II-39 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-158 de

M. François Autain, n° II-215 de M. René Teulade et n° II-289 de M. Yvon Collin. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (*art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit*) (p. 11587) : position de la commission sur les amendements n° II-40 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-159 de M. François Autain, n° II-216 de M. René Teulade, n° II-235 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° II-280 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-290 de M. Yvon Collin. - **Article 86 sexies (Nouveau)** (*art. L. 1142-23 et L. 3131-5 du code de la santé publique - Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales imputables à des activités de prévention*) (p. 11587) : position de la commission sur l'amendement n° II-351 du Gouvernement. - **Article 86 septies (Nouveau)** (*art. L. 862-2, L. 862-3, L. 862-4, L. 862-5, L. 862-6, L. 862-7, L. 862-8 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Transformation de la contribution CMU en taxe*) (p. 11588) : position de la commission sur l'amendement n° II-352 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 86 septies** (p. 11589, 11592) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-282 (mise en conformité du régime des taxes de l'AFSSAPS avec le droit communautaire), n° II-281 (recouvrement par l'administration fiscale du droit progressif sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché affecté à l'AFSSAPS), n° II-283 (assujettissement des médicaments orphelins, dont le montant annuel des ventes dépasse 30 millions d'euros, à la taxe annuelle sur les médicaments titulaires d'une autorisation de mise sur le marché), n° II-284 (instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits cosmétiques), ainsi que sur le sous-amendement n° II-560 du Gouvernement portant sur l'amendement n° II-282 précité.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2010) - **Article 63 (précédemment réservé)** (*Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales*) (p. 11876, 11877) : votera l'amendement n° II-569 de la commission ainsi que le sous-amendement n° II-595 de M. Philippe Dallier s'y rapportant.

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 28 octobre 2010.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 27 octobre 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5455, 5457) : son intervention.

JOUANNO (Chantal)
ministre des sports
(à partir du 14 novembre 2010)
secrétaire d'État chargée de l'écologie
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement** [n° 243 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1250, 1251) : son intervention. - **Article unique** (*Attribution de subventions pour garantir la fourniture d'eau dans les immeubles d'habitation*) (p. 1256, 1258) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, 7 et 8 de M. Paul Raoult. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1260, 1261) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Paul Raoult n° 9 (sécurité juridique apportée aux collectivités expérimentant la tarification sociale de l'eau), n° 10 (modification du tarif de l'eau en fonction de la catégorie d'usagers) et n° 11 (caractère préventif de l'aide versée aux personnes rencontrant des difficultés pour se fournir en eau), ainsi que sur l'amendement

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5598, 5599) : son amendement n° 214 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 66 de M. Dominique Braye ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5644, 5653) : son amendement n° 217 ; adopté. (p. 5661) : son amendement n° 216 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 6039) : soutient l'amendement n° 75 de M. Dominique Braye ; retiré. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 6042) : soutient l'amendement n° 65 de M. Dominique Braye (validation législative des arrêtés relatifs à la création ou à l'extension d'intercommunalité intervenus antérieurement à la fixation des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence en matière de zones d'activités économique ou de zones d'aménagement concerté) ; adopté.

n° 4 de Mme Évelyne Didier (rapport annuel du Comité national de l'eau en vue d'évaluer la mise en œuvre du droit à l'eau).

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4867, 4870) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4926, 4928) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9336, 9338) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques** - (4 novembre 2010) (p. 9523, 9526) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11271, 11272) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11275) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-204 de M. Christian Demuynck et n° II-22 de la commission.

JOYANDET (Alain)
secrétaire d'État chargé de la
coopération et de la francophonie
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux [n° 112 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1592, 1596) : son intervention. Réponse aux orateurs.

JUILHARD (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
UMP

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 25 mai 2010.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 192) : son amendement n° 22 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 193) : son amendement n° 23 : formation des assistantes maternelles et possibilité d'accueil des enfants à la suite du premier agrément ; adopté. (p. 195) : son amendement n° 24 : harmonisation des critères d'agrément des crèches et des assistantes maternelles ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 196) : votera ce texte.

JUPPÉ (Alain)
ministre d'État, ministre de la défense et
des anciens combattants
(à partir du 14 novembre 2010)

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10870, 10874) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 10875) : son amendement n° II-169 : suppression de la différence de traitement existant entre les sapeurs-pompiers professionnels civils et les marins-pompiers de Marseille ; adopté.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10888, 10891) : réponse aux orateurs. - **Demande de priorité** (p. 10891). - **Articles**

INTERVENTIONS

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (24 novembre 2010) (p. 10608, 10615).

additionnels après l'article 68 ter (p. 10891) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-61 (rapport gouvernemental évaluant l'intérêt de créer une allocation différentielle pour les anciens combattants). Son amendement n° II-170 : augmentation d'un point de l'indice applicable à la retraite du combattant ; adopté. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10893, 10900) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-100, II-101, II-102, II-103, II-104 et II-105 de M. Guy Fischer, n° II-62, II-63, II-65, II-66, II-68 et II-95 de Mme Gisèle Printz. - **Article 68 ter (Nouveau)** (*Art. L. 50 du*

code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Majoration de la pension du conjoint survivant des très grands invalides de guerre) (p. 10900) : réponse à Mme Gisèle Printz.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12099, 12101) : son intervention.

KAMMERMANN (Christiane)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série C 1))
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v le 17 février 2010 ; puis secrétaire du 24 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger le 3 février 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 417 (2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3117, 3118) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes** [n° 565 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Article 1er** (*art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre Ier et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple*) (p. 5111) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** [n° 531 (2009-2010)] - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5176, 5178) : le groupe UMP est favorable à cette proposition de loi.

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire et du secrétaire d'État chargé des affaires européennes le 23 juin 2010.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 29 avril 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Taxe carbone : un état des lieux [n° 300 (2009-2010)] (17 février 2010) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'ADEME : des moyens renforcés, des résultats convaincants, une gestion perfectible [n° 24 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 111 tome 3 annexe 10 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) - au nom de la commission des finances (p. 2279, 2280) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2371, 2372) : son intervention.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9480, 9481) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 32** (p. 10654) : sur l'amendement n° I-29 de la commission (recette du compte de commerce "Gestion des actifs carbone de l'État"), son sous-amendement n° I-474 ; adopté.

Deuxième partie :

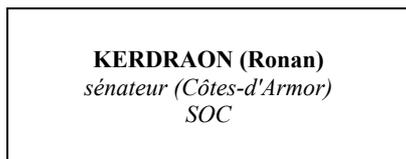
Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10901, 10902) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10936, 10940) : position de la commission sur les amendements n° II-191 du Gouvernement, n° II-98 de M. Gérard Bailly et n° II-131 et II-132 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 10946, 10947) : ses amendements n° II-114 : réduction du taux de la redevance pour pollution de l'eau lorsque les élevages sont menés sur paille ou litière biomaitrisée ; et n° II-115 : augmentation de la redevance applicable aux prélèvements sur la ressource en eau à usage d'irrigation ; retirés. - **Article additionnel après l'article 71**

(p. 10948) : position de la commission sur l'amendement n° II-42 de Mme Evelyne Didier (réaffectation du produit de la TVA assise sur la TGAP déchets à l'ADEME). - **Articles additionnels après l'article 73 bis** (p. 10950) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° II-134 (versement, aux sinistrés de la sécheresse de 2003, du reliquat de la dotation exceptionnelle supplémentaire prévue par la loi de finances pour 2006) et n° II-133 (rapport gouvernemental sur la réaffectation de cette dotation exceptionnelle).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 57 sexies (Nouveau)** (art. 200 quater C et 200 quater A du code général

des impôts - Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général) (p. 11683) : soutient l'amendement n° II-553 de M. Louis Nègre ; adopté. (p. 11686) : son amendement n° II-122 ; retiré. - **Article 57 nonies** (art. 244 quater U du code général des impôts - *Suppression de l'éligibilité à l'éco-prêt à taux zéro des travaux prévus dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques*) (p. 11690) : son amendement n° II-125 ; retiré.



KERDRAON (Ronan)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Devenu sénateur le 16 mars 2010 (en remplacement de Jacqueline Chevé, décédée).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er avril 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n  2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis vice-président du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n  441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n  492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n  524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n  613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n  659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n  697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n  735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n  736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n  2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n  1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n  4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n  62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n  105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n  136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n  156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n  173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n  179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4848) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4860, 4862) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7501, 7502) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7542, 7543) : son intervention. - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7569, 7573) : votera les amendements n° 56 et 59 de Mme Christiane Demontès. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7596, 7597) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7626) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7852) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 2** (art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions) (p. 7931, 7932) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8009) : favorable à l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer. - **Article 8 (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives)** (p. 8048) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8093, 8094) : défavorable à cet article. - **Article 11 (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique)** (p. 8112) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8432, 8433) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8513, 8514) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8531, 8532) : parole sur l'article. (p. 8545, 8547) : son amendement n° 468 ; rejeté. - **Article 32 ter B** (art. L. 3334-11 du code du travail - Diminution des risques de fluctuation de l'épargne déposée sur un Perco) (p. 8579) : soutient l'amendement n° 472 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8625) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)**

(p. 8734) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Christiane Demontès (suppression de l'abattement supplémentaire sur la plus-value brute réalisée lors de la cession d'un cheval de course ou de sport) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (9 novembre 2010) - **Question préalable** (p. 9680, 9681) : intervient sur la motion n° 2 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 2 et annexe A (Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2009)** (p. 9688, 9689) : soutient l'amendement n° 3 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 5 (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites)** (p. 9694) : son intervention.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options) (p. 9715) : soutient l'amendement n° 12 de M. Bernard Cazeau ; devenu sans objet.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9994) : soutient l'amendement n° 343 de M. Jacky Le Menn (appréciation de l'excédent d'activité des établissements publics de santé au regard des missions de service public qu'ils assurent) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 43 septies (Rapport au Parlement sur les écarts de charges entre les différentes catégories d'établissements sociaux et médico-sociaux)** (p. 10082, 10083) : soutient l'amendement n° 179 de M. Yves Daudigny ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10087, 10089) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 38 (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS) et n° 40 (évaluation des conditions d'extension de la revalorisation du minimum vieillesse aux conjoints, concubins et personnes liées par un PACS) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 10095, 10096) : soutient l'amendement n° 154 de Mme Christiane Demontès (reconstitution du fonds de réserve pour les retraites) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10884, 10885) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 68 ter** (p. 10891) : votera l'amendement n° II-170 du Gouvernement (augmentation d'un point de l'indice applicable à la retraite du combattant). - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10892) : soutient l'amendement n° II-62 de Mme Gisèle Printz ; rejeté. (p. 10893) : soutient l'amendement n° II-95 de Mme Gisèle Printz ; rejeté. (p. 10896) : soutient l'amendement n° II-63 de Mme Gisèle Printz ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Dessailly sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** - (20 décembre 2010) (p. 12848, 12850) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Article 4 quinquies A (Nouveau)** (art. L. 161-37 du code de la sécurité sociale - Compétences de la Haute Autorité de santé en matière de recherche) (p. 12857) :

le groupe socialiste votera pour l'amendement n° 8 de la commission et contre le sous-amendement n° 13 du Gouvernement qui s'y rapporte. - **Article 4 quinquies** (art. L. 1123-1-1 nouveau du code de la santé publique - *Création d'une commission nationale des recherches impliquant la personne humaine*) (p. 12859) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 4 septies (Suppression maintenue)** (*Interdiction du test de la dose*

maximum tolérée pour un médicament sans lien avec la pathologie de la personne à laquelle il est administré) (p. 12861) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de M. Nicolas About. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12861) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

KERGUERIS (Joseph)
sénateur (Morbihan)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 582 (2008-2009)] relatif à l'action extérieure de l'État [n° 262 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Services à la personne : bilan et prospective [n° 589 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 655 (2009-2010)] (8 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel extérieur [n° 112 tome 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 142, 143) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 169, 170) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 184) : intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Claire-Lise Campion.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1603, 1604) : la commission des affaires étrangères est favorable à ce projet de loi. - **Article 1er** (*Création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1626) : position de la commission sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1629, 1635) : position de la commission sur les amendements n° 12, 13 et 14 de M. Robert Hue, n° 19, 20 et 21 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, n° 11 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 1 de M. Christian Cointat et n° 28 de M. Ivan Renar. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1636, 1637) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Christian Cointat et n° 22 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article 5 bis (Nouveau)** (*Création d'instances consultatives*) (p. 1639) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Robert Hue. - **Article 5 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur le transfert éventuel de la gestion des bourses destinées aux étudiants étrangers gérées par le CNOUS*) (p. 1640) : position de la commission sur les amendements n° 23 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 8 de Mme Colette Mélot. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1641, 1642) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article 6** (*Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial*) (p. 1651, 1652) : position de la commission sur les amendements n° 17 de M. Robert Hue, n° 24 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 9 de Mme Colette Mélot. - **Article 6 bis** (*Création d'un conseil d'orientation stratégique sur l'action culturelle extérieure*) (p. 1652) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Ivan Renar. - **Article 6 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la diplomatie d'influence et les modalités du rattachement du réseau culturel à l'étranger*) (p. 1654) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1654) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de Mme Colette Mélot (création d'un comité

de suivi - comprenant des parlementaires - chargé d'évaluer l'application du présent chapitre). - **Intitulé du titre IV** (*Dispositions relatives au remboursement des frais engagés par l'État à l'occasion des opérations de secours à l'étranger*) (p. 1655) : position de la commission sur l'amendement n° 30 du Gouvernement. - **Article 13** (*Possibilité pour l'Etat d'obtenir le remboursement des frais engagés à l'occasion des opérations de secours à l'étranger*) (p. 1656) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Christian Cointat. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 1658, 1659) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Cointat n° 4 (avis de l'Assemblée des Français de l'étranger sur les dispositions et projets relatifs à la sécurité des Français à l'étranger) et n° 5 (élaboration d'un code de l'action extérieure de l'Etat).

- *Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]* - (12 juillet 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte

paritaire - **Discussion générale** (p. 6145, 6146) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11347) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11361) : son amendement n° II-73 ; rejeté.

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 32, 34) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire [n° 159 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1189, 1190) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) - auteur de la question (p. 2256, 2259) : sa question.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2369, 2370) : son intervention. - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2391) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2417, 2418) : parole sur l'article. (p. 2445, 2446) : le groupe socialiste votera contre l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2457) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2494, 2495) : soutient l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. (p. 2578) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi et n° 75 de M. Philippe Dallier, ainsi que sur l'amendement n° 30 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2612, 2613) : parole sur l'article. (p. 2632) : soutient l'amendement n° 133 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 2635, 2636) : votera contre cet article. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2638) : parole sur l'article. - **Article 9 bis (Nouveau)** (*art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France*) (p. 2673) : votera contre cet article. - **Article 16** (*Recours étendu aux contrats de partenariat*) (p. 2692) : intervient sur les amendements n° 59 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Nicole Bricq. - **Article 19** (*Mise en œuvre des contrats de développement territorial*) (p. 2711) : soutient l'amendement n° 160 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4550, 4552) : son intervention. - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4576, 4578) : ses amendements n° 11 ; rejeté ; et n° 12 ; adopté. -

Article 3 (*art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4596) : son amendement n° 89 ; rejeté. (p. 4597) : favorable à l'amendement n° 186 de la commission.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) (p. 4611) : son amendement n° 20 ; adopté. - **Article 4 bis** (*art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France*) (p. 4622, 4623) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 4629) : son amendement n° 26 : direction des services de chaque établissement du réseau consulaire par des directeurs généraux ; retiré. - **Article 7** (*art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4640, 4641) : parole sur l'article. (p. 4642, 4643) : soutient l'amendement n° 142 de Mme Michèle André ; rejeté. - **Article 7 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2341-1 et L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques - La possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie de conclure des baux emphytéotiques administratifs*) (p. 4664) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article 8** (*art. 5-1 à 5-8 [nouveaux] du code de l'artisanat - Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 4667) : son amendement n° 34 ; rejeté. - **Article 10 bis** (*art. 1601 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 4672, 4673) : son amendement n° 39 ; rejeté. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national*) (p. 4675) : parole sur l'article. (p. 4680) : son amendement n° 40 ; rejeté. (p. 4684) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Christian Cambon. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 7 ter et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Encadrement de la profession d'expert-comptable*) (p. 4692) : son amendement n° 44 ; adopté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5311-4, L. 5321-1, L. 5323-1, L. 5324-1 et L. 1251-4 du code du travail - Libéralisation de l'activité de placement*) (p. 4697) : son amendement n° 45 ; rejeté. - **Article 14 ter (nouveau)** (*Mise en œuvre des mesures annoncées dans le plan de développement des services à la personne*) (p. 4700) : son amendement n° 46 ; rejeté. - **Article 18** (*Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4709) : ses amendements n° 27 et 47 ; retirés. (p. 4711) : sur l'amendement n° 172 de la commission, son sous-amendement n° 181 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 4712) : votera l'amendement n° 190 de la commission (suppression de l'obligation pour l'État d'établir par décret un classement des chambres d'hôtes). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation donnée au Gouvernement pour prendre diverses mesures d'ordre législatif par voie d'ordonnance*) (p. 4715) : son amendement n° 49 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4716, 4717) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle*) (p. 5702) : soutient l'amendement n° 372 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 5714) : soutient l'amendement n° 378 de Mme Virginie Klès ; rejeté. - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (*chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent*) (p. 5725) : soutient l'amendement n° 383 de Mme Bernadette Bourzai ; adopté. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5738) : soutient l'amendement n° 385 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5740) : soutient l'amendement n° 387 de

M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5742, 5743) : soutient l'amendement n° 388 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5744) : soutient l'amendement n° 390 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5748) : favorable à l'amendement n° 397 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5751) : soutient l'amendement n° 398 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5752) : soutient l'amendement n° 400 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5755) : soutient l'amendement n° 404 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 5756, 5757) : soutient l'amendement n° 405 de Mme Bernadette Bourzai ; rejeté. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-33 et L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales - Dissolution des syndicats de communes ou des syndicats mixtes ouverts - Dissolution des EPCI à fiscalité propre ne comptant plus qu'une seule commune) (p. 5773) : soutient l'amendement n° 414 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5777) : soutient l'amendement n° 415 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5780) : soutient l'amendement n° 419 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5786, 5787) : soutient l'amendement n° 425 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5788, 5789) : soutient l'amendement n° 424 de Mme Bernadette Bourzai ; rejeté. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 5793) : soutient l'amendement n° 428 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services - Deuxième lecture [n° 595 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6171, 6172) : son intervention. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 6178, 6179) : son amendement n° 1 ; rejeté. (p. 6180) : son amendement n° 2 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6181) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7507, 7508) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7543, 7544) : son intervention. (p. 7588) : défavorable à l'article 1er A de ce projet de loi. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7604, 7605) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7667, 7668) : votera contre cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7696) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7769) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7806) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité

sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7835) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 11** (Relèvement de soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8106, 8107) : parole sur l'article. (p. 8118, 8119) : réponse à M. Le Secrétaire d'Etat à la fonction publique. - **Article 12** (art. 1er, 1-2 et 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination pour le relèvement de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8119, 8120) : parole sur l'article. - **Article 15** (art. L. 5421-4 du code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi) (p. 8140) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 ter** (art. L. 4612-2 du code du travail - Analyse de l'exposition aux facteurs de pénibilité) (p. 8288, 8289) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8535, 8536) : parole sur l'article. (p. 8549) : le groupe socialiste votera contre l'article 32 de ce projet de loi. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8552, 8553) : parole sur l'article. (p. 8556, 8557) : le groupe socialiste votera contre l'article 32 bis A de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 33** (Entrée en vigueur) (p. 8645) : soutient l'amendement n° 241 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 8651) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8869) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9665, 9666) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11064, 11065) : son intervention. - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodécies du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11077) : parole sur l'article. (p. 11085) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, soutient le sous-amendement n° II-227 de M. Claude Lise ; rejeté.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11438, 11440) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - **Article 76** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions) (p. 11626) : défavorable aux amendements n° II-7 de la commission et n° II-52 de la commission de la culture saisie pour avis.

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodécies du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le

logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social (p. 11638) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, favorable au sous-amendement n° II-106 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11643) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs). (p. 11644) : soutient

l'amendement n° II-171 de M. Thierry Repentin (allongement de la durée d'exonération de taxe foncière bénéficiant à certains logements sociaux) ; rejeté.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne - Commission mixte paritaire [n° 193 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13052, 13054) : son intervention.

KLÈS (Virginie)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récurrence criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité **[n° 492 (2009-2010)]** (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés **[n° 524 (2009-2010)]** (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur **[n° 613 (2009-2010)]** (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale **[n° 697 (2009-2010)]** (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes **[n° 735 (2009-2010)]** (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires **[n° 736 (2009-2010)]** (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs **[n° 1 (2010-2011)]** (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements **[n° 62 (2010-2011)]** (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française **[n° 105 (2010-2011)]** (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux **[n° 156 (2010-2011)]** (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France **[n° 159 (2010-2011)]** (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions **[n° 179 (2010-2011)]** (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 135, 138) : présente la question de M. Jean-Louis Carrère.

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1169, 1170) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1486, 1487) : votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - **Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine**) (p. 1543, 1544) : soutient l'amendement n° 51 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 5 quater** (art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - **Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes**) (p. 1553) : intervient sur les amendements n° 56 de M. Alain Anziani et n° 87 de M. Jacques Mézard. - **Article 5 quinquies** (art. 706-53-5 à 706-53-8, 705-53-10 et 706-53-11 du code de procédure pénale ; art. 216 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 - **Renforcement des obligations liées à l'inscription au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes**) (p. 1554) : soutient l'amendement n° 58 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 6 A** (art. 719-1 nouveau du code de procédure pénale - **Information de la police et de la gendarmerie concernant la libération d'une personne condamnée pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru**) (p. 1557, 1558) : soutient l'amendement n° 61 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1567) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1870, 1872) : son intervention.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2219, 2221) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 391 (2009-2010)** (p. 2847, 2848) : votera contre le projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature [n° 391 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 393 (2009-2010)**.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2982, 2984) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3502, 3503) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5053, 5055) : votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre 1er et art. 220-1 et 257 du code civil - **Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple**) (p. 5115) : soutient l'amendement n° 14 de M. Roland Courteau ; adopté. - **Article 1er bis** (art. 53-1 du code de procédure pénale - **Obligation d'informer la victime de la possibilité de demander une ordonnance de protection**) (p. 5124) : favorable à l'amendement n° 49 de Mme Odette Terrade. - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - **Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime**) (p. 5128) : défavorable à l'amendement n° 66 du Gouvernement. - **Article 3** (art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - **Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale**) (p. 5133) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 50 de Mme Odette Terrade. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 226-10 du code pénal - **Modification de la rédaction du délit de dénonciation calomnieuse**) (p. 5140) : soutient l'amendement n° 20 de M. Roland Courteau ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-14 et 222-48-1 du code pénal - **Incrimination des violences habituelles commises au sein du couple**) (p. 5231) : soutient l'amendement n° 26 de M. Roland Courteau ; rejeté. - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - **Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple**) (p. 5236, 5238) : soutient l'amendement n° 29 de M. Roland Courteau ; rejeté. - **Article 17** (art. 222-14-3 et 222-33-2-1 [nouveaux] - **Création d'un délit de violences psychologiques**) (p. 5240) : favorable à l'amendement n° 40 de Mme Muguette Dini. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5245, 5246) : son amendement n° 12 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5247, 5248) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6298, 6300) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Article 4** (art. 6 de la loi du 21 juin 2004 - **Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet d'empêcher l'accès aux sites diffusant des images pédopornographiques**) (p. 6376, 6378) : parole sur l'article. Son amendement n° 65 ; rejeté. (p. 6385) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 200 et 202 ; rejetés ; et n° 201 ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. 17-1 de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, art. 21 et 21-1 de la loi du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, art. L. 2337-2 du code de la défense, art. 29-1 du code de procédure pénale - **Coordinations**) (p. 6409) : favorable à l'amendement n° 211 de M. Alain Anziani. - **Article 11 ter** (chap. III nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-21 à 230-28 nouveaux - **Détermination d'une base juridique pour les logiciels de rapprochement judiciaire**) (p. 6412) : favorable à l'amendement n° 368 de M. Jacques Mézard.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 A** (**Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »**) (p. 6432) : intervient sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - **Modification du régime de la vidéosurveillance**) (p. 6444, 6453) : son amendement n° 223 ; rejeté. Intervient sur l'article. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6455, 6456) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jacky Le Menn (création d'un Fonds interministériel spécifique au développement de la vidéosurveillance et modification du mode de financement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6506, 6518) : son amendement n° 64 : impossibilité de créer de nouvelle infraction lorsque les faits considérés entrent déjà dans le champ d'une

infraction existante ; rejeté. Intervient sur le sous-amendement n° 421 de M. Jean-Jacques Hiest portant sur l'amendement n° 389 du Gouvernement (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions).

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article 24 quinquies** (art. 431-29 et 431-30 [nouveaux] du code pénal - Création d'un délit de distribution d'argent à des fins publicitaires sur la voie publique) (p. 6561) : intervient sur les amendements n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 254 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 378 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6590, 6591) : défavorable aux amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article 26** (art. L. 234-2, L. 234-16 et L. 234-17 du code de la route - Obligation de conduire un véhicule équipé d'un anti-démarrage par éthylotest) (p. 6594, 6595) : son amendement n° 66 ; rejeté.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Article 1er** (Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public) (p. 6757) : votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10651) : son amendement n° I-181 : financement du Fonds interministériel de prévention de la délinquance ; rejeté.

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) (p. 10988, 10989) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10998) : favorable à l'amendement n° II-175 de M. Richard Yung.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12915, 12916) : son intervention. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 46 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Convention collective réglant les rapports entre les anciens avoués et leur personnel) (p. 12921, 12922) : soutient l'amendement n° 27 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure d'indemnisation des avoués*) (p. 12929) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Alain Anziani. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 12931) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 12934, 12935) : soutient l'amendement n° 37 de M. Alain Anziani (rapport au Parlement sur la reconversion des salariés des offices d'avoués) ; rejeté. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire*) (p. 12938) : intervient sur les amendements n° 6 de M. Alain Fouché, n° 39 de M. Alain Anziani et n° 51 de M. Yves Détraigne. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12942) : soutient l'amendement n° 28 de M. Alain Anziani (création d'une commission spéciale transitoire) ; rejeté. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués*) (p. 12946) : soutient l'amendement n° 44 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12951) : votera contre ce texte.

KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie)
*ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
 (à partir du 14 novembre 2010)
 secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10922, 10926) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10926, 10935) : réponses aux orateurs. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget*

général) (p. 10936) : son amendement n° II-191 ; adopté. (p. 10937, 10943) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-98 de M. Gérard Bailly, n° II-131 et II-132 de M. Jean-Pierre Sueur et n° II-96 de la commission. (p. 10943) : son amendement n° II-190 ; adopté. - **Article 70** (art. 124 de la loi de finances pour 1991 [n° 90-1168 du 29 décembre 1990]) (p. 10946) : son amendement n° II-189 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 10946, 10947) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Fabienne Keller n° II-114 (réduction du taux de la redevance pour pollution de l'eau lorsque les élevages sont menés sur paille ou litière biomaitrisée) et n° II-115 (augmentation de la redevance applicable aux prélèvements sur la ressource en eau à usage d'irrigation). - **Article additionnel après l'article 71** (p. 10948) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-42 de Mme Évelyne Didier (réaffectation du produit de la TVA assise sur la TGAP déchets à l'ADEME). - **Articles additionnels après l'article 73 bis** (p. 10950) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° II-134 (versement, aux sinistrés de la sécheresse de 2003, du reliquat de la dotation exceptionnelle supplémentaire prévue par la loi de finances pour 2006) et n° II-133 (rapport gouvernemental sur la réaffectation de cette dotation exceptionnelle).

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12252, 12258) : ses réponses aux orateurs.

KOUCHNER (Bernard)
*ministre des affaires étrangères et
 européennes
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde [n° 345 (2009-2010)] (3 mars 2010) - Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun instituant un partenariat de défense [n° 351 (2009-2010)] (10 mars 2010) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise instituant un partenariat de défense [n° 352 (2009-2010)] (10 mars 2010) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel n° 6 à la convention révisée pour la navigation du Rhin [n° 356 (2009-2010)] (17 mars 2010) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.

Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité internationale des fonds marins [n° 357 (2009-2010)] (17 mars 2010) - Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île de Man en vue d'éviter la double imposition des entreprises exploitant, en trafic international, des navires ou des aéronefs [n° 375 (2009-2010)] (31 mars 2010) - Entreprises - Traités et conventions - Transports - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi autorisant la ratification du deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale [n° 444 (2009-2010)] (12 mai 2010) - Justice - Traités et conventions - Union européenne.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et sur le transfèrement des condamnés [n° 445 (2009-2010)] (12 mai 2010) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 593 (2009-2010)] (30 juin 2010) - Défense - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Slovaque relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 689 (2009-2010)] (1er septembre 2010) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention postale universelle [n° 701 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - Entreprises - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relative à l'approvisionnement de la Principauté de Monaco en électricité [n° 37 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - Affaires étrangères et coopération - Énergie.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine instituant un partenariat de défense [n° 103 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

Projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République gabonaise [n° 104 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 64, 66) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1598, 1625) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 1er** (*Création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1626, 1627) : son amendement n° 31 ; rejeté. - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1629, 1635) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12, 13 et 14 de M. Robert Hue, n° 19, 20 et 21 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, n° 11 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 1 de M. Christian Cointat et n° 28 de M. Ivan Renar. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1636) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Christian Cointat et n° 22 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article 5 bis (Nouveau)** (*Création d'instances consultatives*) (p. 1639) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Robert Hue. - **Article 5 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur le transfert éventuel de la gestion des bourses destinées aux étudiants étrangers gérées par le CNOUS*) (p. 1640) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 8 de Mme Colette Mélot. - **Intitulé du chapitre III** (*L'Institut Victor Hugo*) (p. 1646, 1647) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article 6** (*Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial*) (p. 1651, 1652) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de M. Robert Hue, n° 24 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 9 de Mme Colette Mélot. - **Article 6 bis** (*Création d'un conseil d'orientation stratégique sur l'action culturelle extérieure*) (p. 1652) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Ivan Renar. - **Article 6 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la diplomatie d'influence et les modalités du rattachement du réseau culturel à l'étranger*) (p. 1653) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1654) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de Mme Colette Mélot (création d'un comité de suivi - comprenant des parlementaires - chargé d'évaluer l'application du présent chapitre). - **Intitulé du titre IV** (*Dispositions relatives au remboursement des frais engagés par l'État à l'occasion des opérations de secours à l'étranger*) (p. 1655) : son amendement n° 30 ; adopté. - **Article 13** (*Possibilité pour l'État d'obtenir le remboursement des frais engagés à l'occasion des opérations de secours à l'étranger*) (p. 1657, 1658) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Christian Cointat. Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 1658, 1659) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Cointat n° 4 (avis de l'Assemblée des Français de l'étranger sur les dispositions et projets relatifs à la sécurité des Français à l'étranger) et n° 5 (élaboration d'un code de l'action extérieure

de l'Etat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1662) : remerciements.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1977, 1979) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6149, 6150) : son intervention.

(p. 6160) : réponse aux orateurs. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6165, 6166) : remerciements.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9482, 9485) : réponse aux orateurs.



KRATTINGER (Yves)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les compensations des transferts de compétences : pistes pour des relations apaisées entre l'Etat et les collectivités territoriales [n° 572 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 111 tome 3 annexe 9 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 288, 289) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 502) : parole sur l'article. (p. 544, 545) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 613, 614) : parole sur l'article. (p. 618) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 782, 786) : intervient sur l'amendement n° 525 de M. Jean-Pierre Chevènement. Favorable à l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11392) : soutient l'amendement n° II-350 de M. Jacques Gillot ; rejeté.

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11401, 11402) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11410) : position de la commission sur l'amendement n° II-99 de la commission des lois saisie pour avis.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12055, 12057) : son intervention. - **Article 1er** (art. 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - *Compensation intégrale des charges résultant du revenu de solidarité active*) (p. 12070, 12071) : parole sur l'article.

LABARRE (Marie-Agnès)
sénatrice (Essonne)
NI, puis CRC-SPG

Devenu sénateur le 8 janvier 2010 (en remplacement de M. Jean-Luc Mélenchon, élu député européen).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 21 janvier 2010.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 570, 571) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 616) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 790) : soutient l'amendement n° 188 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 859, 862) : soutient les amendements n° 207 et 208 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles) (p. 887, 888) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 218 ; rejeté ; et n° 219 ; devenu sans objet. (p. 889, 890) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 220 et 221 ; rejetés. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions) (p. 916) : soutient l'amendement n° 231 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. (p. 917) : soutient l'amendement n° 232 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Intitulé du chapitre II** (Achèvement et rationalisation de la carte de l'intercommunalité) (p. 928) : soutient l'amendement n° 239 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 937) : soutient l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 938) : soutient l'amendement n° 245 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 21** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales - Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 1000) : soutient l'amendement n° 269 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales - Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat) (p. 1001) : soutient l'amendement n° 270 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 29** (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1047, 1053) : soutient les amendements n° 289, 295 et 296 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 34** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Mise en commun de services et de moyens matériels entre un EPCI et ses communes membres) (p. 1073, 1074) : soutient les amendements n° 314 et 316 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés ; et n° 315 ; adopté. - **Article 35** (Clarification des compétences des collectivités territoriales) (p. 1098) : soutient l'amendement n° 322 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés** [n° 256 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Article 1er** (art. 85 de la loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 - Suppression de la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail) (p. 1221) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 276 (2009-2010)] - (16 février 2010) - **Article 4** (Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements) (p. 1387, 1388) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture** [n° 304 (2009-2010)] - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1908, 1909) : son intervention. - **Article 4** (Texte non modifié par la commission) (Titre 1er bis du livre 1er du code du service national [nouveau] - Création du service civique) (p. 1922, 1924) : ses amendements n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9 et 10 ; rejetés ; et n° 8 ; retiré. - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (Titre II du livre 1er du code du service national - Dispositions relatives aux volontariats internationaux) (p. 1925) : son amendement n° 11 ; retiré.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2192, 2194) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2418, 2419) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 11 et 12 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2496, 2503) : soutient les amendements n° 25, 26 et 27 de Mme Eliane Assassi ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2605) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Eliane Assassi ; rejeté. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2622) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Eliane Assassi ; rejeté. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2638, 2639) : soutient l'amendement n° 44 de Mme Eliane Assassi ; rejeté. - **Article 16** (*Recours étendu aux contrats de partenariat*) (p. 2691) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Eliane Assassi ; rejeté. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2705) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Eliane Assassi ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) (p. 3055) : soutient l'amendement n° 18 de M. Ivan Renar ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3063) : soutient l'amendement n° 14 de M. Ivan Renar (constitution d'une commission électorale avant chaque élection des conseils d'administration) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3242) : son amendement n° 17 : taxation à 10 % des encours de titres de la dette souveraine grecque détenus par les banques ; rejeté. - **Article 1er** (*Création, au sein du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers », d'une section nouvelle : « Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro »*) (p. 3242, 3243) : parole sur l'article. - **Article 3 et état C** (*Compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » : ouverture de crédits*) (p. 3251) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3448, 3450) : sa motion n° 39 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) - **Article 1er** (*art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation*) (p. 3537) : soutient l'amendement n° 233 de M. Gérard Le Cam ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3680) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 257 (engagement de la France à promouvoir au plan communautaire la mise en œuvre de toutes les mesures permettant de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs) ; et n° 258 (engagement de la France à promouvoir au plan communautaire la mise en œuvre de mécanismes de régulation) ; rejetés. - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3716, 3717) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 262 et 263 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3779, 3780) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 272 (financement public des organisations syndicales agricoles) ; et n° 273 (remise d'un

rapport gouvernemental sur le financement des organisations syndicales dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi) ; rejetés. - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3796, 3797) : soutient l'amendement n° 274 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3807, 3808) : soutient l'amendement n° 316 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3818, 3820) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 277 et 278 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 3959) : le groupe CRC-SPG votera les amendements de M. Jacques Mullet n° 610 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation) et n° 611 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation). - **Article 12 A (Nouveau)** (*art. L. 330-1 du code rural - Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée*) (p. 3974) : soutient l'amendement n° 280 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3988, 3989) : soutient les amendements similaires de M. Gérard Le Cam n° 281 et 282 (ouverture au statut d'exploitant agricole par une déclaration d'heures de travail) ; rejetés. - **Article 12** (*art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 3999, 4000) : parole sur l'article. - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière*) (p. 4066, 4067) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 298 et 299 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4082) : soutient l'amendement n° 300 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. (p. 4087) : soutient l'amendement n° 304 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 15 bis** (*Ratification de l'ordonnance de fusion du Centre national professionnel de la propriété forestière et des centres régionaux de la propriété forestière*) (p. 4093) : soutient l'amendement n° 307 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 18** (*art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - Création du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture*) (p. 4119) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 4122) : votera l'amendement n° 484 de M. Serge Larcher (étude gouvernementale sur la mise en place d'un plan chlrodécone mer). - **Article 21** (*chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle*) (p. 4133) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4165, 4166) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4583) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 3** (*art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4596, 4597) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (*art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région*) (p. 4615) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 4 bis** (*art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France*) (p. 4623, 4624) : parole sur l'article. - **Article 6** (*art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau*

des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4635, 4636) : soutient l'amendement n° 111 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 7121-9, L. 7121-10 et L. 7121-12 à L. 7121-30 du code du travail - Encadrement de la profession d'agent artistique) (p. 4685, 4686) : parole sur l'article. (p. 4687, 4689) : soutient les amendements n° 118 et 119 de M. Jack Ralite ; rejetés. (p. 4690) : soutient l'amendement n° 120 de M. Jack Ralite ; rejeté. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 ter et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglant le titre et la profession d'expert-comptable - Encadrement de la profession d'expert-comptable) (p. 4691) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4842, 4843) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4919, 4920) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5181, 5183) : son amendement n° 6 : nouvelle définition du handicap ; rejeté. Soutient les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 5 (affirmation, en tant qu'impératif républicain, de la nécessité de lutter contre les situations de handicap) ; et n° 8 (compensation intégrale du handicap et intégration des handicapés dans la vie sociale) ; rejetés. - **Article 1er** (art. L. 146-4 du code de l'action sociale et des familles - Pérennisation du statut des maisons départementales des personnes handicapées) (p. 5184) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagauche sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5215, 5216) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 18** (art. 221-4, 221-5-4 [nouveau], 222-3, 222-6-3 [nouveau], 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 et 222-16-3 [nouveau] du code pénal - Répression des mariages forcés) (p. 5242) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Odette Terrade ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5676, 5681) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 118 et 121 ; rejetés ; et n° 119 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5833) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article. (p. 5854) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6205, 6207) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 2** (art. 222-16-1 [nouveau], 222-16-2 et 222-16-3 du code pénal - Délit d'usurpation d'identité sur un réseau de communications électroniques) (p. 6371) : soutient l'amendement n° 111 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 10** (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle) (p. 6394) :

soutient l'amendement n° 117 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. (p. 6397, 6398) : soutient les amendements n° 118 et 119 de Mme Éliane Assassi ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 bis** (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Coordonnées liées à la modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6460) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 21** (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Encadrement des activités d'intelligence économique) (p. 6495) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 23** (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - Captation de données informatiques à distance) (p. 6501, 6502) : soutient les amendements n° 108, 152 et 153 de Mme Éliane Assassi ; rejetés.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6745, 6746) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6761, 6762) : les sénateurs du parti de gauche voteront ce texte.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6779, 6781) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - Suspension du versement des allocations familiales des parents des élèves absents) (p. 6811, 6812) : soutient les amendements de Mme Brigitte Gonthier-Maurin n° 4 ; rejeté ; et n° 15 ; devenu sans objet. - **Article 4** (art. L. 131-8 du code de l'éducation - Prise en compte de la part des allocations familiales suspendue dans le calcul du revenu de solidarité active) (p. 6818) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Article 1er** (art. L. 213-16 à L. 213-23 (nouveau) du code du cinéma et de l'image animée - Modalités de l'équipement numérique des cinémas) (p. 6843) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jack Ralite ; rejeté. (p. 6846) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jack Ralite ; rejeté.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 7231, 7233) : ses amendements n° 97 : promotion, par la France, de la création d'un marché européen destiné à échanger entre institutions et agents publics les obligations émises par tout opérateur public de l'Union européenne ; n° 99 : promotion, par la France, d'un pacte européen de solidarité et de responsabilité financière permettant que la dette publique des Etats membres soit solidairement garantie par l'Union européenne ; n° 107 : remise, au plus tard à la fin de l'année 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'interdiction des marchés de gré à gré et la réintégration de leurs opérations actuelles sur des marchés organisés et réglementés ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7233, 7235) : ses amendements n° 108 : possibilité pour la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales, de souscrire directement aux émissions de dette publique ; et n° 100 : remise, avec fin 2010, d'un rapport gouvernemental sur la séparation des activités de banque de dépôt et de banque d'investissement ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 7 bis B** (p. 7267, 7268) : son amendement n° 105 : interdiction des crédits rechargeables ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 7 bis** (p. 7268, 7269) : ses amendements n° 102 : rapport gouvernemental sur la limitation stricte de la titrisation ; et n° 104 : rapport gouvernemental sur une stricte limitation de l'effet de levier portant sur l'achat d'instruments financiers ; rejetés.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** -

(6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7499, 7500) : le groupe CRC-SPG votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7522) : soutient l'amendement n° 746 de M. Guy Fischer ; rejeté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7565). - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7582) : soutient l'amendement n° 821 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7603, 7604) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7636, 7638) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 845, 849 et 850 ; rejetés. (p. 7655) : intervient sur l'amendement n° 849 de M. Guy Fischer précité.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7773, 7775) : intervient sur les amendements n° 695 et 705 de M. Guy Fischer. (p. 7798) : votera contre cet article et contre l'ensemble du texte.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7870, 7871) : favorable à l'amendement n° 862 de M. Guy Fischer. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7897, 7898) : favorable à l'amendement n° 751 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé) (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes)** (p. 7922, 7923) : favorable à l'amendement n° 827 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7950) : favorable à l'amendement n° 974 de Mme Annie David. - **Article 3 sexies (Redressements de cotisations ou de contributions sociales)** (p. 7964) : soutient l'amendement n° 885 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7970, 7971) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8041) : soutient l'amendement n° 776 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8056, 8057) : soutient l'amendement n° 898 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8067) : favorable à l'amendement n° 782 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8128, 8129) : parole sur l'article. - **Article 15** (art. L. 5421-4 du code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi) (p. 8137, 8138) : parole sur l'article. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8148) : soutient les amendements n° 800, 801 et 802 de M. Guy Fischer ; rejetés. - **Article 19** (art. L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination résultant du relèvement de deux années des durées de services) (p. 8153) : soutient l'amendement n° 24 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la

loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8159) : soutient l'amendement n° 809 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8161) : soutient l'amendement n° 812 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8164, 8165) : soutient l'amendement n° 817 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 21 A (Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat)** (p. 8173) : votera contre cet article. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8188, 8189) : parole sur l'article. (p. 8194) : soutient l'amendement n° 931 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8197, 8198) : favorable à l'amendement n° 31 de M. Guy Fischer. - **Article 24 nonies (Nouveau)** (art. L. 642-2 du code de la sécurité sociale - Cotisations des professionnels libéraux) (p. 8209) : soutient l'amendement n° 764 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8248) : parole sur l'article. (p. 8268) : soutient l'amendement n° 985 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8278) : intervient sur l'amendement n° 990 de Mme Annie David. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8307) : soutient l'amendement n° 994 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8320, 8321) : soutient l'amendement n° 1008 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Drogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8357) : soutient l'amendement n° 1031 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8360) : favorable à l'amendement n° 1027 de Mme Annie David. - **Article 25 duodécies (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Drogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail)** (p. 8378) : soutient l'amendement n° 1041 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8381) : soutient l'amendement n° 1045 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8398) : soutient l'amendement n° 1054 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter AB (Nouveau) (Comité scientifique)** (p. 8404, 8405) : soutient l'amendement n° 878 de Mme Annie David ; adopté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8415) : soutient l'amendement n° 1057 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8437, 8438) : soutient l'amendement n° 1075 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8441) : soutient l'amendement n° 1081 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 29 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension) (p. 8457, 8458) : soutient l'amendement n° 945 de Mme Isabelle Pasquet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8497) : soutient

l'amendement n° 1087 de Mme Odette Terrade ; rejeté. (p. 8508) : soutient l'amendement n° 830 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8541) : soutient l'amendement n° 1097 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8561) : parole sur l'article. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8583, 8584) : soutient l'amendement n° 1134 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8626, 8627) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 33** (Entrée en vigueur) (p. 8647, 8648) : soutient l'amendement n° 1158 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8667) : ne votera pas les amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8727, 8728) : soutient l'amendement n° 743 de M. Guy Fischer (financement solidaire du système de retraite par répartition) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8767, 8768) : soutient l'amendement n° 904 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les assurés sociaux de l'extension à l'ensemble des régimes du bénéfice de l'accès aux dispositifs de retraite anticipée en tant que conjoint de personne handicapée) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8790) : soutient l'amendement n° 938 de M. Guy Fischer (fixation à 169 heures du volume horaire de base pour le calcul de l'assiette de cotisations des apprentis) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8827, 8828) : soutient l'amendement n° 1084 de Mme Odette Terrade (droit à pension des salariés à temps partiel) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 31**

(précédemment réservés) (p. 8834) : soutient l'amendement n° 1094 de Mme Odette Terrade (majoration des cotisations sociales des entreprises de plus de 20 salariés employant au moins 20 % de leurs salariés à temps partiel) ; rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8868, 8869) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9058, 9059) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9664, 9665) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 10167) : soutient l'amendement n° 3 de M. Ivan Renar (abrogation du dispositif permettant la dévolution du patrimoine immobilier universitaire appartenant à l'État aux universités qui en font la demande) ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 762-2 du code de l'éducation - Exercice des droits réels par les universités sur le patrimoine immobilier qui leur est affecté ou est mis à leur disposition par l'État) (p. 10169, 10170) : soutient l'amendement n° 5 de M. Ivan Renar ; rejeté. - **Article 2 bis (Nouveau)** (Elargissement de la coopération scientifique) (p. 10173) : soutient l'amendement n° 7 de M. Ivan Renar ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - **Article 78** (art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes) (p. 11307, 11308) : son intervention.

LABEYRIE (Philippe)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

LABORDE (Françoise)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur la proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 118 (2009-2010)] - **Violences au sein des couples [n° 553 (2009-2010)] (10 juin 2010) - Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 173, 174) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 166 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 206, 207) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 266, 267) : sa question.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 374, 376) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 7 (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains)**

(p. 832) : soutient l'amendement n° 529 de M. Michel Charasse ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales - Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 1000) : soutient l'amendement n° 567 de M. Raymond Vall ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1170, 1171) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (18 février 2010) - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine) (p. 1543, 1545) : soutient les amendements de M. Jacques Mézard n° 79, 81 et 84 ; rejetés. - **Article 5 quater** (art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes) (p. 1550, 1552) : soutient les amendements de M. Jacques Mézard n° 85 ; adopté ; et n° 86 et 87 ; rejetés. - **Article 5 quinquies** (art. 706-53-5 à 706-53-8, 705-53-10 et 706-53-11 du code de procédure pénale ; art. 216 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 - Renforcement des obligations liées à l'inscription au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes) (p. 1555) : soutient l'amendement n° 89 de M. Jacques Mézard ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 6 A** (p. 1556) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jacques Mézard (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'opportunité et les modalités de conception d'un bracelet de surveillance électronique mobile plus léger et moins stigmatisant) ; retiré. - **Article 6 A** (art. 719-1 nouveau du code de procédure pénale - Information de la police et de la gendarmerie concernant la libération d'une personne condamnée pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 1557) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jacques Mézard ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2094) : le groupe RDSE votera ce texte à l'unanimité.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2191, 2192) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Bariza Khiari sur les dispositifs de lutte contre les discriminations** - (31 mars 2010) (p. 2262, 2264) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2350, 2351) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2420) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 80 ; retiré ; et n° 81 ; rejeté. (p. 2441) : soutient l'amendement n° 82 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2459) : soutient l'amendement n° 83 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2496, 2504) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 85 ; adopté ; n° 84 et 86 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2798, 2799) : la très grande majorité des sénateurs du groupe RDSE votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3050) : les membres du groupe RDSE voteront ce texte.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3314, 3316) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) - pour le groupe du RDSE (p. 3348, 3350) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3525, 3526) : soutient l'amendement n° 517 de M. Yvon Collin ; retiré. (p. 3536, 3541) : soutient les amendements de M. Yvon Colin n° 520 ; retiré ; n° 518 et 519 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3596, 3599) : soutient les amendements de M. François Fortassin n° 522 et n° 574 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 5** (art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes) (p. 3744) : soutient l'amendement n° 533 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3745, 3748) : soutient les amendements de M. François Fortassin n° 538 (modification de la définition de "crise conjoncturelle" affectant les produits agricoles) ; rejeté ; et de M. Yvon Collin n° 535 (sanction des entreprises du secteur de la distribution refusant de conclure des accords répercutant les baisses des prix agricoles aux consommateurs) ; retiré ; et n° 534 (extension du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles périssables) ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3759, 3760) : soutient l'amendement n° 536 de M. Yvon Collin ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3887, 3888) : l'ensemble des sénateurs du groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3912, 3913) : la plupart des membres du groupe RDSE voteront contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Nouvelle lecture [n° 490 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 76 (2009-2010)** (p. 4182, 4183) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 76 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2009-2010)**.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction**

publique [n° 486 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4225) : soutient l'amendement n° 4 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Adoption de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4227) : soutient l'amendement n° 5 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 13** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Comités techniques*) (p. 4228) : soutient l'amendement n° 6 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Compétences des comités techniques*) (p. 4230) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 7 ; rejeté ; et n° 8 ; retiré. - **Article 15** (section 4, sous section 2 du chapitre II, art. 7-1, 11, 12, 23, 32, 33, 35 bis, 49, 62, 97, 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Coordinations*) (p. 4232) : soutient l'amendement n° 9 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 28** (*Renouvellement simultané des instances consultatives*) (p. 4245) : soutient l'amendement n° 10 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Coordinations rédactionnelles*) (p. 4247) : soutient l'amendement n° 11 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4920, 4922) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - rapporteur de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 5040, 5042) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre Ier et art. 220-1 et 257 du code civil - *Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple*) (p. 5112, 5120) : ses amendements n° 8 ; retiré ; n° 9 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Chevènement ; rejeté. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 et 5 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 *visant à la mise en œuvre du droit au logement - Accès au logement pour les femmes victimes de violences*) (p. 5142) : son amendement n° 10 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5245) : son amendement n° 11 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5249) : le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6154, 6155) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6784, 6785) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6832, 6833) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 213-16 à L. 213-23 (nouveau) du code du cinéma et de l'image animée - *Modalités de l'équipement numérique des cinémas*) (p. 6845) : son amendement n° 6 ; retiré.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7050, 7053) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 246 (application automatique du tarif de première nécessité) ; retiré ; et n° 248 (application automatique du tarif spécial de solidarité) ; adopté. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7062, 7063) : soutient l'amendement n° 255 de M. Raymond Vall ; retiré. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février

2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7090) : soutient l'amendement n° 251 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7101, 7109) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 252 et 261 ; rejetés. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7117) : soutient l'amendement n° 262 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7463, 7465) : soutient la motion n° 316 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7520, 7523) : soutient les amendements d'Yvon Collin n° 317 et 320 de M. Yvon Collin ; rejetés le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7744) : les membres du groupe RDSE voteront le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7767, 7768) : la majorité des membres du RDSE s'abstiendra sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7797) : la majorité des membres du groupe RDSE votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7872) : soutient l'amendement n° 323 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 7877, 7878) : soutient les amendements n° 321, 322 et 324 de M. Yvon Collin ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8497, 8500) : soutient l'amendement de M. Yvon Collin n° 373 ; rejeté. Son amendement n° 374 ; adopté. (p. 8502, 8505) : ses amendements n° 375, 377 et 376 ; rejetés ; n° 378 et 379 ; devenus sans objet. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - *Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées*) (p. 8571) : soutient l'amendement n° 385 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - *Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite*) (p. 8588) : soutient l'amendement n° 386 de M. Yvon Collin ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8627) : soutient l'amendement n° 387 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9007, 9008) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9100, 9101) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10127) : soutient l'amendement n° 472 de M. Yvon Collin

(fonds national de financement de la protection de l'enfance) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10144) : la majorité des membres du RDSE ne votera pas ce projet de loi.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 7** (art. 995 et 1001 du code général des impôts - Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables ») (p. 10371, 10373) : soutient l'amendement n° I-373 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10383) : soutient l'amendement n° I-433 de M. Jean-Pierre Placade (alignement du taux de TVA applicable au livre numérique sur le taux appliqué au livre papier) ; adopté.

Deuxième partie :

LAGARDE (Christine)
*ministre de l'économie, de l'industrie et
 de l'emploi
 (jusqu'au 13 novembre 2010)
 ministre de l'économie, des finances et
 de l'industrie
 (à partir du 14 novembre 2010)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-377 du 14 avril 2010 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna de la loi n° 2009-1255 du 19 octobre 2009 tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers [n° 592 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Entreprises - Outre-mer - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1360, 1362) : réponse aux orateurs. (p. 1362, 1368) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117 de M. Philippe Dominati, n° 95 et 96 de M. Thierry Foucaud, n° 85 et 86 de Mme Nicole Bricq, n° 49, 51, 50 et 53 de M. Jean-Jacques Jégou, ainsi que sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1370, 1373) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93 de M. Christian Cambon (application dès 2009 de la compensation aux communes de l'exonération de taxe sur le foncier bâti pour les logements sociaux de type PLS), de Mme Nicole Bricq n° 71 (rapport sur la mise en place d'une taxe assurantielle sur les activités des banques) et n° 79 (suppression des exonérations de droit de succession incluses dans le bouclier fiscal), ainsi que sur le sous-amendement n° 122 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 79 précité. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1373) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 98 de M. Thierry Foucaud (à la demande de l'État, possibilité pour OSEO d'employer les ressources de taxes spécifiques pour émettre des prêts sans intérêts). - **Article 2** (Art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Ajustement des

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11167, 11168) : la majorité des membres du groupe RDSE votera contre les crédits de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11188, 11193) : le groupe RDSE s'abstiendra sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° II-148 et II-145.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11287, 11288) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11347, 11348) : son intervention.

affectations du droit de consommation sur les tabacs) (p. 1373, 1375) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 123 et 4 de la commission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3216, 3217) : son intervention. (p. 3232, 3234) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 3237) : avis du Gouvernement sur la motion n° 18 de M. Bernard Vera tendant à opposer la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3238, 3242) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 1 (association des établissements de crédit au financement de l'action en direction de la Grèce), n° 2 (taux différencié de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif), n° 3 (suppression du bouclier fiscal), n° 4 (réduction fiscale ISF pour investissement dans les PME en cas de pacte d'actionnaires), n° 5 (relèvement du taux de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° 6 (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés"), n° 7 (imposition au taux de 95 % des bénéfices obtenus grâce à la détention ou à la commercialisation de produits financiers dérivés), n° 8 (taxation des bonus des traders) et n° 9 (association des établissements de crédit au financement de l'action en direction de la Grèce) ainsi que sur l'amendement n° 17 de Mme Marie-Agnès Labarre (taxation à 10 % des encours de titres de la dette souveraine grecque détenus par les banques). - **Article 1er** (*Création, au sein du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers », d'une section nouvelle : « Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro »*) (p. 3244) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 et 12 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3244, 3245) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Vera (limitation du taux du prêt français accordé à la Grèce au taux d'emprunt de la France sur les marchés). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 3250) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Bernard Vera (responsabilisation des États récipiendaires de prêts par la mise en place de solutions durables de développement économique). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3252) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental sur la création d'un service public européen de la dette).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4404, 4405) : son intervention. (p. 4419, 4423) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4425) : avis du Gouvernement sur la motion n° 8 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4426, 4429) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 1 (taxation des transactions sur devises), n° 2 (augmentation de la contribution des banques à la garantie des dépôts des épargnants), n° 3 (imposition au taux de 95 %

des bénéficiaires obtenus grâce à la détention ou à la commercialisation de produits financiers dérivés) et n° 4 (plafonnement du total des réductions et crédits d'impôt sur le revenu). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4430, 4431) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 5 (suppression du droit pour une entreprise implantée en zone de revitalisation rurale de bénéficier d'une exonération de taxe professionnelle), n° 6 (exonération des départements d'outre-mer et des autres départements et régions éligibles aux dotations de péréquation de tout concours aux fonds de garantie) et n° 7 (rééquilibrage de la fiscalité pesant sur les entreprises de réseaux).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4935, 4949) : son intervention ; réponse aux orateurs. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-3 du code de la consommation - Réforme des seuils de l'usure) (p. 4951) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Nicole Bricq et n° 22 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 4953) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Bricq (interdiction du démarchage hors des lieux de vente pour la souscription de crédits à la consommation). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8 à L. 311-10-1 et L. 313-11 du code de la consommation - Explications données à l'emprunteur et vérification de sa solvabilité) (p. 4956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de Mme Odette Terrade. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-11 à L. 311-17-1 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit) (p. 4958) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, 5 et 4 de Mme Nicole Bricq. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 du code civil - Lecture lors de la cérémonie du mariage des dispositions relatives à la solidarité des époux) (p. 4959) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de Mme Nicole Bricq. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-21 à L. 311-26 du code de la consommation - Exécution du contrat de crédit) (p. 4962) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de Mme Nicole Bricq. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-30 à L. 311-41 du code de la consommation - Crédit affecté) (p. 4964) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de Mme Odette Terrade. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Dispositions applicables au regroupement de crédits) (p. 4968, 4969) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de Mme Nicole Bricq et n° 25 de Mme Odette Terrade. - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale - Missions du fonds de cohésion sociale) (p. 4970) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Bricq. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance) (p. 4972) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 4977) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 12 (plafonnement des frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte) et n° 13 (intégration des frais bancaires prélevés pour le traitement des incidents de compte dans le calcul du taux effectif global). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement des particuliers) (p. 4980, 4983) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, 16, 17 et 18 de Mme Nicole Bricq et n° 27 de Mme Odette Terrade. - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la création d'un registre national des crédits aux particuliers) (p. 4989) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de Mme Nicole Bricq et n° 28 de Mme Odette Terrade. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions relatives à l'Institut national de la consommation) (p. 4994, 4995) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Bricq. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4996) : son intervention ; remerciements.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5387, 5389) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6106, 6110) : son intervention. (p. 6132, 6133) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6856, 6860) : son intervention. (p. 6883, 6885) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7217, 7231) : son intervention ; réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 7232, 7233) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 97 (promotion, par la France, de la création d'un marché européen destiné à échanger entre institutions et agents publics les obligations émises par tout opérateur public de l'Union européenne), n° 99 (promotion, par la France, d'un pacte européen de solidarité et de responsabilité financière permettant que la dette publique des Etats membres soit solidairement garantie par l'Union européenne) et n° 107 (remise, au plus tard à la fin de l'année 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'interdiction des marchés de gré à gré et la réintégration de leurs opérations actuelles sur des marchés organisés et réglementés). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7234, 7235) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 108 (possibilité pour la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales, de souscrire directement aux émissions de dette publique) et n° 100 (remise, avec fin 2010, d'un rapport gouvernemental sur la séparation des activités de banque de dépôt et de banque d'investissement) et n° 53 de M. Bernard Vera (remise, avant la fin de l'année 2010, d'un rapport gouvernemental sur les modalités de constitution d'un secteur public bancaire). - **Article 1er** (art. L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau] et L. 631-2-2 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7236) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 7236) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de M. Yvon Collin (transparence de l'information fournie aux investisseurs). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7237) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 112 de Mme Nicole Bricq (réglementation de la profession de "conseiller en gestion de patrimoine"). - **Article 2 ter A** (art. L. 621-9 du code monétaire et financier) (p. 7238) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 161 de la commission. - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 7239) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Yvon Collin (impossibilité, pour un membre de l'AMF, de délibérer dans une affaire en cas de lien direct ou indirect avec une des parties intéressées). - **Article 2 quinquies A (Nouveau)** (art. L. 621-14-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7240) : son amendement n° 183 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 113 de Mme Nicole Bricq et n° 162 de la commission. - **Article 2 quinquies** (art. L. 632-17 du code monétaire et financier) (p. 7241) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de M. Joël Bourdin. - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** (p. 7242) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Bricq (qualification des quotas d'émissions de gaz à effets de serre d'"instruments financiers").

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 2 sexies (Nouveau)** (art. L. 421-1, L. 421-10, L. 421-14, L. 421-15, L. 421-17, L. 421-21, L. 421-22, L. 465-1, L. 465-2, L. 466-1, L. 621-1, L. 621-7, L. 621-9, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17-1, L. 621-17-2, L. 621-18-2, L. 621-18-4, L. 621-19 et L. 621-21 du code monétaire et financier, art. 28, 35 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 7254) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 163 de la commission. - **Article 3** (art. L. 544-1, L. 544-3, L. 544-4,

L. 544-5 [nouveau], L. 544-6 [nouveau] et L. 321-2 du code monétaire et financier) (p. 7255, 7260) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24, 25, 26, 27 et 42 de M. Yvon Collin, n° 114, 115, 116 et 117 de Mme Nicole Bricq, et n° 164 de la commission. - **Article 4** (art. L. 621-5-3, L. 621-7, L. 621-9, L. 621-15 du code monétaire et financier) (p. 7260) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 165 de la commission. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7261) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Yvon Collin (obligation pour les agences de notation de respecter des règles d'indépendance et de prévention des conflits d'intérêts). - **Article 5 A** (art. L. 142-3, L. 511-10, L. 511-28, L. 511-38, L. 515-29, L. 524-6, L. 533-3, L. 561-36, L. 612-2, L. 612-20, L. 612-25, L. 612-27, L. 612-33, L. 612-34, L. 612-39, L. 612-43, L. 612-44, L. 613-24, L. 613-33-2, L. 631-1, L. 632-8, L. 632-15, L. 713-12, L. 743-10, L. 745-7-2, L. 753-10, L. 755-7-2 du code monétaire et financier, art. L. 310-12-1, L. 310-28, L. 326-2 du code des assurances, art. L. 211-7, L. 211-7-2, L. 212-12, L. 212-27, L. 510-1, L. 510-1-1 [nouveau], L. 510-12 du code de la mutualité, art. L. 931-5, L. 931-18, L. 931-37, L. 931-41, L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. L. 4135-2 du code de la santé publique, art. L. 727-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires) (p. 7263) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de la commission. - **Article 5 DA (Nouveau)** (art. L. 612-38 du code monétaire et financier) (p. 7264) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5 D** (p. 7265) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia (correction d'une erreur de renvoi). - **Article 5 E** (Information du Parlement sur les normes prudentielles bancaires dites « Bâle III ») : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 168 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5 E** (p. 7266) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de Mme Nicole Bricq (augmentation du montant de la garantie bancaire pour chaque compte en banque à compter du 1er janvier 2011). - **Article 7 bis B (Nouveau)** (Transposition par ordonnance de la directive 2009/110/CE sur la monnaie électronique) (p. 7267) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 7 bis B** (p. 7268) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 105 de Mme Marie-Agnès Labarre (interdiction des crédits rechargeables). - **Articles additionnels avant l'article 7 bis** (p. 7269) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 102 (rapport gouvernemental sur la limitation stricte de la titrisation) et n° 104 (rapport gouvernemental sur une stricte limitation de l'effet de levier portant sur l'achat d'instruments financiers). - **Article 7 bis** (art. L. 621-15 et L. 621-17-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences de l'Autorité des marchés financiers aux produits dérivés) (p. 7270) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 169 de la commission. - **Article 7 ter** (art. L. 621-7 et L. 621-7-1 du code monétaire et financier) (p. 7271) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de M. Bernard Vera. - **Article 7 quater A (Nouveau)** (art. L. 214-3-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7272) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 170 de la commission. - **Article 7 quater** (art. L. 431-1 du code monétaire et financier) (p. 7274) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 et 120 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° 150 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7275) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de M. Yvon Collin (institution d'une surimposition, à hauteur de 60 %, des bénéfices obtenus grâce à la vente à découvert) et n° 95 de M. Joël Bourdin (introduction des contrats d'option, des contrats à terme ferme et des contrats d'échange dans le périmètre des instruments financiers). - **Article 7 quinquies** (p. 7276) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 7 septies A** (p. 7278) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 34 de M. Yvon Collin et n° 139 de Mme Nicole Bricq (interdiction de la commercialisation de produits financiers par des entités enregistrées dans des paradis fiscaux). - **Articles additionnels après l'article 7 septies** (p. 7279) : avis du Gouvernement sur

les amendements n° 16 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour le conseil d'administration d'une entreprise appartenant à un groupe de ne pas mettre en place un comité d'audit dès lors que l'entité de tête du groupe s'est volontairement dotée de ce dernier) et n° 172 de la commission (correction). - **Article 7 octies A (Nouveau)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 114-17 du code de la mutualité, art. 524-2-1 du code rural et de la pêche maritime, art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, art. L. 511-35 du code monétaire et financier et art. L. 322-26-2-2 du code des assurances) (p. 7280) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 122 de Mme Nicole Bricq. - **Article 7 octies** (Habilitation à transposer par ordonnance la « directive OPCVM IV ») (p. 7281) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de M. Bernard Vera. - **Article 7 nonies** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009) (p. 7281) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 et 63 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 7 nonies** (p. 7282, 7283) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de Mme Nicole Bricq (rapport de l'AMF sur le bilan de la protection des investisseurs de détail dans l'ensemble des domaines de la banque, de l'assurance et des marchés financiers). - **Article additionnel avant l'article 7 undecies** (p. 7283) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental sur le plafonnement des tarifs bancaires et l'évolution du taux d'usure). - **Article 7 undecies (Nouveau)** (art. L. 341-1, L. 341-3, L. 341-4, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-7-1, L. 341-10, L. 341-12, L. 519-1 à L. 519-3, L. 519-3-1 à L. 519-3-4 [nouveaux], L. 519-4, L. 519-4-1 et L. 519-4-2 [nouveaux], L. 519-5, L. 531-2, L. 541-1, L. 541-1-1 [nouveau], L. 541-2, L. 541-4, L. 541-8-1 [nouveau], L. 541-9, L. 545-4, L. 545-5, L. 545-5-1 [nouveau], L. 546-1 à L. 546-4 [nouveaux], L. 611-3-1, L. 612-1, L. 612-20, L. 612-21, L. 612-23, L. 612-29-1 [nouveau], L. 621-5-3 du code monétaire et financier) (p. 7287) : son amendement n° 157 ; adopté. (p. 7288, 7290) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18 de M. Jean-Jacques Jégou, n° 45 de Mme Nicole Bricq, et n° 182 de la commission. (p. 7290) : son amendement n° 155 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7291, 7298) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les établissements de crédit de consulter le FICP), n° 96 de M. Joël Bourdin (extension de la durée de la consignation des sommes, titres et valeurs non déclarés, sur autorisation judiciaire), de Mme Catherine Procaccia n° 2 (correction), n° 3 (renforcement de l'interdiction faite au bailleur d'exiger de la part des candidats à la location un document attestant de leur non-inscription au FICP), n° 4 et n° 5 (coordination), n° 6 (rédaction), n° 7 (précision), n° 8 (rédaction), et n° 9 (cohérence), de Mme Nicole Bricq n° 46 (obligation pour les établissements bancaires, d'informer leurs clients, 15 jours à l'avance, des frais prélevés sur leurs comptes de dépôt), n° 47 (calcul des frais bancaires en cas de dépassement de découvert autorisé), et n° 48 (harmonisation de la dénomination des frais et services bancaires), de M. Philippe Dominati n° 82 (obligation, pour les commerçants établis dans les zones touristiques ou thermales, d'accepter le paiement par carte de crédit) et n° 81 (interdiction, pour un prestataire de services de paiement, de facturer au bénéficiaire des frais de paiement pour les opérations par carte de paiement), ainsi que sur le sous-amendement n° 160 de M. Jean-Paul Fournier s'y rapportant. (p. 7298) : son amendement n° 154 : désignation du comité consultatif du secteur financier comme observateur des tarifs bancaires ; adopté. - **Article 8** (art. L. 233-10 du code de commerce) (p. 7299) : son amendement n° 151 ; adopté. - **Article 9** (art. L. 433-3 du code monétaire et financier et art. L. 233-7 du code de commerce) (p. 7300) : son amendement n° 152 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7301) : avis du Gouvernement sur les amendements de simplification n° 173 de la commission et n° 43 de M. Yvon Collin. - **Article 11** (art. L. 433-3, L. 734-4, L. 744-10, L. 754-10 et L. 764-10 du code monétaire et financier) (p. 7301) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 85 de M. Simon Loueckhote. - **Article 12 quater (Nouveau)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2007/36/CE sur les droits des actionnaires) (p. 7302) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de M. Bernard Vera. - **Intitulé du chapitre III** (Financement des petites et

moyennes entreprises - Accès des assureurs-crédits aux données du fichier bancaire des entreprises) (p. 7307) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 13** (art. L. 144-1 du code monétaire et financier) (p. 7307) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Joël Bourdin et n° 14 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 14** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67 de M. Bernard Vera et n° 125 de Mme Nicole Bricq. - **Article 16** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7312) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 126 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 7314, 7319) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 73 (plafonnement des rémunérations des dirigeants d'une société à vingt fois le montant annuel du salaire minimum applicable dans l'entreprise considérée), n° 74 (suppression des stock-options), n° 75 (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés" dès lors que leur montant excède le montant annuel du SMIC) et n° 76 (limitation du nombre de mandats d'administrateur qu'une personne physique peut exercer dans les sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français), de M. Yvon Collin n° 39 (limitation à 4 du nombre de mandats cumulés par un administrateur de société), n° 40 (plafonnement de la rémunération des dirigeants d'une société bénéficiant d'aides publiques sous forme de recapitalisation) et n° 41 (création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés) et de Mme Nicole Bricq n° 128 (interdiction d'attribuer des stock-options aux dirigeants de sociétés bénéficiant d'aides publiques), n° 129 (transparence de la rémunération des dirigeants de sociétés), n° 130 (transparence des rémunérations et des avantages reçus par les mandataires sociaux), n° 131 (limitation du montant des retraites "chapeaux"), n° 132 (limitation du montant des "parachutes dorés"), n° 133 (plafonnement de la rémunération des dirigeants d'une société bénéficiant d'aides publiques sous forme de recapitalisation), n° 134 (limitation à 4 du nombre de mandats cumulés par un administrateur de société) et n° 135 (limitation de l'attribution de stock-options aux sociétés ayant moins de cinq années d'exercice). - **Article 18 bis A** (art. L. 511-41 A [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7320) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 et 21 de M. Jean-Jacques Jégou. Son amendement n° 153 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18 bis A** (p. 7321, 7325) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yvon Collin n° 30 (pérennisation de la taxe sur les rémunérations variables des opérateurs de marché) et n° 38 (limitation de la partie variable des revenus des opérateurs de marché), de Mme Nicole Bricq n° 127 (caractère permanent de la taxation des rémunérations variables des opérateurs de marché), n° 136 (limitation de la part variable des rémunérations au montant de leur part fixe), n° 137 (instauration d'une mesure de surveillance prudentielle des politiques de rémunération des banques et des établissements de crédit) et n° 138 (instauration d'une mesure de surveillance prudentielle des politiques de rémunération des banques et des établissements de crédit), n° 72 de M. Bernard Vera (pérennisation du dispositif de taxation des rémunérations variables des opérateurs de marché) et n° 174 de la commission (renforcement du dispositif de la LME visant à ce que les sommes collectées par les établissements de crédits au titre du livret A et du livret de développement durable soit consacrées au financement des PME ou à des travaux d'économie d'énergie). - **Article 18 bis** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7326) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de M. Bernard Vera. Son amendement n° 181 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18 ter A** (p. 7327) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 175 de la commission (possibilité, pour les organismes de titrisation, de détenir dans leur bilan des titres de capital). - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 7327) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 176 de la commission (possibilité, pour un avocat exerçant en qualité de fiduciaire, de souscrire une assurance propre à son activité ou de présenter une garantie financière). - **Article 19** (art. L. 515-13, L. 515-17-1 [nouveau], L. 515-17-2 [nouveau], L. 515-32-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7328) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de la commission

(rédaction). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7329) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 178 de la commission (possibilité, pour les sociétés de crédit foncier, de refinancer directement des projets de partenariat public-privé). - **Article 22** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures de réforme des assurances relatives aux risques de transport terrestres et non terrestres*) (p. 7331) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 7333, 7339) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 65 (amélioration de l'information des actionnaires par les sociétés cotées), n° 79 (taxation des mouvements financiers dont le temps de rotation est rapide) et n° 80 (fixation du taux de la taxe sur les transactions sur devises), de M. Yvon Collin n° 32 (fixation à 0,01 % du taux de la taxe Tobin) et n° 35 (rapport gouvernemental sur l'encours total des emprunts à taux variable contractés par les collectivités locales), de Mme Nicole Bricq n° 49 (interdiction, pour les établissements bancaires, de proposer aux collectivités locales des produits exposant à des risques sur le capital), n° 50 (rapport gouvernemental sur le bilan de l'application de la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales), n° 121 (obligation d'informer les actionnaires sur la politique suivie par l'entreprise en matière fiscale), n° 140 (publication annuelle, en annexe de la loi de finances, du nombre de contrôles fiscaux effectués auprès des entreprises), n° 141 (amélioration de la transparence des établissements bancaires et financiers contractant avec l'Etat) et n° 142 (instauration d'un échange d'informations entre l'administration fiscale et les acteurs financiers étrangers privés souhaitant investir sur le territoire national) ainsi que sur l'amendement n° 93 de Mme Catherine Procaccia (suppression de l'intervention du Fonds de garantie des assurances obligatoires pour l'indemnisation de dommages matériels causés par les animaux sauvages). - **Article additionnel avant l'article 23 A** (p. 7340) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 143 de M. Georges Patient (distribution de l'intégralité des produits d'OSEO dans les départements et collectivités d'outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 7341, 7343) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Serge Larcher n° 51 (mise en place, dans chaque département d'outre-mer, d'une concertation entre les établissements bancaires, les autorités locales, les représentants des consommateurs et le représentant de l'Etat afin d'obtenir un accord sur les baisses significatives des tarifs bancaires) et n° 52 (publication, par l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer, d'un comparatif avec les tarifs métropolitains) et de Mme Anne-Marie Payet n° 11 (transmission au Parlement du rapport annuel établi par l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer), n° 12 (instauration d'une procédure de dialogue entre l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer et les établissements bancaires pratiquant des tarifs différents entre leurs succursales locales et leurs succursales établies en Métropole) et n° 13 (transmission au Parlement du rapport du Comité économique consultatif de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer). - **Article 23** (art. L. 734-4, L. 743-6, L. 743-8, L. 744-10, L. 745-4, L. 745-11-3, L. 753-6, L. 753-8, L. 754-10, L. 755-4, L. 755-11-3, L. 763-6, L. 763-8, L. 764-10, L. 765-4, L. 765-11-3 du code monétaire et financier) (p. 7347) : son amendement n° 158 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7349) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Simon Loueckhote n° 92 (harmonisation des conditions de radiation du fichier central des chèques), n° 83 (réforme du crédit à la consommation), n° 86 (adaptation des dispositions de la loi relative à la fourniture de services et aux établissements de paiement), n° 87 (possibilité pour les comptables publics de recouvrer les créances de toute nature dans les collectivités d'outre-mer dotées de l'autonomie fiscale), et n° 88 (harmonisation de l'accès au crédit des PME et fonctionnement des marchés financiers). (p. 7350) : son amendement n° 159 : habilitation du Gouvernement à étendre et adapter aux collectivités d'outre-mer 4 ordonnances transposant des directives européennes en matière de monnaie électronique, de gestion d'actifs, de contrats de garantie financière et de protection de la clientèle dans le domaine des produits et services financiers ; adopté. - **Article 24** (*Modalités spécifiques d'entrée en vigueur*) (p. 7350, 7351) : avis du Gouvernement sur

les amendements n° 179 et 182 de la commission. Son amendement n° 156 ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10238, 10242) : son intervention.

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes) (p. 10400, 10410) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-443, I-14, I-15, I-16 et I-17 de la commission, n° I-331 de M. Thierry Foucaud, n° I-279 de M. Yves Détraigne n° I-126 de M. Roland du Luart, n° I-106 de M. Philippe Dominati, n° I-248 de Mme Nicole Bricq, ainsi que sur les amendements n° I-75, I-113, I-72, I-73, I-78, I-74, I-77 et I-76 de M. Philippe Adnot. (p. 10411, 10420) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-111, I-79, I-114, I-132, I-195, I-83, I-85, I-89, I-86, I-87, I-93, I-88, I-90, I-91 et I-92 de M. Philippe Adnot, n° I-125 de M. Roland du Luart, n° I-298, I-296, I-288, I-289, I-299 et I-300 de M. Jean-Jacques Jégou, et n° I-135 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10421, 10425) : position de la commission sur les amendements n° I-68 de M. Philippe Adnot (statut des sociétés financières d'innovation), n° I-120 de M. Jean Arthuis (extension aux titres d'entités européennes de capital-investissement de l'interdiction de bénéficiaire de certaines exonérations), n° I-335 de M. Thierry Foucaud (réduction de l'abattement sur les droits de mutation), ainsi que sur les amendements de M. François Marc n° I-253 (réduction de l'abattement sur les montants transmis par l'intermédiaire d'une assurance-vie) et n° I-252 (suppression de la réforme des successions). - **Article 14 bis (Nouveau) (priorité)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique) (p. 10426) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-18 de la commission. - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B

et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10431, 10434) : son amendement n° I-470 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° I-123 de M. Jean Arthuis, n° I-287 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-94 de M. Philippe Adnot, n° I-37 de M. Michel Houel, ainsi que sur les amendements n° I-96 et I-98 de M. Philippe Dominati. (p. 10437, 10444) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-417 de M. Nicolas About, n° I-99, I-100, I-101 et I-102 de M. Philippe Dominati, n° I-38 de M. Michel Houel, n° I-67 de M. Philippe Adnot, n° I-58 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx et n° I-259 de Mme Nicole Bricq. Sur l'amendement n° I-444 de la commission, son sous-amendement n° I-468 ; adopté. Sur l'amendement n° I-20 de la commission, son sous-amendement n° I-469 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10445, 10449) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-379 de M. Yvon Collin (extension du champ de la taxe sur les salaires), n° I-416 de M. Nicolas About (exclusion des établissements de crédit du champ du crédit d'impôt recherche), de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-440 (bonification du taux du crédit d'impôt recherche pour les PME mutualisant leurs activités de recherche et développement), et n° I-66 de M. Philippe Adnot (procédure de contrôle du crédit d'impôt recherche). - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10453, 10454) : réponse aux orateurs. (p. 10456, 10457) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-260 de Mme Nicole Bricq et n° I-337 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10459, 10462) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° I-159 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-264 de Mme Nicole Bricq et n° I-338 de M. Thierry Foucaud (pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marchés), sur les amendements analogues n° I-265 de Mme Nicole Bricq et n° I-144 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit), ainsi que sur l'amendement n° I-262 de Mme Nicole Bricq (instauration d'une taxe visant à restreindre l'octroi d'indemnités de départ).

LAGAUCHE (Serge)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis secrétaire le 12 janvier 2010.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Président de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 411 (2009-2010)] relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 604 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Culture (fascicule 2) : Création - Cinéma [n° 114 tome 3 fasc. 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Médias, livre et industries culturelles (fascicule 3) - livre et industries culturelles [n° 114 tome 6 fasc. 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre** [n° 166 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 204, 206) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 953) : intervient sur l'amendement n° 99 de M. Christian Cambon. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 954) : intervient sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 457 (possibilité pour deux communes séparées par un bois, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre) et n° 575 (possibilité pour deux communes séparées par un cours d'eau, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre).

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 35** (Clarification des compétences des collectivités territoriales) (p. 1101, 1102) : soutient l'amendement n° 444 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté. - **Article 36** (Texte non modifié par

la commission (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 1106) : soutient l'amendement n° 445 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1298, 1299) : son intervention.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2197, 2198) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2356, 2358) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2436, 2439) : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2490) : intervient sur les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2506) : soutient l'amendement n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3583, 3584) : le groupe Socialiste est favorable à cette proposition de loi.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3869, 3875) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Jacques Lozach. Soutient les amendements de M. Jean-Jacques Lozach n° 7, 11 et 14 ; rejetés.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3917, 3918) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national*) (p. 4676, 4677) : parole sur l'article. - **Article 12** (*art. L. 7121-9, L. 7121-10 et L. 7121-12 à L. 7121-30 du code du travail - Encadrement de la profession d'agent artistique*) (p. 4686) : parole sur l'article. (p. 4687) : son amendement n° 41 ; rejeté. (p. 4688) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Bariza Khiari ; rejeté. (p. 4689) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Bariza Khiari ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagauche sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5210, 5214) : sa question.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5866) : soutient l'amendement n° 454 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services - Deuxième lecture [n° 595 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6174, 6175) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6792, 6794) : son intervention. - **Article 3** (*art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Aménagement du régime du contrat de responsabilité*

parentale) (p. 6817) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Françoise Cartron ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 6830, 6832) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6841) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jack Ralite (création d'un fonds d'aide à l'équipement numérique des salles de cinéma). - **Article 1er** (*art. L. 213-16 à L. 213-23 (nouveau) du code du cinéma et de l'image animée - Modalités de l'équipement numérique des cinémas*) (p. 6843, 6847) : position de la commission sur les amendements n° 2, 3, 4 et 5 de M. Jack Ralite, et n° 6 de Mme Françoise Laborde. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6848) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Vote unique** (p. 8853) : votera contre les amendements retenus par le Gouvernement.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9104, 9105) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 12** (*art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision*) (p. 10518) : intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11292, 11294) : son intervention.

Culture

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture (p. 11329, 11330) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11346, 11347) : son intervention.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 59 (précédemment réservé)** (*art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30*

décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle (p. 11781) : son amendement n° II-146 ; rejeté. (p. 11783) : intervient sur l'amendement n° II-146 précité.

LAMBERT (Alain)
sénateur (Orne)
UMP

Cessation de mandat le 18 octobre 2010.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 18 octobre 2010.

Président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Un nouvel atout pour les collectivités territoriales : la mutualisation des moyens [n° 495 (2009-2010)] (25 mai 2010) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au financement des allocations de solidarité nationale à la charge des départements [n° 23 (2010-2011)] (11 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux conditions d'adoption des prescriptions de l'État dans les domaines de compétences des collectivités territoriales [n° 26 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique relative aux créations ou augmentations de charges résultant pour les collectivités territoriales des prescriptions de l'État [n° 29 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative aux responsabilités budgétaires des États membres de l'Union européenne [n° 30 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Budget - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 257, 259) : son intervention.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4876, 4877) : son intervention. (p. 4896, 4899) : réponses aux orateurs dans le cadre du débat interactif et spontané.

LAMÉNIE (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 21, 22) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 595) : ne votera pas l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 734) : défavorable à l'amendement n° 374 de M. Alain Anziani.

- **Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles) (p. 5713) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission des finances saisie pour avis. Défavorable à l'amendement n° 377 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5744) : défavorable à l'amendement n° 389 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 5753) : le groupe UMP votera cet article. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 5796) : le groupe UMP votera cet article.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6303, 6304) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6453, 6454) : le groupe UMP votera cet article. - **Article additionnel avant l'article 22** (p. 6499) : soutient l'amendement n° 94 de M. Jacques Legendre (lutte contre l'incitation et l'apologie du terrorisme sur Internet) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 6550) : défavorable aux amendements n° 157 de Mme Éliane Assassi, n° 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 246 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6659) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7633) : défavorable aux amendements n° 3 de M. Guy Fischer, n° 110 de Mme Christiane Demontès et n° 254 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8094, 8095) : le groupe UMP votera cet article. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8166) : ne votera pas l'amendement n° 817 de M. Guy Fischer. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8199) : sur l'amendement n° 1221 de la commission, son sous-amendement n° 1229 ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8947) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8974) : votera cet article.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4** (*Évolution annuelle des dépenses publiques en volume*) (p. 9438) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9834) : soutient l'amendement n° 379 de M. Paul Blanc (application des allègements de charges pour l'emploi de travailleurs handicapés à toutes les entreprises adaptées sans distinction de statut) ; retiré.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9923) : soutient l'amendement n° 207 de Mme Catherine Procaccia (mesures relatives à la participation des caisses d'assurance maladie à la subvention des cotisations dues par les centres de santé) ; retiré. - **Article 40** (*art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9962) : soutient l'amendement n° 495 de M. Alain Milon ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9984) : soutient l'amendement n° 505 de M. Alain Milon (amélioration des conditions d'exercice et de développement de la dialyse hors centre) ; retiré. (p. 9992) : soutient l'amendement n° 499 de M. Alain Milon (mise en place d'un dispositif prospectif et objectif permettant de mesurer l'évolution réelle des charges des établissements de santé) ; rejeté. (p. 9995, 9996) : soutient l'amendement n° 514 de M. Alain Milon (rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de patients entre les établissements de santé de court séjour) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 10001) : soutient l'amendement n° 543 de M. Alain Milon

(rapport sur la réduction de l'enveloppe consacrée aux établissements de court séjour) ; retiré. - **Article 47 (priorité)** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs*) (p. 10018) : soutient l'amendement n° 526 de M. Alain Milon ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10029) : soutient l'amendement n° 500 de M. Alain Milon (mesures des évolutions de charges des établissements sociaux et médico-sociaux publics et privés) ; retiré. (p. 10038) : soutient l'amendement n° 525 de M. Alain Milon (accords d'intéressement dans les établissements privés non lucratifs) ; retiré. - **Article 43 ter (Nouveau)** (*art. L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles - Rapport au Parlement préalable à la correction en fin d'année de l'objectif global de dépenses*) (p. 10044) : soutient l'amendement n° 501 de M. Alain Milon ; retiré. Soutient les amendements n° 502 de M. Alain Milon et n° 299 de Mme Marie-Thérèse Hermange ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10130) : défavorable à l'amendement n° 265 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance).

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10186, 10187) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 18** (*art. 1648 A et 1648 AC du code général des impôts, art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 6 de la loi de finances pour 1987 [n° 86-1317 du 20 décembre 1986], art. 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 55 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Modification des dispositions relatives aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle, FDPTP*) (p. 10570) : intervient sur l'article.

Deuxième partie :

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11031, 11032) : son intervention.

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Membre titulaire de la Conférence nationale de l'industrie le 25 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis vice-présidente le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
UMP

Président du Sénat ; a présidé les séances des 12, 19, 21, 26 janvier, 2, 4, 9, 18, 23 février, 23, 25, 30 mars, 6, 8, 9, 27 avril, 11, 18, 19, 20, 25 mai, 1er, 3, 15, 17, 22, 29, 30 juin, 7 juillet, 7, 9, 14, 28, 30 septembre, 5, 7, 8, 11, 12, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 26 octobre, 2, 9, 24, 25, 30 novembre, 1er, 7, 14, 16 et 21 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (21 janvier 2010) (p. 396).
- **Rappel au règlement** - (26 janvier 2010) (p. 490, 491).
- **Rappel au règlement** - (2 février 2010) (p. 774).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Ouzbékistan** - (25 mars 2010) (p. 2140, 2141).
- **Rappel au règlement** - (6 avril 2010) (p. 2334).
- **Éloge funèbre de Jacqueline Chevé, sénatrice des Côtes-d'Armor** - (27 avril 2010) (p. 2834, 2836).
- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Croatie** - (18 mai 2010) (p. 3405).

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) - rapporteur du groupe de travail constitué par la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 26, 29) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3440) : son intervention.

- **Accueil d'ambassadeurs africains et de M. Jacques Toubon à l'occasion du cinquantenaire des indépendances africaines** - (19 mai 2010) (p. 3474).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat jordanien** - (3 juin 2010) (p. 4433).

- **Rappel au règlement** - (15 juin 2010) (p. 4751).

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4760) : son intervention.

- **Soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940** - (17 juin 2010) (p. 4911, 4912).

- **Rappel au règlement** - (22 juin 2010) (p. 5021) : donne acte à M. Jacques Mahéas de son rappel au règlement.

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (30 juin 2010) (p. 5521, 5523).

- **Rappel au règlement** - (30 juin 2010) (p. 5553).

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6044).

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2009-2010** - (7 septembre 2010) (p. 6259, 6260).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 7730).

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2010) (p. 7743).

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7830).

- **Rappel au règlement** - (26 octobre 2010) (p. 9000, 9001).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10785).

- **Vote sur la déclaration de politique générale du Gouvernement** - (25 novembre 2010) (p. 10797, 10798).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Vietnam** - (30 novembre 2010) (p. 11115).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Liban** - (16 décembre 2010) (p. 12652).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (21 décembre 2010) (p. 12904, 12905).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
 SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6874, 6875) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 7341) : son amendement n° 52 : publication, par l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer, d'un comparatif avec les tarifs métropolitains ; adopté. (p. 7342) : son amendement n° 51 : mise en place, dans chaque département d'outre-mer, d'une concertation entre les établissements bancaires, les autorités locales, les représentants des consommateurs et le représentant de l'État afin d'obtenir un accord sur les baisses significatives des tarifs bancaires ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3 septies (précédemment réservés)** (p. 8745) : son amendement n° 96 : rapport gouvernemental sur la situation spécifique des retraites dans les départements d'outre-mer ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Vote unique** (p. 8855, 8856) : votera contre les amendements retenus par le Gouvernement.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 11** (*art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques*) (p. 10478, 10479) : son amendement n° I-246 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (*art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10522, 10523) : parole sur l'article. (p. 10532) : son amendement n° I-202 ; rejeté. (p. 10544, 10550) : ses amendements n° I-200 et n° I-203 ; rejetés ; et n° I-201 ; adopté. Soutient l'amendement n° I-204 de M. Jacques Gillot ; rejeté.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10796, 10797) : son intervention.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)

Deuxième partie :

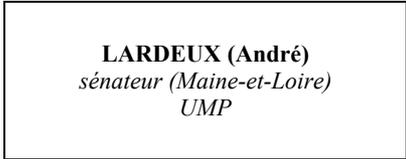
Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11219, 11220) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11231) : son amendement n° II-253 ; retiré. - **Article 77 bis (Nouveau)** (*art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer*) (p. 11251) : intervient sur l'amendement n° II-207 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. (p. 11252) :

son amendement n° II-258 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 11254) : son amendement n° II-255 : possibilité de recourir à la défiscalisation tout en bénéficiant des subventions ou des prêts en matière de logement social ; adopté. - **Article 77 quater (Nouveau)** (*Apurement des dettes sociales des entreprises hôtelières en outre-mer*) (p. 11256) : son amendement n° II-256 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 77 quinquies** (p. 11260) : intervient sur l'amendement n° II-264 de M. Jean-Étienne Antoinette (rapport gouvernemental sur l'incidence d'une défiscalisation des câbles sous-marins assurant le trafic des données numériques vers les territoires ultra-marins sur le prix des abonnements au service numérique payé par les consommateurs).

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12257) : sa question.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 17 septies** (p. 12738) : son amendement n° 163 : possibilité pour les chambres de commerce des DOM de majorer le taux de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 12790) : soutient l'amendement n° 104 de M. Claude Lise (correction) ; adopté. (p. 12791) : soutient l'amendement n° 105 de M. Claude Lise (possibilité pour les organismes HLM d'être parties aux contrats de crédit-bail immobilier) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 12806) : soutient l'amendement n° 171 de M. Georges Patient (modification des règles de répartition des produits de l'octroi de mer en Guyane) ; rejeté. - **Article 35** (*art. L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée - Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques*) (p. 12807) : son amendement n° 106 ; adopté.



LARDEUX (André)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).
- Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées le 25 novembre 2010.
- Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension jusqu'au 1er octobre 2010.
- Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes.
- Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.
- Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

- Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.
- Membre titulaire du Haut conseil de la famille.
- Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**
- Proposition de loi* tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**
- Proposition de loi* visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**
- Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**
- Proposition de loi* relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 425 (2009-2010)] relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels [n° 466 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Famille - Travail - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales: Les retraites en Allemagne : des enseignements à tirer ? [n° 673 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - **Famille [n° 88 tome 4 (2010-2011)]** (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels [n° 186 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 164, 165) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 175) : son amendement n° 26 ; adopté. (p. 177, 192) : position de la commission sur les amendements n° 22 de M. Jean-Marc Juilhard, n° 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de Mme Claire-Lise Campion et n° 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 14 de Mme Isabelle Pasquet. (p. 186) : son amendement n° 25 ; adopté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Contrôle de l'hygiène des maisons d'assistants maternels*) (p. 192) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de Mme Isabelle Pasquet. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 193, 195) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Marc Juilhard n° 23 (formation des assistantes maternelles et possibilité d'accueil des enfants à la suite du premier agrément) et n° 24 (harmonisation des critères d'agrément des crèches et des assistantes maternelles). (p. 195) : son amendement n° 27 : établissement d'un agrément modulé par les services de protection maternelle et infantile en vue de définir des capacités d'accueil différentes pour les établissements d'accueil des jeunes enfants ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 197) : remerciements.

- **Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3881, 3882) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-1, L. 424-2, L. 424-3, L. 424-4, L. 424-5, L. 424-6, L. 424-7 (nouveaux) du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 3891, 3896) : répond à Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur l'article. Position de la commission sur les

amendements n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de Mme Claire-Lise Campion.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7437, 7438) : votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) (p. 7539, 7540) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille - **Discussion générale** (p. 9561) : son intervention.

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9733, 9734) : favorable aux amendements identiques n° 44 de la commission, n° 102 de la commission saisie pour avis et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES). - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale*) (p. 9746) : son amendement n° 48 ; devenu sans objet.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 9942) : intervient sur l'amendement n° 390 de M. Nicolas About (instauration d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable). - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - *Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9960, 9961) : son amendement n° 121 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10085) : soutient l'amendement n° 298 de Mme Marie-Thérèse Hermange (précision) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 10096) : votera contre l'amendement n° 154 de Mme Christiane Demontès (reconstitution du fonds de réserve pour les retraites). - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la rétroactivité des aides au logement*) (p. 10117, 10120) : position de la commission sur les amendements n° 124 de Mme Claire-Lise Campion, n° 262 de Mme Isabelle Pasquet, n° 473 de M. Yvon Collin, n° 547 et 527 de M. Alain Milon. - **Article additionnel après l'article 54** (p. 10121) : position de la commission sur l'amendement n° 263 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement évaluant le coût des avantages d'une mesure permettant de conserver les bénéfices de l'allocation de rentrée scolaire pour les élèves majeurs scolarisés au lycée). - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10122, 10126) : position de la commission sur les amendements n° 127 de Mme Claire-Lise Campion (mise sous condition de ressources du complément de libre choix d'activité), n° 264 de Mme Isabelle Pasquet (évolution du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du cycle d'étude de l'enfant), n° 416 de M. François Autain (expérimentation relative à l'annualisation du temps de travail des praticiens des hôpitaux travaillant à temps partiel dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 605 du Gouvernement. Son amendement n° 95 : ouverture aux assistants maternels du prêt à l'amélioration de l'habitat ; adopté. (p. 10128, 10134) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 125 de Mme Claire-Lise Campion, n° 472 de M. Yvon Collin, n° 172 de M. Yves Daudigny, et n° 193 de M. Éric Doligé (fonds national de financement de la protection de l'enfance), sur les amendements analogues n° 126 de Mme Claire-Lise Campion et n° 265 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance), ainsi que sur les amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 129 (rapport au Parlement sur les conditions d'indemnisation du congé maternité des femmes travaillant par

intermittence), n° 128 (rapport au Parlement dressant le bilan du contrat enfance jeunesse), et n° 130 (évaluation des conditions de transformation du congé de paternité en congé d'accueil à l'enfant), et de Mme Isabelle Pasquet n° 267 (rapport au Parlement sur l'évaluation des coûts et bénéfices d'une ouverture des droits aux allocations familiales dès le premier enfant) et n° 268 (rapport au Parlement évaluant les coûts et bénéfices du déplaçonnement de la prestation de service unique). - **Article 55 ter** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de versement des allocations familiales en cas d'intervention de l'aide sociale à l'enfance) (p. 10135) : son amendement n° 96 ; adopté. - **Article 55 quater** (Rapport du Gouvernement sur le coût des grossesses pathologiques)

(p. 10136) : son amendement n° 97 ; adopté. - **Article 56** (Objectifs de dépenses de la branche famille pour 2011) : position de la commission sur l'amendement n° 594 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 10137) : position de la commission sur l'amendement n° 276 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur la possibilité pour les associations adhérentes à une association reconnue d'utilité publique de bénéficier de l'exonération de la cotisation de transport).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagauche sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5218, 5219) : son intervention.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9262, 9263) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11173, 11174) : votera les crédits de cette mission.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11215, 11216) : son intervention.

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis secrétaire du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4862, 4863) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10679) : son amendement n° I-121 : harmonisation de la fiscalité entre les vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée et les apéritifs industriels ; adopté.

LAURENT-PERRIGOT (Françoise)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

LE MAIRE (Bruno)
*ministre de l'agriculture, de
 l'alimentation, de la pêche, de la ruralité
 et de l'aménagement du territoire
 (à partir du 14 novembre 2010)
 ministre de l'alimentation, de
 l'agriculture et de la pêche
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3406, 3447) : son intervention. Réponses aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3450) : avis du Gouvernement sur la motion n° 39 de Mme Marie-Agnès Labarre tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 3454, 3456) : avis du Gouvernement sur la motion n° 86 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 3458) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 87 de M. Serge Larcher (dépôt d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche spécifique à l'outre-mer). - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3463, 3464) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 646 de la commission et n° 88 de Mme Odette Herviaux.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) (p. 3524, 3533) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 229, 230, 225 et 231 de M. Gérard Le Cam, n° 89, 91 et 90 de Mme Odette Herviaux, n° 517 de M. Yvon Collin, n° 593 de M. Jacques Muller, n° 219 de M. Rémy Pointereau, et n° 323 de M. Gérard Dériot. (p. 3533, 3543) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 591 et 592 de M. Jacques Muller, n° 234, 233, 235, 236 et 228 de M. Gérard Le Cam, n° 520, 518 et 519 de M. Yvon Collin, n° 325 de M. Alain Vasselle et n° 92 de M. Yves Chastan, et n° 647 et 620 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3597) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 328 et 329 de Mme Annie David, n° 574 et 522 de M. François Fortassin, n° 227 de M. Gérard Le Cam et n° 205 de M. Jacques Blanc. (p. 3616, 3617) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Jarlier. (p. 3619, 3626) : son amendement n° 651 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 32, 28 et 29 de M. Charles Revet, et sur le sous-amendement n° 673 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 32 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3628, 3638) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 101 (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur la mise en adéquation des moyens de contrôles publics avec les objectifs poursuivis en matière de contrôle de la qualité nutritionnelle des repas dans la restauration scolaire et universitaire), n° 102 (élargissement des conditions d'utilisation des tickets-restaurants), n° 103 (mission

de conseil des chambres d'agriculture auprès des collectivités locales dans le domaine des restaurants collectifs), de M. Didier Guillaume n° 105 (possibilité pour l'Etat et les collectivités territoriales de s'approvisionner sur les marchés d'intérêt national et régional dans le cadre d'une procédure simplifiée du code des marchés publics), n° 106 (prise en compte des exigences environnementales par le pouvoir adjudicateur), n° 108 (prise en compte de l'impact environnemental des produits ou des services liés à leur transport dans les conditions d'exécution des marchés publics), n° 109 (insertion d'une clause environnementale dans les conditions d'exécution des marchés publics portant sur l'exécution dudit marché) et n° 110 (prise en compte de l'impact environnemental de l'exécution du marché public par le pouvoir adjudicateur), de M. Yvon Collin n° 526 (extension du taux normal de TVA aux produits dits "de grignotage") et n° 525 (extension du taux normal de TVA aux produits dits "de grignotage") et n° 104 de Mme Nicole Bonnefoy (possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de passer sans publicité ni mise en concurrence les marchés alimentaires destinés à l'approvisionnement des cantines scolaires si les circonstances le justifient ou si le montant est inférieur à 20 000 euros HT), n° 432 de M. Martial Bourquin (possibilité, pour le Conseil national de l'alimentation, de délivrer un label qualité aux restaurateurs), n° 240 de M. Gérard Le Cam (suppression de la référence à la définition du "sans OGM"), et n° 594 de M. Jacques Muller (interdiction de la publicité sur les produits alimentaires dans les programmes de télévision destinés aux enfants de moins de 13 ans). - **Article 1er bis (Nouveau)** (Sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du livre premier et art. L. 115-24-1 [nouveau] du code de la consommation - Autres signes d'identification de l'origine) (p. 3640, 3641) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 242 et 241 de M. Gérard Le Cam et n° 527 de M. François Fortassin. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3642) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 114 de M. Thierry Repentin, n° 330 de Mme Annie David et n° 529 de M. François Fortassin (promotion de la spécificité de l'agriculture de montagne auprès de l'Union européenne). - **Article 1er ter (Nouveau)** (art. L. 233-4 [nouveau] du code rural - Formation en matière d'hygiène alimentaire du personnel de certains établissements) (p. 3645) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 111 de M. Alain Fauconnier. - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole) (p. 3648, 3652) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 243, 244, 245, 246, 249, 247 et 248 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 595 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 1er quater** (p. 3652) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 482 de M. Serge Larcher (mise en place d'un plan de développement des réseaux de formation adaptés aux enjeux actuels de l'agriculture et de la pêche dans les départements d'outre-mer). - **Article 2** (Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et des végétaux, pour adapter le droit national à de nouvelles dispositions communautaires et pour organiser la formation des personnels de restauration) (p. 3655, 3658) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 112 de Mme Odette Herviaux, n° 528 de M. Yvon Collin, n° 113 de M. Yannick Botrel et n° 250, 251, 252, 254 et 253 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels**

après l'article 2 (p. 3660, 3663) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jacques Muller n° 596 (intégration systématique des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement dans les instances de concertation sur les questions agricoles), n° 600 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement au sein des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), n° 601 (création d'un comité national chargé de la prise en compte du bien-être animal dans les politiques publiques), n° 599 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement aux chambres départementales de l'agriculture), n° 597 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire), n° 598 (modification de la composition du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers et de la transformation des bois) et analogues n° 49 de M. Rémy Pointereau, n° 442 de M. François Patriat et n° 452 de Mme Françoise Férat (encadrement de la pratique consistant à incorporer un ingrédient AOC dans la composition d'un produit). - **Intitulé du titre II** (*Renforcer la compétitivité de l'agriculture française*) (p. 3664) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 132 de Mme Renée Nicoux. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3666, 3667) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 133 de Mme Odette Herviaux (redéfinition des objectifs de la politique agricole française), n° 31 de M. Charles Revet (création d'une taxe sur l'ensemble des produits alimentaires afin de couvrir le financement de la couverture sociale des professionnels de l'agriculture et de la pêche) et n° 255 de M. Gérard Le Cam (instauration d'une conférence annuelle interprofessionnelle sur les prix).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) (p. 3679, 3682) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Le Cam n° 256 (mission d'alerte économique et sociale de FranceAgriMer sur les mouvements des prix agricoles), n° 257 (engagement de la France à promouvoir au plan communautaire la mise en œuvre de toutes les mesures permettant de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs), n° 258 (engagement de la France à promouvoir au plan communautaire la mise en œuvre de mécanismes de régulation) et n° 259 (promotion d'un programme européen d'aide agricole en direction des pays tiers). - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3688, 3695) : intervient sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 de M. Raymond Couderc et n° 138 de M. Bernard Cazeau. (p. 3695) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 505 de M. Pierre Jarlier, n° 134 de Mme Odette Herviaux et n° 602 de M. Jacques Muller. (p. 3708, 3717) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 137 de M. Yves Chastan, n° 136 de Mme Odette Herviaux, n° 443 de M. Marcel Deneux, n° 135 de M. Thierry Repentin, n° 331 de Mme Annie David, n° 334 de M. Claude Biwer, n° 260, 264, 261, 262 et 263 de M. Gérard Le Cam, n° 660, 661 et 662 de la commission, n° 207 et 203 de M. Jacques Blanc et n° 576 et 577 de M. François Fortassin, (p. 3718, 3725) : ses amendements n° 648 et 676 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de M. Bernard Cazeau, n° 487 de M. François Marc et n° 508 de M. Pierre Jarlier ainsi que sur le sous-amendement n° 679 de M. Daniel Dubois portant sur son amendement n° 648 précité. Intervient sur l'article. - **Article 4** (*art. L. 441-2 du code de commerce - Publicité hors des lieux de vente et prix après vente*) (p. 3729, 3732) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 266, 265, 268 et 267 de M. Gérard Le Cam, n° 337 de M. Alain Houpert, n° 214 de M. Rémy Pointereau, n° 663 de la commission et n° 509 de M. Pierre Jarlier. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3733, 3739) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 141 (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus), n° 142 (inscription, sur les factures des fournisseurs, des contreparties financières favorisant les relations commerciales avec les distributeurs), n° 143 (substitution de la notion de "contreparties substantielles et vérifiables" à celle "d'obligations" dans la convention), n° 1 de M. Gérard Cornu (réaffirmation de l'applicabilité de plein droit des conditions générales de vente lors de toute négociation

commerciale avec l'acheteur) et n° 52 de M. Rémy Pointereau (bilan gouvernemental annuel de la mise en œuvre du présent titre et de son impact sur le secteur agricole et agro-alimentaire). - **Article 5** (*art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes*) (p. 3745) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 140 et 144 de Mme Odette Herviaux, n° 270 de M. Gérard Le Cam, n° 533 de M. Yvon Collin et n° 664 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3746, 3752) : ses amendements n° 657 (instauration d'une taxe additionnelle à la TASCOM pour les distributeurs refusant de passer des accords de modération des marges avec l'Etat) ; et n° 677 (allègement de l'encadrement légal des ventes au déballage de fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements d'Yvon Collin n° 535 (sanction des entreprises du secteur de la distribution refusant de conclure des accords répercutant les baisses des prix agricoles aux consommateurs) et n° 534 (extension du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles périssables), de Didier Guillaume n° 151 (élargissement du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires périssables) et n° 152 (déclenchement du dispositif du coefficient multiplicateur sur la base des analyses de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires), n° 538 de M. François Fortassin (modification de la définition de "crise conjoncturelle" affectant les produits agricoles) et n° 269 de M. Gérard Le Cam (élargissement du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires périssables). - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3757, 3765) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 502 et 503 de M. Pierre Jarlier, n° 145, 146 et 147 de M. Didier Guillaume, n° 457 de M. Daniel Dubois, n° 536 de M. Yvon Collin, n° 53 de M. Rémy Pointereau, n° 338 de M. Alain Houpert, n° 148 de M. Bernard Cazeau et n° 603 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) (p. 3774) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 449 de M. Daniel Dubois. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3777, 3781) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Didier Guillaume n° 150 (possibilité, pour le Gouvernement, d'imposer des mesures d'encadrement des prix sur la base d'études réalisées par l'Observatoire de la formation des prix et des marges) et n° 149 (alerte de l'Observatoire de la formation des prix et des marges en cas de baisse des prix de cession des produits agricoles non répercutée sur les prix de vente à la consommation), de M. Gérard Le Cam n° 272 (financement public des organisations syndicales agricoles) et n° 273 (remise d'un rapport gouvernemental sur le financement des organisations syndicales dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi) et n° 390 de M. André Ferrand (modalités de nomination des membres des conseils spécialisés). - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3786, 3793) : son amendement n° 655 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 539 et 541 de M. Yvon Collin, n° 665 et 666 de la commission, n° 153 de Mme Odette Herviaux, n° 430 de M. Thierry Repentin, n° 504 de M. Pierre Jarlier et n° 154 de M. Roland Courteau. (p. 3793, 3801) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 275 et 274 de M. Gérard Le Cam, n° 429, 424, 425 et 426 de Mme Odette Herviaux, n° 41 et 40 de M. René Beaumont, n° 218, 54 et 51 de M. Rémy Pointereau, n° 346 de M. Jackie Pierre, n° 542 de M. Yvon Collin, n° 339 de M. Alain Houpert et n° 444 de M. Marcel Deneux. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3801) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (opposition de la mention AOC sur l'étiquette des bouteilles de vin). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 3802) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 324 de M. Gérard Bailly (instauration d'une grille de paiement sur le prix du lait). - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des*

organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013) (p. 3803, 3810) : son amendement n° 667 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 461 et 462 de M. Daniel Dubois, n° 155 et 428 de Mme Odette Herviaux, n° 276 et 316 de M. Gérard Le Cam, n° 544 de M. François Fortassin, n° 479 de M. François Marc, n° 667 de la commission et n° 446 de M. Daniel Soulage. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3811) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 488 de M. François Marc (constitution d'associations d'organisations de producteurs sans transfert de propriété des organisations de producteurs). - **Article 9** (titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture) (p. 3816, 3824) : répond aux orateurs sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 277 et 278 de M. Gérard Le Cam, n° 670 et 668 de la commission, n° 156, 157, 158 et 159 de Mme Odette Herviaux et n° 404 de M. Bruno Retailleau. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3825, 3826) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jacques Gillot n° 161 (exonération de cotisations sociales pour les exploitants agricoles victimes du chlordécone sur leurs exploitations) et n° 162 (publication, avant 2012, d'un rapport de l'OPECST sur la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et l'utilisation des techniques alternatives en Martinique et en Guadeloupe). - **Article 10** (Rapport sur l'assurance récolte) (p. 3828, 3833) : son amendement n° 659 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 et 431 de M. Didier Guillaume, n° 545 et 546 de M. Yvon Collin, n° 421 de M. Jean-Louis Carrère, n° 279 de M. Gérard Le Cam ainsi que sur les sous-amendements n° 680 et 681 de M. Didier Guillaume, n° 682 de M. Jean-Louis Carrère et n° 683 de M. Bruno Retailleau portant sur son amendement n° 659. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3838, 3841) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 169 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les plaideurs de se faire assister par toute personne de leur choix devant les tribunaux paritaires des baux ruraux), n° 170 de M. Didier Guillaume (définition législative de la mention valorisante "méthode ancestrale"), n° 171 de M. Yves Chastan (remise d'un rapport gouvernemental dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi sur la situation sociale des agriculteurs en France), n° 427 de Mme Odette Herviaux (instauration d'une nouvelle réglementation permettant aux exploitants agricoles de commercialiser directement les céréales qu'ils produisent) et n° 489 de M. François Marc (possibilité d'intervention de l'association pour la gestion du régime de garantie des créances de salariés en cas de placement en liquidation judiciaire de l'un des membres d'un groupement d'employeurs).

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) (p. 3946, 3947) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 587 de M. Jacques Gillot (mise en place d'un plan spécifique outre-mer de recherche développement dans le domaine de l'agronomie). - **Article 11 bis** (Nouveau) (art. 64 du code général des impôts - Prise en compte de la qualification du vin vendu pour la détermination du bénéfice forfaitaire agricole) (p. 3947) : répond aux orateurs sur l'article. Son amendement n° 687 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 3950) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 547 de M. Robert Tropeano (réduction du droit de circulation sur les vins). - **Article 11 ter** (Nouveau) (art. 72 D bis du code général des impôts - Assouplissement des conditions de constitution et d'utilisation de la déduction pour aléas) (p. 3950) : son amendement n° 688 ; adopté. - **Article 11 quater** (Nouveau) (art. 75 du code général des impôts - Calcul sur une moyenne triennale des seuils de rattachement des activités accessoires aux bénéfices agricoles) (p. 3951) : son amendement n° 689 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 3951, 3954) : avis du Gouvernement sur les amendements de Marie-Hélène Des Esgaulx n° 5 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil), n° 6 (éligibilité au crédit d'impôt protection commerciale des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export) et n° 4 (prorogation de douze mois du crédit d'impôt export). - **Article 11 quinquies** (Nouveau) (art. L. 731-22 [nouveau] du code rural et article 72 F [nouveau] du code général des impôts - Minoration du revenu imposable pour paiement par avance des charges sociales) (p. 3956) : son amendement n° 690 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de Mme Marie-Hélène

Des Esgaulx et n° 455 de Mme Françoise Férat. - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 3957, 3959) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jacques Muller n° 610 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation), n° 611 (assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation) et n° 612 (extension de l'exonération de cotisations sociales à l'ensemble des nouveaux agriculteurs). - **Article 11 sexies** (Nouveau) (Étalement de charge fiscale) (p. 3960) : son amendement n° 698 ; adopté. - **Article 11 septies** (Nouveau) (art. L. 526-6 du code de commerce - Possibilité de maintien des terres en dehors du patrimoine d'affectation des exploitations en EIRL) (p. 3961) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 699 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3962, 3972) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Françoise Férat n° 456 (possibilité de dérogation à la règle de partage des dépenses d'exploitation) et n° 453 (extension du dispositif de l'article 41 du code général des impôts aux transmissions échelonnées dans le temps entre ascendants et descendants), de M. Alain Chatillon n° 118 (définition de l'étendue du droit accordé à l'obteneur d'une nouvelle variété végétale) et n° 119 (encadrement de la pratique des semences de ferme), n° 201 de M. Didier Guillaume (protection du pastoralisme face aux attaques de loups), n° 24 de M. René Beaumont (mobilité internationale et reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles vétérinaires), n° 9 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (extension du dispositif de l'article 41 du code général des impôts aux transmissions échelonnées dans le temps entre ascendants et descendants) ainsi que sur les sous-amendements de M. Jacques Muller n° 685 portant sur l'amendement n° 118 précité et n° 686 portant sur le n° 119 précité. - **Article 12 A** (Nouveau) (art. L. 330-1 du code rural - Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée) (p. 3975) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 280 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3976) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Sueur (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs). (p. 3978, 3981) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 411 (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois à compter de la publication de la présente loi, sur les installations agricoles) et n° 165 (obligation, pour les exploitants agricoles, de faire connaître à l'autorité administrative leur intention de cesser leur exploitation 18 mois au moins avant leur départ en retraite), de M. Jacques Muller n° 629 (substitution de la valeur des fermages au revenu d'exploitation pour l'évaluation des terres agricoles) et n° 614 (extension à trois ans du délai de déclaration de départ à la retraite des exploitants agricoles) et n° 549 de M. Yvon Collin (extension à 24 mois du délai, rendu obligatoire, de déclaration de départ à la retraite des exploitants agricoles). - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3984, 3996) : son amendement n° 653 : protection sociale des jeunes pendant leur installation ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Le Cam n° 292 (élargissement du champ d'application des structures), n° 293 (élargissement du champ d'application des structures), n° 281 (ouverture au statut d'exploitant agricole par une déclaration d'heures de travail), n° 282 (ouverture au statut d'exploitant agricole par une déclaration d'heures de travail), n° 314 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des retraites agricoles) et n° 315 (remise d'un rapport gouvernemental dressant le bilan de la situation des retraités du secteur agricole avant l'examen du projet de loi relatif à la réforme des retraites), de M. Yvon Collin n° 557 (fixation du seuil retenu par le schéma directeur départemental des structures à 0,5 fois l'unité de référence de l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime), n° 559 (assimilation de toute diminution du nombre total des associés exploitants ou coexploitants à un agrandissement de l'exploitation), n° 548 (conditionnalité de l'accès de statut de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole à une déclaration d'heures de travail fixées par décrets), n° 555 (prorogation d'une année de l'exonération partielle de cotisation sociale des jeunes chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles), n° 551 (suppression de l'assiette minimum de cotisation), n° 556 (amortissement de l'habitation de l'exploitant

agricole lorsque celle-ci est inscrite à l'actif du bilan) et n° 552 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles), de M. Jacques Muller n° 615 (fixation du seuil retenu par le schéma directeur départemental des structures à 0,5 fois l'unité de référence de l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime), n° 616 (suppression du régime dérogatoire d'autorisation d'exploiter lorsqu'une SAFER est partie à l'opération) et n° 607 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles), de M. Yannick Botrel n° 166 (fixation du seuil du schéma directeur départemental des structures à la moitié de l'unité de référence) et n° 168 (instauration d'une autorisation préalable d'exploitation en cas de modification du nombre d'associés exploitants ou de co-exploitants), de M. Daniel Dubois n° 460 (suppression de l'obligation selon laquelle les biens agricoles familiaux doivent être libres de location "au jour de la déclaration") et n° 459 (assimilation de la diminution du nombre des associés exploitants à un agrandissement de l'exploitation), de Mme Odette Herviaux n° 436 (assimilation de la diminution du nombre des associés exploitants à un agrandissement de l'exploitation), n° 440 (alignement du niveau de l'assiette minimale de cotisation pour la retraite complémentaire obligatoire sur celui de l'assurance vieillesse agricole) et n° 437 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles), de M. Charles Revet n° 26 (prorogation d'une année de l'exonération partielle de cotisation sociale des jeunes chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles) et n° 27 (amortissement de l'habitation de l'exploitant agricole lorsque celle-ci est inscrite à l'actif du bilan) et n° 410 de M. Jean-Pierre Sueur (amortissement, pendant cinq ans, de l'habitation des jeunes agriculteurs à l'instar des autres investissements professionnels). - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4000, 4008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 618, 619 et 620 de M. Jacques Muller, n° 412 de Mme Odette Herviaux, n° 562 de M. Yvon Collin, n° 471 de M. Georges Patient, n° 480 de M. Serge Larcher, n° 55 de M. Alain Vassel, n° 469 de M. Daniel Soulage, n° 284 de M. Gérard Le Cam, n° 373 de M. Serge Dassault et n° 579 de M. François Fortassin. (p. 4010, 4018) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 621, 622 et 623 de M. Jacques Muller, n° 173, 174, 175 et 178 de Mme Odette Herviaux, n° 563, 564, 566 et 565 de M. Yvon Collin, n° 374 et 375 de M. Serge Dassault, n° 286, 283 et 285 de M. Gérard Le Cam, n° 672 de la commission et n° 413 de M. Thierry Repentin. (p. 4019, 4028) : son amendement n° 650 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 624, 625 et 626 de M. Jacques Muller, n° 58 et 57 de M. Jackie Pierre, n° 376, 387, 380, 383, 381, 384, 379, 382, 385, 388 et 389 de M. Serge Dassault, n° 483 de M. Serge Larcher, n° 176 de M. Thierry Repentin, n° 332 de Mme Annie David, n° 580 de M. François Fortassin, n° 202 de M. Didier Guillaume, n° 289 de M. Gérard Le Cam et n° 56 de M. Rémy Pointereau. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4030) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 617 de M. Jacques Muller (raccourcissement à trois mois du délai de mise en demeure préfectorale dans le cadre de la procédure de mise en valeur des terres incultes). - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - *Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles*) (p. 4031, 4032) : son amendement n° 674 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4041) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 182 de M. Thierry Repentin (généralisation, au profit des communes, de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains) et n° 291 de M. Gérard Le Cam (généralisation, au profit des communes, de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains et augmentation de son taux à 50 % de la plus-value). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 4042, 4047) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yvon Collin n° 568 (instauration, au sein des conseils d'administration des SAFER, d'une majorité de représentants des collectivités territoriales et des établissements publics ainsi que d'un représentant de l'ensemble des organisations professionnelles agricoles habilitées à siéger au niveau

départemental), n° 581 (extension du droit de préemption des SAFER aux terrains environnementaux), n° 543 (extension du droit de préemption des SAFER à des bâtiments d'habitation susceptibles d'avoir un usage agricole), n° 582 (extension du droit de préemption des SAFER), n° 570 (utilisation du répertoire de la valeur des terres agricoles pour la fixation du prix en cas de préemption par les SAFER), de M. Bernard Vera n° 287 (extension du droit de préemption des SAFER sur les espaces boisés), de M. Claude Bérît-Débat n° 435 et 434 (extension du droit de préemption des SAFER), de M. Gérard Le Cam n° 288 (extension du droit de préemption des SAFER aux terrains environnementaux), de M. Jacques Muller n° 630 (utilisation du répertoire de la valeur des terres agricoles pour la fixation du prix en cas de préemption par les SAFER). - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 4047, 4048) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 215 de M. Rémy Pointereau (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en cas de rachat de titre de groupements fonciers agricoles par des personnes physiques) et n° 463 de M. Claude Biver (soumission des terrains militaires rétrocédés aux règles de droit commun en matière de fiscalité). - **Article 14** (*Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité*) (p. 4050, 4057) : son amendement n° 700 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 571 de M. Yvon Collin, n° 631, 632 et 633 de M. Jacques Muller, n° 414 de Mme Odette Herviaux, n° 10 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° 60 de M. Jackie Pierre, n° 450 et 451 de M. Daniel Dubois, n° 59 de M. Rémy Pointereau et n° 294 de M. Gérard Le Cam. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 4058) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 635 de M. Jacques Muller (réaffectation prioritaire, dans le cadre d'un aménagement foncier, des terres exploitées en mode de production biologique aux propriétaires et aux fermiers pratiquant ce mode de production). - **Article 14 bis (Nouveau)** (art. L. 411-11 du code rural - *Mode de calcul de l'indice des fermages*) (p. 4059) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 188 de Mme Renée Nicoux et n° 295 de M. Gérard Le Cam. - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - *Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière*) : p. 4065, 4068) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 296, 297, 298 et 299 de M. Gérard Le Cam, n° 416 et 418 de M. Thierry Repentin, n° 172 de M. Philippe Leroy et n° 417 de Mme Renée Nicoux.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4080, 4087) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 478 de M. Georges Patient, n° 300, 301 et 303 de M. Gérard Le Cam, n° 636, 637 et 638 de M. Jacques Muller, n° 583 et 584 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, n° 419 de Mme Odette Herviaux, n° 183, 184 et 185 de Mme Renée Nicoux et n° 124, 125, 126, 127, 128 et 129 de M. Philippe Leroy. (p. 4087, 4091) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 304, 305 et 306 de M. Gérard Le Cam, n° 639, 640 et 641 de M. Jacques Muller, n° 335 de M. Philippe Leroy et n° 186 et 415 de Mme Odette Herviaux. (p. 4089) : son amendement n° 675 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4092) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Bailly (instauration d'une obligation d'information dans le but de résorber le morcellement parcellaire forestier). - **Article 15 bis** (*Ratification de l'ordonnance de fusion du Centre national professionnel de la propriété forestière et des centres régionaux de la propriété forestière*) (p. 4093) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 307 de M. Gérard Le Cam. - **Article additionnel après 15 bis** (p. 4094) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (mesure en faveur d'un usage rationnel de la biomasse issue des produits forestiers). - **Article 16** (art. 199 *decies H* du code général des impôts - *Élargissement du champ de la réduction d'impôt accordée au titre de la réalisation d'un contrat de gestion de bois et forêts*) (p. 4094) : son amendement n° 652 ; adopté. (p. 4095) : son amendement n° 703 ; adopté. - **Article 16 bis** (*titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt*) (p. 4097, 4103) : avis du Gouvernement sur les amendements

n° 308 de M. Gérard Le Cam, n° 671 de la commission et n° 79, 80, 81, 83 et 84 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. (p. 4099) : son amendement n° 656 ; adopté. (p. 4103) : son amendement n° 704 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 4104, 4105) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 422 de M. Jean-Louis Carrère (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires accordées aux communes forestières touchées par la tempête Klaus en janvier 2009) et n° 423 de Mme Odette Herviaux (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires en faveur du reboisement et de l'adaptation de la forêt aux changements climatiques). - **Article 17 (Habilitation à légiférer par ordonnances)** (p. 4105, 4106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 187 de Mme Odette Herviaux et n° 309 de M. Gérard Le Cam. (p. 4106) : son amendement n° 654 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4107, 4115) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Charles Revet (simplification du système de l'aval des négociants en grains), n° 117 de M. Pierre Bernard-Reymond (autorisation d'abattre les loups dans les limites des territoires consacrés à l'élevage), n° 212 de M. Rémy Pointereau (nécessité de mettre en place des mesures d'harmonisation européenne avant d'appliquer des contraintes environnementales aux agriculteurs), n° 573 de M. Yvon Collin (suppression des périmètres de prélèvement d'eau pour l'irrigation), n° 468 de Mme Jacqueline Gourault (aménagement du statut du fermage) ainsi que sur les amendements de Mme Jacqueline Panis n° 33 (suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme), n° 34 (suppression de la prohibition des pas-de-porte pour les baux cessibles) et n° 85 (concertation entre les propriétaires et les fermiers relative au statut du fermage). Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 705, n° 706, n° 707, n° 708, n° 709 et n° 710 (mutualisation des moyens et renforcement de l'échelon régional du réseau des chambres d'agriculture). - **Division et articles additionnels après l'article 17** (p. 4118) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Cointat, portant sur le même objet, n° 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22 et 23 (renforcement des prérogatives juridiques et fiscales des organismes gestionnaires des jardins familiaux). - **Article 18 (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - Création du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture)** (p. 4120, 4121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 691 de la commission, n° 485 de M. Serge Larcher et n° 490 de M. Claude Lise. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 4122) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 484 de M. Serge Larcher (étude gouvernementale sur la mise en place d'un plan chlorodécone mer). - **Article 19 (art. 2-1 [nouveau] du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime - Schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine)** (p. 4123) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 692 et n° 472. - **Article 20 (art. 3, 3-3 et 3-4 [nouveaux], 13-1 et 21 bis du décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime - Répartition des compétences concernant la réglementation et la gestion des ressources halieutiques)** (p. 4127, 4131) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 473 de M. Georges Patient, n° 190 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 347, 348, 349 et 350 de Mme Odette Herviaux et n° 694, 695 et 711 de la commission. - **Article 21 (chapitre Ier de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle)** (p. 4137, 4141) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 465 et 466 de M. Jean-Claude Merceron, n° 191 de M. Jean-Etienne

Antoinette, n° 696 de la commission et n° 351, 352, 354, 355, 360, 366, 367 et 370 de Mme Odette Herviaux. (p. 4142, 4146) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 474, 475 et 476 de M. Georges Patient, n° 362 de Mme Maryvonne Blondin et n° 356, 357, 358, 363 et 365 de Mme Odette Herviaux. - **Article 22 (art. 7 à 12 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Clarification des compétences et de l'organisation de l'interprofession conchylicole)** (p. 4147) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 697 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 4147) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 371 de Mme Odette Herviaux (sécurisation des ressources affectées aux comités locaux et régionaux de pêches maritimes et des élevages marins). - **Article 23 (Habilitation à organiser par ordonnance les conditions de l'information et de la participation du public aux décisions encadrant l'exercice de la pêche maritime)** (p. 4148) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 693 de la commission. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4149) : son amendement n° 684 : correction d'erreurs matérielles et d'omissions dans le nouveau livre IX du code rural et dans le code de l'environnement ; adopté. - **Article 24 (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance)** (p. 4152, 4158) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 223 et 224 de M. Claude Lise, n° 192, 193, 194, 196, 198, 199 et 200 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 448 de Mme Anne-Marie Payet, n° 312 de Mme Gélita Hoarau et n° 372 de Mme Odette Herviaux. (p. 4154) : son amendement n° 702 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4159, 4161) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 213 de M. Rémy Pointereau (maintien et mise en place d'outils permettant de gérer les marchés agricoles), n° 313 de Mme Gélita Hoarau (caractère non agricole de la production et de la commercialisation d'électricité d'origine photovoltaïque dans les départements d'outre-mer et à Mayotte), n° 477 de M. Georges Patient (prorogation du délai permettant de régulariser les agriculteurs sans titre en Guyane), et de Mme Anne-Marie Payet n° 445 (suppression du bail à colonat paritaire) et n° 447 (rapport gouvernemental sur l'écoulement des productions agricoles ultra-marines dans les départements d'outre-mer). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4168, 4169) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]* - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6202, 6205) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11486, 11490) : réponse aux orateurs. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11491, 11497) : réponses aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11497, 11500) : son amendement n° II-476 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-555 de Mme Odette Herviaux, n° II-3 de la commission et n° II-275 de M. Ambroise Dupont.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11542, 11544) : réponse aux orateurs.

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 535, 536) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 805, 806) : soutient les amendements n° 194 et 195 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 850) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements) (p. 899) : parole sur l'article. (p. 900, 901) : soutient l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Questions cibles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1693, 1694) : sa question.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3417, 3419) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1

[nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3523, 3531) : ses amendements n° 229 ; adopté ; et n° 230 ; rejeté. (p. 3538, 3543) : intervient sur les amendements n° 592 de M. Jacques Muller et n° 519 de M. Yvon Collin. Ses amendements n° 235 ; retiré ; n° 236 et 238 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3596, 3599) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 328 et 329 ; rejetés. Son amendement n° 227 ; rejeté. (p. 3607, 3608) : ses amendements n° 238 ; adopté ; n° 226 ; rejeté ; et n° 239 ; retiré. (p. 3625, 3627) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 651 du Gouvernement et s'abstiendra sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3635) : son amendement n° 240 : suppression de la référence à la définition du "sans OGM" ; rejeté. - **Article 1er bis (Nouveau)** (Sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du livre premier et art. L. 115-24-1 [nouveau] du code de la consommation - Autres signes d'identification de l'origine) (p. 3639) : ses amendements n° 242 et 241 ; rejetés. Le groupe CRC-SPG s'abstient sur l'article. - **Article 2** (Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et des végétaux, pour adapter le droit national à de nouvelles dispositions communautaires et pour organiser la formation des personnels de restauration) (p. 3654, 3658) : ses amendements n° 250, 251, 252, 254 et 253 ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3667) : son amendement n° 255 : instauration d'une conférence annuelle interprofessionnelle sur les prix ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) (p. 3679, 3681) : ses amendements n° 256 : mission d'alerte économique et sociale de FranceAgriMer sur les mouvements des prix agricoles ; retiré ; et n° 259 : promotion d'un programme européen d'aide agricole en direction des pays tiers ; rejeté. - **Article 3** (chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3685) : parole sur l'article. (p. 3699, 3700) : son amendement n° 260 ; rejeté. (p. 3711, 3714) : ses amendements n° 264 ; rejeté ; et n° 261 ; adopté. (p. 3720, 3723) : intervient sur le sous-amendement n° 679 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 648 du Gouvernement. Le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 4** (art. L. 441-2 du code de commerce - Publicité hors lieux de vente et prix après vente) (p. 3729, 3730) : ses amendements n° 266 ; rejeté ; et n° 265 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3747, 3753) : son amendement n° 269 : élargissement du dispositif du coefficient multiplicateur à l'ensemble des produits agricoles et alimentaires périssables ; rejeté. Sur les amendements du Gouvernement, le groupe CRC-SPG s'abstient sur le n° 657 (instauration d'une taxe additionnelle à la TASCOM pour les distributeurs refusant de passer des accords de modération des marges avec l'Etat) et votera contre le n° 677 (allègement de l'encadrement légal des ventes au déballage de fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle). - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3756) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) (p. 3776) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article. - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3793) : son amendement n° 275 ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013) (p. 3803) : son amendement n° 276 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3977) : intervient sur l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Sueur (remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs). - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3982, 3995) : ses amendements similaires n° 292 et 293 : élargissement du champ d'application des structures ; et n° 314 :

fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des retraites agricoles. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4005) : favorable à l'amendement n° 562 de M. Yvon Collin. (p. 4017) : ses amendements n° 286 et 283 ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4581) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4590) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4618) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 711-11 et L. 711-12 du code de commerce - L'Assemblée française des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4631) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Odette Terrade ; rejeté. (p. 4632) : soutient l'amendement n° 108 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4638) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) (p. 5518) : soutient l'amendement n° 291 de M. Jean-Pierre Sueur (création des pôles métropolitains) ; rejeté.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6958) : s'abstiendra sur l'amendement n° 40 de M. Roland Courteau (caractère public du parc nucléaire français). (p. 6968) : soutient l'amendement n° 152 de M. Jean-Claude Danglot (association des représentants de salariés du secteur de l'énergie, et des associations de consommateurs, lors de la fixation par le Gouvernement des tarifs de l'électricité et du gaz) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6984) : soutient l'amendement n° 155 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 6987, 6988) : soutient l'amendement n° 156 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 6997) : favorable à l'amendement n° 160 de M. Jean-Claude Danglot. (p. 7005) : soutient l'amendement n° 161 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 7019, 7020) : soutient l'amendement n° 163 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 7021) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 3** (art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité) (p. 7076) : soutient l'amendement n° 178 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 7080, 7086) : soutient les amendements n° 180, 181 et 185 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 7099, 7100) : parole sur l'article. (p. 7106, 7110) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 193 et 194 ; rejetés. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7115, 7120) :

soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 196, 199 et 201 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7132, 7133) : soutient les amendements n° 203 et 204 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7164) : soutient l'amendement n° 209 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7872, 7873) : soutient l'amendement n° 872 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (13 octobre 2010) (p. 7915).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7921) : soutient l'amendement n° 925 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 1er ter (Nouveau)** (Rénovation des mécanismes de compensation) (p. 7929, 7930) : soutient l'amendement n° 768 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du

droit à l'information des assurés) (p. 7940) : soutient l'amendement n° 972 de Mme Annie David ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite) (p. 8587, 8588) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Annie David ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle) (p. 8636, 8637) : favorable à l'amendement n° 52 de Mme Annie David. - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 144-2 du code des assurances - Possibilité de sortie en capital pour les Perp) (p. 8638, 8639) : soutient l'amendement n° 753 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8703, 8708) : le groupe CRC-SPG est favorable à l'amendement n° 390 de M. François Fortassin (contribution des revenus patrimoniaux au financement des retraites). Soutient l'amendement n° 736 de M. Guy Fischer (majoration de la fiscalité sur les stock-options) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11474, 11476) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11491, 11492) : sa question et sa réplique.

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 111 (2009-2010)] tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 257 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 308 (2009-2010)] (22 février 2010) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 321 (2009-2010)] prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature [n° 390 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 322 (2009-2010)] relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 392 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Prison et troubles mentaux : Comment remédier aux dérives du système français ? [n° 434 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution [n° 537 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits [n° 649 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection de l'identité [n° 682 (2009-2010)] (27 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avi, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Justice-Administration pénitentiaire [n° 116 tome 3 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Procédure pénale : les clefs d'une réforme équilibrée [n° 162 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 606) : défavorable à l'amendement n° 592 de Mme Dominique Voynet (modalités d'élection des conseillers régionaux). - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 617) : défavorable à l'amendement n° 508 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (p. 633, 637) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, favorable au sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 800) : votera contre les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1474, 1476) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1495, 1497) : position de la commission sur la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1500) : position de la commission sur la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat visant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 1502) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de la loi 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-56-13 du code de procédure pénale - Application de la rétention de sûreté aux crimes de meurtre, de torture ou actes de barbarie, de viol, d'enlèvement ou de séquestration commis, en état de récidive, sur majeurs) (p. 1504) : position de la commission sur les amendements n° 16 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 39 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 1504) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mise en place, dès le premier mois suivant la condamnation, de l'évaluation des condamnés susceptibles de faire l'objet d'une rétention de sûreté). - **Article 1er** (art. 706-53-15 du code de procédure pénale - Subordination de la décision de placement en rétention de sûreté à la possibilité donnée à l'intéressé, aux cours de sa détention, de bénéficier d'une prise en charge adaptée) (p. 1505, 1506) : position de la commission sur les amendements n° 17 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 69 de M. Jacques Mézard. - **Article 1er bis** (art. 706-53-19, 723-37, 763-8 du code de procédure pénale - Allongement à deux ans de la durée de la surveillance de sûreté) (p. 1507, 1508) : position de la commission sur les amendements n° 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 42 de M. Alain Anziani, et n° 70 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-53-19, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Subsidiarité de la rétention de sûreté par rapport à la surveillance de sûreté - Coordinations) (p. 1508) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 2 bis** (art. 706-53-19 du code de procédure pénale - Application de la rétention de sûreté en cas de refus d'un placement sous surveillance électronique mobile) (p. 1510) : position de la commission sur les amendements n° 20 et 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 3** (art. 706-53-21 nouveau du code de procédure pénale - Suspension de la rétention de sûreté ou de la surveillance de sûreté en cas de détention intervenue au cours de leur exécution) (p. 1510, 1511) : position de la commission sur les amendements n° 22 et 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 43 de M. Alain Anziani. - **Article 4** (art. 723-37 du code de procédure pénale - Abaissement du quantum de peine

prononcé pour le placement sous surveillance de sûreté à l'issue d'une mesure de surveillance judiciaire - Possibilité de prononcer une surveillance de sûreté à l'encontre d'une personne soumise à une surveillance judiciaire et à laquelle toutes ses réductions de peine ont été retirées (p. 1512) : position de la commission sur les amendements n° 24 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 95 de M. Jacques Mézard. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires) (p. 1515, 1521) : position de la commission sur les amendements n° 44, 45, 46, 47 et 48 de M. Alain Anziani, n° 71, 72 et 74 de M. Jacques Mézard, n° 66 et 96 de M. Alain Anziani, n° 67 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine) (p. 1524, 1531) : position de la commission sur les amendements n° 75, 77, 80, 82, 83 et 78 de M. Jacques Mézard, n° 26 et 27 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 49 et 50 de M. Alain Anziani, n° 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, ainsi que sur l'amendement n° 5 précité, le sous-amendement n° 103 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) (p. 1543, 1548) : position de la commission sur les amendements n° 28 et 29 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 51 et 52 de M. Alain Anziani, n° 79, 81 et 84 de M. Jacques Mézard et n° 13 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. Ses amendements n° 99 et 100 ; adoptés. - **Article 5 quater** (art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes) (p. 1550, 1552) : son amendement n° 101 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 54, 55, 56 et 57 de M. Alain Anziani, n° 85, 86 et 87 de M. Jacques Mézard et n° 30 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5 quinquies** (art. 706-53-5 à 706-53-8, 705-53-10 et 706-53-11 du code de procédure pénale ; art. 216 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 - Renforcement des obligations liées à l'inscription au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes) (p. 1544, 1555) : position de la commission sur les amendements n° 58 et 60 de M. Alain Anziani, n° 31 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 89 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel avant l'article 6 A** (p. 1556) : position de la commission sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Mézard (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'opportunité et les modalités de conception d'un bracelet de surveillance électronique mobile plus léger et moins stigmatisant). - **Article 6 A** (art. 719-1 nouveau du code de procédure pénale - Information de la police et de la gendarmerie concernant la libération d'une personne condamnée pour une infraction pour laquelle le suivi socio-judiciaire est encouru) (p. 1557, 1558) : position de la commission sur les amendements identiques n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 61 de M. Alain Anziani et n° 91 de M. Jacques Mézard ainsi que sur le n° 97 du Gouvernement. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 624 et 626-5 du code de procédure pénale - Suspension de l'exécution de la condamnation lors d'un recours en révision ou d'une demande de réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'Homme) (p. 1559) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 768, 769, 769-1, 775, 775-1, 778 du code de procédure pénale, art. L. 268-3 du code de justice militaire - Conditions d'inscription au casier judiciaire des jugements ou arrêts de déclaration d'irresponsabilité pénale) (p. 1560) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 bis AA (Nouveau)** (art. 132-16-6, art. 132-23-1 et 132-23-2 nouveaux du code pénal - Prise en compte des décisions de condamnation entre les Etats membres de l'Union européenne) (p. 1561) : position de la commission sur l'amendement n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 bis** (art. 706-54 et 706-56 du code de procédure pénale - Elargissement des conditions d'inscription au fichier judiciaire national automatisé des empreintes génétiques) (p. 1562, 1563) : position de la commission sur les amendements n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 64 de M. Alain Anziani et n° 92 de M. Jacques Mézard. - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Conditions d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1564, 1565) : son amendement n° 102 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 65 de M. Alain Anziani et n° 93 de M. Jacques Mézard. - **Article 8 quater** (art. 474 et 718-1 du code de procédure pénale ; art. 11 et 12 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Coordinations) (p. 1565) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1866, 1867) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2839, 2840) : son intervention. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2859) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2859, 2862) : position de la commission sur les amendements n° 12 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 17 du Gouvernement. - **Article 6 bis** (art. 10-1 et 10-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Obligations déontologiques des membres du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2863, 2864) : position de la commission sur les amendements n° 16 du Gouvernement et n° 1 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Nomination du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints) (p. 2864) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 7 bis** (art. 12 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Autonomie budgétaire du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 2865) : position de la commission sur l'amendement n° 18 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 2866) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Hugues Portelli (suppression de l'article 23-6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. 18 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - Commission d'admission des requêtes) (p. 2867) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2868) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Hugues Portelli (retrait du Premier président de la Cour de cassation et du Procureur général près cette Cour de la liste des membres de la commission d'avancement). - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance relative au statut de la magistrature - Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable) (p. 2870, 2871) : position de la commission sur les amendements n° 3 et 4 de M. Jean-Pierre Michel et n° 15 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4339, 4340) : son intervention. - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4362) : intervient sur les amendements n° 24 de M. Hugues Portelli et n° 68 de M. Nicolas About. - **Article 11 A (Nouveau) (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 4372) : son amendement n° 1 ; retiré. (p. 4373) : son amendement n° 2 ; adopté.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4497, 4498) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 537 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5028, 5029) : recommande l'adoption de ce texte dans la rédaction de la CMP.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5934) : intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel). (p. 5941, 5942) : intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Sueur (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique). - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5960) : défavorable à l'amendement n° 266 de Mme Dominique Voynet (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5982) : intervient sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 6017) : son rappel au règlement. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6021, 6022) : sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), soutient le sous-amendement n° 602 de M. Alain Chatillon ; adopté. Son sous-amendement n° 584 portant sur l'amendement n° 580 de la commission précité ; adopté. (p. 6029) : sur l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux), son sous-amendement n° 585 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 6034) : ne votera pas l'amendement n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de

cumul des mandats). - **Seconde délibération - Article 1er AAA (Nouveau)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 6047) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 10 (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle)** (p. 6395) : soutient l'amendement n° 9 de M. François-Noël Buffet ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6429) : ne votera pas l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés).

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6589, 6590) : défavorable aux amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article 32 octies (Nouveau)** (art. 20 du code de procédure pénale - Octroi de la qualité d'agent de police judiciaire aux policiers non titulaires) (p. 6620, 6621) : son amendement n° 76 ; adopté. - **Article 33 (art. L 1311-2 et L 1311-4-1 du code général des collectivités territoriales - Prolongation de dispositifs de gestion immobilière en partenariat pour les besoins de la police et de la gendarmerie)** (p. 6623) : soutient l'amendement n° 10 de M. François-Noël Buffet ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6646) : son amendement n° 80 : possibilité pour les cours d'assises des juridictions interrégionales spécialisées de connaître la même affaire en appel à condition d'être composées différemment ; adopté.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9090) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 10978, 10979) : son intervention.

LECLERC (Dominique)
sénateur (Indre-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse le 17 décembre 2010.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale : Retraites 2010 : régler l'urgence, refonder l'avenir (Tome 1 : rapport) [n° 461 tome 1 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale : Retraites 2010 : régler l'urgence, refonder l'avenir (Tome 2 : auditions) [n° 461 tome 2 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux cotisations sociales versées par les auto-entrepreneurs [n° 608 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi portant réforme des retraites [n° 713 (2009-2010)] - Rapport [n° 733 tome 1 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi portant réforme des retraites [n° 713 (2009-2010)] - Travaux de la commission et tableau comparatif [n° 733 tome 2 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant réforme des retraites [n° 59 (2010-2011)] (25 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - Assurance vieillesse [n° 88 tome 5 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

*Avi*s, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 113 tome 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Fonction publique - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 4, 6) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) - rapporteur de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (p. 4815, 4818) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs) (p. 7141) : intervient sur l'amendement n° 128 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7402, 7406) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7456) : position de la commission sur la motion n° 55 de M. Bernard Cazeau tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 7460) : position de la commission sur la motion n° 497 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7465) : position de la commission sur la motion n° 316 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7484, 7485) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7524) : position de la commission sur les amendements n° 819, 756, 1170, 746, 760 et 757 de M. Guy Fischer, n° 56, 59, 60 et 61 de Mme Christiane Demontès, n° 317 de M. Yvon Collin, n° 745 de M. Bernard Vera, n° 552 et 551 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 598 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) (p. 7580, 7586) : position de la commission sur les amendements n° 754 de M. Bernard Vera, n° 823 de Mme Annie David et n° 820, 821, 822, 823 et 846 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7620) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Guy Fischer, n° 110 de Mme Christiane Demontès et

n° 254 de M. Jean Desessard. (p. 7651) : position de la commission sur les amendements n° 669, 670, 674, 676, 677, 678, 681, 683, 688, 689, 690, 691, 718, 720, 726, 728, 729, 731, 773, 834, 835, 839, 840, 842, 843, 844, 845, 847, 849, 850 et 918 de M. Guy Fischer et n° 333 de M. Yvon Collin. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7690) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Guy Fischer, n° 119 de Mme Christiane Demontès et n° 255 de M. Jean Desessard. (p. 7727, 7728) : position de la commission sur les amendements n° 246 et 248 de M. Gilbert Barbier, n° 17, 35, 36, 37, 38, 695, 699, 700, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 713, 714, 715, 716, 719, 721, 722, 724, 725, 730, 774, 775, 837, 838, 852, 855, 856, 857 et 891 de M. Guy Fischer, n° 285 et 287 de M. Jacky Le Menn, n° 575, 592, 563, 566 et 569 de M. Nicolas About, n° 549 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 120 et 121 de Mme Christiane Demontès, n° 307 de Mme Claudine Lepage, n° 766 de Mme Gélita Hoarau, n° 243 de Mme Jacqueline Panis, n° 122 de Mme Michèle André et n° 818 de Mme Odette Terrade. Position de la commission sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1184, 1185, 1186, 1187, 1188 et 1190 de M. Guy Fischer, n° 1200 de Mme Jacqueline Panis, n° 1197, 1198 et 1199 de Mme Michèle André s'y rapportant. Position de la commission sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° 1189 de M. Guy Fischer, n° 1195 et 1196 de M. Jacky Le Menn et n° 1183 de M. Nicolas About s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7750) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7789) : position de la commission sur le sous-amendement n° 1201 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7839) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Guy Fischer, n° 64 de Mme Christiane Demontès, n° 251 de M. Jean Desessard, n° 319 de M. Yvon Collin et n° 635 de M. Philippe Dominati. (p. 7858, 7862) : position de la commission sur les amendements n° 860, 861 et 863 de M. Guy Fischer et n° 65, 66, 67 et 68 de Mme Christiane Demontès. (p. 7866, 7885) : position de la commission sur les amendements n° 761, 862, 864, 865, 869, 870, 872, 873, 874, 875 et 876 de M. Guy Fischer, n° 597 de M. Nicolas About, n° 323 de M. Yvon Collin et n° 1160 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. (p. 7877, 7883) : position de la commission sur les amendements n° 866 et 943 de M. Guy Fischer et n° 321, 322 et 324 de M. Yvon Collin. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (Rendez-vous de 2018) (p. 7891) : position de la commission sur les amendements n° 748, 749, 750, 751, 767, 857, 868 et 880 de M. Guy Fischer, n° 252 de M. Jean Desessard et n° 70, 71, 72, 73, 74 et 75 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7921) : position de la commission sur les amendements n° 826, 827, 828, 925 et 926 de M. Guy Fischer. - **Article 1er ter (Nouveau)** (Rénovation des mécanismes de compensation) (p. 7928, 7930) : position de la commission sur les amendements n° 77 de Mme Christiane Demontès et n° 768 de M. Guy Fischer. Son amendement n° 1223 ; adopté. - **Article 2** (art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions) (p. 7933) : position de la commission sur les amendements n° 2 de M. Guy Fischer, n° 78 de Mme Christiane Demontès et n° 328 de M. Yvon Collin. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7940) : son amendement n° 1193 ; adopté. (p. 7942, 7950) : position de la commission sur les amendements n° 1174 de M. Guy Fischer, n° 972, 973 et 974 de Mme Annie David, n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 84, 86, 87, 88 et 89 de

Mme Christiane Demontès, n° 304 et 305 de Mme Claudine Lepage, n° 389 de Mme Françoise Laborde, n° 242 de Mme Jacqueline Panis et n° 310 de Mme Michèle André. (p. 7955, 7957) : position de la commission sur les amendements n° 762 de M. Guy Fischer, n° 975 et 978 de Mme Annie David, n° 545 de Mme Isabelle Debré et n° 1161 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. (p. 7957) : ses amendements n° 1191 et 1192 ; adoptés. - **Article 3 quinquies** (Mensualisation des pensions) (p. 7962) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de Mme Christiane Demontès. - **Article 3 sexies** (Redressements de cotisations ou de contributions sociales) (p. 7963) : son amendement n° 1222 ; adopté. (p. 7964) : position de la commission sur les amendements n° 854, 858 et 885 de M. Guy Fischer. - **Article 3 octies (Nouveau)** (Rapport sur les polypensionnés) (p. 7965) : position de la commission sur l'amendement n° 879 de M. Guy Fischer. - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7973) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) (p. 8006, 8007) : position de la commission sur les amendements n° 816 de Mme Odette Terrade et n° 664, 665, 666, 667, 668, 671, 672, 675, 679, 680, 682, 684, 685, 686, 687, 692, 693, 694, 696, 697, 698, 701, 712, 717, 769, 770, 771, 772, 832, 833, 841, 853, 887, 1172 et 1177 de M. Guy Fischer. - **Article 5 bis** (art. L. 231-6 du code de la sécurité sociale - Limite d'âge pour la nomination à certaines fonctions dans les organismes de la sécurité sociale) (p. 8036) : position de la commission sur l'amendement n° 888 de M. Guy Fischer. - **Article 6 bis** (p. 8037) : parole sur l'article. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8040, 8043) : position de la commission sur les amendements n° 134 de Mme Christiane Demontès et n° 6, 776 et 777 de M. Guy Fischer. (p. 8043) : son amendement n° 1224 ; adopté. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8053) : position de la commission sur les amendements n° 7 de M. Guy Fischer et n° 135 de Mme Christiane Demontès. (p. 8060, 8069) : position de la commission sur les amendements n° 778, 779, 780, 781, 782, 898 et 899 de M. Guy Fischer et n° 136 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8098, 8101) : position de la commission sur les amendements n° 139 de M. Claude Domeizel, n° 8, 783, 784, 785 et 786 de M. Guy Fischer et n° 138 de Mme Christiane Demontès. (p. 8101) : son amendement n° 1225 ; adopté. - **Article 9 bis** (Remboursement de rachats de trimestres rendus inutiles par la réforme) (p. 8102, 8103) : position de la commission sur les amendements n° 141 de Mme Christiane Demontès et n° 302 de Mme Claudine Lepage. - **Article 10** (art. L. 1237-5 du code du travail - Mise à la retraite d'office) (p. 8104) : position de la commission sur les amendements n° 44 et 980 de Mme Annie David et n° 911 de M. Guy Fischer. - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8113, 8116) : position de la commission sur les amendements n° 18 de Mme Isabelle Pasquet, n° 144 de Mme Christiane Demontès et n° 912 de M. Guy Fischer. (p. 8116) : son amendement n° 1226 ; adopté. - **Article 12** (art. 1er, 1-2 et 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination pour le relèvement de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8121) : position de la commission sur les amendements n° 19 de Mme Isabelle Pasquet et n° 145 de Mme Christiane Demontès. - **Article 13** (art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux) (p. 8126) : position de la commission sur les amendements n° 146 de Mme Christiane Demontès et n° 915 de M. Guy Fischer. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8130, 8135) : position de la commission sur les amendements n° 148 de Mme Christiane Demontès, et n° 20, 787, 788, 789, 790, 791, 792 et 793 de M. Guy Fischer. - **Article 15** (art. L. 5421-4 du

code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi) (p. 8141) : position de la commission sur les amendements n° 149 de Mme Christiane Demontès et n° 256 de M. Jean Desessard. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8144, 8148) : position de la commission sur les amendements n° 151 de Mme Christiane Demontès, n° 21, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803 et 804 de M. Guy Fischer. (p. 8146) : son amendement n° 1218 ; adopté. - **Article 17** (art. 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination du dispositif de maintien en activité au-delà de la limite d'âge) (p. 8150) : position de la commission sur les amendements n° 22 de M. Guy Fischer et n° 152 de Mme Christiane Demontès. - **Article 18** (Relèvement de deux années des durées de services des catégories actives de la fonction publique et des militaires de carrière) (p. 8152) : position de la commission sur les amendements n° 23 et 805 de M. Guy Fischer et n° 153 de Mme Christiane Demontès. - **Article 19** (art. L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination résultant du relèvement de deux années des durées de services) (p. 8154, 8155) : position de la commission sur les amendements n° 154 de Mme Christiane Demontès et n° 24, 806, 807 et 808 de M. Guy Fischer. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8158, 8167) : position de la commission sur les amendements n° 25, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815 et 817 de M. Guy Fischer, et n° 157 de Mme Christiane Demontès. (p. 8164) : son amendement n° 1202 ; adopté. - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - Coordinations au sein du code de la défense) (p. 8169) : position de la commission sur les amendements n° 26 de M. Guy Fischer et n° 158 de Mme Christiane Demontès. - **Article 21 A** (Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat) (p. 8173, 8175) : position de la commission sur les amendements n° 27, 921 et 935 de M. Guy Fischer, et n° 353 de M. Yvon Collin. - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Rapprochement des taux de cotisation) (p. 8177, 8180) : position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Guy Fischer et n° 178 de Mme Christiane Demontès. - **Article 22** (art. L. 25 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - Retraite anticipée pour carrière longue dans la fonction publique) (p. 8184) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Guy Fischer. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8190, 8195) : position de la commission sur les amendements n° 30, 927, 930, 931, 933 et 934 de M. Guy Fischer, n° 189 de Mme Christiane Demontès, et n° 314 de Mme Isabelle Debré. (p. 8193) : son amendement n° 1231 ; adopté. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8197, 8199) : position de la commission sur les amendements n° 31 de M. Guy Fischer, n° 191 de Mme Christiane Demontès, ainsi que sur le sous-amendement n° 1229 de M. Marc Laménie portant sur son amendement n° 1221. (p. 8198, 8199) : ses amendements n° 1232 ; adopté ; et n° 1221 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1229 de M. Marc Laménie. - **Article 24 bis A** (Rapport au Parlement sur les bonifications accordées aux fonctionnaires) (p. 8201) : position de la commission sur l'amendement n° 964 de M. Guy Fischer. - **Article 24 bis** (art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Suppression d'une bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique) (p. 8202) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Guy Fischer. - **Article 24 ter**

(art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 351-1-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives au coefficient de majoration dans la fonction publique) (p. 8204) : position de la commission sur les amendements n° 33 de M. Guy Fischer et n° 194 de Mme Christiane Demontès. - **Article 24 quater** (art. L. 351-13 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration de pension pour conjoint à charge) (p. 8206) : position de la commission sur les amendements n° 34 de M. Guy Fischer et n° 195 de Mme Christiane Demontès. - **Article 24 quinquies** (art. L. 4, L. 5, L. 12 et L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Durée de services effectifs pour bénéficiaire d'une pension de la fonction publique) (p. 8207) : son amendement n° 1204 ; adopté. (p. 8207) : position de la commission sur l'amendement n° 942 de M. Guy Fischer. - **Article 24 octies (Nouveau)** (art. L. 635-1 à L. 635-4 du code de la sécurité sociale - Fusion des régimes complémentaires de retraite des commerçants et des artisans) (p. 8209) : son amendement n° 1205 ; adopté. - **Article 24 nonies (Nouveau)** (art. L. 642-2 du code de la sécurité sociale - Cotisations des professionnels libéraux) (p. 8210) : position de la commission sur les amendements n° 764 de M. Guy Fischer et n° 970 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8257, 8263) : position de la commission sur les amendements n° 358 et 359 de M. Yvon Collin, n° 981, 982, 983 et 987 de Mme Annie David et n° 400 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8267, 8277) : position de la commission sur les amendements n° 401, 402, 403, 404, 405, 406 et 407 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 984, 985, 988, 989 et 986 de Mme Annie David, n° 363, 361 et 362 de M. Yvon Collin, n° 604, 606 et 607 de M. Philippe Dominati, n° 535 de Mme Catherine Procaccia et n° 523 de M. Gérard Dériot. Son amendement n° 1237 ; adopté. (p. 8277) : position de la commission sur l'amendement n° 990 de Mme Annie David. - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail) (p. 8286) : position de la commission sur l'amendement n° 608 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8302, 8308) : position de la commission sur les amendements n° 991, 992, 993, 994 et 995 de Mme Annie David, n° 411 et 412 de M. Jean-Pierre Godefroy, et n° 263 de M. Jean Desessard. (p. 8309, 8318) : position de la commission sur les amendements n° 996, 997, 998, 999, 1017, 1000, 1001, 1018, 1002 et 1003 de Mme Annie David, et n° 413, 414, 415, 416 et 417 de M. Jean-Pierre Godefroy. Son amendement n° 1214 ; adopté. (p. 8319, 8326) : position de la commission sur les amendements n° 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1019, 1011, 1020 et 1012 de Mme Annie David, n° 418, 419 et 420 de M. Jean-Pierre Godefroy. Ses amendements n° 1238 ; adopté ; et n° 1215 ; devenu sans objet. (p. 8327, 8329) : position de la commission sur les amendements n° 1021, 1013, 1014, 1015 et 1016 de Mme Annie David, n° 421 de M. Jean-Pierre Godefroy, et n° 611 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 sexies** (art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises) (p. 8333, 8335) : position de la commission sur les amendements n° 612 et 633 de M. Philippe Dominati, n° 574 et 591 de M. Nicolas About, et n° 1022 de Mme Annie David. - **Article 25 septies** (art. L. 4622-7-4 nouveau du code du travail - Elaboration d'un projet de service pluriannuel) (p. 8337) : position de la commission sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8338) : position de la commission sur l'amendement n° 1023 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) (p. 8357, 8361) : son amendement n° 1239 ; adopté. (p. 8359) : son amendement n° 1240 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 424 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032 et 1033

de Mme Annie David. - **Article 25 nonies** (art. L. 4622-110 nouveau du code du travail - Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8364) : position de la commission sur les amendements n° 265 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 decies** (art. L. 4623-1 du code du travail - Recrutement temporaire d'un interne) (p. 8365) : sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Pierre Godefroy, son sous-amendement n° 1241 ; adopté. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8367, 8370) : position de la commission sur les amendements n° 427, 428 et 429 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 616 de M. Philippe Dominati. (p. 8367) : son amendement n° 1217 ; adopté. (p. 8368) : son amendement n° 1242 ; adopté. (p. 8369, 8370) : son amendement n° 1243 ; adopté. - **Article 25 duodecies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8373, 8377) : position de la commission sur les amendements n° 1034, 1035, 1036, 1037, 1038 et 1039 de Mme Annie David. (p. 8378, 8383) : position de la commission sur les amendements n° 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045 et 1046 de Mme Annie David et n° 430 et 432 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 terdecies (Nouveau)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Service de santé au travail en agriculture) (p. 8385, 8386) : position de la commission sur les amendements n° 433 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 517 de M. Remy Pointereau. (p. 8386) : son amendement n° 1216 ; adopté. - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8387) : position de la commission sur l'amendement n° 1047 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8390, 8400) : position de la commission sur les amendements n° 449, 450, 451 et 452 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 637 et 639 de M. Philippe Dominati et n° 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054 et 1055 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AB (Nouveau)** (Comité scientifique) (p. 8402, 8405) : position de la commission sur les amendements n° 510 de M. Bruno Gilles, n° 877 de M. Guy Fischer, n° 585 de M. Nicolas About et n° 878 et 1056 de Mme Annie David. (p. 8405) : son amendement n° 1207 ; adopté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8415, 8419) : position de la commission sur les amendements n° 365 de M. Yvon Collin, n° 1057, 1058, 1059, 1060 et 1061 de Mme Annie David et n° 434 et 435 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail) (p. 8423, 8424) : position de la commission sur les amendements n° 441 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 367 de M. Yvon Collin, n° 486 de Mme Catherine Procaccia, et n° 1067 et 1068 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles) (p. 8427, 8428) : position de la commission sur les amendements n° 443 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 1236 du Gouvernement. - **Article 27 ter AG (Nouveau)** (art. L. 741-9, L. 742-3, L. 751-12 et L. 751-13-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Extension du dispositif pénibilité aux salariés agricoles) (p. 8430) : position de la commission sur l'amendement n° 444 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8434, 8442) : position de la commission sur les amendements n° 445, 446, 447 et 448 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 584 de M. Nicolas About, n° 618, 619 et 622 de M. Philippe Dominati, n° 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074,

1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081 et 1082 de Mme Annie David, et n° 488 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 27 octies (Nouveau)** (Rapport au Parlement sur l'application des dispositions sur la pénibilité) (p. 8444) : position de la commission sur les amendements n° 1083 de Mme Annie David et n° 1167 de M. Philippe Dominati. - **Article 28** (p. 8448, 8449) : position de la commission sur les amendements n° 267 de M. Jean Desessard et n° 41 de M. Guy Fischer. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles) (p. 8452) : position de la commission sur les amendements n° 42 et 43 de M. Guy Fischer. - **Article 29 bis** (Prorogation de l'assurance veuvage) (p. 8457) : son amendement n° 1210 ; adopté. (p. 8457) : position de la commission sur l'amendement n° 651 de M. Alain Fouché. - **Article 29 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension) (p. 8459, 8460) : position de la commission sur les amendements n° 945, 947 et 948 de Mme Isabelle Pasquet, et n° 1178 de Mme Odette Terrade. - **Article 29 sexies (Nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Elargissement de la possibilité de bénéficier d'une retraite anticipée aux travailleurs reconnus handicapés) (p. 8461) : position de la commission sur l'amendement n° 1234 du Gouvernement. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8466, 8467) : position de la commission sur les amendements n° 581 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 1085 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8492, 8502) : position de la commission sur les amendements n° 372 et 373 de M. Yvon Collin, n° 371, 374, 375, 377, 378 et 379 de Mme Françoise Laborde, n° 457 et 458 de Mme Christiane Demontès, n° 1086, 1088, 1090, 1087 et 1089 de Mme Odette Terrade, n° 315 de Mme Isabelle Debré, n° 582 de Mme Catherine Morin-Desailly, et n° 459 de Mme Maryvonne Blondin. Son amendement n° 1209 ; devenu sans objet. (p. 8504, 8511) : position de la commission sur les amendements n° 460 de Mme Christiane Demontès, n° 1091, 1092 et 1093 de Mme Odette Terrade, n° 376 de Mme Françoise Laborde, n° 830 de Mme Annie David, et n° 965, 966 et 831 de M. Guy Fischer. - **Article 31 bis** (art. L. 2242-5 du code du travail - Négociation sur la possibilité de surcotiser en cas de temps partiel) (p. 8530) : position de la commission sur l'amendement n° 461 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8538, 8548) : position de la commission sur les amendements n° 465, 466, 467 et 468 de M. Ronan Kerdraon, n° 1096, 1097 et 969 de Mme Annie David, n° 276 de M. Jean Desessard, n° 380 de M. Yvon Collin et n° 967 de M. Guy Fischer. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8553, 8556) : position de la commission sur les amendements n° 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105 et 1106 de Mme Annie David. Son amendement n° 1203 ; adopté. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8565, 8569) : position de la commission sur les amendements n° 278 de M. Jean Desessard, n° 1107 de Mme Annie David et n° 469 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées) (p. 8571, 8574) : position de la commission sur les amendements n° 641 de Mme Isabelle Debré, n° 181 de la commission des finances saisie pour avis, n° 46, 1109, 1110, 1111 et 1112 de Mme Annie David, n° 279 de M. Jean Desessard, n° 385 de M. Yvon Collin et n° 470 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 ter A** (art. L. 3153-3 du code du travail - Augmentation du nombre de jours exonérés de cotisations sociales et utilisés à partir d'un compte épargne-temps pour abonder un dispositif d'épargne retraite) (p. 8578) : position de la commission sur les amendements n° 47 de Mme Annie David et n° 471 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 ter B** (art. L. 3334-11 du code du travail - Diminution des risques de fluctuation de l'épargne déposée sur un Perco) (p. 8579) : position de la

commission sur les amendements n° 48 de Mme Annie David et n° 472 de Mme Christiane Demontès. Son amendement n° 1211 ; adopté. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - *Alimentation des Perco par la participation*) (p. 8582, 8586) : position de la commission sur les amendements n° 49, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138 et 1139 de Mme Annie David, n° 280 de M. Jean Desessard et n° 473 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - *Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite*) (p. 8589) : position de la commission sur les amendements n° 50 de Mme Annie David, n° 281 de M. Jean Desessard, n° 386 de M. Yvon Collin, n° 474 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8610) : position de la commission sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 522 de M. Gérard Dériot, et n° 1244 du Gouvernement. - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8628, 8632) : position de la commission sur les amendements n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin, n° 51, 1148, 1149, 1150 et 1151 de Mme Annie David, et n° 475 de Mme Christiane Demontès. (p. 8632) : son amendement n° 1212 ; adopté. - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - *Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle*) (p. 8636, 8637) : position de la commission sur les amendements n° 52 de Mme Annie David, n° 476 de Mme Christiane Demontès et n° 185 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 144-2 du code des assurances - *Possibilité de sortie en capital pour les Perp*) (p. 8638) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de Mme Annie David. - **Article 32 octies** (art. L. 163 quatervicies du code général des impôts - *Elargissement à tous les contrats dits « article 83 » de la possibilité de déduire du revenu imposable les cotisations versées par le salarié*) (p. 8642) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de Mme Annie David. - **Article 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 8645, 8657) : position de la commission sur les amendements n° 1156, 1157 et 1158 de Mme Annie David et n° 241 et 478 de Mme Christiane Demontès. (p. 8646) : son amendement n° 1213 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8658) : son amendement n° 1220 : ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse ; adopté. (p. 8661, 8662) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 83 de M. André Lardeux, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse) ainsi que sur les amendements n° 69 de Mme Christiane Demontès (rapport envisageant une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse), n° 327 de M. Yvon Collin (rapport gouvernemental sur la possibilité de faire évoluer le système de retraite actuel vers un régime à points) et n° 557 de M. Jean Arthuis (réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation). (p. 8672, 8673) : réponse aux orateurs. (p. 8675) : réponse à M. Jean Arthuis.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Division additionnelle avant le chapitre 1er (précédemment réservée)** (p. 8700) : position de la commission sur l'amendement n° 732 de M. Bernard Vera (insertion d'un chapitre relatif aux mesures d'amélioration des recettes destinées au financement des retraites). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8702, 8708) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 739 (majoration du taux de la CSG sur les revenus du capital),

n° 733 (majoration du taux d'imposition des plus-values au prélèvement libératoire), n° 734 (remise d'un rapport gouvernemental sur une nouvelle politique du crédit, notamment en direction des PME), n° 735 (relèvement du niveau du prélèvement libératoire grevant les PEA), n° 736 (majoration de la fiscalité sur les stock-options) ainsi que sur les amendements n° 390 de M. François Fortassin (contribution des revenus patrimoniaux au financement des retraites) et n° 272 de M. Jean Desessard (doublement du taux de la CSG sur les revenus du patrimoine). (p. 8724, 8732) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 738 (affectation des recettes fiscales encaissées au titre de l'article 200 A du CGI au fonds de réserve pour les retraites), n° 742 (mise en place d'un taux unique d'imposition des plus-values en cas de cession d'actifs matériels ou immatériels des entreprises), n° 743 (financement solidaire du système de retraite par répartition), n° 744 (relèvement des taux des prélèvements libératoires portant sur les revenus à taux fixes perçus par les particuliers), n° 755 (limitation du nombre de contrats de travail à durée déterminée dans une même entreprise), n° 1168 (financement solidaire en faveur de la retraite par répartition), n° 1169 (majoration temporaire de l'ISF de 100 %), n° 740 (majoration temporaire de l'ISF de 50 %), n° 741 (majoration temporaire de l'ISF de 10 %) ainsi que sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 169 (utilisation des plus-values sur les cessions de filiales) et n° 168 (fiscalisation des plus-values sur les cessions de filiales outre-mer). - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8735, 8737) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 62 (suppression du dispositif du bouclier fiscal), n° 165 (suppression de l'abattement supplémentaire sur la plus-value brute réalisée lors de la cession d'un cheval de course ou de sport), n° 171 (réintégration dans l'assiette de la CSG de la totalité des plus-values immobilières de long terme, sans prise en compte de l'abattement de 10 % au titre de l'impôt sur le revenu par année de détention) et n° 162 (réintégration dans l'assiette de la CSG de la totalité des revenus concernés, y compris ceux bénéficiant par ailleurs d'un abattement de 30 % des revenus bruts au titre de l'impôt sur le revenu), de M. Guy Fischer n° 295 (suppression du dispositif du bouclier fiscal), n° 296 (interdiction des stock-options à compter du 1er janvier 2011) et n° 297 (interdiction des éléments de rémunération - assimilables aux parachutes dorés - dus à la cessation de fonction des présidents, des directeurs généraux ou des directeurs généraux délégués de sociétés) ainsi que sur les amendements n° 250 de M. Jean Desessard (organisation, tous les trois ans au minimum, d'une négociation associant tous les partenaires sociaux représentatifs afin de faire le point sur les équilibres de l'ensemble des régimes de retraite et dont les conclusions feront l'objet d'un débat au Parlement) et n° 318 de M. Yvon Collin (suppression du dispositif du bouclier fiscal). - **Articles additionnels après l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8738) : position de la commission sur l'amendement n° 63 de Mme Christiane Demontès (affirmation des prérogatives de contrôle et de décision du Parlement en matière d'évolution des dépenses et des recettes de la sécurité sociale ainsi qu'en matière d'orientation des politiques de santé, de la famille et de l'assurance-vieillesse) et n° 752 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental sur la réalité de l'espérance de vie des salariés des différentes branches professionnelles). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8740, 8742) : position de la commission sur les amendements n° 170 de Mme Christiane Demontès (suppression de l'exonération de CSG et de cotisations sociales prévue pour les contributions des employeurs au financement des régimes de retraites dits "chapeaux"), n° 504 de M. Alain Fouché (limitation du montant des retraites "chapeaux" à 30 % de la rémunération des bénéficiaires et soumission des contributions des employeurs à la CSG et à la CRDS), n° 848 de M. Guy Fischer (relèvement de différents taux de la contribution sur les régimes de retraite conditionnant la constitution des retraites "chapeaux" et soumission de ces dernières à la CSG et à la CRDS), n° 257 de M. Jean Desessard (limitation du montant des pensions versées par les régimes de retraite à prestations définies à 40 fois le montant du minimum vieillesse) ainsi que sur les amendements de M. Yvon Collin n° 325 (prise en compte des 25 meilleures années de vie professionnelle, tous régimes

confondus, pour le calcul de la pension de retraite des pluriactifs) et n° 326 (remise, tous les cinq ans, par le Conseil économique, social et environnemental, d'un rapport sur les perspectives et l'évolution du système des retraites). - **Article additionnel après l'article 1er bis A (précédemment réservé)** (p. 8743) : position de la commission sur l'amendement n° 76 de M. Claude Domeizel (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'affectation des sommes collectées par le fonds de réserve des retraites). - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 8743) : position de la commission sur l'amendement n° 93 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de création et de mise en œuvre d'un dossier retraite informatisé). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8744, 8745) : position de la commission sur les amendements n° 95 de M. Claude Domeizel (règlement conventionnel des relations entre les régimes de retraite et les centres de gestion) et n° 884 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités permettant d'avancer la date de mise en paiement des pensions de retraite du régime général de la sécurité sociale). - **Articles additionnels après l'article 3 septies (précédemment réservés)** (p. 8745, 8746) : position de la commission sur les amendements n° 96 de M. Serge Larher (rapport gouvernemental sur la situation spécifique des retraites dans les départements d'outre-mer) et n° 306 de M. Richard Yung (modalités d'envoi du certificat de vie par les Français de l'étranger). - **Article additionnel après l'article 3 octies (précédemment réservé)** (p. 8747) : position de la commission sur l'amendement n° 1162 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (simplification administrative par les affiliés à la Caisse des Français de l'étranger). - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8748) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 100 (rapport gouvernemental sur les modalités d'une progressivité et d'une modulation dans le temps du mécanisme de la surcote), n° 101 (rapport gouvernemental sur les conséquences du recul de l'âge légal sur l'espérance de vie et notamment sur l'espérance de vie en bonne santé) et n° 102 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences d'un relèvement à 62 ans de l'âge légal des départs à la retraite sur le dispositif carrière longue). (p. 8750, 8753) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 103 (rapport gouvernemental sur la période prise en compte dans la durée d'assurance totale et dans la durée cotisée exigées par le dispositif de retraite anticipée carrière longue), n° 104 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences du durcissement des conditions d'accès au dispositif de départ anticipé pour carrière longue), n° 105 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de mise en œuvre d'une réforme instaurant une retraite choisie), n° 106 (remise d'un rapport gouvernemental sur les diverses modalités de versement de la surcote acquise au moment de la liquidation de la retraite), n° 107 (maintien du dispositif en vigueur de retraite anticipée carrière longue) et n° 108 (maintien du dispositif en vigueur de retraite anticipée carrière longue) et n° 335 de M. Yvon Collin (maintien de la possibilité d'un départ anticipé pour les assurés ayant débuté une activité professionnelle très jeunes). - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8754, 8759) : position de la commission sur les amendements n° 111 de M. Jacques Gillot (remise d'un rapport du Comité d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite sur les retraités français de l'outre-mer), n° 118 de Mme Michèle André (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite pour les femmes), n° 303 de Mme Claudine Lepage (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences pour les Français établis hors de France du relèvement de l'âge légal du départ à la retraite à 62 ans), n° 589 de M. Jean-Paul Amoudry (report à 62 ans de la limite d'âge des associés des groupements agricoles d'exploitations en commun pour la détermination du régime d'imposition) et de Mme Christiane Demontès n° 112 (rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences d'un relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur le dispositif carrière longue), n° 113 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à

62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les salariés ayant connu des périodes de chômage), n° 114 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les finances des collectivités locales), n° 115 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les transferts financiers occasionnés sur l'assurance chômage), n° 116 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite occasionné sur le régime invalidité) et n° 117 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur la situation des jeunes). - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8759, 8766) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 124 (maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans des pensionnés pour inaptitude au travail), n° 126 (remise par le COR, d'un rapport sur les conséquences sociales, économiques et financières du relèvement des deux bornes d'âge et sur les transferts des dépenses vers l'assurance maladie, l'invalidité, l'assurance chômage et vers les finances locales par le biais du RSA), n° 127 (remise d'un rapport, par le COR, sur les conséquences pour les femmes du relèvement à soixante-sept ans de l'âge de départ à taux plein), et n° 128 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences d'un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur les transferts financiers occasionnés sur le régime invalidité), n° 129 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences d'un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur les transferts financiers occasionnés sur l'assurance chômage), n° 130 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les finances des collectivités locales), n° 132 (remise, par le COR, d'un rapport sur les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur l'espérance de vie), et n° 133 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur l'espérance de vie en bonne santé), de M. Guy Fischer n° 892 (maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans des pensionnés pour inaptitude au travail), et n° 895 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les bénéficiaires, d'une mesure portant le minimum contributif à 100 % du SMIC net), ainsi que sur les amendements n° 131 de M. Jacques Gillot (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les Français de l'outre-mer), et n° 309 de Mme Claudine Lepage (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les Français établis hors de France). - **Article additionnel après l'article 8 (précédemment réservé)** (p. 8766) : position de la commission sur l'amendement n° 137 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport sur les conditions de travail des infirmiers en milieu hospitalier ainsi que sur leur état de santé en fin de carrière). - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8767, 8770) : position de la commission sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 903 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les assurés sociaux d'une mesure permettant aux personnes en situation de handicap bénéficiant d'une retraite anticipée d'avoir droit à une majoration pour assistance de tierce personne), n° 904 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les assurés sociaux de l'extension à l'ensemble des régimes du bénéfice de l'accès aux dispositifs de retraite anticipée en tant que conjoint de personne handicapée), n° 907 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant la possibilité d'accorder une bonification de pension de 10 % pour les aidants familiaux), n° 908 (abrogation de l'article L. 5212-7 du code du travail relatif à l'accueil de stagiaires handicapés en entreprise), n° 909 (majoration de la pénalité due pour non-respect de l'obligation légale d'emploi de personnes en situation de handicap), et n° 910 (remise d'un rapport gouvernemental sur l'extension rétroactive de l'affiliation à l'assurance vieillesse de personne ayant assumé la charge au foyer familial d'un handicapé adulte de 1999 à 2004). - **Articles additionnels après l'article 9 bis (précédemment réservés)** (p. 8770,

8771) : position de la commission sur les amendements n° 143 de M. Claude Domeizel (reconnaissance du caractère obligatoire des cotisations au régime de retraite obligatoire des agents territoriaux) et n° 1166 de Mme Isabelle Debré (étalement de l'obligation de provisionnement des organismes assureurs versant des prestations complémentaires d'incapacité de travail et d'invalidité). - **Article additionnel après l'article 13 (précédemment réservé)** (p. 8772) : position de la commission sur l'amendement n° 147 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur l'application des dispositions de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relatives à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions sur la fonction publique). - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 8772) : position de la commission sur l'amendement n° 150 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conventions en cours portant accords de cessation anticipée pour certains travailleurs salariés). - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 8773) : position de la commission sur l'amendement n° 156 de M. Claude Domeizel (rectification d'une erreur de renvoi). - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 8773, 8776) : position de la commission sur les amendements n° 628 de M. Philippe Dominati (modification de la nature juridique de la solde de réserve des généraux admis en seconde section), et de M. Guy Fischer n° 919 (mise en place d'un dispositif incitatif de modulation des cotisations patronales d'assurance vieillesse en fonction des choix des entreprises en matière de répartition des richesses) et n° 920 (assujettissement des revenus financiers des sociétés à une contribution d'assurance vieillesse). - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8777, 8783) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 160 (taxation additionnelle de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), n° 161 (relèvement à 20 % du forfait social appliqué à la participation et à l'intéressement), n° 163 (relèvement de la contribution patronale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites à 20 %), n° 164 (suppression du crédit d'impôt en faveur de l'intéressement), n° 166 (instauration d'une taxe additionnelle de 15 % à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit), n° 167 (relèvement, étalé dans le temps, des cotisations d'assurance vieillesse patronales et salariales à partir de 2012), n° 172 (prise en compte des attributions de stock-options et d'actions gratuites dans l'assiette du forfait social), n° 173 (relèvement du taux du forfait social à 20 %), n° 174 (suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires ainsi que de leur défiscalisation sur le revenu), n° 175 (relèvement à 10 % du taux de la contribution salariale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites), n° 176 (création d'un compte individuel des cotisations retraites gérées par l'assurance vieillesse), ainsi que sur les amendements n° 505 de M. Alain Fouché, identique à l'amendement n° 163 précité, n° 177 de M. Jean-Pierre Godefroy (instauration, à la charge de l'employeur, d'une contribution exceptionnelle pour toute installation de caisse automatique dans un établissement de vente au détail), et n° 391 de M. Jean-Pierre Chevènement (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers et des stock-options). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 8784) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 922 (rapport gouvernemental sur l'accès des apprentis au dispositif carrière longue) et n° 924 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant la possibilité, pour certains assurés sociaux, d'opter pour la prise en compte du nombre de trimestres et non du nombre d'années). - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 8785, 8786) : son amendement n° 1245 : remise d'un rapport gouvernemental sur l'évaluation de la procédure de reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ; adopté par vote unique. Position de la commission sur les amendements n° 193 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport, par le COR, sur la convergence de l'ensemble des régimes de retraites et sur les modalités de sa mise en œuvre) et n° 485 de M. Jean Arthuis (harmonisation des règles de rémunération de l'activité professionnelle lors du passage à la retraite entre les secteurs privé et public). - **Article additionnel après l'article 24 ter (précédemment réservé)** (p. 8786) : position de la commission

sur l'amendement n° 289 de M. Jacky Le Menn (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'élargissement du droit à la retraite anticipée des travailleurs handicapés ayant un taux d'invalidité compris entre 50 et 80 %). - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8786, 8790) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 196 (prise en compte de la gratification versée à compter du troisième mois de stage en entreprise dans l'assiette des cotisations sociales), n° 198 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de prise en compte des périodes de versement du RSA jeunes comme périodes assimilées à des périodes d'assurance pour la détermination du droit à pension ou rente), n° 199 (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'une proratisation de la règle des vingt-cinq meilleures années en fonction de la durée de carrière effectuée dans le secteur privé), n° 200 (remise d'un rapport gouvernemental sur modalités de prise en compte des vingt-cinq meilleures années tous régimes confondus), n° 205 (remise d'un rapport gouvernemental sur la validation de l'ensemble des trimestres d'apprentissage dans l'assiette de cotisation), et n° 206 (remise, par le COR, d'un rapport sur les conséquences sur les retraites des choix professionnels, notamment de l'expatriation), de M. Jacky Le Menn n° 292 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'amélioration du dispositif de retraite anticipée pour les travailleurs et fonctionnaires handicapés) et n° 293 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'amélioration du dispositif de substitution de la pension de vieillesse à la pension d'invalidité intervenant à l'âge de soixante ans), et n° 938 de M. Guy Fischer (fixation à 169 heures du volume horaire de base pour le calcul de l'assiette de cotisations des apprentis).

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) (p. 8798) : position de la commission sur l'amendement n° 940 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités de prise en compte des périodes d'apprentissage dans la détermination du salaire de référence). - **Articles additionnels après l'article 24 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8799) : son amendement n° 1246 : abrogation de la cessation progressive d'activité ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8800, 8801) : position de la commission sur les amendements n° 197 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les conditions de validation des périodes d'études), n° 261 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur la situation des régimes spécifiques de retraite des membres du Gouvernement et des parlementaires), ainsi que sur les amendements identiques n° 204 de Mme Christiane Demontès, n° 259 de M. Jean Desessard et n° 941 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur les modalités d'affiliation des étudiants à l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale). - **Articles additionnels avant l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 8804) : position de la commission sur les amendements n° 262 de M. Jean Desessard (critères d'évaluation de la pénibilité), et de M. Jean-Pierre Godefroy n° 396 (définition de la pénibilité), n° 397 (critères d'évaluation de la pénibilité), n° 398 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la pénibilité dans les modalités de calcul des droits d'ouverture à la retraite) et n° 399 (rapport au Parlement sur la création éventuelle d'une allocation de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs exposés à la pénibilité). - **Articles additionnels après l'article 25 bis (précédemment réservés)** (p. 8805) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 408 (garantie de l'innocuité de l'organisation de travail et des méthodes de gestion) et n° 409 (rapport au Parlement sur la possibilité d'inscrire le stress post-traumatique dans le tableau des maladies professionnelles). - **Article additionnel avant l'article 25 ter (précédemment réservé)** (p. 8806) : position de la commission sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Pierre Godefroy (mandat des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). - **Article additionnel après l'article 25 quinquies (précédemment réservé)** (p. 8806) : son amendement n° 1247 : rôle des médecins du travail ; adopté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 25 septies (précédemment réservé)** (p. 8806) : son amendement n° 1248 : coordination des missions de la commission de projet et de la commission médico-technique ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels**

après l'article 25 duodecimes (précédemment réservés) (p. 8807) : ses amendements n° 1249 : adaptation des dispositions relatives à la médecine du travail au régime agricole ; et n° 1250 : coordination ; adoptés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 27 ter AC (précédemment réservés)** (p. 8809, 8810) : position de la commission sur les amendements n° 440 de M. Jacky Le Menn (détermination par décret en Conseil d'Etat du taux d'inaptitude et du barème médical universel d'appréciation de l'incapacité), n° 590 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (prise en compte de la pénibilité à effet différé) et n° 1066 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur la création d'une allocation de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs exposés à la pénibilité). - **Article additionnel après l'article 27 ter AG (précédemment réservé)** (p. 8810) : son amendement n° 1206 : régime des pensions pour inaptitude au travail ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 27 sexies A (précédemment réservés)** (p. 8811, 8812) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 210, 212 et 213 de M. Jacky Le Menn et n° 509 de M. Bruno Gilles (aménagement relatif aux praticiens hospitaliers). Son amendement n° 1208 : évaluation des conséquences de l'exposition aux facteurs de pénibilité sur l'espérance de vie ; adopté par vote unique après modification par le sous-amendement n° 1228 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 28 (précédemment réservés)** (p. 8813, 8814) : position de la commission sur les amendements n° 40 de M. Guy Fischer (revalorisation des retraites agricoles), n° 217 de M. Jacques Gillot (rapport au Parlement sur les modalités d'une affiliation obligatoire au régime de retraite complémentaire pour les salariés agricoles relevant du régime général dans l'outre-mer) et n° 218 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur l'extension de la retraite complémentaire obligatoire aux personnes ayant eu qualité d'aide familiale ou de collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole). - **Articles additionnels après l'article 29 (précédemment réservés)** (p. 8815) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 219 (évaluation des conditions d'extension de la revalorisation du minimum vieillesse au conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité) et n° 220 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion) et n° 221 de M. Jacques Gillot (rapport au Parlement sur une revalorisation des pensions servies outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8815, 8820) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 223 (maintien à 65 ans de l'âge d'ouverture du droit au minimum vieillesse), n° 228 (rapport au Parlement sur l'extension aux couples liés par un pacte civil de solidarité du bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire accordée aux conjoints d'aides familiaux ou de collaborateurs d'entreprise ou d'exploitation agricole), n° 229 (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pensions de réversion aux personnes liées par un pacte civil de solidarité), n° 230 (rapport au Parlement sur les modalités de prise en compte des emplois saisonniers), n° 231 (rapport au Parlement sur l'extension de la pension de réversion aux veuves d'aides familiaux ou de collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole), n° 235 (rapport au Parlement sur la suppression des clauses conditionnant l'affiliation des aidants familiaux à titre gratuit à l'assurance vieillesse du régime général) et n° 240 (rapport au Parlement sur la mise en place de mécanismes permettant aux couples faisant l'objet d'une imposition commune d'acquiescer des droits à la retraite communs), n° 271 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur les modalités d'extension de la pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité) et n° 234 de M. Ronan Kerdraon (rapport sur l'attribution d'une majoration de pension pour tout assuré ayant exercé une activité bénévole au sein d'une association à but non lucratif), de M. Jean-Etienne Antoinette n° 498 (rapport au Parlement sur la prise en compte du coût de la vie outre-mer dans le calcul de la revalorisation des pensions de retraite), n° 499 (rapport au Parlement sur la prise en compte dans l'assiette des cotisations de retraite des fonctionnaires outre-mer de l'indemnité de vie chère), n° 500 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la situation des mères célibataires dans le calcul de la retraite), n° 501 (rapport au Parlement sur la mise en place d'une pension

pour les mères au foyer ayant atteint l'âge de la retraite) et n° 503 (maintien de l'âge actuel d'ouverture du droit à pension pour les femmes des départements et collectivités d'outre-mer) et sur les amendements du Gouvernement n° 1233 (extension aux professions libérales de la majoration de durée d'assurance pour enfants handicapés) et n° 1235 (possibilité pour les parents d'enfants handicapés de cumuler le bénéfice de l'assurance vieillesse des parents au foyer avec une activité à temps partiel). - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8821, 8825) : position de la commission sur les amendements identiques deux à deux n° 201 de Mme Christiane Demontès et n° 268 de M. Jean Desessard (rémunération à 50 % du SMIC pour les stagiaires en entreprise), n° 202 de Mme Christiane Demontès et n° 258 de M. Jean Desessard (rémunération à 50 % du SMIC pour les apprentis), sur l'amendement n° 232 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les modalités de prises en compte des années d'apprentissage dans les calculs des droits à la retraite), sur les amendements, portant sur le même objet, n° 260 de M. Jean Desessard et n° 939 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités de revalorisation de la retraite des personnes ayant connu une période d'apprentissage), sur les amendements de M. Jacky Le Menn n° 290 (rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives aux parents ayant élevé un enfant handicapé) et n° 294 (modalités de preuve d'un handicap pendant la durée d'assurance) ainsi que sur l'amendement n° 506 de M. Alain Fouché (instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8826, 8832) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 273 de M. Jean Desessard et n° 455 de Mme Claire-Lise Campion (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance) d'une part, et les amendements n° 274 de M. Jean Desessard, n° 456 de Mme Maryvonne Blondin, n° 649 de Mme Anne-Marie Payet et n° 1084 de Mme Odette Terrade (droit à pension des salariés à temps partiel) d'autre part, ainsi que sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 952 (rapport au Parlement sur la suppression de la condition de durée de cotisations sociales pour bénéficier du dispositif de retraite anticipée des personnes handicapées), n° 953 (rapport au Parlement sur la possibilité d'assimiler les périodes de recherche d'emploi à la durée d'assurance), n° 954 (rapport au Parlement sur la majoration des années d'activité des assurés en situation de handicap), n° 956 (rapport au Parlement sur l'alignement de la pension vieillesse pour inaptitude sur la pension d'invalidité) et n° 959 (rapport au Parlement sur la poursuite du versement du complément de ressources pour un bénéficiaire ayant atteint l'âge légal de départ à la retraite) et sur l'amendement n° 955 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'instauration d'un mécanisme de majoration de durée d'assurance en faveur des pères isolés ayant élevé des enfants). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 8832) : position de la commission sur l'amendement n° 962 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'instauration de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion). - **Articles additionnels après l'article 31 (précédemment réservés)** (p. 8833, 8834) : position de la commission sur les amendements de Mme Isabelle Debré n° 489 (mesure favorisant le financement par les entreprises de l'acquisition de droits à la retraite complémentaire pour les salariés prenant des congés familiaux) et n° 490 (identification de la part de la prestation compensatoire correspondant aux droits à la retraite) ainsi que sur l'amendement n° 1094 de Mme Odette Terrade (majoration des cotisations sociales des entreprises de plus de 20 salariés employant au moins 20 % de leurs salariés à temps partiel). - **Article additionnel après l'article 31 bis (précédemment réservé)** (p. 8835) : position de la commission sur l'amendement n° 275 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur l'impact différencié du projet de réforme des retraites sur les femmes et sur les hommes). - **Articles additionnels avant l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8836, 8838) : position de la commission sur les amendements de M. Ronan Kerdraon n° 462 (rapport au Parlement sur le bilan de la négociation triennale relative à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, aux conditions de travail et à l'emploi des salariés âgés), n° 463 (contrôle par l'inspection du travail des plans d'action en faveur

de l'emploi des salariés âgés) et n° 464 (relèvement du taux de pénalité en cas de carence de plan d'action pour l'emploi des salariés âgés) et n° 1095 de Mme Annie David (publicité du taux de salariés de 50 ans et plus licenciés pour inaptitude au travail). - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8838) : position de la commission sur les amendements n° 291 de M. Jacky Le Menn (réduction du temps de travail des salariés de plus de cinquante-cinq ans rencontrant des difficultés sur leur poste de travail), de M. Yvon Collin n° 381 (prise en compte des salariés dès quarante-cinq ans dans le plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), n° 383 (pénalités en cas de licenciement de salariés de plus de cinquante-cinq ans) et n° 384 (financement du tutorat par la formation professionnelle) et de Mme Annie David n° 971 (suppression des exonérations de cotisations sociales sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation), n° 1098 (suppression du dispositif de rupture conventionnelle) et n° 1099 (majoration de la pénalité sanctionnant la carence de plan d'action pour l'emploi des travailleurs âgés). - **Article additionnel après l'article 32 bis B (précédemment réservé)** (p. 8841) : position de la commission sur l'amendement n° 277 de M. Jean Desessard (suppression des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires). - **Article additionnel après l'article 32 ter (précédemment réservé)** (p. 8842) : position de la commission sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 182 (affectation par défaut du quart de la prime d'intéressement sur le plan d'épargne pour la retraite collective). - **Articles additionnels après l'article 32 septies (précédemment réservés)** (p. 8843, 8844) : position de la commission sur les amendements identiques n° 186 de la commission des finances saisie pour avis et n° 481 de Mme Catherine Procaccia (ajout de deux cas supplémentaires de sortie en cas d'accident de la vie dans les produits d'assurance retraite en phase de constitution) ainsi que sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 187 (simplification du mode de gouvernance des PERP). Son amendement n° 1219 : alignement du régime de la Préfon sur celui du PERP ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 octies (précédemment réservés)** (p. 8844, 8847) : son amendement n° 1251 : possibilité pour les travailleurs indépendants de cumuler un éventuel dispositif d'épargne retraite avec des revenus professionnels ; adopté par vote unique. (p. 8844, 8847) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 188 (orientation d'une partie du stock d'assurance vie vers l'épargne retraite), n° 283 de M. Jean Desessard (majoration de la pénalité en cas de carence de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés), n° 388 de M. Yvon Collin (création d'une taxe sur certaines transactions) et n° 647 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement des dispositions de la loi du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8880, 8881) : réponse aux orateurs.

- *Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]* - (26 octobre 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 9001, 9002) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 9561, 9562) : son intervention. (p. 9577, 9579) : à titre personnel, son intervention.

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 12 quater (Nouveau)** (*art. L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Clarification du régime des cotisations maladie dues par les professionnels médicaux et paramédicaux*) (p. 9776) : soutient l'amendement n° 535 de M. Alain Milon ; adopté.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article 37** (*art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique*) (p. 9944, 9946) : son amendement n° 203 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10086, 10093) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 37 (rapport au Parlement sur les conditions de prise en compte des périodes de versement du RSA jeunes dans le calcul de la retraite), n° 39 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge pour la majoration des pensions de réversion), n° 42 (rapport au Parlement sur les conditions de validation des périodes d'études) et n° 43 (rapport au Parlement sur les conditions de prise en compte pour les demandeurs d'emploi en fin de droits des périodes de versement de l'aide exceptionnelle ou du RSA pour le calcul du droit à la retraite), sur les amendements analogues n° 38 de Mme Christiane Demontès et n° 266 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur les modalités d'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS) et sur les amendements identiques n° 41 de Mme Christiane Demontès et n° 361 de Mme Anne-Marie Payet (création d'un comité chargé de piloter les trois régimes de retraite des médecins libéraux). - **Article 48** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2011*) (p. 10094) : position de la commission sur l'amendement n° 260 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 10096, 10097) : position de la commission sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 154 (reconstitution du fonds de réserve pour les retraites) et n° 155 (information des assurés en cas de modification des dispositions réglementaires législatives ou conventionnelles concernant les régimes de retraite).

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10174, 10177) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10782, 10783) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11515, 11516) : son intervention.

LEFEBVRE (Frédéric)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation (à partir du 14 novembre 2010)

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11436, 11438) : réponse aux orateurs.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2010) (p. 11550, 11553) : réponse aux orateurs.

Provisions

- (4 décembre 2010) (p. 11554, 11555) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 35, 36) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23

mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1997, 1998) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2030) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2087, 2088) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2538, 2539) : le groupe UMP est favorable à ce texte. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté) (p. 2550, 2553) : soutient les amendements n° 9 de M. Alain Vasselle ; retiré ; ainsi que les amendements de M. Philippe Dominati n° 10 et 11 ; adoptés ; et n° 12 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3116) : votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3438, 3439) : son intervention.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5107) : le groupe UMP ne votera pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5205, 5206) : le groupe UMP ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) -

Article 37 (Texte non modifié par la commission) (*Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 6040) : son amendement n° 478 ; adopté.

- **Débat sur les effectifs de la fonction publique** - (3 novembre 2010) (p. 9457, 9458) : son intervention.

- **Débat sur les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques** - (4 novembre 2010) (p. 9522, 9523) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options) (p. 9715) : soutient l'amendement n° 387 de M. Alain Fouché ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10470, 10471) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About, et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 130** (p. 12339, 12340) : ses amendements n° 37 : définition du délit de marchandage ; et n° 38 : définition du prêt de main-d'œuvre illicite ; retirés.

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Avenir de l'Agence France-Presse [n° 240 (2009-2010)] (2 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'archéologie préventive : compte-rendu de la table ronde organisée le 25 novembre 2009 [n° 241 (2009-2010)] (2 février 2010) - **Aménagement du territoire - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 411 (2009-2010)] (27 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

NOMINATIONS

Président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Quel avenir pour la filière du livre à l'heure du numérique ? Actes de la table ronde organisée le 28 avril 2010 [n° 522 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Culture - Entreprises**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 527 (2009-2010)] de réforme des collectivités territoriales [n° 573 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la Délégation à la prospective : Oublier Shanghai : Classements internationaux des établissements d'enseignement supérieur - Actes du colloque organisé le 6 mai 2010 [n° 577 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 695 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative au patrimoine monumental de l'État [n° 68 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Budget - Culture**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 83 (2010-2011)] (2 novembre 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à apporter le soutien du Sénat à la signature d'une convention universelle pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données personnelles [n° 168 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : De l'éducation au jeu vidéo, pourquoi le Canada est-il parmi les premiers de la classe ? [n° 183 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre** [n° 166 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Définition conventionnelle du délai de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre*) (p. 210) : intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Anne-Marie Escoffier.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements*

publics contribuant à l'action extérieure de la France) (p. 1634, 1635) : favorable aux amendements identiques n° 20 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga et n° 28 de M. Ivan Renar. - **Article 5 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur le transfert éventuel de la gestion des bourses destinées aux étudiants étrangers gérées par le CNOUS*) (p. 1640) : favorable à l'amendement n° 8 de Mme Colette Mélot. - **Intitulé du chapitre III** (*L'Institut Victor Hugo*) (p. 1643, 1644) : la commission de la culture saisie pour avis est favorable à l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1654) : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Colette Mélot (création d'un comité de suivi - comprenant des parlementaires - chargé d'évaluer l'application du présent chapitre). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1660) : votera ce texte.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 2187, 2188) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2208, 2209) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 419 (2009-2010)] - (4 mai 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3053) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. David Assouline (augmentation du nombre des membres des conseils d'administration des universités). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) (p. 3060, 3061) : intervient sur l'article.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision** [n° 384 (2009-2010)] - (20 mai 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 3583) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagauche sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5214, 5215) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (28 juin 2010) - président de la commission de la culture - **Discussion générale** (p. 5405, 5406) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire** [n° 582 (2008-2009)] - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6148, 6149) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire** [n° 663 (2009-2010)] - (15 septembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6803) : position de la commission sur la motion n° 2 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6806, 6807) : position de la commission sur la motion n° 1 de Mme Françoise Cartron tendant à poser la question préalable. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6821) : son intervention.

- **Hommage à des personnalités du Cinéma français** - (16 septembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 6827).

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques** [n° 605 (2009-2010)] - (16 septembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6849) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 9092, 9093) : son intervention.

- Président de la commission de la culture - **Article 2** (*Fixation du prix de vente au public par l'éditeur*) (p. 9108) : favorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Leleux. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9112) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. David Assouline (rémunération juste et équitable des auteurs d'œuvres de l'esprit commercialisées sous forme numérique). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9115, 9116) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. David Assouline (application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique).

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9235) : ne votera pas les articles 2 et 3.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 11 quater (Nouveau)** (*art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10511) : intervient sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. - **Article 12** (*art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision*) (p. 10517, 10518) : défavorable à l'amendement n° I-12 de la commission.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10832) : intervient sur l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° II-47 (rapport gouvernemental sur les conséquences de la prise en charge par l'AEFE des contributions employeur pour pensions civiles des personnels titulaires de l'Etat qui lui sont détachés).

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11184, 11186) : son amendement n° II-148 ; adopté.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11306) : votera l'amendement n° II-276 de M. Philippe Adnot. - **Article 78** (*art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes*) (p. 11309) : votera les amendements n° II-152 de la commission de la commission de la culture saisie pour avis et n° II-285 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11362) : à titre personnel, intervient sur l'amendement n° II-73 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11466, 11467) : intervient sur l'amendement n° II-55 de la commission de la culture saisie pour avis.

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 76** (*art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions*) (p. 11624, 11627) : son amendement n° II-52 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 76** (p. 11628) : favorable à l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° II-53 (obligation de la signature d'un contrat d'objectifs et de moyens au début du mandat du président de l'audiovisuel public).

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 2 (2009-2010)] relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 372 (2009-2010)] (31 mars 2010) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 536) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 911) : son amendement n° 48 : possibilité de rattacher un département à une région autre que celle à laquelle il appartient ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - rapporteur de la

commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2978, 2980) : son intervention. - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 132-22 du code des assurances et art. L. 223-21 du code de la mutualité - *Publicité des démarches effectuées par les assureurs en vue de la résorption des contrats d'assurance sur la vie non réclamés*) (p. 2990, 2991) : position de la commission sur les amendements n° 3 et 4 de M. Hervé Maurey, ainsi que sur le sous-amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur s'y rapportant.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3362) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4866, 4867) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5447, 5448) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 5630, 5632) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6794, 6795) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9583, 9584) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11175, 11176) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11190, 11191) : votera l'amendement n° II-147 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11978, 11979) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011).**

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12256, 12257) : sa question et sa réplique.

LE GRAND (Jean-François)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 8 décembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions le 29 avril 2010.

Membre suppléant Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers, services nationaux de transports conventionnés de voyageurs - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 115 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 411 (2009-2010)] (27 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : De l'éducation au jeu vidéo, pourquoi le Canada est-il parmi les premiers de la classe ? [n° 183 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) (p. 3269, 3271) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6833, 6835) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6848) : favorable à ce texte.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9102, 9104) : son intervention. - **Article 2 (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur)** (p. 9107, 9108) : son amendement n° 6 ; adopté. - **Article 3 (Obligation de respect du prix de vente au public fixé par l'éditeur)** (p. 9110) : son amendement n° 7 ; adopté. - **Article 5 (Relations commerciales entre éditeurs et détaillants)** : son amendement n° 8 ; adopté.

LELLOUCHE (Pierre)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé du commerce extérieur (à partir du 14 novembre 2010) secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes (jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (23 mars 2010) (p. 2031, 2032).
- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2032, 2043) : réponses aux orateurs.
- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4797, 4802) : réponses aux orateurs. (p. 4802, 4806) : ses interventions dans le cadre du débat interactif et spontané.
- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9068, 9072) : son intervention. (p. 9083, 9086) : son intervention. (p. 9086, 9091) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

LE MENN (Jacky)
sénateur (Ille-et-Vilaine) SOC

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.
- Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 12 (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision)** (p. 10520) : défavorable à l'amendement n° I-12 de la commission.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) (p. 9351, 9356) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11442, 11446) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-236 et II-393 de M. Denis Badré, n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, et n° II-391 de M. Bruno Sido.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11465) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11466) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-55 de la commission de la culture saisie pour avis.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale le 19 janvier 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 21) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 516, 517) : parole sur l'article.

- **Questions cibles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1143, 1144) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Article 1er (art. 85 de la loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 - Suppression de la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail)** (p. 1222) : parole sur l'article.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2250) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) - pour le groupe socialiste (p. 3346, 3348) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4198, 4199) : son intervention. - **Article 4 (art. 9 ter de la loi du 13 juillet 1983 - Conseil commun de la fonction publique)** (p. 4216, 4217) : soutient l'amendement n° 26 de M. Jacques Mahéas ; rejeté. - **Article 26 (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière)** (p. 4241, 4242) : son amendement n° 40 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission) (Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A)** (p. 4290) : son amendement n° 47 ; rejeté.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4757, 4759) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4849) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6685, 6687) : le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 2 (art. L. O. 111-3, L. O. 111-4, L. O. 111-6 et L. O. 111-7 du code de la sécurité sociale - Information du Parlement sur la situation patrimoniale de la sécurité sociale)** : parole sur l'article.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7487, 7489) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7521) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Christiane Demontès ; rejeté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7544) : son intervention. (p. 7587) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 1er A de ce projet de loi. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7592, 7593) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7627, 7628) : favorable à l'amendement n° 110 de Mme Christiane Demontès. (p. 7672, 7673) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7681, 7682) : parole sur l'article. (p. 7718) : ses amendements n° 285 ; adopté ; et n° 287 ; devenu sans objet. (p. 7721) : sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 1195 et 1196 ; rejetés. (p. 7728) : intervient sur son amendement n° 1195.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7744, 7745) : le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7763) : intervient sur le sous-amendement n° 1199 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7789, 7790) : intervient sur son amendement n° 285.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7886, 7887) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7948) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 13** (art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux) (p. 8121, 8122) : parole sur l'article. (p. 8126, 8127) : favorable à l'amendement n° 146 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8252) : parole sur l'article. (p. 8274) : soutient l'amendement n° 407 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8290, 8291) : parole sur l'article. (p. 8316) : soutient l'amendement n° 415 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8361, 8362) : votera contre cet article. - **Article 25 nonies** (art. L. 4622-110 nouveau du code du travail - Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8363, 8364) : soutient l'amendement n° 425 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 25 duodécies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre

VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8383) : soutient l'amendement n° 432 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8395) : soutient l'amendement n° 450 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8406) : parole sur l'article. - **Article 29 sexies (Nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Elargissement de la possibilité de bénéficier d'une retraite anticipée aux travailleurs reconnus handicapés) (p. 8461) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8518, 8519) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8536) : parole sur l'article. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8581, 8582) : soutient l'amendement n° 473 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8613) : explique son vote sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8747, 8748) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 100 (rapport gouvernemental sur les modalités d'une progressivité et d'une modulation dans le temps du mécanisme de la surcote) ; et n° 101 (rapport gouvernemental sur les conséquences du recul de l'âge légal sur l'espérance de vie et notamment sur l'espérance de vie en bonne santé) ; n° 102 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences d'un relèvement à 62 ans de l'âge légal des départs à la retraite sur le dispositif carrière longue) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8754, 8755) : soutient les amendement de Mme Christiane Demontès n° 112 (rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences d'un relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur le dispositif carrière longue) ; n° 114 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les finances des collectivités locales) ; n° 113 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les salariés ayant connu des périodes de chômage) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8780, 8781) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 172 (prise en compte des attributions de stock-options et d'actions gratuites dans l'assiette du forfait social) ; n° 173 (relèvement du taux du forfait social à 20 %) ; n° 174 (suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires ainsi que de leur défiscalisation sur le revenu) ; rejetés par vote unique. - **Article additionnel après l'article 24 ter (précédemment réservé)** (p. 8786) : son amendement n° 289 : remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'élargissement du droit à la retraite anticipée des travailleurs handicapés ayant un taux d'invalidité compris entre 50 et 80 % ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8788, 8789) : ses amendements n° 292 : remise d'un rapport

gouvernemental sur les conditions d'amélioration du dispositif de retraite anticipée pour les travailleurs et fonctionnaires handicapés ; n° 293 : remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'amélioration du dispositif de substitution de la pension de vieillesse à la pension d'invalidité intervenant à l'âge de soixante ans ; rejetés par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8800) : soutient l'amendement n° 204 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les modalités d'affiliation des étudiants à l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 25 bis (précédemment réservés)** (p. 8805) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 408 (garantie de l'innocuité de l'organisation de travail et des méthodes de gestion) ; et n° 409 (rapport au Parlement sur la possibilité d'inscrire le stress post-traumatique dans le tableau des maladies professionnelles) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 27 ter AC (précédemment réservés)** (p. 8808, 8809 ; 8835) : son amendement n° 440 : détermination par décret en Conseil d'Etat du taux d'inaptitude et du barème médical universel d'appréciation de l'incapacité ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 27 sexies A (précédemment réservés)** (p. 8811, 8812) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 210, 212 et 213 : aménagements relatifs aux praticiens hospitaliers ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8823, 8824) : ses amendements n° 290 : rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives aux parents ayant élevé un enfant handicapé ; et n° 294 : modalités de preuve d'un handicap pendant la durée d'assurance ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8837) : soutient l'amendement n° 464 de M. Ronan Kerdraon (relèvement du taux de pénalité en cas de carence de plan d'action pour l'emploi des salariés âgés) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8838) : son amendement n° 291 : réduction du temps de travail des salariés de plus de cinquante-cinq ans rencontrant des difficultés sur leur poste de travail ; rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8878, 8879) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8943, 8944) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 10 (art. L. 143-1, L. 143-2 et L. 143-3 du code de la sécurité sociale - Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail)** (p. 8957, 8958) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle ; rejeté. (p. 8959) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 8980, 8981) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (amélioration des conditions de scolarisation des enfants handicapés) ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9018, 9019) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 4 (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2010)** (p. 9692) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 11 (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options)** (p. 9714, 9715) : soutient l'amendement n° 11 de M. Bernard Cazeau ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) (p. 9724, 9725) : votera contre l'amendement n° 149 de M. Gérard Dériot. - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale) (p. 9744) : soutient l'amendement n° 5 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 13 (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social)** (p. 9782) : soutient l'amendement n° 24 de M. Bernard Cazeau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9788) : soutient l'amendement n° 27 de M. Bernard Cazeau (application du forfait social aux "parachutes dorés") ; rejeté. (p. 9794) : intervient sur l'amendement n° 229 de M. Guy Fischer (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement). - **Article 13 ter (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture)** (p. 9796, 9797) : parole sur l'article. - **Article 17 (art. L. 731-15 et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-4 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Prise en compte dans les revenus professionnels des non-salariés agricoles des revenus tirés de la mise en location des terres et des biens conservés dans le patrimoine privé et utilisés pour les besoins de leur activité professionnelle)** (p. 9817) : parole sur l'article. - **Article 23 (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales)** (p. 9839) : parole sur l'article. - **Article 25 (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)** (p. 9847) : parole sur l'article. - **Article 29 et annexe B (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal - annexe B)** (p. 9857, 9858) : soutient l'amendement n° 35 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article 34 (art. L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement du rôle du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)** (p. 9905) : son amendement n° 320 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9910, 9913) : son amendement n° 325 : renforcement de l'obligation d'informer le patient de façon écrite sur le tarif des actes et la nature du dépassement facturé ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9930) : son amendement n° 354 : suppression de l'information au moment du dépôt de la demande d'autorisation de mise sur le marché des spécialités génériques ; rejeté. - **Article 37 (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique)** (p. 9945, 9946) : son amendement n° 332 ; rejeté. - **Article 39 (art. L. 1142-23 et L. 1221-14 du code de la santé publique - Procédure d'indemnisation des victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine)** (p. 9952, 9953) : parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2010) (p. 9981).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] (suite)**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9992) : son amendement n° 345 : mise en place d'un dispositif prospectif et objectif permettant de mesurer l'évolution réelle des charges des établissements de santé ; rejeté. (p. 9995, 9996) : son amendement n° 356 : rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de

patients entre les établissements de santé de court séjour ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10036) : soutient l'amendement n° 171 de M. Yves Daudigny (possibilité pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux de déroger à l'obligation de dépôt de leur trésorerie auprès de l'État); adopté. - **Article 43 ter (Nouveau)** (art. L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles - Rapport au Parlement préalable à la correction en fin d'année de l'objectif global de dépenses) (p. 10044, 10045) : son amendement n° 346 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10088) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Christiane Demontès (évaluation

des conditions de suppression de la condition d'âge pour la majoration des pensions de réversion); retiré. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10127) : soutient l'amendement n° 172 de M. Yves Daudigny (fonds national de financement de la protection de l'enfance); rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 6 et état B (Budget général: ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12616, 12617) : intervient sur l'amendement n° 144 de M. François Rebsamen.

LEPAGE (Claudine)

*sénatrice (Français établis hors de France (Série A))
SOC*

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 166 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 207, 208) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1630, 1636) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga ; retiré. - **Article 6** (*Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial*) (p. 1648, 1649) : parole sur l'article. - **Article 6 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur la diplomatie d'influence et les modalités du rattachement du réseau culturel à l'étranger*) (p. 1653) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1913, 1914) : son intervention.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2199, 2201) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3052) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 11 A** (*art. L. 312-15 et L. 721-1 du code de l'éducation - Formation spécifique sur la prévention des violences faites aux femmes pour les élèves et les enseignants*) (p. 5225, 5226) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 11 A** (p. 5228, 5229) : son amendement n° 25 : rôle des consulats français dans l'information sur les possibilités d'accueil et de recours en cas de violences faites aux femmes ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6151, 6153) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Article 2** (*art. L. 552-3-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Modalités de suspension du versement des allocations*

familiales) (p. 6814, 6815) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Françoise Cartron ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7681) : parole sur l'article. (p. 7719) : son amendement n° 307 ; rejeté.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9479, 9480) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 21** (*art. L. 134-1, L. 134-4, L. 134-5-1, L. 612-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Suppression de la compensation généralisée maladie*) (p. 9837) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p. 9881) : son amendement n° 132 : fréquence de présentation d'un justificatif d'existence pour les retraités français établis hors de France ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10820, 10821) : son intervention. - **Etat B** (p. 10834) : son amendement n° II-83 ; rejeté.

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11269, 11270) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11354, 11355) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11460) : son intervention.

Pensions

- (4 décembre 2010) - **Article 100** (*Décrystallisation des pensions civiles et militaires de retraite*) (p. 11610) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11676) : soutient l'amendement n° II-485 de M. Richard Yung (introduction d'une exception au principe de non-déduction des charges sur les revenus de source française des personnes fiscalement domiciliées à l'étranger) ; retiré.

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Membre titulaire du Commission nationale de concertation sur les risques miniers.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

LEROY (Maurice)
ministre de la ville
(à partir du 14 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3430, 3431) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière*) (p. 4065, 4066) : son amendement n° 172 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4081) : ses amendements n° 124 ; adopté ; et n° 125 ; retiré. (p. 4083) : ses amendements n° 126 et 127 ; adoptés. (p. 4084) : son amendement n° 128 ; retiré. (p. 4085) : son amendement n° 129 ; retiré. (p. 4088) : son amendement n° 335 ; adopté. (p. 4090) : défavorable à l'amendement n° 675 du Gouvernement. - **Article additionnel après 15 bis** (p. 4094) : ne votera pas l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (mesure en faveur d'un usage rationnel de la biomasse issue des produits forestiers). - **Article 16 bis** (*titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt*) (p. 4101) : intervient sur l'amendement n° 656 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10501) : intervient sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11066, 11067) : son intervention.

LÉTARD (Valérie)
*secrétaire d'Etat en charge des
technologies vertes et des négociations
sur le climat*
(jusqu'au 13 novembre 2010)
sénatrice (Nord)
UC
(à partir du 14 décembre 2010)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 14 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 14 décembre 2010.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé - Deuxième lecture [n° 469 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3899, 3904) : propose l'adoption de cette proposition de loi dans la rédaction adoptée par la commission. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5262, 5263) : son intervention. - **Article 73 bis** (*Suspension de l'emploi du bisphénol A dans les biberons*) (p. 5372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Louis Nègre. - **Article 84** (*Responsabilité des sociétés-mères*) (p. 5373, 5374) : son amendement n° 1 ; adopté. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 3 de la commission portant sur son amendement n° 1.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7043, 7044) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de M. Francis Grignon (prorogation des contrats d'obligation d'achat pour la cogénération industrielle) et n° 21 de M. Philippe Adnot (dispositions réglementaires et tarifaires applicables aux moyens de stockage de l'électricité). - **Article 1er bis** (*art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement*) (p. 7046, 7048) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7049, 7054) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 167 de M. Jean-Claude Danglot (extension du nombre de bénéficiaires du tarif de première nécessité), n° 215 de M. Jacques Muller (participation des fournisseurs d'électricité au financement des impayés d'énergie), ainsi que sur les amendements identiques n° 6 de M. Xavier Pintat, n° 138 de M. Roland Courteau, n° 234 de M. Jean-Claude Merceron et n° 246 de M. Yvon Collin (application automatique du tarif de première nécessité), et sur les amendements identiques n° 7 de M. Xavier Pintat, n° 139 de M. Roland Courteau, n° 237 de M. Jean-Claude Merceron et n° 248 de M. Yvon Collin (application automatique du tarif spécial de solidarité). - **Article 2** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7057, 7066) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168, 170, 171, 172, 173, 174, 169, 176 et 175 de M. Jean-Claude Danglot, n° 255 de

M. Raymond Vall, n° 231 et 228 de M. Jean-Claude Merceron, n° 73 de M. Roland Courteau, et n° 269 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7067, 7070) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 221 de M. Jacques Muller (rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification), n° 243 de M. Jean-Pierre Vial (appel d'offres pour mettre en œuvre des capacités d'effacement additionnels de consommation d'électricité sur une durée de trois ans), sur les amendements analogues n° 144 de M. Jean Besson, n° 247 de M. Yvon Collin et n° 270 de la commission (financement de l'enfouissement des lignes à haute tension), et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 274 de M. Xavier Pintat. - **Article 2 ter** (*art. 21-2 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Interruption instantanée de certains consommateurs agréés*) (p. 7072) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 177 de M. Jean-Claude Danglot et n° 74 de M. Roland Courteau. - **Article 2 quater (Nouveau)** (*art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des producteurs d'électricité aux coûts de raccordement aux réseaux*) (p. 7073, 7074) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 140 et 141 de M. Jean Besson, n° 238 de M. Jean-Claude Merceron, n° 250 et 249 de M. Yvon Collin, et n° 8 de M. Xavier Pintat. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7074, 7075) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roland Courteau n° 99 (gestion des demandes de raccordement) et n° 121 (aménagement de la participation pour voirie et réseaux). - **Article 3** (*art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité*) (p. 7076, 7079) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178 et 179 de M. Jean-Claude Danglot, ainsi que sur les amendements n° 111, 127 et 75 de M. Roland Courteau. - **Article 4** (*art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7081, 7091) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 180, 182, 181, 183, 185 et 184 de M. Jean-Claude Danglot, n° 118, 76, 77, 78 et 79 de M. Roland Courteau, n° 29 de M. Pierre Bernard-Reymond, n° 130 de M. Thierry Repentin, n° 239 de M. Daniel Dubois, et n° 251 de M. Yvon Collin, ainsi que sur l'amendement n° 9 de M. Xavier Pintat, et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 280 de la commission. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7098) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Claude Danglot (rapport au Parlement sur l'évolution des prix réglementés de l'électricité et du gaz naturel). - **Article 5** (*art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7100, 7112) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 187, 188, 193, 189, 190, 194, 195 et 191 de M. Jean-Claude Danglot, n° 10 de M. Xavier Pintat, n° 137, 80, 81, 112, 113 et 82 de M. Roland Courteau, n° 240 de M. Jean-Claude Merceron, n° 252 et 261 de M. Yvon Collin, n° 26 de M. Francis Grignon, n° 30 de M. Pierre Bernard-Reymond et n° 224 de M. Daniel Dubois. - **Article 7** (*art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7115, 7121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 196, 200, 202, 199, 201 et 198 de M. Jean-Claude Danglot, n° 84, 85, 86, 87 et 88 de M. Roland Courteau, n° 262 de M. Yvon Collin, n° 17 de M. Philippe Adnot et n° 271 de la commission.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (*art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7132, 7139) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 203, 204 et 197 de M. Jean-Claude Danglot, n° 89, 115 et 90 de M. Roland Courteau, n° 263 de M. Yvon Collin, et n° 267 de la commission. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 7140) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission

des finances. - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs) (p. 7142, 7148) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92, 93, 116, 117, 94, 128 et 129 de M. Roland Courteau, n° 207 et 206 de M. Jean-Claude Danglot, n° 264 de M. Yvon Collin, et n° 268, 272 et 273 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7149) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 277 de la commission (prolongation du Tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TARTAM, jusqu'à la mise en place effective de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique, ARENH), et n° 16 de M. Philippe Adnot (prolongation du Tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché jusqu'au 30 juin 2011). - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 43-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Extension du champ de compétences du médiateur national de l'énergie) (p. 7149) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. René Beaumont. - **Article 11** (art. 20 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs - Report de la mise en œuvre du plan de constitution des actifs dédiés au démantèlement des installations nucléaires) (p. 7151, 7152) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 11 bis A (Nouveau)** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements) (p. 7152, 7155) : sur l'amendement n° 11 de M. Xavier Pintat, son sous-amendement n° 281 ; adopté. Sur l'amendement n° 142 de M. Jean Besson, son sous-amendement n° 282 ; adopté. Sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Claude Merceron, son sous-amendement n° 283 ; adopté. Sur l'amendement n° 253 de M. Yvon Collin, son sous-amendement n° 284 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, 142, 241 et 253 précités. - **Article 11 bis** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes de quitter un établissement public de coopération intercommunale afin de confier la distribution d'électricité ou de gaz sur leur territoire à un organisme unique) (p. 7156) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. Charles Revet et n° 225 de M. Daniel Dubois. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7164, 7172) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 209 et 210 de M. Jean-Claude Danglot, n° 105 et 104 de M. Michel Sergent et n° 3 de la commission des finances saisie pour avis, n° 222 de M. Jacques Muller, n° 107

de M. Roland Courteau et n° 227 de M. Daniel Dubois. (p. 7184) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 236 de M. Daniel Dubois et n° 242 de M. Jean-Claude Merceron. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7185) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de M. Michel Sergent (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental faisant le bilan de l'application de l'article 33 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie). - **Article 13** (art. 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz - Ajout de la société publique locale aux modalités juridiques de fusion des entreprises locales de distribution) (p. 7187) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Pierre Bernard-Reymond. - **Article 14** (art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'industrie et du gaz - Clarification du champ d'application du statut du personnel des industries électriques et gazières) (p. 7188) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7189, 7191) : sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 4 (maintien, pour les salariés du groupe GDF Suez, du régime spécifique d'assurance chômage applicable aux industries électriques et gazières), son sous-amendement n° 276 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 de M. Thierry Repentin (maintien de la possibilité, pour un bailleur, de récupérer le prix de l'énergie achetée à une entité juridique indépendante, sans distinguer les éléments constitutifs de ce prix) et n° 4 précité. - **Article 15** (art. 92 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures - Prorogation de l'habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de l'énergie) (p. 7191) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7192) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 235 de M. Daniel Dubois (égalité des taux de la contribution tarifaire d'acheminement, quels que soient les réseaux de distribution) et n° 24 de M. Francis Grignon (égalité des taux de la contribution tarifaire d'acheminement, quels que soient les réseaux de distribution). - **Demande de seconde délibération - Seconde délibération** (p. 7192) : favorable à la demande de seconde délibération de la commission de l'économie sur l'article 12. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7199) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° A-1 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7204) : son intervention.

LE TEXIER (Raymonde)
sénatrice (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 99, 100) : son intervention.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récurrence criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (18 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1566, 1567) : le groupe socialiste, apparentés, et Verts, voteront contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2151, 2152) : favorable à cette proposition de loi.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2240, 2242) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2254) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 2 (Le réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2417) : parole sur l'article.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4488, 4489) : son intervention. - **Article 4 (art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés)** (p. 4509) : défavorable à l'amendement n° 18 de M. Philippe Dominati. - **Article 6 (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises)** (p. 4511, 4512) : parole sur l'article. (p. 4515) : défavorable à l'amendement n° 5 de M. Michel Houel. (p. 4521) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4527) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4844, 4845) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5762, 5764) : soutient l'amendement n° 407 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. Soutient l'amendement n° 409 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5766, 5767) : soutient l'amendement n° 412 de

M. Jean-Pierre Sueur (possibilité de créer une communauté d'agglomération même en l'absence d'une commune de plus de 15 000 habitants) ; rejeté. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5777) : soutient l'amendement n° 416 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5780) : soutient l'amendement n° 420 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5785) : soutient l'amendement n° 421 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 5794) : soutient l'amendement n° 430 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. (p. 5795) : soutient l'amendement n° 431 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6124, 6126) : son intervention.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7381, 7383) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7435, 7436) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7504).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7546, 7547) : son intervention. - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7575) : favorable à l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontès. (p. 7578, 7579) : intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Christiane Demontès. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7596) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7663) : votera contre cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7689, 7690) : soutient l'amendement n° 119 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 7695) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet. (p. 7713) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Christiane Demontès ; devenu sans objet. (p. 7725) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1199 de Mme Michèle André.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7751, 7752) : intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7791, 7792) : le groupe socialiste ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7924) : favorable à l'amendement n° 925 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7954) : favorable aux amendements n° 89 de Mme Christiane Demontès et n° 974 de Mme Annie David. (p. 7958, 7959) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 8018, 8019) : votera l'amendement n° 832 de M. Guy Fischer. (p. 8031, 8032) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8091) : votera contre cet article. - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8101) : votera l'amendement n° 1225 de la commission. - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8111, 8112) : parole sur l'article. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8129, 8130) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 8135) : favorable à l'amendement n° 792 de M. Guy Fischer. - **Article 15** (art. L. 5421-4 du code du travail - Âges limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi) (p. 8136, 8137) : parole sur l'article. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8158) : soutient l'amendement n° 157 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8251) : parole sur l'article. (p. 8273) : soutient l'amendement n° 405 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 8280) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8291) : le groupe socialiste votera contre cet article. (p. 8315, 8316) : soutient l'amendement n° 414 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8370, 8371) : votera contre cet article. - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8387) : suspension de séance. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8399, 8400) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8420) : les sénateurs socialistes, Verts et apparentés voteront contre cet article. - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8431, 8432) : parole sur l'article. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8468) : réaction aux propos de M. Gérard Longuet.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8514, 8515) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi. -

Article 32 (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8532, 8533) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8659) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Christiane Demontès (rapport envisageant une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8738) : soutient l'amendement n° 63 de Mme Christiane Demontès (affirmation des prérogatives de contrôle et de décision du Parlement en matière d'évolution des dépenses et des recettes de la sécurité sociale ainsi qu'en matière d'orientation des politiques de santé, de la famille et de l'assurance-vieillesse) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8758) : soutient les amendements n° 118 de Mme Michèle André (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite pour les femmes) ; rejeté par vote unique ; et n° 303 de Mme Claudine Lepage (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences pour les Français établis hors de France du relèvement de l'âge légal du départ à la retraite à 62 ans) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8776, 8777) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 160 (taxation additionnelle de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) ; n° 161 (relèvement à 20 % du forfait social appliqué à la participation et à l'intéressement) ; n° 163 (relèvement de la contribution patronale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites à 20 %) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8787) : soutient l'amendement n° 199 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'une proratisation de la règle des vingt-cinq meilleures années en fonction de la durée de carrière effectuée dans le secteur privé) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 8804) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 398 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la pénibilité dans les modalités de calcul des droits d'ouverture à la retraite) ; et n° 399 (rapport au Parlement sur la création éventuelle d'une allocation de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs exposés à la pénibilité) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 27 sexies A (précédemment réservés)** (p. 8812) : sur l'amendement n° 1208 de la commission (évaluation des conséquences de l'exposition aux facteurs de pénibilité sur l'espérance de vie), soutient les sous-amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 1228 ; adopté par vote unique ; et n° 1230 ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 (précédemment réservés)** (p. 8814, 8815) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 219 (évaluation des conditions d'extension de la revalorisation du minimum vieillesse au conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité) ; n° 220 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion) ; rejetés par vote unique. Soutient l'amendement n° 221 de M. Jacques Gillot (rapport au Parlement sur une revalorisation des pensions servies outre-mer) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8818) : soutient l'amendement n° 240 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur la mise en place de mécanismes permettant aux couples faisant l'objet d'une imposition commune d'acquiescer des droits à la retraite communs) ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8853) : votera contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8863, 8864) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9053, 9054) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (9 novembre 2010) - **Question préalable** (p. 9677, 9679) : sa motion n° 2 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 5** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 9693) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Article 9 (précédemment réservé)** (*art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale*) (p. 9749) : le groupe socialiste ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 19** (*Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K »*) (p. 9826) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 19 de ce projet de loi. - **Article 28** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 9852) : le groupe socialiste votera contre l'article 23 de ce projet de loi. - **Article 29 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal - annexe B*) (p. 9862, 9863) : le groupe socialiste votera contre l'article 29 de ce projet de loi.

Quatrième partie :

- (13 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p. 9942, 9943) : intervient sur l'amendement n° 390 de M. Nicolas About (instauration d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable). - **Article 40** (*art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance*) (p. 9961, 9962) : soutient l'amendement n° 335 de M. Jacky Le Menn (dispositif expérimental d'autorisation de plateformes communes d'imagerie) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10027, 10028) : soutient l'amendement n° 176 de M. Yves Daudigny (mesures en faveur des actions de prévention des services de l'aide à domicile) ; rejeté. (p. 10034) : soutient l'amendement n° 166 de M. Yves Daudigny (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Article 54** (*art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la rétroactivité des aides au logement*) (p. 10118, 10119) : favorable à l'amendement n° 124 de Mme Claire-Lise Campion.

- **Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10745, 10746) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11371, 11373) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 88** (p. 11593) : son amendement n° II-345 : rapport gouvernemental sur les conditions de pérennisation du dispositif de l'allocation équivalent retraite ; rejeté. - **Article 90** (*art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression*

d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne (p. 11594, 11597) : son amendement n° II-346 ; adopté. - **Article 92** (art. L. 5133-1 à L. 5133-7 et art. L. 5423-24 du code du travail - Alignement du dispositif d'intéressement de l'allocation de solidarité spécifique, ASS, sur celui du revenu de solidarité active, RSA) (p. 11599) : son amendement n° II-347 ; rejeté. - **Article 96** (Prélèvement exceptionnel sur le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, FPSP) (p. 11601, 11602) : son amendement n° II-348 ; rejeté. -

Article 97 (art. L. 5212-5, L. 5212-9, L. 5213-4, L. 5213-11 et L. 5214-1-1 [nouveau] du code du travail - Transfert de compétences à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, AGEFIPH) (p. 11603) : son amendement n° II-349 ; rejeté.

LE VERN (Alain)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

LISE (Claude)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer jusqu'au 14 novembre 2010.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Outre-mer [n° 115 tome 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (29 mai 2010) - **Article 18 (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - Création du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture)** (p. 4120, 4121) : soutient l'amendement n° 485 de M. Serge Larcher ; rejeté. Son amendement n° 490 ; rejeté. - **Article 24 (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance)** (p. 4150, 4151) : parole sur l'article. (p. 4152) : son amendement n° 223 ; rejeté. (p. 4153) : son amendement n° 224 ; rejeté.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6876, 6877) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AG (Nouveau) (art. L. 741-9, L. 742-3, L. 751-12 et L. 751-13-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Extension du dispositif pénibilité aux salariés agricoles)** (p. 8429, 8430) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8875, 8876) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11204, 11205) : son intervention. (p. 11221, 11222) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11235) : sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débiteurs de tabac des DOM), son sous-amendement n° II-381 ; devenu sans objet. (p. 11238) : intervient sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débiteurs de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Article 77 bis (Nouveau) (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer)** (p. 11250, 11251) : sur l'amendement n° II-207 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, son sous-amendement n° II-378 ; rejeté. (p. 11251) : son amendement n° II-259 ; devenu sans objet.

LONGÈRE (Christiane)
sénateur (Loire)
UMP

Devenue sénateur le 17 avril 2010 (en remplacement de M. Michel Thiollière dont le mandat a cessé).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 27 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme jusqu'au 1er octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 693 (2009-2010)] (6 septembre 2010) - **Environnement - Transports - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Enseignement scolaire [n° 111 tome 3 annexe 13 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 272, 275) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Rappel au règlement** (p. 507) : son rappel au règlement. - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 546) : défavorable aux amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 602) : intervient sur l'amendement n° 617 de M. Hervé Maurey (cumul des mandats).

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*)

(p. 838) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 389 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 22** (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes) (p. 1004) : votera l'amendement n° 725 de la commission. - **Article 35** (Clarification des compétences des collectivités territoriales) (p. 1087) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1112) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (24 février 2010) - **Article 43** (Texte non modifié par la commission) (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport) (p. 1809) : intervient sur l'amendement n° 25 de M. François Marc.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2245, 2246) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2252) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (7 avril 2010) - **Article 3** (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris) (p. 2466) : défavorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 16** (Recours étendu aux contrats de partenariat) (p. 2693) : intervient sur les amendements n° 59 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Nicole Bricq.

- **Rappel au règlement** - (4 mai 2010) (p. 3044).

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3137, 3138) : demande aux membres du groupe UMP de voter contre l'amendement n° 53 de la commission.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Article 6** (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises) (p. 4514, 4515) : la majorité du groupe UMP est défavorable à l'amendement n° 5 de M. Michel Houel.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4585) : votera contre l'amendement n° 14 de Mme Bariza Khiari.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4661, 4662) : intervient sur les amendements n° 31 de Mme Bariza Khiari et n° 63 de M. Bernard Saugey.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4829, 4831) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5634, 5635) : défavorable à l'amendement n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35** (Texte non modifié par la commission) (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5839) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5914) : intervient sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5919, 5920) : défavorable à l'amendement n° 555 de M. Nicolas About. (p. 5924) : réponse à M. François Fortassin. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5955, 5956) : défavorable à l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5979, 5980) : parole sur l'article. (p. 5994) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Rappel au règlement** (p. 6017) : son rappel au règlement. - **Article additionnel après l'article 36 C** (p. 6036) : demande à l'ensemble des membres du groupe UMP de voter l'amendement n° 548 de M. Nicolas About (dispositif d'incitation financière au respect de la parité lors des élections des conseillers territoriaux).

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6043, 6044) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (7 juillet 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6053, 6054) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) (p. 6119, 6121) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6508) : sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (extension des peines planchers aux violences aggravées), son sous-amendement n° 423 ; adopté. (p. 6522) : sur l'amendement n° 388 du Gouvernement (possibilité, pour le procureur de la République, de saisir directement le tribunal pour enfants), son sous-amendement n° 422 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7393) : demande que la Haute Assemblée retrouve la sérénité nécessaire à la bonne tenue des débats. (p. 7424, 7427) : son intervention.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7494, 7495) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7548, 7549) : son intervention. - **Article 1er A** (Objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 7590, 7591) : le groupe UMP votera l'article 1er A de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7629, 7630) : défavorable aux amendements n° 3 de M. Guy Fischer, n° 110 de Mme Christiane Demontès et n° 254 de M. Jean Dessard. - **Renvoi de la suite de la discussion** (p. 7730).

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les

catégories actives) (p. 8062) : votera contre l'ensemble des amendements portant sur cet article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8136) : favorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8253, 8254) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 bis** (art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité) (p. 8388) : suspension de séance. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8400) : le groupe UMP votera cet article. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8467, 8468) : défavorable à l'amendement n° 1085 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8523, 8524) : votera l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32 ter A** (art. L. 3153-3 du code du travail - Augmentation du nombre de jours exonérés de cotisations sociales et utilisés à partir d'un compte épargne-temps pour abonder un dispositif d'épargne retraite) (p. 8578) : le groupe UMP votera les amendements n° 47 de Mme Annie David et n° 471 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite) (p. 8589) : le groupe UMP votera les amendements n° 50 de Mme Annie David, n° 281 de M. Jean Desessard, n° 386 de M. Yvon Collin, n° 474 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8615) : favorable aux amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Rappel au règlement** (p. 8617, 8618). - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8664, 8665) : le groupe UMP votera les amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Demande d'un vote unique** (p. 8722, 8723) : le groupe UMP est favorable à la demande de vote unique présentée par le Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Vote unique** (p. 8847, 8848) : le groupe UMP votera l'ensemble des amendements retenus par le Gouvernement.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9052) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) (p. 9512, 9513).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9616, 9619) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9737) : intervient sur les amendements identiques n° 44 de la commission, n° 102 de la commission saisie pour avis et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10790, 10792) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11158, 11159) : la commission des finances recommande l'adoption du budget de la mission "Enseignement scolaire". - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11184, 11192) : position de la commission sur l'amendement n° II-241 du Gouvernement et sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° II-148, II-147 et II-145. - **Article additionnel après l'article 73 quater** (p. 11194) : position de la commission sur l'amendement n° II-221 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (remise d'un rapport gouvernemental dressant l'état des lieux de la carte des formations de l'enseignement agricole technique et détaillant les moyens financiers et en personnels consacrés à cet enseignement public et privé et leur évolution depuis 2005).

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11913, 11915) : le groupe UMP votera ce projet de loi de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12599, 12600) : intervient sur l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules).

LORRAIN (Jean-Louis)
sénateur (Haut-Rhin)
NI, puis UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 23 mars 2010.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social le 27 septembre 2010.

Devenu sénateur le 7 mars 2010 (en remplacement de M. Hubert Haenel, nommé membre du Conseil constitutionnel).

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2996, 2997) : son intervention.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4765, 4766) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes**

[n° 565 (2009-2010)] - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5055, 5056) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6791, 6792) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8613) : intervient sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot.

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10187, 10188) : votera cette proposition de loi. - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - *Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique*) (p. 10194, 10195) : intervient sur les amendements n° 12 de la commission et n° 5 du Gouvernement.

LOUECKHOTE (Simon)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5088, 5089) : le groupe UMP ne votera pas cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (14 octobre 2010) - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8048) : parole sur l'article.

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à restaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 114 tome 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Société - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Les CREPS dans la tourmente de la RGPP [n° 184 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Sports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 297, 298) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 515, 516) : votera contre cet article.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1687, 1690) : son intervention.

- **Questions cibles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1693) : sa réplique.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)] (suite)** - (23 février 2010) - **Article 1er A** (*Principe de subsidiarité et spécificité de la régulation publique des jeux d'argent*) (p. 1706, 1707) : soutient l'amendement n° 50 de M. François Marc ; adopté. - **Article 1er** (*Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux*) (p. 1712, 1713) : soutient l'amendement n° 94 de M. François Marc ; devenu sans objet. - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1721, 1722) : soutient les amendements n° 104 et 103 de M. François Marc ; rejetés. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des paris sportifs en ligne*) (p. 1733, 1735) : soutient les amendements n° 61 et 60 de M. François Marc ; rejetés. - **Article additionnel avant**

l'article 10 (p. 1739) : soutient l'amendement n° 64 de M. François Marc (impossibilité, pour les entreprises de média privé, de solliciter un agrément d'opérateur de jeux ou de paris en ligne) ; rejeté. - **Article 13** (*Obligation d'information relative aux opérations financières*) (p. 1746) : soutient l'amendement n° 96 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Prévention des conflits d'intérêts*) (p. 1756, 1757) : soutient les amendements n° 71 et 72 de M. François Marc ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 32 (Supprimé)** (*Pouvoir de conciliation de l'ARJEL en vue de régler un litige opposant un joueur à un opérateur*) (p. 1779) : soutient l'amendement n° 75 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 137-18 à L. 137-24 nouveaux, L. 136-7-1, L. 139-1 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Nouveaux prélèvements sociaux créés au profit de la sécurité sociale*) (p. 1800) : soutient l'amendement n° 80 de M. François Marc ; rejeté. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport*) (p. 1803) : soutient l'amendement n° 100 de M. Claude Lise ; rejeté. (p. 1805) : soutient l'amendement n° 99 de M. Claude Lise ; rejeté. (p. 1808) : favorable à l'amendement n° 25 de M. François Marc. - **Article 52** (*art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives*) (p. 1818) : soutient l'amendement n° 85 de M. François Marc ; rejeté. (p. 1820) : intervient sur l'amendement n° 86 de M. François Marc.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif** - *Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]* - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3858, 3861) : le groupe

socialiste votera contre ce texte si aucun aménagement n'y est apporté. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3868, 3878) : ses amendements n° 5, 6, 8, 9, 10, 12, 13, 15 et 16 ; rejetés. Intervient sur son amendement n° 7, soutenu par M. Serge Lagauche. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3878) : son amendement n° 17 : rapport d'étude sur la création d'une caisse de règlement pécuniaire des agents sportifs ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3879, 3880) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 5938) : soutient l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Sueur (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique) ; rejeté.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6871, 6872) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11262, 11263) : son intervention. (p. 11266, 11267) : son intervention.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11534, 11535) : son intervention.

du LUART (Roland)
sénateur (Sarthe)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 14, 19, 28 janvier, 4, 10, 18 février, 23, 24 mars, 1er avril, 4, 6, 18, 19, 27, 28 mai, 3, 9, 15, 17, 23, 29 juin, 1er, 6, 12 juillet, 7, 28, 29 septembre, 7, 12, 19, 21 octobre, 2, 12, 16, 18, 23, 25, 30 novembre, 3, 5 et 8 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public de financement et de restructuration.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les compensations des transferts de compétences : pistes pour des relations apaisées entre l'Etat et les collectivités territoriales [n° 572 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Justice [n° 111 tome 3 annexe 16 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Témoignage de solidarité envers le peuple haïtien après le séisme de Port-au-Prince** - (14 janvier 2010) (p. 151).

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du**

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

handicap [n° 531 (2009-2010)] - (24 juin 2010) - **Article 3** (*art. 231 du code général des impôts - Exonération de la taxe sur les salaires*) (p. 5188) : soutient l'amendement n° 72 de M. Éric Doligé ; adopté.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Russie** - (29 juin 2010) (p. 5438).

- **Rappels au règlement** - (29 juin 2010) (p. 5438).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Irrecevabilité de sous-amendements** (p. 7551) : irrecevabilité de cinq sous-amendements du groupe CRC-SPG, portant sur l'amendement n° 598 de M. Nicolas About.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires australiens** - (7 octobre 2010) (p. 7571).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (21 octobre 2010) - **Demande d'un vote unique** (p. 8721, 8724) : donne acte au Gouvernement de sa demande de vote unique sur les amendements restant à examiner en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par lui et sur l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10977, 10978) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10993, 10998) : position de la commission sur les amendements n° II-87 de la commission des lois saisie pour avis, n° II-175 de M. Richard Yung et n° II-217 du Gouvernement. (p. 10996) : son amendement n° II-6 ; retiré. - **Article 75** (*art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Report de la collégialité de l'instruction*) (p. 10999) : position de la commission sur l'amendement n° II-164 de M. Jacques Mézard.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat italien** - (30 novembre 2010) (p. 11127).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12610) : intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Article unique** (p. 2172, 2173) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2699, 2700) : soutient l'amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 2714) : soutient l'amendement n° 163 de M. Thierry Repentin (réalisation de logements dans les secteurs aménagés autour des gares) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2761) : soutient l'amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 523) : parole sur l'article.

- *Deuxième lecture* [n° 560 (2009-2010)] - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5864) : soutient l'amendement n° 452 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet.

- *Commission mixte paritaire* [n° 60 (2009-2010)] - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9671, 9672) : son intervention.

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective le 8 décembre 2010.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française [n° 196 (2010-2011)] (21 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (28 janvier 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 734) : défavorable aux amendements n° 373 et 374 de M. Alain Anziani.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 4714) : son amendement n° 55 : possibilité pour l'État de confier à la chambre économique multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy l'exercice de certaines missions dévolues aux chambres consulaires ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (10 septembre 2010) - **Article 37 octies (Nouveau)** (*Protection des dépositaires de l'autorité publique exposés à un risque viral dans l'exercice de leurs fonctions*) (p. 6646) : soutient l'amendement n° 33 de M. Christian Cointat ; adopté.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Article 31** (*Ratification d'un décret approuvant les sanctions applicables en matière d'urbanisme à Saint-Barthélemy*) (p. 8922) : favorable à l'amendement n° 4 de la commission.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9086) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11072) : soutient l'amendement n° II-162 de M. René Beaumont ; adopté.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11218, 11219) : son intervention. - **Article 77** (*art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française*) (p. 11244) : votera les amendements n° II-267 et II-268 de M. Richard Tuheiva.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11679) : défavorable à l'amendement n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer). - **Article 58** (*art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu*) (p. 11700) : défavorable à l'amendement n° II-299 de la commission.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Article 6** (*Application aux départements et collectivités d'outre-mer*) (p. 12074) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article 35** (*art. L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée - Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques*) (p. 12806) : soutient l'amendement n° 76 de Mme Lucette Michaux-Chevry ; adopté.

MAHÉAS (Jacques)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Question préalable** (p. 390) : intervient sur la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009) (p. 416) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Daniel Reiner. (p. 418, 419) : son amendement n° 21 ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture** [n° 260 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1245) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel enseignant autour des lieux d'éducation). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1246) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement** [n° 243 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1255, 1256) : son intervention. - **Article unique (Attribution de subventions pour garantir la fourniture d'eau dans les immeubles d'habitation)** (p. 1257, 1258) : soutient l'amendement n° 7 de M. Paul Raoult ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1261) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2367, 2368) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2381, 2382) :

intervient sur la motion n° 5 de M. Jean-François Voguet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er (Le Grand Paris : un projet d'intérêt national)** (p. 2403, 2404) : intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Éliane Assassi. - **Article 2 (Le réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2424) : favorable à l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2428, 2429) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 3 (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2459, 2460) : soutient l'amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. (p. 2465, 2467) : intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2489, 2490) : intervient sur les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2500) : intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Dominique Voynet. (p. 2510) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi, n° 75 de M. Philippe Dallier et n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée** [n° 363 (2009-2010)] - (8 avril 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2565) : intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean Arthuis (obligation de déclaration d'activité).

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (8 avril 2010) - **Article 3 (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2581) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Éliane Assassi.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** [n° 486 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4192, 4195) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4208) : votera la motion n° 54 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4209) : favorable à l'amendement n° 55 de Mme Josiane Mathon-Poinat (abrogation de la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et au parcours professionnel dans la fonction publique). - **Article 1er (art. 8 et 8 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Extension du champ de la négociation et validité des accords)** (p. 4212, 4213) : son amendement n° 23 ; rejeté. - **Article 4 (art. 9 ter de la loi du 13 juillet 1983 - Conseil commun de la fonction publique)** (p. 4215, 4216) : son amendement n° 25 ; rejeté. (p. 4217) : son amendement n° 27 ; rejeté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4219, 4220) : son amendement n° 29 ; rejeté. - **Article 8 (art. 15 de la loi du 11 janvier 1984 - Réforme des comités techniques paritaires)** (p. 4222) : son amendement n° 30 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4224) : intervient sur l'amendement n° 105 de M. Guy Fischer (mode de recrutement spécifique, pour les personnes handicapées, dans la fonction publique parlementaire). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4225) : son amendement n° 31 ; rejeté. - **Article 11 (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Adoption de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale)** (p. 4227) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 13 (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités techniques)** (p. 4228) : son amendement n° 33 ; rejeté. (p. 4229) : son amendement n° 34 ; rejeté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Compétences des comités techniques) (p. 4230) : son amendement n° 35 ; rejeté. - **Article 14 ter (art. 33-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)** (p. 4232) : son amendement n° 36 ; rejeté. - **Article 15 (section 4, sous section 2 du chapitre II, art. 7-1, 11, 12, 23, 32, 33, 35 bis, 49, 62, 97, 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations)** (p. 4233) : son amendement n° 37 ; rejeté. - **Article 22 (Conditions transitoires de validité des accords)** (p. 4238) : son amendement n° 38 ; retiré. - **Article 24**

(Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4240) : favorable à l'amendement n° 110 du Gouvernement. - **Article 25** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4241) : son amendement n° 39 ; rejeté. - **Article 27** (Entrée en vigueur des nouvelles règles de composition et de fonctionnement des organismes consultatifs) (p. 4243) : son amendement n° 41 ; rejeté. - **Article 28** (Renouvellement simultané des instances consultatives) (p. 4244, 4246) : ses amendements n° 42, 44 et 43 ; rejetés. - **Article 29** (Texte non modifié par la commission) (Coordinations rédactionnelles) (p. 4247) : son amendement n° 45 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30** (Texte non modifié par la commission) (Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A) (p. 4284) : son amendement n° 46 ; rejeté. (p. 4288) : son amendement n° 48 ; rejeté. (p. 4295) : favorable aux amendements n° 48 de M. Jacques Mahéas et n° 47 de M. Jacky Le Menn. (p. 4299) : le groupe socialiste s'oppose à cet article. - **Article 30 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prise en compte de la performance individuelle et collective par la politique indemnitaire) (p. 4304) : son amendement n° 49 ; rejeté. - **Article 30 ter** (Texte non modifié par la commission) (art. 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Création d'un grade fonctionnel dans la catégorie A) (p. 4306, 4307) : son amendement n° 50 ; rejeté. - **Article 30 quater** (Texte non modifié par la commission) (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte du mérite individuel et collectif par la politique indemnitaire dans la fonction publique territoriale) (p. 4308) : son amendement n° 51 ; rejeté. - **Article 30 quinquiés** (Texte non modifié par la commission) (art. 78-1 (nouveau) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Intéressement collectif dans la fonction publique hospitalière) (p. 4308) : son amendement n° 52 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4310) : s'abstiendra sur l'amendement n° 115 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code général de la fonction publique). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4311, 4312) : son amendement n° 53 ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 529 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5006, 5008) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Rappel au règlement** - (22 juin 2010) (p. 5021).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 6** (priorité) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7694) : favorable à l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts

particuliers) (p. 8161, 8162) : question à Monsieur le ministre du travail. - **Article 21 A** (Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat) (p. 8172) : parole sur l'article. - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Rapprochement des taux de cotisation) (p. 8176) : parole sur l'article. (p. 8179) : favorable à l'amendement n° 28 de M. Guy Fischer. - **Article 22** (art. L. 25 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - Retraite anticipée pour carrière longue dans la fonction publique) (p. 8182, 8183) : parole sur l'article. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8187) : parole sur l'article. (p. 8191, 8192) : favorable à l'amendement n° 30 de M. Guy Fischer. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8196) : parole sur l'article. - **Article 24 bis** (art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Suppression d'une bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique) (p. 8203) : favorable à l'amendement n° 32 de M. Guy Fischer. - **Article 24 ter** (art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 351-1-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives au coefficient de majoration dans la fonction publique) (p. 8203, 8204) : parole sur l'article. - **Article 24 quater** (art. L. 351-13 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration de pension pour conjoint à charge) (p. 8205) : parole sur l'article. - **Article 24 quinquiés** (art. L. 4, L. 5, L. 12 et L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Durée de services effectifs pour bénéficier d'une pension de la fonction publique) (p. 8207) : favorable à l'amendement n° 942 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8440) : soutient l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. (p. 8443) : intervient sur l'amendement n° 622 de M. Philippe Dominati.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 33** (Entrée en vigueur) (p. 8646, 8647) : le groupe socialiste est favorable aux amendements n° 1156 et 1157 de Mme Annie David.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4** (Évolution annuelle des dépenses publiques en volume) (p. 9437, 9438) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Débat sur les effectifs de la fonction publique** - (3 novembre 2010) (p. 9452, 9455) : son intervention. (p. 9463, 9464) : ses observations.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) (p. 11506) : son intervention.

MALOVRY (Lucienne)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Finlande : le bon élève des systèmes éducatifs occidentaux peut-il être un modèle ? [n° 399 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 5 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur le transfert éventuel de la gestion des bourses destinées aux étudiants étrangers gérées par le CNOUS*) (p. 1640) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Colette Mélot ; adopté. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1641) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot ; adopté. - **Article 6 (Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial)** (p. 1651) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Colette Mélot ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1654) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Colette Mélot (création d'un comité de suivi - comprenant des parlementaires - chargé d'évaluer l'application du présent chapitre) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9993) : soutient l'amendement n° 199 de M. Dominique Leclerc (dérogation au système des objectifs quantifiés de l'offre de soins) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

- (5 décembre 2010) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 57 decies (Nouveau)** (*art. L. 222-17 du code du sport - Traitement fiscal de la prise en charge par les clubs de la rémunération des agents des sportifs professionnels*) (p. 11690, 11691) : son amendement n° II-160 ; rejeté.

MARC (Français)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Politique des territoires [n° 111 tome 3 annexe 19 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (27 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 577, 578) : favorable à l'amendement n° 350 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1309, 1312) : intervient sur l'amendement n° 102 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). Favorable à l'amendement n° 83 de Mme Nicole Bricq (suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1316, 1317) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Nicole Bricq (abaissement à 15 000 euros du plafond des niches fiscales) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1324, 1325) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Nicole Bricq (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1359, 1360) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1369) : soutient l'amendement n° 79 de Mme Nicole Bricq (suppression des exonérations de droit de succession incluses dans le bouclier fiscal) ; rejeté. - **Article 4** (*Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements*) (p. 1392) : intervient sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1457) : favorable à l'amendement n° 61 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des compensations versées par l'État aux collectivités territoriales). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1459) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1682, 1684) : le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 1er A** (*Principe de subsidiarité et spécificité de la régulation publique des jeux d'argent*) (p. 1706) : son amendement n° 49 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1709, 1710) : son amendement n° 93 : réalisation par le Gouvernement d'une étude d'impact du présent projet de loi ; rejeté. - **Article 1er** (*Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux*) (p. 1711) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 40 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Définition des différents types de paris*) (p. 1715) : ses amendements n° 52 et 53 ; rejetés. - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Prévisibilité du montant de la perte de jeu*) (p. 1717) : son amendement n° 54 ; rejeté. - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1726) : intervient sur son amendement n° 55, soutenu par M. Michel Sergent. - **Article 11** (*Obligations d'information relatives à l'offre de jeux et de paris*) (p. 1741) : son amendement n° 65 ; rejeté. - **Article 16** (*Délivrance des agréments par l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1747, 1749) : ses amendements n° 67 ; rejeté ; n° 66 et 68 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 25** (*Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1767) : son amendement n° 73 ; rejeté. (p. 1769) : votera l'amendement n° 42 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 35** (*Régime et procédure de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1783) : intervient sur les amendements n° 134, 135, 136 et 137 de M. Bernard Vera. - **Article 38** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 1012 du code général des impôts - Droit fixe dû par les opérateurs de jeux et paris en ligne*) (p. 1785) : parole sur l'article. (p. 1787) : son intervention. - **Article 39** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle*) (p. 1790) : son amendement n° 78 ; rejeté. (p. 1796, 1797) : ne votera pas cet article. - **Article 43** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national*

pour le développement du sport) (p. 1808) : reprend l'amendement n° 25 de la commission de la culture saisie pour avis ; rejeté. - **Article 54** (**Texte non modifié par la commission**) (*Conventions pluriannuelles entre l'Etat et les opérateurs historiques*) (p. 1822) : son amendement n° 98 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1826, 1827) : votera contre ce texte.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2038) : sa question.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3558, 3560) : son intervention. - **Article 1er** (*Suppression du bouclier fiscal*) (p. 3566, 3567) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3721) : son amendement n° 487 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3807) : son amendement n° 479 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3810, 3811) : son amendement n° 488 : constitution d'associations d'organisations de producteurs sans transfert de propriété des organisations de producteurs ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Demande de renvoi à la commission des dispositions du chapitre 1er du titre 1er et de l'article 18** (p. 4571, 4572) : soutient la motion n° 10 de Mme Bariza Khiari tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4583, 4585) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Bariza Khiari ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 6** (*art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4635) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Bariza Khiari ; rejeté. - **Article 7** (*art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4646, 4647) : son amendement n° 68 ; rejeté. - **Article 7 ter** (*art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4650, 4651) : parole sur l'article. (p. 4654, 4655) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Bariza Khiari ; rejeté.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4788, 4790) : sa question.

- **Questions cibles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5026, 5027) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5085, 5086) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6864, 6865) : son intervention.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7228, 7229) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 3** (*art. L. 544-1, L. 544-3, L. 544-4, L. 544-5 [nouveau], L. 544-6 [nouveau] et L. 321-2 du code monétaire et financier*) (p. 7256) : soutient l'amendement n° 114 de Mme Nicole Bricq ; devenu sans objet. - **Article 7 octies A** (**Nouveau**) (*art. L. 225-*

102-1 du code de commerce, art. L. 114-17 du code de la mutualité, art. 524-2-1 du code rural et de la pêche maritime, art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, art. L. 511-35 du code monétaire et financier et art. L. 322-26-2-2 du code des assurances) (p. 7279, 7280) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8247, 8248) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8630) : favorable aux amendements n° 51 de Mme Annie David, n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin, et n° 475 de Mme Christiane Demontés.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4** (Évolution annuelle des dépenses publiques en volume) (p. 9432, 9435) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Article 7** (Norme annuelle d'évolution des concours de l'État aux collectivités territoriales) (p. 9445) : son amendement n° 5 ; rejeté. (p. 9446, 9447) : son amendement n° 6 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9448) : son amendement n° 8 : clarification des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10263, 10264) : le groupe socialiste ne votera pas le projet de loi de finances pour 2011.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10290) : son amendement n° I-215 : suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires ; rejeté. - **Article 3** (art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital) (p. 10308, 10309) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° I-221 et n° I-222 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10312) : soutient l'amendement n° I-249 de Mme Nicole Bricq (suppression du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 10319) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-157 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-249 de Mme Nicole Bricq et n° I-313 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 10329, 10330) : soutient l'amendement n° I-223 de Mme Nicole Bricq (abaissement à 20 % du niveau de l'abattement proportionnel de 40 % sur le montant des dividendes perçus) ; rejeté. - **Article 6** (art. 216 du code général des impôts - Régime des sociétés mères - Déplafonnement de la quote-part de frais et charges) (p. 10331) : son amendement n° I-224 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 9** (art. 39 quinquies GE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des sommes placées sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance) (p. 10378, 10379) : soutient l'amendement n° I-244 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10425) : son amendement n° I-252 : suppression de la réforme des successions ; rejeté. - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10458) : intervient sur l'article 16 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10460, 10461) : soutient l'amendement

n° I-262 de Mme Nicole Bricq (instauration d'une taxe visant à restreindre l'octroi d'indemnités de départ) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (art. 302 bis ZK et 1609 tertricies du code général des impôts - Evolution du régime fiscal des paris hippiques) (p. 10514) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10588) : votera l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Article 20** (art. L. 1613-6, L. 1614-1, L. 2334-26, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 4425-2 et L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales, art. 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, art. 134 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003 - Non-indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement) (p. 10591) : soutient l'amendement n° I-171 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10600) : favorable aux amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité). - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle) (p. 10684) : favorable aux amendements n° I-164 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-269 de Mme Nicole Bricq et n° I-349 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10688) : défavorable à l'amendement n° I-450 de la commission (modification du champ et des tarifs du droit annuel de francisation et de navigation de plaisance).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11135, 11139) : favorable à l'amendement n° II-193 de M. Gérard Collomb. Défavorable aux amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11531, 11532) : la commission des finances propose au Sénat l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre

2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11774) : défavorable à l'amendement n° II-415 de M. Jean Arthuis. (p. 11792) : soutient l'amendement n° II-438 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 11793) : soutient l'amendement n° II-437 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 11816) : soutient l'amendement n° II-435 de Mme Nicole Bricq ; devenu sans objet. (p. 11817) : intervient sur l'amendement n° II-307 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11828, 11829) : soutient l'amendement n° II-447 de M. Gérard Collomb (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants) ; devenu sans objet. (p. 11830) : soutient l'amendement n° II-448 de M. Gérard Collomb (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation) ; adopté. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11847) : sur l'amendement n° II-315 de la commission, son sous-amendement n° II-556 ; rejeté. (p. 11851) : intervient sur le sous-amendement n° II-556 précité.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11864) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° II-316 de la commission. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11866) : son amendement n° II-451 : rapprochement progressif du potentiel fiscal des collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11878, 11879) : soutient l'amendement n° II-452 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12571, 12572) : votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12616) : intervient sur l'amendement n° 144 de M. François Rebsamen.

MARIANI (Thierry)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de
l'écologie, du développement durable,
des transports et du logement, chargé
des transports
(à partir du 14 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10200) : son intervention. - **Article 1er A (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2010-1232 du 21 octobre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'environnement) (p. 10207) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Daniel Raoul et n° 25 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10208, 10211) : ses amendements n° 2 (transposition par voie d'ordonnance des directives européennes relatives aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre) ; n° 4 (transposition par voie d'ordonnance du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges) ; n° 8 (transposition par voie d'ordonnance de directives relatives au marché intérieur de l'énergie) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 26 de la commission portant sur son amendement n° 8 précité. - **Article 3** (art. 2-1, 3, 4, 6-1, 6-2, 8-1 et 23-1 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts - Mise en conformité des conditions d'exercice de la profession de géomètre-expert avec la « directive services ») (p. 10214) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de Mme Évelyne Didier et n° 15 de M. Daniel Raoul. - **Article 4** (art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une auto-école) (p. 10215) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de Mme Évelyne Didier et n° 16 de M. Daniel Raoul. - **Article 6** (Transposition de l'article 1er de la directive 2008/112/CE du 16 décembre 2008 modifiant notamment la directive 76/768/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 relative aux produits cosmétiques) (p. 10217) : avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 17 de M. Daniel Raoul. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 10219) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Francis Grignon (adaptation du droit national aux dispositions du « paquet routier » européen). - **Article 9 (Nouveau)** (Transposition de la directive 2009/33 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 « promotion de véhicules de transport routier plus économes en énergie et moins émetteurs de CO2 et de polluants ») (p. 10221) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Roland Ries. - **Article 10 (Nouveau)** (art. L. 421-4, L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8 et L. 426-1 du code de l'aviation civile - Adaptation à la « directive services » du 12 décembre 2006 des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 10222, 10223) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de Mme Évelyne Didier, n° 21 de M. Daniel Raoul et n° 28 de la commission. - **Article 11 (Nouveau)** (art. L. 213-3 du code de l'aviation civile - Lutte contre les incendies d'aéronefs et prévention du péril animalier sur les aérodromes civils) (p. 10224, 10225) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de Mme Évelyne Didier, n° 22 de M. Daniel Raoul, et n° 28 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10225, 10230) : ses amendements n° 3 (adaptation, par voie d'ordonnance, du droit de l'aviation civile au droit européen) ; n° 5 (transposition par voie d'ordonnance du troisième paquet législatif communautaire sur la sécurité maritime) ; n° 6 (transposition par voie d'ordonnance d'une directive relative à la mise en œuvre de la convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail) ; et n° 7 (transposition par voie d'ordonnance de la directive sur les redevances aéroportuaires) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Dominique Braye (possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols de 20 % pour des constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable) et n° 23 de M. Daniel Raoul (extension à trois ans du délai de mise en conformité des SCOT et des PLU avec la loi dite "Grenelle II"). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10231) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers -

Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 10929, 10932) : réponses aux orateurs. - **Article 49 et état C (Crédits des budgets annexes)** (p. 10944) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-30 de la commission.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne - Commission mixte paritaire [n° 193 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13050) : son intervention.

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 276 (2009-2010)] pour 2010 [n° 278 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 305 (2009-2010)] (18 février 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le régime de l'auto-entrepreneur : bilan et perspectives [n° 365 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le développement du commerce électronique : quel impact sur les finances publiques ? [n° 398 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 424 (2009-2010)] pour 2010 [n° 428 (2009-2010)] (4 mai 2010) - **Budget - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 511 (2009-2010)] pour 2010 [n° 513 (2009-2010)] (1er juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 1 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Mise en œuvre de la contribution économique territoriale : la trajectoire de la réforme [n° 588 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Débat d'orientation des finances publiques pour 2011 : en finir avec le double langage [n° 616 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 556 (2009-2010)] portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 617 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Union européenne - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 555 (2009-2010)] - Rapport [n° 703 tome 1 (2009-2010)] (14 septembre 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 555 (2009-2010)] - Tableau comparatif [n° 703 tome 2 (2009-2010)] (14 septembre 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 66 (2010-2011)] de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 78 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Le budget de 2011 et son contexte économique et financier [n° 111 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 111 tome 2 vol. 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 111 tome 2 vol. 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Seconde partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 111 tome 3 vol. 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Seconde partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 111 tome 3 vol. 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)] - Rapport [n° 166 tome 1 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)] - Tableau comparatif [n° 166 tome 2 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 167 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 169 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 189 (2010-2011)] (20 décembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 60, 61) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1275, 1278) : son intervention. - **Question préalable** (p. 1306) : position de la commission sur la motion n° 116 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1309, 1313) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 102 (suppression du bouclier fiscal), n° 104 (suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidentés du travail), de Mme Nicole Bricq n° 76 (suppression du bouclier fiscal), n° 78 (exclusion des impositions portant sur les revenus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites dites "chapeau" du calcul du droit à restitution au titre du bouclier fiscal), n° 83 (suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail), n° 48 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité de louer à un descendant ou à un ascendant dans le cadre de l'investissement locatif intermédiaire) et n° 41 de M. Michel Thiollière (exonération totale des plus-values immobilières pour les actionnaires particuliers de sociétés cédant leurs droits sociaux dans le cadre de l'article 34 de la loi du 26 juillet 2005). - **Article 1er A (Nouveau)** (art. 220 *terdecies* du code général des impôts - *Abaissement du seuil d'éligibilité des coûts de développement au crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo*) (p. 1313, 1314) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1315, 1317) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 103 (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires), n° 105 (hausse de la taxation des éléments de rémunération les plus exorbitants du droit commun), n° 106 (abaissement du plafond des niches fiscales à 20 000 euros) et n° 77 de Mme Nicole Bricq (abaissement à 15 000 euros du plafond des niches fiscales). - **Article additionnel avant l'article 1er B** (p. 1318) : position de la commission sur l'amendement n° 107 de M. Thierry Foucaud. - **Article 1er B (Nouveau)** (art. 885-0 *V bis A* du code général des impôts - *Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique*) (p. 1319) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 1320) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de M. Yvon Collin (création d'une nouvelle taxation des transactions sur devises et affectation de son produit au Fonds de réserve pour les retraites). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1321, 1327) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 82 (abrogation de la disposition supprimant progressivement la demi-part fiscale attribuée aux personnes vivant seules ou ayant élevé seules leurs enfants), n° 80 (suppression du dispositif de crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale), n° 72 (instauration, pour la seule année 2010, d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit), n° 75 (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), n° 81 (modification du dispositif d'exonération des plus-values sur titres de participation) et n° 84 de M. Serge Lagache (modification du mode de calcul du crédit d'impôt recherche en faveur des PME).

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 1er (priorité)** (*Faire contribuer les banques au fonds de garantie des dépôts tout en modifiant leur pratique en matière de bonus*) (p. 1360) : réponse aux orateurs. (p. 1362, 1368) : position de la commission sur les amendements n° 117 de M. Philippe Dominati, n° 95 et 96 de M. Thierry Foucaud, n° 85 et 86 de

Mme Nicole Bricq, n° 49, 51, 50 et 53 de M. Jean-Jacques Jégou. Son amendement n° 3 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1370, 1372) : position de la commission sur les amendements n° 93 de M. Christian Cambon (application dès 2009 de la compensation aux communes de l'exonération de taxe sur le foncier bâti pour les logements sociaux de type PLS), de Mme Nicole Bricq n° 71 (rapport sur la mise en place d'une taxe assurantielles sur les activités des banques) et n° 79 (suppression des exonérations de droit de succession incluses dans le bouclier fiscal), ainsi que sur le sous-amendement n° 122 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 79 précité. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1373) : position de la commission sur l'amendement n° 98 de M. Thierry Foucaud (à la demande de l'État, possibilité pour OSEO d'employer les ressources de taxes spécifiques pour émettre des prêts sans intérêts). - **Article 2** (Art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - *Ajustement des affectations du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 1373, 1377) : ses amendements n° 123 ; adopté ; et n° 4 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1377, 1379) : son amendement n° 5 : rectification ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 38 de M. François Patriat (possibilité pour les régions de disposer du pouvoir de modulation sur le supercarburant 95-E10) et n° 66 de M. Philippe Dominati (précision). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1379, 1386) : position de la commission sur les amendements n° 37 de M. François Patriat (prorogation de la période d'expérimentation des schémas régionaux de développement économique), n° 40 de Mme Christiane Demontès (relèvement du crédit d'impôt relatif aux travaux préconisés dans le cadre d'un plan de prévention des risques technologiques), de la commission de la culture saisie pour avis n° 33 (exclusion des radios associatives de type A du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques), n° 118 de Mme Catherine Morin-Desailly (exclusion de l'ensemble des services de communication audiovisuelle du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 36 (exclusion des radios associatives, locales, régionales et thématiques du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques) et n° 35 (exonération de la taxe forfaitaire sur les entreprises de réseaux pour les stations radioélectriques destinées à résorber des zones blanches). - **Article 4** (*Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements*) (p. 1388, 1402) : ses amendements n° 6 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 62 de M. Michel Charasse ; n° 8, 9, 10, 11, 12, 14, 17, 18 et 19 ; adoptés ; n° 13 et 15 ; retirés ; et n° 16 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 64 de M. Michel Charasse. Position de la commission sur les amendements n° 28 et 29 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 46 et 45 de la commission de l'économie saisie pour avis, sur les amendements n° 56 et 57 de M. Philippe Adnot, n° 99 et 100 de M. Thierry Foucaud, n° 63 de M. Michel Charasse, ainsi que sur le sous-amendement de ce dernier portant sur l'amendement n° 19 précité. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1403) : position de la commission sur l'amendement n° 88 de Mme Michèle André (extension du bénéfice du taux réduit de TVA aux établissements accueillant des mineurs handicapés). - **Article 4 bis** (art. L. 332-1 à L. 332-3, L. 332-5 et L. 332-6 du code de la recherche - *Changement de dénomination du Commissariat à l'énergie atomique*) (p. 1404, 1406) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 1406) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Paul Alduy (précision relative au calcul de la compensation de la taxe professionnelle 2010). - **Article 5 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 1411) : position de la commission sur l'amendement n° 89 de Mme Nicole Bricq. - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1419, 1429) : position de la commission sur les amendements n° 119, 120 et 121 du Gouvernement, ainsi que sur les amendements n° 69 de Mme Nathalie Goulet et n° 30 de la commission de la culture saisie pour avis. Ses amendements n° 22 ; rejeté ; et n° 21 ; retiré. (p. 1430, 1433) : position de la commission sur les amendements n° 70 de Mme Nathalie Goulet et n° 112 de

M. André Ferrand. - **Article 8** (art. L. 725-24, L. 741-5, L. 741-16, L. 741-16-1 [nouveau], L. 751-10 et L. 751-18 du code rural - *Exonération des cotisations patronales dues pour l'emploi des travailleurs occasionnels agricoles*) (p. 1436, 1438) : position de la commission sur les amendements n° 101 de M. Thierry Foucaud, n° 124 du Gouvernement, et n° 43 de M. Gérard César. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1438, 1440) : position de la commission sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 31 (éligibilité de toutes les formes de rémunérations d'auteurs pour le calcul du crédit d'impôt) et n° 32 (élargissement à toutes les chaînes de la disposition relative au renforcement du mécénat en faveur des sociétés nationales de programme), ainsi que sur l'amendement n° 91 de M. Jean Arthuis (prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche des avances d'OSEO aux entreprises). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1442, 1455) : ses amendements n° 23 : clarifications relatives au crédit d'impôt "développement durable" ; n° 24 : simplification de la TVA immobilière ; n° 25 : option pour la taxation de la TVA des entreprises réalisant des opérations bancaires ou financières ; n° 26 : simplification du régime des entrepôts fiscaux ; adoptés ; et n° 27 : instauration d'une taxe sur la publicité en ligne ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 55 de M. Philippe Adnot (prorogation des dispositifs liés au grand emprunt) et n° 110 de M. Jack Ralite, identique à l'amendement n° 27 précité. (p. 1457, 1458) : position de la commission sur les amendements n° 61 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des compensations versées par l'État aux collectivités territoriales) et n° 87 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement sur les résultats de la loi de modernisation de l'économie du 23 juillet 2008). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1460) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1879, 1881) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2534, 2536) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 3219, 3221) : son intervention. - **Question préalable** (p. 3237) : position de la commission sur la motion n° 18 de M. Bernard Vera tendant à opposer la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3238, 3242) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 1 (association des établissements de crédit au financement de l'action en direction de la Grèce), n° 2 (taux différencié de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif), n° 3 (suppression du bouclier fiscal), n° 4 (réduction fiscale ISF pour investissement dans les PME en cas de pacte d'actionnaires), n° 5 (relèvement du taux de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° 6 (imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés"), n° 7 (imposition au taux de 95 % des bénéfices obtenus grâce à la détention ou à la commercialisation de produits financiers dérivés), n° 8 (taxation des bonus des traders) et n° 9 (association des établissements de crédit au financement de l'action en direction de la Grèce) ainsi que sur l'amendement n° 17 de Mme Marie-Agnès Labarre (taxation à 10 % des encours de titres de la dette souveraine grecque détenus par les banques). - **Article 1er** (*Création, au sein du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers », d'une section nouvelle : « Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro »*) (p. 3244) : position de la commission sur les amendements n° 10 et 12 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3244) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Vera (limitation du taux du prêt français accordé à la Grèce au taux d'emprunt de la France sur les marchés). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 3250) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Bernard Vera (responsabilisation des États récipiendaires de prêts par la mise en place de solutions durables de développement économique). -

Article additionnel après l'article 3 (p. 3252) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental sur la création d'un service public européen de la dette).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4406, 4409) : son intervention. (p. 4421) : réponse aux ministres. - **Question préalable** (p. 4425) : position de la commission sur la motion n° 8 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1^{er}** (p. 4426, 4429) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 1 (taxation des transactions sur devises), n° 2 (augmentation de la contribution des banques à la garantie des dépôts des épargnants), n° 3 (imposition au taux de 95 % des bénéfices obtenus grâce à la détention ou à la commercialisation de produits financiers dérivés) et n° 4 (plafonnement du total des réductions et crédits d'impôt sur le revenu). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4430, 4431) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 5 (suppression du droit pour une entreprise implantée en zone de revitalisation rurale de bénéficier d'une exonération de taxe professionnelle), n° 6 (exonération des départements d'outre-mer et des autres départements et régions éligibles aux dotations de péréquation de tout concours aux fonds de garantie) et n° 7 (rééquilibrage de la fiscalité pesant sur les entreprises de réseaux).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - président de la commission spéciale Crédit à la consommation - **Rappel au règlement** (p. 4935) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Bricq. - **Discussion générale** (p. 4940, 4941) : la commission spéciale recommande l'adoption de ce texte tel qu'il résulte des travaux de l'Assemblée nationale. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 du code civil - Lecture lors de la cérémonie du mariage des dispositions relatives à la solidarité des époux) (p. 4959) : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Nicole Bricq. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance) (p. 4972) : intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Odette Terrade. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions relatives à l'Institut national de la consommation) (p. 4994) : intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Bricq. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4995) : remerciements.

- **Questions cribles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5024, 5025) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - co-auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 5375, 5377) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 585 (2009-2010)]** - (8 juillet 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6069, 6071) : son intervention. (p. 6078) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) - rapporteur général de la commission des finances (p. 6110, 6112) : son intervention.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances (p. 6860, 6862) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) -

rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6890, 6893) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 7140, 7141) : son amendement n° 1 : autonomie financière de la Commission de régulation de l'énergie, CRE ; retiré. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7164, 7167) : intervient sur les amendements n° 102 de M. Michel Sergent et n° 209 de M. Jean-Claude Danglot. Ses amendements n° 2 ; devenu sans objet ; et n° 3 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7189) : son amendement n° 4 : maintien, pour les salariés du groupe GDF Suez, du régime spécifique d'assurance chômage applicable aux industries électriques et gazières ; adopté.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 7217, 7218) : son intervention. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 7232, 7233) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 97 (promotion, par la France, de la création d'un marché européen destiné à échanger entre institutions et agents publics les obligations émises par tout opérateur public de l'Union européenne), n° 99 (promotion, par la France, d'un pacte européen de solidarité et de responsabilité financière permettant que la dette publique des Etats membres soit solidairement garantie par l'Union européenne) et n° 107 (remise, au plus tard à la fin de l'année 2010, d'un rapport gouvernemental sur l'interdiction des marchés de gré à gré et la réintégration de leurs opérations actuelles sur des marchés organisés et réglementés). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 7234, 7235) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 108 (possibilité pour la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales, de souscrire directement aux émissions de dette publique) et n° 100 (remise, avec fin 2010, d'un rapport gouvernemental sur la séparation des activités de banque de dépôt et de banque d'investissement) et n° 53 de M. Bernard Vera (remise, avant la fin de l'année 2010, d'un rapport gouvernemental sur les modalités de constitution d'un secteur public bancaire). - **Article 1er** (art. L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau] et L. 631-2-2 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7236) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 7236) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de M. Yvon Collin (transparence de l'information fournie aux investisseurs). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7237) : position de la commission sur l'amendement n° 112 de Mme Nicole Bricq (réglementation de la profession de "conseiller en gestion de patrimoine"). - **Article 2 ter A** (art. L. 621-9 du code monétaire et financier) (p. 7238) : son amendement n° 161 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 7239) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Yvon Collin (impossibilité, pour un membre de l'AMF, de délibérer dans une affaire en cas de lien direct ou indirect avec une des parties intéressées). - **Article 2 quinquies A (Nouveau)** (art. L. 621-14-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7239, 7240) : son amendement n° 162 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 113 de Mme Nicole Bricq et n° 183 du Gouvernement. - **Article 2 quinquies** (art. L. 632-17 du code monétaire et financier) (p. 7241) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Joël Bourdin. - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** (p. 7242) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Bricq (qualification des quotas d'émissions de gaz à effets de serre d'"instruments financiers").

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 2 sexes (Nouveau)** (art. L. 421-1, L. 421-10, L. 421-14, L. 421-15, L. 421-17, L. 421-21, L. 421-22, L. 465-1, L. 465-2, L. 466-1, L. 621-1, L. 621-7, L. 621-9, L. 621-14, L. 621-15, L. 621-17-1, L. 621-17-2, L. 621-18-2, L. 621-18-4, L. 621-19 et L. 621-21 du code monétaire et financier, art. 28, 35 et 39-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (p. 7254) : son amendement n° 163 ; adopté. - **Article 3** (art. L. 544-1, L. 544-3, L. 544-4, L. 544-5 [nouveau], L. 544-6 [nouveau] et L. 321-2 du code monétaire et financier) (p. 7255, 7260) : position de la commission sur les amendements n° 24, 25, 26, 27 et 42 de M. Yvon Collin, et n° 114, 115, 116 et 117 de Mme Nicole Bricq. (p. 7255, 7256) : son amendement n° 164 ; adopté. - **Article 4** (art. L. 621-5-3, L. 621-7, L. 621-9, L. 621-15 du code monétaire et financier) (p. 7260) : son amendement n° 165 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7261) : position de la commission sur l'amendement n° 28 de M. Yvon Collin (obligation pour les agences de notation de respecter des règles d'indépendance et de prévention des conflits d'intérêts). - **Article 5 A** (art. L. 142-3, L. 511-10, L. 511-28, L. 511-38, L. 515-29, L. 524-6, L. 533-3, L. 561-36, L. 612-2, L. 612-20, L. 612-25, L. 612-27, L. 612-33, L. 612-34, L. 612-39, L. 612-43, L. 612-44, L. 613-24, L. 613-33-2, L. 631-1, L. 632-8, L. 632-15, L. 713-12, L. 743-10, L. 745-7-2, L. 753-10, L. 755-7-2 du code monétaire et financier, art. L. 310-12-1, L. 310-28, L. 326-2 du code des assurances, art. L. 211-7, L. 211-7-2, L. 212-12, L. 212-27, L. 510-1, L. 510-1-1 [nouveau], L. 510-12 du code de la mutualité, art. L. 931-5, L. 931-18, L. 931-37, L. 931-41, L. 951-11 du code de la sécurité sociale, art. L. 4135-2 du code de la santé publique, art. L. 727-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires) (p. 7263) : son amendement n° 166 ; adopté. - **Article 5 DA (Nouveau)** (art. L. 612-38 du code monétaire et financier) (p. 7264) : son amendement n° 167 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 D** (p. 7265) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Procaccia (correction d'une erreur de renvoi). - **Article 5 E** (Information du Parlement sur les normes prudentielles bancaires dites « Bâle III ») : son amendement n° 168 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 E** (p. 7266) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de Mme Nicole Bricq (augmentation du montant de la garantie bancaire pour chaque compte en banque à compter du 1er janvier 2011). - **Article 7 bis B (Nouveau)** (Transposition par ordonnance de la directive 2009/110/CE sur la monnaie électronique) (p. 7267) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 7 bis B** (p. 7268) : position de la commission sur l'amendement n° 105 de Mme Marie-Agnès Labarre (interdiction des crédits rechargeables). - **Articles additionnels avant l'article 7 bis** (p. 7269) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 102 (rapport gouvernemental sur la limitation stricte de la titrisation) et n° 104 (rapport gouvernemental sur une stricte limitation de l'effet de levier portant sur l'achat d'instruments financiers). - **Article 7 bis** (Art. L. 621-15 et L. 621-17-2 du code monétaire et financier - Extension des compétences de l'Autorité des marchés financiers aux produits dérivés) (p. 7270) : son amendement n° 169 ; adopté. - **Article 7 ter** (art. L. 621-7 et L. 621-7-1 du code monétaire et financier) (p. 7271) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Bernard Vera. - **Article 7 quater A (Nouveau)** (art. L. 214-3-1 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7272) : son amendement n° 170 ; adopté. - **Article 7 quater** (art. L. 431-1 du code monétaire et financier) (p. 7273, 7274) : position de la commission sur les amendements n° 119 et 120 de Mme Nicole Bricq, et n° 150 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7275) : position de la commission sur l'amendement n° 95 de M. Joël Bourdin (introduction des contrats d'option, des contrats à terme ferme et des contrats d'échange dans le périmètre des instruments financiers). - **Article 7 quinquies** (p. 7276) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 7 septies A** (p. 7278) :

position de la commission sur les amendements identiques n° 34 de M. Yvon Collin et n° 139 de Mme Nicole Bricq (interdiction de la commercialisation de produits financiers par des entités enregistrées dans des paradis fiscaux). - **Articles additionnels après l'article 7 septies** (p. 7279) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour le conseil d'administration d'une entreprise appartenant à un groupe de ne pas mettre en place un comité d'audit dès lors que l'entité de tête du groupe s'est volontairement dotée de ce dernier). Son amendement n° 172 : correction ; adopté. - **Article 7 octies A (Nouveau)** (art. L. 225-102-1 du code de commerce, art. L. 114-17 du code de la mutualité, art. 524-2-1 du code rural et de la pêche maritime, art. 8 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, art. L. 511-35 du code monétaire et financier et art. L. 322-26-2-2 du code des assurances) (p. 7280) : position de la commission sur l'amendement n° 122 de Mme Nicole Bricq. - **Article 7 octies** (Habilitation à transposer par ordonnance la « directive OPCVM IV ») (p. 7281) : position de la commission sur l'amendement n° 61 de M. Bernard Vera. - **Article 7 nonies** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009) (p. 7281) : position de la commission sur les amendements n° 62 et 63 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 7 nonies** (p. 7282) : position de la commission sur l'amendement n° 123 de Mme Nicole Bricq (rapport de l'AMF sur le bilan de la protection des investisseurs de détail dans l'ensemble des domaines de la banque, de l'assurance et des marchés financiers). - **Article additionnel avant l'article 7 undecies** (p. 7283) : position de la commission sur l'amendement n° 64 de M. Bernard Vera (rapport gouvernemental sur le plafonnement des tarifs bancaires et l'évolution du taux d'usure). - **Article 7 undecies (Nouveau)** (art. L. 341-1, L. 341-3, L. 341-4, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-7-1, L. 341-10, L. 341-12, L. 519-1 à L. 519-3, L. 519-3-1 à L. 519-3-4 [nouveaux], L. 519-4, L. 519-4-1 et L. 519-4-2 [nouveaux], L. 519-5, L. 531-2, L. 541-1, L. 541-1-1 [nouveau], L. 541-2, L. 541-4, L. 541-8-1 [nouveau], L. 541-9, L. 545-4, L. 545-5, L. 545-5-1 [nouveau], L. 546-1 à L. 546-4 [nouveaux], L. 611-3-1, L. 612-1, L. 612-20, L. 612-21, L. 612-23, L. 612-29-1 [nouveau], L. 621-5-3 du code monétaire et financier) (p. 7288, 7290) : position de la commission sur les amendements n° 17 et 18 de M. Jean-Jacques Jégou, n° 45 de Mme Nicole Bricq, et n° 155 et 157 du Gouvernement. (p. 7288) : son amendement n° 182 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7291, 7298) : position de la commission sur les amendements n° 154 du Gouvernement (désignation du comité consultatif du secteur financier comme observateur des tarifs bancaires), n° 19 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les établissements de crédit de consulter le FICP), n° 96 de M. Joël Bourdin (extension de la durée de la consignation des sommes, titres et valeurs non déclarés, sur autorisation judiciaire), de Mme Catherine Procaccia n° 2 (correction), n° 3 (renforcement de l'interdiction faite au bailleur d'exiger de la part des candidats à la location un document attestant de leur non-inscription au FICP), n° 4 et n° 5 (coordination), n° 6 (rédaction), n° 7 (précision), n° 8 (rédaction), et n° 9 (cohérence), de Mme Nicole Bricq n° 46 (obligation pour les établissements bancaires, d'informer leurs clients, 15 jours à l'avance, des frais prélevés sur leurs comptes de dépôt), n° 47 (calcul des frais bancaires en cas de dépassement de découvert autorisé), et n° 48 (harmonisation de la dénomination des frais et services bancaires), de M. Philippe Dominati n° 82 (obligation, pour les commerçants établis dans les zones touristiques ou thermales, d'accepter le paiement par carte de crédit) et n° 81 (interdiction, pour un prestataire de services de paiement, de facturer au bénéficiaire des frais de paiement pour les opérations par carte de paiement), ainsi que sur le sous-amendement n° 160 de M. Jean-Paul Fournier s'y rapportant. - **Article 8** (art. L. 233-10 du code de commerce) (p. 7299) : position de la commission sur l'amendement n° 151 du Gouvernement. - **Article 9** (art. L. 433-3 du code monétaire et financier et art. L. 233-7 du code de commerce) (p. 7300, 7301) : position de la commission sur l'amendement n° 152 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7301) : son amendement n° 173 : simplification ; adopté. - **Article 11** (art. L. 433-3, L. 734-4, L. 744-10, L. 754-10 et L. 764-10 du code monétaire et financier) (p. 7301) : position de la commission sur

l'amendement n° 85 de M. Simon Loueckhote. - **Article 12 quater (Nouveau)** (*Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2007/36/CE sur les droits des actionnaires*) (p. 7302) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 12 quater** (p. 7304) : position de la commission sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Hyst (institution d'une nouvelle procédure de sauvegarde financière accélérée).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Débat et discussion générale** (p. 9364, 9366) : son intervention. - **Question préalable** (p. 9388) : position de la commission sur la motion n° 9 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Article 2 et rapport annexé** (p. 9430) : position de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement. - **Article 3** (*Évolution du solde des administrations publiques et de la dette publique*) (p. 9431) : position de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement. - **Article 4** (*Évolution annuelle des dépenses publiques en volume*) (p. 9433, 9443) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances (p. 10242, 10245) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2011 - imposition des revenus de l'année 2010*) (p. 10286, 10288) : position de la commission sur les amendements n° I-314 et I-315 de M. Thierry Foucaud et n° I-136 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10289, 10300) : position de la commission sur les amendements n° I-215 de M. François Marc (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires), n° I-218 de M. Jean-Pierre Sueur (prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art), n° I-210 de M. Marc Massion (extension aux bailleurs sociaux du dispositif de crédits d'impôt prévu pour les travaux obligatoires de renforcement des habitations situées dans un périmètre de risques technologiques), n° I-317 de M. Thierry Foucaud (réduction du plafond des crédits d'impôts), n° I-363 de M. Yvon Collin (modification du régime fiscal des emplois à domicile), n° I-138 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires), n° I-352 de Mme Catherine Dumas (prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art) ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-211 (indexation automatique des seuils et barèmes de la prime pour l'emploi), n° I-213 (abaissment du plafonnement global des réductions d'impôt sur le revenu), n° I-216 (abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail) et n° I-217 (modification du régime fiscal des emplois à domicile). - **Article 2 bis (Nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage*) (p. 10301) : son amendement n° I-1 ; adopté. - **Article 2 ter (Nouveau)** (*art. 92 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation d'un an du régime transitoire accompagnant l'extinction de la demi-part accordée aux contribuables vivant seuls et ayant eu à leur charge un ou plusieurs enfants*) (p. 10303) : position de la commission sur les amendements n° I-437 de M. Yvon Collin, n° I-442 de Mme Nicole Bricq et n° I-351 de M. Thierry Foucaud. - **Article 2 quater (Nouveau)** (*Imposition différée des primes versées au titre des jeux olympiques et paralympiques d'hiver de l'an 2010 à Vancouver*) (p. 10304) : position de la commission sur l'amendement n° I-318 de M. Thierry

Foucaud. - **Article 3** (*art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital*) (p. 10309) : son amendement n° I-2 ; adopté. (p. 10310) : son amendement n° I-3 ; adopté. (p. 10310, 10311) : position de la commission sur les amendements n° I-34 de M. Michel Houel, n° I-110 de M. Philippe Dominati, n° I-319 de M. Thierry Foucaud, n° I-221 et I-222 de M. Thierry Repentin, n° I-140 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-219 et I-220 de Mme Nicole Bricq et n° I-458 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10317, 10320) : position de la commission sur les amendements de M. Nicolas About, portant sur le même objet, n° I-419 et n° I-422 (modification du calcul du droit à restitution dans le dispositif du bouclier fiscal), de Mme Alima Boumediene-Thiery n° I-157 (suppression du bouclier fiscal), n° I-139 (augmentation de la contribution supplémentaire de 1 % à 5 % sur les hauts revenus et les revenus du capital), n° I-156 (retrait du montant de la CSG, de la CRDS et des impôts locaux du calcul du bouclier fiscal), n° I-155 (repli) et n° I-158 (retrait du bouclier fiscal du montant de la contribution de 1,1 % sur les revenus de l'épargne), de Mme Nicole Bricq n° I-249 (suppression du bouclier fiscal), n° I-254 (exclusion des impôts locaux du droit à restitution ouvert par le bouclier fiscal), n° I-251 (exclusion de la CSG et de la CRDS du calcul du bouclier fiscal), n° I-257 (exclusion de certaines plus-values immobilières du calcul du bouclier fiscal), n° I-256 (prise en compte des revenus du patrimoine et des produits de placement pour la détermination du droit à restitution du bouclier fiscal), n° I-250 (exclusion des impositions portant sur les revenus issus des stock-options, des parachutes dorés et des retraits chapeaux dans le calcul du bouclier fiscal) et n° I-258 (fixation d'une cotisation minimale de l'impôt de solidarité sur la fortune par tranche d'imposition du patrimoine), ainsi que sur l'amendement n° I-313 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). (p. 10321, 10326) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-291 de M. Jean-Jacques Jégou et n° I-70 de M. Philippe Adnot (mise en place de délais d'investissement permettant de consolider le financement des PME), n° I-255 de Mme Nicole Bricq (suppression de la possibilité pour un contribuable, de bénéficier d'un abattement de la valeur de ses placements dans une entreprise où il travaille), n° I-105 de M. Philippe Dominati (suppression de l'ISF), ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-333 (majoration des cotisations d'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-334 (suppression des dispositions réduisant l'assiette et le rendement de l'impôt sur le revenu), et n° I-336 (abrogation du dispositif de réduction de l'ISF lié à l'investissement dans les PME). - **Article 5** (*art. 150 duodecimes, 150-0 A, 151 sexies, 170, 200 A et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Suppression du seuil de cession pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des gains de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisés par les particuliers*) (p. 10328) : position de la commission sur l'amendement n° I-133 de M. Alain Fouché. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 10330) : position de la commission sur l'amendement n° I-223 de Mme Nicole Bricq (abaissment à 20 % du niveau de l'abattement proportionnel de 40 % sur le montant des dividendes perçus). - **Article 5 bis (Nouveau)** (*art. 3 de la loi n° 2009-431 du 20 avril 2009 de finances rectificative pour 2009 - Prorogation du dispositif de taxation des plus values de cession dans le cadre des opérations de cession-bail réalisées par les sociétés de crédit bail immobilier et leurs réseaux*) (p. 10330, 10331) : son amendement n° I-4 ; adopté. - **Article 6** (*art. 216 du code général des impôts - Régime des sociétés mères - Déplafonnement de la quote-part de frais et charges*) (p. 10331, 10332) : position de la commission sur l'amendement n° I-224 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10332, 10343) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-322 (suppression des possibilités de défiscalisation et d'optimisation dans le régime des groupes), n° I-324 (imposition des parachutes dorés au taux de 95 %), n° I-321 (augmentation du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme), de Mme Nicole Bricq

n° I-226 (suppression de la déductibilité des intérêts d'emprunts lorsque l'endettement excède 66 % des capitaux propres dans les opérations de rachat à effet de levier), n° I-229 (suppression du régime du "bénéficiaire mondial consolidé"), n° I-230 (augmentation de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 15 millions d'euros), n° I-227 de M. François Rebsamen (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), ainsi que sur les sous-amendements n° I-455 du Gouvernement, n° I-447 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-463 de M. Roland du Luart portant sur son amendement n° I-6 : renforcement du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation des entreprises entretenant des liens de dépendance. (p. 10334) : son amendement n° I-5 : accroissement des recettes de l'impôt sur les sociétés par la neutralisation en amont de certains montages d'optimisation visant à cumuler plusieurs avantages fiscaux ; adopté. (p. 10337) : son amendement n° I-6 : renforcement du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation des entreprises entretenant des liens de dépendance ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-455 du Gouvernement. (p. 10343, 10353) : position de la commission sur les amendements de M. François Marc n° I-231 (périmètre du régime fiscal de la micro-entreprise), n° I-232 (réintégration de l'ensemble des plus-values de cession professionnelle dans l'assiette des cotisations sociales), n° I-233 (taxation des cessions opérées au profit d'une société contrôlée par le cédant), n° I-234 (plafonnement de la déductibilité des intérêts d'emprunt), n° I-235 (suppression du crédit d'impôt sur les dividendes), n° I-240 (contrôle du crédit impôt recherche), n° I-241 (réduction du coût des exemptions d'assiette en matière d'épargne salariale) et n° I-242 (mesures contre le mitage de l'impôt sur les sociétés), de Mme Nicole Bricq n° I-228 (limitation de la portée du régime de report des déficits), n° I-237 (accroissement de la quote-part représentative des frais et charges à incorporer dans les résultats soumis à l'impôt sur les sociétés), n° I-238 (allongement de la durée de détention des titres éligibles à l'exonération des plus-values de cessions à long terme) et n° I-239 (définition des dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche), de M. Thierry Foucaud n° I-321 (augmentation du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme) et n° I-320 (suppression de l'exonération des plus-values de cession de titres de participation des grandes entreprises à vocation transnationale) ainsi que sur les amendements n° I-404 de M. Philippe Dominati (soumission au seul droit de partage des donations antérieures incorporées à une donation partage transgénérationnelle) et n° I-460 du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de la réforme du régime fiscal des mutuelles et des organismes d'assurance). (p. 10345) : son amendement n° I-7 : application du régime du long terme aux plus-values et moins-values de cession de titres de participation entre entreprises liées ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-456 du Gouvernement. (p. 10347) : son amendement n° I-446 : lutte contre certaines optimisations fiscales relatives aux dividendes de source étrangère perçus par des sociétés françaises ; adopté. - **Article 6 bis** (art. L. 225-185-1 [nouveau] du code de commerce) - *Montant des retraites chapeau* (p. 10354) : son amendement n° I-8 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10354, 10355) : son amendement n° I-453 : modification du régime social des retraites chapeaux ; adopté. - **Article 6 ter** (art. L. 225-185-2 [nouveau] du code de commerce - *Montant des indemnités de départ*) (p. 10356) : son amendement n° I-9 ; adopté. - **Article 6 quinquies** (art. 39 ter du code général des impôts - *Abrogation de la provision de reconstitution de gisement d'hydrocarbures*) (p. 10357) : position de la commission sur l'amendement n° I-49 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. - **Article 6 septies** (art. 14 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - *Report de la suppression de l'imposition forfaitaire annuelle, IFA*) (p. 10358) : position de la commission sur l'amendement n° I-116 de Mme Esther Sittler.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 7** (art. 995 et 1001 du code général des impôts - *Application à un taux réduit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables »*) (p. 10371, 10374) : position de la commission sur les

amendements n° I-243 de M. Jean-Pierre Demerliat, n° I-325 de M. Thierry Foucaud, n° I-373 de M. Yvon Collin, n° I-414 de M. Nicolas About et n° I-130 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 8** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale et art. L. 1649-0-A du code général des impôts - *Aménagement des règles d'imposition aux prélèvements sociaux de la part en euro des contrats d'assurance-vie multi-supports*) (p. 10376) : position de la commission sur les amendements n° I-131 de Mme Catherine Procaccia et n° I-290 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 9** (art. 39 quinquies GE [nouveau] du code général des impôts - *Taxation des sommes placées sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance*) (p. 10377, 10379) : ses amendements n° I-451 et I-452 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° I-326 de M. Thierry Foucaud et n° I-244 de Mme Nicole Bricq. - **Article 10** (art. 39, 54 bis, 93, 170 bis, 199 undecies B, 1010, 1010 bis, 1011 bis, 1011 ter du code général des impôts - *Adaptation de la taxe sur les véhicules de sociétés*) (p. 10381, 10382) : position de la commission sur les amendements n° I-109 de M. Philippe Dominati et n° I-149 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10384, 10387) : position de la commission sur les amendements analogues n° I-286 de la commission de la culture saisié pour avis, n° I-430 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° I-433 de M. Jean-Pierre Plancade et n° I-320 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'exonération des plus-values de cession de titres de participation des grandes entreprises à vocation transnationale). (p. 10390) : à titre personnel, son amendement n° I-166 : création d'un taux intermédiaire de TVA de 7 % ; retiré. - **Article 14 (priorité)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - *Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes*) (p. 10400, 10409) : ses amendements n° I-443, n° I-14, n° I-15, n° I-16 et n° I-17 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° I-331 de M. Thierry Foucaud, n° I-75, I-113, I-72, I-73, I-78, I-74, I-77 et I-76 de M. Philippe Adnot, et n° I-279 de M. Yves Détraigne, n° I-126 de M. Roland du Luart, n° I-106 de M. Philippe Dominati, et n° I-248 de Mme Nicole Bricq. (p. 10411, 10420) : position de la commission sur les amendements n° I-111, I-79, I-114, I-132, I-195, I-83, I-85, I-89, I-86, I-87, I-93, I-88, I-90, I-91 et I-92 de M. Philippe Adnot, n° I-125 de M. Roland du Luart, n° I-298, I-296, I-288, I-289, I-299 et I-300 de M. Jean-Jacques Jégou, et n° I-135 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10421, 10425) : position de la commission sur les amendements n° I-68 de M. Philippe Adnot (statut des sociétés financières d'innovation), n° I-120 de M. Jean Arthuis (extension aux titres d'entités européennes de capital-investissement de l'interdiction de bénéficier de certaines exonérations), n° I-335 de M. Thierry Foucaud (réduction de l'abattement sur les droits de mutation), ainsi que sur les amendements de M. François Marc n° I-253 (réduction de l'abattement sur les montants transmis par l'intermédiaire d'une assurance-vie) et n° I-252 (suppression de la réforme des successions). - **Article 14 bis (Nouveau) (priorité)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - *Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique*) (p. 10426) : son amendement n° I-18 ; adopté. - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - *Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10430, 10436) : position de la commission sur les amendements n° I-123 de M. Jean Arthuis, n° I-287 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-94 de M. Philippe Adnot, n° I-37 de M. Michel Houel, n° I-470 du Gouvernement, ainsi que sur les amendements n° I-96 et I-98 de M. Philippe Dominati. (p. 10437, 10444) : position de la commission sur les amendements n° I-417 de M. Nicolas About, n° I-99, I-100, I-101 et I-102 de M. Philippe Dominati, n° I-38 de M. Michel Houel, n° I-67 de M. Philippe Adnot, n° I-58 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx et n° I-259 de Mme Nicole Bricq. Ses amendements n° I-444 ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-468 du Gouvernement ; et n° I-20 ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-469 du

Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 15 (priorité)** (p. 10445, 10449) : position de la commission sur les amendements n° I-379 de M. Yvon Collin (extension du champ de la taxe sur les salaires), n° I-416 de M. Nicolas About (exclusion des établissements de crédit du champ du crédit d'impôt recherche), de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° I-440 (bonification du taux du crédit d'impôt recherche pour les PME mutualisant leurs activités de recherche et développement), et n° I-66 de M. Philippe Adnot (procédure de contrôle du crédit d'impôt recherche). - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10451, 10452) : parole sur l'article. (p. 10456, 10457) : position de la commission sur les amendements n° I-260 de Mme Nicole Bricq et n° I-337 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10459, 10462) : position de la commission sur les amendements identiques n° I-159 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-264 de Mme Nicole Bricq et n° I-338 de M. Thierry Foucaud (pérennisation de la taxation des rémunérations complémentaires variables des opérateurs de marchés), sur les amendements analogues n° I-265 de Mme Nicole Bricq et n° I-144 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit), ainsi que sur l'amendement n° I-262 de Mme Nicole Bricq (instauration d'une taxe visant à restreindre l'octroi d'indemnités de départ). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10464, 10472) : position de la commission sur les amendements n° I-80 de M. Jean Arthuis (création d'un taux intermédiaire de TVA à 10 %), sur son amendement n° I-166 précité, ainsi que sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Jacques Jégou n° I-292, I-293, I-294 et I-295, n° I-415 de M. Nicolas About, et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration). À titre personnel, intervient sur son amendement n° I-166 précité. (p. 10472) : à titre personnel, votera l'amendement n° I-415 de M. Nicolas About (taux de TVA applicable dans la restauration). (p. 10473, 10476) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° I-146 (modification du système de bonus-malus automobile), n° I-147 (affectation du produit de la taxe sur les véhicules polluants au financement des infrastructures de transport de France), et n° I-148 (indemnisation des frais kilométriques pour les trajets domicile-travail réalisés à vélo). - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10477, 10481) : position de la commission sur les amendements n° I-245 de Mme Nicole Bricq, n° I-56 de Mme Anne-Marie Payet, n° I-246 de M. Serge Larcher, n° I-57 de M. Aymeri de Montesquiou, n° I-413 de M. Hervé Maurey et n° I-464 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10484, 10488) : son amendement n° I-10 : instauration d'une taxe sur l'achat de service de publicité en ligne ; adopté. Position de la commission sur les amendements analogues n° I-327 de M. Thierry Foucaud et n° I-151 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe sur les transactions financières), ainsi que sur les sous-amendements n° I-459 de M. Jean-Jacques Jégou et n° I-441 de M. Philippe Dominati portant sur son amendement n° I-10 précité.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances (p. 10496, 10504) : son amendement n° I-11 : taxation sur les transactions en ligne ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° I-354 de M. Philippe Dominati (substitution de la TVA à la taxe sur les spectacles appliquée aux réunions sportives), n° I-63 de M. Philippe Adnot (report d'un an de la mise en place de l'obligation de collecte et de traitement des déchets issus du secteur de l'ameublement) et n° I-376 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 10505, 10506) : position de la commission sur l'amendement n° I-161 de Mme Alima Boumediene-Thiery (taxation du carburant des aéronefs effectuant des vols intérieurs ainsi que des aéronefs de tourisme privé). Son amendement n° I-481 : défiscalisation du fioul domestique comme carburant combustible pour le transport fluvial de marchandises ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 11 quater** (p. 10507) : position de la commission sur l'amendement n° I-284 de la commission (neutralisation des

effets de la suppression de taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévision et de services électroniques). - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10508, 10513) : position de la commission sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. - **Article 12** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision) (p. 10516, 10521) : son amendement n° I-12 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° I-465 du Gouvernement et n° I-108 de M. Philippe Dominati. - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10526, 10529) : intervient sur l'article. (p. 10531) : position de la commission sur l'amendement n° I-153 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 10551, 10560) : position de la commission sur les amendements n° I-153 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-206 de M. Jean-Étienne Antoinette, n° I-62 de Mme Esther Sittler et n° I-305, I-306, I-308, I-307, I-309, I-310, I-311 et I-312 de Mme Gélita Hoarau, n° I-202, I-200, I-203 et I-201 de M. Serge Larcher, n° I-330, I-329, I-194, I-188, I-193, I-191, I-190, I-192, I-195 et I-189 de M. Claude Lise, n° I-54, I-52, I-53, I-55 et I-51 de Mme Anne-Marie Payet, n° I-391, I-389, I-386, I-388, I-390, I-387 et I-392 de M. Daniel Marsin, n° I-60, I-82 et I-61 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° I-393 et I-394 de M. Richard Tuheiava, n° I-196, I-198, I-199 et I-197 de M. Georges Patient, n° I-205 et I-204 de M. Jacques Gillot et n° I-472 et I-473 du Gouvernement. Son amendement n° I-484 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 10561, 10562) : position de la commission sur les amendements n° I-48 de M. René Beaumont et n° I-207 de M. Jacques Gillot. - **Article 13 bis (Nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modalités de fixation du niveau de la contribution au service public de l'électricité) (p. 10563, 10564) : position de la commission sur l'amendement n° I-169 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° I-13 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 10565, 10566) : son amendement n° I-21 : déplaçonnement du droit de passeport des sociétés propriétaires d'un navire de plaisance ou de sport faisant l'objet d'achat ou crédit-bail ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 10567, 10568) : son amendement n° I-449 : modification du mode de calcul de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° I-339 de Mme Marie-France Beaufile (dispositif de taxation des actifs financiers des entreprises).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10583, 10590) : position de la commission sur les amendements n° I-170 de Mme Nicole Bricq et n° I-340 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 20** (art. L. 1613-6, L. 1614-1, L. 2334-26, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 4425-2 et L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales, art. 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, art. 134 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003 - Non-indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement) (p. 10592) : position de la commission sur les amendements n° I-171 de Mme Nicole Bricq et n° I-341 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 21** (art. L. 3334-12, L. 3334-16, L. 4332-3 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales - Non-indexation du montant de certaines dotations d'investissement) (p. 10593, 10594) : position de la commission sur les amendements n° I-172 de Mme Nicole Bricq et n° I-342 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10595, 10603) : position de la commission sur l'amendement n° I-173 de M. Marc Massion (modalités de calcul de la compensation d'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière pour les

personnes modestes) ainsi que sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Bricq n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité). - **Article 22** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - Reconduction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI) (p. 10615) : position de la commission sur les amendements n° I-177 de Mme Nicole Bricq, n° I-343 de Mme Marie-France Beaufilets et n° I-381 de M. Yvon Collin. - **Article 23** (art. 1586 B, 1384 B et 1586 B du code général des impôts et art. L. 3334-17, L. 4332-11, L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 78 de la loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 3 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations) (p. 10619) : position de la commission sur les amendements n° I-344 de Mme Marie-France Beaufilets et n° I-475 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10620) : position de la commission sur l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé). - **Article 23 bis (Nouveau)** (art. 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Compensation des transferts de compétences aux départements) (p. 10625) : position de la commission sur l'amendement n° I-477 du Gouvernement. - **Article 24** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP) (p. 10625) : position de la commission sur l'amendement n° I-478 du Gouvernement. - **Article 25** (art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active, RSA) (p. 10636) : son amendement n° I-22 ; retiré au profit de l'amendement n° I-483 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 10637, 10638) : position de la commission sur l'amendement n° I-407 de M. Bruno Retailleau (création d'une compensation aux communes et aux EPCI enregistrant une baisse de recettes suite à une catastrophe naturelle). - **Article 26** (art. L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales - Prorogation du fonds d'aide au logement d'urgence, FARU) (p. 10638, 10639) : position de la commission sur l'amendement n° I-479 du Gouvernement. Son amendement n° I-23 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10641) : position de la commission sur l'amendement n° I-65 de M. Philippe Adnot (rétablissement du régime fiscal des SICAF). - **Article 30** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification du périmètre des dépenses du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat ») (p. 10642, 10644) : position de la commission sur l'amendement n° I-345 de M. Thierry Foucaud. Ses amendements n° I-24, I-25 et I-26 ; adoptés. - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du

stationnement routiers ») (p. 10646, 10650) : ses amendements n° I-28 ; retiré ; et n° I-27 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° I-179 et I-180 de M. Gérard Miquel, n° I-347 et I-346 de M. Thierry Foucaud, n° I-275 de M. Philippe Dallier et n° I-383 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10651) : position de la commission sur l'amendement n° I-181 de Mme Virginie Klès (financement du Fonds interministériel de prévention de la délinquance). - **Article additionnel après l'article 32** (p. 10652, 10654) : son amendement n° I-29 : recette du compte de commerce "Gestion des actifs carbone de l'Etat" ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-474 de Mme Fabienne Keller. Position de la commission sur le sous-amendement n° I-471 de M. Ladislav Poniatowski, portant sur son amendement n° I-29 précité. - **Article 33** (art. 302 bis ZC du code général des impôts - Création du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et mesures de financement afférentes) (p. 10657, 10658) : position de la commission sur les amendements n° I-348 de M. Thierry Foucaud et n° I-461 du Gouvernement. - **Article 34** (art. 302 bis ZB du code général des impôts, art. 62 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Majoration de la taxe d'aménagement du territoire, TAT, portant sur les concessionnaires d'autoroutes, pour le financement du nouveau compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 10659) : son amendement n° I-30 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10662, 10665) : son amendement n° I-445 : financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris ; adopté. (p. 10669, 10673) : son amendement n° I-31 : modification de l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public ; retiré. Position de la commission sur l'amendement de la commission de la culture saisi pour avis n° I-285, analogue à son amendement n° I-31 précité, ainsi que sur l'amendement n° I-485 du Gouvernement (affectation à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France des sommes versées par la société concessionnaire de l'autoroute A63). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10675) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, de M. François Rebsamen n° I-268 et I-267 et n° I-266 (renforcement de la taxe sur la vacance des logements). - **Article 39** (Affectation de la taxe sur la valeur ajoutée brute collectée par plusieurs secteurs d'activité à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, CNAMTS) (p. 10678) : position de la commission sur l'amendement n° I-480 du Gouvernement. - **Article 40** (art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Ajustement des affectations du droit de consommation sur les tabacs) (p. 10678, 10679) : son amendement n° I-486 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10680) : position de la commission sur l'amendement n° I-121 de M. Daniel Laurent (harmonisation de la fiscalité entre les vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée et les apéritifs industriels). - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle) (p. 10683) : position de la commission sur les amendements n° I-164 et I-165 de Mme Alima Boumediene-Thierry, n° I-269 de Mme Nicole Bricq, n° I-349 de M. Thierry Foucaud, et n° I-384 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 43** (p. 10685) : position de la commission sur l'amendement n° I-182 de Mme Michèle André (tarif du droit de timbre applicable au passeport). - **Article 44** (art. L. 311-16 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 953 du code général des impôts, art. 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 6-8 [nouveau] de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Mesures relatives au financement des titres de séjour et des titres de voyage biométriques) (p. 10686, 10688) : position de la commission sur les amendements n° I-350 de M. Thierry Foucaud, n° I-183 de Mme Michèle André et n° I-476 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 10688, 10689) : son amendement n° I-450 : modification du champ et des tarifs du droit annuel de francisation et de

navigation de plaisance ; retiré. - **Article 45** (art. L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 8253-1, L. 8253-2 et L. 8253-6 du code du travail - Répartition entre l'Office français de l'immigration et de l'intégration, OFFI, et l'Etat des responsabilités de constatation, de liquidation et de recouvrement de la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers et de la contribution spéciale) (p. 10689, 10690) : position de la commission sur les amendements n° I-270 et I-271 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10691, 10692) : position de la commission sur les amendements n° I-402 de M. Jean-François Voguet (augmentation du prélèvement sur la Française des jeux au profit du Centre national pour le développement du sport), n° I-40 de M. François Trucy (instauration d'une taxe temporaire en faveur du Centre national pour le développement du sport), et n° I-283 de M. Albéric de Montgolfier (affectation d'une recette à la conservation du patrimoine architectural des communes rurales). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10692, 10700) : position de la commission sur l'amendement n° I-302 de Mme Evelyne Didier (application de la taxe générales sur les activités polluantes à la co-incinération), ainsi que sur les amendements identiques n° I-187 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-399 de M. Dominique Braye et n° I-428 de M. Daniel Soulage (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes). - **Article 47 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 10713) : position de la commission sur l'amendement n° I-488 du Gouvernement. - **Seconde délibération - Article 47 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 10726) : position de la commission sur les amendements n° A-1, n° A-2, n° A-3 et n° A-4 du Gouvernement. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** : Remerciements.

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances, en remplacement de M. Serge Dassault, rapport spécial de la commission des finances - **Article additionnel avant l'article 88** (p. 11593) : position de la commission sur l'amendement n° II-345 de Mme Raymonde Le Texier (rapport gouvernemental sur les conditions de pérennisation du dispositif de l'allocation équivalent retraite). - **Article 89** (art. L. 2242-17 du code du travail et art. 80 duodecimes du code général des impôts - Suppression de l'exonération applicable aux indemnités de rupture versées dans le cadre d'un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, GPEC) (p. 11594) : soutient l'amendement n° II-330 de la commission ; adopté. - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne) (p. 11595, 11598) : position de la commission sur les amendements n° II-346 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-353 de Mme Anne-Marie Payet et n° II-354 de M. Yvon Collin. - **Article 92** (art. L. 5133-1 à L. 5133-7 et art. L. 5423-24 du code du travail - Alignement du dispositif d'intéressement de l'allocation de solidarité spécifique, ASS, sur celui du revenu de solidarité active, RSA) (p. 11599) : position de la commission sur les amendements n° II-347 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-366 de Mme Annie David. - **Article 93** (art. 141 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Suppression de l'exonération de cotisations sociales applicable aux contrats initiative-emploi, CIE) (p. 11599) : position de la commission sur l'amendement n° II-367 de Mme Annie David. - **Article 96** (Prélèvement exceptionnel sur le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, FPSP) (p. 11601, 11602) : soutient l'amendement n° II-23 de la commission ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-348 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-368 de Mme Annie David. - **Article 97** (art. L. 5212-5, L. 5212-9, L. 5213-4, L. 5213-11 et L. 5214-1-1 [nouveau] du code du travail - Transfert de compétences à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, AGEFIPH) (p. 11604) : position de la commission

sur les amendements identiques n° II-349 de Mme Raymonde Le Texier et n° II-369 de Mme Annie David et sur l'amendement n° II-559 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 97** (p. 11605, 11606) : soutient l'amendement n° II-24 de la commission (réduction de la prime pour l'emploi) ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-370 de Mme Annie David (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 68 bis (Nouveau)** (art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Augmentation pour 2011 du taux de la taxe pour frais de chambres d'agriculture) (p. 11607, 11609) : position de la commission sur l'amendement n° II-404 de la commission de l'économie saisie pour avis.

Pensions

- (4 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 100** (Décrystallisation des pensions civiles et militaires de retraite) (p. 11610) : soutient l'amendement n° II-33 de la commission ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer.

Aide publique au développement

- (4 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 68 bis** (p. 11612) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-166 (précision sur les éléments d'ordre financier contenus dans le budget de la mission "aide publique au développement").

Direction de l'action du Gouvernement

- (4 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 69** (p. 11614) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-271 (rapport gouvernemental sur le lien entre usage de drogues et pathologies mentales).

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 76** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions) (p. 11624, 11627) : son amendement n° II-7 ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-432 de M. Louis Duvernois. Position de la commission sur l'amendement n° II-52 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 76** (p. 11628, 11630) : position de la commission sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° II-54 (rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des sociétés de l'audiovisuel public), n° II-53 (obligation de la signature d'un contrat d'objectifs et de moyens au début du mandat du président de l'audiovisuel public) et n° II-383 (arrivée de la télévision numérique terrestre dans les collectivités d'outre-mer).

Ville et logement

- (5 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodecimes du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social) (p. 11637) : favorable à l'amendement n° II-27 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 99** (p. 11642) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-149 (instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin

de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs).

Articles de récapitulation des crédits

- (5 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 52** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 11646, 11647) : position de la commission sur l'amendement n° II-571 du Gouvernement. - **Article 53** (*Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat*) : position de la commission sur l'amendement n° II-572 du Gouvernement. - **Article 55** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 11650) : position de la commission sur l'amendement n° II-573 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 56** (*art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, art. 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé*) (p. 11655) : position de la commission sur les amendements n° II-551 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° II-512 de M. Thierry Foucaud et n° II-557 de M. Jean Arthuis. (p. 11659, 11664) : position de la commission sur les amendements n° II-511 et II-509 de M. Thierry Foucaud, n° II-550 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° II-477 et II-478 de M. François Rebsamen et n° II-424 de M. Denis Detcheverry. Son amendement n° II-291 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11665, 11670) : ses amendements n° II-576 : limitation à une seule cession de l'exonération prévue en faveur de l'habitation en France des Français de l'étranger ; n° II-292 : suppression de la réduction d'impôt pour l'acquisition de résidences de tourisme dans certaines zones de revitalisation rurale ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° II-574 du Gouvernement (coordination), n° II-417 de M. Daniel Marsin (possibilité pour les sociétés d'économie mixte en charge de logements sociaux de prendre des parts dans des sociétés de portage), sur les amendements identiques n° II-479 de Mme Nicole Bricq et n° II-425 de M. Yvon Collin (extension du champ d'application de l'éco-prêt à taux zéro), ainsi que sur les amendements analogues n° II-418 de M. Daniel Marsin et n° II-497 de M. Claude Lise (aménagement de l'exonération de droit de mutation sur l'acquisition de logement par les bailleurs sociaux outre-mer) d'une part, et n° II-419 de M. Daniel Marsin et n° II-495 de M. Claude Lise (précision), d'autre part. - **Article 57** (*art. 6 et 196 bis du code général des impôts - Modalités d'imposition à l'impôt sur le revenu des couples qui se constituent ou se séparent*) (p. 11672, 11674) : position de la commission sur les amendements n° II-480 de Mme Nicole Bricq, n° II-503 de M. Thierry Foucaud et n° II-85 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11677) : position de la commission sur les amendements n° II-394 de M. Jean Arthuis (imposition des majorations de retraite pour charge de famille) et n° II-485 de M. Richard Yung (introduction d'une exception au principe de non-déduction des charges sur les revenus de source française des personnes fiscalement domiciliées à l'étranger). Son amendement n° II-293 : diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer ; retiré. - **Article 57 bis (Nouveau)** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 11679) : son amendement n° II-294 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 57 bis** (p. 11680) : position de la commission sur l'amendement n° II-422 de M. Robert Tropeano (abaissement de l'âge permettant aux anciens combattants de bénéficier d'une demi-part supplémentaire de quotient familial). - **Article 57 ter (Nouveau)** (*art. 80 undecies B [nouveau] et 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus locaux*) (p. 11681) : son amendement n° II-295 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-396 de M. Philippe Dominati. - **Article 57 quater (Nouveau)** (*art. 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus de la ville de Paris*) (p. 11682) : son amendement n° II-296 ; adopté. -

Article 57 sexies (Nouveau) (*art. 200 quater C et 200 quater A du code général des impôts - Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général*) (p. 11683, 11686) : position de la commission sur les amendements n° II-553 de M. Louis Nègre, n° II-122 de Mme Fabienne Keller, n° II-504 de M. Thierry Foucaud, ainsi que sur les amendements n° II-481 et II-482 de M. Marc Massion. - **Article additionnel après l'article 57 sexies** (p. 11687) : position de la commission sur l'amendement n° II-483 de M. Marc Massion (extension aux propriétaires bailleurs du dispositif de crédit d'impôt pour les travaux de renforcement des habitations situées au sein du périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques). - **Article 57 septies** (*art. 242 sexies du code général des impôts et L. 135 XA du livre des procédures fiscales - Transmission aux services déconcentrés des informations relatives à la défiscalisation des investissements productifs en outre-mer*) (p. 11687, 11688) : son amendement n° II-297 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-577 du Gouvernement. - **Article 57 octies** (p. 11689) : son amendement n° II-298 ; adopté. - **Article 57 nonies** (*art. 244 quater U du code général des impôts - Suppression de l'éligibilité à l'éco-prêt à taux zéro des travaux prévus dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques*) (p. 11689) : position de la commission sur les amendements n° II-125 de Mme Fabienne Keller, n° II-428 de M. Daniel Dubois, n° II-484 de Mme Nicole Bricq et n° II-505 de M. Thierry Foucaud. - **Article 57 decies (Nouveau)** (*art. L. 222-17 du code du sport - Traitement fiscal de la prise en charge par les clubs de la rémunération des agents des sportifs professionnels*) (p. 11690, 11691) : position de la commission sur l'amendement n° II-160 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 57 undecies** (p. 11692, 11694) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-514 (diminution de la réduction d'impôt sur les emplois familiaux et les emplois à domicile) et n° II-524 (suppression des dispositions tendant à alléger la fiscalité sur les transmissions anticipées des patrimoines), ainsi que sur l'amendement n° II-487 de Mme Nicole Bricq (analyse de la dépense fiscale par le Conseil des prélèvements obligatoires). - **Article 58** (*art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu*) (p. 11697, 11703) : position de la commission sur les amendements n° II-431 de M. Jean Arthuis, n° II-489 et II-490 de M. Jacques Gillot, n° II-324 et II-325 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° II-488 de M. Claude Lise, n° II-500, II-405 et II-406 de Mme Anne-Marie Payet. Ses amendements n° II-299 et II-300 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11704, 11705) : position de la commission sur l'amendement n° II-380 de M. Jean-Paul Virapoullé (comptabilité entre le régime de l'intégration fiscale et celui de l'abattement pour implantation dans les départements d'outre-mer) ainsi que sur les amendements de M. Serge Larcher n° II-491 (création de fonds d'investissement de proximité dans les départements d'outre-mer) et n° II-498 (évaluation des politiques fiscales outre-mer). - **Article 58 bis (Nouveau)** (*art. 199 sexdecies, 200 sexies du code général des impôts - Renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu*) (p. 11706) : position de la commission sur l'amendement n° II-515 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11708, 11713) : position de la commission sur les amendements n° II-430 de M. Jean Arthuis (suppression du bouclier fiscal et de l'ISF) et n° II-513 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). Ses amendements, portant sur le même objet, n° II-302 et n° II-303 : fiscalité de l'épargne ; retirés ; et n° II-301 : suppression des comptes épargne co-développement et du livret d'épargne pour le co-développement ; adopté. - **Article 65** (*art. 44 sexies, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 duodecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies [nouveau], 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 200 sexies, 220 quinquies, 220 terdecies, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater N, 244 quater O, 244 quater P, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 302 nonies, 1383 A, 1417, 1464 B, et 1602 A du code général des impôts et art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - Aménagement du régime fiscal des entreprises qui se*

créent ou qui sont reprises dans les zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 11716, 11717) : son amendement n° II-319 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-507 de M. Thierry Foucaud et n° II-464 de M. Yves Chastan. - **Article 66** (art. 199 ter K, 220 M et 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et aménagement du dispositif de crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) (p. 11718, 11720) : position de la commission sur les amendements n° II-456, II-457 et II-458 de Mme Odette Herviaux. - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 11721, 11723) : position de la commission sur les amendements n° II-421 de M. Yvon Collin (reconduction du dispositif d'amortissement exceptionnel des équipements destinés à économiser l'énergie ou à produire des énergies renouvelables), n° II-486 de M. François Rebsamen (obligation de documentation des prix de vente pratiqués intragroupe), ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud, portant sur le même objet, n° II-526 et n° II-527 de M. Thierry Foucaud (renforcement du régime anti-évasion fiscale). - **Article 66 bis (Nouveau)** (art. 265 bis du code des douanes - Exonération de taxe intérieure de consommation pour le transport de marchandises par voie fluviale) : son amendement n° II-320 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 11738, 11740) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-460 (instauration d'une taxe sur les produits issus des recherches portant sur les ressources génétiques des espèces prélevées dans le parc national de Guyane), n° II-463 (augmentation de la redevance sur chaque tonne nette d'or extraite par les concessionnaires de mines aurifères, versée au profit des communes et des départements de Guyane), n° II-462 (augmentation du taux maximal de la taxe sur chaque kilogramme d'or extrait) et n° II-461 (augmentation du plafond de la TSE en vue d'accroître les moyens financiers des EPAG en Guyane). - **Article 66 quater (Nouveau)** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 octies et 266 nonies du code des douanes - Taxation des sacs de caisse à usage unique en matière plastique) (p. 11741) : position de la commission sur l'amendement n° II-558 de M. Adrien Gouteyron. - **Article 66 quinques (Nouveau)** (art. 48 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie - Prorogation d'un an du dispositif de neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 11743) : position de la commission sur les amendements n° II-492 de Mme Nicole Bricq et n° II-508 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11744, 11759) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Miquel n° II-468 (exonération de TVA pour les produits issus de la valorisation des déchets), n° II-466 (extension progressive du principe de responsabilité élargie du producteur à l'ensemble des produits de grande consommation), n° II-469 (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets), n° II-470 (possibilité pour les collectivités territoriales d'accéder aux fichiers des services fiscaux pour gérer la redevance d'enlèvement des ordures ménagères), n° II-467 (rapport gouvernemental sur les enjeux, la faisabilité et l'impact de la levée des exonérations de taxe d'enlèvement des ordures ménagères dont bénéficient les bâtiments publics), n° II-474 (nécessité pour les fournisseurs d'électricité de réaliser des opérations de maîtrise de l'énergie pour pouvoir bénéficier de la compensation des surcoûts supportés en raison de leur participation au dispositif institué en faveur des personnes en situation de précarité énergétique), de Mme Nicole Bricq n° II-473 (affectation d'une fraction du produit de la taxe sur les installations nucléaires au financement des commissions locales d'information), n° II-493 (instauration d'un échange d'informations entre l'administration fiscale et les acteurs financiers étrangers privés souhaitant investir sur le territoire national), n° II-494 (transparence obligatoire de la part des établissements bancaires et financiers contractant avec l'Etat, et instauration d'une obligation de comptabilité pays par pays pour tous les partenaires bancaires et financiers de l'Etat), ainsi que sur les amendements n° II-459 de M. Jean-Etienne Antoinette (versement aux communes d'une partie de la TGAP issue de l'extraction de granulats), n° II-472 de M. Michel Sergent

(création d'une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce) et n° II-44 de Mme Évelyne Didier (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets). (p. 11747) : position de la commission sur le sous-amendement n° II-584 du Gouvernement portant sur son amendement n° II-585 : assujettissement des auto-entrepreneurs à la contribution pour la formation professionnelle. (p. 11750) : son amendement n° II-586 : maintien du niveau de la défiscalisation des biocarburants pour 2012 et 2013 ; adopté. - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinques D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinques, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinques B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinques, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11774, 11821) : position de la commission sur les amendements n° II-529, n° II-530, n° II-531, n° II-532, n° II-534, n° II-535 et n° II-536 de M. Albéric de Montgolfier ; n° II-386, n° II-387, n° II-388, n° II-389, n° II-390, n° II-541, n° II-542, n° II-543, n° II-544 et n° II-549 de M. Charles Guéné ; n° II-440 et n° II-441 de M. Gérard Collomb ; n° II-445 de M. Gérard Miquel ; n° II-415 de M. Jean Arthuis ; n° II-412 de M. Philippe Adnot ; n° II-201 de M. Philippe Dallier ; n° II-399, n° II-400, n° II-402, n° II-91 de M. Philippe Dominati ; n° II-146 de la commission de la culture saisie pour avis ; n° II-516, n° II-517, n° II-519, n° II-520 et n° II-528 de M. Thierry Foucaud ; n° II-420 de M. Yvon Collin ; n° II-408 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx ; n° II-434, n° II-435, n° II-436, n° II-437, n° II-438, n° II-439, n° II-442 et n° II-443 de Mme Nicole Bricq ; n° II-581, n° II-582, n° II-583 et n° II-590 du Gouvernement. (p. 11775) : son amendement n° II-305 ; adopté. (p. 11776) : son amendement n° II-561 ; adopté. (p. 11779, 11780) : ses amendements n° II-562 et n° II-563 ; adoptés. (p. 11784) : ses amendements n° II-564 et n° II-565 ; adoptés. (p. 11798, 11799) : ses amendements n° II-304 ; retiré ; et n° II-566 ; adopté. (p. 11800) : son amendement n° II-306 ; retiré. (p. 11814) : son amendement n° II-593 ; adopté. (p. 11815) : son amendement n° II-307 ; adopté. (p. 11820) : ses amendements n° II-308 et n° II-567 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 59 (précédemment réservés)** (p. 11821, 11825) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° II-580 (précision) et n° II-594 (fixation du montant de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises due par La Poste), de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-454 (fixation d'une limite inférieure à l'imposition forfaitaire annuelle pesant sur les pylônes supportant des lignes électriques à très haute tension) et n° II-455 (création d'une nouvelle imposition sur les pylônes électriques, affectée au fonds d'amortissement des charges d'électrification), ainsi que sur les amendements n° II-444 de M. Daniel Reiner (dans le calcul de l'effort fiscal d'une commune, prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères) et n° II-423 de M. Yvon Collin (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer les terrains arboricoles et viticoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties). (p. 11823) : son amendement n° II-309 ; dans le calcul de l'effort fiscal d'une commune, prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères ; adopté. - **Article 60 (précédemment réservé)** (art. 1599 quater B du code général des impôts - Aménagements de la composante de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux relative

aux répartiteurs de la boucle locale cuivre) (p. 11826) : son amendement n° II-568 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-446 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11827, 11834) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Collomb n° II-447 (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants), n° II-448 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation) et n° II-449 (communication, à chaque commune, du montant, par redevable, de la CVAE et de la TASCOM) ; de M. Philippe Dominati n° II-94 (augmentation du plafond de chiffre d'affaires annuel en dessous duquel le statut d'auto-entrepreneur est possible) et n° II-395 (rétablissement, pour les agents publics absents pour raisons de santé, du lien entre le temps de travail effectif et l'acquisition de droit à congés de RTT) ; de M. Thierry Foucaud n° II-521 (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants) et n° II-522 (alignement des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur celui de la taxe foncière sur les propriétés bâties) ; de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx n° II-326 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation) et n° II-392 (communication, à chaque commune, du montant, par redevable, de la CVAE et de la TASCOM) ; ainsi que sur les amendements n° II-539 de M. Charles Guené (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants) et n° II-475 de M. Gérard Miquel (réduction du montant des frais de gestion prélevés sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). - **Article 60 bis (précédemment réservé)** (art. 2333-96 du code général des collectivités territoriales - Facilitation de l'application de la taxe sur le stockage ou l'incinération des déchets) (p. 11834, 11835) : son amendement n° II-310 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11836, 11838) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° II-74 (clarification de la présentation du budget des transports publics et des transports scolaires des collectivités territoriales) et n° II-75 (repli), ainsi que sur les amendements n° II-69 de M. Louis Nègre (possibilité pour les autorités organisatrices des communes de moins de 100 000 habitants ayant décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé, d'augmenter le taux du versement transport), n° II-108 de M. Albéric de Montgolfier (avis conforme des collectivités territoriales pour l'établissement de la liste des axes routiers soumis à perception de la taxe dite éco-redevance poids lourds) et n° II-465 de M. Roland Ries (possibilité pour les autorités organisatrices des communes de moins de 100 000 habitants ayant décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé, d'augmenter le taux du versement transport). - **Article 60 ter (précédemment réservé)** (art. 1465 A du code général des impôts - Prise en compte du critère de déclin de la population pour le zonage des zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 11839, 11840) : son amendement n° II-311 ; adopté. - **Article 60 quinquies (précédemment réservé)** (art. 1519 H du code général des impôts - Exonération partielle d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux au profit des services de radiodiffusion locale ou régionale) (p. 11840) : son amendement n° II-312 ; adopté. - **Article 60 septies (précédemment réservé)** (art. 1609 F du code général des impôts - Augmentation de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur) (p. 11841) : son amendement n° II-313 ; adopté. - **Article 60 octies (précédemment réservé)** (art. 1519 HA [nouveau] du code général des impôts - Création d'une nouvelle composante de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux afférente aux réseaux de gaz naturel) (p. 11842) : position de la commission sur l'amendement n° II-592 du Gouvernement. (p. 11843) : son amendement n° II-314 ; adopté. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11845, 11846) : son amendement n° II-315 ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-433 de M. Jean Arthuis. (p. 11849, 11852) : position de la commission sur l'amendement n° II-385 de M. Jean-Paul Amoudry ainsi que sur les sous-

amendements n° II-570 de M. Jean-Paul Amoudry, n° II-556 de M. François Marc, n° II-537 de M. Adrien Gouteyron, n° II-538 de M. Charles Guené et n° II-433 de M. Jean Arthuis portant sur l'amendement n° II-315 précité.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11861, 11864) : son amendement n° II-316 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-450 de Mme Nicole Bricq, n° II-533 de M. Albéric de Montgolfier et n° II-414 de M. Philippe Adnot. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11866, 11867) : position de la commission sur l'amendement n° II-451 de M. François Marc (rapprochement progressif du potentiel fiscal des collectivités territoriales). - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11872, 11879) : son amendement n° II-569 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-518 et II-523 de M. Thierry Foucaud, n° II-453 de M. Gérard Collomb, n° II-452 de Mme Nicole Bricq, ainsi que sur les sous-amendements n° II-591 de M. Charles Guené, n° II-588 de M. Philippe Adnot et n° II-595 de M. Philippe Dallier portant sur son amendement n° II-569 précité. - **Article 64 bis (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. 238 bis HV du code général des impôts - Prorogation du dispositif fiscal favorisant la constitution de consortiums d'achat d'électricité à long terme par des industriels électro-intensifs) (p. 11880, 11881) : position de la commission sur l'amendement n° II-506 de M. Thierry Foucaud. - **Article 64 ter (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 621-5-3 du code monétaire et financier - Ressources de l'Autorité des marchés financiers) (p. 11882, 11883) : son amendement n° II-318 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-401 de M. Philippe Dominati. - **Seconde délibération - Article 47 et état A (coordination) (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** (p. 11905) : position de la commission sur les amendements n° B-1, B-2, B-3, B-4, B-5, B-6, B-7, B-8, B-9, B-10, B-11, B-12, B-13, B-14, B-15, B-16, B-17, B-18, B-19, B-20, B-21, B-22, B-23 et B-24 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11908, 11909) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 12384, 12387) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 décembre 2010) - **Article 1er (Compensation des transferts de compétences aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)** (p. 12590) : position de la commission sur l'amendement n° 217 du Gouvernement. - **Article 2 (Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers)** (p. 12594) : position de la commission sur l'amendement n° 218 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 12594) : position de la commission sur l'amendement n° 141 de M. Charles Guené (création d'un fonds destiné à soutenir les communes et leurs groupements en vue de l'acquisition des appareils nécessaires à l'établissement de procès-verbaux électroniques). - **Article 3 (Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat)** (p. 12595, 12598) : son amendement n° 1, retiré puis repris par M. Jean-Marc Todeschini. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12599, 12601) : position de la commission sur l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 12601) : position de la commission sur l'amendement n° 194 de M. Yvon Collin (création d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit). - **Article 5 et état A (Equilibre**

général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12606) : position de la commission sur l'amendement n° 227 du Gouvernement. - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 12609, 12616) : position de la commission sur les amendements n° 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225 et 226 du Gouvernement ainsi que sur l'amendement n° 144 de M. François Rebsamen. - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 12620, 12621) : position de la commission sur l'amendement n° 209 de M. Bernard Vera (suppression des dispositions relatives aux droits de mutation à titre gratuit sur les successions ou les donations) ainsi que sur les amendements de Jean-Pierre Sueur n° 166 (versement du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003) et n° 167 (rapport gouvernemental sur la répartition du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003). - **Article 12** (*Art. 8, 8 ter, 8 quater, 8 quinquies, 34, 35, 39 C, 39 E, 39 F, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 decies à 44 quaterdecies, 50-0, 60, 61 A, 62, 69 D, 71, 72 D, 72 D bis, 73 D, 75-0 B, 76 A, 93 B, 96, 96 A, 103, 120, 124 B, 125 B, 150 ter, 150-0 D ter, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 150-0 A, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 150 U, 150 UA, 150 UB, 150 VF, 150 VG, 151 septies, 151 septies A, 151 octies B, 151 nonies, 151 decies, 154, 155, 156, 158, 162, 163 unvicies, 164 B, 199 undecies C, 202 ter, 206, 208 quinquies, 211, 211 bis, 218 bis, 220 septies, 221 bis, 223 A, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 L, 223 Q, 224, 234 terdecies, 238 bis K, 238 bis L, 238 bis LA, 238 bis M, 238 ter, 239, 239 bis AA, 239 bis AB, 239 ter, 239 quater, 239 quater A, 239 quater B, 239 quater C, 239 quater D, 239 quinquies, 239 septies, 242, 244 bis, 244 bis A, 244 bis B, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater F, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater J, 244 quater L, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 244 quater U, 239-0 A à 239-0 E [nouveaux], 730 bis, 764 A, 787 B, 885 I bis, 885 I quater, 885 O, 1452, 1461, 1663 bis du code général des impôts ; art. L. 52 A, L. 53, L. 189 du livre des procédures fiscales ; art. L. 3315-1 du code du travail - Réforme du régime fiscal des sociétés de personnes*) (p. 12624, 12626) : position de la commission sur les amendements n° 59 de M. Bernard Vera, n° 81 de M. Rémy Pointereau et n° 172 de M. Gérard César. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12627, 12637) : ses amendements n° 228 : exonération temporaire d'impôt sur le revenu des personnels de la chambre de commerce internationale venant y travailler depuis l'étranger, n° 242 : précision quant au régime du prélèvement sur les retraites d'entreprise, n° 243 : déduction, sur l'assiette de l'impôt sur le revenu, de la contribution salariale sur les gains de levée d'option sur titres et d'acquisition d'actions gratuites, n° 244 : mise en conformité avec le droit communautaire sur les plus-values de cession de droits sociaux, n° 245 : modification du régime des donations transgénérationnelles ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de Rémy Pointereau n° 80 (remise en cause, sur le plan fiscal, de l'assimilation des entreprises individuelles à responsabilité limitée - EIRL - aux sociétés civiles agricoles), n° 78 (prolongation du droit d'option des sociétés d'exploitation agricole de cinq à dix ans) et n° 82 (précision sur le dispositif fiscal issu de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche), de Gérard César n° 175, n° 173 et n° 176, de Philippe Adnot n° 113 (possibilité, pour les entreprises faisant appel à des sociétés de conseil en matière de crédit d'impôt recherche, de ne verser de rémunération qu'en cas de réussite de l'opération), n° 117 (possibilité, pour les fonds d'investissement de proximité, d'exercer leurs activités dans quatre régions) et n° 118 (pérennisation des modifications techniques apportées par la loi LME du 4 août 2008 au dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise), ainsi que sur les amendements n° 204 de M. Philippe Dominati (application des dispositions de l'article 238 quinquies du code général des impôts aux opérations de transformation d'une entreprise individuelle en une entreprise individuelle à responsabilité limitée), n° 177 de M. Albéric de Montgolfier (extension du champ d'action du fonds d'appui aux expérimentations en faveur des jeunes) et n° 138 de M. Charles Revet (extension du dispositif de l'éco-prêt à taux zéro à des travaux de rénovation partielle). (p. 12637) : position de la commission sur l'amendement n° 177 de M. Albéric de Montgolfier (extension du champ d'action du fonds d'appui aux

expérimentations en faveur des jeunes). - **Article 12 bis** (*art. 63 du code général des impôts - Statut fiscal des entreprises de chiens attelés*) (p. 12638) : position de la commission sur l'amendement n° 239 du Gouvernement. - **Article 12 ter** (*art. 220 sexies du code général des impôts - Aménagement du crédit d'impôt relatif à la production déléguée d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 12638) : son amendement n° 2 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 12639, 12641) : position de la commission sur les amendements de la commission de la culture saisié pour avis n° 131 (allongement à 24 mois du délai d'obtention de l'agrément définitif afin de bénéficier du crédit d'impôt en faveur de la production de films étrangers) et n° 132 (relèvement du plafond du crédit d'impôt cinéma à quatre millions d'euros), ainsi que sur les amendements de M. Albéric de Montgolfier n° 136 et n° 137 (création d'une franchise de dix mille euros, hors du plafond de 5 pour mille du chiffre d'affaires, dans le dispositif de déductibilité des dons au titre du mécénat). - **Article additionnel après l'article 12 quater** (p. 12641) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de M. Philippe Dallier (précision quant aux règles de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises de transport). - **Article 13** (*art. L. 315-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-29 du code monétaire et financier - Réforme du plan d'épargne-logement, PEL*) (p. 12653, 12654) : son amendement n° 3 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 250 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12655, 12656) : position de la commission sur les amendements de M. Dominique Braye n° 35 (majoration du montant du PTZ pour les accessions sociales situées en périmètre ANRU et à 500 mètres alentour) et n° 36 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements détenus par les bailleurs institutionnels). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 12658) : position de la commission sur l'amendement n° 147 de M. Roland Courteau (perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité par les syndicats exerçant la compétence organisatrice de distribution publique de l'électricité créés fin 2010 mais dont la création ne prend effet qu'au 1er janvier 2011). - **Article 14** (*Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité*) (p. 12667, 12679) : parole sur l'article ; ses amendements n° 5 et n° 6 ; retirés. N° 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 229 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 148, 149, 151, 152 et 153, ainsi que sur les amendements n° 240 du Gouvernement, n° 42 de M. Pierre Jarlier, n° 150 de M. Gérard Miquel et n° 60 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 12680, 12683) : position de la commission sur les amendements n° 39 de M. Bruno Sido (prorogation jusqu'en 2014 du dispositif d'éligibilité au FCTVA), n° 154 de M. Jean-Pierre Caffet (renforcement des sanctions applicables en cas d'occupation illégale du domaine public viaire), n° 241 du Gouvernement (élargissement des possibilités d'utilisation du produit de la taxe départementale sur les espaces naturels sensibles). - **Article 15** (*art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France*) (p. 12686, 12689) : position de la commission sur les amendements n° 93, 94 et 95 de Mme Éliane Assassi ainsi que sur l'amendement n° 155 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12692, 12693) : sur l'amendement n° 43 de M. Daniel Soulage (refonte du dispositif de la TGAP sur les déchets), son sous-amendement n° 248 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 43 précité, n° 46 de M. Dominique Braye et n° 144 de M. François Rebsamen. - **Article 15** (*art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les*

locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12698, 12701) : position de la commission sur les amendements n° 96, 97, 98, 100, 101 et 99 de Mme Éliane Assassi, n° 157 et 158 de Mme Nicole Bricq, ainsi que sur l'amendement n° 214 de M. Philippe Dominati. - **Article 16** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions fiscales relatives aux transports en commun en Ile-de-France*) (p. 12703) : position de la commission sur les amendements n° 102 de Mme Éliane Assassi, n° 159 de Mme Nicole Bricq et n° 213 de M. Philippe Dominati. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales - *Majoration du plafond du versement transport en cas de réalisation d'une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé*) (p. 12705) : son amendement n° 13 ; devenu sans objet. Position de la commission sur l'amendement n° 211 de M. Philippe Dominati. - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12706, 12707) : position de la commission sur l'amendement n° 160 de Mme Nicole Bricq (possibilité, pour les régions, de disposer d'une part complémentaire de versement transport). - **Article 17** (*Révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels*) (p. 12711) : position de la commission sur l'amendement n° 200 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12713, 12719) : ses amendements n° 14 : assujettissement des résidences terrestres mobiles à un droit de timbre et n° 15 : modalités de mise en œuvre de la taxe de balayage ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 161 de Mme Nicole Bricq (majoration de 10 % des seuils plafond ouvrant droit, pour les ménages, à un dégrèvement de la taxe d'habitation) et n° 34 de M. Laurent Béteille (exonérations fiscales en faveur des opérations de transferts mobiliers et immobiliers dans le cadre des programmes "pôles et internats d'excellence"), n° 249 du Gouvernement (harmonisation avec le droit communautaire du dispositif fiscal facilitant le transfert des activités de manutention dans les ports maritimes à des opérateurs privés). - **Article 17 bis** (*Réduction de la taxe locale sur la publicité extérieure pour certains établissements*) (p. 12720) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 17 ter (Nouveau)** (art. 1382 du code général des impôts - *Exonération de taxe foncière au profit des immeubles du patrimoine universitaire confiés à des sociétés de projet*) (p. 12721) : son amendement n° 230 ; adopté. - **Article 17 quinquies (Nouveau)** (art. 1478 du code général des impôts - *Extension aux parcs d'attractions et de loisirs du calcul de la valeur locative au « prorata temporis » de la période d'activité*) (p. 12721) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article 17 sexies (Nouveau)** (art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - *Information des collectivités territoriales*) (p. 12722) : son amendement n° 18 ; adopté. - **Article 17 septies (Nouveau)** (art. 1600 du code général des impôts - *Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie*) (p. 12722, 12723) : son amendement n° 231 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 17 septies** (art. 1600 du code général des impôts - *Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie*) (p. 12736) : son amendement n° 231 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17 septies** (p. 12737, 12741) : position de la commission sur les amendements n° 33 de M. Alain Houpert (précision des modalités d'entrée en vigueur des différentes réformes touchant aux investissements Scellier réalisés par l'intermédiaire d'une SCPI), n° 142 de M. Charles Guené (pérennisation du mécanisme du FCTVA), n° 128 de M. Christian Cambon (diminution du montant de la base minimum de cotisation foncière des entreprises), n° 163 de M. Serge Larher (possibilité pour les chambres de commerce des DOM de majorer le taux de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises), ainsi que sur les amendements de M. Dominique Leclerc n° 124 (suppression de la référence à la signature d'une convention d'objectifs et de moyens conclue entre les CCIR et l'Etat) et n° 125 (réduction du prélèvement effectué par l'Etat sur les ressources des Chambres de commerce et d'industrie). (p. 12740) : son amendement n° 255 : exonération, en faveur des compagnies étrangères empruntant le réseau ferré national, de l'IFER sur les matériels roulants de transport ferroviaire de voyageurs ; adopté. - **Articles**

additionnels après l'article 19 (p. 12743, 12744) : son amendement n° 232 : mise en place d'une taxe sur les sacs plastiques ; adopté. (p. 12745) : son amendement n° 256 : plafonnement de l'incorporation des esters méthyliques d'huile animale ; adopté. - **Article 20** (art. 270, 275, 276, 278, 279, 282, 283 ter, 283 quater, 285 septies du code des douanes ; art. 153 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 [de finances pour 2009] ; art. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Modification des dispositions relatives à l'éco-taxe poids lourds*) (p. 12748) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Bernard Vera, n° 165 de Mme Nicole Bricq. - **Article 20 bis (Nouveau)** (art. 265 et art. 265 bis A du code des douanes - *Dispositif de défiscalisation en faveur des biocarburants*) (p. 12750) : son amendement n° 233 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 12750) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Alain Houpert. - **Article 21** (art. L. 48, L. 176 et L. 177 du livre des procédures fiscales - *Création d'un régime de consolidation du paiement de la TVA au sein d'un groupe*) (p. 12752) : ses amendements n° 19 et n° 234 ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12753) : position de la commission sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Paul Virapoullé (possibilité pour les sociétés membres d'un groupe fiscal de bénéficier de l'abattement pour implantation dans les zones franches d'activité outre-mer). - **Article 23** (art. 204 du code général des impôts - *Allègement des obligations déclaratives des ayants-droit l'année du décès*) (p. 12754) : son amendement n° 20 ; adopté. - **Article 24** (art. 50-0, 102 ter, et 293 D du code général des impôts - *Simplification du calcul du seuil de chiffre d'affaires applicable aux auto-entrepreneurs*) (p. 12754, 12755) : son amendement n° 21 ; adopté. - **Article 26 bis (Nouveau)** (art. 10, art. 182 A ter (nouveau), art. 193 et art. 1671 A du code général des impôts - *Prélèvement à la source des gains résultant de la levée de stock-options, de l'attribution d'actions gratuites ou de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises pour les personnes non domiciliées en France*) (p. 12761) : position de la commission sur l'amendement n° 206 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 26 quater** (p. 12763) : son amendement n° 22 : droit des salariés à monétiser, en franchise d'impôt, leurs jours de congés non pris, afin de les verser sur un plan d'épargne pour la retraite collectif ; adopté. - **Article 26 sexies (Nouveau)** (art. 199 sexvicies et 199 septvicies du code général des impôts - *Sursis d'application pour les dispositifs fiscaux de l'investissement locatif aux conditions de 2010*) (p. 12763) : son amendement n° 23 ; adopté. - **Article 27** (art. 1649 quater 0 B ter du code général des impôts, art. L. 84 C [nouveau], L. 85-0 B [nouveau] et L. 96 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 28-2 du code de procédure pénale, art. 15 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - *Amélioration des outils juridiques du contrôle fiscal dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'économie souterraine*) (p. 12766) : son amendement n° 24 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 12768) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Philippe Dominati (allègement des pénalités prononcées lorsque certains états ne sont pas joints à la déclaration fiscale d'une entreprise). - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 12770, 12771) : position de la commission sur l'amendement n° 119 de M. Jean Arthuis. (p. 12770, 12771) : son amendement n° 247 : mesure destinée à éviter la double imposition lorsque l'administration fiscale réhausse le bénéfice d'une société au titre d'un transfert de bénéfices ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 12772, 12773) : position de la commission sur l'amendement n° 251 du Gouvernement (coordination). - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - *Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs*) (p. 12774) : position de la commission sur l'amendement n° 86 de la commission des affaires sociales saisi pour avis. (p. 12775) : son amendement n° 26 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 12778) : son amendement n° 27 : mesures facilitant les opérations de financement et de refinancement des actifs acquis par les SIIC, les OPIC et leurs filiales ; adopté après modification par le sous-amendement n° 260 du Gouvernement. - **Article 32** (*Dispositif en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et*

l'évasion fiscale dans les relations avec le territoire de Taïwan (p. 12790) : son amendement n° 235 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 12790, 12791) : position de la commission sur les amendements n° 104 (correction) et n° 105 (possibilité pour les organismes HLM d'être parties aux contrats de crédit-bail immobilier) de M. Claude Lise. (p. 12792) : son amendement n° 261 : apurement des conditions de transfert du patrimoine immobilier ayant appartenu à la Tchécoslovaquie ; adopté. - **Article 32 bis (nouveau)** (p. 12793) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 33** (p. 12794) : position de la commission sur l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12796) : position de la commission sur l'amendement n° 120 de Mme Marie-Thérèse Hermange (mise en place d'un ajustement progressif de l'abattement de cotisations patronales de sécurité sociale applicables aux particuliers employeurs). - **Article 34** (*Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA*) (p. 12798, 12801) : position de la commission sur les amendements n° 69 de M. Bernard Vera et n° 168 de Mme Nicole Bricq. (p. 12799) : ses amendements n° 236 ; adopté et n° 237 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12802, 12805) : position de la commission sur les amendements n° 74 (augmentation du plafond du taux départemental de taxe foncière sur les propriétés bâties), n° 70 (prise en compte de la diversité de modalités de versement aux bénéficiaires des crédits des fonds départementaux ou inter-départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) et n° 68 (création d'un fonds exceptionnel de péréquation de la compensation du transfert des allocations individuelles de solidarité) de M. Bernard Vera ; n° 170 (augmentation du plafond du taux départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties) et n° 169 de Mme Nicole Bricq (prise en compte de la diversité des modalités de versement des crédits des fonds départementaux ou inter-départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (p. 12806) : position de la commission sur l'amendement n° 171 de M. Georges Patient. - **Article 35** (*art. L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée - Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la*

taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques) (p. 12807) : position de la commission sur les amendements n° 76 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 106 de M. Serge Larcher. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12808) : position de la commission sur l'amendement n° 133 de la commission de la culture. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 12810) : position de la commission sur les amendements n° 110, n° 111 et n° 112 de M. Gérard César. - **Article additionnel après l'article 37** (p. 12812) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Patrick Courtois (réglementation des activités privées de sécurité). - **Article 37 bis (Nouveau)** (*art. L. 302 et L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement »*) (p. 12812) : son amendement n° 28 ; adopté. - **Article 37 ter (Nouveau)** (*Répartition des bonis de liquidation en cas de dissolution d'un office d'HLM*) (p. 12813) : son amendement n° 29 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 37 ter** (p. 12814, 12815) : position de la commission sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Chauveau (participation de chaque commune aux charges liées à l'état-civil et à la police des funérailles dans les centres hospitaliers intercommunaux). - **Article 38** (*art. 107 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004 - Garantie des emprunts émis par l'Unédic en 2011*) (p. 12817) : son amendement n° 30 ; retiré. (p. 12817) : position de la commission sur l'amendement n° 254 du Gouvernement. - **Article 40** (*Octroi de la garantie de l'État au titre du financement par la Caisse des dépôts et consignations de la part française de la facilité financière accordée à EADS pour l'A400M*) (p. 12818, 12822) : son amendement n° 238 ; retiré. - **Article 45 (Nouveau)** (*Autorisation des activités de la Française des jeux en Nouvelle-Calédonie*) (p. 12823) : position de la commission sur l'amendement n° 210 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 12824) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Amoudry (exonération des services et associations assurant des missions de sécurité civile de la redevance d'occupation domaniale due par les titulaires d'autorisation d'utilisation des fréquences radioélectriques). Son amendement n° 262 : coordination ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12825) : remerciements.

MARLEIX (Alain)

secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales (jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 369, 371) : son intervention. (p. 380, 383) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 386, 388) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 390) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 393) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de M. Jean Louis Masson tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 395, 405) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de M. Jean-Jacques Lozach (modification du découpage électoral dans les départements de la Creuse et de la Lozère), n° 13 de M. Jean-

Marc Todeschini (correction du découpage électoral réalisé dans la circonscription de Metz), n° 30 de M. Philippe Adnot (modification du découpage électoral dans le département de l'Aube), n° 26 de M. Pierre-Yves Collombat (modification du découpage électoral dans le département du Var), n° 19 de M. Richard Yung (modification du découpage des circonscriptions électorales des futurs députés élus par les Français établis hors de France), n° 11 de Mme Jacqueline Alquier (modification du découpage électoral du Tarn), n° 7 de Mme Josiane Mathon-Poinat (scrutin proportionnel et pluralisme dans les assemblées), ainsi que sur les amendements de M. Jean Louis Masson n° 4 (rétablissement du découpage électoral du département de la Moselle) et n° 5 (délimitation ultérieure des circonscriptions électorales du département de la Moselle). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 408, 424) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9, 23 et 27 de M. Bernard Frimat, n° 17 de M. Daniel Reiner, n° 14 de M. Jacques Berthou, n° 21 de M. Jacques Mahéas, n° 25 de M. Jean-Jacques Mirassou, n° 12 de M. Jean-Marc Todeschini, n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 28 de M. Louis Mermaz, n° 24 de M. Michel Sergent, n° 18 de M. Richard Yung, n° 10 de M. Yannick Bodin, n° 16 de Mme Catherine Tasca, n° 15 de Mme Christiane Demontès, n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat, et n° 22 de Mme Michèle André.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 589, 594) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude

Peyronnet n° 352 (organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale), n° 353 (lors d'un scrutin uninominal à un tour, impossibilité d'être élu sans avoir recueilli les suffrages d'au moins 25 % des inscrits), n° 355 (équilibre du nombre de représentants entre départements les moins peuplés et départements les plus peuplés) et n° 356 (écart de population entre les cantons au sein d'un même département). (p. 604, 607) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 354 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect de la parité dans la composition des conseils régionaux), n° 592 de Mme Dominique Voynet (modalités d'élection des conseillers régionaux) et n° 640 de M. Yves Pozzo di Borgo (suppression de la compétence départementale du Conseil de Paris). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 607) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Jean Louis Masson (possibilité pour une commune de se faire représenter par un suppléant de son choix). - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 614, 617) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 123, 121 et 122 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 508 de M. Yvon Collin, n° 509 et 512 de M. Michel Charasse, n° 71 de M. Rémy Pointereau et n° 619 de M. Hervé Maurey.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 674, 681) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 de M. Rémy Pointereau, n° 67 de M. Gérard Collomb, n° 85 de M. Pierre Hérisson, n° 359 et 361 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 141, 142, 143, 139, 144, 145, 146, 147, 148, 150 et 149 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 476 de M. Dominique Braye, n° 664 de M. Pierre Bernard-Reymond, n° 458 de M. François-Noël Buffet, n° 363, 364 et 365 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 585 de Mme Dominique Voynet, ainsi que sur les sous-amendements n° 686 de M. Michel Charasse, n° 693 de M. Yves Détraigne, n° 706 de M. Pierre Jarlier, n° 707 de M. Dominique Braye, n° 699 et 698 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 692 de la commission, portant sur l'amendement n° 67 précité, et sur les sous-amendements n° 687 de M. Michel Charasse, n° 694 de M. Yves Détraigne, n° 701, 695, 682, 696 et 697 de M. Dominique Braye, n° 705, 688, 689 et 690 de M. Pierre Jarlier, n° 691 de la commission, portant sur l'amendement n° 85 précité. (p. 682, 689) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 156 de Mme Annie David, n° 605 de Mme Bernadette Bourzai, n° 642 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 151, 153, 154 et 155 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 367 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 27 de Mme Jacqueline Gourault, n° 68 de M. Gérard Collomb, n° 478 de M. Dominique Braye, n° 684 de M. François-Noël Buffet, et n° 513 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 690, 693) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Nathalie Goulet (mise en application immédiate de l'article 37 de la présente loi à la demande d'une ou plusieurs communes membres d'un EPCI), n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI) et, portant sur le même objet, n° 505 de M. Yvon Collin et n° 569 de M. François Fortassin (incompatibilité des fonctions de président d'un EPCI avec l'exercice d'un mandat de conseiller territorial). - **Article 4** (art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales - *Transformation des conseils économiques et sociaux régionaux en conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux*) (p. 694) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 447 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 695) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Renforcement de la démocratie locale au sein des territoires intercommunaux). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 696, 699) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 125 (droit de vote des étrangers), n° 132 (création de commissions des services publics locaux) et n° 127 (validation du rapport d'activité des EPCI par un vote du conseil

municipal). (p. 700, 704) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 126 (présentation devant le conseil municipal du projet de budget des EPCI), n° 128 (développement de la démocratie locale au sein des EPCI), n° 129 (obligation pour les délégués communautaires de rendre annuellement compte de leurs actions au sein du conseil communautaire), n° 130 (extension aux communes de moins de trois mille cinq cents habitants de l'information sur les actes réglementaires pris par les EPCI), n° 131 (modification des conditions de saisine des organes délibératifs des EPCI par les électeurs des communes membres de cet EPCI), n° 134 (obligation pour l'EPCI de créer des comités consultatifs sur toute affaire d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence), n° 135 (consultation obligatoire par le président de l'EPCI des comités consultatifs créés par l'intercommunalité sur toute question relevant des services publics et des équipements de proximité) et n° 133 (représentation au sein des comités consultatifs des agents de l'EPCI et des salariés des entreprises délégataires). - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 704) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Création des conseils des exécutifs). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 705, 707) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 137 (création de conseils régionaux des exécutifs) et n° 138 (création de conseils départementaux des exécutifs), ainsi que sur l'amendement n° 594 de M. Jean-Claude Peyronnet (rôle des conseils de développement). - **Intitulé du titre II** (*Adaptation des structures à la diversité des territoires*) (p. 707, 708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 158 et 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 708, 710) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 160 (délai de consultation des communes sur la création d'un EPCI), n° 161 (procédure de création d'un EPCI), n° 162 (cohérence), n° 163 (accord de l'ensemble des communes concernées pour la transformation d'un EPCI) et n° 164 (procédure de modification du périmètre d'un EPCI), ainsi que sur les amendements de la commission n° 708 (extension en métropole de la condition spécifique de majorité prévue pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines) et n° 709 (application à l'extension du périmètre de l'EPCI des modifications dans la composition de majorité requise pour la création de celui-ci). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 718, 720) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 165 et 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur l'amendement n° 639 de M. Yves Détraigne.

- **Rappel au règlement** - (2 février 2010) (p. 773, 774) : répond à l'interpellation de M. Jean-Pierre Sueur dans son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)] (suite)** - (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 782, 789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 180, 181, 182, 184, 185 et 186 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 525 et 561 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 595 de M. François Patriat, n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 523 de M. Michel Charasse, n° 384 de M. Jean-Claude Peyronnet, ainsi que sur le sous-amendement n° 700 de M. Claude Haut portant sur l'amendement n° 180 précité. (p. 794) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 668 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 385 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 187, 188, 189, 190, 191, 192 et 193 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 671 de la commission. (p. 796) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327, ainsi que sur l'amendement n° 526 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 805, 812) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 328, 329, 330, 331 et 332, n° 90 et 91 de M. Gérard Collomb, n° 386 et 387 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 683 et 716 de la commission, n° 194, 195 et 196 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur l'amendement n° 570 de M. Jean-Pierre Chevènement. -

Articles additionnels après l'article 5 (p. 816) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 345 (précision) et n° 334 (coordination). - **Article 6** (*Coordinations*) (p. 817, 819) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 197 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 73 de M. Rémy Pointereau, n° 660 de M. Dominique Braye, n° 338 de la commission, et n° 673 et 674 de la commission. - **Article 6 bis (Nouveau)** (*art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 820, 822) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 198 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 825, 826) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département), ainsi que sur les sous-amendements n° 669 de Mme Marie-Thérèse Bruguière et n° 717 de M. Claude Domeizel s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 10** (*art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles*) (p. 888, 890) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 218, 219, 220 et 221 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; et n° 340 et 344 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 895, 899) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 506 de M. Jacques Mézard (mesures en faveur de l'acquisition par les communes des biens de sections situés sur leurs territoires) et n° 719 de la commission (création de conseils de quartiers dans les villes de plus de 10 000 habitants). - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 901, 911) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 630 de M. Hervé Maurey, n° 646 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 538 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 401 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 576 de M. Jean-Pierre Vial, n° 541, 542 et 543 de M. Michel Charasse, n° 539 de M. Yvon Collin, n° 224 de Mme Annie David, n° 402 de Mme Bernadette Bourzai, n° 629 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 223, 225, 226, 227 et 228 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 911) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de M. Dominique de Legge (possibilité de rattacher un département à une région autre que celle à laquelle il appartient). - **Article 13** (*art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions*) (p. 913) : favorable à une demande d'examen d'amendements par priorité. - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 938, 953) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 et 55 de M. Alain Vasselle, n° 99 de M. Christian Cambon, n° 93 de M. Gérard Collomb, n° 632 de M. Jean-Claude Merceron, n° 408 et 410 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 411 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 407, 409, 412, 413 et 414 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 74 de M. Rémy Pointereau, n° 38 de M. Xavier Pintat, n° 601 de Mme Françoise Férat, n° 1, 2, 3, 16 et 17 de Mme Nathalie Goulet, n° 244, 245, 246, 247, 248 et 249 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 721 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° 722 de M. Claude Jeannerot s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 954, 955) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 457 (possibilité pour deux communes séparées par un bois, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre) et n° 575 (possibilité pour deux communes séparées par un cours d'eau, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre). - **Article 17** (*Délai limite d'établissement du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 956) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 415 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 469 de M. Dominique Braye et n° 10 de Mme Nathalie Goulet. - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 957, 958) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur le même objet n° 250, n° 251 et n° 252

(possibilité pour une commune de se retirer des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 18** (*art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales*) (p. 959, 964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 416 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 493 de M. Philippe Dallier, n° 255 de Mme Annie David, n° 30 de Mme Jacqueline Gourault, n° 14 et 18 de Mme Nathalie Goulet, n° 253 et 254 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur les sous-amendements n° 681 de M. Alain Vasselle portant sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet, et sur le sous-amendement n° 417 de Mme Bernadette Bourzai portant sur l'amendement n° 105 de M. François-Noël Buffet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 974) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de Mme Nathalie Goulet (délai de validation par le préfet des décisions de retrait d'une intercommunalité). - **Article 19 bis (Nouveau)** (*art. L. 5211-5 et L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales - Approbation des statuts d'un EPCI*) (p. 974) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 257 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 20** (*art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 976, 983) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 418 et 419 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 76 de M. Rémy Pointereau, n° 258, 259, 260, 261 et 262 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 455 de M. Hugues Portelli, n° 23 et 6 de Mme Nathalie Goulet, et n° 56 de M. Alain Vasselle. (p. 984, 992) : position de la commission sur les amendements n° 420 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 263, 264, 265, 266, 267 et 268 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 42 de M. Jean-Paul Alduy, et n° 77 de M. Rémy Pointereau et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 723 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 993, 998) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 499 (possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale) et n° 574 (possibilité pour une commune de quitter une communauté d'agglomération pour intégrer une communauté de communes), de M. Michel Charasse n° 552 (précision) et n° 571 (délégués suppléants), ainsi que sur les amendements identiques n° 450 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 474 de M. Dominique Braye (conditions de création d'une communauté d'agglomération). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5111-6 nouveau et L. 5212-2 du code général des collectivités territoriales - Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 1000) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 269 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 567 de M. Raymond Vall, et n° 724 de la commission. - **Article 21 bis (Nouveau)** (*art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales - Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat*) (p. 1001) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 270 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 22** (*sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 1002, 1005) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 421 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 271, 272, 273 et 274 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 725 et 670 de la commission, ainsi que sur l'amendement n° 31 de Mme Jacqueline Gourault. - **Article 24** (*art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - Substitution des communautés de communes, des communautés d'agglomération et des communautés urbaines aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre*) (p. 1006, 1008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 276 et 277 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 634 de M. Jean-Claude Merceron, et n° 104 de M. François-Noël Buffet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 1008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 481 de M. Dominique Braye (prise en compte de la population des EPCI faisant

partiellement partie d'un syndicat mixte) et n° 726 de la commission (précision). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1010) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 1026) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 84 de M. Rémy Pointereau, n° 424 de M. Jean-Luc Fichet, n° 643 de M. Yves Détraigne, n° 423 de M. Daniel Raoul, et n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 1031, 1035) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 278 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 78, 79 et 88 de M. Rémy Pointereau, n° 425 et 426 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 554 et 555 de M. Michel Charasse, n° 11 de Mme Nathalie Goulet, et n° 427 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 1037) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 648 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 279 de Mme Annie David, et n° 428 de Mme Bernadette Bourzai (représentation des communes et des EPCI de montagne). - **Article 27** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 1038) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 429 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 727 de la commission, et n° 21 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - Interdiction de subordonner l'octroi d'une subvention à l'appartenance à un EPCI ou un syndicat mixte) (p. 1039) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 449 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 1040) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 728 de la commission (procédure de liquidation d'un EPCI dissous). - **Article 29** (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1050, 1054) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 280, 281, 283, 285, 287, 290, 292, 294, 284, 282, 286, 291, 288, 293, 289, 295 et 296 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 430, 431 et 432 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 556 de M. Michel Charasse, n° 557 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 59 de M. Alain Vasselle, n° 80, 81 et 82 de M. Rémy Pointereau, n° 433 de Mme Bernadette Bourzai, n° 729, 730, 676 et 679 de la commission. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale) (p. 1064, 1068) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 438 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 490 de M. Charles Revet, et n° 311 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2291, 2294) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3475, 3476) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales - Création de sociétés publiques locales) (p. 3485) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 et 6 de M. Philippe Dominati. - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-12 et L. 1411-19 du code général des collectivités territoriales et 41 et 47 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - Délégations de service public confiées à des sociétés publiques locales) (p. 3486) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3489) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 4 de M. Dominique Braye et n° 3 de M. Thierry Repentin (modification du régime des sociétés publiques locales amenées à intervenir dans le champ du logement social).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3507, 3512) : sa réponse.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4891, 4895) : réponse aux

orateurs. (p. 4896, 4900) : réponses aux orateurs dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5098, 5108) : recommande le rejet de cette proposition de loi. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5396, 5400) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5527, 5530) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs), n° 291 (création des pôles métropolitains), n° 292 (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales), n° 294 (prise en compte des ressources et des charges respectives des différentes collectivités territoriales dans le calcul de la péréquation), n° 295 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque commune dans le calcul de la péréquation), n° 322 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque département dans le calcul de la péréquation), n° 296 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque région dans le calcul de la péréquation), n° 297 (prise en compte des ressources et des charges respectives des communautés dans le calcul de la péréquation), et n° 298 (augmentation des crédits destinés aux quartiers et aux communes relevant de la politique de la ville et aux espaces ruraux défavorisés, grâce à l'accroissement du montant de la péréquation).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5582, 5584) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 et 331 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 543 de M. Hervé Maurey. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5588, 5594) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 93 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 51, 52, 54, 53 et 55 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 484 de M. Yvon Collin. (p. 5595, 5599) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 264, 94 et 95 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 56 et 57 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 190 de M. Jacques Blanc, n° 249 de Mme Bernadette Bourzai, n° 214 de Mlle Sophie Joissains et n° 66 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5600, 5605) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 270 de Mme Dominique Voynet (pérennisation, à l'échelle infrarégionale, des conseils de développement associant les milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs des territoires), n° 333 de M. Jean-Pierre Sueur (extension des compétences des conseils de développement aux questions liées à l'environnement), et n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale). Accepte la demande de réserve de la commission sur l'amendement n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats). Intervient sur la question de la parité dans les élections locales. - **Article 3 bis (Suppression maintenue par la commission)** (Parité dans les organes délibérants des EPCI) (p. 5617) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 97 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 332 et 334 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5618) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 98 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la démocratie locale au sein des structures intercommunales). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5627, 5632) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 485 et 486 de M. Yvon Collin, n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 3 de M. Dominique de Legge, n° 544 de M. Yves Détraigne, n° 35 de M. Philippe Dallier et n° 338 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5635, 5642) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 470 et 471 de M. François Rebsamen, n° 335, 336 et 337 de M. Serge Godard, n° 488 et 487 de M. Yvon Collin et n° 341 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 5651, 5652) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101, 102, 103, 107, 108, 109, 105, 104 et 110 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 489, 490, 495, 492 et 493 de M. Yvon Collin, n° 349 et 353 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 346, 350 et 347 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 342 de M. Alain Anziani, n° 272 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 345 de M. Roland Povinelli, n° 351 de M. Claude Haut, n° 217 de Mlle Sophie Joissains, n° 354 de M. François Patriat et n° 344 de M. Jacky Le Menn.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5804, 5805) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Dominique Braye n° 74 (participation des conseillers municipaux aux commissions formées au sein des établissements publics de coopération intercommunale), n° 77 (possibilité, pour les communes membres d'une communauté de communes, de laisser à l'organe délibérant de cette dernière le soin de définir l'intérêt communautaire), et n° 76 (substitution des deux tiers des membres présents et représentés du conseil communautaire d'une communauté d'agglomération pour la détermination de l'intérêt communautaire à la majorité des deux tiers des membres du conseil), ainsi que sur le sous-amendement n° 579 de M. Laurent Bétéille portant sur l'amendement n° 74 précité. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5808, 5812) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 213 de Mme Anne-Marie Payet, n° 433 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 79 et 80 de M. Dominique Braye. - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres) (p. 5814) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Alain Lambert et n° 596 de la commission. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres) (p. 5816, 5817) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 161 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 6 de M. Hugues Portelli et n° 476 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 5818) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 435 de M. Claude Domeizel (calcul du seuil d'affiliation à un centre de gestion). - **Article 34 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-39-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Rapport sur la mutualisation des services entre les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5819) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 162 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics) (p. 5820, 5822) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 436 de M. Claude Domeizel, et n° 46 et 47 de M. Alain Lambert. - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés) (p. 5823) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 164 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 34 quinques A**

(Texte non modifié par la commission) (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de création de la commission locale d'évaluation des charges au sein d'un EPCI) (p. 5825) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 517 de M. Yvon Collin. - **Article 34 quinques (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5825, 5826) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 165 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 23 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 34 quinques** (p. 5826) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 549 de M. Hervé Maurey (possibilité de transferts de compétences à titre expérimental entre un EPCI et ses communes membres, pour une durée de cinq ans au maximum). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5841, 5844) : intervient sur les articles 35 et suivants. (p. 5846) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 167 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5910, 5911) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 et 13 de M. Bruno Sido, n° 443, 444 et 445 de M. François Patriat, n° 224, 226, 232, 233, 235, 236 et 439 de M. Gérard Collomb, n° 192 et 193 de M. Jacques Blanc, n° 31 de la commission, n° 200 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 438, 440, 441, 442, 450, 451, 452, 453, 454, 455 et 456 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 530 et 531 de M. Pierre Jarlier, n° 446 et 447 de M. Thierry Repentin, n° 518, 519, 520, 521 et 522 de M. Yvon Collin, n° 448 et 449 de Mme Bernadette Bourzai, n° 275 de Mme Dominique Voynet, n° 276 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176 et 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 558 de M. Nicolas About, ainsi que sur le sous-amendement n° 597 de M. Jean-Jacques Hyst s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5916, 5917) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 195 de M. Jacques Blanc (adaptation de la réforme des collectivités territoriales aux zones de montagne), et n° 458 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation pour le préfet de région de rendre compte annuellement de son action devant la conférence des exécutifs). - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5919, 5925) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 555 de M. Nicolas About et n° 568 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5934, 5944) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 82 (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel) et n° 83 (extension du droit de vote des étrangers), et de M. Jean-Pierre Sueur n° 304 (administration des assemblées territoriales par des élus qui leur sont propres), n° 305 (élection des conseillers des assemblées territoriales dans le cadre d'une élection propre à chacune d'entre elles), n° 306 (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique), n° 307 (mode de scrutin spécifique à chaque collectivité territoriale), n° 308 (garantie de l'autonomie des régions par l'élection de conseillers spécifiques), n° 310 (extension à toutes les communes du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3 500 habitants), n° 311 (respect du principe de la parité dans la composition des conseils régionaux), n° 318 (garantie de l'autonomie des départements par l'élection de conseillers spécifiques), n° 319 (absence de tutelle de la région sur le département grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités) et n° 320 (absence de tutelle du département sur la région grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités). - **Articles additionnels avant l'article Ier AA (précédemment réservés)** (p. 5945) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 479 de M. Yvon Collin (fixation des principes généraux de délimitation de la future carte territoriale). (p. 5948) : son amendement n° 576 : mode de

scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5987, 5995) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 268 de Mme Dominique Voynet, n° 480 de M. Yvon Collin et n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6001, 6006) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 326 de Mme Michèle André (introduction de la parité dans la composition de la commission permanente ainsi que dans celle du bureau du conseil général), n° 327 de M. Jacques Gillot (exception à la règle du conseiller territorial pour les conseils régionaux et généraux de la Guadeloupe et de La Réunion), n° 9 de M. Pierre Bernard-Reymond (instauration d'un nombre minimum de 17 conseillers territoriaux pour les départements classés en totalité en zone de montagne), n° 189 de M. Jacques Blanc (instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 25 % du nombre de conseillers généraux, dans les départements comprenant des zones de montagne), et n° 527 de M. Pierre Jarlier (instauration d'un nombre minimum de conseillers territoriaux, ne pouvant être inférieur à 21, dans les départements comprenant des zones de montagne). - **Article additionnel avant l'article 1er B (précédemment réservé)** (p. 6007) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 481 de M. Yvon Collin (prolongation jusqu'en 2014 du mandat des conseillers généraux élus en 2004). - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6011, 6013) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues de M. Rémy Pointerau n° 244 et n° 245 (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales), et n° 246 (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires), ainsi que sur l'amendement n° 263 de M. Eric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6023, 6028) : avis du Gouvernement sur l'amendement

n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), ainsi que sur les sous-amendements, portant sur l'amendement n° 580 précité, n° 582 de M. Francis Grignon, n° 591 de M. Jacques Gillot, n° 583 de M. Christian Poncelet, n° 602 de M. Alain Chatillon, n° 584 de M. Jean-René Lecerf, n° 593, 595 et 594 de Mme Françoise Henneron, n° 599 et 598 de M. Nicolas About, et n° 603 de M. Yves Daudigny (p. 6029, 6032) : son amendement n° 577 : délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux ; adopté. Avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 601 de M. Hervé Maurey et n° 585 de M. Jean-René Lecerf portant sur son amendement n° 577 précité. Son amendement n° 578 : consultation d'une commission nationale indépendante sur la délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux ; devenu sans objet. - **Article 36 (Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux)** (p. 6037) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 180 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 37 (Texte non modifié par la commission) (Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale)** (p. 6038, 6040) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 181 et 182 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 75 de M. Dominique Braye, n° 468 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 478 de M. Antoine Lefèvre. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 6042) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de M. Dominique Braye (validation législative des arrêtés relatifs à la création ou à l'extension d'intercommunalité intervenus antérieurement à la fixation des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence en matière de zones d'activités économique ou de zones d'aménagement concerté). - **Seconde délibération - Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6048, 6049) : ses amendements n° A-2 (tableau des effectifs des conseillers territoriaux par département) ; adopté ; et n° A-3 (introduction dans le dispositif de cumul des mandats des fonctions exécutives au sein d'un EPCI de plus de 30 000 habitants) ; adopté.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9257, 9258) : son intervention.

MARSIN (Daniel)
sénateur (Guadeloupe)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 3002, 3003) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3072, 3073) : le groupe RDSE votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3092, 3093) : la majorité des membres du groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3227, 3228) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3610) : soutient l'amendement n° 523 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3636, 3637) : soutient les amendements analogues de M. Yvon Collin n° 526 et 525 (extension du taux normal de TVA aux produits dits "de grignotage") ; rejetés. - **Article 1er bis (Nouveau)** (Sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du livre premier et art. L. 115-24-1 [nouveau] du code de la consommation - *Autres signes d'identification de l'origine*) (p. 3639) : soutient l'amendement n° 527 de M. François Fortassin ; retiré. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3641) : soutient l'amendement de M. François Fortassin, analogue à l'amendement n° 114 de M. Thierry Repentin, n° 529 (promotion de la spécificité de l'agriculture de montagne auprès de l'Union européenne) ; rejeté. - **Article 2** (*Habilitation à prendre par ordonnance des dispositions dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et des végétaux, pour adapter le droit national à de nouvelles dispositions communautaires et pour organiser la formation des personnels de restauration*) (p. 3656) : soutient l'amendement n° 528 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5165, 5166) : le groupe RDSE votera à l'unanimité cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagache sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5217, 5218) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8838, 8839) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 381 (prise en compte des salariés dès quarante-cinq ans dans le plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) ; et n° 383 (pénalités en cas de licenciement de salariés de plus de cinquante-cinq ans) ; rejetés par vote unique ; et n° 384 (financement du tutorat par la formation professionnelle) ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article**

32 octies (précédemment réservés) (p. 8846) : soutient l'amendement n° 388 de M. Yvon Collin (création d'une taxe sur certaines transactions) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8944) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8985, 8986) : le groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9245, 9246) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - *Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10527) : parole sur l'article. (p. 10534, 10535) : son amendement n° I-391 ; rejeté. (p. 10543, 10550) : ses amendements n° I-389, I-386, I-388, I-390, I-387 et I-392 ; rejetés. (p. 10556) : intervient sur son amendement n° I-388.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11213, 11214) : son intervention. - **Article 77** (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française*) (p. 11244) : favorable à l'amendement n° II-267 de M. Richard Tuheiaiva.

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11366, 11367) : son intervention.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11430) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11666, 11669) : ses amendements n° II-417 : possibilité pour les sociétés d'économie mixte en charge de logements sociaux de prendre des parts dans des sociétés de portage ; adopté ; n° II-418 : aménagement de l'exonération de droit de mutation pour l'acquisition de logements par les bailleurs sociaux outre-mer ; et n° II-419 : précision ; retirés - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11677, 11678) : défavorable à l'amendement n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer).

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 11944, 11946) : son intervention. - **Article 3** (art. L. 35-5 du code des postes et communications électroniques - *Gratuité du déverrouillage d'un téléphone mobile en cas de réengagement d'abonnement pour un an ou plus*) (p. 11962) : sur l'amendement n° 4 de la commission, son sous-amendement n° 11. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11967) : remerciements.

MARTIN (Pierre)
sénateur (Somme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) le 4 juin 2010.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 8 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à moderniser le droit de la chasse [n° 355 (2009-2010)] (15 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Finlande : le bon élève des systèmes éducatifs occidentaux peut-il être un modèle ? [n° 399 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 364 (2009-2010)] visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 463 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Sports.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 114 tome 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Société - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture** [n° 260 (2009-2010)] - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1234, 1235) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture** [n° 464 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 3857, 3858) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3868, 3878) : position de la commission sur les amendements n° 5, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de M. Jean-Jacques Lozach et n° 1, 3 et 2 de M. Jean-François Voguet. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3878) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Jacques Lozach (rapport d'étude sur la création d'une caisse de règlement pécuniaire des agents sportifs).

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11170, 11171) : votera les crédits de cette mission. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11187) : votera l'amendement n° II-148 de la commission de la culture saisie pour avis.

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11261, 11262) : son intervention.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Défense [n° 111 tome 3 annexe 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9673) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10850, 10851) : son intervention.

MASSION (Marc)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Administration centrale de l'outre-mer : une réforme à marche forcée et inachevée [n° 8 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Outre-mer [n° 111 tome 3 annexe 18 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1380, 1382) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Christiane Demontès (relèvement du crédit d'impôt relatif aux travaux préconisés dans le cadre d'un plan de prévention des risques technologiques) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10424) : soutient l'amendement n° I-253 de M. François Marc (réduction de l'abattement sur les montants transmis par l'intermédiaire d'une assurance-vie) ; rejeté.

Deuxième partie :

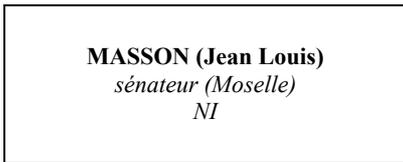
Outre-mer

- (1er décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11201, 11202) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11230, 11231) : position de la commission sur les amendements n° II-250 de M. Jacques Gillot et n° II-253 de M. Serge Larcher. (p. 11232) : intervient sur l'amendement n° II-10 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11235, 11237) : position de la commission sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Article 77 (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française)** (p. 11242, 11245) : position de la commission sur les amendements n° II-267, II-268 et II-269 de M. Richard Tuhejiva. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 11248) : position de la commission sur les amendements n° II-252 de M. Jacques Gillot (rapport gouvernemental sur les modalités d'affectation au bénéfice des outre-mer des économies réalisées par les réformes du régime de défiscalisation des investissements outre-mer) et n° II-260 de M. Jean-Étienne Antoinette (étude gouvernementale présentant les différentes possibilités d'augmenter la participation financière de l'activité spatiale au développement des collectivités territoriales, en particulier guyanaises). - **Article 77 bis (Nouveau)** (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer) (p. 11252) : position de la commission sur les amendements n° II-258 de M. Serge Larcher, n° II-261 et II-262 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Articles additionnels après l'article 77 quinquies** (p. 11257, 11259) : position de la commission sur les amendements n° II-222 de M. Georges Patient (compensation de la perte subie par la Guyane sur l'octroi de mer par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement), n° II-230 de M. Éric Doligé (report de la date de mise en œuvre de la taxe additionnelle sur les carburants en Guyane), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Étienne Antoinette n° II-263

(rapport gouvernemental sur les possibilités de participations financières de l'État en vue d'assurer une égalité entre les résidents d'outre-mer et ceux de métropole devant le coût des services numériques) et n° II-264 (rapport gouvernemental sur l'incidence d'une défiscalisation des câbles sous-marins assurant le trafic des données numériques vers les territoires ultra-marins sur le prix des abonnements au service numérique payé par les consommateurs).

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Article 57 sexies (Nouveau)** (art. 200 quater C et 200 quater A du code général des impôts - *Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général*) (p. 11684, 11686) :

défavorable à l'amendement n° II-553 de M. Louis Nègre. Ses amendements n° II-481 ; rejeté ; et n° II-482 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 57 sexies** (p. 11687) : son amendement n° II-483 : extension aux propriétaires bailleurs du dispositif de crédit d'impôt pour les travaux de renforcement des habitations situées au sein du périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 58 bis** (p. 11710) : intervient sur l'amendement n° II-430 de M. Jean Arthuis (suppression du bouclier fiscal et de l'ISF).



NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir la péremption des licences de débits de boissons acquises par des communes [n° 196 (2009-2010)] (11 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour rendre plus transparent le choix des motions de procédure appelées en débat [n° 199 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à clarifier le rôle des délégués suppléants des communes dans les syndicats de communes, les communautés de communes et les communautés d'agglomération [n° 205 (2009-2010)] (18 janvier 2010) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour limiter à un, outre le sien, le nombre de jetons nominatifs de vote que chaque sénateur peut mettre dans l'urne à l'occasion d'un scrutin public ordinaire [n° 261 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à interdire le port de tenues dissimulant le visage de personnes se trouvant dans des lieux publics [n° 275 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Société.**

Proposition de loi tendant à moderniser les règles de fonctionnement des conseils municipaux en Alsace-Moselle [n° 380 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à la publication d'opinions individuelles des membres du Conseil constitutionnel [n° 409 (2009-2010)] (20 avril 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'identification des éditeurs de sites de communication en ligne et en particulier des « blogueurs » professionnels et non professionnels [n° 423 (2009-2010)] (3 mai 2010) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à préserver l'intégrité des retraites complémentaires AGIRC et ARRCO des salariés du secteur privé [n° 435 (2009-2010)] (6 mai 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à réformer radicalement le bouclier fiscal et à établir plus d'équité dans la charge de l'impôt [n° 447 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures podologues exerçant leur profession à titre exclusivement salarié de l'adhésion obligatoire à un ordre professionnel [n° 489 (2009-2010)] (20 mai 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution concernant les garanties professionnelles des élus locaux qui sont travailleurs frontaliers [n° 526 (2009-2010)] (7 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux financements politiques : interdiction pour une même personne physique d'effectuer des dons à plusieurs partis politiques et transparence des transferts financiers entre partis ou pour des campagnes électorales [n° 692 (2009-2010)] (1er septembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à étendre la jurisprudence du Conseil constitutionnel concernant l'article L. 7 du code électoral aux inéligibilités relevant de l'article L.O. 128 du même code [n° 712 (2009-2010)] (15 septembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à harmoniser et à compléter les modalités des scrutins secret et public au sein des conseils municipaux, généraux et régionaux [n° 46 (2010-2011)] (19 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à faciliter la recevabilité des questions prioritaires de constitutionnalité [n° 63 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à dispenser les petites communes d'Alsace-Moselle de l'obligation d'établir un règlement intérieur du conseil municipal [n° 89 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la répartition des quatre dérogations annuelles d'ouverture dominicale des commerces en Alsace-Moselle [n° 93 (2010-2011)] (5 novembre 2010) - **PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 23 de la Constitution pour interdire le cumul d'une fonction ministérielle avec l'exercice d'un mandat exécutif local et pour renforcer les règles interdisant les conflits d'intérêts [n° 108 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul d'un mandat parlementaire avec une activité professionnelle et avec une fonction exécutive dans une collectivité territoriale [n° 135 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à octroyer aux retraités un crédit d'impôt pour l'emploi d'aides à domicile et à compenser la perte de recettes pour l'État par la suppression du bouclier fiscal [n° 149 (2010-2011)] (3 décembre 2010) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie** [n° 173 (2009-2010)] - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 80) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 265) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 376, 377) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 391) : sa motion n° 2 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 396, 397) : ses amendements n° 5 : délimitation ultérieure des circonscriptions électorales du département de la Moselle ; et n° 4 : rétablissement du découpage électoral du département de la Moselle ; rejetés.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale** [n° 258 (2009-2010)] - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1478, 1479) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne** [n° 210 (2009-2010)] - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1685, 1686) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue** [n° 208 (2009-2010)] - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2064) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (24 mars 2010) (p. 2077).

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires** [n° 595 (2008-2009)] - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2082) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Education et ascension sociale** - (30 mars 2010) (p. 2211) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2409, 2410) : votera l'amendement n° 3 de Mme Catherine Dumas. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2418) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale** [n° 329 (2009-2010)] - (28 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2919, 2920) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 54, 56, 76, 94 et 97 du code de procédure pénale - Extension des saisies de droit commun à tous les biens susceptibles de faire l'objet d'une confiscation - Instauration de perquisitions aux fins de saisie*) (p. 2924) : intervient sur l'amendement n° 19 de la commission.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire** [n° 96 (2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3093) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 417 (2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3107, 3108) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3354, 3355) : son intervention.

- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) (p. 3376) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (19 mai 2010) (p. 3474, 3475).

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture** [n° 430 (2009-2010)] - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3478, 3479) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal** [n° 381 (2009-2010)] - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3561, 3562) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision** [n° 384 (2009-2010)] - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3578) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (26 mai 2010) - **Article 7** (*art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3784, 3788) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** [n° 483 (2009-2010)] - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4334) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits** [n° 484 (2009-2010)] - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services** [n° 508 (2009-2010)] - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4554) : son intervention.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4760, 4761) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4825) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières** [n° 285 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5087, 5088) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (6 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5917) : défavorable à l'amendement n° 458 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation pour le préfet de région de rendre compte annuellement de son action devant la conférence des exécutifs). - **Article 35 bis** (*art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5918) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5941) : intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Sueur (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique). - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5955) : favorable à l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du*

code général des collectivités territoriales - Définition du territoire (p. 5982) : votera la suppression de cet article. (p. 5991) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido.

- **Rappel au règlement** - (13 juillet 2010) (p. 6199).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6212) : son intervention.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6743) : son intervention. - **Article 1er (Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public)** (p. 6755) : parole sur l'article. (p. 6756) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6961) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 43 de M. Roland Courteau et n° 258 de M. Yvon Collin (reconnaissance de l'électricité comme bien de première nécessité). (p. 6965) : défavorable à l'amendement n° 45 de M. Roland Courteau (maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de concurrence).

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7489) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8613) : intervient sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Rappel au règlement** (p. 8620). - **Article 32 quinquies (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise)** (p. 8621) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9133) : son intervention. - **Article 2 bis B** (art. L. 225-105-1 du code de commerce - *Procédure de désignation en justice d'un mandataire chargé de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des projets de nomination visant à rendre régulière la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance*) (p. 9157) : intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement. - **Article 2 bis** (art. L. 226-4 et L. 226-4-1 du code de commerce - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil de surveillance d'une société en commandite par actions*) (p. 9158) : parole sur l'article. - **Article 3** (*Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils et règles applicables au cours de la période transitoire*) (p. 9160) : intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Nicole Bricq. - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil*) (p. 9163, 9165) : intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Bricq, ainsi que sur les amendements identiques n° 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 14 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9166, 9167) : intervient sur les amendements identiques n° 15 de Mme Catherine Morin-

Desailly et n° 8 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (extension de l'obligation de représentation équilibrée aux conseils d'administration des mutuelles). - **Article 6** (art. L. 225-35, L. 225-37-1, L. 225-68, L. 225-82-1, L. 225-100 et L. 226-9-1 du code de commerce - *Délibération annuelle du conseil d'administration ou du conseil de surveillance sur la politique de la société en matière d'égalité professionnelle dans l'entreprise*) (p. 9184) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9186, 9187) : votera ce texte.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9213) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9373) : son intervention. - **Article 4 (Évolution annuelle des dépenses publiques en volume)** (p. 9438, 9439) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9658) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - *Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire*) (p. 10081) : votera l'amendement n° 603 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10085) : intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (précision).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10498, 10505) : favorable aux amendements n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne) et n° I-63 de M. Philippe Adnot (report d'un an de la mise en place de l'obligation de collecte et de traitement des déchets issus du secteur de l'ameublement). - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - *Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10511) : intervient sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 10590) : intervient sur l'amendement n° I-340 de Mme Marie-France Beaufilet. - **Article 23** (art. 1586 B, 1384 B et 1586 B du code général des impôts et art. L. 3334-17, L. 4332-11, L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 78 de la loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 3 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation

pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations) (p. 10619) : votera l'amendement n° I-344 de Mme Marie-France Beaufrils. - **Article 41** (art. 40, 44, 50 et 51 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 1090 C du code général des impôts, art. L. 723-4 du code de la sécurité sociale - Amélioration du recouvrement et maîtrise de la dépense d'aide juridictionnelle) (p. 10684) : défavorable aux amendements n° I-164 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-269 de Mme Nicole Bricq et n° I-349 de M. Thierry Foucaud. - **Article 44** (art. L. 311-16 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 953 du code général des impôts, art. 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 6-8 [nouveau] de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Mesures relatives au financement des titres de séjour et des titres de voyage biométriques) (p. 10687) : défavorable à l'amendement n° I-183 de Mme Michèle André. - **Article 45** (art. L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 8253-1, L. 8253-2 et L. 8253-6 du code du travail - Répartition entre l'Office français de l'immigration et de l'intégration, OFFI, et l'Etat des responsabilités de constatation, de liquidation et de recouvrement de la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers et de la contribution spéciale) (p. 10689, 10690) : sur les amendements de Mme Nicole Bricq, votera contre le n° I-270 et pour le n° I-271.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 82** (art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 11149) : intervient sur l'amendement n° II-16 de la commission. - **Article 86** (art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des

communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 11152, 11153) : intervient sur les amendements n° II-18 de la commission et n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11236) : intervient sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11862) : intervient sur l'amendement n° II-414 de M. Philippe Adnot. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11867, 11868) : votera l'amendement n° II-451 de M. François Marc (rapprochement progressif du potentiel fiscal des collectivités territoriales). - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11869, 11870) : parole sur l'article. - **Seconde délibération - Article 47 et état A (coordination)** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 11905) : votera contre les amendements n° B-1, B-2, B-3, B-4, B-5, B-6, B-7, B-8, B-9, B-10, B-11, B-12, B-13, B-14, B-15, B-16, B-17, B-18, B-19, B-20, B-21, B-22, B-23 et B-24 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11909) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11942) : son intervention.

MATHON-POINAT (Josiane)
sénatrice (Loire)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (20 janvier 2010) - **Question préalable**

(p. 343, 346) : soutient la motion n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Question préalable** (p. 389) : soutient la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 394, 395) : son amendement n° 7 : scrutin proportionnel et pluralisme dans les assemblées ; rejeté. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009) (p. 407) : son amendement n° 8 ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 448) : soutient l'amendement n° 111 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (consultation nationale des conseils municipaux, généraux et régionaux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 524) : parole sur l'article. (p. 550) : soutient l'amendement n° 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 566) : favorable à l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 604) : favorable à l'amendement n° 354 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect de la parité dans la composition des conseils régionaux). - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Election au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 608) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 665, 672) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 141 ; devenu sans objet ; n° 147 et 148 ; rejetés. (p. 684, 685) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 151 ; retiré ; et n° 153 ; rejeté. - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 695) : soutient l'amendement n° 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Renforcement de la démocratie locale au sein des territoires intercommunaux) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 702) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 131 (modification des conditions de saisine des organes délibératifs des EPCI par les électeurs des communes membres de cet EPCI) ; et n° 134 (obligation pour l'EPCI de créer des comités consultatifs sur toute affaire d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence) ; rejetés. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 715, 716) : parole sur l'article. (p. 728) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 780) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 792, 793) : soutient l'amendement n° 193 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. (p. 813, 814) : les sénateurs du groupe CRC-SPG voteront contre cet article. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - Création d'une commune nouvelle) (p. 845) : parole sur l'article. (p. 864, 865) : soutient les amendements n° 211, 214 et 215 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 11** (Dispositions applicables aux communes fusionnées) (p. 891) : soutient l'amendement n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions) (p. 914) : soutient l'amendement n° 229 de Mme Annie

David ; devenu sans objet. - **Article 14** (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale) (p. 924, 925) : soutient l'amendement n° 237 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 929) : parole sur l'article. (p. 950) : soutient l'amendement n° 248 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre) (p. 976, 985) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 259 ; retiré ; n° 260, 261, 262, 263 et 264 ; rejetés. (p. 992) : soutient les amendements n° 267 et 268 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1009) : parole sur l'article. (p. 1028) : favorable aux amendements n° 424 de M. Jean-Luc Fichet et n° 643 de M. Yves Détraigne. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 1031) : soutient l'amendement n° 278 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale) (p. 1066, 1068) : soutient les amendements n° 311 et 312 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 37** (Entrée en vigueur des articles 2 et 3 du projet de loi) (p. 1107) : soutient l'amendement n° 324 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2889, 2890) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte. - **Article 1er** (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques) (p. 2898) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur cet article. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2905) : le groupe CRC-SPG s'abstient sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3093) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3108) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3121) : son amendement n° 49, analogue à l'amendement n° 21 de M. Simon Sutour (prise en compte de l'avis du Conseil économique, social et environnemental dans l'étude d'impact jointe à ce texte) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3122) : son amendement n° 48 : rapport gouvernemental semestriel sur les suites données aux avis du CESE ; rejeté. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3124, 3139) : ses amendements n° 43, 45, 44, 47, 46, 42, 41 et 40 ; rejetés. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Désignation de personnalités par le Gouvernement) (p. 3140) : son amendement n° 50 ; rejeté.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3479, 3480) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion**

générale (p. 4196, 4197) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4209, 4210) : ses amendements n° 55 : abrogation de la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et au parcours professionnel dans la fonction publique ; et n° 56 : précision des personnels auxquels le projet de loi s'applique ; rejetés. - **Article 4** (art. 9 ter de la loi du 13 juillet 1983 - Conseil commun de la fonction publique) (p. 4217) : son amendement n° 59 ; rejeté. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4218, 4219) : son amendement n° 60 ; rejeté. (p. 4220) : son amendement n° 61 ; rejeté. - **Article 8** (art. 15 de la loi du 11 janvier 1984 - Réforme des comités techniques paritaires) (p. 4221) : son amendement n° 63 ; rejeté. (p. 4222) : son amendement n° 62 ; rejeté. - **Article 8 bis** (art. 16 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Institution de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 4222) : son amendement n° 65 ; rejeté. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12, 17, 19, 21, 43 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 42 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Coordinations techniques) (p. 4223) : son amendement n° 66 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4223) : soutient l'amendement n° 105 de M. Guy Fischer (mode de recrutement spécifique, pour les personnes handicapées, dans la fonction publique parlementaire) ; rejeté. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4225) : son amendement n° 67 ; rejeté. - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Adoption de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4227) : son amendement n° 68 ; rejeté. - **Article 13** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités techniques) (p. 4228) : ses amendements n° 69 et 70 ; rejetés. (p. 4229) : son amendement n° 71 ; rejeté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Compétences des comités techniques) (p. 4230) : son amendement n° 72 ; rejeté. - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 4231) : son amendement n° 73 ; rejeté. - **Article 14 ter** (art. 33-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 4232) : ses amendements n° 74 et 75 ; rejetés. - **Article 15** (section 4, sous section 2 du chapitre II, art. 7-1, 11, 12, 23, 32, 33, 35 bis, 49, 62, 97, 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations) (p. 4233) : son amendement n° 76 ; rejeté. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (section 3 du chapitre II et art. 25 et 26 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Comités consultatifs nationaux) (p. 4235) : son amendement n° 77 ; rejeté. - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. L. 1432-11 du code de la santé publique - Comité d'agence et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des agences régionales de santé) (p. 4237) : son amendement n° 79 ; rejeté. - **Article 23** (Modalités transitoires de composition du Conseil commun de la fonction publique) (p. 4238) : son amendement n° 82 ; rejeté. - **Article 24** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4239) : son amendement n° 83 ; rejeté. (p. 4240) : son amendement n° 80 ; rejeté. - **Article 25** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4240) : son amendement n° 84 ; rejeté. (p. 4241) : son amendement n° 81 ; rejeté. - **Article 26** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière) (p. 4241) : son amendement n° 85 ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations rédactionnelles) (p. 4247) : son amendement n° 87 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prise en compte de la performance individuelle et collective par la politique indemnitaire) (p. 4303) : parole sur l'article. (p. 4304) : son amendement n° 88 ; rejeté. - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Création d'un

grade fonctionnel dans la catégorie A) (p. 4307) : son amendement n° 89 ; rejeté. - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte du mérite individuel et collectif par la politique indemnitaire dans la fonction publique territoriale) (p. 4308) : son amendement n° 90 ; rejeté. - **Article 30 quinquiés (Texte non modifié par la commission)** (art. 78-1 (nouveau) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Intéressement collectif dans la fonction publique hospitalière) (p. 4309) : son amendement n° 91 ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Question préalable** (p. 4352) : votera la motion n° 81 de M. Robert Badinter tendant à poser la question préalable. - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4354) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. (p. 4356, 4357) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 5 (Saisine du Défenseur des droits par les ayants-droit)** (p. 4364) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 12 (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants)** (p. 4378) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Article 12 bis (Nouveau) (Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de lutte contre les discriminations)** (p. 4380) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Commission mixte paritaire [n° 529 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5010) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5479, 5480) : soutient la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (30 juin 2010) (p. 5553).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (30 juin 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5558) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5807) : parole sur l'article. - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres) (p. 5813, 5814) : parole sur l'article. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5850, 5865) : soutient les amendements n° 168, 174 et 175 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5933, 5934) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5953, 5954) : défavorable aux amendements de M. Nicolas About n° 551 (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture) et n° 553 (établissement d'un scrutin mixte pour l'élection des conseillers territoriaux).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5985, 5986) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7583) : favorable à l'amendement n° 821 de M. Guy Fischer. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7603) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7624) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer. (p. 7638) : soutient l'amendement n° 843 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7642) : soutient l'amendement n° 678 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7644) : soutient l'amendement n° 689 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7648) : soutient l'amendement n° 731 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7649) : soutient l'amendement n° 918 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7792) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7857) : soutient l'amendement n° 860 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7869) : soutient l'amendement n° 761 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7873) : soutient l'amendement n° 873 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7876) : favorable à l'amendement n° 876 de M. Guy Fischer. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7896, 7897) : favorable à l'amendement n° 750 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé) (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes)** (p. 7922) : favorable à l'amendement n° 826 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7956) : soutient l'amendement n° 762 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7971, 7972) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) (p. 7989, 7990) : soutient l'amendement n° 1172 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7993) : soutient l'amendement n° 667 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7996) : soutient l'amendement n° 680 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7999) : soutient l'amendement n° 693 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8003) : soutient l'amendement n° 769 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8025) : favorable à l'amendement n° 671 de M. Guy Fischer. - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8049, 8050) : parole sur l'article. (p. 8057) : soutient l'amendement n° 778 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 11** (Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique) (p. 8115) : soutient l'amendement n° 912 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8128) : parole sur l'article. (p. 8129) : soutient l'amendement n° 20 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 5421-4 du code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi) (p. 8137) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquiés** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés

par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8616) : son intervention. - **Article 33 (Entrée en vigueur)** (p. 8644, 8645) : soutient l'amendement n° 1156 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8645, 8646) : soutient l'amendement n° 1157 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8725) : soutient l'amendement n° 738 de M. Guy Fischer (affectation des recettes fiscales encaissées au titre de l'article 200 A du CGI au fonds de réserve pour les retraites) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 8774, 8775) : soutient l'amendement n° 919 de M. Guy Fischer (mise en place d'un dispositif incitatif de modulation des cotisations patronales d'assurance vieillesse en fonction des choix des entreprises en matière de répartition des richesses) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8830) : soutient l'amendement n° 955 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'instauration d'un mécanisme de majoration de durée d'assurance en faveur des pères isolés ayant élevé des enfants) ; rejeté par vote unique. - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 8832) : soutient l'amendement n° 962 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'instauration de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion) ; rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8871) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire [n° 729 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8887, 8888) : son intervention. - **Article 1er** (art. 76 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Relèvement de la limite d'âge applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire) (p. 8893) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 2** (Application progressive du relèvement de la limite d'âge) (p. 8893) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 3** (art. premier de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 - Conditions de maintien en activité des magistrats ayant dépassé la limite d'âge) (p. 8894) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Débat sur les effectifs de la fonction publique** - (3 novembre 2010) (p. 9456, 9457) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (29 novembre 2010) (p. 11042, 11043) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11117, 11118) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11975, 11977) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11985) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (établissement d'une passerelle entre la profession d'avocat et celle d'assistant parlementaire) ; retiré. - **Article 1er** (chapitre premier bis [nouveau] du titre II de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Acte sous contresign d'avocat) (p. 11989) : soutient les amendements n° 17 et 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11990) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (détermination par décret en Conseil d'Etat du coût des actes

contresignés par un avocat) ; rejeté. (p. 11992) : intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (rapport sur la généralisation des maisons de justice et du droit). - **Article 2** (art. 8 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Association avec des avocats européens) (p. 11995) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11996) : son amendement n° 22 : rapport au Parlement sur la proposition de création d'un internat du barreau ; retiré. - **Article 5** (art. 1317-1 du code civil - Dispense de mention manuscrite pour les actes authentiques) (p. 11998) : soutient l'amendement n° 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 6** (art. 515-3 du code civil - Enregistrement par les notaires des pactes civils de solidarité passés en la forme authentique) (p. 12000) : favorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 19** (art. 8, 10 et 15 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Adaptation des règles relatives à la dénomination, à l'évaluation des parts et à la responsabilité des associés des sociétés civiles professionnelles) (p. 12007, 12008) : soutient l'amendement n° 24 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 20** (art. 2, 22 et 23 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Adaptation des règles relatives à la dénomination des sociétés d'exercice libéral ainsi qu'à la dénomination et à la responsabilité des associés des sociétés en participation de professions libérales) (p. 12008) : soutient l'amendement n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 21 (Nouveau)** (art. 5, 31-1 et 31-2 nouveau de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Diversification de l'origine des capitaux et facilitation de l'évolution des cabinets de professionnels du droit vers plus d'interprofessionnalité) (p. 12009) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**. - (8 décembre 2010) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 6 et 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire, art. 6 de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées et art. L. 581-8 du code de la sécurité sociale - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 12019) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 345, 348-3 et 361 du code civil - Recueil du consentement à adoption) (p. 12024) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (titre XVII du livre troisième, art. 2062 à 2068 [nouveaux] et art. 2238 du code civil, art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. 10 et 39 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Procédure participative de négociation assistée par avocat) (p. 12028) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article 2** (art. 16 A [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et art. 2 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle - Echange direct de données entre administrations et simplification des contraintes imposées aux entreprises) (p. 12154) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ;

rejeté. - **Article 6** (art. premier de la loi de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ; art. 19-2 et 20-1 [nouveaux] de la loi n° 2000-321 précitée ; art. 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives - Recours administratif préalable obligatoire) (p. 12161) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 10** (Adaptation à la directive « services » des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 12164) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Mireille Schurch ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 38** (Simplification de la procédure permettant aux exploitants d'aérodromes civils de confier à différents services des missions de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs et de prévention du péril animalier) (p. 12268) : soutient l'amendement n° 151 de Mme Mireille Schurch ; adopté. - **Article 54** (Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant) (p. 12279) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 69** (Personnel du groupement) (p. 12290) : soutient l'amendement n° 152 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 87** (Transformation des conventions globales de patrimoine conclues entre les organismes HLM et l'Etat en conventions d'utilité sociale) (p. 12308, 12309) : soutient les amendements n° 155 et 156 de

Mme Odette Terrade ; rejetés. - **Article 155** (Texte non modifié par la commission) (Habilitation du Gouvernement en vue d'adapter les règles de sûreté dans le domaine de l'aviation civile à la réglementation européenne) (p. 12370) : soutient l'amendement n° 157 de Mme Mireille Schurch ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12909, 12910) : son intervention. - **Article 13** (Texte non modifié par la commission) (Procédure d'indemnisation des avoués) (p. 12924) : son amendement n° 55 ; rejeté. - **Article 14** (Texte non modifié par la commission) (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion) (p. 12931, 12932) : ses amendements n° 57 et 58 ; rejetés. - **Article 24** (Texte non modifié par la commission) (Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués) (p. 12945, 12947) : son amendement n° 63 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 12949) : ses amendements n° 59 : rapport annuel sur la situation des avoués et de leurs salariés concernant leur reconversion ; et n° 61 : rapport sur le coût et les bénéfices de l'augmentation de l'aide juridictionnelle ; rejetés.

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UC

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire et de la secrétaire d'Etat chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique le 25 février 2010 ; fin de mission le 24 août 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 8 décembre 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 19 février 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Le choix du mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux : une équation à multiples inconnues [n° 509 (2009-2010)] (27 mai 2010) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 130 (2009-2010)] de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 6 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 261, 262) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 440) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial). (p. 447) : intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Michèle André (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 498, 499) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 561) : intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 582) : votera

l'article 1er de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 599, 601) : son amendement n° 617 : cumul des mandats ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 611, 612) : parole sur l'article. (p. 616, 617) : son amendement n° 619 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) (p. 635, 639) : votera pour l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse et contre le sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 640, 641) : ses amendements n° 618 et 622 ; retirés. - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 677, 678) : le groupe de l'UC votera les sous-amendements n° 692 et 691 de la commission portant respectivement sur les amendements n° 67 de M. Gérard Collomb et n° 85 de M. Pierre Hérisson.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 848) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 999) : favorable à l'amendement n° 571 de M. Michel Charasse (délégués suppléants). - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1084, 1085) : parole sur l'article. (p. 1095, 1103) : ses amendements n° 621, 625 et 631 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1111) : la majorité du groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2976, 2978) : son intervention. - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 132-22 du code des assurances et art. L. 223-21 du code de la mutualité - *Publicité des démarches effectuées par les assureurs en vue de la résorption des contrats d'assurance sur la vie non réclamés*) (p. 2989) : son amendement n° 4 ; adopté. (p. 2991) : défavorable au sous-amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur portant sur son amendement n° 4 précité. (p. 2991) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) - pour le groupe Union centriste (p. 3263, 3266) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - *Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4586) : soutient l'amendement n° 160 de M. Nicolas About ; retiré. (p. 4587) : soutient l'amendement n° 161 de M. Nicolas About ; adopté. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - *Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4594, 4595) : soutient l'amendement n° 53 de M. Daniel Dubois ; adopté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5443, 5444) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5531) : ne votera pas les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 292 (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales), n° 294 (prise en compte des ressources et des charges respectives des différentes collectivités territoriales dans le calcul de la péréquation) et n° 295 (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque commune dans le calcul de la péréquation). - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - *Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au*

suffrage universel direct) (p. 5561, 5563) : son amendement n° 542 ; retiré, puis repris par le Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) (p. 5582, 5583) : son amendement n° 543 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5808) : intervient sur l'amendement n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article additionnel après l'article 34 quinquies** (p. 5826, 5827) : son amendement n° 549 : possibilité de transferts de compétences à titre expérimental entre un EPCI et ses communes membres, pour une durée de cinq ans au maximum ; rejeté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5832, 5833) : parole sur l'article. (p. 5848) : le groupe UC ne votera pas les amendements n° 167 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat. Soutient l'amendement n° 558 de M. Nicolas About ; adopté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5912) : le groupe Union centriste ne votera pas le sous-amendement n° 597 de M. Jean-Jacques Hiest portant sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. (p. 5915) : intervient sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - *Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements - Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage*) (p. 5929) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5954) : votera l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6021, 6023) : sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), soutient les sous-amendements de M. Nicolas About n° 598 ; retiré ; et n° 599 ; adopté. (p. 6029, 6030) : sur l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux), son sous-amendement n° 601 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 6033, 6034) : son amendement n° 540 : introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6055, 6056) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7717) : soutient l'amendement n° 549 de Mme Catherine Morin-Desailly ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7808, 7809) : la plupart des membres du groupe UC voteront cet article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9619, 9620) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9663) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10470) : défavorable aux amendements, portant sur le

même objet, n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About, et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration). - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composées de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10476, 10477) : parole sur l'article. (p. 10481, 10482) : son amendement n° I-413 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10586) : votera contre l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11949, 11950) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11955, 11957) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-François Le Grand n° 8 ; et n° 9 (modalités de communication des données relatives aux réseaux de télécommunication) ; adoptés. (p. 11959) : votera l'amendement n° 25 de M. Bruno Sido (amélioration de la couverture du territoire en réseaux de téléphonie mobile). - **Article 2** (art. L. 34-9 du code des postes et communications électroniques - Interdiction aux équipementiers mobiles de refuser, sauf exceptions, l'utilisation par leurs équipements de réseaux mobiles) (p. 11960) : sur l'amendement n° 3 de la commission, son sous-amendement n° 17 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11961) : son amendement n° 19 : information des utilisateurs de terminaux de télécommunication des limitations d'usage de ces équipements ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11963, 11967) : ses amendements n° 22 : limitation à douze mois de la durée d'engagement ; retiré ; et n° 24 : définition de la couverture d'une commune par la téléphonie mobile ; adopté. Sur l'amendement n° 5 de la commission (information des consommateurs sur les montants à payer en cas de résiliation de leur contrat avant le terme de la période d'engagement), son sous-amendement n° 21 ; adopté.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 12133, 12134) : son intervention. - **Article 10** (Adaptation à la directive « services » des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 12165) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° 91 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 149 de Mme Mireille Schurch. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12166) : position de la commission sur l'amendement n° 70 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (utilisation de la langue anglaise comme langue d'usage par les personnels des exploitants aériens). - **Article 15** (Simplification de la procédure d'exercice de la profession d'expert en automobile) (p. 12174) : position de la commission sur l'amendement n° 274 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12175) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° 159 de M. Martial Bourquin (modernisation de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés, dans le domaine des véhicules motorisés) et n° 129 de Mme Nicole Bonnefoy (identification des chats de plus de sept mois nés après le 1er janvier 2012). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 12176, 12177) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements du gouvernement n° 192 (correction d'erreurs ou d'insuffisances subsistant dans le code rural et de la pêche maritime) et n° 194 (clarification). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12177) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 11 de M. Gérard César (possibilité pour la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de sanctionner l'exécution de contrats non conformes aux accords interprofessionnels dans le domaine de l'agriculture et de la pêche). - **Article additionnel après l'article 16 ter** (p. 12178) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur

l'amendement n° 193 du Gouvernement (possibilité pour le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole de statuer dans certains cas en premier et dernier ressort).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 19** (Simplification des règles applicables aux opérateurs réalisant les diagnostics et les contrôles relatifs au plomb) (p. 12220, 12221) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° 94 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 191 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 12230) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 67 de M. Michel Houel (clarification de la situation de la vente à distance au regard de la date de démarrage des soldes). - **Article additionnel après l'article 27 ter** (p. 12231) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 137 de Mme Élisabeth Lamure (harmonisation des sanctions applicables en cas de non-respect des délais de paiement). - **Article 27 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Direction ou gérance d'une auto-école) (p. 12231) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 38** (Simplification de la procédure permettant aux exploitants d'aérodromes civils de confier à différents services des missions de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs et de prévention du péril animalier) (p. 12268) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 151 de Mme Mireille Schurch. - **Article 54 quater** (Actualisations sémantiques diverses dans le domaine de l'environnement) (p. 12283) : à titre personnel, son amendement n° 76 ; adopté. Position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 209 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 54 sexies** (p. 12284, 12285) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 221 (instauration d'un délai pour la saisine de la commission départementale d'aménagement foncier) et n° 227 (précision). - **Article 85** (Mise en conformité de l'exercice de la profession de géomètre-expert avec le droit communautaire) (p. 12303) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 12303, 12308) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 87 (harmonisation des procédures en matière de lutte contre les termites), n° 88 (mobilisation du parc privé pour la mise en œuvre effective du droit au logement opposable) et n° 85 (réglementation des loyers en cas d'évolution anormale du marché), de M. François Rebsamen, portant sur le même objet, n° 122 et n° 124 (extension du dispositif de la taxe sur les logements vacants), ainsi que sur l'amendement n° 105 de Mme Alima Boumediene-Thiery (logement des personnes âgées). - **Article 87** (Transformation des conventions globales de patrimoine conclues entre les organismes HLM et l'Etat en conventions d'utilité sociale) (p. 12308, 12309) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° 155 et 156 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur l'amendement n° 26 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 87** (p. 12310, 12311) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements n° 10 de M. Dominique Braye (extension du système de l'usufruit locatif social) et n° 72 de M. Jean Bizet (possibilité pour les sociétés anonymes d'HLM de se transformer en sociétés coopératives d'intérêt collectif). - **Article 87 quater (Nouveau)** (Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM) (p. 12312) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 27 de M. Thierry Repentin. - **Article 87 quinquies (Nouveau)** (Prêts participatifs entre organismes HLM) (p. 12314) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 87 quinquies** (p. 12314, 12315) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 31 (possibilité pour les offices publics de l'habitat de développer des partenariats public-privé), n° 34 (régime des marchés publics des offices HLM), n° 32 (prise en compte des SCIC d'HLM) et n° 30 (cohérence). - **Article additionnel après l'article 149 quinquies** (p. 12365) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur

l'amendement n° 121 de M. Yannick Botrel (composition des organisations interprofessionnelles agricoles). - **Article 153** (*Habilitation du Gouvernement en vue de transposer la directive du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique européenne*) (p. 12369) : position de la commission sur l'amendement n° 270 du Gouvernement. - **Article 154** (*Habilitation du Gouvernement en vue de transposer la directive du 19 novembre 2008 relative aux quotas d'émissions de gaz à effet de serre des activités aériennes*) (p. 12370) : position de la commission sur l'amendement n° 271

du Gouvernement. - **Article 155 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement en vue d'adapter les règles de sûreté dans le domaine de l'aviation civile à la réglementation européenne*) (p. 12370) : position de la commission de l'économie saisie pour avis sur l'amendement n° 157 de Mme Mireille Schurch.

MAUROY (Pierre)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 277, 279) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 505, 506) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 822, 823) : son amendement n° 369 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7664, 7665) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 33** (*Entrée en vigueur*) (p. 8643, 8644) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8669, 8670) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion

nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 23 mars 2010.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 22 mars 2010.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services** [n° 508 (2009-2010)] - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4554, 4555) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7447, 7448) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7848, 7849) : sa question et sa réplique.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9294, 9295) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications** [n° 676 (2009-2010)] - (8 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11956, 11957) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 15 ; et n° 16 : modalités de communication des données relatives aux réseaux de télécommunication ; adoptés.

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 271 (2009-2010)] autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine [n° 297 (2009-2010)] (17 février 2010) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 523, 524) : parole sur l'article. (p. 548, 549) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4898) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

MÉLENCHON (Jean-Luc)
sénateur (Essonne)
CRC-SPG

Élu député européen le 7 janvier 2010.

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 9 décembre 2010.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Finlande : le bon élève des systèmes éducatifs occidentaux peut-il être un modèle ? [n° 399 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 695 (2009-2010)] relative au prix du livre numérique [n° 50 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 166 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 200, 202) : son intervention. - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Définition conventionnelle du délai de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre)** (p. 209, 210) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de Mme Anne-Marie Escoffier.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récurrence criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1879) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1903) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3578, 3579) : le groupe UMP est favorable à l'adoption de la motion de renvoi à la commission.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6839, 6840) : son intervention.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 9093, 9095) : son intervention. - **Article 1er (Champ d'application de la loi : définition du livre numérique)** (p. 9106, 9107) : position de la commission sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 2 (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur)** (p. 9108, 9109) : position de la commission sur les amendements n° 6 de M. Jean-Pierre Leleux, n° 5 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 du Gouvernement. - **Article 3 (Obligation de respect du prix de vente au public fixé par l'éditeur)** (p. 9110) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Leleux. - **Article 5 (Relations commerciales entre éditeurs et détaillants)** : position de la commission sur les amendements n° 8 de M. Jean-Pierre Leleux et n° 11 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9111, 9112) : position de la commission sur les amendements de M. David Assouline n° 2 (rémunération juste et équitable des auteurs d'œuvres de l'esprit commercialisées sous forme numérique) et n° 1 (rapport gouvernemental étudiant les modalités d'affectation aux secteurs de l'imprimerie et de l'industrie du papier d'une compensation financière liée à la baisse d'activité engendrée par l'essor du livre numérique). - **Article 7 (Rapport au Parlement)** (p. 9113) : son amendement n° 12 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9114) : position de la commission sur

l'amendement n° 3 de M. David Assouline (application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique).

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10159, 10160) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 6 quinquies** (*art. 39 ter du code général des impôts - Abrogation de la provision de reconstitution de gisement d'hydrocarbures*) (p. 10357) : soutient l'amendement n° I-49 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx ; adopté.

Deuxième partie :

MERCERON (Jean-Claude)
sénateur (Vendée)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis vice-président du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11163, 11164) : le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article 35** (*art. L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée - Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques*) (p. 12807) : défavorable aux amendements n° 76 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 106 de M. Serge Larcher. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 12808) : soutient l'amendement n° 133 de la commission de la culture. - **Article additionnel après l'article 37 ter** (p. 12814, 12815) : soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Chauveau (participation de chaque commune aux charges liées à l'état-civil et à la police des funérailles dans les centres hospitaliers intercommunaux) ; adopté.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 825) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département) ; adopté. - **Article 7** (*art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains*) (p. 834, 840) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Jacqueline Gourault ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 932) : son amendement n° 633 ; adopté. (p. 935) : soutient l'amendement n° 498 de M. Hervé Maurey ; adopté. (p. 939) : son amendement n° 632 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1025) : soutient l'amendement n° 643 de M. Yves Détraigne ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 1036) : soutient l'amendement n° 648 de M. Jean-Paul Amoudry (représentation des communes et des EPCI de montagne) ; adopté. - **Article 30** (*Syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 1060) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Jacqueline Gourault ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 1068) : son amendement n° 635 : régime des autorisations de déversement dans les réseaux de collecte d'eaux usées non domestiques ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1075, 1077) : soutient l'amendement n° 615 de M. Jean-Léonce Dupont (régime transitoire pour les communes actionnaires de société d'économie mixte locale en cas de transfert de compétence vers une métropole) ; retiré. Ses amendements n° 636 : pour les communes actionnaires d'une société d'économie mixte locale de distribution de gaz ou d'électricité, suppression de l'obligation de transfert d'actions suite à un transfert de compétence vers un EPCI ; et n° 637 : non remise en cause des régies de distribution d'électricité ; retirés. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1098) : soutient l'amendement n° 628 de Mme Catherine Morin-Desailly ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à**

retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2120) : favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3431, 3432) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé - Deuxième lecture [n° 469 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3902) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3983, 3987) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois n° 460 (suppression de l'obligation selon laquelle les biens agricoles familiaux doivent être libres de location "au jour de la déclaration") ; adopté ; et, analogue au n° 436 de Mme Odette Herviaux, n° 459 (assimilation de la diminution du nombre des associés exploitants à un agrandissement de l'exploitation) ; retiré. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4007) : soutient l'amendement n° 469 de M. Daniel Soulage ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13 quater** (p. 4048) : soutient l'amendement n° 463 de M. Claude Biwer (soumission des terrains militaires rétrocédés aux règles de droit commun en matière de fiscalité) ; retiré. - **Article 14** (Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité) (p. 4051, 4052) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois n° 450 ; adopté ; et n° 451 ; retiré.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) (p. 4857, 4859) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6897, 6898) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 7011, 7012) : son amendement n° 230 ; retiré. (p. 7016, 7018) : son amendement n° 229 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7050, 7053) : ses amendements n° 234 : application automatique du tarif de première nécessité ; retiré ; et n° 237 : application automatique du tarif spécial de solidarité ; adopté. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement) (p. 7059, 7064) : ses amendements n° 228 et 231 ; adoptés. - **Article 2 quater (Nouveau)** (art. 4 de la loi

n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des producteurs d'électricité aux coûts de raccordement aux réseaux) (p. 7073) : son amendement n° 238 ; adopté. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 7090) : soutient l'amendement n° 239 de M. Daniel Dubois ; retiré. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 7101, 7102) : son amendement n° 240 ; retiré. (p. 7111) : soutient l'amendement n° 224 de M. Daniel Dubois ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 11 bis A (Nouveau)** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements) (p. 7154) : son amendement n° 241 ; adopté. - **Article 11 bis** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes de quitter un établissement public de coopération intercommunale afin de confier la distribution d'électricité ou de gaz sur leur territoire à un organisme unique) (p. 7156, 7157) : soutient l'amendement n° 225 de M. Daniel Dubois ; retiré. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7171) : soutient l'amendement n° 227 de M. Daniel Dubois ; adopté. (p. 7184) : soutient l'amendement n° 236 de M. Daniel Dubois ; adopté. Son amendement n° 242 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7192) : soutient l'amendement n° 235 de M. Daniel Dubois (égalité des taux de la contribution tarifaire d'acheminement, quels que soient les réseaux de distribution) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7199, 7200) : la majorité des membres du groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (18 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8466) : soutient l'amendement n° 581 de Mme Catherine Morin-Desailly ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (16 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10143) : la majorité des membres du groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12254) : sa question.

MERCIER (Michel)
*garde des sceaux, ministre de la justice
 et des libertés*
(à partir du 14 novembre 2010)
*ministre de l'espace rural et de
 l'aménagement du territoire*
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 332, 337) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 341) : avis du Gouvernement sur la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 346) : avis du Gouvernement sur la motion n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 351, 352) : avis du Gouvernement sur la motion n° 24 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 354, 355) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 431, 450) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 109 (principe de compétence générale des collectivités locales), n° 111 (consultation nationale des conseils municipaux, généraux et régionaux), n° 112 (mode de scrutin proportionnel), n° 113 (présentation par le Gouvernement d'une étude d'impact sur les conséquences de la réforme des collectivités territoriales), et n° 114 (consultation du conseil supérieur de la fonction publique), de Mme Michèle André n° 347 (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille) et n° 348 (renforcement des sanctions applicables aux parties qui ne respectent pas la parité dans les candidatures aux élections départementales et régionales), ainsi que sur les amendements n° 357 de M. Jean-Pierre Sueur (élection des conseillers départementaux), n° 583 de Mme Dominique Voynet (modification du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux), n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial) et sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 541, 542) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 561, 564) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116 et 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 571, 581) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117, 118 et 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 482 de M. Jacques Blanc, n° 351 et 350 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 603 de M. Philippe Dominati et n° 661 de M. Pierre Bernard-Reymond. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 601, 607) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 501, 502, 503 et 504 de M. Yvon Collin et n° 617 de M. Hervé Maurey (cumul des mandats).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*)

(p. 634, 639) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 703 de M. Gérard Collomb et n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 640, 642) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 702 de la commission, n° 618 et 622 de M. Hervé Maurey, et n° 358 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales- *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 648, 649) : réponse aux orateurs. (p. 649, 651) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 721, 730) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168, 167, 169, 170 et 171 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 370 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 372 de M. Pierre Maury, n° 371 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 516 et 517 de M. Michel Charasse, n° 448 de M. Jean-Claude Peyronnet, et n° 710 de la commission. (p. 731, 743) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 172, 173, 174, 175, 177, 179 et 176 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 518, 520 et 521 de M. Yvon Collin, n° 325 de la commission des finances saisie pour avis, n° 373, 374, 376 et 381 de M. Alain Anziani, n° 378 de M. Jacky Le Menn, n° 519, 522 et 562 de M. Michel Charasse, n° 375 de M. Roland Povinelli, n° 524 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 379 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 711, 712 et 713 de la commission.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*) (p. 829, 839) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 389 et 392 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 391 et 98 de M. Gérard Collomb, n° 199 et 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 529 de M. Michel Charasse, n° 390 de M. Daniel Raoul, n° 654 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 29 de Mme Jacqueline Gourault, ainsi que sur les sous-amendements n° 92 de M. Gérard Collomb et n° 465 de Mme Jacqueline Gourault portant sur l'amendement n° 391 de M. Gérard Collomb. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 841, 842) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 202 (extension de l'assiette de la contribution économique territoriale aux actifs financiers détenus par les entreprises assujetties), n° 201 (abaisssement du seuil d'assujettissement à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et n° 203 (majoration de la DGF de 3,8 milliards d'euros). - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 853, 854) : intervient sur l'article. (p. 854, 870) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 212, 213, 214, 215 et 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 532, 533 et 536 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 395, 396, 397, 398 et 399 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 534 et 564 de M. Michel Charasse, n° 335, 336, 342, 337, 343, 338 et 341 de la commission des finances saisie pour avis, n° 393 de M. Claude Bérít-Débat, n° 394 de M. Roland Povinelli, n° 655 de M. Nicolas About, n° 453 de M. Hugues Portelli, et n° 672 de la commission. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 871) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 458 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1638 du code général des impôts - *Intégration fiscale*) (p. 886) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 217 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 339 de la commission saisie pour avis et n° 675 de la commission. - **Article 11 (Dispositions applicables aux communes fusionnées)** (p. 891, 895) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 400 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 492 de Mme Virginie Klès. - **Article 13 bis (Nouveau)** (chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - *Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 918, 923) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 234, 235 et 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 548 de M. Michel Charasse, n° 103 de Mme Catherine Troendle et n° 485 de M. Jacques Blanc. - **Article 14** (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales -

Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale (p. 925, 927) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 237 et 238 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 531 de M. Jean-Pierre Chevènement. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 927) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 563 de M. Michel Charasse (communautés urbaines et métropoles). - **Intitulé du chapitre II** (*Achèvement et rationalisation de la carte de l'intercommunalité*) (p. 928) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 239 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 487 de M. Philippe Adnot. - **Article 16** (*art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 930, 936) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 498 de M. Hervé Maurey, n° 633 de M. Jean-Claude Merceron, n° 665 de M. Pierre Bernard-Reymond, n° 83 de M. Rémy Pointereau, n° 39 de M. Xavier Pintat, n° 240, 241, 242 et 243 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 551 de M. Yvon Collin ainsi que sur le sous-amendement n° 715 de M. Michel Charasse s'y rapportant. - **Article 19** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales - Suppression des adhésions dérogatoires à un EPCI à fiscalité propre créant une discontinuité ou une enclave*) (p. 964) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 256 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 31** (*art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale*) (p. 1067, 1068) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 644 de Mme Nathalie Goulet, n° 312 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 678 de la commission. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 1068) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 635 de M. Jean-Claude Merceron (régime des autorisations de déversement dans les réseaux de collecte d'eaux usées non domestiques). - **Article 32** (**supprimé**) (*art. L. 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI*) (p. 1070) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 479 de M. Dominique Braye. - **Article 33** (*art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Mises à disposition de services entre un EPCI et ses communes membres*) (p. 1072, 1073) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 313 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 677 de la commission. - **Article 34** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Mise en commun de services et de moyens matériels entre un EPCI et ses communes membres*) (p. 1073, 1074) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 314, 315 et 316 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1074, 1078) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 733 de la commission (possibilité pour plusieurs collectivités de mutualiser par convention l'exercice d'une même mission de service public), n° 615 de M. Jean-Léonce Dupont (régime transitoire pour les communes actionnaires de société d'économie mixte locale en cas de transfert de compétence vers une métropole), n° 439 de M. Claude Domeizel (conditions d'affiliation des agents territoriaux au centre de gestion), n° 491 de M. Charles Revet (exonération de taxes foncières sur les ouvrages de distribution et d'assainissement d'eau pour les communautés de commune rurale), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Claude Merceron n° 636 (pour les communes actionnaires d'une société d'économie mixte locale de distribution de gaz ou d'électricité, suppression de l'obligation de transfert d'actions suite à un transfert de compétence vers un EPCI) et n° 637 (non remise en cause des régies de distribution d'électricité). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1079, 1081) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de M. Laurent Bêteille (révision périodique du montant de l'attribution de compensation), n° 480 de M. Dominique Braye (possibilité pour un EPCI de percevoir la DGF à la place des communes le composant) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 720 de M. Claude Belot. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1089, 1103) : position de la commission sur les amendements n° 318, 319, 320, 321 et 322 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 442, 451, 441, 443 et 444

de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 440 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 591 de Mme Dominique Voynet, n° 489 de M. Philippe Adnot, n° 573 de M. Bruno Retailleau, n° 607, 596 et 597 de Mme Bernadette Bourzai, n° 560 de M. Michel Charasse, n° 621, 625 et 631 de M. Hervé Maurey, n° 580 et 581 de M. Jean-Pierre Vial, n° 58 de M. Alain Vassel, n° 628 de Mme Catherine Morin-Desailly, et n° 734 de la commission. - **Article additionnel après l'article 35** (p. 1105) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 598 de Mme Bernadette Bourzai et n° 582 de M. Jean-Pierre Vial (présentation d'un projet de loi fixant les mesures d'adaptation à la spécificité de la montagne des dispositions prévues à l'article 35 du projet de loi). - **Article 36** (**Texte non modifié par la commission**) (*Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux*) (p. 1106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 323 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 445 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 37** (*Entrée en vigueur des articles 2 et 3 du projet de loi*) (p. 1107) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 324 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1113) : remerciements.

- **Questions cribles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1693, 1699) : réponses aux orateurs.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Demande de réserve** (p. 5469) : accepte la demande de réserve de la commission. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5472, 5473) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Jacques Mézard tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5477) : avis du Gouvernement sur la motion n° 5 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5481) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5482, 5491) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 281 (inscription dans le texte de l'obligation d'atteindre un aménagement du territoire plus équilibré), n° 293 (accroissement de la part de la péréquation au sein des dotations de l'État aux collectivités territoriales), n° 282 (extension du principe d'autonomie des collectivités territoriales), n° 283 (inscription dans le texte, du principe de l'extension des libertés locales), n° 284 (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales), n° 285 (nécessité de renforcer et d'accroître le rôle des collectivités territoriales et d'améliorer l'exercice de la démocratie locale) et n° 286 (réaffirmation du rôle des collectivités territoriales dans le fonctionnement de la démocratie locale). (p. 5495) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 288 (définition des compétences de la région), n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs), et n° 291 (création des pôles métropolitains), ainsi que sur l'amendement n° 287 de M. Pierre-Yves Collombat (définition des missions des collectivités territoriales et coordination de leurs actions).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5516) : réponse à M. Michel Teston sur l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5538, 5539) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que sur les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre

administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions). (p. 5549, 5551) : intervient sur l'amendement n° 166 précité. (p. 5552, 5553) : réponse à M. Edmond Hervé. - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5554, 5556) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux). - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5560, 5563) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 542 de M. Hervé Maurey, n° 330 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 247 de M. Rémy Pointereau et n° 483 de M. Yvon Collin. (p. 5563) : son amendement n° 586 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5655, 5666) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 352, 357 et 359 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 355, 356 et 360 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 494, 497 et 498 de M. Yvon Collin, n° 111, 112, 113, 114 et 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 16, 17 et 18 de la commission des finances saisie pour avis, n° 358 de M. Gérard Collomb, et n° 216 de Mlle Sophie Joissains. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5667) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 19 (régime du versement du FCTVA pour les métropoles). - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Evolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines) (p. 5668) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de la commission des finances saisie pour avis, et n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5 quater (Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles)** (p. 5670) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 499 de M. Yvon Collin et n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 (Coordinations)** (p. 5671) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération) (p. 5672) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 362 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 5674, 5675) : Invoque l'irrecevabilité de l'amendement n° 365 de M. Daniel Raoul (instauration d'une commission permanente dans les communes de plus de 100 000 habitants) en application de l'article 48 alinéa 9 du Règlement du Sénat. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5676, 5683) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118, 119 et 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 369, 366 et 367 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 370 de M. Jean-Pierre Caffet, n° 273 de Mme Dominique Voynet, n° 30 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 500 de M. Yvon Collin, n° 368 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 36 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5694, 5695) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 371 de M. Gérard Collomb (possibilité pour un EPCI d'adhérer à une AOT). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle) (p. 5700, 5709) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de la commission des finances saisie pour avis, n° 373 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 372, 376 et 475 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 501, 502 et 504 de M. Yvon Collin et n° 122, 123, 124, 125, 126 et 127 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles) (p. 5712, 5713) : avis du Gouvernement

sur les amendements n° 128, 129 et 130 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 377 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 22 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions applicables aux communes fusionnées) (p. 5714, 5716) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 131 et 132 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 378 de Mme Virginie Klès et n° 379 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 11 bis (Suppression maintenue par la commission)** (art. L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création facultative de conseils de quartier) (p. 5717) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 133 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 12 (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions)** (p. 5717, 5719) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134 et 135 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 380 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 545 de M. Hervé Maurey et n° 381 de M. Thierry Repentin. - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe) (p. 5720, 5721) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 136 et 137 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 274 de Mme Dominique Voynet et n° 505 de M. Yvon Collin. - **Article 13 (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions)** (p. 5722, 5723) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 138 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 382 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 546 de M. Hervé Maurey. - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent) (p. 5724, 5726) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 191 de M. Jacques Blanc, n° 383 de Mme Bernadette Bourzai, n° 384 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 39 de M. Philippe Richert. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5727, 5729) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 506 de M. Yvon Collin. - **Article 14 ter (Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes)** (p. 5732, 5735) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 141 et 142 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 588, 589 et 590 de la commission. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5738, 5753) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 et 42 de M. Alain Vasselle, n° 69 de M. Dominique Braye, n° 386 de M. Jean-Luc Fichet, n° 387, 388, 390, 392, 397 et 398 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 385, 389, 399, 400 et 402 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 393 de M. Thierry Repentin, n° 37 de Mme Nathalie Goulet, n° 143, 144, 145, 146, 147 et 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5754) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 403 de M. Jean-Pierre Sueur (caractère public du débat sur le schéma départemental de coopération intercommunale). - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5755, 5759) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 406 de M. Gérard Collomb, n° 404 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 405 de Mme Bernadette Bourzai, n° 227 de Mme Jacqueline Gourault, n° 477 de Mme Nathalie Goulet et n° 149 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 19 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-11 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales - Délai de répartition des biens en cas de retrait d'une commune d'un établissement public de

coopération intercommunale) (p. 5760) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5762, 5766) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de M. Alain Vasselle, n° 407, 410 et 411 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 408 et 409 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° 150 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Organisation des travaux** (p. 5766). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5767) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 412 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité de créer une communauté d'agglomération même en l'absence d'une commune de plus de 15 000 habitants). - **Article 20 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Création d'une communauté urbaine par fusion d'EPCI*) (p. 5768) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 510 de M. Yvon Collin. - **Article 20 bis (Suppression maintenue par la commission)** (*Continuité du service public en cas de substitution d'un EPCI sans fiscalité propre à un EPCI à fiscalité propre*) (p. 5768) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 511 de M. Yvon Collin. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 122-4-1 du code de l'urbanisme - *Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5769) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 512 de M. Raymond Vall. - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales - *Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat*) (p. 5770) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 151 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 5771, 5772) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 152 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 413 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-33 et L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales - *Dissolution des syndicats de communes ou des syndicats mixtes ouverts - Dissolution des EPCI à fiscalité propre ne comptant plus qu'une seule commune*) (p. 5773) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 561 de M. Jean-Claude Merceron et n° 414 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales - *Substitution des EPCI à fiscalité propre aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre*) (p. 5773) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 153 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 5775, 5778) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 415, 416 et 417 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 418 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 513 de M. Yvon Collin et n° 154 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26 bis B (Texte non modifié par la commission)** (*Renouvellement intégral exceptionnel des membres de la CDCI rénovée*) (p. 5779) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 155 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - *Atributions de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 5781) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 420 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 156 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 419 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5784, 5790) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de M. Alain Vasselle, n° 423 de M. Gérard Collomb, n° 421, 422, 425 et 426 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 514, 515 et 516 de M. Yvon Collin, n° 424 de Mme Bernadette Bourzai et n° 157, 158 et 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 30 (Texte non**

modifié par la commission) (*Syndicats de communes et syndicats mixtes*) (p. 5792, 5796) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 223 de M. Gérard Collomb, n° 427 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 428, 430 et 431 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales - *Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes*) (p. 5931) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 557 de M. Nicolas About et n° 571 de M. Philippe Adnot. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5951, 5962) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Nicolas About n° 551 (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture), n° 553 (établissement d'un scrutin mixte pour l'élection des conseillers territoriaux), et n° 554 (impossibilité, pour un conseiller territorial, d'être à la fois membre de la commission permanente du conseil général et de celle du conseil régional), de Mme Dominique Voynet n° 266 (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux), et n° 267 (modalités d'élection des conseillers régionaux), ainsi que sur les amendements n° 309 de M. Jean-Pierre Sueur (définition du périmètre dans lequel sont élus les conseillers départementaux), n° 269 de Mme Marie-Christine Blandin (combinaison du scrutin uninominal majoritaire et du scrutin proportionnel de liste à deux tours afin de garantir l'expression du pluralisme politique et de la parité), et n° 562 de Mme Muguette Dini (mise en place d'un bulletin de vote paritaire pour l'élection des conseillers territoriaux).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. (p. 5997, 5999) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 317 et 316 de Mme Renée Nicoux, n° 188 de M. Jacques Blanc, n° 539 de M. Bruno Retailleau, n° 49 de M. Gérard Bailly et n° 313 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6028) : intervient sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département). (p. 6030) : intervient sur les sous-amendements n° 601 de M. Hervé Maurey et n° 585 de M. Jean-René Lecerf, portant sur l'amendement n° 577 du Gouvernement (délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux). - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 6033) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats). - **Article additionnel après l'article 36 C** (p. 6036) : demande une seconde délibération sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département) en raison d'une erreur matérielle, ainsi que la réserve sur le vote de l'amendement n° 548 de M. Nicolas About (dispositif d'incitation financière au respect de la parité lors des élections des conseillers territoriaux). - **Demande de seconde délibération** (p. 6044) : demande une seconde délibération sur l'article 1er AAA ainsi que sur les amendements n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département) et n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats). - **Seconde délibération - Article 1er AAA (Nouveau)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 6046) : son amendement n° A-1 ; adopté.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9207, 9208) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9219, 9220) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission. - **Rappel au règlement** (p. 9220).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) (p.10989, 10992) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10994, 10998) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-87 de la commission des lois saisie pour avis, n° II-175 de M. Richard Yung et n° II-6 de la commission. (p. 10995) : son amendement n° II-217 ; adopté. - **Article 75 (art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Report de la collégialité de l'instruction)** (p. 10999) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-164 de M. Jacques Mézard.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11968, 11969) : son intervention. - **Article 1er A (art. 1er de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Multipostulation des avocats inscrits aux barreaux de Bordeaux et de Libourne)** (p. 11983, 11984) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11985, 11987) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 2 de M. Jean-Pierre Michel et n° 20 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (établissement d'une passerelle entre la profession d'avocat et celle d'assistant parlementaire), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 3 (rapport au Parlement sur le financement de la formation initiale des élèves avocats), n° 4 (rapport au Parlement sur le statut des élèves avocats) et n° 5 (rapport au Parlement sur la possibilité de rendre éligibles aux bourses du CROUS les élèves avocats). - **Article 1er AB (Nouveau)** (art. 1er, 12-1, 13, 21-1 et 50 de la loi du 31 décembre 1971 - Simplification du régime de spécialisation des avocats) (p. 11988) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission. - **Article 1er (chapitre premier bis [nouveau] du titre II de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Acte sous contreseing d'avocat)** (p. 11989, 11990) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11990, 11992) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (détermination par décret en Conseil d'État du coût des actes contresignés par un avocat), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 6 (rapport sur la mise en place d'un système informatisé d'enregistrement des actes contresignés par avocat), n° 7 (rapport sur la possibilité d'extension du domaine d'application de l'aide juridictionnelle) et n° 9 (rapport sur la généralisation des maisons de justice et du droit). - **Article 1er bis (art. 6 ter nouveau, 10 et 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 et art. L. 222-19-1 nouveau du code du sport - Possibilité pour les avocats d'agir en qualité de mandataire d'un sportif)** (p. 11993, 11994) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de M. Pierre Martin et n° 10 de M. Jean-Jacques Lozach. Son amendement n° 37 ; adopté. - **Article 2 (art. 8 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Association avec des avocats européens)** (p. 11995) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11996) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rapport au Parlement sur la proposition de création d'un internat du barreau). - **Article 2 bis (art. 15 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fonctions de vice-bâtonnier)** (p. 11996, 11997) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Mézard. - **Article 4 (Titre V [nouveau] du livre II du code civil - Actes susceptibles de donner lieu à publicité foncière)** (p. 11998) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Mézard. - **Article 5 (art. 1317-1 du code civil - Dispense de mention manuscrite pour les actes authentiques)** (p. 11999) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 (art. 515-3 du code civil - Enregistrement par les notaires des pactes civils de solidarité**

passés en la forme authentique) (p. 12000, 12001) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. Jean-Pierre Michel et n° 31 de M. Jacques Mézard. - **Article 7 (art. 71, 72 et 317 du code civil - Transfert aux notaires de la compétence pour dresser l'acte de notoriété suppléant l'acte de naissance en cas de mariage)** (p. 12002) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 et 36 de M. Jacques Mézard. - **Article 9 quinquies (Nouveau)** (art. 9 bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice - Possibilité pour la caisse des prêts des huissiers de justice d'accorder des prêts aux huissiers de justice en activité) (p. 12003) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission. - **Article 10 bis (Nouveau)** (art. L. 422-13 du code de la propriété intellectuelle - Compatibilité entre les professions de conseil en propriété industrielle et d'avocat) (p. 12005) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Richard Yung. - **Article 19 (art. 8, 10 et 15 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Adaptation des règles relatives à la dénomination, à l'évaluation des parts et à la responsabilité des associés des sociétés civiles professionnelles)** (p. 12008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 32 de M. Jacques Mézard. - **Article 20 (art. 2, 22 et 23 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Adaptation des règles relatives à la dénomination des sociétés d'exercice libéral ainsi qu'à la dénomination et à la responsabilité des associés des sociétés en participation de professions libérales)** (p. 12008) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 21 (Nouveau)** (art. 5, 31-1 et 31-2 nouveau de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Diversification de l'origine des capitaux et facilitation de l'évolution des cabinets de professionnels du droit vers plus d'interprofessionnalité) (p. 12010) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39 de la commission, n° 26 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 33 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12011) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Gérard César (possibilité pour les juristes des syndicats et associations professionnels d'assister des personnes pour la défense d'intérêts visés dans leurs statuts). - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. 2, 7, 7 quater nouveau et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Modernisation des règles applicables aux experts-comptables) (p. 12012) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 12014) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (rapport sur la réforme du mécanisme de recouvrement des créances publiques). - **Article 23 (art. 14-4 nouveau de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité, art. 81 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Application outre-mer)** (p. 12015) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de la commission.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**. - (8 décembre 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-6 [nouveau] du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée) (p. 12017) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers) (p. 12017) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Mézard. - **Article 4 (Texte non modifié par la**

commission) (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 6 et 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire, art. 6 de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées et art. L. 581-8 du code de la sécurité sociale - Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire) (p. 12019, 12020) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Michel et n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Négociation collective - Mise en œuvre de la signification électronique - Règlement national) (p. 12023) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 345, 348-3 et 361 du code civil - Recueil du consentement à adoption) (p. 12024, 12025) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de M. Jacques Mézard. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (titre XVII du livre troisième, art. 2062 à 2068 [nouveaux] et art. 2238 du code civil, art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. 10 et 39 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Procédure participative de négociation assistée par avocat) (p. 12028, 12031) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 12 et 13 de M. Jacques Mézard et n° 3 et 4 de M. Jean-Pierre Michel.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12127, 12129) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12147, 12151) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 106 (suppression de l'exigence d'un temps minimum de travail effectif pour bénéficier de congés payés), n° 107 (extension aux salariés contractant un PACS du bénéfice du congé pour événement familial), n° 109 (inscription de l'identité du partenaire survivant d'un PACS sur l'acte de décès du partenaire défunt), et n° 110 (possibilité pour le partenaire de PACS survivant d'organiser les funérailles et de bénéficier de l'urne cinéraire). - **Article 2 (art. 16 A [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et art. 2 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle - Echange direct de données entre administrations et simplification des contraintes imposées aux entreprises)** (p. 12155) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de M. Jacques Mézard, n° 89 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 144 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 12156, 12158) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de la culture saisi pour avis n° 24 (mise en place d'une couverture conventionnelle homogène pour les artistes et techniciens du spectacle placés en dehors du champ des conventions collectives du secteur du spectacle vivant) et n° 123 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ d'application de la loi Carle aux regroupements pédagogiques intercommunaux créés de fait par les collectivités territoriales suite à des réorganisations administratives). - **Article 4 bis (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée) (p. 12158, 12159) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 145 de M. Jean-François Voguet et n° 237 de la commission. - **Article 4 ter (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-1358 du 5 novembre 2009 modifiant le code du cinéma et de l'image animée) (p. 12159) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 146 de M. Jean-François Voguet. - **Article 4 quater (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte) (p. 12160) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de M. Jean-François Voguet. - **Article 6 (art. premier de la loi de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ; art. 19-2 et 20-1 [nouveaux] de la loi n° 2000-321 précitée ;**

art. 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives - Recours administratif préalable obligatoire) (p. 12161) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (art. 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait de droit d'un associé d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé en cas de succession) (p. 12162) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 de Mme Virginie Klès et n° 80 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 8** (p. 12163) : son amendement n° 197 ; rejeté. - **Article 10 (Adaptation à la directive « services » des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile)** (p. 12165) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 91 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 149 de Mme Mireille Schurch. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12166, 12167) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (utilisation de la langue anglaise comme langue d'usage par les personnels des exploitants aériens). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 12168) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour les personnes muettes de faire un testament par acte public en se faisant assister par un interprète agréé en langue des signes). - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 12169, 12170) : son amendement n° 230 : précision des critères de révision des prestations compensatoires fixées sous forme de rente viagère ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12172) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Raymond Couderc (interprétation du calcul des vacances en cas d'exhumation administrative par les communes). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 12173) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Raymond Couderc (possibilité pour les communes de procéder à la crémation des restes exhumés des concessions et des sépultures échues ou abandonnées). - **Article 14 bis A** (p. 12173) : son amendement n° 196 ; adopté. - **Article 15 (Simplification de la procédure d'exercice de la profession d'expert en automobile)** (p. 12174) : son amendement n° 274 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12175) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 159 de M. Martial Bourquin (modernisation de la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés, dans le domaine des véhicules motorisés) et n° 129 de Mme Nicole Bonnefoy (identification des chats de plus de sept mois nés après le 1er janvier 2012). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 12176) : son amendement n° 192 : correction d'erreurs ou d'insuffisances subsistant dans le code rural et de la pêche maritime ; adopté. (p. 12177) : son amendement n° 194 : clarification ; adopté. - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12177) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Gérard César (possibilité pour la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de sanctionner l'exécution de contrats non conformes aux accords interprofessionnels dans le domaine de l'agriculture et de la pêche). - **Article additionnel après l'article 16 ter** (p. 12178) : son amendement n° 193 : possibilité pour le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole de statuer dans certains cas en premier et dernier ressort ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 12179, 12180) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 92 (création d'un registre national automatisé d'enregistrement du consentement au don d'organes) et n° 93 (création, au sein du code du service national, d'un registre national de consentement au don d'organes).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 18 (Simplification du régime applicable au déversement à l'égout d'eaux usées assimilables à des rejets domestiques provenant d'activités économiques)** (p. 12218) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 150 de Mme Évelyne Didier et n° 46 de M. Jacques Mézard. - **Article 19 (Simplification des règles applicables aux opérateurs réalisant les diagnostics et les contrôles relatifs au plomb)** (p. 12220, 12221) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Sueur. Son amendement n° 191 ; rejeté. - **Article 21 (Supprimé)** (Reconnaissance de la certification établie par les organismes des Etats membres en matière de dispositifs médicaux) (p. 12222) : son amendement n° 190 ; adopté. - **Article 22**

(Supprimé) (Simplification des modalités de revente des dispositifs médicaux d'occasion) (p. 12223) : son amendement n° 189 ; adopté. - **Article 23 bis (Nouveau)** (Modification des modalités de recouvrement des contributions d'assurance chômage) (p. 12224) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 251 de la commission. - **Article 25** (Application du droit commun des congés payés au chèque-emploi associatif) (p. 12225) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de M. Albéric de Montgolfier. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 12226) : son amendement n° 229 : mise en conformité de la législation sur les pratiques commerciales déloyales avec le droit communautaire ; adopté. - **Article 27** (Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 12228, 12229) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 95 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 7 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 47, 48 et 49 de M. Jacques Mézard et n° 60 de M. Gilbert Barbier. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 12230) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de M. Michel Houel (clarification de la situation de la vente à distance au regard de la date de démarrage des soldes). - **Article additionnel après l'article 27 ter** (p. 12231) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 137 de Mme Élisabeth Lamure (harmonisation des sanctions applicables en cas de non-respect des délais de paiement). - **Article 27 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Direction ou gérance d'une auto-école) (p. 12231) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 27 septies (Supprimé)** (Instauration d'un régime déclaratif pour l'activité d'entrepreneur de spectacles) (p. 12232) : son amendement n° 207 ; adopté. - **Article 27 octies (Supprimé)** (Mise en œuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins) (p. 12233, 12235) : son amendement n° 188 ; adopté. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 273 de la commission des affaires sociales saisie pour avis portant sur son amendement n° 188 précité. - **Article additionnel après l'article 27 decies** (p. 12235, 12236) : son amendement n° 228 : possibilité pour des organismes d'un État membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen d'évaluer les activités des établissements et services sociaux et médico-sociaux ; adopté. - **Article 28 (Suppression maintenue)** (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport) (p. 12237) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 12240) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (droit pour les personnes physiques de nationalité française résidant hors de France d'ouvrir un compte de dépôt). - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 12241, 12242) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur, portant sur le même objet, n° 125 et n° 126 (contrôle de la CNCIS sur les mesures de surveillance des ondes hertziennes). - **Article 29 (Supprimé)** (art. 11 et 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Caractère contradictoire du rapport annuel de la CNIL et composition pluraliste de la Commission) (p. 12243) : son amendement n° 202 ; rejeté. - **Article 29 bis (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12246) : son amendement n° 206 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 29 ter (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12247) : son amendement n° 199 ; rejeté. - **Article 29 quater (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) : son amendement n° 204 ; rejeté. - **Article 29 quinquies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) : son amendement n° 203 ; rejeté. - **Article 29 sexies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) : son amendement n° 200 ; rejeté. - **Article 29 septies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12248) : son amendement n° 201 ; rejeté. - **Article 29 nonies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12248) : son amendement n° 205 ; rejeté. - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 septies A ter A - Extension à toutes les sociétés placées sous le régime réel simplifié d'imposition, à l'exception des filiales contrôlées, de la possibilité de tenir une comptabilité super-simplifiée) (p. 12249) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 252 de la commission. - **Article additionnel après l'article 30 ter** (p. 12249) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Hyst (simplification des dispositions concernant les conventions réglementées). - **Article 30 quater (Nouveau)** (art. L. 225-115 du code de commerce et 1743 du code général des impôts - Suppression du livre d'inventaire) (p. 12249) : son amendement n° 198 ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 225-135 du code de commerce - Modalités d'intervention du commissaire aux comptes en cas d'augmentation de capital d'une société anonyme avec suppression du droit préférentiel de souscription) (p. 12251) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 266 de la commission. - **Article 32 quater (Nouveau)** (Rémunération complémentaire perçue au titre des droits d'auteur des journalistes) (p. 12261) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 33** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives) (p. 12263, 12265) : son amendement n° 216 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 265 de la commission. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 112 de Mme Françoise Cartron. - **Article 34** (art. 4 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Abrogation automatique après cinq ans des dispositions législatives prévoyant la remise régulière d'un rapport au Parlement) (p. 12266) : son amendement n° 215 ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 253 de la commission. - **Article 37** (art. 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4123-10 du code de la défense - Modification du régime de la protection fonctionnelle des fonctionnaires et des élus municipaux) (p. 12267) : son amendement n° 214 ; retiré. - **Article 38** (Simplification de la procédure permettant aux exploitants d'aérodromes civils de confier à différents services des missions de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs et de prévention du péril animalier) (p. 12268) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 151 de Mme Mireille Schurch. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 12270) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 98 de M. Daniel Raoul (création dans les communes de plus de 100 000 habitants d'une commission permanente chargée d'expédier les affaires courantes). - **Article 44** (art. L. 2215-9 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Détermination du préfet compétent

pour l'organisation des secours en cas de survenance d'un accident dans un tunnel ou sur un pont s'étendant sur plusieurs départements) (p. 12271) : son amendement n° 212 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12272) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de Mme Josette Durrieu (encadrement du vote par scrutin secret dans les conseils généraux). - **Article 47 (Supprimé)** (art. L. 5211-41-2 du code général des collectivités territoriales - Prorogation du mandat des délégués communautaires en cas de transformation d'un syndicat de communes en communauté d'agglomération ou en communauté de communes) (p. 12273) : son amendement n° 235 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 12274) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de M. Jacques Mézard (clarification relative aux biens de section des communes). - **Article 51 ter** (Clarification en matière de droit, pour le pharmacien, de dispenser des médicaments lorsque l'ordonnance est périmée en cas de traitements chroniques et de contraceptifs) (p. 12276) : son amendement n° 211 ; adopté. - **Article 53** (Mesures de coordination avec la suppression des directions régionales des affaires sanitaires et sociales) (p. 12277) : son amendement n° 210 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 53** (p. 12277) : son amendement n° 267 ; rectification ; adopté. - **Article 54** (Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant) (p. 12279, 12281) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Sueur. Son amendement n° 222 ; adopté. (p. 12282) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. - **Article 54 quater** (Actualisations sémantiques diverses dans le domaine de l'environnement) (p. 12283) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Hervé Maurey. Son amendement n° 209 ; adopté. - **Article 54 quinquies** (Nouveau) (Augmentation de la limite du nombre des mandats de présidents des conseils ou conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale) (p. 12284) : son amendement n° 208 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 54 sexies** (p. 12284, 12285) : ses amendements n° 221 (instauration d'un délai pour la saisine de la commission départementale d'aménagement foncier) ; et n° 227 (précision) ; adoptés. - **Article 58** (Nature et missions des groupements) (p. 12286) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de M. Jacques Mézard. - **Article 59** (Convention constitutive d'un groupement) (p. 12287) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 164 de M. Jacques Mézard. - **Article 60** (Approbation de la convention constitutive) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 165 de M. Jacques Mézard et n° 238 de la commission. - **Article 61** (Transformation d'une personne morale en groupement d'intérêt public) (p. 12288) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de M. Jacques Mézard. - **Article 62** (Adhésion et retrait des membres du groupement) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de M. Jacques Mézard. - **Article 63** (Rôle des personnes morales de droit public dans les groupements) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 168 de M. Jacques Mézard. - **Article 65** (Rôle de l'assemblée générale) (p. 12289) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 170 de M. Jacques Mézard. - **Article 66** (Directeur du groupement) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de M. Jacques Mézard. - **Article 67** (Interdiction du partage des bénéfices) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 172 de M. Jacques Mézard. - **Article 68** (Gestion des dettes) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 173 de M. Jacques Mézard. - **Article 69** (Personnel du groupement) (p. 12290) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 174 de M. Jacques Mézard et n° 152 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 70** (Dispositions transitoires relatives au statut du personnel) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 175 de M. Jacques Mézard. - **Article 71** (Modalités des transferts de personnel) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 176 de M. Jacques Mézard. - **Article 72** (Régime de comptabilité) (p. 12291) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de M. Jacques Mézard. - **Article 73** (Ressources des groupements) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Mézard. - **Article 74** (Désignation facultative d'un commissaire du gouvernement) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 179 de M. Jacques Mézard. - **Article 75** (Contrôle des groupements) : son amendement n° 220 ; adopté.

Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 180 de M. Jacques Mézard. - **Article 76** (Cas dans lesquels la dissolution d'un groupement est possible) (p. 12292) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 181 de M. Jacques Mézard. - **Article 77** (Liquidation d'un groupement) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 182 de M. Jacques Mézard. - **Article 78** (art. L. 216-11, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-3 et L. 719-11 du code de l'éducation ; art. L. 131-8 du code de l'environnement ; art. L. 1115-2 et L. 1115-3 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 106-1 du code des ports maritimes ; art. L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche ; art. 50 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ; art. 12 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; art. 6 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 ; art. 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 ; art. L. 611-3 et L. 612-5 du code rural ; art. 26 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 ; art. 89 de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 ; art. 96 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 ; loi n° 94-342 du 29 avril 1994 ; art. 22 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 ; art. 29 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ; art. 3 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ; art. 90 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 et art. 90 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 - Abrogations) (p. 12293, 12295) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 153 et 154 de M. Jean-François Voguet, n° 183 de M. Jacques Mézard, ainsi que sur l'amendement n° 114 de M. Daniel Percheron. - **Article 79** (art. L. 225-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 541-43, L. 542-11 du code de l'environnement, art. 239 quater B du code général des impôts, art. L. 1415-3, L. 6113-10 du code de la santé publique, art. L. 161-17 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 5313-3, L. 5313-4 du code du travail, art. L. 141-1 du code du tourisme, art. L. 121-3 du code de l'urbanisme, art. 55 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, art. 50 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991, art. 53 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, art. 3 de la loi n° 99-210 du 19 mars 1999, art. 44 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001, art. 236 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 - Groupements existants soumis au nouveau statut général à titre complémentaire) (p. 12297) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 184 de M. Jacques Mézard et n° 239 de la commission. - **Article 80** (Délai pour l'adaptation des conventions constitutives) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 185 de M. Jacques Mézard et n° 127 de M. Daniel Percheron. - **Article 81** (Groupements régis par des dispositions propres) (p. 12298) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 186 de M. Jacques Mézard et n° 120 de M. Jacky Le Menn. - **Article 82** (Application outre-mer) (p. 12299) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 240 de la commission et n° 187 de M. Jacques Mézard. - **Article 83 AA (Nouveau)** (art. L. 121-1 et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville) (p. 12299, 12300) : son amendement n° 219 ; rejeté. (p. 12300, 12301) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 83 AB (Nouveau)** (art. L. 122-1 et L. 111-1-4 du code de l'urbanisme - Interdiction des constructions et installations autour des axes routiers) (p. 12301) : son amendement n° 218 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 163 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 85** (Mise en conformité de l'exercice de la profession de géomètre-expert avec le droit communautaire) (p. 12303) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 12303, 12308) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 87 (harmonisation des procédures en matière de lutte contre les termites), n° 88 (mobilisation du parc privé pour la mise en œuvre effective du droit au logement opposable) et n° 85 (réglementation des loyers en cas d'évolution anormale du marché), de M. François Rebsamen, portant sur le même objet, n° 122 et n° 124 (extension du dispositif de la taxe sur les logements vacants), ainsi que sur l'amendement n° 105 de Mme Alima Boumediene-Thiery (logement des personnes âgées). - **Article 87** (Transformation des conventions globales de patrimoine conclues entre les organismes HLM et l'Etat en conventions d'utilité sociale) (p. 12308, 12309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 155 et 156 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur l'amendement n° 26 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 87** (p. 12310, 12311) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Dominique

Braye (extension du système de l'usufruit locatif social) et n° 72 de M. Jean Bizet (possibilité pour les sociétés anonymes d'HLM de se transformer en sociétés coopératives d'intérêt collectif). - **Article 87 quater (Nouveau)** (*Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM*) (p. 12312) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 de M. Thierry Repentin et n° 243 de la commission. - **Article additionnel après l'article 87 quater** (p. 12313) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Thierry Repentin (sécurisation des conventions passées entre les organismes d'HLM et leurs membres). - **Article 87 quinques (Nouveau)** (*Prêts participatifs entre organismes HLM*) (p. 12314) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 87 quinques** (p. 12314, 12316) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 31 (possibilité pour les offices publics de l'habitat de développer des partenariats public-privé), n° 34 (régime des marchés publics des offices HLM), n° 32 (prise en compte des SCIC d'HLM) et n° 30 (cohérence), ainsi que sur les amendements identiques n° 75 de M. Pierre Jarlier et n° 35 de M. Thierry Repentin (soumission des SEM, des SPL et des SPLA à une procédure d'agrément). - **Article 88 ter (Nouveau)** (*art. 19 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - Dispositions transitoires pour l'entrée en vigueur de la loi « Grenelle 2 »*) (p. 12319) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 249 de la commission, n° 82 de M. Daniel Raoul et n° 136 de M. Roland Ries. - **Article 95** (*Suppression du renvoi inutile à un décret en cas de travaux d'infrastructures aéroportuaires*) (p. 12320) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 263 de la commission. - **Article additionnel après l'article 98** (p. 12321) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 103 de Mme Catherine Morin-Desailly (précision). - **Article 102 A (Nouveau)** (*chap. II (nouveau) du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-6 à 230-8 nouveaux du code procédure pénale - Insertion dans le code de procédure pénale de dispositions concernant les autopsies judiciaires*) (p. 12323) : son amendement n° 268 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 102 A** (p. 12325) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de M. Jacques Mézard (modification de la procédure pénale pour les victimes ayant le statut de fonctionnaires ou d'agents publics dans l'exercice de leurs fonctions). - **Article additionnel après l'article 102** (p. 12325) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de M. Jacques Mézard (mise en œuvre de la collégialité des juges d'instruction). - **Article 114** (*art. 432-11, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-1, 435-2, 435-7, 435-8, 441-8, 445-2, 717-1, 727-1 du code pénal - Confirmation de la suppression de l'exigence d'antériorité du pacte de corruption sur sa réalisation*) (p. 12328) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de Mme Anne-Marie Escoffier. - **Article additionnel après l'article 115** (p. 12329) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Mézard (possibilité de prononcer une condamnation à un travail d'intérêt général pour les mineurs âgés de treize ans révolus). - **Article 117** (*Référence au code de la santé publique en matière de contrôles sanitaires aux frontières*) (p. 12330) : son amendement n° 272 ; adopté. - **Article 118** (*art. 83, 85, 153, 2294 et 2317 du code civil - Suppression des références à la peine de mort et à la contrainte par corps*) (p. 12330) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Mézard. - **Article 123** (*art. 369, 382, 388, 407, 414, 432 bis, 459 du code des douanes ; art. 1746, 1750, 1753 bis A, 1771, 1772, 1775, 1783 B, 1789, 1798, 1800, 1813, 1816, 1819 et 1839 du code général des impôts ; art. L. 239 du Livre des procédures fiscales - Modifications au code des douanes, au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales*) (p. 12333) : son amendement n° 225 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 124** (p. 12334) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Sueur (abrogation du « délit de solidarité »). - **Article 127** (*art. L. 121-5, L. 130-3, L. 141-1 et L. 142-1 du code de la route - Améliorations rédactionnelles de diverses dispositions du code de la route*) (p. 12335) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 245 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 127** (p. 12336) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de M. Jacques Mézard (récupération des points du permis de conduire) et n° 90 de M. Jean-Pierre Sueur (formation des

conducteurs de transport routier de personnes aux premiers secours). - **Article 128 bis (Supprimé)** (*Extension de la procédure de déclaration administrative des débits de boissons à consommer sur place*) (p. 12338) : son amendement n° 224 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 130** (p. 12340) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Antoine Lefèvre n° 37 (définition du délit de marchandage) et n° 38 (définition du prêt de main-d'œuvre illicite). - **Article 132** (*Mises à jour terminologiques et améliorations rédactionnelles concernant l'inspection du travail*) (p. 12341) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 250 de la commission. - **Article additionnel après l'article 133** (p. 12341, 12342) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Mézard (abrogation du délit d'offense au Président de la République). - **Article 135 bis (Nouveau)** (*art. 2 et 5 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Simplification du droit en matière de propagande électorale*) (p. 12343, 12346) : son amendement n° 223 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 259 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 276 de M. Robert del Picchia. - **Article additionnel après l'article 135 bis** (p. 12347, 12348) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 132 de M. Richard Yung (régime de la retenue douanière). - **Intitulé du chapitre VI** (*Dispositions d'amélioration de la qualité formelle du droit*) (p. 12348) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de M. Charles Revet (précision). - **Article 136** (*Décret des 22 et 28 juillet 1791 ; loi du 21 septembre 1793 ; art. 88 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; art. 13 à 17 de la loi du 21 avril 1832 ; loi du 15 février 1872 ; loi du 27 juillet 1884 ; art. 16 de la loi du 29 décembre 1892 ; art. 1er du décret du 31 janvier 1900 ; loi du 27 janvier 1902 ; art. 16 de la loi du 29 juillet 1881 ; loi du 20 avril 1910 ; art. 18 de la loi du 7 mai 1917 ; art. 1er et 2 de la loi du 27 juin 1919 ; art. 8 de la loi du 15 décembre 1923 ; art. 48, 49 et 55 de la loi du 17 décembre 1926 ; loi du 4 mars 1928 ; loi du 18 juillet 1930 ; art. 114 de la loi du 31 mai 1933 ; loi du 29 juin 1934 ; décret-loi du 21 avril 1939 ; art. 98 du décret-loi du 29 juillet 1939 ; loi du 14 février 1942 ; art. 8 de la loi n° 536 du 15 mai 1942 ; ordonnance du 30 juin 1943 ; ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 ; art. 24 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 ; art. 2 de la loi n° 50-728 du 24 juin 1950 ; loi n° 51-662 du 24 mai 1951 ; art. 56 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 ; art. 22, 23 et 24 de l'ordonnance n° 59-107 du 7 janvier 1959 ; art. 5 de la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 ; art. 11, 12 et 13 de l'ordonnance n° 2009-799 du 24 juin 2009 ; art. 13 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 ; art. 6 et 8 de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 ; art. 4 du code de l'artisanat ; art. L. 529-5 et L. 535-3 du code rural ; art. L. 48-1 et L. 144 du code de la santé publique ; art. 158, 208 et 208 A du code général des impôts ; art. L. 214-18, L. 214-49-3, L. 742-6, L. 752-6 et L. 762-6 du code monétaire et financier ; art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale ; loi n° 53-148 du 25 février 1953 ; art. 5 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) ; art. 15 de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 ; art. 4 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - Abrogation ou suppression de lois ou de dispositions législatives inappliquées*) (p. 12349) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 260 de la commission et n° 277 de la commission. - **Article 139** (*art. L. 463-1 du code de commerce - Suppression d'un adjectif inutile*) (p. 12351) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 256 de la commission. - **Article 143** (*Abrogation d'une disposition relative aux stations-services redondante avec les règles applicables aux installations classées*) (p. 12352) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 254 de la commission. - **Article 146 bis** (*art. L. 133-6 du code de justice administrative - Recrutement des auditeurs du Conseil d'Etat parmi les anciens élèves de l'ENA*) (p. 12354) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 146 bis** (p. 12355) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de M. Jean-Pierre Sueur (modalités d'affectation des étudiants issus de l'ENA) et n° 278 de la commission (possibilité de définir par décret en Conseil d'Etat les cas de dispense de présentation orale des conclusions du rapporteur public). - **Articles additionnels après l'article 147** (p. 12357, 12360) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 9 de M. Charles Revet et n° 113 de M. Jean-Pierre Michel (validation des reclassements

opérés en accord avec la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation), ainsi que sur les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 139 (régime des groupements de coopération sanitaire), n° 143 (modification des critères de classification des établissements sociaux et médico-sociaux), n° 141 (critères permettant la qualification d'établissements et services sociaux d'intérêt collectif) et n° 140 (précision). - **Article additionnel après l'article 148** (p. 12361) : son amendement n° 236 : rétablissement de la fongibilité des crédits avec le sous-objectif de l'ONDAM relatif aux soins de ville ; adopté. - **Article 149 quinquies (Nouveau)** (art. L. 611-7 du code de la propriété intellectuelle - Droit des inventeurs salariés) (p. 12364) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 131 de M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 149 quinquies** (p. 12365) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de M. Yannick Botrel (composition des organisations interprofessionnelles agricoles). - **Article 150** (Compensation financière des pertes de recettes) (p. 12366) : son amendement n° 269 ; adopté. - **Article 151** (Habilitation du Gouvernement en vue de la transposition de la directive du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires des sociétés cotées) (p. 12366) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 255 de la commission. - **Article 152** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour améliorer la codification en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 12367) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 153** (Habilitation du Gouvernement en vue de transposer la directive du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique européenne) (p. 12369) : son amendement n° 270 ; adopté. - **Article 154** (Habilitation du Gouvernement en vue de transposer la directive du 19 novembre 2008 relative aux quotas d'émissions de gaz à effet de serre des activités aériennes) (p. 12370) : son amendement n° 271 ; adopté. - **Article 155 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement en vue d'adapter les règles de sûreté dans le domaine de l'aviation civile à la réglementation européenne) (p. 12370) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 157 de Mme Mireille Schurch. - **Article 155 bis (Nouveau)** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition d'une directive sur la médiation transfrontalière) (p. 12371) : son amendement n° 234 ; adopté. - **Article 156 (Supprimé)** (Entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 12372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 247 de la commission. - **Article 158** (Application à l'Outre-mer de certaines dispositions du texte) (p. 12373) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 248 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12374, 12375) : remerciements.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12906, 12908) : son intervention. (p. 12918, 12920) : réponse aux orateurs. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 46 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Convention collective réglant les rapports entre les anciens avoués et leur personnel) (p. 12922) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de

M. Alain Anziani. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Procédure d'indemnisation des avoués) (p. 12924, 12928) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8 et 9 de M. Jacques Mézard, n° 3 et 4 de M. Alain Fouché, n° 49, 52, 53 et 54 de M. Yves Détraigne, n° 29, 30 et 31 de M. Alain Anziani, n° 55 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 66 de la commission. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion) (p. 12931, 12933) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, 12 et 13 de M. Jacques Mézard, n° 57 et 58 de Mme Josiane Mathon-Poinat, ainsi que sur l'amendement n° 32 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 12935) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Alain Anziani (rapport au Parlement sur la reconversion des salariés des offices d'avoués). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Organisation et fonctionnement de la commission chargée de statuer sur les demandes de versement ou de remboursement d'indemnités) (p. 12936) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 et 15 de M. Jacques Mézard. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire) (p. 12939, 12940) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de M. Alain Fouché, n° 51 de M. Yves Détraigne, n° 65 de la commission, n° 39, 40 et 41 de M. Alain Anziani et n° 17 et 18 de M. Jacques Mézard. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12941) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Jacques Mézard (maintien pendant deux ans de la Chambre nationale des avoués). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de mise en œuvre) (p. 12941) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 de M. Alain Anziani et n° 20 de M. Jacques Mézard. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12943) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 28 de M. Alain Anziani, n° 21 de M. Jacques Mézard et n° 1 de M. Jean-Pierre Vial (création d'une commission spéciale transitoire). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées) (12945) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 23 de M. Jacques Mézard et n° 43 de M. Alain Anziani. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués) (p. 12946, 12947) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 24 et 25 de M. Jacques Mézard, et n° 44 et 45 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 12949) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 59 (rapport annuel sur la situation des avoués et de leurs salariés concernant leur reconversion) et n° 61 (rapport sur le coût et les bénéfices de l'augmentation de l'aide juridictionnelle). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12952, 12953) : remerciements.

MERMAZ (Louis)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 406, 407) : parole sur l'article. (p. 412) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 423, 424) : son amendement n° 28 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 425) : son intervention.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire** [n° 159 (2009-2010)] - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1177, 1179) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** [n° 483 (2009-2010)] - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4346, 4348) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits** [n° 484 (2009-2010)] - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010).**

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Vers une dotation globale de péréquation ? A la recherche d'une solidarité territoriale [n° 309 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 359 (2009-2010)] pour le développement des sociétés publiques locales [n° 429 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Un nouvel atout pour les collectivités territoriales : la mutualisation des moyens [n° 495 (2009-2010)] (25 mai 2010) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 284, 285) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Division additionnelle avant le titre 1er** (p. 356) : favorable à l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle).

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 436) : sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial), soutient le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 438) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 497, 498) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 568) : intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 586) : la majorité du groupe du RDSE votera contre l'article 1er de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 599, 601) : soutient les amendements de M. Yvon Collin, portant sur le même objet, n° 501, 502, 503 et 504 (cumul des mandats) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 788) : soutient l'amendement n° 523 de M. Michel Charasse ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 896, 899) : son amendement n° 506 : mesures en faveur de l'acquisition par les communes

des biens de sections situés sur leurs territoires ; retiré. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 933) : soutient l'amendement n° 551 de M. Yvon Collin ; retiré. (p. 935) : intervient sur l'amendement n° 665 de M. Pierre Bernard-Reymond.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 998, 999) : soutient les amendements de M. Michel Charasse n° 552 (précision) ; et n° 571 (délégués suppléants) ; adoptés. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1011) : intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1034) : soutient les amendements n° 554 et 555 de M. Michel Charasse ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1111, 1112) : la majorité du groupe du RDSE ne votera pas ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) - auteur de la question (p. 1126, 1128) : sa question.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1217, 1218) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1230, 1231) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens*) (p. 1238, 1239) : intervient sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 7 de Mme Éliane Assassi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1457) : soutient l'amendement n° 61 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des compensations versées par l'État aux collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1482, 1484) : son intervention. - **Article 1er** (art. 706-53-15 du code de procédure pénale - *Subordination de la décision de placement en rétention de sûreté à la possibilité d'une prise en charge adaptée*) (p. 1506) : son amendement n° 69 ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. 706-53-19, 723-37, 763-8 du code de procédure pénale - *Allongement à deux ans de la durée de la surveillance de sûreté*) (p. 1508) : son amendement n° 70 ; rejeté. - **Article 4** (art. 723-37 du code de procédure pénale - *Abaissement du quantum de peine prononcé pour le placement sous surveillance de sûreté à l'issue d'une mesure de surveillance judiciaire - Possibilité de prononcer une surveillance de sûreté à l'encontre d'une personne soumise à une surveillance judiciaire et à laquelle toutes ses réductions de peine ont été retirées*) (p. 1512) : son amendement n° 95 ; rejeté. - **Article 5 bis** (titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - *Création d'un répertoire des données à caractère personnel dans le cadre des procédures judiciaires*) (p. 1515, 1519) : ses amendements n° 71 et 74 ; rejetés ; n° 72 ; retiré. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32,

723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine (p. 1524, 1530) : ses amendements n° 77, 80, 82 et 83 ; retirés ; n° 75 et 78 ; rejetés.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1990, 1991) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2056, 2058) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2076) : défavorable à la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2123, 2124) : le groupe RDSE votera à l'unanimité en faveur de ce texte.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 391 (2009-2010)** (p. 2844, 2846) : s'abstiendra sur ces deux projets de loi organique.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature [n° 391 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 393 (2009-2010)**.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2852, 2853) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - **Article 2** (art. 706-103 du code de procédure pénale - Mesures conservatoires susceptibles d'être ordonnées en matière de criminalité organisée) (p. 2925) : ses amendements n° 1 ; retiré ; et n° 4 ; adopté. - **Article 3** (art. 706-141 à 706-157 [nouveaux] du code de procédure pénale - Règles applicables aux saisies pénales) (p. 2928, 2929) : ses amendements n° 5 ; retiré ; et n° 6 ; adopté. (p. 2930) : ses amendements n° 2 et 11 ; retirés. (p. 2931) : son amendement n° 3 ; retiré. - **Article 3 bis** (art. 706-158 à 706-166 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création d'une agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués) (p. 2933) : son amendement n° 12 ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2953, 2954) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2967, 2969) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2984, 2985) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3105, 3107) : en fonction du sort réservé à ses amendements, le groupe RDSE décidera s'il doit voter ce texte ou s'abstenir.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3354) : son intervention.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** -

(19 mai 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3477, 3478) : recommande l'adoption conforme de ce texte. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales - Création de sociétés publiques locales) (p. 3484, 3485) : position de la commission sur les amendements n° 5 et 6 de M. Philippe Dominati. - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1411-12 et L. 1411-19 du code général des collectivités territoriales et 41 et 47 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 - Délégations de service public confiées à des sociétés publiques locales) (p. 3486) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3489) : position de la commission sur les amendements identiques n° 4 de M. Dominique Braye et n° 3 de M. Thierry Repentin (modification du régime des sociétés publiques locales amenées à intervenir dans le champ du logement social).

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3850, 3851) : une partie des membres du groupe RDSE s'abstiendra tandis que l'autre votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A) (p. 4283, 4284) : soutient l'amendement n° 12 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4333, 4334) : son intervention. - **Article 11** (Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité) (p. 4375, 4376) : ses amendements n° 16 et 17 ; adoptés ; et n° 18 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Article 33** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 4445, 4446) : ses amendements n° 19 et 22 ; rejetés. (p. 4447) : ses amendements n° 20 et 21 ; rejetés ; et n° 23 ; retiré.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4778, 4779) : son intervention.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) - vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, rapporteur (p. 4878, 4879) : son intervention.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5390, 5391) : le groupe RDSE ne votera pas cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5470, 5472) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5497) : intervient sur l'amendement n° 287 de M. Pierre-Yves Collombat (définition des missions des collectivités territoriales et coordination de leurs actions), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 288 (définition des compétences de la région), n° 289 (création, organisation et rôle des conseils régionaux des exécutifs), n° 290 (rôle et modalités

de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs) et n° 291 (création des pôles métropolitains).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5513) : les sénateurs du RDSE voteront majoritairement l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région). - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5558, 5560) : soutient l'amendement n° 483 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales - Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 5588, 5592) : soutient l'amendement n° 484 de M. Yvon Collin ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5596, 5597) : le groupe RDSE ne votera pas les amendements n° 190 de M. Jacques Blanc, n° 249 de Mme Bernadette Bourzai et n° 264 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5602) : intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5627, 5630) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 485 et 486 ; rejetés. (p. 5635, 5640) : intervient sur l'amendement n° 470 de M. François Rebsamen. Soutient l'amendement n° 487 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 5658, 5665) : soutient les amendements n° 494 et 498 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Article 5 quater (Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles)** (p. 5669) : soutient l'amendement n° 499 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5679) : soutient l'amendement n° 500 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5809) : intervient sur l'amendement n° 432 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres) (p. 5814) : soutient l'amendement n° 48 de M. Alain Lambert ; retiré. - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics) (p. 5820, 5822) : soutient les amendements n° 46 et 47 de M. Alain Lambert ; adoptés. - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés) (p. 5824) : défavorable à cet article. - **Article 34 quinquièmes A (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Modalités de création de la commission locale d'évaluation des charges au sein d'un EPCI) (p. 5824, 5825) : soutient l'amendement n° 517 de M. Yvon Collin ; adopté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5837, 5838) : parole sur l'article. (p. 5866) : soutient l'amendement n° 522 de M. Yvon Collin ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5913, 5914) : intervient sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5935) : ne votera pas l'amendement n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (garanties apportées par le mode de scrutin proportionnel). - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5944, 5945) : soutient l'amendement n° 479 de M. Yvon Collin (fixation des principes généraux de délimitation de la future carte territoriale) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5987, 5988) : intervient sur les amendements n° 85 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 268 de Mme Dominique Voynet, n° 480 de M. Yvon Collin et n° 10 de M. Bruno Sido. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6008, 6009) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6026) : le groupe RDSE ne votera pas l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6289, 6290) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6355) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 292 et 296 ; rejetés ; et n° 293, 294 et 295 ; adoptés. (p. 6358) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 302 et 304 ; rejetés ; et n° 303 ; adopté. (p. 6359) : soutient l'amendement n° 305 de M. Yvon Collin ; retiré. (p. 6361) : favorable à l'amendement n° 300 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6365, 6366) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 306 (assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue) ; et n° 307 (droits des personnes placées sous le régime de la retenue douanière) ; rejetés. (p. 6369) : intervient sur les amendements de M. Yvon Collin n° 306 et n° 307 précités. - **Article 10 (chap. II nouveau du titre IV du livre Ier du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers d'antécédents et d'analyse sérielle)** (p. 6396, 6397) : soutient l'amendement n° 310 de M. Yvon Collin ; rejeté. (p. 6401, 6403) : soutient les amendements n° 313 et 314 de M. Yvon Collin ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Alain Anziani. - **Article 11 ter (chap. III nouveau du titre IV du livre Ier du code de procédure pénale, art. 230-21 à 230-28 nouveaux - Détermination d'une base juridique pour les logiciels de rapprochement judiciaire)** (p. 6411, 6412) : son amendement n° 368 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 19 (art. L. 1332-2-1 [nouveau] du code de la défense - Autorisation d'accès aux installations d'importance vitale)** (p. 6483) : soutient l'amendement n° 326 de M. Yvon Collin ; retiré. - **Article 20 (art. L. 2371-1 [nouveau] du code de la défense ; art. 413-13 [nouveau] du code pénal, art. 656-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Instauration d'un régime de protection des agents de renseignement)** (p. 6485) : soutient les amendements n° 327 et 328 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Article 21 (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Encadrement des activités d'intelligence économique)** (p. 6493, 6496) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 329, 330, 333, 334 et 335 ; adoptés ; et n° 331 et 332 ; rejetés. - **Article 23 (art. 706-102-1 à 706-102-9 [nouveaux] du code de procédure pénale, art. 226-3 du code pénal - Captation de données informatiques à distance)** (p. 6502, 6505) : soutient les amendements n° 336, 337, 338, 339, 340 et 341 de M. Yvon Collin ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6511, 6518) : intervient sur

le sous-amendement n° 423 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (extension des peines planchers aux violences aggravées). La majorité du groupe RDSE votera contre l'amendement n° 389 du Gouvernement (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions) et le sous-amendement n° 421 de M. Jean-Jacques Hystel s'y rapportant.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6789, 6791) : son intervention.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6862, 6864) : son intervention. (p. 6872, 6873) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6893, 6894) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7829).

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7844, 7845) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8733) : soutient l'amendement de M. Yvon Collin n° 318 (suppression du dispositif du bouclier fiscal) identique à l'amendement n° 62 de Mme Christiane Demontés ; rejeté par vote unanime.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9208, 9209) : son intervention.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9260, 9261) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9613, 9615) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Justice

- (29 novembre 2010) (p. 10985, 10987) : son intervention. - **Article 75** (art. 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Report de la collégialité de l'instruction) (p. 10999) : son amendement n° II-164 ; rejeté.

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) (p. 11006, 11007) : son intervention.

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11060, 11061) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11973, 11975) : son intervention. - **Article 2 bis** (art. 15 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fonctions de vice-bâtonnier) (p. 11996, 11997) : son amendement n° 29 ; rejeté. - **Article 4** (Titre V [nouveau] du livre II du code civil - Actes susceptibles de donner lieu à publicité foncière) (p. 11997, 11998) : son amendement n° 30 ;

rejeté. - **Article 6** (art. 515-3 du code civil - Enregistrement par les notaires des pactes civils de solidarité passés en la forme authentique) (p. 12000) : son amendement n° 31 ; rejeté. - **Article 7** (art. 71, 72 et 317 du code civil - Transfert aux notaires de la compétence pour dresser l'acte de notoriété suppléant l'acte de naissance en cas de mariage) (p. 12001, 12002) : ses amendements n° 35 et 36 ; rejetés. - **Article 10 bis (Nouveau)** (art. L. 422-13 du code de la propriété intellectuelle - Compatibilité entre les professions de conseil en propriété industrielle et d'avocat) (p. 12005) : favorable à l'amendement n° 12 de M. Richard Yung. - **Article 19** (art. 8, 10 et 15 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles - Adaptation des règles relatives à la dénomination, à l'évaluation des parts et à la responsabilité des associés des sociétés civiles professionnelles) (p. 12008) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 21 (Nouveau)** (art. 5, 31-1 et 31-2 nouveau de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales - Diversification de l'origine des capitaux et facilitation de l'évolution des cabinets de professionnels du droit vers plus d'interprofessionnalité) (p. 12009, 12010) : son amendement n° 33 ; rejeté. - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. 2, 7, 7 quater nouveau et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Modernisation des règles applicables aux experts-comptables) (p. 12011, 12013) : son amendement n° 34 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**. - (8 décembre 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-6 [nouveau] du code de la consommation - Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée) (p. 12016, 12017) : son amendement n° 8 ; retiré. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - Force probante des constats d'huissiers) (p. 12017, 12018) : son amendement n° 9 ; rejeté. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 345, 348-3 et 361 du code civil - Recueil du consentement à adoption) (p. 12024, 12026) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (titre XVII du livre troisième, art. 2062 à 2068 [nouveaux] et art. 2238 du code civil, art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. 10 et 39 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Procédure participative de négociation assistée par avocat) (p. 12029, 12031) : ses amendements n° 12 et 13 ; rejetés.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12113, 12114) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12135, 12136) : son intervention. - **Article 2** (art. 16 A [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et art. 2 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle - Echange direct de données entre administrations et simplification des contraintes imposées aux entreprises) (p. 12153, 12154) : son amendement n° 43 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12155) : son amendement n° 44 : obligation pour les établissements publics à caractère industriel et commercial d'abroger leurs actes réglementaires illégaux ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 12169) : défavorable à l'amendement n° 230 du Gouvernement (précision des critères de révision des prestations compensatoires fixées sous forme de rente viagère).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 18** (*Simplification du régime applicable au déversement à l'égout d'eaux usées assimilables à des rejets domestiques provenant d'activités économiques*) (p. 12218, 12219) : son amendement n° 46 ; rejeté. - **Article 27** (*Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse*) (p. 12228, 12229) : ses amendements n° 47, 48 et 49 ; rejetés. Soutient l'amendement n° 60 de M. Gilbert Barbier ; adopté. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 12274) : son amendement n° 50 : clarification relative aux biens de section des communes ; retiré. - **Article 54** (*Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant*) (p. 12279) : favorable à l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 58** (*Nature et missions des groupements*) (p. 12286, 12287) : son amendement n° 51 ; rejeté. - **Article 59** (*Convention constitutive d'un groupement*) : son amendement n° 164 ; rejeté. - **Article 60** (*Approbation de la convention constitutive*) : son amendement n° 165 ; rejeté. - **Article 61** (*Transformation d'une personne morale en groupement d'intérêt public*) (p. 12288) : son amendement n° 166 ; rejeté. - **Article 62** (*Adhésion et retrait des membres du groupement*) : son amendement n° 167 ; rejeté. - **Article 65** (*Rôle de l'assemblée générale*) (p. 12289) : son amendement n° 170 ; rejeté. - **Article 66** (*Directeur du groupement*) : son amendement n° 171 ; rejeté. - **Article 68** (*Gestion des dettes*) : son amendement n° 173 ; rejeté. - **Article 69** (*Personnel du groupement*) : son amendement n° 174 ; rejeté. - **Article 70** (*Dispositions transitoires relatives au statut du personnel*) : son amendement n° 175 ; rejeté. - **Article 71** (*Modalités des transferts de personnel*) : son amendement n° 176 ; rejeté. - **Article 72** (*Régime de comptabilité*) (p. 12291) : son amendement n° 177 ; rejeté. (p. 12291) : position de la commission sur l'amendement n° 177 ; rejeté. - **Article 73** (*Ressources des groupements*) : son amendement n° 178 ; rejeté. - **Article 74** (*Désignation facultative d'un commissaire du gouvernement*) : son amendement n° 179 ; rejeté. - **Article 75** (*Contrôle des groupements*) : son amendement n° 180 ; rejeté. - **Article 76** (*Cas dans lesquels la dissolution d'un groupement est possible*) (p. 12292) : son amendement n° 181 ; rejeté. - **Article 77** (*Liquidation d'un groupement*) : son amendement n° 182 ; rejeté. - **Article 78** (*art. L. 216-11, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-3 et L. 719-11 du code de l'éducation ; art. L. 131-8 du code de l'environnement ; art. L. 1115-2 et L. 1115-3 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 106-1 du code des ports maritimes ; art. L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche ; art. 50 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ; art. 12 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; art. 6 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 ; art. 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 ; art. L. 611-3 et L. 612-5 du code rural ; art. 26 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 ; art. 89 de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 ; art. 96 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 ; loi n° 94-342 du 29 avril 1994 ; art. 22 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 ; art. 29 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ; art. 3 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ; art. 90 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 et art. 90 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 - Abrogations*) (p. 12293) : son amendement n° 183 ; rejeté. - **Article 79** (*art. L. 225-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 541-43, L. 542-11 du code de l'environnement, art. 239 quater B du code général des impôts, art. L. 1415-3, L. 6113-10 du code de la santé publique, art. L. 161-17 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 5313-3, L. 5313-4 du code du travail, art. L. 141-1 du code du tourisme, art. L. 121-3 du code de l'urbanisme, art. 55 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, art. 50 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991, art. 53 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, art. 3 de la loi n° 99-210 du 19 mars 1999, art. 44 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001, art. 236 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 - Groupements existants soumis au nouveau statut général à titre complémentaire*) (p. 12297) : son amendement n° 184 ; rejeté. - **Article 80** (*Délai pour l'adaptation des conventions constitutives*) : son amendement n° 185 ; rejeté. - **Article 81** (*Groupements régis par des dispositions propres*) (p. 12298) : son amendement n° 186 ; rejeté. - **Article 82** (*Application outre-mer*) (p. 12299) : son amendement n° 187 ; rejeté. -

Articles additionnels après l'article 87 quinquies (p. 12316, 12317) : votera contre les amendements identiques n° 35 de M. Thierry Repentin et n° 75 de M. Pierre Jarlier (soumission des SEM, des SPL et des SPLA à une procédure d'agrément). - **Article 102 A (Nouveau)** (*chap. II (nouveau) du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-6 à 230-8 nouveaux du code procédure pénale - Insertion dans le code de procédure pénale de dispositions concernant les autopsies judiciaires*) (p. 12323) : soutient les amendements n° 61, 62, 63, 65 et 64 de M. Gilbert Barbier ; devenus sans objet. - **Article additionnel après l'article 102 A** (p. 12324, 12325) : son amendement n° 53 : modification de la procédure pénale pour les victimes ayant le statut de fonctionnaires ou d'agents publics dans l'exercice de leurs fonctions ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 102** (p. 12325) : son amendement n° 58 : mise en œuvre de la collégialité des juges d'instruction ; retiré. - **Article 114** (*art. 432-11, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-1, 435-2, 435-7, 435-8, 441-8, 445-2, 717-1, 727-1 du code pénal - Confirmation de la suppression de l'exigence d'antériorité du pacte de corruption sur sa réalisation*) (p. 12327) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Anne-Marie Escoffier ; adopté. - **Article additionnel après l'article 115** (p. 12328) : son amendement n° 56 : possibilité de prononcer une condamnation à un travail d'intérêt général pour les mineurs âgés de treize ans révolus ; rejeté. - **Article 118** (*art. 83, 85, 153, 2294 et 2317 du code civil - Suppression des références à la peine de mort et à la contrainte par corps*) (p. 12330) : son amendement n° 54 ; adopté. - **Article 119** (*art. L. 242-30, L. 244-1, L. 820-4 et L. 820-7 du code de commerce - Clarification rédactionnelle de diverses incriminations*) (p. 12331) : soutient l'amendement n° 66 de M. Gilbert Barbier ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 127** (p. 12366) : son amendement n° 52 : récupération des points du permis de conduire ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 133** (p. 12341) : son amendement n° 55 : abrogation du délit d'offense au Président de la République ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12913, 12914) : son intervention. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure d'indemnisation des avoués*) (p. 12922, 12929) : ses amendements n° 7, 8 et 9 ; rejetés. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 12930, 12934) : ses amendements n° 11, 12 et 13 ; rejetés. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*Organisation et fonctionnement de la commission chargée de statuer sur les demandes de versement ou de remboursement d'indemnités*) (p. 12935, 12936) : ses amendements n° 14 ; retiré ; et n° 15 ; rejeté. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Possibilité d'obtenir le versement d'un acompte ou le remboursement du capital restant dû sur un prêt pendant la période transitoire*) (p. 12938, 12940) : ses amendements n° 17 et 18 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12940, 12941) : son amendement n° 19 : maintien pendant deux ans de la Chambre nationale des avoués ; retiré. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de mise en œuvre*) (p. 12941) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12942, 12943) : son amendement n° 21 : création d'une commission spéciale transitoire ; rejeté. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*Accès des avoués et de leurs collaborateurs aux professions juridiques réglementées*) (p. 12944, 12945) : ses amendements n° 22 ; retiré ; et n° 23 ; rejeté. - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Exercice simultané, pendant la période transitoire, de la profession d'avocat par les avoués*) (p. 12946, 12948) : ses amendements n° 24 et 25 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12950) : la majorité du groupe du RDSE votera contre ce texte.

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)
sénateur (Guadeloupe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice le 8 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer jusqu'au 12 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Prison et troubles mentaux : Comment remédier aux dérives du système français ? [n° 434 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Procédure pénale : les clefs d'une réforme équilibrée [n° 162 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 131, 132) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 134) : intervient sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale [n° 258 (2009-2010)]** - (17 février 2010) - **Question préalable** (p. 1501) : le groupe socialiste votera la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat visant à poser la question préalable. - **Article 5 ter** (art. 706-47-1, 706-53-19, 712-21, 717-1, 721, 721-1, 723-29, 723-31-1 nouveau, 723-32, 723-35, 723-38, 729, 732-1 et 723-38-1 nouveaux, 733, 763-5, 763-6, 763-7, 763-8, 786 du code de procédure ; art. L. 3711-1 et L. 3711-3 du code de santé publique ; art. 132-45-1 du code pénal - **Renforcement de l'efficacité de l'injonction de soins et des dispositifs de contrôle après la peine**) (p. 1523) : intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Paul Amoudry, soutenu lors de l'examen de l'article 5 bis.

- **Suite de la discussion** (18 février 2010) (p. 1545, 1548) : soutient l'amendement n° 52 de M. Alain Anziani ; rejeté. Favorable aux amendements n° 13 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 100 de la commission. - **Article 5 quater** (art. 131-36-2 et 132-45 du code pénal ; art. 712-16 à 712-16-3 nouveaux ; art. 720, 723-30, 706-53-19, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale ; art. 58 de la loi n° 85-520 du 27 juin 1983 ; art. 145 de la loi n° 88-82 du 22 janvier 1988 ; art. 23 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - **Renforcement des interdictions de paraître et d'entrer en relation avec les victimes**) (p. 1550, 1552) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 54 ; adopté ; et n° 55, 56 et 57 ; rejetés. - **Article 5 quinquies** (art. 706-53-5 à 706-53-8, 705-53-10 et 706-53-11 du code de procédure pénale ; art. 216 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 - **Renforcement des obligations liées à l'inscription au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes**) (p. 1555) : soutient l'amendement n° 60 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 768, 769, 769-1, 775, 775-1, 778 du code de procédure pénale, art. L. 268-3 du code de justice militaire - **Conditions d'inscription au casier judiciaire des jugements ou arrêts de déclaration d'irresponsabilité pénale**) (p. 1560) : soutient

l'amendement n° 62 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 8 bis** (art. 706-54 et 706-56 du code de procédure pénale - **Élargissement des conditions d'inscription au fichier judiciaire national automatisé des empreintes génétiques**) (p. 1562) : soutient l'amendement n° 64 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 8 ter (Texte non modifié par la commission)** (Conditions d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1564) : soutient l'amendement n° 65 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1565, 1566) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1878, 1879) : défavorable à ce texte.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2067, 2068) : son intervention.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2161, 2163) : son intervention. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 2174, 2175) : son amendement n° 1 : saisine du juge aux affaires familiales afin de statuer sur l'intérêt de l'enfant en cas de dissolution du PACS ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 391 (2009-2010)** (p. 2843, 2844) : le groupe socialiste votera contre le projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution et ne prendra pas part au vote sur le projet de loi organique prorogeant le mandat des membres actuels du Conseil supérieur de la magistrature. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 5-1 et 5-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - **Modalités de désignation de l'avocat et des six personnalités qualifiées membres du Conseil supérieur de la magistrature**) (p. 2859) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - **Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature**) (p. 2861, 2862) : intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement. - **Article 6 bis** (art. 10-1 et 10-2 nouveaux de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - **Obligations déontologiques des membres du Conseil supérieur de la magistrature**) (p. 2863, 2864) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - **Nomination du secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature et de ses adjoints**) (p. 2865) : intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2869) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 9 de M. Hugues Portelli (retrait du Premier président de la Cour de cassation et du Procureur général près cette Cour de la liste des membres de la commission d'avancement). - **Article 18** (art. 50-3 nouveau et 63 de l'ordonnance relative au statut de la magistrature - **Saisine disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature par tout justiciable**) (p. 2870, 2871) : ses amendements n° 3 ; rejeté ; et n° 4 ; retiré.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature [n° 391 (2009-2010)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 393 (2009-2010)**. - (27 avril 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation du mandat des membres actuels du CSM*) (p. 2874) : les sénateurs du groupe socialiste ne prendront pas part au vote sur cet article unique.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2917, 2918) : son

intervention. - **Article 3** (art. 706-141 à 706-157 [nouveaux] du code de procédure pénale - Règles applicables aux saisies pénales) (p. 2928) : son amendement n° 7 ; retiré. (p. 2930) : son amendement n° 8 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2941) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2952, 2953) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4340, 4341) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4495, 4496) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 537 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5031, 5032) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (8 juillet 2010) (p. 6067).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 6429) : votera l'amendement n° 29 de M. Michel Houel (recours à des photographes agréés par l'État pour la réalisation des photographies d'identité destinées aux titres sécurisés). - **Article 17** (art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6452) : s'étonne de la manière dont la discussion a été conduite sur cet article.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11940, 11942) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11971, 11973) : son intervention. - **Article 1er A** (art. 1er de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions

judiciaires et juridiques - Multipostulation des avocats inscrits aux barreaux de Bordeaux et de Libourne) (p. 11984) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de M. Alain Anziani. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 11984, 11988) : ses amendements n° 2 : établissement d'une passerelle entre la profession d'avocat et celle d'assistant ou de collaborateur parlementaire ; et n° 5 : rapport au Parlement sur la possibilité de rendre éligibles aux bourses du CROUS les élèves avocats ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11991) : son amendement n° 7 : rapport sur la possibilité d'extension du domaine d'application de l'aide juridictionnelle ; retiré. - **Article 1er bis** (art. 6 ter nouveau, 10 et 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 et art. L. 222-19-1 nouveau du code du sport - Possibilité pour les avocats d'agir en qualité de mandataire d'un sportif) (p. 11994) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Lozach ; rejeté. - **Article 6** (art. 515-3 du code civil - Enregistrement par les notaires des pactes civils de solidarité passés en la forme authentique) (p. 11999, 12001) : son amendement n° 11 ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 31 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**.

- **Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12835, 12836) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Procédure d'indemnisation des avoués) (p. 12928) : votera les amendements n° 30 et 31 de M. Alain Anziani. (p. 12930) : intervient sur les amendements n° 9 de M. Jacques Mézard et n° 31 de M. Alain Anziani. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion) (p. 12932) : favorable aux amendements n° 12 de M. Jacques Mézard, n° 32 de M. Alain Anziani et n° 57 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 12933) : intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12950, 12951) : votera contre ce projet de loi.

MILHAU (Jean)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à créer une allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie** [n° 173 (2009-2010)] - (13 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 82) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - *Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3713) : soutient les

amendements de M. François Fortassin n° 576 ; rejeté ; et n° 577 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7942) : soutient l'amendement n° 389 de Mme Françoise Laborde ; devenu sans objet.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9327, 9328) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011** [n° 84 (2010-2011)]

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Article 9** (précédemment réservé) (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale*) (p. 9743) : soutient l'amendement n° 474 de M. Yvon Collin ; rejeté.

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la rétroactivité des aides au logement*) (p. 10117) : soutient l'amendement n° 473 de M. Yvon Collin ; rejeté.

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v le 17 février 2010 ; puis rapporteur du 24 février 2010 au 5 août 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant statut des ambulanciers indépendants, des sociétés coopératives d'ambulanciers indépendants et des unions de coopératives d'ambulanciers indépendants [n° 239 (2009-2010)] (29 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 410 (2009-2010)] (23 avril 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la Commission d'enquête sur la grippe A, sur la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] - La grippe A (H1N1)v : Retours sur « la première pandémie du XXI^e siècle » (rapport) [n° 685 tome 1 (2009-2010)] (29 juillet 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la Commission d'enquête sur la grippe A, sur la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] - La grippe A (H1N1)v : Retours sur « la première pandémie du XXI^e siècle » (annexes) [n° 685 tome 2 (2009-2010)] (29 juillet 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Santé [n° 113 tome 5 (2010-2011)], (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1142, 1143) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2085, 2086) : son intervention.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la loi HPST (p. 4752, 4753) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7439, 7441) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7729) : intervient sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9586, 9587) : son intervention.

Troisième partie :

- (10 novembre 2010) - **Article 12** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales) (p. 9755) : soutient l'amendement n° 288 de M. Philippe Dominati ; rejeté. (p. 9756) : soutient l'amendement n° 150 de M. Bruno Gilles ; rejeté. (p. 9757, 9758) : soutient l'amendement n° 289 de M. Philippe Dominati ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9795) : votera l'amendement n° 229 de M. Guy Fischer (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement). - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions) (p. 9830) : son amendement n° 534 ; retiré. (p. 9831) : votera le sous-amendement n° 559 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 58 de la commission.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p. 9878, 9881) : ses amendements n° 530 : composition de la commission de contrôle ; n° 531 : encadrement des sanctions à l'encontre des établissements de santé en cas de manquements aux règles de facturation ; et n° 528 : dérogation au pouvoir de sanction du directeur de l'Agence régionale de santé ; retirés.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 9914) : son amendement n° 488, identique à l'amendement n° 331 de M. Jacky Le Menn (définition des conditions d'exercice des médecins étrangers dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exercice) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9927, 9928) : votera contre l'amendement n° 244 de M. François Autain (interdiction temporaire, dans les zones surdenses, des conventionnements de médecins de premier recours). - **Article 36 septies (Nouveau)** (art. L. 161-38 et L. 162-5 du code de la sécurité sociale - Intégration des recommandations et avis médico-économiques

de la Haute Autorité de santé dans les logiciels d'aide à la prescription certifiés) (p. 9939) : intervient sur l'amendement n° 71 de la commission. - **Article 37** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique) (p. 9946, 9947) : ses amendements n° 493 ; retiré ; et n° 492 ; adopté. - **Article 39** (art. L. 1142-23 et L. 1221-14 du code de la santé publique - Procédure d'indemnisation des victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine) (p. 9954) : le groupe UMP votera l'amendement n° 596 du Gouvernement. - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance) (p. 9959, 9967) : parole sur l'article. Intervient sur son amendement n° 495, soutenu par M. Marc Laménié. - **Article 41** (art. 33 de la loi du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Modification de la convergence tarifaire intersectorielle) (p. 9971) : son amendement n° 539 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9972, 9973) : son amendement n° 542 : intégration, dans la conduite intra et intersectorielle des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires différentes dans la détermination des charges sociales et fiscales entre établissements de santé publics, d'une part, et établissements de santé privés à but non lucratif et de statut commercial, d'autre part ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10083, 10085) : ses amendements n° 517 : encadrement réglementaire des contrats types pour des médecins libéraux exerçant en EHPAD ; et n° 523 : précision ; retirés. - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10091) : votera contre les amendements identiques n° 41 de Mme Christiane Demontès et n° 361 de Mme Anne-Marie Payet (création d'un comité chargé de piloter les trois régimes de retraite des médecins libéraux). - **Article 54** (art. L. 542-2 et L. 831-4-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la rétroactivité des aides au logement) (p. 10117, 10120) : ses amendements n° 544 ; rejeté ; et n° 527 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10142, 10143) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-président de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Premier vice-président de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

Deuxième partie :

Santé

- (4 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11556) : sous réserve de l'adoption d'un amendement qu'elle a déposé, la commission des affaires sociales saisie pour avis est favorable à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11568, 11569) : son amendement n° II-277 ; retiré. - **Article 86 bis (Nouveau)** (art. L. 251-2 du code de l'action sociale et des familles - Panier de soins des bénéficiaires de l'AME) (p. 11577, 11579) : parole sur l'article. Son amendement n° II-278 ; adopté. - **Article 86 ter (Nouveau)** (art. L. 251-2 et L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Contrôle systématique de la condition de résidence) (p. 11581, 11583) : parole sur l'article. Son amendement n° II-279 ; adopté. - **Article 86 quater (Nouveau)** (art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME) (p. 11584) : intervient sur les amendements n° II-39 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-158 de M. François Autain, n° II-215 de M. René Teulade et n° II-289 de M. Yvon Collin. - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit) (p. 11585, 11587) : parole sur l'article. Son amendement n° II-280 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86 septies** (p. 11589, 11592) : ses amendements n° II-282 : mise en conformité du régime des taxes de l'AFSSAPS avec le droit communautaire ; n° II-284 : instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits cosmétiques ; adoptés ; n° II-281 : recouvrement par l'administration fiscale du droit progressif sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché affecté à l'AFSSAPS ; retiré ; n° II-283 : assujettissement des médicaments orphelins, dont le montant annuel des ventes dépasse 30 millions d'euros, à la taxe annuelle sur les médicaments titulaires d'une autorisation de mise sur le marché ; rejeté.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2009 [n° 454 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Écologie, développement et aménagement durables. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. [n° 111 tome 3 annexe 10 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (20 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 328, 330) : son intervention. - **Question préalable** (p. 347) : le groupe socialiste votera la motion n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 503, 504) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 569, 570) : intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 575, 576) : votera les amendements n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 351 et 350 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 800, 801) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement des départements*) (p. 903, 904) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 276 (2009-2010)] - (16 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1385, 1386) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Nicole Bricq (exonération de la taxe forfaitaire sur les entreprises de réseaux pour les stations radioélectriques destinées à résorber des zones blanches) ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau],

L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles* (p. 3785) : soutient l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5483, 5486) : soutient l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Sueur (extension du principe d'autonomie des collectivités territoriales) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5528, 5529) : favorable à l'amendement n° 292 de M. Jean-Pierre Sueur (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales). (p. 5535) : soutient l'amendement n° 300 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de la clause de compétence générale des régions) ; devenu sans objet. (p. 5543) : votera les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de la compétence générale du conseil régional), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5553, 5555) : soutient l'amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle du département en matière de développement des territoires ruraux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5864) : soutient l'amendement n° 456 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) (p. 5912) : défavorable au sous-amendement n° 597 de M. Jean-Jacques Hyst portant sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5924) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9330, 9331) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9661) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10461) : soutient l'amendement n° I-265 de Mme Nicole Bricq (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - *Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 10583, 10586) : soutient l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. (p. 10585, 10586) : votera l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10595, 10598) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité) ; rejetés. - **Article 31** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 2334-24 du code général des collectivités territoriales - *Extension du compte d'affectation spéciale « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route », renommé « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »*) (p. 10645, 10650) : ses amendements n° I-179 ; rejeté ; et n° I-180 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 10680) : favorable à l'amendement n° I-121 de M. Daniel Laurent (harmonisation de la fiscalité entre les vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée et les apéritifs industriels). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10699) : intervient sur les amendements identiques n° I-187 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-399 de M. Dominique Braye et n° I-428 de M. Daniel Soulage (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes).

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10904, 10905) : son intervention.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - *Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE*) (p. 11860, 11863) : soutient l'amendement n° II-450 de Mme Nicole Bricq ; retiré. - **Article 63 (précédemment réservé)** (*Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales*) (p. 11877, 11878) : intervient sur l'amendement n° II-569 de la commission.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12062, 12064) : son intervention.

MIRASSOU (Jean-Jacques)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis vice-président le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) (p. 143, 145) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 499, 500) : le groupe socialiste votera contre cet article. (p. 548) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 585, 586) : le groupe socialiste votera contre l'article 1er de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 590, 591) : soutient l'amendement n° 353 de M. Jean-Claude Peyronnet (lors d'un scrutin uninominal à un tour, impossibilité d'être élu sans avoir recueilli les suffrages d'au moins 25 % des inscrits) ; rejeté. (p. 597, 598) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-

Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département).

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveau du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 783) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 525 de M. Jean-Pierre Chevènement. (p. 799) : votera contre les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements) (p. 902, 903) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2249) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3306, 3307) : sa question et sa réplique.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3316) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3434) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3463, 3464) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) (p. 3524, 3529) : intervient sur les amendements n° 229 de M. Gérard Le Cam et n° 91 de Mme Odette Herviaux. (p. 3539, 3542) : intervient sur les amendements n° 120 de la commission et n° 519 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3692, 3693) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau. (p. 3708, 3709) : soutient l'amendement n° 136 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. (p. 3720) : intervient sur le sous-amendement n° 679 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 648 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3735, 3736) : soutient l'amendement n° 141 de Mme Odette Herviaux (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3788, 3792) : intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux et soutient l'amendement n° 154 de M. Roland Courteau ; retiré. - **Article 9** (titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture) (p. 3812, 3818) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Gérard Le Cam. - **Article 10** (Rapport sur l'assurance récolte) (p. 3830, 3834) : sur l'amendement n° 659 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 682 de M. Jean-Louis Carrère ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3840, 3841) : soutient l'amendement n° 427 de Mme Odette Herviaux (instauration d'une nouvelle réglementation permettant aux exploitants agricoles de commercialiser directement les céréales qu'ils produisent) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30** (Texte non modifié par la commission) (Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois

d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A) (p. 4286) : favorable à l'amendement n° 46 de M. Jacques Mahéas.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4849, 4850) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4895, 4896) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5066) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5485, 5490) : favorable à l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales). Soutient l'amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Sueur (nécessité de renforcer et d'accroître le rôle des collectivités territoriales et d'améliorer l'exercice de la démocratie locale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5517) : favorable à l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs). (p. 5521) : soutient l'amendement n° 322 de M. Jean-Pierre Sueur (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque département dans le calcul de la péréquation) ; rejeté. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5541) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi qu'aux amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5580).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5921) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5942, 5943) : soutient l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Sueur (mode de scrutin spécifique à chaque collectivité territoriale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5978, 5979) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6906, 6907) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6960) : favorable à l'amendement n° 42 de M. Roland Courteau (nécessité d'adopter une directive cadre relative aux services d'intérêt économique général avant toute nouvelle organisation du marché de l'électricité). (p. 6965, 6966) : favorable à l'amendement n° 45 de M. Roland Courteau (maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de

concurrence). Soutient l'amendement n° 95 de M. Roland Courteau (maintien de l'emploi et des compétences du service commun à EDF et à GDF); rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6990, 6991) : favorable à l'amendement n° 54 de M. Roland Courteau. (p. 7007) : soutient l'amendement n° 65 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement) (p. 7046) : favorable à l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Article unique** (p. 7499) : le groupe socialiste votera cette motion référendaire.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (Objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 7509) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7539) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7781) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7804) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7841) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès. (p. 7864) : favorable à l'amendement n° 863 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité) (p. 8391) : favorable à l'amendement n° 1048 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8410, 8411) : parole sur l'article. (p. 8421) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8521, 8522) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8613) : le groupe CRC-SPG votera les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8628) : votera les amendements n° 51 de Mme Annie David, n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin, et n° 475 de Mme Christiane Demontès. -

Article 33 (Entrée en vigueur) (p. 8654, 8655) : défavorable à cet article.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4** (Évolution annuelle des dépenses publiques en volume) (p. 9435) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9443) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 2 (compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA), n° 3 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA), et n° 4 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH).

- **Proposition de loi relative aux recherches impliquant la personne humaine - Deuxième lecture [n° 98 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 1er** (art. L. 1121-1 à L. 1121-3, L. 1121-4, L. 1121-8-1 (nouveau), L. 1121-11, L. 1121-12, L. 1121-14, L. 1121-15, L. 1121-16, L. 1122-1-1 (nouveau), L. 1122-1-2, L. 1122-2, L. 1123-6, L. 1123-89, L. 1125-2, L. 1125-3, L. 1126-3, L. 1126-5, L. 1126-7, L. 1126-10 du code de la santé publique - Création de trois catégories de recherches sur la personne dans un cadre législatif unique) (p. 10195) : intervient sur les amendements n° 12 de la commission et n° 5 du Gouvernement.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Article 1er A (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2010-1232 du 21 octobre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'environnement) (p. 10206, 10207) : soutient l'amendement n° 14 de M. Daniel Raoul ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10209) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 4 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges). - **Article 4** (art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une auto-école) (p. 10216) : intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Évelyne Didier. - **Article 6** (Transposition de l'article 1er de la directive 2008/112/CE du 16 décembre 2008 modifiant notamment la directive 76/768/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 relative aux produits cosmétiques) (p. 10217) : soutient l'amendement n° 17 de M. Daniel Raoul ; rejeté. - **Article 9 (Nouveau)** (Transposition de la directive 2009/33 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 « promotion de véhicules de transport routier plus économes en énergie et moins émetteurs de CO₂ et de polluants ») (p. 10221) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. Roland Ries. - **Article 10 (Nouveau)** (art. L. 421-4, L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8 et L. 426-1 du code de l'aviation civile - Adaptation à la « directive services » du 12 décembre 2006 des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 10222, 10223) : soutient l'amendement n° 21 de M. Daniel Raoul ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10225, 10228) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 3 du Gouvernement (adaptation, par voie d'ordonnance, du droit de l'aviation civile au droit européen). Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance de la directive sur les redevances aéroportuaires).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10510) : le groupe socialiste votera l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10585) : votera l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq. - **Article 21** (art. L. 3334-12,

L. 3334-16, L. 4332-3 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales - Non-indexation du montant de certaines dotations d'investissement) (p. 10593) : votera l'amendement n° I-172 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10601) : favorable aux amendements de Mme Nicole Bricq, portant sur le même objet, n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

MITTERRAND (Frédéric)
ministre de la culture et de la
communication

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-1358 du 5 novembre 2009 modifiant le code du cinéma et de l'image animée [n° 217 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre [n° 166 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 198, 200) : son intervention. - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Définition conventionnelle du délai de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre)** (p. 209, 210) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de Mme Anne-Marie Escoffier.

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) (p. 3275, 3279) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3572, 3574) : défavorable à cette proposition de loi.

- **Questions cibles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3700, 3707) : ses réponses aux orateurs.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6827, 6830) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6841) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jack Ralite (création d'un fonds d'aide à l'équipement numérique des salles de cinéma). - **Article 1er** (art. L. 213-16 à L. 213-23 (nouveau) du code du cinéma et de l'image animée - Modalités de l'équipement numérique des cinémas) (p. 6844, 6847) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2, 3, 4 et 5 de M. Jack Ralite, et n° 6 de Mme Françoise Laborde. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6849) : remerciements.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9095, 9097) : son intervention. - **Article 1er** (Champ d'application de la loi : définition du livre numérique) (p. 9106, 9107) : son amendement n° 9 ; adopté. - **Article 2** (Fixation du

- (30 novembre 2010) - **Article 86** (art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 11153, 11154) : favorables aux amendements n° II-18 de la commission et n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel.

prix de vente au public par l'éditeur) (p. 9108, 9109) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de M. Jean-Pierre Leleux et n° 5 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 3** (Obligation de respect du prix de vente au public fixé par l'éditeur) (p. 9110) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Leleux. - **Article 5** (Relations commerciales entre éditeurs et détaillants) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Leleux. Son amendement n° 11 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9111, 9112) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. David Assouline n° 2 (rémunération juste et équitable des auteurs d'œuvres de l'esprit commercialisées sous forme numérique) et n° 1 (rapport gouvernemental étudiant les modalités d'affectation aux secteurs de l'imprimerie et de l'industrie du papier d'une compensation financière liée à la baisse d'activité engendrée par l'essor du livre numérique). - **Article 7** (Rapport au Parlement) (p. 9113) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9114) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. David Assouline (application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique).

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9224, 9227) : son intervention. - **Article 1er** (Définition de l'œuvre orpheline) (p. 9233) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9234, 9235) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 2 (obligation pour les personnes reproduisant des œuvres ne mentionnant pas le nom de l'auteur, d'effectuer une déclaration auprès d'une société de perception et de répartition des droits) et n° 3 (rapport gouvernemental sur les modalités de gestion des droits des œuvres orphelines par une société de perception et de répartition des droits). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9236) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11337, 11340) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11341) : son amendement n° II-384 ; adopté.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11355, 11358) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11359, 11362) : son amendement n° II-382 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-223 de Mme Nathalie Goulet et n° II-73 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis.

MONTCHAMP (Marie-Anne)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre
des solidarités et de la cohésion sociale
(à partir du 14 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire) (p. 10078, 10081) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 et 603 de la commission, n° 180 de M. Yves Daudigny, n° 391 de M. Nicolas About, n° 438 de M. François Autain et n° 443 de M. Yvon Collin. - **Article 43 septies** (Rapport au Parlement sur les écarts de charges entre les différentes catégories d'établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 10082) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 179 de M. Yves Daudigny. - **Articles additionnels après l'article 43 septies** (p. 10084, 10085) : avis du Gouvernement sur les amendements d'Alain Milon n° 517 (encadrement réglementaire des contrats types pour des médecins libéraux exerçant en EHPAD) et n° 523 (précision), n° 84 de la commission (précision), n° 170 de M. Yves Daudigny (possibilité pour les personnes hébergées en EHPAD de consulter un médecin libéral) et n° 298 de Mme Marie-Thérèse Hermange (précision). - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10086, 10093) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 37 (rapport au Parlement sur les conditions de prise en compte des périodes de versement du RSA jeunes dans le calcul de la retraite), n° 39 (évaluation des conditions de

suppression de la condition d'âge pour la majoration des pensions de réversion), n° 42 (rapport au Parlement sur les conditions de validation des périodes d'études) et n° 43 (rapport au Parlement sur les conditions de prise en compte pour les demandeurs d'emploi en fin de droits des périodes de versement de l'aide exceptionnelle ou du RSA pour le calcul du droit à la retraite), sur les amendements analogues n° 38 de Mme Christiane Demontès et n° 266 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur les modalités d'ouverture des droits à pension de réversion pour les personnes liées par un PACS) et sur les amendements identiques n° 41 de Mme Christiane Demontès et n° 361 de Mme Anne-Marie Payet (création d'un comité chargé de piloter les trois régimes de retraite des médecins libéraux).

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (Crédits du budget général) (p. 10963) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-21 de la commission. - **Article additionnel après l'article 87** (p. 10969) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-113 de Mme Gisèle Printz (mention du Fonds national de financement de la protection de l'enfance dans le code de l'action sociale et des familles).

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12051, 12055) : son intervention. (p. 12066, 12068) : réponse aux orateurs. - **Article 6** (Application aux départements et collectivités d'outre-mer) (p. 12074) : réponse à M. Michel Magras. - **Article 7** (Gage) (p. 12075, 12076) : réponse à M. Didier Guillaume.

de MONTESQUIOU (Aymeri)
sénateur (Gers)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 21 (2007-2008)] d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 575 (2009-2010)] (23 juin 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sécurité [n° 111 tome 3 annexe 27 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 279, 280) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1294, 1295) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1846, 1847) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010)**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1883, 1884) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2033) : sa question.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2242, 2243) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Danglot sur l'avenir de l'industrie du raffinage en France** - (1er avril 2010) (p. 2299, 2300) : son intervention.

- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) (p. 3375, 3376) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3423, 3424) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4358, 4359) : son amendement n° 3 ; rejeté. (p. 4360, 4361) : intervient sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 60 de M. Alain Anziani.

- **Questions cribles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5023, 5024) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6275, 6277) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6680, 6681) : votera ce texte.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9087) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) (p. 9346, 9347) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Débat et discussion générale** (p. 9373, 9374) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10813, 10814) : votera les crédits de cette mission.

Sécurité

- (29 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11023, 11024) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11476, 11477) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11910, 11911) : votera ce projet de loi de finances.

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 février 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (7 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances pour 2011 (8 décembre 2010).

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 381 (2009-2010)] tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 439 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : L'allocation aux adultes handicapés : aller au bout de la réforme pour mieux maîtriser la dépense [n° 36 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Le revenu de solidarité active : une avancée décisive à la recherche de son public [n° 53 (2010-2011)], (20 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 111 tome 3 annexe 29 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1458, 1459) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1686, 1687) : la majorité du groupe UMP est favorable à ce texte.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1793) : intervient sur les amendements n° 151 de M. Yvon Collin, n° 24 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 76, 77, 78 et 79 de M. François Marc, n° 139 de M. Bernard Vera, et n° 172 de la commission. - **Article 52** (art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives) (p. 1818) : son amendement n° 35 ; retiré. - **Article 57** (Régime transitoire pour la Française des jeux et le PMU) (p. 1824) : son amendement n° 36 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1828) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3252 3253) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 3555, 3556) : avis défavorable de la commission à l'adoption de cette proposition de loi. - **Article 1er** (*Suppression du bouclier*

fiscal) (p. 3567) : son intervention. - **Article 2** (*Entrée en vigueur*) (p. 3568) : la commission est défavorable à cet article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4417, 4418) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9665) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 10127) : soutient l'amendement n° 193 de M. Éric Doligé (fonds national de financement de la protection de l'enfance) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10692) : son amendement n° I-283 : affectation d'une recette à la conservation du patrimoine architectural des communes rurales ; retiré.

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10951, 10953) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10962) : soutient l'amendement n° II-20 de la commission ; retiré. (p. 10963) : soutient l'amendement n° II-21 de la commission ; retiré. (p. 10964) : soutient l'amendement n° II-19 de la commission ; retiré. - **Article additionnel après l'article 87** (p. 10968) : position de la commission sur l'amendement n° II-113 de Mme Gisèle Printz (mention du Fonds national de financement de la protection de l'enfance dans le code de l'action sociale et des familles). - **Article 87 ter (Nouveau)** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 10970) : position de la commission sur l'amendement n° II-188 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11784) : son amendement n° II-535 ; retiré. (p. 11785) : sur l'amendement n° II-565 de la commission, son sous-amendement n° II-589 ; rejeté. (p. 11790) : favorable à l'amendement n° II-590 du Gouvernement. (p. 11796) : ses amendements n° II-531 ; adopté ; n° II-530, n° II-534, n° II-

536 : retirés. (p. 11798) : son amendement n° II-529 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11839) : son amendement n° II-108 : avis conforme des collectivités territoriales pour l'établissement de la liste des axes routiers soumis à perception de la taxe dite éco-redevance poids lourds ; retiré. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (p. 11852, 11853) : intervient sur le sous-amendement n° II-433 de M. Jean Arthuis portant sur l'amendement n° II-315 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1

du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et 1648 AB du code général des impôts - Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE) (p. 11860, 11863) : son amendement n° II-533 ; retiré.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 25** (Application du droit commun des congés payés au chèque-emploi associatif) (p. 12225) : son amendement n° 138 ; adopté.

MORANO (Nadine)
*ministre auprès du ministre du travail,
 de l'emploi et de la santé, chargée de
 l'apprentissage et de la formation
 professionnelle
 (à partir du 14 novembre 2010)
 secrétaire d'État chargée de la famille et
 de la solidarité
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1213, 1215) : son intervention. - **Article 1er** (art. 85 de la loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 - Suppression de la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail) (p. 1222) : avis défavorable du Gouvernement sur cet article. - **Article 2** (art. L. 410-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Réparation intégrale des préjudices causés par un accident du travail ou une maladie professionnelle) (p. 1223) : avis défavorable du Gouvernement sur cet article. - **Article 3** (art. L. 431-1 du code de la sécurité sociale - Précision des préjudices compris dans l'indemnisation et précision des personnes admises au bénéfice d'un dédommagement au titre du préjudice moral) (p. 1224) : avis défavorable du Gouvernement sur cet article.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2201, 2205) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2965, 2967) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2976) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2994, 2996) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 3004, 3007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. Nicolas About (rapport gouvernemental sur la

pratique des gratifications accordées aux étudiants et élèves effectuant un stage au sein des services des collectivités territoriales), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 14 (abrogation de l'article L. 4381-1 du code de la santé publique) et n° 15 (financement des gratifications versées aux étudiants effectuant des stages dans le secteur médico-social). - **Article unique** (art. L. 451-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Non-gratification des stages effectués par les étudiants et élèves travailleurs sociaux) (p. 3008, 3012) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18 de M. Alain Gournac, n° 12 de M. Nicolas About, n° 1, 2, 3 et 9 de Mme Isabelle Pasquet, et n° 19 de la commission. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3013, 3017) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 4 (déduction de la durée du stage de la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise), n° 5 (assujettissement aux cotisations sociales de la gratification versée au stagiaire), n° 6 (codification des dispositions concernant les stagiaires dans le code du travail), n° 7 (encadrement des conditions d'accueil des stagiaires dans l'entreprise), et n° 8 (rapport gouvernemental sur l'impact des stages sur le marché du travail).

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3366, 3371) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5067, 5069) : son intervention ; réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre 1er et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5112, 5121) : ses amendements n° 59 ; rejeté ; et n° 61 ; retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 45, 46, 47, 48 et 44 de Mme Odette Terrade, n° 14 et 15 de M. Roland Courteau, n° 30 et 31 de M. Jean-Etienne Antoinette, ainsi que sur les amendements n° 64 de la commission, n° 41 de Mme Muguet Dini, n° 7 de M. Jean-Pierre Chevènement, n° 2 de Mme Anne-Marie Payet et n° 9 de Mme Françoise Laborde. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5122, 5123) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° 32 (mise en disponibilité de droit pour tout fonctionnaire bénéficiant d'une ordonnance de protection) et n° 33 (mise en place de dispositifs facilitant l'aboutissement des demandes de mutation, de détachement et de mise à disposition des fonctionnaires bénéficiant d'une ordonnance de protection). - **Article 1er bis** (art. 53-1 du code de procédure pénale - Obligation d'informer la victime de la possibilité de demander une ordonnance de protection) (p. 5123) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Odette Terrade. - **Article 2** (art. 227-4-2 et 227-4-3 [nouveaux] du code pénal ; art. 141-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Sanction de la violation d'obligations découlant de l'ordonnance de protection ou d'une mesure de contrôle judiciaire) (p. 5124) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de la commission. - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et

222-18-3 [nouveaux] du code pénal - Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime) (p. 5125, 5130) : son amendement n° 66 ; rejeté. - **Article 3** (art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale) (p. 5132, 5134) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de Mme Odette Terrade, n° 6 de Mme Anne-Marie Payet et n° 62 de la commission. - **Article 3 bis A (Texte supprimé par la commission)** (art. 373-2-8 du code civil - Décision du JAF sur le refus d'un parent que son enfant reçoive des soins médico-psychologiques) (p. 5135) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de Mme Odette Terrade. - **Article 5** (art. L. 313-12 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des règles de renouvellement du titre de séjour des victimes de violences conjugales) (p. 5136) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Roland Courteau. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 316-3 et L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour aux personnes en situation irrégulière victimes de violences conjugales) (p. 5137) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 5 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 5139) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Joëlle Garriaud-Maylam n° 1 (délivrance et renouvellement des titres de séjour des femmes victimes de violence conjugale) et n° 2, et n° 19 de M. Richard Yung, similaire à l'amendement n° 1 précité. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 226-10 du code pénal - Modification de la rédaction du délit de dénonciation calomnieuse) (p. 5140) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5141) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Richard Yung (abrogation du délit de racolage passif). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 et 5 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Accès au logement pour les femmes victimes de violences) (p. 5142) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de Mme Françoise Laborde.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5169, 5181) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5182, 5183) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 5 (affirmation, en tant qu'impératif républicain, de la nécessité de lutter contre les situations de handicap) et n° 8 (compensation intégrale du handicap et intégration des handicapés dans la vie sociale), ainsi que sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Agnès Labarre (nouvelle définition du handicap). - **Article 1er** (art. L. 146-4 du code de l'action sociale et des familles - Pérennisation du statut des maisons départementales des personnes handicapées) (p. 5184) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5186, 5187) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le montant des dettes accumulées par l'État à l'égard des maisons départementales de personnes handicapées au titre de la compensation financière des emplois non mis à disposition). - **Article 3** (art. 231 du code général des impôts - Exonération de la taxe sur les salaires) (p. 5188) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de M. Éric Doligé. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale, art. 12-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Accès des personnels des MDPH aux formations dispensées par le centre national de la fonction publique territoriale) (p. 5189) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 5** (art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et

de moyens) (p. 5191) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 et 15 de Mme Isabelle Pasquet.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 10 bis B (Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple)** (p. 5225) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Article 11 A** (art. L. 312-15 et L. 721-1 du code de l'éducation - Formation spécifique sur la prévention des violences faites aux femmes pour les élèves et les enseignants) (p. 5226, 5228) : son amendement n° 60 ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Roland Courteau. Défavorable à la demande de vote en priorité sur l'amendement n° 24 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 11 A** (p. 5228, 5229) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de Mme Claudine Lepage (rôle des consulats français dans l'information sur les possibilités d'accueil et de recours en cas de violences faites aux femmes) et n° 52 de Mme Odette Terrade (remise d'un rapport gouvernemental sur les violences faites aux femmes en situation de handicap). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5230) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Roland Courteau (institution d'une journée nationale de sensibilisation aux violences faites aux femmes, le 25 novembre). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-14 et 222-48-1 du code pénal - Incrimination des violences habituelles commises au sein du couple) (p. 5231, 5232) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de M. Roland Courteau et n° 35 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 5233) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Roland Courteau (allongement à un an du régime de prescription des délits de presse en cas d'infraction à caractère misogyne). - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 5237) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et 29 de M. Roland Courteau et n° 55 de Mme Odette Terrade. - **Article 17** (art. 222-14-3 et 222-33-2-1 [nouveaux] - Création d'un délit de violences psychologiques) (p. 5240) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5240) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (répression de la contrainte faite aux femmes de dissimuler leur visage). - **Article 18** (art. 221-4, 221-5-4 [nouveau], 222-3, 222-6-3 [nouveau], 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 et 222-16-3 [nouveau] du code pénal - Répression des mariages forcés) (p. 5242) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de Mme Odette Terrade. - **Article 18 bis (Rapatriement sur le territoire français des femmes et jeunes filles victimes de mariage forcé dans un pays étranger)** (p. 5243) : son amendement n° 58 ; adopté. - **Article 20 bis (Nouveau) (Application dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)** (p. 5245) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5247) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Roland Courteau. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5249) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 5** (art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens) (p. 8949, 8950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de M. Jean Desessard et n° 17 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 146-7 du code de l'action sociale et des familles - Durée minimale d'ouverture des maisons départementales des personnes handicapées et de leur service d'accueil téléphonique) (p. 8950, 8951) : son amendement n° 79 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8952) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de Mme Isabelle Pasquet

(rapport sur l'harmonisation des règlements intérieurs des fonds de compensation du handicap de chacune des maisons départementales des personnes handicapées). - **Article 7** (art. L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles - *Autorisation des commissions des droits et de l'autonomie à statuer en sections locales*) (p. 8952, 8953) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 et 21 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 8** (art. L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles - *Clarification des compétences territoriales des maisons départementales des personnes handicapées*) (p. 8955) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 23 de Mme Isabelle Pasquet, et n° 3 de M. Alain Vasselle. Sur l'amendement n° 3 précité, son sous-amendement n° 82 ; adopté. - **Article 8 bis (Nouveau)** (*Equipes de veille de soins infirmiers*) (p. 8956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de Mme Isabelle Pasquet (évaluation de l'impact financier de l'absence de prise en compte des revenus du conjoint pour l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés). - **Article 10** (art. L. 143-1, L. 143-2 et L. 143-3 du code de la sécurité sociale - *Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail*) (p. 8957, 8961) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 8961) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement des missions du référent pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées). - **Article 11** (art. L. 5311-4, L. 5214-1 A et L. 5214-1 B du code du travail - *Gouvernance des politiques en faveur de l'emploi des personnes handicapées*) (p. 8962) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30 de Mme Isabelle Pasquet et n° 60 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Insertion professionnelle des handicapés dans la fonction publique*) (p. 8964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de Mme Isabelle Pasquet, n° 49 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 2 de la commission. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 8965) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de la commission (minoration des effectifs pris en compte pour calculer la contribution due par les employeurs publics au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés). - **Article 12** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - *Définition des missions des Cap emploi*) (p. 8966) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article 12 bis (Nouveau)** (*Entreprises adaptées et centres de distribution du travail à domicile*) (p. 8967) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Alain Gournac. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 245-4 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la prestation de compensation du handicap*) (p. 8968) : son amendement n° 80 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8969) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (rapport gouvernemental faisant une évaluation exhaustive de la prestation de compensation du handicap). - **Article 14** (art. L. 14-10-7 du code de l'action sociale et des familles - *Péréquation des concours versés aux départements au titre de la prestation de compensation du handicap*) (p. 8969) : son amendement n° 81 ; adopté. - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8971, 8974) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 34 de Mme Marie-Agnès Labarre, n° 71 de Mme Sylvie Desmarescaux, et n° 77 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 8976, 8979) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 35 (fermeture des établissements recevant du public lorsqu'ils ne sont pas conformes aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées), n° 36 (interdiction pour les collectivités publiques de participer financièrement à tout projet immobilier non accessible aux personnes handicapées), n° 37 (caractère obligatoire de la formation à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées dans la formation initiale et continue des architectes et des professionnels du cadre bâti), et n° 38 (primauté des droits premiers des personnes en situation de handicap sur les enjeux économiques). (p. 8979) : avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 38 de Mme Marie-Agnès Labarre (primauté des droits premiers des personnes en situation de handicap sur les enjeux économiques). - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 8980, 8981) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 39 de Mme Isabelle Pasquet, et de Mme Annie Jarraud-Vergnolle n° 64 (exclusion du secteur médicosocial de la procédure d'appel à projets), n° 67 (amélioration des conditions de scolarisation des enfants handicapés), et n° 68 (rapport gouvernemental sur les modalités d'intégration des auxiliaires de vie scolaire dans un des corps de fonctionnaires du service public de l'éducation). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8983) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 40 (rapport gouvernemental sur le financement des groupes d'entraide mutuelle, GEM), et n° 41 (régime fiscal des sommes perçues à titre de dédommagement par les aidants familiaux). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. 575 et 575 A du code général des impôts - *Gage*) (p. 8984) : son amendement n° 78 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8986, 8987) : remerciements.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9124, 9126) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9145, 9149) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux), n° 28 (interdiction du cumul des fonctions exécutives dans deux entreprises relevant l'une du secteur public et l'autre du secteur privé), ainsi que sur les amendements n° 18 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique). - **Article 1er** (art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil d'administration*) (p. 9151, 9154) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 29, n° 30, et n° 31, n° 20 de M. François Zocchetto, n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, et n° 44 de la commission. - **Article 2** (art. L. 225-68, L. 225-69, L. 225-69-1, L. 225-76, L. 225-78, L. 225-79 et L. 225-83 du code de commerce - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil de surveillance d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil de surveillance*) (p. 9156) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 45 de la commission. - **Article 2 bis B** (art. L. 225-105-1 du code de commerce - *Procédure de désignation en justice d'un mandataire chargé de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des projets de nomination visant à rendre régulière la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance*) (p. 9156) : son amendement n° 43 ; adopté. - **Article 3** (*Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils et règles applicables au cours de la période transitoire*) (p. 9159, 9161) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 et 6 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 37 de Mme Nicole Bricq, et n° 46 de la commission. - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil*) (p. 9163, 9164) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39, 38 et 41 de Mme Nicole Bricq, n° 12 et 7 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, et n° 13 et 14 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9166) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 15 de Mme Catherine Morin-

Desailly et n° 8 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (extension de l'obligation de représentation équilibrée aux conseils d'administration des mutuelles). - **Article 5 (Supprimé)** (*Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics industriels et commerciaux et des établissements publics administratifs de l'État*) (p. 9175, 9183) : intervient sur les amendements n° 9 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 16 de Mme Catherine Morin-Desailly. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 42 de Mme Nicole Bricq et n° 2 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. - **Article 6** (*art. L. 225-35, L. 225-37-1, L. 225-68, L. 225-82-1, L. 225-100 et L. 226-9-1 du code de commerce - Délibération annuelle du conseil d'administration ou du conseil de surveillance sur la politique de la société en matière d'égalité professionnelle dans l'entreprise*) (p. 9184) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean Louis Masson. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9185) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (rapport gouvernemental triennal permettant d'évaluer la mise en conformité progressive des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises et établissements visés par le présent texte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9187, 9188) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9549, 9551) : son intervention.

MORIN (Hervé)
ministre de la défense
(jusqu'au 13 novembre 2010)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité [n° 70 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Défense - Union européenne**.

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élargissement des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 383 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3151, 3152) : son intervention. - **Article 1er** (*Insertion dans le code de la défense d'un chapitre relatif aux armes à sous-munitions*) (p. 3161, 3168) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4, 5, 6, 7 et 8 de M. Jacques Muller, n° 2 et 3 de M. Robert Hue et n° 1 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3168) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Muller (reprise des obligations en matière d'interopérabilité définies dans la convention d'Oslo). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169, 3170) : remerciements.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 93 (2009-2010)] visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 317 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'avenir de la radio : actes de la table ronde organisée au Sénat le 15 janvier 2010 [n° 432 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Culture**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Les comptes de France Télévisions : quelle ambition pour la télévision publique ? [n° 597 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Avis sur le contrat d'objectifs et de moyens de l'Institut national de l'audiovisuel pour la période 2010-2014 [n° 598 (2009-2010)] (30 juin 2010) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La France et le Brésil, terres de cultures [n° 646 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Médias, livre et industries culturelles (fascicule 1) - Audiovisuel - Avancées à l'audiovisuel public [n° 114 tome 6 fasc.1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)] - (avis verbal) [n° 182 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 12 (chapitre IV nouveau du titre 1er du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements)** (p. 908) : son amendement n° 629 ; devenu sans objet. (p. 910) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Michel Charasse. Soutient l'amendement n° 630 de M. Hervé Maurey ; adopté. - **Article 13 (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions)** (p. 912, 913) : parole sur l'article. (p. 916) : soutient l'amendement n° 624 de M. Hervé Maurey ; adopté. Son amendement n° 620 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1383, 1385) : son amendement n° 118 : exclusion de l'ensemble des services de communication audiovisuelle du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1985, 1986) : son intervention.

- **Débat sur la protection des jeunes sur les nouveaux médias** - (30 mars 2010) (p. 2194, 2196) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2359) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2 (Le réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2416, 2419) : parole sur l'article.

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) (p. 3273, 3275) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3330, 3331) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3557, 3558) : le groupe UC ne soutiendra pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3575, 3576) : favorable à la demande de renvoi à la commission.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3702, 3703) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5056, 5058) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission) (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés)** (p. 5833, 5834) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5954, 5955) : favorable à l'amendement n° 551 de M. Nicolas About (rétablissement du texte de l'article 1er A tel qu'adopté par le Sénat à l'issue de la première lecture).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7427, 7428) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7569) : retire son amendement n° 551.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 7765). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote)** (p. 7769) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7808) : s'abstiendra sur cet article.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (12 octobre 2010) (p. 7827) : au nom de MM. Pierre Jarlier et Denis Badré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (13 octobre 2010) - **Article 3 (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit de l'information des assurés)** (p. 7941) : son amendement n° 550 ; adopté. (p. 7945) : intervient sur son amendement n° 550 précité.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31 (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes)** (p. 8499) : son amendement n° 582 ; adopté.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9097, 9098) : son intervention. - **Article 1er (Champ d'application de la loi : définition du livre numérique)** (p. 9107) : intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 2 (Fixation du prix de vente au public par l'éditeur)** (p. 9109) : favorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Leleux. Son amendement n° 5 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9115) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. David Assouline (application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique).

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils**

d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)] - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9138, 9139) : votera ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9143, 9148) : son amendement n° 18, identique à l'amendement n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique) ; rejeté. Intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation), et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). - **Article 4** (art. 5, 6, 6-1 et 17 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil) (p. 9162, 9165) : ses amendements n° 13 et 14 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9166) : son amendement n° 15, identique à l'amendement n° 8 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (extension de l'obligation de représentation équilibrée aux conseils d'administration des mutuelles) ; rejeté. - **Article 5 (Supprimé)** (Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des établissements publics industriels et commerciaux et des établissements publics administratifs de l'Etat) (p. 9174, 9175) : son amendement n° 16 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9186) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9778, 9780) : son amendement n° 101 ; adopté.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p. 9879) : soutient l'amendement n° 394 de M. Nicolas About (encadrement des sanctions à l'encontre d'établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation) ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10165) : le groupe UC est favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10383, 10386) : au nom de la commission de la culture saisie pour avis, son amendement n° I-286 : alignement du taux de TVA applicable au livre numérique sur le taux appliqué au livre papier ; adopté. A titre personnel, son amendement n° I-430, identique à l'amendement n° I-286 précité ; adopté. - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10480, 10482) : favorable à l'amendement n° I-413 de M. Hervé Maurey. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10488) : défavorable à l'amendement n° I-10 de la commission (instauration d'une taxe sur l'achat de service de publicité en ligne).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels avant l'article 11 quater** (p. 10507) : son amendement n° I-284 : neutralisation

des effets de la suppression de taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévision et de services électroniques ; adopté. - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10509, 10513) : intervient sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° I-50 ; adopté. - **Article 12** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision) (p. 10521) : intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10670, 10672) : son amendement n° I-285 : modification de l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10695, 10700) : soutient l'amendement n° I-428 de M. Daniel Soulage (aménagements de la taxe générale sur les activités polluantes) ; retiré. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 10727) : la majorité du groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11164, 11165) : son intervention. - **Article 48 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11187) : le groupe UC est favorable à l'amendement n° II-148 de la commission de la culture saisie pour avis.

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11291, 11292) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11343, 11344) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles

- (5 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture - **Article 76** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Report de l'échéance de suppression de la publicité sur les antennes de France Télévisions) (p. 11625, 11627) : intervient sur les amendements n° II-7 de la commission et n° II-52 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 76** (p. 11627, 11630) : ses amendements n° II-54 : rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des sociétés de l'audiovisuel public ; retiré ; n° II-53 : obligation de la signature d'un contrat d'objectifs et de moyens au début du mandat du président de l'audiovisuel public ; et n° II-383 : arrivée de la télévision numérique terrestre dans les collectivités d'outre-mer ; adoptés.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 87 quinquies** (p. 12316, 12317) : soutient l'amendement n° 75 de M. Pierre Jarlier (soumission des SEM, des SPL et des SPLA à une procédure d'agrément) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 98** (p. 12321) : son amendement n° 103 : précision ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 12387, 12388) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12570) : intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 12 ter** (*art. 220 sexies du code général des impôts - Aménagement du crédit d'impôt relatif à la production déléguée d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles*) (p. 12638) : la commission de la culture, saisie pour avis, est défavorable à l'amendement n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 12639, 12640) : ses amendements n° 131 : allongement à 24 mois du délai d'obtention de l'agrément définitif afin de

bénéficier du crédit d'impôt en faveur de la production de films étrangers ; adopté ; n° 132 : relèvement du plafond du crédit d'impôt cinéma à quatre millions d'euros ; retiré.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Dessailly sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** - (20 décembre 2010) (p. 12841, 12844) : sa question.

MULLER (Jacques)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC-R

Cessation de mandat le 13 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 13 décembre 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 145 (2010-2011)] (1er décembre 2010) - **Culture - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 513) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi tendant à l'élimination des armes à sous-munitions [n° 383 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3158) : son intervention. - **Article 1er** (*Insertion dans le code de la défense d'un chapitre relatif aux armes à sous-munitions*) (p. 3160, 3161) : parole sur l'article. Son amendement n° 4 ; rejeté. (p. 3162) : son amendement n° 5 ;

retiré. (p. 3165) : favorable à l'amendement n° 1 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. (p. 3166) : ses amendements n° 6 et 7 ; retirés. (p. 3167, 3168) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3168) : son amendement n° 9 : reprise des obligations en matière d'interopérabilité définies dans la convention d'Oslo ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : les sénateurs et sénatrices Verts voteront ce texte.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3294, 3296) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3439) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3462) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) (p. 3526, 3531) : son amendement n° 593 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Rémy Pointereau. (p. 3534, 3540) : ses amendements n° 591 ; retiré ; et n° 592 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Gérard Le Cam.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3604) : favorable à l'amendement n° 30 de Mme Odette Herviaux. (p. 3619, 3626) : intervient sur le sous-amendement n° 673 de M. Daniel Dubois portant sur l'amendement n° 32 de M. Charles Revet. Refuse de prendre part au vote sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3637, 3638) : son amendement n° 594 : interdiction de la publicité sur les produits alimentaires dans les programmes de télévision destinés aux enfants de moins de 13 ans ; rejeté. - **Article 1er quater (Nouveau)** (art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole) (p. 3648, 3649) : son amendement n° 595 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3661) : ses amendements n° 596 : intégration systématique des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement dans les instances de concertation sur les questions agricoles ; n° 600 : intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement au sein des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ; n° 599 : intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement aux chambres départementales de l'agriculture ; rejetés ; et n° 601 : création d'un comité national chargé de la prise en compte du bien-être animal dans les politiques publiques ; n° 597 : modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire ; n° 598 : modification de la composition du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers et de la transformation des bois ; retirés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3683) : votera l'amendement n° 259 de M. Gérard Le Cam (promotion d'un programme européen d'aide agricole en direction des pays tiers). - **Article 3** (chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3687, 3693) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau. (p. 3697) : son amendement n° 602 ; rejeté. (p. 3724) : intervient sur l'article. - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3762, 3766) : son amendement n° 603 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (art. L. 731-22 [nouveau] du code rural et article 72 F [nouveau] du code général des impôts - Minoration du revenu imposable pour paiement par avance des charges sociales) (p. 3954, 3955) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 11 quinquies** (p. 3956, 3959) : ses amendements analogues n° 610 et 611 : assouplissement des critères d'accès au statut de chef d'exploitation ; et n° 612 : extension de l'exonération de cotisations sociales à l'ensemble des nouveaux agriculteurs ; rejetés. - **Article 11 septies (Nouveau)**

(art. L. 526-6 du code de commerce - Possibilité de maintien des terres en dehors du patrimoine d'affectation des exploitations en EIRL) (p. 3960) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3968, 3970) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Alain Chatillon (définition de l'étendue du droit accordé à l'obteneur d'une nouvelle variété végétale). Sur l'amendement n° 118 précité, son sous-amendement n° 685 ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 119 de M. Alain Chatillon (encadrement de la pratique des semences de ferme), son sous-amendement n° 686 ; retiré. - **Article 12 A (Nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural - Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée) (p. 3972) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3979, 3981) : ses amendements n° 629 : substitution de la valeur des fermages au revenu d'exploitation pour l'évaluation des terres agricoles ; et n° 614 : extension à trois ans du délai de déclaration de départ à la retraite des exploitants agricoles ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3982, 3996) : ses amendements, identique au n° 557 de M. Yvon Collin, n° 615 : fixation du seuil retenu par le schéma directeur départemental des structures à 0,5 fois l'unité de référence de l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime ; n° 616 : suppression du régime dérogatoire d'autorisation d'exploiter lorsqu'une SAFER est partie à l'opération ; et identique au n° 552 de M. Yvon Collin, n° 607 : fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Gérard Le Cam (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des retraites agricoles). - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 3998, 4005) : parole sur l'article. Ses amendements n° 618, 619 et 620 ; rejetés. (p. 4008, 4015) : ses amendements n° 621 et 622 ; rejetés ; et n° 623 ; devenu sans objet. (p. 4020, 4029) : ses amendements n° 624, 625 et 626 ; rejetés. Votera contre l'article 12. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4029, 4030) : son amendement n° 617 : raccourcissement à trois mois du délai de mise en demeure préfectorale dans le cadre de la procédure de mise en valeur des terres incultes ; retiré. - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles) (p. 4036, 4038) : ses amendements n° 627 et 628 ; devenus sans objet. Votera l'amendement n° 674 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 4046) : son amendement n° 630 : utilisation du répertoire de la valeur des terres agricoles pour la fixation du prix en cas de préemption par les SAFER ; rejeté. - **Article 14** (Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité) (p. 4050, 4056) : ses amendements n° 631, 632 et 633 ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 4057, 4058) : son amendement n° 635 : réaffectation prioritaire, dans le cadre d'un aménagement foncier, des terres exploitées en mode de production biologique aux propriétaires et aux fermiers pratiquant ce mode de production ; retiré. - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4062) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4080) : son amendement n° 636 ; rejeté. (p. 4082) : son amendement n° 637 ; rejeté. (p. 4085) : son amendement n° 638 ; rejeté. (p. 4087) : son amendement n° 639 ; rejeté. (p. 4088) : son amendement n° 640 ; rejeté. (p. 4091) : son amendement n° 641 ; rejeté. Défavorable à cet article.

- **Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6214, 6215) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6908, 6909) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6977) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7022, 7023) : son amendement n° 213 : mesures en faveur du développement des énergies renouvelables ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7053, 7054) : son amendement n° 215 : participation des fournisseurs d'électricité au financement des impayés d'énergie ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7066, 7067) : son amendement n° 221 : rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - *Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire*) (p. 7166) : son amendement n° 222 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7201, 7202) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (14 octobre 2010) - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - *Coordination pour les non-salariés agricoles*) (p. 8044, 8045) : les Verts voteront contre cet article. - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8062, 8063) : réponse à M. Gérard Longuet. (p. 8068, 8069) : favorable à l'amendement n° 899 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) (p. 8092) : votera contre cet article. - **Article 11** (*Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique*) (p. 8106) : parole sur l'article. (p. 8114, 8115) : votera les amendements n° 18 de Mme Isabelle Pasquet et n° 144 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle*

entre les femmes et les hommes) (p. 8494, 8495) : favorable à l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8511, 8512) : intervient sur l'amendement n° 1093 de Mme Odette Terrade. (p. 8520) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - *Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8540, 8541) : soutient l'amendement n° 276 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 8550) : votera contre l'article 32 de ce projet de loi. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (*Définition de l'épargne retraite*) (p. 8562, 8563) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8623, 8624) : parole sur l'article. (p. 8627) : soutient l'amendement n° 282 de M. Jean Desessard ; rejeté. (p. 8628, 8629) : votera les amendements n° 51 de Mme Annie David, n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin, et n° 475 de Mme Christiane Demontès. (p. 8631, 8632) : votera l'amendement n° 1148 de Mme Annie David. (p. 8634) : votera l'amendement n° 1150 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8701, 8704) : soutient l'amendement n° 272 de M. Jean Desessard (doublement du taux de la CSG sur les revenus du patrimoine) ; rejeté.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9335, 9336) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 10505, 10506) : soutient l'amendement n° I-161 de Mme Alima Boumediene-Thiery (taxation du carburant des aéronefs effectuant des vols intérieurs ainsi que des aéronefs de tourisme privé) ; rejeté. - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - *Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10510) : favorable à l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - *Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10531) : soutient l'amendement n° I-153 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; rejeté.

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France jusqu'au 10 octobre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Culture (fascicule 1) : Patrimoines - Transmission des savoirs [n° 114 tome 3 fasc. 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Médias, livre et industries culturelles (fascicule 3) - livre et industries culturelles [n° 114 tome 6 fasc. 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Culture

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 10328, 10329) : son intervention.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11345, 11346) : son intervention.

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises**.

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne**.

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat le 9 septembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 647) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7784, 7785) : votera l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès. (p. 7800, 7801) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7835) : parole sur l'article. - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7883) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8605) : parole sur l'article. - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8620, 8621) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9670) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10587) : votera l'amendement n° I-170 de Mme Nicole Bricq.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 107, 109) : son intervention.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2222, 2224) : son intervention.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4923, 4924) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 5270, 5271) : son intervention. - **Article 73 bis** (*Suspension de l'emploi du bisphénol A dans les biberons*) (p. 5371, 5372) : à titre personnel, son amendement n° 2 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 2 précité. - **Article 84** (*Responsabilité des sociétés-mères*) (p. 5374) : favorable au sous-amendement n° 3 de la commission portant sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6297, 6298) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 17 A** (*Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection »*) (p. 6433) : intervient sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article 17** (*art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Modification du régime de la vidéosurveillance*) (p. 6440, 6454) : son amendement n° 92 ; retiré. Le groupe UMP votera cet article. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6457) : intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jacky Le Menn (création d'un Fonds interministériel spécifique au développement de la vidéosurveillance et modification du mode de financement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6512, 6519) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 390 (extension des peines planchers aux violences aggravées) et n° 389 (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtrier ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions), ainsi que sur les sous-amendements n° 423 de M. Gérard Longuet et n° 421 de M. Jean-Jacques Hyst portant respectivement sur les amendements n° 390 et n° 389 précités. (p. 6521, 6524) : intervient sur les amendements du Gouvernement n° 391 (extension du dispositif de surveillance judiciaire à toute personne condamnée en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 5 ans) et n° 388

(possibilité, pour le procureur de la République, de saisir directement le tribunal pour enfants), ainsi que sur le sous-amendement n° 422 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 388 précité.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article 24 bis** (*Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans*) (p. 6548, 6549) : défavorable aux amendements n° 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 157 de Mme Éliane Assassi et n° 246 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 24 ter** (*art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 6554) : défavorable aux amendements n° 161 de Mme Éliane Assassi et n° 249 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 6557, 6558) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jacques Legendre (allongement du délai de prescription pour le délit de provocation au terrorisme et d'apologie du terrorisme) ; retiré. - **Article 24 quinquies A** (*art. 431-1 du code pénal - Entrave aux débats d'une assemblée parlementaire ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale*) (p. 6559) : défavorable aux amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 253 de M. Alain Anziani et n° 377 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 septies** (*art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette*) (p. 6565) : intervient sur l'amendement n° 164 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 undecies** (p. 6569) : soutient l'amendement n° 59 de M. Elie Brun ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 24 duodecies** (p. 6570) : soutient l'amendement n° 5 de M. Antoine Lefèvre (création d'un délit de pénétration illégale dans les cabines de pilotage des trains) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10 (précédemment réservés)** (p. 6591) : intervient sur les amendements de M. Christian Demuynck, portant sur le même objet, n° 26, n° 27, n° 25, n° 18, n° 17, n° 19, n° 20, n° 23, n° 24, n° 21 et n° 22 (lutte contre la récidive). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 6608) : son amendement n° 14 ; possibilité pour les maires de réglementer les horaires de certaines activités commerciales ; retiré. - **Article 32 ter** (*art. 20 du code de procédure pénale, art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale*) (p. 6616) : son amendement n° 71 ; adopté. - **Article 32 quinquies** (*art. L. 234-9 du code de la route - Participation des policiers municipaux aux dépistages d'alcoolémie sous l'autorité d'un O.P.J.*) (p. 6617, 6618) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jean-Paul Fournier ; adopté. - **Article additionnel après l'article 32 sexies** (p. 6618, 6620) : son amendement n° 83 ; possibilité pour les policiers municipaux d'accéder directement à certaines bases de données informatisées ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 32 octies** (p. 6621, 6622) : ses amendements n° 15 : octroi aux policiers municipaux de la qualité d'agent de police judiciaire ; n° 72 : création d'une médaille d'honneur de la police municipale ; et n° 74 : définition par décret en conseil d'État de la tenue des agents municipaux ; retirés.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6744, 6745) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6785, 6787) : son intervention.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9247, 9249) : son intervention.

- **Débat sur le rôle de l'Etat dans les politiques locales de sécurité** - (4 novembre 2010) (p. 9490, 9491) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10914, 10915) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10930, 10931) : sa question et sa réplique.

NICOUX (Renée)
sénatrice (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

- Au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10941, 10942) : soutient l'amendement n° II-96 de la commission ; retiré.

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 402, 403) : soutient l'amendement n° 29 de M. Jean-Jacques Lozach (modification du découpage électoral dans les départements de la Creuse et de la Lozère) ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3530) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3609) : soutient l'amendement n° 96 de Mme Nicole Bonnefoy ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3630, 3632) : soutient les amendements n° 104 de Mme Nicole Bonnefoy (possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de passer sans publicité ni mise en concurrence les marchés alimentaires destinés à l'approvisionnement des cantines scolaires si les circonstances le justifient ou si le montant est inférieur à 20 000 euros HT) ; et n° 105 de M. Didier Guillaume (possibilité pour l'Etat et les collectivités territoriales de s'approvisionner sur les marchés d'intérêt national et régional dans le cadre d'une procédure simplifiée du code des marchés publics) ; rejetés. - **Intitulé du titre II (Renforcer la compétitivité de l'agriculture française)** (p. 3663, 3664) : son amendement n° 132 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 5** (art. L. 441-2-2 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Interdiction de la pratique des remises, rabais, ristournes) (p. 3743, 3744) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Odette Herviaux ; retiré. - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3755, 3756) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3788, 3790) : soutient l'amendement n° 430 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013) (p. 3805) : soutient l'amendement n° 155 de Mme Odette Herviaux ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3839, 3840) : soutient l'amendement n° 171 de M. Yves Chastan (remise d'un rapport gouvernemental dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi sur la situation sociale des agriculteurs en France) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 12 A (Nouveau)** (art. L. 330-1 du code rural - Organisation de l'installation sous forme sociétaire dans le cadre d'une politique de l'installation renouvelée) (p. 3973, 3974) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3993, 3995) : soutient l'amendement, similaire à l'amendement n° 556 de M. Yvon Collin, de M. Jean-Pierre Sueur n° 410 (amortissement, pendant cinq ans, de l'habitation des jeunes agriculteurs à l'instar des autres investissements professionnels) ; retiré. Soutient l'amendement, identique au n° 552 de M. Yvon Collin, de Mme Yvette Herviaux n° 437 (fixation d'un objectif d'au moins 85 % du SMIC pour le montant des pensions des non-salariés agricoles) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4021) : intervient sur l'amendement n° 650 du Gouvernement. - **Article 14 bis (Nouveau)** (art. L. 411-11 du code rural - Mode de calcul de

l'indice des fermages) (p. 4058) : son amendement n° 188 ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4063, 4068) : parole sur l'article. Son amendement n° 417 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4079, 4080) : ses amendements n° 184 et 185 ; rejetés. (p. 4083, 4084) : son amendement n° 183 ; devenu sans objet. - **Article 17** (Habilitation à légiférer par ordonnances) (p. 4105) : soutient l'amendement n° 187 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. - **Article 21** (chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle) (p. 4142) : soutient l'amendement n° 362 de Mme Maryvonne Blondin ; rejeté.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4766, 4768) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 7001, 7002) : soutient l'amendement n° 55 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 7009) : soutient l'amendement n° 68 de M. Roland Courteau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7023, 7025) : soutient l'amendement n° 47 de M. Roland Courteau (mesures en faveur de la production d'énergie à partir de la biomasse) ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8514) : le groupe socialiste votera contre l'article 31 de ce projet de loi. - **Article 31 bis** (art. L. 2242-5 du code du travail - Négociation sur la possibilité de surcotiser en cas de temps partiel) (p. 8530) : soutient l'amendement n° 461 de Mme Maryvonne Blondin ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11466) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-55 de la commission de la culture saisie pour avis.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11480, 11483) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 11494, 11495) : sa question.

NOVELLI (Hervé)
*secrétaire d'État chargé du commerce,
 de l'artisanat, des petites et moyennes
 entreprises, du tourisme, des services et
 de la consommation
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 44, 49) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2521, 2541) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté) (p. 2545, 2554) : son amendement n° 43 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 13, 14, 15, 17 et 16 de M. Richard Yung, n° 10, 11 et 12 de M. Philippe Dominati, n° 9 de M. Alain Vasselle, n° 1 de M. Gérard César, n° 25 de M. René Beaumont, n° 27 de M. Jean-Léonce Dupont, et n° 37, 38 et 39 de la commission. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2555, 2556) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Philippe Dominati (encadrement du statut d'entrepreneur individuel mineur). - **Article 1er bis A (Nouveau)** (art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle - Centralisation du répertoire national des métiers par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 2956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de la commission. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1655 sexies et 846 bis du code général des impôts - Assimilation fiscale de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée à une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ou à une exploitation agricole à responsabilité limitée et possibilité d'opter pour l'impôt sur les sociétés) (p. 2557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Richard Yung. - **Article 3 bis** (art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Extension aux entrepreneurs individuels à responsabilité limitée, ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée, exploitations agricoles à responsabilité limitée et sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée à associé unique, du bénéfice de la limitation à deux ans du droit de reprise de l'administration fiscale en matière d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les sociétés et de taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 2558, 2559) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Richard Yung. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'observation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale) (p. 2560, 2562) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de M. Richard Yung et n° 4 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2563, 2565) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Jean Arthuis (obligation de déclaration d'activité). - **Article 5 (Habilitation du Gouvernement à adapter les règles relatives à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, à procéder aux harmonisations nécessaires en matière de droit des sûretés, de droit des procédures civiles d'exécution et de surendettement, ainsi qu'à coordonner le droit des régimes matrimoniaux et le droit des successions, habilitation du**

Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) (p. 2566) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 de la commission et n° 21 de M. Richard Yung. - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 526-1 du code de commerce - Extinction du mécanisme de la déclaration d'insaisissabilité) (p. 2567) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Philippe Dominati. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (Ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme - Changement de statut d'OSEO) (p. 2570, 2571) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 22 de M. Richard Yung. - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-21 du code monétaire et financier - Garanties pouvant être exigées des entrepreneurs individuels par un établissement de crédit) (p. 2571) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission de l'économie saisie pour avis. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-2 et L. 112-3 du code monétaire et financier, L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Opposabilité conventionnelle du nouvel indice trimestriel des loyers des activités tertiaires) (p. 2573) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2573) : son amendement n° 36 : transposition par ordonnance de la directive 2007/36/CE ; adopté. - **Article 10 (Nouveau)** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée) (p. 2573) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de la commission.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2980, 2981) : son intervention. (p. 2987, 2988) : réponse aux orateurs. - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 132-22 du code des assurances et art. L. 223-21 du code de la mutualité - Publicité des démarches effectuées par les assureurs en vue de la résorption des contrats d'assurance sur la vie non réclamés) (p. 2990, 2991) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et 4 de M. Hervé Maurey, ainsi que sur le sous-amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur s'y rapportant.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3090, 3091) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4538, 4541) : son intervention. (p. 4564, 4567) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 4569) : avis du Gouvernement sur la motion n° 126 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission des dispositions du chapitre 1er du titre 1er et de l'article 18** (p. 4573, 4574) : avis du Gouvernement sur la motion n° 10 de Mme Bariza Khiari tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4577, 4587) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 136 et 137 de M. Alain Fouché, n° 95 de M. Bernard Vera, n° 160 et 161 de M. Nicolas About, n° 147, 148, 149 et 158 de M. Philippe Dominati, n° 11, 12, 13 et 14 de Mme Bariza Khiari, et n° 92, 93 et 94 de Mme Odette Terrade. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4589, 4597) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de M. Daniel Dubois, n° 75 de M. Jacques Mézard, n° 79 de M. Louis Nègre, n° 144 de M. Philippe Dominati, n° 69 de M. Yvon Collin, n° 15, 16, 17 et 89 de Mme Bariza Khiari, n° 96, 97, 98 et 99 de Mme Odette Terrade et n° 186 de la commission.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) (p. 4610, 4612) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 et 20 de Mme Bariza Khiari, n° 58 et 57 de M. Bernard Saugey et n° 134 de M. Alain Fouché. - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4614, 4621) : avis du Gouvernement sur les amendements

n° 135 et 138 de M. Alain Fouché, n° 60 et 61 de M. Bernard Saugey, n° 50 de M. Daniel Soulage, n° 84 de M. Francis Grignon, n° 127 de M. Michel Houel, n° 159 et 162 de M. Nicolas About, n° 145, 150 et 151 de M. Philippe Dominati, n° 21 et 22 de Mme Bariza Khiari et n° 100, 101, 102 et 103 de Mme Odette Terrade. - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France) (p. 4625, 4629) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de M. Bernard Saugey, n° 104, 105 et 106 de M. Bernard Vera, n° 65 de M. Michel Houel, n° 90 de Mme Nicole Bricq et n° 166 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 4629, 4630) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Bariza Khiari n° 26 (direction des services de chaque établissement du réseau consulaire par des directeurs généraux) et n° 27 (institution d'une commission paritaire régionale saisie pour avis sur les questions relatives au transfert des personnels). - **Article 5** (art. L. 711-11 et L. 711-12 du code de commerce - L'Assemblée française des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4632, 4633) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 107, 108 et 109 de Mme Odette Terrade. - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4634, 4638) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Bernard Saugey, n° 74 et 76 de M. Jacques Mézard, n° 28 de Mme Bariza Khiari, n° 110, 111 et 112 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur l'amendement n° 169 de la commission. (p. 4637) : sur l'amendement n° 169 de la commission, son sous-amendement n° 187 ; adopté. - **Article 7** (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4640) : réponse à M. Roger Romani. (p. 4641, 4648) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 et 140 de M. Alain Fouché, n° 54 de M. Daniel Dubois, n° 85 de M. Francis Grignon, n° 68 de M. François Marc, n° 29 de M. Marc Daunis, n° 128 de M. Michel Houel, n° 163 et 164 de M. Nicolas About, n° 73 de M. Nicolas Alfonsi, n° 157 de M. Philippe Dominati, n° 142 de Mme Michèle André et n° 170 et 171 de la commission. - **Article 7 bis** (Changement de dénomination des chambres de commerce et d'industrie dans les dispositions législatives existantes) (p. 4648) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 113 de Mme Odette Terrade. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4652, 4663) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de M. Bernard Saugey, n° 146 et 153 de M. Philippe Dominati, n° 31 et 32 de Mme Bariza Khiari, n° 114 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur l'amendement n° 141 de M. Alain Fouché et sur le sous-amendement n° 165 de M. Philippe Dominati s'y rapportant. - **Article 7 quater A (Texte non modifié par la commission)** (Opérations de fusion entre établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4663) : son amendement n° 185 ; adopté. - **Article 7 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2341-1 et L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques - La possibilité pour les chambres de commerce et d'industrie de conclure des baux emphytéotiques administratifs) (p. 4665) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de Mme Bariza Khiari. - **Article 8** (art. 5-1 à 5-8 [nouveaux] du code de l'artisanat - Le réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4668) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de M. Michel Houel, n° 34 de Mme Bariza Khiari et n° 173 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 4670) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 de M. Michel Houel (précision du contenu des missions des chambres de métiers) et n° 38 de Mme Bariza Khiari (précision du contenu des missions confiées à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat). - **Article 10 bis** (art. 1601 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4672, 4673) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 et 82 de M. Michel Houel et n° 39 de Mme Bariza Khiari. (p. 4673) : son amendement n° 183 ; adopté. - **Article 10 quater A (Texte non modifié par la commission)** (Conséquences financières de la fusion des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4674) : son amendement n° 184 ; adopté. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et

L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 4677, 4684) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 67 de M. Christian Cambon, n° 40 de Mme Bariza Khiari, et n° 115, 116 et 117 de Mme Odette Terrade. - **Article 12** (art. L. 7121-9, L. 7121-10 et L. 7121-12 à L. 7121-30 du code du travail - Encadrement de la profession d'agent artistique) (p. 4688, 4690) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118, 119 et 120 de M. Jack Ralite et n° 41, 42 et 43 de Mme Bariza Khiari. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7 ter et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Encadrement de la profession d'expert-comptable) (p. 4691, 4692) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 de Mme Odette Terrade et n° 44 de Mme Bariza Khiari. - **Article 13 quater** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - Activité de conseil des experts-comptables) (p. 4694, 4695) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 77 de M. Jacques Mézard et n° 188 de la commission. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5311-4, L. 5321-1, L. 5323-1, L. 5324-1 et L. 1251-4 du code du travail - Libéralisation de l'activité de placement) (p. 4698) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de Mme Bariza Khiari et n° 122 de Mme Annie David. - **Article 14 ter (nouveau)** (Mise en œuvre des mesures annoncées dans le plan de développement des services à la personne) (p. 4701, 4702) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 133 de M. Alain Fouché, n° 6 de M. Ambroise Dupont, n° 131 de M. Michel Doublet, n° 46 de Mme Bariza Khiari, et n° 174, 175 et 176 de la commission. - **Article 17 bis A** (art. L. 441-6 du code de commerce et divers articles du code de la consommation - Information des destinataires de services) (p. 4705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 4706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 189 de la commission (mise en place du guichet unique). Son amendement n° 182 : simplification de la procédure applicable pour l'accès et l'exercice de l'activité d'agent immobilier ; adopté. - **Division additionnelle avant l'article 17 ter** (p. 4707) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de la commission (cohérence). - **Article 18** (Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4710, 4712) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168 et 172 de la commission, n° 64 de M. Bernard Saugey, n° 66 de M. Michel Houel, n° 27 et 47 de Mme Bariza Khiari, n° 91 de Mme Nicole Bricq, n° 124 et 125 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur les sous-amendements n° 180 de M. Michel Houel et n° 181 de Mme Bariza Khiari portant sur l'amendement n° 172 précité. - **Article additionnel après l'article 18 ter** (p. 4712) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 190 de la commission (suppression de l'obligation pour l'État d'établir par décret un classement des chambres d'hôtes). - **Article 18 quater** (Transmission aux chambres de commerce et d'industrie d'informations relatives aux entreprises soumises à la taxe sur les surfaces commerciales) (p. 4713) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de la commission. - **Article 19** (Calendrier de mise en œuvre de la réforme du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 4713, 4714) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178 et 179 de la commission. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 4714) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Michel Magras (possibilité pour l'État de confier à la chambre économique multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy l'exercice de certaines missions dévolues aux chambres consulaires). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation donnée au Gouvernement pour prendre diverses mesures d'ordre législatif par voie d'ordonnance) (p. 4715) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Bariza Khiari. - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 4715) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de M. Jacques Mézard (impossibilité pour les chambres de commerce et d'industrie et les chambres des métiers situées dans le département d'une commission départementale d'aménagement commercial de formuler des recours à l'encontre des décisions

de cette dernière). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4719) : remerciements.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5197, 5207) : défavorable à cette proposition de loi. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services - Deuxième lecture [n° 595 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6166, 6168) : son intervention. (p. 6175, 6177) : réponse aux orateurs. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant

être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 6179, 6180) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de Mme Bariza Khiari.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 541 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6181, 6183) : son intervention. (p. 6190, 6191) : réponse aux orateurs.

OLLIER (Patrick)

*ministre auprès du Premier ministre,
chargé des relations avec le Parlement
(à partir du 14 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11032, 11038) : réponse aux orateurs.

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (29 novembre 2010) (p. 11043, 11045) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11046) : son amendement n° II-228 ; adopté.

Culture

- (2 décembre 2010) - **Demande de réserve des articles rattachés** (p. 11336, 11337) : son intervention.

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2010) (p. 11399, 11401) : réponse aux orateurs.

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) (p. 11407, 11409) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11410) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-99 de la commission des lois saisie pour avis.

Pouvoirs publics

- (2 décembre 2010) (p. 11412, 11413) : réponse aux orateurs.

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2010) (p. 11415, 11416) : réponse aux orateurs.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2010) - **Article 68 bis (Nouveau)** (art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Augmentation pour 2011 du taux de la taxe pour frais de chambres d'agriculture) (p. 11607, 11608) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-404 de la commission de l'économie saisie pour avis.

Pensions

- (4 décembre 2010) - **Article 100 (Décristallisation des pensions civiles et militaires de retraite)** (p. 11611) : avis du

Gouvernement sur les amendements n° II-33 de la commission et n° II-70 de M. Guy Fischer.

Aide publique au développement

- (4 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 68 bis** (p. 11612, 11613) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-166 (précision sur les éléments d'ordre financier contenus dans le budget de la mission "aide publique au développement") .

Direction de l'action du Gouvernement

- (4 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 69** (p. 11614) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-271 (rapport gouvernemental sur le lien entre usage de drogues et pathologies mentales).

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11947, 11949) : son intervention. (p. 11954, 11955) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. L. 33-1 du code des postes et communications électroniques - Interdiction pour les opérateurs mobiles de limiter, sauf exceptions, la connexion à leur réseau de terminaux de télécommunication) (p. 11955) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11956, 11957) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 8 et 9 de M. Jean-François Le Grand, n° 13 et 14 de M. Michel Teston, et de M. Jean-François Mayet n° 15 et n° 16 (modalités de communication des données relatives aux réseaux de télécommunication). (p. 11958, 11959) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Bruno Sido (amélioration de la couverture du territoire en réseaux de téléphonie mobile). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 11960) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de la commission (impossibilité pour un constructeur de terminaux mobiles de les rendre incompatibles avec certains réseaux). - **Article 2** (art. L. 34-9 du code des postes et communications électroniques - Interdiction aux équipementiers mobiles de refuser, sauf exceptions, l'utilisation par leurs équipements de réseaux mobiles) (p. 11960, 11961) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 17 de M. Hervé Maurey. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11961) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Hervé Maurey (information des utilisateurs de terminaux de télécommunication des limitations d'usage de ces équipements). - **Article 3** (art. L. 35-5 du code des postes et communications électroniques - Gratuité du déverrouillage d'un téléphone mobile en cas de réengagement d'abonnement pour un an ou plus) (p. 11962) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 11 de M. Daniel Marsin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11963, 11966) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Hervé Maurey n° 22 (limitation à douze mois de la durée d'engagement) et n° 24 (définition de la couverture d'une commune par la téléphonie mobile), n° 1 de M. Michel Teston (standardisation des prises des chargeurs de téléphone portable), de la

commission n° 7 (encadrement des frais de résiliation des abonnements Internet et de téléphonie mobile), n° 6 (interdiction de la surfacturation des hotlines d'assistance téléphonique aux services d'accès à l'Internet ou de téléphonie mobile) et n° 5 (information des consommateurs sur les montants à payer en cas de résiliation de leur contrat avant le terme de la période d'engagement), et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 21 de M. Hervé Maurey. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11967) : remerciements.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture [n° 178 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12862, 12863) : son intervention. -

Article 1er (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques) (p. 12870, 12871) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 3** (art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques) (p. 12872) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (21 décembre 2010) (p. 12905, 12906).

LOUDIT (Mireille)
sénatrice (Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 novembre 2010.

Devenu sénateur le 3 novembre 2010 (en remplacement de M. Jean-Claude Etienne, devenu membre du Conseil économique, social et environnemental).

PANIS (Jacqueline)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi portant réforme des retraites [n° 713 (2009-2010)] - Réforme des retraites [n° 721 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 547) : défavorable aux amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2972, 2973) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la situation des personnes prostituées** - (11 mai 2010) (p. 3310, 3311) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4107) : son amendement n° 33 : suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme ; retiré. (p. 4108, 4109) : ses amendements n° 34 : suppression de la prohibition des pas-de-ports pour les baux cessibles ; et n° 85 : concertation entre les propriétaires et les fermiers relative au statut du fermage ; retirés.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5060, 5061) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - *Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime*) (p. 5131) : votera l'amendement n° 66 du Gouvernement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) -

Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés) (p. 5959) : votera l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 7412, 7414) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7716, 7717) : son amendement n° 243 ; devenu sans objet. (p. 7722) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, son sous-amendement n° 1200 ; rejeté. (p. 7729) : sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement, s'abstiendra sur le sous-amendement n° 1183 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7769, 7770) : s'abstiendra sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7811) : s'abstiendra sur cet article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7941) : son amendement n° 242 ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9137, 9138) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9146) : votera contre les amendements identiques n° 18 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 10 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (limitation à trois du nombre de mandats d'administrateurs détenus par une même personne physique).

PAPON (Monique)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 13, 19, 27 janvier, 2, 9, 11 février, 24, 30 mars, 6, 8, 27 avril, 4, 18, 27 mai, 10, 15, 16, 21, 22, 24 juin, 1er, 13 juillet, 9, 10, 14 septembre, 14, 20 octobre, 3, 15, 17, 25, 29, 30 novembre, 5, 8, 14 et 21 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La France et le Brésil, terres de cultures [n° 646 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire chypriote** - (2 février 2010) (p. 793).

PASQUA (Charles)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (9 février 2010) (p. 1149, 1150).

- **Rappel au règlement** - (16 juin 2010) (p. 4811).

- **Rappel au règlement** - (16 juin 2010) (p. 4848).

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture** [n° 539 (2009-2010)] - (21 juin 2010) - **Rappel au règlement** (p. 4935) : répond au rappel au règlement de Mme Nicole Bricq.

- **Ouverture de la première session extraordinaire de 2009-2010** - (1er juillet 2010) (p. 5578).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5581).

- **Rappel au règlement** - (13 juillet 2010) (p. 6199).

- **Clôture de la première session extraordinaire de 2009-2010** - (13 juillet 2010) (p. 6253).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** [n° 518 (2009-2010)] - (9 septembre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 6514) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Desessard.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Cambodge** - (14 octobre 2010) (p. 8016).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Éthiopie** - (20 octobre 2010) (p. 8619).

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle** [n° 441 (2009-2010)] - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9232, 9233) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (15 novembre 2010) (p. 9982).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Hongrie** - (17 novembre 2010) (p. 10168).

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11334) : son intervention.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

PASQUET (Isabelle)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 19, 20) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels** [n° 186 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 168, 169) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 421-19, L. 421-20, L. 421-21, L. 421-22, L. 421-23 et L. 421-24 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels*) (p. 175) : parole sur l'article. Son amendement n° 1 ; devenu sans objet. (p. 180) : intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Claire-Lise Campion. Son amendement n° 2 ; rejeté. (p. 182) : intervient sur son amendement n° 2 précité. (p. 185) : intervient sur son amendement n° 14. (p. 191) : intervient sur son amendement n° 11. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Contrôle de l'hygiène des maisons d'assistants maternels*) (p. 192) : son amendement n° 12 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 193, 194) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Marc Juillard (formation des assistantes maternelles et possibilité d'accueil des enfants à la suite du premier agrément). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 196) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 550) :

soutient l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains) (p. 833) : soutient l'amendement n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1220, 1221) : son intervention. - **Article 2** (art. L. 410-1 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Réparation intégrale des préjudices causés par un accident du travail ou une maladie professionnelle) (p. 1222, 1223) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (24 février 2010) - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1012 du code général des impôts - Droit fixe dû par les opérateurs de jeux et paris en ligne) (p. 1786) : soutient l'amendement n° 138 de M. Bernard Vera ; rejeté. - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle) (p. 1790) : soutient l'amendement n° 139 de M. Bernard Vera ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2998, 2999) : son intervention. - **Article unique** (art. L. 451-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Non-gratification des stages effectués par les étudiants et élèves travailleurs sociaux) (p. 3007) : son amendement n° 9 ; rejeté. (p. 3008, 3009) : ses amendements n° 1 ; rejeté ; et n° 2 ; retiré. (p. 3010, 3011) : son amendement n° 3 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 3012) : son amendement n° 7 : encadrement des conditions d'accueil des stagiaires dans l'entreprise ; rejeté. (p. 3013, 3014) : son amendement n° 4 : déduction de la durée du stage de la période d'essai en cas d'embauche dans l'entreprise ; rejeté. (p. 3015) : son amendement n° 6 : codification des dispositions concernant les stagiaires dans le code du travail ; rejeté. (p. 3016) : son amendement n° 5 : assujettissement aux cotisations sociales de la gratification versée au stagiaire ; rejeté (p. 3017) : son amendement n° 8 : rapport gouvernemental sur l'impact des stages sur le marché du travail ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3303) : sa question.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3350, 3351) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5174, 5175) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5186, 5187) : son amendement n° 11 : remise d'un rapport gouvernemental évaluant le montant des dettes accumulées par l'État à l'égard des maisons départementales de personnes handicapées au titre de la compensation financière des emplois non mis à disposition ; rejeté. - **Article 3** (art. 231 du code général des impôts - Exonération de la taxe sur les salaires) (p. 5187, 5188) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'article ainsi que sur l'amendement n° 72 de M. Éric Doligé. - **Article 5** (art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens) (p. 5190, 5191) : parole sur l'article. Le groupe socialiste ne

votera pas l'amendement n° 70 de M. Jean Desessard. Ses amendements n° 14 et 15 ; rejetés.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5829, 5830) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale) (p. 6038) : soutient les amendements n° 181 et 182 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7432) : demande le retrait de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7518, 7522) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 819 et 757 ; rejetés le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7540, 7541) : son intervention. (p. 7573, 7574) : favorable à l'amendement n° 59 de Mme Christiane Demontès. (p. 7576) : favorable à l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontès. (p. 7586) : soutient l'amendement n° 846 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7592) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7625, 7626) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer. (p. 7640, 7641) : soutient l'amendement n° 669 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7642) : soutient l'amendement n° 677 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7645) : soutient l'amendement n° 691 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7647) : soutient l'amendement n° 728 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7654) : favorable à l'amendement n° 845 de M. Guy Fischer. (p. 7667) : défavorable à cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7680, 7681) : parole sur l'article. (p. 7692) : favorable à l'amendement n° 4 de M. Guy Fischer. (p. 7698) : soutient l'amendement n° 852 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7704) : soutient l'amendement n° 706 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7705) : soutient l'amendement n° 708 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7706) : soutient l'amendement n° 711 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7710) : soutient l'amendement n° 725 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7712) : soutient l'amendement n° 775 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7715) : soutient l'amendement n° 37 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7725) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1190 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7729) : s'abstiendra sur le sous-amendement n° 1183 de M. Nicolas About portant sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7743) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7751) : intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7765) : intervient sur le sous-amendement n° 1188 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7792) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de

retraite) (p. 7878) : soutient l'amendement n° 943 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7893, 7894) : favorable à l'amendement n° 867 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (*Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes*) (p. 7920) : soutient l'amendement n° 827 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 1er ter (Nouveau)** (*Rénovation des mécanismes de compensation*) (p. 7927) : parole sur l'article. - **Article 2** (art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - *Indexation des pensions*) (p. 7931) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - *Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers*) (p. 8167) : favorable à l'amendement n° 817 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 ter B** (art. L. 3334-11 du code du travail - *Diminution des risques de fluctuation de l'épargne déposée sur un Perco*) (p. 8578, 8579) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8705, 8706) : soutient l'amendement n° 733 de M. Guy Fischer (majoration du taux d'imposition des plus-values au prélèvement libératoire) ; rejeté. (p. 8732) : soutient l'amendement n° 741 de M. Guy Fischer (majoration temporaire de l'ISF de 10 %) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8767) : son amendement n° 903 : remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les assurés sociaux d'une mesure permettant aux personnes en situation de handicap bénéficiant d'une retraite anticipée d'avoir droit à une majoration pour assistance de tierce personne ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8828, 8829) : son amendement n° 952 : rapport au Parlement sur la suppression de la condition de durée de cotisations sociales pour bénéficier du dispositif de retraite anticipée des personnes handicapées ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8849) : votera contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8864, 8865) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 5** (art. L. 146-4-2 du code de l'action sociale et des familles - *Mise en place d'une convention triennale d'objectifs et de moyens*) (p. 8950) : son amendement n° 17 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8951, 8952) : son amendement n° 19 : rapport sur l'harmonisation des règlements intérieurs des fonds de compensation du handicap de chacune des maisons départementales des personnes handicapées ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles - *Autorisation des commissions des droits et de l'autonomie à statuer en sections locales*) (p. 8952) : parole sur l'article. Son amendement n° 21 ; adopté. (p. 8953) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles - *Clarification des compétences territoriales des maisons départementales des personnes handicapées*) (p. 8954) : ses amendements n° 22 et 23 ; rejetés. - **Article 8 bis (Nouveau)** (*Equipes de veille de soins infirmiers*) (p. 8955,

8956) : son amendement n° 24 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8956) : son amendement n° 28 : évaluation de l'impact financier de l'absence de prise en compte des revenus du conjoint pour l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 8960) : son amendement n° 29 : renforcement des missions du référent pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 5311-4, L. 5214-1 A et L. 5214-1 B du code du travail - *Gouvernance des politiques en faveur de l'emploi des personnes handicapées*) (p. 8961, 8962) : son amendement n° 30 ; rejeté. - **Article 11 bis (Nouveau)** (*Insertion professionnelle des handicapés dans la fonction publique*) (p. 8963) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 5214-3-1 du code du travail - *Définition des missions des Cap emploi*) (p. 8966) : son amendement n° 31 ; rejeté. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 245-4 du code de l'action sociale et des familles - *Réforme de la prestation de compensation du handicap*) (p. 8967) : parole sur l'article. - **Article 14 bis (Nouveau)** (*Accessibilité des bâtiments*) (p. 8970, 8971) : parole sur l'article. (p. 8972, 8973) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Marie-Agnès Labarre ; rejeté. (p. 8974) : votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 8975) : soutient les amendements de Mme Marie-Agnès Labarre n° 35 (fermeture des établissements recevant du public lorsqu'ils ne sont pas conformes aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées) ; et n° 36 (interdiction pour les collectivités publiques de participer financièrement à tout projet immobilier non accessible aux personnes handicapées) ; rejetés. (p. 8976) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Marie-Agnès Labarre (caractère obligatoire de la formation à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées dans la formation initiale et continue des architectes et des professionnels du cadre bâti) ; rejeté. (p. 8979) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Marie-Agnès Labarre (primauté des droits premiers des personnes en situation de handicap sur les enjeux économiques) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 8980) : son amendement n° 39 : exclusion du secteur médicosocial de la procédure d'appel à projets ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 8982, 8983) : ses amendements n° 40 : rapport gouvernemental sur le financement des groupes d'entraide mutuelle, GEM ; et n° 41 : régime fiscal des sommes perçues à titre de dédommagement par les aidants familiaux ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8985) : votera contre ce texte.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9253) : votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9596, 9598) : soutient la motion n° 279 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9668, 9669) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (9 novembre 2010) - **Question préalable** (p. 9680) : intervient sur la motion n° 2 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable.

Deuxième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 4** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2010*) (p. 9692, 9693) : parole sur l'article. - **Article 8** (*Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour l'année 2010*) (p. 9699) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau ») (p. 9710) : soutient l'amendement n° 218 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9735) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES). - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale) (p. 9742, 9743) : soutient l'amendement n° 215 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) (p. 10954, 10956) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10966) : votera contre l'amendement n° II-154 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (3 décembre 2010) (p. 11516, 11517) : son intervention.

PASTOR (Jean-Marc)
sénateur (Tarn)
SOC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Secrétaire de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 115 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9334, 9335) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 10693, 10699) : son amendement n° I-187 : aménagements de la taxe générale sur les activités polluantes ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11473, 11474) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12693, 12694) : son amendement n° 164 identique à l'amendement n° 43 de M. Daniel Soulage (refonte du dispositif de la TGAP sur les déchets) ; adopté.

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3946) : soutient l'amendement n° 587 de M. Jacques Gillot (mise en place d'un plan spécifique outre-mer de recherche développement dans le domaine de l'agronomie) ; retiré. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4005) : son amendement n° 471 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4081) : son amendement n° 478 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 4122) : soutient l'amendement n° 484 de M. Serge Larcher (étude gouvernementale sur la mise en place d'un plan chlorodécone mer) ; adopté. - **Article 19** (art. 2-1 [nouveau] du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime - Schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine) (p. 4123) : son amendement n° 472 ; adopté. - **Article 20** (art. 3, 3-3 et 3-4 [nouveaux], 13-1 et 21 bis du décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime - Répartition des compétences concernant la réglementation et la gestion des ressources halieutiques) (p. 4125) : parole sur l'article. (p. 4128) : son amendement n° 473 ; rejeté. - **Article 21** (chapitre Ier de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle) (p. 4143) : son amendement n° 476 ; rejeté. (p. 4144) : son amendement n° 475 ; rejeté. (p. 4145) : son amendement n° 474 ; adopté. - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance) (p. 4151, 4152) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4161) : son amendement n° 477 : prorogation du délai permettant de régulariser les agriculteurs sans titre en Guyane ; adopté.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7229, 7230) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article additionnel avant l'article 23 A** (p. 7339, 7340) : son amendement n° 143 : distribution de l'intégralité des produits d'OSEO dans les départements et collectivités d'outre-mer ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8763) : soutient l'amendement n° 131 de M. Jacques Gillot (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les Français de l'outre-mer) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 28 (précédemment réservés)** (p. 8813) : soutient l'amendement n° 217 de M. Jacques Gillot (rapport au Parlement sur les modalités d'une affiliation obligatoire au régime de retraite complémentaire pour les salariés agricoles relevant du régime général dans l'outre-mer) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8819, 8820) : soutient les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° 498 (rapport au Parlement sur la prise en compte du coût de la vie outre-mer dans le calcul de la revalorisation des pensions de retraite) ; n° 499 (rapport au Parlement sur la prise en compte dans l'assiette des cotisations de retraite des fonctionnaires outre-mer de l'indemnité de vie chère) ; n° 500 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la situation des mères célibataires dans le calcul de la retraite) ; n° 501 (rapport au Parlement sur la mise en place d'une pension pour les mères au foyer ayant atteint l'âge de la retraite) ; et n° 503 (maintien de l'âge actuel d'ouverture du droit à pension pour les femmes des départements et collectivités d'outre-mer) ; rejetés par vote unique.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10541, 10548) : soutient les amendements de M. Richard Tuhejava n° I-393 et I-394 ; rejetés. Ses amendements n° I-196, I-197, I-198 et I-199 ; rejetés. (p. 10555, 10560) : intervient sur son amendement n° I-198. Soutient l'amendement n° I-189 de M. Claude Lise ; rejeté.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11123, 11124) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 11155, 11157) : ses amendements n° II-198 : relèvement du plafond de la dotation superficielle et affectation du solde de cette dotation à l'intercommunalité dont la commune bénéficiaire est membre ; n° II-196 : remise d'un rapport gouvernemental sur les améliorations des modalités de recensement de la population ; n° II-197 : prise en compte de critères particuliers, propres à la situation des collectivités territoriales de Guyane, pour la répartition de la DGF ; rejetés.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11216, 11218) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11230) : soutient l'amendement n° II-251 de M. Jacques Gillot ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 77 quinquies** (p. 11257, 11258) : son amendement n° II-222 : compensation de la perte subie par la Guyane sur l'octroi de mer par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté.

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12258) : sa réplique.

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'Etat [n° 115 tome 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 69 (2009-2010)]** - (14 janvier 2010) - auteur de la proposition de loi organique - **Discussion générale** (p. 121, 123) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 325, 326) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 533, 534) : parole sur l'article.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3291, 3293) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3696, 3697) : intervient sur l'amendement n° 134 de Mme Odette Herviaux.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5459, 5460) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5494, 5497) : soutient l'amendement n° 291 de M. Jean-Pierre Sueur (création des pôles métropolitains) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5512, 5513) : favorable à l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Sueur (définition des compétences de la région). (p. 5517) : favorable à l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5525) : soutient l'amendement n° 296 de M. Jean-Pierre Sueur (prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque région dans le calcul de la péréquation) ; rejeté. (p. 5531) : favorable à l'amendement n° 292 de M. Jean-Pierre Sueur (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales). (p. 5540, 5541) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 303 (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi qu'aux amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales), et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5600, 5601) : soutient l'amendement n° 333 de M. Jean-Pierre Sueur (extension des compétences des conseils de développement aux questions liées à l'environnement) ; retiré. - **Article 3 bis (Suppression maintenue par la commission)** (*Parité dans les organes délibérants des EPCI*) (p. 5606) : soutient l'amendement n° 332 de Mme Michèle André ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 bis** (*art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements*) (p. 5922, 5923) : favorable à l'amendement n° 460 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5984, 5985) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7799, 7800) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9627, 9628) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 86** (*art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 11153) : votera l'amendement n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) (p. 11539, 11540) : le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Engagements financiers de l'État - Compte spécial : Participations financières de l'État

- (4 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11545, 11548) : la commission de l'économie, saisie pour avis, recommande l'adoption des crédits de ce compte spécial. Au nom de Michel Teston, son intervention.

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 23 mars 2010.

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire jusqu'au 22 mars 2010.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 351 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun instituant un partenariat de défense [n° 639 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 593 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 125 (2010-2011)] (24 novembre 2010) - **Défense - Traités et conventions**.

PAYET (Anne-Marie)
sénateur (La Réunion)
UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élargissement des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à tenir compte de l'érosion monétaire pour le calcul des plus-values immobilières [n° 266 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Outre-mer [n° 113 tome 3 (2010-2011)] (17 novembre 2010) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (4 février 2010) - **Article 35 (Clarification des compétences des collectivités territoriales)** (p. 1099) : soutient l'amendement n° 581 de M. Jean-Pierre Vial ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 35** (p. 1105) : soutient l'amendement n° 582 de M. Jean-Pierre Vial (présentation d'un projet de loi fixant les mesures d'adaptation à la spécificité de la montagne des dispositions prévues à l'article 35 du projet de loi) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Article 1er (Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux)** (p. 1711, 1712) : son amendement n° 40 ; rejeté. - **Article 4 bis (Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé)** (p. 1723, 1728) : son amendement n° 41 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 25 (Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1769) : son amendement n° 42 ; rejeté. - **Article 29 (Informations mises à la disposition de l'ARJEL)** (p. 1778) : son amendement n° 43 ; rejeté. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et

art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport) (p. 1803) : son amendement n° 45 ; retiré. (p. 1804, 1805) : son amendement n° 44 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 - Commission mixte paritaire [n° 305 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1903) : la grande majorité du groupe Union centriste votera ce texte.

- **Proposition de loi relative au service civique - Deuxième lecture [n° 304 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1927, 1928) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3127, 3134) : soutient les amendements n° 34 et 35 de M. Yann Gaillard ; rejetés. - **Article 9 bis** (art. 13 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Création de délégations permanentes au sein du CESE) (p. 3141) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Catherine Morin-Desailly ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (29 mai 2010) - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance) (p. 4156) : son amendement n° 448 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4159, 4160) : votera contre l'amendement n° 313 de Mme Gélima Hoarau (caractère non agricole de la production et de la commercialisation d'électricité d'origine photovoltaïque dans les départements d'outre-mer et à Mayotte). Ses amendements n° 445 : suppression du bail à colonat paritaire ; adopté ; et n° 447 : rapport gouvernemental sur l'écoulement des productions agricoles ultra-marines dans les départements d'outre-mer ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4167) : le groupe UC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30** (Texte non modifié par la commission) (Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A) (p. 4281) : parole sur l'article. (p. 4288) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Jacques Jégou ; retiré puis repris par M. Claude Domeizel.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Article 21** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement des particuliers) (p. 4983) : intervient sur les amendements identiques n° 18 de Mme Nicole Bricq et n° 27 de Mme Odette Terrade.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 juin 2010) (p. 5045) : au nom de Mmes Nathalie Goulet et Jacqueline Gourault, et de MM. Denis Badré, Marcel Deneux, Jean-Jacques Jégou, Jean-Marie Vanlerenberghe et Jean-Léonce Dupont.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre Ier et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5119, 5120) : son amendement n° 2 ; retiré. - **Article 3** (art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale) (p. 5133, 5134) : son amendement n° 6 ; retiré. - **Article 6** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 316-3 et L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -

Délivrance d'une carte de séjour aux personnes en situation irrégulière victimes de violences conjugales) (p. 5137) : son amendement n° 5 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 13 bis** (Texte non modifié par la commission) (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent) (p. 5724) : soutient l'amendement n° 191 de M. Jacques Blanc ; adopté. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 5757) : soutient l'amendement n° 227 de Mme Jacqueline Gourault ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 31** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5811) : son amendement n° 213 ; devenu sans objet. - **Article 35** (Texte non modifié par la commission) (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5856, 5859) : soutient les amendements n° 192 de M. Jacques Blanc ; n° 530 de M. Pierre Jarlier ; et n° 200 de M. Jean-Léonce Dupont ; devenus sans objet.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6762) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (1er octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23 A** (p. 7340, 7341) : son amendement n° 11 : transmission au Parlement du rapport annuel établi par l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer ; adopté. (p. 7342) : ses amendements n° 12 : instauration d'une procédure de dialogue entre l'Observatoire des tarifs bancaires outre-mer et les établissements bancaires pratiquant des tarifs différents entre leurs succursales locales et leurs succursales établies en Métropole ; et n° 13 : transmission au Parlement du rapport du Comité économique consultatif de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer ; retirés.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 30** (précédemment réservés) (p. 8827) : son amendement n° 649 : rapport au Parlement sur les droits à pension des salariés à temps partiel ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 10001) : son amendement n° 376 : rapport sur la réduction de l'enveloppe consacrée aux établissements de court séjour ; retiré. - **Article 47** (priorité) (Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs) (p. 10018, 10019) : son amendement n° 378 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10091) : son amendement n° 361 : création d'un comité chargé de piloter les trois régimes de retraite des médecins libéraux ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 14** (priorité) (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts, L. 214-41, L. 214-41-1 et L. 214-41-2 (nouveau) du code monétaire et financier - Aménagement des réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la

souscription au capital de PME et d'entreprises innovantes) (p. 10404) : soutient l'amendement n° I-279 de M. Yves Détraigne ; retiré. - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10478) : son amendement n° I-56 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10533, 10534) : ses amendements n° I-54, I-52 et I-51 ; rejetés. (p. 10550, 10551) : ses amendements n° I-53 et I-55 ; rejetés. (p. 10559) : son amendement n° I-51 ; rejeté.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11203, 11204) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11234) : son amendement n° II-206 : délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM ; retiré. (p. 11236, 11237) : intervient sur l'amendement n° II-206 précité. - **Article 77 bis (Nouveau)** (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer) (p. 11250) : son amendement n° II-207 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 11253) : son amendement n° II-208 : possibilité de recourir à la défiscalisation tout en bénéficiant des subventions ou des prêts en matière de logement social ; adopté. (p. 11254) : son amendement n° II-209 : possibilité de dissocier l'assiette de la défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu de l'assiette de la défiscalisation de l'impôt sur les sociétés en ce qui concerne le développement du logement social outre-mer ; retiré. (p. 11255) : son amendement n° II-210 : limitation des contraintes administratives susceptibles de ralentir la gestion des dossiers relatifs à la défiscalisation pour le logement social outre-mer ; retiré. - **Article 77 quater (Nouveau)** (Apurement des dettes sociales des entreprises hôtelières en outre-mer) (p. 11255, 11256) : parole sur l'article.

Santé

- (4 décembre 2010) - **Article 86 quinquies (Nouveau)** (art. 968 E (nouveau) du code général des impôts, art. L. 251-1 et art. L. 253-3-1(nouveau) du code de l'action sociale et des familles - Droit de timbre annuel de 30 euros et limitation des ayants-droit) (p. 11587) : soutient l'amendement n° II-235 de Mme Catherine Morin-Desailly ; adopté.

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 90** (art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne) (p. 11595) : son amendement n° II-353 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11677) : défavorable à l'amendement n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer). - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11701, 11703) : ses amendements n° II-500 et II-405 ; adoptés ; et n° II-406 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs) (p. 12775, 12776) : défavorable à l'amendement n° 26 de la commission.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Desailly sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** - (20 décembre 2010) (p. 12847, 12848) : son intervention.

PÉCRESSÉ (Valérie)
ministre de l'enseignement supérieur et
de la recherche

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3045, 3046) : favorable à cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3053, 3055) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. David Assouline n° 1 (augmentation du nombre des membres des conseils d'administration des universités) et n° 2 (modification de la composition des conseils d'administration au profit des étudiants) ainsi que sur le n° 13 de M. Ivan Renar (modification de la composition des conseils d'administration au profit des étudiants et des représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et

professionnel) (p. 3055, 3059) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. Ivan Renar et n° 3, 4, 6, 7 et 8 de M. David Assouline. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3061, 3064) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 et 11 de M. David Assouline et n° 14 et 17 de M. Ivan Renar. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression d'un alinéa de l'article L. 719-1 du code de l'éducation) (p. 3064) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de M. Ivan Renar et n° 12 de M. David Assouline. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (Coordination) (p. 3065) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Ivan Renar. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) (p. 3065) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de M. Ivan Renar.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10157, 10159) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 10166, 10168) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Serge Lagache (insertion d'un volet sur les activités immobilières des universités dans le rapport annuel relatif aux libertés et responsabilités des universités), ainsi que sur les amendements de M. Ivan Renar n° 4, similaire à l'amendement n° 2 précité, et n° 3 (abrogation du dispositif permettant la dévolution du

patrimoine immobilier universitaire appartenant à l'État aux universités qui en font la demande). - **Article 1er** (art. L. 762-2 du code de l'éducation - Exercice des droits réels par les universités sur le patrimoine immobilier qui leur est affecté ou est mis à leur disposition par l'État) (p. 10170) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Ivan Renar. - **Article 2** (art. L. 344-4 du code de la recherche - Délivrance de diplômes nationaux par les pôles d'enseignement supérieur et de recherche, PRES) (p. 10171, 10172) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de M. Ivan Renar et n° 1 de M. Serge Lagauche. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10172) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission (possibilité, pour les fondations partenariales, d'abriter des fondations sans personnalité morale). - **Article 2 bis (Nouveau)** (Elargissement de la coopération scientifique) (p. 10173) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Ivan Renar. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU) (p. 10174,

10176) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10177) : son amendement n° 8 : extension du dispositif de création des fondations de coopération scientifique ; adopté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10178) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11299, 11302) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11304, 11306) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-248 de M. René Beaumont et n° II-276 de M. Philippe Adnot.

PENCHARD (Marie-Luce)
ministre auprès du ministre de
l'intérieur, de l'outre-mer, des
collectivités territoriales et de
l'immigration, chargée de l'outre-mer
(à partir du 14 novembre 2010)
ministre chargée de l'outre-mer
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6456, 6457) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 91 de M. Jacky Le Menn (création d'un Fonds interministériel spécifique au développement de la vidéosurveillance et modification du mode de financement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance). Son amendement n° 385 : suppression du lien entre l'éligibilité au FIPD et la mise en place de postes de travaux d'intérêt général ; rejeté. - **Article 17 bis A (Nouveau)** (art. 11-8 [nouveau] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Application du régime des activités privées de sécurité aux délégués de la vidéosurveillance de la voie publique) (p. 6458) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6459) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de Mme Catherine Troendle (régime des autorisations de communication d'images prises sur la voie publique à des fins de recherche). - **Article 17 bis** (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Coordinations liées à la modification du régime de la vidéosurveillance) (p. 6460, 6461) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 410 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 143 de Mme Éliane Assassi, et n° 218 et 228 de M. Charles Gautier. - **Article 17 ter** (art. 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Obligations pour une commune d'installer un système de vidéosurveillance) (p. 6461) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 229 de M. Charles Gautier. - **Article 17 quater (Nouveau)** (art. L. 126-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Raccordement des forces de police et de gendarmerie aux systèmes de vidéosurveillance mis en place dans les parties communes des immeubles) (p. 6462, 6463) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 144 de Mme Éliane Assassi, n° 230 de M. Charles Gautier, et n° 231 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Intitulé du chapitre V bis (Sécurité quotidienne et prévention de la délinquance)** (p. 6539) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 155 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6541, 6545) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 56 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 156 de Mme Éliane Assassi et n° 248 de Mme Michèle André (suppression du délit de racolage passif), ainsi que sur l'amendement n° 245 de M. Richard Yung (abrogation du délit d'aide aux étrangers en situation irrégulière). - **Article 24 bis (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans)** (p. 6548, 6550) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 150, 158 et 159 de Mme Éliane Assassi, n° 50 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 246 et 247 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 24 ter A** (art. L 2211-4 du code général des collectivités territoriales - Conventions passées entre les maires et les autres acteurs de la prévention de la délinquance) (p. 6551) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 376 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 ter B** (art. L 2211-5 du code général des collectivités territoriales - Règlement intérieur du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance) (p. 6552) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 160 de Mme Éliane Assassi et n° 251 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 24 ter** (art. L. 3221-9 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Modification du régime du contrat de responsabilité parentale) (p. 6553, 6555) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 161 de Mme Éliane Assassi, n° 249 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 250 de M. Alain Anziani. - **Article 24 quater** (art. 311-4, 311-5 et 311-14 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de vol commis à l'encontre de personnes vulnérables et de cambriolage) (p. 6556) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 162 de Mme Éliane Assassi et n° 252 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 24 quater** (p. 6557, 6558) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Christian Demuynck (modification des délais de prescription pour les délits commis envers les personnes vulnérables) et n° 90 de M. Jacques Legendre (allongement du délai de prescription pour le délit de provocation au terrorisme et d'apologie du terrorisme). - **Article 24 quinquies A** (art. 431-1 du code pénal - Entrave aux débats d'une assemblée parlementaire ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale) (p. 6559) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 253 de M. Alain Anziani, et n° 377 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 quinquies** (art. 431-29 et 431-30 [nouveaux] du code pénal - Création d'un délit de distribution d'argent à des fins publicitaires sur la voie publique) (p. 6560) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 254 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 378 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 sexies** (art. 225-12-8 à

225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette (p. 6562) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 de Mme Éliane Assassi, n° 255 de M. Alain Anziani, et n° 78 de M. Christophe-André Frassa. - **Article 24 septies** (art. 225-12-8 à 225-12-10 [nouveaux] et art. 446-1 à 446-4 [nouveaux] du code pénal - Correctionnalisation de l'infraction de « vente à la sauvette » et création d'un délit d'exploitation de la vente à la sauvette) (p. 6565) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 164 de Mme Éliane Assassi et n° 256 de M. Alain Anziani. - **Article additionnel après l'article 24 septies** (p. 6566) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 79 de M. Christophe-André Frassa (encadrement de la revente sur Internet de billets pour des manifestations sportives, culturelles et commerciales). - **Article 24 octies** (art. 134 du code de procédure pénale - Possibilité pour les enquêteurs de pénétrer dans un domicile pour l'exécution d'une demande d'extradition ou d'un mandat d'arrêt européen) (p. 6566) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 379 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 nonies** (art. L. 112-6 du code monétaire et financier et art. 321-6 du code pénal - Renforcement du dispositif de lutte contre le trafic des métaux volés) (p. 6567) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 380 de Mme Éliane Assassi et n° 425 de la commission. - **Article 24 decies** (art. 16-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité - « Levée de doute » par les sociétés privées de surveillance) (p. 6568) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 381 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 24 decies** (p. 6568, 6569) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 82 de M. Christian Demuyne (sanction de l'occupation illicite de domicile). - **Article 24 undecies** (p. 6569) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de M. Elie Brun. - **Article additionnel avant l'article 24 duodecies** (p. 6570) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Antoine Lefèvre (création d'un délit de pénétration illégale dans les cabines de pilotage des trains). - **Article 24 duodecies (Nouveau)** (art. 23 de la loi du 15 juillet 1845 - Compétence des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 6571) : son amendement n° 403 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 165 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 terdecies (Nouveau)** (art. 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 - Exclusion des espaces affectés au transport public) (p. 6572) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 quaterdecies (Nouveau)** (art. 131-16-1 [nouveau] du code du sport - Couvre-feu des supporters) (p. 6572, 6573) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 167 de Mme Éliane Assassi, n° 257 de M. Alain Anziani et n° 343 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 24 quaterdecies** (p. 6574) : son amendement n° 392 ; possibilité pour les préfets de prononcer une mesure de couvre-feu anti-supporters ; adopté. - **Article 24 quindecies (Nouveau)** (art. 332-11 du code du sport - Interdictions de stade) (p. 6574) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 382 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 sexdecies (Nouveau)** (art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 6575) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 168 de Mme Éliane Assassi. - **Article 24 septdecies (Nouveau)** (art. 332-15, 332-16 et 332-19 du code du sport - Transmission de la liste des personnes interdites de stade aux clubs et aux fédérations sportives) (p. 6575, 6576) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 169 de Mme Éliane Assassi et n° 344 de M. Yvon Collin. - **Article 24 novodecies (Nouveau)** (art. 322-2 et 322-3 du code pénal - Aggravation des peines encourues en cas de dégradations commises contre un bien appartenant à une personne publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 6576, 6577) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 170 de Mme Éliane Assassi et n° 258 de M. Alain Anziani. - **Article 24 vicies (Nouveau)** (art. L. 541-46 du code de l'environnement - Aggravation des peines encourues en cas de trafic de déchets commis en bande organisée) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 24 vicies** (p. 6578) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de Mme Catherine

Dumas (sanctions de l'achat, la détention ou l'utilisation d'appareils à laser d'une classe supérieure à 2 non destinés à un usage spécifique autorisé).

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8894, 8896) : son intervention. (p. 8906, 8908) : réponse aux orateurs. - **Article 3** (art. L.O. 450, L.O. 456 à L.O. 459, L.O. 461 et L.O. 465 à L.O. 470 du code électoral - Abrogation de dispositions en droit électoral et réduction à trois ans de la durée du mandat des conseillers généraux de Mayotte élus en mars 2011) (p. 8909) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011)**. - (22 octobre 2010) - **Article 4** (art. L. 3511-2 à L. 3511-4, L. 3521-1, L. 3522-1 à L. 3522-4, L. 3531-1, L. 3541-1, L. 3542-1, L. 3543-1 à L. 3543-3 du code général des collectivités territoriales - Organisation, fonctionnement et finances du Département de Mayotte) (p. 8912) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 10** (art. 4, 38, 40 et 42-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte - Prorogation jusqu'au 31 décembre 2013 de certaines ressources propres aux communes de Mayotte et création du fonds mahorais de développement économique, social et culturel) (p. 8915) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 10 bis (Nouveau)** (Maintien de l'application à Mayotte au 1er janvier 2014 du code général des impôts et du code des douanes) (p. 8915) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article 27** (Habilitation du Gouvernement, au titre de l'article 38 de la Constitution, à étendre ou adapter à Mayotte de nombreuses législations en vue de rapprocher les règles en vigueur à Mayotte de celles de droit commun) (p. 8918) : son amendement n° 2 ; adopté. - **Article 28** (Ratification de treize ordonnances diverses relatives à l'outre-mer) (p. 8920) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 30** (art. 72 de la loi n° 2009-594 pour le développement économique des outre-mer du 27 mai 2009 - Allongement du délai d'habilitation accordé au Gouvernement pour publier une ordonnance) (p. 8921) : son amendement n° 3 ; adopté. - **Article 31** (Ratification d'un décret approuvant les sanctions applicables en matière d'urbanisme à Saint-Barthélemy) (p. 8922) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11224, 11229) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B** (Crédits du budget général) (p. 11230, 11234) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-250, II-251 et II-249 de M. Jacques Gillot, n° II-253 et II-254 de M. Serge Larcher et n° II-10 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11235, 11238) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM) et sur les sous-amendements n° II-358 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-381 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Article 77** (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française) (p. 11241, 11247) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-229 de M. Éric Doligé, n° II-8 et II-9 de la commission et n° II-265, II-266, II-267, II-268, II-269 et II-270 de M. Richard Tuheiava. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 11248, 11249) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-252 de M. Jacques Gillot (rapport gouvernemental sur les modalités d'affectation au bénéfice des outre-mer des économies réalisées par les réformes du régime de défiscalisation des investissements outre-mer) et n° II-260 de M. Jean-Étienne Antoinette (étude gouvernementale présentant les différentes possibilités d'augmenter la participation financière de l'activité spatiale au développement des collectivités territoriales, en particulier guyanaises). -

Article 77 bis (Nouveau) (art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'État en outre-mer) (p. 11251, 11252) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-259 de M. Claude Lise, n° II-258 de M. Serge Larcher, n° II-261 et II-262 de M. Jean-Étienne Antoinette, n° II-207 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, ainsi que sur le sous-amendement n° II-378 de M. Claude Lise, s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 77 bis** (p. 11254) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-208 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-255 de M. Serge Larcher (possibilité de recourir à la défiscalisation tout en bénéficiant des subventions ou des prêts en matière de logement social), ainsi que sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-209 (possibilité de dissocier l'assiette de la défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu de l'assiette de la défiscalisation de l'impôt sur les sociétés en ce qui concerne le développement du logement social outre-mer) et n° II-210 (limitation des contraintes administratives susceptibles de ralentir la gestion des dossiers relatifs à la défiscalisation pour le logement social outre-mer). - **Article 77**

quater (Nouveau) (Apurement des dettes sociales des entreprises hôtelières en outre-mer) (p. 11256) : réponse à Mme Anne-Marie Payet. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-256 de M. Serge Larcher. - **Articles additionnels après l'article 77 quinquies** (p. 11257, 11259) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-222 de M. Georges Patient (compensation de la perte subie par la Guyane sur l'octroi de mer par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement), n° II-230 de M. Éric Doligé (report de la date de mise en œuvre de la taxe additionnelle sur les carburants en Guyane), ainsi que sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-263 (rapport gouvernemental sur les possibilités de participations financières de l'État en vue d'assurer une égalité entre les résidents d'outre-mer et ceux de métropole devant le coût des services numériques) et n° II-264 (rapport gouvernemental sur l'incidence d'une défiscalisation des câbles sous-marins assurant le trafic des données numériques vers les territoires ultra-marins sur le prix des abonnements au service numérique payé par les consommateurs).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité jusqu'au 3 février 2010.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales le 26 avril 2010.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Protection des droits et libertés [n° 116 tome 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 337, 340) : soutient la motion n° 8 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 428) : intervient sur l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 445) : soutient l'amendement n° 348 de Mme Michèle André (renforcement des sanctions applicables aux parties qui ne respectent pas la parité dans les candidatures aux élections départementales et régionales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 493) : parole sur l'article. (p. 538, 544) : son amendement n° 349 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 562, 563) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 574) : ses amendements n° 351 et 350 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 589, 595) : intervient sur ses amendements n° 352 : organisation d'un scrutin à deux tours pour toute élection locale ou nationale, présenté par M. Claude Bérît-Débat et n° 356 : écart de population entre les cantons au sein d'un même département, présenté par M. Yves Daudigny. Son amendement n° 355 : équilibre du nombre de représentants entre départements les moins peuplés et départements les plus peuplés ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 612) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 686) : soutient l'amendement n° 367 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. Soutient l'amendement n° 68 de M. Gérard Collomb ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 691, 692) : favorable à l'amendement n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI). - **Article 4** (art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales - *Transformation des conseils économiques et sociaux régionaux en conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux*) (p. 694) : son amendement n° 447 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 696) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 125 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit de vote des étrangers). - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 704) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - *Création des conseils des exécutifs*). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 706, 707) : son amendement n° 594 : rôle des conseils de développement ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 717) : parole sur l'article. (p. 719, 723) : intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Soutient l'amendement n° 370

de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. (p. 731, 739) : soutient les amendements de M. Alain Anziani n° 373 et 374 ; retirés ; n° 376 ; rejeté. Soutient l'amendement n° 379 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) (p. 781, 787) : soutient l'amendement n° 595 de M. François Patriat ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 802, 803) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327. - **Article 6** (*Coordinations*) (p. 818, 819) : son amendement n° 388 ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*) (p. 831, 839) : son amendement n° 389 ; retiré. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 856) : soutient l'amendement n° 394 de M. Roland Povinelli ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 907) : soutient l'amendement n° 402 de Mme Bernadette Bourzai ; devenu sans objet. (p. 910) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Michel Charasse. - **Article 14** (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - *Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 926) : intervient sur l'amendement n° 531 de M. Jean-Pierre Chevènement. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 938) : soutient l'amendement n° 407 de M. Pierre-Yves Collombat ; adopté. (p. 941) : son amendement n° 410 ; rejeté. (p. 943) : intervient sur l'amendement n° 410 précité.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre*) (p. 976, 977) : ses amendements n° 418 ; retiré ; et n° 419 ; adopté. (p. 980) : intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 22** (*sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales - Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes*) (p. 1002) : son amendement n° 421 ; retiré. - **Article 25** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1009, 1010) : son amendement n° 422 ; rejeté. (p. 1029) : favorable aux amendements n° 424 de M. Jean-Luc Fichet et n° 423 de M. Daniel Raoul. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - *Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1035) : intervient sur l'amendement n° 427 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 27** (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales - *Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 1037) : son amendement n° 429 ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales - *Interdiction de subordonner l'octroi d'une subvention à l'appartenance à un EPCI ou un syndicat mixte*) (p. 1039) : son amendement n° 449 ; rejeté. - **Article 29** (*Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 1043, 1049) : soutient les amendements n° 430, 431 et 432 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1077, 1078) : soutient l'amendement n° 439 de M. Claude Domeizel (conditions d'affiliation des agents territoriaux au centre de gestion) ; retiré. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1085, 1086) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1108) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4331, 4333) : son intervention. - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4360) : votera les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 60 de M. Alain Anziani. - **Article 12** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour*

l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants) (p. 4378) : soutient l'amendement n° 64 de M. Alain Anziani ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 4453) : défavorable à la demande de seconde délibération.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5983) : parole sur l'article.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6327, 6330) : sa motion n° 77 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 6392) : soutient l'amendement n° 204 de M. Alain Anziani (nécessité de passer par la loi pour créer tout fichier de police) ; rejeté. - **Article 10 (chap. II nouveau du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale - art. 230-6 à 230-19 nouveaux du code de procédure pénale - Codification et modification du cadre légal des fichiers**

d'antécédents et d'analyse sérielle) (p. 6396) : soutient l'amendement n° 205 de M. Alain Anziani ; rejeté.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6739, 6741) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9620, 9621) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) (p. 11050, 11051) : son intervention.

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11402, 11403) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11409, 11410) : son amendement n° II-99 ; adopté.

PICHON (Alain)
*doyen des présidents de chambre de la
Cour des comptes*

INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (9 février 2010) - doyen des présidents de chambre de la Cour des comptes (p. 1150, 1152).

PIERRE (Jackie)
*sénateur (Vosges)
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité des usagers du réseau routier national.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3666) : soutient l'amendement n° 31 de M. Charles Revet (création d'une taxe sur l'ensemble des produits alimentaires afin de couvrir le financement de la couverture sociale des professionnels de l'agriculture et de la pêche) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - *Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles*) (p. 3793) : son amendement n° 346 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Article 14** (*Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité*) (p. 4054, 4057) : soutient l'amendement n° 59 de M. Rémy Pointereau ; adopté. Son amendement n° 60 ; retiré.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5992) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6021) : sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département), soutient le sous-amendement n° 583 de M. Christian Poncelet ; adopté.

PIGNARD (Jean-Jacques)
sénateur (Rhône)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche le 18 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (*art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux*) (p. 519, 520) : parole sur l'article.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3351, 3353) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4313) : le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5175, 5176) : le groupe UC votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code*

de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7608) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8063, 8064) : réponse à Mme Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 8785) : soutient l'amendement n° 485 de M. Jean Arthuis (harmonisation des règles de rémunération de l'activité professionnelle lors du passage à la retraite entre les secteurs privé et public) ; adopté par votre unique.

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9228, 9229) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11171, 11172) : votera les crédits de cette mission.

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11334, 11335) : son intervention.

PILLET (François)
sénateur (Cher)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour le 9 décembre 2010.

Président de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 118 (2009-2010)] relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 228 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 236 (2009-2010)] renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public [n° 259 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 118 (2009-2010)] renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 564 (2009-2010)] (17 juin 2010) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1163, 1165) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1176) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1227, 1228) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens*) (p. 1237) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 7 de Mme Éliane Assassi. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Réglementation des activités privées de sécurité dans les immeubles collectifs*) (p. 1241, 1242) : position de la commission sur les amendements n° 2 et 3 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 8 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de transmission des images des systèmes de vidéosurveillance dans les immeubles collectifs*) (p. 1243) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 9 de Mme Éliane Assassi. - **Article 4 ter A (Supprimé)** (*Conditions d'installation d'un système de vidéosurveillance dans une copropriété*) (p. 1244) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1245) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel enseignant autour des lieux d'éducation). - **Article 7 (Texte non**

modifié par la commission) (*Incrimination des intrusions et des introductions d'armes dans les établissements d'enseignement scolaire*) (p. 1246) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de Mme Éliane Assassi.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2894, 2895) : le groupe UMP votera la proposition de loi.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 5036, 5038) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (*art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre 1er et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple*) (p. 5112, 5121) : son amendement n° 64 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 59 du Gouvernement, n° 8 et 9 de Mme Françoise Laborde, n° 45, 46, 47, 48 et 44 de Mme Odette Terrade, n° 14 et 15 de M. Roland Courteau, n° 30 et 31 de M. Jean-Etienne Antoinette, n° 41 de Mme Muguet Dini, n° 7 de M. Jean-Pierre Chevènement et n° 2 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5122, 5123) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° 32 (mise en disponibilité de droit pour tout fonctionnaire bénéficiant d'une ordonnance de protection) et n° 33 (mise en place de dispositifs facilitant l'aboutissement des demandes de mutation, de détachement et de mise à disposition des fonctionnaires bénéficiant d'une ordonnance de protection). - **Article 1er bis** (*art. 53-1 du code de procédure pénale - Obligation d'informer la victime de la possibilité de demander une ordonnance de protection*) (p. 5123) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de Mme Odette Terrade. - **Article 2** (*art. 227-4-2 et 227-4-3 [nouveaux] du code pénal ; art. 141-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Sanction de la violation d'obligations découlant de l'ordonnance de protection ou d'une mesure de contrôle judiciaire*) (p. 5124) : son amendement n° 63 ; adopté. - **Article 2 bis** (*art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime*) (p. 5127) : position de la commission sur l'amendement n° 66 du Gouvernement. - **Article 3** (*art. 371-1, 373-2-1 et 373-2-9 du code civil et art. L. 112-4 du code de l'action sociale et des familles - Définition et conditions d'exercice de l'autorité parentale*) (p. 5132, 5134) : son amendement n° 62 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 50 de Mme Odette Terrade et n° 6 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5134) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Etienne Antoinette (possibilité de percevoir, pour les personnes morales chargées d'assurer l'accompagnement d'une personne victime de violence conjugale, les allocations familiales dues au profit des enfants en lieu et place de l'allocataire lorsque ce dernier est la personne mise en cause). - **Article 3 bis A (Texte supprimé par la commission)** (*art. 373-2-8 du code civil - Décision du JAF sur le refus d'un parent que son enfant reçoive des soins médico-psychologiques*) (p. 5135) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de Mme Odette Terrade. - **Article 5** (*art. L. 313-12 et L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification des règles de renouvellement du titre de séjour des victimes de violences conjugales*) (p. 5136) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Roland Courteau. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 316-3 et L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance d'une carte de séjour aux personnes en situation irrégulière victimes de violences conjugales*) (p. 5137) : position de la commission sur les amendements n° 38 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 5 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 5139) : position de la commission sur l'amendement de Mme Joëlle Garriaud-Maylam

n° 1 (délivrance et renouvellement des titres de séjour des femmes victimes de violence conjugale) et n° 19 de M. Richard Yung, similaire à l'amendement n° 1 précité. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 226-10 du code pénal - Modification de la rédaction du délit de dénonciation calomnieuse) (p. 5140) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Roland Courteau. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5141) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Richard Yung (abrogation du délit de racolage passif). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 et 5 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Accès au logement pour les femmes victimes de violences) (p. 5142) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de Mme Françoise Laborde.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2010) - **Article 10 bis B** (Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple) (p. 5225) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Article 11 A** (art. L. 312-15 et L. 721-1 du code de l'éducation - Formation spécifique sur la prévention des violences faites aux femmes pour les élèves et les enseignants) (p. 5227) : position de la commission sur les amendements n° 24 de M. Roland Courteau et n° 60 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 11 A** (p. 5228, 5229) : position de la commission sur les amendements n° 25 de Mme Claudine Lepage (rôle des consulats français dans l'information sur les possibilités d'accueil et de recours en cas de violences faites aux femmes) et n° 52 de Mme Odette Terrade (remise d'un rapport gouvernemental sur les violences faites aux femmes en situation de handicap). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5230) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Roland Courteau (institution d'une journée nationale de sensibilisation aux violences faites aux femmes, le 25 novembre). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 222-14 et 222-48-1 du code pénal - Incrimination des violences habituelles commises au sein du couple) (p. 5231, 5232) : position de la commission sur les amendements n° 26 de M. Roland Courteau et n° 35 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Article additionnel**

après l'article 14 (p. 5233) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Roland Courteau (allongement à un an du régime de prescription des délits de presse en cas d'infraction à caractère misogynne). - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 5236, 5237) : position de la commission sur les amendements n° 28 et 29 de M. Roland Courteau et n° 55 de Mme Odette Terrade. - **Article 17** (art. 222-14-3 et 222-33-2-1 [nouveaux] - Création d'un délit de violences psychologiques) (p. 5239) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5240, 5241) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de Mme Odette Terrade (répression de la contrainte faite aux femmes de dissimuler leur visage). - **Article 18** (art. 221-4, 221-5-4 [nouveau], 222-3, 222-6-3 [nouveau], 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 et 222-16-3 [nouveau] du code pénal - Répression des mariages forcés) (p. 5242) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de Mme Odette Terrade. - **Article 18 bis** (Rapatriement sur le territoire français des femmes et jeunes filles victimes de mariage forcé dans un pays étranger) (p. 5243) : position de la commission sur l'amendement n° 58 du Gouvernement. - **Article 20 bis (Nouveau)** (Application dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 5244, 5245) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Étienne Antoinette. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5246) : position de la commission sur les amendements n° 11 de Mme Françoise Laborde, n° 12 de Mme Virginie Klès, n° 13 de M. Roland Courteau et n° 42 de Mme Odette Terrade.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6368) : intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Défense - Equipement des forces [n° 112 tome 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 932) : son amendement n° 39 ; adopté. (p. 939) : son amendement n° 38 ; retiré.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1971, 1973) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2124) : favorable à cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 2126, 2127) : ses amendements n° 2 et 3 ; adoptés.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 3951, 3954) : soutient les amendements de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx n° 5 (éligibilité au crédit d'impôt export des dépenses liées aux activités de conseil) ; n° 6 (éligibilité au crédit d'impôt protection commerciale des dépenses liées à la souscription d'assurance crédit à l'export) ; retirés ; et n° 4 (prorogation de douze mois du crédit d'impôt export) ; rejeté. - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (art. L. 731-22 [nouveau] du code rural et article 72 F [nouveau] du code général des impôts - Minoration du revenu imposable pour paiement par avance des charges sociales) (p. 3955, 3956) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3965) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (extension du dispositif de l'article 41 du code général des impôts aux transmissions échelonnées dans le temps entre ascendants et descendants) ; retiré.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6904, 6906) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7049, 7053) : ses amendements n° 6 : application automatique du tarif de

première nécessité ; retiré ; et n° 7 : application automatique du tarif spécial de solidarité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7069, 7070) : sur l'amendement n° 270 de la commission (financement de l'enfouissement des lignes à haute tension), son sous-amendement n° 274 ; adopté. - **Article 2 quater (Nouveau)** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des producteurs d'électricité aux coûts de raccordement aux réseaux) (p. 7073) : son amendement n° 8 ; adopté. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 7089) : son amendement n° 9 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 280 de la commission. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 7101, 7102) : son amendement n° 10 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 11 bis A (Nouveau)** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements) (p. 7152) : son amendement n° 11 ; adopté. - **Article 11 bis** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes de quitter un établissement public de coopération intercommunale afin de confier la distribution d'électricité ou de gaz sur leur territoire à un organisme unique) (p. 7156) : intervient sur l'amendement n° 225 de M. Daniel Dubois.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10852, 10853) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12091, 12094) : son intervention.

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 274 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 313 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3439, 3440) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011** [n° 84 (2010-2011)]

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Article 43 sexies** (art. 54 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Pharmacies à usage intérieur dans les groupements de coopération sanitaire) (p. 10080) : défavorable aux amendements n° 83 de la commission, n° 180 de M. Yves Daudigny, n° 391 de M. Nicolas About, n° 438 de M. François Autain et n° 443 de M. Yvon Collin.

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 404 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la mise en place d'un service de ferroutage entre la France et l'Italie [n° 470 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (26 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3778, 3779) : soutient l'amendement n° 149 de M. Didier Guillaume (alerte de l'Observatoire de la formation des prix et des marges en cas de baisse des prix de cession des produits agricoles non répercutée sur les prix de vente à la consommation) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10868) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires** [n° 611 (2009-2010)] - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13034, 13035) : son intervention.

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 114 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Vice-président de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (de 1995 à 2000) : Conseil d'administration de la société Télévision du savoir).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes études pour la science et la technologie le 13 octobre 2010.

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3560, 3561) : le groupe RDSE, dans sa quasi-totalité votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3577, 3578) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3703, 3704) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (26 mai 2010) - **Article 8** (art. L. 551-1 du code rural - *Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3806) : soutient l'amendement n° 544 de M. François Fortassin ; devenu sans objet. - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3832) : soutient les amendements d'Yvon Collin n° 545 et 546 ; devenus sans objet.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3861, 3862) : les membres du groupe RDSE voteront ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3879) : les membres du groupe RDSE voteront ce texte.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4489, 4490) : son intervention. - **Article 4** (art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - *Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés*) (p. 4508) : soutient l'amendement n° 12 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - *Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4513, 4514) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Houel. (p. 4517) : soutient l'amendement n° 13 de M. Yvon Collin ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4527) : le groupe RDSE s'abstiendra sur ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7383) : la majorité des membres du groupe RDSE ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7417, 7419) : la majorité des membres du groupe RDSE ne votera pas ce projet de loi dans son état actuel.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8263) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 359 ; rejeté ; et n° 360 ; retiré. (p. 8268, 8270) : soutient les amendements de M. Yvon Collin n° 363, 361 et 362 ; rejetés.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9054, 9055) : les sénateurs du groupe du RDSE, et en particulier les radicaux, voteront contre ce texte.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9297, 9298) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10162) : la plupart des membres du groupe RDSE sont favorables à cette proposition de loi. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10172) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (possibilité, pour les fondations partenariales, d'abriter des fondations sans personnalité morale). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6213-1 du code de la santé publique - *Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10176) : le groupe RDSE demande le renvoi de cet article à la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 11284, 11285) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11306) : votera l'amendement n° II-276 de M. Philippe Adnot. - **Article 78** (art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - *Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes*) (p. 11308) : son amendement n° II-152 ; rejeté.

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11331, 11332) : son intervention.

POINTERAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande jusqu'au 7 septembre 2010.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale le 25 mai 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Vers une dotation globale de péréquation ? A la recherche d'une solidarité territoriale [n° 309 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Politique des territoires [n° 115 tome 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (27 janvier 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 616) : son amendement n° 71 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 651) : intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 652 ; 675) : son amendement n° 72 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 6** (Coordinations) (p. 817) : son amendement n° 73 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 933) : son amendement n° 83 ; retiré. (p. 943) : son amendement n° 74 ; devenu sans objet. (p. 947) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 958) : son amendement n° 75 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre) (p. 986, 989) : son amendement n° 77 ; adopté. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1024, 1028) : son amendement n° 84 ; devenu sans objet. - **Article 26** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 1032, 1033) : ses amendements n° 78 ; retiré ; n° 79 ; rejeté ; et n° 88 ; adopté. - **Article 29** (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1046, 1049) : ses amendements n° 80, 81 et 82 ; retirés.

- **Questions cibles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1696, 1697) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3530) : son amendement n° 219 ; adopté. (p. 3534) : soutient l'amendement n° 325 de M. Alain Vasselle ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3659) : son amendement n° 49 : encadrement de la pratique consistant à incorporer un ingrédient AOC dans la composition d'un produit ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 4** (art. L. 441-2 du code de commerce - Publicité hors des lieux de vente et prix après vente) (p. 3732, 3733) : son amendement n° 214 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3733, 3734) : son amendement n° 52 : bilan gouvernemental annuel de la mise en œuvre du présent titre et de son impact sur le secteur agricole et agro-alimentaire ; retiré. - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3760, 3765) : son amendement n° 53 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3795, 3799) : ses amendements n° 218 ; retiré ; n° 54 ; rejeté ; et n° 51 ; adopté. - **Article 10** (Rapport sur l'assurance récolte) (p. 3834, 3835) : votera l'amendement n° 659 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4158, 4159) : son amendement n° 213 : maintien et mise en place d'outils permettant de gérer les marchés agricoles ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4166, 4167) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5546) : défavorable à l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales). - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7,

L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct (p. 5561) : son amendement n° 247 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 6001, 6002) : soutient l'amendement n° 12 de M. Bruno Sido (instauration d'un nombre impair de conseillers territoriaux) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6011, 6013) : ses amendements analogues n° 244 : possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales ; retiré ; et n° 245 ; adopté. Son amendement n° 246 : extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires ; retiré. Soutient l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à son amendement n° 246 précité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6019, 6026) : son amendement n° 243 : tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département ; retiré. Intervient sur le sous-amendement n° 603 de M. Yves Daudigny portant sur l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8863) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11122, 11123) : son intervention.

Politique des territoires

- (4 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11532, 11533) : la commission de l'économie, saisie pour avis, approuve les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 12** (*Art. 8, 8 ter, 8 quater, 8 quinquies, 34, 35, 39 C, 39 E, 39 F, 44 sexies A, 44 octies, 44 octies A, 44 decies à 44 quaterdecies, 50-0, 60, 61 A, 62, 69 D, 71, 72 D, 72 D bis, 73 D, 75-0 B, 76 A, 93 B, 96, 96 A, 103, 120, 124 B, 125 B, 150 ter, 150-0 D ter, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 150-0 A, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 150 U, 150 UA, 150 UB, 150 VF, 150 VG, 151 septies, 151 septies A, 151 octies B, 151 nonies, 151 decies, 154, 155, 156, 158, 162, 163 unvicies, 164 B, 199 undecies C, 202 ter, 206, 208 quinquies, 211, 211 bis, 218 bis, 220 septies, 221 bis, 223 A, 223 B, 223 D, 223 F, 223 I, 223 L, 223 Q, 224, 234 terdecies, 238 bis K, 238 bis L, 238 bis LA, 238 bis M, 238 ter, 239, 239 bis AA, 239 bis AB, 239 ter, 239 quater, 239 quater A, 239 quater B, 239 quater C, 239 quater D, 239 quinquies, 239 septies, 242, 244 bis, 244 bis A, 244 bis B, 244 quater B, 244 quater E, 244 quater F, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater J, 244 quater L, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater R, 244 quater T, 244 quater U, 239-0 A à 239-0 E [nouveaux], 730 bis, 764 A, 787 B, 885 I bis, 885 I quater, 885 O, 1452, 1461, 1663 bis du code général des impôts ; art. L. 52 A, L. 53, L. 189 du livre des procédures fiscales ; art. L. 3315-1 du code du travail - Réforme du régime fiscal des sociétés de personnes*) (p. 12625, 12626) : son amendement n° 81 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12626, 12628) : ses amendements n° 80 : remise en cause, sur le plan fiscal, de l'assimilation des entreprises individuelles à responsabilité limitée - EIRL - aux sociétés civiles agricoles et n° 82 : précision sur le dispositif fiscal issu de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche ; adoptés ; n° 78 : prolongation du droit d'option des sociétés d'exploitation agricole de cinq à dix ans ; retiré.

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5451, 5452) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7442, 7443) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11118, 11119) : son intervention.

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
 UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 183 (2009-2010)] tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 323 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 442 (2009-2010)] tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé [n° 468 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Énergie.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 556 (2009-2010)] portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 643 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Union européenne - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : Le compteur électrique évolué : pour quoi faire ? [n° 185 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission de l'économie et du développement durable - **Discussion générale** (p. 2116, 2118) : son intervention. - **Article unique** (p. 2126, 2127) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Roland Courteau, n° 2 et 3 de M. Xavier Pintat. Son amendement n° 5 ; retiré.

- *Deuxième lecture [n° 469 (2009-2010)]* - (27 mai 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 3899, 3901) : propose l'adoption de cette proposition de loi dans la rédaction adoptée par la commission.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 6887, 6890) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6913, 6914) : position de la commission sur la motion n° 22 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6949, 6950) : position de la commission sur la motion n° 145 tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6954) : position de la commission sur la motion n° 146 de M. Roland Courteau tendant au renvoi à la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6955, 6963) : position de la commission sur les amendements de M. Roland Courteau n° 40 (caractère public du parc nucléaire français), n° 42 (nécessité d'adopter une directive cadre relative aux services d'intérêt économique général avant toute nouvelle organisation du marché de l'électricité), n° 43 (réaffirmation du caractère de bien de première nécessité de l'électricité) et n° 44 (nécessité de respecter les principes d'égalité, de continuité, d'adaptabilité et de sécurité du service public de l'électricité) et de M. Yvon Collin n° 256 (maîtrise publique du parc nucléaire français), n° 257 (nécessité de maintenir le caractère public du service de l'électricité) et n° 258 (reconnaissance de l'électricité comme bien de première nécessité). (p. 6964, 6972) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 148 (examen, par le Parlement, d'un bilan sur les conséquences tarifaires des processus d'ouverture du secteur de l'énergie à la concurrence), n° 149 (projet d'insertion systématique d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures), n° 151 (définition des missions du service public dans le domaine de l'énergie), n° 152 (association des représentants de salariés du secteur de l'énergie, et des associations de consommateurs, lors de la fixation par le Gouvernement des tarifs de l'électricité et du gaz) et n° 147 (rapport du Gouvernement sur la qualité, la sécurité et le financement du réseau public de distribution d'électricité) et de M. Roland Courteau n° 45 (maintien du caractère particulier de la mission impartie à EDF, malgré l'application des règles de concurrence), n° 95 (maintien de l'emploi et des compétences du service commun à EDF et à GDF), n° 41 (rapport gouvernemental sur la création d'un pôle public de l'énergie), n° 46 (rapport du Gouvernement sur la qualité, la sécurité et le financement du réseau public de distribution de l'électricité) et n° 123 (rapport du Gouvernement sur la qualité du réseau public de distribution d'électricité dans chaque département, et les solutions envisagées pour un égal accès à l'électricité sur tout le territoire national). - **Article 1er (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique)** (p. 6980, 6992) : position de la commission sur les amendements n° 153, 154, 155 et 157 de M. Jean-Claude Danglot, n° 49, 50, 51, 52, 54 et 108 de M. Roland Courteau et n° 259 de M. Yvon Collin. (p. 6993, 7008) : position de la commission sur les amendements n° 158, 159, 160, 161 et 162 de M. Jean-Claude Danglot, n° 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64 et 65 de M. Roland Courteau, n° 233 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 275 du Gouvernement. (p. 7009, 7021) : position de la commission sur les amendements n° 223 de M. Alain Fouché, n° 163, 164 et 165 de M. Jean-Claude Danglot, n° 229 et 230 de M. Jean-Claude Merceron, n° 245 de M. Jean-Pierre Vial, n° 39 de M. René Beaumont, n° 109, 110, 124, 125, 67, 68, 69, 70 et 71 de M. Roland Courteau et n° 260 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7022, 7029) : position de la commission sur les amendements n° 213 de M. Jacques Muller (mesures en faveur du développement des énergies renouvelables), n° 226 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des

petites centrales hydroélectriques), n° 265 de M. Raymond Vall (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques), de M. Roland Courteau n° 47 (mesures en faveur de la production d'énergie à partir de la biomasse), n° 48 (renouvellement des contrats d'obligation d'achat en faveur des installations de production hydroélectriques) et n° 72 (maintien, pendant deux ans, de la possibilité d'installer des parcs éoliens de plus de 3 mâts), n° 14 de M. Alain Chatillon (possibilité de renouveler les contrats d'achat en faveur des petites centrales hydroélectriques) ainsi que sur le sous-amendement n° 278 de M. Jacques Blanc s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) (p. 7043, 7044) : position de la commission sur les amendements n° 23 de M. Francis Grignon (prorogation des contrats d'obligation d'achat pour la cogénération industrielle) et n° 21 de M. Philippe Adnot (dispositions réglementaires et tarifaires applicables aux moyens de stockage de l'électricité). - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement*) (p. 7045, 7048) : position de la commission sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 7049, 7054) : position de la commission sur les amendements n° 167 de M. Jean-Claude Danglot (extension du nombre de bénéficiaires du tarif de première nécessité), n° 215 de M. Jacques Muller (participation des fournisseurs d'électricité au financement des impayés d'énergie), ainsi que sur les amendements identiques n° 6 de M. Xavier Pintat, n° 138 de M. Roland Courteau, n° 234 de M. Jean-Claude Merceron et n° 246 de M. Yvon Collin (application automatique du tarif de première nécessité) et sur les amendements identiques n° 7 de M. Xavier Pintat, n° 139 de M. Roland Courteau, n° 237 de M. Jean-Claude Merceron et n° 248 de M. Yvon Collin (application automatique du tarif spécial de solidarité). - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7057, 7066) : position de la commission sur les amendements n° 168, 170, 171, 172, 173, 174, 169, 176 et 175 de M. Jean-Claude Danglot, n° 255 de M. Raymond Vall, n° 231 et 228 de M. Jean-Claude Merceron et n° 73 de M. Roland Courteau. Son amendement n° 269 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7067, 7070) : son amendement n° 270 : financement de l'enfouissement des lignes à haute tension ; adopté après modification par le sous-amendement n° 274 de M. Xavier Pintat, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 221 de M. Jacques Muller (rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification), n° 243 de M. Jean-Pierre Vial (appel d'offres pour mettre en œuvre des capacités d'effacement additionnels de consommation d'électricité sur une durée de trois ans), ainsi que sur les amendements n° 144 de M. Jean Besson et n° 247 de M. Yvon Collin, analogues à son amendement n° 270 précité. - **Article 2 ter** (art. 21-2 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Interruption instantanée de certains consommateurs agréés*) (p. 7072) : position de la commission sur les amendements n° 177 de M. Jean-Claude Danglot et n° 74 de M. Roland Courteau. - **Article 2 quater (Nouveau)** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des producteurs d'électricité aux coûts de raccordement aux réseaux*) (p. 7073, 7074) : position de la commission sur les amendements n° 140 et 141 de M. Jean Besson, n° 238 de M. Jean-Claude Merceron, n° 250 et 249 de M. Yvon Collin et n° 8 de M. Xavier Pintat. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7074, 7075) : position de la commission sur les amendements de M. Roland Courteau n° 99 (gestion des demandes de raccordement) et n° 121 (aménagement de la participation pour voirie et réseaux). - **Article 3** (art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Procédure d'autorisation ministérielle des fournisseurs d'électricité*) (p. 7076, 7079) : position de la commission sur les amendements n° 178 et 179 de M. Jean-

Claude Danglot, ainsi que sur les amendements n° 111, 127 et 75 de M. Roland Courteau. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7081, 7091) : position de la commission sur les amendements n° 180, 182, 181, 183, 185 et 184 de M. Jean-Claude Danglot, n° 118, 76, 77, 78 et 79 de M. Roland Courteau, n° 29 de M. Pierre Bernard-Reymond, n° 130 de M. Thierry Repentin, n° 239 de M. Daniel Dubois et n° 251 de M. Yvon Collin. Sur l'amendement n° 9 de M. Xavier Pintat, son sous-amendement n° 280 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7098) : position de la commission sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Claude Danglot (rapport au Parlement sur l'évolution des prix réglementés de l'électricité et du gaz naturel). - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz*) (p. 7100, 7112) : position de la commission sur les amendements n° 187, 188, 193, 189, 190, 194, 195 et 191 de M. Jean-Claude Danglot, n° 10 de M. Xavier Pintat, n° 137, 80, 81, 112, 113 et 82 de M. Roland Courteau, n° 240 de M. Jean-Claude Merceron, n° 252 et 261 de M. Yvon Collin, n° 26 de M. Francis Grignon, n° 30 de M. Pierre Bernard-Reymond et n° 224 de M. Daniel Dubois. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7115, 7121) : position de la commission sur les amendements n° 196, 200, 202, 199, 201 et 198 de M. Jean-Claude Danglot, n° 85, 84, 86, 87 et 88 de M. Roland Courteau, n° 262 de M. Yvon Collin et n° 17 de M. Philippe Adnot. Son amendement n° 271 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 7132, 7139) : son amendement n° 267 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 203, 204 et 197 de M. Jean-Claude Danglot, n° 89, 115 et 90 de M. Roland Courteau et n° 263 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 7140) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de la commission des finances. - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs*) (p. 7142, 7148) : ses amendements n° 268, 272 et 273 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 92, 93, 116, 117, 94, 128 et 129 de M. Roland Courteau, n° 207 et 206 de M. Jean-Claude Danglot et n° 264 de M. Yvon Collin. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7148, 7149) : son amendement n° 277 : prolongation du Tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TARTAM, jusqu'à la mise en place effective de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique, ARENH ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Philippe Adnot (prolongation du Tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché jusqu'au 30 juin 2011). - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 43-1 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Extension du champ de compétences du médiateur national de l'énergie*) (p. 7149) : position de la commission sur l'amendement n° 35 de M. René Beaumont. - **Article 11** (art. 20 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs - *Report de la mise en œuvre du plan de constitution des actifs dédiés au démantèlement des installations nucléaires*) (p. 7151) : position de la commission sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 11 bis A (Nouveau)** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - *Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements*) (p. 7154) : position de la commission sur les amendements identiques n° 11 de M. Xavier Pintat, n° 142 de M. Jean Besson, n° 241 de M. Jean-Claude

Merceron, n° 253 de M. Yvon Collin, ainsi que sur les sous-amendements n° 281, 282, 283 et 284 du Gouvernement se rapportant respectivement aux amendements n° 11, 142, 241 et 253 précités. - **Article 11 bis** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes de quitter un établissement public de coopération intercommunale afin de confier la distribution d'électricité ou de gaz sur leur territoire à un organisme unique) (p. 7156) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Charles Revet et n° 225 de M. Daniel Dubois. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7164, 7171) : position de la commission sur les amendements n° 209 et 210 de M. Jean-Claude Danglot, n° 105 et 104 de M. Michel Sergent et n° 3 de la commission des finances saisie pour avis, n° 222 de M. Jacques Muller, n° 107 de M. Roland Courteau et n° 227 de M. Daniel Dubois. (p. 7183, 7184) : position de la commission sur les amendements n° 210 de M. Jean-Claude Danglot, n° 227 et 236 de M. Daniel Dubois et n° 242 de M. Jean-Claude Merceron. Demande une seconde délibération sur l'article. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7185) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de M. Michel Sergent (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental faisant le bilan de l'application de l'article 33 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie). - **Article 13** (art. 23 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz - Ajout de la société publique locale aux modalités juridiques de fusion des entreprises locales de distribution) (p. 7187) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Pierre Bernard-Reymond. - **Article 14** (art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'industrie et du gaz - Clarification du champ d'application du statut du personnel des industries électriques et gazières) (p. 7188) : position de la commission sur

l'amendement n° 100 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 7189, 7190) : position de la commission sur les amendements n° 101 de M. Thierry Repentin (maintien de la possibilité, pour un bailleur, de récupérer le prix de l'énergie achetée à une entité juridique indépendante, sans distinguer les éléments constitutifs de ce prix) et de la commission des finances saisie pour avis n° 4 (maintien, pour les salariés du groupe GDF Suez, du régime spécifique d'assurance chômage applicable aux industries électriques et gazières), et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 276 du Gouvernement. - **Article 15** (art. 92 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures - Prorogation de l'habilitation du Gouvernement à adopter par voie d'ordonnance la partie législative du code de l'énergie) (p. 7191) : position de la commission sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Claude Danglot. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 7192) : position de la commission sur les amendements n° 235 de M. Daniel Dubois (égalité des taux de la contribution tarifaire d'acheminement, quels que soient les réseaux de distribution) et n° 24 de M. Francis Grignon (égalité des taux de la contribution tarifaire d'acheminement, quels que soient les réseaux de distribution). - **Seconde délibération - Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire) (p. 7199) : son amendement n° A-1 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7203, 7204) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12252, 12253) : sa question et sa réplique.

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux centres de gestion de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale [n° 723 (2009-2010)] (28 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Sondages et démocratie : pour une législation plus respectueuse de la sincérité du débat politique [n° 54 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral [n° 61 (2010-2011)] (25 octobre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 101, 102) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Rappel au règlement** (p. 411). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 416) : intervient sur l'amendement n° 18 de M. Richard Yung.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (2 février 2010) - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 863) : son amendement n° 453 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 1078) : intervient sur l'amendement n° 439 de M. Claude Domeizel (conditions d'affiliation des agents territoriaux au centre de gestion). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1080) : sur l'amendement n° 480 de M. Dominique Braye (possibilité pour un EPCI de percevoir la DGF à la place des communes le composant), soutient le sous-amendement n° 720 de M. Claude Belot ; adopté. - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1088, 1089) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (7 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2464) : favorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Nouvelle lecture** [n° 490 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 76 (2009-2010)** (p. 4183, 4184) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire** [n° 76 (2009-2010)] - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2009-2010).**

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits** [n° 483 (2009-2010)] - (2 juin 2010) - **Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4357, 4358) : son amendement n° 24 ; adopté. (p. 4362) : intervient sur son amendement n° 24 précité. - **Article 8** (*Conditions relatives à la saisine d'office et à la saisine par d'autres personnes que la personne lésée*)

(p. 4366) : son amendement n° 25 ; adopté. - **Article 9** (*Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés*) (p. 4370) : son amendement n° 26 ; adopté. - **Article 11 A (Nouveau)** (*Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collèges*) (p. 4372) : son amendement n° 27 ; adopté. - **Article 12** (*Collège adjoint au Défenseur des droits pour l'exercice de ses compétences en matière de droits des enfants*) (p. 4378) : son amendement n° 28 ; adopté. - **Article 13** (*Règles relatives au mandat de membre d'un collège auprès du Défenseur des droits*) (p. 4380) : son amendement n° 29 ; adopté. - **Article 25** (*Propositions de réformes*) (p. 4388) : son amendement n° 30 ; adopté. - **Article 26** (*Compétences en matière juridictionnelle*) (p. 4389) : son amendement n° 31 ; adopté. - **Article 26 bis (Nouveau)** (*Intervention du service en charge de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 4389) : son amendement n° 32 ; adopté. - **Article 26 ter (Nouveau)** (*Actions de communication et d'information du Défenseur des droits*) (p. 4390) : son amendement n° 33 ; adopté. - **Article 29** (*Secret professionnel*) (p. 4391) : son amendement n° 34 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Article 32** (*Coordinations avec le projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution, la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 4444) : son amendement n° 35 ; devenu sans objet. - **Demande de seconde délibération** (p. 4449) : rappel au règlement. (p. 4452, 4453) : défavorable à la demande de seconde délibération. - **Seconde délibération - Article 4** (*Compétences et règles de saisine*) (p. 4457, 4458) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5488) : intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Sueur (réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 5804) : sur l'amendement n° 74 de M. Dominique Braye (participation des conseillers municipaux aux commissions formées au sein des établissements publics de coopération intercommunale), son sous-amendement n° 579 ; adopté. - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres*) (p. 5816) : son amendement n° 6 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du territoire*) (p. 5996) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido.

POVINELLI (Roland)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 501) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 798, 799) : défavorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327.

POZZO di BORGO (Yves)
sénateur (Paris)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis vice-président le 12 janvier 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Vice-président de la Mission commune d'information sur les toxicomanies le 20 octobre 2010.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 313 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 246 (2009-2010)] (3 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à régir les agents de la commune et du département de Paris et de leurs établissements publics par le statut général de la fonction publique territoriale [n° 164 (2010-2011)] (10 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Article 1er**

(art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 580) : favorable à l'amendement n° 603 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 606, 607) : son amendement n° 640 : suppression de la compétence départementale du Conseil de Paris ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1615, 1617) : le groupe Union centriste votera ce texte. - **Article 5 ter (Nouveau)** (*Rapport au Parlement sur le transfert éventuel de la gestion des bourses destinées aux étudiants étrangers gérées par le CNOUS*) (p. 1641) : votera l'amendement n° 8 de Mme Colette Mélot. - **Intitulé du chapitre III** (*L'Institut Victor Hugo*) (p. 1645) : s'abstiendra sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (24 février 2010) - **Article 57** (*Régime transitoire pour la Française des jeux et le PMU*) (p. 1824) : son amendement n° 88 ; retiré.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2345, 2347) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2409) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Catherine Dumas. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2435) : soutient l'amendement n° 226 de Mme Catherine Morin-Desailly ; adopté. (p. 2482) : soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 228 ; retiré ; et n° 227 ; rejeté. (p. 2442, 2444) : son amendement n° 225 ; adopté. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2466) : défavorable à l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2531, 2532) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - *Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté*) (p. 2549, 2550) : soutient l'amendement n° 27 de M. Jean-Léonce Dupont ; adopté.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 avril 2010) (p. 2603) : au nom de 24 sénateurs du groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2620) : intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Dominati. - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2651) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2702) : intervient sur l'amendement n° 221 de M. Philippe Dallier. (p. 2707) : son amendement n° 234 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (*Création de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2745) : soutient l'amendement n° 103 de M. Philippe Dominati ; retiré. - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2752, 2753) : son amendement n° 229 ; adopté. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2770, 2774) : ses amendements n° 224 et 223 ; adoptés. - **Article 24** (*Ressources de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2779) : soutient l'amendement n° 233 de M. Denis Badré ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2797) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Dominique Voynet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2801, 2802) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3174, 3176) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3201) : le groupe centriste votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3863, 3864) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3910, 3911) : la grande majorité des membres de l'UC votera ce projet de loi.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4803, 4804) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6361) : favorable à l'amendement n° 300 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article 32 ter (art. 20 du code de procédure pénale, art. L 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale)** (p. 6614, 6615) : parole sur l'article. - **Mise au point au sujet de votes** (p. 6626) : au nom de M. Jean Arthuis. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6658, 6659) : la majorité des membres de l'UC voteront ce projet de loi.

- **Questions criables thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7843, 7844) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (14 octobre 2010) - **Article 8 (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives)** (p. 8064) : favorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 32 octies (précédemment réservés)** (p. 8846, 8847) : son amendement n° 647 :

rétablissement des dispositions de la loi du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite ; rejeté par vote unique.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9075, 9076) : son intervention.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) (p. 9350, 9351) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10805, 10806) : le groupe UC est favorable à ce budget.

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10863, 10864) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11457, 11458) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 décembre 2010) (p. 12077) : au nom de M. Jean-Marie Vanlerenberghe.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12087, 12089) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13026, 13028) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 décembre 2010) (p. 13049) : au nom de Mme Jacqueline Gourault et M. Jean-Claude Merceron.

PRINTZ (Gisèle)
sénatrice (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3359, 3360) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (26 mai 2010) - **Article 9 (titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture)** (p. 3824) : soutient l'amendement n° 159 de Mme Odette Herviaux ; rejeté.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008** [n° 505 (2009-2010)] - (8 juin 2010) - **Article 6 (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises)** (p. 4517) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4782, 4783) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4847) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7439) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7519, 7524) : soutient les amendements n° 56 et 61 de Mme Christiane Demontès ; rejetés le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote)** (p. 7803) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau) (Rendez-vous de 2018)** (p. 7886) : soutient l'amendement n° 71 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3 (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés)** (p. 7948, 7949) : soutient l'amendement n° 87 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 8 (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives)** (p. 8060) : soutient l'amendement n° 136 de M. Jacky Le Menn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 decies (art. L. 4623-1 du code du travail - Recrutement temporaire d'un interne)** (p. 8365) : soutient l'amendement n° 426 de M. Jean-Pierre Godefroy ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1241 de la commission. - **Article 27 ter AA (Nouveau) (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité)** (p. 8393, 8394) : soutient l'amendement n° 449 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 27 ter A (Accords de**

branche sur la pénibilité) (p. 8437) : soutient l'amendement n° 446 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 29 bis** (Prorogation de l'assurance veuvage) (p. 8456) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8489) : soutient l'amendement n° 457 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 8494) : intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yvon Collin. (p. 8501) : intervient sur l'amendement n° 1090 de Mme Odette Terrade. (p. 8516) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32** **quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8627, 8628) : soutient l'amendement n° 475 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8735) : soutient l'amendement n° 162 de Mme Christiane Demontès (réintégration dans l'assiette de la CSG de la totalité des revenus concernés, y compris ceux bénéficiant par ailleurs d'un abattement de 30 % des revenus bruts au titre de l'impôt sur le revenu) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8751) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les diverses modalités de versement de la surcote acquise au moment de la liquidation de la retraite) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8760, 8761) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport, par le COR, sur les conséquences pour les femmes du relèvement à soixante-sept ans de l'âge de départ à taux plein) ; rejeté par vote unique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9991) : soutient l'amendement n° 349 de M. Jacky Le Menn (obligation pour l'assurance maladie de publier annuellement des données comparatives sur l'évaluation de la pertinence des actes et interventions réalisés par les établissements de santé par région) ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10026) : soutient l'amendement n° 160 de M. Yves Daudigny (mutualisation des

moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10087) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les conditions de prise en compte des périodes de versement du RSA jeunes dans le calcul de la retraite) ; rejeté. (p. 10090, 10091) : soutient l'amendement n° 41 de Mme Christiane Demontès (création d'un comité national chargé de piloter les trois régimes de retraite des médecins libéraux) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 10096, 10097) : soutient l'amendement n° 155 de Mme Christiane Demontès (information des assurés en cas de modification des dispositions réglementaires législatives ou conventionnelles concernant les régimes de retraite) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10879, 10880) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10895) : son amendement n° II-65 ; rejeté. (p. 10897) : son amendement n° II-68 ; rejeté. (p. 10899) : son amendement n° II-66 ; rejeté.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 10928, 10929) : sa question et sa réplique.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (26 novembre 2010) (p. 10957, 10958) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10967) : votera contre l'amendement n° II-154 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 87** (p. 10968) : son amendement n° II-113 : mention du Fonds national de financement de la protection de l'enfance dans le code de l'action sociale et des familles ; rejeté. - **Article 87 ter (Nouveau)** (*Mise en place d'un dispositif de suivi des structures d'accueil des personnes handicapées vieillissantes*) (p. 10970) : votera l'amendement n° II-188 du Gouvernement.

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Présidente de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 96, 99) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (28 janvier 2010) - **Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 670) : soutient l'amendement n° 458 de M. François-Noël Buffet (remise au Parlement d'un rapport gouvernemental établissant la liste des ressources financières, dont les communes décidant de se regrouper pourraient perdre le bénéfice) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16 (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale)** (p. 952) : soutient l'amendement n° 99 de M. Christian Cambon ; adopté. - **Articles additionnels après**

l'article 16 (p. 954, 955) : ses amendements n° 457 : possibilité pour deux communes séparées par un bois, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre ; adopté ; et n° 575 : possibilité pour deux communes séparées par un cours d'eau, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 993, 998) : ses amendements n° 499 : possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale ; et n° 574 : possibilité pour une commune de quitter une communauté d'agglomération pour intégrer une communauté de communes ; retirés.

- **Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés [n° 256 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1218, 1220) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1372) : soutient l'amendement n° 93 de M. Christian Cambon (application dès 2009 de la compensation aux communes de l'exonération de taxe sur le foncier bâti pour les logements sociaux de type PLS) ; adopté.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1865) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Article unique (Interdiction du Bisphénol A dans les plastiques alimentaires)** (p. 2091, 2092) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2372) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 2 (Le réseau de transport public du Grand Paris)** (p. 2431) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Éliane Assassi.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2986, 2987) : son intervention. - **Article 1er bis (Nouveau) (art. L. 132-22 du code des assurances et art. L. 223-21 du code de la mutualité - Publicité des démarches effectuées par les assureurs en vue de la résorption des contrats d'assurance sur la vie non réclamés)** (p. 2991) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Hervé Maurey.

- **Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux stages des étudiants et élèves travailleurs sociaux [n° 397 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 3004) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. Nicolas About (rapport gouvernemental sur la pratique des gratifications accordées aux étudiants et élèves effectuant un stage au sein des services des collectivités territoriales). - **Article unique (art. L. 451-1-1 du code de l'action sociale et des familles - Non-gratification des stages effectués par les étudiants et élèves travailleurs sociaux)** (p. 3009) : soutient l'amendement n° 18 de M. Alain Gournac ; adopté. (p. 3010) : soutient l'amendement n° 17 de M. Alain Gournac ; adopté.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3073) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels** - *Deuxième lecture* [n° 467 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3897) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé** - *Deuxième lecture* [n° 469 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3904) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008** [n° 505 (2009-2010)] - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4490, 4492) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services** [n° 508 (2009-2010)] - (10 juin 2010) - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 4683) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Christian Cambon.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation** - *Deuxième lecture* [n° 539 (2009-2010)] - (21 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4947, 4948) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** - *Deuxième lecture* [n° 560 (2009-2010)] - (2 juillet 2010) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5749) : soutient l'amendement n° 41 de M. Alain Vasselle ; retiré. (p. 5751) : soutient l'amendement n° 42 de M. Alain Vasselle ; retiré. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5763) : soutient l'amendement n° 43 de M. Alain Vasselle ; retiré. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5786) : soutient l'amendement n° 45 de M. Alain Vasselle ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6015) : favorable à l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services** - *Deuxième lecture* [n° 595 (2009-2010)] - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6173, 6174) : son intervention. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 6180) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 1 de Mme Bariza Khiari.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière** [n° 704 (2009-2010)] - (1er octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 5 D** (p. 7265) : son amendement n° 1 : correction d'une erreur de renvoi ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 undecies** (p. 7291) : ses amendements n° 8 : rédaction ; n° 9 : cohérence ; et n° 7 : précision ; adoptés. (p. 7292) : ses amendements n° 4 et 5 : coordination ; adoptés. Ses amendements n° 2 : correction ; et n° 3 : renforcement de l'interdiction faite au bailleur d'exiger de la part des candidats à la location un document attestant de leur non-inscription au FICP ; adoptés. (p. 7297, 7298) : sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Dominati (interdiction, pour un prestataire de

services de paiement, de facturer au bénéficiaire des frais de paiement pour les opérations par carte de paiement), soutient le sous-amendement n° 160 de M. Jean-Paul Fournier ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. L. 433-3, L. 734-4, L. 744-10, L. 754-10 et L. 764-10 du code monétaire et financier) (p. 7301) : soutient l'amendement n° 85 de M. Simon Loueckhote ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 7330) : son amendement n° 93 : suppression de l'intervention de Fonds de garantie des assurances obligatoires pour l'indemnisation de dommages matériels causés par les animaux sauvages ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7348, 7349) : soutient les amendements de M. Simon Loueckhote n° 92 (harmonisation des conditions de radiation du fichier central des chèques) ; n° 83 (réforme du crédit à la consommation) ; n° 86 (adaptation des dispositions de la loi relative à la fourniture de services et aux établissements de paiement) ; n° 87 (possibilité pour les comptables publics de recouvrer les créances de toute nature dans les collectivités d'outre-mer dotées de l'autonomie fiscale) ; et n° 88 (harmonisation de l'accès au crédit des PME et fonctionnement des marchés financiers) ; adoptés.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008** - *Commission mixte paritaire* [n° 740 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7386, 7387) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8269) : son amendement n° 535 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 32 septies (précédemment réservés)** (p. 8843) : son amendement n° 481 : ajout de deux cas supplémentaires de sortie en cas d'accident de la vie dans les produits d'assurance retraite en phase de constitution ; adopté par vote unique.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap** [n° 531 (2009-2010)] - (25 octobre 2010) - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 8965) : défavorable à l'amendement n° 83 de la commission (minoration des effectifs pris en compte pour calculer la contribution due par les employeurs publics au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 245-4 du code de l'action sociale et des familles - Réforme de la prestation de compensation du handicap) (p. 8968) : intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011** [n° 84 (2010-2011)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9784) : retrait de son amendement n° 204 présenté par Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9790) : votera contre l'amendement n° 228 de M. Guy Fischer (majoration des cotisations patronales pour les entreprises de plus de 20 salariés employant plus de 20 % de leur effectif à temps partiel). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9869) : son amendement n° 209 : coordination ; adopté. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie - Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9871) : votera l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p. 9879) : soutient l'amendement n° 201 de M. Dominique Leclerc (encadrement des sanctions à l'égard

d'établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation) ; retiré.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10355) : intervient sur l'amendement n° I-453 de la commission (modification du régime social des retraites chapeaux).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 10424) : défavorable à l'amendement n° I-253 de M. François Marc (réduction de l'abattement sur les montants transmis par l'intermédiaire d'une assurance-vie).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10489) : intervient sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10781, 10782) : le groupe UMP votera les conclusions de la CMP.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) (p. 11373, 11374) : son intervention.

Santé

- (4 décembre 2010) - **Article 86 quater (Nouveau)** (*art. L. 252-3 du code de l'action sociale et des familles - Récupération des sommes indûment versées aux bénéficiaires de l'AME*) (p. 11584) : intervient sur les amendements n° II-39 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-158 de M. François Autain, n° II-215 de M. René Teulade et n° II-289 de M. Yvon Collin.

Travail et emploi

- (4 décembre 2010) - **Article 90** (*art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 7233-3 du code du travail et art. L. 741-27 du code rural et de la pêche maritime - Suppression d'exonérations de cotisations sociales en matière de services à la personne*) (p. 11598) : ne votera pas les

amendements n° II-346 de Mme Raymonde Le Texier, n° II-353 de Mme Anne-Marie Payet et n° II-354 de M. Yvon Collin.

Direction de l'action du Gouvernement

- (4 décembre 2010) - au nom de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 69** (p. 11614) : soutient l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-271 (rapport gouvernemental sur le lien entre usage de drogues et pathologies mentales) ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12719) : favorable à l'amendement n° 34 de M. Laurent Béteille (exonérations fiscales en faveur des opérations de transferts mobiliers et immobiliers dans le cadre des programmes "pôles et internats d'excellence").

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 17 septies** (p. 12740) : soutient l'amendement n° 142 de M. Charles Guené (pérennisation du mécanisme du FCTVA) ; adopté. (p. 12741) : soutient l'amendement n° 128 de M. Christian Cambon (diminution du montant de la base minimum de cotisation foncière des entreprises) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12744) : favorable à l'amendement n° 232 de la commission (mise en place d'une taxe sur les sacs plastiques). - **Article 30** (*art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs*) (p. 12774) : son amendement n° 86 ; adopté. (p. 12776) : ne votera pas l'amendement n° 26 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12796) : favorable à l'amendement n° 120 de Mme Marie-Thérèse Hermange (mise en place d'un ajustement progressif de l'abattement de cotisations patronales de sécurité sociale applicables aux particuliers employeurs). - **Article 34** (*Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA*) (p. 12800) : ne votera pas l'amendement n° 236 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 12809, 12810) : soutient les amendements n° 110, n° 111, n° 112 de M. Gérard César ; adoptés.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Dessailly sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** - (20 décembre 2010) (p. 12846, 12847) : son intervention.



RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3420, 3422) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3692) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) -

Article 35 (Texte non modifié par la commission) (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5847, 5848) : intervient sur les amendements n° 167 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 437 de M. Pierre-Yves Collombat.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6012, 6013) : intervient sur les amendements analogues de M. Rémy Pointereau n° 244 (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales) et n° 245. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6051, 6052) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (20 octobre 2010) - **Article 33 (Entrée en vigueur)** (p. 8654) : favorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 16 (priorité)** (p. 10462) : intervient sur l'amendement n° I-144 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10469, 10470) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° I-292, I-293, I-294 et I-295 de M. Jean-Jacques Jégou, n° I-415 de M. Nicolas About et n° I-247 de Mme Nicole Bricq (taux de TVA applicable dans la restauration).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10803, 10805) : son intervention.

RAINAUD (Marcel)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

de RAINCOURT (Henri)
*ministre auprès de la ministre d'Etat,
 ministre des affaires étrangères et
 européennes, chargé de la coopération
 (à partir du 14 novembre 2010)
 ministre chargé des relations avec le
 Parlement
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 813) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 333 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 281 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 282 (2009-2010)** (p. 1841) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1851, 1852) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission (modalités de nomination des membres du Conseil constitutionnel et des personnalités qualifiées du Conseil supérieur de la magistrature). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1853) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 282 (2009-2010)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 281 (2009-2010).** - (25 février 2010) - **Article 1er et annexe (Texte non modifié par la commission)** (p. 1856, 1857) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de M. Bernard Frimat et n° 3 de la commission.

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 78 (2009-2010)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1867, 1869) : son intervention.

- **Éloge funèbre de Jacqueline Chevé, sénatrice des Côtes-d'Armor** - (27 avril 2010) (p. 2836, 2837).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6962, 6963) : soutient l'amendement n° 44 de M. Roland Courteau (nécessité de respecter les principes d'égalité, de continuité, d'adaptabilité et de sécurité du service public de l'électricité) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6997, 6998) : soutient l'amendement n° 58 de M. Roland Courteau ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2884, 2885) : le Gouvernement est favorable à l'adoption de cette proposition de loi. - **Article 1er** (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques) (p. 2897, 2898) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3, 4, 5, 6 et 7 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2898) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression de l'interdiction des commissions d'enquête portant sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires). - **Article 3** (art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques) (p. 2900, 2901) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 et 9 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2904) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 1 (réforme des juridictions financières).

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3101, 3120) : invite la Haute Assemblée à voter ce texte. Réponses aux orateurs. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Saisine du Conseil économique, social et environnemental par le Gouvernement et le Parlement) (p. 3121) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Simon Sutour. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3122) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 49 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 21 de M. Simon Sutour (prise en compte de l'avis du Conseil économique, social et environnemental dans l'étude d'impact jointe à ce texte). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3122) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de Mme Josiane Mathon-Poinat (rapport gouvernemental semestriel sur les suites données aux avis du CESE). - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Demandes d'études adressées aux sections) (p. 3123) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de M. Simon Sutour. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3127, 3139) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43, 45, 44, 47, 46, 42, 41 et 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 23, 26, 29, 24, 25, 30 et 28 de M. Simon Sutour, ainsi que sur les amendements n° 7 de M. Christian Cointat, n° 1 de M. Christophe-André Frassa, n° 4 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 27 de M. Richard Yung, n° 34

de M. Yann Gaillard, n° 10 de M. Philippe Leroy, n° 36 de Mme Isabelle Debré, n° 11 de M. Jean-René Leclercq, n° 19 de M. Dominique Braye et n° 53 de la commission. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Désignation de personnalités par le Gouvernement) (p. 3140) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31 de M. Simon Sutour et n° 50 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (- **Article 9 bis** (art. 13 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Création de délégations permanentes au sein du CESE) (p. 3141, 3142) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de M. Simon Sutour et n° 37 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Changement de dénomination) (p. 3142) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3143) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3194) : réponse aux orateurs. - **Article 2** (art. 25, 26, 27, 28, 29 et 30 nouveaux du nouveau titre IV de la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer - Répression de la piraterie maritime) (p. 3197) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Didier Boulaud. - **Article 6** (art. L.1521-1 de la section 1 et art. L.1521-11, L.1521-12, L.1521-13, L.1521-14, L.1521-15 et L.1521-16 nouveaux de la nouvelle section 3 du chapitre unique du titre II du Livre V de la première partie du code de la défense - Création d'un régime sui generis pour la consignation à bord des personnes appréhendées dans le cadre de l'action de l'État en mer) (p. 3199) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Didier Boulaud. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3200) : son amendement n° 3 : qualité de pupille de la Nation accordée aux enfants dont un des parents a été victime d'actes de piraterie ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3201, 3202) : remerciements.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3601, 3606) : avis du Gouvernement sur n° 94 de M. Serge Larcher, n° 326 de M. Alain Vasselle et sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 30 et n° 93. (p. 3613, 3614) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 512 et 513 de M. Pierre Jarlier, n° 238, 226, 239 et 237 de M. Gérard Le Cam, n° 95, 98 et 99 de Mme Odette Herviaux, n° 96 de Mme Nicole Bonnefoy, n° 97 de M. Michel Teston, n° 523 de M. Yvon Collin et n° 100 de M. Didier Guillaume.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3849) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Nouvelle lecture [n° 490 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 76 (2009-2010)** (p. 4180) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 76 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2009-2010)**.

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (30 juin 2010) (p. 5523, 5524).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la

métropole) (p. 5639) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 340 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6335) : avis du Gouvernement sur la motion n° 365 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du chapitre 1er (Objectifs et moyens de la politique de sécurité intérieure)** (p. 6337) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 192 de M. Alain Anziani. - **Article 1er (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure)** (p. 6355, 6362) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 193 de M. Alain Anziani, n° 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304 et 305 de M. Yvon Collin et n° 110 de Mme Éliane Assassi. (p. 6357, 6359) : ses amendements n° 408, 406, 407 et 409 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6366, 6367) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme), n° 277 de Mme Éliane Assassi (modification du régime de la garde à vue de manière à respecter les libertés fondamentales), n° 194 de M. Alain Anziani (rapport gouvernemental sur la répartition territoriale des effectifs des forces de sécurité), ainsi que sur les amendements de M. Yvon Collin n° 306 (assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue) et n° 307 (droits des personnes placées sous le régime de la retenue douanière).

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6516) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 421 de M. Jean-Jacques Hyst portant sur son amendement n° 389 (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions).

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6687, 6689) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6691) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6694) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. 4 bis de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Dérogation au principe de non-allongement de la durée d'amortissement de la dette sociale) (p. 6696, 6697) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 et 5 de M. Guy Fischer et n° 2 de M. Bernard Cazeau.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2010) (p. 8858).

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2010) (p. 9513, 9514).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11462, 11465) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la reconversion des militaires [n° 611 (2009-2010)]** - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13024, 13025) : son intervention. (p. 13035, 13037) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer - Deuxième lecture [n° 134 (2010-2011)]** - (22 décembre 2010) -

Discussion générale (p. 13038, 13039) : son intervention.
(p. 13046, 13047) : réponse aux orateurs.

RALITE (Jack)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 384 (2009-2010)] visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 431 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre** [n° 166 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 202, 203) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009)** (p. 408) : intervient sur les amendements n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 9 de M. Bernard Frimat.

- **Rappel au règlement** - (26 janvier 2010) (p. 490).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (4 février 2010) - **Article 35 (Clarification des compétences des collectivités territoriales)** (p. 1103, 1104) : votera contre l'article 35 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010** [n° 276 (2009-2010)] - (16 février 2010) - **Articles additionnels après**

l'article 9 (p. 1452, 1456) : son amendement n° 110 : instauration d'une taxe sur la publicité en ligne ; rejeté.

- **Débat sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de télévision** - (10 mai 2010) (p. 3271, 3273) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 3569, 3572) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5828, 5829) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6835, 6837) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6848) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Question préalable** (p. 7461, 7463) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 497 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7657, 7658) : favorable à l'amendement n° 844 de M. Guy Fischer. (p. 7673, 7674) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 quater** (*art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2,*

L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8330) : votera contre cet article.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9101, 9102) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10383, 10387) : son amendement n° I-301 : alignement du taux de TVA applicable au livre numérique sur le taux appliqué au livre papier ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10502) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne). - **Article 11 quater (Nouveau)** (*art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision*) (p. 10508, 10512) : soutient l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Article 12** (*art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision*) (p. 10519, 10520) : défavorable à l'amendement n° I-12 de la commission.

Deuxième partie :

Culture

- (2 décembre 2010) (p. 11332, 11334) : son intervention.

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire Comité stratégique pour l'élaboration et le suivi de la stratégie nationale de la recherche énergétique le 17 décembre 2010.

Membre suppléant du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques produits par les lignes à haute et très haute tension [n° 506 (2009-2010)] (27 mai 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 115 tome 6 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 38, 40) : son intervention.

- **Questions cibles thématiques - Copenhague et après ?** - (26 janvier 2010) (p. 511) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 534, 535) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 2 (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre)** (p. 637) : sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse, favorable au sous-amendement n° 704 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 688) : intervient sur l'amendement n° 154 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 691) : favorable à l'amendement n° 446 de Mme Michèle André (respect des principes de la parité dans la composition des organes délibérants des EPCI).

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 6 (Coordinations)** (p. 819) : intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 6 bis (Nouveau) (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création d'une communauté urbaine)** (p. 823) : intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Article 7 (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales**

Création des pôles métropolitains) (p. 832, 833) : son amendement n° 390 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1009) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Commission mixte paritaire [n° 22 (2005-2006)]** - (25 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1860) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1865) : favorable à ce texte.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les consommateurs finals domestiques d'électricité et les petites entreprises à retourner au tarif réglementé d'électricité [n° 324 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Article unique** (p. 2126, 2128) : soutient l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Xavier Pintat. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Questions criables thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2856, 2857) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3480, 3481) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé - Deuxième lecture [n° 469 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3902, 3903) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4561, 4562) : son intervention. - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4576) : parole sur l'article. (p. 4577) : favorable à l'amendement n° 11 de Mme Bariza Khiari. (p. 4581) : ne votera pas l'amendement n° 93 de Mme Odette Terrade. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4591) : favorable à l'amendement n° 16 de Mme Bariza Khiari.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4613, 4614) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Bariza Khiari ; adopté. - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France) (p. 4628) : favorable à l'amendement n° 90 de Mme Nicole Bricq. - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4636) : favorable aux amendements n° 28 de Mme Bariza Khiari et n° 62 de M. Bernard Saugey. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 4669, 4670) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Bariza Khiari (précision du contenu des missions confiées à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat) ; rejeté.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4916, 4917) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-11 à L. 311-17-1 du code de la consommation - Formation du contrat de crédit) (p. 4958) : intervient sur les amendements n° 6, 5 et 4 de Mme Nicole Bricq. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 75 du code civil - Lecture lors de la cérémonie du mariage des dispositions

relatives à la solidarité des époux) (p. 4958, 4960) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Dispositions applicables au regroupement de crédits) (p. 4968) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement des particuliers) (p. 4980, 4982) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 16 ; retiré ; n° 19, 17 et 18 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4995, 4996) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5861) : soutient l'amendement n° 453 de M. Jean-Pierre Sueur ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6947, 6949) : soutient la motion n° 145 de M. Roland Courteau tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6960) : soutient l'amendement n° 43 de M. Roland Courteau (réaffirmation du caractère de bien de première nécessité de l'électricité) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6976, 6977) : parole sur l'article. (p. 6998, 6999) : soutient l'amendement n° 56 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 7001) : intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Paul Amoudry. (p. 7003) : favorable à l'amendement n° 60 de M. Roland Courteau. (p. 7005) : votera l'amendement n° 275 du Gouvernement. (p. 7009) : favorable à l'amendement n° 68 de M. Roland Courteau.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement) (p. 7046) : favorable à l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement) (p. 7063, 7065) : intervient sur l'amendement n° 255 de M. Raymond Vall. Favorable à l'amendement n° 73 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7070, 7071) : intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (financement de l'enfouissement des lignes à haute tension). - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 7087) : favorable à l'amendement n° 79 de M. Roland Courteau. - **Article 5** (art. 66, 66-1, 66-2 et 66-3 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Bénéficiaires des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz) (p. 7106, 7108) : favorable à l'amendement n° 193 de M. Jean-Claude Danglot. Soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 112 et 114 ; rejetés. - **Article 7** (art. 28, 32, 33, 37 et 40 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Adaptation du champ de compétences de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7117) : soutient l'amendement n° 84 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 8** (art. 28, 32 et 35 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Modification de la composition du collège de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 7139) : intervient sur l'article. - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ;

art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs (p. 7144, 7147) : soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 117 ; adopté ; et n° 129 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7149) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 277 de la commission (prolongation du Tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TARTAM, jusqu'à la mise en place effective de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique, ARENH). - **Article 14** (art. 47 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'industrie et du gaz - Clarification du champ d'application du statut du personnel des industries électriques et gazières) (p. 7188) : favorable à l'amendement n° 100 de M. Roland Courteau.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7946) : favorable à l'amendement n° 1174 de M. Guy Fischer. - **Article 3 octies (Nouveau)** (Rapport sur les polypensionnés) (p. 7967, 7968) : question au ministre du travail.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8442) : votera contre les amendements n° 619 de M. Philippe Dominati et n° 1076 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8641).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8726, 8727) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 169 (utilisation des plus-values sur les cessions de filiales) ; et n° 168 (fiscalisation des plus-values sur les cessions de filiales outre-mer) ; rejetés par vote unique.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Article 4** (Évolution annuelle des dépenses publiques en volume) (p. 9435) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Débat sur les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques** - (4 novembre 2010) - au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 9515, 9519) : son intervention.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10208) : intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance des directives européennes relatives aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre). - **Article 3** (art. 2-1, 3, 4, 6-1, 6-2, 8-1 et 23-1 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts - Mise en conformité des conditions d'exercice de la profession de géomètre-expert avec la « directive services ») (p. 10213) : son amendement n° 15 ; rejeté. - **Article 7** (Transposition de la directive 2008/96/CE concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières) (p. 10218) : son amendement n° 18 ; retiré. - **Article 8** (Adaptation du droit national au règlement CE n° 1371/2007 du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires) (p. 10219) : son amendement n° 19 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10227, 10229) : le groupe socialiste est favorable aux amendements du Gouvernement n° 5 (transposition par voie d'ordonnance du troisième paquet législatif communautaire sur la sécurité maritime) et n° 6 (transposition par voie d'ordonnance d'une directive relative à la mise en œuvre de la convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail). Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Dominique Braye (possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols de 20 % pour des constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de

production d'énergie renouvelable). Son amendement n° 23 : extension à trois ans du délai de mise en conformité des SCOT et des PLU avec la loi dite "Grenelle II" ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10675, 10676) : favorable aux amendements, portant sur le même objet, de M. François Rebsamen n° I-268 et I-267 et n° I-266 (renforcement de la taxe sur la vacance des logements).

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 11287) : son intervention. - **Article 78** (art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Réforme du dispositif d'exonération de cotisations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes) (p. 11309) : favorable aux amendements n° II-152 de la commission de la culture saisie pour avis et n° II-285 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12155, 12156) : favorable à l'amendement n° 44 de M. Jacques Mézard (obligation pour les établissements publics à caractère industriel et commercial d'abroger leurs actes réglementaires illégaux). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 12158) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ d'application de la loi Carle aux regroupements pédagogiques intercommunaux créés de fait par les collectivités territoriales suite à des réorganisations administratives). - **Article 4 bis (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée) (p. 12159) : intervient sur l'amendement n° 237 de la commission. - **Article 4 quater (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte) (p. 12160) : favorable à l'amendement n° 147 de M. Jean-François Voguet. - **Article 10** (Adaptation à la directive « services » des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile) (p. 12164) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-Pierre Sueur ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12167) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (utilisation de la langue anglaise comme langue d'usage par les personnels des exploitants aériens). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12177) : favorable à l'amendement n° 11 de M. Gérard César (possibilité pour la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de sanctionner l'exécution de contrats non conformes aux accords interprofessionnels dans le domaine de l'agriculture et de la pêche). - **Article additionnel après l'article 16 ter** (p. 12178) : votera l'amendement n° 193 du Gouvernement (possibilité pour le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole de statuer dans certains cas en premier et dernier ressort). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 12179) : favorable à l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur (création d'un registre national automatisé d'enregistrement du consentement au don d'organes).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 18** (Simplification du régime applicable au déversement à l'épandage d'eaux usées assimilables à des rejets domestiques provenant d'activités économiques) (p. 12218, 12219) : favorable aux amendements n° 46 de M. Jacques Mézard et n° 150 de Mme Évelyne Didier. - **Article 19** (Simplification des règles applicables aux opérateurs réalisant les diagnostics et les contrôles relatifs au plomb) (p. 12221) : favorable à l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Questions cibles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12252) : sa réplique.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)] (suite)** - (14 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 42** (p. 12269, 12270) : son amendement n° 98 : création dans les communes de plus de 100 000 habitants d'une commission permanente chargée d'expédier les affaires courantes ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 87 quinquies** (p. 12316, 12317) : votera contre les amendements identiques n° 35 de M. Thierry Repentin et n° 75 de M. Pierre Jarlier (soumission des SEM, des SPL et des SPLA à une procédure d'agrément). - **Article 88 ter**

(Nouveau) (art. 19 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - Dispositions transitoires pour l'entrée en vigueur de la loi « Grenelle 2 ») (p. 12319) : son amendement n° 82 ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 136 de M. Roland Ries ; devenu sans objet.

RAOUL (Paul)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [n° 243 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1251, 1252) : son intervention. - **Article unique** (*Attribution de subventions pour garantir la fourniture d'eau dans les immeubles d'habitation*) (p. 1256) : son amendement n° 6 ; adopté. (p. 1257) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1258, 1260) : ses amendements n° 9 : sécurité juridique apportée aux collectivités expérimentant la tarification sociale de l'eau ; et n° 10 : modification du tarif de l'eau en fonction de la catégorie d'usagers ; retirés ; et n° 11 : caractère préventif de l'aide versée aux personnes rencontrant des difficultés pour se fournir en eau ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1262) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3602) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Charles Revet, repris par Mme Odette Herviaux. (p. 3611, 3616) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Odette Herviaux ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Jarlier. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3629) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Odette Herviaux (mission de conseil des chambres d'agriculture auprès des collectivités locales dans le domaine des restaurants collectifs) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3662) : intervient sur les amendements de M. Jacques Muller n° 596 (intégration systématique des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement dans les instances de concertation sur les

questions agricoles), n° 600 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement au sein des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) et n° 599 (intégration des associations agréées de protection de la nature et de l'environnement aux chambres départementales de l'agriculture). - **Intitulé du titre II** (*Renforcer la compétitivité de l'agriculture française*) (p. 3664) : intervient sur l'amendement n° 132 de Mme Renée Nicoux. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 3666) : intervient sur l'amendement n° 31 de M. Charles Revet (création d'une taxe sur l'ensemble des produits alimentaires afin de couvrir le financement de la couverture sociale des professionnels de l'agriculture et de la pêche).

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) (p. 3681, 3682) : intervient sur l'amendement n° 259 de M. Gérard Le Cam (promotion d'un programme européen d'aide agricole en direction des pays tiers). - **Article 3** (*chapitre 1er du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3725) : intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3736) : intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Odette Herviaux (justification, sur les factures du fournisseur, de conditions particulières de vente par la spécificité des services rendus). - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - *Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3761, 3764) : soutient l'amendement n° 147 de M. Didier Guillaume ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5266, 5268) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (**priorité**) (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7770, 7771) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

REBSAMEN (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises**.

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Délocalisation de l'INSEE à METZ : à l'heure du choix immobilier [n° 7 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Économie. Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 111 tome 3 annexe 11 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3489, 3490) : intervient sur les amendements identiques n° 4 de M. Dominique Braye et n° 3 de M. Thierry Repentin (modification du régime des sociétés publiques locales amenées à intervenir dans le champ du logement social).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5457, 5458) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10270, 10271) : le groupe socialiste ne votera pas le projet de loi de finances pour 2011.

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10667, 10668) : défavorable à l'amendement n° I-445 de la commission (financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris).

Deuxième partie :

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11433, 11434) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11445, 11446) : position de la commission sur les amendements n° II-391 de M. Bruno Sido et n° II-393 de M. Denis Badré.

Articles non rattachés

- (7 décembre 2010) - **Article 63 (précédemment réservé) (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales)** (p. 11871) : soutient l'amendement n° II-453 de M. Gérard Collomb ; rejeté.

REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 15 décembre 2010.

Devenu sénateur le 15 décembre 2010 (en remplacement de M. Philippe RICHERT, nommé membre du Gouvernement).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La coopération bilatérale de défense entre la France et le Royaume-Uni [n° 658 (2009-2010)] (9 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avi, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Défense - Équipement des forces [n° 112 tome 5 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 398) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean-Marc Todeschini (correction du découpage électoral réalisé dans la circonscription de Metz) ; rejeté. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 410, 411) : soutient l'amendement n° 12 de M. Jean-Marc Todeschini ; rejeté. (p. 414, 416) : son amendement n° 17 ; rejeté.

RENAR (Ivan)
sénateur (Nord)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3505, 3506) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10853, 10854) : son intervention. (p. 10867) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) - pour le groupe socialiste (p. 12077, 12080) : son intervention.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1633, 1636) : son amendement n° 28 ; adopté. Intervient sur les amendements identiques n° 14 de M. Robert Hue et n° 21 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Intitulé du chapitre III** (*L'Institut Victor Hugo*) (p. 1642, 1643) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article 6** (*Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial*) (p. 1649, 1650) : parole sur l'article. - **Article 6 bis** (*Création d'un conseil d'orientation stratégique sur l'action culturelle extérieure*) (p. 1652) : son amendement n° 29 ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à permettre le recours au vote par voie électronique lors des élections des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 419 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3047, 3048) : le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3054, 3055) : son amendement n° 13 : modification de la composition des conseils d'administration au profit des étudiants et des représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques ; rejeté. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de vote pour l'élection des membres de conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel*) (p. 3060, 3061) : intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3064) : son amendement n° 17 : autorisation de la propagande électorale avant et pendant le scrutin ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression d'un alinéa de l'article L. 719-1 du code de l'éducation*) (p. 3064) : son amendement n° 19 ; rejeté. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Coordination*) (p. 3065) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Application de la loi dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 3065) : son amendement n° 21 ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3580, 3581) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3702) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi visant à lutter contre l'absentéisme scolaire [n° 663 (2009-2010)]** - (15 septembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6808) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression du système de traitement automatisé de données nominatives concernant les mineurs soumis à l'obligation scolaire) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 3**

(p. 6816) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression du contrat de responsabilité parentale) ; rejeté. - **Article 3** (*art. L. 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles - Aménagement du régime du contrat de responsabilité parentale*) (p. 6816, 6817) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 6840, 6841) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jack Ralite (création d'un fonds d'aide à l'équipement numérique des salles de cinéma) ; rejeté. (p. 6841) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Jack Ralite (création d'un fonds d'aide à l'équipement numérique des salles de cinéma). - **Article 1er** (*art. L. 213-16 à L. 213-23 (nouveau) du code du cinéma et de l'image animée - Modalités de l'équipement numérique des cinémas*) (p. 6844) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Jack Ralite. Soutient l'amendement n° 3 de M. Jack Ralite ; rejeté. (p. 6846, 6847) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jack Ralite ; rejeté. Le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 2** : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 3** : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 4** : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 5** : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Article 6** (p. 6848) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6848) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte.

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9063, 9064) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative au prix du livre numérique [n° 51 (2010-2011)]** - (26 octobre 2010) - **Article 2** (*Fixation du prix de vente au public par l'éditeur*) (p. 9108) : favorable à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Leleux. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9114, 9115) : votera l'amendement n° 3 de M. David Assouline (application d'un taux de TVA réduit sur le livre numérique).

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9227, 9228) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10163, 10164) : le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 10166, 10167) : son amendement n° 4, similaire à l'amendement n° 2 de M. Serge Lagauche (insertion d'un volet sur les activités immobilières des universités dans le rapport annuel relatif aux libertés et responsabilités des universités) ; retiré. - **Article 2** (*art. L. 344-4 du code de la recherche - Délivrance de diplômes nationaux par les pôles d'enseignement supérieur et de recherche, PRES*) (p. 10171) : son amendement n° 6 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10172) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 9 de la commission (possibilité, pour les fondations partenariales, d'abriter des fondations sans personnalité morale). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 6213-1 du code de la santé publique - Exercice de la responsabilité de biologiste médical et de la fonction de biologiste responsable au sein des centres hospitalo-universitaires, CHU*) (p. 10175, 10176) : demande le report de l'examen de cet article. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10178) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 8 du Gouvernement (extension du dispositif de création des fondations de coopération scientifique).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2010) (p. 11288, 11290) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11306) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-276 de M. Philippe Adnot.

Culture

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11341) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur l'amendement n° II-384 du Gouvernement.

Médias, livre et industries culturelles - Compte spécial : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2010) (p. 11349, 11350) : son intervention.

REPENTIN (Thierry)
sénateur (Savoie)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 22 février 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Ville et logement [n° 115 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - Culture.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2492) : votera l'amendement n° 179 de M. Philippe Dallier.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2854, 2855) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi pour le développement des sociétés publiques locales - Deuxième lecture [n° 430 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3488, 3489) : son amendement n° 3 : modification du régime des sociétés publiques locales amenées à intervenir dans le champ du logement social ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3638, 3639) : intervient sur l'amendement n° 594 de M. Jacques Muller (interdiction de la publicité sur les produits alimentaires dans les programmes de télévision destinés aux enfants de moins de 13 ans). - **Article 1er bis (Nouveau)** (*Sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du livre premier et art. L. 115-24-1 [nouveau] du code de la consommation - Autres signes d'identification de l'origine*) (p. 3640) : le groupe socialiste s'abstient sur l'article. - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3640, 3641) : son amendement n° 114 : promotion de la spécificité de l'agriculture de montagne auprès de l'Union européenne ; rejeté. - **Article 1er quater (Nouveau)** (*art. L. 811-1, L. 811-2, L. 811-8, L. 811-9-1 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2 et L. 814-2 du code rural - Adaptation du cadre législatif de l'enseignement agricole*) (p. 3651) : le groupe socialiste s'abstient sur les amendements n° 245, 246 et 249 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7847) : sa réplique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8282, 8283) : intervient sur l'article. - **Article 25 quater** (*art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail*) (p. 8323) : soutient l'amendement n° 418 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9295, 9297) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
NI

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 31 janvier 2010.

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11059) : son intervention. - **Article 99** (*art. 234 nonies et 234 duodécies du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11076) : parole sur l'article. (p. 11079) : intervient sur les amendements n° II-107 de M. Jean-Pierre Caffet, n° II-172 de M. Yvon Collin et n° II-174 de Mme Odette Terrade. (p. 11082) : sur l'amendement n° II-27 de la commission, son sous-amendement n° II-106 ; rejeté.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - **Article 77 bis (Nouveau)** (*art. L. 3211-7, L. 5151-1, L. 5211-1 [nouveau], L. 5241-1-1, L. 5241-6 [nouveau] et L. 5342-13 [nouveau] du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des modalités de cession du foncier de l'Etat en outre-mer*) (p. 11251) : intervient sur l'amendement n° II-207 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 85** (p. 12303, 12307) : ses amendements n° 87 : harmonisation des procédures en matière de lutte contre les termites ; n° 88 : mobilisation du parc privé pour la mise en œuvre effective du droit au logement opposable ; et n° 85 : réglementation des loyers en cas d'évolution anormale du marché ; rejetés. (p. 12304, 12305) : soutient les amendements de M. François Rebsamen, portant sur le même objet, n° 122 et n° 124 (extension du dispositif de la taxe sur les logements vacants) ; rejetés. Soutient l'amendement n° 105 de Mme Alima Boumediene-Thiery (logement des personnes âgées) ; rejeté. - **Article 87** (*Transformation des conventions globales de patrimoine conclues entre les organismes HLM et l'Etat en conventions d'utilité sociale*) (p. 12309) : son amendement n° 26 ; adopté. - **Article 87 quater (Nouveau)** (*Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM*) (p. 12312) : son amendement n° 27 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 87 quater** (p. 12313) : son amendement n° 29 : sécurisation des conventions passées entre les organismes d'HLM et leurs membres ; rejeté. - **Article 87 quinquies (Nouveau)** (*Prêts participatifs entre organismes HLM*) (p. 12314) : son amendement n° 28 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 87 quinquies** (p. 12314, 12317) : ses amendements n° 31 : possibilité pour les offices publics de l'habitat de développer des partenariats public-privé ; n° 30 : cohérence ; rejetés ; n° 34 : régime des marchés publics des offices HLM ; et n° 32 : prise en compte des SCIC d'HLM ; adoptés ; et n° 35 : soumission des SEM, des SPL et des SPLA à une procédure d'agrément ; retiré.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir le 29 avril 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia le 30 mars 2010 ; puis président du 31 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 276 (2009-2010)] pour 2010 [n° 283 (2009-2010)] (10 février 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia : Xynthia : les leçons d'une catastrophe (rapport d'étape) [n° 554 (2009-2010)] (10 juin 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia : Xynthia : une culture du risque pour éviter de nouveaux drames (Rapport) [n° 647 tome 1 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia : Xynthia : une culture du risque pour éviter de nouveaux drames (Auditions) [n° 647 tome 2 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir un retour vers l'équilibre budgétaire [n° 81 (2010-2011)] (28 octobre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (4 février 2010) - **Article 35 (Clarification des compétences des collectivités territoriales)** (p. 1085) : parole sur l'article. (p. 1094) : son amendement n° 573 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 1280, 1282) : la commission de l'économie est favorable à ce projet de loi de finances rectificative. - **Article 1er A (Nouveau)** (art. 220 terdecies du code général des impôts - Abaissement du seuil d'éligibilité des coûts de développement au crédit d'impôt

en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 1314) : intervient, à titre personnel, sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 4 (Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements)** (p. 1396, 1402) : ses amendements n° 46 ; retiré ; et n° 45 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1453, 1454) : intervient sur les amendements identiques n° 27 de la commission et n° 110 de M. Jack Lalite (instauration d'une taxe sur la publicité en ligne).

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (26 mai 2010) - **Article 9 (titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture)** (p. 3815, 3823) : parole sur l'article. (p. 3822, 3823) : son amendement n° 404 ; retiré. - **Article 10 (Rapport sur l'assurance récolte)** (p. 3830, 3834) : sur l'amendement n° 659 du Gouvernement, son sous-amendement n° 683 ; retiré.

- **Débat sur les conséquences de la tempête Xynthia** - (16 juin 2010) - président de la mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia (p. 4850, 4853) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5539, 5540) : votera les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales) et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 5933) : en son nom et en celui de M. Philippe Darniche. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5959) : favorable à l'amendement n° 576 du Gouvernement (mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux à partir de 2014).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5993) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. (p. 5998, 5999) : son amendement n° 539 ; retiré.

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi [n° 200 (2009-2010)] de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 436 (2009-2010)] (6 mai 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de résolution [n° 591 (2009-2010)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique commune de la pêche [n° 650 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 654 (2009-2010)] (8 juillet 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Ecologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers, services nationaux de transports conventionnés de voyageurs - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 115 tome 2 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 43, 44) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (4 février 2010) - **Article 20 (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre)** (p. 976) : soutient l'amendement n° 76 de M. Rémy Pointereau ; adopté. (p. 987, 990) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau et, sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° 723 de la commission. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission) (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays)** (p. 1027) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2364, 2365) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er (Le Grand Paris : un projet d'intérêt national)** (p. 2407) : sur l'amendement n° 244 de Mme Dominique Voynet, son sous-amendement n° 303 ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) - pour la commission de l'économie, du développement

durable et de l'aménagement du territoire, auteur de la question (p. 3325, 3328) : sa question.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 3411, 3413) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3600, 3603) : son amendement n° 30 ; retiré puis repris par Odette Herviaux. (p. 3615) : intervient sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Jarlier. (p. 3618, 3623) : ses amendements n° 32 ; adopté ; et n° 28 et 29 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3724) : votera cet article.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 11 septies** (p. 3963) : votera l'amendement n° 201 de M. Didier Guillaume (protection du pastoralisme face aux attaques de loups). - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3989, 3994) : ses amendements, identique au n° 555 de M. Yvon Collin, n° 26 : prorogation d'une année de l'exonération partielle de cotisation sociale des jeunes chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles ; n° 551 (suppression de l'assiette minimum de cotisation) ; et, identique au n° 556 de M. Yvon Collin, n° 27 : amortissement de l'habitation de l'exploitant agricole lorsque celle-ci est inscrite à l'actif du bilan ; retirés. Favorable à l'amendement n° 653 du Gouvernement (protection sociale des jeunes pendant leur installation). - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4001, 4002) : intervient sur l'amendement n° 619 de M. Jacques Muller. (p. 4021) : favorable à l'amendement n° 650 du Gouvernement. - **Article 14** (Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité) (p. 4053) : intervient sur l'amendement n° 632 de M. Jacques Muller.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4111) : son amendement n° 25 : simplification du système de l'aval des négociants en grains ; adopté. - **Article 18** (art. 2-1 [nouveau] de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - Création du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture) (p. 4120) : son amendement n° 691 ; adopté. (p. 4121) : position de la commission sur les amendements n° 485 de M. Serge Larcher et n° 490 de M. Claude Lise. - **Article additionnel après l'article 18 bis** (p. 4122) : position de la commission sur l'amendement n° 484 de M. Serge Larcher (étude gouvernementale sur la mise en place d'un plan chlordécone mer). - **Article 19** (art. 2-1 [nouveau] du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime - Schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine) (p. 4123) : son amendement n° 692 ; adopté. (p. 4123) : position de la commission sur l'amendement n° 472 de M. Georges Patient. - **Article 20** (art. 3, 3-3 et 3-4 [nouveaux], 13-1 et 21 bis du décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime - Répartition des compétences concernant la réglementation et la gestion des ressources halieutiques) (p. 4127) : son amendement n° 695 ; adopté. (p. 4128, 4131) : position de la commission sur les amendements n° 473 de M. Georges Patient, n° 190 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 347, 348, 349 et 350 de Mme Odette Herviaux. Son amendement n° 711 ; adopté. (p. 4130) : son amendement n° 694 ; adopté. - **Article 21** (chapitre Ier de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation

interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle) (p. 4135) : son amendement n° 696 ; adopté. (p. 4137, 4141) : position de la commission sur les amendements n° 465 et 466 de M. Jean-Claude Merceron, n° 191 de M. Jean-Etienne Antoinette et n° 351, 352, 354, 355, 360, 366, 367 et 370 de Mme Odette Herviaux. (p. 4142, 4146) : position de la commission sur les amendements n° 474, 475 et 476 de M. Georges Patient, n° 362 de Mme Maryvonne Blondin et n° 356, 357, 358, 363 et 365 de Mme Odette Herviaux. - **Article 22** (art. 7 à 12 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Clarification des compétences et de l'organisation de l'interprofession conchylicole) (p. 4147) : son amendement n° 697 ; adopté. - **Article 23** (Habilitation à organiser par ordonnance les conditions de l'information et de la participation du public aux décisions encadrant l'exercice de la pêche maritime) (p. 4148) : son amendement n° 693 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4149) : position de la commission sur l'amendement n° 684 du Gouvernement (correction d'erreurs matérielles et d'omissions dans le nouveau livre IX du code rural et dans le code de l'environnement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4164, 4165) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4588, 4589) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Commission mixte paritaire [n° 200 (2009-2010)]** - (13 juillet 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6201, 6202) : son intervention.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6751) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Article 11 bis** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes de quitter un établissement public de coopération intercommunale afin de confier la distribution d'électricité ou de gaz sur leur territoire à un organisme unique) (p. 7155, 7156) : son amendement n° 5 ; retiré.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (18 octobre 2010) - **Article 25 terdecies (Nouveau)** (art. L. 717-2 et L. 717-3-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Service de santé au travail en agriculture) (p. 8385, 8386) : soutient l'amendement n° 517 de M. Rémy Pointereau ; adopté. - **Article 27 ter AB (Nouveau)** (Comité scientifique) (p. 8404) : soutient l'amendement n° 510 de M. Bruno Gilles ; adopté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8410) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8525) : intervient sur l'article 31 de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 10908, 10909) : son intervention.

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11065) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11186, 11190) : votera les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° II-148 et n° II-147.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11234) : intervient sur l'amendement n° II-249 de M. Jacques Gillot.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11444) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords

monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11459, 11460) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11481, 11482) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 33** (*art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives*) (p. 12262) : parole sur l'article. - **Intitulé du chapitre VI** (*Dispositions d'amélioration de la qualité formelle du droit*) (p. 12348) : son amendement n° 69 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 147** (p. 12357) : son amendement n° 9 : validation des reclassements opérés en accord avec la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation ; adopté.

RICHERT (Philippe)
ministre auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, chargé des collectivités territoriales
(à partir du 14 novembre 2010)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP
(jusqu'au 14 décembre 2010)

Devenu membre du Gouvernement le 14 novembre 2010.

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 14 décembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 3 jusqu'au 29 mars 2010.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 296, 297) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) (p. 11052, 11055) : réponse aux orateurs.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11125, 11127) : réponse aux orateurs. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11128) : son amendement n° II-240 ; adopté. - **Article 50 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 11129) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-31 de la commission. - **Article 80** (*art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de*

fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11131, 11138) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-12 de la commission, n° II-192 et II-193 de M. Gérard Collomb, n° II-59 de M. Philippe Dallier, n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 11141) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-199 de M. Michel Sergent (création d'un mécanisme de lissage, applicable de 2011 à 2015, tendant à majorer la dotation de base perçue par la commune d'une fraction de la perte de recettes engendrée par les nouvelles modalités de recensement). - **Article 81** (art. L. 2334-13, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-18-4 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS, à la dotation de solidarité rurale, DSR, et à la dotation de développement urbain, DDU) (p. 11142, 11145) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-14 et II-273 de la commission et n° II-220 et II-57 de M. Philippe Dallier. - **Article 82** (art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 11147, 11150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-272, II-16 et II-17 de la commission. - **Article 86** (art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 11152, 11154) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-18 de la commission, n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel et n° II-58 de M. Philippe Dallier. - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 11155, 11157) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Georges Patient n° II-198 (relèvement du plafond de la dotation superficielle et affectation du solde de cette dotation à l'intercommunalité dont la commune bénéficiaire est membre), n° II-196 (remise d'un rapport gouvernemental sur les améliorations des modalités de recensement de la population), n° II-197 (prise en compte de critères particuliers, propres à la situation des collectivités territoriales de Guyane, pour la répartition de la DGF), ainsi que sur le n° II-200 de M. Jean-Pierre Sueur (confirmation de la notion de concours de l'État aux collectivités territoriales).

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexadecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11774, 11821) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-305, II-561, II-562, II-563, II-564, II-565, II-304, II-566, II-306, II-593, II-307, II-308 et II-567 de la commission, n° II-529, n° II-530, n° II-531, n° II-532, n° II-534, n° II-535 et n° II-536 de M. Albéric de Montgolfier; n° II-386, n° II-387, n° II-388, n° II-389, n° II-390, n° II-541, n° II-542, n° II-543, n° II-544 et n° II-549 de M. Charles Guéné; n° II-440 et n° II-441 de M. Gérard Collomb; n° II-445 de M. Gérard Miquel; n° II-415 de M. Jean Arthuis; n° II-412 de M. Philippe

Annot; n° II-201 de M. Philippe Dallier; n° II-399, n° II-400, n° II-402, n° II-91 de M. Philippe Dominati; n° II-146 de la commission de la culture saisie pour avis; n° II-516, n° II-517, n° II-519, n° II-520 et n° II-528 de M. Thierry Foucaud; n° II-420 de M. Yvon Collin; n° II-408 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx; n° II-434, n° II-435, n° II-436, n° II-436, n° II-437, n° II-438, n° II-439, n° II-442 et n° II-443 de Mme Nicole Bricq. (p. 11789) : son amendement n° II-590; adopté. (p. 11791) : son amendement n° II-582; adopté. (p. 11800) : sur l'amendement n° II-201 de M. Philippe Dallier, son sous-amendement n° II-578; adopté. (p. 11809) : sur l'amendement n° II-440 de M. Gérard Collomb, son sous-amendement n° II-579; adopté. (p. 11815) : son amendement n° II-583; adopté. (p. 11821) : son amendement n° II-581; adopté. - **Articles additionnels après l'article 59 (précédemment réservés)** (p. 11821, 11825) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Etienne Antoinette n° II-454 (fixation d'une limite inférieure à l'imposition forfaitaire annuelle pesant sur les pylônes supportant des lignes électriques à très haute tension) et n° II-455 (création d'une nouvelle imposition sur les pilônes électriques, affectée au fonds d'amortissement des charges d'électrification), ainsi que sur les amendements n° II-444 de M. Daniel Reiner (dans le calcul de l'effort fiscal d'une commune, prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères), n° II-423 de M. Yvon Collin (possibilité pour les collectivités locales d'exonérer les terrains arboricoles et viticoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) et n° II-309 de la commission (dans le calcul de l'effort fiscal d'une commune, prise en compte de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères). (p. 11821) : son amendement n° II-580 : précision; adopté. (p. 11824) : son amendement n° II-594 : fixation du montant de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises due par La Poste; adopté. - **Article 60 (précédemment réservé)** (art. 1599 quater B du code général des impôts - Aménagements de réseaux relative aux répartiteurs de la boucle locale cuivre) (p. 11826, 11827) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-568 de la commission et n° II-446 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11827, 11834) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Collomb n° II-447 (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants), n° II-448 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation) et n° II-449 (communication, à chaque commune, du montant, par redevable, de la CVAE et de la TASCOM); de M. Philippe Dominati n° II-94 (augmentation du plafond de chiffre d'affaires annuel en dessous duquel le statut d'auto-entrepreneur est possible) et n° II-395 (rétablissement, pour les agents publics absents pour raisons de santé, du lien entre le temps de travail effectif et l'acquisition de droit à congés de RTT); de M. Thierry Foucaud n° II-521 (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants) et n° II-522 (alignement des frais de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur celui de la taxe foncière sur les propriétés bâties); de Mme Marie-Hélène des Esgaulx n° II-326 (possibilité pour les conseils municipaux d'augmenter le taux de la taxe additionnelle communale aux droits de mutation) et n° II-392 (communication, à chaque commune, du montant, par redevable, de la CVAE et de la TASCOM); ainsi que sur les amendements n° II-539 de M. Charles Guéné (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants) et n° II-475 de M. Gérard Miquel (réduction du montant des frais de gestion prélevés sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). - **Articles additionnels après l'article 60 bis (précédemment réservés)** (p. 11836, 11838) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° II-74 (clarification de la présentation du budget des transports publics et des transports scolaires des collectivités territoriales) et n° II-75 (repli), ainsi que sur les amendements n° II-69 de M. Louis Nègre (possibilité pour les autorités organisatrices des communes de moins de 100 000 habitants ayant décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé, d'augmenter le taux du versement transport), n° II-108 de M. Albéric de Montgolfier (avis conforme des collectivités territoriales pour l'établissement de la liste des axes routiers soumis à perception de la taxe dite éco-

redevance poids lourds) et n° II-465 de M. Roland Ries (possibilité pour les autorités organisatrices des communes de moins de 100 000 habitants ayant décidé de réaliser une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé, d'augmenter le taux du versement transport). - **Article 60 ter (précédemment réservé)** (art. 1465 A du code général des impôts - *Prise en compte du critère de déclin de la population pour le zonage des zones de revitalisation rurale, ZRR*) (p. 11840) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-311 de la commission. - **Article 60 quinquies (précédemment réservé)** (art. 1519 H du code général des impôts - *Exonération partielle d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux au profit des services de radiodiffusion locale ou régionale*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-312 de la commission. - **Article 60 septies (précédemment réservé)** (art. 1609 F du code général des impôts - *Augmentation de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur*) (p. 11841) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-313 de la commission. - **Article 60 octies (précédemment réservé)** (art. 1519 HA [nouveau] du code général des impôts - *Création d'une nouvelle composante de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux afférente aux réseaux de gaz naturel*) (p. 11842) : son amendement n° II-592 ; adopté. (p. 11843) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-314 de la commission. - **Article 61 (précédemment réservé)** (art. L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales - *Modification du mécanisme de péréquation de recettes fiscales départementales de droits de mutation à titre onéreux, DMTO*) (p. 11850, 11852) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-385 de M. Jean-Paul Amoudry ainsi que sur les sous-amendements n° II-570 de M. Jean-Paul Amoudry, n° II-556 de M. François Marc, n° II-537 de M. Adrien Gouteyron, n° II-538 de M. Charles Guené et n° II-433 de M. Jean Arthuis portant sur l'amendement n° II-315 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 62 (précédemment réservé)** (art. L. 4332-9, L. 3335-1 et L. 3336-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1648 AA et

1648 AB du code général des impôts - *Modification du mécanisme de péréquation de recettes départementales et régionales de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE*) (p. 11862, 11865) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-316 de la commission, n° II-450 de Mme Nicole Bricq, n° II-533 de M. Albéric de Montgolfier et n° II-414 de M. Philippe Adnot. - **Article additionnel après l'article 62** (p. 11867) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-451 de M. François Marc (rapprochement progressif du potentiel fiscal des collectivités territoriales). - **Article 63 (précédemment réservé)** (*Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales*) (p. 11875, 11879) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-569 de la commission, n° II-518 et II-523 de M. Thierry Foucaud, n° II-453 de M. Gérard Collomb, n° II-452 de Mme Nicole Bricq, ainsi que sur les sous-amendements n° II-591 de M. Charles Guené, n° II-588 de M. Philippe Adnot, n° II-595 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° II-569 précité. - **Article 64 bis (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. 238 bis HV du code général des impôts - *Prorogation du dispositif fiscal favorisant la constitution de consortiums d'achat d'électricité à long terme par des industriels électro-intensifs*) (p. 11881) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-506 de M. Thierry Foucaud. - **Article 64 ter (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 621-5-3 du code monétaire et financier - *Ressources de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 11883) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-401 de M. Philippe Dominati et n° II-318 de la commission.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11937, 11939) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 11943) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2036, 2037) : sa question.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services [n° 193 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2141, 2144) : son intervention. - **Article 1er et annexe I (Exclusion des services sociaux du champ d'application de la directive services)** (p. 2156) : parole sur l'article. - **Article 3 (Exigence de mandatement)** (p. 2160) : parole sur l'article. - **Article 4 (Définition du mandatement et création d'une convention de partenariat d'intérêt général)** (p. 2160) : parole sur l'article. - **Article 5 (Principes encadrant les services sociaux)** (p. 2160, 2161) : parole sur l'article.

- **Question orale européenne avec débat sur la transposition de la directive "services"** - (12 mai 2010) (p. 3373, 3375) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 101 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10164, 10165) : votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10200, 10201) : son intervention. - **Article 9 (Nouveau) (Transposition de la directive 2009/33 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 « promotion de véhicules de transport routier plus économes en énergie et moins émetteurs de CO2 et de polluants »)** (p. 10220) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10228, 10230) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 7 du Gouvernement (transposition par voie d'ordonnance de la directive sur les redevances aéroportuaires). Favorable à l'amendement n° 23 de M. Daniel Raoul (extension à trois ans du délai de mise en conformité des SCOT et des PLU avec la loi dite "Grenelle II").

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10912, 10914) : son intervention.

de ROHAN (Josselin)
sénateur (Morbihan)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat le 10 février 2010.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur la proposition de résolution [n° 376 (2009-2010)] au nom de la commission des affaires européennes sur le suivi parlementaire de la politique de sécurité et de défense commune [n° 387 (2009-2010)] (7 avril 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure (E 5220) et la proposition de règlement modifiant le règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes en ce qui concerne le service européen pour l'action extérieure (E 5216), dont cette commission s'est saisie [n° 433 (2009-2010)] (5 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur la proposition de résolution [n° 433 (2009-2010)] au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le projet de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure (E 5220) et la proposition de règlement modifiant le règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes en ce qui concerne le service européen pour l'action extérieure (E 5216), dont cette commission s'est saisie [n° 450 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : La coopération bilatérale de défense entre la France et le Royaume-Uni [n° 658 (2009-2010)] (9 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Les conditions d'un engagement de la France dans la défense anti-missile balistique de l'OTAN [n° 99 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de résolution tendant à adapter le chapitre XI bis du Règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux [n° 155 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : L'activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2010 [n° 188 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 58, 60) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur l'application de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale** - (14 janvier 2010) - président de la commission des affaires étrangères (p. 146, 147) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1606, 1608) : son intervention. - **Article 2 (Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France)** (p. 1628, 1631) : juge l'intervention de Mme Maryvonne Blondin hors sujet et dénonce un dévoiement du règlement. Intervient sur les amendements n° 11 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 1 de M. Christian Cointat. - **Intitulé du chapitre III (L'Institut Victor Hugo)** (p. 1643) : intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Colette Mélot. - **Article 6 (Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial)** (p. 1651) : demande que le débat se poursuive jusqu'à minuit 30. - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 1654) : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Colette Mélot (création d'un comité de suivi - comprenant des parlementaires - chargé d'évaluer l'application du présent chapitre). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1661, 1662) : son intervention.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1964, 1966) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3200) : favorable à l'amendement n° 3 du Gouvernement (qualité de pupille de la Nation accordée aux enfants dont un des parents a été victime d'actes de piraterie).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque sur l'échange de données et la coopération en matière de cotisations et de lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale [n° 605 (2008-2009)]** - (6 mai 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 3215) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé) (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire)** (p. 5999) : intervient sur l'amendement n° 539 de M. Bruno Retailleau. - **Rappel au règlement** (p. 6017) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 6146, 6148) : son intervention. (p. 6160) : réponse aux orateurs.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9481, 9482) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 12080, 12083 ; 12091) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 12112, 12113) : son intervention. (p. 12126) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12142, 12143) : son intervention.

ROMANI (Roger)
sénateur (Paris)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 13, 21, 26, 28 janvier, 4, 15, 16, 17 février, 24 mars, 27, 29 avril, 6, 10, 20, 25, 27, 28, 29 mai, 1er, 10, 15, 29 juin, 13, 16, 28 septembre, 5, 6, 12, 14, 16, 18, 26 octobre, 16, 25 novembre, 1er, 20 et 21 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Grand Paris (20 mai 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 1er octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2349, 2350) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (10 juin 2010) - **Article 7 (art. L. 713-1 à L. 713-16 du code de commerce - L'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie)** (p. 4639, 4640) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Demande de vérification du quorum** (p. 7525). - **Vérification du quorum** (p. 7525).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 7565).

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7829).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (2 décembre 2010) (p. 11404, 11405) : son intervention.

ROZIER (Janine)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Réforme de l'administration des anciens combattants : une campagne bien menée [n° 488 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à affirmer le caractère intangible de l'appellation de la "Voie sacrée nationale" [n° 25 (2010-2011)] (12 octobre 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation [n° 113 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 19) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne** [n° 210 (2009-2010)] - (23 février 2010) - **Article 3 (Interdiction faite aux mineurs de participer à des jeux d'argent et de hasard)** (p. 1717) : soutient l'amendement n° 47 de M. Bruno Gilles ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 10877, 10878) : son intervention. (p. 10886, 10888) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 68 ter** (p. 10891) : son amendement n° II-61 : rapport gouvernemental évaluant l'intérêt de créer une allocation différentielle pour les anciens combattants ; adopté.

SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 30 mars 2010.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux jusqu'au 1er octobre 2010.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 1er octobre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 737 (2009-2010)] (30 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 130 (2009-2010)] - Rapport [n° 20 tome 1 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 130 (2009-2010)] - Tableau comparatif [n° 20 tome 2 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 130 (2009-2010)] - Annexe au tableau comparatif [n° 20 tome 3 (2010-2011)] (6 octobre 2010) - **Fonction publique - Justice - Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 116 tome 9 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4560, 4561) : son intervention. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4595, 4596) : soutient l'amendement n° 79 de M. Louis Nègre ; retiré. (p. 4597) : favorable à l'amendement n° 186 de la commission.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) (p. 4610) : son amendement n° 58 ; adopté. (p. 4611) : son amendement n° 57 ; adopté. - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4614) : votera l'amendement n° 21 de Mme Bariza Khiari. (p. 4619) : son amendement n° 60 ; retiré. (p. 4620) : son amendement n° 61 ; retiré. - **Article 4 bis** (art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France) (p. 4628, 4629) : son amendement n° 59 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 4629, 4630) : défavorable à l'amendement n° 26 de Mme Bariza Khiari (direction des services de chaque établissement du réseau consulaire par des directeurs généraux). - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4635) : son amendement n° 62 ; retiré. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4655) : son amendement n° 63 ; rejeté. (p. 4659, 4660) : intervient sur l'amendement n° 63 précité. - **Article 18** (Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4709) : son amendement n° 64 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4717) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux [n° 520 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 5157, 5158) : son intervention. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 5167) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11116, 11117) : la commission des lois saisie pour avis est favorable à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 12129, 12131) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12149, 12151) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 109 (inscription de l'identité du partenaire survivant d'un PACS sur l'acte de décès du partenaire défunt) et n° 110 (possibilité pour le partenaire de PACS survivant d'organiser les funérailles et de bénéficier de l'urne cinéraire). - **Article 2** (art. 16 A [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et art. 2 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle - Echange direct de données entre administrations et simplification des contraintes imposées aux entreprises) (p. 12154, 12155) : position de la commission sur les amendements n° 43 de M. Jacques Mézard, n° 89 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 144 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12155) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Mézard (obligation pour les établissements publics à caractère industriel et commercial d'abroger leurs actes réglementaires illégaux). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 12156, 12158) : position de la commission sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 24 (mise en place d'une couverture conventionnelle homogène pour les artistes et techniciens du spectacle placés en dehors du champ des conventions collectives du secteur du spectacle vivant) et n° 123 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ d'application de la loi Carle aux regroupements pédagogiques intercommunaux créés de fait par les collectivités territoriales suite à des réorganisations administratives). - **Article 4 bis**

(Nouveau) (Ratification de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée) (p. 12159) : son amendement n° 237 ; adopté. - **Article 6** (art. premier de la loi de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ; art. 19-2 et 20-1 [nouveaux] de la loi n° 2000-321 précitée ; art. 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives - Recours administratif préalable obligatoire) (p. 12161) : position de la commission sur l'amendement n° 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (art. 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait de droit d'un associé d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé en cas de succession) (p. 12162) : position de la commission sur les amendements n° 81 de Mme Virginie Klès et n° 80 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 8** (p. 12163) : position de la commission sur l'amendement n° 197 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 12168) : position de la commission sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour les personnes muettes de faire un testament par acte public en se faisant assister par un interprète agréé en langue des signes). - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 12169, 12171) : position de la commission sur l'amendement n° 230 du Gouvernement (précision des critères de révision des prestations compensatoires fixées sous forme de rente viagère). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 12172) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Raymond Couderc (interprétation du calcul des vacations en cas d'exhumation administrative par les communes). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 12173) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Raymond Couderc (possibilité pour les communes de procéder à la crémation des restes exhumés des concessions et des sépultures échues ou abandonnées). - **Article 14 bis A** (p. 12173, 12174) : position de la commission sur l'amendement n° 196 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 18** (Simplification du régime applicable au déversement à l'égoût d'eaux usées assimilables à des rejets domestiques provenant d'activités économiques) (p. 12218) : position de la commission sur les amendements n° 150 de Mme Évelyne Didier et n° 46 de M. Jacques Mézard. - **Article 23 bis (Nouveau)** (Modification des modalités de recouvrement des contributions d'assurance chômage) (p. 12224) : son amendement n° 251 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 12226) : position de la commission sur l'amendement n° 229 du Gouvernement (mise en conformité de la législation sur les pratiques commerciales déloyales avec le droit communautaire). - **Article 27 septies (Supprimé)** (Instauration d'un régime déclaratif pour l'activité d'entrepreneur de spectacles) (p. 12233) : intervient sur l'amendement n° 207 du Gouvernement. - **Article 28 (Suppression maintenue)** (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport) (p. 12237) : position de la commission sur les amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article additionnel après l'article 28 bis** (p. 12240) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (droit pour les personnes physiques de nationalité française résidant hors de France d'ouvrir un compte de dépôt). - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 12241, 12242) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur, portant sur le même objet, n° 125 et n° 126 (contrôle de la CNCIS sur les mesures de surveillance des ondes hertziennes). - **Article 29 (Supprimé)** (art. 11 et 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Caractère contradictoire du rapport annuel de la CNIL et composition pluraliste de la Commission) (p. 12243) : position de la commission sur l'amendement n° 202 du Gouvernement. - **Article 29 bis (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12246) : position de la commission

sur les amendements n° 115 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 206 du Gouvernement. - **Article 29 ter (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12247) : position de la commission sur l'amendement n° 199 du Gouvernement. - **Article 29 quater (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) : position de la commission sur l'amendement n° 204 du Gouvernement. - **Article 29 quinques (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) : position de la commission sur l'amendement n° 203 du Gouvernement. - **Article 29 sexies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) : position de la commission sur l'amendement n° 200 du Gouvernement. - **Article 29 septies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12248) : position de la commission sur les amendements n° 116 de M. Didier Boulaud et n° 201 du Gouvernement. - **Article 29 nonies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12248) : position de la commission sur l'amendement n° 205 du Gouvernement. - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 302 septies A ter A - Extension à toutes les sociétés placées sous le régime réel simplifié d'imposition, à l'exception des filiales contrôlées, de la possibilité de tenir une comptabilité super-simplifiée) (p. 12249) : son amendement n° 252 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30 ter** (p. 12249) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Jacques Hyest (simplification des dispositions concernant les conventions réglementées). - **Article 30 quater (Nouveau)** (art. L. 225-115 du code de commerce et 1743 du code général des impôts - Suppression du livre d'inventaire) (p. 12249, 12250) : position de la commission sur l'amendement n° 198 du Gouvernement. - **Article 31** (art. L. 225-135 du code de commerce - Modalités d'intervention du commissaire aux comptes en cas d'augmentation de capital d'une société anonyme avec suppression du droit préférentiel de souscription) (p. 12251) : son amendement n° 266 ; adopté. - **Article 32 quater (Nouveau)** (Rémunération complémentaire perçue au titre des droits d'auteur des journalistes) (p. 12261) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 33** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives) (p. 12263, 12265) : sur l'amendement n° 216 du Gouvernement, son sous-amendement n° 265 ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 275 de Mme Nicole Bricq portant sur l'amendement n° 216 précité, ainsi que sur l'amendement n° 112 de Mme Françoise Cartron. - **Article 34** (art. 4 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires -

Abrogation automatique après cinq ans des dispositions législatives prévoyant la remise régulière d'un rapport au Parlement) (p. 12266) : son amendement n° 253 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 215 du Gouvernement. - **Article 37** (art. 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ; art. L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 4123-10 du code de la défense - *Modification du régime de la protection fonctionnelle des fonctionnaires et des élus municipaux*) (p. 12267) : position de la commission sur l'amendement n° 214 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 12269) : position de la commission sur l'amendement n° 98 de M. Daniel Raoul (création dans les communes de plus de 100 000 habitants d'une commission permanente chargée d'expédier les affaires courantes). - **Article 44** (art. L. 2215-9 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Détermination du préfet compétent pour l'organisation des secours en cas de survenance d'un accident dans un tunnel ou sur un pont s'étendant sur plusieurs départements*) (p. 12271) : position de la commission sur l'amendement n° 212 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12272) : position de la commission sur l'amendement n° 83 de Mme Josette Durrieu (encadrement du vote par scrutin secret dans les conseils généraux). - **Article 47 (Supprimé)** (art. L. 5211-41-2 du code général des collectivités territoriales - *Prorogation du mandat des délégués communautaires en cas de transformation d'un syndicat de communes en communauté d'agglomération ou en communauté de communes*) (p. 12273) : position de la commission sur l'amendement n° 235 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 47** (p. 12274) : position de la commission sur l'amendement n° 50 de M. Jacques Mézard (clarification relative aux biens de section des communes). - **Article additionnel après l'article 53** (p. 12278) : position de la commission sur l'amendement n° 267 du Gouvernement (rectification). - **Article 54** (*Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant*) (p. 12281, 12282) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. - **Article 54 quater** (*Actualisations sémantiques diverses dans le domaine de l'environnement*) (p. 12283) : position de la commission sur l'amendement n° 76 de M. Hervé Maurey. - **Article 58** (*Nature et missions des groupements*) (p. 12286) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de M. Jacques Mézard. - **Article 59** (*Convention constitutive d'un groupement*) (p. 12287) : position de la commission sur l'amendement n° 164 de M. Jacques Mézard. - **Article 60** (*Approbation de la convention constitutive*) : son amendement n° 238 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 165 de M. Jacques Mézard. - **Article 61** (*Transformation d'une personne morale en groupement d'intérêt public*) (p. 12288) : position de la commission sur l'amendement n° 166 de M. Jacques Mézard. - **Article 62** (*Adhésion et retrait des membres du groupement*) : position de la commission sur l'amendement n° 167 de M. Jacques Mézard. - **Article 63** (*Rôle des personnes morales de droit public dans les groupements*) : position de la commission sur l'amendement n° 168 de M. Jacques Mézard. - **Article 64** (*Constitution avec ou sans capital*) : position de la commission sur l'amendement n° 169 de M. Jacques Mézard. - **Article 65** (*Rôle de l'assemblée générale*) (p. 12289) position de la commission sur l'amendement n° 170 de M. Jacques Mézard. - **Article 66** (*Directeur du groupement*) : position de la commission sur l'amendement n° 171 de M. Jacques Mézard. - **Article 67** (*Interdiction du partage des bénéfices*) : position de la commission sur l'amendement n° 172 de M. Jacques Mézard. - **Article 68** (*Gestion des dettes*) : position de la commission sur l'amendement n° 173 de M. Jacques Mézard. - **Article 69** (*Personnel du groupement*) (p. 12290) : position de la commission sur les amendements n° 174 de M. Jacques Mézard et n° 152 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 70** (*Dispositions transitoires relatives au statut du personnel*) : position de la commission sur l'amendement n° 175 de M. Jacques Mézard. - **Article 71** (*Modalités des transferts de personnel*) : position de la commission sur l'amendement n° 176 de M. Jacques Mézard. - **Article 73** (*Ressources des groupements*) : position de la commission sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Mézard. - **Article 74** (*Désignation facultative d'un commissaire du gouvernement*) : position de la

commission sur l'amendement n° 179 de M. Jacques Mézard. - **Article 75** (*Contrôle des groupements*) : position de la commission sur les amendements n° 220 du Gouvernement et n° 180 de M. Jacques Mézard. - **Article 76** (*Cas dans lesquels la dissolution d'un groupement est possible*) (p. 12292) : position de la commission sur l'amendement n° 181 de M. Jacques Mézard. - **Article 77** (*Liquidation d'un groupement*) : position de la commission sur l'amendement n° 182 de M. Jacques Mézard. - **Article 78** (art. L. 216-11, L. 423-1, L. 423-2, L. 423-3 et L. 719-11 du code de l'éducation ; art. L. 131-8 du code de l'environnement ; art. L. 1115-2 et L. 1115-3 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 106-1 du code des ports maritimes ; art. L. 341-1 à L. 341-4 du code de la recherche ; art. 50 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ; art. 12 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ; art. 6 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 ; art. 22 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 ; art. L. 611-3 et L. 612-5 du code rural ; art. 26 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 ; art. 89 de la loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 ; art. 96 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 ; loi n° 94-342 du 29 avril 1994 ; art. 22 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 ; art. 29 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ; art. 3 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ; art. 90 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 et art. 90 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 - *Abrogations*) (p. 12293) : position de la commission sur les amendements n° 153 de M. Jean-François Voguet et n° 183 de M. Jacques Mézard. - **Article 79** (art. L. 225-15 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 541-43, L. 542-11 du code de l'environnement, art. 239 quater B du code général des impôts, art. L. 1415-3, L. 6113-10 du code de la santé publique, art. L. 161-17 et L. 161-36-5 du code de la sécurité sociale, art. L. 5313-3, L. 5313-4 du code du travail, art. L. 141-1 du code du tourisme, art. L. 121-3 du code de l'urbanisme, art. 55 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, art. 50 de la loi n° 91-1405 du 31 décembre 1991, art. 53 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, art. 3 de la loi n° 99-210 du 19 mars 1999, art. 44 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001, art. 236 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 - *Groupements existants soumis au nouveau statut général à titre complémentaire*) (p. 12997) : son amendement n° 239 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 184 de M. Jacques Mézard. - **Article 81** (*Groupements régis par des dispositions propres*) (p. 12298) : position de la commission sur les amendements n° 186 de M. Jacques Mézard et n° 120 de M. Jacky Le Menn. - **Article 82** (*Application outre-mer*) (p. 12299) : son amendement n° 240 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 187 de M. Jacques Mézard. - **Article 83 AA (Nouveau)** (art. L. 121-1 et L. 123-12 du code de l'urbanisme - *Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville*) (p. 12299, 12300) : position de la commission sur les amendements n° 219 du Gouvernement et n° 162 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 83 AB (Nouveau)** (art. L. 122-1 et L. 111-1-4 du code de l'urbanisme - *Interdiction des constructions et installations autour des axes routiers*) (p. 12301) : position de la commission sur les amendements n° 218 du Gouvernement et n° 163 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 87 quater (Nouveau)** (*Simplification du régime de la commande publique pour les organismes HLM*) : son amendement n° 243 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 87 quater** (p. 12313) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Thierry Repentin (sécurisation des conventions passées entre les organismes d'HLM et leurs membres). - **Articles additionnels après l'article 87 quinquies** (p. 12316) : position de la commission sur les amendements identiques n° 35 de M. Thierry Repentin et n° 75 de M. Pierre Jarlier (soumission des SEM, des SPL et des SPLA à une procédure d'agrément). - **Article 88 ter (Nouveau)** (art. 19 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - *Dispositions transitoires pour l'entrée en vigueur de la loi « Grenelle 2 »*) (p. 12318, 12319) : son amendement n° 249 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 82 de M. Daniel Raoul et n° 136 de M. Roland Ries. - **Article 95** (*Suppression du renvoi inutile à un décret en cas de travaux d'infrastructures aéroportuaires*) (p. 12320) : son amendement n° 263 ; adopté. - **Article 102 A (Nouveau)** (chap. II (nouveau) du titre IV du livre Ier du code de procédure pénale, art. 230-6 à 230-8 nouveaux du code de procédure pénale - *Insertion dans le code de procédure pénale*

de dispositions concernant les autopsies judiciaires) (p. 12323) : son amendement n° 244 ; devenu sans objet. Position de la commission sur les amendements n° 268 du Gouvernement et n° 61, 62, 63, 65 et 64 de M. Gilbert Barbier. - **Article additionnel après l'article 102 A** (p. 12325) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de M. Jacques Mézard (modification de la procédure pénale pour les victimes ayant le statut de fonctionnaires ou d'agents publics dans l'exercice de leurs fonctions). - **Article additionnel après l'article 102** (p. 12325) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de M. Jacques Mézard (mise en œuvre de la collégialité des juges d'instruction). - **Article 114** (art. 432-11, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-1, 435-2, 435-7, 435-8, 441-8, 445-2, 717-1, 727-1 du code pénal - Confirmation de la suppression de l'exigence d'antériorité du pacte de corruption sur sa réalisation) (p. 12327, 12328) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de Mme Anne-Marie Escoffier. - **Article additionnel après l'article 115** (p. 12328, 12329) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Mézard (possibilité de prononcer une condamnation à un travail d'intérêt général pour les mineurs âgés de treize ans révolus). - **Article 118** (art. 83, 85, 153, 2294 et 2317 du code civil - Suppression des références à la peine de mort et à la contrainte par corps) (p. 12330) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Mézard. - **Article 119** (art. L. 242-30, L. 244-1, L. 820-4 et L. 820-7 du code de commerce - Clarification rédactionnelle de diverses incriminations) (p. 12331) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Gilbert Barbier. - **Article 123** (art. 369, 382, 388, 407, 414, 432 bis, 459 du code des douanes ; art. 1746, 1750, 1753 bis A, 1771, 1772, 1775, 1783 B, 1789, 1798, 1800, 1813, 1816, 1819 et 1839 du code général des impôts ; art. L. 239 du Livre des procédures fiscales - Modifications au code des douanes, au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales) (p. 12333) : position de la commission sur l'amendement n° 225 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 124** (p. 12334) : position de la commission sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Sueur (abrogation du « délit de solidarité »). - **Article 127** (art. L. 121-5, L. 130-3, L. 141-1 et L. 142-1 du code de la route - Améliorations rédactionnelles de diverses dispositions du code de la route) (p. 12335) : son amendement n° 245 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 127** (p. 12336) : position de la commission sur les amendements n° 52 de M. Jacques Mézard (récupération des points du permis de conduire) et n° 90 de M. Jean-Pierre Sueur (formation des conducteurs de transport routier de personnes aux premiers secours). - **Article 132** (Mises à jour terminologiques et améliorations rédactionnelles concernant l'inspection du travail) (p. 12341) : son amendement n° 250 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 133** (p. 12341) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Mézard (abrogation du délit d'offense au Président de la République). - **Article 135 bis (Nouveau)** (art. 2 et 5 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Simplification du droit en matière de propagande électorale) (p. 12344, 12346) : position de la commission sur l'amendement n° 223 du Gouvernement. Son amendement n° 259 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 276 de M. Robert del Picchia. - **Article additionnel après l'article 135 bis** (p. 12347) : position de la commission sur l'amendement n° 132 de M. Richard Yung (régime de la retenue douanière). - **Article 136** (Décret des 22 et 28 juillet 1791 ; loi du 21 septembre 1793 ; art. 88 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; art. 13 à 17 de la loi du 21 avril 1832 ; loi du 15 février 1872 ; loi du 27 juillet 1884 ; art. 16 de la loi du 29 décembre 1892 ; art. 1er du décret du 31 janvier 1900 ; loi du 27 janvier 1902 ; art. 16 de la loi du 29 juillet 1881 ; loi

du 20 avril 1910 ; art. 18 de la loi du 7 mai 1917 ; art. 1er et 2 de la loi du 27 juin 1919 ; art. 8 de la loi du 15 décembre 1923 ; art. 48, 49 et 55 de la loi du 17 décembre 1926 ; loi du 4 mars 1928 ; loi du 18 juillet 1930 ; art. 114 de la loi du 31 mai 1933 ; loi du 29 juin 1934 ; décret-loi du 21 avril 1939 ; art. 98 du décret-loi du 29 juillet 1939 ; loi du 14 février 1942 ; art. 8 de la loi n° 536 du 15 mai 1942 ; ordonnance du 30 juin 1943 ; ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945 ; art. 24 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 ; art. 2 de la loi n° 50-728 du 24 juin 1950 ; loi n° 51-662 du 24 mai 1951 ; art. 56 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 ; art. 22, 23 et 24 de l'ordonnance n° 59-107 du 7 janvier 1959 ; art. 5 de la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 ; art. 11, 12 et 13 de l'ordonnance n° 2009-799 du 24 juin 2009 ; art. 13 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 ; art. 6 et 8 de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 ; art. 4 du code de l'artisanat ; art. L. 529-5 et L. 535-3 du code rural ; art. L. 48-1 et L. 144 du code de la santé publique ; art. 158, 208 et 208 A du code général des impôts ; art. L. 214-18, L. 214-49-3, L. 742-6, L. 752-6 et L. 762-6 du code monétaire et financier ; art. L. 651-2 du code de la sécurité sociale ; loi n° 53-148 du 25 février 1953 ; art. 5 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283 du 31 décembre 1970) ; art. 15 de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 ; art. 4 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - Abrogation ou suppression de lois ou de dispositions législatives inappliquées) (p. 12349) : ses amendements n° 260 et 277 ; adoptés. - **Article 139** (art. L. 463-1 du code de commerce - Suppression d'un adjectif inutile) (p. 12351) : son amendement n° 256 ; adopté. - **Article 143** (Abrogation d'une disposition relative aux stations-services redondante avec les règles applicables aux installations classées) (p. 12352) : son amendement n° 254 ; retiré. - **Article 146 bis** (art. L. 133-6 du code de justice administrative - Recrutement des auditeurs du Conseil d'Etat parmi les anciens élèves de l'ENA) (p. 12353) : position de la commission sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 146 bis** (p. 12355) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Sueur (modalités d'affectation des étudiants issus de l'ENA). Son amendement n° 278 : possibilité de définir par décret en Conseil d'Etat les cas de dispense de présentation orale des conclusions du rapporteur public ; adopté. - **Article 149 quinquies (Nouveau)** (art. L. 611-7 du code de la propriété intellectuelle - Droit des inventeurs salariés) (p. 12364) : position de la commission sur l'amendement n° 131 de M. Richard Yung. - **Article 150** (Compensation financière des pertes de recettes) (p. 12366) : position de la commission sur l'amendement n° 269 du Gouvernement. - **Article 151** (Habilitation du Gouvernement en vue de la transposition de la directive du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires des sociétés cotées) (p. 12366) : son amendement n° 255 ; adopté. - **Article 152** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour améliorer la codification en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 12367) : position de la commission sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 155 bis (Nouveau)** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures nécessaires à la transposition d'une directive sur la médiation transfrontalière) (p. 12371) : position de la commission sur l'amendement n° 234 du Gouvernement. - **Article 156 (Supprimé)** (Entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 12372) : son amendement n° 247 ; adopté. - **Article 158** (Application à l'Outre-mer de certaines dispositions du texte) (p. 12373) : son amendement n° 248 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12374) : remerciements.

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
 SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (28 septembre 2010).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique jusqu'au 14 juin 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à interdire le Bisphénol A dans les plastiques alimentaires [n° 595 (2008-2009)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2083, 2084) : son intervention. - **Article unique** (*Interdiction du Bisphénol A dans les plastiques alimentaires*) (p. 2091) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 7 de la commission. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 2093, 2094) : votera l'amendement n° 8 de la commission (rapport gouvernemental présentant les mesures envisagées pour diminuer l'exposition humaine au Bisphénol A). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2094) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3353) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Politique de l'alimentation*) (p. 3611) : soutient l'amendement n° 100 de M. Didier Guillaume ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 4104, 4105) : soutient l'amendement n° 423 de Mme Odette Herviaux (rapport gouvernemental sur les aides budgétaires en faveur du reboisement et de l'adaptation de la forêt aux changements climatiques) ; rejeté. - **Article 21** (*chapitre 1er de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle*) (p. 4142, 4143) : soutient les amendements n° 357 et 358 de Mme Odette Herviaux ; rejetés.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4492, 4494) : son intervention. - **Article 6** (art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - *Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4520) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Raymonde Le Texier ; rejeté.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4777, 4778) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5066, 5067) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 5537) : soutient l'amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de la compétence générale des conseils des établissements publics de coopération intercommunale) ; retiré.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7388, 7389) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7521) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Christiane Demontès ; rejeté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7995) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité

sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7860) : soutient l'amendement n° 66 de Mme Christiane Demontès ; adopté. (p. 7861) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - *Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7950) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8045, 8046) : parole sur l'article. (p. 8053) : soutient l'amendement n° 135 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 8055) : intervient sur l'amendement n° 135 précité. (p. 8063) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8503) : soutient l'amendement n° 460 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - *Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle*) (p. 8636) : soutient l'amendement n° 476 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 10** (art. L. 143-1, L. 143-2 et L. 143-3 du code de la sécurité sociale - *Décisions des tribunaux du contentieux et de l'incapacité et de la cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail*) (p. 8958) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle ; retiré. (p. 8960) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle ; retiré. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8968, 8969) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (rapport gouvernemental faisant une évaluation exhaustive de la prestation de compensation du handicap) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9582, 9583) : son intervention.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau »*) (p. 9710) : soutient l'amendement n° 10 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 9746) : soutient l'amendement n° 8 de M. Bernard Cazeau (rapport gouvernemental sur le Fonds de réserve des retraites) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9785) : soutient l'amendement n° 28 de M. Bernard Cazeau (suppression de l'exonération de CSG et de l'abattement fiscal sur les revenus issus des plus-values immobilières) ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 863-1 du code de la sécurité sociale - *Relèvement du plafond annuel de ressources pris en compte pour l'accès à l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé*) (p. 9820) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 61 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - *Droit des agents de contrôle de la sécurité sociale d'obtenir des informations permettant de lutter contre la fraude profitant à des tiers*) (p. 9882) : soutient l'amendement n° 184 de M. Bernard Cazeau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Article 36** (art. L. 165-3 du code de la sécurité sociale - *Accords-cadres conclus entre le comité économique des produits de santé et les représentants des fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux*) (p. 9915) : parole sur l'article. - **Article 37** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - *Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique*) (p. 9947) : soutient l'amendement n° 333 de M. Jacky Le Menn ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 48** (p. 10092) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 42 (rapport au Parlement sur les conditions de validation des périodes d'études) ; et n° 43 (rapport au Parlement sur les conditions de prise en compte pour les demandeurs d'emploi en fin de droits des périodes de versement de l'aide exceptionnelle ou du RSA pour le calcul du droit à la retraite) ; rejetés.

SCHURCH (Mireille)
sénatrice (Allier)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 102, 104) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1694) : sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 3641) : soutient l'amendement de Mme Annie David, analogue à l'amendement n° 114 de M. Thierry Repentin, n° 330 (promotion de la spécificité de l'agriculture de montagne auprès de l'Union européenne) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 12 B** (p. 3996) : soutient l'amendement n° 315 de M. Gérard Le Cam (remise d'un rapport gouvernemental dressant le bilan de la situation des retraités du secteur agricole avant l'examen du projet de loi relatif à la réforme des retraites) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles) (p. 4007) : soutient l'amendement n° 284 de M. Gérard Le Cam ; adopté. (p. 4009) : soutient l'amendement n° 285 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. (p. 4019) : soutient l'amendement n° 332 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 13 (Supprimé par la commission)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des plus-values de cessions de terrains nus devenus constructibles) (p. 4037) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 674 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4040, 4041) : soutient l'amendement n° 291 de M. Gérard Le Cam (généralisation, au profit des communes, de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux des terrains et augmentation de son taux à 50 % de la plus-value) ; rejeté. - **Article 14 (Intégration du développement durable et de la biodiversité dans les missions de plusieurs organismes agricoles, extension à la méthanisation de la qualification d'activité agricole, extension du bail environnemental et intégration d'objectifs environnementaux au sein des filières sous signe de qualité)** (p. 4055, 4056) : soutient l'amendement n° 294 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 14 bis (Nouveau)** (art. L. 411-11 du code rural - Mode de calcul de l'indice des fermages) (p. 4059) : soutient l'amendement n° 295 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4062, 4065) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 297 de M. Gérard Le Cam ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) (p. 4085, 4087) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 301 et 303 ; rejetés. (p. 4087) : soutient l'amendement n° 305 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. (p. 4090) : votera contre l'amendement n° 675 du Gouvernement. (p. 4091) : soutient l'amendement n° 306 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Article 16 bis (titre VI [nouveau] du livre II du code forestier - Création d'un compte épargne d'assurance pour la forêt)** (p. 4097) : soutient l'amendement n° 308 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. (p. 4101) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 656 du Gouvernement. - **Article 17 (Habilitation à légiférer par ordonnances)** (p. 4105) : soutient l'amendement n° 309 de M. Gérard Le Cam ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre Ier et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5115, 5121) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 47 ; rejeté ; et n° 44 ; retiré. - **Article 3 bis A (Texte supprimé par la commission)** (art. 373-2-8 du code civil - Décision du JAF sur le refus d'un parent que son enfant reçoive des soins médico-psychologiques) (p. 5135) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Odette Terrade ; retiré. - **Article 10 bis B (Remise d'un rapport au Parlement sur la mise en place d'une formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes et commises au sein du couple)** (p. 5143, 5144) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Article 34 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5825) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5831, 5832) : les membres du groupe CRC-SPG ne voteront pas cet article. (p. 5853, 5856) : soutient les amendements n° 169 et 173 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenus sans objet.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (27 septembre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6911, 6913) : soutient la motion n° 22 de M. Jean-Claude Danglot tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6970) : soutient l'amendement n° 147 de M. Jean-Claude Danglot (rapport du Gouvernement sur la qualité, la sécurité et le financement du réseau public de distribution d'électricité) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 6975) : parole sur l'article. (p. 6988, 6989) : soutient l'amendement n° 157 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 6992, 6993) : soutient l'amendement n° 158 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. (p. 7014) : soutient l'amendement n° 164 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7853, 7854) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Guy Fischer. (p. 7857, 7858) : soutient l'amendement n° 861 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7866, 7867) : soutient l'amendement n° 865 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7875) : favorable à l'amendement n° 872 de M. Guy Fischer. (p. 7880, 7881) : votera contre cet article. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (Rendez-vous de 2018) (p. 7888) : soutient l'amendement n° 767 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7896) : favorable à l'amendement n° 749 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8538) : soutient l'amendement n° 1096 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8554, 8555) : soutient l'amendement n° 1103 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées) (p. 8573, 8574) : soutient l'amendement n° 1111 de Mme Annie David ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8607, 8608) : parole sur l'article. - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8632) : soutient l'amendement n° 1149 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8671, 8672) : votera contre les amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8768, 8769) : soutient l'amendement n° 908 de Mme Isabelle Pasquet (abrogation de l'article L. 5212-7 du code du travail relatif à l'accueil de stagiaires handicapés en entreprise) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 28 (précédemment réservés)** (p. 8813) : soutient l'amendement n° 40 de M. Guy Fischer (revalorisation des retraites agricoles) ; rejeté par vote unique.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - coauteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 9237, 9240) : son intervention.

- **Débat sur les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques** - (4 novembre 2010) (p. 9520, 9522) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10918, 10919) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10929, 10930) : sa question et sa réplique.

SERGEANT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 111 tome 3 annexe 30 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1323, 1324) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Nicole Bricq (instauration, pour la seule année 2010, d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1720, 1721) : soutient les amendements n° 55 de M. François Marc ; et n° 56 de M. David Assouline ; rejetés. - **Article 4 ter A** (*Rapport sur les conséquences du développement de la publicité dans le secteur des jeux en ligne*) (p. 1728) : soutient l'amendement n° 57 de M. François Marc ; adopté.

- **Questions cribles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5027, 5028) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6972) : favorable à l'amendement n° 123 de M. Roland Courteau (rapport du Gouvernement sur la qualité du réseau public de distribution d'électricité dans chaque département, et les solutions envisagées pour un égal accès à l'électricité sur tout le territoire national). - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6999, 7000) : soutient l'amendement n° 57 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 2 quater (Nouveau)** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Contribution des producteurs d'électricité aux coûts de raccordement aux réseaux*) (p. 7073) :

soutient les amendements n° 140 et 141 de M. Jean Besson ; adoptés. - **Article 4** (art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - *Définition des tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 7082) : soutient l'amendement n° 118 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 11 bis A (Nouveau)** (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales - *Communication annuelle aux autorités concédantes par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'un compte rendu de leurs investissements*) (p. 7153) : soutient l'amendement n° 142 de M. Jean Besson ; adopté. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1 [nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - *Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire*) (p. 7165, 7168) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission saisie pour avis. Son amendement n° 105 ; adopté. Intervient sur son amendement n° 103. (p. 7183) : demande une précision à M. Ladislas Poniatowski.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10289) : soutient l'amendement n° I-216 de Mme Nicole Bricq (abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10691) : intervient sur l'amendement n° I-40 de M. François Trucy (instauration d'une taxe temporaire en faveur du Centre national pour le développement du sport).

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11260, 11261) : son intervention. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11275) : son amendement n° II-22 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article 24** (art. 50-0, 102 ter, et 293 D du code général des impôts - *Simplification du calcul du seuil de chiffre d'affaires applicable aux auto-entrepreneurs*) (p. 12755) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Nicole Bricq ; adopté. - **Article 30** (art. 268 du code des douanes, art. 302 D, 572, 575, 575 A, 575 E bis, 575 G, 575 H du code général des impôts, art. L. 3511-3 du code de la santé publique - *Mesures de réforme de la fiscalité sur les tabacs*) (p. 12777) : intervient sur l'amendement n° 26 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12802) : soutient l'amendement n° 170 de Mme Nicole Bricq (augmentation du plafond du taux départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties) ; rejeté.

SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 10 janvier 2010.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

Membre titulaire du Comité consultatif de gouvernance le 25 juin 2010.

Membre titulaire du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement le 25 mai 2010.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 202 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Un nouvel atout pour les collectivités territoriales : la mutualisation des moyens [n° 495 (2009-2010)] (25 mai 2010) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant engagement national pour l'environnement [n° 567 (2009-2010)] (17 juin 2010) - **Environnement**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur la proposition de loi [n° 693 (2009-2010)] portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 85 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Environnement - Transports - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Écologie, développement et aménagement durables - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers, services nationaux de transports conventionnés de voyageurs - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens [n° 115 tome 2 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 192 (2010-2011)] (21 décembre 2010) - **Environnement - Transports - Travail - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 280, 282) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Rappel au règlement** (p. 508, 509) : son rappel au règlement.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 583, 584) : votera l'article 1er de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 827) : favorable à l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département). - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 849, 850) : parole sur l'article. (p. 858, 862) : sur l'amendement n° 655 de M. Nicolas About, son sous-amendement n° 718 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement des départements*) (p. 901, 902) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13 bis (Nouveau)** (chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités

territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent (p. 919) : parole sur l'article. (p. 922) : s'abstiendra sur cet article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 1423, 1424) : votera contre l'amendement n° 22 de la commission.

- **Débat sur la fiscalité des énergies alternatives** - (11 mai 2010) (p. 3288, 3289) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5259, 5260) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (30 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5547) : ne votera pas les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de la compétence générale du conseil régional), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales) et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5860, 5861) : ses amendements n° 11 et 13 ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5961, 5962) : défavorable à l'amendement n° 554 de M. Nicolas About (impossibilité, pour un conseiller territorial, d'être à la fois membre de la commission permanente du conseil général et de celle du conseil régional).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5989, 5995) : son amendement n° 10 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6012) : intervient sur les amendements analogues de M. Rémy Pointereau n° 244 (possibilité de délimitation des cantons au-delà des limites des circonscriptions législatives afin de tenir compte des spécificités territoriales) et n° 245. (p. 6016) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne [n° 86 (2010-2011)]** - (17 novembre 2010) - rapporteur de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 10198, 10200) : propose l'adoption de ce texte au nom de la commission. - **Article 1er A (Nouveau)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2010-1232 du 21 octobre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'environnement*) (p. 10207) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Daniel Raoul. Son amendement n° 25 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10208, 10211) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 2 (transposition par voie

d'ordonnance des directives européennes relatives aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre), n° 4 (transposition par voie d'ordonnance du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges) et n° 8 (transposition par voie d'ordonnance de directives relatives au marché intérieur de l'énergie). Sur l'amendement n° 8 précité, son sous-amendement n° 26 ; adopté. - **Article 3** (*art. 2-1, 3, 4, 6-1, 6-2, 8-1 et 23-1 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts - Mise en conformité des conditions d'exercice de la profession de géomètre-expert avec la « directive services »*) (p. 10213, 10214) : position de la commission sur les amendements n° 13 de Mme Évelyne Didier et n° 15 de M. Daniel Raoul. - **Article 4** (*art. L. 213-3 du code de la route - Direction ou gérance d'une auto-école*) (p. 10215, 10216) : position de la commission sur les amendements n° 11 de Mme Évelyne Didier et n° 16 de M. Daniel Raoul. - **Article 6** (*Transposition de l'article 1er de la directive 2008/112/CE du 16 décembre 2008 modifiant notamment la directive 76/768/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 relative aux produits cosmétiques*) (p. 10217) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Daniel Raoul. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 10219) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Francis Grignon (adaptation du droit national aux dispositions du « paquet routier » européen). - **Article 9 (Nouveau)** (*Transposition de la directive 2009/33 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 « promotion de véhicules de transport routier plus économes en énergie et moins émetteurs de CO2 et de polluants »*) (p. 10220, 10221) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Roland Ries. - **Article 10 (Nouveau)** (*art. L. 421-4, L. 421-5, L. 421-6, L. 421-8 et L. 426-1 du code de l'aviation civile - Adaptation à la « directive services » du 12 décembre 2006 des règles applicables au personnel navigant de l'aviation civile*) (p. 10222, 10223) : position de la commission sur les amendements n° 10 de Mme Évelyne Didier et n° 21 de M. Daniel Raoul. Son amendement n° 28 ; adopté. - **Article 11 (Nouveau)** (*art. L. 213-3 du code de l'aviation civile - Lutte contre les incendies d'aéronefs et prévention du péril animalier sur les aérodromes civils*) (p. 10224, 10225) : position de la commission sur les amendements n° 12 de Mme Évelyne Didier et n° 22 de M. Daniel Raoul. Son amendement n° 28 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10225, 10230) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 3 (adaptation, par voie d'ordonnance, du droit de l'aviation civile au droit européen), n° 5 (transposition par voie d'ordonnance du troisième paquet législatif communautaire sur la sécurité maritime), n° 6 (transposition par voie d'ordonnance d'une directive relative à la mise en œuvre de la convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail), n° 7 (transposition par voie d'ordonnance de la directive sur les redevances aéroportuaires), n° 9 de M. Dominique Braye (possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols de 20 % pour des constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable) et n° 23 de M. Daniel Raoul (extension à trois ans du délai de mise en conformité des SCOT et des PLU avec la loi dite "Grenelle II"). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10231) : son amendement n° 27 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

(26 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 10907, 10908) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions) (p. 11140) : intervient sur les amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11445, 11446) : son amendement n° II-391 ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 11958, 11959) : son amendement n° 25 : amélioration de la couverture du territoire en réseaux de téléphonie mobile ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 12680, 12681) : son amendement n° 39 : prorogation jusqu'en 2014 du dispositif d'éligibilité au FCTVA ; adopté.

SIGNÉ (René-Pierre)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités

territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 522, 523) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 801, 802) : intervient sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 923) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - *Suppression de la catégorie juridique des pays*) (p. 1029) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont.

- **Questions cribles thématiques - Hôpital** - (9 février 2010) (p. 1147, 1148) : sa question et sa réplique.

- **Question orale avec débat de M. Serge Lagache sur l'égalité des chances dans l'enseignement primaire et secondaire** - (24 juin 2010) (p. 5220) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7546) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7746) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8010) : favorable à l'amendement n° 841 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 13** (art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - *Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux*) (p. 8123, 8124) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 duodecimes** (*intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8384) : défavorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle*

entre les femmes et les hommes) (p. 8520, 8521) : votera contre l'article 31 de ce projet de loi.

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9063) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9669, 9670) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2009*) (p. 9686) : parole sur l'article.

Quatrième partie :

- (16 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10113) : défavorable à l'amendement n° 586 du Gouvernement (contribution de la branche AT-MP à la branche vieillesse).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 80** (art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - *Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11140) : intervient sur les amendements n° II-34 de M. Jacques Blanc et n° II-163 de M. François Fortassin.

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) (p. 11177) : le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (14 décembre 2010) - **Article 33** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 362-1 du code de l'éducation - *Suppression de commissions administratives*) (p. 12264, 12265) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Françoise Cartron ; adopté.

SITTLER (Esther)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 12 janvier 2010.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis secrétaire le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération, et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire [n° 671 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Fonction publique - Logement et urbanisme - Éducation**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, tendant à permettre au parent français d'enfants franco japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce [n° 94 (2010-2011)] (6 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 6 septies** (art. 14 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Report de la suppression de l'imposition forfaitaire annuelle, IFA) (p. 10358, 10359) : son amendement n° 1-116 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10558, 10559) : son amendement n° 1-62 ; rejeté.

SOULAGE (Daniel)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme jusqu'au 17 novembre 2010.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur le traitement des déchets jusqu'au 28 juin 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur les déchets : Traitement des ordures ménagères : quels choix après le Grenelle ? [n° 571 (2009-2010)] (22 juin 2010) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 115 tome I (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3419, 3420) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (*chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits*) (p. 3693, 3694) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Cazeau.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 6** (*art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Observatoire de la formation des prix et des marges*) (p. 3775) : intervient sur l'article. - **Article 8** (*art. L. 551-1 du code rural - Subordination de la reconnaissance des organisations de producteurs non commerciales à un bilan avant 2013*) (p. 3804, 3810) : intervient sur l'amendement n° 461 de M. Daniel Dubois. Son amendement n° 446 ; retiré. - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3824, 3825) : le groupe UMP votera cet article. - **Article 10** (*Rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3827) : parole sur l'article. (p. 3836) : le groupe UC votera l'amendement n° 659 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (29 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 4106, 4107) : soutient l'amendement n° 468 de Mme Jacqueline Gourault (aménagement du statut du fermage) ; retiré. (p. 4112) : favorable à l'amendement n° 573 de M. Yvon Collin (suppression des périmètres de prélèvement d'eau pour l'irrigation). - **Article 21** (*chapitre Ier de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Transformation de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins en organisation professionnelle*) (p. 4137) : soutient l'amendement n° 466 de M. Jean-Claude Merceron ; adopté. (p. 4138) : soutient l'amendement n° 465 de M. Jean-Claude Merceron ; adopté.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) - rapporteur de la mission commune d'information sur le traitement des déchets (p. 9324, 9325) : présente le point de vue de la mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12691, 12696) : son amendement n° 43 : refonte du dispositif de la TGAP sur les déchets ; adopté.

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (6 octobre 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à la prospective : Les villes du futur : rêves ou cauchemars ? Actes de l'atelier de prospective du 29 avril 2010 [n° 510 (2009-2010)] (1er juin 2010) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Sondages et démocratie : pour une législation plus respectueuse de la sincérité du débat politique [n° 54 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 262, 264) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2010) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 321, 322) : son intervention. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 355, 356) : favorable à l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (division additionnelle).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 384, 386) : soutient la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Rappel au règlement** (p. 394).

- **Rappel au règlement** - (21 janvier 2010) (p. 396).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture [n° 219 (2009-2010)] (suite)** - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission) (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009)** (p. 417, 418) : son amendement n° 20 ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (21 janvier 2010) - **Rappel au règlement** (p. 430). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 434) : intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (principe de compétence générale des collectivités locales). (p. 437) : intervient sur le sous-amendement n° 685 de M. Yvon Collin portant sur l'amendement n° 645 de M. Nicolas About (mode d'élection du conseiller territorial). (p. 442) : son amendement n° 357 : élection des conseillers départementaux ; rejeté. (p. 444) : intervient sur l'amendement n° 357 précité. (p. 446) : soutient l'amendement n° 347 de Mme Michèle André (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille) ; rejeté. (p. 447) : intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Michèle André (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 493, 494) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 507, 508) : son rappel au règlement. - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 543, 544) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 486 de M. Philippe Adnot et n° 507 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 563, 564) : intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jacques Blanc. (p. 571) : favorable à l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 584, 585) : votera contre l'article 1er de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 597) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un

même département). - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 608, 609) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - *Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires*) (p. 675) : le groupe socialiste votera les amendements identiques n° 67 de M. Gérard Collomb, n° 85 de M. Pierre Hérisson, ainsi que les sous-amendements s'y rapportant n° 692 et 691 de la commission. (p. 684) : favorable aux amendements n° 156 de Mme Annie David et n° 605 de Mme Bernadette Bourzai. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 710) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 709 de la commission (application à l'extension du périmètre de l'EPCI des modifications dans la composition de majorité requise pour la création de celui-ci). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 716, 717) : parole sur l'article. (p. 721, 727) : intervient sur son amendement n° 370, présenté par M. Jean-Claude Peyronnet. Soutient les amendements n° 372 de M. Pierre Mauroy, n° 371 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 448 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejetés. (p. 733, 739) : favorable aux amendements n° 376, 374 et 373 de M. Alain Anziani. Soutient les amendements n° 375 de M. Roland Povinelli ; adopté ; n° 378 de M. Jacky Le Menn ; et n° 381 de M. Alain Anziani ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (2 février 2010) (p. 773) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)] (suite)** - (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 785, 786) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 383 de M. Pierre-Yves Collombat. (p. 797) : le groupe socialiste est opposé aux amendements de la commission des finances saisis pour avis n° 326 et 327. (p. 811, 815) : soutient les amendements de M. Gérard Collomb n° 90 ; rejeté ; et n° 91 ; adopté. Intervient sur l'article. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 819, 824) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Dominique Voynet. - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*) (p. 828, 829) : parole sur l'article. - **Article 8** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code des communes - *Création d'une commune nouvelle*) (p. 845, 846) : parole sur l'article. (p. 866, 870) : favorable à l'amendement n° 399 de M. Pierre-Yves Collombat. Intervient sur l'amendement n° 341 de la commission des finances saisis pour avis.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1638 du code général des impôts - *Intégration fiscale*) (p. 885, 886) : parole sur l'article. - **Article 11** (*Dispositions applicables aux communes fusionnées*) (p. 891, 893) : son amendement n° 400 ; adopté. - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 902) : intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - *Procédure de regroupement de régions*) (p. 914) : son amendement n° 404 ; adopté. - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 921) : intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jacques Blanc. - **Article 14** (art. L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales - *Périmètre de la notion d'établissement public de coopération intercommunale*) (p. 924) : parole sur l'article. (p. 926, 927) : intervient sur l'amendement n° 531 de M. Jean-

Pierre Chevènement. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 929, 930) : parole sur l'article. (p. 942, 943) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 944) : soutient l'amendement n° 93 de M. Gérard Collomb ; rejeté. Son amendement n° 411 ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 960, 961) : soutient l'amendement n° 416 de M. Jean-Claude Peyronnet ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité propre) (p. 987, 991) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1029) : favorable aux amendements n° 424 de M. Jean-Luc Fichet et n° 423 de M. Daniel Raoul. - **Article 29** (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1056, 1057) : le groupe socialiste votera contre l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 30** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 1067, 1072) : soutient les amendements n° 435, 436 et 437 de M. Pierre-Yves Collombat, ainsi que l'amendement n° 434 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejetés. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale) (p. 1064) : soutient l'amendement n° 438 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 32 (supprimé)** (art. L. 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI) (p. 1071) : défavorable à l'amendement n° 479 de M. Dominique Braye. - **Article 35** (Clarification des compétences des collectivités territoriales) (p. 1082, 1083) : parole sur l'article. (p. 1091, 1094) : soutient les amendements n° 42, 451 et 441 de M. Jean-Claude Peyronnet ; et n° 440 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1108, 1109) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public - Deuxième lecture [n° 260 (2009-2010)]** - (11 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1228, 1230) : son intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Incrimination des violences de groupes contre les personnes et les biens) (p. 1236, 1238) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (Réglementation des activités privées de sécurité dans les immeubles collectifs) (p. 1241) : son amendement n° 2 ; rejeté. (p. 1242) : son amendement n° 3 ; rejeté. - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (Conditions de transmission des images des systèmes de vidéosurveillance dans les immeubles collectifs) (p. 1243) : son amendement n° 4 ; rejeté. - **Article 4 ter A (Supprimé)** (Conditions d'installation d'un système de vidéosurveillance dans une copropriété) (p. 1244) : son amendement n° 5 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 1244) : son amendement n° 6 : rôle de l'État en matière de sécurité des élèves et du personnel enseignant autour des lieux d'éducation ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (23 février 2010) (p. 1672).

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2072, 2073) : son intervention.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2287, 2289) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 389 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) - **Discussion générale**

(p. 2890, 2892) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte. - **Article 1er** (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques) (p. 2896, 2898) : ses amendements n° 3, 4, 5, 6 et 7 ; rejetés. Le groupe socialiste s'abstient sur l'article. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2898, 2899) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Yves Collombat, n° 10 : suppression de l'interdiction des commissions d'enquête portant sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires. - **Article 3** (art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques) (p. 2900) : son amendement n° 8 ; rejeté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2905) : le groupe socialiste s'abstient sur ce texte.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2985, 2986) : son intervention. - **Article 1er bis (Nouveau)** (art. L. 132-22 du code des assurances et art. L. 223-21 du code de la mutualité - Publicité des démarches effectuées par les assureurs en vue de la résorption des contrats d'assurance sur la vie non réclamés) (p. 2989) : sur l'amendement n° 4 de M. Hervé Maurey, son sous-amendement n° 5 ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 12 A** (p. 3975) : son amendement n° 409 : remise d'un rapport gouvernemental, dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4199, 4200) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Article 9** (Relations entre le Défenseur des droits et les autres autorités chargées de protection des droits et libertés) (p. 4369) : intervient sur les amendements n° 82 du Gouvernement et n° 90 de la commission. - **Article 11** (Collège adjoint au Défenseur pour l'exercice de ses compétences en matière de déontologie de la sécurité) (p. 4373, 4374) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 63 de M. Alain Anziani ; rejeté. (p. 4377, 4378) : favorable aux amendements n° 16 de M. Jacques Mézard et n° 45 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 18** (Pouvoirs de vérification sur place) (p. 4383) : favorable à l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 4448, 4449) : défavorable à la demande de seconde délibération. (p. 4450, 4451) : rappel au règlement. - **Seconde délibération - Article 4** (Compétences et règles de saisine) (p. 4454) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4499) : sa question.

- **Rappel au règlement** - (15 juin 2010) (p. 4751).

- **Rappel au règlement** - (16 juin 2010) (p. 4811).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5450, 5451) : son intervention. - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (avant l'article 1er AA)** (p. 5487) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Claude Jeannerot, n° 284 : réaffirmation, dans le texte, du principe de libre administration et d'autonomie financière des collectivités territoriales. (p. 5495, 5496) : favorable à l'amendement n° 287 de M. Pierre-Yves Collombat (définition des missions des collectivités territoriales et coordination de leurs actions).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5511) : retire la demande de scrutin public déposée la veille. (p. 5513, 5514) :

intervient sur son amendement n° 288 : définition des compétences de la région. - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5526) : son amendement n° 298 : augmentation des crédits destinés aux quartiers et aux communes relevant de la politique de la ville et aux espaces ruraux défavorisés, grâce à l'accroissement du montant de la péréquation ; rejeté. (p. 5528) : intervient sur son amendement n° 292 : accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'Etat versées aux collectivités territoriales. (p. 5533) : intervient sur son amendement n° 296 : prise en compte des ressources et des charges respectives de chaque région dans le calcul de la péréquation. - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 5554, 5555) : intervient sur son amendement n° 321 : rôle du département en matière de développement des territoires ruraux.

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5578, 5579).

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5580).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (1er juillet 2010) - **Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral - Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct) (p. 5583, 5584) : soutient l'amendement n° 331 de M. Pierre-Yves Collombat ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5602) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5631, 5634) : son amendement n° 338 ; rejeté. (p. 5637, 5638) : favorable aux amendements n° 335, 336 et 337 de M. Serge Godard. (p. 5655, 5663) : son amendement n° 352 ; rejeté. Intervient sur les amendements n° 355 de M. Pierre-Yves Collombat et n° 358 de M. Gérard Collomb. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 16 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5667) : défavorable au troisième alinéa de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 19 (régime du versement du FCTVA pour les métropoles). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 5673, 5675) : soutient l'amendement n° 365 de M. Daniel Raoul (instauration d'une commission permanente dans les communes de plus de 100 000 habitants) ; irrecevable. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de pôles métropolitains) (p. 5682) : intervient sur l'amendement n° 273 de Mme Dominique Voynet et sur son amendement n° 369, soutenu par M. Alain Anziani.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 5694, 5695) : soutient l'amendement n° 371 de M. Gérard Collomb (possibilité pour un EPCI d'adhérer à une AOT) ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales - Création d'une commune nouvelle) (p. 5703, 5706) : son amendement n° 373 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5709) : favorable à l'amendement n° 376 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 10** (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales - Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles) (p. 5713) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions applicables aux communes fusionnées) (p. 5714) : favorable à l'amendement n° 378 de Mme Virginie Klès. (p. 5715, 5716) : soutient l'amendement n° 379 de M. Pierre-Yves Collombat ; adopté. - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe) (p. 5720) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13** (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales,

art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement des départements et des régions) (p. 5722, 5723) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 138 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent) (p. 5726) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5728, 5729) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 14 ter** (Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes) (p. 5732, 5733) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 141 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5734) : favorable à l'amendement n° 588 de la commission. - **Article 15 bis** (art. L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Extension des cas de délégation de signature par le président d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 5736) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5745, 5746) : soutient l'amendement n° 393 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 5747) : son amendement n° 397 ; rejeté. (p. 5750) : soutient l'amendement n° 399 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5764, 5766) : son amendement n° 410 ; retiré. Son amendement n° 411 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5767) : intervient sur son amendement n° 412 : possibilité de créer une communauté d'agglomération même en l'absence d'une commune de plus de 15 000 habitants. - **Article 25 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 333-4 du code de l'environnement, art. L. 6121-6 du code de la santé publique, art. 1er, 2, 23 et 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Coordinations textuelles nécessaires avec la suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 5775) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales - Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale) (p. 5776) : son amendement n° 417 ; rejeté. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 5793) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 5795, 5796) : ne votera pas cet article.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés) (p. 5823, 5824) : défavorable à cet article. - **Article additionnel après l'article 34 quinquies** (p. 5827) : intervient sur l'amendement n° 549 de M. Hervé Maurey (possibilité de transferts de compétences à titre expérimental entre un EPCI et ses communes membres, pour une durée de cinq ans au maximum). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5836, 5837) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 5844) : son rappel au règlement.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5911) : défavorable au sous-amendement n° 597 de M. Jean-

Jacques Hiest portant sur l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. (p. 5913) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 558 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5916, 5917) : son amendement n° 458 : obligation pour le préfet de région de rendre compte annuellement de son action devant la conférence des exécutifs ; rejeté. - **Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements) (p. 5919) : son amendement n° 460 ; adopté. - **Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements - Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage) (p. 5928) : son amendement n° 461 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 35 ter** (p. 5930) : son amendement n° 459 : institutionnalisation de la conférence nationale des exécutifs, sous le nom de Conférence des collectivités territoriales ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 1er AA (précédemment réservés)** (p. 5960) : favorable à l'amendement n° 266 de Mme Dominique Voynet (calquage du mode de scrutin relatif à l'élection des conseillers généraux sur celui concernant les conseillers régionaux).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5981) : parole sur l'article. (p. 5999) : son amendement n° 313 ; rejeté. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6009) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 6027) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département).

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 2010) (p. 6043) : son rappel au règlement.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)] (suite)** - (7 juillet 2010) - **Demande de seconde délibération** (p. 6044, 6045) : intervient sur la demande de seconde délibération demandée par le Gouvernement sur l'article 1er AAA ainsi que sur les amendements n° 580 de la commission (tableau de l'effectif des conseillers territoriaux par département) et n° 540 de M. Hervé Maurey (introduction du mandat de conseiller territorial et des fonctions exécutives au sein d'un EPCI dans le dispositif de cumul des mandats). - **Seconde délibération - Article 1er AAA (Nouveau)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 6046) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6049) : intervient sur l'amendement n° A-3 du Gouvernement (introduction dans le dispositif de cumul des mandats des fonctions exécutives au sein d'un EPCI de plus de 30 000 habitants). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6054) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Question préalable** (p. 6331) : favorable à la motion n° 77 de M. Jean-Claude Peyronnet tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article 21** (art. 33-1 ; 33-2 ; 33-3 ; 33-4 ; 33-5 et 33-6 [nouveaux] de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Encadrement des activités d'intelligence économique) (p. 6492, 6493) : parole sur l'article. - **Demande de réserve** (p. 6498) : demande des explications à M. Brice Hortefeux sur sa demande de réserve sur l'amendement n° 386 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6509, 6510) : intervient sur le sous-amendement n° 423 de M. Gérard Longuet portant sur l'amendement n° 390

du Gouvernement (extension des peines planchers aux violences aggravées).

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6542) : favorable à l'amendement n° 248 de Mme Michèle André (suppression du délit de racolage passif). - **Article 24 bis** (Possibilité pour le préfet d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de treize ans) (p. 6546, 6551) : ses amendements n° 246 et 247 ; rejetés. - **Article 32 ter A (Nouveau)** (Procédure d'évacuation forcée des campements illicites) (p. 6610, 6611) : favorable à l'amendement n° 263 de M. Alain Anziani. - **Article 32 ter** (art. 20 du code de procédure pénale, art. L. 2216-6 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la qualité d'agent de police judiciaire aux directeurs de police municipale) (p. 6616) : son amendement n° 264 ; rejeté. - **Article 34** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Pérennisation du dispositif de passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente) (p. 6625, 6626) : soutient l'amendement n° 267 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 36 B** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Règles applicables aux audiences de prolongation de la rétention administrative) (p. 6630) : intervient sur l'amendement n° 269 de M. Richard Yung. - **Article 37 bis B** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6633) : son amendement n° 271 ; rejeté. - **Article 37 bis C** (art. L. 5312-13-1 nouveau et art. L. 8271-7 du code du travail - Assermentation et agrément des agents de Pôle emploi dans la lutte contre les fraudes) (p. 6634) : son amendement n° 272 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 37 quater** (p. 6643, 6644) : défavorable à l'amendement n° 399 du Gouvernement (placement sous bracelet électronique de terroristes étrangers assignés à résidence). - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6646) : favorable à l'amendement n° 397 du Gouvernement (extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la possibilité donnée aux conjoints de policiers et militaires décédés de bénéficier d'un recrutement sans concours au sein de la fonction publique). - **Seconde délibération - Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6655, 6656) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (autorisation d'utiliser des images prises par des caméras de vidéosurveillance à des fins de recherche technologique).

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Article 1er** (Interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public) (p. 6755, 6756) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Bel ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6758, 6759) : la majorité des membres du groupe socialiste ne prendra pas part au vote.

- **Proposition de loi relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques [n° 605 (2009-2010)]** - (16 septembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6848) : favorable à ce texte.

- **Conférence des présidents** - (6 octobre 2010) (p. 7516, 7517) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Organisation des débats** (p. 7526) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7605, 7606) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7743, 7744) : votera le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7751, 7752) :

intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7758, 7759) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7761) : intervient sur le sous-amendement n° 1186 de M. Guy Fischer portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7806, 7807) : le groupe socialiste votera contre cet article.

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2010) (p. 7828).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (15 octobre 2010) - **Article 14** (*Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique*) (p. 8130) : favorable à l'amendement n° 148 de Mme Christiane Demontès. (p. 8132) : favorable à l'amendement n° 787 de M. Guy Fischer. - **Article 15** (*art. L. 5421-4 du code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi*) (p. 8139) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 8185). - **Article 23** (*art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8191) : favorable à l'amendement n° 189 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8249, 8250) : parole sur l'article. (p. 8258) : intervient sur les amendements identiques n° 358 de M. Yvon Collin et n° 981 de Mme Annie David. - **Article 25 quater** (*art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail*) (p. 8295, 8296) : parole sur l'article. (p. 8304, 8305) : intervient sur l'amendement n° 411 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 bis C (Nouveau)** (*Définition de l'épargne retraite*) (p. 8564) : parole sur l'article. - **Article 32 ter** (*art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation*) (p. 8582, 8583) : favorable à l'amendement n° 473 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (*Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise*) (p. 8623) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9612, 9613) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10298, 10300) : son amendement n° I-218 : prorogation du dispositif de crédit d'impôt en faveur des entreprises artisanales exerçant leur activité dans le secteur des métiers d'art ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 15 (priorité)** (*art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME*) (p. 10444, 10445) : favorable à l'amendement n° I-259 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (*art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10525) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) - **Questions-réponses-répliques** (p. 10933, 10934) : sa question et sa réplique. - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 10939, 10940) : ses amendements n° II-131 et II-132 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 73 bis** (p. 10949, 10950) : ses amendements n° II-134 : versement, aux sinistrés de la sécheresse de 2003, du reliquat de la dotation exceptionnelle supplémentaire prévue par la loi de finances pour 2006 ; et n° II-133 : rapport gouvernemental sur la réaffectation de cette dotation exceptionnelle ; rejetés.

Justice

- (29 novembre 2010) (p. 10984, 10985) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (29 novembre 2010) (p. 11040, 11041) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) (p. 11120, 11121) : son intervention. - **Article 80** (*art. L. 2334-7, L. 3334-3, L. 3334-7-1, L. 4332-7, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5334-16 et L. 5842-8 du code général des collectivités territoriales - Evolution des modalités de calcul des composantes de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions*) (p. 11133, 11134) : soutient l'amendement n° II-192 de M. Gérard Collomb ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° II-193 de M. Gérard Collomb. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 11141, 11142) : soutient l'amendement n° II-199 de M. Michel Sergent (création d'un mécanisme de lissage, applicable de 2011 à 2015, tendant à majorer la dotation de base perçue par la commune d'une fraction de la perte de recettes engendrée par les nouvelles modalités de recensement) ; rejeté. - **Article 81** (*art. L. 2334-13, L. 2334-18-1, L. 2334-18-2 et L. 2334-18-4 du code général des collectivités territoriales - Mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU-CS, à la dotation de solidarité rurale, DSR, et à la dotation de développement urbain, DDU*) (p. 11144) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-273 de la commission. - **Article 82** (*art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 11149) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-16 de la commission. - **Article 86** (*art. L. 2334-4, L. 2531-13, L. 3334-6, L. 4332-5 et L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Fixation des modalités de calcul des potentiels fiscal et financier des communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 11152) : soutient l'amendement n° II-195 de M. Jean-Pierre Bel ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 86** (p. 11157) : son amendement n° II-200 : confirmation de la notion de concours de l'Etat aux collectivités territoriales ; adopté.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12139, 12140) : son intervention. - **Article 2** (*art. 16 A [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et art. 2 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle - Echange direct de données entre administrations et simplification des contraintes imposées aux entreprises*) (p. 12154) : soutient l'amendement n° 89 de M. Pierre-Yves Collombat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 12156) : le groupe socialiste votera l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° 24 (mise en place d'une couverture

conventionnelle homogène pour les artistes et techniciens du spectacle placés en dehors du champ des conventions collectives du secteur du spectacle vivant) . (p. 12157, 12158) : soutient l'amendement n° 123 de M. Pierre-Yves Collombat (extension du champ d'application de la loi Carle aux regroupements pédagogiques intercommunaux créés de fait par les collectivités territoriales suite à des réorganisations administratives) ; rejeté. - **Article 4 bis (Nouveau)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée) (p. 12158, 12159) : ne votera pas l'amendement n° 145 de M. Jean-François Voguet. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (art. 19-1 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Retrait de droit d'un associé d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé en cas de succession) (p. 12162) : soutient l'amendement n° 81 de Mme Virginie Klès ; rejeté. Son amendement n° 80 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 12169) : ne votera pas l'amendement n° 230 du Gouvernement (précision des critères de révision des prestations compensatoires fixées sous forme de rente viagère). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 12173) : votera l'amendement n° 6 de M. Raymond Couderc (possibilité pour les communes de procéder à la crémation des restes exhumés des concessions et des sépultures échues ou abandonnées). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12174, 12175) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Nicole Bonnefoy (identification des chats de plus de sept mois nés après le 1er janvier 2012) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 12178, 12179) : son amendement n° 92 : création d'un registre national automatisé d'enregistrement du consentement au don d'organes ; rejeté. (p. 12180) : son amendement n° 93 : création, au sein du code du service national, d'un registre national de consentement au don d'organes ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 21 (Supprimé)** (Reconnaissance de la certification établie par les organismes des Etats membres en matière de dispositifs médicaux) (p. 12223) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 190 du Gouvernement. - **Article 22 (Supprimé)** (Simplification des modalités de vente des dispositifs médicaux d'occasion) (p. 12223) : votera contre l'amendement n° 189 du Gouvernement. - **Article 27** (Adaptation de la législation sur les publications destinées à la jeunesse) (p. 12227, 12228) : son amendement n° 95 ; rejeté. - **Article 27 septies (Supprimé)** (Instauration d'un régime déclaratif pour l'activité d'entrepreneur de spectacles) (p. 12232) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 207 du Gouvernement. - **Article 27 octies (Supprimé)** (Mise en œuvre de la directive « services » pour les agences de mannequins) (p. 12234, 12235) : intervient sur l'amendement n° 188 du Gouvernement. - **Article 28 (Suppression maintenue)** (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport) (p. 12237, 12238) : favorable aux amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 12240, 12242) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 125 et n° 126 : contrôle de la CNCIS sur les mesures de surveillance des ondes hertziennes ; rejetés. - **Article 29 bis (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12245) : son amendement n° 115 ; rejeté. - **Article 29 septies (Supprimé)** (art. 26, 16, 29, 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, art. 6 nonies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, art. 397-5 du code de procédure pénale - Dispositions relatives aux fichiers de police) (p. 12248) : soutient l'amendement n° 116 de M. Didier Boulaud ; rejeté. - **Article 33** (art. L. 313-6 du code de la consommation ; art. L. 230-1 à L. 230-3 du code de l'éducation ; art. L. 512-71 du code monétaire et financier ; art. 73 et 74 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ; art. 137 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; art. 1er de la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 ; art. L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles ;

art. L. 362-1 du code de l'éducation - Suppression de commissions administratives) (p. 12263, 12264) : sur l'amendement n° 216 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 275 de Mme Nicole Bricq ; retiré. Favorable à l'amendement n° 112 de Mme Françoise Cartron. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 12270) : favorable à l'amendement n° 98 de M. Daniel Raoul (création dans les communes de plus de 100 000 habitants d'une commission permanente chargée d'expédier les affaires courantes). - **Article 49** (art. L. 212-11 du code du patrimoine - Conservation des archives anciennes par les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 12275, 12276) : parole sur l'article. - **Article 54** (Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant) (p. 12278, 12280) : son amendement n° 99 ; rejeté. - **Article 54 quinquies (Nouveau)** (Augmentation de la limite du nombre des mandats de présidents des conseils ou conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale) (p. 12284) : le groupe socialiste votera pour l'amendement n° 208 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 54 sexies** (p. 12284, 12285) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 221 du Gouvernement (instauration d'un délai pour la saisine de la commission départementale d'aménagement foncier). - **Article 83 AA (Nouveau)** (art. L. 121-1 et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Obligation de réaliser un plan d'aménagement des entrées de ville) (p. 12299, 12301) : son amendement n° 162 ; adopté. - **Article 83 AB (Nouveau)** (art. L. 122-1 et L. 111-1-4 du code de l'urbanisme - Interdiction des constructions et installations autour des axes routiers) (p. 12301) : son amendement n° 103 : précision ; adopté. - **Article 102 A (Nouveau)** (chap. II (nouveau) du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale, art. 230-6 à 230-8 nouveaux du code procédure pénale - Insertion dans le code de procédure pénale de dispositions concernant les autopsies judiciaires) (p. 12323, 12324) : votera l'amendement n° 268 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 124** (p. 12334) : son amendement n° 97 : abrogation du « délit de solidarité » ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 127** (p. 12336, 12337) : son amendement n° 90 : formation des conducteurs de transport routier de personnes aux premiers secours ; retiré. - **Article 146 bis** (art. L. 133-6 du code de justice administrative - Recrutement des auditeurs du Conseil d'Etat parmi les anciens élèves de l'ENA) (p. 12353) : son amendement n° 101 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 146 bis** (p. 12354, 12355) : son amendement n° 118 : modalités d'affectation des étudiants issus de l'ENA ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 147** (p. 12357) : soutient l'amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Michel (validation des reclassements opérés en accord avec la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12373, 12374) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12612, 12614) : son amendement n° 145 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 12620) : ses amendements n° 166 : versement du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003 ; et n° 167 : rapport gouvernemental sur la répartition du reliquat des crédits de la dotation exceptionnelle d'indemnisation des victimes de la sécheresse de 2003 ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture [n° 178 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12864, 12866) : son intervention. - **Article 1er** (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques) (p. 12868, 12869) : ses amendements n° 1 et n° 4 ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques) (p. 12872) : intervient sur son amendement n° 6 présenté par

M. Richard Yung. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12872) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12916, 12917) : son intervention. - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Procédure d'indemnisation des avoués*)

(p. 12929) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Alain Anziani. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Reconnaissance du caractère économique du licenciement des salariés des avoués - Majoration des indemnités de licenciement versées à cette occasion*) (p. 12933) : intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 22 décembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 343 (2009-2010)] (2 mars 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 368 (2009-2010)] (29 mars 2010) - **Collectivités territoriales - Famille - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Ukraine redevient-elle un partenaire fiable pour l'Union européenne ? [n° 448 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Justice et accès au droit [n° 116 tome 4 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1699) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3110, 3111) : son intervention. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Saisine du Conseil économique, social et environnemental par le Gouvernement et le Parlement*) (p. 3120, 3121) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Demandes d'études adressées aux*

sections) (p. 3122) : son amendement n° 22 ; adopté. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Composition*) (p. 3128, 3137) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christophe-André Frassa. Ses amendements n° 24, 25, 28 et 30 ; rejetés. Le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 53 de la commission. - **Article 9 bis** (art. 13 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Création de délégations permanentes au sein du CESE*) (p. 3141) : son amendement n° 32 ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3143) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3849, 3850) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9212, 9213) : son intervention.

- **Débat sur la participation de la France au budget de l'Union européenne** - (2 novembre 2010) (p. 9343, 9346) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'État

- (2 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11396, 11397) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12117, 12118) : son intervention. (p. 12125) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

TASCA (Catherine)
sénatrice (Yvelines)
SOC

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 20, 28 janvier, 2, 11, 15, 25 février, 23, 25 mars, 1er, 29 avril, 11, 25, 27, 28, 31 mai, 17 juin, 5 juillet, 15, 27, 30 septembre, 6, 11, 21, 25 octobre, 2, 8, 10, 19, 24 novembre, 1er, 5 et 16 décembre 2010.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir [n° 659 (2009-2010)] (12 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 405 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cap-Vert relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire [n° 75 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009*) (p. 413, 414) : son amendement n° 16 ; rejeté.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire** [n° 159 (2009-2010)] - (10 février 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1193, 1194) : défavorable à la motion n° 1 de M. Christian Cointat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1610, 1611) : son intervention. - **Article 2** (*Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France*) (p. 1635) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1659, 1660) : les membres du groupe socialiste voteront contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services** [n° 193 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2150, 2151) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris** [n° 367 (2009-2010)] - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2365, 2366) : son intervention. - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2390) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Rappel au règlement** (p. 2466, 2467) : désapprouve l'accueil fait aux élus régionaux.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2487) : le groupe socialiste votera les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2497, 2498) : soutient l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2704) : soutient l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Caffet ; adopté. - **Article 19 bis** (art. L. 302-13 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Territorialisation des objectifs de production de logements*) (p. 2712) : soutient l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. (p. 2713) : soutient l'amendement n° 162 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (*Création de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2739, 2747) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Bernard Vera. Soutient l'amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Caffet ; rejeté. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2769, 2772) : soutient l'amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Caffet ; adopté. Le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 199 de M. Bernard Vera. - **Article 23** (*Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay*) (p. 2777) : intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean-Pierre Caffet. - **Article 28 et annexe A bis** (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - *Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay*) (p. 2783) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2801) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le**

territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 500 (2007-2008)] - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3208, 3210) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Pouvoir et médias** - (25 mai 2010) (p. 3705, 3706) : sa question et sa réplique.

- **Rappel au règlement** - (31 mai 2010) (p. 4178).

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (5 juillet 2010) - **Rappel au règlement** (p. 5844) : donne acte à M. Jean-Pierre Sueur et Mme Nicole Borvo Cohen-Seat de leurs rappels au règlement. (p. 5845).

- **Souhaits de bienvenue à un sénateur de la République islamique d'Afghanistan** - (6 octobre 2010) (p. 7484).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7745, 7746) : favorable au sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7767) : intervient sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7783, 7784) : intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 15** (art. L. 5421-4 du code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi) (p. 8138, 8139) : parole sur l'article. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8190) : soutient l'amendement n° 189 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8250, 8251) : parole sur l'article. (p. 8265, 8266) : intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite) (p. 8588, 8589) : soutient l'amendement n° 474 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8624) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8755, 8756) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 115 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les transferts financiers occasionnés sur l'assurance chômage) ; et n° 116 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à

la retraite occasionné sur le régime invalidité) ; rejetés par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8762, 8765) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 130 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les finances des collectivités locales) ; n° 132 (remise, par le COR, d'un rapport sur les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur l'espérance de vie) ; n° 133 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur l'espérance de vie en bonne santé) ; rejetés par vote unique.

- **Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Article 1er (Définition de l'œuvre orpheline)** (p. 9233, 9234) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission.

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) (p. 9476, 9477) : son intervention.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Indonésie** - (19 novembre 2010) (p. 10288).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat colombien** - (19 novembre 2010) (p. 10329).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10509) : favorable à l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud. - **Article 12** (art. L. 115-7 et L. 115-9 du code du cinéma et de l'image animé - Adaptation de la taxe due au CNC par les distributeurs de services de télévision) (p. 10518) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-12 de la commission.

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) (p. 11005, 11006) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) (p. 11460, 11461) : son intervention.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12145, 12146) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12150) : favorable à l'amendement n° 109 de Mme Alima Boumediene-Thiery (inscription de l'identité du partenaire survivant d'un PACS sur l'acte de décès du partenaire défunt).

TERRADE (Odette)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Économie - Compte d'affectation spéciale : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 115 tome 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - Budget - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi de modernisation de l'économie** - (12 janvier 2010) (p. 29, 31) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 537) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) (p. 571, 572) : soutient l'amendement n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - Élection au suffrage universel direct des délégués des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 615) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 4** (art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales - Transformation des conseils économiques et sociaux régionaux en conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) (p. 693, 694) : soutient l'amendement n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 699, 701) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 126 (présentation devant le conseil municipal du projet de budget des EPCI) ; et n° 130 (extension aux communes de moins de trois mille cinq cents habitants de l'information sur les actes réglementaires pris par les EPCI) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (chapitre IV nouveau du titre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements) (p. 908) : soutient l'amendement n° 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 118 (2009-2010)]** - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1166, 1167) : son intervention.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité [n° 168 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2167, 2168) : le groupe UMP ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Article 6 bis A (Nouveau)** (Ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme - Changement de statut d'OSEO) (p. 2569, 2570) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-21 du code monétaire et financier - Garanties pouvant être exigées des entrepreneurs individuels par un établissement de crédit) (p. 2571, 2572) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission de l'économie saisie pour avis.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (9 avril 2010) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Exercice de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures du réseau du Grand Paris par la SGP) (p. 2688) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 18** (Contrats de développement territorial) (p. 2700, 2701) : soutient l'amendement n° 63 de Mme Éliane Assassi ; devenu sans objet. - **Article 19** (Mise en œuvre des contrats de développement territorial) (p. 2708, 2709) : parole sur l'article.

- **Questions cibles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2855, 2856) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2969, 2970) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3241) : soutient l'amendement n° 9 de M. Bernard Vera (association des établissements de crédit au financement de l'action en direction de la Grèce) ; rejeté. -

Article 1er (Création, au sein du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers », d'une section nouvelle : « Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro ») (p. 3244) : soutient l'amendement n° 12 de M. Bernard Vera ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3525, 3533) : soutient les amendements n° 225 et 231 de M. Gérard Le Cam ; rejetés. (p. 3533) : soutient l'amendement n° 232 de M. Gérard Le Cam ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à autoriser les petits consommateurs domestiques et non domestiques d'électricité et de gaz naturel à accéder ou à retourner au tarif réglementé - Deuxième lecture [n° 469 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3901, 3902) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra sur ce texte. - **Article unique** (p. 3905) : le groupe CRC-SPG s'abstient.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (29 mai 2010) - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses dispositions relatives à l'outre-mer par voie d'ordonnance) (p. 4153, 4154) : soutient l'amendement n° 312 de Mme Gélita Hoarau ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4159) : soutient l'amendement n° 313 de Mme Gélita Hoarau (caractère non agricole de la production et de la commercialisation d'électricité d'origine photovoltaïque dans les départements d'outre-mer et à Mayotte) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4546, 4548) : son intervention. - **Article 1er A** (art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4580, 4581) : son amendement n° 93 ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie territoriales) (p. 4589) : son amendement n° 98 ; rejeté. (p. 4592) : son amendement n° 96 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4** (art. L. 711-6 à L. 711-10-1 du code de commerce - Les chambres de commerce et d'industrie de région) (p. 4616, 4617) : son amendement n° 101 ; rejeté. (p. 4618, 4619) : son amendement n° 103 ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 711-11 et L. 711-12 du code de commerce - L'Assemblée française des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4632, 4633) : son amendement n° 109 ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4634) : son amendement n° 110 ; rejeté. (p. 4637, 4638) : s'abstiendra sur l'amendement n° 169 de la commission. - **Article 7 bis** (Changement de dénomination des chambres de commerce et d'industrie dans les dispositions législatives existantes) (p. 4648) : son amendement n° 113 ; rejeté. - **Article 7 ter** (art. 1600 du code général des impôts - Modalités de financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4651, 4652) : son amendement n° 114 ; rejeté. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 4675, 4676) : parole sur l'article. (p. 4677) : son amendement n° 115 ; rejeté. (p. 4679) : son amendement n° 116 ; rejeté. (p. 4680, 4681) : son amendement n° 117 ; adopté. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5311-4, L. 5321-1, L. 5323-1, L. 5324-1 et L. 1251-4 du code du travail - Libéralisation de l'activité de placement) (p. 4696) : parole sur l'article. (p. 4697, 4698) : soutient l'amendement n° 122 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 17 bis A** (art. L. 441-6 du code de commerce et divers articles du code de la consommation - Information des destinataires de services) (p. 4705) : son amendement n° 123 ; rejeté. - **Article 18** (Transfert des personnels des chambres de commerce et d'industrie) (p. 4708) : son amendement n° 125 ; rejeté.

(p. 4710) : son amendement n° 124 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4716) : ne votera pas ce texte.

- **Question orale avec débat de Mme Michèle André sur la politique de contraception et d'interruption volontaire de grossesse** - (15 juin 2010) (p. 4780, 4782) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme du crédit à la consommation - Deuxième lecture [n° 539 (2009-2010)]** - (21 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4946, 4947) : son intervention. - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-3 du code de la consommation - Réforme des seuils de l'usure) (p. 4950) : son amendement n° 22 ; rejeté. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8 à L. 311-10-1 et L. 313-11 du code de la consommation - Explications données à l'emprunteur et vérification de sa solvabilité) (p. 4955, 4956) : son amendement n° 23 ; rejeté. - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-30 à L. 311-41 du code de la consommation - Crédit affecté) (p. 4963, 4964) : son amendement n° 24 ; retiré. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-15 du code de la consommation - Dispositions applicables au regroupement de crédits) (p. 4968, 4969) : son amendement n° 25 ; rejeté. - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à légiférer par ordonnance) (p. 4972) : son amendement n° 26 ; retiré. - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-2, L. 331-3, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-4 et L. 331-5 du code de la consommation - Procédure devant la commission de surendettement des particuliers) (p. 4982, 4983) : son amendement n° 27 ; rejeté. - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur la création d'un registre national des crédits aux particuliers) (p. 4989) : son amendement n° 28 ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5051, 5053) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2010) - **Article 1er** (art. 515-9 à 515-13 du titre XIV [nouveau] du livre Ier et art. 220-1 et 257 du code civil - Ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales aux victimes de violences au sein du couple) (p. 5114, 5120) : son amendement n° 46 ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. 53-1 du code de procédure pénale - Obligation d'informer la victime de la possibilité de demander une ordonnance de protection) (p. 5123) : son amendement n° 49 ; adopté.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5201, 5202) : le groupe CRC-SPG est favorable à cette proposition de loi. - **Article 1er** (art. L. 422-1 du code de la consommation - Recours collectif par une association de consommateurs agréée mandatée par plusieurs consommateurs ayant subi un même préjudice) (p. 5207) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Article 14 bis** (Remise d'un rapport au Parlement sur la création d'un Observatoire national des violences faites aux femmes) (p. 5234) : parole sur l'article. - **Article 16** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Limitation du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 5235) : son amendement n° 55 ; rejeté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 5246, 5247) : son amendement n° 42 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5248) : le groupe CRC-SPG votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (2 juillet 2010) - **Article 11 bis** (Suppression maintenue par la commission) (art. L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales - Seuil démographique de création facultative de conseils de quartier) (p. 5716, 5717) : soutient l'amendement n° 133 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Article 13** (chapitre

IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédures de regroupement de départements et des régions) (p. 5722) : soutient l'amendement n° 138 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 14 ter** (Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes) (p. 5732) : soutient l'amendement n° 141 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5734) : soutient l'amendement n° 142 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 5737) : parole sur l'article. - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales - Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat) (p. 5769) : soutient l'amendement n° 151 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Syndicats de communes et syndicats mixtes) (p. 5792) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 34 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics) (p. 5820) : soutient l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5828) : parole sur l'article. (p. 5854, 5855) : soutient les amendements n° 170 et 172 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services - Deuxième lecture [n° 595 (2009-2010)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6169, 6170) : son intervention. - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 761-1, L. 761-4 à L. 761-8 et L. 761-11 du code de commerce - Règles relatives au périmètre de référence pouvant être institué autour d'un marché d'intérêt national) (p. 6178) : parole sur l'article. (p. 6180, 6181) : votera cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6181) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (p. 7006) : soutient l'amendement n° 162 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 1er bis** (art. 3, 6-1 et 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Adaptation des dispositions relatives aux fonds de solidarité pour le logement) (p. 7045, 7048) : soutient l'amendement n° 166 de M. Jean-Claude Danglot ; rejeté. - **Article 2** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement) (p. 7055) : parole sur l'article. (p. 7059, 7065) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Danglot n° 171 ; devenu sans objet ; n° 174 et 175 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (30 septembre 2010) - **Article 9** (art. L. 121-86, L. 121-87, L. 121-89, L. 121-91 et L. 121-92 du code de la consommation ; art. 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Transposition de dispositions relatives à la protection des consommateurs) (p. 7147, 7148) : soutient les amendements n° 207 et 206 de M. Jean-Claude Danglot ; rejetés. - **Article 12** (art. L. 2333-2, L. 2333-3, L. 2333-4, L. 2333-5, L. 3333-2, L. 3333-3, L. 3333-3-1

[nouveau], L. 3333-3-2 [nouveau], L. 3333-3-3 [nouveau], L. 5212-24, L. 5212-24-1 [nouveau], L. 5212-24-2 [nouveau], L. 5214-23 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales ; art. 76 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; art. 1609 nonies D du code général des impôts ; art. 265 C, 265 bis, 266 quinquies, 266 quinquies B, 266 quinquies C [nouveau] et 267 du code des douanes - Mise en conformité des taxes locales d'électricité avec le droit communautaire (p. 7171) : soutient l'amendement n° 210 de M. Jean-Claude Danglot ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7202, 7203) : les membres du groupe CRC-SPG voteront contre ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7519) : soutient l'amendement n° 756 de M. Guy Fischer ; rejeté le 7 octobre 2010.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) (p. 7571) : favorable à l'amendement n° 1170 de M. Guy Fischer. (p. 7577, 7578) : intervient sur l'amendement n° 757 de M. Guy Fischer. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7598, 7599) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7655, 7656) : favorable à l'amendement n° 843 de M. Guy Fischer. (p. 7661, 7662) : favorable à l'amendement n° 918 de M. Guy Fischer. (p. 7670) : votera contre cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7700, 7701) : soutient l'amendement n° 695 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7701) : soutient l'amendement n° 699 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7705, 7706) : soutient l'amendement n° 710 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7707) : soutient l'amendement n° 714 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7708) : soutient l'amendement n° 719 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7716) : soutient l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer ; adopté. (p. 7725, 7726) : sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° 1188 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7726, 7727) : son amendement n° 818 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7748, 7749) : favorable au sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7768) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 1182 du Gouvernement. (p. 7778, 7779) : intervient sur l'amendement n° 715 de M. Guy Fischer. (p. 7788) : intervient sur l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer. (p. 7801) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7833, 7834) : parole sur l'article.

- **Questions cribles thématiques - Accès au logement** - (12 octobre 2010) (p. 7847, 7848) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7865, 7866) : soutient l'amendement n° 864 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7875) : favorable à l'amendement n° 870 de M. Guy Fischer. (p. 7876) : favorable à l'amendement n° 874 de M. Guy Fischer. (p. 7881, 7882) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes) (p. 7926) : votera l'amendement n° 926 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 161-17 du code de la sécurité

sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés) (p. 7937, 7938) : parole sur l'article. (p. 7945, 7947) : soutient l'amendement n° 1174 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020) (p. 7998) : soutient l'amendement n° 687 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8000) : soutient l'amendement n° 694 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8002) : soutient l'amendement n° 701 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8004, 8005) : soutient l'amendement n° 771 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8025) : favorable à l'amendement n° 668 de M. Guy Fischer. (p. 8028, 8029) : favorable aux amendements n° 686, 712 et 816 de Mme Odette Terrade. (p. 8031) : votera contre cet article. - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8042) : favorable à l'amendement n° 777 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8100, 8101) : soutient l'amendement n° 786 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8131) : soutient l'amendement n° 787 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8145, 8146) : favorable à l'amendement n° 794 de M. Guy Fischer. - **Article 17** (art. 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination du dispositif de maintien en activité au-delà de la limite d'âge) (p. 8150) : favorable à l'amendement n° 22 de M. Guy Fischer. - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - Coordinations au sein du code de la défense) (p. 8169) : soutient l'amendement n° 26 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Rapprochement des taux de cotisation) (p. 8180, 8181) : votera contre cet article. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants) (p. 8187, 8188) : parole sur l'article. - **Article 24** (art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique) (p. 8196, 8197) : soutient l'amendement n° 31 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 24 quater** (art. L. 351-13 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration de pension pour conjoint à charge) (p. 8205, 8206) : soutient l'amendement n° 34 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels) (p. 8256, 8257) : soutient l'amendement n° 981 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8273, 8276) : soutient l'amendement n° 986 de Mme Annie David ; rejeté. Votera contre l'amendement n° 604 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 bis** (art. L. 4121-1 du code du travail - Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail) (p. 8285) : parole sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8295) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article. (p. 8313) : soutient l'amendement n° 1000 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8320) : soutient l'amendement n° 1007 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8327) : soutient l'amendement n° 1021 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Drogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8356, 8357) : soutient l'amendement n° 1029 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8358) : soutient l'amendement n° 1033 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 25 duodécies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Drogations

réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8373, 8375) : soutient les amendements n° 1035 et 1037 de Mme Annie David ; rejetés. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - *Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité*) (p. 8394, 8395) : soutient l'amendement n° 1052 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel*) (p. 8416) : soutient l'amendement n° 1058 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter A (Accords de branche sur la pénibilité)** (p. 8432) : parole sur l'article. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles*) (p. 8451, 8452) : soutient l'amendement n° 43 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 8464) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8491, 8501) : ses amendements n° 1088 et 1090 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 144-2 du code des assurances - *Possibilité de sortie en capital pour les Perp*) (p. 8638) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8670) : ne votera pas les amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8702) : soutient l'amendement n° 739 de M. Guy Fischer (majoration du taux de la CSG sur les revenus du capital) ; rejeté. (p. 8730, 8731) : soutient l'amendement n° 1169 de M. Guy Fischer (majoration temporaire de l'ISF de 100 %) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8769, 8770) : soutient l'amendement n° 910 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental sur l'extension rétroactive de l'affiliation à l'assurance vieillesse de personne ayant assumé la charge au foyer familial d'un handicapé adulte de 1999 à 2004) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8840, 8841) : soutient l'amendement n° 1099 de Mme Annie David (majoration de la pénalité sanctionnant la carence de plan d'action pour l'emploi des travailleurs âgés) ; rejeté par vote unique. - **Vote unique** (p. 8854, 8855) : le groupe CRC-SPG votera contre les amendements retenus par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8866, 8867) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9016) : son intervention.

- **Débat sur l'accession à la propriété** - (2 novembre 2010) (p. 9298, 9299) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Article 43** (art. L. 341-10 du code de la sécurité sociale - *Cumul des revenus d'une activité non salariée avec une pension d'invalidité servie par le régime général*) (p. 10002) : parole sur l'article. - **Articles additionnels avant l'article 43 bis** (p. 10034, 10035) : soutient l'amendement n° 273 de Mme Isabelle Pasquet (renforcement de la médicalisation des établissements pour adultes handicapés accueillant des personnes vieillissantes) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 43 ter** (p. 10046) : soutient l'amendement n° 272 de Mme Isabelle Pasquet (prise en charge par l'assurance maladie des intérêts d'emprunts contractés par les foyers d'accueil médicalisés dans le cadre de leur investissement) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) (p. 11061, 11062) : son intervention. - **Article 98 (priorité)** (art. L. 834-1 du code de la sécurité sociale - *Harmonisation au taux de 0,5 % d'une contribution au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 11069) : son intervention. - **Article 99** (art. 234 nonies et 234 duodécies du code général des impôts, L. 452-1, L. 452-1-2, et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 5 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion - *Suppression de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs, CRL, applicables aux organismes HLM et mise en œuvre d'un mécanisme de péréquation interne au secteur du logement social*) (p. 11078) : son amendement n° 11-174 ; rejeté.

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11214, 11215) : son intervention.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11428, 11429) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11951, 11952) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)]** - (9 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12058, 12061) : son intervention. - **Article 1er** (art. 7 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - *Compensation intégrale des charges résultant du revenu de solidarité active*) (p. 12069) : parole sur l'article. - **Article 5** (*Compensation intégrale des charges résultant de la prestation de compensation du handicap*) (p. 12073, 12074) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de Mme Catherine Morin-Dessailly sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** - (20 décembre 2010) (p. 12844, 12846) : son intervention.

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Evaluation de la loi sur le service minimum dans les transports** - (13 janvier 2010) (p. 104, 106) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 526) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1301, 1302) : les membres socialistes de la commission de l'économie sont défavorables à ce projet de loi de finances rectificative pour 2010.

- **Questions cibles thématiques - Avenir des territoires ruraux** - (23 février 2010) (p. 1692, 1693) : sa question.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (25 mai 2010) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3749) : soutient l'amendement n° 152 de M. Didier Guillaume (déclenchement du dispositif du coefficient multiplicateur sur la base des analyses de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires) ; rejeté. - **Article 6 (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Inventaire verger - Observatoire des distorsions - Observatoire de la formation des prix et des marges)** (p. 3758) : soutient l'amendement n° 145 de M. Didier Guillaume ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 9** (*titre VI du livre III du code rural - Gestion des risques en agriculture*) (p. 3814, 3815) : parole sur l'article. (p. 3823) : soutient l'amendement n° 158 de Mme Odette Herviaux ; adopté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (avant l'article 1er AA)** (p. 5494) : soutient l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5516) : favorable à l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Sueur (rôle et modalités de fonctionnement de la Conférence départementale des exécutifs). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 5536) : soutient l'amendement n° 323 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien de la clause de compétence générale des départements) ; devenu sans objet. (p. 5543, 5544) : votera les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 299 (maintien de la clause de compétence générale des collectivités territoriales), n° 300 (maintien de la clause de compétence générale des régions), n° 301 (maintien de la compétence générale de la commune), n° 302 (maintien de compétence générale du conseil régional), n° 323 (maintien de la clause de compétence générale des départements) et n° 324 (maintien de la compétence générale du conseil général), ainsi que les amendements n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (la compétence générale principe fondateur de la libre administration des collectivités locales) et n° 572 de M. Philippe Adnot (rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions).

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 5939) : soutient l'amendement n° 319 de M. Jean-Pierre Sueur (absence de tutelle de la région sur le département grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités) ; rejeté. (p. 5942) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 306 (administration de chaque collectivité territoriale par un conseil élu lors d'un scrutin spécifique), n° 308 (garantie de l'autonomie des régions par l'élection de conseillers spécifiques), n° 318 (garantie de l'autonomie des départements par l'élection de conseillers spécifiques), n° 319 (absence de tutelle de la région sur le département grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités) et n° 320 (absence de tutelle du département sur la région grâce à l'élection de conseillers spécifiques à chacune de ces collectivités).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (*art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire*) (p. 5977) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6983) : soutient l'amendement n° 50 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 6994, 6995) : soutient l'amendement n° 59 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 7010, 7011) : soutient l'amendement n° 124 de M. Roland Courteau ; rejeté. (p. 7013, 7014) : soutient l'amendement n° 125 de M. Roland Courteau ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Article 2** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Contribution des fournisseurs à la sécurité d'approvisionnement*) (p. 7055, 7056) : parole sur l'article.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7600) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7884) : soutient l'amendement n° 70 de Mme Christiane Demontès ; rejeté. (p. 7892) : favorable à l'amendement n° 70 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (*art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité*) (p. 8389, 8390) : parole sur l'article. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (*art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles*) (p. 8427) : soutient l'amendement n° 443 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (*art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8537, 8540) : soutient l'amendement n° 465 de M. Ronan Kerdraon ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8744) : soutient l'amendement de M. Claude Domeizel n° 95 (règlement conventionnel des relations entre les régimes de retraite et les centres de gestion) ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8765) : soutient l'amendement n° 309 de Mme Claudine Lepage (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les Français établis hors de France) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 9 bis (précédemment réservés)** (p. 8770) : soutient l'amendement n° 143 de M. Claude Domeizel (reconnaissance du caractère obligatoire des cotisations au régime de retraite obligatoire des agents territoriaux) ; adopté par vote unique. - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8778, 8779) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 164 (suppression du crédit d'impôt en faveur de l'intéressement) ; n° 166 (instauration d'une taxe additionnelle de 15 % à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit) ; rejetés par vote unique.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)]** - (28 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9243, 9245) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9253) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9672) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10920, 10921) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10931, 10932) : sa question et sa réplique. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10936, 10937) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-191 du Gouvernement. - **Article 70** (*art. 124 de la loi de finances pour 1991 [n° 90-1168 du 29 décembre 1990]*) (p. 10946) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-189 du Gouvernement.

Compte spécial : Économie - Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien

- (3 décembre 2010) (p. 11435, 11436) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11444) : favorable à l'amendement n° II-143 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

- **Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11950, 11951) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 33-1 du code des postes et communications électroniques - *Interdiction pour les opérateurs mobiles de limiter, sauf exceptions, la connexion à leur réseau de terminaux de télécommunication*) (p. 11955) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Articles**

additionnels après l'article 1er (p. 11959) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 25 de M. Bruno Sido (amélioration de la couverture du territoire en réseaux de téléphonie mobile). - **Article 2** (art. L. 34-9 du code des postes et communications électroniques - *Interdiction aux équipementiers mobiles de refuser, sauf exceptions, l'utilisation par leurs équipements de réseaux mobiles*) (p. 11961) : favorable à l'amendement n° 3 de la commission et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 17 de M. Hervé Maurey.

TEULADE (René)
sénateur (Corrèze)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 11) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3116, 3117) : son intervention.

- **Débat sur l'application de la loi de 2005 sur le handicap** - (12 mai 2010) (p. 3365, 3366) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4846) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7506, 7507) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - *Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7852) : favorable à l'amendement n° 64 de Mme Christiane Demontès. (p. 7857) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 144-2 du code des assurances - *Possibilité de sortie en capital pour les Perp*) (p. 8639) : soutient l'amendement n° 477 de Mme Christiane Demontès ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9584, 9586) : son intervention.

- **Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 10746, 10748) : le groupe socialiste votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

THIOLLIÈRE (Michel)
sénateur (Loire)
UMP

Cessation de mandat le 16 avril 2010.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 16 avril 2010.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 801) : favorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 326 et 327.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1996, 1997) : son intervention.

TODESCHINI (Jean-Marc)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Premier vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises**.

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : Réforme de l'administration des anciens combattants : une campagne bien menée [n° 488 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à faire prévaloir une demande de vote au scrutin public sur une demande de vote au scrutin secret dans les conseils généraux [n° 536 (2009-2010)] (9 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice**.

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 82 (2010-2011)] (29 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation [n° 111 tome 3 annexe 5 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 387, 388) : intervient sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Bel tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 518, 519) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières** [n° 285 (2009-2010)] - (23 juin 2010) - **Article 2** (Affectation du produit de la taxe sur les transactions sur devises) (p. 5090) : intervient sur l'article.

- **Conférence des présidents** - (6 octobre 2010) (p. 7518) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (18 octobre 2010) - **Article 27 ter A** (Accords de branche sur la pénibilité) (p. 8441) : soutient l'amendement n° 448 de M. Jean-Pierre Godefroy ; rejeté. - **Article 29** **quinquies** (Texte non modifié par la commission) (Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension) (p. 8460) : s'abstiendra sur cet article. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8463, 8464) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8535) : parole sur l'article. - **Article 32 ter A** (art. L. 3153-3 du code du travail - Augmentation du nombre de jours exonérés de cotisations sociales et utilisés à partir d'un compte épargne-temps pour abonder un dispositif d'épargne retraite) (p. 8577, 8578) : soutient l'amendement n° 471 de Mme Christiane Demontès ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8613) : le groupe CRC-SPG votera les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 9442) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 2 (compensation intégrale, en faveur des conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement du RSA), n° 3 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de l'APA) et n° 4 (compensation, versée aux conseils généraux, des dépenses constatées au titre du versement de la PCH). - **Article 7 (Norme annuelle d'évolution des concours de l'Etat aux collectivités territoriales)** (p. 9447, 9448) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. François Marc.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]**

Quatrième partie :

- (15 novembre 2010) - **Article 47 (priorité)** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs*) (p. 10018) : son amendement n° 350 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article 22** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - *Reconstruction du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI*) (p. 10606, 10607) : soutient l'amendement n° I-177 de Mme Nicole Bricq ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10672) : le groupe socialiste votera contre l'amendement de la commission de la culture saisie pour avis n° I-285 (modification de l'assiette de la contribution à l'audiovisuel public) . - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 10673, 10676) : soutient les amendements de M. François Rebsamen, portant sur le même objet, n° I-266 (renforcement de la taxe sur la vacance des logements) ; rejeté ; et n° I-268 et I-267 ; retirés. - **Article 45** (art. L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. L. 8253-1, L. 8253-2 et L. 8253-6 du code du travail - *Répartition entre l'Office français de l'immigration et de l'intégration, OFFI, et l'Etat des responsabilités de constatation, de liquidation et de recouvrement de la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers et de la contribution spéciale*) (p. 10689, 10690) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-270 ; rejeté ; et n° I-271 ; adopté.

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10876, 10877) : son intervention. - **Demande de priorité** (p. 10891). - **Articles additionnels après l'article 68 ter** (p. 10891) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-61 (rapport gouvernemental évaluant l'intérêt de créer une allocation différentielle pour les anciens combattants) et

n° II-170 du Gouvernement (augmentation d'un point de l'indice applicable à la retraite du combattant). - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10893, 10900) : position de la commission sur les amendements n° II-100, II-101, II-102, II-103, II-104 et II-105 de M. Guy Fischer, n° II-62, II-63, II-65, II-66, II-68 et II-95 de Mme Gisèle Printz.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11670) : soutient l'amendement n° II-479 de Mme Nicole Bricq (extension du champ d'application de l'éco-prêt à taux zéro) ; rejeté. - **Article 57 sexies (Nouveau)** (art. 200 quater C et 200 quater A du code général des impôts - *Suppression du crédit d'impôt pour travaux dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques et prorogation du crédit d'impôt général*) (p. 11682, 11683) : parole sur l'article.

Articles non rattachés

- (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11755) : soutient l'amendement n° II-470 de M. Gérard Miquel (possibilité pour les collectivités territoriales d'accéder aux fichiers des services fiscaux pour gérer la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) ; adopté. (p. 11756) : soutient l'amendement n° II-473 de Mme Nicole Bricq (affectation d'une fraction du produit de la taxe sur les installations nucléaires au financement des commissions locales d'information) ; rejeté. - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - *Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle*) (p. 11808) : soutient l'amendement n° II-440 de M. Gérard Collomb ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-579 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 3** (*Ratification d'un décret relatif à la rémunération de services rendus par l'Etat*) (p. 12598) : son amendement n° 1 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 12601) : intervient sur l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (suppression de la possibilité, pour l'administration, de communiquer à des tiers les informations contenues dans les bases de données du système d'immatriculation des véhicules).

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 403 (2009-2010)] autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la sélection, à la mise en œuvre et au financement de deux projets d'autoroutes de la mer entre la France et l'Espagne sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord [n° 455 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Action extérieure de l'État : moyens de l'action internationale [n° 112 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Immigration, asile et intégration : Immigration et asile [n° 112 tome 7 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État [n° 263 (2009-2010)]** - (22 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1614, 1615) : le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Article 13** (*Possibilité pour l'Etat d'obtenir le remboursement des frais engagés à l'occasion des opérations de secours à l'étranger*) (p. 1657) : ne votera pas l'amendement n° 3 de M. Christian Cointat.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer [n° 370 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3180, 3181) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3200) : votera l'amendement n° 3 du Gouvernement (qualité de pupille de la Nation accordée aux enfants dont un des parents a été victime d'actes de piraterie).

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3334, 3336) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6155, 6156) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7880) : favorable à cet article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8283) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (*art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors*) (p. 8540) : intervient sur l'amendement n° 1096 de Mme Annie David.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 10800, 10801) : la commission des affaires étrangères, saisie pour avis, est favorable à l'adoption des crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat". - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10829, 10832) : la majorité des membres de la commission des affaires étrangères votera contre l'amendement n° II-79 de M. André Ferrand (possibilité, pour l'AEFE, d'émettre des emprunts d'une durée supérieure à douze mois). Son amendement, identique au n° II-51 de M. Robert del Picchia, n° II-72 : ajout d'une annexe au projet de loi de finances faisant apparaître la part de la prise en charge des frais de scolarité et la part des bourses scolaires dans l'aide à la scolarité des élèves français des établissements du réseau de l'AEFE ; adopté.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 novembre 2010) (p. 10835) : au nom de M. Philippe Paul.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] (suite)**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis (p. 11003, 11004) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer** - *Deuxième lecture* [n° 134 (2010-2011)] - (22 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 13044, 13046) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 décembre 2010) (p. 13049) : au nom de M. Pierre Martin.

TROENDLE (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi (organique et ordinaire) relatifs à l'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution. (31 mars 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Sécurité civile [n° 116 tome 10 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 172 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 69 (2009-2010)] - (14 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 130, 131) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés** - *Deuxième lecture* [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 377) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales** [n° 170 (2009-2010)] - (3 février 2010) - **Article 13 bis (Nouveau)** (*chapitre IV nouveau du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se substituant à une région et aux départements qui la composent*) (p. 920) : son amendement n° 103 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique** [n° 331 (2009-2010)] - (23 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 1994, 1995) : son intervention. - **Article 3** (*art. 31-1 nouveau de la loi « informatique et libertés » - Renforcement du correspondant « informatique et libertés »*) (p. 2004) : son amendement n° 8 ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution** - *Deuxième lecture* [n° 393 (2009-2010)] - (27 avril 2010) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 2866) : soutient l'amendement n° 8 de M. Hugues Portelli (suppression de l'article 23-6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 2868) : soutient l'amendement n° 9 de M. Hugues Portelli (retrait du Premier président de la Cour de cassation et du Procureur général près cette Cour de la liste des membres de la commission d'avancement) ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance sur la vie [n° 373 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2985) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5062, 5063) : l'UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5603) : ne votera pas l'amendement n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration de la parité au sein des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6286, 6289) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6458, 6459) : son amendement n° 37 : régime des autorisations de communication d'images prises sur la voie publique à des fins de recherche ; rejeté. - **Article 18 bis** (art. L. 282-8 du code de l'aviation civile - *Expérimentation des scanners corporels*) (p. 6478) : votera contre l'amendement n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Article additionnel après l'article 25** (p. 6593, 6594) : soutient l'amendement n° 73 de M. Alain Vasselle (obligation pour les candidats au permis de conduire de se soumettre à un test d'acuité visuelle) ; retiré. - **Article 30** (art. L. 224-1 et L. 224-2 du code de la route - *Modification du régime de la rétention et de la suspension du permis de conduire*) (p. 6601) : son amendement n° 97 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 6601, 6602) : ne votera pas l'amendement n° 60 de M. Alain Fouché (procédure de retrait de permis). - **Article 31** (art. L. 325-9 du code de la route - *Droits du créancier gagiste en cas de confiscation du véhicule*) (p. 6603) : son amendement n° 98 ; adopté. - **Article 31 ter** (art. 235-2 du code de la route - *Dépistage de stupéfiants*) (p. 6604, 6605) : son amendement n° 100 ; adopté. - **Article 31 sexies** (art. 1018 A du code général des impôts - *Mise à la charge de la personne condamnée des frais de dépistage de stupéfiants*) (p. 6606) : son amendement n° 99 ; retiré. - **Article 32 ter A (Nouveau)** (*Procédure d'évacuation forcée des campements illicites*) (p. 6612) : intervient sur les amendements n° 57 de Mme Alima

Boumediene-Thiery, n° 176 de Mme Éliane Assassi et n° 263 de M. Alain Anziani.

- **Projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public [n° 700 (2009-2010)]** - (14 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6743, 6744) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9065, 9066) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9136, 9137) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) (p. 11010, 11011) : son intervention.

Sécurité

- (29 novembre 2010) (p. 11029, 11030) : son intervention.

Sécurité civile

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 11047, 11048) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (30 novembre 2010) - **Article 48 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 11187) : votera l'amendement n° II-148 de la commission de la culture saisie pour avis.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11942, 11943) : son intervention.

TRON (Georges)
secrétaire d'Etat auprès du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, chargé de la fonction publique (à partir du 14 novembre 2010)
secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique (du 23 mars 2010 au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels - Deuxième lecture [n° 467 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3880, 3888) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 424-1, L. 424-2, L. 424-3, L. 424-4, L. 424-5, L. 424-6, L. 424-7 (nouveaux) du

code de l'action sociale et des familles - Création d'un cadre spécifique et opérationnel pour les maisons d'assistants maternels) (p. 3892, 3896) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de Mme Claire-Lise Campion.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 4185, 4187) : son intervention. (p. 4201, 4202) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4209, 4211) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 55 (abrogation de la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et au parcours professionnel dans la fonction publique) et n° 56 (précision des personnels auxquels le projet de loi s'applique), ainsi que sur l'amendement n° 92 de M. Guy Fischer (obligation de dialoguer avec les organisations syndicales lorsque le Gouvernement entend modifier un droit acquis aux personnels relevant de la fonction publique). - **Article 1er** (art. 8 et 8 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Extension du champ de la négociation et validité des accords*) (p. 4212) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 et 23 de M. Jacques Mahéas. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4214) : son amendement n° 114 : garanties d'avancement et de promotion pour les agents consacrant la totalité de leur service à l'exercice

de leur mandat syndical ; adopté. - **Article 4** (art. 9 ter de la loi du 13 juillet 1983 - Conseil commun de la fonction publique) (p. 4216, 4218) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25, 26 et 27 de M. Jacques Mahéas et n° 59 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4219, 4220) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et 29 de M. Jacques Mahéas et n° 60 et 61 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 8** (art. 15 de la loi du 11 janvier 1984 - Réforme des comités techniques paritaires) (p. 4221, 4222) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 et 63 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 30 de M. Jacques Mahéas. - **Article 8 bis** (art. 16 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Institution de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 4222) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12, 17, 19, 21, 43 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 42 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Coordinations techniques) (p. 4223) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4224) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 105 de M. Guy Fischer (mode de recrutement spécifique, pour les personnes handicapées, dans la fonction publique parlementaire). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4226) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Yvon Collin, n° 31 de M. Jacques Mahéas et n° 67 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Adoption de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4227) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. Yvon Collin, n° 68 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 32 de M. Jacques Mahéas. - **Article 13** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités techniques) (p. 4228, 4229) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 et 34 de M. Jacques Mahéas, n° 6 de M. Yvon Collin et n° 69, 70 et 71 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Compétences des comités techniques) (p. 4230, 4231) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Jacques Mahéas, n° 7 et 8 de M. Yvon Collin, n° 72 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 119 de la commission. - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 4231) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14 ter** (art. 33-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 4232) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 et 75 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (section 4, sous section 2 du chapitre II, art. 7-1, 11, 12, 23, 32, 33, 35 bis, 49, 62, 97, 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations) (p. 4232, 4233) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Yvon Collin, n° 37 de M. Jacques Mahéas, n° 76 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 117 de la commission. - **Article 22** (Conditions transitoires de validité des accords) (p. 4238) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de M. Jacques Mahéas. - **Article 23** (Modalités transitoires de composition du Conseil commun de la fonction publique) (p. 4239) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 82 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Son amendement n° 109 ; adopté. - **Article 24** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4239, 4240) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 et 83 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Son amendement n° 110 ; adopté. - **Article 25** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4240, 4241) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 et 84 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 39 de M. Jacques Mahéas. (p. 4241) : son amendement n° 111 ; adopté. - **Article 26** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière) (p. 4241, 4242) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 40 de

M. Jacky Le Menn. - **Article 27** (Entrée en vigueur des nouvelles règles de composition et de fonctionnement des organismes consultatifs) (p. 4243) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Jacques Mahéas. Son amendement n° 112 ; adopté. - **Article 28** (Renouvellement simultané des instances consultatives) (p. 4244, 4246) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42, 44 et 43 de M. Jacques Mahéas et n° 10 de M. Yvon Collin. (p. 4246) : son amendement n° 113 ; adopté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Coordinations rédactionnelles) (p. 4247) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. Yvon Collin, n° 45 de M. Jacques Mahéas et n° 87 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prise en compte de la performance individuelle et collective par la politique indemnitaire) (p. 4305, 4306) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de M. Yvon Collin, n° 49 de M. Jacques Mahéas et n° 88 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Création d'un grade fonctionnel dans la catégorie A) (p. 4307) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Yvon Collin, n° 50 de M. Jacques Mahéas et n° 89 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte du mérite individuel et collectif par la politique indemnitaire dans la fonction publique territoriale) (p. 4308) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de M. Yvon Collin, n° 51 de M. Jacques Mahéas et n° 90 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 78-1 (nouveau) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Intéressement collectif dans la fonction publique hospitalière) (p. 4309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de M. Yvon Collin, n° 52 de M. Jacques Mahéas et n° 91 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4309, 4310) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Laurent Bêteille (régularisation de la mise à disposition d'un fonctionnaire auprès des associations départementales de maires). Son amendement n° 115 : habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code général de la fonction publique ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 4312) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de M. Jacques Mahéas. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4313) : remerciements.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4836, 4840) : son intervention. (p. 4841, 4850) : ses interventions dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique** - Commission mixte paritaire [n° 529 (2009-2010)] - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5005, 5006) : son intervention. - **Article 34** (Situation des fonctionnaires de la préfecture de police de Paris exerçant leurs fonctions dans le service technique interdépartemental des installations classées) (p. 5020) : son amendement n° 2 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7399, 7402) : son intervention. (p. 7452, 7453) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 7460, 7461) : avis du Gouvernement sur la motion n° 497 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7652) : répond à Mme Josiane Mathon-Poinat sur l'amendement n° 918 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7840, 7841) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 1 de M. Guy Fischer, n° 64 de Mme Christiane Demontès, n° 251 de M. Jean Desessard, n° 319 de M. Yvon Collin et n° 635 de M. Philippe Dominati. (p. 7855, 7856) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur les amendements de suppression portant sur l'article. (p. 7858, 7862) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 860, 861 et 863 de M. Guy Fischer et n° 65, 66, 67 et 68 de Mme Christiane Demontès. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7891, 7892) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 748, 749, 750, 751, 767, 857, 868 et 880 de M. Guy Fischer, n° 252 de M. Jean Desessard et n° 70, 71, 72, 73, 74 et 75 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 2** (*art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions*) (p. 7933) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de M. Guy Fischer, n° 78 de Mme Christiane Demontès et n° 328 de M. Yvon Collin. - **Article 3** (*art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7942, 7950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1174 de M. Guy Fischer, n° 972, 973 et 974 de Mme Annie David, n° 550 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 84, 86, 87, 88 et 89 de Mme Christiane Demontès, n° 304 et 305 de Mme Claudine Lepage, n° 389 de Mme Françoise Laborde, n° 242 de Mme Jacqueline Panis, n° 1193 de la commission et n° 310 de Mme Michèle André.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 5 bis** (*art. L. 231-6 du code de la sécurité sociale - Limite d'âge pour la nomination à certaines fonctions dans les organismes de la sécurité sociale*) (p. 8036) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 888 de M. Guy Fischer. - **Article 7** (*art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles*) (p. 8040, 8043) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134 de Mme Christiane Demontès, n° 1224 de la commission et n° 6, 776 et 777 de M. Guy Fischer. - **Article 8** (*Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives*) (p. 8050, 8052) : réponse aux orateurs. (p. 8053, 8054) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de M. Guy Fischer et n° 135 de Mme Christiane Demontès. (p. 8060, 8069) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 778, 779, 780, 781, 782, 898 et 899 de M. Guy Fischer et n° 136 de M. Jacky Le Menn. (p. 8064, 8067) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9** (*art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires*) (p. 8098, 8101) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de M. Claude Domeizel, n° 8, 783, 784, 785 et 786 de M. Guy Fischer, n° 1225 de la commission et n° 138 de Mme Christiane Demontès. - **Article 11** (*Relèvement de soixante-cinq à soixante-sept ans de la limite d'âge dans la fonction publique*) (p. 8109, 8111) : réponse aux orateurs. (p. 8113, 8119) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de Mme Isabelle Pasquet, n° 144 de Mme Christiane Demontès, n° 1226 de la commission et n° 912 de M. Guy Fischer. - **Article 12** (*art. 1er, 1-2 et 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination pour le relèvement de la limite d'âge dans la fonction publique*) (p. 8121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de Mme Isabelle Pasquet et n° 145 de Mme Christiane Demontès. - **Article 13** (*art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Dispositif dérogatoire en faveur de certains personnels infirmiers et paramédicaux*) (p. 8126) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 146 de Mme Christiane Demontès et n° 915 de M. Guy Fischer. - **Article 14** (*Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique*) (p. 8130, 8135) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 148 de Mme Christiane Demontès et n° 20, 787, 788, 789, 790, 791, 792 et 793 de M. Guy Fischer. - **Article 16** (*art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat*) (p. 8144, 8148) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1218 de la commission, n° 151 de Mme Christiane Demontès, n° 21, 794, 795, 796, 797, 798, 799,

800, 801, 802, 803 et 804 de M. Guy Fischer. - **Article 17** (*art. 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination du dispositif de maintien en activité au-delà de la limite d'âge*) (p. 8150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de M. Guy Fischer et n° 152 de Mme Christiane Demontès. - **Article 18** (*Relèvement de deux années des durées de services des catégories actives de la fonction publique et des militaires de carrière*) (p. 8152) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 et 805 de M. Guy Fischer et n° 153 de Mme Christiane Demontès. - **Article 19** (*art. L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination résultant du relèvement de deux années des durées de services*) (p. 8154, 8155) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 154 de Mme Christiane Demontès et n° 24, 806, 807 et 808 de M. Guy Fischer. - **Article 20** (*art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers*) (p. 8158, 8167) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815 et 817 de M. Guy Fischer, n° 157 de Mme Christiane Demontès et n° 1202 de la commission. - **Article 20 bis** (*art. L. 4139-16 du code de la défense - Coordinations au sein du code de la défense*) (p. 8169) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de M. Guy Fischer et n° 158 de Mme Christiane Demontès. - **Article 21 A** (*Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 8173, 8175) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27, 921 et 935 de M. Guy Fischer et n° 353 de M. Yvon Collin. - **Article 21** (*art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Rapprochement des taux de cotisation*) (p. 8177, 8180) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de M. Guy Fischer et n° 178 de Mme Christiane Demontès. - **Article 22** (*art. L. 25 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - Retraite anticipée pour carrière longue dans la fonction publique*) (p. 8184) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Guy Fischer. - **Article 23** (*art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires parents de trois enfants*) (p. 8190, 8195) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30, 927, 930, 931, 933 et 934 de M. Guy Fischer, n° 189 de Mme Christiane Demontès, n° 314 de Mme Isabelle Debré et n° 1231 de la commission. - **Article 24** (*art. L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Réforme de la pension minimale garantie dans la fonction publique*) (p. 8197, 8200) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31 de M. Guy Fischer, n° 191 de Mme Christiane Demontès, n° 1232 et 1221 de la commission, et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1229 de M. Marc Laménie. (p. 8200) : réponse à Mme Marie-Christine Blandin. - **Article 24 bis A** (*Rapport au Parlement sur les bonifications accordées aux fonctionnaires*) (p. 8201) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 964 de M. Guy Fischer. - **Article 24 bis** (*art. L. 12 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Suppression d'une bonification accordée aux professeurs d'enseignement technique*) (p. 8202) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Guy Fischer. - **Article 24 ter** (*art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 351-1-2 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives au coefficient de majoration dans la fonction publique*) (p. 8204, 8205) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 de M. Guy Fischer et n° 194 de Mme Christiane Demontès. - **Article 24 quater** (*art. L. 351-13 du code de la sécurité sociale - Suppression de la majoration de pension pour conjoint à charge*) (p. 8206) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 de M. Guy Fischer et n° 195 de Mme Christiane Demontès. - **Article 24 quinquies** (*art. L. 4, L. 5, L. 12 et L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Durée de services effectifs pour bénéficier d'une pension de la fonction publique*) (p. 8207,

8208) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1204 de la commission et n° 942 de M. Guy Fischer. - **Article 24 octies (Nouveau)** (art. L. 635-1 à L. 635-4 du code de la sécurité sociale - Fusion des régimes complémentaires de retraite des commerçants et des artisans) (p. 8209) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1205 de la commission. - **Article 24 nonies (Nouveau)** (art. L. 642-2 du code de la sécurité sociale - Cotisations des professionnels libéraux) (p. 8210) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 764 de M. Guy Fischer et n° 970 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8309, 8310) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 996 et 997 de Mme Annie David. (p. 8320, 8322) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1006, 1007, 1008 et 1009 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Rappel au règlement** (p. 8353). - **Article 25 octies** (art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail) (p. 8359, 8360) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 424 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 1239 et 1240 de la commission et n° 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032 et 1033 de Mme Annie David. - **Article 25 nonies** (art. L. 4622-110 nouveau du code du travail - Contrôle des conventions par le conseil d'administration du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8364) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 265 de M. Jean Desessard et n° 425 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 decies** (art. L. 4623-1 du code du travail - Recrutement temporaire d'un interne) (p. 8366) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Pierre Godefroy et sur le sous-amendement n° 1241 de la commission s'y rapportant. Réponse à Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 25 undecies** (art. L. 4624-2 nouveau du code du travail - Rôle du directeur du service de santé au travail inter-entreprises) (p. 8367, 8370) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 427, 428 et 429 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 1217, 1242 et 1243 de la commission et n° 616 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 duodecies** (intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail) (p. 8373, 8377) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1034, 1035, 1036, 1037, 1038 et 1039 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8508, 8511) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 830 de Mme Annie David et n° 965, 966 et 831 de M. Guy Fischer. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8567) : intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean Desessard. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8584, 8586) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1134, 1135, 1136, 1137, 1138 et 1139 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 quinquies** (Obligation de couverture de l'ensemble des salariés par un dispositif d'épargne retraite en cas de création d'un régime de retraite « chapeau » réservé à certaines personnes dans l'entreprise) (p. 8628, 8633) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 282 de M. Jean Desessard, n° 387 de M. Yvon Collin, n° 51, 1148, 1149, 1150, 1151 et 1152 de Mme Annie David, n° 475 de Mme Christiane Demontès et n° 1212 de la commission. - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle) (p. 8636, 8637) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de Mme Annie David, n° 476 de Mme Christiane Demontès et n° 185 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 32 septies**

(Texte non modifié par la commission) (art. L. 144-2 du code des assurances - Possibilité de sortie en capital pour les Perp) (p. 8638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de Mme Annie David. - **Demande de priorité** (p. 8639).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8730, 8732) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 1168 (financement solidaire en faveur de la retraite par répartition), n° 1169 (majoration temporaire de l'ISF de 100 %), n° 740 (majoration temporaire de l'ISF de 50 %) et n° 741 (majoration temporaire de l'ISF de 10 %). - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8758, 8759) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de Mme Michèle André (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite pour les femmes), n° 303 de Mme Claudine Lepage (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences pour les Français établis hors de France du relèvement de l'âge légal du départ à la retraite à 62 ans) et n° 589 de M. Jean-Paul Amoudry (report à 62 ans de la limite d'âge des associés des groupements agricoles d'exploitations en commun pour la détermination du régime d'imposition). - **Articles additionnels après l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 8759, 8766) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 124 (maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans des pensionnés pour inaptitude au travail), n° 126 (remise par le COR, d'un rapport sur les conséquences sociales, économiques et financières du relèvement des deux bornes d'âge et sur les transferts des dépenses vers l'assurance maladie, l'invalidité, l'assurance chômage et vers les finances locales par le biais du RSA), n° 127 (remise d'un rapport, par le COR, sur les conséquences pour les femmes du relèvement à soixante-sept ans de l'âge de départ à taux plein) et n° 128 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences d'un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur les transferts financiers occasionnés sur le régime invalidité), n° 129 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences d'un relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur les transferts financiers occasionnés sur l'assurance chômage), n° 130 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les finances des collectivités locales), n° 132 (remise, par le COR, d'un rapport sur les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur l'espérance de vie) et n° 133 (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein sur l'espérance de vie en bonne santé), de M. Guy Fischer n° 892 (maintien de l'âge de départ à la retraite à 60 ans des pensionnés pour inaptitude au travail) et n° 895 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les bénéficiaires, d'une mesure portant le minimum contributif à 100 % du SMIC net), ainsi que sur les amendements n° 131 de M. Jacques Gillot (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les Français de l'outre-mer) et n° 309 de Mme Claudine Lepage (remise, par le COR, d'un rapport examinant les conséquences du relèvement à 67 ans de l'âge de départ à taux plein pour les Français établis hors de France). - **Article additionnel après l'article 8 (précédemment réservé)** (p. 8766) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 137 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport sur les conditions de travail des infirmiers en milieu hospitalier ainsi que sur leur état de santé en fin de carrière). - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8767, 8770) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 903 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les assurés sociaux d'une mesure permettant aux personnes en situation de handicap bénéficiant d'une retraite anticipée d'avoir droit à une majoration pour assistance de tierce personne), n° 904 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les assurés sociaux de l'extension à l'ensemble des régimes du bénéfice de l'accès aux dispositifs de retraite anticipée en tant que conjoint de personne handicapée), n° 908 (abrogation de l'article L. 5212-7 du code du travail relatif à

l'accueil de stagiaires handicapés en entreprise), n° 909 (majoration de la pénalité due pour non-respect de l'obligation légale d'emploi de personnes en situation de handicap) et n° 910 (remise d'un rapport gouvernemental sur l'extension rétroactive de l'affiliation à l'assurance vieillesse de personne ayant assumé la charge au foyer familial d'un handicapé adulte de 1999 à 2004). - **Articles additionnels après l'article 9 bis (précédemment réservés)** (p. 8770, 8771) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 143 de M. Claude Domeizel (reconnaissance du caractère obligatoire des cotisations au régime de retraite obligatoire des agents territoriaux) et n° 1166 de Mme Isabelle Debré (étalement de l'obligation de provisionnement des organismes assureurs versant des prestations complémentaires d'incapacité de travail et d'invalidité). - **Article additionnel après l'article 13 (précédemment réservé)** (p. 8772) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur l'application des dispositions de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relatives à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions sur la fonction publique). - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 8772) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 150 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conventions en cours portant accords de cessation anticipée pour certains travailleurs salariés). - **Article additionnel après l'article 19 (précédemment réservé)** (p. 8773) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 156 de M. Claude Domeizel (rectification d'une erreur de renvoi). - **Articles additionnels après l'article 20 (précédemment réservés)** (p. 8774, 8776) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 628 de M. Philippe Dominati (modification de la nature juridique de la solde de réserve des généraux admis en seconde section) et de M. Guy Fischer n° 919 (mise en place d'un dispositif incitatif de modulation des cotisations patronales d'assurance vieillesse en fonction des choix des entreprises en matière de répartition des richesses) et n° 920 (assujettissement des revenus financiers des sociétés à une contribution d'assurance vieillesse). - **Articles additionnels après l'article 20 bis (précédemment réservés)** (p. 8777, 8783) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 160 (taxation additionnelle de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), n° 161 (relèvement à 20 % du forfait social appliqué à la participation et à l'intéressement), n° 163 (relèvement de la contribution patronale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites à 20 %), n° 164 (suppression du crédit d'impôt en faveur de l'intéressement), n° 166 (instauration d'une taxe additionnelle de 15 % à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit), n° 167 (relèvement, étalé dans le temps, des cotisations d'assurance vieillesse patronales et salariales à partir de 2012), n° 172 (prise en compte des attributions de stock-options et d'actions gratuites dans l'assiette du forfait social), n° 173 (relèvement du taux du forfait social à 20 %), n° 174 (suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires ainsi que de leur défiscalisation sur le revenu), n° 175 (relèvement à 10 % du taux de la contribution salariale sur les stock-options et sur les attributions d'actions gratuites), n° 176 (création d'un compte individuel des cotisations retraites gérées par l'assurance vieillesse), ainsi que sur les amendements n° 505 de M. Alain Fouché, identique à l'amendement n° 163 précité, n° 177 de M. Jean-Pierre Godefroy (instauration, à la charge de l'employeur, d'une contribution exceptionnelle pour toute installation de caisse automatique dans un établissement de vente au détail) et n° 391 de M. Jean-Pierre Chevènement (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers et des stock-options). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 8784) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 922 (rapport gouvernemental sur l'accès des apprentis au dispositif carrière longue) et n° 924 (remise d'un rapport gouvernemental évaluant la possibilité, pour certains assurés sociaux, d'opter pour la prise en compte du nombre de trimestres et non du nombre d'années). - **Articles additionnels après l'article 24 (précédemment réservés)** (p. 8785, 8786) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 193 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport, par le COR, sur la convergence de l'ensemble des régimes de retraites et sur les

modalités de sa mise en œuvre), n° 485 de M. Jean Arthuis (harmonisation des règles de rémunération de l'activité professionnelle lors du passage à la retraite entre les secteurs privé et public) et n° 1245 de la commission (remise d'un rapport gouvernemental sur l'évaluation de la procédure de reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions). - **Article additionnel après l'article 24 ter (précédemment réservé)** (p. 8786) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 289 de M. Jacky Le Menn (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'élargissement du droit à la retraite anticipée des travailleurs handicapés ayant un taux d'invalidité compris entre 50 et 80 %). - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8786, 8790) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 196 (prise en compte de la gratification versée à compter du troisième mois de stage en entreprise dans l'assiette des cotisations sociales), n° 198 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de prise en compte des périodes de versement du RSA jeunes comme périodes assimilées à des périodes d'assurance pour la détermination du droit à pension ou rente), n° 199 (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'une proratisation de la règle des vingt-cinq meilleures années en fonction de la durée de carrière effectuée dans le secteur privé), n° 200 (remise d'un rapport gouvernemental sur modalités de prise en compte des vingt-cinq meilleures années tous régimes confondus), n° 205 (remise d'un rapport gouvernemental sur la validation de l'ensemble des trimestres d'apprentissage dans l'assiette de cotisation) et n° 206 (remise, par le COR, d'un rapport sur les conséquences sur les retraites des choix professionnels, notamment de l'expatriation), de M. Jacky Le Menn n° 292 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'amélioration du dispositif de retraite anticipée pour les travailleurs et fonctionnaires handicapés) et n° 293 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions d'amélioration du dispositif de substitution de la pension de vieillesse à la pension d'invalidité intervenant à l'âge de soixante ans) et n° 938 de M. Guy Fischer (fixation à 169 heures du volume horaire de base pour le calcul de l'assiette de cotisations des apprentis).

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 29 sexies (précédemment réservés)** (p. 8821, 8825) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques deux à deux n° 201 de Mme Christiane Demontès et n° 268 de M. Jean Desessard (rémunération à 50 % du SMIC pour les stagiaires en entreprise), n° 202 de Mme Christiane Demontès et n° 258 de M. Jean Desessard (rémunération à 50 % du SMIC pour les apprentis), sur l'amendement n° 232 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les modalités de prises en compte des années d'apprentissage dans les calculs des droits à la retraite), sur les amendements, portant sur le même objet, n° 260 de M. Jean Desessard et n° 939 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités de revalorisation de la retraite des personnes ayant connu une période d'apprentissage), sur les amendements de M. Jacky Le Menn n° 290 (rapport au Parlement sur l'application des dispositions relatives aux parents ayant élevé un enfant handicapé) et n° 294 (modalités de preuve d'un handicap pendant la durée d'assurance) ainsi que sur l'amendement n° 506 de M. Alain Fouché (instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8826, 8828) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 273 de M. Jean Desessard et n° 455 de Mme Claire-Lise Campion (rapport au Parlement sur l'accueil de la petite enfance) d'une part, et n° 274 de M. Jean Desessard, n° 456 de Mme Maryvonne Blondin, n° 649 de Mme Anne-Marie Payet et n° 1084 de Mme Odette Terrade (droit à pension des salariés à temps partiel) d'autre part.

- **Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire [n° 729 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8883, 8884) : son intervention. (p. 8890, 8892) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. 76 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - *Relèvement de la limite d'âge applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire*) (p. 8893) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 4 de

M. Jacques Mézard. - **Article 2** (*Application progressive du relèvement de la limite d'âge*) (p. 8893) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 5 de M. Jacques Mézard. - **Article 3** (*art. premier de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 - Conditions de maintien en activité des magistrats ayant dépassé la limite d'âge*) (p. 8894) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** - *Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]* - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9004, 9006) : son intervention.

- **Débat sur les effectifs de la fonction publique** - (3 novembre 2010) (p. 9458, 9464) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Article 3** (*art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital*) (p. 10310) : son amendement n° I-458 ; adopté. (p. 10310, 10311) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-34 de M. Michel Houel, n° I-110 de M. Philippe Dominati, n° I-319 de M. Thierry Foucaud, n° I-221 et I-222 de M. Thierry Repentin, n° I-140 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° I-219 et I-220 de Mme Nicole Bricq et n° I-2 et I-3 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10318, 10320) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Nicolas About, portant sur le même objet, n° I-419 et n° I-422 (modification du calcul du droit à restitution dans le dispositif du bouclier fiscal), de Mme Alima Boumediene-Thiery n° I-157 (suppression du bouclier fiscal), n° I-139 (augmentation de la contribution supplémentaire de 1 % à 5 % sur les hauts revenus et les revenus du capital), n° I-156 (retrait du montant de la CSG, de la CRDS et des impôts locaux du calcul du bouclier fiscal), n° I-155 (repli) et n° I-158 (retrait du bouclier fiscal du montant de la contribution de 1,1 % sur les revenus de l'épargne), de Mme Nicole Bricq n° I-249 (suppression du bouclier fiscal), n° I-254 (exclusion des impôts locaux du droit à restitution ouvert par le bouclier fiscal), n° I-251 (exclusion de la CSG et de la CRDS du calcul du bouclier fiscal), n° I-257 (exclusion de certaines plus-values immobilières du calcul du bouclier fiscal), n° I-256 (prise en compte des revenus du patrimoine et des produits de placement pour la détermination du droit à restitution du bouclier fiscal), n° I-250 (exclusion des impositions portant sur les revenus issus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites chapeaux dans le calcul du bouclier fiscal) et n° I-258 (fixation d'une cotisation minimale de l'impôt de solidarité sur la fortune par tranche d'imposition du patrimoine), ainsi que sur l'amendement n° I-313 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). (p. 10321, 10326) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-291 de M. Jean-Jacques Jégou et n° I-70 de M. Philippe Adnot (mise en place de délais d'investissement permettant de consolider le financement des PME), n° I-255 de Mme Nicole Bricq (suppression de la possibilité pour un contribuable, de bénéficier d'un abattement de la valeur de ses placements dans une entreprise où il travaille), n° I-105 de M. Philippe Dominati (suppression de l'ISF), ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-333 (majoration des cotisations d'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-334 (suppression des dispositions réduisant l'assiette et le rendement de l'impôt sur le revenu) et n° I-336 (abrogation du dispositif de réduction de l'ISF lié à l'investissement dans les PME). - **Article 5** (*art. 150 duodecies, 150-0 A, 151 sexies, 170, 200 A et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Suppression du seuil de cession pour l'imposition à l'impôt sur le revenu des gains de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisés par les particuliers*) (p. 10328, 10329) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-133 de M. Alain Fouché. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 10330) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-223 de Mme Nicole Bricq

(abattement à 20 % du niveau de l'abattement proportionnel de 40 % sur le montant des dividendes perçus). - **Article 5 bis (Nouveau)** (*art. 3 de la loi n° 2009-431 du 20 avril 2009 de finances rectificative pour 2009 - Prorogation du dispositif de taxation des plus-values de cession dans le cadre des opérations de cession-bail réalisées par les sociétés de crédit bail immobilier et leurs réseaux*) (p. 10331) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-4 de la commission. - **Article 6** (*art. 216 du code général des impôts - Régime des sociétés mères - Déplafonnement de la quote-part de frais et charges*) (p. 10332) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-224 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10333, 10343) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-322 (suppression des possibilités de défiscalisation et d'optimisation dans le régime des groupes), n° I-324 (imposition des parachutes dorés au taux de 95 %), n° I-321 (augmentation du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme), de Mme Nicole Bricq n° I-226 (suppression de la déductibilité des intérêts d'emprunts lorsque l'endettement excède 66 % des capitaux propres dans les opérations de rachat à effet de levier), n° I-229 (suppression du régime du "bénéficiaire mondial consolidé"), n° I-230 (augmentation de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 15 millions d'euros), de la commission n° I-5 (accroissement des recettes de l'impôt sur les sociétés par la neutralisation en amont de certains montages d'optimisation visant à cumuler plusieurs avantages fiscaux) et n° I-6 (renforcement du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation des entreprises entretenant des liens de dépendance) et de M. François Rebsamen n° I-227 (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé). (p. 10338) : sur l'amendement n° I-6 de la commission (renforcement du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation des entreprises entretenant des liens de dépendance), son sous-amendement n° I-455 ; adopté. (p. 10344, 10353) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Marc n° I-231 (périmètre du régime fiscal de la micro-entreprise), n° I-232 (réintégration de l'ensemble des plus-values de cession professionnelle dans l'assiette des cotisations sociales), n° I-233 (taxation des cessions opérées au profit d'une société contrôlée par le cédant), n° I-234 (plafonnement de la déductibilité des intérêts d'emprunt), n° I-235 (suppression du crédit d'impôt sur les dividendes), n° I-240 (contrôle du crédit impôt recherche), n° I-241 (réduction du coût des exemptions d'assiette en matière d'épargne salariale) et n° I-242 (mesures contre le mitage de l'impôt sur les sociétés), de Mme Nicole Bricq n° I-228 (limitation de la portée du régime de report des déficits), n° I-237 (accroissement de la quote-part représentative des frais et charges à incorporer dans les résultats soumis à l'impôt sur les sociétés), n° I-238 (allongement de la durée de détention des titres éligibles à l'exonération des plus-values de cessions à long terme) et n° I-239 (définition des dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche), de M. Thierry Foucaud n° I-321 (augmentation du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme) et n° I-320 (suppression de l'exonération des plus-values de cession de titres de participation des grandes entreprises à vocation transnationale) ainsi que sur les amendements n° I-404 de M. Philippe Dominati (soumission au seul droit de partage des donations antérieures incorporées à une donation partage transgénérationnelle) et n° I-446 de la commission (lutte contre certaines optimisations fiscales relatives aux dividendes de source étrangère perçus par des sociétés françaises). (p. 10345) : sur l'amendement n° I-7 de la commission (application du régime du long terme aux plus-values et moins-values de cession de titres de participation entre entreprises liées), son sous-amendement n° I-456 ; adopté. (p. 10349) : son amendement n° I-460 : report de l'entrée en vigueur de la réforme du régime fiscal des mutuelles et des organismes d'assurance ; adopté. - **Article 6 bis** (*art. L. 225-185-1 [nouveau] du code de commerce*) - *Montant des retraites chapeau* (p. 10354) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-8 de la commission. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 10355, 10356) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-453 de la commission (modification du régime social des retraites chapeaux). - **Article 6 ter** (*art. L. 225-185-2 [nouveau] du code de commerce - Montant des indemnités de départ*) (p. 10356) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-9 de

la commission. - **Article 6 quinquies** (art. 39 ter du code général des impôts - Abrogation de la provision de reconstitution de gisement d'hydrocarbures) (p. 10357) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-49 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. - **Article 6 septies** (art. 14 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Report de la suppression de l'imposition forfaitaire annuelle, IFA) (p. 10358) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-116 de Mme Esther Sittler.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10497, 10505) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-11 de la commission (taxation sur les transactions en ligne), n° I-354 de M. Philippe Dominati (substitution de la TVA à la taxe sur les spectacles appliquée aux réunions sportives), n° I-63 de M. Philippe Adnot (report d'un an de la mise en place de l'obligation de collecte et de traitement des déchets issus du secteur de l'ameublement). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 10506, 10507) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-161 de Mme Alima Boumediene-Thiery (taxation du carburant des aéronefs effectuant des vols intérieurs ainsi que des aéronefs de tourisme privé) et n° I-481 de la commission (défiscalisation du fioul domestique comme carburant combustible pour le transport fluvial de marchandises). - **Articles additionnels avant l'article 11 quater** (p. 10507, 10508) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-284 de la commission (neutralisation des effets de la suppression de taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévision et de services électroniques). - **Article 11 quater (Nouveau)** (art. 302 bis KG du code général des impôts - Modulation de la taxe sur la publicité des chaînes de télévision) (p. 10509, 10513) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-328 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 19** (art. L. 1613-1, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales - Évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 10584, 10590) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-170 de Mme Nicole Bricq et n° I-340 de Mme Marie-France Beauflis. - **Article 20** (art. L. 1613-6, L. 1614-1, L. 2334-26, L. 2335-1, L. 2335-16, L. 4425-2 et L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales, art. 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, art. 134 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 de finances pour 2003 - Non-indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement) (p. 10592) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-171 de Mme Nicole Bricq et n° I-341 de Mme Marie-France Beauflis. - **Article 21** (art. L. 3334-12, L. 3334-16, L. 4332-3 et L. 6364-5 du code général des collectivités territoriales - Non-indexation du montant de certaines dotations d'investissement) (p. 10593, 10594) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-172 de Mme Nicole Bricq et n° I-342 de Mme Marie-France Beauflis. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10595, 10603) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-173 de M. Marc Massion (modalités de calcul de la compensation d'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière pour les personnes modestes) ainsi que sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Bricq n° I-174, I-175 et I-176 (compensation aux départements des sommes versées au titre des allocations de solidarité).

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (3 décembre 2010) (p. 11510, 11512) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 13** (art. L. 315-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 136-7 du code

de la sécurité sociale, art. L. 221-29 du code monétaire et financier - Réforme du plan d'épargne-logement, PEL) (p. 12653, 12654) : son amendement n° 250 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12655, 12656) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Dominique Braye n° 35 (majoration du montant du PTZ pour les accessions sociales situées en périmètre ANRU et à 500 mètres alentour) et n° 36 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements détenus par les bailleurs institutionnels). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 12658) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de M. Roland Courteau (perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité par les syndicats exerçant la compétence organisatrice de distribution publique de l'électricité créés fin 2010 mais dont la création ne prend effet qu'au 1er janvier 2011). - **Article 14** (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité) (p. 12678, 12679) : son amendement n° 240 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 229 de la commission ; n° 148, 149, 151, 152 et 153 de Mme Nicole Bricq, n° 42 de M. Pierre Jarlier, n° 150 de M. Gérard Miquel, n° 60 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 12681, 12682) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39 de M. Bruno Sido (prorogation jusqu'en 2014 du dispositif d'éligibilité au FCTVA), n° 154 de M. Jean-Pierre Caffet (renforcement des sanctions applicables en cas d'occupation illégale du domaine public viaire) ; son amendement n° 241 : élargissement des possibilités d'utilisation du produit de la taxe départementale sur les espaces naturels sensibles ; adopté. - **Demande de priorité** (p. 12683) : favorable à la demande d'examen en priorité de l'amendement tendant à insérer des articles additionnels après l'article 18. - **Article 15** (art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12686, 12689) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93, 94 et 95 de Mme Éliane Assassi ainsi que sur l'amendement n° 155 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12694, 12695) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de M. Daniel Soulage (refonte du dispositif de la TGAP sur les déchets), n° 46 de M. Dominique Braye, n° 164 de M. Jean-Marc Pastor, ainsi que sur le sous-amendement n° 248 de la commission portant sur l'amendement n° 43 précité. - **Article 15** (art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12698, 12701) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96, 97, 98, 100, 101 et 99 de Mme Éliane Assassi, n° 157 et 158 de Mme Nicole Bricq, ainsi que sur l'amendement n° 214 de M. Philippe Dominati. - **Article 16** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Dispositions fiscales relatives aux transports en commun en Ile-de-France) (p. 12703, 12704) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de Mme Éliane Assassi, n° 159 de Mme Nicole Bricq et n° 213 de M. Philippe Dominati. - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales - Majoration du plafond du versement transport en cas de réalisation d'une infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé) (p. 12705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 211 de M. Philippe Dominati et n° 13 de la commission. - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 12707) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 160 de Mme Nicole Bricq (possibilité, pour les régions, de disposer d'une part complémentaire de versement transport). - **Article 17** (Révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels) (p. 12711) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 200 de M. Philippe Dominati. - **Articles**

additionnels après l'article 17 (p. 12714, 12719) : son amendement n° 249 : harmonisation avec le droit communautaire du dispositif fiscal facilitant le transfert des activités de manutention dans les ports maritimes à des opérateurs privés ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission (assujettissement des résidences terrestres mobiles à un droit de timbre) et n° 15 (modalités de mise en œuvre de la taxe de balayage) ainsi que sur les amendements n° 161 de Mme Nicole Bricq (majoration de 10 % des seuils plafond ouvrant droit, pour les ménages, à un dégrèvement de la taxe d'habitation) et n° 34 de M. Laurent Bêteille (exonérations fiscales en faveur des opérations de transferts mobiliers et immobiliers dans le cadre des programmes "pôles et internats d'excellence"). - **Article 17 bis** (*Réduction de la taxe locale sur la publicité extérieure pour certains établissements*) (p. 12711) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article 17 ter (Nouveau)** (*art. 1382 du code général des impôts - Exonération*

de taxe foncière au profit des immeubles du patrimoine universitaire confiés à des sociétés de projet) (p. 12721) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 230 de la commission. - **Article 17 quinquies (Nouveau)** (*art. 1478 du code général des impôts - Extension aux parcs d'attractions et de loisirs du calcul de la valeur locative au « prorata temporis » de la période d'activité*) (p. 12721, 12722) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article 17 sexies (Nouveau)** (*art. L. 135 B du livre des procédures fiscales - Information des collectivités territoriales*) (p. 12722) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Article 17 septies (Nouveau)** (*art. 1600 du code général des impôts - Ajustement des modalités de calcul de la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie*) (p. 12725, 12726) : son amendement n° 252 ; retiré.

TROPEANO (Robert)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (17 décembre 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit communautaire (17 décembre 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, instituant une « journée nationale de la laïcité » [n° 320 (2009-2010)] (23 février 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3333, 3334) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité [n° 644 (2009-2010)]** - (28 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6961) : soutient l'amendement n° 258 de M. Yvon Collin (reconnaissance de l'électricité comme bien de première nécessité) ; rejeté. (p. 6963) : soutient l'amendement n° 257 de M. Yvon Collin (nécessité de maintenir le caractère public du service de l'électricité) ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 6988) : soutient l'amendement n° 259 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7489, 7491) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (13 octobre 2010) - **Article 2** (*art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions*) (p. 7933) : soutient l'amendement n° 328 de M. Yvon Collin ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8865, 8866) : la majorité des membres du groupe du RDSE votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire [n° 729 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8886, 8887) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 76 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 - Relèvement de la limite d'âge applicable*

aux magistrats de l'ordre judiciaire) (p. 8893) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jacques Mézard ; rejeté. - **Article 2 (Application progressive du relèvement de la limite d'âge)** (p. 8893) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jacques Mézard ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte [n° 18 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 19 (2010-2011)** (p. 8898, 8899) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte [n° 19 (2010-2011)]** - (22 octobre 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 18 (2010-2011)**.

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 29 (2009-2010)] relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 209 tome 1 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 29 (2009-2010)] relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 209 tome 2 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

- **Questions criables thématiques - La rentrée scolaire** - (26 octobre 2010) (p. 9061, 9062) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 10880, 10881) : son intervention.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense et de la commission des finances : La politique immobilière du ministère de la défense [n° 503 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Défense - Fonction publique**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats d'obtention végétale [n° 720 (2009-2010)] (24 septembre 2010) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Défense [n° 111 tome 3 annexe 8 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (26 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 537, 538) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (16 février 2010) - **Article 8 (art. L. 725-24, L. 741-5, L. 741-16, L. 741-16-1 [nouveau], L. 751-10 et L. 751-**

18 du code rural - Exonération des cotisations patronales dues pour l'emploi des travailleurs occasionnels agricoles) (p. 1437, 1438) : soutient l'amendement n° 43 de M. Gérard César ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1676, 1678) : la commission des finances est favorable à ce texte. - **Question préalable** (p. 1702) : position de la commission sur la motion n° 163 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1705) : position de la commission sur la motion n° 32 de M. François Marc tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er A (Principe de subsidiarité et spécificité de la régulation publique des jeux d'argent)** (p. 1706, 1707) : son amendement n° 164 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 49 et 50 de M. François Marc et n° 112 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 1708) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 1 (précision). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1709) : position de la commission sur l'amendement n° 93 de M. François Marc (réalisation par le Gouvernement d'une étude d'impact du présent projet de loi). - **Article 1er (Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux)** (p. 1711, 1714) : position de la commission sur les amendements n° 94 et 51 de M. François Marc, n° 40 de Mme Anne-Marie Payet, n° 2 de la commission des affaires sociales saisi pour avis et n° 113 de M. Bernard Vera. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Définition des différents types de paris)** (p. 1716) : position de la commission sur les amendements n° 52 et 53 de M. François Marc et n° 114 de M. Bernard Vera. - **Article 3 (Interdiction faite aux mineurs de participer à des jeux d'argent et de hasard)** (p. 1717) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de M. Bruno Gilles. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Prévisibilité du montant de la perte de jeu)** (p. 1717, 1718) : position de la commission sur les amendements n° 54 de M. François Marc, n° 114 de M. Bernard Vera et n° 9 de la commission de la culture saisi pour avis. - **Article 4 bis (Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé)** (p. 1724) : position de la commission sur les amendements n° 116, 117 et 118 de M. Bernard Vera, n° 55, 104, 103, 101, 102, 106 et 105 de M. François Marc, n° 3 de la commission des affaires sociales saisi pour avis, n° 56 de M. David Assouline et n° 41 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 4 ter A (Rapport sur les conséquences du développement de la publicité dans le secteur des jeux en ligne)** (p. 1728, 1729) : position de la commission sur les amendements n° 10 de la commission de la culture saisi pour avis et n° 57 de M. François Marc. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission) (Définition des notions de pari et de jeu en ligne, d'opérateur de jeux et de paris en ligne, de joueur et de parieur en ligne, et de compte de joueur en ligne)** (p. 1730) : position de la commission sur l'amendement n° 119 de M. Bernard Vera. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (Autorisation du pari hippique en ligne)** (p. 1731, 1732) : position de la commission sur les amendements n° 120 de M. Bernard Vera, n° 58 de M. François Marc et n° 11 de la commission de la culture saisi pour avis. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission) (Autorisation des paris sportifs en ligne)** (p. 1732, 1736) : position de la commission sur les amendements n° 121, 122 et 123 de M. Bernard Vera, n° 59, 61 et 60 de M. François Marc et n° 12 de la commission de la culture saisi pour avis. - **Article 8 (Règles applicables à la prise de paris en ligne)** (p. 1737) : position de la commission sur les amendements n° 124 de M. Bernard Vera et n° 13 de la commission de la culture saisi pour avis. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission) (Autorisation des jeux de cercle en ligne)** (p. 1738) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. François Marc et n° 125 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 1739) : position de la commission sur l'amendement n° 64 de M. François Marc (impossibilité, pour les entreprises de média privé, de solliciter un agrément d'opérateur de jeux ou de paris en ligne). - **Article 10 (Obligations d'information relatives à l'entreprise qui sollicite l'agrément)** (p. 1740) : position de la

commission sur l'amendement n° 126 de M. Bernard Vera. - **Article 11 (Obligations d'information relatives à l'offre de jeux et de paris)** (p. 1741) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de M. François Marc. - **Article 12 (Obligations d'information sur les modalités d'accès et d'inscription au site Internet et les moyens d'identification des joueurs)** (p. 1742, 1746) : position de la commission sur les amendements n° 4 de la commission des affaires sociales saisi pour avis, n° 111, 91 et 92 de M. Nicolas About, n° 33, 34 et 110 de M. Alain Gournac, n° 95 de M. François Marc et n° 161 de Mme Anne-Marie Escoffier. Son amendement n° 165 ; adopté. - **Article 13 (Obligation d'information relative aux opérations financières)** (p. 1746) : position de la commission sur l'amendement n° 96 de M. François Marc. - **Article 16 (Délivrance des agréments par l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1748, 1749) : position de la commission sur les amendements n° 67, 66 et 68 de M. François Marc et n° 107 de M. Jean Arthuis. - **Article 17 (Certification indépendante du respect des dispositions légales et du cahier des charges)** (p. 1750) : position de la commission sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Vera. Son amendement n° 166 ; adopté. - **Intitulé du chapitre V bis (La lutte contre l'addiction au jeu)** (p. 1751) : position de la commission sur l'amendement n° 182 du Gouvernement. - **Article 20 (Obligations imposées aux opérateurs de jeux en matière de protection des populations vulnérables et de prévention de l'addiction)** (p. 1751, 1752) : son amendement n° 167 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 97 de M. François Marc et n° 183 du Gouvernement. - **Article 21 (Transmission à l'ARJEL de rapports sur le jeu responsable, la lutte contre la fraude et le blanchiment, et les actions publicitaires et commerciales des opérateurs)** (p. 1752) : position de la commission sur l'amendement n° 184 du Gouvernement. - **Article 21 ter (Numéro d'appel téléphonique pour les joueurs excessifs et pathologiques)** (p. 1753) : position de la commission sur l'amendement n° 185 du Gouvernement. - **Article 21 quater (Texte non modifié par la commission) (Interdiction du jeu à crédit)** (p. 1753) : position de la commission sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Vera. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission) (Prévention des conflits d'intérêts)** (p. 1755, 1757) : position de la commission sur les amendements n° 69, 70, 71 et 72 de M. François Marc. - **Article 25 (Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1758, 1759) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de la commission de la culture saisi pour avis. Son amendement n° 179 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) (p. 1767, 1771) : position de la commission sur les amendements n° 73 et 74 de M. François Marc, n° 42 de Mme Anne-Marie Payet, n° 130 de M. Bernard Vera et n° 186 du Gouvernement. (p. 1768) : son amendement n° 168 ; adopté. - **Article 26 (Composition de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1772) : position de la commission sur les amendements n° 16 et 17 de la commission de la culture saisi pour avis. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission) (Prévention des conflits d'intérêt et secret professionnel des membres et agents de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1773, 1774) : position de la commission sur les amendements n° 131 de M. Bernard Vera et n° 18 et 19 de la commission de la culture saisi pour avis. (p. 1774) : son amendement n° 169 ; adopté. - **Article 28 (Fonctionnement interne de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1774) : son amendement n° 170 ; adopté. (p. 1775, 1776) : position de la commission sur les amendements n° 20, 21 et 22 de la commission de la culture saisi pour avis, n° 146, 147 et 148 de M. Bernard Vera et n° 188 du Gouvernement. - **Article 29 (Informations mises à la disposition de l'ARJEL)** (p. 1777) : son amendement n° 171 ; adopté. (p. 1778) : position de la commission sur les amendements n° 132 et 133 de M. Bernard Vera, n° 43 de Mme Anne-Marie Payet, n° 23 de la commission de la culture saisi pour avis. - **Article 32 (Supprimé) (Pouvoir de conciliation de l'ARJEL en vue de régler un litige opposant un joueur à un opérateur)** (p. 1779) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de M. François Marc. - **Article 35 (Régime et procédure de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne)** (p. 1782) : position de la commission sur les amendements n° 134, 135, 136 et 137 de M. Bernard Vera. -

Article 36 (*Respect des droits de la défense et encadrement de la procédure de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1784) : son amendement n° 180 ; adopté. - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1012 du code général des impôts - Droit fixe dû par les opérateurs de jeux et paris en ligne*) (p. 1785, 1786) : parole sur l'article. (p. 1786) : position de la commission sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Vera. - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle*) (p. 1791, 1797) : son amendement n° 172 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 151 de M. Yvon Collin, n° 24 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 76, 77, 78 et 79 de M. François Marc et n° 139 de M. Bernard Vera. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 137-18 à L. 137-24 nouveaux, L. 136-7-1, L. 139-1 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Nouveaux prélèvements sociaux créés au profit de la sécurité sociale*) (p. 1799) : son amendement n° 173 ; adopté. (p. 1799, 1801) : position de la commission sur les amendements n° 140, 141 et 142 de M. Bernard Vera, n° 80 de M. François Marc, n° 6 et 7 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 181 du Gouvernement. (p. 1801) : son amendement n° 174 ; adopté. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport*) (p. 1803, 1809) : position de la commission sur les amendements n° 143 de M. Bernard Vera, n° 99 et 100 de M. Claude Lise, n° 81, 82 et 83 de M. François Marc, n° 25 de M. Jean-Jacques Lozach et n° 44 et 45 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 1809) : son amendement n° 175 ; adopté. - **Article 43 bis (Nouveau)** (*art. 1609 tertricies du code général des impôts - Redevance sur les paris hippiques en ligne*) (p. 1810) : son amendement n° 176 ; adopté. (p. 1810) : position de la commission sur l'amendement n° 162 de M. Ambroise Dupont. - **Article 47** (*art. 3 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ; art. 4 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux ; art. 1er, 3 et 4 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard - Sanctions pénales encourues par les opérateurs non agréés*) (p. 1812) : son amendement n° 177 ; adopté. - **Article 50** (*Conditions du blocage de l'accès à un site illégal de paris ou de jeux d'argent et de hasard*) (p. 1814, 1815) : position de la commission sur les amendements n° 48 de M. Jean Arthuis et n° 26, 27 et 28 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 563-2 du code monétaire et financier - Blocage du versement des gains et de l'alimentation des comptes joueurs sur les sites illégaux*) (p. 1816) : son amendement n° 178 ; adopté. - **Article 52** (*art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments*

caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives) (p. 1817, 1820) : position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Albéric de Montgolfier, n° 29 et 30 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 144 et 145 de M. Bernard Vera et n° 85 et 86 de M. François Marc. - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventions pluriannuelles entre l'Etat et les opérateurs historiques*) (p. 1822) : position de la commission sur l'amendement n° 98 de M. François Marc. - **Article 55** (*art. 2 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 et art. 42 de la loi de finances pour 1985 précitée - Adaptation de l'offre de la Française des Jeux et possibilité pour les casinos d'acquérir des machines à sous d'occasion*) (p. 1823) : position de la commission sur l'amendement n° 87 de M. François Marc. - **Article 57** (*Régime transitoire pour la Française des jeux et le PMU*) (p. 1824) : position de la commission sur les amendements n° 36 de M. Albéric de Montgolfier et n° 88 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 58** (*Remise au Parlement de rapports d'évaluation*) (p. 1826) : position de la commission sur l'amendement n° 187 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 11 quinquies (Nouveau)** (*art. 302 bis ZK et 1609 tertricies du code général des impôts - Evolution du régime fiscal des paris hippiques*) (p. 10514, 10515) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 10691) : son amendement n° I-40 : instauration d'une taxe temporaire en faveur du Centre national pour le développement du sport ; adopté.

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 10847, 10849) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 10875) : position de la commission sur l'amendement n° II-169 du Gouvernement (suppression de la différence de traitement existant entre les sapeurs-pompiers professionnels civils et les marins-pompiers de Marseille).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12637) : soutient l'amendement n° 177 de M. Albéric de Montgolfier (extension du champ d'action du fonds d'appui aux expérimentations en faveur des jeunes) ; adopté.

TUHEIAVA (Richard)
sénateur (Polynésie française)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant extension des délais d'exercice des compétences des communes de la Polynésie française en matière de traitement des déchets, de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées [n° 148 (2010-2011)] (2 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Outre-mer.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire** [n° 729 (2009-2010)] - (22 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 8889, 8890) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte** [n° 18 (2010-2011)] - (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8909, 8910) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Département de Mayotte** [n° 19 (2010-2011)] - (22 octobre 2010) - **Article 28** (*Ratification de treize ordonnances diverses relatives à l'outre-mer*) (p. 8920) : intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11212, 11213) : son intervention. - **Article 77** (*art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française*) (p. 11240, 11241) : ses amendements n° II-265 et II-266 ; rejetés. (p. 11242, 11245) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-8 de la commission. Ses amendements n° II-267 ; rejeté ; et n° II-268 ; adopté. (p. 11246, 11247) : son amendement n° II-270 ; rejeté.

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale (18 février 2010).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale du vol de systèmes de sécurité et de soins [n° 481 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi tendant à amoindrir le risque de récidive criminelle et portant diverses dispositions de procédure pénale** [n° 258 (2009-2010)] - (17 février 2010) - **Article 5 bis** (*titre XX bis et art. 706-56-2 nouveaux du code de procédure pénale - Création d'un répertoire des données à caractère*

personnel dans le cadre des procédures judiciaires) (p. 1516, 1520) : ses amendements n° 96 ; retiré, puis repris par M. Alain Anziani ; et n° 66 ; retiré. Intervient sur les amendements identiques n° 48 de M. Alain Anziani et n° 74 de M. Jacques Mézard.

- **Proposition de loi visant à mieux garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique [n° 331 (2009-2010)]** - (23 mars 2010) - **Article 4** (art. 26 de la loi « informatique et libertés » - Autorisation de création des fichiers de police) (p. 2011, 2012) : sur l'amendement n° 31 du Gouvernement, ses sous-amendements n° 44 et 45 ; adoptés. Ses amendements n° 19 et 20 ; devenus sans objet ; et n° 25 ; retiré. - **Article 4 septies (Nouveau)** (art. 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Amélioration du contrôle des fichiers d'antécédents judiciaires par le procureur de la République) (p. 2017) : intervient sur l'amendement n° 32 du Gouvernement. - **Article 5 bis (Nouveau)** (art. 31 de la loi « informatique et libertés » - Publicité des avis de la CNIL) (p. 2018) : intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement. Son amendement n° 9 ; adopté. - **Article 6** (art. 32 de la loi « informatique et libertés » - Obligations d'information du responsable de traitement) (p. 2019) : son amendement n° 26 ; rejeté. (p. 2020) : ses amendements n° 27 et 28 ; retirés ; et n° 24 ; adopté. - **Article 7** (p. 2022) : intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement. Son amendement n° 22 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2023) : son amendement n° 23 : non-application du délit de défaut de sécurité à la notification des failles de sécurité ; retiré. - **Article 8** (art. 38 de la loi « informatique et libertés » - Droit d'opposition à un traitement) (p. 2024) : son amendement n° 21 ; retiré. - **Article**

13 (art. 11, 50, 51, 52, 52-1 [nouveau] et 52-2 [nouveau] de la loi « informatique et libertés » - Dispositions relatives aux actions juridictionnelles) (p. 2029) : intervient sur l'amendement n° 38 du Gouvernement.

- **Débat sur l'encadrement juridique de la vidéosurveillance** - (30 mars 2010) (p. 2215) : son intervention.

- **Débat sur les nanotechnologies** - (17 juin 2010) (p. 4922, 4923) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Article 17 A** (Remplacement du terme « vidéosurveillance » par le terme « vidéoprotection ») (p. 6433) : intervient sur les amendements n° 135 de Mme Éliane Assassi, n° 215 de M. Charles Gautier et n° 317 de M. Yvon Collin. - **Article additionnel après l'article 17 A** (p. 6435, 6436) : intervient sur l'amendement n° 216 de M. Charles Gautier (compétences de la CNIL en matière d'autorisation et de contrôle des systèmes de vidéosurveillance dans les espaces publics). - **Article additionnel après l'article 17 bis A** (p. 6459) : intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Catherine Troendle (régime des autorisations de communication d'images prises sur la voie publique à des fins de recherche). - **Article 18 bis** (art. L 282-8 du code de l'aviation civile - Expérimentation des scanners corporels) (p. 6481) : intervient sur l'amendement n° 325 de M. Yvon Collin.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (26 mai 2010).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 2 décembre 2010.

Membre de la Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires le 28 avril 2010 ; puis secrétaire le 4 mai 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux télécommunications [n° 676 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural [n° 115 tome 1 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée [n° 363 (2009-2010)]** - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2533, 2534) : son intervention.

- **Questions cribles thématiques - Politique industrielle** - (11 mai 2010) (p. 3300, 3301) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3429, 3430) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Louis Carrère sur la situation de la gendarmerie nationale** - (19 mai 2010) (p. 3499, 3500) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Article 3** (art. L. 711-1 à L. 711-5 du code de commerce - *Les chambres de commerce et d'industrie territoriales*) (p. 4595) : soutient l'amendement n° 75 de M. Jacques Mézard ; retiré. (p. 4596) : soutient l'amendement n° 69 de M. Yvon Collin ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 6** (art. L. 712-1 à L. 712-10 du code de commerce - *L'administration du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4634) : soutient les amendements n° 74 et 76 de M. Jacques Mézard ; retirés. - **Article 13 ter** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable - *Capacité des experts comptables à manier des fonds*) (p. 4693) : parole sur l'article. - **Article 13 quater** (art. 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable -

Activité de conseil des experts-comptables) (p. 4694, 4695) : soutient l'amendement n° 77 de M. Jacques Mézard ; retiré. - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 4715) : soutient l'amendement n° 72 de M. Jacques Mézard (impossibilité pour les chambres de commerce et d'industrie et les chambres des métiers situées dans le département d'une commission départementale d'aménagement commercial de formuler des recours à l'encontre des décisions de cette dernière) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2010) (p. 5579).

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (p. 11471, 11472) : son intervention.

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 504 (2008-2009)] visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 412 (2009-2010)] (27 avril 2010) - **Travail.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Ville et logement [n° 113 tome 8 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3068, 3069) : son intervention. - **Article unique et article additionnel après l'article unique (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-4 et art. L. 1233-4-1 (nouveau) du code du travail - *Garanties salariales dans le cadre des procédures de reclassement*) (p. 3079) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Alain Gournac.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (1er juin 2010) - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression du classement en catégorie active des corps et cadres d'emplois d'infirmiers et de personnels paramédicaux classés en catégorie A*) (p. 4295) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Claude Domeizel.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) (p. 4761, 4762) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4827, 4829) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7434, 7435) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - *Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8283) : le groupe UC votera cet article.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - *Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante*) (p. 8611) : le groupe UC votera les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Article 33 (Entrée en vigueur)** (p. 8650) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8660) : soutient l'amendement n° 558 de M. Nicolas About (ouverture

d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse) ; adopté.

- *Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]* - (26 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9052, 9053) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9317, 9318) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (29 novembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 11059, 11060) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Articles**

additionnels après l'article 99 (p. 11641, 11644) : son amendement n° II-149 : instauration d'une contribution sur les contrats de garantie des loyers impayés, afin de garantir une mutualisation des risques entre ces derniers et les contrats de garantie des risques locatifs ; adopté.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2010) - **Article 56** (*art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, art. 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé*) (p. 11654, 11657) : son amendement n° II-551 ; retiré. (p. 11658, 11661) : son amendement n° II-550 ; retiré.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense : Pour une mondialisation maîtrisée - Contribution au projet de document-cadre de coopération au développement [n° 566 (2009-2010)] (17 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien [n° 607 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 272 (2009-2010)] autorisant l'adhésion à la convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soufre [n° 633 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Environnement - Traités et conventions.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi [n° 689 (2009-2010)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Slovaque relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 71 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Aide publique au développement [n° 112 tome 3 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur la politique de coopération et de développement de la France** - (4 novembre 2010) - au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9471, 9473) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2010) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 11451, 11452) : son intervention. (p. 11458, 11459) : à titre personnel, son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12097, 12099) : son intervention.

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Président de droit de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v du 17 février 2010 au 5 août 2010.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale (19 octobre 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites (22 octobre 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 (18 novembre 2010).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 17 décembre 2010.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

Rapporteur de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les cas de rupture de contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié [n° 287 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de prescription de droit commun de l'action publique en matière criminelle et délictuelle [n° 349 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Justice**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La réforme Obama : une meilleure couverture du risque maladie pour les Américains [n° 361 (2009-2010)] (24 mars 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 235 (2009-2010)] tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques [n° 386 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à interdire tout affichage publicitaire ou politique sur les murs extérieurs et à l'intérieur des locaux et des établissements recevant des jeunes enfants et des mineurs [n° 422 (2009-2010)] (29 avril 2010) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative au respect du drapeau français en dehors d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques [n° 438 (2009-2010)] (7 mai 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 451 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux cotisations sociales versées par les auto-entrepreneurs [n° 608 (2009-2010)] (5 juillet 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Finances sociales : un automne décisif [n° 615 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les retraites en Allemagne : des enseignements à tirer ? [n° 673 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi organique [n° 672 (2009-2010)] relatif à la gestion de la dette sociale [n° 690 (2009-2010)] (1er septembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 56 (2010-2011)] (20 octobre 2010) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 66 (2010-2011)] de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 69 (2010-2011)] (27 octobre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - **Equilibres financiers généraux [n° 88 tome 1 (2010-2011)]** (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - **Assurance maladie [n° 88 tome 2 (2010-2011)]** (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - **Examen des articles [n° 88 tome 7 (2010-2011)]** (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)] - **Tableau comparatif [n° 88 tome 8 (2010-2011)]** (3 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 96 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - **Avis verbal sur la première partie du projet de loi de finances pour 2011 [n° 113 tome 9 (2010-2011)]** (18 novembre 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 121 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (27 janvier 2010) - **Article 1er (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux)** (p. 587) : votera l'article 1er de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 602) : défavorable à l'amendement n° 617 de M. Hervé Maurey (cumul des mandats).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Division additionnelle après l'article 4** (p. 705) : défavorable à l'amendement n° 136 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle division - Création des conseils des exécutifs).

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 16 (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale)** (p. 946) : intervient sur l'amendement n° 721 de la commission. (p. 949) : son amendement n° 54 ; retiré. (p. 951) : son amendement n° 55 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 954) : intervient sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 457 (possibilité pour deux communes séparées par un bois, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre) et n° 575 (possibilité pour deux communes séparées par un cours d'eau, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre).

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 20 (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des EPCI à fiscalité**

propre) (p. 978, 987) : soutient l'amendement n° 455 de M. Hugues Portelli ; adopté. Ses amendements n° 56 et 57 ; adoptés. Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Nathalie Goulet. Votera l'amendement n° 77 de M. Rémy Pointereau. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 994, 996) : intervient sur les amendements n° 499 de Mme Catherine Procaccia (possibilité pour une commune de changer d'intercommunalité sans avis du préfet et de la commission départementale de coopération intercommunale) et n° 474 de M. Dominique Braye (conditions de création d'une communauté d'agglomération). (p. 999) : défavorable à l'amendement n° 571 de M. Michel Charasse (délégués suppléants). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire - Suppression de la catégorie juridique des pays) (p. 1010) : défavorable à l'amendement n° 422 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 1027) : intervient sur l'amendement n° 500 de M. Ambroise Dupont. - **Article 29 (Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)** (p. 1045, 1051) : son amendement n° 59 ; rejeté. (p. 1055) : s'abstiendra sur l'article 29 de ce projet de loi. - **Article 31** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de pouvoirs de police spéciale) (p. 1065, 1066) : soutient l'amendement n° 490 de M. Charles Revet ; retiré. - **Article 32 (supprimé)** (art. L. 5211-17, L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Condition de majorité pour les transferts de compétences aux EPCI) (p. 1071) : défavorable à l'amendement n° 479 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 1081) : sur l'amendement n° 480 de M. Dominique Braye (possibilité pour un EPCI de percevoir la DGF à la place des communes le composant), défavorable au sous-amendement n° 720 de M. Claude Belot. - **Article 35 (Clarification des compétences des collectivités territoriales)** (p. 1096, 1097) : son amendement n° 58 ; rejeté.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2235, 2236) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques. (p. 2249) : intervient dans le cadre du débat interactif.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3442, 3443) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (19 mai 2010) - **Article 1er** (art. L. 230-1 à L. 230-4 [nouveaux] du code rural, L. 541-1 [nouveau] du code de la consommation et L. 3230-1 [nouveau] du code de la santé publique - Politique de l'alimentation) (p. 3541, 352) : intervient sur l'amendement n° 519 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (20 mai 2010) (p. 3601, 3606) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Charles Revet, repris par Mme Odette Herviaux. Son amendement n° 326 ; adopté. (p. 3623) : intervient sur l'amendement n° 29 de M. Charles Revet.

- **Suite de la discussion** (25 mai 2010) - **Article 3** (chapitre Ier du titre III du livre VI du code rural et articles L. 631-24 à L. 631-26 [nouveaux] du code rural - Conclusion obligatoire de contrats écrits) (p. 3724) : votera cet article.

- **Suite de la discussion** (26 mai 2010) - **Article 6** (art. L. 621-3, L. 621-8, L. 691-1 et L. 692-1 [nouveau] du code rural - Observatoire de la formation des prix et des marges) (p. 3775, 3776) : votera cet article. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3779) : intervient sur l'amendement n° 149 de M. Didier Guillaume (alerte de l'Observatoire de la formation des prix et des marges en cas de baisse des prix de cession des produits agricoles non répercutée sur les prix de vente à la consommation). - **Article 7** (art. L. 631-1, L. 631-1-1 [nouveau], L. 631-1-2 [nouveau], L. 631-1-3 [nouveau], L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau], L. 632-3 à L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-9 et L. 681-7 - Adaptation des règles applicables aux organisations interprofessionnelles) (p. 3787) : intervient sur l'amendement n° 153 de Mme Odette Herviaux. - **Article 10** (Rapport sur l'assurance récolte) (p. 3836, 3837) : votera l'amendement n° 659 du Gouvernement.

- **Débat sur « la loi hôpital, patients, santé et territoires, un an après »** - (15 juin 2010) - rapporteur général de la commission des affaires sociales (p. 4753, 4756) : son intervention.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) - président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (p. 4812, 4813) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (6 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés) (p. 5915) : favorable à l'amendement n° 558 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - Définition du territoire) (p. 5991) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission) (précédemment réservé)** (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6009) : intervient sur les amendements n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 328 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 482 de M. Yvon Collin et n° 552 de M. Nicolas About. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6014) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les orientations des finances publiques pour 2011** - (8 juillet 2010) - rapporteur général de la commission des affaires sociales (p. 6112, 6114) : son intervention.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale [n° 691 (2009-2010)]** - (13 septembre 2010) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6672, 6674) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6691) : position de la commission sur la motion n° 1 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6694) : position de la commission sur la motion n° 3 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. 4 bis de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Dérogation au principe de non-allongement de la durée d'amortissement de la dette sociale) (p. 6696, 6697) : position de la commission sur les amendements n° 4 et 5 de M. Guy Fischer et n° 2 de M. Bernard Cazeau.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7406, 7410) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 7** (art. L. 732-18, L. 732-25 et L. 762-30 du code rural et de la pêche maritime - Coordination pour les non-salariés agricoles) (p. 8043) : intervient sur l'amendement n° 1224 de la commission.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8612) : intervient sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8660, 8661) : son amendement n° 652 : ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif à la gestion de la dette sociale - Commission mixte paritaire [n° 672 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 8937, 8939) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap [n° 531 (2009-2010)]** - (25 octobre 2010) - **Article 8** (art. L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles - Clarification des compétences territoriales des maisons départementales des personnes handicapées) (p. 8955) : son amendement n° 3 ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme des retraites - Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9011, 9012) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Débat et discussion générale** (p. 9366, 9369) : son intervention. - **Article 4** (*Évolution annuelle des dépenses publiques en volume*) (p. 9433) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 9553, 9557) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 9598, 9599) : position de la commission sur la motion n° 279 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2010) - **Question préalable** (p. 9679) : position de la commission sur la motion n° 2 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9684) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Yves Daudigny tendant au renvoi à la commission. - **Demandes de réserve et de priorité** (p. 9684).

Première partie :

- (9 novembre 2010) - **Article 2 et annexe A** (*Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2009*) (p. 9689) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Cazeau.

Troisième partie :

- (9 novembre 2010) - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 9701) : position de la commission sur l'amendement n° 445 de M. Yvon Collin (création d'une taxe anti-spéculative). - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 137-11 et L. 137-11-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement des prélèvements sur les retraites « chapeau ») (p. 9704, 9712) : position de la commission sur les amendements n° 9 et 10 de M. Bernard Cazeau, n° 304 de M. Gilbert Barbier, n° 216, 217, 218 et 219 de M. Guy Fischer, n° 286, 287 et 295 de M. Philippe Dominati et n° 206 et 210 de Mme Catherine Procaccia. (p. 9706) : son amendement n° 49 ; adopté. - **Article 11** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Majoration du taux des contributions sur les stock-options) (p. 9715) : position de la commission sur les amendements n° 149 de M. Gérard Dériot, n° 220 de M. Guy Fischer, n° 11 et 12 de M. Bernard Cazeau et n° 387 de M. Alain Fouché.

- **Suite de la discussion** (10 novembre 2010) (p. 9726) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels avant l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 9727) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 303 de M. Gilbert Barbier et n° 404 de M. Jean Arthuis (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES), ainsi que sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 102 (augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES) et n° 103 (élargissement de l'assiette de la CRDS à la plus-value

immobilière réalisée à l'occasion de la vente de la résidence principale). (p. 9728, 9729) : son amendement n° 44 : augmentation du taux de la CRDS au profit de la CADES ; retiré. - **Article 9 (précédemment réservé)** (art. 2, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3, L. 135-6, L. 135-7, L. 137-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale) (p. 9743, 9746) : position de la commission sur les amendements n° 4, 5, 157 et 158 de M. Bernard Cazeau, n° 215 de M. Guy Fischer, n° 474 de M. Yvon Collin et n° 104, 105 et 106 de la commission saisie pour avis. (p. 9743) : son amendement n° 45 ; adopté. (p. 9745) : son amendement n° 47 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 9747) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Bernard Cazeau (rapport gouvernemental sur le Fonds de réserve des retraites). - **Article 12 bis (précédemment réservé)** (art. L. 131-7 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Affectation des recettes du panier de compensation des allègements généraux de cotisations sociales à la sécurité sociale) (p. 9748) : son amendement n° 51 ; retiré. Soutient l'amendement n° 108 de la commission saisie pour avis ; retiré. (p. 9749) : ses amendements n° 581 et 582 ; adoptés. (p. 9750) : position de la commission sur les amendements n° 555, 556 et 583 du Gouvernement, ainsi que sur l'amendement n° 108 de la commission saisie pour avis. - **Article 14 (précédemment réservé)** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 137-16, L. 241-2, L. 245-13 du code de la sécurité sociale - Recettes affectées au fonds de solidarité vieillisse dans le cadre de la réforme des retraites) (p. 9751, 9752) : ses amendements n° 53, 54 et 55 ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 9752) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Cazeau (suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires). - **Article 12** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-16 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime, art. 27 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Annualisation du calcul des allègements généraux de cotisations sociales) (p. 9756) : son amendement n° 50 ; adopté. (p. 9757, 9758) : position de la commission sur les amendements n° 16 et 17 de M. Bernard Cazeau, n° 150 de M. Bruno Gilles, n° 305 de M. Gilbert Barbier, n° 221 de M. Guy Fischer et n° 288 et 289 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 9759, 9762) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 18 (déplafonnement de la cotisation maladie des travailleurs indépendants), n° 19 (conditionnement des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial), n° 20 (majoration des cotisations sociales des entreprises dont plus de 25 % des salariés disposent de contrats aidés ou d'un contrat unique d'insertion), n° 21 (majoration des cotisations sociales des entreprises dont plus de 25 % des salariés ont un emploi à temps partiel), n° 22 (majoration des cotisations patronales d'assurance sociale pour inciter au maintien de l'emploi des seniors) et n° 23 (renforcement des pénalités instituées contre les entreprises non couvertes par un plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2010) - **Article 12 ter (Nouveau)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Précision sur le champ des exonérations relatives aux services à la personne) (p. 9775) : son amendement n° 565 ; adopté. - **Article 12 quater (Nouveau)** (art. L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Clarification du régime des cotisations maladie dues par les professionnels médicaux et paramédicaux) (p. 9776, 9777) : position de la commission sur les amendements n° 319 de M. Alain Houpert et n° 535 de M. Alain Milon. - **Article additionnel après l'article 12 quater** (p. 9777) : position de la commission sur l'amendement n° 181 de M. Bernard Cazeau (suppression de la compensation par l'État au titre des revenus des auto-entrepreneurs inférieurs à l'assiette minimale forfaitaire d'assurance maladie maternité). - **Article 13** (art. L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Augmentation du forfait social) (p. 9779, 9783) : position de la commission sur les amendements n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 302 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 212 de Mme Isabelle Debré, n° 24 de M. Bernard

Cazeau, n° 204 de Mme Catherine Procaccia et n° 291 et 292 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9786, 9793) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 28 (suppression de l'exonération de CSG et de l'abattement fiscal sur les revenus issus des plus-values immobilières), n° 25 (suppression de l'abattement fiscal sur la plus-value de cession de chevaux de course ou de sport), n° 26 (application de la CSG sur les revenus fonciers actuellement exonérés issus de l'investissement locatif) et n° 27 (application du forfait social aux "parachutes dorés") et de M. Guy Fischer n° 224 (assujettissement des stock-options au forfait social), n° 226 (création d'une contribution patronale de 40 % sur la part de rémunération variable au-delà du plafond annuel de la sécurité sociale), n° 225 (assujettissement des revenus financiers des sociétés financières et non financières à une contribution d'assurance vieillesse spécifique), n° 227 (relèvement du taux des prélèvements sociaux sur les capitaux mobiliers) et n° 229 (instauration d'une contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et produits de placement). - **Article 13 ter** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Limitation de l'exonération de cotisations applicable aux indemnités de rupture) (p. 9797, 9799) : position de la commission sur les amendements n° 307 de M. Gilbert Barbier, n° 557 du Gouvernement et n° 407 de M. Nicolas About. - **Article 13 quater** (Rapport au Parlement sur le régime social des indemnités de rupture) (p. 9799) : son amendement n° 52 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 9800, 9801) : position de la commission sur l'amendement n° 388 de M. Alain Fouché (instauration d'une contribution patronale sur les nouvelles technologies se substituant aux travailleurs). - **Article 15** (art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale - Encadrement du montant de la rémunération auquel l'abattement pour frais professionnels de 3 % est applicable à la CSG) (p. 9802) : position de la commission sur l'amendement n° 306 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9803) : position de la commission sur les amendements identiques de la commission des finances saisi pour avis n° 110 et n° 405 de M. Nicolas About (relèvement du taux de CSG sur les pensions). - **Article 16** (art. L. 242-1-3, L. 243-7 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Assimilation à des rémunérations et assujettissement aux prélèvements sociaux des sommes ou avantages reçus de tierces personnes dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 9807, 9811) : position de la commission sur les amendements n° 230 de M. Guy Fischer, n° 293 de M. Philippe Dominati, n° 408 de M. Nicolas About et n° 380 de M. Jean-François Humbert. Son amendement n° 56 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9812, 9813) : position de la commission sur les amendements n° 231 de M. Guy Fischer (modification du calcul des cotisations patronales d'assurance vieillesse) et n° 30 de M. Bernard Cazeau (élargissement de l'assiette de la contribution sur les dépenses de promotion des produits pharmaceutiques). - **Article 16 bis (Nouveau)** (art. L. 613-1 et L. 622-4 du code de la sécurité sociale - Clarification de l'activité de loueur de chambres d'hôtes) (p. 9815) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 191 de M. Jean-Paul Alduy, n° 33 de M. Bernard Cazeau, n° 381 de Mme Sylvie Desmarescaux et n° 396 de M. Daniel Dubois (exclusion du champ d'application de l'article des structures au revenu imposable inférieur au seuil d'exonération de faibles revenus professionnels non salariés non agricoles). - **Article 17** (art. L. 731-15 et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-4 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Prise en compte dans les revenus professionnels des non-salariés agricoles des revenus tirés de la mise en location des terres et des biens conservés dans le patrimoine privé et utilisés pour les besoins de leur activité professionnelle) (p. 9817, 9818) : son amendement n° 57 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 9819) : position de la commission sur l'amendement n° 232 de M. Guy Fischer (suppression du plafonnement des cotisations d'assurance vieillesse agricole). - **Article 18** (art. L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Relèvement du plafond annuel de ressources pris en compte pour l'accès à l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé) (p. 9821) : position de la commission sur l'amendement n° 458 de M. Denis Detcheverry. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9822) : position de la

commission sur les amendements identiques n° 182 de M. Bernard Cazeau et n° 395 de M. Nicolas About (consultation des organismes complémentaires avant toute décision relative au Fonds CMU). - **Article 19** (Modification du seuil de déclenchement de la clause de sauvegarde - « taux K ») (p. 9824) : position de la commission sur les amendements n° 308 de M. Gilbert Barbier et n° 31 de M. Bernard Cazeau. - **Article 20** (art. L. 138-1, L. 138-10 et L. 245-2 du code de la santé publique - Plafonnement du chiffre d'affaires des médicaments orphelins ouvrant droit à des abattements de l'assiette de certaines contributions) (p. 9828) : son amendement n° 58 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 559 du Gouvernement. (p. 9831) : position de la commission sur les amendements n° 397 et 398 de M. Nicolas About, n° 334 de M. Jacky Le Menn et n° 309 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 9832, 9835) : son amendement n° 59 : prise en compte des recommandations de la Haute autorité de santé lors de la fixation ou de la révision des prix des spécialités pharmaceutiques ; retiré. Position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 406 de M. Daniel Dubois et n° 379 de M. Paul Blanc (application des allègements de charges pour l'emploi de travailleurs handicapés à toutes les entreprises adaptées sans distinction de statut). - **Article 21** (art. L. 134-1, L. 134-4, L. 134-5-1, L. 612-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, art. 61 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Suppression de la compensation généralisée maladie) (p. 9838) : son amendement n° 60 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 584 du Gouvernement. - **Article 23** (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 9841) : position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Bernard Cazeau et n° 233 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 9841) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Bernard Cazeau (remise au Parlement d'un bilan d'évaluation annuel des dispositifs ciblés d'exonération de cotisations de sécurité sociale). - **Article 24 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 9846) : position de la commission sur les amendements n° 587 et 588 du Gouvernement. - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) (p. 9848) : position de la commission sur l'amendement n° 589 du Gouvernement. - **Article 26** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général) (p. 9849) : position de la commission sur l'amendement n° 590 du Gouvernement. - **Article 27** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 9850) : position de la commission sur l'amendement n° 591 du Gouvernement. - **Article 28** (Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites) (p. 9851) : position de la commission sur l'amendement n° 234 de M. Guy Fischer. - **Article 29 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal - annexe B) (p. 9858, 9861) : position de la commission sur les amendements n° 235 de M. Guy Fischer, n° 35 de M. Bernard Cazeau, n° 592 du Gouvernement et de la commission des finances saisi pour avis n° 111 et 112. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 9865) : son amendement n° 566 : précision ; adopté. - **Article 30 bis (Nouveau)** (art. L. 243-1-2 du code de la sécurité sociale - Simplification des formalités applicables aux employeurs étrangers en matière sociale) (p. 9866) : son amendement n° 61 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9869) : position de la commission sur l'amendement n° 209 de Mme Catherine Procaccia (coordination). Son amendement n° 62 : communication entre les commissaires aux comptes et la Cour des comptes dans le cadre de la certification des comptes de la sécurité sociale ; adopté. - **Demande de seconde délibération sur la troisième partie - Seconde délibération sur la troisième partie** (p. 9870, 9871) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (12 novembre 2010) - **Article 59 (priorité)** (art. L. 114-23 et L. 224-5 du code de la sécurité sociale - Fonds de performance de la sécurité sociale) (p.9876) : son amendement n° 98 ; adopté. - **Article 60 (priorité)** (art. L. 323-6 du code de la sécurité sociale - Pénalisation de l'exercice d'activités rémunérées pendant les arrêts maladie) (p.9877) : son amendement n° 571 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 60 (priorité)** (p.9878, 9881) : son amendement n° 567 : encadrement des sanctions à l'encontre d'établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation ; adopté. Position de la commission sur les amendements identiques n° 530 de M. Alain Milon et n° 200 de M. Dominique Leclerc (composition de la commission de contrôle) d'une part, et sur les amendements identiques n° 202 de M. Dominique Leclerc et n° 528 de M. Alain Milon (dérogation au pouvoir de sanction du directeur de l'Agence régionale de santé) d'autre part, ainsi que sur les amendements n° 132 de Mme Claudine Lepage (fréquence de présentation d'un justificatif d'existence pour les retraités français établis hors de France) et sur les amendements n° 201 de M. Dominique Leclerc, n° 394 de M. Nicolas About et n° 531 de M. Alain Milon portant sur le même objet que son amendement n° 567 précité. - **Article 61 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Droit des agents de contrôle de la sécurité sociale d'obtenir des informations permettant de lutter contre la fraude profitant à des tiers) (p.9882) : position de la commission sur l'amendement n° 184 de M. Bernard Cazeau. Son amendement n° 572 ; adopté. - **Article 62 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 114-19 du code de la sécurité sociale - Instauration d'une pénalité contre les tiers refusant de communiquer les informations demandées) (p.9882) : son amendement n° 573 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 62 (priorité)** (p.9883) : position de la commission sur l'amendement n° 450 de M. Yvon Collin (cotisation des travailleurs indépendants exerçant en outre une activité salariée). - **Article 63 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale - Obligation de déclaration de revenus pour les auto-entrepreneurs) (p.9883, 9884) : son amendement n° 574 ; adopté. - **Article 65 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations des professionnels de santé par l'assurance maladie) (p.9885) : position de la commission sur l'amendement n° 595 du Gouvernement. - **Article 66 (Nouveau) (priorité)** (art. L. 162-22-18 du code de la sécurité sociale - Limitation des sanctions dues par les établissements de santé en cas de manquement aux règles de facturation) (p.9886) : son amendement n° 99 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 (priorité)** (p.9887) : son amendement n° 100 : validation des pénalités ou sanctions par le directeur de l'UNCAM ; adopté après modification par le sous-amendement n° 564 du Gouvernement. - **Article 71 (Nouveau) (priorité)** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse - Minimum vieillesse) (p.9888) : position de la commission sur l'amendement n° 278 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 34** (p.9900) : position de la commission sur l'amendement n° 310 de M. Gilbert Barbier (instauration d'une franchise annuelle pour les assurés dont les revenus sont supérieurs aux plafonds des deuxième et troisième tranches). - **Article 34** (art. L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Renforcement du rôle du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie) (p.9902, 9905) : ses amendements n° 63 et 64 ; retirés ; et n° 65 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 113 de la commission des finances saisie pour avis et n° 320 de M. Jacky Le Menn. - **Articles additionnels après l'article 35** (p.9907, 9914) : son amendement n° 67 : entrée en vigueur du dispositif d'information sur les honoraires et sur l'orientation du patient dans le système de soins au 1er juillet 2011 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 479 de M. Yvon Collin (extension du champ d'application des référentiels mis en place par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009), n° 311 de M. Gilbert Barbier (refonte de la nomenclature générale des actes professionnels), n° 237 de M. Guy Fischer (plafonnement des dépassements d'honoraires à 15 % du tarif opposable), sur les amendements de M. Jacky Le Menn n° 326 (saisine de la Haute Autorité de santé sur la question du

remboursement du second avis des experts anatomopathologistes), n° 325 (renforcement de l'obligation d'informer le patient de façon écrite sur le tarif des actes et la nature du dépassement facturé), ainsi que sur les amendements identiques n° 448 de M. Alain Milon et n° 331 de M. Jacky Le Menn (définition des conditions d'exercice des médecins étrangers dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exercice). - **Article 36** (art. L. 165-3 du code de la sécurité sociale - Accords-cadres conclus entre le comité économique des produits de santé et les représentants des fabricants et distributeurs de dispositifs médicaux) (p.9916) : position de la commission sur l'amendement n° 236 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 36** (p.9917, 9925) : ses amendements n° 569 : possibilité d'insérer dans la convention médicale un dispositif de rémunération des médecins à la performance ; n° 570 : extension des dispositions de l'article L.162-16-6 du code de la sécurité sociale aux cas des dispositifs médicaux remboursables pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation au titre de la liste prévue à l'article L.162-22-7 du même code ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 246 (définition du montant du plafond de dépassement d'honoraires par décret), n° 249 (sanction des dépassements d'honoraires pratiqués par les établissements de santé au cours de l'exercice d'une mission de service public), n° 425 (sortie de la liste des médicaments admis au remboursement de tous ceux considérés comme n'apportant aucune amélioration du service médical rendu) et n° 241 (dispositif d'autorisation d'installation des médecins dans les zones surdenses), n° 207 de Mme Catherine Procaccia (mesures relatives à la participation des caisses d'assurance maladie à la subvention des cotisations dues par les centres de santé), ainsi que sur le sous-amendement n° 600 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 569 précité. (p.9926, 9934) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 242 (détermination des règles d'accessibilité aux soins de premier recours), n° 244 (interdiction temporaire, dans les zones surdenses, des conventionnements de médecins de premier recours), n° 248 (publicité des comptes des établissements de santé privés à but commercial) et n° 429 (remise d'un rapport gouvernemental faisant le bilan d'application de la création du médecin traitant et mesurant les effets de la mise en place du parcours de soins), de M. Jacky Le Menn n° 351 (possibilité, pour les pharmaciens, de dispenser au patient la stricte quantité nécessaire au traitement) et n° 354 (suppression de l'information au moment du dépôt de la demande d'autorisation de mise sur le marché des spécialités génériques), ainsi que sur l'amendement n° 317 de M. Gilbert Barbier (intégration du secteur conventionnel à caractère optionnel par un avenant au règlement arbitral). - **Article 36 bis (Nouveau)** (art. L. 632-6 du code de l'éducation et art. L. 136-5 du code de la sécurité sociale - Dégressivité de l'indemnité de remboursement de l'allocation reçue au titre du contrat d'engagement de service public) (p.9934, 9935) : son amendement n° 68 ; adopté. - **Article 36 ter (Nouveau)** (art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des alternatives à l'hospitalisation) (p.9935) : position de la commission sur l'amendement n° 430 de M. François Autain. - **Article 36 quater (Nouveau)** (art. L. 1434-7 du code de la sécurité sociale - Développement des activités de dialyse à domicile) (p.9936) : position de la commission sur l'amendement n° 431 de M. François Autain. - **Article 36 quinquies (Nouveau)** (art. L. 5125-15 du code de la santé publique - Regroupements de pharmacies d'officine) (p.9937) : position de la commission sur l'amendement n° 560 du Gouvernement. - **Article 36 sexes (Nouveau)** (art. L. 138-9 du code de la sécurité sociale - Substitution des « quasi-génériques ») (p.9937, 9938) : son amendement n° 70 ; adopté. - **Article 36 septies (Nouveau)** (art. L. 161-38 et L. 162-5 du code de la sécurité sociale - Intégration des recommandations et avis médico-économiques de la Haute Autorité de santé dans les logiciels d'aide à la prescription certifiés) (p.9939) : son amendement n° 71 ; retiré. - **Article 36 octies (Nouveau)** (art. L. 165-10 (nouveau) du code de la sécurité sociale - Extension à la délivrance des dispositifs médicaux de l'encadrement applicable aux médicaments) (p.9940) : son amendement n° 72 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36 octies** (p.9941, 9943) : position de la commission sur l'amendement n° 390 de M. Nicolas About (instauration

d'une franchise médicale annuelle proportionnelle au revenu net imposable). - **Article 37** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Conditions de la mise sous accord préalable des séjours en soins de suite et de rééducation prescrits par des établissements de médecine, chirurgie, obstétrique) (p. 9945, 9948) : position de la commission sur les amendements n° 203 de M. Dominique Leclerc, n° 251 de M. Guy Fischer, n° 332 et 333 de M. Jacky Le Menn et n° 493 et 492 de M. Alain Milon. - **Article 38** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 28 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Prolongation de la procédure dérogatoire de facturation des hôpitaux) (p. 9949, 9950) : ses amendements n° 73 et 74 ; retirés. Position de la commission sur l'amendement n° 313 de M. Gilbert Barbier. - **Article additionnel après l'article 38** (p. 9950, 9951) : son amendement n° 75 : suppression d'une tarification dérogatoire ; retiré. - **Article 39** (art. L. 1142-23 et L. 1221-14 du code de la santé publique - Procédure d'indemnisation des victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine) (p. 9953, 9954) : position de la commission sur l'amendement n° 596 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 9955) : position de la commission sur l'amendement n° 335 de M. Jacky Le Menn (dispositif expérimental d'autorisation de plateformes communes d'imagerie). - **Articles additionnels après l'article 39 bis** (p. 9957, 9958) : position de la commission sur les amendements n° 437 de M. François Autain (modulation de la régulation prix-volume, en intégrant, sous l'égide des Agences régionales de santé, ARS, les indicateurs de santé publique de niveau de recours aux soins de la population par région) et n° 315 de M. Gilbert Barbier (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'une réforme de la législation sur l'assurance de la responsabilité civile médicale des praticiens conventionnés). - **Article 40** (art. L. 6122-19 du code de la santé publique - Expérimentation des maisons de naissance) (p. 9962) : position de la commission sur les amendements n° 121 de la commission, soutenu par M. André Lardeux, n° 252 de M. Guy Fischer, n° 316 de M. Gilbert Barbier, n° 355 de M. Jacky Le Menn et n° 495 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 9969, 9970) : son amendement n° 76 : développement de nouveaux modes de prise en charge pour la chirurgie ambulatoire ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 318 de M. Alain Houpert (sous-traitance d'une partie des activités des hôpitaux). - **Article 41** (art. 33 de la loi du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Modification de la convergence tarifaire intersectorielle) (p. 9971) : position de la commission sur l'amendement n° 539 de M. Alain Milon. - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9972, 9975) : position de la commission sur les amendements n° 542 de M. Alain Milon (intégration, dans la conduite intra et intersectorielle des écarts de coûts résultant d'obligations légales et réglementaires différentes dans la détermination des charges sociales et fiscales entre établissements de santé publics, d'une part, et établissements de santé privés à but lucratif et de statut commercial, d'autre part) et n° 339 de M. Jacky Le Menn (répartition équitable des efforts d'économie entre établissements de secteur public et établissements de santé privés). Son amendement n° 77 : sécurisation du processus de convergence tarifaire ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2010) - **Article 42** (art. L. 162-22 et L. 162-22-2, L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale - Identification des parts liées à la psychiatrie et aux soins de suite ou de réadaptation) (p. 9983) : position de la commission sur l'amendement n° 432 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9984, 9995) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Milon n° 505 (amélioration des conditions d'exercice et de développement de la dialyse hors centre), n° 499 (mise en place d'un dispositif prospectif et objectif permettant de mesurer l'évolution réelle des charges des établissements de santé) et n° 514 (rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de patients entre les établissements de santé de court séjour), de M. Guy Fischer n° 254 (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés), n° 256 (partage équitable des économies entre les établissements du secteur public et ceux du secteur privé) et n° 257 (intégration des revalorisations salariales, accordées par

l'État, à l'ONDAM hospitalier), de M. Jacky Le Menn n° 340 (intégration des honoraires médicaux dans le tarif de séjour des établissements privés), n° 343 (appréciation de l'excédent d'activité des établissements publics de santé au regard des missions de service public qu'ils assurent), n° 344 (expérimentation en vue de mieux répartir l'enveloppe de l'ONDAM entre les régions), n° 345 (mise en place d'un dispositif prospectif et objectif permettant de mesurer l'évolution réelle des charges des établissements de santé), n° 349 (obligation pour l'assurance maladie de publier annuellement des données comparatives sur l'évaluation de la pertinence des actes et interventions réalisés par les établissements de santé par région) et n° 356 (rapport de l'Inspection générale des affaires sociales sur le coût des transferts de patients entre les établissements de santé de court séjour), ainsi que sur les amendements n° 199 de M. Dominique Leclerc (dérogation au système des objectifs quantifiés de l'offre de soins) et n° 433 de M. François Autain (obligation pour l'assurance maladie de publier annuellement des données comparatives sur l'évaluation de la pertinence des soins par région). - **Article 42 bis (Nouveau)** (art. 47 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 - Evolution des dépenses de médicaments remboursés sur l'enveloppe de soins de ville et prescrits à l'hôpital) (p. 9996, 9997) : ses amendements n° 79 et 80 ; adoptés ; et n° 78 ; retiré. - **Article 42 ter (Nouveau)** (Evaluation de la politique immobilière des établissements de santé) (p. 9998) : son amendement n° 81 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 42 quater** (p. 9999, 10002) : son amendement n° 82 : transparence des sous-objectifs de l'ONDAM ; adopté. (p. 10000, 10002) : position de la commission sur les amendements n° 543 de M. Alain Milon (rapport sur la réduction de l'enveloppe consacrée aux établissements de court séjour), n° 115 de la commission (encouragement de la coopération et de la mutualisation des moyens entre les hôpitaux militaires et les hôpitaux publics), n° 483 de M. Philippe Dominati (amélioration de l'information du Parlement sur le bilan et les perspectives du dispositif de la couverture maladie universelle) et n° 376 de Mme Anne-Marie Payet (rapport sur la réduction de l'enveloppe consacrée aux établissements de court séjour). - **Article 44 (priorité)** (art. L. 323-3-1 (nouveau) et L. 433-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1226-1-1 (nouveau) et L. 1226-7 du code du travail - Actions de formation professionnelle continue ou d'accompagnement vers le retour à l'emploi durant un arrêt maladie) (p. 10003, 10004) : position de la commission sur l'amendement n° 280 de Mme Annie David. Son amendement n° 85 ; adopté. - **Article 45 (priorité)** (Dotations pour 2011 des régimes obligatoires d'assurance maladie au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, à l'office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, à l'établissement de préparation et de réponses aux urgences sanitaires et aux agences régionales de santé) (p. 10005, 10010) : son amendement n° 86 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 585, 597 et 601 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 45 (priorité)** (p. 10010, 10011) : ses amendements portant sur le même objet n° 87, n° 88 et n° 89 : fixation de certaines enveloppes par la loi de financement de la sécurité sociale ; adoptés. (p. 10012, 10013) : position de la commission sur les amendements n° 336 de M. Jacky Le Menn (création d'une dotation de financement des charges de structures des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM), n° 436 de M. François Autain (création d'une dotation de financement des charges de structures des missions de service public hospitalier au sein de l'ONDAM) et n° 352 de M. Jean-Luc Fichet (rapport au Parlement sur les conditions de création d'un fonds de financement spécifique consacré à l'accompagnement des nouvelles formes d'organisation professionnelle). - **Article 45 bis (Nouveau) (priorité)** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Transmission au Parlement du bilan d'activité du Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins) (p. 10014) : son amendement n° 90 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 602 du Gouvernement. - **Article 45 ter (Nouveau) (priorité)** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 de financement de la sécurité sociale pour 2001, art. L. 1432-6 du code de la santé publique et

art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fongibilité des crédits des parts régionales du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés et du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - Utilisations diverses de ressources de l'assurance maladie) (p. 10015, 10016) : son amendement n° 91 ; adopté. (p. 10015, 10016) : position de la commission sur le sous-amendement n° 561 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 117 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 45 ter (priorité)** (p. 10016, 10017) : position de la commission sur l'amendement n° 598 du Gouvernement (paiement au ministère de l'intérieur de la quote-part de l'assurance maladie au titre d'ANTARES pour 2011). - **Article 47 (priorité)** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de ses sous-objectifs*) (p. 10019) : position de la commission sur les amendements n° 350 de M. Jacky Le Menn, n° 526 de M. Alain Milon et n° 378 de Mme Anne-Marie Payet.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10668) : favorable à l'amendement n° I-445 de la commission (financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 109 (2010-2011)]** - (25 novembre 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 10736, 10740) : recommande l'adoption de ce texte.

- Rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Article 41 bis** (*Prise en compte des différences de charges sociales et fiscales dans le cadre de la convergence tarifaire*)

(p. 10779, 10780) : position de la commission sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 43 bis** (*Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer et Plan d'aide à l'investissement*) (p. 10780) : position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement. - **Article 45 ter** (*Fongibilité des crédits des parts régionales du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés et du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins - Utilisations diverses de ressources de l'assurance maladie*) (p. 10580) : position de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement.

- Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : Avances aux collectivités territoriales

- (30 novembre 2010) - **Article 82** (*art. L. 2334-32 à L. 2334-39 du code général des collectivités territoriales - Fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural en une dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 11148, 11150) : favorable aux amendements n° II-16 et II-17 de la commission.

Travail et emploi

- (2 décembre 2010) - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 11383) : votera contre l'amendement n° II-343 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 11387, 11388) : intervient sur l'amendement n° II-187 de M. Jean-Paul Alduy. (p. 11391, 11394) : son amendement n° II-360 ; retiré. Soutient l'amendement n° II-341 de M. Paul Blanc ; retiré.

VENDASI (François)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 203 (2009-2010)] (14 janvier 2010) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la taxation de certaines transactions financières [n° 285 (2009-2010)] (11 février 2010) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 64 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 142 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître une présomption d'intérêt à agir des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat en matière de recours pour excès de pouvoir [n° 203 (2010-2011)] (23 décembre 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris ; puis secrétaire le 12 janvier 2010.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2010 (16 décembre 2010).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 585 (2009-2010)] de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2009 [n° 587 tome 2 (2009-2010)] (29 juin 2010) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)] - Budget annexe - Publications officielles et information administrative [n° 111 tome 3 annexe 33 (2010-2011)] (18 novembre 2010) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 282) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 430) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (principe de compétence générale des collectivités locales) ; rejeté. (p. 432) : intervient sur l'amendement n° 109 précité.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3 (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires)** (p. 687) : soutient l'amendement n° 154 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ;

rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 699) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (validation du rapport d'activité des EPCI par un vote du conseil municipal) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 797, 798) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 326 et 327. (p. 808) : soutient l'amendement n° 196 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Création des pôles métropolitains) (p. 829) : soutient l'amendement n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 840, 842) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 202 (extension de l'assiette de la contribution économique territoriale aux actifs financiers détenus par les entreprises assujetties) ; n° 201 (abaissement du seuil d'assujettissement à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) ; n° 203 (majoration de la DGF de 3,8 milliards d'euros) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Articles additionnels avant l'article 18** (p. 957) : soutient l'amendement n° 250 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité pour les communes de se retirer des établissements publics de coopération intercommunale) ; rejeté. (p. 957) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 251 et 252 (possibilité pour une commune de se retirer des établissements publics de coopération intercommunale) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 35** (Clarification des compétences des collectivités territoriales) (p. 1083, 1084) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Question préalable** (p. 1305, 1306) : soutient la motion n° 116 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er B (Nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique) (p. 1319) : soutient l'amendement n° 94 de M. Thierry Foucaud ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 4** (Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements) (p. 1387) : parole sur l'article. (p. 1390) : soutient l'amendement n° 99 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 1402) : soutient l'amendement n° 100 de M. Thierry Foucaud ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1680, 1682) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi. - **Article 1er A** (Principe de subsidiarité et spécificité de la régulation publique des jeux d'argent) (p. 1707, 1708) : son amendement n° 112 ; rejeté. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Définition des différents types de paris) (p. 1715) : son amendement n° 114 ; rejeté. - **Article 4 bis** (Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisés) (p. 1719, 1726) : ses amendements n° 116, 117 et 118 ; rejetés. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du pari hippique en ligne) (p. 1730) : son amendement n° 120 ; rejeté. - **Article 8** (Règles applicables à la prise de paris en ligne) (p. 1736, 1737) : son amendement n° 124 ; rejeté. - **Article 10** (Obligations d'information relatives à l'entreprise qui sollicite l'agrément) (p. 1740) : son amendement n° 126 ; rejeté. - **Article 21 quater (Texte non modifié par la commission)** (Interdiction du jeu à crédit) (p. 1753, 1754) : son amendement n° 129 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) - **Article 25** (Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1771) : son amendement n° 130 ; rejeté. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (Prévention des conflits d'intérêt et secret professionnel des membres et agents de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1773) : son amendement n° 131 ; rejeté. - **Article 28** (Fonctionnement interne de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1776) : ses amendements n° 146 et 148 ; rejetés ; et n° 147 ; retiré. - **Article 29** (Informations mises à la disposition de l'ARJEL) (p. 1777) : ses amendements n° 132 et 133 ; rejetés. - **Article 35** (Régime et procédure de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne) (p. 1780, 1782) : ses amendements n° 134, 135 et 136 ; rejetés ; et n° 137 ; adopté. - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1012 du code général des impôts - Droit fixe dû par les opérateurs de jeux et paris en ligne) (p. 1785) : parole sur l'article. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-18 à L. 137-24 nouveaux, L. 136-7-1, L. 139-1 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Nouveaux prélèvements sociaux créés au profit de la sécurité sociale) (p. 1799) : ses amendements n° 140, 141 et 142 ; rejetés. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport) (p. 1806) : son amendement n° 143 ; rejeté. - **Article 52** (art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives) (p. 1817) : ses amendements n° 144 et 145 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1827, 1828) : votera contre ce texte.

- **Débat sur les conséquences de la sécheresse de 2003** - (1er avril 2010) (p. 2283, 2284) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2352, 2354) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) - **Article 1er** (Le Grand Paris : un projet d'intérêt national) (p. 2404) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 2** (Le réseau de transport public du Grand Paris) (p. 2427, 2428) : soutient les amendements n° 13 et 14 de Mme Éliane Assassi ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) - **Article 3** (Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris) (p. 2580) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris) (p. 2604) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 7** (Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris ») (p. 2628) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Éliane Assassi ; devenu sans objet. (p. 2630, 2631) : intervient sur l'amendement n° 300 de la commission. - **Article 8** (Directoire et conseil de surveillance de la SGP) (p. 2640, 2641) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 9** (Ressources de l'établissement) (p. 2658) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. (p. 2659) : intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2661) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Éliane Assassi (accroissement des recettes issues de la taxe annuelle sur les bureaux en vue de développer les transports publics et le logement en région Ile-de-France) ; rejeté. (p. 2662) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 51 (plafonnement de la taxe spéciale d'équipement) ; et n° 52 (justice fiscale) ; rejetés. (p. 2663) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Éliane Assassi (augmentation du plafond de la taxe spéciale d'équipement) ; rejeté. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 1530 bis [nouveau] du code général des impôts - Taxe sur les plus-values immobilières liées à la

réalisation d'une infrastructure de transport collectif en Île-de-France) (p. 2665) : parole sur l'article. (p. 2666) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. (p. 2670) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 2683) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Éliane Assassi (accroissement du taux de versement transport dans les zones aéroportuaires) ; rejeté. (p. 2684, 2685) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Éliane Assassi (rapport gouvernemental sur l'élargissement de l'assiette du versement transport en Île-de-France) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 2736, 2738) : son amendement n° 185 : rapport gouvernemental relatif à l'impact des projets envisagés sur le réseau hydrographique de Saclay ; rejeté. - **Article 20 et annexe A** (*Création de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2740, 2748) : ses amendements n° 186, 187 et 188 ; rejetés. - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2753, 2761) : ses amendements n° 192 ; devenu sans objet ; n° 191, 194 et 195 ; rejetés ; et n° 193 ; adopté. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2766, 2774) : ses amendements n° 196, 203, 199, 200 et 201 ; rejetés ; et n° 198 ; devenu sans objet. - **Article 23** (*Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay*) (p. 2776, 2777) : son amendement n° 204 ; rejeté. - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 719-14 du code de l'éducation - Transfert des biens immobiliers de l'État à l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2780) : son amendement n° 205 ; rejeté. - **Article 28 et annexe A bis** (*art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay*) (p. 2782, 2785) : parole sur l'article. Ses amendements n° 206 ; rejeté ; et n° 207 ; adopté. - **Article 29 et annexe B** (*art. 1er -5 [nouveau] de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Plan local de transport*) (p. 2791) : son amendement n° 209 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 424 (2009-2010)]** - (6 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3228, 3229) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3238) : son amendement n° 1 : association des établissements de crédit au financement de l'action en direction de la Grèce ; rejeté. (p. 3239) : ses amendements n° 4 : réduction fiscale ISF pour investissement dans les PME en cas de pacte d'actionnaires ; et n° 5 : relèvement du taux de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejetés. (p. 3240) : son amendement n° 8 : taxation des bonus des traders ; rejeté. - **Article 1er** (*Création, au sein du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers », d'une section nouvelle : « Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro »*) (p. 3243) : son amendement n° 10 ; retiré. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3251) : son amendement n° 16 : rapport gouvernemental sur la création d'un service public européen de la dette ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)]** - (20 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3556, 3557) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris - Commission mixte paritaire [n° 491 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3916, 3917) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche [n° 437 (2009-2010)]** - (28 mai 2010) - **Article 12** (*art. L. 111-2-1 [nouveau], L. 112-1 et L. 112-1-14 [nouveau] du code rural, articles L. 111-1-2, L. 123-9, L. 124-2, L. 111-1-2 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - Plan régional de l'agriculture durable et préservation des terres agricoles*) (p. 4024) : soutient l'amendement n° 289 de M. Gérard Le Cam ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 4042, 4044) : soutient l'amendement, identique au n° 581 de M. Yvon Collin, de M. Gérard Le Cam n° 288 (extension du droit de préemption des SAFER aux terrains environnementaux) ; retiré. Son amendement n° 287 : extension du droit de préemption des SAFER sur les espaces boisés ; retiré. - **Article 15** (*art. L. 2, L. 4-1 [nouveau], L. 6, L. 4-1 [nouveau], L. 12, L. 221-9 et L. 224-6 du code forestier, article L. 124-4-1 [nouveau] du code*

rural - Mobilisation du bois et mise en œuvre de la politique forestière) (p. 4064) : soutient l'amendement n° 296 de M. Gérard Le Cam ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 511 (2009-2010)]** - (3 juin 2010) - **Question préalable** (p. 4423, 4425) : sa motion n° 8 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4427, 4428) : ses amendements n° 3 : imposition au taux de 95 % des bénéfices obtenus grâce à la détention ou à la commercialisation de produits financiers dérivés ; et n° 4 : plafonnement du total des réductions et crédits d'impôt sur le revenu ; rejetés.

- **Projet de loi relatif aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services [n° 508 (2009-2010)]** - (9 juin 2010) - **Question préalable** (p. 4570) favorable à la motion n° 126 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Article 1er A** (*art. L. 710-1 du code de commerce - Missions dévolues à l'ensemble des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie*) (p. 4582) : son amendement n° 95 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juin 2010) - **Article 4 bis** (*art. L. 711-10-2 à L. 711-10-8 du code de commerce - La chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île-de-France*) (p. 4622) : parole sur l'article. (p. 4625) : son amendement n° 105 ; devenu sans objet. (p. 4626, 4627) : son amendement n° 104 ; adopté. (p. 4629) : son amendement n° 106 ; adopté.

- **Questions cibles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5021, 5022) : sa question et sa réplique.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5377, 5378) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (1er juillet 2010) - **Article 5** (*art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole*) (p. 5626, 5627) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5645, 5649) : soutient les amendements n° 105, 104 et 110 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejetés. - **Article 5 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Evolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines*) (p. 5668) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Article 5 quater** (*Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles*) (p. 5669) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2010) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale*) (p. 5747) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5748) : favorable à l'amendement n° 397 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales - Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5762) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5783, 5784) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5788) : soutient l'amendement n° 158 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 5790) : favorable aux amendements n° 423 de M. Gérard Collomb, n° 421, 422, 425 et 426 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 514, 515 et 516 de M. Yvon Collin et n° 424 de Mme Bernadette Bourzai. Soutient l'amendement n° 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (6 juillet 2010) - **Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements - Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage) (p. 5928) : soutient l'amendement n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté. - **Chapitre 1er (précédemment réservé)** (Conseillers territoriaux) (p. 5944) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; irrecevable.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er B (Texte non modifié par la commission)** (précédemment réservé) (art. L. 210-1 du code électoral - Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales) (p. 6007) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 1er** (Rapport annexé sur les objectifs et les moyens de la sécurité intérieure) (p. 6354) : parole sur l'article. - **Article 8** (art. 706-54 du code de procédure pénale - Intégration au fichier national automatisé des empreintes génétiques des traces biologiques recueillies à l'occasion des recherches à fin d'identification de personnes décédées dont l'identité n'a pu être établie) (p. 6390) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Eliane Assassi ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de régulation bancaire et financière [n° 704 (2009-2010)]** - (30 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 7218, 7220) : le groupe CRC-SPG ne votera pas ce projet de loi. - **Article 1er** (art. L. 631-2, L. 631-2-1 [nouveau] et L. 631-2-2 [nouveau] du code monétaire et financier) (p. 7236) : son amendement n° 54 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er octobre 2010) - **Article 7 bis B (Nouveau)** (Transposition par ordonnance de la directive 2009/110/CE sur la monnaie électronique) (p. 7267) : son amendement n° 56 ; rejeté. - **Article 12 quater (Nouveau)** (Habilitation à transposer par ordonnance la directive 2007/36/CE sur les droits des actionnaires) (p. 7302) : son amendement n° 66 ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7308, 7309) : son amendement n° 67 ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7311) : son amendement n° 69 ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7313) : son amendement n° 71 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 7313) : son amendement n° 76 : limitation du nombre de mandats d'administrateur qu'une personne physique peut exercer dans les sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français ; rejeté. (p. 7315) : son amendement n° 74 : suppression des stock-options ; rejeté. (p. 7316) : son amendement n° 73 : plafonnement des rémunérations des dirigeants d'une société à vingt fois le montant annuel du salaire minimum applicable dans l'entreprise considérée ; rejeté. (p. 7318) : son amendement n° 75 : imposition au taux de 95 % des avantages du type "parachutes dorés" dès lors que leur montant excède le montant annuel du SMIC ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 18 bis A** (p. 7325) : son amendement n° 72 : pérennisation du dispositif de taxation des rémunérations variables des opérateurs de marché ; retiré. - **Article 18 bis** (art. L. 214-39 du code monétaire et financier et art. L. 3332-17 du code du travail) (p. 7326) : son amendement n° 77 ; rejeté. - **Article 22** (Habilitation à prendre par ordonnance des mesures de réforme des assurances relatives aux risques de transport terrestres et non terrestres) (p. 7331) : son amendement n° 78 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 7332) : ses amendements n° 80 : fixation du taux de la taxe sur les transactions sur devises ; et n° 79 : taxation des mouvements financiers dont le temps de rotation est rapide ; rejetés. (p. 7335) : son amendement n° 65 : amélioration de l'information des actionnaires par les sociétés cotées ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7352) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7456, 7457) : le groupe CRC-SPG votera en faveur de la motion n° 55 de M. Bernard Cazeau tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Article 1er A (Objectifs de l'assurance vieillesse)** (p. 7579, 7580) : son amendement n° 754 ; rejeté. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7600, 7601) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7641) : soutient l'amendement n° 670 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7643) : soutient l'amendement n° 681 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7645, 7646) : soutient l'amendement n° 718 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7647, 7648) : soutient les amendements n° 729 et 773 de M. Guy Fischer ; rejetés. (p. 7663, 7664) : votera contre cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7678, 7679) : parole sur l'article. (p. 7692) : favorable à l'amendement n° 4 de M. Guy Fischer. (p. 7699) : soutient l'amendement n° 855 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7702, 7703) : soutient l'amendement n° 703 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7707, 7708) : soutient l'amendement n° 716 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7873) : soutient l'amendement n° 874 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7877) : soutient l'amendement n° 866 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2010) - **Article 8** (Relèvement de l'âge d'ouverture du droit à pension pour les catégories actives) (p. 8055, 8056) : favorable à l'amendement n° 7 de M. Guy Fischer. (p. 8058, 8059) : soutient l'amendement n° 780 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8068) : favorable à l'amendement n° 899 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 9** (art. L. 14, L. 24 et L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Coordination pour le relèvement de l'âge d'ouverture des droits des fonctionnaires) (p. 8099) : soutient l'amendement n° 783 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 1237-5 du code du travail - Mise à la retraite d'office) (p. 8104) : soutient l'amendement n° 44 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 14** (Relèvement de deux années des limites d'âge des catégories actives de la fonction publique) (p. 8135) : soutient l'amendement n° 793 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 16** (art. 91 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 - Relèvement de deux années des limites d'âge des militaires et des durées de services des militaires sous contrat) (p. 8146) : soutient l'amendement n° 796 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 17** (art. 1-3 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 - Coordination du dispositif de maintien en activité au-delà de la limite d'âge) (p. 8149) : soutient l'amendement n° 22 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 20** (art. 2 de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957, art. 3 et 4 de la loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989, art. 24 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996, art. L. 952-10 du code de l'éducation, art. L. 416-1 du code des communes, art. 86 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, art. 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, art. 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 20 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, art. L. 422-7 du code des communes, art. 76 de la loi n° 2003-770 du 21 août 2003, art. 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, art. 37 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. L. 233-7 et L. 233-9 du code de justice administrative - Mesures de coordination relatives à certains statuts particuliers) (p. 8157) : parole sur l'article. (p. 8160) : soutient l'amendement n° 811 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 8163) : favorable à l'amendement n° 814 de M. Guy Fischer. (p. 8164) : soutient l'amendement n° 815 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 21 A** (Rapport au Parlement sur la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'Etat) (p. 8174) : soutient l'amendement

n° 921 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 25 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite - Retraite anticipée pour carrière longue dans la fonction publique) (p. 8183) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 ter** (art. L. 4612-2 du code du travail - Analyse de l'exposition aux facteurs de pénibilité) (p. 8288) : parole sur l'article. - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail) (p. 8302) : soutient l'amendement n° 991 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8310, 8314) : soutient l'amendement n° 999 de Mme Annie David ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 1018 de Mme Annie David. (p. 8324, 8325) : soutient l'amendement n° 1020 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8327, 8328) : soutient l'amendement n° 1014 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéficiaire du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel) (p. 8409, 8410) : parole sur l'article. - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail) (p. 8424) : soutient l'amendement n° 1068 de Mme Annie David ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8547, 8548) : soutient l'amendement n° 969 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8557) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 32 bis A de ce projet de loi. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8580, 8581) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 32 sexies** (art. L. 132-22 du code des assurances - Information sur le montant de la rente due au titre de contrats d'assurance liés à la cessation de l'activité professionnelle) (p. 8636) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Annie David ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8669) : votera contre les amendements portant sur le même objet n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vasselle (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8733, 8734) : soutient l'amendement n° 295 de M. Guy Fischer (suppression du dispositif du bouclier fiscal) ; rejeté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8872, 8873) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]** - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9013, 9014) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 [n° 79 (2010-2011)]** - (3 novembre 2010) - **Question préalable** (p. 9386, 9388) : sa motion n° 9 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9623, 9624) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10264, 10265) : son intervention.

Première partie :

- (19 novembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10294) : soutient l'amendement n° I-317 de M. Thierry Foucaud (réduction du plafond des crédits d'impôts) ; rejeté. (p. 10296) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° I-210 de M. Marc Massion (extension aux bailleurs sociaux du dispositif de crédits d'impôt prévu pour les travaux obligatoires de renforcement des habitations situées dans un périmètre de risques technologiques). - **Article 2 ter (Nouveau)** (art. 92 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Prorogation d'un an du régime transitoire accompagnant l'extinction de la demi-part accordée aux contribuables vivant seuls et ayant eu à leur charge un ou plusieurs enfants) (p. 10303) : soutient l'amendement n° I-351 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Article 3** (art. 117 quater, 125 A, 125 C, 150-0 D bis, 150-0 D ter, 187, 197, 200 A, 200 B et 1649-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6, 136-7 et 245-16 du code de la sécurité sociale, art. 29 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Contribution supplémentaire de 1 % sur les hauts revenus et les revenus du capital) (p. 10308) : soutient l'amendement n° I-319 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 10310, 10311) : ne votera pas les amendements n° I-2 de la commission et n° I-34 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 10312) : soutient l'amendement n° I-313 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 10321) : soutient l'amendement n° I-333 de M. Thierry Foucaud (majoration des cotisations d'impôt de solidarité sur la fortune) ; rejeté. (p. 10322) : soutient l'amendement n° I-334 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions réduisant l'assiette et le rendement de l'impôt sur le revenu) ; rejeté. (p. 10323) : soutient l'amendement n° I-336 de M. Thierry Foucaud (abrogation du dispositif de réduction de l'ISF lié à l'investissement dans les PME) ; rejeté. - **Article 4** (art. 200 septies du code général des impôts - Suppression du crédit d'impôt attaché aux revenus distribués de source française ou étrangère) (p. 10326) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10335) : soutient l'amendement n° I-324 de M. Thierry Foucaud (imposition des parachutes dorés au taux de 95 %) ; rejeté. (p. 10342) : soutient l'amendement n° I-321 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'imposition du montant net des plus-values à long terme) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2010) - **Article 9** (art. 39 quinquies GE [nouveau] du code général des impôts - Taxation des sommes placées sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance) (p. 10378) : soutient l'amendement n° I-326 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Article 15 (priorité)** (art. 199 ter B et 244 quater B du code général des impôts - Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche aux PME) (p. 10428) : parole sur l'article. - **Article 16 (priorité)** (art. 235 ter ZE [nouveau] du code général des impôts - Création d'une taxe de risque systémique sur les banques) (p. 10456) : soutient l'amendement n° I-337 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10483) : soutient l'amendement n° I-327 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une taxe sur les transactions financières) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10536) : soutient l'amendement n° I-330 de M. Thierry Foucaud ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2010) - **Article 22** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - Reconstitution du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI) (p. 10607) : soutient l'amendement n° I-343 de Mme Marie-France Beaufilet ; rejeté. - **Article 23** (art. 1586 B, 1384 B et 1586 B du code général des impôts et art. L. 3334-17, L. 4332-11, L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-

8-1 du code général des collectivités territoriales, art. 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), art. 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 78 de la loi du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 3 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, art. 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986), art. 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000), art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 137 et art. 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, art. 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997), art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Evolution des compensations d'exonérations (p. 10619) : soutient l'amendement n° I-344 de Mme Marie-France Beaufilets ; rejeté. - **Article 33** (art. 302 bis ZC du code général des impôts - Création du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et mesures de financement afférentes) (p. 10656) : soutient l'amendement n° I-348 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 10666) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° I-445 de la commission (financement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et de l'établissement public Société du Grand Paris). - **Article 44** (art. L. 311-16 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, art. 953 du code général des impôts, art. 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 6-8 [nouveau] de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Mesures relatives au financement des titres de séjour et des titres de voyage biométriques) (p. 10686) : soutient l'amendement n° I-350 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 10726, 10727) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

Deuxième partie :

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (2 décembre 2010) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 11414, 11415) : son intervention.

Articles non rattachés

- (5 décembre 2010) - **Article 56** (art. L. 31-10-1 à L. 31-10-15 du code de la construction et de l'habitation, art. 244 quater V, 199 ter S, 220 Z ter, 223 O, 1649 A bis, 244 quater J, 200 quaterdecies du code général des impôts, art. 93 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 - Aides à la primo-accession à la propriété de la résidence principale : création d'un prêt à taux zéro renforcé) (p. 11654) : soutient l'amendement n° II-512 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 11658) : soutient l'amendement n° II-511 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 56** (p. 11665) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° II-292 de la commission (suppression de la réduction d'impôt pour l'acquisition de résidences de tourisme dans certaines zones de revitalisation rurale). - **Article 57 ter (Nouveau)** (art. 80 undecies B [nouveau] et 197 du code général des impôts - Imposition des indemnités de retraite différées des élus locaux) (p. 11680, 11681) : parole sur l'article. - **Article 57 nonies** (art. 244 quater U du code général des impôts - Suppression de l'éligibilité à l'éco-prêt à taux zéro des travaux prévus dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques) (p. 11690) : soutient l'amendement n° II-505 de M. Thierry Foucaud ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 57 undecies** (p. 11691, 11692) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-514 (diminution de la réduction

d'impôt sur les emplois familiaux et les emplois à domicile) ; et n° II-524 (suppression des dispositions tendant à alléger la fiscalité sur les transmissions anticipées des patrimoines) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 66 sexies** (p. 11752) : soutient l'amendement n° II-44 de Mme Évelyne Didier (information des élus locaux sur l'impact de la fiscalité pesant sur la gestion des déchets) ; rejeté. - **Article 59 (précédemment réservé)** (art. 39, 39 quinquies D, 44 sexies, 44 octies A, 44 octies, 217 sexdecies, 239 sexies D, 722 bis, 1379, 1379-0 bis, 1383 B, 1383 C, 1384 B, 1394 B, 1411, 1414 A, 1447, 1459, 1460, 1464, 1464 C, 1466 A, 1466 F, 1467, 1467 A, 1473, 1476, 1478, 1519 quater A bis, 1519 A, 1519 D, 1519 E, 1519 G, 1519 H, 1519 I, 1520, 1586, 1586 ter, 1586 quater, 1586 quinquies, 1586 sexies, 1586 octies, 1586 nonies, 1600, 1609 nonies C, 1635 sexies, 1636 B sexies, 1636 B octies, 1638 bis, 1638 quater, 1639 A bis, 1640 B, 1640 C, 1641, 1647, 1647 B sexies, 1647 C septies, 1647 C quinquies B, 1647 D, 1648 A, 1649 A quater [nouveau], 1649 quater B quater, 1679 quinquies, 1679 septies, 1731, 1736, 1770 decies du code général des impôts, art. 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale, art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3413-1, L. 4331-2-1, L. 4414-2, L. 5215-32, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-9, L. 5334-11, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14 et L. 5334-16 du code général des collectivités territoriales, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 53 de la loi n° 2003-1311 du 20 décembre 2003 de finances pour 2004 et art. 2, 77 et 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Ajustements consécutifs à la réforme de la suppression de la taxe professionnelle) (p. 11777) : soutient l'amendement n° II-516 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. (p. 11817) : soutient l'amendement n° II-517 de M. Thierry Foucaud ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 60 (précédemment réservés)** (p. 11828) : soutient l'amendement n° II-521 de M. Thierry Foucaud (possibilité pour les OPCI de percevoir la taxe sur les logements vacants) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2010) - **Article 63 (précédemment réservé)** (Création d'un fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales) (p. 11870) : soutient l'amendement n° II-518 de M. Thierry Foucaud ; rejeté. - **Seconde délibération - Article 47 et état A (coordination)** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 11905, 11906) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les amendements n° B-1, B-2, B-3, B-4, B-5, B-6, B-7, B-8, B-9, B-10, B-11, B-12, B-13, B-14, B-15, B-16, B-17, B-18, B-19, B-20, B-21, B-22, B-23 et B-24 du Gouvernement.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 - Commission mixte paritaire [n° 171 (2010-2011)]** - (15 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12406, 12408) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 - Commission mixte paritaire [n° 170 (2010-2011)]**

Discussion générale :

- (15 décembre 2010) (p. 12459, 12460) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (16 décembre 2010) - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 12614) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 12620) : son amendement n° 209 : suppression des dispositions relatives aux droits de mutation à titre gratuit sur les successions ou les donations ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 315-4 du code de la construction et de l'habitation, art. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-29 du code monétaire et financier - Réforme du plan d'épargne-logement, PEL) (p. 12653) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article. - **Article 14 (Réforme des taxes locales d'urbanisme : taxe d'aménagement et versement pour sous-densité)** (p. 12675, 12678) : ses amendements n° 61 et n° 60 ; retirés. - **Article 15**

(art. 231 ter, 1609 G [nouveau] et 1635 ter A du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Mesures de financement du Grand Paris : instauration d'une taxe additionnelle à la taxe spéciale d'équipement affectée à la Société du Grand Paris et modernisation de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France) (p. 12688) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2010) - **Article 20** (art. 270, 275, 276, 278, 279, 282, 283 ter, 283 quater, 285 septies du code des douanes ; art. 153 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 [de finances pour 2009] ; art. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Modification des dispositions relatives à l'éco-taxe poids lourds) (p. 12747, 12749) : son amendement n° 62 ; rejeté. (p. 12749) : intervient sur l'amendement n° 62 précité. - **Article 20 bis (Nouveau)** (art. 265 et art. 265 bis A du code des douanes - Dispositif de défiscalisation en faveur des biocarburants) (p. 12750) : son amendement n° 63 ; adopté. - **Article**

additionnel avant l'article 31 (p. 12779) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement n° 27 de la commission (mesures facilitant les opérations de financement et de refinancement des actifs acquis par les SIIC, les OPIC et leurs filiales). - **Article 32 bis (nouveau)** (p. 12793) : son amendement n° 66 ; rejeté. - **Article 34** (Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté alimenté par un prélèvement en 2010 sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA) (p. 12797, 12798) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 12802) : ses amendements n° 74 et n° 70. - **Article 37 bis (Nouveau)** (art. L. 302 et L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un fonds d'accompagnement « vers et dans le logement ») (p. 12812, 12813) : son amendement n° 75 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12958, 12959) : son intervention.

VESTRI (René)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire à partir du 15 octobre 2010.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 14 octobre 2010.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accès à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'optométrie en France [n° 521 (2009-2010)] (2 juin 2010) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 327, 328) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1137, 1138) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Charles Revet sur le bilan de l'application de la loi portant réforme portuaire** - (11 mai 2010) (p. 3336, 3337) : son intervention.

- **Débat sur l'optimisation des moyens des collectivités territoriales** - (17 juin 2010) (p. 4887, 4888) : son intervention.

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le traitement des déchets** - (2 novembre 2010) (p. 9331, 9332) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (26 novembre 2010) (p. 18885, 10886) : son intervention.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers - Compte spécial : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres

- (26 novembre 2010) (p. 10921, 10922) : son intervention. - **Questions-réponses-répliques** (p. 10934) : sa question et sa réplique.

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public du Palais de la Découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 267 (2009-2010)] visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 325 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 350 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Famille - Justice - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'aménagement du permis à points [n° 378 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Transports.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 395 (2009-2010)] relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 416 (2009-2010)] (28 avril 2010) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 462 (2009-2010)] (18 mai 2010) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 414 (2009-2010)] relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 485 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accèsion à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 529 (2009-2010)] (8 juin 2010) - **Fonction publique.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des communes sur le territoire desquelles sont créés des périmètres de protection entourant des captages d'eau potable [n° 648 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement des recours en matière de permis de construire [n° 141 (2010-2011)] (30 novembre 2010) - **Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à l'institution d'une journée de l'Amérique latine et des Caraïbes en France [n° 159 (2010-2011)] (8 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Groupe de travail sur l'évolution de la législation applicable aux campagnes électorales [n° 186 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1299, 1301) : votera ce projet de loi de finances rectificative pour 2010.

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Article 4 bis** (art. L. 332-1 à L. 332-3, L. 332-5 et L. 332-6 du code de la recherche - *Changement de dénomination du Commissariat à l'énergie atomique*) (p. 1404, 1405) : défavorable à l'amendement n° 20 de la commission.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République [n° 326 (2009-2010)]** - (25 mars 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2110) : la commission des lois invite le Sénat à adopter cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3103, 3105) : son intervention. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Saisine du Conseil économique, social et environnemental par le Gouvernement et le Parlement*) (p. 3121) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Simon Sutour. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3121) : position de la commission sur les amendements analogues n° 49 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 21 de M. Simon Sutour (prise

en compte de l'avis du Conseil économique, social et environnemental dans l'étude d'impact jointe à ce texte). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3122) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de Mme Josiane Mathon-Poinat (rapport gouvernemental semestriel sur les suites données aux avis du CESE). - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Demandes d'études adressées aux sections) (p. 3123) : position de la commission sur l'amendement n° 22 de M. Simon Sutour. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Composition) (p. 3127, 3139) : position de la commission sur les amendements n° 43, 45, 44, 47, 46, 42, 41 et 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 23, 26, 29, 24, 25 et 30 de M. Simon Sutour, ainsi que sur les amendements n° 7 de M. Christian Cointat, n° 1 de M. Christophe-André Frassa, n° 4 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 27 de M. Richard Yung, n° 34 de M. Yann Gaillard, n° 10 de M. Philippe Leroy, n° 36 de Mme Isabelle Debré et n° 11 de M. Jean-René Lecerf. Son amendement n° 53 ; rejeté. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Désignation de personnalités par le Gouvernement) (p. 3140) : position de la commission sur les amendements n° 31 de M. Simon Sutour et n° 50 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9 bis** (art. 13 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - Création de délégations permanentes au sein du CESE) (p. 3141) : position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Simon Sutour et n° 37 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Changement de dénomination) (p. 3142) : son amendement n° 54 ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3848, 3849) : propose l'adoption du projet de loi organique dans les termes retenus par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique [n° 486 (2009-2010)]** - (31 mai 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4189, 4191) : son intervention. - **Question préalable** (p. 4206) : position de la commission sur la motion n° 54 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4209, 4211) : position de la commission sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 55 (abrogation de la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et au parcours professionnel dans la fonction publique) et n° 56 (précision des personnels auxquels le projet de loi s'applique), ainsi que sur l'amendement n° 92 de M. Guy Fischer (obligation de dialoguer avec les organisations syndicales lorsque le Gouvernement entend modifier un droit acquis aux personnels relevant de la fonction publique). - **Article 1er** (art. 8 et 8 bis [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Extension du champ de la négociation et validité des accords) (p. 4212, 4213) : position de la commission sur les amendements n° 24 et 23 de M. Jacques Mahéas. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4214) : position de la commission sur l'amendement n° 114 du Gouvernement (garanties d'avancement et de promotion pour les agents consacrant la totalité de leur service à l'exercice de leur mandat syndical). - **Article 4** (art. 9 ter de la loi du 13 juillet 1983 - Conseil commun de la fonction publique) (p. 4216, 4218) : position de la commission sur les amendements n° 25, 26 et 27 de M. Jacques Mahéas et n° 59 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4219, 4220) : position de la commission sur les amendements n° 28 et 29 de M. Jacques Mahéas et n° 60 et 61 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 8** (art. 15 de la loi du 11 janvier 1984 - Réforme des comités techniques paritaires) (p. 4221, 4222) : position de la commission sur les

amendements n° 62 et 63 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 30 de M. Jacques Mahéas. - **Article 8 bis** (art. 16 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Institution de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 4222) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12, 17, 19, 21, 43 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 42 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Coordinations techniques) (p. 4223) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4223, 4224) : position de la commission sur l'amendement n° 105 de M. Guy Fischer (mode de recrutement spécifique, pour les personnes handicapées, dans la fonction publique parlementaire). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4226) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Yvon Collin, n° 31 de M. Jacques Mahéas et n° 67 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 11** (art. 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Adoption de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4227) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Yvon Collin, n° 68 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 32 de M. Jacques Mahéas. - **Article 13** (art. 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités techniques) (p. 4228, 4229) : position de la commission sur les amendements n° 33 et 34 de M. Jacques Mahéas, n° 6 de M. Yvon Collin et n° 69, 70 et 71 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Compétences des comités techniques) (p. 4230) : position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Jacques Mahéas, n° 7 et 8 de M. Yvon Collin et n° 72 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Composition du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 4231) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14 ter** (art. 33-1 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 4232) : position de la commission sur les amendements n° 74 et 75 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 36 de M. Jacques Mahéas. - **Article 15** (section 4, sous section 2 du chapitre II, art. 7-1, 11, 12, 23, 32, 33, 35 bis, 49, 62, 97, 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Coordinations) (p. 4232, 4233) : position de la commission sur les amendements n° 9 de M. Yvon Collin, n° 37 de M. Jacques Mahéas et n° 76 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 4233) : son amendement n° 117 ; adopté. - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Election aux commissions administratives paritaires) (p. 4234) : position de la commission sur l'amendement n° 108 du Gouvernement. - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (section 3 du chapitre II et art. 25 et 26 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Comités consultatifs nationaux) (p. 4235) : position de la commission sur l'amendement n° 77 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 21 bis (Nouveau)** (art. L. 1432-11 du code de la santé publique - Comité d'agence et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des agences régionales de santé) (p. 4237) : position de la commission sur l'amendement n° 79 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Son amendement n° 118 ; adopté. - **Article 22** (Conditions transitoires de validité des accords) (p. 4238) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de M. Jacques Mahéas. - **Article 23** (Modalités transitoires de composition du Conseil commun de la fonction publique) (p. 4239) : position de la commission sur les amendements n° 82 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 109 du Gouvernement. - **Article 24** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat) (p. 4239, 4240) : position de la commission sur les amendements n° 80 et 83 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 110 du Gouvernement. - **Article 25** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 4240, 4241) : position de la commission sur les amendements n° 81 et 84 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 39 de M. Jacques Mahéas et n° 111 du Gouvernement. - **Article 26** (Modalités transitoires de composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière) (p. 4241, 4242) : position de la

commission sur les amendements n° 85 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 40 de M. Jacky Le Menn. - **Article 27** (*Entrée en vigueur des nouvelles règles de composition et de fonctionnement des organismes consultatifs*) (p. 4243, 4244) : position de la commission sur les amendements n° 41 de M. Jacques Mahéas et n° 112 du Gouvernement. - **Article 28** (*Renouvellement simultané des instances consultatives*) (p. 4244, 4246) : position de la commission sur les amendements n° 42, 44 et 43 de M. Jacques Mahéas, n° 10 de M. Yvon Collin et n° 113 du Gouvernement. - **Article 29** (**Texte non modifié par la commission**) (*Coordonnations rédactionnelles*) (p. 4247) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. Yvon Collin, n° 45 de M. Jacques Mahéas et n° 87 de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Suite de la discussion** (1er juin 2010) - **Article 30 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prise en compte de la performance individuelle et collective par la politique indemnitaire*) (p. 4304, 4305) : position de la commission sur les amendements n° 13 de M. Yvon Collin, n° 49 de M. Jacques Mahéas et n° 88 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 79 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 69 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Création d'un grade fonctionnel dans la catégorie A*) (p. 4307) : position de la commission sur les amendements n° 14 de M. Yvon Collin, n° 50 de M. Jacques Mahéas et n° 89 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Prise en compte du mérite individuel et collectif par la politique indemnitaire dans la fonction publique territoriale*) (p. 4308) : position de la commission sur les amendements n° 15 de M. Yvon Collin, n° 51 de M. Jacques Mahéas et n° 90 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 78-1 (nouveau) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Intéressement collectif dans la fonction publique hospitalière*) (p. 4309) : position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Yvon Collin, n° 52 de M. Jacques Mahéas et n° 91 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4309, 4310) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Laurent Bêteille (régularisation de la mise à disposition d'un fonctionnaire auprès des associations départementales de maires) et n° 115 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code général de la fonction publique). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4312) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de M. Jacques Mahéas.

- **Commission mixte paritaire** [n° 529 (2009-2010)] - (22 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5004, 5005) : recommande l'adoption de ce texte dans la rédaction de la CMP, modifié par

un amendement tendant à corriger une erreur matérielle. - **Article 11** (*Avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale*) (p. 5020) : son amendement n° 1 ; adopté. - **Article 34** (*Situation des fonctionnaires de la préfecture de police de Paris exerçant leurs fonctions dans le service technique interdépartemental des installations classées*) (p. 5020) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

- **Proposition de loi visant à réformer le champ des poursuites de la prise illégale d'intérêts des élus locaux** [n° 520 (2009-2010)] - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5163, 5164) : son intervention.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité** [n° 644 (2009-2010)] - (27 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6907, 6908) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 septembre 2010) - **Article 1er** (*art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité - Instauration de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique*) (p. 7008) : intervient sur l'amendement n° 65 de M. Roland Courteau. (p. 7017) : son amendement n° 245 ; adopté. (p. 7019) : intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Danglot.

- **Suite de la discussion** (29 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7067, 7068) : son amendement n° 243 : appel d'offres pour mettre en œuvre des capacités d'effacement additionnels de consommation d'électricité sur une durée de trois ans ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Première partie :

- (23 novembre 2010) - **Article 13** (*art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque*) (p. 10555) : intervient sur l'amendement n° I-60 de M. Jean-Paul Virapoullé.

- **Questions cribles thématiques - Avenir de la filière photovoltaïque** - (14 décembre 2010) (p. 12258) : sa question.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture** [n° 161 (2010-2011)] - (21 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12942) : son amendement n° 1 : création d'une commission spéciale transitoire ; retiré.

VILLIERS (André)
sénateur (Yonne)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 234 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 264 (2009-2010)] (4 février 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à promouvoir et organiser la collecte, la conservation et la recherche relative au cordon ombilical [n° 306 (2009-2010)] (19 février 2010) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 379 (2009-2010)] (2 avril 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)
sénateur (La Réunion)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création dans les départements d'outre-mer d'une majoration régionale spécifique de retraite [n° 348 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Outre-mer - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accession à la propriété [n° 496 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche** [n° 437 (2009-2010)] - (18 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3424, 3425) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 560 (2009-2010)] - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5458, 5459) : votera ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des retraites** [n° 734 (2009-2010)] - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7446, 7447) : votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7668, 7669) : votera cet article.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7804, 7805) : intervient sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2011** [n° 110 (2010-2011)]

Discussion générale :

- (18 novembre 2010) (p. 10265, 10267) : votera le projet de loi de finances pour 2011.

Première partie :

- (22 novembre 2010) - **Article 11** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit forfaitaire de TVA sur les offres composites de services de télévisions et de services électroniques) (p. 10479) : intervient sur l'amendement n° I-246 de M. Serge Larcher.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2010) - **Article 13** (art. 199 undecies B, 199 terdecies-0 A, 200 quater, 217 undecies et 885-0 V bis du code général des impôts - Aménagement des avantages fiscaux à l'investissement dans la production d'énergie photovoltaïque) (p. 10525, 10526) : parole sur l'article. (p. 10535) : ses amendements n° I-60 et n° I-82 ; rejetés. (p. 10548, 10549) : son amendement n° I-61 ; adopté. (p. 10554, 10557) : intervient sur son amendement n° I-60 ainsi que sur le n° I-484 de la commission.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (1er décembre 2010) (p. 11222, 11223) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 77** (p. 11235) : sur l'amendement n° II-206 de la commission (délivrance par les conseils généraux d'une licence aux débitants de tabac des DOM), son sous-amendement n° II-358 ; devenu sans objet. - **Article 77** (art. L. 2573-54-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Concours financiers de l'Etat au profit de la Polynésie française) (p. 11247) : votera l'amendement n° II-270 de M. Richard Tuheiava.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2010) (p. 11485, 11486) : son intervention.

Santé

- (4 décembre 2010) (p. 11564) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (5 décembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 11678, 11679) : défavorable à l'amendement n° II-293 de la commission (diminution de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer). - **Article 58** (art. 199 undecies B, 199 undecies D, 200 0-A, 1649-0 A du code général des impôts - Réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu) (p. 11700) : favorable à l'amendement n° II-299 de la

commission. (p. 11701, 11703) : ses amendements n° II-324 ; adopté ; et n° II-325 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 11704) : son amendement n° II-380 : comptabilité entre le régime de l'intégration fiscale et celui de l'abattement pour implantation dans les départements d'outre-mer ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 163 (2010-2011)]** - (17 décembre 2010) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 12753) : son amendement n° 121 : possibilité pour les sociétés membres d'un groupe fiscal de bénéficier de

l'abattement pour implantation dans les zones franches d'activité outre-mer ; adopté. - **Article 35** (*art. L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée - Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques*) (p. 12807) : favorable aux amendements n° 76 de Mme Lucette Michaux-Chevry et n° 106 de M. Serge Larcher.

VOGUET (Jean-François)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Mission commune d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation le 17 novembre 2010.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)v [n° 226 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [n° 269 (2009-2010)] (8 février 2010) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à encadrer la garde à vue [n° 286 (2009-2010)] (12 février 2010) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à supprimer le caractère automatique et obligatoire pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes de l'inscription aux ordres professionnels les concernant [n° 347 (2009-2010)] (9 mars 2010) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Travail**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal [n° 381 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la sauvegarde du service public de la télévision [n° 384 (2009-2010)] (6 avril 2010) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 465 (2009-2010)] (19 mai 2010) - **Justice**.

Proposition de résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël [n° 525 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 603 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à soixante ans [n° 606 (2009-2010)] (1er juillet 2010) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 612 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi fixant la destination du Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie et relative à la mémoire des victimes de l'OAS (Organisation armée secrète) [n° 618 (2009-2010)] (7 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la définition des situations de handicap, à l'accessibilité du cadre bâti, et aux ressources des personnes en situation de handicap [n° 677 (2009-2010)] (19 juillet 2010) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à améliorer l'accès aux pensions de réversion [n° 678 (2009-2010)] (20 juillet 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)] (5 octobre 2010) - **Entreprises - Fonction publique - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'euthanasie volontaire [n° 31 (2010-2011)] (13 octobre 2010) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1, relative à la directive services [n° 95 (2010-2011)] (8 novembre 2010) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 107 (2010-2011)] (16 novembre 2010) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 165 (2010-2011)] (13 décembre 2010) - **Culture - Famille**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux initiatives internationales pour la prévention des violences faites aux femmes de Colombie [n° 187 (2010-2011)] (17 décembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (20 janvier 2010) - **Question préalable** (p. 346, 347) : le groupe CRC-SPG votera la motion n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - Création de conseillers territoriaux) (p. 573, 577) : soutient l'amendement n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 582, 583) : le groupe CRC-SPG votera contre l'article 1er de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2010) - **Article 3** (art. L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) (p. 644) : parole sur l'article. (p. 657, 658) : sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb, soutient le sous-amendement n° 698 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 688) : soutient l'amendement n° 155 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 705, 706) : favorable à l'amendement n° 137 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création de conseils régionaux des exécutifs). - **Intitulé du titre II** (*Adaptation des structures à la diversité des territoires*) (p. 707, 708) : soutient l'amendement n° 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 718, 725) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. Défavorable à l'amendement n° 372 de M. Pierre Mauroy. (p. 740) : soutient l'amendement n° 175 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 février 2010) - **Article 12** (*chapitre IV nouveau du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement des départements*) (p. 906) : soutient l'amendement n° 224 de Mme Annie David ; devenu sans objet. (p. 907) : soutient l'amendement n° 225 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. (p. 908) : soutient l'amendement n° 227 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Article 13** (art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure de regroupement de régions) (p. 915) : soutient l'amendement n° 230 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet. - **Article 16** (art. L. 5210-1-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Schéma départemental de coopération intercommunale) (p. 931) : soutient l'amendement n° 241 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 932) : soutient l'amendement n° 242 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 936) : soutient l'amendement n° 243 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 954) : intervient sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 457 (possibilité pour deux communes séparées par un bois, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre) et n° 575 (possibilité pour deux communes séparées par un cours d'eau, de constituer entre elles un EPCI à fiscalité propre). - **Article 18** (art. L. 5210-1-2 nouveau du code général des collectivités territoriales - Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales) (p. 958) : soutient l'amendement n° 253 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. (p. 960) : soutient l'amendement n° 254 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2378, 2380) : sa motion n° 5 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2489) : le groupe CRC-SPG votera les amendements n° 179 et 180 de M. Philippe Dallier. (p. 2509) : intervient sur les

amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi, n° 75 de M. Philippe Dallier et n° 126 de M. Jean-Pierre Caffet.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 4** (*Procédure de déclaration d'utilité publique du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2606) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Éliane Assassi ; rejeté. - **Article 7** (*Création, missions et prérogatives de la « Société du Grand Paris »*) (p. 2613) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Éliane Assassi ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3862, 3863) : le groupe CRC-SPG votera contre cette proposition de loi si ses amendements ne sont pas adoptés. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3870, 3874) : ses amendements n° 1 et 3 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3879) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5452, 5453) : son intervention. - **Question préalable** (p. 5477, 5478) : intervient sur la motion n° 5 de M. Jean-Pierre Bel tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Organisation de la métropole) (p. 5641, 5642) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 101 et 102 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2010) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés*) (p. 5866, 5868) : soutient les amendements n° 176 et 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; devenus sans objet.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6291, 6293) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (7 octobre 2010) - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7607, 7608) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension) (p. 7673) : ne votera pas cet article. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote) (p. 7699, 7700) : soutient l'amendement n° 857 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet. (p. 7703, 7704) : soutient l'amendement n° 705 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7705) : soutient l'amendement n° 709 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7708) : soutient l'amendement n° 721 de M. Guy Fischer ; rejeté. (p. 7714) : soutient l'amendement n° 837 de M. Guy Fischer ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite) (p. 7867) : favorable à l'amendement n° 865 de M. Guy Fischer. - **Article 1er bis A (Nouveau)** (*Rendez-vous de 2018*) (p. 7892, 7893) : favorable à l'amendement n° 868 de M. Guy Fischer.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2010) - **Article 20 bis** (art. L. 4139-16 du code de la défense - Coordinations au sein du code de la défense) (p. 8169, 8170) : favorable à l'amendement n° 26 de M. Guy Fischer. - **Article 21** (art. L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Rapprochement des taux de cotisation) (p. 8177) : soutient l'amendement n° 28 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Fermeture du dispositif de départ anticipé des fonctionnaires

parents de trois enfants) (p. 8195) : soutient l'amendement n° 933 de M. Guy Fischer ; rejeté. - **Article 24 bis A** (*Rapport au Parlement sur les bonifications accordées aux fonctionnaires*) (p. 8201, 8202) : favorable à l'amendement n° 964 de M. Guy Fischer. - **Article 24 quinquies** (art. L. 4, L. 5, L. 12 et L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Durée de services effectifs pour bénéficier d'une pension de la fonction publique*) (p. 8207) : soutient l'amendement n° 942 de M. Guy Fischer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25 quater** (art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - *Organisation des services de santé au travail*) (p. 8306, 8307) : soutient l'amendement n° 993 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8319) : soutient l'amendement n° 1005 de Mme Annie David ; rejeté. (p. 8329) : soutient l'amendement n° 1016 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - *Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail*) (p. 8422, 8423) : soutient l'amendement n° 1067 de Mme Annie David ; rejeté. - **Article 27 ter A** (*Accords de branche sur la pénibilité*) (p. 8438, 8439) : soutient l'amendement n° 1078 de Mme Annie

David ; rejeté. (p. 8441, 8442) : soutient l'amendement n° 1082 de Mme Annie David ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 27 ter AC (précédemment réservés)** (p. 8810) : soutient l'amendement n° 1066 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur la création d'une allocation de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs exposés à la pénibilité) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8829) : soutient l'amendement n° 953 de Mme Isabelle Pasquet (rapport au Parlement sur la possibilité d'assimiler les périodes de recherche d'emploi à la durée d'assurance) ; rejeté par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8837) : soutient l'amendement n° 1095 de Mme Annie David (publicité du taux de salariés de 50 ans et plus licenciés pour inaptitude au travail) ; rejeté par vote unique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8874, 8875) : le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (1er décembre 2010) (p. 11267, 11268) : son intervention.

VOYNET (Dominique)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
SOC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la Commission spéciale sur le Grand Paris.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'action extérieure de l'Etat (6 juillet 2010).

Membre de la Mission commune d'information sur les conséquences de la tempête Xynthia du 30 mars 2010 au 9 juillet 2010.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (E 5295) [n° 452 (2009-2010)] (17 mai 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation d'armes de quatrième catégorie par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations, leur commercialisation ou leur distribution pour des polices municipales ou des particuliers [n° 87 (2010-2011)] (3 novembre 2010) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 145 (2010-2011)] (1er décembre 2010) - **Culture - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (deux propositions de loi) [n° 173 (2010-2011)] (14 décembre 2010) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Moyen-Orient** - (12 janvier 2010) (p. 63, 64) : son intervention.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 170 (2009-2010)]** - (19 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 292, 293) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (21 janvier 2010) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 448) : intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Michèle André (extension du mode de scrutin applicable aux communes de plus de 3.500 habitants à toutes les communes, quelle que soit leur taille).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2010) - **Article 1er** (art. L. 3121-1 et L. 4131-1 du code général des collectivités territoriales - *Création de conseillers territoriaux*) (p. 496) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 593) : favorable à l'amendement n° 355 de M. Jean-Claude Peyronnet (équilibre du nombre de représentants entre départements les moins peuplés et départements les plus peuplés). (p. 596) : intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Claude Peyronnet (écart de population entre les cantons au sein d'un même département). (p. 604, 606) : favorable à l'amendement n° 354 de M. Jean-Claude Peyronnet (respect de la parité dans la composition des conseils régionaux). Son amendement n° 592 : modalités d'élection des conseillers régionaux ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5211-6 à L. 5211-8 du code général des collectivités territoriales - *Élection au suffrage universel direct des délégués*

des communes dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 609) : parole sur l'article. (p. 618, 619) : intervient sur l'amendement n° 512 de M. Michel Charasse.

- **Suite de la discussion** (2 février 2010) - **Article 5** (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Organisation de la métropole*) (p. 813) : s'abstiendra sur cet article. - **Article 6 bis (Nouveau)** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Seuil démographique de création d'une communauté urbaine*) (p. 820, 824) : son amendement n° 588 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6 bis (suite)** (p. 826) : intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Jacqueline Gourault (abaissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération de 50 000 habitants à 30 000 habitants dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département). - **Article 7** (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Création des pôles métropolitains*) (p. 840) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 février 2010) - **Article 35** (*Clarification des compétences des collectivités territoriales*) (p. 1084) : parole sur l'article. (p. 1092, 1093) : son amendement n° 591 ; rejeté. (p. 1097) : soutient l'amendement n° 443 de M. Jean-Claude Peyronnet ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1110) : votera contre ce projet de loi.

- **Débat sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire et la sécurité de la France** - (23 mars 2010) (p. 1975, 1977) : son intervention.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris [n° 367 (2009-2010)]** - (6 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2362, 2364) : son intervention. - **Article 1er** (*Le Grand Paris : un projet d'intérêt national*) (p. 2389, 2390) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2010) (p. 2402, 2407) : ses amendements n° 237, 238, 239 et 242 ; rejetés ; n° 244 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2414, 2415) : son amendement n° 245 : conformité du projet du Grand Paris aux principes fondamentaux proclamés par la Charte de l'environnement ; rejeté. - **Article 2** (*Le réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2420, 2426) : ses amendements n° 249 et 248 ; rejetés. (p. 2433, 2442) : ses amendements n° 251 et 252 ; rejetés. (p. 2438) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2440) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Laurent Béteille. - **Article 3** (*Association du public et des élus locaux à l'élaboration du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris*) (p. 2460 ; 2467) : son amendement n° 254 ; rejeté. (p. 2464) : intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Dallier.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2010) (p. 2577, 2581) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de Mme Éliane Assassi et n° 75 de M. Philippe Dallier, ainsi que sur l'amendement n° 30 de Mme Éliane Assassi.

- **Suite de la discussion** (9 avril 2010) - **Article 8** (*Directoire et conseil de surveillance de la SGP*) (p. 2639) : intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Éliane Assassi. (p. 2641, 2642) : son amendement n° 253 ; rejeté. (p. 2642) : son amendement n° 255 ; rejeté. (p. 2645) : son amendement n° 259 ; rejeté. (p. 2647) : intervient sur son amendement n° 255. (p. 2649) : intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2651) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 2656) : intervient sur l'amendement n° 141 de Mme Nicole Bricq (prise en compte dans le projet de loi de finances pour 2011 des dépenses relatives à la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris). - **Article 9** (*Ressources de l'établissement*) (p. 2657, 2658) : parole sur l'article. - **Article 9 ter** (art. 1599 quater A bis [nouveau] du code général des impôts - *Application de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER, au matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs en région d'Île-de-France*) (p. 2677, 2678) : intervient sur les amendements n° 55 de Mme Éliane Assassi et n° 143 de Mme Nicole Bricq. (p. 2680) : intervient sur

l'amendement n° 144 de Mme Nicole Bricq. (p. 2681) : intervient sur l'amendement n° 297 du Gouvernement. - **Article 17** (art. 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - *Gestion des nouvelles lignes et des nouveaux réseaux du Grand Paris*) (p. 2694, 2695) : son amendement n° 267 ; rejeté. - **Article 18** (*Contrats de développement territorial*) (p. 2700) : son amendement n° 270 ; devenu sans objet. (p. 2702) : intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Caffet. (p. 2703) : ses amendements n° 272 ; rejeté ; et n° 274 ; retiré. (p. 2706) : son amendement n° 276 ; rejeté. (p. 2707) : intervient sur l'amendement n° 65 de Mme Éliane Assasi.

- **Suite de la discussion** (26 avril 2010) - **Article 20 et annexe A** (*Création de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2741, 2745) : ses amendements n° 281 et 282 ; rejetés. - **Article 21** (*Missions de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2751, 2759) : ses amendements n° 283 et 284 ; rejetés ; n° 286 ; adopté. - **Article 22** (*Conseil d'administration de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2768, 2773) : intervient sur son amendement n° 287, soutenu par M. Jean Desessard. Son amendement n° 285 ; rejeté. - **Article 23** (*Direction générale de l'Établissement de Paris-Saclay*) (p. 2777, 2778) : intervient sur les amendements de M. Jean-Pierre Caffet n° 171 et 172. - **Article 23 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Missions du président-directeur général de l'Établissement public de Paris-Saclay*) (p. 2778) : son amendement n° 289 ; rejeté. - **Article 28 et annexe A bis** (art. L. 141-5 à L. 141-9 nouveaux et L. 123-12 du code de l'urbanisme - *Création d'une zone de protection naturelle, agricole et forestière sur le plateau de Saclay*) (p. 2783, 2788) : ses amendements n° 273, 277 et 278 ; rejetés ; et n° 275 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2800, 2801) : son intervention.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 567 (2009-2010)]** - (28 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5272, 5273) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre ce texte. - **Article 73 bis** (*Suspension de l'emploi du bisphénol A dans les biberons*) (p. 5372) : intervient sur l'amendement n° 2 de M. Louis Nègre.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 560 (2009-2010)]** - (29 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5454, 5455) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2010) (p. 5519, 5520) : soutient l'amendement n° 292 de M. Jean-Pierre Sueur (accroissement de la part de la péréquation au sein de l'ensemble des dotations de l'État versées aux collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2010) - **Article 1er AA (Nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Définition du*

territoire) (p. 5994) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bruno Sido. - **Articles additionnels après l'article 1er B (précédemment réservés)** (p. 6014, 6015) : intervient sur l'amendement n° 263 de M. Éric Doligé, similaire à l'amendement n° 246 de M. Rémy Pointereau (extension de l'accès aux conseils généraux et régionaux des suppléants de conseillers territoriaux de sexe opposé à toutes les hypothèses de démission des titulaires).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (9 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6516) : les sénatrices et sénateurs Verts ne voteront pas l'amendement n° 389 du Gouvernement (possibilité, pour la cour d'assises, par décision spéciale, de prononcer une période de sûreté sur toute la durée de la peine pour le meurtre ou l'assassinat de toute personne dépositaire de l'autorité publique, à l'occasion de l'exercice ou en raison de ses fonctions), ainsi que le sous-amendement n° 421 de M. Jean-Jacques Hyest s'y rapportant. (p. 6523) : les sénatrices et sénateurs Verts voteront contre l'amendement n° 388 du Gouvernement (possibilité, pour le procureur de la République, de saisir directement le tribunal pour enfants) et le sous-amendement n° 422 de M. Gérard Longuet s'y rapportant.

- **Débat sur les mécanismes de péréquation et de répartition des ressources des collectivités locales** - (27 septembre 2010) (p. 6878, 6879) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2010) (p. 8016, 8017).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (14 octobre 2010) - **Article 4** (art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8020) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9670, 9671) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Défense

- (26 novembre 2010) (p. 10866, 10867) : son intervention.

- **Débat d'orientation sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN** - (9 décembre 2010) (p. 12095, 12097) : son intervention.

WAUQUIEZ (Laurent)
*ministre auprès de la ministre d'Etat,
 ministre des affaires étrangères et
 européennes, chargé des affaires
 européennes
 (à partir du 14 novembre 2010)
 secrétaire d'Etat chargé de l'emploi
 (jusqu'au 13 novembre 2010)*

INTERVENTIONS

- **Débat d'initiative sénatoriale - Pénibilité, emploi des seniors, âge de la retraite : quelle réforme en 2010 ?** - (12 janvier 2010) (p. 16, 18) : son intervention.

- **Questions-réponses-répliques** - (12 janvier 2010) (p. 19, 20) : ses réponses aux orateurs.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2246, 2248) : son intervention.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12109, 12111) : son intervention. (p. 12120, 12122) : réponse aux orateurs. (p. 12123, 12125) : réponses aux orateurs dans le cadre du débat interactif et spontané.

WOERTH (Éric)
*ministre du budget, des comptes publics,
 de la fonction publique et de la réforme
 de l'État
 (jusqu'au 22 mars 2010)
 ministre du travail, de la solidarité et de
 la fonction publique
 (du 23 mars 2010 au 13 novembre 2010)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 446 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Entreprises - Société - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2010 [n° 276 (2009-2010)]** - (15 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1272, 1304) : son intervention. Réponse aux orateurs. Demande la réserve sur l'article 1er. - **Question préalable** (p. 1306, 1307) : avis du Gouvernement sur la motion n° 116 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 1309, 1313) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 102 (suppression du bouclier fiscal), n° 104 (suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidentés du travail), de Mme Nicole Bricq n° 76 (suppression du bouclier fiscal), n° 78 (exclusion des impositions portant sur les revenus des stock-options, des parachutes dorés et des retraites dites "chapeau" du calcul du droit à restitution au titre du bouclier fiscal), n° 83 (suppression de la fiscalisation des indemnités journalières des accidents du travail), n° 48 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité de louer à un descendant ou à un ascendant dans le cadre de l'investissement locatif intermédiaire) et n° 41 de M. Michel Thiollière (exonération totale des plus-values immobilières pour les actionnaires particuliers de sociétés cédant leurs droits sociaux dans le cadre de l'article 34 de la loi du 26 juillet 2005). - **Article 1er A (Nouveau)** (art. 220 terdecies du code général des impôts - *Abaissement du seuil d'éligibilité des coûts de développement au crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo*) (p. 1314) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1315, 1317) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° 103 (suppression de la défiscalisation

des heures supplémentaires), n° 105 (hausse de la taxation des éléments de rémunération les plus exorbitants du droit commun), n° 106 (abaissement du plafond des niches fiscales à 20 000 euros) et n° 77 de Mme Nicole Bricq (abaissement à 15 000 euros du plafond des niches fiscales). - **Article additionnel avant l'article 1er B** (p. 1318) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 107 de M. Thierry Foucaud. - **Article 1er B (Nouveau)** (art. 885-0 V bis A du code général des impôts - *Extension de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune, ISF, au titre des dons aux sommes versées à certaines associations reconnues d'utilité publique*) (p. 1319) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 2 de la commission et n° 94 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 1er B** (p. 1320) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de M. Yvon Collin (création d'une nouvelle taxation des transactions sur devises et affectation de son produit au Fonds de réserve pour les retraites). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1321, 1327) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 82 (abrogation de la disposition supprimant progressivement la demi-part fiscale attribuée aux personnes vivant seules ou ayant élevé seules leurs enfants), n° 80 (suppression du dispositif de crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunt d'acquisition de l'habitation principale), n° 72 (instauration, pour la seule année 2010, d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés pesant sur les établissements de crédit), n° 75 (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), n° 81 (modification du dispositif d'exonération des plus-values sur titres de participation) et n° 84 de M. Serge Lagache (modification du mode de calcul du crédit d'impôt recherche en faveur des PME).

- **Suite de la discussion** (16 février 2010) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1377, 1379) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de la commission (rectification), n° 66 de M. Philippe Dominati (précision) et n° 38 de M. François Patriat (possibilité pour les régions de disposer du pouvoir de modulation sur le supercarburant 95-E10). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1379, 1386) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de M. François Patriat (prorogation de la période d'expérimentation des schémas régionaux de développement économique), n° 40 de Mme Christiane Demontès (relèvement du crédit d'impôt relatif aux travaux préconisés dans le cadre d'un plan de prévention des risques technologiques), de la commission de la culture saisie pour avis n° 33 (exclusion des radios associatives de type A du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 36 (exclusion des radios associatives, locales, régionales et thématiques du champ des redevables de la taxe sur les stations radioélectriques) et n° 35 (exonération de la taxe forfaitaire sur les entreprises de réseaux pour les stations radioélectriques destinées à résorber des zones blanches). - **Article 4** (*Modalités d'attribution et de gestion des fonds consacrés au financement des investissements d'avenir et information du Parlement sur ces investissements*) (p. 1389) :

avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 13, 15 et 16 de la commission, n° 28 et 29 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 46 et 45 de la commission de l'économie saisie pour avis, n° 56 et 57 de M. Philippe Adnot, n° 99 et 100 de M. Thierry Foucaud, n° 63 de M. Michel Charasse et sur les sous-amendements de M. Michel Charasse n° 62 portant sur l'amendement n° 6 précité, n° 64 portant sur l'amendement n° 16 précité et n° 65 portant sur l'amendement n° 19 précité. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1403, 1404) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 88 de Mme Michèle André (extension du bénéfice du taux réduit de TVA aux établissements accueillant des mineurs handicapés). - **Article 4 bis** (art. L. 332-1 à L. 332-3, L. 332-5 et L. 332-6 du code de la recherche - *Changement de dénomination du Commissariat à l'énergie atomique*) (p. 1404) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de la commission. - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 1406) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Paul Alduy (précision relative au calcul de la compensation de la taxe professionnelle 2010). - **Article 5 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 1411) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 89 de Mme Nicole Bricq. - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 1419, 1429) : ses amendements n° 119, 120 et 121 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 21 de la commission, n° 69 de Mme Nathalie Goulet, n° 30 de la commission de la culture saisie pour avis. (p. 1430, 1433) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de Mme Nathalie Goulet et n° 112 de M. André Ferrand. - **Article 8** (art. L. 725-24, L. 741-5, L. 741-16, L. 741-16-1 [nouveau], L. 751-10 et L. 751-18 du code rural - *Exonération des cotisations patronales dues pour l'emploi des travailleurs occasionnels agricoles*) (p. 1437, 1438) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 de M. Thierry Foucaud et n° 43 de M. Gérard César. Son amendement n° 124 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1438, 1442) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission de la culture saisie pour avis n° 31 (éligibilité de toutes les formes de rémunérations d'auteurs pour le calcul du crédit d'impôt) et n° 32 (élargissement à toutes les chaînes de la disposition relative au renforcement du mécénat en faveur des sociétés nationales de programme), ainsi que sur l'amendement n° 91 de M. Jean Arthuis (prise en compte dans l'assiette du crédit d'impôt recherche des avances d'OSEO aux entreprises). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1443, 1453) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Philippe Adnot (prorogation des dispositifs liés au grand emprunt), sur les amendements de la commission n° 23 (clarifications relatives au crédit d'impôt "développement durable"), n° 24 (simplification de la TVA immobilière), n° 25 (option pour la taxation de la TVA des entreprises réalisant des opérations bancaires ou financières) et n° 26 (simplification du régime des entrepôts fiscaux), ainsi que sur les amendements identiques n° 27 de la commission et n° 110 de M. Jack Ralite (instauration d'une taxe sur la publicité en ligne). (p. 1457, 1458) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 61 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des compensations versées par l'État aux collectivités territoriales) et n° 87 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement sur les résultats de la loi de modernisation de l'économie du 23 juillet 2008).

- **Projet de loi relatif à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne [n° 210 (2009-2010)]** - (23 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1673, 1692) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 1702, 1703) : avis du Gouvernement sur la motion n° 163 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1705) : avis du Gouvernement sur la motion n° 32 de M. François Marc tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er A** (*Principe de subsidiarité et spécificité de la régulation publique des jeux d'argent*) (p. 1707) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 et 50 de M. François Marc, n° 164 de la commission et n° 112 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 1708) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour

avis n° 1 (précision). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1709, 1710) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de M. François Marc (réalisation par le Gouvernement d'une étude d'impact du présent projet de loi). - **Article 1er** (*Missions générales de l'Etat, champ de l'ouverture à la concurrence et création d'un Comité consultatif des jeux*) (p. 1711, 1714) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 et 51 de M. François Marc, n° 40 de Mme Anne-Marie Payet, n° 2 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 113 de M. Bernard Vera. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition des différents types de paris*) (p. 1716) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 et 53 de M. François Marc et n° 114 de M. Bernard Vera. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Prévisibilité du montant de la perte de jeu*) (p. 1717, 1719) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de M. François Marc, n° 114 de M. Bernard Vera et n° 9 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 4 bis** (*Encadrement de la publicité en faveur d'un opérateur de jeux d'argent et de hasard légalement autorisé*) (p. 1724, 1728) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116, 117 et 118 de M. Bernard Vera, n° 55, 104, 103, 101, 102, 106 et 105 de M. François Marc, n° 3 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 56 de M. David Assouline et n° 41 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 4 ter A** (*Rapport sur les conséquences du développement de la publicité dans le secteur des jeux en ligne*) (p. 1728, 1729) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 57 de M. François Marc. - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition des notions de pari et de jeu en ligne, d'opérateur de jeux et de paris en ligne, de joueur et de parieur en ligne, et de compte de joueur en ligne*) (p. 1730) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 de M. Bernard Vera. - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du pari hippique en ligne*) (p. 1731, 1732) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 120 de M. Bernard Vera, n° 58 de M. François Marc et n° 11 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des paris sportifs en ligne*) (p. 1732, 1736) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121, 122 et 123 de M. Bernard Vera, n° 59, 61 et 60 de M. François Marc et n° 12 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 8** (*Règles applicables à la prise de paris en ligne*) (p. 1737) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 de M. Bernard Vera et n° 13 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation des jeux de cercle en ligne*) (p. 1738) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. François Marc et n° 125 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 1739) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. François Marc (impossibilité, pour les entreprises de média privé, de solliciter un agrément d'opérateur de jeux ou de paris en ligne). - **Article 10** (*Obligations d'information relatives à l'entreprise qui sollicite l'agrément*) (p. 1740) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 126 de M. Bernard Vera. - **Article 11** (*Obligations d'information relatives à l'offre de jeux et de paris*) (p. 1741) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de M. François Marc. - **Article 12** (*Obligations d'information sur les modalités d'accès et d'inscription au site Internet et les moyens d'identification des joueurs*) (p. 1742, 1746) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, n° 111, 91 et 92 de M. Nicolas About, n° 33, 34 et 110 de M. Alain Gournac, n° 95 de M. François Marc, n° 161 de Mme Anne-Marie Escoffier et n° 165 de la commission. - **Article 13** (*Obligation d'information relative aux opérations financières*) (p. 1746) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de M. François Marc. - **Article 16** (*Délivrance des agréments par l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1748, 1749) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67, 66 et 68 de M. François Marc et n° 107 de M. Jean Arthuis. - **Article 17** (*Certification indépendante du respect des dispositions légales et du cahier des charges*) (p. 1750) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 127 de M. Bernard Vera et n° 166 de la commission. - **Intitulé du chapitre V bis** (*La lutte contre l'addiction au jeu*) (p. 1751) : son amendement n° 182 ; adopté. - **Article 20** (*Obligations imposées aux opérateurs de jeux en*

matière de protection des populations vulnérables et de prévention de l'addiction) (p. 1751, 1752) : son amendement n° 183 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 167 de la commission et n° 97 de M. François Marc. - **Article 21** (*Transmission à l'ARJEL de rapports sur le jeu responsable, la lutte contre la fraude et le blanchiment, et les actions publicitaires et commerciales des opérateurs*) (p. 1752) : son amendement n° 184 ; adopté. - **Article 21 ter** (*Numéro d'appel téléphonique pour les joueurs excessifs et pathologiques*) (p. 1753) : son amendement n° 185 ; adopté. - **Article 21 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Interdiction du jeu à crédit*) (p. 1753, 1754) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Vera. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Prévention des conflits d'intérêts*) (p. 1755, 1757) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69, 70, 71 et 72 de M. François Marc. - **Article 25** (*Missions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1759) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 179 de la commission.

- **Suite de la discussion** (24 février 2010) (p. 1767, 1771) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 73 et 74 de M. François Marc, n° 42 de Mme Anne-Marie Payet, n° 130 de M. Bernard Vera et n° 168 de la commission. (p. 1768) : son amendement n° 186 ; adopté. - **Article 26** (*Composition de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1772) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 et 17 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (*Prévention des conflits d'intérêt et secret professionnel des membres et agents de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1773, 1774) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 131 de M. Bernard Vera, n° 18 et 19 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 169 de la commission. - **Article 28** (*Fonctionnement interne de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1774, 1776) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20, 21 et 22 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 146, 147 et 148 de M. Bernard Vera et n° 170 de la commission. (p. 1775) : son amendement n° 188 ; adopté. - **Article 29** (*Informations mises à la disposition de l'ARJEL*) (p. 1778) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 132 et 133 de M. Bernard Vera, n° 43 de Mme Anne-Marie Payet, n° 23 de la commission de la culture saisie pour avis et n° 171 de la commission. - **Article 32 (Supprimé)** (*Pouvoir de conciliation de l'ARJEL en vue de régler un litige opposant un joueur à un opérateur*) (p. 1779) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de M. François Marc. - **Article 35** (*Régime et procédure de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1782, 1783) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134, 135, 136 et 137 de M. Bernard Vera. - **Article 36** (*Respect des droits de la défense et encadrement de la procédure de sanction de l'Autorité de régulation des jeux en ligne*) (p. 1784) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 180 de la commission. - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1012 du code général des impôts - Droit fixe dû par les opérateurs de jeux et paris en ligne*) (p. 1786, 1787) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Vera. - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 302 bis ZG à 302 bis ZN nouveaux du code général des impôts - Nouveau régime fiscal des paris sportifs ou hippiques et des jeux de cercle*) (p. 1792, 1797) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 151 de M. Yvon Collin, n° 24 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 76, 77, 78 et 79 de M. François Marc, n° 139 de M. Bernard Vera et n° 172 de la commission. - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 137-18 à L. 137-24 nouveaux, L. 136-7-1, L. 139-1 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Nouveaux prélèvements sociaux créés au profit de la sécurité sociale*) (p. 1799, 1801) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 140, 141 et 142 de M. Bernard Vera, n° 80 de M. François Marc, n° 6 et 7 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 173 et 174 de la commission. (p. 1801) : son amendement n° 181 ; adopté. - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1609 novovicies à 1609 duotricies nouveaux du code général des impôts, art. 53 de la loi de finances pour 2006 [n° 2005-1719 du 30 décembre 2005] et art. L. 411-1 et L. 411-2 du code du sport - Aménagement du*

prélèvement au profit du Centre national pour le développement du sport) (p. 1803, 1809) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 143 de M. Bernard Vera, n° 99 et 100 de M. Claude Lise, n° 81, 82 et 83 de M. François Marc, n° 25 de M. Jean-Jacques Lozach, n° 44 et 45 de Mme Anne-Marie Payet et n° 175 de la commission. - **Article 43 bis (Nouveau)** (*art. 1609 tertricies du code général des impôts - Redevance sur les paris hippiques en ligne*) (p. 1810) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 176 de la commission et n° 162 de M. Ambroise Dupont. - **Article 47** (*art. 3 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ; art. 4 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de régler l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux ; art. 1er, 3 et 4 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard - Sanctions pénales encourues par les opérateurs non agréés*) (p. 1812) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de la commission. - **Article 50** (*Conditions du blocage de l'accès à un site illégal de paris ou de jeux d'argent et de hasard*) (p. 1814, 1815) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Jean Arthuis et n° 26, 27 et 28 de la commission de la culture saisie pour avis. - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 563-2 du code monétaire et financier - Blocage du versement des gains et de l'alimentation des comptes joueurs sur les sites illégaux*) (p. 1816) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 178 de la commission. - **Article 52** (*art. L. 333-1-1 à L. 333-1-3 nouveaux du code du sport - Encadrement de l'utilisation commerciale des éléments caractéristiques des manifestations ou compétitions sportives*) (p. 1817, 1820) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Albéric de Montgolfier, n° 29 et 30 de la commission de la culture saisie pour avis, n° 144 et 145 de M. Bernard Vera et n° 85 et 86 de M. François Marc. - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Conventions pluriannuelles entre l'Etat et les opérateurs historiques*) (p. 1822) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 98 de M. François Marc. - **Article 55** (*art. 2 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 et art. 42 de la loi de finances pour 1985 précitée - Adaptation de l'offre de la Française des Jeux et possibilité pour les casinos d'acquérir des machines à sous d'occasion*) (p. 1823) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 87 de M. François Marc. - **Article 57** (*Régime transitoire pour la Française des jeux et le PMU*) (p. 1824, 1825) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 36 de M. Albéric de Montgolfier et n° 88 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Article 58** (*Remise au Parlement de rapports d'évaluation*) (p. 1826) : son amendement n° 187 ; adopté.

- **Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement [n° 413 (2009-2010)]** - (4 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3066, 3077) : son intervention. Réponse aux orateurs. - **Article unique et article additionnel après l'article unique (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1233-4 et art. L. 1233-4-1 (nouveau) du code du travail - Garanties salariales dans le cadre des procédures de reclassement*) (p. 3079) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Alain Gournac. (p. 3080) : son intervention.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 4481, 4483) : son intervention. (p. 4502, 4503) : réponse aux orateurs. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2122-5 du code du travail - Représentativité syndicale au niveau de la branche*) (p. 4504, 4505) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 et 16 de M. Philippe Dominati. - **Article 4** (*art. L. 2122-10-1 à L. 2122-10-11 nouveaux du code du travail - Organisation d'un scrutin pour mesurer l'audience des syndicats dans les entreprises de moins de onze salariés*) (p. 4507, 4511) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et 18 de M. Philippe Dominati, n° 12 de M. Yvon Collin, n° 25, 26, 27, 28 et 29 de Mme Annie David et n° 2 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 6** (*art. L. 2234-4 nouveau du code du travail - Commissions paritaires pour les très petites entreprises*) (p. 4513, 4521) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5, 8, 9 et 10 de M. Michel Houel, n° 13 de M. Yvon Collin, n° 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36 de Mme Annie David et n° 1, 3 et

4 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4522) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de Mme Annie David (obligation pour le Gouvernement d'engager des négociations avec les partenaires sociaux en vue d'aboutir à un accord national interprofessionnel sur la représentativité patronale). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport d'évaluation*) (p. 4523, 4524) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de M. Philippe Dominati et n° 38 de Mme Annie David. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Report de la date des élections prud'homales*) (p. 4525, 4526) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de M. Philippe Dominati et n° 39 et 40 de Mme Annie David.

- **Débat sur les retraites** - (16 juin 2010) (p. 4818, 4823) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 - Commission mixte paritaire [n° 740 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7380, 7381) : son intervention. - **Article 7** (*Rapport sur la mise en place des commissions paritaires pour les TPE et sur la négociation interprofessionnelle sur la représentation du personnel*) (p. 7391) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (5 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7393, 7399) : son intervention. (p. 7448, 7452) : réponse aux orateurs. - **Organisation de la discussion** (p. 7454) : favorable à la demande de réserve de la commission sur l'examen de tous les amendements portant articles additionnels jusqu'à l'article 33. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7456) : avis du Gouvernement sur la motion n° 55 de M. Bernard Cazeau tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7465) : avis du Gouvernement sur la motion n° 316 de M. Yvon Collin tendant au renvoi à la commission.

- **Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, portant réforme des retraites [n° 4 (2010-2011)]** - (6 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7485, 7487) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (6 octobre 2010) - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7524) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 819, 756, 1170, 746, 760 et 757 de M. Guy Fischer, n° 56, 59, 60 et 61 de Mme Christiane Demontès, n° 317 de M. Yvon Collin, n° 745 de M. Bernard Vera, n° 552 et 551 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 598 de M. Nicolas About.

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 7535, 7537 ; 7549, 7551) : son intervention. - **Demande de priorité** (p. 7564) : favorable à la demande de priorité de la commission portant sur les articles 5 et 6. - **Article 1er A** (*Objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 7580, 7586) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 754 de M. Bernard Vera, n° 823 de Mme Annie David et n° 820, 821, 822, 823 et 846 de M. Guy Fischer. - **Article 5 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7606, 7607) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (8 octobre 2010) - **Article 5 (priorité)** (*art. L. 161-17-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal d'ouverture du droit à une pension*) (p. 7620, 7634) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Guy Fischer, n° 110 de Mme Christiane Demontès et n° 254 de M. Jean Desessard. (p. 7651, 7652) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 669, 670, 674, 676, 677, 678, 681, 683, 688, 689, 690, 691, 718, 720, 726, 728, 729, 731, 773, 834, 835, 839, 840, 842, 843, 844, 845, 847, 849, 850 et 918 de M. Guy Fischer et n° 333 de M. Yvon Collin. (p. 7665) : réponse à M. Pierre Mauroy. (p. 7676, 7678) : réponse aux

orateurs ayant pris la parole sur cet article. - **Article 6 (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7687, 7688) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 7690, 7691) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Guy Fischer, n° 119 de Mme Christiane Demontès et n° 255 de M. Jean Desessard. (p. 7693) : réponse à M. Jean Desessard. (p. 7696, 7697) : réponse à Mme Nicole Bricq. (p. 7720) : son amendement n° 1181 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1183 de M. Nicolas About. (p. 7722) : son amendement n° 1182 ; adopté. (p. 7728) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 246 et 248 de M. Gilbert Barbier, n° 17, 35, 36, 37, 38, 695, 699, 700, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 713, 714, 715, 716, 719, 721, 722, 724, 725, 730, 774, 775, 837, 838, 852, 855, 856, 857 et 891 de M. Guy Fischer, n° 285 et 287 de M. Jacky Le Menn, n° 575, 592, 563, 566 et 569 de M. Nicolas About, n° 549 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 120 et 121 de Mme Christiane Demontès, n° 307 de Mme Claudine Lepage, n° 766 de Mme Gélita Hoarau, n° 243 de Mme Jacqueline Panis, n° 122 de Mme Michèle André et n° 818 de Mme Odette Terrade. Avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 1184, 1185, 1186, 1187, 1188 et 1190 de M. Guy Fischer, n° 1200 de Mme Jacqueline Panis, n° 1197, 1198 et 1199 de Mme Michèle André portant sur l'amendement n° 1182 précité, ainsi que sur les sous-amendements n° 1189 de M. Guy Fischer, n° 1195 et 1196 de M. Jacky Le Menn et n° 1183 de M. Nicolas About portant sur l'amendement n° 1181 précité. (p. 7730) : réponse à M. Alain Millon sur l'amendement n° 1181 du Gouvernement précité.

- **Suite de la discussion** (11 octobre 2010) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (priorité)** (*art. L. 351-1 et L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge d'annulation de la décote*) (p. 7749, 7750) : intervient sur le sous-amendement n° 1200 de Mme Jacqueline Panis portant sur son amendement n° 1182. (p. 7755, 7756) : intervient sur les sous-amendements n° 1184 de M. Guy Fischer et n° 1197 de Mme Michèle André portant sur son amendement n° 1182. (p. 7760) : intervient sur le sous-amendement n° 1185 de M. Guy Fischer portant sur son amendement n° 1182. (p. 7764, 7765) : intervient sur le sous-amendement n° 1199 de Mme Michèle André portant sur son amendement n° 1182. (p. 7771, 7773) : intervient sur son amendement n° 1182. (p. 7789) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 1201 de M. Gilbert Barbier portant sur l'amendement n° 38 de M. Guy Fischer. (p. 7812, 7814) : intervient sur l'article.

- **Suite de la discussion** (12 octobre 2010) - **Article 1er** (*art. L. 114-4-2 et L. 114-4-3 nouveaux du code de la sécurité sociale - Création d'un comité de pilotage des régimes de retraite*) (p. 7866, 7885) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 761, 862, 864, 865, 869, 870, 872, 873, 874, 875 et 876 de M. Guy Fischer, n° 597 de M. Nicolas About, n° 323 de M. Yvon Collin et n° 1160 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. (p. 7877, 7883) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 866 et 943 de M. Guy Fischer et n° 321, 322 et 324 de M. Yvon Collin.

- **Suite de la discussion** (13 octobre 2010) - **Article 1er bis (Supprimé)** (*Rapport sur les redéploiements financiers entre régimes*) (p. 7918) : réponse aux orateurs. (p. 7921, 7922) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 826, 827, 828, 925 et 926 de M. Guy Fischer. (p. 7925) : réponse à M. Claude Domeizel. - **Article 1er ter (Nouveau)** (*Rénovation des mécanismes de compensation*) (p. 7928, 7930) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 77 de Mme Christiane Demontès, n° 1223 de la commission et n° 768 de M. Guy Fischer. - **Article 2** (*art. L. 161-23-1 du code de la sécurité sociale - Indexation des pensions*) (p. 7932) : réponse aux orateurs. - **Article 3** (*art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Amélioration du droit à l'information des assurés*) (p. 7955, 7957) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 762 de M. Guy Fischer, n° 975 et 978 de Mme Annie David, n° 545 de Mme Isabelle Debré, n° 1191 et 1192 de la commission et n° 1161 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. - **Article 3 quinquies** (*Mensualisation des pensions*) (p. 7962) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de

Mme Christiane Demontès. - **Article 3 sexies** (*Redressements de cotisations ou de contributions sociales*) (p. 7964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 854, 858 et 885 de M. Guy Fischer et n° 1222 de la commission. - **Article 3 octies (Nouveau)** (*Rapport sur les polypensionnés*) (p. 7965, 7968) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 879 de M. Guy Fischer. (p. 7968) : réponse à M. Daniel Raoul. - **Article 4** (*art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 7973) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer.

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2010) (p. 7985, 7986).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (14 octobre 2010) - **Article 4** (*art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 816 de Mme Odette Terrade et n° 664, 665, 666, 667, 668, 671, 672, 675, 679, 680, 682, 684, 685, 686, 687, 692, 693, 694, 696, 697, 698, 701, 712, 717, 769, 770, 771, 772, 832, 833, 841, 853, 887, 1172 et 1177 de M. Guy Fischer. (p. 8011, 8013) : réponse aux orateurs.

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2010) (p. 8017).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (14 octobre 2010) - **Article 4** (*art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Modalité d'allongement de la durée d'assurance jusqu'en 2020*) (p. 8020, 8021) : réponse aux orateurs. (p. 8034, 8035) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article.

- **Rappel au règlement** - (15 octobre 2010) (p. 8090).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (15 octobre 2010) - **Article 9 bis** (*Remboursement de rachats de trimestres rendus inutiles par la réforme*) (p. 8103) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 141 de Mme Christiane Demontès et n° 302 de Mme Claudine Lepage. - **Article 10** (*art. L. 1237-5 du code du travail - Mise à la retraite d'office*) (p. 8104, 8105) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44 et 980 de Mme Annie David et n° 911 de M. Guy Fischer. - **Article 15** (*art. L. 5421-4 du code du travail - Ages limites de versement des indemnités perçues par les travailleurs privés d'emploi*) (p. 8139, 8140) : réponse aux orateurs. (p. 8141) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 149 de Mme Christiane Demontès et n° 256 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2010) - **Article 25** (*art. L. 4624-2 et L. 4121-3-1 nouveaux du code du travail - Dossier médical en santé au travail - Document d'information sur l'exposition du travailleur aux risques professionnels*) (p. 8254, 8256) : répond aux orateurs sur l'article. (p. 8358, 8264) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 358 et 359 de M. Yvon Collin, n° 981, 982, 983 et 987 de Mme Annie David et n° 400 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8275, 8277) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 402, 403, 404, 405, 406 et 407 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 984, 985, 988, 989 et 986 de Mme Annie David, n° 363, 361 et 362 de M. Yvon Collin, n° 604, 606 et 607 de M. Philippe Dominati, n° 1237 de la commission, n° 535 de Mme Catherine Procaccia et n° 523 de M. Gérard Dériot. (p. 8277) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 990 de Mme Annie David. - **Article 25 bis** (*art. L. 4121-1 du code du travail - Obligation de l'employeur en matière de pénibilité au travail*) (p. 8286) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 608 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 quater** (*art. L. 4622-1-1, L. 4622-1-2, L. 4622-7-1, L. 4622-7-2, L. 4624-2 et L. 4644-1 nouveaux du code du travail - Organisation des services de santé au travail*) (p. 8297, 8300) : répond aux orateurs sur l'article. (p. 8301, 8309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 991, 992, 993, 994 et 995 de Mme Annie David, n° 411 et 412 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 263 de M. Jean Desessard. (p. 8310, 8318) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 998, 999, 1017, 1000, 1001, 1018, 1002 et 1003 de Mme Annie David, n° 413, 414, 415, 416 et 417 de M. Jean-Pierre Godefroy et

n° 1214 de la commission. (p. 8319, 8326) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1004, 1005, 1010, 1019, 1011, 1020 et 1012 de Mme Annie David, n° 418, 419 et 420 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 1238 et 1215 de la commission. (p. 8327, 8329) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1021, 1013, 1014, 1015 et 1016 de Mme Annie David, n° 421 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 611 de M. Philippe Dominati. - **Article 25 sexies** (*art. L. 4622-7-3 nouveau du code du travail - Gouvernance des services de santé au travail inter-entreprises*) (p. 8333, 8335) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 612 et 633 de M. Philippe Dominati, n° 574 et 591 de M. Nicolas About et n° 1022 de Mme Annie David. - **Article 25 septies** (*art. L. 4622-7-4 nouveau du code du travail - Elaboration d'un projet de service pluriannuel*) (p. 8337) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 octies** (*art. L. 4622-9 nouveau du code du travail - Dérogations par voie d'accord de branche aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8338) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1023 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (18 octobre 2010) - **Article 25 duodecies** (*intitulé du chapitre V du titre II du livre VI de la quatrième partie du code du travail et article L. 4625-1 nouveau - Dérogations réglementaires aux règles du suivi médical au travail*) (p. 8378, 8383) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045 et 1046 de Mme Annie David et n° 430 et 432 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 25 terdecies (Nouveau)** (*art. L. 717-2 et L. 717-3-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Service de santé au travail en agriculture*) (p. 8385, 8386) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 433 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 1216 de la commission et n° 517 de M. Rémy Pointereau. - **Article 27 bis** (*art. L. 3153-1 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps pour une cessation progressive d'activité*) (p. 8387) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1047 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AA (Nouveau)** (*art. L. 138-29, L. 138-30 et L. 138-31 nouveaux du code du travail - Incitation des entreprises à conclure un accord sur la prévention de la pénibilité sous peine de versement d'une pénalité*) (p. 8391, 8400) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 449, 450, 451 et 452 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 637 et 639 de M. Philippe Dominati et n° 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054 et 1055 de Mme Annie David. (p. 8400) : réponse à M. Gérard Longuet. - **Article 27 ter AB (Nouveau)** (*Comité scientifique*) (p. 8402, 8405) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 510 de M. Bruno Gilles, n° 877 de M. Guy Fischer, n° 585 de M. Nicolas About, n° 1207 de la commission et n° 878 et 1056 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AC (Nouveau)** (*art. L. 351-1-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Abaissement de la condition d'âge pour le départ à la retraite et bénéfice du taux plein au profit des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie ou d'un accident professionnel*) (p. 8413, 8414) : réponse aux orateurs. (p. 8415, 8419) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 365 de M. Yvon Collin, n° 1057, 1058, 1059, 1060 et 1061 de Mme Annie David et n° 434 et 435 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 27 ter AD (Nouveau)** (*art. L. 241-3 et L. 242-5 du code de la sécurité sociale - Modalités de financement de la mesure d'abaissement de l'âge requis pour la liquidation de la pension de retraite des assurés justifiant d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail*) (p. 8423, 8424) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 441 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 367 de M. Yvon Collin, n° 486 de Mme Catherine Procaccia et n° 1067 et 1068 de Mme Annie David. - **Article 27 ter AF (Nouveau)** (*art. L. 732-18-3 nouveau du code rural et de la pêche maritime, art. L. 731-3 et L. 752-17 du même code - Extension du dispositif pénibilité aux non salariés agricoles*) (p. 8427) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 443 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 8428, 8429) : son amendement n° 1236 ; adopté. - **Article 27 ter AG (Nouveau)** (*art. L. 741-9, L. 742-3, L. 751-12 et L. 751-13-1 nouveau du code rural et de la pêche maritime - Extension du dispositif pénibilité aux salariés agricoles*) (p. 8430) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 444 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 27 ter A** (*Accords de branche sur la pénibilité*) (p. 8434, 8442) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 445, 446, 447 et

448 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 584 de M. Nicolas About, n° 618, 619 et 622 de M. Philippe Dominati, n° 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081 et 1082 de Mme Annie David et n° 488 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 27 sexies A (Nouveau) (réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8443, 8444) : demande de réserve sur cet article. - **Article 27 octies (Nouveau)** (Rapport au Parlement sur l'application des dispositions sur la pénibilité) (p. 8444, 8445) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1083 de Mme Annie David et n° 1167 de M. Philippe Dominati. - **Article 28** (p. 8448, 8449) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 267 de M. Jean Desessard et n° 41 de M. Guy Fischer. - **Article 28 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour la retraite des exploitants agricoles) (p. 8452) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 et 43 de M. Guy Fischer. - **Article 29 bis (Prorogation de l'assurance veuvage)** (p. 8457) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1210 de la commission et n° 651 de M. Alain Fouché. - **Article 29 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement relatif à la validation des périodes de stage pour la détermination du droit à pension) (p. 8459, 8460) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 945, 947 et 948 de Mme Isabelle Pasquet et n° 1178 de Mme Odette Terrade. - **Article 29 sexies (Nouveau)** (art. L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale - Elargissement de la possibilité de bénéficier d'une retraite anticipée aux travailleurs reconnus handicapés) (p. 8461) : son amendement n° 1234 ; adopté. - **Article 31** (art. L. 2242-5-1 nouveau, art. L. 2323-47, art. L. 2323-47-1 nouveau, art. L. 2323-57, art. L. 2323-59-1 nouveau, art. L. 2241-9 et art. L. 2242-7 du code du travail - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 8466, 8467) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 581 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 1085 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (19 octobre 2010) (p. 8492, 8502) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 372 et 373 de M. Yvon Collin, n° 371, 374, 375, 377, 378 et 379 de Mme Françoise Laborde, n° 457 et 458 de Mme Christiane Demontès, n° 1086, 1088, 1090, 1087 et 1089 de Mme Odette Terrade, n° 315 de Mme Isabelle Debré, n° 582 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 459 de Mme Maryvonne Blondin. Son amendement n° 1209 ; devenu sans objet. (p. 8504, 8511) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 460 de Mme Christiane Demontès, n° 1091, 1092 et 1093 de Mme Odette Terrade et n° 376 de Mme Françoise Laborde. (p. 8522, 8529) : réponse aux orateurs. - **Article 31 bis** (art. L. 2242-5 du code du travail - Négociation sur la possibilité de surcotiser en cas de temps partiel) (p. 8530) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 461 de Mme Maryvonne Blondin. - **Article 32** (art. L. 5133-11 nouveau du code du travail - Aide à l'embauche des seniors) (p. 8538, 8548) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 465, 466, 467 et 468 de M. Ronan Kerdraon, n° 1096, 1097 et 969 de Mme Annie David, n° 276 de M. Jean Desessard, n° 380 de M. Yvon Collin et n° 967 de M. Guy Fischer. - **Article 32 bis A (Nouveau)** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Pérennisation du dispositif de la retraite progressive) (p. 8553, 8556) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105 et 1106 de Mme Annie David et n° 1203 de la commission. - **Article 32 bis C (Nouveau)** (Définition de l'épargne retraite) (p. 8565, 8569) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 278 de M. Jean Desessard, n° 1107 de Mme Annie David et n° 469 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 bis** (art. L. 3334-8 du code du travail - Alimentation des Perco par des journées de repos non utilisées) (p. 8571, 8574) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 641 de Mme Isabelle Debré, n° 181 de la commission des finances saisie pour avis, n° 46, 1109, 1110, 1111 et 1112 de Mme Annie David, n° 279 de M. Jean Desessard, n° 385 de M. Yvon Collin et n° 470 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 ter A** (art. L. 3153-3 du code du travail - Augmentation du nombre de jours exonérés de cotisations sociales et utilisés à partir d'un compte épargne-temps pour abonder un dispositif d'épargne

retraite) (p. 8578) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 47 de Mme Annie David et n° 471 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 ter B** (art. L. 3334-11 du code du travail - Diminution des risques de fluctuation de l'épargne déposée sur un Perco) (p. 8579, 8580) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de Mme Annie David, n° 472 de Mme Christiane Demontès et n° 1211 de la commission. - **Article 32 ter** (art. L. 3323-2, L. 3323-3, L. 3324-10 et L. 3324-12 du code du travail - Alimentation des Perco par la participation) (p. 8582, 8586) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de Mme Annie David, n° 280 de M. Jean Desessard et n° 473 de Mme Christiane Demontès. - **Article 32 quater** (art. L. 3334-5 du code du travail - Négociation de branche pour la mise en place de certains dispositifs d'épargne retraite) (p. 8589) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de Mme Annie David, n° 281 de M. Jean Desessard, n° 386 de M. Yvon Collin, n° 474 de Mme Christiane Demontès.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2010) - **Article 27 sexies A (précédemment réservé)** (art. 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Personnes éligibles à l'allocation de cessation anticipée d'activité au titre de leur exposition à l'amiante) (p. 8610) : son amendement n° 1244 ; retiré. (p. 8611) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 454 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 522 de M. Gérard Dériot. - **Rappel au règlement** (p. 8618, 8619). (p. 8620). (p. 8642). - **Article 32 octies** (art. L. 163 quater du code général des impôts - Elargissement à tous les contrats dits « article 83 » de la possibilité de déduire du revenu imposable les cotisations versées par le salarié) (p. 8643) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de Mme Annie David. - **Article 33** (Entrée en vigueur) (p. 8645, 8657) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1156, 1157 et 1158 de Mme Annie David, n° 1213 de la commission et n° 241 et 478 de Mme Christiane Demontès. (p. 8656) : réponse aux orateurs. - **Articles additionnels après l'article 3 octies (précédemment réservés)** (p. 8662) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 83 de M. André Lardeux, n° 1220 de la commission, n° 558 de M. Nicolas About et n° 652 de M. Alain Vassel (ouverture d'une réflexion nationale sur une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse) ainsi que sur les amendements n° 69 de Mme Christiane Demontès (rapport envisageant une réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse), n° 327 de M. Yvon Collin (rapport gouvernemental sur la possibilité de faire évoluer le système de retraite actuel vers un régime à points) et n° 557 de M. Jean Arthuis (réforme systémique de la prise en charge collective du risque vieillesse tendant vers l'institution de comptes individuels de cotisation). (p. 8673, 8674) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2010) - **Division additionnelle avant le chapitre Ier (précédemment réservé)** (p. 8700) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 732 de M. Bernard Vera (insertion d'un chapitre relatif aux mesures d'amélioration des recettes destinées au financement des retraites). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier (précédemment réservés)** (p. 8702, 8708) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 739 (majoration du taux de la CSG sur les revenus du capital), n° 733 (majoration du taux d'imposition des plus-values au prélèvement libératoire), n° 734 (remise d'un rapport gouvernemental sur une nouvelle politique du crédit, notamment en direction des PME), n° 735 (relèvement du niveau du prélèvement libératoire grevant les PEA), n° 736 (majoration de la fiscalité sur les stock-options) ainsi que sur les amendements n° 390 de M. François Fortassin (contribution des revenus patrimoniaux au financement des retraites) et n° 272 de M. Jean Desessard (doublement du taux de la CSG sur les revenus du patrimoine). - **Demande d'un vote unique** (p. 8719, 8724) : demande que la Haute assemblée s'exprime par un vote unique sur les amendements restant en discussion en retenant les amendements du Gouvernement n° 233 et n° 235 (rapport au Parlement sur la suppression des clauses conditionnant l'affiliation des aidants familiaux à titre gratuit à l'assurance vieillesse du régime général), de la commission n° 1206

(régime des pensions pour inaptitude au travail), n° 1208 (évaluation des conséquences de l'exposition aux facteurs de pénibilité sur l'espérance de vie) et n° 1219 (alignement du régime de la Préfon sur celui du PERP), n° 95 de M. Claude Domeizel (règlement conventionnel des relations entre les régimes de retraite et les centres de gestion), du groupe socialiste n° 143 (reconnaissance du caractère obligatoire des cotisations au régime de retraite obligatoire des agents territoriaux), n° 156 (rectification d'une erreur de renvoi) et n° 1228, du groupe de l'UC, n° 485 (harmonisation des règles de rémunération de l'activité professionnelle lors du passage à la retraite entre les secteurs privé et public), n° 588 (possibilité pour un travailleur indépendant de cumuler un éventuel dispositif d'épargne retraite avec des revenus professionnels) et n° 589 (report à 62 ans de la limite d'âge des associés des groupements agricoles d'exploitations en commun pour la détermination du régime d'imposition), du groupe RDSE, n° 384 (financement du tutorat par la formation professionnelle), n° 1162 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (simplification administrative par les affiliés à la Caisse des Français de l'étranger), n° 82 de M. André Lardeux, n° 533 de M. Paul Blanc, de M. Alain Vasselle, n° 655 et n° 663, de M. Gérard Dériot, n° 524, n° 526, n° 650 et n° 628 de M. Philippe Dominati (modification de la nature juridique de la solde de réserve des généraux admis en seconde section), n° 480 de Mme Catherine Procaccia et de Mme Isabelle Debré n° 489 (mesure favorisant le financement par les entreprises de l'acquisition de droits à la retraite complémentaire pour les salariés prenant des congés familiaux), n° 490 (identification de la part de la prestation compensatoire correspondant aux droits à la retraite) et n° 1166 (étalement de l'obligation de provisionnement des organismes assureurs versant des prestations complémentaires d'incapacité de travail et d'invalidité). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er (précédemment réservés)** (p. 8724, 8732) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 738 (affectation des recettes fiscales encaissées au titre de l'article 200 A du CGI au fonds de réserve pour les retraites), n° 742 (mise en place d'un taux unique d'imposition des plus-values en cas de cession d'actifs matériels ou immatériels des entreprises), n° 743 (financement solidaire du système de retraite par répartition), n° 744 (relèvement des taux des prélèvements libératoires portant sur les revenus à taux fixes perçus par les particuliers), n° 755 (limitation du nombre de contrats de travail à durée déterminée dans une même entreprise) ainsi que sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 169 (utilisation des plus-values sur les cessions de filiales) et n° 168 (fiscalisation des plus-values sur les cessions de filiales outre-mer). - **Articles additionnels avant l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8735, 8737) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 62 (suppression du dispositif du bouclier fiscal), n° 165 (suppression de l'abattement supplémentaire sur la plus-value brute réalisée lors de la cession d'un cheval de course ou de sport), n° 171 (réintégration dans l'assiette de la CSG de la totalité des plus-values immobilières de long terme, sans prise en compte de l'abattement de 10 % au titre de l'impôt sur le revenu par année de détention) et n° 162 (réintégration dans l'assiette de la CSG de la totalité des revenus concernés, y compris ceux bénéficiant par ailleurs d'un abattement de 30 % des revenus bruts au titre de l'impôt sur le revenu), de M. Guy Fischer n° 295 (suppression du dispositif du bouclier fiscal), n° 296 (interdiction des stock-options à compter du 1er janvier 2011) et n° 297 (interdiction des éléments de rémunération - assimilables aux parachutes dorés - dus à la cessation de fonction des présidents, des directeurs généraux ou des directeurs généraux délégués de sociétés) ainsi que sur les amendements n° 250 de M. Jean Desessard (organisation, tous les trois ans au minimum, d'une négociation associant tous les partenaires sociaux représentatifs afin de faire le point sur les équilibres de l'ensemble des régimes de retraite et dont les conclusions feront l'objet d'un débat au Parlement) et n° 318 de M. Yvon Collin (suppression du dispositif du bouclier fiscal). - **Articles additionnels après l'article 1er A (précédemment réservés)** (p. 8738) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de Mme Christiane Demontès (affirmation des prérogatives de contrôle et de décision du Parlement en matière d'évolution des dépenses et des recettes de la sécurité sociale ainsi qu'en matière

d'orientation des politiques de santé, de la famille et de l'assurance-vieillesse) et n° 752 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental sur la réalité de l'espérance de vie des salariés des différentes branches professionnelles). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 8740, 8742) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 170 de Mme Christiane Demontès (suppression de l'exonération de CSG et de cotisations sociales prévue pour les contributions des employeurs au financement des régimes de retraites dits "chapeaux"), n° 504 de M. Alain Fouché (limitation du montant des retraites "chapeaux" à 30 % de la rémunération des bénéficiaires et soumission des contributions des employeurs à la CSG et à la CRDS), n° 848 de M. Guy Fischer (relèvement de différents taux de la contribution sur les régimes de retraite conditionnant la constitution des retraites "chapeaux" et soumission de ces dernières à la CSG et à la CRDS), n° 257 de M. Jean Desessard (limitation du montant des pensions versées par les régimes de retraite à prestations définies à 40 fois le montant du minimum vieillesse) ainsi que sur les amendements de M. Yvon Collin n° 325 (prise en compte des 25 meilleures années de vie professionnelle, tous régimes confondus, pour le calcul de la pension de retraite des pluriactifs) et n° 326 (remise, tous les cinq ans, par le Conseil économique, social et environnemental, d'un rapport sur les perspectives et l'évolution du système des retraites). - **Article additionnel après l'article 1er bis A (précédemment réservé)** (p. 8743) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Claude Domeizel (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités d'affectation des sommes collectées par le fonds de réserve des retraites). - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé)** (p. 8743) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de Mme Christiane Demontès (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de création et de mise en œuvre d'un dossier retraite informatisé). - **Articles additionnels après l'article 3 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8744, 8745) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 95 de M. Claude Domeizel (règlement conventionnel des relations entre les régimes de retraite et les centres de gestion) et n° 884 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport gouvernemental sur les modalités permettant d'avancer la date de mise en paiement des pensions de retraite du régime général de la sécurité sociale). - **Articles additionnels après l'article 3 septies (précédemment réservés)** (p. 8745, 8746) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 de M. Serge Larher (rapport gouvernemental sur la situation spécifique des retraites dans les départements d'outre-mer) et n° 306 de M. Richard Yung (modalités d'envoi du certificat de vie par les Français de l'étranger). - **Article additionnel après l'article 3 octies (précédemment réservé)** (p. 8747) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1162 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (simplification administrative par les affiliés à la Caisse des Français de l'étranger). - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 8748, 8749) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 100 (rapport gouvernemental sur les modalités d'une progressivité et d'une modulation dans le temps du mécanisme de la surcote), n° 101 (rapport gouvernemental sur les conséquences du recul de l'âge légal sur l'espérance de vie et notamment sur l'espérance de vie en bonne santé) et n° 102 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences d'un relèvement à 62 ans de l'âge légal des départs à la retraite sur le dispositif carrière longue). (p. 8750, 8753) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 103 (rapport gouvernemental sur la période prise en compte dans la durée d'assurance totale et dans la durée cotisée exigées par le dispositif de retraite anticipée carrière longue), n° 104 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conséquences du durcissement des conditions d'accès au dispositif de départ anticipé pour carrière longue), n° 105 (remise d'un rapport gouvernemental sur les conditions de mise en œuvre d'une réforme instaurant une retraite choisie), n° 106 (remise d'un rapport gouvernemental sur les diverses modalités de versement de la surcote acquise au moment de la liquidation de la retraite), n° 107 (maintien du dispositif en vigueur de retraite anticipée carrière longue) et n° 108 (maintien du dispositif en vigueur de retraite anticipée carrière longue) et n° 335 de M. Yvon Collin (maintien de la possibilité d'un départ anticipé pour les assurés ayant débuté une activité

professionnelle très jeunes). - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 8754, 8758) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 111 de M. Jacques Gillot (remise d'un rapport du Comité d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite sur les retraités français de l'outre-mer) et de Mme Christiane Demontès n° 112 (rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences d'un relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur le dispositif carrière longue), n° 113 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les salariés ayant connu des périodes de chômage), n° 114 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les finances des collectivités locales), n° 115 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur les transferts financiers occasionnés sur l'assurance chômage), n° 116 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite occasionné sur le régime invalidité) et n° 117 (remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites sur les conséquences du relèvement à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite sur la situation des jeunes). - **Articles additionnels après l'article 9 (précédemment réservés)** (p. 8768) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 907 de Mme Isabelle Pasquet (remise d'un rapport gouvernemental évaluant la possibilité d'accorder une bonification de pension de 10 % pour les aidants familiaux).

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2010) (p. 8797, 8798).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)] (suite)** - (22 octobre 2010) - **Articles additionnels après l'article 24 quater (précédemment réservés)** (p. 8798) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 940 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur les modalités de prise en compte des périodes d'apprentissage dans la détermination du salaire de référence). - **Articles additionnels après l'article 24 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8799) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1246 de la commission (abrogation de la cessation progressive d'activité). - **Articles additionnels après l'article 24 decies (précédemment réservés)** (p. 8801, 8802) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 197 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur les conditions de validation des périodes d'études), n° 261 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur la situation des régimes spécifiques de retraite des membres du Gouvernement et des parlementaires), ainsi que sur les amendements identiques n° 204 de Mme Christiane Demontès, n° 259 de M. Jean Desessard et n° 941 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur les modalités d'affiliation des étudiants à l'assurance vieillesse du régime général de sécurité sociale). - **Articles additionnels avant l'article 25 (précédemment réservés)** (p. 8804) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 262 de M. Jean Desessard (critères d'évaluation de la pénibilité) et de M. Jean-Pierre Godefroy n° 396 (définition de la pénibilité), n° 397 (critères d'évaluation de la pénibilité), n° 398 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la pénibilité dans les modalités de calcul des droits d'ouverture à la retraite) et n° 399 (rapport au Parlement sur la création éventuelle d'une allocation de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs exposés à la pénibilité). - **Articles additionnels après l'article 25 bis (précédemment réservés)** (p. 8805) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 408 (garantie de l'innocuité de l'organisation de travail et des méthodes de gestion) et n° 409 (rapport au Parlement sur la possibilité d'inscrire le stress post-traumatique dans le tableau des maladies professionnelles). - **Article additionnel avant l'article 25 ter (précédemment réservé)** (p. 8806) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Pierre Godefroy (mandat des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). - **Article additionnel après l'article 25 quinquies (précédemment réservé)** (p. 8806) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1247 de la commission (rôle des médecins du travail). - **Article additionnel après l'article 25 septies**

(précédemment réservé) (p. 8806) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1248 de la commission (coordination des missions de la commission de projet et de la commission médico-technique). - **Articles additionnels après l'article 25 duodécies (précédemment réservés)** (p. 8807) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 1249 (adaptation des dispositions relatives à la médecine du travail au régime agricole) et n° 1250 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 27 ter AC (précédemment réservés)** (p. 8809, 8810) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 440 de M. Jacky Le Menn (détermination par décret en Conseil d'Etat du taux d'inaptitude et du barème médical universel d'appréciation de l'incapacité), n° 590 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (prise en compte de la pénibilité à effet différé) et n° 1066 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur la création d'une allocation de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs exposés à la pénibilité). - **Article additionnel après l'article 27 ter AG (précédemment réservé)** (p. 8810) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1206 de la commission (régime des pensions pour inaptitude au travail). - **Articles additionnels après l'article 27 sexies A (précédemment réservés)** (p. 1811, 1812) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 210, 212 et 213 de M. Jacky Le Menn et n° 509 de M. Bruno Gilles (aménagement relatif aux praticiens hospitaliers) ainsi que sur l'amendement n° 208 de M. Claude Lise (rapport au Parlement sur l'adaptation du dispositif de pénibilité du parcours professionnel aux exploitants et travailleurs agricoles) et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 1228 et 1230 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 28 (précédemment réservés)** (p. 8813, 8814) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 de M. Guy Fischer (revalorisation des retraites agricoles), n° 217 de M. Jacques Gillot (rapport au Parlement sur les modalités d'une affiliation obligatoire au régime de retraite complémentaire pour les salariés agricoles relevant du régime général dans l'outre-mer) et n° 218 de Mme Christiane Demontès (rapport au Parlement sur l'extension de la retraite complémentaire obligatoire aux personnes ayant eu qualité d'aide familiale ou de collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole). - **Articles additionnels après l'article 29 (précédemment réservés)** (p. 8815) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 219 (évaluation des conditions d'extension de la revalorisation du minimum vieillesse au conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité) et n° 220 (évaluation des conditions de suppression de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion) et n° 221 de M. Jacques Gillot (rapport au Parlement sur une revalorisation des pensions servies outre-mer). - **Articles additionnels après l'article 29 quinquies (précédemment réservés)** (p. 8815, 8820) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Christiane Demontès n° 223 (maintien à 65 ans de l'âge d'ouverture du droit au minimum vieillesse), n° 228 (rapport au Parlement sur l'extension aux couples liés par un pacte civil de solidarité du bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire accordée aux conjoints d'aides familiaux ou de collaborateurs d'entreprise ou d'exploitation agricole), n° 229 (évaluation des conditions d'ouverture des droits à pensions de réversion aux personnes liées par un pacte civil de solidarité), n° 230 (rapport au Parlement sur les modalités de prise en compte des emplois saisonniers), n° 231 (rapport au Parlement sur l'extension de la pension de réversion aux veuves d'aides familiaux ou de collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole), n° 235 (rapport au Parlement sur la suppression des clauses conditionnant l'affiliation des aidants familiaux à titre gratuit à l'assurance vieillesse du régime général) et n° 240 (rapport au Parlement sur la mise en place de mécanismes permettant aux couples faisant l'objet d'une imposition commune d'acquiescer des droits à la retraite communs), n° 271 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur les modalités d'extension de la pension de réversion aux couples liés par un pacte civil de solidarité) et n° 234 de M. Ronan Kerdraon (rapport sur l'attribution d'une majoration de pension pour tout assuré ayant exercé une activité bénévole au sein d'une association à but non lucratif), de M. Jean-Etienne Antoinette n° 498 (rapport au Parlement sur la prise en compte du coût de la vie outre-mer dans le calcul de la revalorisation des pensions de retraite), n° 499 (rapport au Parlement sur la prise

en compte dans l'assiette des cotisations de retraite des fonctionnaires outre-mer de l'indemnité de vie chère), n° 500 (rapport au Parlement sur la prise en compte de la situation des mères célibataires dans le calcul de la retraite), n° 501 (rapport au Parlement sur la mise en place d'une pension pour les mères au foyer ayant atteint l'âge de la retraite) et n° 503 (maintien de l'âge actuel d'ouverture du droit à pension pour les femmes des départements et collectivités d'outre-mer). Ses amendements n° 1233 (extension aux professions libérales de la majoration de durée d'assurance pour enfants handicapés) et n° 1235 (possibilité pour les parents d'enfants handicapés de cumuler le bénéfice de l'assurance vieillesse des parents au foyer avec une activité à temps partiel) ; adoptés par vote unique. - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 8829, 8832) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Pasquet n° 952 (rapport au Parlement sur la suppression de la condition de durée de cotisations sociales pour bénéficier du dispositif de retraite anticipée des personnes handicapées), n° 953 (rapport au Parlement sur la possibilité d'assimiler les périodes de recherche d'emploi à la durée d'assurance), n° 954 (rapport au Parlement sur la majoration des années d'activité des assurés en situation de handicap), n° 956 (rapport au Parlement sur l'alignement de la pension vieillesse pour inaptitude sur la pension d'invalidité) et n° 959 (rapport au Parlement sur la poursuite du versement du complément de ressources pour un bénéficiaire ayant atteint l'âge légal de départ à la retraite) et n° 955 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'instauration d'un mécanisme de majoration de durée d'assurance en faveur des pères isolés ayant élevé des enfants). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 8832) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 962 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'instauration de la condition d'âge prévue pour la majoration de la pension de réversion). - **Articles additionnels après l'article 31 (précédemment réservés)** (p. 8833, 8834) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Isabelle Debré n° 489 (mesure favorisant le financement par les entreprises de l'acquisition de droits à la retraite complémentaire pour les salariés prenant des congés familiaux) et n° 490 (identification de la part de la prestation compensatoire correspondant aux droits à la retraite) ainsi que sur l'amendement n° 1094 de Mme Odette Terrade (majoration des cotisations sociales des entreprises de plus de 20 salariés employant au moins 20 % de leurs salariés à temps partiel). - **Article additionnel après l'article 31 bis (précédemment réservé)** (p. 8835) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 275 de M. Jean Desessard (rapport au Parlement sur l'impact différencié du projet de réforme des retraites sur les femmes et sur les hommes). - **Articles additionnels avant l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8836, 8838) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Ronan Kerdraon n° 462 (rapport au Parlement sur le bilan de la négociation triennale relative à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, aux conditions de travail et à l'emploi des salariés âgés), n° 463 (contrôle par l'inspection du travail des plans d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés) et n° 464 (relèvement du taux de pénalité en cas de carence de plan d'action pour l'emploi des salariés âgés) et n° 1095 de Mme Annie David (publicité du taux de salariés de 50 ans et plus licenciés pour inaptitude au travail). - **Articles additionnels après l'article 32 (précédemment réservés)** (p. 8838) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 291 de M. Jacky Le Menn (réduction du

temps de travail des salariés de plus de cinquante-cinq ans rencontrant des difficultés sur leur poste de travail), de M. Yvon Collin n° 381 (prise en compte des salariés dès quarante-cinq ans dans le plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), n° 383 (pénalités en cas de licenciement de salariés de plus de cinquante-cinq ans) et n° 384 (financement du tutorat par la formation professionnelle) et de Mme Annie David n° 971 (suppression des exonérations de cotisations sociales sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation), n° 1098 (suppression du dispositif de rupture conventionnelle) et n° 1099 (majoration de la pénalité sanctionnant la carence de plan d'action pour l'emploi des travailleurs âgés). - **Article additionnel après l'article 32 bis B (précédemment réservé)** (p. 8842) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 277 de M. Jean Desessard (suppression des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires). - **Article additionnel après l'article 32 ter (précédemment réservé)** (p. 8841) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 182 (affectation par défaut du quart de la prime d'intéressement sur le plan d'épargne pour la retraite collective) . - **Articles additionnels après l'article 32 septies (précédemment réservés)** (p. 8843, 8844) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 186 de la commission des finances saisie pour avis et n° 481 de Mme Catherine Procaccia (ajout de deux cas supplémentaires de sortie en cas d'accident de la vie dans les produits d'assurance retraite en phase de constitution) ainsi que sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 187 (simplification du mode de gouvernance des PERP) et n° 1219 de la commission (alignement du régime de la Préfon sur celui du PERP). - **Articles additionnels après l'article 32 octies (précédemment réservés)** (p. 8844, 8847) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 588 de M. Nicolas About et n° 1251 de la commission (possibilité pour les travailleurs indépendants de cumuler un éventuel dispositif d'épargne retraite avec des revenus professionnels) ainsi que sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 188 (orientation d'une partie du stock d'assurance vie vers l'épargne retraite), n° 283 de M. Jean Desessard (majoration de la pénalité en cas de carence de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés), n° 388 de M. Yvon Collin (création d'une taxe sur certaines transactions) et n° 647 de M. Yves Pozzo di Borgo (rétablissement des dispositions de la loi du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8879, 8880) : réponse aux orateurs.

- *Commission mixte paritaire [n° 713 (2009-2010)]* - (26 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9002, 9004) : son intervention. (p. 9019, 9020) : réponse aux orateurs. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9060) : remerciements.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur la nécessaire réforme des dispositifs « amiante »** - (2 novembre 2010) (p. 9320, 9324) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 [n° 84 (2010-2011)]** - (8 novembre 2010) - **Discussion générale** (p. 9590, 9592) : réponse aux orateurs.

YADE (Rama)
secrétaire d'État chargée des sports
(jusqu'au 13 novembre 2010)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif** - Deuxième lecture [n° 464 (2009-2010)] - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3856, 3857) : son

intervention. - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Encadrement juridique de la profession d'agent sportif*) (p. 3868, 3878) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 de M. Jean-Jacques Lozach et n° 1, 3 et 2 de M. Jean-François Voguet. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3878) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Jacques Lozach (rapport d'étude sur la création d'une caisse de règlement pécuniaire des agents sportifs).

YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de France (Série C 2))
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (2 juin 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)] (13 janvier 2010) - **Justice - Police et sécurité.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi de réforme des collectivités territoriales [n° 206 (2009-2010)] (19 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser et encadrer la gestation pour autrui [n° 233 (2009-2010)] (27 janvier 2010) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)] (9 février 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)] (16 février 2010) - **Entreprises - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux œuvres visuelles orphelines et modifiant le code de la propriété intellectuelle [n° 441 (2009-2010)] (12 mai 2010) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité [n° 492 (2009-2010)] (21 mai 2010) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'action de groupe à la française : parachever la protection des consommateurs [n° 499 (2009-2010)] (26 mai 2010) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à réformer le droit des inventions des salariés [n° 524 (2009-2010)] (4 juin 2010) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en cas de faute inexcusable de l'employeur [n° 613 (2009-2010)] (6 juillet 2010) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de liens avec leur parent français en cas de divorce ou de séparation [n° 674 (2009-2010)] (13 juillet 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice.**

Proposition de loi organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale [n° 697 (2009-2010)] (8 septembre 2010) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un registre national de consentement au don d'organes [n° 735 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux autopsies judiciaires [n° 736 (2009-2010)] (29 septembre 2010) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 1 (2010-2011)] (4 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La gouvernance économique européenne [n° 49 (2010-2011)] (19 octobre 2010) - **Union européenne.**

Proposition de loi relative à la compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements [n° 62 (2010-2011)] (26 octobre 2010) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n° 105 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale [n° 136 (2010-2011)] (26 novembre 2010) - **Collectivités territoriales - Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux [n° 156 (2010-2011)] (7 décembre 2010) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions [n° 179 (2010-2011)] (15 décembre 2010) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des consommateurs par la création d'une action de groupe fondée sur l'adhésion volontaire [n° 202 (2010-2011)] (22 décembre 2010) - **Entreprises - Justice - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés - Deuxième lecture** [n° 219 (2009-2010)] - (21 janvier 2010) - **Discussion générale** (p. 378, 379) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 400) : son amendement n° 19 : modification du découpage des circonscriptions électorales des futurs députés élus par les Français établis hors de France ; rejeté. - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009) (p. 416) : son amendement n° 18 ; rejeté.

- **Proposition de résolution européenne portant sur la protection temporaire** [n° 159 (2009-2010)] - (10 février 2010) - **Discussion générale** (p. 1187, 1188) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1193) : défavorable à la motion n° 1 de M. Christian Cointat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État** [n° 263 (2009-2010)] - (22 février 2010) - **Article 1er** (Création d'une nouvelle catégorie d'établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France) (p. 1627) : intervient sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. - **Article 2** (Composition du conseil d'administration des établissements publics contribuant à l'action extérieure de la France) (p. 1628, 1635) : parole sur l'article. Intervient sur les amendements n° 14 de M. Robert Hue et n° 21 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Article 5** (Création d'un opérateur pour l'expertise et la mobilité internationales issu de la fusion de CampusFrance, d'EGIDE et de France Coopération Internationale) (p. 1638) : parole sur l'article. - **Article 6** (Création d'une agence chargée de la coopération culturelle issue de CulturesFrance et dotée d'un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial) (p. 1649) : parole sur l'article. - **Article 6 ter (Nouveau)** (Rapport au Parlement sur la diplomatie d'influence et les modalités du rattachement du réseau culturel à l'étranger) (p. 1653) : parole sur l'article.

- **Débat préalable au Conseil européen des 25 et 26 mars 2010** - (23 mars 2010) (p. 2032) : sa question.

- **Proposition de loi visant à proroger le mandat du Médiateur de la République** [n° 326 (2009-2010)] - (25 mars

2010) - **Discussion générale** (p. 2112, 2113) : son intervention. - **Article unique** (p. 2116) : le groupe socialiste s'abstiendra en raison des conditions de travail des sénateurs imposées par l'ordre du jour.

- **Proposition de loi autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité** [n° 168 (2009-2010)] - (25 mars 2010) - **Discussion générale** (p. 2166, 2167) : favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée** [n° 363 (2009-2010)] - (8 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2532, 2533) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 526-1 à L. 526-15 du code de commerce - Statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, procédure d'affectation du patrimoine professionnel, droits des créanciers et règles d'étanchéité des patrimoines personnel et professionnel, obligations comptables, liquidation, reprise et transfert du patrimoine affecté) (p. 2544, 2552) : ses amendements n° 13, 14, 17 et 16 ; rejetés. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1655 sexies et 846 bis du code général des impôts - Assimilation fiscale de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée à une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ou à une exploitation agricole à responsabilité limitée et possibilité d'opter pour l'impôt sur les sociétés) (p. 2557) : son amendement n° 18 ; rejeté. - **Article 3 bis** (art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Extension aux entrepreneurs individuels à responsabilité limitée, ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée, exploitations agricoles à responsabilité limitée et sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée à associé unique, du bénéfice de la limitation à deux ans du droit de reprise de l'administration fiscale en matière d'impôt sur le revenu, d'impôt sur les sociétés et de taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 2558) : son amendement n° 19 ; rejeté. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6-3, L. 133-4-7 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1, L. 731-14-1 et L. 731-23 du code rural - Assujettissement aux prélèvements sociaux du revenu professionnel des entrepreneurs individuels à responsabilité limitée optant pour l'impôt sur les sociétés, levée de l'étanchéité des patrimoines en cas de manœuvres frauduleuses ou d'inobservation grave et répétée de la législation de la sécurité sociale) (p. 2559) : son amendement n° 20 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2564) : favorable à l'amendement n° 26 de M. Jean Arthuis (obligation de déclaration d'activité). - **Article 5** (Habilitation du Gouvernement à adapter les règles relatives à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, à procéder aux harmonisations nécessaires en matière de droit des sûretés, de droit des procédures civiles d'exécution et de surendettement, ainsi qu'à coordonner le droit des régimes matrimoniaux et le droit des successions, habilitation du Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour l'application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) (p. 2566) : son amendement n° 21 ; rejeté. - **Article 6 bis A (Nouveau)** (Ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme - Changement de statut d'OSEO) (p. 2570) : son amendement n° 22 ; rejeté. - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-2 et L. 112-3 du code monétaire et financier, L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Opposabilité conventionnelle du nouvel indice trimestriel des loyers des activités tertiaires) (p. 2572) : son amendement n° 23 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2573) : intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (transposition par ordonnance de la directive 2007/36/CE). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2573, 2574) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance** [n° 291 (2009-2010)] - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2971, 2972) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée** - **Commission mixte paritaire** [n° 96

(2009-2010)] - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3093, 3095) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 417 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3114, 3116) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3121) : soutient l'amendement n° 21 de M. Simon Sutour (prise en compte de l'avis du Conseil économique, social et environnemental dans l'étude d'impact jointe à ce texte); adopté. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Composition*) (p. 3126, 3133) : soutient les amendements n° 23, 26 et 29 de M. Simon Sutour ; rejetés. Son amendement n° 27 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christophe-André Frassa. - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 12 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social - *Désignation de personnalités par le Gouvernement*) (p. 3140) : soutient l'amendement n° 31 de M. Simon Sutour ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 462 (2009-2010)]** - (27 mai 2010) - **Discussion générale** (p. 3852) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits [n° 483 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 484 (2009-2010)** (p. 4343, 4345) : son intervention. - **Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4363) : votera l'amendement n° 3 de M. Aymeri de Montesquiou. - **Intitulé du chapitre 1er (Dispositions relatives aux collègues)** (p. 4370, 4371) : soutient l'amendement n° 61 de M. Alain Anziani ; rejeté. - **Article 11 A (Nouveau) (Relations entre le Défenseur des droits, ses adjoints et les collègues)** (p. 4371) : son amendement n° 62 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 juin 2010) - **Seconde délibération - Article 4 (Compétences et règles de saisine)** (p. 4455) : votera contre les amendements n° A-1 à n° A-14 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au Défenseur des droits [n° 484 (2009-2010)]** - (2 juin 2010) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 483 (2009-2010)**.

- **Débat préalable au Conseil européen des 17 et 18 juin 2010** - (15 juin 2010) (p. 4802) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 422 (2008-2009)]** - (23 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5105, 5106) : votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes [n° 565 (2009-2010)]** - (23 juin 2010) - **Article 2 bis** (art. 142-12-1 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 131-36-12-1 et 222-18-3 [nouveaux] du code pénal - *Placement de l'auteur des violences sous surveillance électronique mobile et dispositif de protection proposé à la victime*) (p. 5129) : intervient sur l'amendement n° 66 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 5139) : son amendement n° 19, similaire à l'amendement n° 1 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (délivrance et renouvellement des titres de séjour des femmes victimes de violence conjugale) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 5140, 5141) : son amendement n° 21 : abrogation du délit de racolage passif ; rejeté.

- **Proposition de loi sur le recours collectif [n° 277 (2009-2010)]** - (24 juin 2010) - **Discussion générale** (p. 5203, 5205) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 422-1 du code de la consommation - *Recours collectif par une association de consommateurs agréée mandatée par plusieurs consommateurs ayant subi un même préjudice*) (p. 5208) : parole sur l'article. - **Article 10** (art. L. 422-1-8 du code de la consommation - *Possibilité de transaction soumise à homologation judiciaire*) (p. 5210) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif à l'action extérieure de l'État - Commission mixte paritaire [n° 582 (2008-2009)]** - (12 juillet 2010) - **Discussion générale** (p. 6157, 6158) : son intervention.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (8 septembre 2010) - **Article 3** (art. L. 163-4-3 nouveau du code monétaire et financier, art. L. 521-10, L. 615-14, L. 623-32, L. 716-9, L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle - *Aggravation des sanctions pour certains délits de contrefaçon*) (p. 6374) : son amendement n° 197 ; rejeté. (p. 6376) : intervient sur l'amendement n° 197 précité.

- **Suite de la discussion** (10 septembre 2010) - **Articles additionnels avant l'article 24 bis** (p. 6541, 6546) : soutient l'amendement n° 248 de Mme Michèle André (suppression du délit de racolage passif) ; rejeté. Son amendement n° 245 : abrogation du délit d'aide aux étrangers en situation irrégulière ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 265 de Mme Alima Boumediene-Thiery (traçabilité des contrôles de police). - **Article 34** (art. L. 821-1 et L. 821-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Pérennisation du dispositif de passation de marchés publics pour le transport des personnes retenues en centre de rétention administrative et maintenues en zone d'attente*) (p. 6625) : favorable à l'amendement n° 267 de M. Alain Anziani. - **Article 36 B** (art. L. 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Règles applicables aux audiences de prolongation de la rétention administrative*) (p. 6629) : parole sur l'article. (p. 6630) : son amendement n° 269 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 36 B** (p. 6631) : son amendement n° 270 : interdiction du port d'armes dans l'enceinte des lieux de rétention ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 37 nonies** (p. 6646) : favorable à l'amendement n° 397 du Gouvernement (extension aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité de la possibilité donnée aux conjoints de policiers et militaires décédés de bénéficier d'un recrutement sans concours au sein de la fonction publique).

- **Projet de loi portant réforme des retraites [n° 734 (2009-2010)]** - (22 octobre 2010) - **Vote unique** (p. 8852, 8853) : le groupe socialiste votera contre les amendements retenus par le Gouvernement.

- **Débat préalable au Conseil européen des 28 et 29 octobre 2010** - (26 octobre 2010) (p. 9076, 9077) : son intervention. (p. 9089) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9141, 9142) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9148, 9149) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation) et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). Soutient l'amendement n° 28 de Mme Nicole Bricq (interdiction du cumul des fonctions exécutives dans deux entreprises relevant l'une du secteur public et l'autre du secteur privé) ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil d'administration*) (p. 9154) : intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Nicole Bricq. - **Article 2 bis B** (art. L. 225-105-1 du code de commerce - *Procédure de désignation en justice d'un mandataire chargé de mettre à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des projets de nomination visant à rendre régulière la composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance*) (p. 9157, 9158) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 43 du Gouvernement. - **Article 3** (*Délais d'application de l'obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les*

conseils et règles applicables au cours de la période transitoire) (p. 9160) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Nicole Bricq ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (25 novembre 2010) (p. 10818, 10819) : le groupe socialiste ne votera pas ces crédits. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 10829) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-79 de M. André Ferrand (possibilité, pour l'AEFE, d'émettre des emprunts d'une durée supérieure à douze mois). - **Etat B** (p. 10833, 10834) : soutient l'amendement n° II-80 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga ; rejeté. Son amendement n° II-82 ; rejeté.

Justice

- (29 novembre 2010) (p. 10987, 10988) : son intervention. - **Article 48 et état B (Crédits du budget général)** (p. 10994) : favorable à l'amendement n° II-87 de la commission des lois saisie pour avis. (p. 10997, 10998) : son amendement n° II-175 ; rejeté.

Immigration, asile et intégration

- (29 novembre 2010) (p. 11008, 11009) : son intervention. - **Article 74 (art. L. 211-8, L. 311-9, L. 311-13 et L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et art. 960 et 961 du code général des impôts - Rééquilibrage des recettes de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, Ofii)** (p. 11017) : son amendement n° II-176 ; rejeté. (p. 11018) : ses amendements n° II-177 et II-178 ; rejetés. (p. 11019) : ses amendements n° II-179, II-180 et II-181 ; rejetés. (p. 11020, 11021) : ses amendements n° II-182, II-183 et II-184 ; rejetés. (p. 11022) : son amendement n° II-185 ; rejeté.

- **Débat préalable au Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010** - (13 décembre 2010) (p. 12123, 12124) : intervient dans le cadre du débat interactif et spontané.

- **Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit [n° 21 (2010-2011)]** - (13 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12143, 12144) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2010) - **Article 27 quinquies (Texte non modifié par la commission) (Direction ou gérance d'une auto-école)** (p. 12231) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Sueur ; adopté. - **Article 28 (Suppression maintenue) (Preuve de l'identité d'une personne par la production d'une carte nationale d'identité ou**

d'un passeport) (p. 12237, 12238) : favorable aux amendements n° 133 et 135 de M. François Rebsamen. - **Article 54 (Obligations des personnes morales en matière de lutte contre le travail dissimulé à l'égard de leur co-contractant)** (p. 12279) : favorable à l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 85 (Mise en conformité de l'exercice de la profession de géomètre-expert avec le droit communautaire)** (p. 12303) : soutient l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Sueur ; adopté. - **Article 114 (art. 432-11, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-1, 435-2, 435-7, 435-8, 441-8, 445-2, 717-1, 727-1 du code pénal - Confirmation de la suppression de l'exigence d'antériorité du pacte de corruption sur sa réalisation)** (p. 12328) : défavorable à l'amendement n° 57 de Mme Anne-Marie Escoffier. - **Article additionnel après l'article 124** (p. 12334, 12335) : favorable à l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Sueur (abrogation du « délit de solidarité »). - **Articles additionnels après l'article 127** (p. 12336) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 52 de M. Jacques Mézard (récupération des points du permis de conduire). - **Article 135 bis (Nouveau) (art. 2 et 5 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger - Simplification du droit en matière de propagande électorale)** (p. 12344, 12346) : défavorable à l'amendement n° 223 du Gouvernement et favorable à l'amendement n° 259 de la commission. - **Article additionnel après l'article 135 bis** (p. 12347) : son amendement n° 132 : régime de la retenue douanière ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 146 bis** (p. 12356) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 278 de la commission (possibilité de définir par décret en Conseil d'Etat les cas de dispense de présentation orale des conclusions du rapporteur public). - **Article 149 quinquies (Nouveau) (art. L. 611-7 du code de la propriété intellectuelle - Droit des inventeurs salariés)** (p. 12364) : son amendement n° 131 ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques - Deuxième lecture [n° 178 (2010-2011)]** - (20 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 12867) : son intervention. - **Article 1er (art. 5 ter A nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Auditions et pouvoirs des rapporteurs des instances parlementaires de contrôle ou d'évaluation des politiques publiques)** (p. 12868) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté. - **Article 3 (art. L. 132-5 nouveau du code des juridictions financières - Assistance de la Cour des comptes au Parlement pour l'évaluation des politiques publiques)** (p. 12871, 12872) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Sueur ; rejeté.

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (8 avril 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution (2 juin 2010).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle médicale [n° 222 (2009-2010)] (20 janvier 2010) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à l'élagage des abords des voies communales [n° 225 (2009-2010)] (21 janvier 2010) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 208 (2009-2010)] tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 327 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 454 (2008-2009)] visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 328 (2009-2010)] (24 février 2010) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 201 (2009-2010)] portant réforme de la garde à vue [n° 371 (2009-2010)] (31 mars 2010) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre de la contribution économique territoriale [n° 568 (2009-2010)] (18 juin 2010) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un financement pérenne à France Télévisions [n° 702 (2009-2010)] (9 septembre 2010) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à préserver le pluralisme syndical en France [n° 44 (2010-2011)] (14 octobre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail [n° 106 (2010-2011)] (10 novembre 2010) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 601 (2009-2010)] relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 129 (2010-2011)] (24 novembre 2010) - **Justice**.

INTERVENTIONS

- **Questions cribles thématiques - Plan de relance et emploi** - (19 janvier 2010) (p. 266) : sa question.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Mézard sur le renforcement des droits des personnes placées en garde à vue** - (9 février 2010) (p. 1134, 1135) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à assurer l'assistance immédiate d'un avocat aux personnes placées en garde à vue [n° 208 (2009-2010)]** - (24 mars 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2058, 2060) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2076) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Débat sur le coût des 35 heures pour l'État et la société** - (31 mars 2010) (p. 2239, 2240) : intervient au titre des orateurs des groupes politiques.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)]** - (27 avril 2010) (p. 2842, 2843) : le groupe UMP est favorable à ces deux textes.

- **Questions cribles thématiques - Logement** - (27 avril 2010) (p. 2851, 2852) : sa question.

- **Projet de loi organique relatif à l'application de l'article 65 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 393 (2009-2010)] (suite)** - (27 avril 2010) - **Article 4** (art. 6 de la loi organique du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature - *Incompatibilités applicables aux membres du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 2861) : intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement.

- **Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale [n° 329 (2009-2010)]** - (28 avril 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2916, 2917) : son intervention. - **Article 1er** (art. 54, 56, 76, 94 et 97 du code de procédure pénale - *Extension des saisies de droit commun à tous les biens susceptibles de faire l'objet d'une confiscation - Instauration de perquisitions aux fins de saisie*) (p. 2924) : son amendement n° 19 ; adopté. - **Article 2** (art. 706-103 du code de procédure pénale - *Mesures conservatoires susceptibles d'être ordonnées en matière de criminalité organisée*) (p. 2925) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 4 de M. Jacques Mézard. Son amendement n° 13 ; adopté. - **Article 3** (art. 706-141 à 706-157 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Règles applicables aux saisies pénales*) (p. 2928, 2932) : position de la commission sur les amendements n° 2, 3, 5, 6 et 11 de M. Jacques Mézard et n° 7, 8, 9 et 10 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 2930) : son amendement n° 15 ; adopté. (p. 2932) : son amendement n° 14 ; adopté. - **Article 3 bis** (art. 706-158 à 706-166 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Création d'une agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués*) (p. 2933) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Mézard. - **Article 9 bis (Nouveau)** (art. 131-39 du code pénal - *Peine de confiscation applicable aux personnes morales*) (p. 2935) : son amendement n° 16 ; adopté. - **Article 10 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard - *Peine de confiscation applicable en cas d'infraction à la loi relative aux jeux de hasard*) (p. 2941) : son amendement n° 17 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11** : son amendement n° 18 : date d'entrée en vigueur des dispositions concernant l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de la garde à vue [n° 201 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2948, 2950) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2959) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Proposition de loi relative aux règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes et à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance [n° 291 (2009-2010)]** - (29 avril 2010) - **Discussion générale** (p. 2970, 2971) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée - Commission mixte paritaire [n° 96 (2009-2010)]** - (5 mai 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3100, 3101) : le groupe UC votera ce texte.

- **Questions cribles thématiques - La justice, le point sur les réformes** - (8 juin 2010) (p. 4499) : sa question et sa réplique.

- **Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 [n° 505 (2009-2010)]** - (8 juin 2010) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2122-5 du code du travail - *Représentativité syndicale au niveau de la branche*) (p. 4503) : parole sur l'article.

- **Questions cribles thématiques - La crise financière européenne** - (22 juin 2010) (p. 5022) : sa question.

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure [n° 518 (2009-2010)]** - (7 septembre 2010) - **Discussion générale** (p. 6280, 6282) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 septembre 2010) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6367) : intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en conformité du système français de la garde à vue avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme).

- **Proposition de loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle [n° 39 (2010-2011)]** - (27 octobre 2010) - **Discussion générale** (p. 9134, 9135) : le groupe UC votera cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 9148) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 25 (limitation à trois du cumul de mandats sociaux), n° 26 (limitation du cumul à trois mandats exécutifs dans les SICAV, les SICAF et les sociétés de titrisation) et n° 27 (fixation de règles transitoires de mise en conformité avec les nouvelles dispositions régissant le non-cumul des mandats sociaux). - **Article 1er** (art. L. 225-17, L. 225-18-1, L. 225-20, L. 225-24, L. 225-27, L. 225-28, L. 225-37 et L. 225-45 du code de commerce - *Obligation de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration d'une société anonyme et sanctions en cas de composition irrégulière du conseil d'administration*) (p. 9151) : son amendement n° 20 ; rejeté.

- **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales - Commission mixte paritaire [n° 60 (2009-2010)]** - (9 novembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9667) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2011 [n° 110 (2010-2011)]**

Première partie :

- (24 novembre 2010) - **Article additionnel après l'article 23** (p. 10620) : soutient l'amendement n° I-418 de M. Nicolas About (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées par les collectivités en zone de revitalisation rurale pour la construction de maisons de santé) ; adopté.

- **Proposition de loi constitutionnelle tendant à renforcer la fonction de représentation par le Sénat des collectivités territoriales de la République [n° 58 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - **Discussion générale** (p. 11940) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées [n° 132 (2010-2011)]** - (8 décembre 2010) - rapporteur - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 130 (2010-2011)** (p. 11970, 11971) : son intervention. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 11995) : au nom de M. Daniel Dubois. - **Article 10 bis (Nouveau)** (art. L. 422-13 du code de la propriété intellectuelle - *Compatibilité entre les professions de conseil en propriété industrielle et d'avocat*) (p. 12006) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Richard Yung.

- **Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées - Deuxième lecture [n° 130 (2010-2011)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 132 (2010-2011)**. - (8 décembre 2010) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-6 [nouveau] du code de la consommation - *Mise à la charge du débiteur professionnel en droit de la consommation de l'intégralité des frais de l'exécution forcée*) (p. 12016) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Mézard. - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - *Force probante des constats d'huissiers*) (p. 12017) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Mézard. - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39, 40 et 51 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, art. 6 et 7 de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire, art. 6 de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées et art. L. 581-8 du code de la sécurité sociale - *Accès des huissiers de justice aux informations nécessaires à l'exécution d'un titre exécutoire*) (p. 12019) : position de la commission sur les amendements

n° 1 de M. Jean-Pierre Michel et n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers - *Négociation collective - Mise en œuvre de la signification électronique - Règlement national*) (p. 12023) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. 345, 348-3 et 361 du code civil - *Recueil du consentement à adoption*) (p. 12024, 12025) : position de la commission sur les amendements n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 10 de M. Jacques Mézard. - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (titre XVII du livre troisième, art. 2062 à 2068 [nouveaux] et art. 2238 du code civil, art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et art. 10 et 39 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - *Procédure participative de négociation assistée par avocat*) (p. 12028, 12031) : position de la commission sur les amendements n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 12 et 13 de M. Jacques Mézard et n° 3 et 4 de M. Jean-Pierre Michel.

- **Projet de loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel - Deuxième lecture [n° 161 (2010-2011)]** - (21 décembre 2010) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12950) : votera ce texte.

INDEX

- ABOUT (Nicolas), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 4
 ALDUY (Jean-Paul), p. 7
 ALFONSI (Nicolas), p. 8
 ALLIOT-MARIE (Michèle), p. 9
 ALQUIER (Jacqueline), p. 12
 AMOUDRY (Jean-Paul), p. 14
 ANDRÉ (Michèle), p. 14
 ANDRÉ (Pierre), p. 17
 ANDREONI (Serge), p. 18
 ANGELS (Bernard), p. 19
 ANTOINETTE (Jean-Étienne), p. 20
 ANZIANI (Alain), p. 22
 APPARU (Benoist), p. 26
 ARTHUIS (Jean), p. 27
 ASSASSI (Éliane), p. 35
 ASSOULINE (David), p. 40
 AUBAN (Bertrand), p. 43
 AUTAIN (François), p. 44
 BACHELOT-NARQUIN (Roselyne), p. 47
 BADINTER (Robert), p. 51
 BADRÉ (Denis), p. 52
 BAILLY (Gérard), p. 53
 BARBIER (Gilbert), p. 55
 BAROIN (François), p. 57
 BAYLET (Jean-Michel), p. 65
 BEAUFILS (Marie-France), p. 66
 BEAUMONT (René), p. 70
 BÉCOT (Michel), p. 71
 BEL (Jean-Pierre), p. 72
 BELOT (Claude), p. 74
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 75
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p. 78
 BERRA (Nora), p. 79
 BERTHOU (Jacques), p. 82
 BERTRAND (Xavier), p. 83
 BESSON (Éric), p. 84
 BESSON (Jean), p. 84
 BÉTEILLE (Laurent), p. 85
 BILLARD (Joël), p. 88
 BILLOUT (Michel), p. 88
 BIWER (Claude), p. 90
 BIZET (Jean), p. 92
 BLANC (Christian), p. 93
 BLANC (Jacques), p. 95
 BLANC (Paul), p. 96
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 99
 BLONDIN (Maryvonne), p. 102
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 104
 BODIN (Yannick), p. 106
 BONNEFOY (Nicole), p. 108
 BORDIER (Pierre), p. 109
 BORLOO (Jean-Louis), p. 110
 BOROTRA (Didier), p. 110
 BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p. 111
 BOTREL (Yannick), p. 119
 BOULAUD (Didier), p. 121
 BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p. 123
 BOURDIN (Joël), p. 125
 BOURQUIN (Martial), p. 126
 BOURZAI (Bernadette), p. 128
 BOUT (Brigitte), p. 130
 BOUTANT (Michel), p. 131
 BOYER (Jean), p. 133
 BRAYE (Dominique), p. 134
 BRICQ (Nicole), p. 136
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 145
 BRUN (Elie), p. 146
 BUFFET (François-Noël), p. 146
 BUSSEREAU (Dominique), p. 148
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 148
 CAMBON (Christian), p. 150
 CAMPION (Claire-Lise), p. 151
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 154
 CARLE (Jean-Claude), p. 154
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 155
 CARTRON (Françoise), p. 157
 CAZALET (Auguste), p. 159
 CAZEAU (Bernard), p. 160
 CERISIER-ben GUIGA (Monique), p. 162
 CÉSAR (Gérard), p. 164
 CHARASSE (Michel), p. 169
 CHASTAN (Yves), p. 170
 CHATEL (Luc), p. 171
 CHATILLON (Alain), p. 172
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p. 172
 CHEVÉ (Jacqueline), p. 173
 CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre), p. 173
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p. 175
 COINTAT (Christian), p. 176
 COLLIN (Yvon), p. 178
 COLLOMB (Gérard), p. 181
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 183
 CORNU (Gérard), p. 186
 COUDERC (Raymond), p. 188
 COURTEAU (Roland), p. 189
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 194
 DALLIER (Philippe), p. 206
 DANGLLOT (Jean-Claude), p. 209
 DARCOS (Xavier), p. 211
 DARNICHE (Philippe), p. 211
 DASSAULT (Serge), p. 212
 DAUDIGNY (Yves), p. 213
 DAUGE (Yves), p. 217
 DAUNIS (Marc), p. 218
 DAVID (Annie), p. 220
 DEBRÉ (Isabelle), p. 225
 del PICCHIA (Robert), p. 226
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p. 228
 DEMESSINE (Michelle), p. 229
 DEMONTÈS (Christiane), p. 230
 DEMUYNCK (Christian), p. 233
 DENEUX (Marcel), p. 234
 DÉRIOT (Gérard), p. 235
 DEROCHE (Catherine), p. 237
 DESCAMPS (Béatrice), p. 237
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 238
 DESESSARD (Jean), p. 240
 DESMARESCAUX (Sylvie), p. 244
 DETCHEVERRY (Denis), p. 246
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 248
 DEVEDJIAN (Patrick), p. 250
 DIDIER (Évelyne), p. 250
 DINI (Muguette), p. 253
 DOLIGÉ (Éric), p. 256
 DOMEIZEL (Claude), p. 258
 DOMINATI (Philippe), p. 260
 DOUBLET (Michel), p. 264
 DUBOIS (Daniel), p. 265
 DUFAUT (Alain), p. 266
 DULAIT (André), p. 266
 DUMAS (Catherine), p. 268
 DUPONT (Ambroise), p. 269
 DUPONT (Bernadette), p. 270
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 271
 DURRIEU (Josette), p. 273

- DUVERNOIS (Louis), p. 274
 EMORINE (Jean-Paul), p. 275
 ESCOFFIER (Anne-Marie), p. 276
 ESTROSI (Christian), p. 280
 ETIENNE (Jean-Claude), p. 280
 FALCO (Hubert), p. 281
 FAUCHON (Pierre), p. 281
 FAUCONNIER (Alain), p. 282
 FAURE (Jean), p. 283
 FÉRAT (Françoise), p. 284
 FERRAND (André), p. 285
 FICHET (Jean-Luc), p. 286
 FILLON (François), p. 287
 FISCHER (Guy), p. 287
 FLEMING (Louis-Constant), p. 294
 FLOSSE (Gaston), p. 295
 FORTASSIN (François), p. 295
 FOUCAUD (Thierry), p. 299
 FOUCHÉ (Alain), p. 303
 FOURCADE (Jean-Pierre), p. 305
 FOURNIER (Bernard), p. 309
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 310
 FRANÇOIS-PONCET (Jean), p. 311
 FRASSA (Christophe-André), p. 311
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 312
 FRIMAT (Bernard), p. 313
 GAILLARD (Yann), p. 316
 GARREC (René), p. 317
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 318
 GAUDIN (Christian), p. 319
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 320
 GAUTIER (Charles), p. 320
 GAUTIER (Gisèle), p. 322
 GAUTIER (Jacques), p. 323
 GÉLARD (Patrice), p. 325
 GHALI (Samia), p. 328
 GILLES (Bruno), p. 329
 GILLOT (Jacques), p. 330
 GIRAUD (Adrien), p. 331
 GIUDICELLI (Colette), p. 332
 GODARD (Serge), p. 332
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 333
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 336
 GOULET (Nathalie), p. 339
 GOURAULT (Jacqueline), p. 342
 GOURNAC (Alain), p. 344
 GOUTEYRON (Adrien), p. 345
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 348
 GRIGNON (Francis), p. 349
 GUENÉ (Charles), p. 350
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 352
 GUERRY (Michel), p. 353
 GUILLAUME (Didier), p. 354
 HAENEL (Hubert), p. 357
 HAUT (Claude), p. 357
 HENNERON (Françoise), p. 358
 HÉRISSON (Pierre), p. 359
 HERMANGE (Marie-Thérèse), p. 361
 HERVÉ (Edmond), p. 363
 HERVIAUX (Odette), p. 365
 HIRSCH (Martin), p. 367
 HOARAU (Gélita), p. 367
 HORTEFEUX (Brice), p. 369
 HOUEL (Michel), p. 371
 HOUPERT (Alain), p. 373
 HUE (Robert), p. 374
 HUMBERT (Jean-François), p. 376
 HUMMEL (Christiane), p. 377
 HURÉ (Benoît), p. 378
 HYEST (Jean-Jacques), p. 378
 IBRAHIM RAMADANI (Soibahadine), p. 385
 IDRAC (Anne-Marie), p. 386
 JARLIER (Pierre), p. 386
 JARRAUD-VERGNOLLE (Annie), p. 388
 JEANNEROT (Claude), p. 390
 JÉGOU (Jean-Jacques), p. 392
 JOISSAINS (Sophie), p. 395
 JOUANNO (Chantal), p. 396
 JOYANDET (Alain), p. 397
 JUILHARD (Jean-Marc), p. 397
 JUPPÉ (Alain), p. 397
 KAMMERMANN (Christiane), p. 398
 KELLER (Fabienne), p. 399
 KERDRAON (Ronan), p. 400
 KERGUERIS (Joseph), p. 402
 KHIARI (Bariza), p. 403
 KLÈS (Virginie), p. 406
 KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie), p. 408
 KOUCHNER (Bernard), p. 409
 KRATTINGER (Yves), p. 410
 LABARRE (Marie-Agnès), p. 411
 LABEYRIE (Philippe), p. 416
 LABORDE (Françoise), p. 417
 LAGARDE (Christine), p. 420
 LAGAUCHE (Serge), p. 424
 LAMBERT (Alain), p. 427
 LAMÉNIE (Marc), p. 427
 LAMURE (Élisabeth), p. 429
 LARCHER (Gérard), p. 430
 LARCHER (Serge), p. 431
 LARDEUX (André), p. 432
 LAUFOAULU (Robert), p. 434
 LAURENT (Daniel), p. 434
 LAURENT-PERRIGOT (Françoise), p. 435
 LE MAIRE (Bruno), p. 436
 LE CAM (Gérard), p. 441
 LECERF (Jean-René), p. 443
 LECLERC (Dominique), p. 446
 LEFEBVRE (Frédéric), p. 456
 LEFÈVRE (Antoine), p. 456
 LEGENDRE (Jacques), p. 457
 de LEGGE (Dominique), p. 459
 LE GRAND (Jean-François), p. 461
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 461
 LELLOUCHE (Pierre), p. 462
 LE MENN (Jacky), p. 462
 LEPAGE (Claudine), p. 466
 LEROY (Philippe), p. 468
 LEROY (Maurice), p. 468
 LÉTARD (Valérie), p. 469
 LE TEXIER (Raymonde), p. 470
 LE VERN (Alain), p. 474
 LISE (Claude), p. 474
 LONGÈRE (Christiane), p. 476
 LONGUET (Gérard), p. 476
 LORRAIN (Jean-Louis), p. 478
 LOUECKHOTE (Simon), p. 479
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 480
 du LUART (Roland), p. 481
 MADEC (Roger), p. 482
 MADRELLE (Philippe), p. 483
 MAGRAS (Michel), p. 484
 MAHÉAS (Jacques), p. 485
 MALOVRY (Lucienne), p. 488
 MARC (François), p. 489
 MARIANI (Thierry), p. 492

- MARINI (Philippe), p. 493
 MARLEIX (Alain), p. 508
 MARSIN (Daniel), p. 513
 MARTIN (Pierre), p. 515
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 515
 MASSION (Marc), p. 516
 MASSON (Jean Louis), p. 518
 MATHON-POINAT (Josiane), p. 521
 MAUREY (Hervé), p. 526
 MAUROY (Pierre), p. 529
 MAYET (Jean-François), p. 530
 MAZUIR (Rachel), p. 530
 MÉLÉNCHON (Jean-Luc), p. 531
 MÉLOT (Colette), p. 532
 MERCERON (Jean-Claude), p. 533
 MERCIER (Michel), p. 535
 MERMAZ (Louis), p. 544
 MÉZARD (Jacques), p. 545
 MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p. 551
 MICHEL (Jean-Pierre), p. 551
 MILHAU (Jean), p. 553
 MILON (Alain), p. 554
 MIQUEL (Gérard), p. 556
 MIRASSOU (Jean-Jacques), p. 559
 MITTERRAND (Frédéric), p. 562
 MONTCHAMP (Marie-Anne), p. 563
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 563
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 564
 MORANO (Nadine), p. 566
 MORIN (Hervé), p. 569
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 569
 MULLER (Jacques), p. 572
 NACHBAR (Philippe), p. 574
 NAVARRO (Robert), p. 575
 NÈGRE (Louis), p. 576
 NICOUX (Renée), p. 578
 NOVELLI (Hervé), p. 580
 OLLIER (Patrick), p. 582
 OUDIT (Mireille), p. 583
 PANIS (Jacqueline), p. 583
 PAPON (Monique), p. 584
 PASQUA (Charles), p. 585
 PASQUET (Isabelle), p. 586
 PASTOR (Jean-Marc), p. 589
 PATIENT (Georges), p. 590
 PATRIAT (François), p. 592
 PAUL (Philippe), p. 593
 PAYET (Anne-Marie), p. 594
 PÉCRESSE (Valérie), p. 596
 PENCHARD (Marie-Luce), p. 597
 PERCHERON (Daniel), p. 599
 PEYRONNET (Jean-Claude), p. 600
 PICHON (Alain), p. 602
 PIERRE (Jackie), p. 602
 PIGNARD (Jean-Jacques), p. 603
 PILLET (François), p. 604
 PINTAT (Xavier), p. 606
 PINTON (Louis), p. 607
 PIRAS (Bernard), p. 608
 PLANCADE (Jean-Pierre), p. 609
 POINTEREAU (Rémy), p. 610
 PONCELET (Christian), p. 612
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 613
 PORTELLI (Hugues), p. 615
 POVINELLI (Roland), p. 617
 POZZO di BORGIO (Yves), p. 618
 PRINTZ (Gisèle), p. 619
 PROCACCIA (Catherine), p. 621
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 624
 RAINAUD (Marcel), p. 625
 de RAINCOURT (Henri), p. 626
 RALITE (Jack), p. 628
 RAOUL (Daniel), p. 629
 RAOULT (Paul), p. 633
 REBSAMEN (François), p. 634
 REICHARDT (André), p. 636
 REINER (Daniel), p. 636
 RENAR (Ivan), p. 637
 REPENTIN (Thierry), p. 639
 RETAILLEAU (Bruno), p. 640
 REVET (Charles), p. 641
 RICHERT (Philippe), p. 644
 RIES (Roland), p. 646
 de ROHAN (Josselin), p. 648
 ROMANI (Roger), p. 649
 ROZIER (Janine), p. 650
 SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle), p. 651
 SAUGEY (Bernard), p. 651
 SCHILLINGER (Patricia), p. 656
 SCHURCH (Mireille), p. 658
 SERGENT (Michel), p. 660
 SIDO (Bruno), p. 662
 SIGNÉ (René-Pierre), p. 664
 SITTLER (Esther), p. 666
 SOULAGE (Daniel), p. 667
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 668
 SUTOUR (Simon), p. 675
 TASCA (Catherine), p. 676
 TERRADE (Odette), p. 679
 TESTON (Michel), p. 684
 TEULADE (René), p. 686
 THIOILLIÈRE (Michel), p. 687
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 687
 TRILLARD (André), p. 690
 TROENDLE (Catherine), p. 691
 TRON (Georges), p. 692
 TROPEANO (Robert), p. 699
 TRUCY (François), p. 700
 TUHEIAVA (Richard), p. 702
 TÜRK (Alex), p. 703
 VALL (Raymond), p. 704
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 705
 VANTOMME (André), p. 706
 VASSELLE (Alain), p. 707
 VENDASI (François), p. 714
 VERA (Bernard), p. 715
 VESTRI (René), p. 721
 VIAL (Jean-Pierre), p. 722
 VILLIERS (André), p. 724
 VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p. 725
 VOGUET (Jean-François), p. 726
 VOYNET (Dominique), p. 728
 WAUQUIEZ (Laurent), p. 731
 WOERTH (Éric), p. 731
 YADE (Rama), p. 740
 YUNG (Richard), p. 740
 ZOCCHETTO (François), p. 743